
3 1761 05505400 1

LA POLITIQUE EUROPÉENNE

EMILIO CASTELAR



LA

Politique Européenne



PARIS
Ancienne Librairie GERMER BAILLIÈRE & C[ie]
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1897

LA

POLITIQUE EUROPÉENNE

I

Le voyage du Czar en France. — Ses arrêts et ses détours en route. — Déclarations du Gouvernement au sujet des fêtes offertes à l'Empereur. — Mort du peintre Millais en Angleterre. — Le célèbre Ruskin. — Discours de clôture du Parlement anglais. — La Crète et le Dongola. — Le droit de réunion en France. — Livres nouveaux sur la Révolution française. — La terreur, compagne obligée de tout grand changement social. — Conflits et combats de toutes parts. — Les partis français et leurs agents y sont mêlés. — La crise militaire en Allemagne. — La direction de Balfour à la Chambre des Communes. — Les lois agraires au sujet de l'Irlande et les Lords. — Le mariage du duc d'Orléans et celui du prince de Naples. — La protestation des Arméniens à la Banque de Constantinople, et les représailles des Turcs. — Réflexions. — Conclusion.

I. — Il est un événement qui, par son intérêt, domine tous les autres : la prochaine arrivée à Paris, la vaste et tumultueuse cité, de Nicolas II accompagné de la jeune et belle impératrice de Russie. Il existe des raisons supérieures qui justifient cette déférence du Czar. Sans le secours de la France, il ne pourrait accomplir tout ce que son inclination personnelle lui suggère, soit à l'Orient de l'Asie, soit à l'Orient de l'Europe, ni se jouer à loisir de l'Angleterre, comme il le fait en Corée et en Arménie. De là — chose naturelle et légitime — la confirmation d'un traité, pour lui si utile, et si inutile pour la France, dont la visite impériale actuelle semble être, aux yeux de cette nation, la sanction indirecte. Paris fera preuve, cette année, de plus de tact que jadis, il y a déjà six lustres, lorsqu'il accueillit la visite d'Alexandre II par les cris de « Vive la Pologne ! » et que des coups de pistolet furent dirigés contre la personne sacrée de son hôte par une main polonaise. Les Français espèrent voir la Russie prendre en main leurs revendications relatives au territoire national ; c'est donc à leur patrie bien plus qu'à la Russie qu'ils adressent la ferveur de leurs enthousiasmes et le tribut de leurs hommages. Mais ce sentiment étant reconnu et confessé, reconnaissons aussi et confessons que la Providence se joue autant de nous, les républicains, que le Czar se joue de l'Angleterre, en nous obligeant à confier l'espérance d'agrandir et de conserver la grande République à l'homme qui, pour notre continent, est l'incarnation du souvenir de la conquête, s'étendant des rivages de la mer Baltique, arrachés à la Suède, aux bords de la mer Noire, arrachés à la Turquie ; à celui qui rappelle la perpétration de ce grand crime, que la conscience humaine ne pardonnera jamais au despotisme, le démembrement et le partage de la Pologne, et l'asservissement de

races entières, enchaînées au char de César par la violence et courbées sous le knout, ce terrible fouet des cosaques; au représentant du régime le plus opposé à la démocratie, à la liberté et à la République.

II. — Comme la Patrie tient, surtout et avant tout, au cœur des peuples, les Français ont voué leur âme au Czar, pour recouvrer leur territoire, de même que ces savants du moyen âge qui, plaçant la science avant tout et au-dessus de tout, vouaient leur âme au diable pour découvrir un secret. Et cependant le Czar ne fait pas comme le diable qui ne se glissait que dans les esprits de ceux qui juraient à genoux de se soumettre à ses lois; le Czar se réserve un peu et met des quantités considérables d'eau dans le vin d'honneur présenté à ses augustes lèvres par ses nouveaux amis. Ainsi, après avoir visité le roi de Danemark, l'empereur d'Allemagne, la reine Victoria, l'empereur d'Autriche et tout le monde, il visitera Paris en dernier lieu. La visite inévitable au roi de Danemark est naturelle parce que tout petit-fils doit un témoignage d'affection à son aïeul; on comprend aussi les visites à la reine d'Angleterre et à l'empereur d'Autriche qui sont les doyens des souverains européens. Mais, franchement je ne puis m'expliquer — comme je m'explique le détour par Vienne et par Londres — le séjour à Breslau, capitale de la Silésie, conquise par le génie et les armes de Frédéric II sur les domaines de Marie-Thérèse et transmise par trois générations de rois à Guillaume II, occupé en ce moment à des manœuvres militaires, — à moins que ce ne soit une façon de dire aux Français qu'il sera difficile à la Lorraine et à l'Alsace de retourner à la France, et à la Silésie de revenir à l'Autriche. Les empereurs vivent de la guerre comme les aigles du vol. Guillaume entend conserver les proies qu'ont jetées à ses pieds les empereurs d'Allemagne et les rois de Prusse, de même que Nicolas entend conserver les proies que ses ancêtres ont jetées à ses pieds, depuis Ivan le Terrible jusqu'à Alexandre III qui, de son côté, avait accepté l'héritage des conquêtes accomplies jusqu'à son avènement; et toutes ces proies, fruits de la guerre perpétuelle, sont destinées à consolider dans leurs mains le système des conquêtes.

III. — Et cependant des manifestations tellement enthousiastes pour le Czar ont éclaté en France que les ministres se sont vus dans la nécessité de les modérer, dans la crainte bien compréhensible qu'elles ne finissent par tourner aux brocards et à la charge. Les journaux ont été bien inspirés en proposant une entrée solennelle par les Champs Elysées et la place de la Concorde : tous les Parisiens pourront apporter des bouquets, tandis que les Parisiennes, restées dans les appartements, feront pleuvoir, du haut des balcons et des fenêtres, des poignées de fleurs. On aurait pu compléter toute cette magnificence par un gigantesque baise-mains auquel auraient pris part plusieurs millions de personnes qui toutes auraient défilé devant les souverains placés sous un dais se confondant avec l'horizon et sur un trône de la hauteur d'une montagne. Nous aurions ainsi joui d'un spectacle d'une splendeur incomparable, comme l'on n'en contemple ni à l'Opéra, ni au Cirque, ni aux Bouffes et pour l'exécution duquel le faiseur de réclames,

le puffiste yankee, si célèbre sous le nom de Barnum, eût donné l'un de ses yeux. Il l'aurait mis de pair avec les exercices de l'éléphant blanc capturé dans les forêts indiennes de l'Asie, pour distraire et réjouir de ses danses religieuses et de ses intelligentes pantalonnades les blasés de ce monde...

IV. — Et vraiment nous avons besoin de distractions, car tous les jours ce sablier que l'on nomme le Temps envoie une âme dans l'Éternité, la fait disparaître au fond des insondables abîmes et nous cause en même temps d'indicibles douleurs. L'Anglais Millais brillait parmi les astres de première grandeur, dans le ciel des artistes européens. La mort vient de l'arracher à la terre, et cet événement nous attriste, bien que la mort ne puisse ravir ses œuvres à l'admiration universelle. Chez les Anglais, il y a eu, dans ce siècle, une école qui a fait de l'esthétique sa religion, son culte, sa morale, sa vie. Aux yeux de cette école, le beau et le bien se confondent, ainsi que le laid et le mal; leur nature respective est semblable. Et, en les confondant, elle préfère à tous les peintres — à la vérité naturelle de Velasquez, à l'incroyable splendeur de Rubens, à la *maëstria* de Rembrandt, au coloris et à la composition du Titien, — les sobres et mélodieux pinceaux de Florence, précurseurs de Raphaël, qui ne savaient pas, comme nous, peindre les corps, les campagnes et les objets, mais qui savaient, dans toute leur ingénuité, peindre les âmes et mettre dans leurs tableaux l'inimitable teinte de l'idée picturale par excellence, — l'idée chrétienne. Je partage avec les esthètes anglais la religion qu'ils professent — et qui se rapproche d'un véritable culte — pour les derniers tableaux composés au moyen âge dans l'incomparable Toscane.

Je me rappelle, à ce propos, un épisode de ma vie : très préoccupé, le jour de ma visite inoubliable au sublime Léon XIII, par la pensée de ce que je devais écouter et dire, mes regards se portèrent, tandis que je passais des antichambres à la petite salle du trône pontifical, où Sa Sainteté m'attendait, vers « les tables des quatre cents », placées là par le génie artistique des Papes, et je ralentis mes pas, autant que c'était compatible avec l'étiquette et les convenances, pour contempler ces merveilles, le cœur plein d'une instinctive et inconsciente admiration.

Mais il arrive aux imitateurs de la peinture florentine du xve siècle ce qui arrive aux latinistes modernes qui font de la prose cicéronienne. Comme ils n'inventent pas mais calquent seulement, leurs peintures et leurs écrits diffèrent autant du modèle qu'une chromolithographie diffère du tableau qu'elle reproduit ou dont elle est la copie. Millais peignait tous les sujets parfaitement; mais le genre dans lequel son art s'élevait jusqu'à être comparable à celui des plus grands artistes et même jusqu'à l'égaler, c'était le portrait ; par la puissance profondément psychologique de son pinceau, il exprimait mieux l'âme des hommes d'État réunis dans les Chambres des Lords et des Communes que l'âme de ses inspirateurs, les artistes ingénus et sincères réunis dans les jardins platoniques de Florence.

V. — Le peintre défunt a subi l'influence de l'esthétique du célèbre

Ruskin, qui s'efforçait de mêler le beau à la vie, tant dans ses actions morales que dans ses œuvres industrielles et dans ses travaux créateurs, et qui était absolument convaincu que deux villes seulement ont possédé, dans l'Histoire, des époques artistiques : Athènes, au siècle de Périclès, et Florence, au siècle des Médicis. Les regrets causés par la perte de Millais ont montré à quel point pénètre chaque jour davantage, chez les Anglais, la religion de l'art humain, cette révélation de l'esprit où se concentrent et prennent corps les impérissables conceptions. Ruskin représentait la théorie et Millais la pratique de l'art antérieur au zénith de la Renaissance, à l'époque illuminée par la gloire de Raphaël et celle de Buonarotti. Millais et Ruskin s'emparèrent ainsi, au moment opportun, de l'esprit anglais, en élevant leurs théories et leurs œuvres jusqu'aux hautes régions où s'agitent les questions nationales; ce fut par suite une affliction nationale lorsque cet illustre peintre passa de ce monde dans l'autre.

Cette particularité remarquable doit être d'autant plus notée que les embarras relatifs aux intérêt du peuple ne font pas défaut, en ce moment, à la politique ministérielle, embrouillée et hérissée de difficultés comme jamais elle ne le fut. La clôture de la législature a coïncidé, cette année, avec ces événements, et a été précédée d'un discours de la reine, comme toujours attribué, par les ministres, à la Couronne britannique, et, comme toujours, rédigé par ceux-ci. Affirmation que les relations sont bonnes avec tous les gouvernements; profond silence sur le grave problème sino-japonais; bonne entente avec le schah de Perse et l'émir de Caboul, au sujet des questions de limites, et des traités territoriaux passés avec leurs empires respectifs et le gouvernement des Indes; tristesses causées par des rébellions dans l'Afrique méridionale, lesquelles ont fourni à certains sujets britanniques le prétexte d'attaquer des peuples amis; commémoration des circonstances dans lesquelles l'Egypte perdit, il y a dix ans, sa suzeraineté sur la noire Dongola, et résolutions solennelles, dont l'accomplissement a déjà commencé, de recouvrer cette contrée, — terrible affirmation du péril qui nous menace; considérations sur les soulèvements de la Crète et allusions au projet, présenté sous les bons auspices de l'Angleterre, de réclamer pour cette île un bon gouvernement qui puisse concilier l'autorité séculaire du Sultan avec l'indispensable autonomie du peuple : — tel est le discours du trône; il embrasse les plus grandes difficultés existant actuellement sur le globe, plutôt pour les énumérer que pour les résoudre. L'immense labyrinthe de la politique universelle renferme tant de détours et de pièges, que personne ne sera assez osé pour censurer la réserve britannique, inspirée par sa prudence traditionnelle.

VI. — Mais en Angleterre, quelles que soient les difficultés internationales, la politique nationale ne peut changer, quant à présent; tandis qu'en France, quelles que soient les difficultés internationales, la politique nationale peut changer à chaque instant. Et, certes, cette différence entre la France et l'Angleterre est frappante, parce que dans l'une tout se décide

toujours par la volonté du pays entier, au sein des Comices et du Parlement, tandis que, dans l'autre, tout se décide par la volonté d'une grande partie du pays, au moyen de la révolution et de la dictature.

De cet état de choses naissent en Angleterre de grandes agitations à la surface, mais avec une paix parfaite dans le fond; alors qu'en France grondent de violentes et profondes colères; la guerre civile même éclate entre les partis, très irrités les uns contre les autres, au milieu des fureurs de cet emportement universel.

Cette situation se remarque surtout dans la pratique du droit de réunion; extrêmement tumultueux chez les Français, les meetings sont calmes, d'une sérénité parfaite, en Angleterre. Que dis-je, en Angleterre? Nous-mêmes, les Espagnols, les plus en retard dans la conquête et la pratique des droits de l'homme, nous savons pratiquer le droit de réunion, à tel point que les conservateurs et les réactionnaires eux-mêmes louent notre constitution pour la dignité et le bon ordre de ses assemblées. Plût à Dieu que nous pratiquions de même le droit de vote, nulle part aussi faussé et aussi corrompu!

Mais les Français, qui pratiquent très bien le droit de vote, pratiquent très mal le droit de réunion. Il importe peu que les droits de l'homme soient inscrits, en France, au frontispice de la Constitution, si, dans la pratique, ceux-là mêmes qui en jouissent les détruisent, donnant ainsi la preuve qu'ils ne les méritent pas. Toutes les idées ont leurs adversaires, et laisser se contredire verbalement les partisans d'opinions différentes est la marque de la vraie liberté, égale pour tous, l'expression suprême de la démocratie moderne. Mais en France il n'est pas de public qui tolère que l'on soutienne paisiblement des idées contraires aux siennes. Je me rappelle de quelle façon ont agi les électeurs socialistes, dans une réunion publique, lors des dernières élections sénatoriales, à l'égard d'un républicain aussi radical que Floquet. Après lui avoir lancé tous les *lazzi*, n'ayant plus d'injures à jeter à l'infortuné, ils tirèrent sur lui un coup de feu qui perça son chapeau au niveau de sa chevelure, blanchie par tant de luttes pour le progrès. Gambetta, lui, dut son salut à l'agilité de ses jambes lorsqu'on voulut le *lyncher*, dans une réunion publique de Belleville. Aussi le marquis de Morès, l'explorateur assassiné tout récemment en Afrique, traitait-il en sauvages les habitués des réunions parisiennes : afin de pouvoir parler dans celles qu'il organisait, il embauchait une centaine de bouchers des abattoirs, qui, couteau et revolver à la ceinture, avaient la consigne et la résolution d'assommer ou d'égorger quiconque tenterait de troubler ou d'empêcher, par des vociférations ou des brutalités, les assemblées convoquées par lui. Méthode hasardeuse, procédés brutaux, chemins dangereux par lesquels on retourne avec une extrême facilité à la barbarie.

VII. — Un scandale récent prouve que sur ce point les Français ne se corrigeront jamais. Racontons-le, car l'éloquence des faits est supérieure à celle des paroles. Depuis le moyen âge, la Fête-Dieu se célèbre chez les

chrétiens. Je ne crois pas me tromper en rapportant de mémoire que, de même que saint Dominique préconisa le *Rosaire* et saint François l'*Angelus* à l'aube et au crépuscule, de même, — toujours selon mes souvenirs plus ou moins fidèles — c'est à la prière et sur les instances de la première religieuse franciscaine en Asie, sainte Claire, qu'un pape du XIIIe siècle institua la Fête-Dieu qui est chez nous, en Espagne, l'occasion de processions magnifiques. Les membres du clergé français l'ont célébrée également, au mois de mai, et comme il ne peut y avoir en France de processions publiques sans la permission des maires, les partis radical et socialiste se sont élevés contre ceux qui autorisèrent la célébration de cette fête liturgique considérée par eux comme un acte rétrograde des plus honteux. Et pour protester, sous prétexte que ces processions empêchent la circulation et encombrent les rues, ils ont imaginé un remède homœopathique de nature à empêcher aussi la circulation et à encombrer également les rues, ils ont organisé une procession rationaliste. Et comme toute procession nécessité l'effigie d'un saint quelconque, ils ont choisi, en fin de compte, la statue d'Étienne Dolet, émule des Manuce et des Plantain, que les catholiques ont brûlé à Paris, au XVIe siècle, parce qu'ils lui supposaient, malgré ses dénégations, des tendances hérétiques.

Nous protestons contre la persécution de la pensée et de la conscience, et nous blâmons les persécuteurs : aussi bien les Grecs qui tuèrent Socrate, que les Juifs qui tuèrent Jésus, les chrétiens qui tuèrent Hypatie, les Calvinistes qui tuèrent Servet, ou les catholiques qui tuèrent Dolet. Mais, en toute sincérité, reconnaissons qu'au XIIIe siècle on tuait, à propos de questions religieuses, aussi bien sous les monarchies que sous les républiques. Les sectes orthodoxes, aussi bien que les sectes hétérodoxes, tuaient quand elles détenaient le pouvoir. Les catholiques traitaient leurs implacables contradicteurs les anglicans, comme les anglicans traitaient leurs implacables contradicteurs les catholiques, — l'horrible crime qui consiste à persécuter et à violenter la conscience humaine étant un crime universel. Chaque sectaire sacrifiait, s'il le pouvait, sur les autels de ses propres idoles, des victimes humaines. L'état d'esprit de cette époque explique, s'il ne l'excuse pas, une aussi grande barbarie. Mais il n'y a pas d'explication plausible à l'acte des défenseurs de la libre-pensée lorsqu'ils ont précipité de l'impériale d'un omnibus un jeune homme exalté, parce qu'il protestait, usant en cela de son droit, contre les manifestations rationalistes, tout comme les rationalistes protestent contre les manifestations religieuses. Ils l'auraient écharpé si des agents de police et un philosophe compatissant ne l'eussent sauvé, au péril de leur vie, de la fureur philosophique. Et, non contents de ce brutal attentat, ils se rendirent, pleins de rage, à une réunion organisée par leur victime, la dispersèrent au milieu des insultes, des coups, des plus horribles scandales, faisant ainsi prévoir qu'ils perdront le gouvernement républicain, et, avec le gouvernement républicain, irrémédiablement, les droits naturels de ce régime.

Que Dieu nous assiste, car Dieu seul peut, lorsque les nations se conduisent ainsi, sauver la liberté et la sainte cause du progrès universel.

VIII. — Parlons un peu livres et bibliographie. J'ai sur ma table une grande quantité de volumes récents qui traitent de ce sujet si vaste : la Révolution française, et qui répandent en même temps sur son époque et sur ses acteurs une vive lumière et une éclatante vérité :

La dernière édition d'une étude composée par M. de la Rocheterie sur Marie-Antoinette, très riche en curieux documents, bien que très partiale en faveur de la reine, dont la politique pendant la Révolution est chaque jour plus blâmée et plus blâmable, par suite de la publication de papiers récemment découverts; la description de la maison de Robespierre par Sardou au cours d'une polémique retentissante avec l'historien Hamel, travail pour lequel l'habile dramaturge a fait servir les nombreux témoignages oraux et écrits qu'il a pu avoir à sa disposition; le volume de Biré, qui combat tout sentiment de pitié de nature à réhabiliter les Girondins, jusqu'au point de changer en crimes les erreurs de ces malheureux et en méfaits leurs infortunes ; la correspondance de Mme Roland avec son mari (à l'examen de laquelle la *Revue des Deux Mondes* a consacré un bon article), au moment où ils n'étaient pas seulement des amis mais des fiancés, qui prouve qu'ils commettaient une faute en s'efforçant tous les deux de donner à une monarchie moribonde le tempérament d'une République jeune, et à la République au berceau le caractère d'une monarchie séculaire, cette attitude leur ayant donné l'apparence, après avoir servi fidèlement l'une et l'autre institution dans les hautes sphères du Gouvernement, de les avoir trahies toutes deux; le « Paris révolutionnaire », de Lenôtre, rempli d'indications si minutieuses qu'il enregistre même le sobriquet des portefaix qui portaient sur leurs épaules les bagages de Robespierre, lorsqu'il vint d'Arras à Paris pour faire ses études au collège Saint-Louis; le récit d'un voyage dans la France révolutionnaire, par Halem, un Allemand très versé dans la science historique.

Des publications aussi importantes donnent, à la relation de faits historiques sur lesquels un siècle à peine a passé, l'intérêt qui s'attache aux drames et aux romans les plus mouvementés, car dans cette relation se trouvent unis le caractère naturellement tragique de ces événements et leur incontestable réalité. La Révolution française a duré à peine quinze ans, et elle a laissé, dans l'espace et dans le temps, des traces plus profondes que n'en ont laissé des périodes de l'Histoire plus étendues, telles que la Renaissance, ou plus anciennes par les manifestations de l'esprit et de la société, telles que le Christianisme et l'Empire. Il en résulte que tout livre traitant d'une pareille matière provoque une grande attention et groupe de nombreux lecteurs. J'ai lu les livres publiés récemment et j'abonde dans le sentiment général pour juger les héros de cette époque. Mais je ne puis accepter que l'on fasse de la Terreur, — compagne inséparable des grandes crises que l'Humanité a traversées et des grandes transformations

qu'elle a éprouvées, — un phénomène exclusif à la Révolution française. Non, mille fois non. La Terreur a toujours accompagné toutes les métamorphoses humaines.

IX. — Aucun crime, parmi ceux que l'on rencontre à chaque pas dans l'Histoire, ne doit trouver de pardon ni même d'excuse dans la conscience humaine. Chaque fois qu'un précepte de morale s'oublie, soit chez les grands, soit chez les petits, chaque fois qu'un grave préjudice est causé à l'un de nos frères dans l'humanité et en Dieu, l'idée supérieure de justice doit surgir et infliger la peine morale qu'il convient d'appliquer avec la rigueur et l'inflexibilité nécessaires dans les circonstances solennelles qui ont pour mission de prévenir et de régénérer par un châtiment exemplaire. On ne peut donc apprécier sans restriction les avantages de la période révolutionnaire, qui plane au-dessus de toutes les générations, et les mécontents qui vivaient à cette époque ont eu raison de la décrier parce qu'il leur était devenu impossible de jouir de l'existence à leur guise dès qu'elle eût excité les gens les uns contre les autres et occasionné, par cette explosion de haines, une catastrophe aussi épouvantable que les plus grands fléaux et les plus grands cataclysmes de l'univers, dans les calamités sans nombre auxquelles la nature est sujette, en raison de l'indissoluble union qui l'enchaîne étroitement au mal et à la mort. Ainsi les dénonciations à l'accusateur public; la persécution de la pensée; la violation systématique des esprits et des domiciles; les ombres d'une foule de sbires étouffant tous les droits de l'homme récemment proclamés; la meute de bourreaux lancée, le couteau entre les dents, comme dans une chasse à des êtres humains, contre les victimes désignées pour la guillotine par la haine et la vengeance impitoyables; les prisons transformées en sépulcres d'êtres vivants; les ruisseaux des rues rougis du sang d'innombrables victimes; les cachots pareils aux noires entrées des abîmes éternels; l'anéantissement dans sa fleur de toute une génération dont les services auraient fait prospérer le monde et auraient illuminé les âmes; le déplorable affaiblissement de l'instinct de la conservation arrivé à un tel degré que notre planète ressemblait à une société de suicidés, d'êtres voués à la mort comme s'ils n'appartenaient pas à la terre et ne faisaient aucun cas de la chaleur vitale qu'ils tenaient de la chaleur universelle; tous ces crimes, que ne peut même pas justifier, comme circonstance atténuante, une démence commune occasionnée par une ivresse issue d'idées trop prématurées et trop soudaines respirées par tous dans l'atmosphère spirituelle, — donnent le droit, à tous ceux qui croient que la Révolution française est le plus grand des maux de tous les siècles, de réclamer son éternelle condamnation en vertu d'un jugement sévère et sans appel du tribunal de l'Histoire humaine. Oui, la Terreur fut un grand crime qu'expient les générations suivantes, car, il a empêché les idées de marcher avec la vitesse qu'aurait dû leur imprimer la célérité naturelle à leur essence éthérée; car l'ancien continent ne s'est pas constitué dans la forme que la religion et la science lui avaient promise; car le

États-Unis d'Europe ne se sont pas fondés dans ce siècle; car enfin on n'entrevoit pas encore le point de l'horizon où s'accomplira dans toute sa plénitude le règne du droit. Toutes les fois que les apôtres du progrès ont voulu émanciper la conscience en toute chose, les réactionnaires des diverses origines connues se sont jetés en travers pour nous montrer l'Inquisition ressuscitée par ces mêmes promulgateurs du droit humain; toutes les fois que l'on a essayé, en abolissant la peine capitale, d'assurer la paisible jouissance de l'existence, patrimoine commun à tous, même à ceux qui ne le méritent pas, ceux qui résistent à toutes les innovations se sont dressés en évoquant la guillotine en permanence, le couteau dégouttant perpétuellement de sang, les têtes des Français tombant dans le panier comme celles des bœufs à l'abattoir, la cruauté s'acharnant même sur les cadavres et les entassant par monceaux dans une fosse commune et anonyme, afin que les familles des victimes ne pussent avoir même la consolation de vénérer leurs ossements.

Je ne contesterai aucun de ces justes reproches; mais je conteste le caractère exclusif que les ennemis de la Révolution attribuent aux crimes révolutionnaires, alors qu'il n'y a jamais eu de passage d'un point à un autre, dans la voie des progrès humains, qui ne fût marqué par autant de sang répandu et assombri par de semblables erreurs, depuis l'exode des des Israélites fuyant la puissance des Pharaons, pour élever, sur la terre de Juda, un temple à leur Dieu, jusqu'à l'exode des puritains fuyant la puissance des Stuarts, pour élever, sur la terre d'Amérique, un temple à l'Humanité. J'ajoute que les amis de la réaction ne peuvent détester les crimes révolutionnaires comme nous les détestons, nous, les amis de la Révolution, parce qu'ils leur ont servi dans l'œuvre d'arrêter le progrès tandis qu'ils nous ont nui dans l'œuvre de l'accélérer et de le réaliser. D'ailleurs, non pour défendre ou excuser la Révolution, mais bien pour rendre hommage à la vérité historique, je répète que toute transition, quelle qu'elle soit, d'un point à un autre de l'état social, a coûté beaucoup plus de sang et entraîné beaucoup plus de crimes que cette Révolution française que tous les réactionnaires proclament la condensation de tous les méfaits de l'Humanité en délire, lorsqu'elle est emportée par la démence du crime.

X. — L'Europe s'est constituée avec ces éléments : l'Empire romain, la religion chrétienne, l'individualisme germanique, le pontificat catholique, les croisades, le régime féodal, l'unité monarchique, la Renaissance artistique et littéraire, la religion luthérienne, les guerres religieuses, la paix de Westphalie, les révolutions. Il s'agit donc de demander à l'Histoire quel est celui de ces facteurs qui a coûté le plus de sang, et bien qu'il n'existe aucun instrument pour évaluer de tels déluges comme il en est pour évaluer les pluies — les pluviomètres — il est hors de doute que la Révolution française ne fut pas ensanglantée comme l'une ou l'autre des époques et des institutions qui la précédèrent et l'engendrèrent.

On ne peut citer une institution aussi puissante que l'Empire. Il a précédé le Christianisme d'un demi-siècle et il dure encore. César et Auguste le fondèrent; Charlemagne en personne le rétablit, après l'invasion des Barbares; les nations allemandes le réinstallèrent pour ces mêmes Othons qui l'avaient détruit; il exista enfin dans l'Europe Orientale, sous l'autorité des Grecs, jusqu'au moment du triomphe des Turcs. Tout cela dénote une certaine unité chrétienne et une certaine suprématie européenne, comme celle du Pontificat. Mais à côté de toutes ces grandeurs, que de misères ont entouré son apparition et son établissement! Car l'Empire se constitua d'une manière définitive — l'Empire héréditaire — non au temps d'Auguste, le premier empereur, mais au temps de Tibère en la personne et sous la politique duquel la dictature de César fut perpétuée. Que de crimes horribles pour fonder une institution qui est maintenant la forme du gouvernement en Allemagne, en Autriche, en Russie! Si donc toutes les institutions humaines et toutes les crises sociales ont coûté une égale quantité de sang et ont répandu une égale terreur, pourquoi attribuer seulement à la Révolution française des responsabilité communes à chaque peuple et à chaque siècle ?

XI. — A présent même, le sang ruisselle de toutes parts. Dans les défilés de la Macédoine la chasse à l'homme se renouvelle, comme lorsque les Turcs chassaient ces malheureux Grecs traités par les sultans comme sont traités les sangliers par les rabatteurs. Dans l'île de Crète, la lutte continue et conserve tous les caractères dévastateurs propres à la barbarie : incendie, pillage, destruction et assassinat. Sur le territoire divisé de Madagascar, la conquête et la résistance sont aux prises. Les citoyens anglais les plus considérables et les plus estimés de la colonie du Cap se livrent comme otages aux Matabélés, — qui peuvent les décapiter, si cela leur convient —, afin de mettre un terme à la formidable insurrection soulevée par ces nègres presque anthropophages contre l'Angleterre. Dans les rues de Constantinople, cinq mille victimes sont immolées par les rivalités qui divisent les Arméniens et les Turcs. Au Zanzibar, pour devenir souverain, un heureux prétendant empoisonne d'abord son prédécesseur, puis se réfugie et s'enferme, avec une garnison sanguinaire, dans l'Alcazar, qui est en ce moment bombardé d'une façon effroyable. Les Nubiens appellent en champ clos les Egyptiens et les Abyssiniens tiennent leurs prisonniers italiens dans une horrible servitude. Dans la « Perle des Antilles », les métis achèvent d'anéantir les richesses inépuisables de l'île, et les Indiens des Philippines renouvellent en Asie la tragédie dévastatrice d'Amérique. Ces événements s'accomplissent comme si l'Humanité n'avait fait aucun pas en avant, comme si notre monde se trouvait encore dans la période des guerres sans fin dirigées par les génies de la haine et de l'extermination.

Je ne puis comprendre pourquoi la fièvre coloniale s'est emparée soudainement de notre Europe, pourquoi les Anglais, qui possèdent une grande

partie du globe, combattent encore pour le protectorat sur le Zanzibar, pourquoi les Allemands, après avoir échangé cet établissement fantastique contre un îlot de la mer du Nord aux avantages imaginaires, comme Héligoland, ne s'en sont pas tenus à une renonciation pure et simple et s'en vont dans la région méridionale du Continent noir, à la recherche de nouvelles conquêtes.

Mais comment nous étonner? Voici encore que l'Italie soupire après Tripoli, réclame une guerre européenne pour obtenir le protectorat de Tunis, actuellement apanage de la France, aspire enfin, — après ses derniers désastres — à une revanche prochaine des victoires du Négus. En même temps, la grande Russie qui chemine lentement mais sûrement vers les portes de l'Inde et de la Chine, et qui a déjà enlevé à la Perse une grande partie de son territoire au Nord, entre dans la Mandchourie comme chez elle, en dépit des victoires du Japon, et enlève à cet empire le fruit de ses combats en s'emparant de la Corée. De sorte que tout le globe ressemble à un vaste incendie au milieu duquel l'humanité se consume; et que les mers semblent une inondation immense occasionnée par un déluge gigantesque de larmes qui menace de nous noyer tous, accablés de tristesse par ces épouvantables catastrophes.

XI. — Les tremblements de terre coloniaux et les incendies qui calcinent le sol et assombrissent l'air, aussi bien en Orient qu'en Occident, nous empêchent de voir avec lucidité la marche régulière et bien ordonnée des nations européennes, toutes, sans exception, en voie de transformations profondes. On ne parle aujourd'hui, en France, que de la méthode révolutionnaire adoptée par une partie des communistes en présence de la méthode conservatrice des opportunistes convaincus et de la méthode évolutive des radicaux sensés. On parle de méthodes, non par pure curiosité scientifique et dans des controverses purement abstraites, mais parce que les partis militants arrivent à se définir d'abord et à se grouper ensuite en se conformant aux idées fondamentales de manières de procéder bien connues. Et quoi qu'ils arrivent à se définir, ils ne pourront, comme ils sont partisans de la révolution en tant que ressource extrême, s'entendre avec ceux qui préfèrent l'évolution, désireux de changer les lois par le moyen des lois elles-mêmes et des modifications admises dans la légalité sacrée.

A ce sujet, les chefs des partis en jeu ne s'étaient pas suffisamment expliqués. Et il semblait naturel qu'ils n'échangeassent pas des explications sur cette méthode, parce que *à têtes sans tête*, passez-moi ce jeu de mots, on pouvait leur appliquer une fâcheuse dénomination, et, de même, qu'ils ne soulevassent pas l'hypothèse des révolutions comme moyen extrême, chez un peuple aussi maître de lui, dont tous les citoyens possèdent le droit de proposition consacré par le respect de l'initiative individuelle et le droit de résolution, par l'exercice du suffrage universel. Les partis se distinguant ainsi les uns des autres, plus par la méthode que que par le dogme, les radicaux et les socialistes pourraient marcher unis, avec cette seule nuance

que la limite et le terme de leurs aspirations seraient plus ou moins fixés si tous adoptaient la législation républicaine. Mais le communiste Jaurès est allé au concile œcuménique de sa religion, à Londres, et, pour qu'une rupture ne se produisît pas entre ses coreligionnaires, il a dû adopter, comme conséquence de la méthode évolutionniste, la méthode révolutionnaire, et proclamer, ainsi que le font les bonapartistes, l'excellence du régime plébiscitaire appelé, dans le jargon politique en vogue, démocratie directe, tandis qu'en réalité il engendre le Césarisme et l'Empire. Les radicaux ont parfaitement flairé cette tendance, et l'un d'eux, éminent entre tous, mon excellent ami Ranc, s'est élevé contre ce mouvement rétrograde qui affecte une forme de progrès, jusqu'à dire qu'une révolution immédiate étant nécessaire pour l'établissement de cette démocratie directe, il y était opposé, parce que la révolution supprimerait d'abord le Sénat, ensuite le Président, et, de fil en aiguille, amènerait un Dictateur et finalement un César. Je félicite très sincèrement les radicaux d'être revenus de leur erreur et d'avoir reconnu d'eux-mêmes tout ce que nous leur prédisions.

XII. — Après avoir indiqué la situation des partis français, il nous faut revenir à la visite du Czar, car les journaux français ne traitent pas d'autres sujets. C'est chose grave que d'annoncer et de commenter les événements de demain, alors que le temps présent, et même le temps à venir, a si tôt fait d'affaiblir ou de fortifier leur histoire et leurs commentaires. D'après les uns, le Czar a une si grande prédilection pour ses récents alliés que sa femme attendra en France le moment de mettre au monde l'enfant qu'elle porte dans son sein. Selon d'autres, il éprouve de telles répugnances que la Czarine s'abstiendra d'accompagner son époux pour ne pas se rencontrer avec la femme du Président. J'ai souvent dit combien les gouvernements et les présidences anonymes de la France créeraient de difficulté à ce puissant État dans ses relations internationales avec les grandes nations européennes.

Une République qui succède à une monarchie, peut rompre sans péril avec les lois; mais elle ne peut rompre sans péril avec les coutumes monarchiques. Bien que les Présidents de République ne doivent avoir ni autorité ni prestige héréditaires, ils doivent avoir un acquis et suppléer au défaut d'ascendance historique par l'importance de leurs mérites personnels. Plusieurs républicains illustres, Gambetta, Ferry, Jules Simon, Thiers, auraient fait très bonne figure auprès du Czar en plaçant au niveau des couronnes impériales ornées de pierreries leurs propres couronnes émaillées de leurs mérites. Il est naturel que les démocraties choisissent pour chef le plus digne citoyen, en égard des services rendus, sans qu'il soit nécessaire que les temps anciens et les générations disparues le leur désignent. Mais ces chefs d'État que nous connaissons à peine, qui donnent raison à leur élection par une attitude correcte dans leur élévation inespérée, semblables à leurs effigies de cire qui se trouvent au musée Grévin, me paraissent bien insuffisants pour jouer un rôle dans des cérémonies et dans

des fêtes comme celles que prépare à sa fière idole du Nord l'iconoclaste République du Centre. Avec une municipalité socialiste, avec un groupe communiste prépondérant à la Chambre, avec les idées d'égalité qui dominent dans le Gouvernement, il eût été plus prudent de s'abstenir de recevoir des monarques que de s'exposer à un refroidissement des relations avec la Russie, non par suite d'impolitesses que rend impossibles la bonne éducation du peuple français, mais par suite d'un excès d'enthousiasme. Si la France s'était accommodée de la République conservatrice, personnifiée par un Thiers ou un Gambetta, elle n'acclamerait pas aujourd'hui des tyrans. Les gouvernements européens étant calqués sur le suprême modèle qu'elle eût constitué, nous serions à la veille de la Confédération occidentale, indispensable dans le monde entier à la paix et à la liberté humaines.

XIII. — La crise ministérielle en Allemagne s'est terminée avec un bonheur inespéré ; nous redoutions tous qu'elle ne se dénouât par une solution autocratique au lieu de se dénouer, comme cela est arrivé, par une solution parlementaire. L'irritabilité nerveuse de l'Empereur fait tout craindre de sa part, car les brusques changements de température dans le gouvernement ont de pires effets sur le salut public que les brusques changements de température dans l'atmosphère n'en ont sur la santé publique. Musicien, poète, peintre, navigateur, soldat, orateur, Guillaume II peut difficilement se fixer sur quelque faculté prédominante et l'on ne saurait imaginer la quantité de projets opposés qui bataillent dans son esprit. Tantôt vêtu en chevalier du Saint Graal, il boit la mystique liqueur de la cène eucharistique dans le calice abrité par des draperies aux riches couleurs et par des ailes de chérubins, et il exige de ses sujets les propres serments que faisaient les croisés à leurs chefs, et qui se sont conservés, comme s'ils étaient pétrifiés, dans les canons et les liturgies des ordres teutoniques ; tantôt il s'entend avec quelque dramaturge de rencontre ou quelque barbouilleur affamé, pour leur faire critiquer, d'après le goût impérial, avec des âpretés juvéniles, l'ensemble de ses chefs-d'œuvres dramatiques ; ou bien encore il révèle aux rois, dans des tableaux symboliques, les menaces du péril Mongol ayant sa source en Asie, ou les menaces du péril socialiste ayant sa source partout; tantôt il prononce un sermon presbytérien comme quelque calviniste fanatique d'autrefois, ou compose un opéra comme un vulgaire imitateur de Wagner. Il congédie aussi aisément Bismarck, après l'avoir divinisé, qu'il congédie un expéditionnaire ou un domestique. Il discute avec un socialiste, avec la même facilité qu'il joute dans une régate.

Au milieu d'une nuit d'hiver, par un temps affreux, au sein d'épaisses ténèbres, il fait sortir la cavalerie de ses quartiers et la lance dans une course infernale, semblable à une chevauchée de fantômes à travers les brouillards du Rhin. Puis, sans trêve ni repos, il disserte sur les théories bi-métallistes ou réunit un conseil des ministres pour lui exprimer son avis au sujet des

tarifs douaniers, et des seigles russes. Il possède un grand nombre des aptitudes variées de son grand prédécesseur Frédéric ; il a du caractère théologien particulier à son bisaïeul qui proclama la croisade des rois contre la Révolution française ; il est entaché du romantisme qui valut, comme on sait, le surnom de Julien l'Apostat au pauvre fou Frédéric-Guillaume IV ; il professe des sentiments humanitaires et un vague idéalisme, innés chez son infortuné père ; enfin il a hérité de tous ses aïeux et prédécesseurs, sans exception, le culte religieux de l'art militaire de l'armée. Quoique peintre, il ne s'entoure pas d'une société de peintres ; quoique musicien, il n'a près de lui ni chœurs ni orchestres ; quoique poète, il ne possède ni grand ni petit Parnasse ; mais, véritable général, il entretient un état-major considérable à qui cette préférence suggère parfois la tentation fort naturelle de devenir une coterie de courtisans. Et l'on chuchotait que cette *camarilla* avait déclaré une guerre implacable au ministre Bronsart, parce qu'il proposait pour son département de la Guerre un code militaire qui abrogerait les vieux usages féodaux de l'antique discipline et introduirait des innovations dans les réglements. par exemple le droit aux accusés d'être jugés publiquement et de désigner à leur gré leurs défenseurs, comme s'ils étaient des civils, des citoyens libres. L'influence exercée sur la personne et sur l'âme de l'Empeur par un partisan outré des règlements et de la discipline tel que le général Hannheke, donnait de la vraisemblance à la rumeur prétendant que Guillaume préparait un subit changement de gouvernement par lequel la politique parlementaire et constitutionnelle de Hohenlohe serait remplacée par une politique de réaction à la guise et au goût des seigneurs féodaux et des prédicateurs antisémites. Les soupçons se sont changés en certitudes lorsque Bronsart, partisan des réformes, si célèbre par ses travaux et par ses discours aux sessions du Reichstag, présenta sa démission que l'Empereur accepta sur-le-champ. Comme en Allemagne le pouvoir a une tendance à l'oligarchie militaire, déjà nous voyions tous celle-ci se lever comme une évocation apocalyptique, quand une lettre de Guillaume fut adressée fort à propos au successeur de Bronsart, pour le féliciter d'avoir accepté la dignité dont il l'avait investi ; en même temps, un décret de l'Empereur annonçait l'adoption d'un nouveau code militaire et l'accomplissement des réformes libérales qu'il désirait de tout son cœur dans les réglements et la discipline. Mieux vaut qu'il en soit ainsi.

XIV. — J'ai dit plus haut que la clôture du Parlement anglais avait eu lieu par un sobre discours de la Couronne qui mentionnait, en une liste sommaire, les multiples questions internationales. J'ajoute que l'adjonction des vieux conservateurs aux radicaux unionnistes n'a pas produit, en Angleterre, tous les fruits que promettait l'immense majorité qui se pressa dans les comices et l'influence, dans l'arène politique, de la situation complexe produite par Salisbury. Lorsqu'il y a, à la Chambre des Lords, un président

du Conseil d'un esprit supérieur, portant le très lourd fardeau des Affaires étrangères, et, à la Chambre des Communes, un ministre éloquent, chargé des affaires intérieures, ce dernier est regardé, quand même il ne le voudrait pas, comme dirigeant tout et assumant toutes les responsabilités.

C'est ainsi que lord Salisbury a dû se décharger sur son illustre neveu Balfour de la direction et de la responsabilité du Gouvernement. Chez les Lords, auxquels appartient toujours la prééminence, l'honneur l'emporte sur le pouvoir, et à la Chambre des Communes, à laquelle est maintenant dévolu le second rang, le pouvoir l'emporte sur l'honneur. L'école conservatrice britannique attendait tout — et se réservait tout — de l'heureux Balfour. Noble par sa naissance, riche par sa position, libéral autant que peut l'être un tory, écrivain de grande intelligence, philosophe et croyant à la fois, sans passion et partant sans aigreur, c'est un vrai dialecticien parlementaire, imbu du respect rigoureux de la tradition et d'une souplesse diplomatique à l'égard de la démocratie. Il était considéré comme destiné à perpétuer la dynastie des hommes d'État conservateurs qui, de Pitt à Disraëli, a constitué pour l'Angleterre une gloire enviée par tous les hommes politiques de l'Europe, à cause de ses vertus publiques, héréditaires et permanentes. Tout cela s'est terminé très mal.

Balfour est loin d'avoir tenu les promesses qui avaient été fondées sur lui ; elles ont été rendues vaines en partie par ses idées personnelles et par la façon de les réaliser. D'abord, il n'a montré aucune capacité dans la direction des débats parlementaires et dans le groupement des facteurs politiques. Sa glaciale indifférence, son dédain d'hidalgo pour autrui, voisin du mépris, son irrégularité à assister aux débats, sa négligence à veiller sur les orateurs et à préparer les votes, tout cela a produit un résultat naturel, mais bien triste, qui a coûté très cher au Gouvernement : une dispersion de forces et une insuffisance de discours. Et à cette indolence nobiliaire, bien différente de l'activité démocratique déployée par les conservateurs, il allie un dogmatisme réactionnaire tel que celui qu'il a étalé en public dans sa loi sur les collèges, tendant à décider que les écoles qui n'appartiennent à aucune confession, fondées par le parti libéral, sont des écoles anglicanes. S'il est déjà bien étrange qu'un ministre anglais habitué au criterium de l'observation et de l'expérience fasse du dogmatisme théologique, cela est beaucoup plus étrange chez un homme d'État qui ne peut, comme les anciens tories, s'appeler franchement conservateur, mais qui se désigne comme ministre pour souligner sa récente et étroite union avec les plus radicales personnalités parmi celles qui dirigent et gouvernent la démocratie britannique. Et ma seconde observation est si fondée qu'on a beaucoup remarqué que le grand ministre démocrate Chamberlain s'est systématiquement abstenu d'assister aux séances où se discutait la loi sur l'instruction publique, dans le but de prouver, pour l'honneur de sa conscience et pour sa bonne réputation, qu'il ne l'acceptait pas de bon gré,

dussent de pareilles déclarations ébranler le ministère et révéler son défaut d'unité. Pour peu que Rosebery y mette un peu de réserve, et joigne cette réserve à son habileté dans les savantes transactions relatives au problème irlandais, les unionistes finiront par se détacher des réactionnaires et par retourner à leur ancienne armée. Heureux jour celui où la situation présente prendra fin et où les conservateurs seront revenus à ce qu'ils sont en Angleterre par eux-mêmes : une respectable minorité. Et de tout cela devra répondre le peu d'adresse dont Balfour a fait preuve dans la direction du facteur essentiel à la politique anglaise, du facteur parlementaire.

XV. — L'entente semble facile parce qu'il règne en Angleterre un esprit de transaction politique, incompréhensible pour les républicains du continent.

Lorsque les conservateurs, portés sur les épaules des comices, vinrent combattre la politique de Gladstone et de ses amis, dans la question irlandaise, tout autre pays, sur un pareil triomphe, aurait embrassé, non une politique de négation et de résistance, mais une politique de combat et de représailles. Les hommes politiques anglais entendent autrement que nous la difficile science du gouvernement. Ils étudient tout ce qu'il y a de pratique dans les propositions contraires aux leurs et l'appliquent d'une manière mesurée et restreinte, servant les deux forces mécaniques du monde social : la stabilité et le progrès. Au fond des réformes gladstoniennes, il y avait un élément très avantageux, quoique très dangereux, parce qu'il touche au plus vif de la moelle anglaise, à l'intérêt matériel : c'est l'élément qui facilitait les modifications de la propriété, nécessaires dans un pays où le régime féodal est encore en vigueur. Gladstone proposait la transformation sur une grande échelle, par des baux à terme, des colons qui détiennent ces terres en propriétaires absolus et directs. Le gouvernement actuel, sur une petite échelle et en prenant de grandes précautions, a transigé avec les idées gladstoniennes, et les a présentées en partie au Parlement, comme un pas fait vers le progrès. Il en est toujours ainsi lors de la délibération d'une loi novatrice; tandis que les partisans des réformes la croient insuffisante, les partisans des restrictions la considèrent comme excessive.

Les Irlandais repoussèrent, dans leurs discours, les lois réformatrices de peu d'importance, bien qu'ils en facilitassent l'adoption par l'ensembe de leurs votes, mécontent d'une si minime concession de la part des conservateurs. Mais les Lords ont marqué par contre leur importance en les combattant et en les condamnant comme si elles eussent été proposées par le parti libéral. Et ils ont poussé si loin leur attaque que parfois Salisbury et ses ministres conservateurs semblaient aussi haïssables au patriciat anglais que Gladstone en personne, qu'ils exècrent et qu'ils maudissent, sans tenir compte le moins du monde de ses mérites et de ses services. Il y eut un moment, dans cette lutte, où l'on crut qu'il serait possible de lancer un cri d'assaut contre la vieille Bastille des privilèges nobiliaires et que ce cri serait poussé par les tories du gouvernement contre les tories de la

Chambre des Lords. Enfin tout s'arrangea par la méthode des transactions, si salutaire aux peuples dans tous les temps, comme elle l'est actuellement à l'Angleterre qui marche de progrès en progrès effectifs, sans révolutions et sans secousses, ne comptant, parmi ses libres citoyens, ni un factieux ni un révolutionnaire : bonheur suprême que tous les hommes d'État du monde devraient faire réaliser par leurs systèmes et leurs procédés politiques.

XVI. — Des questions anglaises, sautons d'un bond à d'autres questions plus attrayantes, à des questions matrimoniales pour lesquelles palpite l'intérêt public. Deux princes sont sur le point de se marier : le duc d'Orléans avec une archiduchesse d'Autriche et le prince de Naples avec une infante monténégrine. Comme les d'Orléans ne pourraient remonter sur le trône que par suite d'erreurs démocratiques ou républicaines, et que ces erreurs, bien que très nombreuses, ne vont pas jusqu'à restaurer une monarchie, laissons le duc d'Orléans se marier à sa guise, et disons de son mariage ce que disait un plaisant en sortant d'un théâtre où l'on jouait une comédie réaliste : « L'existence des autres ne m'intéresse pas. » Mais quand il s'agit du mariage de l'héritier présomptif d'une couronne aussi belle que la couronne d'Italie, il y a beaucoup à dire. Italianissime, comme nous appelaient les réactionnaires, nous tous qui aimions l'indépendance et l'unité de l'Italie, mes idées républicaines m'ont empêché d'approcher une famille royale pour le chef glorieux de laquelle, Victor-Emmanuel, j'ai eu un culte religieux et dont j'ai toujours considéré les victoires comme des victoires de la cause du progrès que j'ai embrassée depuis mon enfance et que je servirai jusqu'à la mort. Mais il n'est pas nécessaire d'approcher beaucoup la dynastie italienne pour savoir que le prince de Naples, d'une complexion morale très saine, d'une intelligence et d'une sensibilité très vives, d'une éducation soignée, doté par le ciel d'une couronne, n'a reçu, avec tous ces présents, ni une bonne santé ni un corps vigoureux et agile. Les infirmités qu'on lui attribue l'éloignaient même un peu de la société et l'engageaient à contracter le plus tard possible un mariage, indispensable pourtant à celui qui doit perpétuer une glorieuse dynastie. En outre, les relations difficiles de sa couronne royale avec la tiare pontificale lui suscitaient des obstacles continuels pour la réalisation d'un mariage convenable. Catholique, il ne pouvait s'allier à une famille luthérienne sans s'exposer à la colère de l'Italie, que nous désignons comme le centre éternel du Catholicisme, avec une emphase toute romaine, tant pour exprimer son antique origine que pour affirmer son indiscutable universalité. Mais, malgré sa qualité de catholique, en raison du seul fait qu'il aspire au trône italien par hérédité, qu'il fait partie de la faction gibeline actuellement couronnée en la personne d'Humbert, les princesses catholiques de tous les pays le croient et le nomment le fils des excommuniés. Et bien que cette excommunication soit dépourvue des effets de celles du moyen âge et qu'il ne vienne à l'idée du pape de mettre formellement le royaume d'Italie en interdit, ni de refuser au roi la communion ou la faculté d'assister à la messe, ni de faire jeter le corps vénéré de

Victor-Emmanuel aux chiens, au lieu de le conserver dans un magnifique sépulcre en l'Église où dorment tous les saints et où quelque sacristain outré a coutume de le maudire. Les croyances sont trop puissantes dans les cours impériales et royales qui appartiennent au Catholicisme pour qu'une princesse catholique se décide à se damner pour une couronne, comme l'a fait une pauvre infante de Parme, une Bourbon, une vraie Bourbon, qui s'est décidée à livrer au diable l'âme de son fils pour posséder la couronne de Bulgarie. Le prince de Naples rencontrait donc tous les obstacles pour son mariage, lorsque, à un moment donné, il rencontra par bonheur, sans la chercher, la princesse rêvée.

Cette princesse est une infante du Montenegro, petite principauté que le traité de Berlin a un peu agrandie en lui donnant Dulcigno, et beaucoup Alexandre III en appelant son prince ou monarque le meilleur ami des Czars. De religion grecque, la future reine d'Italie a peu d'efforts à faire pour échanger le dogme de Byzance contre celui de Rome, puisque, depuis le schisme, les deux dogmes ont été unis dans un commun symbole. Et le trône italien étant en butte à de grandes difficultés avec un roi nègre, sur lequel les Czars exercent une puissante influence, l'héritier de ce trône trouvera, parmi les joyaux de la dot de sa fiancée, une intervention morale considérable en faveur des prisonniers capturés dans les victoires du Négus et que l'Italie a le désir et le besoin de racheter. Pour toutes ces raisons, par amour et par politique, pour le bien particulier et pour le bien public, la main de la jeune infante a donc été demandée. Le mariage a été notifié, ces jours-ci, par les soins de la chancellerie italienne, aux chancele ries de l'Europe. L'empereur d'Allemagne, qui ne pouvait donner l'une des princesses de son sang au futur monarque, à cause de leur qualité de protestantes, et l'empereur d'Autriche, qui se trouvait dans le même cas, à cause de la qualité de catholiques des princesses de sa famille, se sont réjouis ensemble de cet heureux événement. Entre temps, la czarine et le czar ont envoyé aux fiancés leur bénédiction, comme s'il y avait deux pontifes ou deux divinités sur le trône de Russie.

XVII. — Avant de terminer cette longue revue, retournons à Constantinople qui forme le nœud gordien de la politique européenne. En revenant dans ces parages, nous apprenons que le chancelier moscovite est mort subitement en accompagnant les souverains russes, dans le wagon où ceux-ci voyageaient, sur le parcours de Vienne à Breslau. Malade depuis longtemps de la vessie, une douloureuse opération l'avait ranimé et l'on eût dit qu'il était rajeuni, lorsqu'un traître anévrisme lui paralysa le cœur et le tua avec la rapidité de la foudre. La Russie n'a pas eu plus de trois chanceliers, depuis les traités internationaux de Vienne, en 1815, jusqu'à nos jours. Les deux premiers ont eu beaucoup de pouvoir, mais, forcés par les circonstances, ils n'ont pas toujours été utiles à l'État impérial. Le chancelier défunt n'a eu qu'à signer la paix honteuse de Paris, en qualité de conseiller assistant Nicolas Ier. Il n'a eu qu'à se contenir et à se modérer

en présence des clauses imposées par le traité de Berlin, comme se contint et se modéra le chancelier d'Alexandre II. Il a marché de triomphe en triomphe, depuis les rives du Petchili jusqu'à celles du Bosphore et de la Seine. Il était sur le point de régler la question crétoise avec l'Angleterre, après le refus de cette puissance d'accepter le blocus qu'il avait proposé, lorsque la mort l'a frappé, implacable et traîtresse, en pleine félicité, en présence des jeunes souverains qui se plaisaient à écouter ses sages conseils et à jouir de ses succès diplomatiques.

Cependant la question d'Orient se règle d'un côté et se dérange de l'autre. Elle se termine bien en Crète et s'aggrave à Constantinople. On croyait les affaires d'Arménie à moitié arrangées et les discordes entre arméniens et turcs à peu près suspendues. Mais soudain une terrible nouvelle éclate et nous annonce que les Arméniens ont mis à sac une banque byzantine et que les Turcs ont perpétré un massacre dont la fureur et la cruauté dépasse celle des Circassiens et des Kurdes. La conspiration avait une origine et un caractère arméniens et ses meneurs ne s'en cachaient pas. Au moment d'assaillir la banque, ils lancèrent une circulaire annonçant la prise de cet édifice pour protester non seulement contre les procédés de la Turquie qui, en les opprimant, reste dans son rôle, accomplit sa fatale mission, mais contre les procédés de l'Europe qui, après les avoir excités, les laisse désarmés aux mains de l'oppresseur.

Les conspirateurs portaient avec eux dix kilogrammes de dynamite, prêts à faire sauter la banque turque et, avec la banque turque, s'il le fallait, Constantinople tout entière. On a été obligé de leur faire un siège en règle, car ils occupaient toutes les fenêtres, revolvers en main, et de leur proposer une capitulation d'après les clauses de laquelle ils refusèrent de déposer les armes, avant de se trouver en toute sécurité sous un pavillon européen et sur un vaisseau neutre. Effectivement, on les conduisit sur un bâtiment anglais mouillé dans le Bosphore. Mais les Turcs, toujours prêts à profiter de la moindre circonstance pour se livrer au pillage et au meurtre, se sont donné la satisfaction, sous prétexte que les individus arméniens insurgés auraient dû être pendus et non expulsés, de faire payer les innocents pour les coupables et se sont livrés à un égorgement tel que ceux qui furent accomplis aux époques préhistoriques, entre armées qui préféraient les morts aux prisonniers et n'étaient satisfaites que lorsque leur sanglante victoire s'affirmait par l'extermination de tous les vaincus, peuvent à peine en donner une idée. Les derniers renseignements font monter à 6.000 le nombre des morts.

On pourra les enterrer, on pourra cacher leurs dépouilles à la vue et dissiper de l'air les échos de leurs gémissements et les miasmes de leur sang; mais les Turcs ne pourront empêcher la conscience humaine de crier contre un empereur et un empire dont les sbires et les satellites renouvellent au cœur de notre Europe les massacres de l'Asie.

1er Octobre 1896.

II

Introduction. — Les principales races européennes. — L'empire russe. — La littérature. — Tolstoï. — Sa tragédie d'*Yvan le Terrible* et sa nouvelle *la Paix et la Guerre*. — Le socialisme et les socialistes russes. — Questions capitales de la politique européenne et leur développement. — La question d'Orient. — Les utopies panslavistes. — Le Czar en France. — Voyages antérieurs. — Le Czar en Autriche et en Allemagne. — Caractère diplomatique de ces deux voyages. — Le Czar en Danemark et en Angleterre. — Caractère privé et familial de ces déplacements. — La Czarine à Balmoral et à Cherbourg. — Arrivée à Paris. — L'Eglise russe. — Paris illuminé. — Le Czar à Notre-Dame de Paris et à l'Institut de France. — Signification politique internationale de l'arrivée du Czar sur le sol de la République française. — Inanité des prétentions monarchiques. — Souvenirs que garde et renferme, aux yeux des rois absolus, l'Hôtel de Ville, centre de toutes les révolutions françaises. — Les visites du Czar sous leurs aspects internationaux. — La question d'Orient discutée à Balmoral. — Conclusion.

I. — Comme le temps, la terre comporte trois termes. L'Asie et l'Afrique représentent le passé, et, par cela même, renferment des sociétés immobiles, avec le despote à leur cime et l'esclave à leur base. L'Amérique représente l'avenir, et c'est pour cette raison que l'on n'y voit pas ces aristocraties léguées par le passé au présent. Et, entre la servitude de l'Asie et la liberté de l'Amérique, entre les castes du vieux monde et les démocraties du nouveau, entre les ombres du passé et les aurores de l'avenir, se dresse l'Europe, qui est l'image du présent et qui, par suite, se trouve livrée à l'action de deux puissances opposées, de deux principes contradictoires : d'une part, les représentants des castes, qui, déchues et affaiblies, ont cependant encore assez de force pour ne pas disparaître, et, d'autre part, les représentants des démocraties, qui, envahissantes, fortes, robustes, n'ont toutefois pas complètement acquis le développement nécessaire pour s'imposer d'une façon absolue. Et comme l'Asie est la terre des castes, et l'Amérique celle des démocraties, notre Europe semble destinée à devenir quelque jour le terme moyen entre ces deux continents, de même que le présent est le terme moyen entre le passé et l'avenir. Pour se rendre compte du mouvement européen, il est nécessaire d'enchaîner les faits passés aux faits présents et de prévoir l'avenir. De même que chaque homme est le fils de nombreux ancêtres, que chaque organisme est le produit d'autres organismes antérieurs, de même chaque fait capital s'unit et s'enchaîne, par la loi logique de la succession des événements, avec un grand nombre de faits précédents. Les relations étroites des faits journaliers avec ceux qui les ont précédés et avec ceux qui en découleront constitueront toujours une des plus grandes difficultés rencontrées dans leurs études par le philosophe

et par l'historien. Dans la nature règne la fatalité, mais la liberté est la reine de la société. Nous ne pouvons, dans la nature, demander compte au soleil de ce qu'il dessèche parfois la terre et embrase l'atmosphère, parce qu'il accomplit des lois inéluctables, tandis qu'il nous est possible, dans l'histoire, de demander compte à l'homme du bien ou du mal qu'il a fait, parce que l'homme est libre et, par cela même, responsable devant les lois morales et devant la conscience universelle. C'est pour cette raison que, lorsque nous rencontrons sur notre chemin un de ces hommes qui ont une influence considérable sur les événements, nous étudions son tempérament, son caractère, son esprit, sa vie publique, et nous portons sur lui le jugement qu'il mérite, mettant à son front l'auréole de la gloire ou le marquant du sceau de l'infamie.

II. — Diverses races occupent aujourd'hui le continent européen. A l'extrémité septentrionale habitent les Scandinaves, pères des races normandes, qui ont eu une si grande influence sur le développement de la civilisation pendant le moyen-âge par leurs incursions, dernière série des invasions commencées par les peuples germaniques. A l'Orient habitent les esclaves, que l'orgueil occidental nomme les Slaves, puissants esclaves, serfs ou Serbes, qui, à l'heure actuelle, font trembler de terreur l'Occident par leurs confédérations en germe et par les alliances qu'ils projettent, chaque jour plus menaçantes pour la paix et la stabilité de nos États. La partie méridionale de l'Orient européen est occupée par les Grecs, descendants des artistes, des philosophes et des tribuns du monde antique, chaque jour plus déchus de leur précédente splendeur, mais plus chéris des peuples et plus glorieux aux yeux de l'Histoire par le souvenir et par le culte que l'Univers garde à leurs ancêtres. Là aussi sont établis les Turcs, héritiers de l'Empire grec, qu'ils ont conquis par le cimeterre, et qui, ne lui ayant pas donné la liberté pour soutien, sont sur le point de le voir passer aux mains de peuples plus jeunes et plus libres. La race germanique et une partie considérable de la race latine, avec les Anglo-Saxons dans leur grande île, occupent le centre de l'Europe. Et les deux grandes péninsules qui, avec la Grèce, ont le plus coopéré à la culture intellectuelle, l'Italie et l'Espagne, l'une au milieu de l'Europe et l'autre à l'Occident, renferment des races chez lesquelles, si l'on se rend compte des divers éléments que leur ont apporté les siècles, prédominent le caractère et l'esprit des Latins. A travers ces grandes agglomérations se trouvent aussi des peuples intermédiaires qui ont un caractère propre, comme, par exemple, les Magyars, qui habitent entre les Slaves du Nord et ceux du Sud, et les Celtes qui, installés avec les Saxons dans l'île d'Irlande, se sont incorporés à la nation anglaise, sans compter les Roumains qui appartiennent aux Slaves par leur géographie, et aux Latins par leurs origines.

III. — Le premier objet de notre attention, au milieu des problèmes politiques, est l'Empire russe, qui s'est consacré, depuis la guerre de Crimée, à un travail de réorganisation intérieure, et, depuis la guerre

franco-prussienne, à un travail de prépondérance extérieure. Si l'on examine ce grand peuple russe, dont les possessions sont comparables à celles des antiques empires asiatiques, et qui, semblable aux tribus en armes, paraît attendre un signal pour s'élancer au combat, on y constate un bouillonnement de pensées, d'aspirations, de rêves qui démontrent l'activité fébrile de ces races jeunes, douées d'une vertu prédominante, une inébranlable espérance. A première vue, le sentiment commun est qu'il n'y a là qu'un Czar sur le trône et un peuple dans la poussière ; mais une étude approfondie révèle la genèse d'un esprit nouveau. Les difficultés qu'oppose à l'étude du génie naissant de la Russie son idiome embrouillé empêchent en général les noms de ses écrivains de jouir de la renommée qu'ils méritent ; et il faut cependant avouer qu'il n'est pas de littérature plus appropriée à notre siècle que la littérature russe, parce qu'il n'en est pas qui renferme des vues aussi justes et aussi transcendantes sur les problèmes sociaux. Aujourd'hui même les lettres russes sont redevables d'une glorieuse splendeur à un écrivain immortel, le grand Tolstoï. Son principal titre au souvenir et à la reconnaissance de la postérité est sa tragédie d'*Yvan le Terrible*, plus semblable aux drames historiques de Schiller qu'aux œuvres compassées et classiques de l'ancien théâtre français. Yvan le Terrible est la personnification de la sombre autocratie : perfide et astucieux comme Auguste, fantaisiste comme Néron, soupçonneux comme Tibère, cruel comme tous les tyrans, écrasé d'ennuis au faîte de son omnipotence, et, sur la fin de sa vie, accablé sous le poids de ses remords, poussé à un véritable suicide, puisqu'il abdique en faveur d'un successeur quelconque et qu'il s'enterre avant l'heure dans l'obscurité d'un cloître ; parricide affreux, qui a sacrifié son fils aîné à la raison d'État, uniquement pour lui substituer un jeune homme débile, faible d'âme et chétif de corps, impuissant à lutter contre la peste qui empoisonne les airs, contre la faim et la misère, contre les irruptions des Polonais à l'Occident, contre celles des Tartares à l'Orient des Scandinaves au Nord, et contre tant d'autres cataclysmes qu'accompagne le vent de la mort. Yvan le Terrible, à l'heure de son abdication, sur le seuil de son monastère, au bord même de la tombe, se rencontre avec les boyards qu'il a persécutés et décimés ; agenouillés à ses pieds, ils le conjurent de remonter sur ce trône élevé sur des monceaux d'ossements décharnés : il recouvre toute sa puissance, il se revêt de son armure, il hurle comme un loup affamé, il fait appel à ses armées ; mais, tout d'un coup, l'apparition d'une comète le frappe d'épouvante ; il croit voir apparaître les spectres de ses victimes ; à l'annonce d'une défaite, la folie s'empare de son cerveau et le met au comble de la fureur ; enfin, la prédiction d'un astrologue lui annonçant qu'il mourra le jour de Saint-Cyrille suffit pour le tuer le jour même de la fête de ce saint. Ne voit-on pas dépeints ici de main de maître tous les désordres et toutes les erreurs du despotisme ?

IV. — On lit aussi, dans la superbe nouvelle de Tolstoï, *la Paix et la guerre*, la description de cette aristocratie russe du siècle dernier, formée

et disciplinée à la façon germanique par Catherine II, désapprenant sa propre langue et parlant toujours en français; on y voit les intrigants qui, courtisans habiles dans les salons, se transforment en généraux absolument incapables à la guerre; les diplomates d'allure élégante et d'intelligence nulle ; les officiers à la force herculéenne, au caractère loyal, mais dont la vie fut si troublée; les princes richissimes qui veulent que le monde s'occupe d'eux avant même de les connaître, et qui se divertissent en précipitant dans une profonde rivière un sbire étroitement lié à un ours; les jeunes gens qui se promènent indifférents à travers les incendies de Moscou comme à travers les parterres d'un jardin; les horribles batailles et les innombrables armées de 1812, 1813 et 1814; le célèbre comte Rostopchine, qui défend contre Napoléon la capitale sacrée de l'antique Russie, et annonce à ses habitants non seulement que l'armée envahissante menace Moscou, mais encore que ses propres troupes s'affaiblissent à vue d'œil ; le général Kutusoff dormant la veille d'Austerlitz parce que tout est perdu, et se croisant les bras pendant la retraite de la Bérézina parce que les Russes sont victorieux : ce sont là de fidèles images du fatalisme.

On rencontre dans Tolstoï les types variés de cette société russe, au faîte de laquelle se trouve une aristocratie aussi pourrie que les autres aristocraties européennes, alors que, dans ses profondeurs, croît un peuple qui n'est comparable à aucun autre en Europe.

V. — Pour toutes ces raisons on ne peut s'étonner des progrès que fait le socialisme dans la vieille société russe. Tandis que ces écoles qui cherchent à résoudre, au moyen d'une commune formule plus ou moins étendue, les contradictions sociales, perdent tout crédit dans les régions occidentales, qu'elles ont antérieurement soulevées et embrasées, elles gagnent, à l'Orient de l'Europe et surtout en Russie, une autorité des plus dangereuses.

J'ai entendu Herzen, peu de temps avant sa mort, se dire très décidé à persister dans sa propagande communiste et très fier d'appartenir à la race slave, qui, selon lui, doit résoudre en une synthèse parfaite les antinomies qui séparent les droits de l'individu de ceux de l'État. J'ai entendu, à l'un des derniers congrès de la démocratie, le persévérant Bakounine nous proposer comme idéal de toute politique, comme remède à nos misères, comme port de salut, comme le paradis de nos espérances, le village slave avec ses institutions patriarcales et sa négation radicale de toute propriété. Mais je n'aurais jamais cru que ces rêves, qui s'évanouissent dès qu'on les soumet à l'examen de la raison ou à l'épreuve de l'expérience, pussent pénétrer aussi profondément une société qu'ils ont pénétré la société russe. Maints penseurs les formulent dans les Patmos où ils vivent en exil; d'innombrables livres et brochures les propagent; des sociétés qui prennent des noms divers, comme ceux d'apôtres de la vérité ou de prolétaires spirituels, les organisent; une immense contrebande, plus habile que tous les sbires, plus forte que toutes les armées, brisant l'immense cordon

douanier, les répand dans le pays; une poésie, exaltée par la censure même jusqu'à la vision et à l'illuminisme, leur prête ses accents inspirés; les femmes, avec leurs tendresses idylliques, leurs effusions amoureuses, passionnées pour l'émancipation, les accréditent, et une jeunesse, que rendent folle le feu ardent de la vie et la communion des idées, jure de les défendre en cent combats, s'il est nécessaire, et de les réaliser au prix des plus grands sacrifices.

Lisez le réquisitoire du procureur général de la couronne, Zychareff, réquisitoire écrit non pas aujourd'hui où le socialisme a considérablement progressé, mais il y a au moins vingt ans, et vous serez stupéfait de la puissance et de l'extension démesurées des écoles socialistes russes. A Moscou, la Rome des Russes, on avait découvert une imprimerie clandestine destinée à répandre les écrits révolutionnaires, et administrée par des fonctionnaires impériaux. Les cercles et les sections s'étendaient dans toutes les parties de l'Empire avec une organisation très puissante, semblable à celle qu'avaient établie les Carbonari italiens à l'époque de la servitude de leur patrie. Un prince, ancien fonctionnaire public, présidait le cercle de Pétersbourg; un grand propriétaire terrien celui de Yaroslaff; un manufacturier millionnaire celui de Tamboff, et un juge retiré, jouissant d'un crédit sans égal grâce à son intégrité sans tache, contribuait à cette propagande en lui consacrant environ quarante mille roubles, pris sur sa bourse particulière. La province de Pawsa avait pour principal juge de paix un socialiste; dans celle de Viatka, la députation de la noblesse passait pour réunir les hommes les plus considérables du parti, et le gouverneur général était considéré comme l'homme-lige du Conseil des étudiants, qui lui-même se trouvait soumis à son tour aux ordres et aux instructions de la Commission centrale résidant à l'étranger. Le beau sexe montrait un fanatisme novateur semblable à celui qui enflammait les jeunes Romaines aux premiers siècles du christianisme et les jeunes Françaises aux premiers jours de la Révolution. La fille d'un général soutenait les écoles socialistes; la femme d'un colonel de gendarmerie poussait ses propres fils à la propagande de la mystérieuse doctrine; des jeunes filles, appartenant à des familles de conseillers privés de l'Empereur, endoctrinaient les paysans innombrables de leurs vastes propriétés. La poussée de toutes ces forces réunies était si grande, si impétueuse, si absolument insurmontable, que l'agent impérial se désespérait, et qu'on l'entendit déclarer solennellement l'impossibilité de connaître tous les cercles et de poursuivre tous les sectaires affiliés à une religion qui englobait toute l'étendue de l'Empire. Les hautes classes russes ressentirent alors quelque chose de cette impulsion révolutionnaire qu'ont ressentie les hautes classes françaises à la fin du siècle dernier, et qui les poussait à combattre pour la République dans les campagnes américaines, et à déposer, dans la nuit du 4 août, leurs propres privilèges au pied de la tribune, ce Thabor de la Liberté. Et les classes élevées se confondent avec le parti orthodoxe, avec le parti purement russe, avec lequel elles veulent restaurer l'antique reli-

gion grecque et l'empire tel qu'il existait avant Pierre le Grand, en combattant comme une ennemie implacable la dynastie allemande, qu'elles accusent d'avoir détruit l'originalité moscovite, en créant des bureaucraties serviles et en subordonnant les intérêts russes à ceux qui leur sont le plus opposés, à ceux de l'orgueilleuse Allemagne.

VI. — Cette situation intérieure de la Russie se trouve compliquée par la situation extérieure qui, de l'avis général, présente deux menaces de guerre ayant pour causes, l'une ses conquêtes en Asie, l'autre ses ambitions en Europe. Lentement, comme pour détourner l'attention, l'empire moscovite s'est étendu d'une façon considérable dans le centre de l'Asie. La presse anglaise, alarmée par ces conquêtes, a fréquemment sonné le tocsin, inspirant, il faut l'avouer, de profondes inquiétudes aux flegmatiques hommes d'État de son pays, mais sans les résoudre à une action constante et décisive. Il est bien vrai que les Russes s'empressent de les rassurer en leur disant, des mémoires géographiques et des cartes militaires aux mains, qu'une complète ignorance de l'Asie centrale peut seule expliquer des appréhensions si vaines et si peu fondées. Si les postes militaires qui garnissent les frontières de la Sibérie se sont acheminés et ont gagné du terrain dans toutes les directions, s'ils ont été renforcés, c'est qu'ils étaient en butte à des combats continuels, à des assauts imprévus, et que leur marche en avant était indispensable à leur sécurité. Ces raisons de légitime défense ont été opposées à tout, ainsi que l'instinct de conservation, qui est de la même nature, et elles ont servi à étendre jusqu'au Turkestan les possessions de la Russie. Pendant cent vingt-trois ans celle-ci a supporté toutes sortes d'outrages, de défis, d'attentats ; après avoir vu ses représentants égorgés dans des guet-apens barbares, ses troupes décimées par des attaques continuelles, elle s'est enfin décidée en 1840 à faire une expédition, au milieu d'interminables plaines de sable et à travers l'immensité de déserts glacés, au milieu desquels disparut, dans un épouvantable désastre, une armée entière, dévorée par l'insatiable voracité des steppes sauvages.

La paix demandée par le Khan et confirmée en 1842 ne fut guère de la part de ce barbare batailleur qu'un prétexte pour reprendre haleine et un piège tendu à la Russie. Dans ces conditions, les nouveaux mouvements des postes militaires, cette frontière mobile, ne suffirent plus, pas plus que les explorations du lac Aral et la flottille qu'on lança sur ses eaux : si le Khan de Khiva ne bougeait pas, il précipitait en revanche sur le camp moscovite les féroces Kirghises du désert, qui se réunissaient et se séparaient comme les nuages pendant la tempête, se soustrayant à toute attaque sérieuse et à toute tactique régulière. C'est pourquoi les Russes se trouvèrent contraints de faire rentrer les steppes déserts dans les limites de leurs possessions et de donner pour frontière à leur empire, non pas le désert avec ses tribus nomades, mais les pays occupés par des populations sédentaires, fixées au sol par la force d'une civilisation imparfaite, il est vrai, mais supérieure à l'état primitif et sauvage de ces légions agressives,

engendrées comme des monstres fantastiques par les océans de sable, dans l'immensité de cette Asie que les historiens occidentaux des premières invasions germaniques appelaient « le nombril du monde ». Khiva a été annexé à l'empire russe, mais cette annexion est insuffisante : il lui faut établir sa frontière au nord de l'Afghanistan et de la Perse. Ainsi, même malgré la prise de possession de l'oasis de Merv, où la Russie a actuellement fixé la limite des conquêtes qu'elle a poussées depuis les bords de la mer Caspienne jusqu'au centre du continent asiatique, les Anglais n'ont pas de motif de s'alarmer, disent les Russes, puisque les possessions russes sont séparées des possessions anglaises par une étendue de sept cents kilomètres et par une inexpugnable chaîne de montagnes.

VII. — Les hommes qui connaissaient l'intérieur de l'Asie conseillaient à l'Angleterre, pour prévenir les complications futures et pour y parer en temps utile, d'imiter le procédé de la Russie et d'occuper Hérat, dont les Russes se sont emparés sur la frontière persane, et qui, comme Merv, est un point stratégique important sur la route de la Chine aux Indes. Mais la question territoriale n'est pas la plus importante des questions anglo-russes. Tandis que les possessions asiatiques de l'Angleterre se trouvent à une grande distance de la Métropole et du gouvernement, les possessions asiatiques de la Russie apparaissent comme résultant d'une extension naturelle de l'Empire; alors que la domination anglaise revêt un caractère purement commercial, impropre à séduire les imaginations orientales, si ouvertes au merveilleux, la domination russe, au contraire, présente un caractère militaire et impérial, complètement en harmonie avec le génie de l'Asie; tandis que l'Angleterre professe une religion sévère, extrêmement austère, reposant sur l'indépendance de la critique individuelle, peu propre à remuer les peuples mêmes du midi de l'Europe, la Russie professe une religion absolument orientale, avec des rites poétiques, des mirages merveilleux et des traditions asiatiques, la seule peut-être qui soit capable de séduire et d'attirer vers le Christianisme des peuples nés sur la terre des mystères et sous le ciel des prodiges.

C'est pour cela que les craintes de l'Angleterre en Asie en présence des progrès de l'Empire russe me semblent on ne peut plus fondées. A peine fixe-t-on les yeux sur les horizons lointains de l'Asie, on voit surgir spontanément la question qui domine toutes les autres aujourd'hui en Europe, la question d'Orient. Les événements européens se déroulent par séries autour d'un fait capital que l'on dirait doué, au milieu de la politique courante, de l'importance que possède l'astre central dans la mécanique céleste. Depuis 1848 jusqu'à 1853, tout ce qui s'est passé en Europe s'est groupé autour de deux événements principaux : la proclamation de la République et celle de l'Empire en France. De 1853 à 1859 les faits principaux furent la guerre de l'Angleterre et de la France contre la Russie, et la guerre du Piémont et de la France contre l'Autriche. Depuis 1859 jusqu'à 1866 toute la politique gravite autour de la rivalité de l'Autriche

et de la Prusse, et de 1866 à 1870 elle se rapporte surtout à l'antagonisme de la France et de la Prusse. Aujourd'hui, depuis les modifications du traité de Paris, qui fut la revanche obtenue par la Russie des humiliations subies par elle en Crimée, les questions européennes sont subordonnées à celle qui les absorbe toutes, à la question d'Orient, si pleine de dangers. Et, en même temps que se pose la question d'Orient, réapparaît, avec toute son importance, un problème non moins périlleux, celui de l'unité de la race slave, plus fertile encore en guerres et en catastrophes que celle de la race allemande, dont le travail intérieur fut l'occasion de tant et de si désastreux combats.

VIII. — Cette grande Russie possède, avec le sentiment de l'individualité communale propre aux peuples jeunes, le sentiment national, apanage des peuples mûrs, et aussi une autre idée qui commence aujourd'hui à germer dans les cœurs, et qui s'accroîtra dans l'avenir, l'idée de race. Le slavisme se manifeste et s'affirme avec force. Vivement combattu par ceux qui croient voir en lui une confirmation de l'orthodoxie traditionnelle et un soutien du régime autocratique, ce principe s'accrédite au point que d'illustres critiques l'ont indissolublement uni à l'émancipation, aussi bien nationale que politique, des races et des peuples orientaux.

J'ai rencontré une nuit, chez la princesse Troubetzkoï, le célèbre orateur de Prague, Riegel, un des principaux défenseurs en Orient de ces principes slaves qui s'emparent aujourd'hui de quelques esprits éminents, et qui passeront demain, par la mystérieuse infiltration des idées, de l'ordre des pensées à celui des faits, au point de pénétrer jusqu'au cœur même des sociétés auxquelles ils ont été consacrés. Et Riegel démontrait, avec un grand nombre de dates, avec une véritable clarté d'expression, que le slavisme est né chez les peuples persécutés et opprimés, chez les peuples qui avaient besoin de puissants soutiens pour réaliser leur émancipation, et qui ne pouvaient rencontrer ces soutiens qu'en Russie. Selon lui, le peuple moscovite n'a pas été le promoteur du mouvement panslaviste : ce mouvement est dû aux différents peuples slaves qui n'ont pu supporter le joug de leurs dominateurs, Autrichiens, Allemands, Hongrois ou Turcs. On a vu surgir du sein de ces peuples opprimés d'illustres philosophes qui ont montré que la langue liturgique de l'Église russe est aux idiomes slaves modernes, ce que le latin ecclésiastique est aux langues néo-latines. C'est de ces peuples courbés sous le joug que sont sortis les historiens qui ont évoqué les temps disparus de l'unité de leur race; les poètes qui ont demandé à l'aigle moscovite de déployer ses ailes et de diriger son vol au midi, à l'occident, vers ces bouches du Danube alors peuplées de nations esclaves comme en d'autres temps les bouches de l'Euphrate ; leurs appels s'élevaient de ces Alpes neigeuses où l'on entendait grincer tant de chaînes, alors que le Créateur les avait dressées pour être des temples de la liberté et du droit; ils sortaient de ces forêts obscures et profondes des Balkans où le Croissant brille comme un astre sinistre, de toutes ces gémonies qui, pour se convertir en forteresses de l'émancipation universelle, n'atten-

daient que le cri de guerre éclatant qui devait venir des régions du nord. La vérité est que si nous recherchons des idées plus précises et plus exactes sur le panslavisme, c'est en Bohême et chez les éminents écrivains de ce pays que nous les trouvons.

C'est là que l'on voit parfaitement reconnu le caractère fondamental des diverses familles slaves ; c'est là qu'est faite la critique de l'Empire, moitié germanique moitié mongol, de la Russie, qui s'est placé au-dessus de l'originalité historique et de l'indépendance intérieure de la nation ; on y accuse les Allemands et les Magyars d'être des oppresseurs et des tyrans, et la Pologne y est vertement blâmée de se soulever contre les intérêts de sa propre race ; enfin, on y trouve signalées les limites de la confédération de ces jeunes peuples qui ont la même provenance, la même origine spirituelle dans le passé, et qui, dans l'avenir, auront une même patrie, sans préjudice de l'autonomie correspondant à leurs diverses nationalités.

IX. — La France consacre au grand représentant des Slaves un triomphe en présence de la grandeur duquel ce qui se passait autrefois à Rome semble bien petit. En sorte que, comme la France possède le privilège d'avoir une influence spéciale sur le monde, — aussi bien par sa situation géographique centrale sur notre continent que par le tour communicatif de sa langue et de son génie, — les cercles politiques ne s'occupent pas d'autre chose et que les journaux quotidiens sont remplis du récit des voyages du Czar, bien que ce soient des voyages d'agrément et de noces, et des entrevues de ce souverain, encore qu'elles revêtent un caractère purement amical et privé. Il faudrait ignorer une partie considérable de l'histoire contemporaine et une phase capitale du développement de l'esprit moderne pour ne pas connaître les nombreuses visites faites par le puissant monarque et les toasts non moins nombreux qu'il a prononcés au cours de ses longs déplacements sur terre et sur mer.

La Russie et l'Autriche sont ennemies, non seulement à cause de l'ingratitude historique dont cette dernière puissance fit preuve au moment de la guerre de Crimée envers Nicolas Ier, qui avait été le sauveur de sa couronne brisée en cent morceaux sous les coups de la Hongrie, lors de la révolution de 1848, et c'est là une raison parfaitement légitime de cette hostilité, mais aussi parce que les deux nations aspirent à établir leur hégémonie, leur prédominance sur le Midi oriental et à s'emparer des dépouilles de l'Empire turc agonisant. Les visites des Czars à l'Autriche ne pouvaient passer pour purement courtoises et elles étaient particulièrement chaleureuses et sincères tant que dura l'union des trois empereurs, à l'époque qui précéda les désastres de la politique russe en Bulgarie et jusqu'à l'heure où la conspiration autrichienne revêtit une forme parfaitement claire sous la personnalité de Ferdinand de Cobourg qui, aujourd'hui traître à l'Autriche, s'est rangé sous les lois du Czar.

L'entrevue avec l'Empereur allemand n'a été de même que de pure courtoisie. Tout souverain moscovite est contraint, — depuis que les idées panslavistes sont l'objet d'une véritable prohibition chez les puissances de

l'Europe centrale, — de démontrer d'une manière palpable qu'il oublie son origine allemande et s'en tient à l'idéal rêvé par les moujiks, à l'idéal d'un patriarche, despote populaire comme Yvan le Terrible, dont nous avons fait mention ci-dessus, empereur et pontife tout ensemble, disposant à son gré du corps et de l'âme de ses nombreux vassaux. Pierre le Grand, Catherine II, Nicolas Ier et les deux Alexandres se distinguèrent par leur penchant pour l'Allemagne, qu'ils croyaient être une grande école scientifique et artistique, et par leur amour pour tous ceux dans les veines desquels coulait ce sang allemand, dont ils s'enorgueillissaient hautement de descendre. Mais ce sentiment atavique des empereurs moscovites modernes était hostile au sentiment commun de tout le peuple russe, convaincu que sa nationalité et ses traditions surpassent de beaucoup en mérite intrinsèque et en qualités politiques le génie allemand, élevé jusque sur le trône par la dynastie régnante, d'origine et de tendances étrangères. C'est pourquoi le dernier Alexandre de Russie, mort récemment, le père de ce Czar qui ênthousiasme aujourd'hui le cœur et l'esprit de la France, s'est complètement détaché des Allemands, et, pour démontrer d'une façon objective la vérité de ce détachement, auquel on n'aurait jamais cru, a accepté d'entrer en composition avec la France, ce qui était certainement si contraire à ses instincts. La même politique est suivie par son fils. Aussi les deux entrevues avec l'empereur d'Autriche et l'empereur d'Allemagne n'ont eu d'autre sens que celui-ci : faire preuve envers les rois voisins et amis d'une sincère courtoisie, ce qui revient à dire que le fait pour le Czar de se rendre en France ne signifie pas qu'il prend fait et cause dans les querelles des peuples occidentaux, en sorte que ses relations avec la France ne comportent aucune velléité de guerre ni aucun projet de nature à menacer la paix et l'équilibre européen.

Aux yeux des fins diplomates de Pétersbourg, c'était cependant une chose extraordinaire que faire accepter sans réserves à la France, où est profondément enracinée la République, la seule personnification des idées antiques et du régime despotique qui reste aujourd'hui au sein de l'Europe chrétienne, et cela par les même voies, par les mêmes moyens que signalaient à Catherine de Russie les impatiences du bon Gustave de Suède pour combattre la France révolutionnaire, parce que tous deux la croyaient sur le point d'enfanter la première République, à laquelle cette nation inspirée a effectivement donné naissance.

X. — Si les visites du Czar en Allemagne et en Autriche n'ont présenté qu'un caractère courtois et pacifique, celles qu'il a faites du roi de Danemark et à la reine d'Angleterre ont été d'une nature absolument particulière et intime. Les premières ont eu une allure diplomatique, les secondes ont été d'ordre purement familial; les unes se sont rapportées à l'État et à sa complète sécurité, les autres au foyer et à ses saintes expansions. A Vienne et à Berlin, Nicolas cherche des amis pour l'aider à maintenir l'ordre et l'équilibre européens; il se rend à Copenhague et à Balmoral pour y

rencontrer des parents qui lui rappellent le souvenir de son père défunt et qui lui inspirent ces saintes affections du foyer existant nécessairement jusque dans les cœurs impériaux et jusque sur les plus grands trônes, véritable pierre où brûle la flamme du sentiment, indispensable à la famille, flamme qui ne sert pas seulement à réchauffer la nourriture du corps, mais qui réchauffe aussi les cœurs, pierre sacrée qui semble la dalle du sépulcre et du panthéon des ancêtres, car la vie s'alimente et se nourrit de la mort. Bien faible est l'utilité qu'a pour le Czar, dans le domaine politique, sa parenté avec le roi de Danemark, mais il n'en est pas de même sous le rapport des sentiments. Les nations boréales ou scandinaves, de même que la nation danoise, d'origine purement normande, sont bien tranquilles au point de vue de l'organisation intérieure et civile, mais ne jouissent pas d'une égale tranquillité dans l'ordre politique, et, tandis que le roi de Danemark, Allemand d'origine, peut à peine s'accorder avec son Parlement, très excité contre lui depuis nombre d'années, de son côté le roi de Suède, d'origine française, ne peut guère conduire sûrement le char de l'Etat, auquel sont attachés par force deux gouvernements si dissemblables et si disposés à se désunir, celui de Stockholm et celui de Christiania, l'un patricien et protectionniste, l'autre démocratique et partisan des droits de l'homme et du libre-échange. Aussi aucune relation ne peut se lier avec la Suède et avec le Danemark, deux quantités qui ont certes une valeur intrinsèque propre, mais qu'il est impossible de compter au milieu de cette somme de multiples facteurs tels que ceux qui représentent de véritables forces dans le mécanisme compliqué de la politique européenne Alexandre III allait tous les étés, avec sa famille, au milieu des forêts boréales, à la rencontre d'affections intimes, de même que Guillaume II, à la recherche de sublimes émotions, s'embarque, chaque été, pour les côtes de Norvège, afin d'y contempler le soleil de minuit. Nicolas vient de renouveler cette coutume de son père, de même qu'il a continué sa politique internationale, principalement à l'égard de la France.

De tous les plaisirs auxquels se livre le plus volontiers le jeune empereur, celui qui lui plaît le mieux est l'exercice de la bicyclette, et il a trouvé dans les forêts du Danemark l'espace nécessaire pour se livrer à la pratique et à la jouissance de ce plaisir. Monté sur sa machine, il s'était éloigné du palais et croyait être seul, — et la solitude est particulièrement agréable à ceux qui sont contraints d'être toujours en représentation, — lorsqu'il aperçoit une ombre qui le suit, un homme qui court derrière lui à fond de train, s'avançant jusqu'à la bicyclette; il se retient tout d'abord de gourmander et de chasser sur-le-champ hors de sa vue l'importun coureur qui semblait accomplir un engagement et s'efforcer de gagner un pari. Mais quel n'est pas son mécontentement lorsqu'il apprend que cet impudent fâcheux n'est rien moins qu'un agent de la police russe, chargé par l'administration pétersbourgeoise de ne pas perdre le Czar un seul moment de vue, même au milieu de sa famille, de tous les côtés et à chaque instant!

Et cela parce que le poignard du nihilisme est suspendu, invisible et menaçant sur la tête du Czar, comme la faux cachée du spectre de la mort sur la tête de tous les hommes. Après avoir visité leur famille danoise, le Czar et la Czarine se sont rendus auprès de leur famille anglaise. Nicolas est le propre neveu de l'héritière du trône anglais, la belle et vertueuse princesse de Galles, étant le fils d'une de ses sœurs; sa femme est nièce de la reine, car elle est fille de cette célèbre princesse de Hesse dont les écrits, publiés après sa mort, ont donné lieu à d'innombrables commentaires, qui vivait dans une pauvreté absolue, et qui, au-millieu des nuages allemands, pour chasser l'ennuiet le chagrin qui le suit, se livrait sans réserve au téméraire exercice des spéculations métaphysiques. Il est certain que, pendant une longue période de temps, Alice s'éprit du système professé par l'extrême-gauche hégélienne, système complètement athée, dont le maître préféré était le célèbre Strauss, qui s'était élancé des chaires de Zurich, pour nier, en quatre volumes d'une allure magistrale et d'une érudition toute germanique, la divinité de N. S. Jésus-Christ et la véracité de nos saints Évangiles. Mais il paraît que la fille n'a pas hérité de ces velléités métaphysiques de la mère ; elle s'est contentée de lire son Évangile luthérien et de suivre ses offices dans les églises protestantes. Je ne crois pas aux unions d'inclination en ce qui concerne les rois et les empereurs, de même que je nie la foi religieuse de ceux qui abandonnent une couronne éternelle dans le ciel pour une couronne éphémère dans le monde. Mais la presse affirme que la Czarine fait exception à cette loi, qu'il lui a profondément coûté de changer de religion pour changer de patrie, et que seul l'amour l'a poussée à sortir de cette sévère Église protestante pour entrer dans l'Église grecque, si semblable aux Églises asiatiques.

XI. — On dit que la reine Victoria a pesé, de tout le poids de sa grande autorité, sur sa petite-fille en larmes, pour la pousser à changer de religion afin qu'elle pût ceindre la couronne pontificale slave. La reine d'Angleterre passe en religion pour une puséiste, c'est-à-dire pour une sectatrice de l'anglicanisme extrême, qui, avec ses canons, ses dogmes et sa discipline, se rapproche de l'Église catholique à laquelle il prend ses chapes pluviales, ses cierges allumés, son encens parfumé, et la souveraine se considère comme la barrière mise entre les puséistes et le pouvoir pontifical, plutôt à cause de l'amour qu'elle porte à son pays que par une contradiction quelconque avec le Credo antique et orthodoxe.

Mais disons, à l'honneur des femmes qui appartiennent à la religion catholique pure, qu'elles semblent se résoudre moins facilement aux abjurations et aux apostasies que celles qui ont été élevées dans le giron des églises luthérienne et byzantine, sans doute parce que l'Église romaine, la véritable Église universelle, possède une autorité et une organisation supérieures à celles des églises hétérodoxes ou schismatiques. L'unique dérogation qui ait été faite à cette loi est imputable à une infante de Parme, première fille de Charles VII, appartenant à la dynastie bourbonienne his-

pano-italienne, qui a laissé baptiser suivant le rite byzantin son premier-né Boris, issu de son mariage avec le prince Ferdinand de Bulgarie. Au contraire l'Impératrice de Russie a quitté, pour régner, l'Église luthérienne pour l'Église grecque, et les princesses héritières de Grèce et d'Italie se sont converties, pour s'asseoir sur un trône, l'une du protestantisme à la religion byzantine et l'autre du culte des Slaves à la religion romaine. La reine Victoria, à cause de son intervention dans le mariage du Czar et de la Czarine et en raison du bonheur qui couronne l'union de ces deux jeunes gens, méritait bien la visite familiale qu'ils lui ont faite et les preuves d'affection qu'ils lui ont données. C'est pour démontrer le caractère intime de cette visite qu'aucune fête officielle n'a été donnée à la cour d'Angleterre. Les souverains russes, enchantés des paysages écossais, se sont contentés de la pure jouissance que procure la contemplation de ces célèbres perspectives et des hommages improvisés des rudes montagnards du pays. Il est naturel que l'Écosse les ait charmés. Ses rivages continuellement battus par la tempête; ses prairies où le foin pousse si abondant, et où croit pour les bœufs une herbe fraîche et parfumée; les filets rustiques dont les bergers entourent les troupeaux de moutons et où ils recueillent la laine semblable à de la soie; ces ruisseaux qui se précipitent des montagnes à travers les vallées et les plaines, au milieu d'énormes fougères arborescentes; ces lacs azurés qui s'étendent silencieux au pied des montagnes vertes, célébrées par les poésies ossianiques, et que cachent les ondulations du sol; les nuages légers confondu avec les neiges amoncelées sur les sommets des montagnes : tout se prête à des contemplations esthétiques absolument semblables, par les extases et les ravissements qu'elles procurent, aux contemplations religieuses. L'Écosse se distingue en effet par son caractère poétique. Il est impossible d'oublier lorsqu'une fois on les a parcourues, les scènes d'amour décrites par l'immortel Gœthe, lorsque Charlotte et Werther lisent au son du piano, l'épopée ossianique d'où s'exhalent des parfums embaumés, où l'on entend le murmure des forêts, le bruit tumultueux des torrents, le souffle puissant de l'aquilon, le mugissement des bœufs, le roucoulement des tourterelles, le rugissement de la tempête, les vibrations des sapins, les cris des mouettes et des corneilles, et d'où montent les accords célestes de tous les sons combinés dans l'hymne que joue sur un mode sublime l'orgue gigantesque de cette cathédrale qu'est l'Univers immense.

La poésie gallique d'Ossian, le vol sinistre des sorcières du régicide Macbeth, immortalisées par la tragédie et par l'opéra; la triste légende de Marie Stuart, surgissant des forteresses crenélées, au milieu des rochers qui surplombent les vallons embaumés; les récits du grand romancier Walter Scott mettant en relief à chaque détour du chemin et sur chaque ruine une tradition qui rappelle et redit tout ce qui peut frapper et le cœur et la mémoire; la musique de *Lucie* où se trouvent unis l'amour et la mort, de même qu'auprès du château nuptial, illuminé par d'éblouissantes clartés, s'étend le triste cimetière assombri par les cyprès et les saules pleureurs;

et même le costume si célèbre des Ecossais, grâce auquel les highlanders, aussi légers que les daims qui parcourent les forêts, combattaient dans les halliers sauvages qui couvrent leurs montagnes; tout cela donne un prestige extraordinaire à l'Écosse aux yeux des voyageurs, surtout lorsque ceux-ci jouissent du bonheur qui entoure aujourd'hui ces jeunes souverains, dont la lune de miel a été traversée par des chagrins et par des deuils, et lorsqu'ils aiment qu'au charme des choses viennent s'ajouter les vibrations des nerfs et les fantaisies de l'imagination. C'est pourquoi les chevauchées et les chasses se sont succédé à travers les montagnes et dans des domaines où ne peuvent pénétrer les profanes, au milieu de bois et de buissons où les faisans et les cerfs s'offrent aux coups des chasseurs emportés par leur passion presque belliqueuse; et le couple impérial a pu jouir là de cette solitude si agréable aux rois, au milieu de ces montagnes dont les assises sont plus solides que celles de leurs trônes si diminués et en butte à tant d'attaques. Les fêtes données au Czar en Écosse sont uniquement des fêtes intimes.

XII. — Les jeunes souverains ont vécu huit jours en famille, se donnant la satisfaction de paraître de simples mortels, car si les hommes qui occupent le bas de l'échelle sociale cherchent à s'élever, ceux qui sont en haut tendent au contraire, — à part de rares exceptions qui sont le fait de quelques insatiables ambitieux, — à s'abaisser et à se confondre avec les inconnus, avec les ignorants, au sein de la nature, débarrassés du joug de l'étiquette, des cérémonies, des adulations, des pompes, des protocoles, qui peuvent dorer leurs chaînes sans cacher leur l'esclavage.

Le Czar et la Czarine se sont promenés où ils l'ont voulu ; ils ont chassé où et quand il leur a plu ; ils sont sortis de chez eux comme de modestes bourgeois et ont entendu à la paroisse le sermon sage et mesuré du prêtre presbytérien, pour dissimuler en cette journée du dimanche ce qui manque irrémédiablement à leur culte orthodoxe et byzantin. Là, tandis que le Czar aura quelque peu compris l'esprit et la forme de ce sermon luthérien, formule du christianisme démocratique et libéral qui a produit les républiques hollandaise et américaine, et que son père a persécuté avec une cruelle fureur, la Czarine se sera souvenue avec émotion que ses pères l'élevèrent dans une religion du tronc de laquelle jaillirent le puritanisme de Knox et la théologie de Calvin, qui donnèrent naissance à des religions bien différentes de l'Église orientale ou grecque et de l'Église occidentale ou romaine. Mais enfin, lorsqu'on habite des palais où s'étalent les pierres précieuses, et qu'on assiste à des offices où des auditeurs tels que les empereurs semblent plus dieux que Dieu lui-même, il doit y avoir une compensation agréable et l'on doit ressentir un véritable charme à écouter des sermons qui s'adressent à tout le monde, et à se confondre avec les paysans croyants, dans une chapelle de village où pénètre au lieu d'encens l'odeur des campagnes, et où se mêle au son des cloches de l'office le bruit des clochettes du troupeau. Et cependant il a fallu quitter tout cela.

Les devoirs des puissants de ce monde, c'est-à-dire la guerre et la politique,

sont sans pitié. Un peuple, exalté par une excitation collective de ses nerfs sociaux, attendait les souverains de l'autre côté des flots du détroit, et il n'y avait plus qu'à troquer le silence des campagnes idylliques et sereines contre les hourras et le tumulte d'une multitude fébrile. Tant que l'Empereur et l'Impératrice sont restés en Angleterre, ils ont gardé l'incognito autant que cela a été possible ; mais dès qu'ils arrivèrent sur les rivages de la Manche, leur voyage perdit son allure ordinaire et simple pour se transformer brusquement en une immense procession, semblable, par ses splendeurs d'apparat et par l'exaltation de la foule, aux processions hindoues, où les fidèles vont jusqu'à se jeter sous les roues des chars de leurs idoles, parce que ceux-ci, en les bénissant, les comblent d'allégresse, tout en les écrasant et les assassinant. L'escadre anglaise, composée d'un grand nombre de navires, a escorté les voyageurs impériaux jusqu'à la ligne idéale où prennent fin les eaux britanniques et où commencent les eaux françaises, les remettant ainsi entre les mains des plus enthousiastes de tous les amphytrions obséquieux qu'ils ont rencontrés au cours de leur long voyage à travers l'Europe. Le Czar s'est dirigé sur son propre yacht vers Cherbourg, et à peine avait-il mis le cap sur ce port qu'il était reçu par l'escadre française, ayant au sommet de ses mâts le drapeau de Valmy, qui mettait les rois en fuite, et aux accents de la *Marseillaise* qui faisait les peuples rois. Cherbourg ! Que de pensées, que de souvenirs évoque ce nom ! que de zones géologiques où se découvrent toutes les couches terrestres qui constituent l'écorce de notre planète si bien connue aujourd'hui ; que d'époques et de souvenirs historiques en arrivent à s'identifier avec les époques et les souvenirs historiques de tout un peuple ! Un jour camp de César, marquée sous un autre nom sur l'itinéraire d'Antonin ; battue et ébranlée plus tard par le flot des invasions barbares qui commencent par les Allemands et finissent avec les Normands ; possession espagnole à l'époque de Charles le Mauvais, roi de Navarre, au quatorzième siècle ; enjeu de la lutte engagée entre Français et Anglais ; — c'est à la fortifier que Vauban l'illustre ingénieur militaire de Louis XIV, a prouvé l'excellence de son art ; c'est dans ses murs que travailla plus tard un autre militaire, non moins célèbre que Vauban, ce déséquilibré, cet agité qui avait nom Dumouriez ; c'est là que le malheureux Louis XVI rencontra un rayon d'espérance et une minute de félicité ; c'est à Cherbourg que la Restauration mit le pied sur le sol français, en 1814, représentée par le jeune duc de Berry, et c'est de ce grand port que partit le dernier Bourbon, Charles X, en 1830, pour ne plus jamais remonter sur le trône de France. Dorénavant Cherbourg ajoutera un fleuron à sa couronne de glorieux souvenirs, pour rappeler l'entrée du Czar en France par les portes de son magnifique arsenal, ainsi que la revue solennelle d'une escadre qui, bien que sur le pied de guerre, ne doit servir qu'au maintien de la paix et de la liberté européennes.

XIII. — Après avoir passé les revues réglementaires et accepté les banquets officiels, le Czar a quitté la préfecture maritime de Cherbourg

pour se diriger vers la capitale de la France. C'est peu de dire que, pour le séjour du Czar à Paris, on a observé, bien que la France soit en république, tout le cérémonial que peut exiger la plus scrupuleuse étiquette des cours.

On sait que la France a renoncé au protocole des cérémonies de palais observé dans presque toutes les demeures royales, pendant les cent dernières années. Il régnait alors en Espagne d'une façon absolue. On n'a qu'à ouvrir quelque livre sur les fêtes données autrefois dans les cours, principalement au XVIe siècle, pour rencontrer des protestations contre l'étiquette bourguignonne et des réclamations au sujet des complications et des ennuis qui en résultaient. Le Czar, lui aussi esclave d'une étroite étiquette, a été reçu en France, grâce au tact d'un ministre distingué tel que M. Hanotaux, absolument comme s'il se fût trouvé en Russie.

Deux particularités ont marqué à Cherbourg le voyage impérial : l'une réside dans le fait fâcheux plutôt que dangereux, que l'état de la mer a causé la destruction de la moitié du débarcadère et a ainsi retardé le débarquement. Un Romain fût rentré chez lui. mais le Czar ne pouvait retourner en Russie. La seconde de ces particularités, plus agréable il est vrai, est l'impression causée par la Czarine sur l'esprit de tous ceux qui ont eu le plaisir de la voir. Sa printanière jeunesse, ses noces et sa maternité récentes, sa beauté, ses superbes cheveux blonds, l'éclat divin de ses yeux bleus, le sourire de ses lèvres roses, la souplesse et l'élégance de sa taille élevée, dont les proportions harmonieuses ajoutent à la majesté de son attitude, lui ont concilié tous les cœurs, tant il est d'hommes qui ne peuvent contempler la beauté d'une femme sans se sentir attirés vers elle, tant il est de femmes qui ne peuvent voir une jeune mère sans que le sentiment de la maternité les fasse tressaillir jusque dans leurs entrailles. Aucun incident ne s'est produit de Cherbourg à Paris. La police, par crainte de quelque attentat, a protégé les hôtes impériaux avec un excès de zèle bien français. Nul révolutionnaire de marque n'a pu parcourir le territoire français sans se précipiter dans les filets du service de la sûreté. C'est ainsi qu'on a mis la main sur l'infâme auteur de cette conjuration où périrent, de la main des Irlandais, les deux illustres délégués envoyés par Gladstone comme représentants du gouvernement anglais pour pacifier l'Irlande. Les précautions ont été poussées jusqu'au ridicule. Deux écrivains espagnols qui s'étaient rendus aux fêtes navales de Gênes ont été accompagnés et poursuivis, pendant qu'ils traversaient la France, par la police qui les prenait pour de terribles nihilistes. Parce qu'un certain monsieur, d'allures excentriques, demandait pour lui seul une fenêtre, allant jusqu'à offrir six mille francs afin de voir le Czar à son aise, on l'a mis en prison jusqu'à ce qu'on sût si, en faisant de telles offres, il obéissait à un caprice personnel ou s'il avait des intentions régicides. En ce qui concerne la sécurité du Czar, tout s'est passé comme on pouvait le désirer. En présence d'un pareil spectacle, je ne peux moins faire que de rappeler un souvenir de jeunesse qui est resté vivace dans

ma mémoire : la visite d'Alexandre II à Paris, en 1867. J'étais à la gare du Nord pour remplir les fonctions de correspondant de journaux américains que j'exerçais dans l'exil. Son entrée fut cérémonieuse et triste, parce que les uns faisaient bien peu de cas du Czar, tandis que d'autres semblaient avoir peine à soulever leurs chapeaux.

Je retournais avec quelques amis de la Sainte-Chapelle aux tribunaux, à travers la salle des conférences, le jour où les vivats en faveur de la Pologne furent crachés à la face du Czar, nerveux et troublé en présence de cette manifestation de la haine des républicains français pour la terrible autocratie moscovite.

Comme j'habitais Auteuil, je m'assis, après la revue de l'hippodrome de Longchamps, et pour voir les hôtes impériaux de la France, à l'endroit du bosquet, voisin de la cascade, de l'angle duquel Berezowski tira sur Alexandre le coup de pistolet dont fut atteint le cheval de l'écuyer qui se tenait à la portière de la voiture. Après que j'eus vu prendre en ma présence le régicide polonais, j'assistai à la défense que présenta en sa faveur devant les tribunaux le jurisconsulte Arago. C'est grâce à cette défense qu'il échappa à la peine capitale, malgré la préméditation et la perfidie de son crime. Arago plaida que le culte de la Pologne et la haine implacable de la Russie remplissaient le cœur de tous les républicains français. Aussi, lorsque j'ai vu aller à la rencontre du Czar ce sévère et stoïque radical, mon excellent ami Brisson, je n'ai pu m'empêcher de constater qu'en politique toutes les intransigeances sont passagères, et que tous les intransigeants en arrivent parfois à se démentir eux-mêmes. Si les vieux lutteurs de la République de 1848, — ceux qui envahirent le congrès souverain de la nation, quittant tout respect dans leurs discours exaltés, et le dissolvant pour quelques heures, à cause de la Pologne martyre, — si ces hommes, dis-je, levaient la tête et voyaient Brisson en nage, haletant, pour suivre le Czar, dont il reçut depuis la visite, comme s'il fût lui-même un souverain, ils médiraient de cet héritier de leur radicalisme, comme d'un fils ingrat de la Liberté et de la République.

XIV. — Mais telle est la politique : une transaction permanente. Et c'est pour cela qu'il ne faut pas critiquer celui qui, pour de hautes raisons patriotiques, demeurant toujours fidèle à la démocratie et à la République, ne désire pas livrer sa patrie à la Révolution, et se contente, pour rompre les chaînes des esclaves, de proclamer des principes de justice, au moyen d'une évolution progressive, au sein de l'ordre et de la légalité, que l'on ne pourrait troubler en quoi que ce soit sans provoquer la chute et la ruine de tous les droits acquis. L'entrée du Czar à Paris a dû être un spectacle qu'il n'était possible de donner que dans cette colossale cité. Un décor de huit lieues d'étendue, un peuple de deux millions d'âmes, ces choses énormes et invraisemblables, on ne peut les rêver, encore moins les réaliser, sinon à Paris. Bannières, pavillons, mâts, guirlandes, lampions, étendards, loggias à chaque coin de rues, semblables aux autels que l'on élève dans les processions po-

pulaires, musiques et bals pour les passants, vivats de commande autant qu'enthousiastes, fêtes qui paraîtraient déplacées en quelque autre endroit que Paris où le calme s'unit à l'enthousiasme.

C'est à peu près ce qu'ont vu et, pour ainsi dire, touché les deux hôtes impériaux à qui la puissance de leur jeunesse a seule permis de supporter un tel flot d'hommages, d'acclamations, de salutations, le tout rehaussé par une allégresse communicative, dont l'universalité montre que les sociétés ont, elles aussi, un seul cerveau et un seul cœur, aussi bien que les individus, et qu'il existe aussi en elles un système nerveux mu par ce cerveau et par ce cœur. Depuis la gare que l'on avait construite à l'entrée du Bois de Boulogne, où les souverains sont descendus du train qui les avait amenés, jusqu'au palais de l'Ambassade russe, situé dans le quartier Saint-Germain, autrefois quartier aristocratique, aujourd'hui traversé comme tous les autres par un boulevard égalitaire, les cris d'amour et les applaudissements sincères et enthousiastes ont assourdi les airs, comme nous avons coutume de dire dans notre pur et vieux castillan. Dès l'arrivée à l'Ambassade, le cérémonial s'est imposé avec toutes ses implacables exigences, contraignant les monarques à la plus complète et à la plus aveugle obéissance. Leur première visite a été pour l'Eglise dont Nicolas est Pape : comme cette église se trouve à l'extrémité de Paris, le couple impérial, malgré la fatigue de son entrée dans la grande cité, a dû refaire une partie du chemins parcouru, recevant le long du trajet des marques de fervent enthousiasme, témoignages de reconnaissance du peuple pour ses hôtes augustes ; et cependant le bruit, disons mieux, le fracas de toutes ces acclamations ne les ont pas fait se départir un seul instant de leur sérénité ingénue.

L'église russe de la rue Daru ressemble à toutes les églises du monde, de même que ses rites ressemblent à tous les rites moscovites, parce que les clercs sont plus fidèles que les monarques à leurs cérémonies et à leurs rites. Des tours orientales avec des coupoles byzantines dorées; des murs couverts de mosaïques d'où ressortent les saints liturgiques dans leur rigidité et leur immobilité asiatique; des lustres en forme de diadèmes votifs comme ceux que les empereurs grecs avaient placés sous les voûtes de Sainte-Sophie, et les rois visigoths sous les voûtes de leurs églises de Tolède ; des icones d'or, incrustées de pierres précieuses, qui semblent souhaiter la bienvenue au milieu de ces splendeurs et de ces richesses; le sanctuaire fermé, aux milliers de couleurs, avec les lueurs de ses nombreux lampadaires, avec l'or de ses ornements, où se célèbre l'office qu'accompagnent les basses profondes des chanteurs, dans une psalmodie semblable aux chants sémitiques des synagogues: c'est là que l'église moscovite de Paris a célébré le *Te Deum* pour fêter l'arrivée de son souverain, de son Pontife.

Quel contraste vivant entre toutes ces émotions religieuses, entre toutes ces pensées pieuses, et le banquet officiel de la Présidence, pour l'arran-

gement duquel le protocole s'est creusé la tête et n'a fini par admettre à la table d'honneur, autour du Président, de l'Empereur, de l'Impératrice et de la Présidente, qu'un très petit nombre d'élus, pour marquer ainsi que la masse des convives ne pouvait atteindre aux hauteurs où se trouvent ceux qui président aux destinées des États, ni participer à leur dignité et à leur rang.

XV. — L'esprit des souverains a été véritablement frappé par le spectacle qu'offrait à leurs yeux, en ces nuits féeriques, Paris illuminé. Les arêtes de l'Arc de Triomphe de l'Étoile se détachant sur les ténèbres de la nuit comme une constellation d'astres lumineux; les guirlandes de ballons multicolores placées de chaque côté des avenues d'arbres des Champs-Élysées; l'incalculable série des becs de gaz qui brillent le long de la large et uniforme rue de Rivoli; ce fleuve semé de barques dont les feux rouges et bleus glissaient sur les eaux comme les étoiles scintillantes d'un firmament fantastique, dans un arc-en-ciel mobile; les cataractes lumineuses tombant de tous les édifices; en haut les réverbérations du dôme du Panthéon, en bas les ponts illuminés; dans les branches des arbres les fleurs lumineuses, les lanternes vénitiennes; les rampes de gaz enflammant le faîte des monuments; au Trocadéro, les feux d'artifice semblables à de splendides irruptions volcaniques; de tous côtés la blanche lumière électrique mêlée aux feux de bengale; ont eût dit d'autres cieux, d'autres soleils, d'autres étoiles, comme si la terre fût entrée dans une période paradisiaque et que dans l'espace se répandît une lumière nouvelle.

Parmi les nombreuses visites promises par l'Empereur, il en est trois qui attirent spécialement l'intérêt général : les visites à Notre-Dame de Paris, au Panthéon des hommes célèbres et à l'Institut de France.

En ce qui concerne la première, l'Empereur de Russie et l'archevêque de Paris devaient se rencontrer au Congrès universel de toutes les religions, dont s'occupent tant à l'heure actuelle les périodiques européens. Ce pontife de l'Église slave entrant, comme un dévot fervent, dans un des plus grands temples que la religion catholique ait élevés dans le monde, sans se préoccuper aucunement de l'intolérance et du fanatisme des moujiks, de front avec cet archevêque qui lui souhaite la bienvenue avec tout son clergé ; le spectacle des piliers romans, la splendeur des ogives et des rosaces, avec leurs vitraux coloriés, à travers lesquels passent les rayons de lumière, qui, avec leurs nuances mystérieuses, semblent le crépuscule de l'immortalité; tout cela, en dépit des exagérations catholiques des partis religieux extrêmes, concourt à préparer, sans qu'on le sache ni qu'on le cherche, le jour béni, promis par les encycliques de Léon XIII et attendu par tous les chrétiens, où les croyances religieuses parallèles, — au contraire des parallèles mathématiques qui ne se rejoignent jamais, pas même à l'infini, — se joindront bientôt, comme unies dans le sein de Dieu.

Les visites au Panthéon et à l'Institut revêtent également une haute signification. Elles montrent que le gouvernement républicain français a

maintenant sa dynastie de Présidents, et que deux chefs d'État, comme Alexandre II et Sadi-Carnot, peuvent tomber sous les coups de la perversité humaine, aussi bien au milieu des oscillations et des variations multiples d'une liberté complète que sous le baillon et l'oppression du despotisme. Non moins importante est l'entrée du Czar à l'Institut, puisque ce puissant souverain, chef de la plus nombreuse armée du monde, portant sur la tête une couronne d'autocrate et dans la main un sceptre de despote, a rendu un complet hommage à la science, dont les rayons brisent toutes les chaînes et protègent tous les opprimés. Lorsqu'il est entré dans ce temple où Racine a fait entendre la musique de ses vers inspirés et mélodieux, — où Voltaire s'est moqué des idoles et des idolâtres ; — où, plus tard, Condorcet versait le vin des espérances dont il était rempli à l'égard du progrès universel, et traçait d'une main ferme, du haut de la tribune française, en 1792, sa formule politique : guerre implacable aux rois, paix et liberté pour les peuples ; — où brillèrent les grands orateurs et poètes républicains, depuis Lamartine jusqu'à Victor Hugo, — il était impossible à l'empereur de ne pas reconnaître que la science toujours abstraite, toujours pure, toujours idéaliste, s'est fixée et cristallisée en de grandes institutions progressives, car il n'existe aucun verbe révélateur qui ne finisse par incarner un jour ou l'autre la réalité vivante ; il n'est pas de régime qui, — comme hier encore le démontrait la science, — en faisant régner les supplices, l'inquisition, la traite, l'esclavage, tant et tant de crimes et d'erreurs, n'en arrive finalement demain au despotisme et à la guerre.

XVI. — Le Czar ne pourrait mettre le sceau de l'autocratie sur le peuple français, pas plus que celui-ci ne pourrait mettre sur le Czar le sceau républicain. Les écrivains dogmatisants de la monarchie, livrés au culte de leur vieille idole, et bien en peine de rétablir son antique pouvoir, soutiennent, — à l'exemple des derniers Romains qui croyaient, au temps des invasions germaniques, restaurer la grandeur de leur patrie en replaçant la déesse de la Victoire, ou plutôt son effigie, dans le temple du Capitole, où ce simulacre avait été adoré pendant des siècles et des siècles, — qu'on a restauré le trône en France, parce que le Czar et le Président, entourés d'un très petit nombre d'élus, ont mangé à une table supérieure à celles des autres convives. Bien au contraire, dis-je, — et ce ne sont pas mes idées républicaines qui m'inspirent, mais l'observation et l'expérience, sûr criterium en politique, — rien ne prouve mieux l'existence et la solidité du régime actuel de la France que le fait de voir un Czar, le plus grand despote de l'Europe et peut-être de l'Asie, contraint par une fatalité invincible de boire le vin d'honneur à la table du Président de la plus grande République qu'il y ait en Europe, et de s'asseoir, avec son épouse, eux qui sentent couler dans leurs veines le sang de tant de rois leurs aïeux, sur l'estrade élevée pour leur majesté et leur grandeur, à côté d'un simple tanneur, élu roi temporaire, et porté à la tête du premier État de l'Europe occidentale par la volonté manifeste et légitime d'un peuple libre.

Est-il un événement qui puisse infliger aux prétentions des Bourbons, depuis le duc d'Orléans jusqu'aux ducs de Madrid et d'Anjou, toutes plus vaines les unes que les autres, une désillusion plus grande que le fait de voir le Czar en user, comme avec un collègue et un frère, avec l'homme qui représente et personnifie pour sept ans la nation qui a commencé par décapiter les représentants de la monarchie, qui, depuis, a proscrit tous leurs descendants, non pas seulement sans leur permettre de tenir état de monarques et de princes, mais même sans les tolérer au moins sur le sol sacré de la France démocratique, républicaine et libre? Et qu'ont donc pu faire la coalition et les armements de tous les rois conjurés contre ce peuple français que tous les peuples aiment, parce que c'est à lui que tous doivent également leur délivrance? A peine un siècle s'est-il écoulé depuis les jours difficiles où François d'Autriche sommait le Parlement français de révoquer les lois votées par lui contre la féodalité militaire de l'Alsace, contre la féodalité théocratique d'Avignon et contre la monarchie historique de toute la France; depuis que Frédéric de Prusse, héritier du grand Frédéric, se réconciliait, malgré tant de guerres, avec le petit-fils de Marie-Thérèse et avec son fils, pour se précipiter sur la France et pour la détruire, parce qu'elle avait répandu dans l'atmosphère, jusque là respirée par des esclaves, l'oxygène vivifiant de la liberté; depuis l'époque où Gustave de Suède faisait appel à ses armées et préparait ses vaisseaux pour tenter un débarquement à Cherbourg, en éclaireur de la réaction et de la royauté ; où Catherine II, après avoir hébergé dans ses bibliothèques impériales les encyclopédistes, pères de la révolution, abandonnait sa proie, la Turquie, pour lancer et exciter contre le peuple révolutionnaire cet ours blanc du Nord, hurlant et affamé, qui se nommait Souvarow, suivi de ses apocalyptiques hordes de cosaques; où Marie-Louise dirigeait ses armées sur les Pyrénées, la dynastie de Savoie ses rudes Piémontais sur les Alpes; où les Bourbons de Naples envoyaient des secours de tous côtés, et où le Pape lançait de Rome l'excommunication majeure contre la France nouvelle, qui, Sybille inspirée, répandant autour de son trépied une terreur farouche, chantant la *Marseillaise* en chœur et ressuscitant Athènes, expédiait ses soldats aux frontières comme le faisait la Grèce aux temps de Léonidas et de Thémistocle, pour opposer, en un moment de sublime fureur, au dogme de la souveraineté des rois le dogme définitif et suprême de la souveraineté des peuples.

Et pour que rien ne manquât à la sublime consécration de cette œuvre, voici que le Czar s'est présenté dans le Saint des Saints des révolutions françaises, dans l'Hôtel de Ville parisien. Et lorsqu'il y est entré, il y a répété officieusement les paroles qu'il avait déjà prononcées dans un autre endroit de Paris, à l'Elysée, siège de la présidence de la République, à savoir que Paris répand une grande lumière sur le monde. Et en effet, c'est une grande lumière, nous disons, nous, une éclatante lumière, une lumière d'où se dégage naturellement une telle chaleur que, sous son action, les

chaînes se fondent et tombent des bras des esclaves, et les couronnes du front des rois. Et ainsi, ce qu'a consacré Nicolas, en pénétrant dans les salons de cette municipalité parisienne qui a toujours été révolutionnaire, ce n'est pas seulement cette atmosphère de liberté, cette chaleur qu'elle répand, ce sont aussi ses éclairs et ses tempêtes. Lorsque le Czar a gravi le grand escalier du palais populaire, il n'a pu s'empêcher de se souvenir que Paris et l'esprit parisien ont su attirer à eux un maire constitutionnel comme Bailly, un maire girondin comme Pétion; que c'est là que l'armée révolutionnaire a forgé de son poing, comme d'un marteau, à l'image de ses idées, un Titan tel que Danton ; que c'est au sommet de ce mont Aventin qu'a pris naissance la sentence que le tribun a fulminée ailleurs, menace suspendue sur la tête des rois ; que c'est de là enfin que s'est envolé dans les airs ce tocsin qui a soulevé le peuple en armes contre toutes les monarchies, et qui a retenti depuis le Kremlin jusqu'à Madrid. Pour compléter cet hommage rendu à l'épopée révolutionnaire, le Czar a posé la première pierre du pont qui conduira bientôt les voyageurs modernes à l'Exposition universelle, avec laquelle la France fermera le siècle ouvert par la conquête. exposition qui prouve le triomphe de la liberté et des droits de l'homme sur le despotisme et la guerre.

XVII. — Il est indubitable que la présence du Czar à Paris, prise par l'opinion pour un acte de politique internationale, profite uniquement à la politique intérieure parce qu'elle affermit la République, et, ce faisant, enracine encore davantage la nationalité française, dont l'existence est si indispensable au progrès de tous les peuples et à la prospérité du monde. Mais, tout en admettant cela comme un fait évident, il est permis de se demander si la visite du Czar peut servir les intérêts internationaux de la France à l'égal de ses intérêts nationaux. C'est là que gît la difficulté. Un des nombreux amis que j'ai toujours comptés en France, et principalement dans le parti républicain, un homme que je peux véritablement appeler un frère, me disait que l'accord franco-russe n'était intéressant et utile que pour les Russes. Je ne veux pas dire le nom de cet ami, ni même l'indiquer, parce que les russophiles français sont tellement nombreux et puissants que si je le nommais, cet ami si méfiant à l'égard du Czar, ils seraient capables. quoi qu'il soit mort récemment pour le malheur de la France, de le déterrer comme les cardinaux firent du pape Formose, de troubler son dernier sommeil et de s'acharner sur ce cadavre glacé dont il ne reste plus que les os. Étant donné le caractère enthousiaste des Français, disait mon ami, ils se soulèveraient si la Russie se heurtait à quelque difficulté, surtout si cette difficulté provenait de l'Allemagne, et partiraient en guerre avec une spontanéité unanime, tandis qu'étant donné le caractère moscovite, plus patient, plus silencieux, les Russes, baillonnés par le despotisme et fidèles aux instructions venues d'en haut, ne bougeraient jamais pour une difficulté quelconque rencontrée par la France, même si elle était le fait de l'Allemagne, et ne partiraient pas en guerre pour secourir leurs nerveux alliés. L'am-

dont je parle, qui n'était pas Léon Gambetta, et qui ne fut du reste pas une personnalité aussi importante, encore qu'il ait occupé une haute situation dans l'Etat français, déclarait que, pour lui, il était à craindre que la Russie fit entrer la France dans tous les conflits auxquels elle se trouverait mêlée, tandis que la France ne pourrait obtenir de la Russie la réciproque. Mon ami parlait comme un prophète.

L'année dernière, des difficultés se sont élevées entre Russes et Japonais en Corée et en Mandchourie, et le gouvernement français est courageusement intervenu en faveur du gouvernement russe pour le sortir de ses embarras. Au contraire, de graves litiges ont divisé et divisent toujours la France et l'Angleterre en Egypte, et cependant quel service la Russie a-t-elle rendu à la France dans cette question capitale? A l'heure actuelle, nous ne savons pas de source certaine si le Président de la République française et le Czar de Russie ont signé un traité d'alliance, tandis que nous savons, à n'en pas douter, qu'une alliance unit l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne. Les gens plus téméraires dans leurs affirmations assurent qu'il existe un traité purement défensif, aucunement offensif, et qui n'est pas relatif à l'ensemble des événements. Si la France et la Russie se voient attaquées, sans que l'une ou l'autre soit provocatrice, elles s'uniront pour se défendre contre tout et contre tous; mais si quelqu'un des deux peuples se fait agresseur, ce sera pour son compte et à ses risques et périls, sous sa responsabilité particulière et propre, sans pouvoir réclamer de son alliée le moindre soutien, le moindre secours. La Double-Alliance, comme la Triple-Alliance, se propose d'assurer la tranquillité de notre Europe et le maintien de l'équilibre européen. Et comme, pour la tranquillité de l'Europe et pour le maintien de son équilibre, il est nécessaire que l'Alsace et la Lorraine demeurent dans le *statu quo* et ne soient pas séparées de l'Empire auquel elles ont été incorporées, on voit que le traité franco-russe, loin de promettre directement à la France la restitution de ses provinces, les maintient indirectement, et garantit pour ainsi dire cette situation, entre les mains de l'Allemagne. Triste conjoncture en vérité! Plus les maîtres et les souverains du monde portent de toasts à la paix, plus ils affirment dans leurs conventions la sécurité de la paix européenne, plus grand est le calme de l'Europe, depuis la solution du conflit turco-russe de 1876, au point qu'on ne voit pas remuer une feuille d'arbre sur le continent; — plus le droit de revendication qui appartient à la France à l'égard de l'Alsace-Lorraine, à l'Italie à l'égard de la Vénétie et d'une partie du Milanais, doit forcément provoquer une guerre : guerre dirigée contre l'Empire turc pour la Grèce, contre l'Autriche pour la Lombardo-Vénétie, guerre semblable à toutes celles qui ont eu pour objet de reconstituer les nationalités, d'émanciper les esclaves, et de mettre le triomphe des forces matérielles et aveugles au service des droits de l'homme et de la liberté universelle.

XVIII. — L'Angleterre seule a tiré profit, dans les relations internationales, des visites du Czar en Europe. Durant les derniers mois, la poitrine

cuirassée du Czar s'est interposée entre la Turquie et l'Europe, pour préserver le Croissant, sur ses frontières occidentales, contre les appétits de l'Angleterre et les manœuvres de l'Autriche. Depuis les jours d'antan où les Arméniens avaient à un si haut point et l'approbation de la Russie et la désapprobation de l'Angleterre, les choses ont bien changé de face, et les protecteurs du gouvernement turc sont ses éternels ennemis, les Moscovites, tandis que ses éternels protecteurs, les Anglais, sont devenus ses ennemis. Il a suffi de l'intention manifestée par l'Angleterre de demander compte au Sultan des massacres d'Arménie pour que la Russie s'interposât résolument en faveur du Sultan, et il a suffi de l'intention manifestée par la Russie de bloquer la Crète, lors de la dernière insurrection, pour que l'Angleterre rompît le concert européen et se campât complètement seule en face des autres puissances. Et, comme si le diable s'en mêlait, la machination inventée par le Sultan au milieu de l'été dernier, et qui a éclaté comme un coup de feu, a frappé cruellement l'Europe chrétienne en plein cœur. En prétextant que les Arméniens avaient envahi le siège de la Banque Ottomane et en avaient fait une forteresse de la révolution en armes, en faisant valoir les bombes explosives capables de faire sauter Constantinople et qui étaient attribuées aux Arméniens, en se déclarant menacés par ceux qui sont leurs victimes depuis des siècles, — les Turcs aiguisèrent leurs couteaux sur la pierre, assaillirent les Arméniens avec leurs brillants cimeterres et firent sauter leurs têtes, les traitant comme furent traités les Juifs lors de la prise de Jérusalem par Titus, les Albigeois lors des guerres de Provence dirigées par Montfort, comme les Gibelins au cours des luttes où les Guelfes l'emportèrent sur eux, comme les Huguenots dans la nuit de la Saint-Barthélemy. Si des tigres ou des lions s'élançaient dans le désert à l'assaut des caravanes, si des vautours rapaces fondaient sur les colombiers pour dévorer les colombes, leurs victimes trouveraient quelqu'un pour les défendre, pour les protéger contre les massacres qui dominent dans les actes diaboliques de ces espèces animales maudites ; et, à l'Orient de notre Europe, temple de la civilisation, les espions d'un palais de féerie, — dans lequel agonise un despotisme transporté pour notre malheur du continent asiatique sur le nôtre, — les sbires, les bourreaux, les sicaires du despote imbécile se sont donné le barbare plaisir de briser les os, d'extraire les entrailles, d'exprimer le sang des cœurs, de tuer les enfants dans le sein palpitant de leurs mères qu'on venait de violer, puis de poignarder, tout cela sans que quelqu'un tende la main à ces victimes, absolument comme si nous vivions à une époque et dans une société de cannibales. Ainsi, le crime a pu se commettre ; mais l'indignation qu'il a provoquée n'a pu être apaisée. Des peuples de glorieuse origine comme la Suisse, des orateurs de premier ordre comme Gladstone, des cités d'une importance exceptionnelle comme Liverpool, ont fait entendre leurs voix éloquentes pour réclamer le châtiment légitime de si horribles scandales demeurés jusqu'ici impunis. L'émotion a été profonde, et le cri de vengeance

s'est élevé si spontané que l'on a pu craindre une guerre entre la Sainte Russie, défendant la Turquie au mépris de toutes ses traditions, et l'Angleterre l'attaquant en dépit de son passé. Mais, sur ces entrefaites, le Czar arrive à Balmoral, et les politiques anglais, parmi lesquels on compte de nombreux méthodistes et quakers, ennemis de la révolution et de la guerre, se sont associés pour entourer le souverain russe et pour lui demander, au nom de la chrétienté, un accord entre la Russie et l'Angleterre, afin de calmer l'Europe et d'imposer au Sultan le respect du foyer, de l'honneur et de la vie religieuse de ses sujets chrétiens, pourchassés aux bouches du Bosphore comme les petits poissons sont pourchassés par les monstres de la mer dans les profondeurs de l'Océan. Nicolas II a écouté le conseil, et, bien que l'accord ne soit pas publié, nous savons cependant que l'horizon s'est éclairci et que l'assurance d'une paix inaltérable est donnée à l'opinion européenne. L'Angleterre seule a donc pu tourner à son profit les résultats des visites des souverains russes en France ; mais, si la France peut, grâce à ces visites, contribuer à la prolongation de la paix européenne et démontrer combien profondes sont les racines qu'a poussées chez elle la République, elle n'a pas perdu son temps et ne doit pas se repentir de ses fêtes et de ses enthousiasmes.

Madrid, 12 octobre 1896.

III

Les morts. — Le culte et la religion de la mort. — Deuils et malheurs nationaux qui fondent cette année sur la patrie espagnole. — Les lettres en Europe. — Représentation du *Don Carlos* de Schiller à Paris et du *Barbier de Séville* à Madrid. — Invraisemblances historiques de *Don Carlos* et influence révolutionnaire du *Barbier*. — Échange de visites entre Guillaume II et Nicolas II. — Signification définitive que revêt le voyage de ce dernier à l'égard de la France et de l'Allemagne. — Les fêtes nuptiales en Italie. — Le Monténégro et sa dynastie. — Baptême de la princesse Hélène à Saint-Nicolas de Bari. — Mariage à l'église romaine des Anges. — Politique anglaise. — Démission de lord Rosebery. — Réflexions. — Conclusion.

I. — Les feuilles tombent des arbres et les morts sortent de leurs tombeaux. Les hirondelles s'en vont et les âmes des disparus voltigent autour de nous. En ces premiers jours de novembre notre cœur et notre mémoire sont pleins du souvenir de nos morts; ils s'assoient en cercle à notre foyer; ils nous demandent de répandre des larmes sur leurs restes; ils veulent que nos prières soient l'encens qui s'élève vers leurs ombres. La nature semble aussi frappée par la mort. Les vendanges sont terminées; il n'y a plus une grappe sur les ceps dénudés; toutes les récoltes, même le maïs, sont recueillies et renfermées; le sol est couvert de plantes dépouillées de leurs feuilles, jaunies par l'humidité et courbées par la bise; le ciel est plein de nuages et de neiges en suspension, qui semblent étendre sur la terre comme le voile d'un catafalque; un soleil blême nous éclaire, répandant des rayons semblables au vague et funèbre scintillement d'un cierge mortuaire; dans les airs attristés résonne le cri des oiseaux de passage qui nous font entendre leur élégiaque adieu; les cigognes ont quitté les tours et les rossignols les ramures; et, au milieu de cet assombrissement de la nature, les cloches sonnant à toute volée nous rappellent par leurs échos funèbres, que sous nos pieds s'étend un sol pavé, pour ainsi dire, d'ossements sacrés, — que nous portons dans le cœur de pieux sentiments pour ces purs esprits, pour ces ombres de l'autre monde, et que ces sentiments constituent comme un culte, — que des souvenirs éternels remplissent notre mémoire et nous lient à l'inconnu et au mystérieux, — que notre sensibilité est sous l'influence d'aspirations contradictoires aussi bien vers l'éternité que vers la mort, — et que notre pensée paraît être sous l'empire d'une sorte de suggestion par la vertu de laquelle les morts déchirent leurs suaires, brisent les planches de leurs cercueils, dépouillent leurs linceuls et viennent se mêler à nous pour nous donner quelques heures de mélancolie solennelle, tragique et spirituelle, dans cette prosaïque comédie de coutumes que nous appelons la vie humaine. Mystères et mystères partout! c'est dans ces mystères que sont enfermés le commencement de notre existence, la

perpétuelle durée de notre être, et l'éternité, cet au-delà qui marque notre passage de ce monde dans un autre. Ne cherchez pas à pénétrer ces mystères : on ne les dévoilera jamais. Ne frappez pas aux portes du sépulcre, rien ne vous répondra. Nier le mystère, c'est nier la nuit. Si le jour régnait éternellement dans le ciel, nous ne nous rendrions pas compte des beautés de la création ; si la vie était éternelle sur la terre, nous ne songerions pas au Créateur. De même que, sans la sombre nuit, nous ne verrions pas les soleils innombrables, de même, sans tous ces obscurs mystères, nous ne concevrions pas les idées religieuses. Combien de fois — en contemplant les étoiles lointaines, en voyant qu'il n'est pas même donné à l'esprit de franchir les distances incalculables interposées entre elles et nous, — nous fortifions et affirmons notre foi par la pensée que les atomes chimiques de notre corps avec leurs affinités, ainsi que ces attractions mécaniques, nous font reconnaître les principes universels de la matière et notre union étroite avec tout l'Univers! Les étoiles, malgré leur éloignement, ont d'innombrables relations avec le corps humain. Et la même chose se produit pour les morts puisque, philosophiquement parlant, il ne font que passer dans l'espace et dans le temps. Par les règles et les lois de l'histoire, par l'unité de l'esprit, par le fonds commun à tous les hommes, nous communiquons journellement avec les êtres qui moururent il y a des siècles et des siècles. La phrase connue du philosophe allemand est profondément vraie : « Les morts revivent en nous ». La terre, en recueillant tant de dépouilles mortelles qui retombent dans son sein, les change en atomes chimiques, qui composent et animent des êtres nouveaux, de même que les ondes amères de l'Océan renvoient vers le ciel des vapeurs qui, formant aussitôt des nuages, retombent sur les campagnes en pluie bienfaisante. Qui sait si les atomes du plus puissant conquérant ne venaient pas du cœur de la plus tendre jeune fille, et si le globule de fer qui a passé en dissolution dans le cerveau d'un philosophe dont la vie a été consacrée à prêcher la paix et la liberté n'est pas entré dans la composition de l'obus qui sème les désastres de la guerre? Nous devons, nous, les descendants de tant de siècles, nous identifier avec tous les morts au sein de l'Humanité et de l'Histoire.

II. — C'est ce qui motive le culte que l'on a universellement pour les morts. J'avoue qu'à la vue des cimetières, je crois contempler la véritable cité où j'habiterai éternellement; de même qu'en entendant l'office des morts, je crois entendre le vol des âmes vers d'autres cieux meilleurs que notre silencieux et implacable ciel. Ces saules pleureurs, dont les branches s'inclinent vers la terre, et qui s'agitent, solitaires, au-dessus des dalles mortuaires; ces cyprès à la sombre verdure, qui s'élèvent en pyramides dans l'espace, comme les obélisques d'un panthéon et les ogives d'un temple; ces croix de marbre, aux bras desquelles s'accrochent et s'enroulent les lierres rampants; la terre remuée qui se mêle aux débris d'ossements; les têtes de morts privées de muscles, de sang et de nerfs, sans autre lumière dans leurs yeux creux que celle que leur prêtent les phosphorescences des feux follets;

la clepsydre dont les grains de sable marquent les secondes dans le cours de l'éternité; cette faux dont nous sentirons tous un jour le froid tranchant sur notre gorge, et ce hibou aux yeux fixes, le seul compagnon qu'on a dans la nuit des nécropoles; tout cela ne m'apparaît pas comme des attributs du néant, mais comme des preuves d'une vie nouvelle et d'une autre carrière plus vaste, qui, résultant d'une métamorphose naturelle, promettent à notre corps une transfiguration; de même que les prières, les oraisons et leurs réponses, le chant des psaumes, le son des cloches, les offices funèbres dans lesquels, au *Miserere* de David, aux lamentations de Job, aux horreurs apocalyptiques de la destruction, se joignent les espérances consolatrices en l'immortalité, ne me semblent pas figurer des adieux éternels, mais se présentent à mes yeux comme des révélations célestes qui promettent aux âmes la félicité éternelle.

Ce n'est pas la mort, plus que la douleur, qui peut nous faire nier l'existence d'une autre vie. La mort et la douleur nous parlent toujours de religion. Il en est qui ont songé à supprimer la douleur et qui ont prétendu supprimer la mort. Grave erreur dans les deux cas. Dès que commence notre vie commence aussi notre douleur. Il est de mode, disent les apophtegmes antiques que, de même que toi seul pleures à ta naissance alors que tous les autres sourient, de même seul tu souris, à l'heure de ta mort, tandis que tous les autres pleurent. La douleur nous avertit de nos fautes, nous corrige de nos erreurs et nous les fait éviter, nous aide dans le travail créateur, parce que nous ne pouvons atteindre la vérité sans efforts, ni arriver au bien sans luttes, ni atteindre la perfection sans brûler pour elle d'une soif inextinguible, signe de l'origine céleste et de la durée infinie de notre âme. Et c'est un jour malheureux pour nous que celui où disparaissent les inquiétudes, les troubles de notre être, parce qu'avec eux disparaît aussi la partie la plus noble de notre esprit. Et ce que je dis de la douleur, je le dis de la mort. L'homme serait un éternel bouffon s'il ne savait qu'il y a dans sa vie au moins un acte solennel, sublime, tragique, la mort. Nous la craignons, parce que nous ne la regardons pas en face, parce que nous voulons ne pas la connaître, et que nous cherchons à l'oublier au milieu des criailleries du monde. Mais la mort ne tue pas : c'est une véritable naissance à une vie nouvelle.

Elle semble une décomposition, parce que nul bourgeon ne pousse sur la tige des plantes sans que la semence se décompose, parce que nul fruit ne pousse sans que la fleur se fane; parce que nulle forme nouvelle, en un mot, n'apparaît dans les modifications des êtres sans que se brise au moins la forme de laquelle elle naît et dont elle constitue l'épanouissement. Les cadavres sont en proie aux vers, mais les vers se transforment, par l'effet d'un amour divin, en papillons du ciel. Si la mort n'existait pas, il n'y aurait pas de rénovation; sans elle, la vie demeurerait immobile, elle serait un lac pourri; et l'Humanité, pétrifiée dans ses superstitions, demeurerait éternellement vieille, folle et stérile. La tombe, vue d'en bas, semble un amas de pourritures; vue d'en haut, elle apparaît comme une floraison. Le

sépulcre, qui nous effraye tant aujourd'hui, sera demain notre berceau. Comme, tandis que nous pleurons un mort, la personnalité — si difficilement réalisée dans la série et l'évolution de toutes les créatures, — ne peut jamais se perdre, d'autres êtres se produisent par des naissances nouvelles, parce que la vie est éternelle. Et tant qu'on éprouvera la douleur, tant que la mort nous vaincra, nous reconnaîtrons le pouvoir de la religion. Aux portes du sépulcre se tiendra immobile, silencieuse, la raison; on y entendra le Verbe divin et la foi céleste et inspirée ouvrira ses ailes lumineuses. Si nous retirions du monde la douleur et la mort, nous pourrions aussi en retirer la religion, car, en supprimant la douleur et la mort, nous ferions de la terre un harem et de l'homme un sultan, mais un sultan réduit par l'opium des plaisirs à un état d'incurable imbécillité. La vie, privée des larmes de la douleur, est comme un de ces déserts où ne coule pas du firmanent une seule goutte d'eau : elle n'engendre que des vipères. Si la sueur ne coulait plus du front du travailleur, si les grandes causes n'avaient plus leurs martyrs, si l'artiste réalisait son œuvre sans efforts, si l'amour était sans tristesses et si la vie était privée de ce cyprès funèbre qui s'appelle la mort, il n'y aurait plus de foi, il n'y aurait même plus ni vertu, ni espérance, ni poésie, ni beauté morale dans le monde : parce que tout ce qu'il y a de grand ici-bas naît de la douleur et ne croît qu'arrosé pa les larmes. Les physiciens disent : « Si un seul atome venait à se détruire, l'Univers s'anéantirait. » Et moi je dis que si un seul esprit pouvait, comète fragile, rentrer dans le néant, toutes les humanités, existantes ou possibles, dans toutes les planètes, disparaîtraient, si nous pensons que le néant est le véritable chemin de l'éternité. De même que nous croyons que les engrais apportés aux racines des arbres donnent à leurs fruits et à leurs fleurs leurs aromes et leurs parfums, et qu'au contraire ce ne sont pas les aromes, les parfums, les fruits et les fleurs qui se transforment en engrais; de même le sépulcre, pierre et autel célestes, transforme les morts en immortels et non les immortels en morts.

III. — Le culte des disparus est une des maîtresses branches de l'arbre mystique de la religion. Et ce culte a été en se spiritualisant en même temps que se sont spiritualisées les croyances. Comme, pour le fétichiste, Dieu et la divinité revêtent la grossière et matérielle image de l'idole, la foi en une vie future se traduit pour lui par la conservation matérielle du cadavre. Un Chinois dépense le premier denier qu'il gagne — bien qu'il soit en proie à la plus profonde misère — à acheter le cercueil où il enfermera et le linceul où il ensevelira les restes aimés de son père. Depuis les sauvages, qui croient entendre dans les mugissements de la tempête et dans les vibrations des forêts les discours surnaturels de leurs ancêtres morts, jusqu'aux sages Egyptiens qui rendaient les squelettes impérissables en les momifiant, il existe, dans le culte des morts, une série de gradations qui nous explique l'évolution religieuse universelle. Combien poétique est le dogme professé par les Celtes, par ceux qui ont conservé leur tempérament originel,

comme les Galiciens : ils se croient suivis pendant la nuit par un esprit, leur compagnon, qui ne les effraye pas et qui les couvre de sa protection, par un bienfait spécial de la Nature, bienfait dont les effets sont concentrés sur ses fils de prédilection. Il existe dans la croyance aux revenants une grande poésie consolatrice. Nous qui sommes originaires de régions lumineuses, comme les rivages de la Méditerranée, nous ne pouvons entendre sonner l'*Ave Maria*, aux heures où se lèvent et se couchent les étoiles, sans ressentir une joie immense, comme si nous voyions la mère du Verbe, vêtue d'azur, avec la lune sous les pieds; mais nous ne pouvons pas davantage entendre le bruissement des âmes au milieu d'une nuit d'hiver sans éprouver un certain frisson comme au bruit des deux ailes d'un esprit de l'autre monde qui passerait en frôlant nos cheveux. Le cierge placé sur la tablette couverte d'un drap noir, le pain que l'on pose sur la pierre tombale ne sont rien autre chose que des communications intimes entre morts et vivants au sein de l'éternité, au sein de la religion, et l'on observe les mêmes coutumes chez les Parsis de l'Inde que chez les catholiques orthodoxes.

C'est par les catacombes, c'est par les sépulcres que commence la religion du Calvaire et du Crucifié, de même qu'elle se répand par le martyre et par ses victimes, aussi bien dans le domaine de l'esprit que dans l'Univers matériel, de même que la vie naît de la mort et fleurit sur les ruines. C'est pour cela que l'Église a raison de faire précéder la fête des morts par celle des saints et d'accoupler ces deux jours, celui où l'on célèbre la commémoration de tous les bienheureux, et celui où l'on rappelle le souvenir de tous ceux qui sont entrés dans les ombres de l'éternel sommeil, qui précède, dans l'immensité, les éternelles béatitudes. Et les cérémonies et les coutumes de ces journées nous montrent que l'humanité ne peut renoncer à ses croyances et que toutes les générations humaines possèdent, dans le temps et dans l'espace, un fonds commun de dogmes, dont la splendeur est prouvée par la foi que nous avons dans l'immortalité de tous ceux qu'a dévorés la mort et par ce fait que, nous avançant chaque jour vers les arcanes insondables de l'au-delà, c'est en Dieu que nous plaçons notre espérance de la véritable immortalité.

IV. — Nous devons cette année, plus encore que d'habitude, nous souvenir de nos disparus, parce que la mort règne en Espagne. Comme si ce n'était pas assez de l'insatiable voracité du temps, des faiblesses naturellement inhérentes à notre organisme, des embûches sans nombre que nous tendent l'inclémence des éléments et la sauvagerie des espèces belliqueuses, voici que nous avons inventé nous-mêmes, nous autres hommes, un fléau plus terrible, pour ainsi dire, la destruction, l'incendie, la fureur, la peste, le meurtre, qui forment le cortège dévastateur et assassin de la guerre maudite. Nous nous livrons, entre Espagnols, un terrible combat, et il ne reste plus qu'à dire que nous en arrivons à nous trouver tous à la merci de la mort, parce que si les martyrs héroïques perdent la vie en combattant dans l'emportement de la haine, tous ceux qui leur survivent

perdent, en présence de toutes ces horreurs, jusqu'au désir de vivre. Que de cœurs déchirés! Que de foyers déserts! Que de larmes! Telle mère est devenue aveugle à force de pleurer; telle jeune fille est morte du coup même qui a frappé son fiancé. Il est dans nos villages des maisons qui, frappées par la guerre, semblent des tombeaux, et on voit des populations chez lesquelles tout n'est que deuil et désespoir. Mais on voit là la grandeur de notre famille espagnole : pleurer ses morts, comme nulle part ailleurs, et préférer toutefois qu'ils tombent pour l'accomplissement de leur devoir et pour la défense de leur patrie, plutôt que de vivre tranquillement en bonne santé. A Sparte, la femme ne ressentait pas d'amour, la mère n'avait pas d'affection pour ses fils; cette éducation artificielle, réglée par un législateur implacable, en tuant la famille et jusqu'à l'individu, substituait aux mœurs de l'homme celles de la bête sauvage. Nos femmes aiment les élus de leur cœur, ces morceaux de leur âme; elles aiment les enfants de leurs entrailles avec une passion que seuls peuvent comprendre ceux qui ont reçu dans leurs propres yeux l'éclair du regard de deux yeux aimants, et cependant elles aiment mieux les voir morts que vaincus et déshonorés.

Le jeune homme espagnol aime, à l'égal de Dieu, sa mère et sa promise, mais il place sa patrie au-dessus d'elles. C'est pour cela, Espagnols, que quand vous parcourez le martyrologe national ruisselant de larmes, lorsque vous foulez le sol de la patrie, dont chaque motte de terre est formée des atomes des ossements brûlés en holocauste, lorsque vous touchez les pierres encore chaudes des cités immolées pour notre indépendance, lorsque vous suivez les sentiers et les chemins humectés de votre sang, depuis Covadonga jusqu'à Grenade, depuis les rives du Ter jusqu'à celles du Minho, lorsque vous voyez dans les annales de notre temps plus de martyrs que d'astres dans l'infini de notre ciel, vous avez le droit de reconnaître entre vous que jamais ne s'anéantissent cette antique valeur et ce culte du sacrifice, et de dire à vos morts immortels que vous êtes leurs fils et que vous continuez leur Histoire.

V. — Passons aux Lettres. Deux œuvres théâtrales ont été mises en scène, ou tout au moins deux titres d'œuvres théâtrales ont occupé les affiches, qui rappellent de grands événements historiques et qui marquent des phases diverses de l'esprit moderne. L'une de ces œuvres est *Don Carlos*, de Schiller, l'autre est le *Barbier de Séville*. La première, *Don Carlos*, représente une révolution politique en Allemagne; le titre de la seconde, le *Barbier*, depuis qu'il contribua un jour à provoquer la Révolution française, représente, par l'œuvre de l'immortel Rossini, une révolution musicale. On ne peut nier que le génie de Gœthe l'emporte de beaucoup sur celui de Schiller; mais d'un autre côté il est certain que les œuvres de Schiller offrent plus de grâce et d'attraits que celles de ce colosse. Tandis que Gœthe aime la vérité et l'art pour eux-mêmes, mais non le bien parce qu'il est le bien, et demeure froid et impassible comme les matières précieuses qui entrent dans la composition du Jupiter Olympien

de Phidias, Schiller n'accorde d'importance au pur resplendissement des idées abstraites que parce que, des hauteurs où règnent les abstractions elles descendent jusqu'à la réalité en répandant une chaleur dont les effluves vivifient les affections et les sentiments par l'effet desquels se créent les institutions, élevées comme des barrières contre les oppresseurs, comme le refuge et l'abri des opprimés, et en cristallisant et en étendant chaque jour davantage la sainte et rédemptrice conception du droit humain. Il est bon que les grands génies ne puissent être jugés d'après leurs tendances sociales, si ce n'est pas leur nature intrinsèque, puisque si Gœthe apparaît comme un révélateur de la beauté qui l'emporte de beaucoup sur Schiller, il importe peu que l'un ait été le poète de la liberté, si l'autre a été celui de l'esthétique pure dans la critique et le jugement littéraires. Mais on ne saurait empêcher quelqu'un de porter un jugement motivé par ses croyances, ses passions, ses souvenirs, sa vie et son histoire. Mêlé depuis ma jeunesse à un combat de géants livré pour le triomphe de la liberté, je garde toujours une sorte de culte religieux à tous ceux qui ont répandu les idées libérales et qui les ont incarnées dans la réalité, vile et impure par elle-même. Et je ne mets personne, dans cet apostolat pour la liberté, au-dessus de l'immortel Schiller. Dire qu'il a écrit Guillaume Tell, et qu'il a ainsi chanté la République, et avec elle le triomphe de la justice et du droit qui étaient les armes des bergers des Alpes dans les luttes soutenues par eux pour constituer un peuple en face des barons et des chevaliers féodaux de l'Allemagne, c'est tout dire. De même, les tendances manifestées dans ses Histoires des Pays-Bas et des guerres religieuses ; sa philosophie, si républicaine en toutes ses applications, à l'exemple de la philosophie de Kant ; l'amour qu'il manifeste dans ses œuvres lyriques aussi bien pour la liberté de la pensée que pour la liberté de la conscience et de la volonté, ont fait de lui, en Allemagne, comme l'est ici notre Quintana, à nous autres Espagnols, à cause de son œuvre géniale, le poète immortel de la liberté. Et cette renommée méritée lui est acquise à tel point que, le souvenir de Schiller se trouvant réveillé dans la pensée de l'Europe par la représentation de *Don Carlos* à Paris, une bien curieuse et importante anecdote, relative à la vie du poète, fait actuellement le tour des journaux. C'était au cours des premières séances de cette fameuse Assemblée, titanique, cyclopéenne, démesurée dans le bien et encore plus démesurée dans le mal ; je veux parler de la Convention à l'époque où elle laissait, à contre-cœur, se perpétrer les odieux massacres de septembre quatre-vingt-douze ; la Convention n'en était pas encore à cette terrible période de quatre-vingt-treize, elle n'en était pas arrivée à l'heure où elle dévorait tous ceux par lesquels elle se croyait attaquée et où elle finissait, n'ayant plus personne à dévorer, par se dévorer elle-même. Ses premières séances furent marquées par un esprit d'humanité et de concorde opposé à l'esprit d'inhumanité et de discorde qui y régna peu après. Les Français qui siégeaient dans ce cénacle conviaient tous les peuples à prendre une part de leur liberté ; ils reconnaissaient la communion sacrée de tous les

droits; ils traçaient le plan d'une confédération européenne dans laquelle pourraient entrer tous les hommes libres, détachés et débarrassés à tout jamais de leurs despotes.

Il y eut alors un remarquable philosophe d'origine allemande qui vint prendre place sur les bancs de la Convention, avec la conviction que le fait seul d'être un conventionnel équivalait à délivrer le genre humain de toutes les tyrannies. Et la Convention résolut de conférer le titre de membres honoraires à tous les grands penseurs, à tous les poètes illustres qui florissaient à cette époque et qui défendaient en Europe la cause sacrée du droit humain. Elle ne pouvait oublier Schiller; elle le désigna pour figurer parmi ses membres Soit ignorance, soit basse envie, le secrétaire chargé de notifier au poète cette nomination se trompa dans l'envoi de la lettre adressée au glorieux élu et ne s'arrangea pas de façon à le trouver. Le décret passa de main en main et ne parvint jamais à la connaissance de celui à qui il était destiné. Il est aujourd'hui exposé, sous une vaste vitrine, dans un musée historique allemand, au milieu de ses plus curieux souvenirs et de ses plus précieux joyaux.

VI. — Le Don Carlos de Schiller est en contradiction absolue avec l'Histoire et ses vérités objectives. Reposant sur une légende très accréditée et sur une tradition très répandue pendant tout le siècle dernier, il répond à un certain état d'esprit correspondant à un état d'antagonisme entre les sciences nouvelles et les vieilles institutions. Les penseurs libéraux de l'époque condamnaient le Pontificat catholique à toutes ses époques et la Monarchie traditionnelle dans toutes ses phases Leur esprit ne pouvait se faire à cette idée si claire et si simple que ce qui a existé et duré pendant des siècles de siècles a eu sa raison d'être, de même qu'ils ne pouvaient admettre cette autre idée non moins évidente et non moins simple que, si l'on compare une institution, rétrograde à nos yeux aujourd'hui, aux institutions plus réactionnaires encore qui la précédaient, — ainsi que c'est le cas, par exemple, pour la monarchie absolue comparée à la féodalité militaire, — comme tout présente, dans le temps, un caractère relatif et soumis aux circonstances, cette institution peut être, relativement et par suite des circonstances, un véritable perfectionnement, une forme du mieux universel, un terme de la série des progrès, un *moment* de l'idée, comme disent les hégéliens. Nos glorieux aïeux ne comprenaient pas cela. S'agissait-il de Philippe II et de sa monarchie, il était nécessaire de le condamner sans l'entendre. Et, pour cela, il était nécessaire de l'accuser d'avoir, par un zèle excessif, fait tuer son fils, parce qu'il le croyait passionnément épris de sa marâtre Isabelle, qui lui avait été destinée comme épouse lors de négociations antérieures, et que, à son tour, cette princesse, détachée de son mari et très amoureuse du beau prince, ne respirait que pour ce joli garçon, jeune amant, poète inspiré, imbu à un tel point de l'esprit progressiste qu'il se fit protestant, sans aucune réserve, et soutint la nouvelle religion sans crainte et sans

scrupule en face de l'Inquisition et du despotisme. Or c'est exactement le contraire de tout cela que nous affirme l'histoire, bien informée et bien renseignée, pour émettre ses jugements, par d'irrévocables témoignages. Don Carlos n'était pas un beau cavalier; il était tout le contraire, maigre, rachitique, contrefait, difforme, tout courbé. Nous le connaissons tous, car on le rencontre continuellement au Musée de Madrid. C'est là que Pantoja en a fixé l'image avec son pinceau de scrupuleux et profond portraitiste. A peine le malheureux sortait-il de l'enfance pour entrer dans l'adolescence lorsque le portraitiste de la cour le représenta. Ses chausses blanches, son justaucorps en étoffe d'or, son manteau de velours garni de zibeline, sa toque noire avec une plume de même couleur attachée par un anneau étincelant, suffisent à peine, malgré toute leur richesse et toute leur splendeur, pour vêtir cet enfant difforme, présentant dans toute sa personne des signes évidents de décrépitude précoce, qui lui donnent presque l'apparence d'un cadavre. Le teint jaune, les lèvres tombantes, la mâchoire semblable à une mâchoire de poisson, un front où ne se lit aucune pensée, des yeux atones, une physionomie sans aucune expression, vous offrent l'image d'un Carlos II anticipé. Son intelligence répond à son aspect extérieur. Premier-né de Philippe, il se maria très jeune, par ordre de son père, avec une infante portugaise, et donna toute sa vie plus de signes d'agitation mentale que de preuves de talent. Lorsque l'Empereur, son aïeul, se rendit d'Insprück à Juste, il s'arrêta quelques jours, — pour préparer son passage à travers les Cordillères de notre Estramadure, — à Valladolid, capitale de la Vieille-Castille, où résidait alors l'Infant, et il remarqua que son petit-fils était loin d'avoir un jugement sain. Lorsque plus tard celui-ci étudia à l'Université d'Alcala, où l'accompagnaient ses deux illustres oncles, Juan d'Autriche et Alexandre Farnèse, il fit une chute dans un escalier du collège, escalier qui existe encore, et le coup qu'il reçut détermina une si terrible fracture du crâne que l'on craignit de le voir rester idiot. Aussi la belle Isabelle de Valois ne pouvait-elle devenir amoureuse d'un pareil avorton, elle qui était unie à l'un des plus beaux cavaliers du monde, car Philippe passait pour tel lorsqu'il épousa sa troisième femme, la française, après avoir renoncé à régner sur l'Angleterre, à laquelle il était antipathique, et lorsqu'il fut veuf de Marie Tudor, sa seconde femme, qui l'avait toujours repoussé. Pour comprendre à quel point il était bel homme, il faut le voir non pas dans les portraits faits au temps de sa vieillesse, alors qu'attristé par des chagrins de toute sorte il était toujours malade et vivait constamment enfermé, mais dans les portraits qui datent de sa jeunesse, dans ces œuvres du Titien qui semblent vivantes. Et cependant la légende s'est maintenue à un tel point que notre grand poète Quintana, qui fut aussi un grand historien et un illustre encyclopédiste, l'a reproduite en vers immortels; aussi n'est-il pas étonnant que Schiller, le dramaturge inspiré, l'ait prise pour sujet d'une tragédie. De même que les lois sont ce que les font les rois, de même l'Histoire est ce que la font les poètes. C'est

pour cela qu'Aristote a dit ce mot profond : la Poésie est plus vraie que l'Histoire.

VII. — Si le « Don Carlos » d'Autriche, représenté à Paris, évoque le nom de Schiller, et le « Barbier de Séville », joué à Madrid, celui de Beaumarchais, c'est que ces deux noms sont indissolublement liés à la révolution et à la liberté. Schiller est un tragique, Beaumarchais un comique, mais tous deux, à leur époque, furent révolutionnaires. Beaumarchais est l'homme aux aptitudes et aux facultés multiples, toujours mêlé à d'inextricables complots et à des intrigues sans fin, allant avec la rapidité de la flèche d'aventure en aventure, prodiguant les duels, les constantes querelles d'amour, se plaisant au milieu des révolutionnaires et des comédiens, se partageant entre les gens de cour et les gens de théâtre, quittant le palais de Versailles pour les cachots de la Bastille ; poursuivant des magistrats et sauvant des actrices ; entreprenant une guerre, comme celle d'Amérique, féconde en héros ; homme politique et journaliste autant que le lui permettait cette époque d'absolutisme, qui fut celle de sa jeunesse. Sa vie semble un perpétuel drame ; dans sa tête il portait l'enthousiasme et dans son cœur le sentiment comique, et il y joignait une forte et naturelle ironie faite de profonde perfidie mais surtout de grâce. En Espagne on ne représente pas si fréquemment qu'en France la comédie du « Barbier de Séville ». On chante l'opéra de ce nom, et il plaît aujourd'hui aux jeunes générations, compagnes de ma vieillesse, comme il nous plaisait à nous dans notre joyeuse jeunesse. L'inspiré Rossini a, il est vrai, mis dans cet opéra toutes les primeurs de sa composition et tous les jeux de son style ; dès les premières mesures le rire vous prend, et Figaro est un Français du boulevard reporté au Guadalquivir, comme Gil Blas est un Espagnol de nos romanciers bouffons traduit en français. Derrière l'opéra qui n'obéit qu'à l'art seul, comme derrière la comédie qui se guide sur la politique seule, on aperçoit le plan d'un vrai symbolisme révolutionnaire. Rosine est la Nation, que le vieux Don Bartolo veut dominer à perpétuité, personnification du séculaire monarque, portant dans sa sacoche les lourdes clés de sa maison et attendant que ses ennemis viennent lui ouvrir la porte, exerçant une censure jalouse et rigoureuse qui laisse pourtant arriver toutes les lettres aux mains de sa nièce. Don Basile, l'organiste, c'est le clergé de l'époque, auxiliaire naturel de la monarchie, mais si incertain dans ses penchants et si perverti dans ses mœurs qu'il se met du côté des ennemis du roi dès que ceux-ci l'attirent à leur parti et à leur cause par un appât doré et quelque don gracieux. Le Barbier, c'est le peuple, et Almaviva c'est le patriciat, qui, mis d'accord, attirent par des tromperies et des duperies Don Basile, brisent la tutelle de Don Bartolo, le roi absolu, et finissent par émanciper et rendre heureuse la Nation, c'est-à-dire la belle Rosine. Plus de cent ans ont passé sur l'opéra et sur la comédie, mais tandis que le Barbier de Rossini conserve sa fraîcheur, le Barbier de Beaumarchais perd de son actualité. Ils sont loin les tuteurs du peuple portant à leur trousseau les clés de la Bastille, et loin

aussi la censure prudente des écrits; il n'y a plus de noblesse en tant que familles privilégiées et distinctes possédant des privilèges auxquels ne peuvent prétendre leurs concitoyens; le clergé a perdu son influence anormale qui touchait à l'omnipotence; au temps de Beaumarchais, tout cela était divisé, mais tout cela debout, forteresse formidable, trône du privilège et charge pour nous, les serfs, seuls capables d'apprécier aujourd'hui combien les contes dus au fécond esprit comique français, combien ces satires dont la piqûre était mortelle, ces maximes de droit changées en apophtegmes populaires, ces légers mots à double entente, ces phrases révolutionnaires, contribuèrent à la chute des oppresseurs et au triomphe des opprimés. La comédie du grand comique la plus essentiellement révolutionnaire est son « Mariage de Figaro », que j'ai vu représenté à Paris cent fois, mais en Espagne jamais. Cette pièce n'avait pas le caractère allégorique du « Barbier de Séville », mais en échange elle donnait le type des harangues de l'Assemblée Constituante et de la Convention nationale. Dans ces monologues coulants, dans ces colloques nerveux, dans ces scènes moins mouvementées peut-être que celles de notre répertoire de pièces de cape et d'épée, mais non moins intéressantes, passaient à tous moments, comme en sautant, des allusions terribles aux vieux pouvoirs et des sentences préparant le triomphe du nouveau droit et l'organisation d'une autre Société. La cour et les courtisans, les intrigues fomentées dans les appartements qui étaient la pépinière des princesses et des princes de la dynastie, les mendiants cramponnés comme des polypes et des huîtres à la couronne, le clergé vénal et corrompu, les abbés très galants, enclins au jeu, à l'ivrognerie, aux réjouissances; les grandes familles, rivales de la famille royale, possédant toutes les richesses, sans avoir pris pour cela d'autre peine que celle de naître; les restes de l'Inquisition, réunis en une censure imbécile, représentée par des censeurs idiots; les revenus publics partagés entre danseuses et comédiens; les danseurs nommés ministres pour offrir ces réussites extraordinaires aux tripoteurs tout-puissants; les fonctions royales abandonnées comme les biens royaux : toute cette société malade passa à la lessive du Mariage de Figaro. Ces insolences, provoquant d'abord le rire en présentant le côté ridicule, finissaient par soulever l'indignation du peuple, indignation qui marque le point de départ des révélations sans frein et des luttes sans trêve. Mais en parlant des comédies anciennes livrées à la discussion publique par cette association d'idées que produisent les noms, je ne parle pas de la comédie contemporaine. Ce sera pour une autre fois. Passons à un autre sujet.

VIII. — On s'occupe encore et beaucoup du voyage de Nicolas II à Paris. Comme ses conséquences peuvent être importantes pour l'Europe entière et changer entièrement la carte géographique, les réflexions de tous les hommes politiques sont intéressantes, et les commentaires du public, conséquences de ces réflexions intimes, abondent tous les jours. Paris est satisfait et, avec Paris, la France. Les événements qui ont suivi les fêtes extraordi-

naires de France n'atténuent pas le sens que lui a prêté le sentiment universel, mais ils ne l'éclaireront pas non plus et contribueront à fixer moins nettement son caractère unique. Les souverains ont voulu retrouver leur famille après leur voyage officiel. Pour cela rien ne vaut mieux que la capitale d'un petit duché avec les honneurs royaux, ou la résidence d'un palais allemand, qui permettent aux majestés royales d'adopter des coutumes plus bourgeoises. Toute femme allemande sans exception, même celle que le roman et le théâtre ont rendue plus idéaliste, garde son caractère de femme de foyer qui est d'un grand charme. Dans les tragédies, parmi les personnages les plus importants, la Charlotte de *Werther* se présente à nos yeux coupant en tranches le pain pour le goûter de ses jeunes frères, joyeux comme des oiseaux, et la Marguerite de *Faust* devant sa quenouille et son fuseau, chante les vieilles romances allemandes au son de l'orgue et à la lueur des étincelles de l'humble foyer. L'impératrice a voulu suivre cette habitude et se conformer à ce caractère, en vivant au palais de ses frères avec une simplicité homérique, et respirer enfin, au sortir des préoccupations occasionnées par les dernières fêtes, en se livrant à des distractions et à des récréations domestiques. Les puissants monarques n'ont pas même eu cette chance ; ils n'ont pu voir se réaliser tous leurs projets de retraite en famille et de vie privée de simples mortels. Entrés chez eux par la grand'porte ils sont sortis par des portes secrètes, gênés par la curiosité publique. En allant de Darmstadt à Wiesbaden pour poser la première pierre d'une église russe, ils ont dû subir les applaudissements et les hourras; malgré tout cependant, le séjour du couple impérial chez ses parents a revêtu le caractère d'une réunion privée et affectueuse entre parents qui s'entendent, ce qui fait que l'entrevue des souverains allemand et russe n'a pas eu d'autre caractère que celui que nous signalions tout à l'heure. Il est nécessaire de rappeler que l'Impératrice de Russie et l'Empereur d'Allemagne sont cousins germains, issus de deux filles de la reine Victoria. Il ne faut pas oublier que s'il y a des familles au monde unies par les liens du sang, ce sont les familles qui règnent dans l'empire russe et dans les petits duchés de l'Allemagne du Nord. La femme d'Alexandre II, aïeule du Czar actuel, naquit dans la Hesse, comme l'épouse qui partage aujourd'hui le lit et le trône de l'empereur. Aussi, les visites de ces derniers jours, tant celles faites par les souverains russes aux souverains allemands que celles rendues par les souverains allemands aux souverains russes, conservent-elles un caractère familial et domestique, et si, aux yeux du public, elles gardent un sens, ce que j'ai dit précédemment dans mes chroniques est confirmé par les faits, à savoir que d'aucune manière la paix générale ni l'équilibre européen ne sont menacés. Mais qui dit amitié entre empereurs ne dit pas forcément amitié entre peuples. Or, telle est une des plus grandes difficultés qui existent entre Nicolas et Guillaume. On a beaucoup réfléchi au sujet des discordes entre Russes et Allemands, la majeure partie de l'opinion publique les attribuant au ramollissement cérébral de l'illustre Bismarck, qui est pourtant seigneur et maître de son intelligence aussi haute que froide. Quel Bismarck !

Avoir toujours eu une apparence d'amitié pour la Russie et de haine pour l'Angleterre, de préférence pour le régime autocratique moscovite et de mépris pour le régime parlementaire anglais, et, pour une fois, au Congrès de Berlin, placé entre l'Angleterre et la Russie, s'être décidé pour l'Angleterre, ce qui, à n'en pas douter, lui valut l'inimitié implacable des Czars, instruments du panslavisme! Cela dissipe tout doute quand on étudie le mouvement européen : ainsi la Bulgarie, après avoir été émancipée grâce à des sacrifices et des holocaustes de la Russie, se retourna contre ses libérateurs et leur opposa la politique de Stambouloff et la couronne de Cobourg, cédant aux instances de l'Autriche et de l'Allemagne; cela encore ne fait aucun doute pour les politiques experts. Mais l'Allemagne ne peut pas procéder d'une autre manière avec la Russie depuis son alliance et son union étroite avec l'Autriche: c'est là la conviction profonde des fins connaisseurs de la mécanique européenne. Quand la Russie soutint à elle seule le christianisme et les peuples chrétiens dans la dernière guerre orientale, elle prit seulement comme fruit de ses victoires la Bessarabie, et quelques territoires en Arménie, tandis que l'Angleterre, sans avoir tiré un seul coup de fusil, s'emparait de Chypre, et que, sans en avoir tiré davantage, l'Autriche mettait la main sur la Bosnie et sur l'Herzégovine. La grande puissance voyait tous ses sujets, sauf le Monténégro, entrer en rébellion contre elle : le peuple roumain son ennemi déclaré, le peuple serbe aux pieds de Vienne, le Bulgare instrument des plans antirusses; tout cela est dû à la grande amitié entre les Allemands et les Autrichiens, car ceux-ci aspirent à la domination des Slaves en Anatolie, en Thrace, en Serbie, en Macédoine, dans tous les Balkans, et c'est pourquoi ils combattent avec acharnement la meilleure et la plus constante aspiration russe : le rachat pour les Russes et par les Russes de Sainte-Sophie et de Constantinople. Ainsi, là où l'Allemagne trahit son amitié envers l'Autriche, elle fait cependant par force acte d'hostilité contre la Russie. Or il ne lui est pas possible de se brouiller avec l'Autriche sans susciter des difficultés intérieures insurmontables : l'Autriche serait un hameçon jeté dans la vie germanique et auquel mordraient catholiques, séparatistes, méridionaux, toùs ennemis soit de la suprématie protestante, soit de la tyrannie prussienne, encore soumis aujourd'hui, quoique mécontents, pour soutenir l'accord entre la Prusse et l'Autriche. Je crois que les inimitiés entre Germains et Russes persisteront malgré ces visites des deux empereurs, et je n'attribue à celles-ci aucune signification transcendantale, comme aussi je sais de science certaine que, tant que dureront les querelles entre l'Allemagne et la Russie, querelles qui ne sont pas près de finir, l'une et l'autre rechercheront l'amitié de la France. L'implacable logique du mouvement international européen s'impose sans réserve depuis que Bismarck a commis l'irréparable faute d'annexer à l'Allemagne l'Alsace et la Lorraine, s'aliénant ainsi la France pour toujours.

IX. — Le voyage du Tsar en Europe, combiné avec beaucoup de circonspection par la diplomatie russe, a été accompli par les jeunes monarques

avec une scrupuleuse fidélité au plan qui en avait été tracé. Pas un moment, un seul, n'a été perdu ; pas un seul détail, fût-il le plus minutieux, n'a été omis. Ce voyage a su garder les deux caractères significatifs et capitaux qu'on voulait lui donner ; d'abord il a été une incontestable affirmation d'amitié à l'égard de la France : ensuite il a montré que cette affirmation ne devait nuire en rien aux relations de la Russie avec les États monarchiques ni à l'équilibre européen. Pour affirmer le premier caractère, son amitié durable envers la France, si le Tsar a reçu de la part du peuple français de nombreux hommages, il en a accordé au peuple français plus peut-être qu'il n'en a reçu ; un peuple peut tout faire, même s'il se trouve isolé et solitaire, tandis qu'un individu seul, quoique omnipotent et bien escorté, peut succomber à une fatigue extrême, au travail comme au combat, quand bien même son œuvre aurait pour mobile une aussi juste cause que la reconnaissance. Parmi toutes les manifestations de l'esprit français, il n'en est pas une qui n'ait attiré la gracieuse et cordiale attention du jeune empereur : l'industrie à Sèvres, la science à l'Académie, la religion à Notre-Dame, l'exposition du travail, la Chambre et le Sénat représentés par leurs présidents respectifs, les arts au Musée, la littérature dans les théâtres, la musique à l'Opéra, l'histoire à Versailles, la justice au Palais, l'État dans son chef, la nature avec les jardins et les forêts, jusqu'à la mort même auprès des glorieux morts qu'abrite l'austère Panthéon. Et on dit que de toutes parts il s'est trouvé en face de souvenirs incompatibles avec ce qu'un César signifie et représente. Hors des Invalides où, sous sa galerie de bronze et d'or, de son sommeil éternel dort le géant Napoléon, tant de fois l'ennemi de ses ancêtres, hors des Invalides où un gouvernement républicain entretient le culte glorieux d'un Empereur et d'un Empire, dans d'autres endroits qui restent comme en contact étroit avec les vestiges historiques réveillés et vivants qu'ils contiennent, il aura vu non seulement la République victorieuse en France, la République traditionnelle et ses efforts cyclopéens pour se mettre au niveau des idéaux démocratiques, mais aussi ses luttes surhumaines pour se défendre contre l'Europe monarchique. En entrant à la Sainte-Chapelle il n'a pas pu faire autrement que de voir la sombre tour semi-elliptique de la Conciergerie, où agonisa Marie-Antoinette, comme aussi lors de son entrée triomphale, en passant par les Champs-Élysées, il s'est approché des ruines lamentables des Tuileries. Il a vu l'emplacement, orné de fontaines monumentales, qui marque la place de l'échafaud de Louis XVI. Il a pu, en parcourant la route de Versailles, se rappeler la vie d'amertume et de tristesses, humide de larmes et de sang, des rois absolus qui, dans les terribles sinuosités de ce chemin, éprouvèrent le tourment et le martyre, après que la Révolution eut dédoré leurs anciennes couronnes et avant que le Parlement les eût redorées, couronnes de rois constitutionnels, à l'heure où montait le flot grondant des paroles et des passions qui devait les emporter, au milieu des blasphèmes de la conscience populaire et de l'envahissement du sol de la patrie ; à Versailles même, le théâtre où

les gardes du corps précipitèrent le dénouement terrible de toute la tragédie ; le temple où se réunirent pour la première fois les États généraux ; le jeu de paume où prit naissance l'idée nouvelle et où se révéla le nouvel esprit, quand les députés du peuple décidèrent de se réunir en Assemblée constituante et de ne pas se séparer avant d'avoir donné une constitution à la France ; des souvenirs dont les ombres paraissent un poème, mais qui doivent jeter sur le front couronné des rois une bien tragique et lamentable tristesse, car, réunis dans ces vestiges historiques, ils ont donné à l'Europe un centre républicain comme Paris, foyer de lumière, de chaleur, de force et d'attraction, autour duquel gravitent tous les peuples du monde. Le voyage de l'Empereur en France, est, à n'en pas douter, un voyage d'amitié entre la République française et le Tsar moscovite. Si par hasard quelque crainte subsistait, elle serait vite évanouie : le vivant témoignage de tout cela c'est la marche triomphale commencée à Cherbourg au milieu des vaisseaux de guerre et terminée parmi les armes et les soldats des manœuvres militaires à Châlons. C'est là que le Tsar a dit la parole qui termine et couronne tout l'édifice, en parlant de « la fraternité entre les deux armées ». Cette parole qui explique tout s'attache au salut de Paris, elle se soude au souvenir de traditions qui datent de loin, puisqu'on peut les faire remonter jusqu'à la mémoire du père de Nicolas II, et même jusqu'en l'année 74, au jour où son aïeul, le martyr Alexandre, se dressa devant Bismarck comme une ombre surnaturelle et retint la main prête à déchaîner une nouvelle guerre sur la France.

Cette parole, jointe aux autres, dit et montre que la concorde entre les deux gouvernements sera éternelle malgré leur nature et leurs destins contraires. Mais, cela dit et fait, le Tsar ne prononcera pas un mot de plus, le Tsar ne fera rien qui puisse éclairer le mystère de savoir si, oui ou non, il existe un traité d'alliance, ni rien qui puisse renfermer une menace quelle qu'elle soit pour la stabilité européenne.

Il se passe un phénomène bien rare dans ce moment si critique. Jamais on n'a réuni plus d'armements ni plus de soldats pour la guerre, et jamais on n'a autant parlé de paix. Quand se formaient jadis des alliances, celle d'Angleterre avec la France pour la Crimée, celle de l'Autriche avec la Russie pour soumettre la Hongrie, celle de Russie avec la Roumanie pour délivrer les Balkans, celle de la Prusse avec l'Italie pour recouvrer la Vénétie, on les créait par la guerre et pour la guerre, au son des clairons et au bruit du canon.

A présent au contraire, avec des armées invincibles, des armements formidables, toutes les alliances sont défensives et toutes se forgent sans exception avec le fer, il est vrai, mais avec le fer de l'ancre destinée à fixer et à assurer la paix de Dieu. Ainsi le voyage de Nicolas II à Paris a été un voyage d'amitié, mais amitié qui ne se compromet par aucune manœuvre offensive et guerrière, qui se contente de promettre la défense commune et le secours réciproque en cas d'agression, enfin qui offre une nouvelle base à l'équilibre

européen. Je me repose sur cette conviction, étant aussi bien ami de la liberté que de la paix.

X. — Les deux événements capitaux de la dernière quinzaine, en rangeant dans la quinzaine précédente les voyages impériaux, sont, d'abord une résolution inattendue et soudaine, la retraite de lord Rosebery, l'homme d'une dignité si haute et d'un si grand mérite, de la présidence du parti libéral anglais. L'autre est une fête ou une cérémonie aussi poétique que tendre, le mariage entre un prince italien presque français d'origine, comme tous ceux de la maison de Savoie, et une belle princesse slave, presque asiatique par sa naissance, comme le sont tous les Slaves. Les physiologistes assurent, — et il faut s'en tenir à leur autorité, puisqu'ils connaissent des phénomènes ignorés par ceux qui ne peuvent suivre et acquérir toutes les sciences, — que des unions entre parents si proches ont de funestes conséquences pour leur génération. Ici, il n'y a pas lieu à une crainte de cette sorte. De sang espagnol, français, germanique, italien aussi, était la précédente famille qui régna sur les montagnes nord-est de l'Italie et sur les penchants des montagnes du sud-est français, sur le Piémont, la Savoie et Nice; mais la dynastie monténégrine n'a pas une goutte de sang italien dans les veines; elle est toute d'origine slave par suite de l'isolement où ces montagnards ont vécu. Ils peuvent donc rester en paix ces perspicaces physiologues qui attribuent les maux fréquents dans les dynasties, maux héréditaires comme les couronnes, maux chroniques comme le métier de régner, à la parenté chez les couples royaux. Le jeune Victor-Emmanuel et la princesse Hélène se trouvent complètement libres en face d'une telle affirmation scientifique; ils ne sont à aucun degré consanguins ni parents. Les pontifes devaient avoir deviné au moyen-âge ces scrupules qu'aurait la science contemporaine, quand ils poursuivirent implacablement par l'anathème, avec excommunication, et prohibèrent rigoureusement dans leurs canons le mariage entre proches parents. Notre Doña Berenguela, mère de saint Ferdinand, notre Doña Maria de Molina, mère de Ferdinand IV, et d'autres princesses subirent les rigueurs de cette doctrine intransigeante et de cette terrible loi pontificale. Les docteurs anglicans appelèrent « incestueux » le mariage entre les monarques Henri VIII et Catherine d'Aragon, parce que celle-ci avait déjà épousé — mariage qui n'avait pas été consommé — le frère de son mari. Ces rigueurs pontificales s'atténuèrent beaucoup au XVI[e] siècle, et Philippe II put se marier avec une cousine germaine de son père, Marie Tudor; mais, pendant le moyen-âge, durant cette longue époque, Ferdinand III dut se marier avec une Allemande, Jean II avec une Anglaise et le fondateur de la dynastie des Ruiz en Portugal avec une Lancastre, forcés de chercher des femmes à l'étranger pour éviter les dangers des mariages entre consanguins, en prenant femme dans leur entourage. Le sang royal italien va donc, paraît-il, se renouveler par cette infusion de sang asiatique, et les fruits du mariage royal qui vient d'avoir lieu seront plus beaux que le débile fils unique issu du mariage de Marguerite et d'Humbert de Savoie. Je souhaite

aux nouveaux époux une grande félicité, quoique l'Italie ait tant combattu la France, elle, notre mère aimée et notre muse immortelle, mère et muse du monde latin et de ses peuples, encore qu'elle se soit opposé, par amour excessif de sa dynastie, à la République française, indispensable à l'Europe démocratique et libérale comme à l'unité italienne. Nous, démocrates de tous partis, nous nous réjouissons du bonheur et de la prospérité de l'illustre peuple de la belle péninsule, comme de notre propre bonheur et de notre prospérité, car nous ne pourrons jamais oublier que ses victoires, en face des conquêtes de l'Autriche, de la théocratie de Rome, des Bourbons de Naples et des petits tyrans de Parme, de Modène et de Toscane, sont des facteurs essentiels du progrès humain et de la liberté universelle. On dit que grande a été la désillusion de l'Italie d'apprendre que le Monténégro était un fief, non un royaume, et sa capitale non une agglomération de superbes édifices comme ceux qui décorent nos capitales modernes, mais un amoncellement de cabanes. Cependant l'Italie pouvait-elle l'ignorer? Le Monténégro a reçu son nom de la couleur qu'avaient les dédales de ses montagnes, aujourd'hui blanches comme la craie et vertes pendant les saisons humides, couvertes de prairies comme elles le sont; mais autrefois, il y a des siècles de cela, elles étaient noires, grâce aux ronces qui tapissaient les chaînes de montagnes jusqu'à leur sommet, ronces dont les tiges d'un vert foncé les couvraient d'un drap funèbre absolument impénétrable à la lumière du soleil et à la clarté du jour. Entre ces crêtes étincelantes, formant comme des pyramides brillantes, coulent des fleuves comme le Zeta et s'étendent des lacs célestes comme le Sintari. C'est un immense labyrinthe fait d'abîmes et de pics où une famille de bergers guerriers, arrachée du tronc serbe, réussit à s'enfoncer parmi les buissons, pour échapper au joug musulman. Le terrain raboteux et montueux offre à peine à la pauvre capitale, Cettigne, un espace qui puisse contenir cent cabanes, et toute la principauté peut à peine nourrir cinquante mille familles nécessiteuses, vivant de la chasse dans les montagnes qui y sont propres et de son commerce avec les peuples voisins. Il leur aurait été impossible, n'ayant pas beaucoup d'armes à leurs ceintures, mais seulement une arquebuse chargée, cachée dans quelque trou, à l'ombre, ayant la vitesse du cerf, la force du sanglier, le cri de l'aigle, — bien qu'ils aient un corps façonné pour les guerres perpétuelles, — de se préserver, par des luttes incessantes, des Turcs et de conserver pure et saine une quantité spéciale du sang ancien des petits esclaves sur ces stériles montagnes.

XI. — A peine trois cent mille naturels peuvent-ils soutenir un maire: comment maintiendraient-ils un souverain? Aussi le prince n'aurait-il pas pu vivre sans le secours de l'Empereur de Russie et celui d'Autriche. Ce dernier ne se signale pas par une grande générosité. Pour que ces maraudeurs de la montagne ne mettent pas le désordre aux bouches du Cattaro, si importantes pour son empire, ni dans les vallées de la Bosnie et de l'Herzégovine que les Monténégrins ont occupées quelquefois, il sert au prince une pension annuelle de 40.000 francs, la pension d'un étudiant. L'empereur de Russie, au con-

traire, pourvoit sans réserve, je crois, à ses besoins, car il considère avec raison le prince Nikita comme son véritable ami dans les Balkans, en présence des tendances des autres enclaves de la péninsule autrichienne. Quoi qu'il en soit ainsi d'après l'opinion publique, quoique Nicolas II pourvoie, veux-je dire, aux dépenses, si modestes soient-elles, du prince monténégrin, je ne crois pas pourtant qu'il dote la femme du prince italien de millions de roubles comme il le fit pour la charmante sœur de la princesse actuelle de Naples quand elle épousa un prince de la dynastie russe. L'Italie sera obligée de la doter ou de se résigner au manque de dot, quitte à l'inscrire sur la liste civile italienne si elle la veut riche.

La princesse a fait preuve de beaucoup de tact et d'amabilité en acceptant, comme elle l'a fait, sans résistance et sans scrupule, d'entrer dans la religion de son fiancé. A la vue du céleste océan Adriatique, qui est un lien avec la mère patrie, là où, grâce au traité de Berlin, la célèbre ville de Dulcigno fut à grand'peine détachée du territoire albanais pour être annexée à la principauté de Montenegro, dans la magnifique église de Bari, devant son patron saint Nicolas, qui, sur toute la côte méditerranéenne, a la réputation de protéger les jeunes filles à marier, a été célébrée la triste abjuration de la religion dans laquelle elle était née, et aussi la solennelle et joyeuse entrée dans l'Eglise romaine. Ce n'est pas un acte louable, quoique les circonstances qui l'ont amené l'expliquent, que le renoncement au culte des aïeux et à leurs croyances suivant lesquelles nous voulons vivre et mourir; il aurait dû inspirer plus de tendresse à la belle montagnarde venue d'un État et d'un palais si pauvres, que pourraient chanter aujourd'hui les aèdes des temps homériques, sans y trouver d'autres objets de luxe que ceux qui ornaient les palais des rois d'autrefois, aux temps préhistoriques et à l'époque du siège de Troie. Au milieu des splendeurs luxueuses d'une église et d'une cour italiennes, habillée de blanc, telle une catéchumène d'autrefois aux catacombes, elle quitte une religion sans trop savoir celle qu'elle laisse, et en prend une autre, par la vertu et l'opération de la nouvelle eau lustrale, sans se rendre compte de celle qu'elle prend. A partir de ce moment-là elle a marché de splendeurs en splendeurs.

Qu'elle est colossale et magnifique la résidence d'été des papes, ornée de colonnes grecques, où la grandeur et l'élégance s'unissent, comme dans les autres monuments élevés autour du Quirinal, rappelant les cités-temples, les cités-musées, les cités-casernes, les cités-palais des anciens empereurs assyriens! Quel splendide coup d'œil offre cette place où s'élève cette église Sainte-Marie-des-Anges, dans laquelle les fiancés ont reçu la bénédiction nuptiale. La grande fontaine avec ses magnifiques jets d'eau, convertie en un colossal bouquet, pouvait bien rappeler les caprices du peuple-roi quand il reçut là des rois d'Arménie comme Tiridate ou des reines d'Égypte comme Cléopâtre. La bibliothèque de Domitien a été convertie en église par la hardiesse cyclopéenne et les efforts du titan Michel-Ange, que tentait tout travail titanique et qui atteignait le sublime pour le faire partager, dans son immensité,

à ceux qui visitaient son œuvre. Je l'ai vue pour la première fois il y a aujourd'hui vingt-deux ans. Il me semblait me trouver perdu sur la haute mer, suivant du regard ses lignes immenses comme je l'aurais fait des limites de l'horizon. La solidité de ses fondements, la hauteur de ses pilastres, le demi-cercle de ses arcades si élevées, la voûte semblable par son étendue à la voûte céleste, donnent une idée nette de l'énorme supériorité qu'atteignit le peuple romain dans tous les temps, même à ces époques de décadence de l'empire, où il s'imposait au monde entier par le prestige de sa majesté et de sa puissance. Aussi ces espaces conviennent-ils mieux à des couronnements de conquérants qu'à des idylles de fiancés. Que Dieu donne le bonheur aux nouveaux époux, car il ne faut pas oublier qu'ils sont les descendants d'une dynastie libérale qui, par sa vaillance dans les combats, nous a valu l'indépendance, la liberté et l'unité de l'Italie. Ce mariage, si petite que soit sa signification politique, peut contribuer à aplanir les aspérités nombreuses qui s'élèvent entre l'Italie et la Russie : peut-être hâtera-t-il la conclusion du traité de paix italo-abyssin, qui délivrera les malheureux et chers captifs. Ainsi soit-il.

XII. — Une profonde modification de la politique anglaise se produit aujourd'hui, par suite du discours dans lequel Rosebery annonce qu'il renonce à la présidence du parti libéral. Personne, parmi ceux qui ont quelque instruction, n'ignore l'influence de l'illustre lord sur les affaires non seulement anglaises et européennes, mais aussi intercontinentales. Succédant à l'illustre chef Gladstone, depuis que ce grand homme a quitté la présidence du Gouvernement, Rosebery est toujours resté le même dans son opinion : le parti libéral pour faire tout ce qu'il veut à l'intérieur, mais, pour la politique extérieure, il doit suivre celle de Disraëli, une politique impériale, toute d'expansion pour l'Angleterre, car une si grande puissance ne peut croître ou diminuer comme un satellite, selon que les libéraux occupent le pouvoir ou en sont exclus, étant une en essence, et par suite, forcée de conserver, avec l'unité intérieure de son esprit, l'unité extérieure de son organisation et de son corps. S'il se créait un Parlement irlandais avec représentation au Parlement anglais, si l'Église se séparait de l'État dans ce pays plein de vieilles croyances comme le pays de Galles, pourvu que l'empire anglais se conservât à l'extérieur ce qu'il est aujourd'hui, peu importerait le reste : tout s'arrangerait et se fondrait en un flot de prospérité et de fortune prochaine. Un peu romantique dans ses préférences littéraires, ayant un culte pour les deux génies anglais de premier ordre : Shakespeare et lord Byron; très lié à tous ceux qui cultivent les lettres modernes; aidant au progrès autant qu'il peut le faire sur ces hauteurs vertigineuses telles que le sommet de l'État britannique, Rosebery, artiste et homme politique, esthète et homme d'État, ayant l'amour de l'humanité sans préjudice de celui de la patrie, philosophe pratique et orateur militant, sans crainte d'aucune liberté ni doute d'aucun progrès, laisse ses coreligionnaires fondre tous ensemble sur les églises établies; il donne au peuple irlandais

comme compensation à des douleurs séculaires, des garanties que ne possède pas l'Angleterre; la vieille propriété féodale se transforme en propriété à la française; grevant d'impôts, d'une façon digne des socialistes les héritages et des successions, agissant à sa volonté, arrivant même jusqu'aux dernières limites des réformes du moment que l'immensité de l'Empire dans les cinq parties du monde n'est pas atteinte et qu'elles ne provoquent aucun changement dans la politique étrangère, traditionnelle en soi, immobile depuis Disraëli, sacrée comme une religion faite de liturgies et de canons, sans autre culte que la prépondérance britannique sur les mers de son immense patrimoine colonial.

Cette politique lui coûta beaucoup, car les radicaux voulaient du radicalisme en Angleterre et hors d'Angleterre. Ils l'accusaient de connivence avec la couronne et de complaisances envers la reine, choses que ne pouvaient accepter les adeptes de la République, eux dont les idées se rapprochent beaucoup de celles du socialisme continental. Mais l'amateur des littératures exotiques, le pèlerin des sites poétisés par les poèmes byronniens, le visiteur assidu de notre Guadalquivir parfumé et de notre Séville, dès qu'on parle de l'intérêt britannique, montre une résolution si inébranlable et une volonté si ferme que personne ne pourrait le dissuader de ses projets. Cavalier comme tous les aristocrates, grand éleveur de chevaux couronné aux courses et aux concours, possédant en cela le goût britannique pour ce sport national, ses nombreux adversaires le critiquèrent et le poursuivirent à ce sujet. Un député renverse le projet de loi sur les rentes de Harcourt, ministre des finances sous Rosebery et auparavant sous Gladstone; comme le ministre se plaignait que le député voulût frapper d'un trop lourd impôt les propriétés nobiliaires, celui-ci répondit : « Est-ce excessif que les nobles soient obligés de verser dans le Trésor ce qu'ils gagnent avec leurs chevaux? » faisant une cruelle allusion aux prix gagnés par lord Rosebery au Derby. Rosebery a dû passer par là et par d'autres chemins encore, tandis qu'il était au gouvernement, c'est-à-dire jusqu'à hier. Aujourd'hui il n'a plus les mêmes motifs de garder autant d'égards pour ses adversaires. Ceux-ci ont suscité une grande agitation populaire, voulant séparer l'Angleterre des autres puissances européennes dans la question d'Orient et la pousser à ce qu'elle agisse d'elle-même dans les affaires d'Arménie, au risque de provoquer une guerre continentale dont l'Angleterre payerait les terribles conséquences et garderait la lourde responsabilité. Pour mieux arranger le tout, on joignait à cette question celle-ci : le désir de voir l'Angleterre abandonner son protectorat sur Chypre et évacuer l'Égypte. Les deux propositions se valaient et pourtant ce fut à l'unanimité que les radicaux votèrent ces témérités, et non seulement sans écouter ni consulter leur chef, mais encore sachant que celui-ci ne pourrait ni les admettre ni les accepter. Aussi sa patience était-elle arrivée à son comble, et, plein d'indignation, au sein d'une assemblée générale, dans un discours profond et éloquent, il renonça à présider quelques membres qui,

chacun, tiraient de leur côté, et donna sa démission solennelle de président du parti libéral. Harcourt, grand orateur, polémiste de premier ordre, habile ministre des finances, chef du parti libéral des députés, ne désirait pas autre chose et attendait cela avec impatience. On est convaincu néanmoins que les libéraux ont perdu en leur président le lien d'étroite union qui les reliait à la couronne et à l'aristocratie britanniques. En refusant de conserver la présidence de ce parti, Rosebery, avec son aspect jeune, ses yeux vifs, ses joues rasées et roses qui lui prêtent une mine d'ecclésiastique, son tempérament batailleur et sa grande énergie politique, ne manquera pas d'ennuyer l'ennuyé et malheureux Harcourt, qui lui a causé tant d'amertumes pendant son gouvernement. Pour commencer il a proposé le nom d'Asquith, en signe de dédain, pour le remplacer à la tête du parti libéral. Tout ce mouvement prouve que la gauche du parti unioniste, séparée du guide qu'elle a aujourd'hui à la Chambre des communes, Balfour, par trop conservateur, en se fondant avec la droite du parti libéral, séparée du chef qu'elle a aujourd'hui dans la Chambre des communes, Harcourt, par trop progressiste, peut former un gouvernement anglais qui soit stable et en même temps stimule le progrès. Dieu le veuille !

Madrid, 28 octobre 1896.

IV

L'élection présidentielle aux États-Unis. — L'opinion européenne à ce sujet. — Les réactionnaires de notre continent. — Les élections présidentielles et l'hérédité princière. — Le levain puritain. — L'Ohio, patrie de Mac-Kinley; ses caractères historiques. — Mouvement religieux européen générateur des États-Unis d'Amérique. — Mac-Kinley, quaker et républicain engagé à soutenir leurs progrès. — La politique de l'Évangile. — Influence des États-Unis sur l'Europe; causes de cette influence. — Tradition presbytérienne. — Transformations de cette grande tradition. — Nécessité urgente d'y revenir. — Bryan et Mac-Kinley. — L'Europe. — Les révélations de Bismarck. — La mort de Challemel-Lacour. — Réflexions. — Conclusion.

I. — Les regards de toute l'Europe se sont tournés ces jours derniers vers le Nouveau-Monde à cause de l'élection présidentielle des États-Unis. La multitude des réactionnaires, que trouble la grande activité politique d'un peuple libre, de même que peut troubler l'Indien à la pirogue la vue du bateau à vapeur —, cherche partout des tares et des crimes à reprocher à ce grand peuple, parce qu'il a fait de la démocratie, de la république, de la liberté, les éléments de l'établissement d'un régime industriel dans lequel, — sans rois héréditaires, sans clergé rémunéré comme celui de l'Angleterre, sans armées formidables telles que celles de l'Allemagne, sans ces conquêtes quotidiennes qui caractérisent le régime russe, sans ces ferments de guerres intercontinentales qui sont pour l'Europe une menace perpétuelle, — dans lequel, dis-je, se confondent diverses races unies pour l'œuvre commune d'un travail incessant, travail créateur et divin auquel nous devons et les paratonnerres qui attirent à eux l'électricité des nuages et conjurent les orages, et la lumière électrique, anneau de matière rayonnante qui détruit à la fois l'obscurité propre de la planète et la nuit de l'espace infini. Franchement, vieux et hardi républicain, j'admire ce peuple industriel, commerçant, travailleur, moins habitué qu'aucun autre aux lois de convention qui restreignent les lois de la nature, peuple incapable non seulement d'être bouleversé, mais même de se ressentir le moins du monde des expansions de l'individu livré à lui-même en vertu des droits qui lui sont reconnus, ou de l'exercice de la souveraineté qui appartient à tous, de par le suffrage universel, — peuple créateur d'un gouvernement imposé par chacun à la totalité, et qui est

l'expression de la confédération présidée par un chef unique, produit et émanation de la volonté du peuple. Ses journaux quotidiens sont aussi nombreux que les feuilles de ses forêts ; ses réunions publiques ressemblent aux ondes de la mer ; cependant les aspirations les plus contradictoires et les plus grandes de l'humanité sont exprimées là avec une voix de tonnerre. Sa politique tient ses contradictions de l'étendue de son territoire, qui va des glaces polaires aux feux du tropique. Pour dominer des mers si tempêtueuses, des fleuves aussi agités, des vents dévastateurs, des cyclones perpétuels, l'homme se change en un Hercule, en un Thésée, tels ceux qui purgèrent la terre des monstres, aux temps mythologiques. En un mot, là, de jour en jour, le type féodal des conquérants s'efface de plus en plus pour faire place au type moderne des industriels, qui s'affirme toujours davantage. La guerre s'en va et le travail prend sa place. Tant que dure l'élection il semblerait que la voûte céleste va s'effondrer, que la terre est déchirée par cette lutte acharnée ; l'esprit des électeurs est exalté, on abandonne l'argument de la parole pour retrousser ses manches et saisir le couteau de combat. Chaque meeting est converti en une armée de rebelles et chaque procession civique en un appel à la révolution. Cela durera jusqu'à ce que la querelle soit apaisée ; alors les agitateurs, sortis de leur crise de nerfs, prêteront obéissance à la loi, obéissance aveugle ; à l'unanimité ils se soumettront à la volonté générale et à celui qu'elle a désigné, même ceux qui l'ont combattu, car dans un gouvernement de peuple libre les minorités et les majorités se rejoignent, étant donné le développement des forces contraires, dont les combinaisons mécaniques produisent en même temps la stabilité et le progrès.

Quoique les adversaires de la liberté humaine aient voulu exagérer le trouble qui s'était emparé des esprits, les menaces des partis sur le point de briser leur frein et d'en venir aux mains, les désordres et même les assassinats, pour discréditer les gouvernements électifs, je ne me souviens pas qu'une élection présidentielle ait jamais coûté autant de sang que la guerre espagnole entre les maisons d'Autriche et de Bourbon au sujet de l'héritage de Charles II, que la Pragmatique Sanction en autorisant l'avènement de Marie-Thérèse au trône impérial, que les rivalités qui ensanglantèrent trois générations de rois absolus, détrônés et maudits par la nation, et qui déchirèrent notre sol national. Ce sont des conflits cruels, naturels aux gouvernements héréditaires, quand se lève le jour terrible de la transmission de la couronne par l'hérédité.

Encore aujourd'hui n'y a-t-il pas lutte autour des ruines du trône de France entre quatre prétendants? La dynastie de Hanovre chassée de l'Allemagne, et celle de Bavière, usée par ses propres victoires, ne prennent pas leur parti de la disgrâce imposée par le progrès à leur autorité et à leur puissance anciennes. Dans chacun de ces petits royaumes italiens qui existaient autrefois se manifeste une opposition occulte, dirigée par les dynasties détrônées, qui ne peuvent se résigner à leur déchéance et qui

n'ont que des sentiments hostiles pour l'unité italienne. Les Karageorgewitch combattent les Obrenowitch en Serbie. Le prince qui obtiendra la couronne et le trône de la petite reine de Hollande peut enterrer l'indépendance de la Hollande. Quant à nous, on nous impose ce Don Carlos débauché, cent fois détesté par la nation, qui nous précipitera un beau jour dans la guerre civile et sacrifiera une autre génération espagnole; tout cela quand, aux États-Unis, le candidat évincé par les électeurs félicite de son triomphe son compétiteur vainqueur, qu'il a combattu avec des efforts surhumains, et lui déclare qu'il verra toujours en lui l'image sainte des lois de la patrie et l'auguste personnification de la volonté générale.

II. — Il a fallu une institution barbare comme l'esclavage, prenant un terrible aspect et de telles proportions, pour susciter la guerre de Sécession entre les États du Nord et les États du Sud divisés et irrités, non pas par une élection présidentielle, mais parce que les uns voulaient détruire et les autres conserver des injustices sociales, dont l'extirpation a coûté tant de guerres et de révolutions chez tous les peuples de la terre et à toutes les époques de l'histoire. Cela ne se renouvellera pas. Cependant on croyait généralement ici que cela recommencerait. Les éternels pessimistes et les réactionnaires impénitents, ceux qui formaient le rêve insensé d'une République d'esclaves, de pirates et de négriers dans le midi, et qui, après avoir vainement essayé de faire de Santa-Anna un Iturbide, firent de Maximilien le tragique Empereur que l'on sait, croient encore impossible le maintien d'une forte unité saxonne dans le Nouveau-Monde, et tirent cette conséquence de la récente élection présidentielle. Cette élection n'a pas eu pour plateforme le système protectionniste ou le libre échange, comme quelques-uns l'ont cru sans raison, pas davantage le monométallisme ou le bimétallisme exclusivement, ni la liberté ou les restrictions pour la frappe de la monnaie; la grande question était de savoir si ce serait la politique avancée ou la politique conservatrice qui l'emporterait. La bataille capitale s'est livrée avant tout sur le terrain de la question sociale. D'un côté, on voyait ceux qui désirent que la République reste ce qu'elle est; de l'autre, les partisans des innovations radicales, non seulement dans l'État et la Constitution, mais dans la propriété et dans la famille. Mac-Kinley, avec son système de protection prohibitionniste, représente l'industrie, et, avec son presbytérianisme ancien, la vieille tradition républicaine, toujours réactionnaire dans le domaine de l'économie politique, mais chrétienne en religion, et toujours conservatrice des institutions libres pour lesquelles elle manifeste une affection profonde due à la foi qu'elle a en leur vertu et à l'espoir qu'elle ressent de les voir durer éternellement, foi et espérance qui ont un caractère religieux. La religion aux États-Unis, par cela même qu'elle n'a aucun pouvoir officiel, atteint une puissance morale incontestable. On ne peut nier que, comme le luthérianisme donna naissance aux églises monarchiques de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre, le calvinisme engendra les églises républicaines de la Suisse, de la

Hollande, de l'Écosse et de l'Amérique. Calvin influa sur Knox d'une manière souveraine. Knox influa sur l'Écosse, l'Écosse sur l'Angleterre. Et cette dernière, inspirée par ces dogmes connus sous le nom de dogmes presbytériens et puritains, fonda sa fragile république de Cromwell qui, une fois créée, émigra avec les pèlerins transportés par la *Fleur de Mai* vers la terre d'Amérique, et implanta là ses institutions progressistes, qui sont la conséquence naturelle du grand mouvement démocratique chrétien éteint, semblait-il, avec le bûcher de Savonarole, et cela malgré les pontifes romains qui croyaient l'avoir consumé pour toujours. Un des caractères du protestantisme britannique est, par suite de la liberté de penser laissée à l'individu, la division en sectes nombreuses, car, bien que l'Église presbytérienne semble posséder un plus grand ascendant dogmatique et religieux que les autres sectes protestantes, par sa nature même elle laisse place plus qu'aucune d'elles, on ne peut le nier, à la libre pensée. L'Église épiscopale anglaise, si forte par son organisation, si importante par son histoire, si riche en cadeaux offerts par la nouvelle monarchie presque ecclésiastique fondée par Henry VIII, avec ses grands chefs dont les revenus rappellent les anciens revenus des évêques de Tolède, avec tant de pouvoir et de prestige, n'a pas pu empêcher la division du clergé en haute et basse Église. Elle a atteint par ses rites la limite de l'Église catholique; par son unitarisme, elle touche aux sectes arienne et rationaliste. Elle n'a pu empêcher certains fidèles d'aller à Canossa, en quête d'une réaction romantique, tandis que d'autres, forts de la grande élasticité de ses interprétations, se tournaient vers le christianisme libéral. Elle n'a pu davantage empêcher les méthodistes de fonder un nouveau clergé comme celui des baptistes, avec son lourd budget et sa légion de missionnaires qui donnent à cette organisation religieuse et à celles qui lui ressemblent un caractère particulier. Elle n'a pu retenir ni les Puritains, ni les Quakers, ni les Moraves, ni les Adventistes, qui, les yeux fixés vers le ciel, attendent que le Crucifié descende une seconde fois sur la terre. Elle a laissé partir les Universalistes qui, adoptant la doctrine d'Origène, croient que le sang du Calvaire éteindra les flammes de l'enfer et que Luzbel retrouvera sa beauté perdue en une future rédemption angélique. Elle a perdu les Christadelphes repoussant la théorie de la Trinité et attendant un nouveau règne de Jérusalem, cité divine, sur le monde. Que d'autres fidèles de dogmes divers et même contradictoires, sortis de son sein, pullulent dans les pays protestants, et prouvent ainsi l'irrémédiable décomposition du protestantisme !

III. — Certes, nous n'avons pas l'habitude de juger les États-Unis sur certains points qui nous touchent de près et qui ne sont pas les meilleurs, tant s'en faut. Mais ce que nous pouvons critiquer chez eux, ce sont ces régions où règne encore l'esclavage, ces pirates, restes des flibustiers d'autrefois qui surnagent comme un requin harponné, ces contrebandiers de guerre, tous ces gens conjurés contre la production cubaine, ce sont ces

terres des anciens noirs que la piraterie et la traite rongent jusqu'aux os comme un vrai cancer, cancer qui se transmet par atavisme jusqu'aux dernières générations. Les États-Unis comptent soixante-trois millions d'êtres humains, d'après le dernier recensement. Si leur population était partout aussi dense que celle des bords de la Segura, du Turia ou de la Moselle, elle dépasserait en nombre le reste du genre humain. A côté de huit millions de citoyens provenant de l'élément étranger et récemment arrivés, Allemands, Irlandais, Norvégiens, Italiens, Esclavons, Canadiens, apparaît un facteur puritain qui a été, grâce à sa grande puissance d'attraction, le noyau de cette admirable confédération. Vraiment l'Ohio où naquit Mac-Kinley et où il a grandi, n'appartenait pas aux treize anciens états constitutifs de la République, à l'époque de la proclamation de l'Indépendance et pendant les quelques années qui suivirent. Mais cet état touche au centre de l'Amérique et à la Pensylvanie, la fleur de la République, et, depuis la fin du siècle dernier, s'est peuplé de huguenots français et de puritains saxons professant des idées religieuses qui sont la cinquième essence du christianisme ; Mac-Kinley appartient par son histoire si claire et par ses antécédents si glorieux à l'une des plus nobles souches dont l'humanité puisse être fière. Quel poème, mon Dieu, que l'épopée du puritanisme ! Ces peuples chrétiens du moyen-âge qui se levaient au cri de « Dieu le veut ! » et, la croix rouge sur la poitrine, l'épée au côté, la lourde lance à la main, s'en allaient par les déserts vers l'Orient, marchant à la conquête du tombeau du Christ, pour ne trouver que le tombeau de la féodalité et le germe des communautés, tous ces peuples, dis-je, n'ont pas accompli une œuvre aussi considérable que les pèlerins de la *Fleur de Mai* fuyant sur la mer l'intolérance religieuse, et trouvant au terme de leur voyage, là-bas, au sein des forêts vierges de la jeune Amérique, les vrais autels du Dieu de la Liberté, à la chaleur et à la lumière duquel la Démocratie et la République, ces deux filles du christianisme, se sont épanouies. Saint Augustin disait : « Béni soit le péché, le péché d'Adam qui apporta en lui-même la rédemption du Christ ! » Heureuses aussi les persécutions d'Elisabeth Ire et de Jacques Ier d'Angleterre, puisqu'elles ont provoqué le départ des puritains et, avec leur départ, l'établissement et le développement de la République dans le nouveau monde ! La doctrine puritaine prit naissance sous le règne de la reine Elisabeth ; elle se manifesta par une protestation contre les dogmes anglicans qui se faisaient les soutiens d'une liturgie en tous points semblable à la liturgie catholique, et d'une hiérarchie épiscopale absolument contraire à la hiérarchie romaine historique. A la chaleur d'une protestation identique se développaient là-bas, en Angleterre même, les principes religieux du calvinisme et leurs conséquences républicaines. La dernière Tudor et le premier Stuart comprirent les dangers qu'offraient, pour la religion officielle et pour l'état royaliste, le dogme et le peuple puritains. Elles les exilèrent, les obligeant à se réfugier en Hollande, à Leyde, où, assurait-on, par droit acquis et par coutume établie, chacun gardait sa liberté

de croyance. Plus tard ceux-ci devaient prendre une bien cruelle revanche contre la royauté traditionnelle et historique en immolant Charles Ier. On pourra dire ce qu'on voudra de la vigueur brutale du calvinisme, mais ce qu'on ne peut nier, c'est qu'il contenait les germes d'un gouvernement de liberté, et qu'en faisant du prêtre un délégué des fidèles, il instituait le suffrage universel religieux et la vraie république chrétienne. A cette époque, qui fut celle de leur indépendance, les États-Unis, voulant unir toutes les sectes contre la métropole, séparèrent l'élément religieux de l'élément politique. Ils nous fournirent ainsi la formule la plus lumineuse qui puisse donner à la démocratie universelle le resplendissant présage d'un heureux avenir. Il fallait rappeler tous les progrès de ce pays, de sa politique, de ses croyances, sortis victorieux du grand combat, parce qu'ils sont pour le nouveau président autant d'engagements pris pour le maintien de la paix et de la liberté du monde, engagements qu'il ne saurait nier sans se donner lui-même un démenti, ni sans méconnaître sa religion et sa patrie.

IV. — Quiconque appartient à une église d'une telle importance, à une religion si noble, doit conformer sa politique nationale et internationale à une série de traditions presque liturgiques, traditions qui s'imposent avec une exigence incontestable comme étant le legs glorieux et sacré des principes élaborés par des hommes à qui les États-Unis doivent leur gloire et leur grandeur.

Le nouveau président sort du parti des Washington, des Franklin, des Lincoln, en un mot du parti de tous ceux qui ont proclamé la politique non seulement une science, non seulement un art, mais une vraie morale. Ce parti est celui qui a voulu que le Code de la grande République fût une sorte de dérivation immédiate de l'Évangile; c'est lui qui a fourni, dans la personne de Washington, le modèle du magistrat chrétien; lui qui a suivi les conseils de Franklin en morale; lui qui a risqué la puissance de la Confédération saxonne en Amérique en faveur du misérable esclave perdu dans les cachots du Midi et abandonné à son ignominie et à sa détresse. Il s'ensuit qu'un magistrat qui continue ce parti républicain dans la marche des temps doit aussi le continuer dans la marche de la pensée et de la doctrine. Sans doute, par l'obéissance qu'il doit à la tradition du Nord, par la doctrine républicaine qu'il a à poursuivre, par la nécessité qui s'impose à lui de se conformer à ce que lui ont légué ses prédécesseurs et ses ancêtres, Mac-Kinley appartient au vieux protectionnisme si contraire aux théories d'expansion des démocraties, désireuses de faire du travail et de l'industrie un produit commun de l'humanité soumis aux lois naturelles de la concurrence et du libre-échange universel; mais puisqu'il a dû admettre ce que, pour moi, il y a de mauvais dans la tradition républicaine, que du moins il reconnaisse, qu'il admette et qu'il pratique ce qu'elle a de sage et de bon. Pour les presbytériens et les quakers, Christ n'a pas acquis sa haute valeur par sa naissance au milieu des *Hosanna* des bergers et des *Alleluia* des anges, ni par l'adoration muette des rois mages suivant la mystique

étoile de l'Orient, pas plus qu'en calmant sous ses pas les fureurs de la mer de Galilée, en changeant en pain les pierres du désert, en voyant du haut du Calvaire la terre s'entr'ouvrir à l'heure du dernier soupir, ni en réchauffant son sang glacé dans la tombe à la chaleur de la résurrection ; non ! il est saint, il est trois fois saint, il est le Très-Saint, parce qu'il a prêché la plus pure morale, en en donnant l'exemple, parce que sa bouche divine a résumé les idées émises sur les bords du Jourdain par d'innombrables prophètes, parce qu'il a été le plus parfait modèle de morale dont puissent s'inspirer les hommes dans leur vie individuelle et les nations dans leur législation et dans leur politique. En conséquence, Mac-Kinley ne peut approuver l'insurrection déplorable qui reporte les Antilles au temps des Caraïbes et des cannibales ; il ne peut excuser les expéditions de flibustiers qui, en dépit de tous les principes divins de la morale chrétienne et de tous les axiomes du droit international, soutiennent chez les peuples voisins une guerre d'extermination. Il ne peut se plaire à voir des esclaves, affranchis par nous, souillant de sang les fragments des chaînes que nos mains ont brisées, nous les jeter à la face et essayer de faire de nous, leurs rédempteurs, presque des esclaves succombant sous le poids de cette horrible infamie ; car on peut tout redouter des catastrophes que réserve une aussi indigne rébellion.

V. — En d'autres temps, les États-Unis illuminaient la conscience du monde par le reflet de leurs idées et l'exemple de leurs institutions. Le livre populaire de Tocqueville sur les Américains s'est placé dans l'estime publique à la hauteur du livre de Tacite sur les Germains, tant à cause de son mérite intrinsèque que parce qu'il y oppose les fausses apparences démocratiques du règne de Louis-Philippe à la liberté naissante et à l'ingénu parlement américain, comme Tacite avait mis en parallèle les fausses apparences républicaines de l'empire romain et la liberté native et la vertu sévère des anciens Germains.

Deux livres provoquèrent la révolution républicaine de 1848 en France qui eut une assez grande influence sur l'Amérique en y important nos espérances, et qui commença nos malheurs en répandant le sang le plus pur de notre Europe, le sang de nos penseurs et de nos martyrs. Schurr ne me démentira pas, mon assertion confirmant la gloire attachée à son nom comme à d'autres noms glorieux. Les deux livres dont je parlais sont la *Démocratie en Amérique*, de Tocqueville, et les *Girondins* de Lamartine. Malgré le premier livre on reprochait toujours à l'Amérique l'esclavage régnant aux États-Unis, tache noire au milieu des brillantes étoiles de son drapeau. La pensée humaine atteignit pourtant en Amérique une grandeur idéale quand nous la vîmes résolue à s'offrir elle-même en holocauste à la guerre, pour expier le crime social commis par les pirates négriers et par les marchands de chair humaine. Tocqueville mourut en soixante-et-un, à cette heure sublime. Lacordaire, l'inspiré et éloquent dominicain, devait lui succéder au siège qu'il occupait à la grande assemblée littéraire de l'Académie française. Nous ne comprenons pas l'intérêt

que les hautes classes parisiennes et notamment les classes littéraires peuvent prendre aux séances de l'Institut. Impossible d'expliquer davantage le soin et l'attention soutenue qu'apporte la presse française, et particulièrement la presse parisienne, à rendre compte des travaux de critique de cette assemblée. Mais, dans le cas qui nous occupe, l'intérêt était doublé par l'éloquence du plus grand orateur du monde et spécialement de l'ordre des prédicateurs; ajoutez à cela que pour répondre à son discours de réception à l'Académie par un discours de présentation et de bienvenue, on avait choisi un autre grand orateur ayant abandonné depuis quinze ans la tribune pour la littérature, le huguenot et l'homme grave qui s'appelait Guizot. Semblable particularité ne pouvait se produire qu'à une époque comme celle-là, époque du droit humain et de la liberté religieuse : ce dialogue public entre le moine appartenant à l'ordre fondateur de l'inquisition et le huguenot dont et les ancêtres avaient échappé au terrible massacre de la Saint-Barthélemy, concentra à un tel point l'attention de l'Europe sur cet évènement et sur ces deux discours, qu'il me souvient d'avoir eu, en ma première jeunesse, l'imagination tellement exaltée par le spectacle de cette concorde entre les dominicains et leurs victimes, entre les inquisiteurs et les huguenots, que j'appris par cœur et que je récitai des pages entières de ces deux discours, en une traduction espagnole improvisée. Je fus écouté avec un silence religieux par ce cénacle de jeunes républicains démocrates qui offrait tous les jours son culte aussi bien aux idéaux progressifs de la politique qu'aux principes humains de la science. Ces deux grands orateurs, l'un obéissant au sentiment, l'autre à la raison; ces discours inspirés, l'un, celui du moine, entraînant et fluide, l'autre, celui du protestant, austère et rude; celui du prêtre, inspiré, pénétré de l'exaltation du mysticisme espagnol, celui de l'apôtre de la raison, Guizot, écrit en un style algébrique d'austère calviniste, s'harmonisaient si bien qu'ils aboutirent à la même conclusion : ils montrèrent que le résultat de toute la civilisation et de toute la philosophie classiques fut le droit romain, fondateur de la société civile qui adopta ses formules et ses codes, et que le résultat de la civilisation et de toute la théologie chrétiennes fut réalisé dans cette République des puritains et des émigrés établie de l'autre côté de l'Atlantique, République proclamant les droits de l'homme et érigeant au Dieu de la Liberté un temple sublime révélé dans les pages divines des saints Évangiles. Semblables à deux lignes parallèles la théologie, de saint Augustin l'Africain, fondant le dogme de la grâce repris par Luther et Calvin, et la théologie du dominicain saint Thomas avec sa théorie du libre arbitre qui la rapproche de la doctrine pélagienne, paraissaient devoir ne jamais se rencontrer.

Elles se sont unies cependant, complétées par le dogme puritain saxon, pour former ainsi un triangle ; tel celui dont nos peintres ornent la tête du Père céleste, et cette réunion devait se produire dans un local laïque et profane, dans cette grande Académie où Condorcet avait esquissé la palingénésie du progrès universel, dans un esprit hostile au Christia-

nisme, et où Voltaire avait lancé ses moqueries contre tous les théologiens et toutes les théologies. A la face du dernier empire napoléonien, ce moine presque mystique et ce huguenot presque philosophe présentèrent la société saxonne du Nouveau-Monde, non pas précisément comme type et comme modèle du progrès moderne, mais plutôt comme la résultante d'une idée puisée à deux sources pures : les livres de Moise et les traités de Platon, c'est-à-dire comme résultante d'une idée qui, sortie de Jérusalem et d'Athènes, passa par Alexandrie et par Nicée qui lui adjoignirent le dogme du Verbe, puis par la Rome sacrée qui la régla sur le droit canonique, pour venir enfin communiquer sa vie à toutes les nations civilisées de l'Europe et, après elles, à l'Amérique. Trinité humaine composée de la République, de la Démocratie et de la Liberté, elle est, sur la planète, un reflet de la Trinité céleste.

VI. — Nous aimons les nations qui se mettent à la tête du progrès. Quand un peuple a ouvert, comme le peuple espagnol, un nouvel et immense continent à la civilisation chrétienne ; quand il a, comme le peuple français, brisé les entraves qui enchaînaient l'esprit humain et proclamé, au prix d'immenses sacrifices, les droits de l'homme et la souveraineté nationale du pays ; quand il a, comme le peuple anglais, établi le régime parlementaire, purgé les mers de leurs pirates, détruisant l'odieux commerce des esclaves noirs, et cela par sa propre initiative ; quand il a, comme en Suisse, donné l'exemple pratique d'une république solide et durable, et a été l'éducateur des émigrés disséminés en Amérique, pour établir là-bas ce régime évangélique pratique, originaire de Hollande, puis transmis à Genève et à Edimbourg, qui le donnèrent à leur tour à l'Angleterre de Cromwell et aux États-Unis de Washington, — il mérite bien que nous fixions son nom comme une étoile dans les cieux du temps et que nous lui témoignions toute notre confiance, certains qu'il saura soutenir et conserver une aussi belle œuvre que la civilisation universelle, œuvre à laquelle chacun a travaillé de tous ses efforts, et sur les autels de laquelle fument encore les sanglants holocaustes des plus grands et des plus terribles sacrifices.

S'il y a des états progressistes, il est aussi des états réactionnaires. Les premiers me semblent la vraie lumière, les seconds les ténèbres dans toute leur horrible intensité. Le type le plus parfait de ceux-ci est l'Autriche de Metternich ; lorsqu'elle prêtait l'aide de ses sbires au despotisme exercé par la Turquie sur les peuples danubiens ; qu'elle réduisait la Pologne en esclavage, de connivence avec les tsars moscovites ; qu'elle tenait les clés du cachot où languissaient Venise et Milan, faisant subir à l'Italie le supplice de l'écartèlement et gardant la Hongrie sous son joug, elle personnifiait une réaction désastreuse, et elle mérite par conséquent que tous ceux qui aiment le progrès moderne lui jettent à la face les malédictions lancées par les prophètes hébreux contre les faux dieux et contre les tyrans asiatiques. Il se passe quelque chose d'analogue dans cette Turquie paralytique, aveugle et muette, qui a pour toute science un seul livre et son perpétuel commentaire. Elle est

gouvernée par un calife, pontife à cheval qui tient dans sa main la chaîne de cent peuples esclaves, et qui est en contradiction permanente avec la science et avec le progrès, comme toutes les nuits de l'esprit humain; il n'est en ce régime de fer aucune fissure par où puisse entrer l'air vital, autrement dit l'esprit de notre siècle, ni cette lumière éthérée qui se nomme l'idée de progrès; aussi ne peut-il sortir de cette situation, despotisme en haut et servitude en bas, que par la disparition et par la mort. Il en est de même de l'Inde où, malgré la diffusion du christianisme, les castes subsistent toujours. L'empire chinois est fermé à toute communication et à tout commerce avec le monde, esclave d'une routine aveugle qui lui donne le triste aspect d'un peuple voué à une imitation servile, aspect qui nous le montre inférieur à la culture qu'il possède en réalité. L'empire du Maroc est l'instrument des nombreux chefs mahométans. En un mot tous ces peuples représentent l'opposition à ce mouvement en avant que nous avons besoin de contempler pour connaître toute la valeur et la signification de l'impulsion progressiste, pour nous guider vers la réalisation de l'idéal, enfin pour joindre comme par des courants électriques les bases du sol aux sommets de l'esprit. Ce n'est pas le simple désir d'en parler qui me fait signaler cette différence entre les peuples progressistes et les peuples réactionnaires. Je la signale pour avertir le président des États-Unis du sort qu'il réserve à son pays s'il change leur caractère industriel en un caractère militaire et leur caractère progressiste en un caractère réactionnaire, et s'il les pousse à des guerres et à des conquêtes dont le résultat serait pour le pays la perte de sa liberté et la déchéance.

Étant donné la distance, l'histoire et le rôle qu'ils avaient à jouer dans la société, il n'y avait pas de peuples plus séparés que ne l'étaient par l'espace, l'âge, la pensée et l'esprit, l'Espagne de Charles III et la France de Louis XV d'un côté, et, de l'autre, le peuple américain engendré par l'esprit évangélique et protestant et né sous son aile. Aucun point commun entre lui et les Français, encore moins entre lui et nous les Espagnols, les catholiques les plus intransigeants et les plus fanatiques de notre planète. Considérons la France où l'idée et l'esprit anglo-saxon d'Amérique exercèrent une influence qui ne pénétra jamais en Espagne. Quand les puritains écossais luttèrent contre la dynastie des Stuarts, la France gouvernée par les rois Bourbons, fins diplomates, se désintéressa de ces prophètes, en quête au Nouveau-Monde d'un état libre pour eux et de l'emplacement d'un temple inviolable pour leur Dieu. Un gouvernement tel que celui de la France à cette époque, qui révoquait avec Louis XIV l'édit de Nantes dont les concessions sont la gloire de l'immortel Henri IV, et qui poursuivait l'extermination des huguenots, ne pouvait s'intéresser beaucoup au but que cherchaient à atteindre les émigrés. La blanche *Fleur de mai* échappait à toutes ces difficultés, à l'intolérance et au despotisme; la nouvelle Angleterre obéit aux théories de Locke, mais seuls arrivaient à les connaître quelques savants perdus dans des hauteurs intellectuelles inaccessibles au com-

mun des mortels ; ces habitudes de liberté apportées par le quaker Penn à la Pensylvanie et prises dans les traditions anglaises ne pouvaient pas intéresser un peuple si différent du peuple anglais par sa nature et son histoire. En raison de l'abîme qui les séparait, une question s'impose à tous ceux qui, dans l'étude de l'humanité, se consacrent à l'observation de l'influence qu'ont eue certains peuples les uns sur les autres, et au calcul de leur orbite et de leur poids dans la gravitation sociale. Connaissez-vous un peuple qui ait exercé sur un autre l'influence que la révolution d'Amérique exerça au siècle dernier sur la France et particulièrement sur la crise la plus considérable et la plus importante de son histoire, la Révolution française ? Ce miracle vient de ce que l'Amérique représentait le progrès. Il ne se serait pas produit si l'Amérique eût été réactionnaire. Etendus entre la baie d'Hudson et le golfe du Mexique, arrosés par de grands fleuves comme le Mississipi, telles des mers intérieures, les États-Unis étaient peuplés d'hommes actifs et industrieux; ces hommes-là exigeaient la liberté complète de s'associer et de se régir à leur guise, conséquence immédiate de la liberté de créer et de celle de produire.

On ne peut assigner la même demeure au lion solitaire des forêts et à l'essaim laborieux des abeilles. Il faut à l'un la caverne, aux autres la ruche. Les puritains fondateurs de Boston, les quakers qui bâtirent Philadelphie, les catholiques fixés dans le Maryland avaient un intérêt commun : se préserver de toute persécution religieuse qui pût porter atteinte à la conscience inviolable, pour travailler et produire en pleine liberté. Factoreries commerciales et sectes religieuses formaient les deux extrêmes et nécessitaient les unes comme les autres la féconde et créatrice liberté. Ce fut la cause de leur influence. Cette influence s'exerça sur toute l'Europe, mais en particulier sur la France. L'Espagne avait étendu ses possessions au point de ne plus pouvoir les tenir toutes sous une tutelle perpétuelle, étant forcée de communiquer avec ses diverses colonies par la navigation et par le commerce. Avec les produits s'échangeaient les idées. Tandis que le combat exige la discipline et l'obéissance, le travail demande la liberté et le droit dans leur entière acception. Le soldat doit être soumis à une discipline et à un chef qui possède une autorité incontestable ; il faut laisser au contraire à l'industriel et au fabricant les mains libres. Sur une terre ferme et inerte le château féodal peut aisément se dresser, mais les barques mobiles et les ondes mouvantes ne permettent pas de soutenir une guerre, et celle-ci est surtout impossible entre des hommes qui ont compris le besoin qu'ils ont les uns des autres et la nécessité de leur solidarité concernant ces trois éléments capitaux, tant créateurs que progressistes, l'industrie, le commerce et le travail.

VII. — L'influence des États-Unis, présentée sous ces trois aspects, fut salutaire. Mais nous manquerions aux vérités objectives que révèle le temps, et à la conscience du publiciste qui ne nous quitte jamais, si nous ne disions pas comment et combien cette influence se trouve compromise par

la faute des États-Unis, faute qu'on ne peut imputer, comme cela se produit ordinairement pour les fautes collectives, à aucun facteur, à aucun élément, à aucun principe qui ne se trouve dans le sein du pays. Et, tout d'abord, quand la République confédérée passa des annexions plus ou moins volontaires, mais toujours pacifiques, aux annexions violentes, se précipitant sur ses voisins faibles et s'emparant même de territoires hors de sa portée et de son influence, tous ceux qui connaissent la morale lui prédirent qu'elle se créerait à bref délai des difficultés amères, et que la main qui tenait le fouet souffrirait des plaies et des blessures qu'il aurait faites autour de lui.

Quand ses soldats conquirent une partie du Mexique, des flibustiers bien armés croisaient sur ses rivages, si bien qu'on eût pu croire le peuple du Nouveau-Monde, où arrivaient les puritains, converti en une troupe de pirates, pirates déchaînés sur tout le centre de l'Amérique espagnole, sur toute la mer des Antilles et des Caraïbes, et qui n'obéissaient qu'à l'intrigue et à la cupidité, ayant la rapacité de l'aigle et la voracité du requin affamé. Tous les hommes d'État d'expérience leur annonçaient pourtant que les maraudeurs ne tarderaient pas à se tourner contre ceux-là mêmes qui les avaient excités à la piraterie et à la conquête. Une des conséquences de cet état de choses fut l'épouvantable péril provoqué par l'expédition du *Virginius*, dans lequel des ennemis de notre patrie se servirent de nos vaisseaux, en se disant Américains, alors qu'ils n'étaient que des flibustiers, et hissèrent au sommet de leurs mâts, au mépris de tout droit, le drapeau aux étoiles lumineuses, tout cela uniquement pour attaquer une république sœur comme la république espagnole, au moment même où elle abolissait l'esclavage dans ses domaines et préparait à l'intention des Cubains un régime encore meilleur que celui des États-Unis; nous ne ressentons pas en effet comme eux l'orgueilleux amour du privilège, mais au contraire nous conservons le respect et la considération sociale aux esclaves devenus libres, auxquels nous concédons les droits civils et politiques. C'est ainsi que l'on voit à tout moment, en dépit des lois de la morale humaine, en dépit des préceptes de la religion divine, en dépit des règles de droit international et des traités passés entre l'Amérique et l'Espagne, les vaisseaux des flibustiers sortir des ports américains pour envahir ces mers qui appartiennent au travail créateur et au commerce universel, et pour aller nourrir une révolte parricide et une cruelles guerre civile, qui serait depuis longtemps terminée sans ces terribles coopérateurs et sans les secours criminels à l'envoi desquels ont consenti indirectement les autorités américaines impuissantes, fomentant sous main et dans l'obscurité une œuvre diabolique, indigne d'une politique qui se dit politique du Christ et qui prétend appliquer à la société et à la vie les préceptes de l'Évangile. Il y a plus fort : on a eu le triste spectacle de Chambres, renommées pour leur propagande de l'arbitrage international et pour leurs tendances favorables à la paix universelle, se permettre d'intervenir au mépris du principe démocratique de non-intervention et d'insulter notre nom et notre drapeau, le nom et le drapeau d'un peuple qui,

après Dieu, a créé l'Amérique. En agissant ainsi ils s'exposent, aveugles et cruels, à susciter une guerre qui pourrait être le commencement d'un choc terrible entre les deux continents. Ce sont des offenses à l'humanité et au progrès, qu'il faut mettre sur le compte des États-Unis, et, en leur présence, l'idéal béni d'autrefois, personnifié pour ainsi dire par l'Amérique, disparaît de plus en plus de l'horizon des espérances démocratiques; les acclamations de jadis se sont changées aujourd'hui en plaintes et en haines.

VIII. — L'état des esprits s'est manifesté surtout à présent que l'Europe ne s'est pas prononcée pour Mac-Kinley contre Bryan avec cette spontanéité dont elle fit preuve envers le héros et le martyr Lincoln, dont les vertus provoquèrent et méritèrent l'intérêt de l'humanité. Les avis ont été partagés presque également entre les deux candidats et on a hésité entre un mal et un moindre mal, suivant les opinions et les intérêts de chaque politique; en tout cas on a vu partout un mal. Le monde ne peut d'aucune façon regarder d'un bon œil les tarifs prohibitifs de Mac-Kinley, qui isolent le peuple de l'industrie par excellence des autres peuples, et qui mettent la République, la Démocratie et la Liberté, de nature rayonnante et communicative, humanitaire et universelle, derrière un cordon de douaniers et une barrière de douane, telle la muraille de Chine destinée à arrêter l'invasion des Tartares, voulant fermer l'empire et le convertir ainsi en un immense monastère, le plus grand qu'aient vu les siècles. Tocqueville, Guizot, Gervinus, Lacordaire, Laboulaye, Bright, les grands orateurs et les grands publicistes du siècle, auraient-ils loué l'Amérique comme ils le firent, s'ils avaient su qu'elle devrait un jour ressembler par certains côtés, surtout par le côté mercantile, à la Chine?

Le régime économique représenté par Mac-Kinley est funeste à tous les peuples sans exception. Le régime économique qui règne aujourd'hui aux États-Unis ne nuit pas seulement au commerce terrestre; il nuit aussi à leur régime électoral et à toutes les institutions électives. On comprend et on s'explique, quand il s'agit de peuples régis par un pouvoir absolu, l'ignorance et jusqu'à un certain point la dépravation des comices; mais que là où le régime ancien était si large et si profitable, un régime réactionnaire se soit implanté, cela ne peut s'expliquer qu'en attribuant ce recul à la corruption des anciennes coutumes. Quand nous vîmes dernièrement monter à la présidence un homme d'État qui semblait représenter la corruption et la fraude, nous nous sommes mis à trembler, nous tous qui voulions substituer au régime héréditaire le régime électif en Europe. Non moins grands étaient les soupçons que nous inspiraient les relations internationales de la République saxonne avec tous les peuples et particulièrement avec les gouvernements républicains et espagnols d'Amérique. Le parti qui s'en va dans les îles du Pacifique renverser des gouvernements légaux et porter des ambitions flibustières, qui tire de la poussière les traités relatifs à l'achat des îles danoises dans les mers voisines, qui prétend exercer une autorité égale, sinon supérieure, à l'autorité particulière de leurs légitimes

possesseurs sur le cours et les bouches de l'Orénoque, qui aujourd'hui même convoite de nouvelles conquêtes sur la terre mexicaine, qui accroît le poids des guerres du Chili et des révolutions continuelles du Brésil; celui qui veut acheter la baie de Panama conformément à cette idée bien féodale que les états sont comme des patrimoines ou des objets particuliers qu'une génération peut vendre au détriment de l'honneur des générations passées et de celles à venir; qui soutient le mouvement insurrectionnel à Cuba et martyrise la grande île à l'aide de ses flibustiers ; qui se moque des peuples d'origine espagnole en Amérique, tantôt leur prodiguant ses louanges, tantôt se dressant devant eux avec des menaces; qui prône le *self-government* panaméricain et l'hégémonie saxonne ; ce parti ambitieux et hardi peut aller jusqu'à faire perdre aux États-Unis leur caractère industriel pour leur donner un caractère conquérant qui, par ce principe que toute chose engendre son semblable, détruira la République des émigrés et la remplacera par un empire de pirates. La chose la plus grave, celle qui donne le plus d'inquiétudes à l'humanité, forcée qu'elle est de maintenir ses peuples dans la voie du progrès, ce sont les symptômes que les dernières élections ont offerts : on voyait là, d'un côté, des républicains protectionnistes, socialistes tempérés; de l'autre les démocrates libre-échangistes purs, socialistes ardents qui pourront donner toutes les illusions progressistes exigées par leurs sectaires, mais qui n'en seront pas moins pour cela les dépositaires de la réaction universelle. On trouve encore d'une part les capitalistes, exagérant leurs droits et leurs forces dont la société a besoin, et les exagérant au point de devenir odieux à la majeure partie de l'humanité, — répétition de ce qui s'était passé quand le patriciat exagéra sa propriété pour répondre aux justes revendications de l'admirable Caïus Gracchus, — et de l'autre les démagogues, émules de Cléon, de Drusus, de Catilina et de Babeuf, exagérant les droits et la force de l'ouvrier et rendant leurs meilleurs adeptes soupçonneux, en rappelant par leur situation celle créée par les communes révolutionnaires de Paris ; cette situation, grâce aux rivalités régionales entre l'Orient et l'Occident, entre les classes, grâce aux rivalités entre industriels et agriculteurs, entre patrons et ouvriers, offre encore une autre issue que la révolution par le peuple ou la dictature par les grands; pour organiser celle-ci et pour maintenir celle-là, il y a l'empire militaire, le césarisme. Ce serait la fin de la liberté pour l'Amérique et l'arrêt d'une nation si nécessaire et si salutaire au progrès humain. Pour tout remettre à sa place et rendre à sa patrie la splendeur éclipsée par tant de fautes et d'erreurs, il faut au vainqueur d'hier, non pas renchérir sur les idées protectionnistes, non pas protéger les manœuvres louches des flibustiers, non pas être injuste devant les résistances du bimétallisme qui pourrait bien se relever en passant un traité avec tous les états du monde, non pas créer de monopole pour les argentistes de la gauche qui voudraient posséder à eux seuls le privilège de vendre à l'État leurs produits à un prix fictif, ni pour les fabricants qui voudraient vendre leurs produits au peuple, à un

prix exagéré, sous l'abri d'un tarif; il lui faut, non pas permettre de fréquents débarquements à Cuba, quand il lui serait si facile de les éviter, mais revenir à une bonne politique digne du renom que donnent à la démocratie saxonne sa République et ses libertés, et capable de lui assurer la prospérité. S'il agit ainsi, que Dieu le récompense; s'il ne le fait pas, que Dieu le lui commande.

IX. — Après ces considérations sur le fait capital de la quinzaine, c'est un devoir pour moi de tourner les yeux vers mes morts C'est une pieuse coutume que j'ai, et bien ancienne déjà, de leur rendre ici le tribut de mon affectueux souvenir et de leur prouver jusqu'au delà du tombeau mon amitié inexprimable. Challemel-Lacour est mort; en le voyant disparaître, on voit s'éteindre ce brillant flambeau dont les idées ont éclairé une grande partie de notre hémisphère pensant. Quand j'appris la nouvelle qui me blessa le cœur, déjà sous le poids de tant de peines récentes, je télégraphiai à l'illustre président du Sénat français, lui disant la douleur que me causait une si grande perte et lui exprimant toute l'estime que je portais à la si haute intelligence du philosophe et de l'homme politique. Les journaux communistes et les feuilles monarchiques n'ont pu pardonner au mort les services rendus à la République modérée et à l'ordre public; aussi ont-ils qualifié d'hyperboles castillanes le jugement sincère porté par moi sur le savant et le grand orateur. Si les hommes qui m'ont critiqué étaient au courant de la marche de la pensée humaine et la suivaient avec la patience et l'attention que j'y apporte, ils sauraient apprécier à leur juste valeur, en qualité et en quantité, les services rendus par lui à la science, et le lustre qu'il a donné à la tribune française. Appartenant à cette race de savants qui mirent en contact l'esprit du monde latin avec celui du monde germanique, il a été dans le ciel de la pensée humaine une étoile qui ne s'éteindra jamais. Son livre sur la philosophie libérale soutenue par un individualiste comme Guillaume de Humboldt, digne frère de l'immortel Alexandre; son autre livre sur la philosophie pessimiste du célèbre Schopenhauer, méritent l'étude et l'admiration des peuples latins; ils leur révèleront des côtés et des phases de la pensée humaine qui restent inaccessibles à beaucoup d'autres peuples, ceux-ci manquant de révélateurs lumineux comme le fut Challemel-Lacour. Ces illustres savants français qui ont travaillé à faire pénétrer un peu de lumière méridionale au sein des ténèbres de la science germanique ont bien mérité de l'humanité. Du reste, ils expliquèrent aux Allemands mêmes nombre de figures hiéroglyphiques indéchiffrables inscrites sur les murs de de leurs salles d'étude par les penseurs ténébreux d'outre-Rhin. Bœhemer, illustre professeur de langues et de littérature néo-latines à Strasbourg, me disait souvent que, quand il voulait bien pénétrer les écrits de Kant, il préférait se servir de la traduction française de Jules Barni, beaucoup plus claire et plus compréhensible pour lui, Allemand, que les textes allemands du profond et merveilleux *Essai sur la raison pure*. Hegel eut, lui aussi, la bonne fortune d'être l'objet des écrits français du philosophe franco-italien, mon illustre ami, le docteur Vera.

J'ai parlé des mérites scientifiques du mort, car ses talents oratoires ne sont plus à contester et ne seront oubliés par aucun de ceux qui aiment la célèbre presse et la non moins célèbre tribune de France. Croyez que mes éloges sont sincères, puisque Challemel-Lacour et moi passions notre vie à nous quereller dans les cénacles de Hugo et de Gambetta. Lui ne goûtait pas mon romantisme espagnol qu'il jugeait un pâle genre littéraire; il n'appréciait pas davantage ma philosophie déiste ou chrétienne, si opposée à son rationalisme naturel, surtout ma démocratie trop libérale pour ses goûts jacobins, ou mon républicanisme trop conservateur pour ses inclinations tout à fait radicales à cette époque. Je me souviens qu'il soutenait avec entêtement que Mac-Mahon, après que les comices lui eurent renvoyé la majorité du Seize-Mai dissoute sans bonne raison, devait tenter un coup d'État. J'affirmais le contraire partout, à tous mes amis, disant que jamais Mac-Mahon ne ferait une telle énormité. A ce propos il me souvient d'une chose digne d'être reproduite comme anecdote historique.

X. — J'avais deviné que Mac-Mahon ne tenterait pas un nouveau Deux-Décembre après le triomphe des républicains, et j'avais réussi à faire partager ma façon de penser à Gambetta, qui avait montré tant de subtilité au début de ces complications, et je racontais à tous comment je lui avais communiqué ma confiance optimiste. En effet, avec ma façon de renfermer en de brèves formules mes jugements politiques les plus généraux, je disais : « Que Mac-Mahon réussisse ou échoue dans son appel au peuple, cela m'est égal. S'il réussit, c'est l'Empire; s'il échoue, c'est la démagogie. S'il réussit, je m'en réjouirai presque, car, plus de République. Mais si, de l'autre côté, la démagogie triomphe, c'est la révolution inévitable, c'est aussi la perte de la République et avec elle la perte de la puissante influence d'un grand idéal chez tous les peuples. » Une fois ces réflexions faites, je posais mon désir comme un fait accompli, et je concluais toujours par cette affirmation catégorique : « Mac-Mahon ne tentera pas le coup d'État. » Toutefois, afin de m'assurer de son intention personnelle, je demandais à tout le monde ce qu'on pensait de mon assertion.

C'était un mercredi, à la fin de l'automne de 1877, je ne l'oublierai jamais. J'allais, comme tous les mercredis, dîner avec Victor Hugo, ce dieu auquel je consacrais un culte littéraire qui était une véritable dévotion. Il habitait rue de Clichy, où je le vis pour la dernière fois. Tous les mercredis donc, nous nous réunissions là quelques privilégiés, au nombre desquels j'étais, avec le seul titre d'admirateur, car Victor Hugo, comme poète et comme littérateur, était à mes yeux sacré, ineffable, omniscient, surnaturel, le Verbe divin de Platon. Il se passait pour moi devant lui exactement la même chose qu'en face de notre grand poète Zorrilla : je les voyais, je leur parlais, je répétais ce qu'ils disaient; ils me paraissaient alors, et, morts ils me paraissent encore davantage, des êtres surnaturels que la postérité rangera parmi les dieux antiques comme Orphée et Amphion, pour leur génie miraculeux et leurs chants immortels. En politique, par

exemple, je fuyais Victor Hugo comme une âme inspirée par le diable. Je me rappelle une lettre qu'il m'adressa par les journaux lorsque j'étais président de la République espagnole. Cette lettre me fit beaucoup de mal dans le clan des démocrates rouges, soulevés contre mon gouvernement. Il voyait, disait-il, dans Carthagène une république supérieure à celle que je présidais. Pour empêcher mes mains barbares de jeter des bombes contre les cantonalistes, qui pourtant le méritaient bien, il me menaçait d'une impopularité semblable à celle subie par Lamartine comme homme politique. Il m'offrait comme modèle son exemple d'intransigeance éternelle et la joie perpétuelle qu'il ressentait de son immaculée popularité, due, selon lui, à l'amour croissant qu'à la fin de sa vie il témoignait pour les idées avancées. « Ma popularité ne vous tente-t-elle pas ? » me demandait-il dans sa conclusion. « Qu'est-ce qui devrait me tenter ? lui répondis-je, dans une lettre particulière et tenue secrète. Vous êtes populaire et beaucoup, parce que vous n'avez jamais été ministre. Vous voyez les taureaux, mais de l'autre côté de la barrière. » Sa lettre me rappelle ce que disait un jour un grand acteur nommé Maiquer. Celui-ci lançait contre Pepe-Hillo, un grand toreador, les épithètes qui accueillent, bruyantes, dans les courses de taureaux, la première épée lorsque le taureau habile s'est prestement dérobé. « Lâche ! lâche ! lâche ! » criait l'acteur au toreador, c'est-à-dire à l'homme le plus courageux de tous. Et celui-ci de répondre avec audace : « Monsieur Isidore, ici ce n'est pas comme au théâtre ; ici on meurt pour de vrai. » — « Je conviens de mon impopularité, disais-je à Hugo ; si vous étiez ministre vous seriez aussi impopulaire que moi. Pour moi peu m'importe, — résolu que je suis à donner à ma patrie le meilleur de moi-même, ma vie, je puis bien lui sacrifier ce qui vaut moins, ma popularité. »

En principes politiques nous étions, lui et moi, d'opinions diamétralement opposées, quoique tous deux républicains. Aussi, en pénétrant au salon, sous l'impression de la nouvelle du coup d'État que répandait la rumeur publique, et ne pouvant parler d'autre chose que de la question du jour, semblable à une espèce de possédé et de somnambule, je m'adressai à Challemel-Lacour. Je lui demandai à brûle-pourpoint s'il croyait que le maréchal, affecté par l'abandon des siens aux dernières élections, troublerait la fête que nous célébrions à l'occasion de notre victoire, en tentant un coup d'État contre la République. Challemel était l'un des premiers penseurs du monde. Sa science avait autant d'étendue que de profondeur. Il connaissait la philosophie comme le premier des philosophes et lisait en lui-même avec une parfaite impartialité, sans superstition et sans préjugé, comme nous disons aujourd'hui ; à ces qualités il joignait la perfection de la forme. On ne peut dire de personne aussi bien que de lui qu'il parlait comme un livre, tant était grande la correction de son éloquence dont les échos répéteront toujours les idées exprimées tant à la tribune que dans la chaire du professeur. Il était un des premiers savants et un des premiers orateurs français. Il a pourtant toujours gardé

un certain pessimisme irrémédiable imité de celui de Schopenhauer. Il m'énuméra et me confia ses craintes de voir à la fin un coup d'État se produire, Mac-Mahon prenant en tout ses inspirations à Rome, et cela dans les premiers accès de la mauvaise humeur provoquée sans ménagement dans sa tête opiniâtre par les premières délibérations du futur Parlement. Une telle opinion me contraria car elle était absolument opposée à mes pressentiments comme à mes désirs. Aussi dus-je exprimer ma contrariété par des phrases bien amères et des gestes bien éplorés, pour qu'un jeune Argentin, commensal pour la première fois de si grands hommes, se tournât vers moi, me disant de ne rien craindre, car, dans un moment aussi critique, la voix apocalyptique de Victor Hugo retentirait sur tout Paris, convoquant le peuple à une croisade pour la justice et l'appelant à la victoire. « Écoutez-moi, dis-je au nouvel hôte du maître, si le maréchal place deux canons, l'un à la Trinité, l'autre à l'angle de la rue de Clichy, on n'entendra même pas de l'entresol la voix apocalyptique de Victor Hugo. » Ma boutade ne fut pas bien reçue du maître, mais elle fit sourire Gambetta à qui je la racontai. Comme je demandais aussi à ce dernier pourquoi notre Challemel-Lacour ne partageait pas l'optimisme des autres au sujet du coup d'État, il me répondit : « Ne faites jamais attention à ses jugements, portés à la légère et démentis, malgré leur caractère catégorique, par le sourire narquois de ses lèvres fines. Il voit tout en noir quand il souffre de son indisposition avant de manger. Challemel a une intelligence optimiste, mais un estomac pessimiste : *c'est une affaire de mauvais estomac.* »

XI. — Je me suis trop étendu sur ces événements. Il me reste pourtant deux grands sujets à traiter, et je ne puis leur consacrer le temps ni l'espace en rapport avec leur importance : le scandale provoqué par Bismarck et le discours de Salisbury. Le vieux chancelier ne veut pas se résigner à son malheur. Il lui semble aussi étrange d'être descendu de sa haute chancellerie dans un modeste chalet en pleine forêt allemande, qu'à Napoléon de tomber de son trône glorieux sur un îlot embrasé de la zone torride. Il ne veut pas qu'on l'oublie, comme ces hommes avides de renommée, cette renommée fût-elle infâme, auxquels il importe peu qu'on parle d'eux en bien ou en mal, pourvu qu'on en parle sans cesse. Avoir détaché l'Autriche de la Confédération germanique ; avoir donné à l'Italie sa Venise et à la Hongrie sa liberté ; avoir indirectement fait déposer par les troupes italiennes le Pape-Roi ; avoir proclamé, chose incroyable, Rome la capitale ; avoir démembré la France en lui enlevant Strasbourg et Metz ; avoir fait disparaître les conflits anglo-russes, déjà si marqués, par le traité de Berlin qui sauva la Turquie à la veille de sa mort ; avoir placé l'électorat de Brandebourg à la tête de l'empire allemand, gigantesque entreprise que n'avaient jamais osé tenter ni le Grand Électeur ni le Grand Frédéric, ne lui paraît pas suffisant ; le voilà réduit à végéter, entre son chien et ses lièvres, près d'un champ de seigle, comme un noble réputé tel chez lui et roturier ailleurs, tandis que le traité franco-russe, plus ou moins explicite, non seulement détruit

son œuvre maîtresse, la triple alliance, mais déplace tout à fait l'axe de la politique européenne. Un fait n'est pas accompli quand on a fini de le réaliser, dit le célèbre régicide de Shakespeare devant le corps du vieillard qui avait tant de sang. La faute politique d'avoir annexé ces deux provinces faisant partie intégrante du territoire français et facteurs inséparables dela nationalité française, en les rattachant au sol et à l'empire allemands, bien qu'elles fussent patriotes et républicaines, devait produire entre autres malheurs une calamité de plus, l'hégémonie de la Russie en Europe.

Tous ceux qui prévoient l'avenir virent que le parti allemand de la guerre allait triompher, et que le chef de la politique allemande allait être repoussé, le jour où les deux places frontières furent prises et arrachées du sol national, avec leurs territoires environnants, pour être réunies à la terre étrangère. La Russie, avec son Tsar qui seul pouvait étendre jusqu'à l'Asie une vraie confédération ou un pacte diplomatique entre les autres peuples de l'Europe, Scandinaves, Saxons, Grecs et Latins, immobilisés par les ambitions et les conquêtes de la Prusse, éleva le trône de son influence au centre même de notre continent. Pourtant, Bismarck ne remarque pas que jamais les gouvernements, y compris les plus absolus de l'Europe, ne se sont vus comme aujourd'hui dans la nécessité suprême d'obéir à l'opinion et au sens timent des peuples, opinion et sentiment encore plus hostiles à l'Allemagne en Russie qu'en France. Le peuple français fut constamment un allié de la Prusse, témoin les guerres religieuses, celle de Trente ans, qui détermina le lent ascendant de la maison de Brandebourg sur celle de Habsbourg; témoin encore les premières guerres de Frédéric le Grand. Aussi fut-il difficile de séparer la France de la Prusse, comme le prouve la répugnance que nous avions d'une alliance avec l'Autriche, répugnance qui coûta la vie à la pauvre Marie-Antoinette et à son époux ; comme le montre encore l'obstination avec laquelle les chefs et les conducteurs du peuple français, Brissot, Roland, Dumouriez, dans le conflit entre la France et les monarchies européennes, cherchèrent l'appui de la Prusse pour rendre impossible son intelligence avec le chef de la coalition monarchique, l'empereur d'Autriche. Aujourd'hui, le peuple français apparaît comme un ennemi implacable de la Prusse, mais ennemi fortuit à cause de l'Alsace et de la Lorraine, dont la situation peut changer au jour où l'on s'y attendra le moins, tandis que le peuple russe est pour lui un ami éternel. Les Romanoffs seront toujours, par leur âme et par leur sang, par suite de cette hérédité d'humeur et d'idées que nous appelons atavisme, avec l'Allemagne, où presque tous les Tsars prirent les mères de leurs enfants. Mais le peuple est hostile à l'Allemagne, et, quand il jure une haine éternelle aux Occidentaux, il la voue non aux Italiens, ni aux Français, ni aux Espagnols, mais aux Allemands, par qui il se plaint d'être odieusement opprimé aussi bien à la Cour que dans l'administration. Aussi Bismarck attachait-il une grande importance à son alliance avec la Russie, la favorisant par sa bienveillante neutralité dans la guerre d'Orient lui permettant d'arracher la Bessarabie du territoire d'un de ses vassaux, le

monarque allemand roumain, laissant la Russie organiser à sa convenance la Bulgarie, et sanctionnant quoique à contre-cœur l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à l'Autriche et celle de Chypre à l'Angleterre; il maintint autant que possible la célèbre amitié entre les empereurs; enfin, quand il vit que le traité de Berlin et les flatteries de la France pourraient lui aliéner la Russie, il ourdit ce traité secret, que lui avait suggéré la grande prévoyance de son colossal génie, au risque de se compromettre auprès de ses amis par cette manœuvre, secret qu'il a fini par révéler, poussé par la nostalgie et le besoin de parler, par l'impatience qu'il a enfin de jeter le discrédit sur les intermédiaires, les démiurges, les chanceliers qui lui ont succédé et les empereurs qui ont pris la place du roi de fer Guillaume, pour laver l'injure faite à sa patrie par l'union de la Russie et de la France, injure dont il est seul responsable, puisqu'il en est l'unique auteur. Cette chronique ne peut pas s'étendre davantage, mais il est impossible de la clore sans dire au moins que le discours de Salisbury a retenti comme un chant de paix. En effet, des deux très graves difficultés avec lesquelles l'Angleterre s'est trouvée aux prises, la question du Venezuela dans le Nouveau-Monde, et, dans le Vieux Monde, la question d'Orient, la première sera résolue par un arbitrage intercontinental, la seconde par une entente européenne. Souhaitons qu'il n'y ait plus de conflits pour troubler la paix du monde et que ni guerres ni réactions ne viennent porter atteinte à la liberté humaine.

Madrid, novembre 1896.

V

La question d'Orient. — Impossibilité de réaliser les réformes proposées au Sultan. — L'Asie-Mineure ou l'Anatolie. — Sa description. — Chaos de ses races et difficulté de les harmoniser. — Mort du despotisme en Turquie causée par la plaie du Trésor turc. — Difficultés entre la Russie et la France soulevées par l'état économique de la Turquie. — Les élections en Hongrie. — Les Esclavons et l'Autriche. — Les sorties de Bismarck. — Son ancienne opposition à l'unité allemande et au rôle de la Prusse en Allemagne. — Erreurs de Bismarck. — Portrait du grand politique. — Son erreur en conquérant l'Alsace et la Lorraine. — Conclusion.

I. — De la question d'Orient vient de surgir un problème de transcendantale importance, problème dont les termes, dans leur exposition, et dont les solutions bouleverseront l'humanité. Il s'agit de savoir si les pouvoirs séculaires, pétrifiés dans leur histoire, et les vieilles sociétés, imbues de principes inaccessibles à toute modification, peuvent quelquefois se réformer jusqu'à leur base sans se disloquer et mourir. A ce sujet, nous avons reçu une bonne leçon qui, loin d'être imaginaire, est le résultat de notre propre expérience. Les Stuarts, élevés dans le catholicisme du moyen-âge, ne purent jamais adopter la nouvelle religion de l'Angleterre ; les Bourbons, descendants de Hugues Capet, et passant pour despotes comme Louis XIV, ne purent jamais adopter la politique inspirée par le nouvel esprit philosophique de l'Europe du siècle dernier. Ainsi, demander que le Sultan se change en roi progressiste, que l'Arménie, la Crète, l'Anatolie, la Macédoine, deviennent d'autres cantons suisses ou d'autres États-Unis d'Amérique, me paraît chose impossible. Les temps de Midhat-Pacha ne sont pas si éloignés. Ce malheureux avait conçu le vaste projet d'une concorde entre la rigide immobilité des antiques dogmes turcs et l'esprit de progrès des lumineux temps modernes. Cette proposition lui coûta d'abord la liberté, puis la vie. La Turquie est une théocratie de caractère guerrier et autocratique. Les théocraties ont une telle immobilité qu'il leur est impossible de se renouveler. Leurs principes fondamentaux ne sympathiseront jamais avec les principes modernes. Leur droit divin et les droits humains, leur silence absolu et la liberté de la pensée, leur rigidité et le progrès, leur inflexibilité et les réformes apportées au monde par les pensées de progrès,

se heurtent de telle façon que, quand vous les croyez prêtes à une cohésion intime, c'est alors qu'éclate la guerre implacable. Mon ami l'ambassadeur de France, M. Cambon, s'est présenté devant le Sultan, lui conseillant, avec la science diplomatique par laquelle il honore à un si haut degré la fonction qu'il remplit, et avec la parole persuasive propre à un homme d'un esprit aussi lucide, rehaussé par un caractère entier, — d'adopter un système de réformes s'il ne voulait pas s'exposer à de graves dangers. Cambon me rappelle ici Turgot devant Louis XVI, entêté à garder son autorité absolue. Le Sultan promettra sans doute des choses qu'il sera dans l'impossibilité d'accomplir. A la fin du printemps dernier, il a promis au peuple arménien des réformes, ce qui n'empêcha pas les tueries du mois d'août d'ensanglanter les rues de Constantinople. Dans le court espace qui sépare l'automne de l'hiver, la situation de la Crète, qui semblait pacifiée, s'est aggravée par suite du non-accomplissement des promesses échangées, et parce que les paroles données n'ont pas été suivies de l'établissement de réformes tangibles et réelles. Mais le Sultan est pris d'une telle terreur qu'il fuit tout le monde; si cela était possible, il se fuirait lui-même. L'incapacité complète dans laquelle il se trouve de tenir ses promesses est loin de nous surprendre. S'il les accomplissait, cela paraîtrait merveilleux. Il ne suffit pas de décréter des réformes ; il faut qu'elles soient acceptées par des sociétés susceptibles d'être réformées, qu'elles soient conformes aux idées courantes et aux coutumes établies. Ce même jour où Alexandre II devait donner une constitution à son peuple, les conjurés nihilistes le firent sauter, car les avancés et les réactionnaires se rejoignent en Russie, comme le serpent qui se mord la queue; un grand orateur français de la période révolutionnaire disait que la queue des anarchistes entre toujours dans le gosier des despotes.

De même que ni les nihilistes ni les moujicks de Russie ne voulaient accepter la constitution proposée par le Czar, de même, à présent, ni les Mongols de Turquie, ni les Arabes de Syrie, ni les musulmans de l'Albanie, ni les Kurdes de l'Ararat ne veulent les réformes que M. Cambon a proposées au Sultan, et celui-ci veut les appliquer à des peuples qui les repoussent.

II. — Sous le poids de l'unité, produit du despotisme de fer, je ne connais pas de tribus plus inquiètes et plus hostiles les unes contre les autres que les tribus musulmanes. Les Arabes de l'Yemen, Sémites antiques et purs, regardent de travers les Africains; ils les considèrent comme d'un sang inférieur au leur qui contient dissoutes dans ses globules rouges les molécules éthérées du soleil idolâtré appelé le Coran. Aux premiers temps de la conquête de l'Espagne par les Arabes, l'opposition entre l'Arabie et l'Afrique éclata d'une terrible manière. Quand Mouza apprit que Tarik avait en vainqueur mis le pied sur notre territoire, il marcha à sa rencontre, car Tarik était Maure et non Arabe. A peine les califats fondés, éclata le schisme entre les califats d'Occident et ceux d'Orient. Seul, un Omniade put échapper au

massacre décrété par les Abassides qui voulaient détruire cette classe noble; celui-là, après avoir erré longtemps dans le désert, ayant pour toute nourriture des dattes de palmier et du lait de chamelle, fonda notre califat de Cordoue. Dans ce califat, qui vit s'élever la grande « Aljama » d'Occident, construite par Abderraman, il ne put jouir, ni lui ni ses sujets, d'un seul jour de paix, troublé qu'il fut sans cesse par les révoltes et les rébellions de toutes les tribus, et particulièrement des tribus africaines. Cette haine dominait à un tel degré ces races, que les sultans furent toujours obligés de s'entourer d'une garde d'esclaves, qui compta souvent jusqu'à mille hommes, garde souvent renouvelée et, qui, unie aux belles Andalouses engendra ce type de blonds aux yeux bleus qu'on rencontre à chaque pas en Andalousie. Une telle haine subsistant tenace entre les Africains et les Arabes, aussi bien d'un côté que de l'autre, laisse à penser quelle dut être celle des parents d'Attila, appelés Mongols, dont les faces ressemblaient à celles des tortues, et dont les corps étaient si vigoureux, contre les fils de la malheureuse Agar, aux beaux traits sémites, aux proportions harmonieuses et sculpturales admirées dans les familles et uniques dans le domaine de la physiologie humaine. Jamais le califat de Byzance n'a été reconnu par un aussi grand nombre de musulmans que l'ont été ceux de Cordoue et de Damas. Quoique les Arabes ne sachent pas le premier mot de l'ethnologie moderne, ils savent bien que la différence qui les sépare des Mongols byzantins est plus grande que celle qui existe entre eux et les Ariens chrétiens. Il ne laissent échapper aucune occasion de manifester envers le sultan la rancune qui couve au plus profond de leur être. Ces haines ne pouvaient trouver une occasion plus propice de s'unir et de se manifester avec intensité, que les projets de réformes en faveur d'un peuple, le plus méprisé de tous, le peuple chrétien. Il faut le reconnaître: ces réformes rencontrent des difficultés non seulement dans les résistances des peuples musulmans, mais aussi dans le caractère d'inexpérience des peuples chrétiens. Quand on vit longtemps dans la servitude, on perd les notions du droit, comme quand on reste longtemps aveugle, on oublie celles de l'espace. De même que l'aveugle, quand il recouvre la vue, croit que tous les objets sont à la même distance, près de lui, de même celui qui revient à la liberté, après avoir vécu dans l'esclavage, croit que la liberté est, non dans le droit, mais dans le pouvoir. De plus, comme le pouvoir lui apparait sous la forme despotique, qu'il a eu à subir, il croit que si le pouvoir vient en sa possession, il devra user du même despotisme et se venger en opprimant à son tour ses anciens oppresseurs. Ainsi, bien souvent, l'Europe prétendant faire droit à tous, émancipe les chrétiens; à leur tour les chrétiens ne se croient libres qu'en vexant et en opprimant leurs anciens oppresseurs.

III. — Quelle splendide région que cette partie de la Turquie, d'abord appelée Asie-Mineure, puis Anatolie! La marque indélébile sceau hellénique imposé sur elle par l'antique Grèce n'a pu s'effacer. C'est là que naquit la philosophie avec Thalès, l'histoire avec Hérodote, l'épopée avec Homère.

Ses montagnes, qui séparent l'Orient de l'Europe et l'Occident de l'Asie par leurs souvenirs légendaires et par les inspirations poétiques qu'elles provoquent, rivalisent avec les montagnes où naquirent les dieux, et où chantèrent les muses. Sa cordillière du Taurus en est la couronne inébranlable comme celle qui porte Cybèle, assise sur son char traîné par les lions. Ses deux mers, la mer Ionienne et la mer Noire, l'ornent de leurs reflets et lui font un manteau d'opale céleste, tel celui que porte Cythère sur sa conque, suivie des Néréides et traînée par des dauphins. Le Bosphore met à sa sandale un reluisant scintillement d'émeraude et choisit comme tombeau nuptial cette belle région du continent européen. Si nous considérons aujourd'hui l'Anatolie, nous remarquons combien sa situation actuelle est différente de celle des premiers temps de l'ère chrétienne et de l'histoire moderne. Se dressant entre le Pont-Euxin et la mer de Chypre, comme s'appelaient alors ces contrées ravissantes, elle semblait refouler les eaux de la mer Egée. Le Halise, rivière principale de cette région, marque la ligne de séparation de deux grandes races : à l'occident, la race indo-européenne à l'orient, les peuples de race syrio-arabique, les peuples de race sémitique. Entre ces deux races extrêmes existe une race intermédiaire, les Phrygiens, dans la langue desquels se retrouvent des caractères sémitiques joints à des caractères indo-européens. Le peuple phrygien se montre comme le poète de la civilisation hellénique. Ses arts firent pressentir l'art athénien. La flûte, instrument en usage dans les fêtes classiques, fut découverte par lui. Dans ses campagnes il a rencontré un rival d'Apollon, plus musicien encore que celui qui organisa les concerts des sphères, et jetant comme des notes dans les espaces lumineux des mondes faits d'éther éternel. Là naquit Pythagore, le révélateur des relations entre les nombres et les choses, entre la pensée et les astres. Là naquit le culte de Cybèle, la terre mère, culte que devait plus tard spiritualiser la Grèce. Ses prêtres avaient quelque chose du caractère des cénobites de l'Orient; ils se consacraient à la chasteté et au culte, ayant des fêtes où un délire continuel se joignait à l'antique mysticisme. Cependant ce peuple, comme les Lyciens ses frères, tomba dans une telle décadence qu'il ne put plus fournir que des esclaves à la terre, preuve vivante du malheur qui attend ceux qui ont perdu la liberté, vie de l'âme. Dans son infortune, il ressentit encore une profonde douleur, celle de voir les Romains, sur leur char triomphal, arriver jusqu'à ses portes et arracher la pierre sacrée du Tesimonto, noircie par le temps et compagne inséparable de ses joies et de ses tristesses. Ce qu'il y eut de plus remarquable en Asie-Mineure, ce furent les colonies grecques, dont l'esprit hellénique formait la pure sève. Là gisaient les ruines de Troie, berceau des Romains; là s'éleva le premier autel où brilla dans tout son éclat l'idée scientifique, l'autel de Thalès ; là, Rhodes se montrait comme une école majestueuse et sublime; là se dressait Pergame, si riche en arts que, quand elle ne saisissait pas les armes pour défendre ses lois, elle devait les prendre pour protéger ses musées; là, Homère se sentit pénétré de la chaleur de l'inspiration à

laquelle tous ont puisé, là il toucha cette lyre dont on essaya de jouer dans toutes les nations et dans tous les siècles; là enfin prit naissance cette race ionienne, mère d'Athènes, dépositaire de la liberté ancienne, dont l'esprit créateur, partagé entre la science et l'art, fut comme le plus beau reflet du ciel qui ait jamais lui sur la terre.

IV. — Quel beau pays! Les montagnes, superbes, se perdent dans l'éther, reflétant les nuances changeantes du jour. Des forêts faites des plus beaux arbres de l'Asie, de cèdres odorants, de palmiers mugissants, couvrent ses campagnes ; des fleuves majestueux et clairs, se précipitant à travers les roches, réfléchissent l'horizon dans un ravissant scintillement; les vallées ouvertes dans le creux de ses défilés sont peuplées de papillons, d'abeilles, de rossignols, qui montrent cette terre comme ayant dû être la scène où se produisit la première émancipation de l'homme, et le lit où l'esprit consomma sa première union nuptiale avec la nature. Le peuple romain n'eut pas de peine à conquérir ces régions. Une promenade militaire suffit pour le soumettre, un seul consul et ses licteurs pour le conserver. Cependant, Rome lui imposa des charges si onéreuses qu'elles rendaient la vie impossible. Le monde romain apporta là ses armes, ses préteurs; mais il ne réussit pas à graver dans l'esprit de ce peuple si original sa puissante idée, qui était à ce moment comme l'âme de l'humanité et comme le centre de gravitation de tous les peuples de la terre. Un pays ne peut posséder une plus grande unité géographique et historique que celle de l'Anatolie, ni non plus une plus grande variété, c'est-à-dire un plus grand mélange de races. Elle est limitée à l'occident par la Thrace, puis par les sources et le cours supérieur de l'Euphrate, qui marquent plus ou moins bien ses limites à l'Orient, le mêlant au peuple arménien; par la chaîne du Taurus, appelée par les maitres de l'art géographique le diaphragme de l'Asie ; par deux mers comme celle de la Smyrne grecque et du Pont-Euxin, qu'ont immortalisé les élégies d'Ovide ; elle fit partie de la Grèce un jour, partie de Rome un autre jour, subit aussi le joug de l'empire de Byzance, fut inquiétée et tourmentée par les croisés, qui cherchaient à travers ce pays un chemin vers la Syrie et vers Jérusalem. Epargnée par les invasions des barbares du Nord, ainsi que tous les pays des Balkans qui touchent à la mer, elle fut cependant conquise par les Mongols. Ici brillent la culture et la civilisation de cités méditerranéennes et commerciales, comme celles que peut offrir dans ses villes de Gênes, Marseille et Séville, l'Occident le plus civilisé; là, au contraire, persiste la barbarie primitive à laquelle vient s'ajouter l'ombre de ruines envahies par la ciguë. Ici, c'est le bruit d'essaims de travailleurs semblables aux légions de Londres et de Paris, ici rugissent et miaulent des tribus semblables à des couples de lions et à des troupes de tigres. Sur le bord de la mer se réunissent les races les plus progressistes de l'humanité ; du côté des montagnes, les tribus les plus chasseresses, les plus nomades, les plus sauvages. Quand se réunissent ainsi dans un même pays Grecs actifs et inspirés, Assyriens fantaisistes, Arabes silencieux et au regard

profond, Mongols moins intelligents que leurs troupeaux, Tartares féroces, Chaldéens et Assyriens qui en son restés aux âges préhistoriques, Arméniens de pénétrante et ingénieuse finesse, Anglais campés dans une de leurs contrées annexées, Russes conquérants de Batoum, Palestiniens demi-noirs, Egyptiens qui se ruinent pour leurs villes, Kurdes, Circassiens et Turcomans cruels, qui constituent la contradiction la plus manifeste qui se rencontre dans l'humanité, on peut dire que cette terre est incontestablement la plus chaotique de notre planète.

V. — Rien n'est plus facile que de régler dans un cabinet la question de l'Anatolie et de l'Arménie ; rien n'est plus aisé que de comparer les Arméniens et les Anatoliens aux Bulgares, et de faire un parallèle entre les massacres infligés à ces derniers dans d'autres temps et ceux subis par les persécutés et les traqués d'aujourd'hui. Ce sont deux thèmes de discours d'où surgit une idée de nouvelle nationalité, improvisée au service du bien et du progrès universel. Gladstone a soutenu que l'Angleterre était en droit de se porter en armes au secours de l'Arménie afin de venger elle-même les massacres d'Anatolie, comme en d'autres temps la Russie l'avait fait, accourant en armes au secours de la Serbie et châtiant les égorgeurs de Bulgarie. Mais toute cette question est si embrouillée que l'homme le plus actif ne pourrait découvrir le fil conducteur capable de nous guider dans ce labyrinthe difficile. Les questions du Danube présentent une solution plus facile que celles de l'Ararat et du Taurus, parce que, dans ces dernières montagnes, existe une confusion absolue de races, et que ce que veut l'une ne plaît pas à l'autre ; dans les Balkans, au contraire, il y a seulement une opposition entre les races chrétiennes plus ou moins esclaves, toutes opprimées, et les races mongoles, avec leur oppression tyrannique. Dès qu'une complication surgit, il n'est pas si facile de tout arranger comme cela se fait facilement dans celles survenues en Serbie et en Bulgarie. A présent, la Roumanie désire par exemple entrer en intelligence avec la Triple Alliance, mais elle voit un obstacle à ses fins chez ses frères de Transylvanie, soumis à la Hongrie, et qui causent à l'Autriche des soucis continuels. La Macédoine ne peut pas recouvrer son autonomie avec la même promptitude ni la même facilité que ses voisins, ni que les peuples qui possèdent les mêmes affinités qu'elle. D'où vient cette différence ? C'est très simple à expliquer. La Grèce a des prétentions sur ce pays, réclamant la Macédoine au nom d'Aristote et d'Alexandre, tous deux Grecs, quoique nés en Macédoine ; il y a de plus les prétentions de la Bulgarie, qui voit de ce côté une extension légitime et naturelle de son territoire à opérer ; les prétentions de la Serbie, basées sur ce fait qu'on appelle Serbes la majeure partie de ceux qui habitent les montagnes ; prétentions des Roumains, qui croient la Macédoine roumaine ; prétentions des Autrichiens, qui abandonneraient Trieste avec plaisir à l'empire allemand, pourvu qu'on leur laisse Salonique ; enfin, il y a le droit de possession séculaire que proclame chaque jour la Turquie. Est-il si facile de résoudre la question de Macédoine, comme l'a été celle de Bulgarie ou celle de Serbie

Or, la Macédoine et son problème sont d'une simplicité primitive, comparés au problème d'Anatolie et à celui d'Arménie, qui n'a pas eu d'autre résultat que de diviser le parti progressiste anglais et de donner une garantie au sultan de Constantinople, appuyé par la Russie, qui a exercé là sa haute tutelle et se rit maintenant de l'Angleterre. Eh bien! Gladstone peut demander qu'on prenne les armes en faveur de l'Anatolie et de l'Arménie; Morley, qu'on abandonne l'Égypte; Dilke, pour sa part, qu'on laisse Chypre aussi; la conquête de Nubie n'en continue pas moins, et le chemin de Kartoum s'ouvre aux armées vengeresses de Gordon. En disant qu'il n'abandonnera pas un pouce de territoire, Salisbury répond à ses adversaires, il ajoute que l'accord se fera complet avec les autres puissances en Orient, et dit bien clairement à qui sait entendre qu'il n'interviendra pas là.

VI. — Cependant le despotisme turc meurt d'un mal dont meurent tous les despotismes, celui d'estomac, c'est-à-dire du trésor public. Aspirant à représenter le *Panislam* et à obtenir l'adhésion universelle du peuple mahométan, dispersé sur la terre, à son pontificat et à sa puissance impériale, le Sultan, — dans ses rêves d'ambition et de domination, rêves irréalisables, car chaque jour son territoire fond sous ses pieds, chaque jour aussi le Koran s'enroule davantage, telle la célèbre peau de chien de mer imaginée par Balzac, — le Sultan connaît les infirmités inhérentes à la nature humaine; il sait qu'il est un mortel comme les autres, qu'il devra faire face aux exigences de l'échéance de sa dette et répondre aux demandes de soldes non payées faites par ses troupes. Comme il y a déjà huit mois que ses pauvres soldats n'ont pas reçu un centime, leur indignation se manifeste chaque jour, soit directement envers le Sultan, le gouvernement et les gouverneurs, soit en faisant payer leur rancune aux malheureux chrétiens. Étant donnée une telle pénurie de son trésor, il est à redouter que Hamid ne mette la main sur l'argent des créanciers internationaux, et que cela ne produise un conflit européen. Les Français passent à juste titre pour être le premier peuple pour l'administration et les finances ; comme de bons administrateurs et d'excellents financiers, ils proposent de sages interventions économiques, préférables à des interventions à main armée ; mais, puisque la recette doit leur revenir, pour avoir trouvé un remède à la ruine, autant qu'il était possible, leur méthode n'est applicable aux différents points de vue pratique, politique et économique, ni aux Turcs, ni à leurs victimes, à cause des divisions du concert européen. La France pouvait craindre de tous côtés des oppositions à son plan de sauvetage financier, excepté du côté où elles sont venues, puisqu'elles ont été suscitées par la Russie. Cela justifie l'assertion que j'ai exprimée plusieurs fois ici, à savoir que les profits de l'intelligence entre la France et la Russie allaient chaque jour dans les mains des Russes, mais ne passaient jamais les portes de la France. Notre langue use à ce sujet d'un mot familier, tout à fait significatif ; je ne sais si on peut le bien rendre dans les autres dialectes ; elle dit : « La Russie fume, la France crache. » Cette dernière a adopté complètement ce système, du moment qu'il était proposé par la nation

avec laquelle elle se croit non seulement en confraternité, mais en communion intime et profonde d'intérêts diplomatiques. Mais le pire n'est pas dans cette résolution, il consiste en ce que l'opposition de la Russie ne provient pas d'une impulsion égoïste, capricieuse et isolée, mais d'un système établi et préparé d'avance. Les Russes ne veulent pas de l'intervention de la France en Orient, parce qu'ils ne veulent de l'intervention de personne ni en économie, ni en politique, ni en aucun autre domaine. La Turquie pénètre d'une telle façon dans le cercle des intérêts russes que l'immixtion de toute puissance dans les négociations des affaires turques est considérée par la Russie comme une ingérence dans ses propres affaires. Entre le Czar et le Sultan on se propose d'arranger le monde. Le Czar étant omnipotent et le Sultan impuissant, on peut deviner quelle partie de cette association sera bientôt complètement annulée.

Si les journaux les plus autorisés d'Occident n'avaient pas reproduit les articles des journaux officieux qui courtisent le Sultan, jamais on n'aurait pu penser que les Russes aient pu si promptement et si facilement jeter une douche d'eau glacée sur l'enthousiasme français, par ces articles où sont exprimées clairement leurs aspirations de protectorat sur la Turquie et leur dédain pour une intervention économique, où la France déploie ses multiples qualités financières et administratives exploitées par l'empire russe dans ses derniers emprunts. Comment? Le ministre des Affaires étrangères propose un arrangement qui prouve une fois de plus son talent de prévoyance déjà bien connu; l'ambassadeur de France à Constantinople prépare et facilite cet arrangement, en qualité de représentant d'une si grande nation, dignité à laquelle il joint le prestige moral de sa personne, de son intelligence et de ses mérites; tout le monde convient que la proposition économique du ministre, aussi bien que le projet de l'ambassadeur, sont ce qu'il y a de mieux et de plus avantageux pour l'Europe; quand la Crète de nouveau se plaint et menace de se soulever, quand l'Anatolie se révolte au milieu de ses tourments, quand l'Arménie voit les troubles la remplir, quand toutes les nations sont d'accord pour soulager tant de maux, la Russie objecte, par ses organes les plus autorisés, qu'à elle seule incombe le souci de la question turque ; détermination digne d'admiration pour la valeur dont elle fait preuve, mais en même temps digne d'une attention sérieuse, à cause des catastrophes qu'elle prépare.

VII. — Si nous craignons les bruits de guerre, nous nous réjouissons à tout message de paix, d'où qu'il vienne. Nous sommes heureux de ce qu'un traité ait amené la paix entre l'Italie et l'Abyssinie. Il nous paraîtrait inadmissible que l'Italie ait pu commettre une aussi grave erreur que de s'attaquer à la noire et lointaine Éthiopie, si ce fait n'avait pas comme antécédent la faute de la France provoquant sa voisine fameuse, l'Allemagne. Les hommes de l'Empire croyaient qu'en excitant contre les contrées boréales de l'Allemagne les ardeurs méridionales provoquées déjà par le fonds de féodalité qui y subsistait, ils détruiraient la Prusse; les

Italiens croyaient aussi qu'en protégeant les féodaux d'Abyssinie en la personne du roi Mangascia, ils provoquaient la ruine de Ménélik. Les prédictions de tant d'écrivains français d'hier ne se sont pas réalisées, le présent n'a pas justifié davantage les présages des écrivains d'Italie. Les enfants de Bavière et de Souabe préféraient au soldat français le soldat prussien, parce que celui-ci avait le même sang et la même origine qu'eux; de même les rois opposés à Ménélik lui obéirent et acceptèrent son autorité parce que, quand bien même ils n'eussent pas possédé une idée aussi progressiste de patrie grande et nationale, ils conservaient, pour leurs foyers et pour leurs fils, le même amour qu'ont pour leurs cavernes et pour leurs lionceaux les brutes du désert. Ainsi la valeur surhumaine de la nation italienne est venue se briser contre les obstacles opposés par les défilés inexpugnables et les résistances morales appuyées sur des superstitions invincibles. Tout le pays abyssin, au premier mot d'une tutelle que prétendait leur imposer un étranger, allongea le cou pour qu'on lui mît les traits, la tête pour qu'on lui passât le collier, le front pour qu'on y mît le joug de son traditionnel empereur. Celui-ci avait adopté le traité d'Ucciali, croyant qu'il s'agissait seulement d'une alliance cordiale. Quel fut son désappointement en constatant que c'était un protectorat qu'imposait l'Italie à son pays, protectorat semblable à celui qu'avait donné la France à la Tunisie! La première fois qu'il s'aperçut de son changement de position, ce fut en recevant une lettre de la reine Victoria ne portant pas tous ses anciens titres, contrairement à l'habitude, suppression qui l'étonna profondément. Il en eut la complète explication en recevant un pli royal de son confrère l'Empereur d'Allemagne, qui disait ne pouvoir s'entendre avec lui d'égal à égal pour les affaires diplomatiques, mais seulement avec son protecteur le roi Humbert, qui, selon le traité de Ucciali, gouvernait l'Abyssinie.

Dans le traité de langue éthiopienne, Humbert était simplement désigné comme allié ; dans le texte italien il portait au contraire le titre de protecteur. Ménelik cria à la tromperie et se fâcha de ce que les Italiens s'étaient moqués de lui à sa barbe. De là le conflit. De là aussi l'échec de l'Italie. De là les prisonniers, et pour eux la commisération universelle. Tout cela est déjà loin. La diligence dont le pape fit preuve à l'égard de ses compatriotes, en envoyant aussitôt le prélat Macaire pour hâter la mise en liberté des captifs et leur retour dans leur pays, mérite toutes les louanges que lui a adressées l'opinion publique. L'action du pape s'étant heurtée à des incidents diplomatiques et stratégiques indépendants de sa volonté et de son pouvoir, ces louanges ont diminué d'intensité, mais la valeur de son action réside selon moi, non dans le résultat, mais dans l'intention.

Léon XIII s'interposant entre tous, et s'imposant à tous par son caractère sacré de père des fidèles, pour intervenir en faveur de ceux qu'un pouvoir intransigeant traitait comme des rebelles, a fait faire un pas en avant à la réconciliation du siège pontifical avec l'Italie libre, aussi utile et profitable que celui qui a marqué la réconciliation entre le Siège pontifical et la

République française. Ces réconciliations auront des conséquences avantageuses pour la prospérité de la démocratie universelle. Ménélik, que nous prenions hier pour le pire des sauvages, apparaît aujourd'hui comme le meilleur des civilisés. Le beau langage dans lequel il a communiqué aux gouvernements européens la ratification du traité de paix, nous prouve que s'il a des raisons pour avoir confiance en lui-même, il doit aussi être considéré par nous comme un digne descendant du sage Salomon. Il a prouvé sa majesté dans son attitude, sa magnificence dans ses réceptions d'ambassadeurs, sa magnanimité par sa conduite envers les prisonniers, par l'oubli des injures, par son profond désir de la paix, étonnant chez celui que nous croyions chef et tête d'une race née et créée pour le combat et l'extermination. Ainsi s'est montré Ménélik dans cette grave situation, en la faisant aboutir à la concorde et à la paix. En vain quelques journaux italiens pessimistes prétendent que le conflit continuera et prêchent la politique impossible de la guerre. Le monde est dans une joie universelle de ce que l'Italie jouisse de la paix absolue.

VIII. — Les élections de Hongrie ont marqué le triomphe du parti des libéraux ; elles demandent à la Chambre ce qu'il y a de plus indispensable dans un régime parlementaire, une majorité nombreuse et compacte. Nous voyons comment se divise et se morcèle le parti libéral anglais; après la politique de notre excellent ami Depretis, l'ancien formidable groupe conservateur a formé la droite, et le groupe progressif radical la gauche, en Italie ; les Chambres françaises sont un chaos où les ministères vivent par miracle et où les ministres surgissent par hasard ou surprise ; en Belgique la division des libéraux et des démocrates a amené l'éternelle domination des réactionnaires. Tout cela c'est l'impossible réalisé à nos yeux. Parmi les épaves du suffrage universel, c'est une grande joie pour nous de voir s'élever un nombreux parti libéral chez un peuple si utile au progrès humain que l'est le peuple hongrois, à la liberté et à l'indépendance duquel nous nous sommes tant intéressés au temps de son oppression et de sa disgrâce.

Le bruit court, fondé, disent les uns, sans fondement, prétendent les autres, que les élections ne sont pas l'expression de la volonté du pays, et que les électeurs ont obéi plutôt à la voix du gouvernement qu'à celle de leur conscience. Je regrette de ne pas trouver en Hongrie un parti libéral modéré, plus fort et plus libre, partisan de l'évolution qui a apporté tant d'avantages à la Hongrie, tandis que la révolution ne lui donnait qu'une grande gloire, celle du martyre. Je comprends la contrariété du jeune Kossuth devant l'échec des partisans de l'indépendance complète, car c'est là une idée héroïque, mais, comme toutes les idées épiques, plus belle que réalisable, quoique capable de verser tant de lumière et de chaleur, lumière et chaleur qui réchauffent jusqu'aux espérances de l'avenir le plus éloigné et même jusqu'aux espérances les plus vivifiantes des peuples. La raison qui unit l'Autriche à la Hongrie subsiste encore, comme au temps où leurs rois

allèrent non seulement déposer aux pieds de notre grand Charles V leur couronne héréditaire, mais encore sollicitèrent des unions entre leurs familles et la sienne, dans l'incapacité où ils se trouvaient de vivre heureux dans leur nid, s'il leur manquait les deux ailes et les deux têtes de l'aigle impérial. De même qu'autrefois les Hongrois s'attachaient à l'Autriche pour se soustraire à la domination turque, de même aujourd'hui à l'Autriche se cramponne la Hongrie pour se préserver de l'inondation slave. L'âme slave a en horreur la domination allemande, et encore davantage la domination hongroise. Pour un Esclavon classique, les Hongrois ne sont pas des Européens, ni même des Ariens! ce sont des Tartares. On les appelle fils d'Attila et on les considère encore comme descendants d'Attila, comme les anges exterminateurs dont l'Apocalypse donne une description si terrifiante. Un Croate n'a pas besoin qu'on le pousse pour courir après un Madgyar. Il le flaire comme le font les espèces ennemies les unes envers les autres, et il le poursuit pour lui enfoncer dans le cœur sa lance et son sabre. Ce qui se passe à l'égard des Croates se passe avec les Serbes. A chaque pas, à chaque instant, la haine éclate. Cette haine, les Esclavons du Danube l'ont communiquée non seulement à leurs voisins, les Ruthènes et les Roumains de Transylvanie, mais même aux conservateurs de Vienne, qui déploient, en apparence, leurs colères religieuses contre la tribu d'Israël, mais en réalité la dirigent contre la gloire et la grandeur de la Hongrie. Au milieu de ces difficultés, je conseillerai toujours aux Hongrois de ne pas abandonner la méthode évolutive et la politique conciliatrice du grand Deak, pour la méthode révolutionnaire et la politique radicale du grand Kossuth. Il est certain qu'il y a nombre d'éléments ultramontains et de passions exaltées catholiques au sein du peuple hongrois; mais ce grand malheur doit plutôt les amener à la conciliation qu'à l'intransigeance. Il est certain qu'il subsiste quelques reliques d'un ancien régime, reliques incompatibles avec la liberté victorieuse d'aujourd'hui, autant qu'odieuses par les souvenirs qu'elles réveillent toujours. Telle est la coutume qui impose aux députés d'aller, le jour de l'ouverture solennelle des Chambres, au Palais royal, comme pour reconnaître la suprématie du roi, au lieu que ce soit le roi qui se rende au Congrès en témoignage de la souveraineté que lui a conférée le peuple et de sa soumission au code gouvernemental, comme cela s'est toujours passé en Espagne. Mais ces contradictions, inhérentes à l'espèce humaine, ne peuvent disparaître qu'avec elle, à moins qu'elles ne soient modifiées par une évolution supranaturelle, comme disent les philosophes modernes, capable de changer la contradiction et la double nature de l'homme. Nous félicitons la Hongrie et nous nous réjouissons avec elle de sa liberté progressive et de sa réelle indépendance.

IX. — De même que la Hongrie a besoin de l'Autriche, pour sa part, l'Autriche a besoin de l'Allemagne. Sans ce puissant appui elle aurait à craindre pour elle la chute de la cataracte esclavonne. Sa politique, inspirée toujours par le désir de maintenir l'instable et périlleux équilibre dans les

principautés du Danube, prouve que, comme placé entre le marteau et l'enclume, l'empire a besoin de l'Allemagne contre l'Esclavonie et des Esclavons contre l'Allemagne. Sans l'Esclavon l'Allemand serait déjà à Vienne, et sans l'Allemand, l'Esclavon serait déjà à Constantinople. Voici pourquoi l'Autriche ne s'est pas émue comme elle aurait dû l'être du scandale que vient de produire Bismarck, en révélant les relations doubles et contradictoires de l'Allemagne avec la Russie et de la Russie avec la France. Les amitiés récentes des Autrichiens et des Habsbourg pour les Brandebourg et les Allemands ne proviennent pas du libre arbitre de ceux-ci, ni ne sont l'œuvre de leur volonté ; elles proviennent de circonstances multiples toutes plus contraires et plus insurmontables les unes que les autres. Pour moi, la révélation d'un secret comme celui-là, confié pour une éternité à Bismarck, me prouve une fois de plus le machiavélisme des pouvoirs, des despotes et des tyrans. Cet exemple est bien fait pour confirmer mon jugement sur ce que Machiavel enseigna au despote en écrivant *le Prince*, code perpétuel, du despotisme, après avoir étudié avec le calme propre à tout profond naturaliste ; tel Buffon étudiant les animaux et Linné les plantes. Comme autre exemple, nous avons ce qui a été fait entre Bismarck, l'homme de nature belliqueuse et dominatrice, le diplomate à la façon et à la mode de la Renaissance, et Alexandre III, dont on a voulu faire un saint inscrit dans le calendrier des démocraties; ou encore ce que fit Louis XVI, quand, après avoir prêté serment à la première Constitution, il remit la preuve de son parjure et la révocation de son serment aux mains de son cousin d'Espagne, Charles IV; ce que fit Ferdinand VII quand, après avoir déclaré qu'il marcherait le premier dans le chemin constitutionnel, il fut le premier à ouvrir la porte aux cent mille fils de saint Louis commandés par les Bourbons français, pour opprimer, d'accord avec les royalistes espagnols, notre Espagne libre, et pour noircir du crime d'une intervention étrangère notre limpide histoire. On savait bien que seule l'Autriche était exposée à tomber dans une guerre par un choc occasionné par sa proximité avec la Russie. Comment serait-il possible de se conserver en bonne intelligence et en parfait accord en même temps avec deux peuples ennemis, soit qu'on soutienne l'un ou l'autre dans sa querelle, soit qu'on les abandonne tous deux chacun à son sort, comme on abandonnerait à son sort et à l'empire de son destin quelque puissance qui vous est ennemie ou indifférente? A l'est de l'Europe, il ne peut surgir de conflit qu'entre l'Autriche et la Russie : au centre il n'en peut naître qu'entre l'Allemagne et la France. Si, au temps de l'entente entre Bismarck et Alexandre, la France avait eu quelque intention guerrière, comptant sur l'appui de la Russie, elle serait restée complètement seule dans sa provocation, seule elle aurait dû subir la bourrasque déchaînée, seule il lui aurait fallu accepter les arrêts de l'implacable destin. L'histoire de l'époque courante s'éclaire à mesure qu'elle s'avance, et les yeux de l'âme peuvent mieux considérer combien fut désastreux pour le progrès humain, le crime qui nous arracha le rédempteur des serfs,

Alexandre II, à l'heure même où il apercevait une constitution pour son peuple.

En 1874 il n'existait encore aucune intelligence entre Russes et Français; Bismarck, voyant la merveilleuse facilité avec laquelle le peuple français avait payé sa lourde dîme de guerre et combien rapidement s'était effectuée sa convalescence et rétablis son pouvoir, sa force et sa richesse, afin de l'anéantir pour toujours, projeta une guerre immédiate. Mais Alexandre III était sur le trône; il opposa son veto à tout accord avec un si belliqueux chancelier, protégeant ainsi par sa charité chrétienne et son arbitrage humanitaire, la paix européenne que nous tous, vrais démocrates, voudrions tous éternelle. Si la mémoire d'Alexandre II a été si exaltée dans le culte universel, si la mémoire d'Alexandre III a suivi le mouvement inverse, il est clair que celui-ci n'a tourné ses regards vers la France que quand il n'a pas vu d'autre remède à la situation, et quand la chevaleresque loyauté de Caprivi se fut opposée au renouvellement du traité machiavélique de Bismarck. Mais on ne peut nier la grandeur politique d'un homme qui, contraint de garder la chambre, attristé par l'ingratitude impériale, sans défense contre l'hostilité implacable de ses nombreux ennemis, privé des ressources de son ancien fonds des reptiles, qui facilitait ses polémiques d'antan, écoute avec amertume les commentaires des Français sur la visite du Czar, constate que les traditions si caressées per celui-ci, après son père, remontent à peine à un lustre ; pour se venger de ceux qui l'ont mis à la porte comme, un valet, lui, plus vrai César, puisqu'il est César naturel, que tous les Césars héréditaires ensemble, il a dit aux Italiens et aux Autrichiens combien peu d'espérances ils devaient fonder sur les paroles et les promesses de l'Allemagne, leur alliée; il blesse son ennemie l'Impératrice et ses adversaires d'Angleterre avec une arme plus tranchante et plus effilée que la haine, le dédain: il montre la perte faite par sa patrie, ce que les Allemands ont perdu, eux aussi, en le perdant par un caprice de leur Empereur, avant que Dieu le leur ravisse par un décret de sa toute-puissance; il déconcerte tout le concert européen, il sape les alliances, enfin il trouble la diplomatie universelle. Contemplons un instant une si grande figure.

X. — Bismarck a atteint dans l'histoire moderne cette stature colossale à laquelle peuvent arriver une volonté et une conscience humaine seulement par leur adhésion à une idée telle que l'unité allemande. Cette adhésion constitue un mérite d'autant plus grand que jamais, de son enfance à son âge mûr, il n'avait été partisan d'une semblable conception. Nous, au contraire, les démocrates, la défendions en toutes les occasions imaginables, de toutes nos forces, quand elle grandissait avec peine. Je fus partisan de l'unité germanique comme je le fus de l'unité italienne. Pour moi, les personnalités supérieures déterminées par le temps dans l'espace, avec leur âme, leur langue, leurs lettres et leur art, obéissant à la loi de variété que forgent les individus et qui tend à l'unité que forment les genres, animées par le droit moderne et respirant l'esprit humain, représentent et personnifient de

tels organes de progrès qu'il est nécessaire que nous employions toutes nos forces à les aviver et à les soutenir contre tous les ennemis qui les combattent ou les retardent. Lorsqu'en 1856 personne ne prévoyait l'unité italienne, je la présageais, annonçant sa victoire en des discours que l'Italie n'a jamais oubliés; en 1861, quand personne ne croyait proche l'unité allemande, je la prévoyais, annonçant son triomphe par des articles dont personne n'a de nouvelles en Allemagne, articles que je ne puis pas dire oubliés, mais que je puis appeler complètement méconnus. Je rédigeais alors « la Discussion » de Madrid ; en considérant, au cours de mes fonctions, les diverses conséquences que pourrait apporter la mort de Frédéric-Guillaume IV, le romantique et le réactionnaire, j'émis ces présages, confirmés plus tard par l'histoire, présages qu'on peut lire dans le numéro du journal cité plus haut, à la date du 25 février et du 2 mars 1861 :

« Quand le canon de la France révolutionnaire, disais-je, rôdait dernièrement sur les cîmes des Alpes, prêt à rompre les traités de 1815, s'éteignait l'homme d'État, incarnation de tous ces traités, âme de la réaction universelle s'envolant dans la fumée de ces combats, Metternich. Quand l'Italie, heureuse et libre, forgeait la couronne de sa brillante unité, mourait le représentant du servage italien, le roi Ferdinand de Naples. Aujourd'hui, quand la confédération germanique est agitée et convulsée, et quand la conception de l'unité en Allemagne vit plus que jamais, toutes deux ayant besoin de la Prusse pour accomplir leurs desseins providentiels et pour s'adapter au rôle même joué par le Piémont en Italie, aujourd'hui meurt, après une agonie aussi longue et aussi pénible que le fut celle des principes par lui représentés, Frédéric Guillaume IV, ce grand réactionnaire, ce grand Julien l'Apostat de la philosophie et de la liberté germaniques. » Comme un docteur allemand, le docteur Hosalus, de passage à Séville, contredisait mes affirmations, je lui répondis alors en ces termes : « La Prusse représente dans le monde la liberté de pensée et en Allemagne la nouvelle idée politique. Si elle ne représente pas cela dans la philosophie et l'histoire, elle ne représente rien. Au moyen-âge, la Prusse était un misérable état féodal de l'ordre teutonique, forcé par les usages et par les lois à léguer au pape sa conscience et à l'empereur sa volonté. Tous les grands mouvements de l'esprit moderne eurent pour résultat d'être favorables à la Prusse. Par la réforme qui prêchait la liberté de pensée, elle passa de la féodalité à la monarchie. Par le traité de Westphalie, qui proclamait, avec le droit international, la liberté de conscience, elle passa du rang des petites monarchies à celui des grandes. Par la vertu et l'œuvre de la philosophie encyclopédique, dont l'esprit monta au pouvoir avec Frédéric II, elle devint, de monarchie purement germanique, grande puissance européenne. Sous l'influence de la Révolution française, qui ruina l'antique empire sacro-romain de l'Autriche, la Prusse représentait presque exclusivement le monde allemand. Lors de la Révolution de 1858, elle fut sur le point de ceindre la couronne

de l'ancien empire allemand. A l'heure actuelle, le mouvement des idées qui nous pousse tous, exerce sa grande impulsion sur la Prusse, pour en faire, bon gré mal gré, comme du Piémont pour l'Italie, l'épée de la liberté et de l'unité allemandes, indispensables pour contenir les ambitions de l'empire bonapartiste français, pour pousser l'empire russe vers l'Asie et pour supprimer en Allemagne l'empire autrichien, ce Nabuchodonosor de l'absolutisme, puissant comme un dieu et informe comme un monstre. » Eh bien ! tandis que nous, démocrates, disions cela, Bismarck disait précisément le contraire. Burgrave allemand, campagnard attaché au sol comme les racines des plantes, cavalier féodal, celui-ci s'opposait de toutes ses forces à l'unité allemande, soit à celle formulée par les partis démocrates à Francfort, soit à celle formulée par les partis courtisans à Erfurt. La même opposition qui le lançait contre un républicain exalté, comme Arnaldo Ruge, le lançait contre un fidèle royaliste, comme le général Radowitz. Ce qui l'indignait le plus, c'était la supposition injurieuse, émise par les démocrates sur la Prusse et sa dynastie, qu'ils pûssent jouer le même rôle vis-à-vis de l'Allemagne que la dynastie de Savoie en Italie, et mettre l'Autriche hors de la confédération comme cette dynastie l'avait expulsée de Lombardie.

Nous allons contrôler les assertions de Bismarck avec ses discours mêmes, lecture instructive que j'ai faite très fréquemment. « Je m'opposerai toujours, — disait le grand homme en mars 1848 à la diète de Berlin — à ce que les radicaux imposent au monarque et au gouvernement de Prusse le même rôle imposé à Charles Albert en Italie, qui l'exposait à la triste alternative ou de vaincre avec peine la royauté, ou d'être vaincu et obligé d'accepter alors une paix humiliante. » En août 1849, il disait à la tribune de Berlin : « L'armée n'éprouve aucun enthousiasme pour les trois couleurs allemandes. Notre peuple ne cherche pas à noyer sa monarchie dans la licence naturelle aux populations méridionales. » En décembre 1850, il dit : « Je ne demande pas que la Prusse cherche et demande en Allemagne un ministère créé par les gouvernants de Turin en Italie; puisque les libéraux travaillent à la guerre avec l'Autriche, je conseille au ministre une guerre de principes, mais non avec l'Autriche, avec cette majorité même, étant donné qu'il sera toujours plus facile de mobiliser un parlement qu'une armée. » Qui lui aurait dit alors que non seulement la Prusse était un des pays désignés par la Providence pour jouer le même rôle que la Sardaigne en Italie, mais que ces monarques prussiens et leurs armées, tant avares de leurs trois couleurs allemandes, iraient les promener par tout le centre de notre Europe, chassant les Autrichiens de l'Allemagne, les papes de leur pouvoir temporel de Rome, les Bonaparte de France, tout en s'entendant avec les maudits Savoyards d'Italie?

Le monde moderne s'est sauvé par quatre grandes apostasies : celle de Peel reniant la réaction économique; celle de Gladstone rejetant les idées conservatrices; celle de Thiers abandonnant les principes monarchiques; celle de Bismarck rompnat avec les doctrines féodales. Heureuses consé-

quences que celles dont la puissance a créé une Europe bien plus progressiste que celle de notre enfance et de notre jeunesse! Mais Bismarck a commis ces trois impardonnables erreurs : s'être servi de moyens réactionnaires pour maintenir une œuvre progressiste; avoir compté dans cette œuvre un fait imprudent comme la conquête de l'Alsace et de la Lorraine; nous condamner à la paix armée qui, si elle n'est pas bientôt conjurée par un désarmement graduel et méthodique, provoquera la ruine universelle sur notre continent.

XI. — Les contradictions existant entre son idéal et les procédés employés pour l'exécution et l'accomplissement de celui-ci, donnent la clé de sa complexion physique et de son caractère moral, ainsi qu'elles nous montrent les phases qu'à présentées en son temps la politique européenne.

Comme prototype psychique, Bismarck offre de grandes résistances à l'admission forcée des idées nouvelles, mais, une fois celles-ci admises, il possède une ferme résolution de les accomplir et une incontestable tenacité à les mettre en pratique. Comme type de physiologie, Bismarck domine ses nerfs de penseur et d'artiste par ses muscles d'acier.

Il ressemble à Gladstone, quoique les deux soient de nature opposée, par cette habitude qui leur est commune d'établir un contraste entre leur vie paisible de la campagne et les inquiétudes, les troubles apportés dans l'appareil digestif et le système nerveux par les ardeurs de la pensée créatrice et par les combats de la politique quotidienne. Sa patience dans l'élaboration de ses vastes plans n'a d'égale que son impatience à les réaliser, dès qu'il a commencé à les mettre à exécution, ce qui marque une contraction intérieure caractéristique de tout son être. Les tempéraments se modifient beaucoup par suite des positions et des circonstances où ils sont placés, car, comme les coutumes acquises modifient la nature intérieure, les impulsions du dehors provoquées par un fait capital changent tout le cours de la vie.

Bismarck est toujours resté cavalier campagnard, même à la cour ; autoritaire et gouvernemental au sein de la démocratie ; facteur de résistance et de frein sur la machine qu'il guida parmi les espaces inexplorés de la politique contemporaine et les horizons rationnels de l'esprit supérieurs à l'horizon sensible sous lequel il est né et qu'il s'est lui-même créé ; se trouvant placé, par sa situation et contre sa volonté, entre les innovateurs et les révolutionnaires. Constatant une telle opposition entre la première moitié de sa vie et la seconde, nous ne pouvons pas l'appeler homme réfléchi sans nous souvenir de sa vivacité, pas plus que nous ne pouvons l'appeler homme vif en nous rappelant sa réflexion. Quoique ses facultés se ressemblent et soient proportionnées entre elles, il leur manque la relation régulatrice d'un grand équilibre : l'esprit de fantaisie lui fait défaut, et il a trop d'esprit de calcul. Il est parfois vif; voulant lier en séries rigoureuses un plan, il tire trop sur le fil qui se brise. Il calcule beaucoup, mais prévoit peu ; vieux chrétien dans ses croyances religieuses, il est presque un jeune positiviste dans la manœuvre

du gouvernement des hommes. Comme il ne fait pas cas du mystère en science politique, il ne fait pas cas non plus des grandes affections du cœur dans la vie.

Homme de deux âmes, de deux pensées, de deux histoires, rivales les unes des autres, il tient de son art la grande autorité, l'empire presque omnipotent sur le sentiment, la ferme volonté, les procédés césariens, l'esprit de coordination entre les paroles et les actions; aussi, à première, vue se montre-t-il assujetti à une seule vocation, la personnification de la raison d'État, et soumis à une seule cause. Le cours de sa vie a été semblable à celui du Rhône ou du Guadiana, parcourant souvent des régions souterraines, se dissimulant à Olmutz en se disant ami de l'Autriche, comme s'il devait toujours disparaître, et réapparaissant à Sadowa, ennemi et vainqueur de cette même Autriche. Combien de peuples et de rois n'a-t-il pas maîtrisés! Il faut dire qu'il a été plus maitre des autres que de lui-même; aussi, ses passions d'un côté et ses théories d'un autre côté, alors qu'il se croyait infatigable et tout puissant, ont-elles été causes de ses désastres multiples et lui ont-elles occasionné à la fin son irréparable disgrâce. Le chêne séculaire et le sabre vigoureux ne se trouvent pas à l'abri du ver et de la rouille qui les rongent; le colosse n'est pas non plus hors de l'atteinte de l'hystérie. Il manque d'idées larges et étendues, il ne connaît pas non plus les émotions variées dont ont fait preuve Gœthe, Lamartine et Byron ; par contre, sophiste comme eux, il souffre d'une susceptibilité féminine qu'il lui faut de grands efforts pour dominer, et qui est rarement compensée par une imagination créatrice et féconde. En échange, son tempérament équilibré et sa volonté bien pesée pour tout ce qui regardait son existence particulière et domestique, jointes à la pureté de ses mœurs et à la régularité dans le règlement de ses intérêts, font de lui l'exemple parfait d'un administrateur sans pareil de sa fortune et de ses finances. Au milieu d'une telle régularité, il n'a pas connu les élans de sensibilité provoqués par les passions, et ce ne sont pas elles qui ont jamais porté atteinte à son intelligence, ni troublé sa raison, aux heures suprêmes de sa vie. Il ne connut pas ces sentimentales influences pesant sur ses résolutions, influences qui, à plusieurs reprises, troublèrent Philippe II ou firent entrer des bâtards dans la famille de Charles V. Ainsi son âme est à l'abri des tempêtes du ciel. Schopenhauer ne pouvait mettre moins en lui qu'il n'avait mis lui-même dans sa race germanique en lui imposant sa volonté. Si la passion n'a jamais changé en feu la lumière qu'il portait en lui, le sommeil non plus n'est jamais entré dans ses plans. Chez lui, rien d'un inspiré, rien d'un voyant, rien d'un poète, rien d'un homme obéissant aux intuitions et se laissant guider par les pressentiments. Une intelligence claire, une raison froide, un esprit mathématique, une volonté supérieure, le conduisent comme par la main à une activité concrète et constante. Mais cet homme de mœurs si pures méprise le remords et méconnaît sans scrupule et sans gêne la morale politique, à l'efficacité de laquelle il ne croit pas, à la vertu de laquelle il ne pense pas. Aussi, les premières erreurs de sa vie

viennent-elles de cet incurable aveuglement. Les forces de son État lui ont permis de vaincre d'invincibles résistances, comme celles des armées d'Autriche et de France; mais elles ont été insuffisantes pour vaincre la résistance morale du pape. Il eut, lui aussi, son Canossa. Il hait beaucoup et il aime peu. Il estima toujours beaucoup son collaborateur de Moltke, mais sans éprouver jamais une amitié cordiale et démonstrative pour lui. Il eut une grande considération pour Guillaume Ier, mais il ne manifesta jamais envers lui que le respect dû par un premier ministre à un grand monarque; il le considéra toujours, en homme supérieur par son propre entendement aux capacités de son maître, de la même manière que les tuteurs peuvent considérer leurs pupilles dociles. Jules Favre me racontait qu'au cours des entrevues pénibles où l'on prenait les dispositions de l'armistice et de la paix, celui-ci lui avait dit : « Conserverez-vous la République? Vous aurez alors du fil à retordre! — Qui, discutant de ces choses abstraites, mett ait jamais le système républicain avant le système monarchique? Savez-vous à quoi je passe mes nuits? À corriger et à redresser les simplicités que dit et les fautes que commet mon vieux (empereur) pendant le jour. Mais Dieu nous garde d'un semblable gouvernement. Il n'y a qu'à peser sur les rois. Ni la France, ni l'Allemagne ne sont faites pour la République. Je crois néanmoins qu'elle vous est imposée par une nécessité impérieuse. Votre justification réside dans les fatalités imposées par le destin. » Pour se rendre compte de la férocité de sa haine, il faudrait rappeler ses rancunes, dignes des habitants de l'Afrique, contre l'Impératrice mère et le célèbre comte d'Arnim. Il ne possédait aucune flexibilité dans l'art de la conciliation et des arrangements en politique; sa fierté indomptable lui suscita l'inimitié éternelle de la sainte épouse du vieil empereur Guillaume et ses querelles à mort avec les groupes parlementaires qu'il aurait pu apaiser par la moindre douceur. Cependant, quand cela lui convenait, il savait dissimuler cette grande fierté; il la réprima en la cachant à Alexandre II de Russie, quand il fut à ses ordres, et devant Napoléon III de France, quand il le trompa comme un vulgaire chinois. Il fut rude, mais il ne faut pas méconnaître que cette rudesse même lui donna un grand ascendant aux yeux de tous ceux qui, placés en bas, ne voient que des bontés natives chez ceux qui planent au-dessus d'eux, bontés qui font ressortir davantage leur propre débilité et leur propre faiblesse. Il y en a cependant qui croient que la rudesse est plus efficace que la douceur. N'y a-t-il pas des gouvernements qui croient obtenir une plus grande obéissance par la terreur que par la seule vertu de la loi? Un homme si sobre s'enivre de colère; un homme si indifférent et si froid se redresse sous le dard de la presse ennemie contre laquelle il ne sut jamais se protéger par la cuirasse du sage mépris; un homme si sûr de sa position lâche les étriers quand on le maltraite un peu au sein du Parlement, et il arrive, aveuglé par une colère sans frein, au point de jeter le gant à un sage médecin comme Wirchow et à le provoquer à un duel à mort. Bismarck s'aime lui-même d'une passion exaltée et nous devons reconnaître qu'il a

de nombreuses raisons de le faire. Mais cet amour se concentre toujours davantage et tombe de plus en plus dans ce qu'on appelle l'égoïsme. Cela répond un peu à la conception qu'il se fait de l'égoïsme, condamnable certes en tant que misère humaine, mais véritable vertu de l'esprit, consistant dans la nécessité obligatoire de se conserver, non tant pour soi que pour les autres qui perdent beaucoup en perdant un grand homme. Après lui, il aime et cela passionnément, son métier. Dans le monde, les métiers s'attachent aux personnes comme dans la nature les huîtres aux rochers et où elles se nourrissent. Bismacrk fait de son métier de gouvernant une religion, tels les chevaliers sacrés du moyen âge faisait un sacerdoce de leur classe et un culte de leur profession. Après sa profession il aima la gloire. Là, il doit s'estimer non seulement satisfait, mais rassasié; non seulement rassasié, mais rassasié jusqu'à en fatiguer son estomac, non seulement rassasié jusqu'à ce point mais jusqu'à en avoir une indigestion. Il arrive à certaines personnes ayant acquis une telle renommée ce qui se produisit pour le roi Midas et son avarice, quand, tout ce qu'il touchait se changeant en or, il tomba dans la famine et la misère au sein de son abondance. Cette terrible apoplexie de gloire engendre un amour excessif de la solitude; en effet, les glorieux et les glorifiés ne peuvent s'accorder avec leurs glorificateurs, quand ils se trouvent seuls livrés à eux-mêmes; ils s'estiment ce qu'il y a de meilleur et de plus élevé sur la terre.

Le désir de domination a aussi maîtrisé son esprit, mais à son détriment, car il a trop survécu à son pouvoir et ne s'est jamais consolé de l'avoir perdu si tard, preuve qu'il faut plus de talent pour subir l'infortune que pour jouir de la fortune. Il aima beaucoup les féodaux dans sa jeunesse. Arrivé au faîte de sa gloire, il ne se rattache à aucun parti, se considérant au-dessus de n'importe quel parti et de tous les partis réunis. Un autre amour que nous trouvons chez lui c'est l'amour du terroir, tandis qu'il n'éprouve que dédain pour l'industrie, à l'exemple des anciens nobles espagnols devant le travail. Il s'est ainsi trouvé sans égaux, se promenant dans l'île de sa grandeur, comme ces naufragés jetés sur un récif désert; cela jusqu'à ce que, fatigué de la solitude, il recherche le bruit. Comme Napoléon à Sainte-Hélène s'était fait historien, Bismarck, dans sa solitude, s'est fait journaliste, cherchant noise à l'auteur et aux auteurs de ses maux, et satisfait en même temps d'entendre ce bruit des tempêtes vengeresses qu'il soulève, tempêtes, à vrai dire, artificielles et théâtrales. Au milieu d'elles il se sent mordu par les mêmes reptiles qu'il a nourris, et qui mordent d'autant plus qu'ils sont plus rassasiés d'or, au contact de la main qui les domine, les jette et les repousse, peu importe que cette main soit propre ou sale. Au cours de ces polémiques belliqueuses, il a choisi, non les principes conformes à ses traditions, mais ceux qui blessent le plus ses émules. S'il a maudit la liberté indestructible, laissée cependant par les rescrits impériaux au droit naturel des socialistes, cela s'explique parce qu'il contribua aux frais d'établissement de l'enseignement du socialisme. Ainsi, étant donné que les régionalistes aimaient leur indépen-

dance, le roi de Wurtemberg ne voulut pas se rendre aux manœuvres militaires, il y a eu trois ans cet automne, sous prétexte de la sécheresse; les députés de Bavière protestèrent énergiquement contre l'impôt central toujours croissant; enfin, le fidèle Badois s'opposa fortement à l'impôt sur les vins, et cela jusqu'à confiner à la rébellion; et Bismarck se plaint du peu de souci des intérêts locaux que témoigne le gouvernement allemand, lui l'auteur de l'unité! Il se fait le défenseur de la protection, si les successeurs de ce parti tendent au libre-échange, et le défenseur du libre-échange, si les successeurs de ce parti tendent à la protection. Il n'est pas étonnant qu'il ait qualifié Caprivi de Russe, quand celui-ci se montra détaché de la politique autrichienne, imprudent autant que téméraire en provoquant l'inimitié entre l'Allemagne et la Russie trahie par lui, et quand il persévéra avec insistance dans la politique que créa Bismarck, et qui reçut même un commencement d'accomplissement dans l'amitié éternelle avec l'Autriche. Reconnaissons que la passion la plus grande, la plus intense et la plus absorbante de sa vie fut son amour du sol, amour de tribun, un peu, mais amour vrai et sacré. Il aime sa demeure, puis son château, puis son comté, puis son territoire, puis sa région, puis la Prusse; et, la tirant de son nid de fange où battaient des ailes les aigles féodales qui composaient sa famille seigneuriale, il a fait d'elle le premier des royaumes, et de ce royaume le premier de l'Allemagne, et de cette Allemagne la première puissance du continent, allant dans son délire patriotique jusqu'à vouloir fonder avec les Anglais un empire maritime colonial, ce qui laisse supposer chez lui l'intention de créer pour toujours un empire continental.

Mais il connut la désillusion, désillusion que je lui avais prédite, au cours de l'incident des Carolines, quand l'Empire se vit forcé d'abandonner tous ses rêves de grandeur en Afrique et en Asie, et de se contenter des récifs de la brumeuse et misérable île d'Héligoland. On voit bien en cela combien peu Bismarck est de race latine, et, malgré ses ornements de vieil esclave, combien il est allemand par son manque de logique. Comme le grand Frédéric avec ses rêves humanitaires, et tout en étant professeur de philosophie moderne, s'associait aux despotes qui démembrèrent la Pologne et se la partagèrent, Bismarck lui aussi, après avoir rendu son gouvernement national à la Hongrie, après avoir couronné l'unité de l'Italie, après avoir favorisé les peuples naissants du bas-Danube, après avoir cimenté la nationalité allemande, sépara Metz et Strasbourg de la France pour servir le parti militaire et satisfaire certains orgueils impériaux. Mais l'Humanité et l'Histoire ne lui pardonneront jamais d'avoir prolongé l'âge des conquérants et de nous avoir soumis au règne de la vengeance et de la guerre.

Madrid, 12 décembre 1896.

VI

Noël. — La veille de Noël. — Mon désir de visiter la Terre-Sainte. — Nazareth. — Bethléem. — Les rois mages. — Souvenirs d'enfance. — Nos malheurs. — Le conflit avec les États-Unis. — Certitude de reformes à Cuba. — Réformes économiques et réformes politiques. — Message pacifique de Cleveland. — Impossibilité absolue de l'éventualité d'une guerre entre l'Amérique et l'Espagne. — Réflexions. — Conclusion.

I. — Depuis longtemps je me propose d'accomplir un vœu que j'ai fait à Dieu et une promesse que je me suis faite à moi-même : revoir toute la Palestine et ses annexes, la Galilée et la Samarie, depuis la grotte de Nazareth, où naquirent Marie et Joseph, jusqu'au sommet du Thabor où Christ couvrit sa nature humaine d'une transfiguration divine aux yeux de ses apôtres, et d'où il remonta pour toujours dans la gloire.

Et, après avoir parcouru toutes ces contrées, je voudrais réunir et exprimer les idées qu'elles ont suggérées à mon esprit et les émotions qu'elles ont fait naître dans mon cœur. Combien la vie vulgaire et au jour le jour du chrétien est liée à la géographie et à l'histoire de la Terre-Sainte ! Le 8 septembre, c'est une joie générale de jour de fête qui anime toute l'Espagne, parce que Marie est née dans la ville de Nazareth ; le 25 mars, nous sommes obligés d'aller écouter la messe et de ne pas travailler, nous, fidèles membres de l'Eglise catholique, parce que, au message de l'ange, le Verbe divin s'incarna dans le sein vierge de Marie. C'est encore la nuit de Noël avec ses étables, Noël avec ses crèches, les Rois apportant aux enfants leurs présents sur les balcons et les fenêtres, le massacre des Innocents et sa tradition, la fuite de Marie et de Joseph en Egypte, dans laquelle les arbres et les oiseaux jouent un si grand rôle; nous nous bornerons à ces souvenirs, nous limitant à ceux qu'éveillent en nous ces fêtes de ce mois de décembre. Il est impossible de bien saisir la corrélation entre une terre sur laquelle se sont passés tant de faits importants concernant tous les siècles, et les glorieuses scènes intéressant toute l'humanité, sans avoir vu ces sites et les avoir contemplés bien longtemps. Aucune carte géographique ne peut vous apprendre aussi bien la disposition des collines romaines que votre propre rétine, sur laquelle vient se graver comme un chapitre d'histoire, lorsque vous voyez les sommets du mont Janicule, d'où coulent l'Arno et le Pomerio, le

mont Vatican à votre gauche, qui vit les premiers martyrs, et, à votre droite le mont Aventin que foulèrent du pied les derniers tribuns. Puissé-je revoir avant de mourir le mont Carmel sur lequel se réfugiaient les prophètes et où naissaient les tamaris et les cèdres de la Bible, la vallée qui répercuta l'écho du sermon sur la montagne, le miroir du lac de Tibériade, sur lequel tant d'idées diverses se sont reflétées, la célèbre Hébron où Marie, allant visiter sainte Elisabeth, passa, longeant le sépulcre dans lequel dort Abraham, sépulcre adoré par les musulmans, comme lieu de repos éternel pour leur prophète, et surtout les paysages et les sites que nous rappellent les fêtes de ces jours-ci : Nazareth, Bethléem, l'Egypte. Evoquons-les.

II. — Arrêtons-nous devant les vallées et au milieu des peuplades où naquit Marie, arrêtons-nous-y avec recueillement et aussi avec un respect religieux. Nazareth les mérite tout entiers. Cette Babylone de Sémiramis, avec ses jardins suspendus et ses palais gardés par des colosses de porphyre ; cette Memphis aux cent portes, où Isis devait avoir des temples de mille colonnes ; cette incomparable Alexandrie de Cléopâtre, qui allait répandant dans le monde, tel un essaim d'abeilles bourdonnantes, des pensées divines, ne donnèrent jamais le jour à des êtres aussi indispensables au bonheur de l'humanité, que cette Vierge-mère Marie, tendre, modeste, humble, simple, destinée dans les desseins de la Providence à renouveler la vie morale, et, en la renouvelant, à régénérer le genre humain et à délivrer le monde de l'esclavage. Les voyageurs, comme Stapfer, qui ont parcouru la Palestine en tous sens, en hommes de grande science, nous rapportent que Nazareth s'est conservée telle qu'elle était au temps de Jésus. Les cités objets de la convoitise des conquérants souffrent de grandes invasions et se transforment, au cours impétueux des temps, par suite de changements incessants et continuels. Mais ces hameaux, perdus comme d'humbles nids dans les recoins abandonnés d'une vallée, au pied de collines que n'ont jamais foulées les hordes guerrières, au sein de pays ignorés, préservent et conservent leur physionomie primitive, grâce à la vertu même de leur modestie, comme Pompéi et Herculanum, ensevelies sous les laves du Vésuve, doivent à cette protection d'avoir été préservées des outrages de l'air et de la lumière. Il ne reste rien de la Jérusalem du temps des prophètes, ni même de celle de l'époque de Jésus. Alexandre, les ambitions des dynasties des Séleucides, Pompée, Vespasien, Titus, l'Arabe un jour, le Mongol un autre jour, les Croisés même ont causé là plus de catastrophes que n'en aurait produit un tremblement de terre. Nazareth, au contraire, comptant à peine quatre mille habitants au premier siècle, ignorée complètement par Josèphe, qui ne la mentionne pas dans ses livres d'histoire, oubliée même par le Talmud, si prolixe et si minutieux, distante de Jérusalem de vingt-cinq lieues et à neuf heures de Capharnaum, est demeurée heureuse dans l'ignorance qu'on avait d'elle et dans son abandon. C'est pourquoi on peut voir encore le chemin où marcha Jésus, l'endroit où s'élevait son établi de menuisier,

la colline au sommet de laquelle il pria tant de fois, la fontaine où Marie venait journellement puiser l'eau nécessaire au ménage, dans son amphore qu'elle rapportait pleine, la balançant harmonieusement sur sa tête.

Renan aussi a visité il y a quelques années, en compagnie de sa sœur, ces sites privilégiés et les a décrits comme Stapfer. L'air lui a paru vif, le climat salubre. La population offre, avec ses maisons semblables à de vieilles citernes, un aspect des plus modestes, comme toutes les petites populations de l'Orient. La désolation de la Palestine n'arrive pas jusqu'à la contrée habitée par ces heureuses populations ni jusqu'à leurs jardins verdoyants. Autour de cette fontaine, au temps de Marie, se réunissaient toutes les jeunes filles du pays, venant là puiser leur eau. Antonin martyr, cité par le même Renan, nous rapporte que le type de ces femmes, toutes à demi syriennes, est d'une telle beauté que les personnes pieuses du VIe siècle l'attribuaient à la naissance et à la présence de Marie, qui avait légué comme signe héréditaire à ses aimées compatriotes sa grâce et sa beauté qu'elles doivent garder jusqu'à la fin des siècles. Le grand écrivain français dit aussi que du fond où se trouve Nazareth on voit le ciel plus étroit; mais, à mesure qu'on gravit une des collines avoisinantes et qu'on regarde de tous côtés, on entrevoit les vallées du Jourdain, les hauts plateaux de la Pérée, reflétant les réverbérations d'un ciel incandescent, les terres de Sichem, célèbres par les figures sacrées des patriarches; d'un côté se dresse le Thabor, comparable à un tendre et beau sein, et dont parfois la rotonde sphérique semble faite de lapis-lazuli ; de l'autre côté le mont Carmel, exhale un encens de poésie et renvoye les rayons du soleil frappant son cône abrupt, qui prend successivement les teintes de l'opale, de l'émeraude, du saphir et du rubis, suivant les réverbérations des rayons solaires sur ses arêtes. Plus loin, c'est, derrière les cordillères de Saphed, le golfe de Raifa, et ses eaux confondues à première vue avec le ciel, marquent une ligne imperceptible d'azur, céleste comme toutes celles que dessine et colore la Méditerranée dans ses splendides horizons, horizons bien dignes de ces âmes qui voltigeaient poussées par ses brises et absorbées dans les resplendissements de son éther.

III. — Passons à l'endroit de la nativité, à Bethléem. Comment, Joseph et Marie ayant leur résidence dans la ville de Nazareth, Jésus est-il né à Bethléem? Les apôtres et les évangélistes en donnent deux explications : d'abord une expatriation des saints époux, fuyant les vexations d'un cens universel ordonné par Auguste, dans sa passion de connaître l'étendue de son empire ; ensuite un véritable ordre divin voulant qu'un descendant de David comme Jésus naquît dans un endroit lié par le souvenir à David, comme Bethléem. Inutile de dire que les écrivains pieux ne veulent voir mis en doute par aucun érudit le cens ordonné par Auguste. Cependant ce fait est rejeté par les écrivains rationalistes sans exception; ceux-ci nient absolument cette assertion, disant qu'il n'en est fait mention dans aucun document authentique, alors que des ordonnances analogues ont été enre-

gistrées et connues. Beaucoup s'étonnent que des écrivains romains d'une autorité incontestable aient omis de citer un édit promulgué par Auguste, eux si habitués à inscrire dans leurs annales d'autres actes de l'empereur bien plus ordinaires et de bien moindre importance. Ils trouvent étonnant aussi que pour que Jésus naquît à Bethléem, village si éloigné, ses parents s'y soient rendus par des chemins très dangereux en cette saison. Strauss se révolte contre la narration évangélique, assurant qu'elle a été exclusivement dictée par l'ambition des hommes d'autrefois d'unir et de relier la maison du Rédempteur Jésus-Christ à celle du vieux roi David. Mais, comme les prophètes avaient désigné Bethléem comme berceau du messianisme, Mathieu et Luc ont voulu donner au Messie Bethléem comme lieu de naissance.

A toutes ces raisons, les rationalistes ajoutent que les contemporains de Jésus ne l'ont jamais appelé Bethléémite, mais au contraire Nazaréen. Ceci dit, nous considérons qu'on ne peut, avec une critique aussi étroite que celle de Strauss et de Renan, pénétrer les expansions religieuses de l'humanité. Les mêmes qui nient et combattent la tradition chrétienne lui découvrent de nombreux antécédents dans les traditions de l'Inde. Là aussi, une jeune femme met au monde un sauveur nommé Krichna, tout en restant vierge; des bergers, avertis par des voix célestes, partent à la recherche de l'incarnation mystérieuse de leur Dieu et la trouvent au milieu de la nuit; le veau est là aussi un animal symbolique; les étoiles brillent à cette heure solennelle d'une lueur plus étincelante, les esprits et les génies célestes chantent en chœur, apportant à la nature et à l'esprit une joie éternelle. Laissons le genre humain enfermer comme il lui plaira dans des symboles et des traditions ces divines vérités religieuses, mais avouons qu'elles ont délivré l'humanité après l'avoir poussée dans les mystérieux chemins du progrès.

IV. — Le plus grand de tous les prophètes hébreux, l'incomparable Isaïe, prédit aussi les miracles messianiques et l'apparition de lumineuses étoiles rassemblant les rois des contrées les plus éloignées pour qu'ils apportent au pays de David, aux jardins du roi Salomon, de l'or et de l'encens de Saba, des chameaux de Madian, des dromadaires d'Elfa, de l'ivoire de la noire Ethiopie, de la myrrhe d'Arabie, présents et tributs de cent peuples. David annonce la même chose dans son psaume quarante-cinquième, quand il montre comment le Promis s'est paré à cause de la grâce que Dieu avait versée sur ses lèvres, parce qu'il aimait la justice et haïssait la méchanceté; aussi a-t-il été oint de l'huile de joie; la myrrhe, l'aloès et la casse ont parfumé ses vêtements; il a reçu l'or d'Ophir, les brocarts de Tyr, les perles de Tarsis, l'encens d'Arabie. Après cela il n'y a plus qu'à admettre cette tradition, transmise de siècle en siècle, montrant les rois d'Orient guidés par une mystique étoile de lumineuse splendeur jusqu'à la crèche de Bethléem. Cette tradition séculaire signale Tarsis, l'Arabie et l'Ethiopie comme les pays respectifs de tous ces rois mages. L'Ethiopie était alors comme une contrée mystérieuse impénétrable, et l'Arabie comme un perpétuel encensoir. De

cette terre noire couverte de beaux et antiques temples, tous remplis de sanctuaires taillés dans l'ivoire et l'ébène, sortaient des myriades d'idées. De l'Arabie venaient tous ces parfums brûlés sur les autels hiératiques, et dont la fumée se perdait dans un air vraiment sacré. En conséquence, la foi, engendrée par tant et tant de grands prophètes, répandue sur tant et tant de générations créatrices, âme de cent peuples, animant toutes ces figures venues à Bethléem, leur donnait une si vivante réalité, qu'on ne peut faire autrement que de la reconnaître et de l'accepter parmi toutes les autres vérités de l'histoire. Cette tradition durable s'est peu à peu complétée dans le temps et dans l'espace. Les Evangiles n'ont pas nommé ces rois, mais la tradition catholique les a baptisés de noms qu'elle a transmis de lèvres en lèvres jusqu'à ce qu'elle les fixât d'après les noms admis par les croyances vulgaires. Depuis le dixième siècle, ils s'appellent Balthazar, qui signifie roi de l'aube et de l'aurore, Melchior qui veut dire roi de la pleine lumière, Gaspard, synonyme de diadème de l'obscure Ethiopie. On pourra fixer la fête des Rois au 6 janvier, même plus tôt ou plus tard; les critiques pourront marquer du cachet de l'invraisemblance et de l'absurdité certaines traditions pieuses au sujet de tels ou tels potentats dont parle la liturgie : elles n'en vivent et n'en règnent pas moins aujourd'hui parmi nous. La nuit du 23 juin, celle du 24 décembre, les veilles des jours de naissance de saint Jean et du Christ ont pour complément la veille de la fête des Rois. Tous les enfants reçoivent encore quelque présent des vieux et séculaires monarques ; tous les voient passer en rêve avec leurs turbans dorés et blancs, le manteau d'hermine et de pourpre sur les épaules, les calices d'or à la main, chevauchant sur leurs montures aux harnachements brillants, précédés par les étoiles du ciel qui font descendre sur eux comme un rayon d'arôme et d'encens à travers les espaces infinis.

Jadis, dans notre foyer, quand nos âmes d'enfants s'ouvraient comme des fleurs d'arbustes à toutes les abeilles et à tous les papillons ; quand nous croyions et que nous espérions, les larges manteaux de nos cheminées champêtres laissaient pleuvoir les dragées et les bonbons qui blanchissaient les noires pierres du foyer comme sous une douce neige de sucre. Et nous ne pouvions nous contenter de la joie immense de la veille, il nous fallait une autre réjouissance le lendemain matin.

Quelle émotion remuera jamais plus nos cœurs que celle que nous causaient les Rois pendant cette nuit-là, et quand, au réveil, nous allions à la découverte aux fenêtres de notre chambre ? Je me souviens qu'une année les Rois m'apportèrent une petite corbeille blanche, toute pleine de bonbons et ornée de rubans multicolores, petite corbeille sur le bord de laquelle tremblaient de petites fleurs faites de fils argentés et des oiseaux imités par des soieries éclatantes aux nuances changeantes et multiples. Aucune fleur des champs ne m'a causé depuis un tel enthousiasme, aucun oiseau du ciel ne m'a plus transporté, sur ses ailes et par ses chants, que ces fleurs et ces oiseaux du temps jadis, parlant de la religion de mes ancêtres, de l'église du

foyer, de la vie du cœur, parce qu'ils venaient des mains de ma mère, grandissaient à la chaleur de son amour et s'illuminaient aux rayons de ses yeux. Voici la grande réalité vivante de toutes ces traditions religieuses. Ce sont des guirlandes d'idées qui relient ceux qui furent hier à ceux qui sont aujourd'hui, ceux qui sont aujourd'hui à ceux qui naîtront demain. Telle est leur irréfutable vertu. En ces jours de Noël c'est avec une grande joie que je me souviens de mon enfance lointaine. Mais, hélas! que de tristesses dans l'année courante nous menacent, combien aussi d'horribles conflits! Tant d'écrivains m'ont demandé mon avis sur Cuba, les Philippines et l'Amérique, que je résume ici mes idées à ce sujet, au risque de me répéter et de les répéter.

V. — Il me faut d'abord établir d'une manière définitive mon rôle et mon ministère politique en Espagne, afin que personne ne puisse se dire trompé. Tous les journaux intransigeants disent « à cloche fêlée » que je représenterai bientôt à la tête du ministère démocratique la dernière transaction entre la monarchie et la démocratie espagnoles. D'autres ont insinué que si, par suite de quelque éventualité, le parti libéral remplaçait son illustre chef, qui gouverne un groupe si important, je serais ce nouveau chef. C'est méconnaître tout mon passé historique que d'émettre de semblables aberrations. D'abord, je suis républicain et j'espère mourir républicain.

Par conséquent, je ne puis présider aucun gouvernement, ni même aucun parti, qui inscrive comme premier article de foi dans son *Credo* la Monarchie. J'écris l'Histoire du XIXe siècle, aujourd'hui sous presse, et là je reproche précisément aux Girondins d'avoir accepté le gouvernement monarchique, alors qu'ils étaient partisans du régime républicain. Eh bien! je ne ferai jamais ce que je condamne chez autrui. Quoique la monarchie bourbonienne se démocratise, — elle qui s'est déjà démocratisée, — jamais je ne ferai ce qu'a fait mon homonyme et collègue de l'Institut, Emile Ollivier, quand l'Empire fut devenu libéral. En outre, je n'accepterai jamais de fonctions publiques me forçant à des relations fréquentes avec les monarques et à des visites au palais. J'ai refusé, il y a quelques années, la présidence d'une société comme celle des Écrivains et des Artistes, parce qu'elle devait se présenter devant Alphonse XII, et que moi, avec mon caractère naturellement républicain, je ne pouvais présider une présentation de ce genre. Je ne me souviens plus dans quelle crise présidentielle du Congrès, libéraux et conservateurs s'entendirent pour me proposer comme président « à l'anglaise », neutre entre tous les partis, nommé par tous, stable malgré les changements de situations et de gouvernements. Cela ne fut qu'une simple conversation, car restait la nécessité pour un président d'entretenir des relations constitutionnelles entre le Parlement et le Roi. Certes, quelles que soient les crises que le pays ait à traverser, je ne me prêterai jamais à une combinaison politique qui exige l'abandon des idées que j'ai professées pendant ma vie, et une offre de service à la Royauté, offre qui répugnerait absolument à ma conscience et renierait mon histoire. Ma position est analogue à

celle du monarchiste Berryer en face de la monarchie de Louis-Philippe et de la République de 48.

VI. — Mais je fais plus que ce que fit Berryer, quoique je sois enfermé dans ma vie privée. J'avais un journal très répandu, je l'ai laissé. J'avais un parti nombreux et très bien organisé, je l'ai dissous. J'avais une représentation au Congrès, je n'y ai pas paru dans ces six dernières années. Les électeurs de Huesca, fidèles et tenaces comme de bons Aragonais, m'ont nommé avec persévérance, mais, comme à présent je ne veux ni prêter serment ni siéger, j'attends d'eux qu'ils prennent la résolution de ne plus me nommer de nouveau, mais, au contraire, de m'aider dans la résolution que j'ai prise de m'enfermer dans la vie privée, dans laquelle seulement je pourrai me mettre en communication fréquente avec le public, par mes articles dans la presse aussi bien nationale qu'étrangère, par mes livres auxquels je fais des retouches tous les jours : « *Nulla dies sine lineâ* ». Retiré dans ma vie privée, j'ai conseillé à ceux de mes amis qui n'avaient pas comme moi, de compromis avec la République et son histoire, d'entrer chacun dans le parti conforme à ses idées parmi tous les partis militants. Et quel était ce parti? C'était la gauche démocratique et radicale des partis monarchiques, groupe le plus voisin d'eux par l'espace et la pensée, depuis que la majorité des républicains militants ont choisi pour doctrine le socialisme et pour méthode la révolution. L'Espagne est une République.

Si demain nous étions forcés de lui donner un nom, nous lui laisserions celui qu'elle a, conférant seulement au Président quelques pouvoirs exécutifs en plus de ceux dont jouit le Roi, pour cette raison que les pouvoirs amovibles et responsables ne peuvent professer la neutralité et l'indifférence inhérentes aux pouvoirs irresponsables et héréditaires. Un jour de l'année 1792, Louis XVI causait avec Lafayette après l'envahissement des Tuileries par le peuple ; le général défenseur de la liberté des deux continents lui dit : « Je veux en France la constitution américaine présidée par Votre Majesté et par ses héritiers ». Un autre jour, quand partirent définitivement les Bourbons, et que Louis-Philippe, à titre de révolutionnaire, réalisa le rêve de beaucoup de conventionnels et de constituants, la représentation par la seconde branche — comme en Angleterre — des nouvelles idées progressives, un républicain aussi avancé que l'abbé Grégoire alla jusqu'à s'écrier : « Il semble impossible que nous ayons une République avec Roi. Mes amis ont fait ce que j'aurais fait dans leur situation, car ils n'ont pas une histoire comme la mienne, personnelle et propre à raconter : ils sont entrés dans le parti le plus radical du gouvernement monarchique pour servir ce parti comme cette monarchie avec loyauté et avec honneur.

VII. — Tous ces principes libéraux étant établis, il ne reste plus maintenant qu'à les conserver. Le parti libéral a su les établir, le parti conservateur saura les garder. Mon désir aurait été de compléter une semblable œuvre par un budget de la paix, qui, soutenant l'armée et la conservant sur un bon pied, n'aurait pas négligé les dépenses nécessaires à la défense nationale et

à l'entretien du matériel, un budget qui aurait augmenté les ressources disponibles et diminué les dépenses excessives, capable en un mot de subvenir à tous les services activement et largement, jusqu'à l'établissement d'un parfait équilibre, moyennant lequel notre valeur aurait augmenté, et avec elle notre crédit sur toutes les places. Cela n'a pas été possible : trois guerres, celle de Melilla, celle de Cuba, celle des Philippines, ont détruit ces plans, et je ne vois d'autre remède que de les renvoyer à de meilleurs jours. Aujourd'hui l'Espagne est en guerre et ne rêve que combats.

Le pays s'est élevé dans cette situation à cette grande hauteur d'âme que le monde et l'histoire étaient en droit d'attendre de son origine et de sa nature. A-t-on besoin d'hommes ? Comme la première armée qui foula du pied la terre d'Amérique fut une armée espagnole, la plus forte aussi qui ait jamais été des rives du vieux monde à celles du nouveau est une armée espagnole. Y a-t-il besoin d'argent? Un emprunt se trouve aussitôt couvert comme seuls peuvent le faire des peuples de premier ordre et possédant des ressources abondantes. A t-on besoin de force morale? Il n'y a pas à craindre qu'un gouvernement présidé par mon éminent ami, M. Canovas, oppose aucun obstacle, ni qu'on lui suscite aucune difficulté d'aucun côté. Il compte sur tous et il nous représente tous. Cette grande sollicitude témoignée aux enfants et aux femmes des héros, comme si tous les Espagnols formaient une seule famille; cette persistance des agriculteurs de Valence à refuser les fruits de leur Éden à ceux qu'ils considèrent comme les ennemis de leur patrie : autant de preuves que notre Espagne est, comme toujours, la nation des sentiments exaltés, de l'idéal continuel, du culte de l'épique histoire nationale. Le mouvement cubain s'est produit dans un moment bien inopportun. D'abord, nous avions aboli la traite, qui subsista si longtemps à l'encontre des lois internationales; nous avions détruit l'esclavage. Les hommes libres, qui jouissaient d'une douce protection, obtinrent son affranchissement. D'abord, à Porto-Rico, grâce au dernier gouvernement de Don Amédée et au premier de la République; ensuite, à Cuba, grâce aux premiers gouvernements de la Restauration, la servitude prit fin et une ère s'ouvrit de libertés fondamentales et de considération sociale telles que cette race n'en aurait pu jouir ailleurs. La représentation de Cuba au Parlement a été admise. On lui a donné une liberté de conscience, d'enseignement, de presse, de réunion, d'association, telle qu'en possède l'Espagne. Le parti libéral présenta aux Cortès un projet de gouvernement autonome de l'île. Une transaction fut votée entre l'extrême gauche républicaine et l'extrême droite carliste, et cette grande transaction fut décrétée, pour être approuvée aussitôt par les pouvoirs législatif et exécutif. Nous entrions dans la féconde période évolutive progressiste. Un peuple qui entrait dans ces voies, indiquées comme celles du progrès par la sociologie la plus savante, avait-il le droit de se révolter? Non, mille fois non. Jamais les Cubains n'ont servi dans l'armée espagnole. Ils ont été imposés le moins possible; ils jouissaient des mêmes droits nationaux que

les autres Espagnols. Ils allaient avoir plus de participation au gouvernement proprement dit que nous n'en avons nous-mêmes, et ils se soulèvent! Aussi leur soulèvement équivaut-il à un suicide.

VIII. — Le peuple espagnol ne peut parler d'autre chose que de la guerre. Il lutte et il luttera contre tout et contre tous jusqu'à ce qu'il ait dépensé son dernier centime et versé sa dernière goutte de sang. Personne ne pourra le faire sortir de cette voie ni l'empêcher de rétablir par les armes une souveraineté combattue par les armes. Les Cubains, avec n'importe quel peuple, auraient perdu par la révolution ce qu'ils avaient gagné à l'évolution. S'ils avaient été Américains au lieu d'être Espagnols, les États-Unis auraient déclaré leur pays comme faisant partie de leurs états, et ils auraient considéré les Cubains comme des rebelles et auraient traité le pays de la même façon qu'ils ont traité tous ceux qui leur ont fait la guerre, noirs ou blancs, Indiens ou Européens. Mais le peuple espagnol a pris la résolution d'être aussi implacable durant la guerre qu'il sait être généreux après la victoire. Il importe à sa vie de ne pas aller s'unir à une île changée en cadavre, il importe à sa liberté de ne pas chercher à s'adjoindre une esclave capable de diminuer et de corrompre cette liberté. Cuba ne sera jamais une Pologne d'au delà de l'Océan. L'illustre chef des conservateurs, en continuant le combat à outrance, juge insuffisantes les réformes votées et se propose de les élargir quand le triomphe de notre armée aura laissé sauf l'honneur de notre peuple. Il ne faut pas parler du chef des libéraux : son histoire est une suite de compromis avec la liberté, compromis auxquels il ne manque pas et ne manquera jamais. Par ce qu'on connaît de l'opinion publique, on peut déduire qu'elle désire joindre à la guerre implacable une méthode de réformes. Les deux sont nécessaires, les deux compatibles avec les sentiments d'une grande nation qui a lutté ce siècle-ci plus qu'aucune autre pour sa propre liberté ou pour celle de tous les peuples. Il ne coûte à l'Espagne ni grand effort, ni holocauste, ni sacrifice d'aucun genre pour donner plus de latitude au gouvernement des Cubains par eux-mêmes et pour introduire un nouveau système libéral et progressif dans les relations commerciales de l'île avec le monde, sous la protection et la sanction d'une vaste liberté. Nous sommes indignés et révoltés de voir les Américains, eux qui ont lutté contre les Indiens et les Séparatistes, profitant de tous les moyensqui [se trouvaient à leur portée et employant toutes les rigueurs imposées par l'instinct de conservation, intervenir aujourd'hui dans nos affaires privées et nous appeler des cruels. Et cela quand l'histoire des deux Amériques nous montre celle du Nord exterminant les races indigènes qui se trouvaient sur son territoire, tandis que l'Espagne aujourd'hui conserve ses populations et que même les peuples les plus civilisés d'origine espagnole sont en rapport avec elles et les ont élevées, grâce aux sentiments les plus humains, jusqu'à ces hauteurs où elles sont arrivées. C'est aussi ce qui a créé à l'Espagne mille difficultés politiques, que les Américains n'ont pas expérimentées, eux qui sont incapables de considérer

d'égal à égal les peuples jugés par eux comme inférieurs, qui brûlent leurs forêts vierges pour y faire périr les Peaux-Rouges, afin qu'ils les laissent vivre en paix à leur guise sur des terres dévastées par le feu et sur les ruines des tribus exterminées.

IX. — Certes je crois distinguer bien clairement entre les Américains purement saxons, — que nous pourrions appeler, non des aborigènes, puisque les aborigènes sont les Indiens, mais des indigènes qui ont revêtu la nature américaine de la nature vraiment sociale par l'introduction du christianisme, de la République, de la démocratie et de l'industrie, — et ces flibustiers, ou pirates de mer, venus des quatre coins du monde et prétendant étouffer la race saxonne pure et nette, comme, dans l'empire romain, ces étrangers arrivés de tous les pays connus avec les peuples d'origine servile, finirent par noyer le peuple-roi, allant jusqu'à l'obliger à quitter ses vêtements, insignes distinctifs de sa qualité et de son origine, pour qu'aucun œil humain ne pût s'apercevoir qu'il restait des Romains dans Rome. La constitution américaine, pour sa part, a distingué entre les Américains et les émigrés; elle a exigé la condition d'être né en Amérique pour pouvoir exercer la dignité présidentielle. Elle a bien fait et l'on peut voir aujourd'hui quelle différence il y a entre la prudence de Cleveland et la folie des partisans de la guerre. Il y a autant de différence entre la tête des flibustiers et celle du Président qu'entre la tête de l'immortel Franklin et celle du sauvage. Aussi ne faut-il pas s'inquiéter du bruit fait par les aventuriers avides de conquêtes; ils ont, pour former contraste avec eux, l'esprit de mesure et de prudence d'un Président dont le nom honore non-seulement sa race et son pays, mais toute l'humanité et le monde entier. Les États-Unis, après avoir employé le mode de désignation et de nomination présidentielle en usage en Allemagne pour le choix des empereurs, voulurent, dès le début, avoir une fédération aussi large que celle des Pays-Bas et de la Suisse. Mais, n'ayant récolté de là que des fruits amers, des tristesses et des désordres, ils réformèrent leur régime et en établirent un définitif — celui actuellement en vigueur — leur vieille constitution sacrée. C'est elle qui a donné une prédominance salutaire à la Présidence, qui nous a délivrés aujourd'hui de la reconnaissance de la belligérance, de celle de l'indépendance cubaine, de l'acte téméraire d'une intervention, projets insensés qui nous auraient jetés dans une guerre inévitable. Comme a procédé Cleveland procédera Mac-Kinley. Un républicain doit travailler encore plus qu'un démocrate à empêcher les belliqueux de causer une guerre de laquelle sortiraient aussi maltraités et anéantis vainqueurs que vaincus, et qui romprait bruyamment le lien providentie lunissant, à travers l'espace et le temps, le Vieux Monde au Nouveau, pour le bien de l'humanité et la gloire de toute la terre. J'extrais du message de Cleveland la partie positive, celle qui selon moi présente le plus d'intérêt : celle qui s'oppose à la belligérance ; s'il ne reconnaît pas la belligérance, à plus forte raison ne voudrait-il pas de l'indépendance, et, s'il ne veut pas de l'indé-

pendance, il s'opposera d'autant plus à une intervention pacifique. S'opposant à une intervention pacifique, il s'élevera à plus forte raison contre l'intervention armée. Il sait en effet que son ministère dans le monde est un ministère de liberté. Or, la liberté suppose la paix, parce que la guerre cruelle, laissant de côté tous les principes juridiques, foulant aux pieds le droit humain, mettant force contre force, violence contre violence, ne serait autre chose qu'un despotisme luttant contre un autre despotisme, qui, après s'être organisé pour l'entreprise d'une conquête extérieure, s'organiserait pour l'oppression du pays, et cela jusqu'à confondre ce despotisme avec l'œuvre de Washington, et jusqu'à y substituer un empire césarien; l'établissement inévitable de ce régime arriéré nous ferait retourner en arrière en nous précipitant dans l'esclavage et dans la barbarie.

X. — Sur quelles raisons les États-Unis appuieraient-ils leur intervention? Vers où marchent les Antilles au milieu de ces troubles? Les Américains furent on ne peut plus troublés lors de la guerre de séparation, et personne ne vint pour les contenir ni pour rétablir l'ordre; il fallut qu'ils travaillassent à l'obtenir eux-mêmes, à l'aide de leurs seules forces et de leur seule volonté collective. Le principe de non-intervention est un principe rudimentaire de la démocratie moderne. Pour lui et par lui prit naissance la doctrine de Monroë empêchant l'intervention en Amérique de la terrible alliance des despotes européens. Nous tous, démocrates, nous nous sommes opposés à l'intervention de la France à Rome et à la coalition des trois nations européennes au Mexique. L'intervention de l'Autriche en Italie, tolérée par les rois, fut décidée au milieu des anathèmes de la conscience humaine.

De ce qu'un peuple traverse une période troublée et de ce que son commerce avec les autres peuples soit en souffrance, on ne peut déduire une raison suffisante d'intervention. Pour grand que soit le commerce entre l'Amérique et Cuba, il ne va pourtant pas jusqu'à atteindre l'importance de celui qui se fait entre l'Amérique et l'Europe. Le commerce américain souffrira beaucoup de la guerre civile à Cuba. Le commerce européen souffrit bien plus de la guerre civile des Yankees, pourtant personne ne songea à intervenir dans ce conflit. Des guerres aussi terribles que celle de Cuba éclatèrent en Sicile et en Irlande. Aucun peuple européen n'a demandé à intervenir en Sicile, quoique celle-ci se trouvât sur la route de tous les grands marchés orientaux et fût une escale de première importance dans la Méditerranée européenne, comme Cuba l'est dans la Méditerranée américaine. Les voix des partisans de la rébellion cubaine en Amérique ne sont rien devant les cris des partisans des rébellions irlandaises, là aussi, et ces partisans ont trouvé pour les présidences et les élections américaines plus de fils de l'Erin bénie, qu'ils ne trouveront de fils de l'île qui est le fleuron et la perle des Antilles; personne pourtant n'a cherché à intervenir, quoique la question extérieure irlandaise fût presque arrivée à être une question intérieure américaine. Si, sous prétexte de ces troubles, les États-Unis veulent inter-

venir à Cuba, pourquoi ne font-ils pas de même avec les îles Lucayes, si voisines ; avec Saint-Thomas, qui a voulu à plusieurs reprises se séparer violemment du Danemark ; avec Saint-Domingue, incendiée par des discordes et des guerres continuelles ; avec la Jamaïque, où les révoltes des nègres sont arrivées aux dernières limites ; avec Curaçao, dont les ingérences dans les affaires d'Amérique faillirent produire des conflits et des conflits très graves entre le Venezuela et la Hollande? Si les États-Unis veulent expulser les gouvernements européens de l'Amérique et exercer leur protectorat sur toutes ces mers, ils devront chasser le peuple français des petites Antilles, le peuple espagnol des grandes Antilles, le peuple anglais de la Jamaïque, le peuple danois de Saint-Thomas, la Hollande et les Hollandais de nombre de récifs et d'îlots qu'ils possèdent aux environs de l'Amérique centrale.

La nature et l'histoire ne veulent pas que les îles soient régies par les mêmes lois que les continents, mais au contraire qu'elles servent d'intermédiaires entre les terres fermes de tout le globe, comme le font les îles Ioniennes entre l'Asie et l'Europe, les îles Baléares et les Canaries entre l'Afrique et l'Europe, les Antilles et les Lucayes entre l'Amérique et l'Europe. Tout ce groupe d'îlots faisait partie du continent atlantique submergé, qui devait s'étendre du cap Yucatan aux côtes de Cadix, mais ils ont des particularités multiples dans leur nature et diffèrent par là de la nature du continent américain. De même qu'ils offrent certaines particularités distinctives dans le domaine naturel, ils en ont aussi dans le domaine social ; ils présentent certains points avancés facilitant la communication des peuples entre eux, pour le bien de l'humanité, car, comme il y a une âme de l'individu, il y a une âme du peuple ; comme il y a une âme du peuple, il y a une âme du continent, et, comme il y a une âme du continent, il y a une âme du monde qui fait vivre l'humanité. Nous ne devons pas méconnaître cette vérité après tant de révélations et de révélateurs, tant de sacrifices et tant de martyrs, au cas où l'on voudrait allumer une guerre universelle qui serait une universelle barbarie.

XI. — Je méconnaîtrais ma patrie si elle manquait à sa promesse d'achever et de couronner ses victoires par les deux réformes nécessaires, la réforme politique et la réforme économique, beaucoup plus réalisables que la trop périlleuse réforme sociale de l'émancipation des nègres. Nous continuerons ce qui a été commencé, le développement progressif d'un système, inauguré par les réformes de Maura et d'Arbazuza, reconnu comme devant être salutaire aux deux Antilles par les deux chefs, l'un conservateur et l'autre libéral, du groupe gouvernant. Après avoir fait cette réforme déjà commencée, celle qui devait le plus nous coûter, le gouvernement de Cuba par elle-même, à plus forte raison consentirons-nous à celle qui nous coûte moins, la liberté commerciale. Chez un peuple patriote comme le nôtre, jamais un intérêt égoïste ne pourra prévaloir sur l'intérêt commun de la patrie, et jamais le privilège né du désir de la protection d'un pays ne trou-

blera une paix après laquelle nous soupirons tous, à la condition que notre souveraineté sur Cuba ne diminue pas et que notre honneur national demeure intact. Cette liberté commerciale, proclamée par un gouvernement absolu l'an 1818, peut bien être concédée aujourd'hui par des gouvernements libéraux comme le nôtre, présidés par de grands et d'illustres hommes d'État, aux idées modernes, dans l'intérêt et au profit de l'échange universel.

Tandis que les États-Unis se signalent comme présidant la réaction protectionniste à travers le monde entier, le peuple espagnol n'acceptera jamais cette manière d'agir inconséquente : convaincu que les Antilles le placent comme médiateur entre les deux Amériques, il remplira ce rôle, enlevant volontiers les difficultés et les obstacles qui subsistent encore dans l'échange universel. Le président Cleveland était, comme moi, bien persuadé d'une telle vérité, quand il écrivit son message favorable à l'Espagne, aussi non seulement dit-il que les rebelles ne peuvent aspirer à la dignité ni au titre de belligérants, mais il rappelle encore la découverte de l'Amérique par nous, ainsi que les forces cachées dans le sein de notre nation, appelée par le Ciel aux providentiels destins qui la font propagatrice de la paix et de la liberté dans l'Amérique, pays qui porte le sceau espagnol depuis les régions riveraines du Saint-Laurent jusqu'aux contrées voisines du cap Horn. Il la montre encore comme étant dans l'histoire des peuples américains ce que fut Rome dans l'histoire des peuples européens, car si Rome dans l'antiquité fit le vieux monde, l'Espagne dans les temps modernes a fait le nouveau. L'incompréhensible pour moi c'est cette proposition insensée, si favorablement admise par le comité des affaires étrangères, demandant, chose impossible, que soit reconnue l'indépendance cubaine. Pourrait-on trouver une plus grande insulte faite au peuple espagnol et une plus grande dérogation à toutes les lois admises pour les rapports entre peuples dans le droit international ? La ligne de conduite tracée par les États-Unis, ligne traditionnelle, base du droit des gens, s'oppose à toute intervention dans les pays étrangers. L'Espagne et la France ont contribué à l'indépendance de l'Amérique dans son conflit avec l'Angleterre. Quel secours prêta l'Amérique à l'Espagne ou à la France, alors que cette dernière eut vu sa démocratie transférée par La Fayette et Franklin sur le sol américain, sous la menace d'une coalition entre tous les rois européens; quand elle se vit compromise par l'indépendance de tous les peuples et sa propre indépendance et de plus en face du conquérant et de la conquête, Washington a-t-il proclamé un code de neutralité? Qu'a fait l'Amérique pour l'indépendance des colonies espagnoles? Donna-t-elle plus de force à la loi de neutralité ? Quand reconnut-elle leur indépendance ? C'est après quinze ans de guerre, quand par suite de nos conflits avec l'empire français et de l'incapacité de Ferdinand VII, les nouvelles républiques eurent triomphé sur toute la ligne. Les États-Unis reconnurent les nouvelles nations américaines l'an 1820, soit deux ans seulement avant qu'elles fussent reconnues par l'Angleterre.

Une commission était venue du Venezuela lui demander du secours, l'an 1810, une autre de Nouvelle-Grenade, l'année 1812, le secours leur fut refusé. Monroë, le célèbre Monroë, fut chargé de fournir des explications à la France pour ne pas l'avoir aidée dans ses moments difficiles ; il allégua que la politique saxonne s'était fait une loi de n'intervenir ni dans le Vieux monde ni dans le Nouveau. Ainsi les Américains n'assistèrent pas aux congrès continentaux proposés par l'Amérique du Sud pour la défense du Nouveau monde contre l'Ancien. Ainsi ils ne protestèrent pas, ou du moins bien faiblement, quand Saint-Domingue s'unit de nouveau à l'Espagne. Ainsi, tenant dans la poche la baie de Panama, sous forme d'un achat fait par le général Grant, ils y renoncèrent, dans la crainte naturelle d'annexions, dont les conséquences seraient le développement de leurs forces matérielles et l'affaiblissement de leurs forces morales, en faisant de leur nation un empire conquérant et ensuite en provoquant le recul de l'Amérique. On me dit qu'il nous est impossible d'éviter le conflit. Ce sera une aussi grande agression que celle, brutale, qui fut conçue à Bayonne en 1808. Nous n'avons pas provoqué l'Amérique. Nous ferons notre possible pour éviter la guerre, excepté nous humilier devant la force ni tacher notre histoire d'aucune indignité. Mais, si les Etats-Unis la déclarent, nous maintiendrons notre droit contre tout et contre tous. Nous ne le croyons pas, nous ne croyons pas plus que l'Amérique, de nation humaine et progressiste se transforme en peuple conquérant et guerrier. Nous attendons cette pénible agression, faisant notre possible pour l'éviter : nous sommes sans arrogance, mais aussi sans peur.

Madrid, 22 Décembre 1896

VII

L'année écoulée — Permanence du caractère et de la destinée des nations. — État de la France. — Socialistes et prétendants. - Graves complications en Angleterre. — Rupture des influences germaniques. — L'Autriche et les peuples chrétiens orientaux. — Constantinople et la Russie. - La politique espagnole. — Mort de Maceo. — Causes de cette mort. — Message de Cleveland. — Les Perses de l'immortel Eschyle sur la seconde scène de France. — Le génie grec et le héros perse. — Le grand-duc de Weimar et les tragédies de Lessing. — Le *Nathan le Sage* de ce penseur. — Idées qui l'inspirèrent. — Sujet de l'œuvre. — Éducation du genre humain. — Réflexions. — La question de Venezuela et l'arbitrage. — Le Transvaal. — L'Égypte et la Nubie. — L'Italie et l'Abyssinie. — Vœux pour la paix et la liberté universelles. — Conclusion.

I. — De même qu'un médecin, ne se contentant pas d'avoir étudié la complexion d'un malade, scrute son hérédité et ses habitudes, un politicien doit nécessairement connaître les antécédents historiques des diverses questions ou problèmes qui se présentent à lui, et ses efforts constituent la coopération partielle correspondant à la responsabilité intrinsèque de chaque homme d'État dans les diverses solutions sociales. Ces solutions ne sont jamais improvisées; elles proviennent toujours de temps et de pensées anciens, suivant une dialectique parallèle, et se reflètent comme dans un miroir, passant, ainsi que dans un stade, sur une même ligne, en une série mystérieuse et continue, au sein de l'immensité de l'espace. Il n'est pas besoin de rappeler combien petite et isolée se trouve notre humble habitation planétaire. L'infini nous entoure de tous côtés. De même que la rétine reflète des feux éthérés déjà éteints, l'esprit reçoit le souffle d'idées oubliées, de dogmes théologiques résolus, qui sont les âmes des générations mortes. La France, par ses lois démocratiques et par sa république libérale, représente les mêmes idées qu'au dernier siècle, lorsqu'elle rénovait le monde par l'Encyclopédie et par la Révolution. L'Angleterre vit de l'idéal conçu par ses trois grands générateurs dans les âges modernes : Élisabeth Ire, Olivier Cromwell et Guillaume d'Orange, grâce auquel elle eut non seulement sa religion nationale propre, mais encore un propre gouvernement national inutilement combattu par les réactionnaires Stuart, et, gardant sa puissance au milieu des mers, vainement attaqué par Philippe II, par Louis XIV, par Charles III et par Napoléon. L'Autriche, après avoir perdu sa suprématie héréditaire sur l'Allemagne, que le génie espagnol de Charles V lui avait

donnée, conserve sa prépondérance sur les peuples orientaux, nouvel héritage de ce roi, depuis que, par nécessité ou de gré, s'unit à son empire la Hongrie, et ensuite, au temps de notre infant D. Ferdinand, la Bohême. La Prusse a gardé la signification qu'elle avait sous les margraves de Brandebourg, réunis dans la ligue de Smalkalde, la ligue qu'incarnait le grand Électeur, adversaire de l'Église catholique, ainsi que Frédéric le Grand, son véritable fondateur : la prépondérance de son protestantisme s'étend sur tous les catholiques de l'Allemagne. Les Scandinaves et les Danois sont en butte aux mêmes luttes intérieures plusieurs fois séculaires; mais ces luttes ne sont pas d'un assez grand intérêt pour présenter un caractère politique ou militaire; les Danois combattent pour l'extension de leur régime parlementaire, marchandé par leur monarque; les Norvégiens et les Suédois se font concurrence, réunis mais non identifiés, les uns démocrates, les autres aristocrates, les uns libre-échangistes, les autres protectionnistes, les uns partisans de la France, les autres de l'Allemagne, pour juger la suprématie de leur politique dissemblable.

La Belgique et la Hollande, celle-là tout à fait catholique, celle-ci entièrement protestante, sont aujourd'hui en rivalité, comme au temps où elles se séparèrent, deux fois en trois cents ans, après avoir été réunies d'abord par Charles le Téméraire, ensuite par la Sainte Alliance. Les Gibelins du Quirinal luttent contre les Guelfes du Vatican, ceux-là rattachés à la monarchie et à la Germanie, comme au siècle du Dante, ceux-ci républicains et français à la fois, comme ils l'étaient déjà il y a huit siècles. La voracité insatiable de la Russie en Asie et les accaparements qui en résultent augmentent sans cesse, tandis que la puissance du Sultan diminue. La Grèce, étoile du matin, n'est pas encore lassée de ses luttes contre Byzance; elle ne s'en fatiguera pas tant qu'elle n'aura point conquis sa complète indépendance. L'Espagne, cette glorieuse étoile du soir, ne pourra davantage renoncer au maintien de son prestige dans le Nouveau Monde, prestige auquel elle a un droit indiscutable par son génie et par le sceau de son histoire.

II. — Telle est la situation politique de l'Europe, situation faite, comme ses terrains géodésiques, à la fois de la succession des idées et de celle des temps. Le développement de la démocratie française provoque un intérêt général et offre des leçons profitables à tous les états libres et à toutes les sociétés progressives. Les institutions républicaines en France ont une existence de vingt-six ans, chiffre auquel en ce siècle n'étaient arrivés ni son premier Empire, ni la restauration des Bourbons, ni la monarchie constitutionnelle de Louis-Philippe, ni l'insignifiante seconde République, ni le second Empire. Ces institutions républicaines ont vingt-six ans, dis-je, et cependant les exaltés n'ont pas encore abandonné leurs utopies, pas plus que les prétendants leurs droits à la couronne. Les premiers, — au lieu de saluer par un chant de triomphe, comme la plus grande réalisation de leurs aspirations, le gouvernement du peuple par lui-même, en pleine liberté, liberté égale pour toutes les classes de jadis aujourd'hui abolies par le droit

humain, et se cristallisant comme, dans la réalité, se cristallisèrent les principes de la révolution obtenus à un si grand prix, — tentent de porter l'économie sociale à des extrêmes incompatibles avec les bases éternelles de notre propriété historique et veulent ressusciter les anciens monopoles toujours entachés de privilèges, comme le furent les anciennes corporations éteintes, alors que le peuple, composé de tous les éléments, ne peut vivre sans la vertu et l'action de principes universels qui lui sont aussi indispensables que l'éther au ciel et l'air à la terre. A côté de ces utopies de communistes insensés, se dressent les convoitises des infatigables prétendants. Il en est plusieurs, mais celui qui les surpasse tous par son impatience, c'est le nouveau favori de l'opinion, le duc d'Orléans, trop révolutionnaire pour les Bourbons, par sa tradition régicide et usurpatrice, et trop Bourbon pour les libéraux, par ses concessions au vieux légitimisme. A l'occasion du mariage de la jeune archiduchesse et du duc d'Orléans, les dames légitimistes ont fait cadeau à leur reine improvisée d'une couronne de théâtre, et il y a eu, entre les donatrices et l'archiduchesse, un échange de phrases irrévérencieuses pour la légalité du régime actuel de la France, et de nature à provoquer une réclamation diplomatique ; aussi les personnes en vue comme l'empereur d'Autriche se sont-elles trouvées dans la nécessité de publier des rectifications autorisées, pour donner satisfaction à la France, ce qui, d'un autre côté, a été vexatoire pour le prétendant.

Tandis que la droite de cette république se laisse ainsi conduire, le socialisme, à gauche, fait des siennes ; il compromet la stabilité républicaine en engageant le peuple le plus conservateur du monde à croire, chose absurde, que la stabilité et l'ordre sont incompatibles avec la liberté, la démocratie et la République. Dans la négation peuvent s'identifier et se confondre même les ennemis les plus irréconciliables, et la négation ainsi formulée : « *complète réforme constitutionnelle* » unit les monarchistes et les socialistes qui la dirigent contre un corps vraiment stable et républicain, le Sénat, et contre une respectable dignité, véritable ancre sociale, la Présidence. Républicain de longue date, j'ai compris, moi, je comprends et je comprendrai toujours ces troubles de la gauche démagogique et de la droite réactionnaire en France ; c'est là le résultat du peu d'intelligence dont le gouvernement a fait preuve en ne se revêtant pas du caractère conservateur nécessaire à sa propre sécurité et utile à la formation d'une majorité parlementaire forte et compacte comme les majorités parlementaires anglaises, afin de mettre d'elle-même un frein moral au progrès et empêcher les déraillements trop faciles, s'il n'y a, pour les éviter, un état fort et un gouvernement stable. La France ne se doit pas seulement à elle-même ; extraordinaire et unique nation, elle se doit aussi à toute l'humanité et à son évolution progressive. L'humanité ne lui demande pas de revenir aux temps épiques de la Révolution créatrice, ni d'être pythonisse dans ses oracles, ni héroïque dans les combats, ni martyre dans le sacrifice, ni de briller comme la première divinité des autels et des rites du droit humain ; elle lui

demande seulement de conserver sa démocratie et sa liberté dans une république, de se donner en grand exemple, et, pour conserver sa liberté et sa république, d'établir un gouvernement stable et conservateur. Les dernières élections sénatoriales, en donnant une grande majorité aux républicains conservateurs, nous ont d'ailleurs montré que la France pense, non seulement à sa conservation, mais encore à celle de la République.

III. — Laissons la France et tournons les yeux vers l'Angleterre. De la politique intérieure de cette dernière nation, il n'est pas grand'chose à dire, car il y règne un calme relatif pour l'exercice d'une féconde et durable liberté ; lui-même, le grave problème de l'Irlande se résout peu à peu avec une lente gradation, suivant la méthode la plus conforme aux lois de l'univers, la méthode de l'évolution. Le plus grand succès obtenu par les Anglais dans l'année courante, se trouve dans la renonciation de Rosebery aux fonctions auxquelles on voulait l'élever; et ce succès a influé non seulement sur la politique intérieure, mais aussi sur la politique extérieure. Rosebery, d'accord avec ses coreligionnaires en ce qui concerne les affaires du pays, ne s'entendait pas avec eux sur celles de la Turquie. Tandis que certains radicaux demandaient l'évacuation de l'Egypte, d'autres exigeaient le retour de Chypre à qui de droit, beaucoup même penchaient vers une intervention armée en Arménie. Rosebery, lui, premier ministre des libéraux, partageait les idées du premier ministre des conservateurs, et ne voulait pas que l'Angleterre se mêlât témérairement au conflit arménien, cause peut-être d'une guerre européenne ; il déclarait également impossible l'évacuation d'aucun des territoires placés à l'ombre du drapeau britannique et gardés par les armes de l'Angleterre. De toute façon, malgré tous les discours chauvins de l'opposition pour des interventions armées en Arménie, on ne pourra agir que selon le bon gré de la Russie.

Dans le seul cours de cette année, cette puissance a imposé des limites aux ambitions japonaises; maintenu l'intégrité de la Chine à l'exception de Formose et des Pescadores; étendu sa sphère d'action à la Corée; imposé sa dangereuse tutelle à la Turquie, tantôt conjurant l'insurrection de Crète, tantôt s'interposant, comme s'il s'agissait d'une question de politique intérieure, dans les relations de l'Europe chrétienne avec la Sublime-Porte. Cette grandeur et ces avantages sont dus à son invraisemblable amitié avec la France et à l'incroyable rupture entre la France et l'Angleterre, qui, unies, contribuaient à la prospérité du progrès humain et qui, séparées, laissent l'hégémonie du globe terrestre au plus grand des despotismes et au plus grand des despotes.

Je sais que jamais, contrairement à ce que l'on craint, l'Angleterre et la Russie ne s'entendront, là-bas, sur les territoires des Mongols, appelés les toits de la terre. Elle qui passe par des conflits tels que ceux qu'ont suscité les possessions de l'Orénoque, le procès de l'île de la Trinité, la lutte armée entre les Hollandais et les Saxons au Cap, l'extension des Indes anglaises due à de récentes acquisitions, le protectorat du Nil, les

expéditions vers la Nubie venant à bout des indomptables Nubiens, le rachat opéré par Gordon dans la nouvelle conquête de Khartoum, — l'Angleterre, qui, pareille au serpent de mer apocalyptique, s'est enroulée autour de la planète, rencontrera mille embarras, mille difficultés. Ne s'est-elle pas déjà trouvée en opposition avec le pouvoir moscovite? Mais pour moi le choix n'est pas douteux : entre la Russie, puissance despotique, et l'Angleterre, puissance libérale, je suis toujours pour l'Angleteterre.

Que la France représente la liberté politique universelle, que l'Angleterre représente la liberté économique universelle, que toutes deux se séparent de la Russie, qui seule représente le despotisme, tels sont les vœux que j'adresse au ciel au commencement de cette nouvelle année, car, s'il répond à mes souhaits, ce sera la prospérité de la paix et de la liberté universelles.

IV. — Le centre germanique de notre continent s'est beaucoup affaibli par suite de l'établissement de l'alliance entre la Russie et la France. Nous avons vu quelques signes de dissidence apparaître entre les facteurs qui font partie de la multiplication allemande, des protestations plus ou moins tacites de quelques souverains, des mécontentements plus ou moins manifestes de quelques Chambres. Mais jamais l'on n'a constaté des symptômes aussi graves de ce mouvement que lorsqu'à Moscou un innocent consul allemand, ayant reçu dans ses bureaux le prince Henri de Prusse, a appelé cortège impérial la suite dont faisaient partie, entr'autres personnages importants, l'héritier de la couronne de Bavière. En même temps, on observait une grande lassitude dans l'armée et une plus grande fatigue encore chez le peuple forcé de subir et de porter une trop lourde charge. Ce qu'il y a de certain, c'est la fréquence des scandales militaires et des procès de trahison provoquant une rupture dans les rouages de cette grande machine si forte et si compliquée. L'état-major général lui-même n'est pas d'accord dans la question des réformes capitales concernant le soutien de l'Empire. Tandis que les généraux parlementaires luttent pour mettre d'accord le Code militaire et le Code pénal, les généraux courtisans combattent pour le maintien de la vieille discipline.

Un jour, dans un café d'une capitale germanique, un modeste citoyen se rencontra avec un fier capitaine. Ce dernier saute tout à coup, comme mordu par une vipère : l'autre lui a marché sur le pied. L'officier exige aussitôt une réparation. Le citoyen répond qu'il n'a voulu ni le blesser ni l'offenser par sa maladresse involontaire, et que, par conséquent, il n'a pas de réparation à donner. Le capitaine perd la tête, et, tirant son épée, il la plonge dans le ventre de son adversaire, l'étendant raide mort à ses pieds. De là procès scandaleux où l'on remarque que l'armée part trop facilement pour Capoue et qu'elle a besoin de salutaires exercices physiques et moraux pour s'en guérir. Ce qui se manifeste dans le corps militaire, s'observe également dans la presse et le corps diplomatique. Celle-là dénature ou falsifie le discours de l'empereur Nicolas, prononcé en Hesse, et celui-ci commet,

par l'organe de son grand maître Bismarck, la faute impardonnable de divulguer des secrets d'État exigeant une grande réserve. Le jeune Guillaume doit se dire en lui-même, en changeant le nom du pays, ce que Hamlet se disait au milieu de ses continuelles réflexions : « Il y a quelque chose de pourri en Danemark. » Et cependant il rêve encore des dépenses exagérées pour la marine et un agrandissement démesuré de ses colonies. Cela paraît impossible. Parmi les peuples du Nord, ceux-là seuls sont maritimes qui occupent une grande étendue de côtes : les Danois et les Scandinaves, et encore davantage les peuples saxons, étaient autrefois en irruption contre l'Angleterre. Les Allemands proprement dits sont sans doute un peuple continental ; mais ils ont fait beaucoup plus de conquêtes dans les parages de nos mers, comme le prouvent tous les territoires annexés par eux, que dans les mers lointaines. Et cependant le rêve colonial de l'Allemagne fut cause qu'elle trébucha un jour contre les Espagnols aux Carolines ; il la fit entrer dans le Zanzibar sans motif et l'obligea d'en sortir sans profit. Ses tenaces aspirations coloniales l'ont encore poussée à se quereller cette année avec ses aïeux illustres, les Anglais, et a causé sans motif un violent énervement au Portugal. Certes, Dieu n'a pas montré aux Allemands la voie dans laquelle ils se sont engagés.

V. — Aucun problème européen n'a été entouré d'autant de ténèbres mystérieuses que celui de la Turquie. D'un côté, on voit un empire musulman qui agonise ; de l'autre, des peuples détachés de cet empire qui ne réussissent pas à se constituer ni à se former. Les conséquences de cette situation se sont beaucoup aggravées au cours de cette dernière année. Les puissances ont conclu une sorte de marché qui a pansé les blessures de ces peuples après leur dernière guerre, tout en conservant de grandes espérances de paix universelle. Aux Portes de fer, dans le but de fêter la fin des travaux qui ont supprimé ces rapides, semblables à des cataractes, que forme le Danube comparable à la mer, se sont réunis les chefs des nations riveraines, présidés par leur président naturel, l'empereur d'Autriche. Mais, chose invraisemblable, il a manqué à cette réunion pourtant si solennelle, le prince de Bulgarie. Une abstention de ce genre prouve bien la transformation qui s'est opérée parmi ces peuples dans ces derniers mois.

Pendant ce temps, le roi de Roumanie s'est vu forcé d'entrer dans la Triple Alliance, ce à quoi l'obligeaient son origine allemande et la perte de la Bessarabie que lui ont ravie les Russes victorieux. Le prince Ferdinand de Bulgarie, créature et protégé de Stambouloff, — ou, sinon lui, du moins ses partisans, — a écharpé son protecteur comme une bête fauve; placé à Sofia pour desservir la Russie et servir l'Autriche, il s'est tourné vers la Russie; préservant son fils par la constitution tolérante d'une autre religion que la sienne, il l'a fait baptiser selon les rites d'une religion complètement opposée à sa conscience. Et voici qu'à présent, la veuve de Stambouloff, au cours du procès instruit pour châtier les assassins, levant en l'air les mains de son mari, séparées du tronc, et nommant ensuite chacun des

terribles hommes qui l'avaient massacré, s'est écriée : « Ceux-ci ne sont pas les vrais coupables ; le vrai coupable, il faut le chercher plus haut. » De tels drames prouvent uniquement que la question orientale se trouve dans un état indéfini comme le protoplasma, qui produit de nombreux organismes, avec le temps et par le mouvement, mais qui, au début, reste matière gélatineuse et n'a aucun caractère organique. Les meurtres d'Arménie, les incendies de l'Asie Mineure, l'excitation mal calmée de la Crète, les luttes canoniques entre tant de patriarches, comme celles qui divisent les églises d'Orient, un empereur assiégé par les rebelles, ainsi que Sardanapale par les passions, la mort d'une religion et la chute d'un calife dominant une grande partie du monde, la Bosnie inquiète, la Serbie à demi équilibrée et constituée, la Bulgarie perplexe, la Macédoine presque en armes, — peuvent-ils démontrer que tous les horizons s'éclairent? Que Dieu nous assure la sainte paix et fasse prospérer pour nous l'indispensable liberté !

VI. — Il n'y a pas de doute, la plus grande nouvelle, la plus importante de toute cette quinzaine, celle qui touche le plus notre politique et en même temps la politique universelle, c'est la mort de Maceo, mort qu'il a peut-être cherchée en défendant un idéal trompeur et impossible, mais mort des plus héroïques, malgré tout. Il est indubitable que le mulâtre représentait l'intransigeance dans toute sa force et dans toute sa vigueur. Quand ses camarades de rébellion, dans la dernière insurrection, comprenant l'impossibilité absolue du triomphe, se rendirent et signèrent la convention de Zanjon, Maceo quitta Cuba irrité, jurant que jamais il ne courberait la tête devant l'Espagne et qu'il ne reviendrait à Cuba que pour y conspirer chaque jour et allumer de nouveau la guerre séparatiste. Il avait subi l'ascendant de Marti, le chef de tous les insurgés, qui, obéissant à des idées également fausses — l'idée que l'Espagne n'avait plus sa vigueur d'autrefois et l'idée que les solutions les plus radicales étaient en vogue, — se décida à brûler sa dernière cartouche, à faire un suprême effort pour rompre les liens séculaires entre la mère-patrie et sa colonie. Aucun de ses partisans ne fut plus batailleur que lui, ni plus brave dans le combat, ni meilleur organisateur, ni plus intransigeant.

Robuste rejeton d'une famille mulâtre, il croyait qu'en combattant pour l'insurrection séparatiste, il luttait pour l'indépendance de ses consanguins de race vivants et pour la vengeance de morts. Cette insurrection a manqué de grands protecteurs comme ceux que possédait le précédent soulèvement cubain. Il y a la même différence entre la guerre soutenue par Maceo et celle d'il y a dix ans, qu'entre la lutte des Gracques, patriciens, purs patriotes, d'une ténacité indomptable, et celles que firent naître Catilina ou Clodius, nobles eux aussi, mais démagogues, et comme démagogues jouissant de peu d'influence sur la société romaine. Mais sa condition même et les contrariétés qu'elle lui occasionnait, donnaient plus d'élan et de courage à Maceo qu'à ses nombreux et envieux rivaux. Dans la guerre antérieure, l'insurrection se trouva presque réduite à l'orient de l'île, où

dominait la race mulâtre venue de Saint-Domingue et d'Haïti avec de nombreux chefs noirs et des nègres révoltés. Dans celle-ci, l'insurrection a couvert toute l'île, grâce aux efforts de Maceo ; elle s'est concentrée en occident où, si ce chef ne put guère compter plus de noirs que ceux qu'il y avait conduits par ses propres efforts, — car les indigènes du Pinar del Rio n'étaient pas des insurgés — il profita du moins des défilés où il put se cacher à son aise, et se moquer de ses adversaires ; il découvrit une *manigua* où il pouvait s'embusquer sans craindre personne. Aussi campait-il à son gré et tenait-il en échec les Espagnols, attaquant le corps de l'armée sans jamais montrer la tête, évitant toute rencontre et se contentant d'anéantir les détachements ou les petites colonnes, alors qu'il disposait de troupes cent fois supérieures en nombre, par leur groupement, aux forces merveilleuses, mais éparpillées, de l'Espagne. Maceo a opéré cette téméraire marche en avant en n'écoutant que son courage, car le danger de son entreprise n'était pas précisément dans cet avancement facilité par la dépopulation du territoire, mais dans l'impossibilité d'une retraite que lui coupait l'armée espagnole bien placée et nombreuse. Il s'était donc jeté dans un labyrinthe d'où, quelque détour qu'il fît, il ne pouvait sortir sans être vaincu. Maceo supposait l'armée espagnole harassée, ne comptait pas sur la ténacité inébranlable dont elle fait preuve dans cette expédition comme dans les guerres d'il y a deux mille ans. Il croyait les États-Unis disposés à lui prêter des secours plus effectifs que leur tolérance pour la contrebande des armes et pour les flibustiers d'occasion, ignorant sans doute qu'il y a un abîme entre les promesses échangées entre les partis et les résolutions des gouvernements. La chose sur laquelle il comptait le plus ne se produisit même pas. Espérant que les troupes commandées par Maximo Gomez, par Calisto Garcia, et par son frère même, José, quitteraient leurs positions respectives pour venir à son secours, il avait traversé la *troche* (camp retranché), par la brèche que notre armée avait ouverte à Artémise, et était passé entre deux feux. Ce devait être là un grand avantage pour lui et une grande calamité pour l'Espagne, grâce à l'aide du voisin Yankee ; ce devait être la victoire en sa faveur et la reconnaissance immédiate de sa qualité de belligérant par l'Amérique, ce qui équivaudrait à la reconnaissance de la nationalité cubaine et à une consécration officielle de sa victorieuse indépendance.

Mais, par malheur, les secours attendus n'arrivèrent pas. L'attaque de la troche par l'est ne fut qu'une inutile et folle fantaisie, aussi bien qu'elle le fut par l'occident. Par un soupçon naturel à la race servile dont il était issu, Maceo attribuait le défaut de ces secours demandés à la jalousie des chefs. Mais ce sentiment n'aurait pu germer dans le cœur de son frère José, qui l'aimait autant que lui-même, et une telle trahison n'aurait pas été adroite de la part des autres chefs, au moment de tenter une aussi importante action, alors que leurs troupes, nombreuses, il est vrai, n'étaient composées que de soldats de rebut, comme nous disons, ne possédant ni organisation, ni rien de ce qui pouvait les faire redouter : le nombre, l'ordre et la discipline.

VII. — Ce que visait Maceo, dans ces circonstances, c'était la rapidité. Il aurait fallu qu'à l'ouverture des Chambres des États-Unis et au moment de la lecture du mémoire ou message de Cleveland, sa position fût avantageuse ; cela aurait imposé en premier lieu la reconnaissance de la belligérance à ses troupes, en second lieu la reconnaissance de l'indépendance de l'île ; l'intervention aurait suivi, et, cette intervention étant accomplie, une guerre eût été imminente entre l'Amérique et l'Europe. Mû par l'aiguillon de son désir, que justifiait la nécessité impérieuse dans laquelle il se trouvait de se sauver, il voulut abandonner les régions du Pinar del Rio, où il était remisé comme un lion dans sa cage, secouant toujours les barreaux de sa prison, puis faire un coup de main sur les quartiers de la capitale et les mettre à feu et à sang en y faisant irruption. Ce coup devait semer partout la panique et un vaste incendie dont les sinistres lueurs lui permettraient de feindre, après des victoires plus ou moins profitables, une prise de possession définitive de l'île si convoitée. Laissant ses troupes noires au Pinar del Rio, il passa la troche comme « à quatre pattes », selon le dire de son médecin, ou par mer, suivant le récit d'autres narrateurs. Il était accompagné de peu d'hommes de races diverses, mais ayant montré leur valeur en réunissant et disciplinant les nègres du centre, et très résolus à le seconder dans son coup hardi, dans la mise à exécution de son plan téméraire. Mais, comme nous le disions plus haut, il comptait sans son hôte et sans la désorganisation de sa troupe. Les insurgés du centre sont tout à fait différents des insurgés. Maceo avait laissé de l'autre côté de la troche tous les rebelles qui l'accompagnaient depuis Santiago et qui restaient comme un corps sans tête, ne prenant avec lui qu'une petite troupe qui faisait l'effet d'une tête sans corps. Quand la tête fut séparée du tronc, elle put encore penser quelque temps, mais il ne restait plus la possibilité d'une action décisive qui pût tourner au profit des insurgés. Cependant, Maceo tenta d'improviser un corps, par un recrutement plus facile parmi les fragments d'organismes routiniers et neufs, que dans la vraie, sage et harmonique combinaison d'organismes parfaits. Il réunit une espèce de troupe dans les rangs de laquelle on trouvait plus d'impétuosité que de résistance. Près de quatre mille partisans s'étaient levés à son appel et au son de son clairon ; mais il n'y avait aucune organisation. Aussi, quand elle se trouva aux prises avec la colonne espagnole, pourtant beaucoup moins nombreuse, s'en alla-t-elle en grande partie à la débandade, prise de panique.

Seuls restèrent auprès de Maceo les plus courageux, les plus résolus, les plus enthousiastes. Avec eux, il aurait pu tenter une opération ; cette opération bien exécutée eût porté un rude coup à l'héroïque et sublime colonne espagnole dont la résistance restera parmi les caractères distinctifs du peuple espagnol, toujours entier, et au nombre des miracles les plus beaux opérés par sa volonté tenace. La colonne de Cirugeda, forte de quatre cents soldats héroïques, ne compta pas le nombre des ennemis. Elle se précipita dans la lutte, aveuglée par la fureur des combats, avec la

bravoure des héros et une obéissance à son destin semblable à celle des martyrs. Cette combinaison de force d'impulsion et de force de résistance constitue l'une des qualités et l'une des vertus capitales du courage espagnol. Nul n'use de son libre arbitre avec la même arrogance que ces soldats; nul ne montre une plus grande résignation que la leur aux décrets de la Providence et au joug de la fatalité, qui ne peuvent humainement s'opposer l'une à l'autre. Le trait caractérisque de toute armée nationale espagnole est de tenter l'impossible; mais si l'impossible n'est pas réalisé du premier coup et à la première tentative, elle redouble ses efforts, sans s'enorgueillir de la victoire, comme aussi sans se déconcerter complètement de la défaite. Les soldats du régiment de San-Quintin et leur chef, Cirugeda, eurent la témérité de s'opposer, quoique inférieurs en nombre, aux innombrables insurgés. Cette témérité les conduisit au triomphe, malgré les efforts de Maceo, dont les Espagnols ignoraient la présence. Si les nègres que commandait le général eussent été ses compagnons d'audace habituels, il aurait pu rester lui-même à l'arrière-garde pour les diriger, comme il savait si bien le faire; mais, n'ayant sous ses ordres que des aventuriers et des indisciplinés de bas étage, il dut se placer à l'avant-garde pour les entraîner et les animer. Aussi, dans la nécessité forcée où il se trouvait de combattre l'ennemi corps à corps, manqua-t-il d'empire sur lui-même, empire indispensable pour un bon commandement. L'opération militaire conçue avec tant d'habileté ne put donc réussir, échouant par la faute de ceux qui l'entreprirent. Une poignée de héros terrassa cette troupe, qui aurait pu l'écraser par son énorme supériorité numérique. Maceo tomba, non comme l'aurait voulu la haine de ses amis, par le poison de la calomnie inventée par eux; il tomba dans une belle lutte, comme un grand soldat, renversé et vaincu par d'autres soldats plus grands. Depuis un an que la guerre dure, les insurgés, et, avec eux, leurs partisans, ont compris que les forces des rebelles n'étaient pas suffisantes pour s'opposer à celles de l'Espagne; ils ont obéi à un parti pris, — car Cuba sera toujours espagnole : ainsi le veulent la volonté divine et la volonté nationale.

VIII. — Le message de Cleveland au parlement saxon et la mort de Maceo dans les plaines de la Havane ont attiré l'attention de la politique européenne, durant ce mois dernier, sur l'Espagne. Quant au message lui-même il a suscité, au début, des opinions diverses et contradictoires, suivant les sentiments ou les idées des fractions de diverses opinions. Ces opinions se sont résumées en une seule, universelle, suggérée par un sain jugement et aboutissant à cette constatation que, étant données les circonstances de la rébellion cubaine et des jugements des hommes politiques yankees, ce message ne pouvait être plus favorable à l'Espagne, ni plus conciliant pour elle. Ceux qui étudient cette question oublient ou méconnaissent, prévenus ou préoccupés qu'ils sont par des préjugés inspirés par la passion, que le message, en ce qui regarde Cuba, n'expose pas leurs théories propres, mais se contente de réfuter les thèses contraires. Cleveland n'affirme

pas catégoriquement; il combat ou discute les idées, les propositions et les oppositions à ses actes. Dans tout débat en Angleterre, il faut admirer la persistante ironie, nous dirions presque le sarcasme; les Anglais sont passés maîtres en cette façon de s'exprimer pour laquelle ils s'escriment continuellement; du reste, ils croient quec'est là, l'une des plus grandes qualités de leur fine et belle langue. Cette même ironie classique ressort du message. En dehors de l'ironie avec laquelle Cleveland critique et frappe les maladroits plans flibustiers de sénateurs aveuglés par des superstitions ou des intérêts insensés, il y a, dans ce beau document, une série d'hypothèses plus invraisemblables les unes que les autres, détruisant les folies de ceux qui prennent les moulins pour des géants, font des chefs des insurgés des gouvernants et voient de vraies armées dans des troupes de maraudeurs ou de nomades. Les propositions en faveur de la belligérance ne pouvaient être mieux réfutées que par ces arguments dont l'enchaînement logique et rigoureux montre combien de questions dangereuses pour les Etats-Unis susciterait même la nouvelle et simple reconnaissance d'un Etat établi et consolidé à la place d'une rébellion désorganisée. Il n'y a pas, entre deux Etats l'un et l'autre souverains sur leur territoire et dans leurs limites, de discussion possible, sans qu'il y ait des concessions mutuelles et la reconnaissance de droits réciproques. Le Président n'a pas voulu accorder la belligérance, et, étant donnée la perversité de sentiments des Yankees au sujet de Cuba, la fermeté de ses résolutions contraires à ces sentiments, il n'a pu montrer moins parias les exagérateurs, ni présenter moins de garanties à l'Espagne. Dès lors, selon ce que j'ai toujours dit, et que confirme Cleveland, le temps ne s'écoule pas en vain. L'œuvre du ministre qui a eu besoin de se servir du Verbe divin lui-même pour tout créer, ne reste pas stérile; elle laisse des éléments de vie dans le souvenir et la mémoire des sociétés humaines, éléments qui finissent par produire des croyances et des états mentaux collectifs, transmissibles de génération en génération.

Il y a des générations qui sont profondément injustes envers les institutions ou les peuples qui ont collaboré à la production de leur génie. L'époque théocratique du Moyen-âge ne le fut-elle pas à l'égard de la Grèce classique et la Renaissance à l'égard de l'art chrétien tout entier et de ses cathédrales gothiques ? Mais ces injustices finissent par disparaître et la Grèce classique offre aujourd'hui ses modèles aux sculpteurs, ses ordres aux architectes, ses idées aux philosophes, ses méthodes aux savants. C'est qu'elle eut un siècle d'inspirations que le temps ni l'espace ne pourront effacer, — telle la cité éternelle qui constitue notre religion catholique actuelle — et cela, parce que, jadis, elle a fondé l'unité humaine éternelle. Quoique beaucoup de transformations se soient produites, cette essence commune de connaissances classiques demeure au sein de l'histoire européenne. Les Américains de toutes provenances et de toutes races ressembleraient à une plante sans racine s'ils ne respectaient pas la racine mère d'où tous ils sont sortis, l'Espagne. Sans elle, ils n'auraient pas le sang qui circule dans leurs

veines, ni l'histoire qui élargit leur pensée. Le secours prêté par les libéraux européens à l'Italie et à la Grèce fut dû aux titres de toutes deux. L'Espagne ne demande à l'Amérique qu'une chose, c'est de la laisser complètement en paix et de ne pas aider les expéditions de pirates et de flibustiers qui assombrissent les mers par les ténèbres de leurs erreurs et alimentent une insurrection parricide à l'aide d'infâmes combustibles apportés de l'étranger. Quand Cleveland a soutenu son refus catégorique de reconnaître la belligérance, il a dit clairement, à qui voulait l'entendre, qu'il n'accepterait pas l'indépendance de Cuba et qu'il ne voulait pas d'une intervention capable de provoquer, au détriment des deux continents, pour le déshonneur de l'humanité, une guerre universelle.

IX. — Laissons la politique et occupons-nous des arts et des lettres. La capitale du monde littéraire, Paris, est en joie. Là, et seulement là, la concentration de l'esprit européen est capable d'évoquer ces œuvres immortelles qui sont pour ainsi dire l'honneur du genre humain et le gage assuré de l'immortalité. L'année dernière, Sardou fit renaître *Don Quichotte* auquel tous les siècles et tous les peuples ont payé le tribut de leur admiration. Quelques années auparavant, un grand érudit avait fait représenter, comme s'il se trouvait en Grèce, la célèbre comédie d'Aristophane, *Lysistrata*, qui ne manquerait pas d'opportunité aujourd'hui que toutes les femmes revendiquent une place à côté des hommes aux Chambres et dans le gouvernement. Les accents de l'*OEdipe* de Sophocle ont retenti dans l'air libre et la splendeur du jour, au classique théâtre provençal d'Orange, sauvé du déluge des barbares et préservé de la ruine et de la mort. L'Odéon de Paris, la seconde scène de France, n'a pas voulu faire moins, et il a ressuscité le grand et tant oublié *Don Carlos* du poète inspiré Schiller. Mais, de toutes ces représentations, aucune, selon moi, n'a une aussi grande importance que *les Perses* du créateur Eschyle, représentés un de ces derniers jours également sur la seconde scène de France.

Le plus grand de tous les poètes tragiques de la Grèce, celui qui a été le plus sublimement inspiré dans ses vers, le plus digne d'être comparé à Homère qui marqua le début de la poésie grecque, et le plus éloigné d'Euripide qui en marqua la fin, c'est, à la vérité, Eschyle, aussi remarquable dans l'épopée que dans la poésie dramatique. Par leur caractère tour à tour épique, liturgique et religieux, ses tragédies dominent toutes les autres, moins à cause de l'intérêt dramatique qu'elles provoquent qu'à cause de la pensée intérieure qu'elles développent. S'il est permis de nous exprimer ainsi, nous dirons que *les Perses* semblent un arrêt sacré rendu sur nous, en mettant en regard le séculaire despotisme asiatique et la naissante liberté européenne. La description de la retraite des Perses en Asie est, chez Eschyle, très scrupuleuse, à l'exception des descriptions géographiques, si nombreuses dans *Prométhée enchaîné*, presque toutes sorties de l'imagination du poète. L'héroïne de sa tragédie, la femme de Darius, mère de Xerxès, exprime avec une merveilleuse opportunité, autant que le peut faire

une reine d'Asie, le sentiment de la Grèce. Quand le messager qui apporte la nouvelle du désastre des Perses a fini son récit, il éclate en une imprécation splendide, remplie de plaintes amères contre les devins et les devineresses de l'Orient. Cependant il ne lui reste d'autre ressource que de conserver ses vieux rites, puisque les empires doivent garder leurs croyances séculaires jusqu'à leur mort, de même que les cadavres restent attachés à leur suaire et à leur cercueil. Les femmes de Suze et d'Ecbatane déchirent leurs voiles de leurs faibles mains et frappent les lits où elles recevaient jadis les caresses de leurs époux aimés. De ces soldats invincibles, de ces marins qui semblaient avoir des ailes attachées à leurs épaules, la fleur de l'Asie, les uns ont péri dans les ondes bouillonnantes, les autres, fuyant vers les neiges de la Thrace, ont chanté dans leur douleur la victoire de l'Ionie.

Au milieu de ces lamentations, la Grèce républicaine entonne un hymne de triomphe, qui ressemble aux ardentes exhortations de Mirabeau à la tribune, et aux accents de Victor Hugo et de Quintana, dans leurs révoltes contre les vieux pouvoirs monarchiques. La Grèce, s'élevant au-dessus de son égoïsme de race et dépassant ses frontières, portée sur les ailes d'une philosophie plutôt devinée par son pressentiment et son intuition que connue par sa propre science, partage les fruits de la victoire remportée par ses héros et ses martyrs, avec le vaincu même. Elle lui dit que désormais les peuples d'Asie ne doivent plus obéir à leurs despotes, ni leur payer des tributs arrachés par la force, ni ployer les genoux, ni se prosterner, le visage contre terre, devant la majesté souveraine, parce que les rois ont péri, que la bouche des hommes n'a plus de mors, que le joug de la force est brisé, et que le peuple, les pieds délivrés de ses chaînes, exhale déjà librement l'expression de sa pensée.

X. — Quelle différence entre la grande République française et les petites monarchies allemandes ! Tandis qu'en France on représente les œuvres d'un poète qui a vécu des siècles avant Jésus-Christ, on prohibe, en Allemagne, la représentation de drames qui ont provoqué l'enthousiasme dans les derniers jours du siècle passé et les premiers de ce siècle-ci, drames dus pourtant à la plume de grands génies allemands. Le prince de Saxe Weimar n'a pas laissé représenter le « *Nathan* » de Lessing. Qu'était Lessing? De quel genre d'œuvres était *Nathan?* Nous allons le voir. La pensée que Frédéric II réalisa en politique, Lessing l'a soutenue de tous ses efforts dans le domaine des lettres : tolérance universelle, esprit humain s'élevant dans sa pureté au-dessus des discordes humaines, révélation éternelle de Dieu par les religions, droits de chaque conscience, de chaque être, de communiquer librement avec leur idéal religieux qui, sous quelque forme que ce soit, contiendra toujours l'infini. Afin de répandre ses idées sur les multitudes, d'éclairer les consciences et de persuader les esprits, Lessing choisit la sphère intermédiaire entre la réalité et l'idéal : il prit la sphère de l'art, et, dans cette sphère, celle qui offre la manifestation la plus rapprochée de la vie et qui participe le plus à ses émotions et à ses accidents, la manifes-

tation théâtrale. S'inspirant, comme le grand dramaturge anglais, des radieux contes et récits de la littérature italienne, dont on a extrait des sujets dramatiques comme on tirait les beaux marbres des riches carrières d'Italie, Lessing a tiré le thème de son drame, la grande apologie de la tolérance, dans les célèbres contes du *Décaméron* de Boccace. C'est au temps des croisades ; les juifs, les chrétiens, les musulmans se rassemblent autour de Jérusalem, la sainte cité, où tous ont puisé l'idée d'un Dieu unique et d'où tous sont partis, plus divisés, il est vrai, par rivalité de race, que par différence de dogme et de croyance. Cependant, cette communication étroite entre les races ne serait-elle qu'une communication due à la guerre, à cet élément destructeur et anti humain, il reste une vérité qui ne peut échapper à la raison naturelle et à la vue claire, quoiqu'elle soit cachée aux yeux de la superstition et du fanatisme. Cette vérité, c'est que tous ces ennemis, tous ces guerriers qui se haïssent, qui se poursuivent, qui s'entretuent, ont des affections et des nécessités communes. Ils vivent de douleurs et d'espérances communes ; tous faibles et tous forts dans les mêmes conditions ; tous affamés d'idéal et tous soumis aux mêmes nécessités de la nature, ayant tous besoin de sa lumière, de son air ; tous mortels, tous aussi forcés de réunir dans la même terre, mère commune, les os et les atomes qu'ont séparés dans la vie les dogmes ennemis, les religions rivales. Et tous se réveilleront peut-être dans une autre vie et ne trouveront là qu'un seul Dieu, illuminant et réchauffant de sa lumière éblouissante, comme il le faisait des mondes et des soleils, toutes les âmes et toutes les consciences.

XI. — Le patriarche de Jérusalem est le type du dévot intolérant, matérialiste, avare, sensuel, chargé de bijoux et de diamants, vêtu de brocarts et de broderies, plus attentif à la crainte, à la vénération, au respect, au soutien et à l'adoration des fidèles pour sa personne que pour son Dieu. Saladin est le sultan qui s'est élevé, au-dessus de l'intolérance de sa religion, jusqu'à un culte plus intime et aussi plus profond de l'humanité et de ses droits. Le jeune templier, né dans un château féodal d'Allemagne, enfant de sang royal, ayant cherché sous les palmes de Jérusalem le sépulcre de son Dieu, tient le milieu entre l'intolérance du patriarchat et l'esprit expansif et humain de Saladin. Il est fils, sans le savoir, d'un prince arabe, frère du sultan, et d'une riche femme allemande sortie d'une famille noble. Le héros du drame, c'est le juif prévoyant et prudent nommé Nathan. Victime des fureurs religieuses et du fanatisme intolérant, il a vu des chrétiens, dans l'ardeur de la guerre, incendier sa maison et brûler ses enfants. Sur le moment, il a éprouvé une horreur profonde pour le christianisme ; mais il comprend plus tard qu'il doit placer au-dessus de ces passions l'intelligence pure, la pure tolérance, et il reçoit chez lui, comme fille adoptive, une fille de ses bourreaux, la belle et gracieuse Rachel, et son protecteur l'élève dans des sentiments plus humains que ne le sont les égoïstes sentiments de secte. Saladin, dans le besoin, cherche à extorquer à ce juif quelque argent. Il lui pose dans ce but la question épineuse sui-

vante : laquelle des trois religions monothéistes est-elle préférable? Le juif lui répond par cette histoire : « Un seigneur reçut un bel anneau qui contenait tous les avantages de la fortune et de la vie. Il ordonna que celui de ses fils qui se trouverait en possession de l'anneau fût son unique héritier et qu'il eût la faculté de le transmettre à ses successeurs. C'était passé en tradition dans la famille : le meilleur des fils de ces seigneurs recevait l'anneau en héritage. Mais, au cours des temps, un de ces seigneurs eut trois fils également bons, dignes et honnêtes. Il commanda donc deux anneaux semblables à l'anneau miraculeux et les donna à ses enfants. Le père mort, il arriva que chacun d'eux crut posséder le véritable anneau et demanda d'être unique héritier. Les trois anneaux furent produits devant le tribunal qui, les trouvant absolument identiques les uns aux autres, ne put rendre de jugement sur la question. » De même, le procès entre les trois religions n'a pas encore abouti. Saladin croyait que le juif ne pourrait pas sortir de là, qu'il se déclarerait, soit pour le judaïsme, soit pour le christianisme, et qu'on le dépouillerait de tous ses biens comme blasphémateur, ou bien que, se rangeant du côté de la religion mahométane, il serait obligé par suite d'abandonner tous ses trésors pour sa conversion. Aussi fut-il profondément étonné de la façon merveilleuse avec laquelle le juif, par un adroit stratagème, avait tourné la question. Ces considérations le déterminèrent à plus de tolérance. Dans la suite, il se trouva que la fille adoptive du juif, Rachel, et le templier, étaient neveux du sultan, enfants d'un de ses frères, lequel, captivé par la beauté d'une très noble chrétienne, avait écouté la voix de ses passions avant celle de ses dogmes, prouvant par là que la nature éternelle se plaît à unir les êtres divisés et séparés par les discordes des hommes et leurs rivalités religieuses.

XII. — Lessing ne se contenta pas, à vrai dire, de défendre la tolérance sur le théâtre : il l'érigea en dogme dans sa théorie sur l'éducation du genre humain. Pour le grand penseur, la gloire de l'humanité ne réside pas dans la paisible possession de la vérité ; elle se trouve dans les combats et dans les souffrances que cette vérité a coûtés. Lessing entreprenait la lutte pour la vérité afin de fortifier son esprit, tel l'athlète d'autrefois fortifiant son corps par la gymnastique. Dans ces exercices de pensée, Lessing aboutit à cette idée que toutes les religions sont des degrés divers, des fragments épars, des nuances variées d'une même religion qui a élevé et fait progresser le genre humain. L'idéal religieux ne se trouve pas enfermé en un seul livre, mais dans tous ceux qui ont soutenu et consolé l'humanité, au milieu des dures secousses de sa marche éternelle vers la réalisation de l'idéal. De même que les travaux de l'Orient, ceux de la Grèce et de ses philosophes, ceux de Rome et de ses jurisconsultes ne se sont pas perdus, de même ce qui a été fait par les diverses églises servira à éclairer et à illuminer la conscience humaine. Depuis les crêtes de l'Himalaya, vers lesquelles les pères des premiers dieux tendaient leurs bras suppliants; depuis le sommet du Sinaï où étincelle, tonne et fulmine encore le Jéhova de Moïse; depuis le

sombre Calvaire arrosé de l'humble sang du Fils de l'homme ; depuis l'Hybla, berceau des dieux grecs, qui entendit les dialogues du divin Platon ; depuis le Colisée romain au sommet duquel brillaient les génies protecteurs de Rome et au centre duquel, aujourd'hui, se dresse la croix qui semble puiser sa vie dans les cendres des martyrs comme un arbre tire sa sève de la terre des champs ; depuis le sommet de Saint-Pierre de Rome ou celui de Saint-Paul de Londres ; depuis les tours de l'église de Worms qui entendirent les protestations du moine Luther, jusqu'aux clochers de la cathédrale de Cologne, qui garde encore la foi catholique, — on ne découvre pas les dernières limites ni les derniers vestiges de la révélation, on ne voit ni dans le passé le commencement des souvenirs religieux, ni dans l'avenir la fin des espérances religieuses. Les Védas ont été les livres de la nature, le livre des Perses celui de la lumière, l'Ancien Testament celui de Dieu le Père, le Nouveau Testament celui de Dieu le Fils, et le livre de la Théologie celui du Saint-Esprit; mais la pensée humaine pourra-t-elle jamais fixer le nombre des étoiles du ciel et mesurer l'infini? Pourra-t-on encore savoir jamais combien de livres religieux révélateurs et lumineux, viendront poursuivre et faire progresser l'œuvre que d'autres commenceront, l'œuvre d'embellissement et de sanctification de l'esprit humain pour lequel le ciel garde dans ses profondeurs une révélation éternelle et incessante?

XIII. — Notre pauvre terre, avide de paix et en ayant un réel besoin pour faciliter à l'esprit humain la continuation du travail de la création divine accompli par le Verbe, traverse les plus grandes crises et souffre des plus horribles plaies causées par le fléau de la guerre répandu de toutes parts. C'est là un triste déshonneur pour l'humanité et comme un défi jeté à nos croyances et à notre confiance optimiste dans les progrès universels.

Nous craignions, au sujet de la question de Venezuela, une guerre intercontinentale comme pour Cuba. Le cabinet de Salisbury, ne voulant pas raviver les blessures de l'amour-propre national par des attitudes arrogantes déplacées, a soumis, dans sa prudence, son différend avec les États-Unis au sujet des bouches de l'Orénoque, à un tribunal d'arbitrage et à un jugement d'arbitres ; et, de même, grâce à sa grande capacité et à sa sage expérience, Cleveland a opposé son *veto* aux interventions téméraires dans les Antilles, et, obtenant la direction des affaires extérieures de l'État, a chassé heureusement toutes les craintes et rivé une ancre ferme et sûre à la paix humaine.

Mais il y a des mésaventures, par malheur, à côté de ces heureux événements qui offrent tant de profits : ce sont les innombrables guerres coloniales, les pestes, les famines, qui sont les fléaux de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique. Le mal, décrit à maintes reprises par Thucydide, Florian, Boccace et le contemporain Manzoni lui-même, s'est abattu sur les humains avec la voracité de la sauterelle lorsqu'elle se jette sur les plantes. Il a amoncelé à Bombay une telle quantité de cadavres que ceux qui restent n'ont

plus la force de les enterrer ni d'empêcher la communication de leurs miasmes avec l'air.

Non moins grand est le malheur qui règne dans les Indes centrales. Des sécheresses persistantes dans un pays où l'on aurait tant besoin d'eau et les excès de la vie fournissent de nombreuses victimes à la mort vorace. Il s'est déchaîné dans ces contrées une telle misère et une si grande famine que les descriptions que nous en donnent les journaux d'Europe semblent des passages de l'Apocalypse où sont décrits les jours précédant le jugement final. Il faut joindre à tous ces cataclysmes la guerre des Philippines. Là, une race à demi sauvage, surexcitée par des exemples comme ceux du Japon, a obéi à des illusions, explicables par son état d'esprit arriéré; elle a cru à l'urgence d'une conjuration semblable à ces exterminations générales asiatiques où l'on massacrait tout un peuple en se basant sur un terrible signe convenu ou sur la marque faite avec du sang sur les portes des maisons; ces massacres causèrent des représailles incroyables dont l'horreur ne peut qu'attrister des cœurs compatissants et nous faire pousser des cris de pitié vers le ciel, pour qu'il fasse cesser de si grandes calamités.

A cette longue liste, doivent s'ajouter encore les malheurs produits par l'insurrection cubaine, les pillages, les ravages, les violences, les dévastations, les massacres, les incendies continuels qui convertissent des forêts en gigantesques brasiers, les champs de palmiers chargés de noix de coco, et les « maniguas » couvertes de lianes et de plantes grimpantes en un océan de cendres, si bien que l'on peut dire que l'Espagne ressemble à un enfer et les Espagnols à des orphelins abandonnés par la Providence. Je fais mon « mea culpa » si je suis coupable de quelque chose en cela, mais je désire la paix à tout prix, la paix prompte, à cette seule condition que la précipitation à la préparer et à la conclure ne laissera porter atteinte, en aucune façon, à l'honneur national; car, nous autres Espagnols, nous préférons la mort au déshonneur. Mais l'état de notre trésor, l'horreur de la haine et du sang, la nécessité impérieuse, vis-à-vis de l'Europe et surtout de l'Espagne, après d'innombrables guerres, de remplacer le combat par le travail, nous inspire et nous suggère, à tous sans exception, un vif désir de la paix.

XIV. — Les républicains du Transvaal ont obtenu cette paix, mais après combien de sacrifices! Un jour, au commencement de janvier de l'année dernière, s'abattit sur notre Europe, avec la rapidité de l'éclair, la nouvelle qu'un aventurier anglais nommé Jameson avait commencé une guerre dans l'Afrique australe, et que, n'obéissant qu'à sa propre volonté et à son libre arbitre, il voulait conquérir, sans aucun respect des traités, comme sans égard pour une indépendance reconnue par sa patrie, les territoires compris entre la colonie du Cap et celle du Transvaal, cette dernière habitée par une race d'origine hollandaise, aussi tenace dans le travail que dans le combat, forte, courageuse et vaillante. L'envahisseur était, pour ainsi dire, un bras du colosse de Rhodes, dont la tête et le corps sont célèbres;

c'est à lui qu'on doit la fondation d'un empire anglais dans l'Afrique australe; et il est connu, par suite de cette entreprise, sous des surnoms qui rappellent les conquêtes de César et d'Alexandre. Bien plus, il était disposé, au dire de ses flatteurs, à parcourir les régions qui séparent les eaux du Cap des bouches du Nil, non dans le but de suspendre à son cou une étoile et une étole impériales comme en portaient les Pharaons et les Sardanapales, avec la liste de ses conquêtes gravée sur or, mais afin d'en doter la reine Victoria et d'élever celle ci au-dessus des Sémiramis, des Isabelles, des Catherines et autres amazones couronnées, dont les actions héroïques ont été célébrées par l'histoire ou la légende.

Mais, quoiqu'on cherche à donner une apparence d'honnêteté à cette intention, en l'abritant sous des prétextes chevaleresques, il n'en reste pas moins évident que des citoyens anglais ou des protégés de l'Angleterre, se servant de l'influence que leur prêtait cette puissante nation, ont, sans scrupules comme sans réserve, commis une irruption comme l'auraient fait des pirates, et, tels des bandits sur des voyageurs, ils se sont jetés sur un peuple souverain dont les pouvoirs et le gouvernement se reposaient sur la foi jurée, sur des relations suivies de bon voisinage, sur des principes de morale divine et humaine et sur les bases inébranlables du droit international. Les Anglais du Cap n'en prétextèrent pas moins qu'ils avaient assailli leurs voisins du Transvaal parce que, si ceux-ci leur laissaient, comme à des étrangers, la liberté du travail, celle de la pensée et celle du culte, ils leur refusaient la qualité de citoyens et encore plus le droit de vote non seulement dans les Chambres, mais même dans les Comices. Ce prétexte ne pouvait cependant pas excuser leur crime. Quand l'Angleterre eut connaissance de leur tort, elle voulut le redresser : elle interdit à Jameson la tentative en question. Malheureusement, il était déjà trop tard : celui-ci avait pris les ordres de son supérieur, tracé le plan de la conspiration machiavélique et armé ses troupes, mises bientôt en déroute à la frontière de l'état voisin. C'était fouler aux pieds toutes les lois en vigueur et commettre un crime, que, ni la conscience ni l'histoire ne pouvaient humainement absoudre. Mais il avait à lutter contre des adversaires bien armés, contre des chasseurs mettant leur balle où ils visent, contre des hommes préparés au combat par les continuelles luttes contre les rafales de l'ouragan et endurcis par la fureur des tourmentes, tous résolus, comme ils avaient combattu les colères du ciel et les fureurs de l'Univers, à lutter contre les colères et la fureur de l'ennemi improvisé, fiers comme leurs lions et cruels comme leurs tigres. Aussi, quand Jameson passa la frontière, tomba-t-il au pouvoir des Boërs. Ceux-ci dispersèrent la troupe envahissante et condamnèrent Jameson à mort comme chef de cette troupe.

Imaginez dans quelle situation critique se trouva alors le gouvernement anglais. S'il approuvait l'imprudence de ses protégés, la conscience universelle ne manquerait pas de réprouver ses injustes conquêtes ; s'il la condamnait, il soulevait contre lui l'opinion publique en Angleterre. Il

préféra cette seconde alternative. L'habile président des Boërs, avec un tact politique dont on ne saurait trop le féliciter, une fois le rebelle pris et condamné selon les lois du Transvaal, le remit entre les mains de l'Angleterre pour qu'elle le jugeât selon ses propres lois.

Il ne resta à l'Angleterre d'autre ressource que de le condamner. Indubitablement, les Vitlanders, — nom que donnent les habitants du Transvaal aux nouveaux venus des colonies circonvoisines accourus pour exploiter les mines d'or, — désiraient se mêler au Gouvernement de la République batave. Ils y eussent peut-être réussi en suivant la méthode évolutive, mais en recourant à la méthode meurtrière de la révolution, ils ont perdu tout droit à ce qu'ils ambitionnaient et ils ont même reculé sa concession par la faute de leur entreprise.

XV. — La seconde des grandes questions britanniques, c'est celle d'Égypte. La France croyait cette question résolue par son entente avec la Russie et considérait comme imminent le rappel des troupes anglaises dans leur patrie. Or, les Anglais n'en continuent pas moins à étendre leur empire égyptien et à lui donner les contreforts que nécessite sa solidité, véritables digues opposées à l'invasion des Nubiens, ceux-ci étant toujours enclins, par une vieille habitude, à quitter le haut cours du Nil et les déserts où l'on adorait Jupiter Ammon, pour le cours inférieur du fleuve où sont ses colosses, ses obélisques, ses momies et ses pyramides. Dans les fêtes, les réjouissances publiques et les spectacles grandioses dûs à des circonstances telles que l'avénement du nouveau tzar, son mariage avec la belle princesse allemande et son couronnement, Nicolas II semblait seulement se divertir, surtout dans ces fêtes, poussées au plus haut degré de splendeur, auxquelles ont donné lieu sa marche triomphale dans Paris; en réalité, il cherchait à étendre son propre agrandissement sans se soucier en aucune façon de l'agrandissement respectif de l'Angleterre. Les derviches et les mahdis nubiens ont montré, au sein des tribus d'un noir d'ébène qui travaillent le marbre blanc, une nouvelle hardiesse, puisée dans la dernière lutte de l'Italie avec l'Abyssinie. Ils se sont agités au point de provoquer la crainte des tribus de la basse Egypte au sujet de leur sûreté. Pour dissiper ces inquiétudes, l'Angleterre a entrepris l'heureuse expédition de Dongola, dans le but de placer cette cité sous le joug des Soudanais. Elle l'a conduite avec une vigueur tenace qui a été couronnée d'une victoire complète.

Cette expédition tendait au bien du continent africain. Il importe, en effet, pour sa prospérité, que des races comme celles d'Égypte prédominent, car, quoique infidèles et coptes dans les régions supérieures, elles surpassent, par leur culture et leur couleur, les races esclavagistes et superstitieuses qui se lèvent, secouées par le fanatisme et l'intolérance, telles les ondes sablonneuses battues par le simoun, et foulent n'importe quel centre de civilisation sous leurs pieds dévastateurs, pareilles aux laves du Vésuve ensevelissant sous elles Herculanum et Pompeï. Cependant, si l'expédition anglaise a beau-

coup favorisé le bien commun en châtiant des races chez lesquelles régnaient encore la mutilation et le commerce de chair humaine, elle a l'inconvénient de perpétuer l'occupation britannique et de montrer, comme devant être éternelle, la domination des Anglais sur des contrées qui sont de vraies clés de navigation et de larges voies de négoce, depuis le percement de l'isthme de Suez et sa transformation en canal. La Russie a voulu se mettre en faveur auprès de la France en l'aidant dans ses prétentions au sujet de l'évacuation de l'Égypte. Les Anglais ayant puisé dans les fonds affectés à la dette égyptienne, pour subvenir aux frais de la guerre, les deux puissances presque alliées ont protesté. Elles ont adressé une requête aux tribunaux de caractère intercontinental, à laquelle il fut fait droit. L'Angleterre fut obligée de restituer au trésor les sommes mises en circulation, comme une avance payée par l'empire égyptien aux Anglais en récompense de leurs travaux et de leurs efforts. Mais, voyant leur procès perdu et se trouvant dans l'obligation de faire rentrer dans le trésor les avances faites à titre de prêts de courte durée, les Anglais disent que, puisque l'expédition a été faite par eux, il est juste qu'elle leur laisse quelque profit. Ils veulent planter dans la Nubie un jalon de plus, pour aider au plan qu'ils désirent réaliser, celui d'étendre le pouvoir britannique sur toutes les régions africaines et de planter leur drapeau depuis les mers australes battues par la tourmente jusqu'aux sources du Nil, et de descendre le lit de ce fleuve jusqu'aux rives paisibles de la Méditerranée illuminées par le phare d'Alexandrie. Il serait bon que l'Angleterre réfléchît aux extraordinaires conséquences que peuvent amener tant d'excès de ce genre et qu'elle pensât à tenir la promesse faite par elle au moment d'occuper l'Égypte, promesse que soutiennent unanimement, de toutes parts et tous les jours, ses orateurs les plus éloquents et les plus écoutés.

Une réconciliation entre la France et l'Angleterre s'impose, en présence des airs de domination diplomatique que prend de tous côtés l'empire russe. Or, une telle réconciliation restera impossible tant que l'Angleterre se maintiendra en Égypte. Nous désirons et nous demandons une chose possible : l'indépendance du Nil.

XVI. — Celle-ci peut s'accomplir de la même façon que la paix entre l'Italie et l'Abyssinie, tant souhaitée par l'opinion européenne, malgré l'opposition chauvine de quelques fractions italiennes des plus exaltées qui ne veulent voir ni les miracles accomplis, ni les avantages obtenus par l'Italie dans la seconde moitié de notre siècle. Possesseur d'une colonie en Érythrée, dans les déserts voisins de la mer Rouge, le négus, empereur, son voisin abyssin sur ses frontières ne désirait autre chose qu'un échange réciproque de bons offices entre les deux peuples et une éternelle amitié. Les Abyssins sont des chrétiens ; ils prétendent même l'avoir été bien avant l'Italie, par leurs traditions bibliques créatrices du christianisme, par leurs relations inoubliables avec le roi Salomon, passées dans leurs souvenirs religieux, en légendes épiques, par l'envoi d'un des rois mages

dont l'étoile, dans les cieux illuminés, brille encore aujourd'hui au portique de Bethléem, enfin par le ministère des évangélistes. Aussi ne voyaient-ils pas d'un mauvais œil une puissance chrétienne s'établir dans leur voisinage, entourés qu'ils étaient de toutes parts du vieil et mystérieux empire musulman avec ses luttes et ses superstitions.

Malheureusement le pacte d'alliance signé entre Ménélik et Humbert se changea, par suite d'une fausse interprétation de la part des italiens, en un acte de protectorat que repoussa le Negus, foulant même aux pieds les papiers de ce document et provoquant une guerre sans merci ni sans trêve contre ces trop hardis protecteurs. Devant une telle pression, il fit appel à ses seigneurs féodaux contre les troupes italiennes ; et tous mordirent la poussière, durant cette campagne torride, les héroïques soldats italiens ayant montré leur noble descendance de l'éternelle et souveraine Rome.

Ce beau triomphe suffit pour assurer la tranquillité complète de la colonie, d'autant plus que chaque ras était retourné à son repaire, selon l'expression des petits rois abyssins, et n'éprouvait aucune envie de retourner au combat, au-devant d'un châtiment. Les vainqueurs, marchant sur leurs talons, les suivirent jusqu'à la ligne du Mareb. Mais la rigueur de ce climat, un ciel, semblable à un four embrasé, le désert et ses sables étincelants, commencèrent à faire pencher la balance des fatalités accablantes du côté du vainqueur. Connaissant la situation critique de l'armée italienne, et sachant ses lignes du midi à l'abri du danger, le Négus organisa tout à son aise une armée de cent mille hommes, bien faits pour la guerre, non pas aussi courageux que les Italiens, malgré leur caractère guerrier, mais favorisés par un climat en rapport avec leur tempérament et contre lequel les précautions et le courage européens ne peuvent rien. Aussi, après avoir repoussé avec énergie une proposition de paix faite par le général Baratieri, réduisirent-ils un fort complètement dépourvu d'eau ; la première avant-garde rencontra à Alaghi la première colonne, qui fut heurtée et rompue par ceux qu'avait blessés un mépris naïf et irritant.

Les Italiens croyaient que les choses se passeraient là-bas comme elles se sont passées chez tous les peuples féodaux : quand se présente une armée ennemie du chef féodal, suprême empereur, ces féodaux se répandent partout, les vassaux de la couronne se soulèvent tous, gens qui supportent difficilement la domination d'un être, suprême représentant, par sa souveraineté, Dieu sur la terre et qui le repoussent et le combattent continuellement avec une haine et une fureur inextinguibles. Mais cette multitude fit défaut aux Italiens. Tous les rois abyssins restèrent attachés à l'empereur ; même deux d'entre eux, placés sous la protection du drapeau italien, finirent par abandonner l'Italie et coururent au champ de bataille où les appelaient la voix du sang et celle du pays, appels qu'ils ne pouvaient ne pas écouter.

Quelque temps après ces événements, l'armée abyssine tombait sur les troupes italiennes avec la fureur d'un cyclone et produisit comme lui le

naufrage. Les Italiens avaient pris l'offensive, et, pour s'assurer la victoire, ils avaient divisé leurs forces en trois colonnes dans les sinistres plaines de Garima. Ces colonnes ne purent pas s'entendre ni se secourir mutuellement ; elles furent cernées et vaincues par une armée trois fois plus forte, composée de soldats furieux qui entraient tous, sur la même ligne immense, avec la rage de bêtes fauves lâchées sur leur territoire, jonchant le sol de cadavres aussitôt mutilés, faisant des massacres qui laissaient, ainsi qu'après un carnage, les corps des victimes comme déchiquetés par les serres de l'aigle, chairs et os réduits en bouillie comme par les griffes des tigres, la dent des hyènes ou la gueule des lions.

Après ce grand massacre, ces fils de la guerre, affolés par la haine, ont exterminé tous les Italiens qu'ils ont pu saisir ; mais une fois l'extermination arrêtée, ils ont fait preuve d'une pitié magnanime, amenant les derniers soldats en captivité, comme après les combats d'autrefois, au début de la civilisation. L'opinion publique se révolta en Italie contre le général qui dirigeait la campagne et contre le ministère qui l'avait ordonnée. Baratieri fut traduit devant un conseil de guerre ; Crispi de son côté fut forcé de démissionner, pour avoir ordonné la marche de l'armée italienne vers le sud où elle trouva la débâcle, quoique cet ordre eût été donné dans le but de lui assurer une victoire dans ses entreprises personnelles et politiques.

Un nouveau ministère, présidé par le marquis di Rudini, fut donc formé pour traiter la paix. Dans ce ministère, entrèrent le chevaleresque duc de Sermonetta, avec le portefeuille des affaires étrangères, et le fameux économiste M. Colombo, avec celui des finances dirigé par lui si habilement que le trésor italien se trouva en mesure de panser les blessures faites par la guerre et de présenter même un excédent de recettes, admirable fruit de la liberté et de la paix. Aussi souhaitons-nous cette liberté et cette paix à tous les peuples et à tous les continents.

Madrid, 25 janvier 1897.

FIN DU PREMIER VOLUME

TABLE DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME

Levallois-Perret. — Imprimerie Crété-de l'Arbre, 55, rue Fromont.

LA POLITIQUE EUROPÉENNE

EMILIO CASTELAR

LA POLITIQUE EUROPÉENNE

PAGES D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

(Deuxième Série)

PARIS

Ancienne Librairie GERMER BAILLIÈRE & Cie

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1898

LA POLITIQUE EUROPÉENNE

I

La semaine de Pâques. — Le Samedi saint. — La cathédrale de Séville. — Apothéose de la lumière. — Le cantique de gloire. — Caractère particulier de la Semaine sainte à Séville. — L'art sévillan. — Le ciel. — La foire de Séville. — La baie de Cadix. — Les manifestations organisées en mon honneur dans cette ville. — Discours de remerciement. — Variété d'événements européens. — Incendie du Bazar de la Charité. — Mort du duc d'Aumale. — Revers de la Grèce. — La situation équivoque de la dynastie grecque. — Le sort des armes. — La solidarité des tyrannies. — Salut à la Grèce. — Conclusion.

Combien est humaine la divine Pâque de la Résurrection! Ce jour-là, au néant et au silence de la mort, succède tout à coup l'espérance universelle répandue comme un éther vivifiant à travers l'immensité de l'espace et l'infini du temps. Lorsque de la plante se détachent les germes de nouvelles plantes; lorsque le noyau du fruit germe au sein de l'humidité des champs où il était tombé, abandonné et oublié; lorsque la froide chenille qu'emporte la bise, revêt les ailes du papillon dont l'émail aux reflets métalliques jette des rayons comme ceux d'une étoile; lorsque le nid, solitaire encore en mars, le mois des tempêtes, se réchauffe en avril sous l'aile de la femelle attentionnée et se remplit d'œufs prêts à se briser et à s'ouvrir pour livrer passage aux légers oiseaux de toutes couleurs dont on entendra partout les chants et les ramages; lorsque, sur les collines, fleurit le genêt jaune, dans les blés le rouge coquelicot, le long des rives la modeste pâquerette; lorsque, au bord des ruisseaux au miroir scintillant, croissent côte à côte les lys argentés et les roses pourpres, — depuis les oliviers de la vallée couverts de petites perles, qui seront demain des olives et les dattiers chargés du pollen qui fécondera leurs fruits, jusqu'aux frênes et aux ormes de la montagne ornés d'une flore mystérieuse sans cesse perpétuée — tout, dans la nature, célèbre, dans l'inconscience sublime de la matérialité, une Pâque de résurrection, par des alléluias, des hymnes, des cantiques et des parfums. C'est pourquoi le cierge sacré qui brûle sur l'autel le Samedi saint, l'eau lustrale qui tombe des aspersoirs, telle une étincelante rosée du matin, les joyeux accents des trompettes célestes que font retentir les orgues des églises, débarrassées de leurs housses de deuil, le flot de clarté déchirant l'obscurité funèbre qui transformait les temples

en tombeaux, et dont la gaîté s'unit à celle des cloches répétant, dans les hautes tours, l'alléluia des messes de la Résurrection, ainsi répercuté aux quatre coins du monde, nous apprennent, non seulement que le Christ est ressuscité. mais aussi que la saison bénie est venue : où l'hirondelle, exilée par le froid, accourt vers notre ciel plus riant ; où le rossignol chante, après un si long silence, parce que le printemps lui a communiqué son amour embrasé ; où la bienfaisante cigogne construit dans le clocher son nid formé de branches et de feuilles sèches devenues un foyer de nouvelle vie ; où la sève renouvelée, circulant par toutes les fibres des arbres, donne naissance aux feuilles et aux fleurs. En un mot, le jour de Pâques est arrivé, le jour où partout l'on célèbre le renouveau et qui surgit, à la joie de tous, comme un don inespéré du ciel, comme un miracle extraordinaire de Dieu.

Ce Samedi saint, je me suis rendu à la grand'messe. L'Église célèbre de nombreuses cérémonies poétiques ; aucune n'est comparable à celle-ci. Quand du haut du lutrin, après le sublime prélude, le chef de la maîtrise entonna le magnifique récit de la création de l'âme-lumière inondant de sa splendeur et de ses rayons toute la création qui s'anime et qui s'éclaire, je crus entendre le poème cyclique des Védas, sous la splendeur du ciel des Indes que reflètent ces ondes du Gange, toutes étincelantes avec leurs plaques gélatineuses, sources de tant de germes d'êtres multiples et de mystérieux protoplasmas formant tant d'organismes variés ; la psalmodie des bergers chaldéens scrutant dans les nuits lumineuses les étoiles du firmament, et interrogeant les astres de feu pour qu'ils leur révèlent le secret des soleils symboliques ; le chant orphique qui précise le lien entre les nombres et les astres et apporte à l'homme. encore plongé sous le matérialisme des sphères inférieures, le souffle de l'idéal ; les paroles symboliques du mage Zoroastre divinisant la lumière resplendissante, et expliquant comment, dans son foyer, tout s'avive, s'embrase et brille ; un *Te Deum* triomphal entonné par des chœurs célestes. Cette symphonie, aux notes semblables à des vibrations d'électricité magnétique, hymne à l'Être des êtres, au Créateur sublime, semblait venir des sphères infinies. Après ces bénédictions et ces louanges à la gloire de la divine clarté, rien n'explique mieux la transmission de notre vie que l'évocation du mystère de la transmission de la lumière. Lorsque, au cours de la messe de Pâques, le thuriféraire allume, à l'aide de modestes bougies, les flambeaux des autels et la lampe solitaire suspendue à la voûte de la crypte, on se rappelle le grand mystère d'une autre communication, celle de l'esprit humain : cet embrasement de cierges fait songer aux langues de feu desquelles les âmes sont formées et qui se sont allumées pour errer, fugaces émanations, à travers les âges, jusqu'à ce qu'elles reprennent leur essor, après de courts passages — tels les corps pesants entraînés vers leur centre de gravité — vers l'Éternel Créateur. Les flambeaux étant allumés, le cierge pascal placé dans son candélabre et le récit des prophéties commencé, c'est toute l'histoire de l'homme qui passe sous les yeux, depuis son apparition sur notre planète jusqu'à la mort, avec, comme fin commune de tous les êtres, le dernier jugement survenant, terrible, tel un nouveau chaos,

et nous ensevelissant tous dans ses profondes ténèbres. En extase, j'écoutais ces chants traditionnels, appelés par l'Église, dans la messe du Samedi saint, des prophéties; mais, en entendant les paroles du grand Ezéchiel dans sa vision, il me semblait ouïr la réponse irréfutable aux plaintes de Prométhée, de Job et de Hamlet, sur l'origine du mal. Elle est donnée par ces cimetières désolés où gisent des monceaux d'ossements oubliés et comme glacés, mais qui, à un seul souffle, se lèvent se rejoignent, reforment des statues vivantes; des squelettes animés voient une nouvelle moelle les remplir, un nouveau sang les arroser, de nouveaux nerfs les recouvrir, une enveloppe à ces nerfs se tisser et même un cerveau sphérique, semblable à la voûte céleste, se former : car l'infini ne peut être saisi que par l'idée et c'est seulement par le moyen du Verbe que l'idée se confond et s'identifie avec Dieu.

Quand on a lu Ezéchiel on ne peut conserver aucun doute sur la résurrection. C'est pourquoi l'Église, avec sa merveilleuse conception esthétique, par la vertu de laquelle elle conservera éternellement la domination sur les âmes, arrive par de subtiles transitions, après le chant de cette prophétie qu'ont précédé la bénédiction de l'eau lustrale et les litanies, au moment sublime et capital de la messe. La première émotion de ma vie, dont je me souvienne, est précisément celle que je ressentis à une messe de Samedi saint, en mil huit cent trente-neuf, dans la paroisse du Rosaire de Cadix. Je n'avais pas encore six ans alors et mes yeux d'enfant fixaient plus, je le crois, le front et le regard de ma mère que les splendeurs de l'autel. Le contraste entre les nappes de velours et les fleurs, les lumières; entre ce silence qui fait de l'autel un sépulcre et les glorias, les alléluias, me semblait un miracle. Bien des années se sont écoulées depuis cette première émotion; mais je retrouve dans mon cœur cette même vivacité de sentiment et cette même expansion de joie de ma lointaine enfance. Quand le prêtre s'est mis à entonner le Gloria dans la chapelle de Séville, ce dernier Samedi saint, et qu'à ces joyeux accents les flèches de bronze de la gigantesque « Giralda » ont répondu par leurs chants harmonieux; quand l'autel, jusque-là couvert, s'est dépouillé de son voile noir, pour nous laisser voir les anges et les séraphins battant des ailes, dans les espaces infinis, autour de la Vierge mère, statue d'argent couronnée d'un diadème d'or; quand, les voiles s'écartant, les vitraux apparurent, resplendissants de lumière irisée, et couvrirent de leurs cercles de toutes nuances les hauts piliers aux ogives sculptées; quand enfin la voix puissante des orgues s'unit à l'alléluia universel, répercuté même par les pierres et accompagné par le son des cloches, — j'ai cru être revenu à mon enfance et j'ai senti que la foi de mes premières années m'envahissait de nouveau, une foi à laquelle est venue s'ajouter une confiance inébranlable et sans limite dans le progrès universel. Le monde moderne conserve, dans les archives de ses gloires, deux pages inspirées par le Samedi saint et la Pâque, pages qu'aucune ne surpassera jamais en beauté. Le carillon des cloches célébrant la Résurrection, dicta à Victor Hugo l'une de ces deux pages d'une sublimité égale à la voûte de la cathédrale de Paris et aux accents de ces tours sonores, dans les grands jours de fête.

L'autre est celle où, au second monologue du drame de Gœthe, le son des cloches de Pâques ôte des lèvres de Faust, le désabusé, la coupe empoisonnée et le réconcilie soudain, par ses alléluias, avec l'univers et avec Dieu. Au sein de ces émotions éveillées dans le cœur par ces cérémonies religieuses, au milieu de ces jouissances esthétiques inspirées et suggérées par les arts consacrés au culte divin, dans ces prières ferventes d'une créature dont la vie limitée rentrera bientôt dans l'immense éternité, la réflexion parvient à dominer le sentiment; elle déplore une fois de plus l'esprit nouveau et le divorce désormais consommé de deux fanatismes contradictoires, également funestes : le fanatisme religieux et le fanatisme scientifique. Pourquoi donc les savants et les penseurs ne prient-ils pas comme prient les ignorants? Pourquoi les croyants considèrent-ils toute philosophie comme hostile à Dieu, et les philosophes toute science et toute sagesse comme contraires à la religion?

Notre organisme corporel n'est-il pas composé d'éléments? Les idées changent de caractères suivant qu'elles proviennent du sentiment, de l'imagination ou de l'intelligence. La parole humaine ne peut expliquer le mystère, car le sépulcre triste et silencieux répond seul à l'appel de la foi. Elle ne peut que remplir l'espace vide des cieux et interrompre le mortel silence des régions élevées, par des prières et par des oraisons.

Mais revenons à la joie de la fête de Pâques et descendons des hauteurs de la pensée abstraite qui me fait entrevoir l'harmonie future entre la foi et la religion, entre la démocratie et le christianisme. Nous sommes à Séville. Ici tout brille, tout sourit. La cité du Guadalquivir n'est pas, à vrai dire, une cité propre aux cérémonies de la Semaine sainte, comme Jérusalem et Rome, mais elle convient à la fête de Pâques. L'idée de la Passion s'évoque facilement au milieu des amphithéâtres démolis, des ruines tapissées de lierre ; sur les bords de ce Tibre antique, qui semble charrier à la mer des débris d'autels et des cadavres de dieux, parmi les colonnes brisées, et sur les collines du Capitole et de l'Aventin sacrées comme le temple des idées mortes, comme le Panthéon des générations disparues. Là-bas, les plaintes et les lamentations de Jérémie sortent du sein des abîmes qui ont englouti des tribuns et des Césars. Mais c'est à Séville que l'esprit comprend le mieux la Résurrection universelle. Le génie tragique de Valdès a peint la Mort et ses dépouilles dans un tableau, plus sordide encore que ceux de l'école pisane, qui montre un cimetière où les vivants se bouchent le nez pour ne pas sentir l'odeur des morts; mais en vain Valdès a-t-il accumulé pourriture, vers, os décharnés, squelettes sinistres : les Murillo, qui offrent quelque similitude avec ce tableau funèbre, l'éclipsent beaucoup parce qu'ils révèlent en même temps les splendeurs de la vie. Les Sévillans veulent-ils peindre la Passion? Ils ornent de brillants les poignards plantés dans le cœur de Marie; les gouttes de sang versées par les martyrs deviennent des rubis; la bure dont s'entoure la Madeleine repentante se change en une étoffe brodée d'or ; les épines même de la couronne du Sauveur sont des pointes d'or massif, qui rivalisent d'éclat avec les étoiles de la nuit et semblent les joyaux d'un vainqueur romain, passant sous les arcs de triomphe au

milieu des acclamations enthousiastes, et entrant dans la cité éternelle parée et fleurie en son honneur. Ici le torrent du Cédron est figuré par un fleuve merveilleux, tel une voie lactée tracée sur le sol; une rue serpente, où l'on n'entend que des propos gracieux, où brillent les étincelles des yeux noirs et assassins : la rue de l'Amertume; le mont des Oliviers étale enfin ses jardins embaumés par les fleurs d'oranger, qui brillent comme des émeraudes et qui respirent la gloire. Le cantique suprême produit en ces lieux l'effet d'une sérénade d'amour telle que n'ont pu en créer ni Mozart, ni Rossini, dans leurs deux immortels opéras. Séville, placée tout à l'occident, est une Florence orientale. L'art et la nature se sont donné la main pour faire d'elle une cité vraiment unique sur notre planète. Aussi Murillo a-t-il laissé bien loin derrière lui le Corrège et Rembrandt, par l'éclat de la lumière dans ses tableaux. A l'exemple de l'autre divin Sévillan, Velasquez, il a emporté avec lui dans la tombe le secret de reproduire sur une froide toile toute l'énergie de la vie humaine dans toute sa vérité. Je ne crois pas qu'on puisse voir sur la terre un plus beau ciel que celui que je contemplais ces jours derniers à Séville. On eût dit parfois une gaze céleste, parfois un plafond de cristal vénitien. Il est impossible qu'aucune mosaïque de synagogue, ni qu'aucune pierre de leurs voûtes azurées, soient comparables à un atome de ces couchants qui semblent, non pas l'arrivée de la nuit, mais l'aurore nuancée et merveilleuse d'un nouveau jour. Quand on aperçoit au ciel tant d'étoiles et dans les esprits tant d'idées; quand, à côté d'une végétation aussi florissante et aussi parfumée, s'élèvent, comme une autre végétation, des édifices colossaux ornés de souvenirs bénis; quand, d'un côté, chantent les rossignols et de l'autre les poètes, tous exprimant l'amour, les uns par leurs gazouillements, les autres par leurs vers inoubliables; quand, au spectacle de la Tour de l'Or, de la Giralda, de l'Alcazar et de la gigantesque cathédrale, s'unissent les toiles immortelles de peintres, autres anges gardiens de la création; quand tant d'attraits se trouvent réunis dans notre Séville, est-il étonnant qu'elle soit l'objet de la curiosité et de l'envie de toutes les cités du monde?

Je ne crois pas aussi qu'il existe dans le monde un spectacle semblable à celui qu'offre Séville un jour de foire. La renommée l'affirme; mais en ce cas, la réalité surpasse encore le renom. Aucune exposition ne peut présenter un tableau du genre de cette fête. Là se dressent la Giralda des Abbassides, la Tour de l'Or, construite par les *Alarifs mudjars*, et le premier sapotillier d'Amérique planté par la main prévoyante de Fernand Colomb; le développement de notre architecture nationale y peut être admiré dans les pyramides de la manufacture de tabac, comme aussi dans le palais de San Telmo, dont les pierres rouges sont unies aux marbres blancs; les palmiers africains s'y penchent sur les orangers de Chine, et leurs palmes, agitées par la brise, murmurent des mélodies sans fin, tandis que les orangers, sous la chaleur du soleil, exhalent de pénétrants et enivrants parfums; les arcs-boutants élancés et les chapiteaux d'une cathédrale gothique y côtoient les créneaux et les minarets d'un alcazar mahométan. Aussi peut-on dire que la nature et

l'art se sont unis pour produire une synthèse de végétaux animés et de pierres vivifiées, à nulle autre pareille aujourd'hui ni à aucune époque sur toute la surface du globe. Je n'oublierai jamais, jamais, le premier jour de foire de cette année, quand bien même je vivrais jusqu'à cent ans. Sous un ciel de Chaldée, sous des torrents de lumière — tels ceux qui durent inspirer aux Sabéens leur dogme de l'âme-lumière — on voyait de belles femmes, parées de blanches mantilles retenues par de petits peignes de nacre et sous lesquelles resplendissaient, en gracieux bouquets, des touffes d'œillets et de roses. Plus loin, des bohémiens, d'une couleur variant entre le noir et le jaune comme le teint de Cléopâtre, aux yeux lançant des éclairs comme ceux de Sémiramis, exerçaient la chiromancie et l'astrologie. On rencontrait enfin à chaque pas des groupes de *Ginetes*, cavaliers dont les montures sont originaires du Guadalquivir, formant une armée considérable qui sème sur son passage, non pas la mort dévastatrice, mais l'amour vivifiant. Les tentes semblaient des cages : il y vibrait des voix harmonieuses, voix de chanteurs et de chanteuses, rivalisant en nombre et en talent avec les oiseaux des bois; on y voyait de charmantes danseuses obéissant à la musique comme les rosiers au zéphyr, et il y résonnait des guitares touchées par des doigts divins qui font frissonner les cœurs. En un mot, nous étions à Séville, parmi ses tapis de fleurs et sous son diadème de tours, au sein d'un printemps sans égal, grâce à la fécondité de la nature et à la fécondité de l'art.

Je ne dis rien de la baie de Cadix. Il n'a rien vu celui qui n'a jamais contemplé la ville phénicienne sur son sombre piédestal de formidables murailles. Elle resplendit avec sa couronne de tours contre la face desquelles le soleil vient briser ses rayons et les rend semblables à de colossaux diamants. Dans sa baie paisible, se croisent les voiles grecques et latines innombrables, telles les mouettes du ciel. Battue par l'Océan, cette baie reste cependant si immobile, tel un vaisseau aux amarres puissantes et aux ancres solides, qu'elle peut, bien que retenue seulement par une étroite bande de terre, résister pendant toute une éternité à l'ouragan et à la tempête. Jamais, non jamais, je n'oublierai mon séjour dans cette cité si belle, où abordèrent mes pères, naufragés des tempêtes essuyées pour notre sublime liberté : car ce fut là que, comme si pour la première fois la lumière venait frapper mes yeux, je sentis s'éveiller en mon cœur le premier amour des idées de progrès qui sont la lumière de mon siècle; là prit naissance mon culte constant par des principes auxquels j'ai toujours été fidèle pour l'honneur et la gloire de mon nom et de ma vie. Je suis petit par mon talent comme par ma stature; mais il n'est pas d'homme qui ne devienne grand s'il réussit à s'unir à une grande idée. Or, si l'idée de liberté a été celle de ma vie, n'est-ce pas naturel, puisque je suis né dans la cité qui inaugura le siècle par les Cortès constituantes, auxquelles elle donne un nom immortel par la proclamation, jetée dans sa baie sans rivale, des grands principes qui sont comme l'éther de la lumière et comme l'oxygène de l'air? Aussi bien les habitants de Cadix viennent de me faire une si belle réception, que je leur ai adressé un discours dont voici la copie textuelle :

Sur ma prière, nous voici réunis ici ce soir. J'ai cédé au désir de dire toute ma reconnaissance au peuple de cette ville pour son accueil qui a dépassé toutes mes espérances et qui a tant honoré ma personne. Ne pouvant exprimer à tous mes sentiments de gratitude, par suite de l'impossibilité que m'opposent le temps et l'espace, j'ai prié votre digne président de vous rassembler, vous tous qui représentez la société de cette belle cité, afin que vous transmettiez à chacun de ses habitants en particulier, mes chaleureux remerciements pour les fêtes organisées à mon intention. Je vous charge donc d'être mon interprète auprès d'eux, en réalité auprès de tous les Gaditains qui m'ont présenté avec une si grande sincérité des hommages que je n'oublierai jamais. Je vous prie de me prêter maintenant toute votre attention. Quand on adresse à une personne des regards tendres et muets avec une vraie et honnête sincérité; quand il monte de la poitrine des acclamations irréfléchies que seule la lèvre retient afin de ne pas troubler le calme et la tranquillité d'une suave atmosphère; quand il n'y a eu ni plan ni préparatifs d'un comité ou d'un parti toujours guidés par des mobiles intéressés et poursuivant des fins particulières; quand les bravos et les acclamations sont adressés à une personne par d'autres personnes rencontrées par hasard, quoique celle-là ne les mérite pas et ne croit même pas les mériter, — la reconnaissance, sortant de ses limites naturelles, s'accroît jusqu'à se centupler. Quant à moi, en me voyant l'objet de démonstrations si flatteuses et si gracieuses, je les ai prises, non pour ma propre personne, mais pour l'histoire de ma vie, qui prouve que j'ai lutté dans la modeste mesure de mes forces et de mes facultés pour la défense de la liberté sans restrictions, de l'ordre public sans abus, du progrès humain sans secousses, de la démocratie sans excès, de l'intégrité et de l'indépendance de notre patrie à l'intérieur, et, à l'extérieur, de tous les sacrifices possibles qu'exigeaient l'honneur de son nom et la grandeur de son œuvre dans toutes les régions du monde.

Obéissant à la courtoisie, comme à l'affection, je dois consacrer mes premières paroles à la femme. Je ne dirai rien de nouveau en répétant que ce qui m'a toujours empêché de venir à Cadix, c'est un souvenir dont la piété emplit pour moi tous ces espaces, le souvenir d'une sainte femme, souvenir que j'ose à peine invoquer, car si je m'y arrêtais quelques instants seulement, mes forces me trahiraient, mes yeux se voileraient de larmes et la voix expirant dans ma gorge serait impuissante à prononcer une seule parole.

Ici, chaque pierre du sol, chaque étoile du ciel, chaque souffle du vent et chaque vague de la mer me taxent d'ingratitude. Se peut-il, lorsqu'un être aimé a égayé l'aube de notre vie avec son sourire; lorsqu'il a tenu les yeux fixés vers le ciel, afin d'intercéder auprès de l'Eternel, pour notre bonheur; qu'il a consenti à tous les sacrifices pour la santé de notre corps et la culture de notre esprit; qu'il s'est consacré à embellir notre pensée par l'amour de l'art et, par l'amour du bien, notre cœur; qu'il a été le modèle de toutes les vertus, — se peut-il, dis-je, que cet être soit mort sans que nous l'ayons suivi dans la tombe, alors que ses soupirs ont formé l'atmosphère que nous respirons, et

que ses regards nous ont communiqué la chaleur qui a vivifié notre âme ?

L'homme semble être un monde en abrégé, qui vogue dans l'éther céleste, l'éther, un amour infini, répandu sur toute la création, et l'amour enfin une émanation divine qui descend de l'âme féminine jusqu'à l'abîme des sentiments et des affections de l'homme, sentiments et affections qui ne peuvent s'étendre ni se dilater, pour accomplir leur ministère matériel et social, s'ils ne sont guidés par l'étoile de l'idéal féminin, inséparable du cœur de notre sexe, comme notre planète l'est de son beau satellite, la lune. L'histoire a un caractère féminin, et ce caractère est même indispensable à son caractère masculin autant qu'un sexe est nécessaire à l'autre. Aussi tous les systèmes historiques modernes sont-ils d'accord pour reconnaître que les sociétés n'ont pas commencé par le régime patriarcal, comme nous le croyions, mais par le régime *matriarcal*, et cela pour une raison bien simple, c'est que, par la loi naturelle, les mères se sont toujours trouvées plus près de leurs enfants que les pères. La tradition homérique du triomphe d'Achille sur les Amazones est le symbole de la victoire de la société patriarcale ou masculine sur la société matriarcale ou féminine. Les fables et les histoires n'iront pas chercher si loin, mais ce qu'on ne peut nier, c'est que les temps ont leur période masculine et leur période féminine. En vertu de cette loi, nous voyons à chaque époque différente une femme se lever pour marquer une nouvelle phase de l'esprit humain, et mettre ainsi en évidence son immortalité. Au berceau du monde, c'est Ève ; à la rédemption d'Israël, Marie, lorsque, dans son inspiration, elle entonne le cantique de Moïse, si semblable à nos hymnes démocratiques. Au pied de la croix, c'est la Vierge-Mère ; au commencement des âges classiques, Hélène, et, à la fin, Hypatie ; en face des Césars et de leurs cirques, que de femmes subissent le martyre, pour le christianisme, au sein des catacombes ! A côté de saint François, nous trouvons sa sœur en religion, la mystique sainte Claire ; la passion inextinguible de l'amoureuse Héloïse apparaît à l'aurore de l'idée philosophique. Vittoria Colonna brille à l'époque de la Renaissance comme avaient brillé Béatrix et Laure au Moyen âge. Contre la réaction religieuse et ses horreurs, s'élève la voix de sainte Thérèse ; sous la Révolution, nous trouvons des femmes aussi courageuses que les premières chrétiennes, mais je dois taire leurs noms, car nos discordes sont d'hier. En faut-il plus pour prouver que vous êtes, nobles femmes, les Pythonisses, les muses, les inspiratrices de l'homme, que vous portez sur vos fronts un reflet du ciel : la beauté, et dans vos cœurs un éther vivifiant : l'amour?

Mais, quel que soit le rôle social de la femme, au sujet duquel on a soulevé une question très controversée à l'heure actuelle, on ne peut nier qu'aujourd'hui elle tienne en main l'éducation du genre humain. Tout physiologiste désireux de connaître le cœur d'un grand homme, commence par s'informer de sa mère. Pourquoi cela ? Parce que tout enfant, en interrogeant sa nature, trouve en lui deux sortes d'affections contradictoires qui, parfois, se maintiendront en harmonie, mais qui, par-

fois, peuvent aussi se combattre sans trêve. Voyez les hommes quand ils haïssent, quand ils luttent, quand ils guerroyent, quand ils combattent, et remarquez que tous leurs penchants belliqueux sont dus à leur sexe, tandis que, s'ils sont poussés par un sentiment de charité vers les malheureux, s'ils désirent la consolation des affligés, s'ils partagent leur pain et leurs habits avec le pauvre, s'ils écoutent l'appel des arts qui bravent les malheurs de la vie, s'ils prient, s'ils sentent parfois monter à leurs yeux de douces larmes, si leurs cœurs vibrent comme des harpes, c'est que toutes ces cordes mélodieuses ont été placées dans leur poitrine par l'âme d'une mère.

Je l'ai déjà dit bien des fois, mais je veux ici le confirmer et le répéter : la mère reçoit pour ses enfants, du ciel et de la nature, une science infuse et intuitive dont l'homme ne pourra jamais lui disputer la possession. De même que les femmes seules peuvent nourrir de lait leurs enfants, ce ne sont également que les sentiments féminins qui peuvent être les éducateurs de l'enfance humaine. Les naturalistes racontent que la mère de l'imperceptible insecte qui produisait autrefois la pourpre, extraite aujourd'hui du charbon, donnait tout son sang, c'est-à-dire toute sa vie, sans restriction, à sa progéniture; puis, après un tel sacrifice, ne pouvant rien faire de plus jusqu'à sa mortelle, voulait avec son propre cadavre, avec son squelette transparent, restes d'un amour maternel désormais éteint, préserver ses petits des inclémences de la nature. Une mère sait, dans sa physiologie prévoyante, ce qui convient à la nature de son fils; elle sait l'hygiène qu'il doit suivre pour éviter les maladies; la médecine par laquelle il doit être soigné; la morale intuitive qui conduit au bien; la philosophie que peut donner une religion rendue chère par la foi maternelle qui y reste attachée. Elle possède encore la science d'inspirer des idées élevées par les refrains de sa composition qu'elle chante autour des berceaux, et l'art de faire de ses contes des germes de science jetés dans les âmes. Enfin, après avoir défendu et préservé les fruits de son amour des colères du monde, elle devient sublime à son heure dernière quand, les mains jointes, recueillie, elle tourne ses regards vers le ciel pour demander au Créateur qu'il protège ses enfants dans cette vie et qu'il les prenne ensuite auprès de lui dans la félicité éternelle.

Ce que je dis ici de la femme est si positif, que nous la regardons d'habitude comme la personnification de toutes les meilleures, des plus belles entités du monde. Aussi allons-nous parler, à présent, d'une autre femme, bonne et belle aussi, de notre cité, de notre mère, de Cadix, notre patrie. Qui pourrait dire combien il y a de relations entre les diverses aptitudes de l'âme et l'espace, où l'âme apparut pour la première fois? La philosophie moderne cherche à expliquer l'origine mystérieuse des espèces par l'espace qui les entoure, par l'air vivifiant qu'elles respirent, par le sol qui les nourrit. Indubitablement, nous aurions dû naître sur un écueil de l'Océan infini, nous autres hommes prédestinés aux luttes politiques : car s'il y a des cyclones sur l'Océan, ils ne sont jamais aussi épouvantables, aussi violents, aussi terribles, que ceux qui bouleversent les États; s'il y a sur la mer des tourbillons

et des troubles, jamais ils ne sont aussi terrifiants que le bouillonnement des passions humaines; s'il existe des abîmes, jamais ils ne sont aussi profonds que les abîmes sociaux; s'il y a des tourmentes, jamais elles ne sont aussi dangereuses que la calomnie et le mensonge. Aussi, celui qui eut à lutter pendant un demi-siècle pour la liberté absolue, pour la démocratie progressive, pour la souveraineté nationale, devrait-il, afin d'être capable de résister aux injures et aux outrages que le mal suscite sur le chemin du bien, avoir son berceau à l'endroit même où il lui faudrait d'abord combattre la tempête et l'ouragan, pour qu'il fût par eux formé et accoutumé, dès sa naissance, aux colères du ciel et aux injustices du monde.

Considérons maintenant notre patrie au point de vue historique. En l'examinant sous cet aspect, nous devons reconnaître qu'elle a rendu d'inoubliables services à l'humanité. Pour un observateur des choses humaines, qui approfondit les questions et connaît leur raison d'être, une cité ne peut périr comme pourrait le faire un assemblage confus d'êtres, unis les uns aux autres par le hasard, qui en a fait une masse compacte. Si les peuples et les nations ont un caractère propre, les villes en ont un également. Chaque grande cité historique a sa personnalité, même au point de vue de l'art, et dans un ordre d'idées plus élevé que l'art, au point de vue de la philosophie. Les systèmes philosophiques viennent à l'appui de mon dire, puisqu'ils prennent le caractère et le nom des cités différentes où ils ont germé et où ils se sont épanouis. On appelle encore « École d'Athènes », l'école philosophique qui prit naissance sur les bords de la mer hellène, à l'ombre des platanes du Pirée. A plus forte raison, ce qui se passe pour la philosophie se passe-t-il pour l'art. On donne le nom « d'École florentine » à une série de peintres illustres nés à Florence, et celui d'« École sévillane » à la série de peintres célèbres qui naquirent à Séville. Quant à Cadix, elle constitue, pour ainsi dire, un centre d'attraction dans le domaine des relations commerciales. Depuis les bergers nomades du vieux monde chaldéen, comme Abraham, surveillant leurs troupeaux et portant leurs tentes sur leurs épaules, jusqu'aux audacieux explorateurs, comme Colomb, découvrant un nouveau monde, tous ont reçu de Dieu le génie créateur.

Par combien d'évolutions progressives a dû passer l'homme, et que d'efforts titaniques il a dû faire pour aller de son désert immobile au mouvant Océan; de la tente, dressée sous le ciel chaldéen, à la barque qui vogue sur les fleuves; de cette barque au vaisseau méditerranéen, de ce vaisseau au navire interméditerranéen, de ce navire au navire océanique, et de ce dernier au navire interocéanique, qui sillonnera toutes les eaux, et connaîtra tous les cieux, laissant derrière lui une traînée lumineuse, telle une étoile spirituelle, et dont les reflets stimuleront la civilisation et la culture humaines! La tente d'Abraham, c'est la société patriarcale et nomade; la barque de Ninive et de Memphis, tente mobile, indique l'établissement des relations entre les hommes, par le moyen des fleuves, relations nées d'abord le long de l'Euphrate, puis étendues jusqu'en Égypte. Le site où s'élève

Tyr marque le début de la culture orientale méditerranéenne. Le site où s'élève Carthage, le début de la culture occidentale méditerranéenne.

A leur suite, on voit venir: Athènes, qui nous apporta l'art humain; Alexandrie, le Verbe divin; Jérusalem, l'Homme-Dieu; Rome, l'unité complète du droit civil et l'unité de la race humaine; — ainsi de suite, jusqu'à ce que la civilisation océanique commence, c'est-à-dire jusqu'au jour où Gadès, se levant comme une cité révélatrice sur les écueils de l'Océan, vint illuminer, par les splendeurs de son génie, la sortie de la Méditerranée et l'entrée de l'Atlantique, portant ses reflets depuis la petite langue de terre gaditaine jusqu'aux îles Fortunées recouvrant le paradis perdu, les Atlantides, et préparant, siècle par siècle, la découverte de l'Amérique.

Mais si les actions glorieuses de Cadix sont nombreuses dans les temps passés, elles lui ont conquis, dans les temps modernes, une plus grande gloire encore. On ne trouverait pas, à mon avis, dans les annales des Parlements, une réunion aussi glorieuse que celle des Cortès, auxquelles Cadix donna leur nom désormais inoubliable. Je ne voudrais blesser aucune conviction; je sais qu'il peut s'en trouver de diamétralement opposées dans un auditoire éclairé et distingué : là où une centaine de personnes se trouvent réunies, elles appartiennent forcément les unes à la droite, d'autres au centre, et les autres à la gauche, en ce qui concerne la politique. Cependant, quelles que soient nos opinions, il nous faut convenir qu'il existe dans l'âme de nos générations contemporaines, une croyance commune en la nécessité absolue, pour la société, du régime parlementaire moderne auquel nous devons la sécurité de nos esprits et celle de nos foyers. Or, où donc est né ce régime parlementaire constitutionnel, dont les racines ne pourront jamais être arrachées au sol de la patrie, et qui brave les efforts ambitieux de la démagogie? C'est à Cadix. Ces jours derniers, j'entrai à Saint-Philippe, le lieu où se réunirent les Cortès. En y revenant, je n'ai pu me défendre d'une certaine émotion, comme si je contemplais le foyer principal où s'est concentré l'éther des idéaux progressifs de l'humanité. Pour exprimer toutes mes sensations, il me faudrait étudier le régime social qui existait avant la constitution de Cadix, et ensuite reporter mes regards vers le monde nouveau qui suivit l'apparition de cette constitution. Recueilli en moi-même, je me disais : avant de se réunir ici, ces législateurs inspirés, — en qui on ne sait quoi admirer le plus de la lumineuse science de leur pensée progressive et créatrice, ou de la morale pure et complètement désintéressée qu'ils professaient, — étaient des fervents adorateurs de la liberté et de la patrie, mais tellement circonspects dans leurs innovations qu'elles exaltèrent certains penseurs et les rendirent semblables à des hommes enivrés d'un vin doux qui n'a pas assez vieilli.

Avant la réunion de ces vrais Titans, une femme avait ouvert nos lignes de défense naturelles, les Pyrénées, et nos forteresses, à l'envahisseur, à l'étranger, poussée par l'ambition de donner une couronne royale à son favori. Quand tant et de si sublimes législateurs eurent

accompli leur œuvre, une telle infamie était désormais devenue impossible : n'avaient-ils pas protesté contre la transmission de la couronne par voie héréditaire, qui faisait des royaumes un héritage, et des sujets un troupeau de bétail, susceptible d'être échangé ou vendu? N'avaient-ils pas proclamé la grande, la lumineuse idée, — qu'ils appelaient le principe des principes, le dogme des dogmes, le droit des droits, — de la souveraineté nationale? L'encre avec laquelle nos serviles maîtres avaient signé à Bayonne la cession du pays à l'étranger était encore fraîche que déjà délibéraient les délégués réunis dans ce cénacle des idées progressives, à l'ombre d'un autel; ce fut là qu'ils instituèrent l'ensemble de toutes les libertés contenues dans un seul dogme, celui qui mettait un terme aux cessions maudites, aux fractionnements féodaux, à l'échange des territoires entre rois, dangers si menaçants pour la grandeur de notre histoire, qui décidait enfin que la nation espagnole ne serait jamais le patrimoine d'aucune personne ni d'aucune famille. C'est grâce à lui qu'ont été maintenues, intactes et inviolables, notre intégrité et notre indépendance.

Quel était l'état de l'Espagne avant les Cortès de Cadix? Sur chaque citoyen pesait une terrible contrainte, on pourrait dire la mort; sur les campagnes, la tyrannie. Les substitutions désolaient les foyers; le fléau des privilèges, ce véritable cancer, produit par l'inégalité, rongeait le sein des familles. Après la réunion des Cortès, devait prévaloir l'immuable principe sur lequel reposent les sociétés modernes, la propriété individuelle. Avant, c'était la taxe sur toute vente de produits, et les prohibitions frappaient la circulation et l'échange par l'abus de la douane intérieure; après, ce fut l'expansion libre du commerce sur tout le territoire. Avant, c'était le travail et les travailleurs organisés officiellement comme des bataillons, avec certains corps de métier privilégiés, mais souffrant de restrictions attentatoires à leur vie et astreints à la corvée et à la prestation féodales; après, ce fut le travail libre. Avant, c'était la limitation imposée de tous côtés à l'industriel dans l'exploitation de son industrie, sous la prudente autorité des pouvoirs constitués; après, ce fut la voie de toutes les vocations ouverte à tous. Avant, il fallait la noblesse du sang pour obtenir la plupart des charges; depuis, tous les Espagnols ont le droit d'exercer les fonctions publiques. Avant les Cortès encore, le foyer était ouvert aux sbires; depuis, fermé aux terribles invasions, il est devenu le sanctuaire inviolable de notre personnalité.

Avant enfin, c'était l'Inquisition, consumant sur les bûchers la libre pensée; c'est, depuis, la liberté laissée à l'homme d'ouvrir ses ailes dans l'infini et de parcourir à son gré le pays de l'idéal, depuis les entrailles du globe jusqu'aux sommets de l'éternité. Aussi pouvons-nous affirmer que tous ces penseurs, choisis au milieu des dangers de la guerre et appelés, à l'heure du naufrage de nos conquêtes, à fonder une nouvelle et grande nationalité, pour remplacer celle qu'avait anéantie l'absolutisme, non seulement appliquèrent les principes philosophiques des sociétés modernes au bien-être public, à des institutions indestructibles, à des lois inaltérables, à des principes de justice éternelle, mais encore

firent passer dans le domaine réel, les transmettant ainsi aux générations futures, les principes créateurs du sermon sur la montagne et les dogmes sociaux de l'Évangile divin. J'ai contemplé la structure du temple où se réunirent les Cortès et j'ai trouvé l'explication du trait saillant de cette période particulière ; j'y ai vu l'influence du peuple gaditain sur la constitution gaditaine. La disposition de l'édifice permettait de placer la chaire présidentielle à l'endroit où l'autel se trouve aujourd'hui situé, la tribune à l'endroit où se trouve la chaire, les députés à l'endroit où se rangent aujourd'hui les fidèles; enfin, comme les premiers chrétiens dans les basiliques, au cours des audiences romaines, dans les trois rangs de galeries, les unes tout en bas, les autres touchant la voûte, le peuple trouvait sa place toute marquée. De là, il influait par ses applaudissements ou ses protestations, expansions bien naturelles en ces temps d'effervescence patriotique et de nouvel idéal progressif, sur les législateurs et la législation, indiquant à ceux-là l'opinion publique et le sentiment général de la cité, Muse et Pythonisse de toutes les libertés. L'Océan immense, le vent déchaîné et libre, les ondes que ne peuvent dompter les forces humaines, le travail qui purifie tout, le commerce qui élargit le ciel connu de notre planète par ses voies et communications et qui étend en même temps les horizons de l'art et de la pensée, ces pilotes rompus aux combats, ces pèlerins qui parcoururent tous les climats, jusqu'au roi philosophe Charles III, jusqu'aux Encyclopédistes qui inculquèrent au peuple une grande quantité de philosophie progressive, — tout et tous furent les facteurs de cette œuvre qui portera toujours le nom de premier Code fondamental espagnol : de la constitution de Cadix, puisque Cadix le dicta par sa pensée et l'anima de son esprit.

Il ne sera jamais plus utile qu'aujourd'hui de rappeler les Cortès de Cadix, car ces Cortès ne se contentèrent pas de proclamer la souveraineté nationale, ils partirent d'un principe encore plus élevé et plus vivifiant, celui que nous devons évoquer aujourd'hui plus que jamais et pour la conservation duquel je vous demande toute la foi de vos intelligences et toute l'ardeur de vos cœurs : la sainte intégrité, l'éternelle unité de la nation. Et quelle folle réaction ont voulu soutenir aujourd'hui plusieurs insensés de la droite et de la gauche ! On dirait qu'ils veulent provoquer un retour vers le Moyen âge, retour qui aurait pour résultat certain une nouvelle chute dans le système féodal. En effet, les organes essentiels à la patrie se désorganiseraient comme des monuments disloqués et cet oxygène que notre vie doit aux grands législateurs du siècle s'évanouirait comme un rêve, lui qui représente notre âme mère et toutes nos forces vives : l'unité nationale. J'ai dit à Séville, il y a quatre ans, et je le répète à Cadix aujourd'hui : j'ai toujours admiré profondément l'Andalousie. Elle est la tête du continent européen, elle qui a découvert et conquis le Nouveau Monde. Elle jouit de la situation géographique la plus heureuse et du plus fertile climat de tout l'Univers avec, au nord, sa couronne faite, semble-t-il, de métaux précieux, et avec sa ceinture de mers au midi, placée comme elle l'est sur cette gigantesque émeraude que nous appelons le détroit d'Hercule. Elle

a, à son côté, l'Afrique, en face d'elle l'Amérique; on dirait vraiment que les mondes les plus opposés lui doivent un tribut. Elle a tiré un haut degré de culture des plus anciens documents qui survivent dans la mémoire des hommes : Homère et la Bible. Elle a vu se succéder sur son sol quatre civilisations lumineuses, la phénicienne, la romaine, la sémitique, la moderne. Elle a donné des poètes et des penseurs à Rome, à Damas et à la Sicile; les uns conçurent le testament du Stoïcisme, les autres firent renaître le génie grec et furent la dernière lueur du crépuscule de l'idée classique, permettant ainsi à des chefs-d'œuvre comme la *Somme*, les *Parties* et le poème de Dante, de se produire. Elle est portée ainsi sur les ailes multicolores d'artistes sans égaux dans les annales de l'histoire. Personne, en effet, n'a peint l'éther comme Murillo, personne non plus la vie comme Velasquez. Par son ciel semé d'astres, qui lui sert de ceinture, par son manteau de fleurs, qui la recouvre, elle est, avec sa noblesse dans le temps et sa beauté dans l'espace, une nation unique. Jamais elle n'a abrité de régionaliste ; tous ses enfants, étrangers aux exagérations réactionnaires et démagogiques, véritables ténèbres unies dans l'abîme d'une pensée chaotique, veulent être, avant tout, Espagnols, et l'Espagne leur apparaît dans toute sa grandeur, — car nous, Espagnols, pouvons pécher, mais l'Espagne est impeccable ; nous, Espagnols, pouvons nous tromper, mais l'Espagne est infaillible ; nous, Espagnols, pouvons mourir, mais l'Espagne est immortelle. Vierge et mère, environnée d'une lumière céleste, écrasant sous son talon le serpent du mal, enveloppée de son manteau azuré, elle reçoit encore du ciel l'idée qui éclaire tout, et l'amour qui crée et vivifie tout.

En parlant de l'unité et de la souveraineté nationales proclamées par la constitution de Cadix, je me garderai bien de déclarer cette constitution parfaite et le modèle achevé de toutes les autres. Par contre, pour répondre à une objection élevée contre elle par les réactionnaires qui la qualifient de constitution trop démocratique, je dois dire qu'elle proclame trois principes fondamentaux de la civilisation moderne : le principe de la souveraineté nationale, celui de la liberté politique, celui de l'égalité civile. Mais ces trois grands principes mis à part, il ne faut pas craindre d'avouer à tous qu'elle a payé à l'évolution, aujourd'hui tant en faveur, ainsi qu'aux circonstances qu'on appelle en politique opportunisme, le tribut qu'elle leur devait. Elle a transigé avec la monarchie traditionnelle, bien que les rois eussent livré à l'étranger la patrie; elle a proclamé l'intolérance religieuse après avoir aboli, aux applaudissements de tous, l'infâme Inquisition. En jugeant la merveilleuse constitution de Cadix, il faut peser d'un côté ce qui provient de son essence propre, et d'un autre côté ce qui ne fut que le produit des circonstances dans lesquelles elle fut formulée et écrite. Cette Assemblée constituante n'avait pas seulement pour mission d'arracher la nation des griffes de l'absolutisme traditionnel, elle devait la retirer aussi des serres du César conquérant. Pour arriver à ces deux fins, il ne fallait pas penser à enlever aux Espagnols les deux forces traditionnelles qui faisaient encore d'eux un seul corps, par l'unité monarchique, et un seul esprit, par l'unité religieuse. Toutes les armes sont bonnes pour

repousser l'envahisseur; ces savants politiques ne pouvaient se priver de l'appui du sentiment catholique pas plus que du concours du sentiment monarchique : ces forces n'étaient-elles pas nécessaires en face du César et de ses armées envahissantes? Pour ma part, j'aurais donné alors au pouvoir public les caractères d'amovibilité et de responsabilité toujours préférables; j'aurais mis en tête du Code fondamental le droit de penser et de créer librement; mais cela était impossible aux législateurs de Cadix. L'œuvre politique des Cortès fut la création d'une Chambre unique, afin de ne pas rompre l'unité nationale, et pour la conserver dans toute sa plénitude. Dans le domaine juridique, cette Chambre alla jusqu'à la plus grande égalité possible, après avoir rendu à l'Empire les hommages qu'exigeaient les circonstances et la situation, et après avoir fait de grandes concessions à ce qu'il contenait de réellement bon. Il résulta néanmoins de tous ses efforts un organisme qui permettait à toutes les fatalités humaines de se produire, les législateurs étant dans l'impossibilité d'arriver à émanciper la pensée nationale forcée d'obéir à une nécessité impérieuse contre laquelle ne peuvent jamais rien les forces les plus considérables ni même les idées les plus progressives. Mais ils purent émanciper et émancipèrent en effet la volonté collective, la volonté nationale; rappelez-vous, en effet, qu'avant les Cortès de Cadix, l'Espagne était un grand empire, et que c'est seulement depuis leur réunion, qu'elle est une grande, une libre et une vraie nation.

Je ne connais pas de gloire parlementaire plus pure que celle de nos Cortès nationales. Quatre parlements, imbus des théories de progrès et analogues à ces Cortès, les précédèrent dans le temps et suivirent parallèlement le même cours d'idées, accomplissant chacun une œuvre constituante libérale. C'est, premièrement, le Parlement d'Angleterre qui combattit la réaction religieuse et déposa les Stuarts; le second fut l'Assemblée constituante de Versailles qui détruisit la Bastille du régime féodal et proclama les droits de l'homme et la souveraineté nationale; ce fut, en troisième lieu, l'Assemblée législative de 92 qui déclara une guerre impitoyable à la réaction européenne, et déposa la royauté absolue; ce fut enfin la Convention française qui soutint, glorieusement et vaillamment, une lutte implacable contre le démon de la tempête, et proclama la première République française. Tous ces parlements, je le répète, présentent des analogies avec nos Cortès de Cadix, qui ont également travaillé au développement du progrès et de la liberté humaine dans la mesure de leur science et de leur intelligence. Les Cortès de Cadix parvinrent, en effet, à servir le même idéal et les mêmes théories progressives avec un dévouement dont on ne trouve aucun autre exemple dans l'histoire du droit et de la liberté universelle. Le parlement anglais, lorsqu'il combattit le fanatisme religieux des calvinistes, après avoir purifié son sein de la superstition, se laissa aller à des proscriptions terribles, fit dresser de sinistres échafauds pour assouvir ses haines politiques, et alluma d'épouvantables guerres civiles, jusqu'au jour où la liberté tomba — telle une idole profanée — aux pieds de l'implacable dictateur.

L'Assemblée constituante, destructrice éternelle et infatigable de

l'absolutisme et de la féodalité, poussa si loin ses réformes, qu'en pénétrant jusqu'au fond des consciences, elle provoqua une lutte religieuse contre l'âme catholique ; son chemin fut dès lors semé de ruines et le soleil de la salutaire et féconde Révolution en fut profondément obscurci. L'Assemblée législative, au sein de laquelle retentirent les discours les plus éloquents qui soient jamais sortis des lèvres humaines, ne sut pas, d'autre part, appliquer la Constitution dont elle avait reçu le dépôt, ni obtenir que la loi punît les fautes royales, les trahisons envers le peuple, pas plus qu'elle ne sut réprimer les actes de violence des émeutiers déchaînés. La Convention, elle, sauva la France sur le point de tomber aux mains de l'étranger, mais ce fut au prix de mille crimes, en se souillant de sang et en favorisant ainsi une réaction militaire et césarienne. Les Cortès de Cadix, au contraire, eurent une double tâche à remplir, et accomplirent des efforts surhumains. Il leur fallait édifier la loi humaine sur les ruines de l'absolutisme expirant, et repousser en même temps l'invasion du plus grand guerrier qu'aient vu les siècles. Elles défièrent cependant les bombardements dévastateurs et les pestes homicides. Placées entre les bouleversements du sol et les orages de l'air, entre les sinistres lueurs des assiégeants et l'horrible empoisonnement de l'atmosphère, elles surent éviter toute guerre civile et empêcher qu'il fût inutilement versé une seule goutte de sang. Elles ne prononcèrent d'autres paroles que des paroles de charité, de concorde et d'amour; et, tout en réussissant à nous préserver de la dictature et de l'empire, elles rédigèrent une constitution qu'acclamèrent d'abord la Suède et la Norvège, lorqu'un nouveau régime y fut inauguré, comme un germe de progrès certain. Plus tard, cette même constitution fut réclamée par l'armée russe soulevée à la mort de l'empereur Alexandre I[er] ; elle apporta une nouvelle sève de vie à l'indépendance hellénique ; elle devint l'étendard du progrès constitutionnel en Sicile, et la base fondamentale du régime parlementaire pour le Piémont et la Sardaigne, centres de l'unité italienne. Tous les peuples, au sein de leurs crises suprêmes, soit qu'ils aspirent à l'indépendance, soit qu'ils défendent leur intégrité par tous les sacrifices, des bords de la Seine et du Rhin jusqu'à ceux du Céphyse et de l'Alphée, s'inspirent des premiers accents de la parole créatrice des discours d'Argüelles et des vers de Quintana ; ils ont profité de l'élan donné par Cadix, joint à celui donné par Santiago, Saragosse, Bruch et Gérona, qui avaient déjà montré comment on secoue le joug des despotes, comment on lutte, et comment on meurt pour la liberté et pour la patrie.

L'œuvre capitale du Congrès gaditain consiste dans l'union des deux grands principes de liberté et de justice en une parfaite synthèse. Le principe de liberté que beaucoup maudissent, ne tarde pas, quand il est entré dans la vie d'un peuple, à lui devenir indispensable. Que d'efforts n'a-t-il pas fallu pour que le végétal sortît du minéral, l'animal du végétal, l'homme de l'animal, et aussi pour que l'homme passât d'une sphère à une autre, tour à tour initié à tous les systèmes de l'Etat, du Droit, de l'Art, de la Science, de la Religion et de l'Idéal ! Si l'homme se confond et s'identifie par le côté matériel de sa double nature

au monde inorganique et organique, ainsi que les autres êtres, j'estime que, par le côté spirituel, celui qui croit et qui pense se rattache aux anges du ciel. Par son essence propre, autonome, indépendante, substantielle, il se distingue nécessairement des êtres soumis uniquement à la fatalité ou, pour le moins, assujettis à l'instinct. La liberté lui est nécessaire ; elle est sa caractéristique et le fait différer de toute la nature inorganique et de toutes les autres espèces du règne animal. Lorsque, maître de sa propre vie, l'homme sait apprécier et utiliser son libre arbitre, il proclame ainsi sa propre raison d'être à la société dont le but est d'étendre les libertés individuelles ; la raison d'être de l'État, destiné à servir d'ancre de salut à la libre individualité ; celle de l'art, qui ne peut ouvrir ses ailes que sous une inspiration libre et volontaire et qui n'atteint qu'à cette condition l'idéal et l'infini ; celle de la pensée et de la science indispensables pour permettre à la raison d'atteindre la vérité pour développer l'étude de la morale et de la religion, pour élever la conscience, car ni l'art, ni la philosophie, ni la morale ne pourraient exister chez les hommes, ni s'exercer sur la terre, si, au lieu d'être des hommes conscients et libres, nous n'étions que des machines ou des animaux, faisant le bien non volontairement, mais de force. De plus, sans la liberté, que serait l'âme, sinon une ombre ; que serait la vie, sinon un mystère incompréhensible, une impossibilité absolue?

Mais il ne suffisait pas de jeter à bas l'édifice ancien, d'établir un principe aussi vital que celui de la Liberté, il fallait compléter ce principe par celui de l'Egalité. Or, ce dernier régna en maître sur la sublime Constitution qui donna, à cette heure désormais immortelle, Cadix à l'Espagne. N'était-il pas contenu tout entier dans le suffrage universel établi dans le but de faire un choix réfléchi parmi les citoyens qui devaient être délégués à la Chambre nationale. L'Egalité? Mais elle était affirmée déjà par le droit accordé à tout Espagnol d'occuper une charge publique, par le renversement des seigneurs féodaux et des privilèges politiques accordés à la noblesse. La persévérance dont fit preuve la Chambre, une et isolée, sans tenir compte des conseils de l'expérience anglaise dont avaient profité jusque-là des Constitutions républicaines, montre clairement qu'en elle étaient entièrement confondus, dans une suprême unité, ces trois principes, trilogie lumineuse : la souveraineté nationale, la liberté politique et l'égalité civile. Et, en effet, partout où la liberté existe pour les uns et pas pour les autres, on voit surgir les privilèges contraires au droit humain le plus élémentaire, incompréhensible dérogation à la justice qui creuse des abîmes entre les citoyens, les sépare par d'absurdes distinctions, fomente la discorde entre les différentes classes de la société, et présente les mêmes caractères d'hostilité acharnée qu'une guerre civile éternelle. Nous qui appartenons à une génération qui s'efface peu à peu devant l'aurore d'une génération plus libre et plus heureuse, nous avons pourtant poussé cette égalité, née dans les Cortès de Cadix, jusqu'à ses dernières conséquences naturelles, en établissant le droit individuel placé sous le contrôle du peuple, juge suprême, et le suffrage universel souverain pour tous, sans exception — sauf dans les cas où il est naturellement impossible — et en détruisant

d'odieux privilèges. Mais là ne s'est pas arrêtée notre œuvre. Nous sommes allés plus loin encore. Par la mer immense, voguait la barque du négrier; nous avons débarrassé cette céleste étendue de cette bête immonde. Sur les côtes africaines, les pauvres noirs étaient jusqu'alors traqués comme des fauves; d'atroces pirates au cœur de requin les arrachaient avec cruauté de leur sol natal, de leur foyer paternel. C'est nous qui avons supprimé pour toujours ces pirateries. Aux Antilles, où nos conquérants apportèrent le Christianisme, on vendait en public, aux enchères, avec les bêtes de somme, les créatures humaines rachetées par le Christ. C'est nous qui avons fait fermer ce marché d'esclaves babylonien. Nous avons soutenu le saint principe de l'égalité humaine fondée par le Christ lorsqu'il nous donna son propre sang et sa vie en communion pendant la nuit sublime de la Cène, et qu'il scella ce pacte de concorde par son cruel sacrifice dans la funèbre nuit du Calvaire. Je sais bien que nous avons été payés d'ingratitude; une grande partie des noirs s'est détachée de l'Espagne et s'est même retournée contre la génération qui les avait rachetés, tentant de souiller et de déshonorer nos colonies par une guerre épouvantable. Par l'influence de notre parole et par les efforts de notre politique, n'avons-nous pas cependant obtenu l'abolition de leur esclavage? Que Dieu ne leur tienne pas rigueur de leur crime, qu'il leur pardonne, car ils ne savent pas ce qu'ils font. S'il voulait les châtier comme ils le méritent, il les remettrait sous les fers que la chaleur de nos cœurs a fondus. Notre œuvre fut sainte et rédemptrice ; nous ne nous repentirons jamais de l'avoir accomplie, quelle que soit la façon dont nous en sommes récompensés. Notre conscience en conserve une plus profonde satisfaction encore, et, pour être payée d'ingratitude, notre généreuse intervention n'en sera que mieux conservée dans les annales de l'histoire.

Toutes les fois que nous songeons aux douleurs intenses qu'ont produites les deux dernières guerres, notre âme éprouve un sentiment mystique et notre corps est secoué de frissons. La douleur communique à nos fibres des secousses terribles; quoique nous les supportions avec patience, comme la mort, elles nous obligent à lever les yeux vers le ciel où toutes les tragédies de la terre se dénouent, principalement celles dont la grandeur et la durée n'ont trouvé de place ni dans le temps ni dans l'espace, et qui ne se dénoueront que dans l'éternité. L'apologie de la liberté proclamée par les législateurs de Cadix, m'a conduit à l'apologie de l'égalité et cette dernière à l'apologie de l'acte glorieux accompli par notre génération : l'abolition de l'esclavage. Ce sujet m'a naturellement rappelé l'ingratitude des noirs, la guerre de Cuba, puis celle des Philippines, et, tandis que j'étais pris d'un frisson nerveux, j'ai été envahi par des sentiments mystiques que je confesse ici en toute sincérité. Si je parle de mon culte religieux, à propos des maux qui nous accablent, c'est que nous, vieux démocrates, n'avons pas l'habitude d'être en odeur de sainteté auprès des femmes catholiques comme celles qui m'écoutent aujourd'hui avec une si grande attention. Depuis mon enfance, cependant, j'ai considéré la démocratie comme inséparable du christianisme. C'est un véritable mariage; il peut avoir

ses tristesses et ses querelles, mais il n'admet, en aucune façon, le divorce définitif. J'ai soutenu cette opinion à la tribune, et, lorsque j'étais au gouvernement, ma politique l'a confirmée. Rappelez-vous que j'ai rétabli les relations de notre éphémère République avec le Saint-Siège, lors de ma présidence au pouvoir exécutif, et que je dois à cette démarche le vote parlementaire qui me chassa du gouvernement, au moment même où l'empire germanique organisait sa dictature théologique, où la démocratie française recommençait une campagne formidable contre la religion, dictature et campagne qui se terminèrent par une entière réconciliation de ces deux Etats avec l'Eglise catholique, ainsi que je l'avais prédit. Je crois, en effet, la religion indispensable à tous les peuples et la religion chrétienne surtout indispensable aux nations civilisées.

Je prétends qu'on ne peut se passer de dogmes, pas plus qu'on ne peut se passer de l'État, de l'art, du droit et de la science. Les forces matérielles de toute société ont besoin, pour leur garde et leur défense, du soldat qui veille, lorsque nous dormons; qui travaille, lorsque nous nous reposons; qui souffre, en un mot, avec abnégation, et donne sa vie en holocauste pour la patrie. A mon avis, les forces morales d'une société ont besoin du prêtre : pour protéger le berceau du faible enfant en le plaçant sous les ailes protectrices de l'ange gardien; pour consoler les mères en deuil en leur expliquant comment les existences qui, déception amère, ont été fauchées dans leur fleur, remontent vers l'Empyrée et entrent dans d'autres chœurs célestes; pour qu'une prière s'élève au milieu de l'agitation des passions humaines; pour qu'il offre aux désespérés une espérance infinie et aux affligés une suprême consolation; qu'il subvienne par sa charité aux nombreuses nécessités du pauvre; qu'il rappelle aux heureux qu'ils doivent à l'infortuné une partie de leur fortune comme aux naufragés du monde, tels les navigateurs se prêtant secours les uns aux autres dans le naufrage; pour qu'il sanctifie les foyers et bénisse les familles; qu'il apporte ses secours spirituels au mourant; qu'il se souvienne des défunts abandonnés dans l'oubli par des ingrats tandis qu'ils s'enfoncent davantage dans l'abîme de l'éternité, et qu'en s'humiliant devant un cadavre privé de couleur et de vie il nous fasse voir que nous ne mourrons pas tout entiers; que si nous sommes, comme les autres êtres, exposés à des souillures et à des taches, nous ressemblons à ces larves qui se réveillent un jour et se revêtent d'ailes multicolores et forment des papillons; que c'est dans un autre monde que nous trouverons l'amour infini, dont la soif insatiable dévore notre cœur, et la vérité absolue qui doit remplir l'abîme effroyable de notre vaste intelligence.

Je ne dis pas cela pour le seul plaisir de le dire, je ne le dis pas davantage pour flatter agréablement les oreilles de ceux qui m'écoutent, mais pour mettre une force spirituelle considérable au service d'un désir que vous et moi portons dans le cœur, au service d'un désir intense qui palpite au plus profond de notre être et qui fait partie de nos plus nobles aspirations.

Ce silence ininterrompu des espaces, cette énigme encore indé-

chiffrée de la mort, cet abîme insondable de l'infini des mondes, cet air qui entoure et vivifie notre planète, sont autant de régions que peuvent occuper seules les révélations qui descendent de ces espaces insondables et les prières qui montent de nos âmes croyantes. Je crois à la science qui vient en aide aux pouvoirs publics; je crois à la sagesse que prouvent les longs travaux et les nombreuses expériences du Gouvernement; je crois à l'habileté de notre diplomatie; je crois au patriotisme de notre glorieuse tribune et de notre presse quotidienne; je crois à la vertu et à l'efficacité de toutes les réformes proposées aujourd'hui et réalisables dans l'avenir; je crois au courage de notre soldat, tant sur mer que sur terre, patient comme les martyrs et hardi comme les héros, et qui voit les traces de son sang béni se changer en traînées de lumière et de gloire éternelle; — mais je crois aussi et surtout au secours que peut nous apporter la prière. C'est pourquoi je prends la liberté de vous demander, à vous, femmes, qui m'écoutez, d'adresser une prière au ciel, une prière parfumée de vos soupirs et resplendissant de l'éclat de vos yeux, pour que nous voyions cesser ces temps maudits où se poursuivent, se détruisent et s'entretuent, en d'horribles batailles, nos compatriotes d'Orient et d'Extrême-Occident; pour que nous entrions dans une période de paix perpétuelle et que, enfin, pour toujours et partout, prennent fin ces supplices qui aujourd'hui font souffrir et déchirent notre patrie. S'il y a une cause juste au monde, c'est celle de notre union étroite avec les peuples d'Amérique, qui restent encore à l'ombre de notre glorieux pavillon et qui doivent servir de traits d'union entre les deux grandes fractions de la terre, le Vieux et le Nouveau-Monde. La Palestine et Israël fondèrent la religion chrétienne sous laquelle nous vivons et à laquelle nous croyons. La Grèce et Athènes produisirent l'art qui nous distrait et la science qui nous éclaire. L'Italie et Rome formèrent l'unité de notre droit, dictèrent les canons de notre Église; mais plus qu'elles toutes encore, l'Espagne créa, par sa parole, l'Amérique, toute l'Amérique, la tirant pour ainsi dire du sein des mers. En effet, elle eut comme prophètes un écrivain tragique espagnol, Sénèque, et un savant espagnol, Lulle; ces astrolabes, semblables à ceux inventés et construits par nos pilotes majorcains, furent ses premiers guides.

C'est dans un port voisin de Cadix, lieu favorable à la méditation et à l'étude, que s'élabora le divin plan de la découverte du Nouveau-Monde: on en jeta là, les premiers jalons; un monastère, celui de la Rabide, fut le saint lieu où la flamme de l'inspiration descendit sur la tête du divin explorateur; ce fut, véritable concile, la réunion présidée par Mendoza à Grenade qui anéantit l'opposition hétérodoxe des scolastiques à l'existence des antipodes; un marin de Huelva, Pizon, fut le premier organisateur de l'entreprise; un matelot nommé Rodrigue fut le premier à apercevoir la terre convoitée; un Grijalba, le premier à faire flotter le drapeau espagnol sur les eaux du golfe du Mexique, où se développa la nouvelle Espagne civilisée; un guerrier, qui portait la croix de Grenade sur sa poitrine cuirassée, fut enfin le premier à découvrir la source du Mississipi, fleuve qui fait vivre au-

jourd'hui tant et tant de peuples. Deux croisés de la féconde Estramadure furent, d'autre part, les premiers à détruire, rien qu'en mettant les pieds sur le sol où elles s'élevaient, les idoles des anthropophages, les autels souillés par les sacrifices humains; ils furent en même temps les premiers à civiliser ces cannibales qui, d'après le journal de Colomb, mangeaient de la chair humaine, n'avaient de communications avec personne et vivaient toujours en guerre. Un Balboa fut le premier à découvrir cet isthme où l'Atlantique et le Pacifique se touchent presque et entre lesquels sa main bénie étendit les deux bras de la Croix coupée dans la forêt vierge et plantée sur la haute montagne. Ce sont deux de nos pilotes qui, les premiers, donnèrent leurs noms aux détroits qui séparent les continents et aux étoiles qui brillent dans l'hémisphère austral; une île des Antilles, Cuba, fut la première terre où fut célébrée la première messe du Nouveau-Monde. Si nous avons détruit des civilisations qui, tant s'en faut, n'avaient pas dépassé celles, si brillantes, de l'Assyrie et de l'Égypte; si nous y fûmes forcés par la nécessité qui veut qu'on n'édifie jamais sans commencer par détruire, en échange nous avons apporté là une civilisation comme celle de la Renaissance, produit de plusieurs siècles d'efforts humains. Ainsi, nous avons donné à une population, si longtemps plongée dans la barbarie, depuis le pain et le vin dont elle se nourrit aujourd'hui, jusqu'à sa religion et sa science, ainsi que la plus riche, la plus sonore, la plus belle de toutes les langues. De même que l'esprit divin plana sur le chaos, si les deux océans se refermaient sur l'Amérique et la submergeaient, au-dessus des solitaires espaces de ce désert mouvant et sous les astres de l'horizon étonné flotteraient encore pour toute l'éternité le nom et l'esprit de la grande créatrice, notre mère patrie.

J'ai déjà consacré vingt années de ma vie à l'œuvre de la liberté et je veux consacrer le peu d'années qui me restent encore, à l'œuvre de la paix. Ma conscience ne me reproche rien de ce que j'ai fait depuis 1873 jusqu'à nos jours, en faveur de la liberté; ma conscience ne me reproche rien non plus, de ce que j'ai fait depuis 1888 jusqu'à nos jours, en faveur de la paix. La première œuvre était une œuvre politique, aussi l'ai-je entreprise dans les domaines politiques, acceptant la présidence, d'une part, et luttant de toutes mes forces, forces auxquelles j'unissais la plus grande somme possible d'efforts individuels et collectifs que je pouvais recruter parmi mes coreligionnaires. La seconde œuvre, celle d'aujourd'hui, n'est pas politique; elle est purement morale. J'ai donc renoncé sans réserve à la politique, afin de ne compromettre aucun homme d'Etat dans une entreprise à laquelle je compte employer uniquement ma plume et ma parole, et semer par elles des idées humaines qui porteront leurs fruits et se réaliseront comme d'ailleurs se sont réalisées, sauf une seule, toutes mes idées politiques. En entreprenant ma campagne pour la liberté, je me suis recommandé à Dieu pour qu'il la fasse prospérer. A présent, à chaque effort nouveau que je tente pour l'œuvre de la paix, je me recommande encore à Dieu, et je la lui confie afin qu'il la fasse fructifier et qu'il établisse une divine harmonie entre les sociétés humaines dans le monde, comme il l'a fait pour les

brillantes étoiles dans le ciel. C'est ainsi que j'ai composé une sorte d'oraison à Dieu, oraison que j'ai récitée dans presque tous mes discours en faveur de la liberté. C'est par elle que je veux terminer ce discours pour la paix :

Dieu de la liberté qui fis sortir les captifs d'Egypte et submergea les orgueilleux dans les ondes bouillantes de la mer Rouge; Dieu qui mis un frein à la bouche des tyrans et qui fis de ton peuple privilégié un peuple républicain commandé par des juges et dirigé par des prophètes; Dieu qui as relevé les humbles dans le Sermon sur la montagne et qui as uni tous les hommes dans le Testament de son divin Evangile; Dieu qui renverses les idoles et les despotes de leur piédestal, et fis monter les martyrs des catacombes jusqu'au trône; Dieu qui mis sur le front des enfants de l'Italie l'astre des arts, et sur le front des fils de l'Espagne le flambeau de la victoire au cours de tous les siècles; Dieu qui accomplis à nouveau la création en poussant par ton souffle et guidant par tes révélations les vaisseaux espagnols qui découvrirent l'Amérique cachée comme un de tes secrets dans la solitude de l'Océan; Dieu qui tressas une couronne immortelle dont les fleurs étaient des idées de salut, et qui s'étendit depuis la démocratie du Christ dans Florence et sa vallée, jusqu'à la démocratie des saints colons à Philadelphie; Dieu qui nous donnas les principes vivifiants en dehors desquels il n'existe plus rien, et sans lesquels nous retournerions au chaos; Dieu qui nous a tous divinisés par l'hostie et le calice de la Cène en mettant ton sacrifice volontaire à la place des sacrifices sanglants agréables aux divinités barbares; Dieu qui fus pour nous le David des nations, le David vainqueur, à Bethléem, du Goliath conquérant; qui fis sortir la Grèce de l'esclavage que lui imposaient les tribus orientales, et qui libéras l'Italie, pour l'indépendance de laquelle lutta tout l'Occident. Dieu de la liberté, complète maintenant cette grande œuvre de rédemption, complète-la en y ajoutant la paix qui achèvera notre rédemption. Nous le méritons par notre fermeté dans la lutte, par notre patience au jour de l'infortune. Dieu des rédempteurs, Dieu des martyrs, Dieu des malheureux, nous avons suspendu dans tes temples saints et déposé au pied de tes autels sacrés les chaînes dont nous avons délivré des milliers d'êtres. Ne refuse ni ta puissance ni ta providence à notre œuvre dont le but est d'appliquer ta parole aux sociétés, ton idéal aux intelligences, tes sentiments de charité aux cœurs et hâter la venue du règne spirituel que tu nous as promis, par la vertu de la liberté, de l'égalité et de la fraternité sur le sol de notre humble planète.

Que d'événements se sont produits au cours de ce mois de mai! Il serait impossible de les exposer en détail et de les relier entre eux.

Une catastrophe qu'on ne peut dépeindre dans toute son horreur, un terrible incendie au Bazar de la Charité, à Paris, a fait jaillir ses sinistres étincelles, pareilles à des éclairs de l'enfer, alors que nous sommes en mai, ce mois de la lumière, caresse des yeux; du miel, régal du palais; des suaves parfums, jouissance de l'odorat; des gazouillements d'oiseaux, charme des oreilles; — un mois qui semble, en un mot, nous rappeler à la

vie et écarter de nous l'image de la mort. Un sentiment profond et solennel a débordé de tous les cœurs en face de cet effroyable spectacle qui nous montre combien la douleur est commune et combien le mal est répandu sur notre monde. Ceux qui n'admettent pas l'égalité absolue du droit, sont du moins forcés ici de reconnaître l'égalité de tous devant la mort mystérieuse. S'il en est qui paraissent se moquer du destin, ceux-là doivent le subir aussi bien que les autres. Sous le diadème comme dans les fers, au sein de la gloire comme au sein de l'obscurité, nous sommes tous poudre et cendres une fois rendus à la terre notre mère.

A la nouvelle d'une telle catastrophe, un haut personnage, de race royale, le duc d'Aumale, est mort, frappé par ce coup.

La famille des d'Orléans est une et unie. Elle offre un caractère bien défini. D'origine royale, et portant le nom des Bourbons, elle est en hostilité avec des Bourbons de la première branche. Cependant, elle a, par ses principes, rompu autant qu'elle le pouvait avec l'atavisme dont elle avait hérité, et s'est ralliée depuis longtemps à des doctrines et à des partis politiques divers, souvent même opposés et ennemis. Le prince de Joinville, marin avant tout, ne dédaigne pas notre régime parlementaire dont l'établissement coûta à son aïeul paternel, Philippe-Égalité, l'honneur et la vie. Mais, par contre, le duc de Nemours s'est placé sous le drapeau légitimiste, et volontiers il serait allé combattre en Vendée pour ses vieilles idoles ou se serait dirigé vers Coblentz avec les aveugles émigrés qui soutinrent des croisades en faveur de l'absolutisme français et de la réaction européenne. Tel n'était pas le duc d'Aumale. De caractère chevaleresque, militaire par vocation, il était aussi prompt à mettre la main à l'épée qu'à la plume. Entre tous les d'Orléans, il représente une personnalité marquante.

Son rêve était de constituer une magistrature spéciale, capable de conserver quelque splendeur monarchique en elle-même et capable, en même temps, de servir de trait d'union entre l'ancien régime et l'inévitable République.

Lorsqu'éclata la révolution de 48, qui proclama la République, le duc, qui commandait à Alger un nombre considérable de troupes, aurait pu attaquer les nouvelles institutions. Il préféra les accepter, ne cherchant à légitimer le trône de sa famille que par un principe tout différent du principe héréditaire, le seul qui eût pu empêcher que le titre d'usurpateur ne lui fut attribué; ce principe était républicain en soi, puisqu'il s'appuyait sur le respect de la souveraineté nationale. Quoique la troisième République ne l'ait pas admis dans son sein sous l'étiquette de républicain, le duc d'Aumale soutint le pavillon tricolore; il s'opposa d'abord à ce que sa famille prît part à des complots réactionnaires, dont les procédés ressemblaient fort à ceux des antiques conspirateurs; il ne voulut pas non plus qu'elle donnât au monde le spectacle des conjurations anciennes. Cette double affirmation de sa politique eut le don de lasser la patience du comte de Paris, vieux partisan de l'ancienne dynastie légitime qu'il ensevelissait dans son drapeau blanc.

Elle l'indisposa aussi contre le duc d'Orléans, dont il réprouvait les alga-

rades, un peu semblables aux serments et aux *pronunciamentos* classiques.

Aussi le duc d'Aumale ne figura-t-il pas aux honneurs funèbres rendus au Roi légitime, et pour cause : le comte de Paris, bien qu'il fût son cousin, ne lui aurait pas permis de les présider, malgré sa proche parenté avec le défunt et son titre de roi légitime héréditaire. Lorsque, plus tard, eurent lieu les funérailles du comte de Paris, le duc d'Orléans ne lui permit pas non plus de prendre le titre de chef de la maison royale de France, pour se conformer aux principes de son père, pour ne pas reconnaître le duc d'Aumale comme un véritable prétendant. Celui-ci, ne pouvant diriger la République, voulut du moins être abrité par elle.

Ne pouvant, d'autre part, trouver parmi les Français des sujets comme il pensait en avoir dans sa jeunesse, il se contenta de les considérer comme des concitoyens. Il se montra ainsi vraiment français, et, pour prouver qu'il préférait l'estime de son pays à celle de sa famille, il fit un cadeau magnifique à une illustre corporation dont je fais partie depuis plusieurs années, comme membre honoraire étranger : il la dota d'une véritable résidence royale, le domaine de Chantilly, qui contient des musées, des bibliothèques et des jardins, comme il n'y en a certainement pas de plus beaux en France. Avec de tels antécédents, des politiciens superficiels eussent pu trouver naturel et juste que le duc d'Aumale fût appelé au pouvoir, afin de préparer la restauration d'une royauté parlementaire et constitutionnelle.

Mais ceux qui pensèrent ainsi méconnaissaient une chose simple, évidente, qui saute aux yeux lorsqu'on examine un peu attentivement l'esprit de la France : ce pays sera toujours régi par une démocratie et jamais par autre chose. Cette démocratie peut admettre le césarisme impérial, la dictature militaire, la République conservatrice ou radicale; mais elle n'admettra jamais une monarchie bourgeoise. Or, le duc d'Aumale n'avait à proposer que cette monarchie-là, édifiée sur le suffrage restreint, et contraire par là au premier de tous les principes démocratiques modernes : le suffrage universel.

Comme il est absolument nécessaire d'ajouter au droit de suffrage des classes moyennes celui des classes populaires, la monarchie écroulée des d'Orléans ne sera jamais restaurée. Qu'elle repose en paix avec ses ambitions, puisque celles-ci sont contraires aux aspirations du peuple français aussi bien qu'aux décrets de la divine Providence.

L'incendie du Bazar de la Charité et la mort subite du duc d'Aumale ont détourné un moment l'attention générale du problème turco-hellénique. Si l'on avait dit à nos glorieux prédécesseurs, les publicistes de l'an II, qu'à la fin de ce siècle, si fécond en œuvres libérales et progressives, le Turc avancerait et vaincrait le Grec en Epire comme en Thessalie ; si on leur avait dit que ce triomphe ferait osciller la Grèce, — ils ne l'auraient pas cru ; ils auraient maudit et traité de fourbe, de menteur, celui qui leur aurait fait d'aussi sinistres et d'aussi invraisemblables prophéties. Combien est grande notre désillusion, à nous qui espérions voir avant notre mort la croix de Constantin placée de nouveau par les Hellènes dans la Basilique de Justinien, et le crois-

sant d'Osman rejeté vers son ciel naturel, vers les contrées d'Asie! Le contraire se produit, et, devant l'évidence, il n'y a ni protestations ni réserves qui tiennent.

Les mêmes lieux qui virent se jouer le destin de l'Empire avec César et de la République avec Pompée, en une formidable bataille, sont retombés sous le despotisme de la Constantinople turque, méprisée par les Arabes mêmes. Aussi cette nouvelle conquête sur la Grèce a-t-elle épouvanté l'Europe chrétienne, qui craint un retour à la barbarie si le droit de la force se substitue à la force du droit, si les cannibales d'Arménie et d'Anatolie, qui ont fait du tiers de ces régions des charniers humains, parviennent à anéantir la Grèce. Cette patrie n'est-elle pas notre mère intellectuelle? ne lui devons-nous pas les plus imposants modèles de notre architecture, les colonnes de nos monuments et les idées philosophiques qui ont éclairé notre science et animé notre esprit? Je jugeais la dynastie de la Grèce incapable de procéder comme elle l'a fait, de méconnaître ses devoirs supérieurs pour complaire au peuple. Sachant qu'elle ne pouvait compter sur aucune alliance ni sur aucun allié, n'aurait-elle pas dû calmer l'effervescence des esprits, au lieu de l'exciter davantage? Dès que l'autonomie de la Crète a été reconnue et proclamée, elle aurait dû se contenter, pour le moment, de ce progrès et s'efforcer d'obtenir le retour de la Crète à la Grèce, retour tant désiré par les Crétois, non par les violences stériles des champs de batailles, mais par les conseils sages et bienveillants de l'Europe. Si les hardiesses des exaltés, si les surexcitations, plus héroïques qu'utiles, des volontaires l'empêchaient de s'exposer aux témérités commises ou provoquées, la Royauté devait suivre les exemples d'abnégation donnés en France par Grévy et par Casimir-Perier, afin de ne pas permettre aux républicains de pouvoir dire que toutes les dynasties se ressemblent, et qu'ayant à choisir entre les intérêts dynastiques et les intérêts nationaux, elles préfèrent toujours rechercher sans scrupule les intérêts dynastiques, au détriment des intérêts nationaux, pour l'éternel déshonneur du nom qu'elles portent. Dès le début de la guerre, j'ai déclaré que les Grecs n'avaient pas à compter sur les liens existant entre Georges Ier et son beau-père le prince de Galles, ni sur les parentés entre la Reine et son cousin le Tzar, entre la princesse héritière et son frère l'Empereur d'Allemagne, entre la dynastie grecque et presque toutes les maisons royales d'Europe, car les rois n'ont pas de famille et soumettent leurs sentiments particuliers aux sentiments politiques.

D. Pedro Ier fut assassiné par son beau-frère, l'Infant D. Henri de Transtamare; Marie Stuart fut décapitée sur l'ordre de sa très proche cousine, Isabelle Tudor; Jacques II fut détrôné par son gendre, Guillaume d'Orange; le prince Charles et Ferdinand VII furent emprisonnés par leurs pères, Philippe II et Charles IV; ce fut un des plus grands débiteurs de Louis XVI, Philippe-Égalité, qui, à la Convention, vota la mort immédiate du roi. Des lois aussi inhérentes à la monarchie pouvaient-elles aujourd'hui rester lettre morte? le caractère monarchique pouvait-il varier à ce point, pour servir la plus artificielle et la plus exotique des dynasties, la dynastie grecque?

Les Grecs, le colonel Vassos à leur tête, marchèrent à la défense de Candie avec la conviction qu'ils allaient recommencer la marche sublime de Garibaldi et remporter, comme lui, la victoire. Mais si Garibaldi dut son succès à ce fait qu'il ne trouva, dans les eaux de la Sicile, aucun obstacle, puisqu'il jouissait de la complicité de la flotte française et du concours effectif des vaisseaux anglais, Vassos, par contre, se heurta à un blocus contraire aux lois internationales et à l'appui accordé par les puissances aux barbares qu'il voulait chasser, deux obstacles dont l'Europe entière doit se reprocher le déshonneur, et qui font craindre que le concert européen n'ait fait le jeu d'une association rétrograde en faveur des tyrans.

Quelle grave erreur ont commise les démocrates allemands, apôtres de l'unité germanique, en croyant que cette unité serait favorable au progrès universel ! N'a-t-elle pas revêtu la forme d'un empire conquérant incompatible avec ses propres origines et la destinée que ses fondateurs lui réservait? Cet empire, pour se créer une organisation en rapport avec sa nature, dut posséder un armement militaire des plus ruineux, desservir la liberté en s'alliant à des despotes féroces comme ceux qui ordonnèrent les tueries d'Arménie, et épouvanter par ses exigences arbitraires et despotiques la Turquie elle-même. En vain les Grecs ont-ils montré de l'héroïsme; en vain leurs meilleurs soldats se sont-ils rués, un contre cinq, dans de terribles combats; en vain ont-ils lutté avec une ardeur digne de leurs plus grands héros. En Crète et dans la montagne, ils ont sans doute conservé l'avantage ; mais dans les plaines de l'Epire et de la Thessalie, ils ont été forcés de reculer devant la supériorité du nombre. Les tigres de Janina hurlent tous maintenant, la gueule ensanglantée. Le Pinde frémit d'avoir à constater la victoire des fils des ténèbres et l'immolation des fils de la lumière. Les défilés de Tempé, où les pierres elles-mêmes chantent la liberté, ont été épouvantés lorsqu'ils ont vu passer des troupes de cavaliers féroces, de hideux chasseurs d'hommes, emmenant en Asie leurs captures qui seront demain des esclaves mutilés. Ce siècle, qui a inauguré, aux accents de la *Marseillaise*, le triomphe des démocrates sur les despotes coalisés, risque de se terminer par le triomphe des despotes que salueront les hennissements du cheval d'Attila ressuscité, symbolisant, comme les chevaux de l'Apocalypse, la fin de l'humanité et celle de la terre.

II

Le mois de mai et des anniversaires. — Souvenir de la Commune révolutionnaire de Paris — La place de Grève profanée et l'Hôtel de Ville incendié par les Communards. — Les caricatures du baisemain monarchique, faites par le Prétendant au trône de France. — Canonisation et fêtes de canonisation au Vatican. — Les malheurs des Grecs. — Le souvenir des Thermopyles. — Le despotisme asiatique représenté par la Turquie, et la liberté occidentale représentée par la Grèce. — Le monde chrétien envahi par le monde musulman. — Inspirations universelles contre le Koran. — Persistance héréditaire des qualités grecques.

Mois de mai, mois des papillons et des fleurs, quels terribles anniversaires l'Humanité n'a-t-elle pas à célébrer, tandis que tes jours s'écoulent sereins et fleuris! Nous ne voulons rappeler — à quoi bon en rappeler d'autres? — que ceux qui sont fêtés actuellement avec tant de fracas par les Communards français; l'anniversaire des incendies et des meurtres qui ravagèrent et remplirent Paris de ruines en 1871, alors qu'à l'horreur de la guerre étrangère se mêlait l'horreur de la guerre civile, guerre comparable à celles que se firent, d'après une triste et célèbre légende, les fils de l'aveugle Œdipe, frères malheureux qui se poursuivirent de haines atroces, et qui s'entr'égorgèrent avec leurs propres épées. *Infandum, regina, jubes renovare dolorem.* Oui, douleurs terribles, celles auxquelles je fais allusion, douleurs collectives et sociales qui engendrèrent des hallucinations extraordinaires parmi des peuples entiers, des hallucinations ayant pour cause non seulement la Religion et l'Art, mais encore l'Histoire et la Science! Une idée générale régna en France le jour où la France proclama la République actuelle; l'idée qu'il suffisait de prononcer bien haut ce nom prestigieux pour voir surgir les anciens volontaires de la liberté, ces volontaires dont les accents, lorsqu'ils chantaient *la Marseillaise*, jetaient, grâce à ses refrains magiques, la terreur dans le cœur des ennemis, et dont les baïonnettes, en pénétrant dans le flanc des défenseurs de l'absolutisme, épouvantèrent tous les rois de l'Europe et arrachèrent à leur front leurs traditionnelles couronnes, qui volèrent comme des bolides éteints, à travers le lugubre horizon en feu de la Révolution.

Si cette idée prédomina chez tous les Français, spécialement chez les jeunes gens qui, dès leur plus tendre jeunesse, avaient voué un culte à la République, une autre idée se fixa dans le cerveau des Français exaltés: l'idée qu'il suffisait d'entrer au Conseil municipal de Paris, plein de traditions révolutionnaires, de constituer une nombreuse assemblée, — comme celle qui fut constituée le matin du 10 août 1792, sous le nom de Commune révolutionnaire, — pour voir se renouveler les prodiges de la première Commune dont les légions improvisées s'emparèrent des Tuileries, dernière Bastille de l'Absolutisme, et demandèrent

l'établissement de la Convention, de cette Convention qui, si elle déchaîna à l'intérieur de la France une terreur comparable à celle qu'inspirent les meurtres commis par les despotes de l'Asie et par les triumvirs, fondateurs de l'Empire romain, répandit au dehors de la France une multitude d'apôtres du progrès qui laissèrent, sur le sol de l'Europe, des traces lumineuses de leur passage et semèrent dans les consciences des idées impérissables.

Quel jour mémorable que le mercredi 23 mai 1871! Les troupes du Gouvernement de la République, établi à Versailles, prenaient possession de l'édifice de la Bourse. La population était souriante, comme déchargée d'un fardeau immense; d'innombrables drapeaux tricolores flottaient dans l'air parfumé de printemps; on entendait des cris de joie qui se mêlaient aux échos de la musique, — lorsque, soudain, le sol trembla, l'atmosphère s'assombrit, des colonnes de fumée s'élevèrent vers les nuages, rayées de sinistres éclairs, comme si une tempête inattendue se fût déchaînée sur la cité en guerre.

Et, immédiatement, avec la rapidité d'une traînée de poudre, les voisins, sous le coup de cette calamité subite, se dirent les uns aux autres que les Tuileries brûlaient, que Paris était en feu aux quatre coins, qu'il pleuvait du pétrole incandescent, que les latrines pleines de poudre éclataient dans les airs, et que tous les monuments, minés en dessous, étaient détruits et calcinés. Une indicible explosion de rage éclata. Point de quartier! s'écrièrent les foules aveugles du centre; et la menace s'adressait aux foules non moins aveugles des extrêmes. Et, en effet, les prisonniers sans armes furent tués à coups de fusils, sans qu'on puisse invoquer la moindre provocation pour justifier cet irréparable châtiment.

De nombreuses personnes savaient qu'une nouvelle catastrophe menaçait la ville, si éprouvée déjà par tant d'horreurs. Pour l'éviter, il n'existait qu'un seul moyen : entrer instantanément par toutes les portes à la fois; occuper, en même temps, tout Paris, à travers lequel on se répandrait avec la vitesse d'une avalanche qui se précipite dans la plaine; ne pas différer d'un seul instant l'accomplissement de ce coup d'audace terrible; monter sur les toitures et descendre dans les égouts; se grouper autour des grands monuments, et les arracher, autant que possible, à la dévastation et à l'incendie. C'est ce que tentèrent les troupes de Versailles. Pour arrêter leur marche, elles ne trouvèrent devant elles, comme ennemis, que les torches incendiaires. Et pour montrer combien aveugles et combien insensés étaient les Communards, il suffit de dire qu'ils incendièrent le Palais de la Commune, c'est-à-dire l'Hôtel de Ville, témoin des luttes et des gloires du peuple de Paris. Actuellement encore, la cessation du travail des ouvriers lorsqu'ils ne sont pas contents de leurs patrons, s'appelle, dans la claire et élégante langue parisienne, une grève, comme pour indiquer par là que cette place de la Grève, sur les côtés de laquelle s'élève le Palais de la Cité, est le noyau où se groupa et se condensa la vie et la liberté des serfs. C'est à l'une de ses extrémités que se produisit, pour la première fois, la navigation de la Seine.

Les prévôts des marchands, qui opposèrent à l'orgueil du monarque, à l'orgueil du clergé et à l'orgueil de la noblesse l'orgueil du peuple, vinrent habiter là. De leurs appartements, s'échappèrent, de même que des grottes d'Eole l'ouragan, les idées qui semèrent les germes de la Fronde et, avec eux, les innombrables germes républicains, à travers toute la France. C'est là que Paris mit à la boutonnière du vêtement que portait Louis XVI, la fameuse cocarde tricolore, alors que ce monarque se croyait encore roi absolu ; et, en arborant ainsi le signe du ralliement de ses sujets, ce prince, cela n'est pas douteux, humilia plus profondément la monarchie que ne purent le faire plus tard ses bourreaux sur l'échafaud. C'est de là que partirent ceux qui, tout en allant prendre et détruire la Bastille, réussirent à ruiner irrémédiablement la société ancienne. Ce fut sa cloche qui, l'une des premières, sonna le glas funèbre de la royauté, la nuit du 10 août, nuit mémorable qui vit naître la démocratie moderne. Le gouvernement de Robespierre et son Comité du salut public, qui vainquit toutes les réactions du continent, se formèrent, d'ature part, dans le Palais de la municipalité, qui fut aussi, pendant quelques temps, le piédestal du Titan des révolutions, du géant Danton. Ce fut sur le palier de son grand escalier que La Fayette proclama la déchéance définitive des Bourbons, et Ledru-Rollin la république de Février. Et si Lamartine, aussi grand orateur que grand poète, réussit là, grâce à sa parole divine, à contenir les excès de la démagogie, et s'il y déploya le drapeau rouge, ce fut là aussi que parurent ceux qui détruisirent l'empire de Napoléon et assirent définitivement sur la monarchique terre de France les fondements définitifs d'une durable république. Dans la dernière guerre, pendant laquelle la France fut envahie par les Allemands, on ne vit pas surgir les volontaires invincibles de 1792 ; cependant, dès que fut proclamée la Commune révolutionnaire de Paris, leurs crimes trouvèrent des imitateurs ; mais ces imitateurs ne furent pas capables de répéter les miracles de la commune révolutionnaire de 1793. Pourquoi? Les Français n'ont pas changé ; ils sont aussi intelligents et aussi courageux que leurs pères. Ce sont les temps qui ont varié, et, avec le temps, le milieu ambiant dans lequel se produisirent ces faits : la société.

Nos temps sont plus positifs que les temps de la Révolution française, et les générations actuelles sont beaucoup plus réfléchies que les générations de la Révolution ; c'est pourquoi elles sont bien moins avides d'idéal et bien moins héroïques ; mais si on les compare les unes aux autres, on trouve que les premières sont plus laborieuses et plus sérieuses que les secondes.

Nos pères de 1792 proclamèrent la République au milieu des éclairs d'un Sinaï sublime ; mais, bien qu'inspirés et pleins d'héroïsme, ils ne surent pas la conserver. Elle avorta comme les fruits précoces qui tombent avant l'époque de leur maturité. Nous, leurs descendants, nous l'avons conservée. C'est en vain que la monarchie cherche à se rétablir, au milieu d'efforts continuels, sur un sol qui la repousse, et à s'emparer, à l'aide de sophismes trompeurs, d'une conscience qui la maudit. Chaque jour amène de nouvelles désillusions. Le puissant duc d'Aumale est

mort dans le courant de ce mois de mai. A l'occasion de cet événement, ses neveux, les prétendants à un trône désormais inaccessible, se sont donné l'innocent plaisir de célébrer des baisemains présidés par la prétendue future reine, qui a recueilli de nombreux *salamalecs* de la part de royalistes presque fossiles, et reçu avec orgueil quelques bouquets qui lui ont été remis par les dames de la Halle, toujours prêtes, en vertu d'un atavisme constant, à montrer leurs figures dans toutes les cérémonies, quel que soit leur objet, qu'elles soient organisées par le défiant libéralisme d'un d'Orléans, ou par le non moins défiant déisme d'un Robespierre : pourvu qu'elles se remuent et qu'elles parlent, ces dames sont contentes. Parmi les nombreuses scènes de la comédie jouée pour ramener le rétablissement des d'Orléans, les monarchistes, profitant de la cérémonie bien triste des funérailles du duc d'Aumale, ont choisi précisément la plus risible que l'on puisse imaginer, parce qu'elle est la plus grotesque et la plus ridicule. De tous les moyens, si nombreux, de réclames mis à la mode par les *Barnums*, le plus usité consiste à tirer à un très grand nombre d'exemplaires le portrait en chromolithographie de quelque cabotin et de le coller à chaque coin de rue pour attirer l'attention du public, avec cette mention : *il viendra* ou bien, *il arrive*. Eh bien! les royalistes ont employé le même moyen grotesque en faveur de leur roi. Et l'on a vu des portraits du duc d'Orléans dans tous les quartiers du Paris républicain. Le préfet de police, loin de faire arracher ces pasquins séditieux, les a laissés en place; et, interpellé par la fraction avancée du Sénat sur son inertie et sur son incroyable incurie, accusé de s'être détaché de la République, il a répondu qu'il avait attribué aux ennemis du prétendant cette peinture *clownesque*, inoffensive d'ailleurs puisqu'elle annonce la venue de celui qui ne doit jamais venir. Il lui avait paru prudent d'imiter ce chien de l'une des fables les plus populaires de la France, traduite en espagnol par un célèbre poète du siècle passé, ce chien qui, en termes réalistes dont je demande pardon au lecteur, s'exprimait ainsi : « Je lève la patte, j'arrose et je poursuis mon chemin. »

Levons nos regards vers des choses plus belles. Plus belle, en effet, est la canonisation de deux pieux mortels qui vient d'être célébrée dans la basilique du Vatican. Pour la première fois depuis la suppression du pouvoir temporel, une telle magnificence a eu lieu en public. Elle a été accompagnée de toutes les cérémonies propres au splendide culte romain qui joint aux spirituelles splendeurs de l'idée chrétienne le luxe magnifique et le cérémonial compliqué des cours et des palais des César sous l'ancienne Rome. Imaginez-vous le plus beau temple de la chrétienté, sous la voûte duquel entrerait aisément la Giralda tout entière de Séville, offrant aux regards, non seulement ses mosaïques classiques qui reproduisent de superbes et éblouissants tableaux, mais encore ses marbres et ses porphyres, ses bronzes et ses agates, rehaussés d'une ornementation de pourpre, au milieu desquels resplendissent les blanches statues d'albâtre, et se dessinent les noirs sarcophages, semblables à de gigantesques masses de jais, et les bronzes brillants comme de l'or, dont les surfaces brunies et écla-

tantes reflètent la flamme d'innombrables bougies. Quelques efforts que vous fassiez, quelque puissante que soit votre imagination, vous n'arriverez jamais à vous représenter l'exacte et incroyable réalité.

J'ai toujours regretté que Luther, dans la campagne romaine, se soit montré comme un géomètre, et, dans la Cité éternelle, comme un employé de la statistique municipale. Luther n'admire pas le côté esthétique de la campagne et le côté religieux des monuments; il mesure la superficie de la première, et calcule la proportion des secondes. Si quelqu'un doutait de l'exactitude de mon observation, il n'aurait qu'à lire quelques-unes de ses descriptions contenues dans ses célèbres *Mémoires*, qui comptent parmi les meilleurs livres qu'aient produits le génie et l'art de l'Allemagne. Quel lieu aurait-il été plus propice que les catacombes, pour inspirer des idées sublimes au théologien et ascétique Luther? Et, cependant, la description de ces catacombes se réduit, chez Luther, à une statistique. Pour lui, dans une seule galerie, gisent huit mille martyrs; son église renferme les cendres de cent soixante-huit mille saints, et les sarcophages de quarante-cinq papes; la nécropole, quatre-vingt mille fidèles et quarante-six évêques.

Si l'on voulait imiter la méthode de Luther pour donner une idée de la pompe et de la magnificence déployées à l'occasion de la récente canonisation, il faudrait dire que quarante mille personnes sont entrées dans la Basilique, et dix mille dans les tribunes; que le cortège était composé, pompe et compagnie du souverain Pontife comprises, de quatre mille fonctionnaires tant civils qu'ecclésiastiques; que le cortège a mis plus d'une heure pour défiler devant Sa Sainteté Léon XIII, et que vingt mille bougies étaient allumées dans le temple. Mais ce qu'il y a surtout à retenir de cette cérémonie, c'est que le Pape a manifesté une tendance à s'entendre avec le Gouvernement italien, en ouvrant à double battants les portes de la Basilique, et en se montrant sur sa *Sedia gestatoria*, à l'entrée du vestibule et devant la place du Bernin, tout comme lorsque le Pape bénissait la Cité et l'Univers tout entier du haut des balcons de Saint-Pierre.

Nous n'irons pas plus loin sans raconter les malheurs des Grecs: et en rappelant les malheurs de ces derniers, n'oublions pas qu'ils viennent de se concentrer au fameux défilé des Thermopyles; et, en évoquant les Thermopyles, songeons que, sur la terre fraîche qui les supportent, poussent toujours les verts lauriers dont on tresse des couronnes qui ne se fanent jamais. Léonidas exprima là le véritable sentiment de tous les Grecs en y organisant une résistance désespérée et sans merci. Tous les effluves de démocratie et de liberté exhalés par cette terre se concentrèrent dans cet homme supérieur, qui savait quelle provision d'héroïsme pouvaient renfermer pour l'avenir la poussière soulevée dans ces combats terribles et le sang versé par les hommes libres qui luttaient avec lui. Thespiens et Thébains, les derniers survivants, jurèrent de mourir à côté et en compagnie de leurs camarades, afin que leurs cadavres pussent servir, eux aussi, comme d'une égide morale à la patrie, à la liberté et à la gloire de tous. Les marins de Xerxès abordèrent sur le rivage, tandis que les soldats d'Ydarnez descen-

dirent du haut des crêtes. Le soleil se levait lorsque Léonidas et ses compagnons quittèrent leurs obscures retraites et sortirent en armes, pleins d'ardeur, à la recherche de la lumière et de l'air pur. Les secrètes tranchées des Grecs restèrent seules dans l'ombre et le combat s'engagea. Tous savaient qu'ils allaient à la mort, mais à une mort due ; non à une servile et triste résignation, mais à de glorieux et suprêmes efforts au milieu de combats opiniâtres, avec la palme du martyre comme récompense. La bataille décisive eut lieu dans la partie la plus élargie de cet étroit défilé. Les Grecs, furieux, sans pitié, avec l'acharnement qui caractérise le désespoir, décidés à mourir après avoir causé des ravages incalculables dans les rangs ennemis, foulaient aux pieds des entrailles sanglantes au milieu des rochers, semblables au vigneron qui écrase les rouges grappes dans le pressoir. Chaque Grec avait plusieurs cadavres à ses pieds, telles ces statues symboliques de l'héroïsme et du combat qui s'élèvent au-dessus d'un monceau de morts. L'image de leur patrie et le sentiment de leur liberté les excitait, tandis que le despote asiatique était obligé de placer derrière ses phalanges, lourdes et inertes, ses courtisans et ses satrapes armés de verges et chargés de frapper ses esclaves, afin de les pousser, grâce à ces honteuses blessures reçues par derrière, au combat et à la mort pour la défense de leur détesté et détestable maître. Il est peu de scènes aussi instructives dans l'histoire, peu de parallèles qui fassent aussi bien ressortir l'abîme qui existe entre la liberté et la servitude. Ici l'honneur, et là le fouet.

La lance effilée des Grecs s'enfonçait avec fureur dans les chairs de l'ennemi et semblait posséder une partie du courage et de la force des héros qui la maniaient. En présence de l'animation des hommes libres, les esclaves asiatiques restaient comme pétrifiés sous leurs chaînes. Ceux qui ne formaient qu'un petit groupe paraissaient nombreux, à cause de leur supériorité intellectuelle et morale : ceux qui étaient nombreux ne paraissaient qu'un petit groupe à cause de leur peu d'ardeur au combat. C'est ainsi qu'une grande partie des Perses restaient comme aplatis au milieu des rochers, tandis qu'une autre grande partie tombaient en roulant du haut des crêtes et allaient se précipiter dans la mer. C'est en voyant seulement ceux qui venaient de la plaine et ceux qui descendaient des sommets qu'on put se rendre compte de leur nombre.

La horde orientale vainquit par une fatalité mécanique, purement mécanique, dans cette rencontre, la petite légion grecque ; mais celle-ci fit mordre la poussière à vingt-neuf mille barbares. Xerxès fit placer sur une croix le cadavre de Léonidas. Les croix, ainsi élevées le long des chemins de l'histoire, représentent, dans la perspective du temps et dans les jugements de la postérité, les sommets de l'esprit humain.

Nous nous sommes arrêté devant les Thermopyles et les souvenirs qu'ils rappellent, parce que les Thermopyles et leurs rochers sont aujourd'hui le dernier asile des Grecs, qui se sont réfugiés dans leur défilé. C'est uniquement en défendant les lieux illustrés par le sacrifice de Léonidas qu'on peut encore empêcher les cruels Asiatiques, non moins féroces que ceux qui obéissaient au commandement de Xerxès, de pénétrer dans la plaine de l'Attique et de s'emparer, en barbares, de

la ville d'Athènes. Mais notre cœur se fend à la pensée que ce siècle ouvert par les jeunes philhellènes qui avaient noms Byron, Gœthe, Chateaubriand, Victor Hugo, va se clôturer, après la disparition de ces génies de nos horizons sensibles, au milieu d'une barbarie si épouvantable qu'elle aura peut-être pour effet d'imprimer au fer rouge la marque du croissant sur les bras des Grecs, enchaînés sur les galères turques comme autrefois nos captifs, ou entassés, comme le peuple de Dieu, sous les saules et les cyprès d'un fleuve étranger, dans les cachots d'une nouvelle Babylone. Nous croyons que la légende exagère, dans le recul des siècles, l'abominable despotisme de ces colosses antiques tels que Pharaon, Baltazar, Nabuchodonosor, Sardanapale. Et cependant, sous nos propres yeux, dans notre propre histoire et pendant le cours de notre vie, sur ce continent européen que nous considérons comme le lieu où brille du plus vif éclat l'esprit humain, où réside la pensée qui éclaire et réchauffe tous les peuples, il existe encore des despotes, comparables à ceux qui vivaient dans les palais, les temples, les forteresses, les cités des bords de l'Euphrate, ou encore à ceux que protégeaient dans leur sommeil le sphynx de pierre, élevés au milieu des plaines de sable qui entourent Memphis et Thèbes.

Constantin fonda l'empire grec afin qu'il jouât parmi les familles et les tribus de l'Orient le rôle que jouait l'empire romain parmi les familles et les tribus de l'Occident, qu'il fût un véritable foyer de lumière chargé de répandre les idées et un véritable noyau de races groupées pour acquérir de la force. Et là, précisément, entre l'Asie et l'Europe, à côté de l'archipel dont les îles servirent de berceau à la culture humaine, est étendu mollement, sur un lit asiatique, un tyran, un despote, rendu fou par les vapeurs d'une omniscience qu'il croit divine, alors que tout despotisme humain est une offense envers Dieu; un despote que corrompt une toute-puissance qui, croit-il dans son orgueil, lui permet de bouleverser, non seulement les lois morales que peut enfreindre le libre arbitre de l'homme, mais encore les lois physiques fondées sur la fatalité; un despote privé, à la fois, de raison et de conscience; un despote généralissime, bien qu'on ne le voie jamais à la tête des armées; un despote pontife suprême ou calife, bien qu'il ne pontifie jamais; un despote *uléma*, interprète du koran et dépositaire de tout savoir, bien que les admirateurs de son despotisme civil repoussent son despotisme religieux, croyant que ce dernier est le lot des véritables croyants, c'est-à-dire des Arabes, remontant par leur ascendance à Mahomet et à Ali, et non celui des Mongols, descendants d'Attila et de Tamerlan, ces fléaux de Dieu. Se souvenant par atavisme des exploits de ces derniers, des profondeurs mêmes de son harem, où les cassolettes avec leurs parfums irritants lui font tourner la tête, où les odalisques, avec leurs honteuses sensualités, lui brûlent le sang, ce despote donne l'ordre d'exterminer, un jour les Arméniens, un autre jour, les Anatoliens, les Crétois et les Grecs eux-mêmes, comme si ses armées étaient des légions d'anges exterminateurs, et comme s'il avait la Mort pour premier ministre. Et ce despote, après avoir pendant deux années consécutives renouvelé les meurtres des temps et des peuples les plus

sauvages, depuis les sources de l'Euphrate et les défilés de l'Ararat jusqu'aux rivages de la Méditerranée et jusqu'au pied du mont Ida, exerce aujourd'hui sa rage contre ceux qui fondèrent la civilisation universelle, contre ceux qui nous donnèrent ce qui caractérise essentiellement notre esprit, nous fait faire un pas en arrière vers la barbarie et nous promet, pour toute consolation, une guerre continuelle, proposant comme solution à nos problèmes sociaux le barbare et asiatique régime d'une conquête perpétuelle. Le progrès ne suit jamais une ligne absolument droite et ses retours en arrière ne sont pas rares; la liberté n'a jamais brillé d'un éclat si durable qu'elle n'ait pas dû parfois tomber dans les ténèbres, semblable en cela aux astres matériels. Et, de même que les rois du dix-huitième siècle expièrent, au prix de cent révolutions et de cent guerres révolutionnaires, le crime d'avoir enseveli sous leurs trônes la triste Pologne aujourd'hui disparue à jamais, et troquèrent leurs couronnes historiques contre des couronnes parlementaires, de même il est à redouter que les peuples n'expient, eux aussi, à la fin du dix-neuvième siècle, au prix de cent réactions terribles et de cent guerres révolutionnaires, le crime d'avoir assassiné la Grèce, et ne perdent leurs droits et leurs libertés populaires qu'ils troqueront contre de dures chaînes qui les soumettront au plus féroce des despotismes.

Et pour que nos craintes de retour en arrière ne soient pas taxées d'exagération, il convient de rappeler la nature de l'Islamisme et de dire qu'il occupe encore une partie considérable de notre planète que souille cette secte sanglante, qu'il forme une confédération de races sous les coups desquelles peut sombrer toute la chrétienté, car ses bataillons s'étendent depuis l'isthme de Suez jusqu'au détroit de Gibraltar, depuis les déserts de la Tartarie, au fond des territoires barbares de la Mongolie, jusqu'à la mer Adriatique, au sein même de notre plus ancienne et de notre plus brillante civilisation européenne. Un tempérament séculaire, comme le tempérament belliqueux des Musulmans, se réveille et reprend vie dès que la moindre excitation extérieure le pousse à montrer le fond de sa pensée. Le Califat n'a été sur la terre, au cours de l'histoire, qu'un sacerdoce pontifiant au milieu des armes et opposant, en signe de contraste, à la croix des apôtres et des humbles, le yatagan recourbé des conquérants et des guerriers. Croire la prédication vaine, l'apostolat inutile, la persuasion indigne d'hommes sérieux ; considérer l'Etat comme un conquérant naturel, la religion comme une conseillère de guerre, les généraux comme des prêtres; avoir la certitude que celui qui succombe en combattant voit s'ouvrir devant lui les portes de la vie future; voir dans le service militaire et l'obéissance passive les instruments de toute domination, — n'est-ce pas là l'esprit qui a produit ces dogmes et formé ces tempéraments, qui a créé une âme à l'intérieur et à l'extérieur, un corps destiné à conquérir le monde tout entier, et même, si c'était possible, le ciel lui-même ? C'est ainsi que, depuis la Perse, dominée par les sectateurs de Zoroastre jusqu'à la Bétique dominée déjà par le catholicisme romain, et depuis la Bétique et les Goths jusqu'à la Sicile et ses habitants gréco-romains, se fonda, sous l'impulsion des premiers mahométans, une civilisation qui fit couler des ruis-

seaux de sang, versé par ses armes, à travers l'Egypte, la Syrie, l'Arabie et la Palestine, qui ne purent pas résister à la guerre et à la conquête. Et non seulement les Musulmans manifestent ce tempérament impétueux et guerrier dans certaines circonstances de leur vie, mais encore ce tempérament se conserve longtemps, très longtemps chez eux ; ils font d'ailleurs preuve à ce point de vue d'une persévérance qui est devenue historique à l'égal des plus grandes puissances morales dont les annales de la mémoire humaine gardent le souvenir. Par conséquent, il ne faut exciter l'Islamisme dans aucune partie du monde, si l'on ne veut pas voir surgir immédiatement un danger, et un danger très grave, dans toute la Chrétienté.

Pendant ces derniers jours, les mahométans redoublaient de prières, de macérations et de jeûnes, afin qu'Allah accordât, à l'étendard vert du sage prophète Mahomet et au croissant du sultan Osman, la victoire, promise par le destin aux fidèles croyants, sur les chiens de chrétiens. Et comme ces fanatiques croient que Dieu est partout où se trouve un vainqueur, et comme le vainqueur est avec eux, — le victorieux Edhem-Pacha ayant eu vite raison de la frêle personne du Diadoque grec, — l'empire turc retentit d'hymnes de victoire, et ces hymnes éveillent dans le cœur des derniers musulmans, assis dans le désert à l'ombre de leurs chameaux, une aspiration indestructible vers une guerre sainte et une conquête colossale. Des voyageurs, arrivés d'Orient et d'Occident, les uns ayant assisté au bouillonnement des passions mulsumanes au pied même du mont Thabor, et les autres ayant vu le même spectacle sous les tentes de Tanger, m'ont avoué que, d'une extrémité à l'autre du monde musulman, s'est répercuté l'écho des victoires turques comme un aiguillon qui pousse au combat et comme une espérance très certaine et très fondée d'une nouvelle et prochaine victoire.

Et aujourd'hui, il n'est pas de peuple européen qui n'ait à redouter quelque complication grave avec des populations ou de sang musulman ou de sang africain. La nation que préoccupe le moins la politique coloniale, malgré ses récentes acquisitions au delà, des mers la nation allemande, a eu de nombreuses difficultés avec l'Angleterre à l'occasion du sultan de Zanzibar et de non moins nombreuses à l'occasion de la noble république des Boërs, transportés des marais du territoire septentrional de la Hollande au milieu des plaines du territoire austral de l'Afrique. C'est le moment où l'on peut redouter de voir partir en guerre les deux Etats libéraux du centre, la France et l'Angleterre, pour se disputer la suzeraineté sur les Egyptiens et sur l'Egypte; c'est également le moment où ont vainement tenté de se réconcilier l'Italie et la France, la fille et la mère, brouillées à cause de la conquête française de Tunis.

Le célèbre albanais, vêtu encore comme l'indique la légende, avec la toque grecque sur la tête et sa cartouchière brodée, met son fusil sur l'épaule et son yatagan au côté et cherche une occasion propice pour attaquer les soldats autrichiens qui sont maîtres de la Bosnie et de l'Herzégovine. La paix ne peut exister d'autre part entre la Russie et la Turquie, bien que, pour le moment, ces deux pays aient conclu un armistice assez

extraordinaire. La Turquie possède l'Arménie que la Russie convoite tout entière; cette dernière a posé assez de jalons pour laisser deviner son désir de se l'approprier. La Turquie possède l'Anatolie que la Russie convoite, parce que la belle et historique péninsule russe de Crimée est enclavée entre l'Anatolie et l'Arménie. La Turquie possède la vallée du Jourdain, considérée comme une excellente ligne stratégique, supérieure à ce point de vue à la vallée du Nil, et elle possède encore la terre de Palestine sur laquelle la Russie trouve des satisfactions religieuses pareilles à celles que trouvent les musulmans à la Mecque. La Turquie possède Constantinople, dont les formes sont dessinées sur la rétine de tous les Slaves, lesquels érigent des rotondes byzantines à la fois sur le Danube et sur la Néva, placent des croix d'or à trois branches sur ces multicolores rotondes, espèrent voir entrer, par la mystérieuse porte que fermeront les anges, le prêtre du dernier matin de Byzance, encore vivant pour continuer la messe interrompue par le coutelas turc, et comptent entendre le *Credo* et le *Te Deum* qu'entonneront les Grecs à Sainte-Sophie, ressuscitée après quatre siècles de servitude pire que la mort et plus ténébreuse que le sépulcre, dans une Pâque de résurrection semblable à la Pâque de résurrection célébrée dans toutes les églises. Et ce que je dis de la Russie, je le dis également de l'Angleterre : protectrice des hauts plateaux de l'Afghanistan sur lesquels se montrèrent les premières tribus mongoles ; souveraine sur le Gange d'un nombre de musulmans plus grand que celui des musulmans sur lesquels domine le Sultan lui-même ; première puissance islamite, comme elle s'appelle elle-même ; protectrice du Nil et du canal de Suez plus importants pour le monde musulman et même pour le monde européen que la Thrace, que le Bosphore de Thrace et même que les Dardanelles si convoitées.

Et nous ne parlons pas des nations latines; nous savons pourtant combien d'assauts et d'embûches a eu à subir de la part des Madhistes la Kassala des Italiens, car nous n'ignorons pas que ceux-ci désirent ardemment la Tripolitaine; nous avons aussi connaissance des soulèvements musulmans que redoute la France de son Algérie et des guerres nombreuses qu'elle s'attend à soutenir contre le Maroc. Enfin, nous n'avons pas perdu le souvenir de la guerre espagnole d'Afrique, et chacun sait combien nous, Espagnols, nous nous enorgueillissons de notre épopée nationale qui nous représente combattant, des Pyrénées jusqu'à Ceuta avec l'ardeur que l'on connaît, les conquérants Arabes; chacun sait avec quelle constance nous avons rejeté l'Islam au delà du détroit, dans ses retraites en plein désert de Lybie et dans les défilés de l'Atlas.

Aussi, dans l'intérêt de la défense de notre idéal de progrès, imitant en cela nos pères, dans l'intérêt de notre propre sécurité, puisque la civilisation chrétienne est menacée par l'invasion possible de la barbarie islamite, notre unique devoir est de défendre la Grèce de tous les conseils de l'Europe, de la protéger contre le Turc, de lui assurer la possession de son territoire tout entier, dont elle a besoin pour sa défense ; car elle ne peut perdre un seul pouce de terrain sans avoir à en souffrir personnellement et sans que tous les chrétiens aient à en souffrir,

eux aussi, à leur tour. Pour mon compte, moi qui n'ai jamais engagé la Grèce à entreprendre la dernière guerre, à cause de l'horreur que j'éprouve pour toutes les guerres, je réclame à l'Amérique et à l'Europe, à tous les peuples civilisés et chrétiens qui vivent sur notre planète, une intervention unanime en faveur de la Grèce, afin qu'elle soit intangible et qu'elle soit maintenue dans l'état où elle se trouvait avant ses récentes infortunes. Et je réclame, non pas une intervention plus ou moins diplomatique, accompagnée d'une intervention plus ou moins armée, mais une intervention de l'opinion publique nationale de chaque pays et de chaque gouvernement intéressé, afin que tous accourent et sauvent la terre qui garde les plus beaux titres de noblesse du genre humain. où il s'est séparé de l'être primitif pour revendiquer la libre personnalité, but que nous indiquent les statues humaines de la Grèce, bien différentes de ces sphynx de l'Orient qui montrent à chacun combien, avec leur tête de femme et leur corps de tigre, l'homme était confondu avec l'animal, avant la venue de la Grèce, au sein des populations panthéistes de l'Asie.

L'opinion publique de tous les pays d'Europe doit et peut faire beaucoup. La Grèce actuelle aurait-elle jamais été créée sans ces légions de philhellènes dont les généraux étaient des poètes? J'ai entendu conter à des Italiens méridionaux que les livres de Gladstone ont plus fait pour eux que le débarquement de Garibaldi. Jamais Napoléon III n'aurait dégainé l'épée des Césars français dans les campagnes de la Lombardie, s'il n'avait été mû et guidé par le chœur des grands génies français, comparables à ces légions d'anges qui, du haut du ciel, précèdent les légions des combattants dans les peintures mystiques. Les Czars de Russie, peu portés, en bons Germains, vers les races esclavones, se virent cependant dans l'obligation d'émanciper la Bulgarie et la Serbie, parce qu'ils y furent invinciblement poussés par les livres apocalyptiques des deux génies jumeaux de la Russie, des deux lus et respectés esclavophiles qui s'appelaient Katkoff et Atkassoff. De telle sorte que cette croisade de 1876, fort semblable aux croisades de la chrétienté pendant le Moyen âge ; le passage permis aux Russes dans les rives du Danube par nos cousins latins de Roumanie ; l'épique ascension des Balkans accomplie par Gourko, rappelant l'ascension des Alpes par Annibal et Bonaparte ; les assauts de Plewna, qu'on peut qualifier de troyens en raison de la patience des assiégeants et du courage des assiégés ; les conditions imposées aux vaincus à San-Stéfano, faubourg de Constantinople, d'où l'on sentait l'odeur de l'encens de Sainte-Sophie ; tous les efforts, en un mot, qui honorent l'une des plus grandioses campagnes que l'on connaisse, trouvèrent parmi les publicistes et dans la presse périodique des admirateurs d'un idéal non inférieur à celui de saint Bernard, et d'un élan qu'on peut comparer à celui que détermina dans les foules Pierre l'Ermite au moment des croisades du Moyen âge.

Eh bien! nous devons suivre ces brillants exemples. Il n'est point nécessaire, pour le moment, de prendre les armes pour voler au secours de la Grèce ; il suffit de manier les plumes inspirées ; de faire résonner le timbre éclatant de notre éloquence politique ; d'ériger au-dessus de

chaque tribune parlementaire comme un paratonnerre destiné à arracher au ciel orageux l'étincelle électrique qui menace de frapper la divine mère du Verbe humain, et d'arrêter ainsi la marche du barbare vainqueur. Il faut que celui-ci accepte les conditions d'un véritable armistice; qu'il renonce à verser les dernières gouttes du sang qui coule dans les veines du peuple auquel nous devons notre civilisation; qu'il n'impose pas au vaincu un tribut de guerre que celui-ci ne puisse pas payer; et qu'il n'exige pas que les terres de Thessalie, où se groupèrent les dieux rédempteurs de la personnalité humaine, et les terres de l'Épire, où la lumière matérielle fut convertie en lumière spirituelle, passent du dogme du Christianisme, dont elles avaient préparé la venue, au dogme du fatalisme qui empoisonne tout. Et si, après tout, il est nécessaire de faire subir une rectification aux anciennes frontières, que ce soit pour mettre la Grèce à l'abri de la barbarie turque et non pour livrer la Grèce à la barbarie turque. Car la patrie du génie et de l'art apparaîtra toujours comme une barrière opposée par l'Europe à l'Asie, et comme l'unique laboratoire d'idées qui puisse, par sa civilisation et par son Église orientales, faire pénétrer le Christianisme en Orient.

III

La persistance héréditaire des qualités grecques. — La responsabilité de la dynastie. — La mauvaise direction diplomatique et la mauvaise direction militaire. — La situation en Europe. — L'état actuel de l'Espagne. — Sa crise politique. — Sa crise ministérielle. — Considérations. — Conclusion.

Les Grecs ont prouvé que les grandes qualités reçues de leurs ancêtres, le nom et le sang, n'ont point dégénéré chez eux, bien que le milieu ambiant actuel n'ait pas favorisé leur développement comme cela s'est produit dans les temps anciens. Il ne suffit pas d'être né à Rome pour dominer sur toute la terre; à Carthage, pour ressusciter le commerce et la navigation des Carthaginois; en Espagne, pour découvrir chaque jour un nouveau monde; à Florence, pour peindre de beaux tableaux; et de même qu'il faut des siècles pour produire un Cervantès ou un Franklin, de même il faut des circonstances miraculeuses, en quelque sorte, pour produire à Athènes un siècle comme celui de Périclès. Mais la Grèce vient encore de faire preuve d'amour pour la patrie, d'héroïsme, un héroïsme comparable à celui de ses ancêtres, de sentiments artistiques, d'abnégation de ses intérêts personnels en faveur des intérêts généraux de sa race et de sa civilisation, de foi et d'enthousiasme enfin; si elle n'a pas eu les lauriers de la victoire, elle a donc eu tout au moins les honneurs de l'effort. Mais ce qui n'a pas été à la hauteur de ses grandes qualités et de sa valeur native, c'est la direction et le commandement des légions qui sont allées, tels des chœurs mélodieux, à la mort immortelle, comme les vainqueurs de Salamine et de Platées; et ce qui en est résulté, c'est la privation du fruit d'efforts surhumains parfois, mais inutiles, d'inutilité absolue, lorsqu'ils ne sont pas dirigés par un pouvoir formidable et par une véritable compétence. A plusieurs reprises, la marche en avant a été téméraire, et, à plusieurs reprises aussi, la retraite a ressemblé à une véritable panique. Après la victoire, on a vu les vainqueurs courir à la débandade, et, sur des champs où seule la victoire aurait dû étendre ses ailes, s'est étendue la plus grande plaie que puissent avoir à redouter les combattants : le désordre, l'aveu d'homme à homme de l'invraisemblable déroute ayant pour cause la terreur personnelle de chacun et non le triomphe de l'ennemi. En outre, l'intervention excessive de l'élément populaire dans les opérations, bien qu'elle ait communiqué une certaine chaleur dans l'esprit et soufflé le courage dans les âmes, bien que, chez les soldats de la liberté, elle ait remonté les nerfs qui commandent aux muscles et donnent des forces extraordinaires aux héros, a empêché de garder le secret nécessaire

dans une guerre et a porté un rude coup à la discipline, indispensable dans les armées. Le *guerillero*, s'il doit prêter son concours dans une guerre savante et régulière, a pour devoir, soit de se détacher du gros de l'armée pour en défendre les flancs à l'aide de ses escarmouches et pour préparer les voies en présence de l'ennemi, comme le faisait Garibaldi dans la guerre franco-autrichienne dont la cause sublime était l'indépendance de l'Italie, soit de se mêler au reste de l'armée, et, dans ce cas, de faire preuve d'une soumission aveugle qui le rend semblable à une machine et qui lui enlève toute spontanéité dans le combat et partout ailleurs, — chose grave lorsqu'il s'agit de volontaires et de *guerilleros*. On trouve, chez les Garibaldiens improvisés, — appelons-les ainsi, — beaucoup de grandeur héroïque et de traits d'abnégation extraordinaire qui compteront toujours parmi les plus beaux dont puisse s'enorgueillir la nature humaine; mais le corps d'état-major royal n'a pas disposé des forces d'assimilation nécessaires pour les faire entrer d'une façon parfaite dans les rangs de l'armée régulière; il lui a manqué également cette direction supérieure qui supplée au nombre, qui tire des forces de sa propre faiblesse et qui, grâce à son intelligence, sait adopter une tactique et une stratégie capables de réagir contre les fatalités mécaniques du combat et de changer la déroute en victoire. Nul ne peut s'étonner maintenant des anathèmes fulminés contre le duc de Sparte, car, en acceptant le commandement et la direction de tout, celui-ci a assumé également la responsabilité de tout; vaincu, il doit recueillir les fruits amers de la défaite, de même que, vainqueur, il aurait eu toute la gloire et tous les honneurs du triomphe.

Depuis longtemps, la Grèce aurait dû savoir si elle pouvait compter ou non sur l'appui de l'Europe; en outre, elle aurait dû savoir si les peuples des Balkans pouvaient lui prêter un concours sérieux venant s'ajouter à l'appui de l'Europe, si elle pouvait compter sur la complicité effective des populations de Macédoine et d'Épire. Mais la diversité des races qui habitent ces deux régions rendait très difficile, sinon impossible, tout calcul fondé et toute prévision certaine sur ce point; et cependant, ces calculs et ces prévisions sont nécessaires lorsqu'il s'agit d'entreprendre une campagne politique quelconque et surtout une campagne militaire. Cavour n'aurait pas pu mettre, sur la balance où se décidaient, en 1856, les destinées de la nation italienne, le poids de l'épée française, s'il n'avait pas été assuré d'avance que l'Italie tout entière se soulèverait lorsqu'elle verrait le pantalon rouge des zouaves se découper sur le fond noir des mélèzes et sur le fond blanc des neiges éternelles du Mont-Cenis. Bismarck n'aurait pas pu canonner les troupes du Danemark, comme il le fit en 1862, s'il n'avait pas compté sur la complicité manifeste de l'Autriche, paralysée d'une façon inévitable par cela seul qu'elle faisait partie à titre honoraire de la Confédération germanique; et il n'aurait pas exclu l'Autriche de la Confédération germanique, s'il n'avait pas prévu la faible résistance que devaient opposer à sa marche triomphale à travers la Bohême les premiers soldats de l'Empire autrichien, les Hongrois, aussi intéressés que les Prussiens au succès des armes de la Prusse.

Pour se rendre compte de l'appui que l'Europe pouvait prêter à la Grèce, il était indispensable d'étudier avec un grand soin les caractères que présentait notre Europe contemporaine. D'abord, il était inutile de compter sur le sentimentalisme en faveur des nationalités, sentimentalisme qui, autrefois, était si puissant. Car la France, bien qu'au fond de son cœur, douée d'une générosité sans bornes, elle ne se repente pas du concours prêté à la Grèce et à l'Italie, la France a été soumise à la dure école de l'expérience; elle professe aujourd'hui, pour les nationalités, un tel mépris, qu'elle s'est mise d'accord avec le bourreau de la Pologne, de cette Pologne martyre en faveur de laquelle elle faisait des révolutions intérieures sous la seconde République, en faveur de laquelle elle fut sur le point d'entreprendre une guerre européenne sous le second Empire. La Grèce, il est vrai, grâce au concours héroïque de ses enfants de prédilection, les Crétois, commença, en 1866, la guerre orientale qui devait se terminer, deux lustres plus tard, par la retraite non douteuse de la Turquie à San-Stefano. La Turquie, dans cette circonstance, fut sauvée par l'Angleterre, à la faveur de l'appui fourni par Berlin et d'une victoire de la chrétienté orientale remportée par les croisés que dirigeait le Czar, souverain Pontife, Empereur politique et religieux de la Sainte Russie.

Dans la répartition des dépouilles que la Turquie, au milieu de ses malheurs, dut abandonner à l'Europe, l'Autriche eut, pour sa part, la Bosnie et l'Herzégovine ; l'Angleterre, Chypre ; la France, l'autorisation nécessaire pour s'emparer de la Tunisie ; la Russie, la tant convoitée Bessarabie et une partie du territoire arménien. La Roumanie et la Serbie furent transformées en royaumes, et échappèrent à la dépendance, même nominale, de la Turquie ; le Monténégro obtint le port de Dulcigno arraché aux Albanais ; quant à la Grèce, elle ne reçut en partage qu'une portion de l'Epire et de la Thessalie, avec des frontières mal déterminées. Et cette portion n'était autre chose qu'un démembrement si mal compris, qu'il devait finir — sorte de pomme de discorde jetée entre la nationalité hellène et l'empire turc — par devenir la source d'une horrible guerre que le despote oriental entreprendrait pour reconquérir, sur le monde chrétien, cette terre musulmane, et dont les conséquences pourraient avoir pour résultat de nous conduire à un despotisme synonyme de barbarie.

Et bientôt, lorsque la Grèce, condamnée par les puissants de ce monde à supporter les dépenses considérables que nécessite la préparation d'une grande guerre, succomba sous le fardeau, — résultat dû non moins à son administration intérieure qu'à la politique qu'elle devait suivre inévitablement, — ses créanciers la maltraitèrent, voulurent la placer en tutelle, comme la Turquie et l'Egypte, et la menacèrent de lui imposer d'autres humiliations, sans lui accorder aucune compensation territoriale. Et lorsqu'elle voulut réclamer, on répondit à ses réclamations par un blocus infâme et déshonorant pour l'Europe, blocus auquel prirent part les nations civilisées et libres telles que la France républicaine et la parlementaire Angleterre, oubliant, en cette circonstance, que leur plus beau titre de gloire eût été la résurrection de la Grèce, qui

aurait redonné à cette dernière sa place parmi les peuples civilisés et fait reverdir ses lauriers dans l'Histoire moderne.

Les Grecs, avec leur grande intelligence et leur grand cœur, auraient dû deviner les difficultés insurmontables avec lesquelles ils allaient avoir à lutter dans les conseils de l'Europe contemporaine, aussi bien que dans les péripéties de la guerre qu'ils entreprenaient contre la Turquie ; et ils auraient ainsi évité de se trouver entièrement à la merci d'une intervention qui devait diminuer leur indépendance, ou d'une déroute, mécaniquement inévitable, qui devait anéantir leur intégrité. Il ne servait de rien d'avoir une dynastie alliée à toutes les familles régnantes d'Europe, si cette dynastie n'était pas soutenue dans ses prétentions par ces familles ; et l'on sait que, pour le succès de ces prétentions, les intérêts politiques analogues ont une grande importance, tandis que les affinités entre rois en ont une bien petite. Et voilà précisément où commence la responsabilité morale des monarques hellènes qui ne devaient pas ignorer que, dans ce monde, il ne faut jamais compter sur l'appui des autres. Ces princes n'auraient pas eu besoin de réfléchir beaucoup pour comprendre immédiatement qu'il leur était impossible d'obtenir cet appui. Bien que les quatre peuples occidentaux de notre continent, la France, l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne fussent en sa faveur, ils devaient se rendre compte de la situation dans laquelle chacun de ces pays se trouvait. La France se voyait paralysée, dans ses affections, par sa terrible amitié avec la Russie qui exigeait partout sa coopération, spécialement en Orient. L'Angleterre l'était aussi, par l'impossibilité absolue où elle se trouve de se mêler, comme elle l'aurait désiré, à la politique continentale, tant que, par des alliances quelconques, elle n'aura pas un pied en Europe, et elle n'a pas à compter sur la France, sa naturelle alliée, et elle ne le pourra pas tant que ne sera pas tranchée — et elle ne le sera jamais — la question de sa cotutelle sur l'Egypte. L'Italie, elle, se trouvait, par sa tradition gibeline et allemande, en contradiction avec la tradition guelfe et française qui la livre pieds et poings liés à l'empereur Guillaume ; enfin l'Espagne n'était pas moins paralysée par sa neutralité constante et par ses guerres, l'une à l'extrême orient, l'autre à l'extrême occident de notre malheureuse planète, guerres qui l'obligeront, pendant longtemps encore, à se renfermer en elle-même, si elle veut sincèrement retrouver les forces qu'elle a perdues.

Aux yeux de la dynastie hellène, apparaissait évidente la complicité morale entre les deux seigneurs du nord et du centre, également intéressés à la conservation de la Turquie. Et cependant, mue comme par un désir insensé de suicide, cette dynastie déclara la guerre au sultan, alors que ce sultan se sentait fortement protégé à la fois par l'empereur d'Allemagne et l'empereur de Russie, maîtres de la situation, non seulement par l'étendue des immenses empires sur lesquels ils règnent, mais encore par l'incapacité absolue où était l'empereur d'Autriche de se mouvoir, tandis que sa monarchie se rompt et se partage en deux parties, tandis que ses sujets, minés par une sourde colère, se font la guerre entre eux, détruisent et déshonorent l'unité de l'Empire.

En présence de ces deux protecteurs de la Turquie, l'un, le Czar Nicolas, qui ne peut pas permettre qu'on touche à une seule feuille de l'arbre qu'il ne peut accaparer tout entier; l'autre, intéressé à la conservation de la Turquie, parce que les banquiers allemands détiennent une bonne partie des fonds turcs et que ses officiers sont chargés de l'instruction de l'armée; — en présence, donc, de ces deux protecteurs, le Roi George n'avait rien à espérer de la fortune d'autant que, outre les ingratitudes britanniques en Abyssinie et les rivalités entre l'Angleterre et la France sur toute la surface du globe, depuis le nord de l'Amérique jusqu'au nord de l'Afrique, ces deux nations approuvent dans une certaine mesure les idées des deux jeunes Empereurs, si maltraités par Gladstone, lesquelles tendent à la réalisation du rêve de Napoléon : le blocus continental contre l'Angleterre.

Et si l'imprévoyante dynastie se voit jeter l'anathème au sujet de la partie diplomatique de sa campagne contre la Turquie, que ne doit-on pas dire au sujet de la partie militaire de cette même campagne? D'abord, les princes se forgèrent bien des illusions touchant la puissance maritime de la Grèce. Ils s'attendaient à voir le Sultan terrifié à la vue des escadres grecques qui devaient renouveler l'héroïque affaire de Salamine; mais, par suite de l'impéritie du commandement sans doute, la valeureuse et puissante marine de guerre ne répondit nullement aux espérances que le Roi avait mises dans ses manœuvres navales et ne produisit pas à l'heure suprême du danger les résultats prévus et espérés, résultats que tous les Grecs s'attendaient à apprendre, d'un moment à l'autre, comme une nécessité fatale de la géographie et de l'histoire des générations helléniques appelées par les desseins de la Providence à préserver l'Europe de l'Asie, de même que l'Espagne est appelée, par ces mêmes desseins, à préserver l'Europe de l'Afrique.

Les princes, qui avaient prévu les combats épiques qui pourraient se livrer sur la mer contre la Turquie, n'avaient nullement songé qu'il y aurait également à lutter sur terre. L'exemple de la Prusse, la véritable patrie de la dynastie, aurait dû leur enseigner de quelle manière procèdent les peuples relativement petits, lorsqu'ils sont destinés à faire la guerre à de grands empires; et, de même que la Prusse fut appelée, par le mouvement social, à se mesurer avec l'Autriche, aussi longtemps que cette dernière devait faire partie de la Confédération germanique, de même la Grèce est appelée, par le mouvement social également, à lutter avec la Turquie aussi longtemps que celle-ci conservera un pied sur le continent.

Pourquoi le Roi n'était-il pas prêt pour une pareille éventualité? Les improvisations ne réussissent jamais. On n'improvise pas une guerre contre un empire qui terrifia le Czar lors de son dernier choc avec la Russie. Dépourvu d'alliances, le Roi George devait posséder des forces. Et pour posséder des forces, il aurait dû les préparer peu à peu et les tourner contre l'ennemi au moment opportun. D'ailleurs cette manière d'agir lui était imposée, en quelque sorte, par les agissements de la Turquie qui prenait avec opiniâtreté ses mesures de défense, bien que ses forces fussent en disproportion complète avec la faible armée des

Grecs, et suivait, au point de vue militaire, les conseils et les exemples de la Russie. Les Turcs, organisés dès le temps du grand Tamerlan pour la conquête, nés avec un tempérament destructeur propre à une race cruelle et conquérante, après s'être détachés de la Mongolie et avoir perdu leurs possessions de Tunis et de l'Archipel vénitien, ont obéi à l'évidence, ont reconnu leurs torts, ont abandonné leurs anciennes traditions et se sont pourvus de canons et de généraux en Allemagne, résolus à soutenir une guerre terrible contre l'Europe chrétienne; et déjà ils voyaient, dans la divine Grèce, l'Iphigénie propitiatoire qui devait leur assurer le succès.

Pendant ce temps, la dynastie grecque, au milieu de ses gaspillages, arrivait à la banqueroute, et, dans son imprévoyance, disposait ses troupes d'héroïques soldats en pelotons auxquels faisaient défaut la science, la discipline, l'organisation indispensables à toute véritable armée. Ainsi s'expliquent les paniques après les triomphes; les retraites sans motif et sans objet; l'abandon de Larissa lorsque tout conseillait de s'y maintenir avec vigueur; la transformation des déroutes en victoires et des victoires en déroutes; les luttes aveugles entre armées grecques, à raison de l'ignorance où l'on était des positions de l'ennemi; les retraites successives, depuis les défilés de Tempé jusqu'aux défilés des Thermopyles; l'insuccès des opérations héroïques accomplies dans les champs historiques de Pharsale; le sacrifice inutile de tant de volontaires qui, s'ils ont imité les exemples de Miltiade et de Thémistocle, n'ont pas obtenu leurs triomphes; les plaintes du colonel Vassos, envoyé trop tôt en Crète, et rappelé trop tôt en Grèce; l'anathème de Smolenski jeté sur les officiers de l'état-major général, au-dessus desquels dominait la figure du Prince héritier, et sur ce prince lui-même qui a été sur le point de se faire sauter la cervelle, et qui a été obligé de partir pour l'Angleterre, où il y dépensera, en cérémonies de courtisan, la grande activité dont il aurait dû faire preuve dans les combats; l'immolation inutile de quelques *guerilleros*, qui rappelaient les troupes de Mina, immortalisées par la science tactique moderne; le danger qu'a couru la dynastie, sauvée, non par la vertu efficace de ses propres mérites, mais par la prudence consommée de son peuple qui a enseigné au monde entier, en même temps que la philosophie et l'art, la politique et les procédés de la politique.

Il nous reste peu, très peu de place, pour nous occuper des autres affaires de l'Europe; mais nous les passerons rapidement en revue, nous proposant de les étudier avec plus de détails dans les articles suivants.

L'information parlementaire britannique sur la complicité secrète du gouvernement anglais avec les *Interlanders*, envahisseurs du Transvaal, ne parvient pas à dissiper les doutes conçus par beaucoup de personnes au sujet de cette affaire. On sait les scandales de la presse, de la rue et des tribunaux auxquels cette dernière a donné lieu; il résulte de tout cela que Labouchère, le procureur chargé de la défense de la Conscience publique, toujours prêt à poursuivre impitoyablement toute immoralité, a compromis quelque peu sa réputation d'intégrité. Ces

informations parlementaires donnent parfois quelques résultats pratiques; mais toujours elles donnent des résultats moraux, en ce sens qu'elles poussent la conscience publique à infliger aux coupables toute une catégorie de châtiments purement abstraits, d'autant plus terribles qu'ils ne sont à la merci d'aucune force coercitive et qu'ils règnent seulement dans les hautes sphères de l'esprit.

Avec ce procès parlementaire en Angleterre coïncide un procès politique en Allemagne. Le ministre des affaires étrangères, Marshal, très ennuyé par les manœuvres policières et les libelles calomnieux d'un certain sbire du nom de Taush, a voulu se débarrasser de cet importun collaborateur dont les témérités allaient jusqu'à falsifier les toasts de l'Empereur, et à divulguer la maladie dont souffre ce dernier, une sorte de gangrène cancéreuse de l'oreille; et, pour se débarrasser de cette désagréable collaboration, il a accusé le collaborateur. Comme le ministre est un progressiste, et l'accusé un courtisan, il est arrivé que celui-là est tombé en disgrâce qui était le plus haut placé dans l'appréciation de l'opinion publique, et que celui-là est entré en grâce qui était placé le plus bas dans l'estime de cette même opinion publique : l'accusé a été acquitté, et le ministre a été renvoyé, preuve évidente que la réaction est très puissante dans l'empire d'Allemagne. Le retour des Jésuites, décrété par le Reichstag; les lois proposées contre le principe d'association, quoique non votées; les discours indignés prononcés contre la Chaire libre et contre les professeurs démocrates du puissant réactionnaire Sttur, discours publiés dans la *Gazette* malgré les protestations du ministre de l'Instruction publique qui défend la législation en vigueur, et dont la *Gazette* n'a pas voulu tenir compte; l'appui prêté, d'une manière non dissimulée, à l'empire turc; l'inimitié avec le peuple si parlementaire, si libre et si libéral qu'est le peuple anglais, — prouvent que l'Allemagne est le représentant, non seulement de l'immobilité de la réaction allemande, mais encore de l'immobilité de toute la réaction européenne.

Il est vrai, cependant, que le gouvernement autrichien, ce gouvernement parlementaire qui est en perpétuel contraste avec l'Allemagne, n'est pas très décidé à suivre un pareil régime. Pauvre empire d'Autriche ! Juste à l'heure où s'ouvre la cruelle succession des Turcs, succession à laquelle l'Autriche a des droits incontestables et nombreux, ne voilà-t-il pas que ce colosse est en proie à des agitations terribles qui font croire qu'il ne va pas tarder à sombrer ! Le pacte avec les Magyars devait être renouvelé ; seulement, suivant que les charges publiques, que ceux-ci devaient supporter, allaient peser sur les uns et les autres plus ou moins lourdement, le pacte se renouvellerait ou se romprait violemment ; et tout le monde sait que cette rupture entraînerait avec elle la guerre. Tandis que Hongrois et Autrichiens discutent sur ce thème, une autre question, plus spirituelle, mais non moins dangereuse, est agitée entre Esclavons et Allemands, dépendant les uns et les autres de l'empire d'Autriche, mais plus acharnés entre eux que les Allemands et les Français, condamnés à une perpétuelle guerre. Nous sommes étonnés généralement de l'exemple donné par la Convention, en 1793,

qui fit plus que Saturne ; car, tandis que ce dieu des tempêtes de l'Océan dévora ses propres fils, cette déesse des tempêtes sociales se dévora elle-même, et plongea profondément, l'insensée! ses griffes dans ses propres chairs. Le Parlement de la Couronne impériale d'Autriche fait aujourd'hui pire que la Convention : il se déshonore lui-même en déshonorant sa représentation et ses représentants. Séances tumultueuses, insultes de tavernes, injures lancées par certains députés à la tête d'autres députés, séances suspendues par la violence et à coups de poing, présidents évanouis sur leurs fauteuils comme de faibles femmes, soufflets donnés et crachats lancés au visage : en un mot, la Révolution la plus troublante, sans les combats héroïques et sans sa tragique grandeur. Tout cela n'apparaît-il pas comme un signe de dissolution?

Tardivement, très tardivement, arrivent sous ma plume, fatiguée par un si long travail, les affaires de l'Espagne. Je vais rappeler les faits et donner quelques commentaires.

A la fin de l'année, commença à se produire une grande agitation, due, en partie, aux théocrates, et, en partie, aux négriers, deux calamités dont n'a pu encore se débarrasser, malgré ses tentatives, notre noble et généreuse Espagne. Il faut que toute entité naturelle ou sociale soit entourée de maux, de même que les astres de la nuit sont entourés de ténèbres, au sein de l'éther. Les théocrates vivent dans l'archipel des Philippines, et les négriers à Cuba où ils représentent ce qui reste du maudit esclavage nègre. Et le mal, lorsqu'il est constaté, ne nuit pas seulement aux générations qui en sont responsables ou qui l'ont établi, il se fait encore sentir, alors qu'il a déjà disparu, depuis longtemps, sur les générations qui viennent dans la suite, en vertu d'une sorte d'hérédité morbide, semblable à l'hérédité qu'a transmise Adam aux mortels, ses fils, hérédité dont, depuis notre naissance jusqu'à notre mort, nous portons des traces indélébiles et nombreuses.

Un général, le général Blanco, commandait tranquillement aux îles Philippines, satisfait de la situation du pays et sûr de lui-même, lorsqu'une terrible révolte éclata contre l'Espagne, contagion de l'exemple donné à l'extrême orient par l'extrême occident de notre empire si étendu. Le général, cependant, avait commis une grave faute, conséquence et continuation de la faute commise par ses prédécesseurs : il avait maintenu une guerre non indispensable dans l'île de Mindanao, guerre inspirée par les Jésuites, dirigée contre d'indomptables tribus mahométanes que les Jésuites veulent dominer par la force, de la même manière que le Prophète Mahomet exerça sa domination sur les Chrétiens.

Mais, en dehors de cette grosse faute, Blanco n'en commit pas d'autre : il se montra prudent et vigilant même, malgré une certaine inertie dont il fit preuve et qui était due, en partie, à son tempérament naturel, et, en partie, aux infirmités qui faisaient cortège à sa vieillesse. Toutefois, lorsqu'il se vit attaqué, lorsqu'éclata cette subite et inattendue révolte, il racheta ses fautes, en présence de ces maux, en prenant de décisives et d'énergiques mesures; et c'est à cela que nous devons la conservation de cette île et le triomphe rapide qui a couronné cette

héroïque et formidable campagne. Dès que tous les réactionnaires, représentés en réalité par les frères Dominicains, — une véritable plaie pour la civilisation, — enfermés dans l'Escurial d'où ils exercent une grande influence à l'extérieur, virent le général Blanco aux prises avec le malheur, — exemple non unique dans notre histoire, — ils l'attaquèrent avec acharnement et le jetèrent à terre, en l'accusant de complaisances envers les francs-maçons, d'accord avec les démocrates aux méfaits desquels ils attribuaient le mal, cela sans songer au peu d'influence que pouvaient avoir des innovations et des tendances connues seulement dans la capitale et de quelques centres peuplés, en présence d'une puissance comme la leur, datant de quatre siècles et s'étendant sur tous les points et jusqu'aux extrémités de l'île. De même que la tache faite par une mûre s'enlève avec une autre mûre, qu'un clou chasse un autre clou et qu'il n'y a pas pire lit que celui qui est fait avec le même bois, les réactionnaires cherchèrent partout un général pour l'opposer à Blanco ; et, à la vérité, ils trouvèrent, sans motif, sans raison et sans fondement, le général Polavieja ; du général Polavieja, ils firent leur porte-drapeau et leur oracle.

C'est en vain que celui-ci se maintint toujours à l'écart de la politique ; c'est en vain qu'il montra des préférences libérales dans ses agissements ; c'est en vain qu'il accomplit ses devoirs religieux, comme le font dans cette vie tous les autres Espagnols, par habitude héréditaire ou par foi naturelle, sans exagération et sans grimaces ; la réaction en fit sa chose, lui donna ses goûts et ses aspirations et appela le général Polavieja, le général chrétien, comme si nos autres généraux étaient musulmans. Et, après lui avoir donné ce caractère, établissant la confusion entre les mots si disparates de catholicisme et de réaction, ils eurent une autre témérité non moins dangereuse, la témérité incroyable d'attribuer à l'initiative de la Reine une pareille nomination qui, suivant les réactionnaires, aurait été contrariée par M. Canovas, président du Conseil.

Le général partit, en effet, et unissant la valeur de notre armée à sa valeur personnelle, appliquant un plan médité d'avance et plein de sagesse, il poussa activement la campagne qui prit fin, pour ainsi dire, quelques jours après son arrivée par la prise de Cavite, où il écrivit une date glorieuse dans les annales impérissables de nos gloires historiques. Mais si le sort des armes lui fut favorable, il n'en fut pas de même de son sort personnel, puisque, malade, il dut bientôt demander de rentrer dans sa patrie. De là une recrudescence dans les préférences réactionnaires en faveur de Polavieja ; au milieu de ces manifestations, furent lancés des anathèmes contre M. Canovas que l'on supposait en désaccord avec Polavieja et avec la Reine, comme s'il n'avait pas, de sa propre autorité, nommé Polavieja, comme si, de sa propre autorité, il n'avait pas accepté sa démission en règle et s'il ne lui avait pas accordé l'autorisation de rentrer dans la péninsule. Aussi, à son retour, on lui prépara une manifestation toute en faveur de sa personne et de la personne de Sa Majesté, et toute dirigée contre le gouvernement et principalement contre le président du Conseil. Celui-ci ne pardonna pas

cette manifestation, il ne l'excusa même pas, non point tant parce qu'elle était dirigée contre lui, que parce qu'elle visait le pouvoir dont il était dépositaire et pour lequel il professe un véritable culte.

Dans le cours de la manifestation, commencée à Barcelone et terminée à Madrid, il se passa un fait spécial d'un caractère singulier. En arrivant dans la capitale, le général Polavieja alla droit au Palais-Royal, et, lorsqu'il en sortit, Sa Majesté se mit au balcon qui donne sur l'entrée principale : cet acte de sympathie envers le général fut la source de clameurs enthousiastes en faveur de la Reine et de cris hostiles contre le ministère. Une manifestation de confiance de la part du pouvoir irresponsable envers le pouvoir responsable, et de la part du pouvoir responsable envers le pouvoir irresponsable est toujours nécessaire, mais surtout lorsque les nations traversent des crises suprêmes, comme celle que traverse la nation espagnole en ce moment. A la suite de cet événement, M. Canovas crut, ou que la Reine devait lui retirer publiquement la confiance royale au nom de laquelle il gouvernait, ou qu'elle devait l'autoriser à expliquer, dans la presse, que le fait en question était la chose la plus naturelle du monde, et qu'il n'avait aucun caractère d'hostilité, ni contre son gouvernement, ni contre sa personne. Mais les ennemis du Ministère n'ajoutèrent pas foi à ces explications et proclamèrent bien haut qu'un dissentiment très grave existait entre la Couronne et la présidence du Conseil.

Sous ces auspices, les Cortès se réunirent à la fin du mois de mai, et les esprits s'aigrirent, sous le coup d'une terrible excitation. C'était, je crois, à la seconde où à la troisième séance du Sénat. Un homme très expert en matière de droit, le Dr Comas, avait annoncé son intention d'interpeller le gouvernement à propos des relations existant entre les Etats-Unis et l'Espagne, dans le but exclusif de critiquer la politique suivie par le ministre d'État espagnol. Un peu avant de prononcer son discours, ou de développer son interpellation, comme nous disons dans notre langue parlementaire, les sections se réunirent ainsi que le prescrit le règlement; et c'est dans cette réunion que s'est produit le fait qui a déterminé, d'abord, la retraite de l'opposition, et ensuite une crise ministérielle qui fut sur le point de se transformer en une crise politique.

Les couloirs ou passages qui existent entre la salle des séances et les immenses galeries du Sénat, vaste édifice très commode, par suite bien différent en cela du Congrès, qui est petit et laid, étaient remplis de monde. Et là, en se rendant à la séance, discouraient le ministre d'Etat et M. Abarzuza. Leur entretien était intime et roulait sur les difficultés politiques du jour; mais il ne leur était pas possible de parler à voix basse ou en secret, car ils avaient à leurs côtés plusieurs membres du Parlement. Le chef des libéraux venait de prononcer un grand discours; il y avait mis toute l'ardeur de son caractère passionné et de son ardente éloquence. Dans ce grand discours, Sagasta déclara rompre l'armistice conclu entre les deux fractions du parti gouvernemental; la guerre entre les deux émules était prochaine; la révolte carliste

était très menaçante; les vieux et innocents régionaux étaient exaspérés et la situation de la guerre à Cuba laissait à désirer, par suite de sa mauvaise direction politique et de sa mauvaise direction militaire cent fois pire que la direction politique. En état de guerre, la justice ne peut jamais régner; on a beau vouloir être impartial, on ne peut toujours éviter l'aveuglement. Le ministre, dans des conversations privées, répondait, lui aussi, avec injustice et avec aveuglement aux phrases amères du chef des libéraux espagnols. Du moment que l'un exagérait, l'autre se permettait également des exagérations analogues, notamment celle-ci qui était énorme, à savoir que ce discours exercerait une influence sur la décision du Sénat américain relative à la reconnaissance de la qualité de belligérants aux rebelles de Cuba. Or ce discours n'était pas encore prononcé lorsque le vote du Sénat s'était déjà prononcé favorablement sur cette question; on avait, en effet, appris, le matin même, par un câblogramme de Washington, la nouvelle qui annonçait ce vote.

En entendant cette énormité, Comas intervint dans cette conversation privée, relative à un fait public, et se livra à certaines considérations exaltées qui démontraient chez lui l'existence d'une grande irritation. Cependant quelque grande qu'elle fût, elle n'était pas suffisante, raisonnablement parlant, pour qu'en aucun cas le duc de Tetuan perdît la tête et se permît de donner un soufflet à son interlocuteur. Ce soufflet donna lieu à une réponse du même genre; et cette avalanche de soufflets, à une provocation en duel; et cette provocation à un procès-verbal dans lequel il était déclaré que, puisque les torts étaient mutuels et que le soufflet donné avait été rendu, il n'y avait pas lieu de poursuivre l'affaire et que les deux adversaires devaient se trouver, l'un vis-à-vis de l'autre, dans le même état que devant.

Mais la minorité du Sénat ne se contenta pas des satisfactions accordées au sénateur libéral; elle exigea également une satisfaction politique, et annonçant que, si on ne la lui accordait pas, elle était décidée à ne plus prendre part aux séances du Sénat, recourant ainsi au moyen suprême employé par les partis espagnols, la retraite. M. Canovas ne voulut pas que le duc de Tetuan se retirât du Cabinet, et les libéraux ne voulurent pas rentrer au Sénat. En présence de ce refus, les dissidents du parti conservateur, obéissant à l'influence de M. Silvela, résolurent, eux aussi, de ne pas y rentrer. Cette retraite étant décidée, il ne restait plus à M. Canovas qu'à essayer de mettre un terme à la crise, et, pour cela, il devait poser, au pouvoir irresponsable, la question de confiance en faveur du pouvoir responsable. Et la question de confiance posée devant le pouvoir suprême, la Reine, après avoir consulté les chefs officiels de la politique du gouvernement, tant militaires que civils, a confirmé sa confiance à M. Canovas et lui a permis de rester à la tête de l'ancien ministère. Durant cette longue crise, au cours de ces consultations verbeuses, le public a cru tantôt à l'arrivée d'un ministère Sagasta, tantôt à l'arrivée d'un ministère intermédiaire, mais jamais au retour d'un ministère Canovas. Et lorsqu'on a vu revenir M. Canovas, sans même avoir sacrifié le duc de Tetuan, les passions

sont arrivées à un diapason d'irritation très élevé et les esprits sont presque devenus révolutionnaires.

Pour mon compte, je me garderai bien de me placer entre les combattants, d'autant plus qu'en se portant mutuellement des coups ils cherchaient tous à atteindre ma personne qu'ils ont ainsi fort maltraitée. Mais il est de mon devoir de dire aux libéraux de faire une bonne opposition libérale, et aux conservateurs d'inaugurer un bon gouvernement conservateur, priant les uns et les autres d'agir, dans l'accomplissement de leurs devoirs, conformément au droit, de ne pas susciter la guerre dans l'opinion publique ; car il y aurait à craindre qu'on allât trop loin et qu'on ne fût obligé d'opter entre deux solutions aussi horribles l'une que l'autre : l'anarchie ou le despotisme.

Vivons en paix et en liberté !

IV

L'Hospice des orphelins militaires faits par la guerre de Cuba. — Encouragements à la charité sociale dans le but de le soutenir et de le doter. — La démocratie et la patrie. — Proposition d'annexion de l'archipel Hawaï aux Etats-Unis. — Dangers de ce plan à l'intérieur et périls possibles dans l'avenir. — Démenti donné par Mac Kinley à un programme. — Dénaturalisation des États-Unis s'ils acceptent l'annexion. — Le Jubilé de Londres. — Inamovibilité de la monarchie en Angleterre et amovibilité de la monarchie chez les peuples latins. — Comment l'Angleterre a eu aussi ses révolutions. — Caractères constitutionnel et parlementaire de Victoria. — L'influence du prince Albert. — Démocratisation de l'Angleterre. — Réjouissances. — Fédération des colonies anglaises. — Disputes anarchiques entre les Allemands et les Slaves d'Autriche. — Guillaume II et sa funeste politique à l'intérieur et à l'extérieur. — Le Sultan et l'Empereur. — Hostilités en Grèce et appui en Turquie. — Conclusion.

Dieu nous apprend qu'il peut affliger un peuple par la plus grande des calamités, la guerre, parce que ce fléau entraîne après soi tous les maux : les pillages, les vols, les ruines, les incendies, les massacres, en un mot la désolation de tout un territoire, en même temps que l'extermination de tout un peuple. De même, les diverses religions chrétiennes, quand elles célèbrent la commémoration de l'avènement naturel de notre planète et l'inévitable fin dernière de notre espèce, nous montrent, précédant les anges exterminateurs chargés par les colères célestes de l'accomplissement de la sentence capitale sur la tête du genre humain, le cheval de l'Apocalypse, — dont la crinière distille des gouttes de sang noir aussi brûlantes que des gouttes de plomb fondu, — qui, en faisant retentir les mondes du bruit de ses hennissements, nous donne l'illusion et l'incarnation de la guerre. Il n'est pas un Espagnol, en effet, qui, sentant son foyer désert et son cœur inquiet, puisse dormir en paix tant que durera le spectacle désolé qu'offrent aux regards, là-bas, nos plaines tropicales dévorées par les incendies, et notre sol cubain livré à la dévastation de la plus injuste et de la plus injustifiée des rébellions que les temps aient jamais vues. Les dégâts causés par cette terrible rébellion, joints aux dégâts causés par un climat implacable, font surgir dans les campagnes désolées des nuées de rebelles qui, invisibles comme les microbes dans l'eau et les miasmes dans l'air, assaillent traîtreusement notre malheureux soldat. Ce n'est plus la lutte contre l'homme qui le terrasse, puisque sa valeur plane au-dessus des guerres humaines, mais c'est ce quelque chose d'intangible, né de la rébellion tenace, qui l'affaiblit, l'exténue, l'achève. Dans de tels conflits, qui sont comme l'expression de l'*anatke* antique, il n'y a pas de lutte possible, parce que l'inévitable fatalité, du haut des atomes inaccessibles et des masses géantes, préside alors aux destinées

de l'Univers. Lorsque le plus funeste et le plus puissant à la fois de nos monarques, de sa retraite pareille à une tombe, reçut la nouvelle de la déroute de son « Invincible Armada », il prononça cette phrase que l'histoire a enregistrée : « Je l'ai envoyée pour lutter avec les hommes et non pour lutter avec les éléments. » Or, la Nation a envoyé à Cuba des soldats avec la mission non seulement de combattre les éléments, mais encore de les vaincre : la rébellion restera à jamais vaincue, et l'île, à la suite de cette terrible épreuve, grâce aux innombrables sacrifices consentis par tous les citoyens, restera espagnole aussi longtemps que l'Espagne restera l'Espagne.

Mais, hélas! à quel prix! Les ressources du pays ont toujours alimenté, dans la mesure nécessaire, notre Trésor qui se voit obligé d'augmenter les charges contributives au lieu de les diminuer, ainsi que l'aurait fait une paix perpétuelle, comme celle que je désire tant depuis la double réinstallation du citoyen dans ses droits et du peuple dans sa souveraineté. La dette de Cuba, malgré toute la générosité de la métropole, générosité qui sera, comme toujours, très grande, pèsera d'un poids accablant sur le budget de l'île. L'embrasement promené sur les champs par la torche de l'invasion, en dépit de l'incroyable fécondité de cette terre du tropique, étouffera dans leur germe, pendant des années et des années, les moissons confiées aux solitudes du désert. Les fabriques et les usines, érigées par l'Industrie, avec l'aide de la Nature, et détruites par la main des rebelles, amoncellent leurs ruines dans ces espaces tourmentés. Pour les relever, il faudra du temps, bien que pour cette réédification nous fondions de grandes espérances sur la vertu créatrice d'une liberté sans restrictions et sur l'effet salutaire d'une paix durable et profonde. Personne non plus ne pourra rendre la vie à ces innombrables cadavres qui ont servi à engraisser tous les animaux carnassiers de l'île et sur les os blanchis desquels se sont étendues les lianes et toutes les plantes parasites et grimpantes, le ténu entrelacement de leurs racines inextricables et de leurs épaisses frondaisons, l'oubli — commune conséquence de la disparition totale de la richesse de ce sol — et tout ce qui, jusqu'ici, avait, en surabondance, rempli la vie a produit la mort. Dans la Péninsule même, les terres et les villages eurent à souffrir : celles-là à cause du manque des bras nécessaires à l'exécution des travaux auxquels ils avaient été préalablement condamnés; ceux-ci à cause de tous les estropiés ou tuberculeux, et de tous les moribonds, de tous ces malheureux enfin qui, livrés à eux-mêmes et incapables de s'adonner à un travail quelconque, doivent encore renoncer à l'illusion et à l'espoir de se créer des foyers aimés. La guerre, de loin, détruisant les uns, empêchait donc les autres de cultiver, de sorte que, par suite de l'abandon forcé qu'imposait l'Espagne à ses enfants valides, la mauvaise herbe croissait dans les sillons.

Mais les victimes les plus malheureuses de ce terrible conflit que traverse notre patrie ne sont pas là, hélas! elles sont ailleurs. Je me rappelle, entre toutes les vives affections de ma lointaine enfance, les émotions qu'éveillèrent en moi la vue de certaines maisons d'un village du Levant. Hermétiquement closes ainsi que des tombes pendant plu-

sieurs mois, elles ne laissaient échapper au dehors, ni une rumeur, ni une voix de nature à permettre de supposer que la vie visitait ces foyers qui ne s'ouvraient que les jours de dimanche et de fête, une heure durant, pour livrer passage à des êtres vêtus de noir, en larmes et souffrants, pareils à des fantômes plaintifs, lesquels êtres, armés de lanternes pour pouvoir se diriger à travers l'obscurité de la nuit finissante, s'en allaient aux rayons encore incertains du crépuscule matinal vers quelque église dans le but d'y entendre la première messe, puis revenaient aussitôt, drapés dans leurs funèbres vêtements, s'enfermer jusqu'à la semaine suivante dans leurs solitaires tumulus. Qu'étaient ces maisons? Des maisons de deuil. Qui les habitait? Des veuves. Ces veuves offraient au mari défunt non seulement le plus rigoureux des deuils, mais elles enseignaient encore à ses pauvres orphelins le néant de leur malheureux sort en leur montrant tout ce qu'ils avaient perdu en perdant leur père qui paraissait avoir été destiné par Dieu pour les guider et les soutenir dans les premières voies épineuses de la vie! Que de foyers pareils ne verra-t-on pas maintenant, au sortir de cette criminelle insurrection? Les miasmes mortels des eaux paludéennes ont jeté, dans les défilés du labyrinthe inextricable des Antilles, la fleur de notre jeunesse militaire en pleine possession de la vie à son printemps, et lui ont fait échanger, contre une couronne de cyprès, sa couronne de fleur d'oranger tressée le jour de ses noces récentes, et contre un cercueil d'enfant mort-né, le nid joyeux qui avait vu naître tant d'illusions sous les ailes des pures et légitimes amours.

Il est impossible de concevoir une douleur égale à celle sous laquelle succombe une mère qui se trouve tout à coup seule avec les fils de ses entrailles sombrant dans l'abîme où disparaissent à la fois la paix et la vertu de l'âme, après avoir caressé pour eux, du vivant de son époux, un avenir tranquille et sûr dont les roses horizons s'ouvraient à la chaleur des baisers paternels. Celui qui, par sa nature délicate et tendre, souffre avec ceux qui souffrent et pleure avec ceux qui pleurent; celui qui, au plus léger événement imprévu, tremble comme une feuille, et au moindre soupçon de malheur, baisse la tête ainsi que la rose éphémère son calice, que ne souffrira-t-il pas à la pensée que la mort par la faim peut être le sort réservé à son petit enfant dont la gracieuse image est à ses yeux comme une prolongation de sa propre vie et la frêle existence comme un abrégé de sa propre existence, parce qu'il l'aime plus que lui-même et le considère comme l'entraille de ses entrailles, l'être de son être, l'âme de son âme. Pour ce motif, on ne saurait donc trop compatir aux souffrances de ce martyr qui meurt en combattant pour l'accomplissement d'un devoir militaire, héréditaire, en rapport avec les facultés propres à son sexe fort, et aux souffrances de cette veuve qui ne sait pas même haïr les auteurs de son veuvage dans l'abandon, la pauvreté et la solitude où elle est réduite avec ses fils dont elle habille encore le corps et alimente encore l'estomac avec les habits et les aliments qu'économisa jadis le compagnon de sa vie; à présent l'adversité la contraint à des travaux qui sont au-dessus de ses forces, à des calculs pour lesquels son entendement

n'est point exercé, à des soins et à des veilles qui lui brisent le cœur, de pareils soins et de telles veilles devant incomber aussi bien au père qu'à la mère dont la coopération est nécessaire au commencement de l'enfance pour compléter l'éducation de l'âme par celle du corps et former une existence complète et parfaite.

Indubitablement, la société a des devoirs collectifs à remplir pour suppléer aux devoirs particuliers qui incombent à l'Etat, et, si elle venait à les méconnaître ou à les oublier, elle ne mériterait pas de se dire libre ou civilisée. L'Etat a beaucoup fait, il a peut-être fait plus qu'il n'a pu en allant au-devant de l'orphelin et de la veuve dans ces familles dont les chefs s'immolent et se sacrifient pour la patrie.

Mais, pour pourvoir à l'éducation de tous ces orphelins militaires dont le nombre croît sans cesse comme celui des morts, d'une façon démesurée, dans des circonstances si cruelles, il ne peut venir à l'idée de personne d'augmenter encore les charges du budget de la guerre qui supporte déjà si péniblement les dépenses exceptionnelles indispensables pour étouffer cette maudite insurrection cubaine. Dans ce but, le Comité protecteur du Collège des orphelins militaires, présidé par un général illustre et composé de patriotes éprouvés, doit subir, pour son œuvre d'humanité, l'impulsion du sentiment national, et le sentiment national saura répondre à son appel, comme sait répondre en Espagne, aux heures difficiles, la divinité qui veille dans le plus précieux et le plus durable des temples, c'est-à-dire dans le cœur de ses fils. Les riches qui ont donné leurs économies à nos souscriptions et à nos emprunts; la presse qui a monté une garde vigilante autour de nos malades et a combattu leurs infirmités avec une sollicitude soutenue par le sentiment exalté de la charité publique; nos frères du Nouveau-Monde qui, des déserts de la Patagonie au sein du Mexique, parlent et sentent comme nous, tous ceux qui, en un mot, ont affirmé l'unité de la famille nationale par des efforts et des sacrifices dignes d'un peuple aussi glorieux que l'immortel peuple espagnol, sauront se rappeler ceux qui souffrent et ceux qui pleurent, parce que toute œuvre de charité, qui est d'avance méritoire aux yeux de Dieu, le deviendra beaucoup plus encore du moment qu'elle a pour but de soulager la grande détresse des veuves et des orphelins.

O mères qui êtes heureuses et riches, qui êtes privilégiées par la fortune, lorsque vous voyez vos fils parés de dentelle de Flandre ou de Venise, montrant avec orgueil leurs cheveux bouclés ou leurs plumes multicolores, courir sur les pavés de mosaïque, reproduire dans les glaces leurs frais visages, caressés par toutes les fantaisies et toutes les faveurs mondaines, souvenez-vous de l'enfant que brûlent sous son tissu léger les rayons d'un soleil caniculaire et à qui sa mère veuve attribue une part du pain qu'elle a gagné dans les larmes; soulagez ces infortunés dont la vertu rehaussera votre dignité dans l'histoire; détachez pour ces êtres une perle de vos colliers, une boucle de vos oreilles, car le bien orne et embellit la femme plus que ne peuvent le faire tous les joyaux et tous les ornements du monde. Mais une telle prière devient inutile aujourd'hui, que les listes de souscriptions faites au profit de

l'hôpital des orphelins militaires et insérées dans la *Gazette* avec les noms des donateurs, nous ont prouvé à quel point nos puissants seigneurs et nos nobles dames s'intéressent aux douleurs de la veuve et à l'avenir de l'orphelin. La démocratie doit aussi concourir à cette œuvre. Notre offrande individuelle sera moindre parce que nous sommes les plus pauvres, mais la somme totale sera plus considérable, parce que nous serons nombreux. La démocratie ne consiste pas à rappeler la conquête et la possession du droit humain pour tous et pour toujours, elle consiste à démontrer, dans la pratique et d'une manière spéciale, que les privilèges exceptionnels et les classes privilégiées ne sont pas indispensables aux nations pour rester grandes, et que nous autres, les humbles, les descendants des générations esclaves, plébéiens et ouvriers, nous savons, comme nos maîtres, sentir l'art national, apprécier la dignité nationale, maintenir l'unité et l'intégrité nationales en accourant au secours des orphelins de la patrie comme s'ils étaient nos propres fils, parce que tous les Espagnols sont égaux dans le giron et dans l'amour de l'Espagne, notre mère idolâtrée.

M. le Président de la République des États-Unis, en demandant récemment aux Chambres l'autorisation d'annexer à la République saxonne l'archipel d'Hawaï, a causé dans tous les pays civilisés une profonde surprise. La question est sujette à controverses. En tout cas, elle forme un singulier contraste avec le caractère intrinsèque et la mission providentielle du grand peuple américain. Nous espérons encore, nous qui sommes ses amis, que ce projet d'agrandissement trompeur est conçu dans le but de jeter une amorce indigeste aux prétentions ambitieuses d'un parti dément, prototype réactionnaire, assez analogue à notre parti ultramontain qui semble s'être engagé à ressusciter en Espagne la politique de casse-cou. De même que le premier prétend inaugurer, là-bas, une politique moyenâgeuse, le second, ici, essaie d'imposer à notre société laïque une politique d'aventure sur les mers qui doivent être ouvertes pour la paix et pour la liberté du travail et de l'échange en même temps qu'elles doivent rester complètement fermées à la guerre et à la conquête.

Imaginez-vous que vous caressez la toison d'un agneau, et supposez que cette toison, qui doit vous fournir une laine soyeuse, se convertisse soudain, comme par l'effet d'un art magique, en soie de sanglier; imaginez-vous encore que vous regardez le ciel dans l'espoir de voir revenir au pigeonnier un pigeon voyageur dont vous avez pu orienter la course aérienne grâce à l'instinct que vous avez développé en lui et à l'éducation que vous lui avez donnée en propre, et supposez que votre pigeon se métamorphose subitement en un milan au bec recourbé comme la pointe d'un cimeterre, aux griffes acérées, aux yeux sanguinolents, aux cris sinistres, qui menace d'exterminer les espèces volatiles industrieuses et pacifiques, — vous aurez l'image de l'Amérique de ces jours, car la prestidigitation avec laquelle elle essaie de changer un organisme de progrès vers l'idéal humain en un organisme de réaction vers l'esclavage et la barbarie, nous cause un étrange étonnement. L'Angleterre est un pays de liberté, bien que placée sous une forme monarchique qui

comporte nécessairement des acquisitions violentes comme n'en peut comporter une forme républicaine. Cependant, les libéraux anglais s'alarmèrent lorsqu'ils virent ce fantaisiste écrivain d'origine sémitique et de sang oriental, qui présidait un jour le parti conservateur, proposer le rêve poétique de former par dépêche, avec toutes les agglomérations lointaines, un grand empire britannique, sans tenir compte que la réalité constitutionnelle de chacune de ces agglomérations était opposée, contradictoire au régime parlementaire peu apte, en vérité, à supporter, avec son organisation fragile et compliquée, une dignité asiatique qui mènerait l'Angleterre au despotisme comme le titre d'Impératrice des Indes.

Si un nom sans relief a pu effrayer les libéraux monarchiques de l'Angleterre, jusqu'à quel point un fait réel, effectif, ne doit-il pas effrayer les républicains sincères de l'Amérique! En premier lieu, une conspiration digne d'une cour, indigne d'une démocratie, a présidé au traité en question; en second lieu, on s'est servi de procédés machiavéliques tels que ceux qui servirent en tout temps à fonder les monarchies absolues et à ruiner les républiques; en troisième lieu, on a pénétré dans une terre indépendante, gouvernée par des races autochtones, étrangères, d'un sang autre que le sang de l'envahisseur, d'un esprit autre que l'esprit qu'on veut approprier à la physiologie collective de ces peuplades, en se proposant avec une persévérance de conjurés, non de les améliorer et de les soutenir comme le feraient de bons et prévoyants colonisateurs, mais de les faire mourir de consomption par le chagrin causé par un système dévastateur pour une administration étrangère. Et les descendants des illustres pèlerins adopteraient ce projet d'aventuriers? Que d'exemples furent contraires à l'exemple de Washington que les Américains ont coutume d'évoquer comme l'idéal auquel doit se conformer la politique d'une société de progrès, de même que la moralité de notre vie doit se conformer à l'exemple du Christ! Washington, avec la justesse de ses vues, avec l'expérience acquise, avec sa compréhension personnelle, esclave d'un pouvoir né de la confiance populaire, conseilla toujours à ses concitoyens de ne jamais réaliser des extensions territoriales ou des agrandissements transatlantiques de peur de nuire à la démocratie américaine en l'exposant, dans sa perfection, à des dangers pires que ceux que peuvent courir, dans des cas analogues, les peuples réactionnaires et monarchiques.

Mais que dire du temps de Washington? Les leçons données au monde par la Présidence des États-Unis ne doivent-elles pas être utilisées au profit de cette même Présidence dans ses relations avec l'univers. Lorsque Mac Kinley lut son dernier message en prenant possession de la haute dignité à laquelle il venait d'être élevé, il émit de tels apophtegmes quant au droit politique et au droit international, que même les plus pessimistes dans leurs présages et les plus implacables dans leurs jugements reculèrent, de sorte qu'il ne recueillit qu'une seule louange pour tant de science pratique dépensée. La proclamation des principes de la paix perpétuelle témoignait d'une des plus généreuses utopies qu'aient caressées les représentants les plus haut placés dans

l'humanité, et entrait d'emblée dans la vie quotidienne d'un puissant état moderne aux cimes duquel elle s'efforçait de parvenir par la bouche d'un gouvernement saxon expérimenté.

Le développement d'une théorie comme celle de l'arbitrage donnait un certain prestige à ces sentiments optimistes et inspirait un débat où il était décidé que la violence de la lutte armée analogue aux haines aveugles des espèces inférieures poussées à la guerre par la faim et leurs rivalités cruelles serait remplacée dans l'avenir par le principe juridique de la divine justice qui proclamait pour chaque peuple l'intégrité de son territoire et lui attribuait une part proportionnelle du droit commun. Ces anathèmes explicites fulminés contre la guerre qui trouble tout; fulminés contre les extensions territoriales qui ne peuvent que convenir à des empires despotiques comme ceux qui tyrannisent et abrutissent l'Asie ou à des dictatures sauvages qui surgissaient dans les régions des pampas, aux temps du tyran Rosas; fulminés contre la conquête qui engendre un recul dans les voies triomphales de la liberté et un retour à la barbarie, — rendaient impossible au dehors toute annexion, violente dans ses moyens et césarienne dans son caractère, telle que l'Histoire en enregistra souvent. Qui croira à la parole des hommes après un tel démenti infligé à l'Idée par le premier magistrat inamovible et responsable qui se trouve à la tête des Républiques du globe?

L'opinion européenne craint que la plus grande plaie du monde américain ne réside dans ces politiciens officieux qui ont réussi à se faire recevoir à la Maison Blanche et, audacieux aventuriers, sont parvenus à jeter le Président dans les plus folles aventures. Ce protectionnisme frappé au coin des procédés arbitraires de la pensée égoïste et inspiratrice de lois contraires aux lois du libre-échange et du commerce; cette ploutocratie créant des syndicats pour des missions ridicules comme l'achat de Cuba, alors qu'il serait plus facile et plus expéditif de fonder sur ces terres libres des syndicats avec la mission d'acquérir la lune; cette tendance à se livrer par ennui aux aventures belliqueuses avec l'intention de décapiter des peuples comme jadis les Césars se rendaient au Cirque pour voir décapiter les gladiateurs; ces mesures insensées dans le genre de celle qui avait pour but de reconnaître une belligérance à des rebelles ne possédant pas d'autres terres que celles qu'ils foulaient et ne pouvant fonder ni une maison de crédit, ni un gouvernement; tous ces attentats au droit politique et au droit international nous inspirent la crainte que les États-Unis, entraînés par une minorité ambitieuse, ne retournent au temps de leurs irruptions au Mexique, de leurs accaparements en Californie, de leurs pirateries à Costa-Rica, de leurs négoces à Saint-Thomas, du scandale provoqué par l'achat de Sanama, de la tentative d'intervention au Chili, pour rouvrir une ère d'aventures et de pirateries qui, aux premiers soupçons, donna jadis naissance à une ligue formée par toutes les nations hibéro-américaines contre la puissance du Nord que l'on considérait comme la Russie du Nouveau-Monde, c'est-à-dire comme une puissance de tempérament belliqueux constituée par le despotisme, ce fruit naturel des conquêtes immodérées.

Je ne puis comprendre comment les hommes d'État du gouvernement américain ont pu aller à Rome, sans s'arrêter, anachroniques révolutionnaires, devant aucun genre d'obstacle, selon qu'en ont l'habitude les improvisateurs d'une politique qui sont généralement aussi mauvais que les improvisateurs d'une poésie. Il faut une certaine audace pour oser réformer tout le droit moderne écrit ou résultant de la coutume, dans un pays comme l'Amérique où il se trouve établi, accrédité, mis en vigueur. Borner ainsi la vigilance saxonne promulguée par la célèbre législation américaine sur le modèle de l'antique législation qu'elle avait su s'assimiler en prenant la résolution de protéger l'homme jaune pour introduire chez lui, bientôt après, le cheval de Troie, sous la dénomination d'annexion de l'archipel d'Hawaï, n'est pas l'œuvre d'un peuple souverain et réfléchi, mais bien celle d'un despote insensé dans les lobes du cerveau duquel s'est installée l'idée sardanapalesque de son omnipotence absolue. Protéger ainsi le Japon dans sa puissance maritime pour le frapper, aussitôt après, à l'endroit le plus sensible, c'est faire preuve d'un manque complet de sens commun. Ne pas vouloir tenir compte des frontières géographiques d'un territoire comme d'une échelle précise dans l'entre-croisement de tant de navires marchands en pleine mer, et ethnologiquement considéré comme la propriété d'une race qui se croit autochtone et que les Etats-Unis devront exterminer pour la supplanter dans sa propre demeure, alors que d'autres copartageants émettent des prétentions à sa succession comme ayant droit, sinon à son sol même, mais du moins à ses productions, à son industrie et à son commerce, c'est vouloir créer un labyrinthe inextricable et des sirtes pleins d'écueils, car, outre le pouvoir moral de l'opinion américaine, trois autres pouvoirs, effectifs et matériels ceux-ci, le Sénat, le Congrès, le Président, doivent concourir à la rédaction et à la validité d'un traité qui sera tout au profit de l'Amérique et des Américains. C'est ainsi que, sur toute l'étendue du globe, les hommes qui veulent la liberté la trouvent toujours dans la paix universelle.

XII. — A présent que les jingoïstes américains prennent plaisir à nous accuser de ne pas donner des libertés suffisantes à Cuba, qui est pourtant dotée de tous les droits humains, grâce à une législation progressive, c'est le moment de signaler leur nouvel empire territorial qu'ils privent des droits égaux à ceux des autres régions, et dont ils limitent trop manifestement la souveraineté politique en même temps que l'administration locale. On constate de grandes infériorités dans les catégories de citoyens, soit dans les Etats de l'Union qui ont donné naissance à des guerres, soit dans les Etats, au contraire, qui, par leur position géographique ou leur population spéciale, sont incapables de se gouverner eux-mêmes. Dans une pareille situation, il leur manque la vie parce qu'il leur manque l'oxygène de la liberté, et ils tombent au rang de colonies ou de dépendances qu'on substitue à d'autres États placés sous un gouvernement commun. Un de ces territoires ne reconnaît pas à ses habitants le droit de voter ni pour nommer les députés, ni pour nommer le Président. Gouverneur, juges, employés émanent tous du pouvoir central, au lieu d'émaner de la souveraineté populaire, comme

cela arrive dans les Etats autonomes. Bien que, en vertu du droit d'expansion du régime local et des coutumes ataviques, ce territoire doive avoir des Chambres et en possède, aucune résolution parlementaire ne peut avoir force de loi si elle ne porte pas la sanction du gouvernement central et du parlement central. Un délégué de chaque territoire assiste au Congrès fédéral, mais avec la seule mission de donner son avis quand on le lui demande, le droit de voter lui étant retiré. Tous les pays qui se sont révoltés autrefois contre l'Union ont formé des territoires. Tous les pays que les Indiens habitent encore à l'heure qu'il est forment des territoires, car les Indiens sont tellement opprimés en Amérique par les propriétaires du sol, que les indigènes donnent à leurs territoires le surnom de centres de la désolation et de la mort. Ils ne peuvent, en effet, s'exposer à commettre une seule faute, parce qu'ils sont prévenus que leur tête est mise à prix toutes les fois qu'ils succombent à la tentation de s'enfuir. On voit sur les murs et les reliefs du Capitole leurs tribus représentées sous le symbole d'un sauvage qui est placé au bord vertigineux d'un abîme insondable.

Malgré ce que je viens de dire, le monde ne cessera pas d'admirer les Etats-Unis, ni de séparer, dans ses sévères jugements, l'élément dit *jingoïste* de l'élément saxon et puritain qui est l'élément propre à ce peuple laborieux. Tandis que le *jingoe* représente une démagogie inquiète et belliqueuse, le puritain incarne la plus haute dignité qu'il soit possible d'obtenir sur cette planète, du moment que chaque citoyen possède ses droits individuels et que l'ensemble des citoyens possède la puissance républicaine, conséquences sociales du christianisme et de la philosophie. Et, comme résultat de tout cela, si l'Allemagne personnifie la science, l'Italie l'art, la France la démocratie, l'Angleterre le commerce, l'Espagne la création du Nouveau-Monde, on peut affirmer que les Etats-Unis personnifient la science et ses progrès dans leurs applications à l'industrie avec le paratonnerre, la vapeur, le télégraphe, le téléphone, le phonographe, la lumière électrique, toutes les merveilles, comme le démontrent, dans leur souveraineté sur la Nature, l'Homme et l'Etat qui se dirigent eux-mêmes et se gouvernent dans la plénitude de leurs droits. Mais les Etats-Unis cesseront de sentir cette inspiration le jour où ils perdront leur caractère municipal et l'échangeront pour le caractère césarien. On a découvert le papier dans un municipe hispano-arabe après la chute du califat de Cordoue ; on a découvert l'imprimerie dans une ville séparée de l'Empire germanique par des coutumes traditionnelles et sous un gouvernement libre comme celui des villes hanséatiques, à Strasbourg ; on a découvert la lettre de change sous la République de Florence ; on a découvert la grue sous la République de Pise ; on a découvert la banque à Genève, la boussole à Amalfi, la peinture à l'huile dans la démocratique Flandre, comme, dans les anciennes villes helléniques, on avait découvert la statue et l'idée, ces inspirateurs de la liberté qui réclament, pour exister, le travail, le commerce et l'industrie, alors qu'ils fuient la guerre et la conquête qui n'engendrent que des Césars pour diriger l'Etat, et, en bas, dans la société, des peuples nés pour l'esclavage et la misère.

Celui qui croit que le monde en a fini avec les ferventes dévotions, les sincères enthousiasmes, les grandes espérances, ne se souvient plus que l'Angleterre vient de célébrer avec ardeur le Jubilé de son auguste Reine, dont le règne a heureusement atteint la moitié d'un siècle plus deux lustres. Je ne crois pas qu'il y ait, sur le globe, un peuple qui soit aussi royaliste et aussi libre que le peuple anglais. La Reine est une mère pour tous ses sujets, comme si la civilisation, qui remplit aujourd'hui l'univers, ne connaissait pas d'autre souveraineté que le matriarcat préhistorique auquel les historiens modernes attribuent la première tutelle sur les races primitives lesquelles ne sont arrivées à l'autorité sociale du père ou patriarcat, qu'après une longue période de temps écoulée sous la protection des mères. Un véritable Anglais s'intéresse à la vie privée de sa fille ou de sa femme. Quand une princesse de la Maison royale contracte mariage, il se constitue, dans chaque maison, une sorte de conseil de famille pour s'entretenir de ce sujet comme d'un sujet domestique. Les dissidences entre l'Angleterre et l'Allemagne, nations sœurs par les origines, par l'histoire, par la religion, par le sang, dérivent plutôt des contradictions entre les intérêts et les idées, que d'une hostilité contre la princesse royale britannique, femme de Frédéric le Bon. Les âpres empereurs allemands ont toujours ressenti, pour leur bru, une hostilité analogue. Quant à Bismarck, sans être ni le beau-frère, ni encore moins la belle-mère, il n'a jamais pardonné le virus libéral et parlementaire qui s'est trouvé répandu à la Cour et parmi les courtisans de Prusse, grâce à la naissance et à l'éducation de Victoria. On ne vit rien de si ingénu, ni de si candide que l'étonnement du peuple anglais quand il prit fantaisie à Guillaume II de lancer ses anathèmes contre l'irruption de Jameson au Transvaal, parce que le prince croyait qu'il pouvait substituer à son caractère de petit-fils de la Reine celui d'empereur d'Allemagne. Il n'y a que le moujik russe qui soit aussi royaliste que le citoyen anglais.

Imaginez-vous la surprise des Latins en ce siècle expirant, où les rois durent si peu et valent si peu. Pas un seul des dauphins ou des princes héritiers de France, depuis 1792, n'a ceint la couronne qu'il croyait avoir trouvée dans son royal berceau. Le dauphin de Louis XVI, le Roi de Rome, le petit-fils de Charles X, le comte de Paris, le fils de Napoléon III, tous ont eu la même destinée. Le canon des Invalides tonna à leur naissance et l'exil cruel fut témoin de leur mort et garda leurs cadavres. Nous avons vu détrôner Charles IV, Ferdinand VII, Marie-Christine de Bourbon, le duc d'Aoste. On a eu besoin de s'appuyer sur toutes les erreurs de la Révolution et des révolutionnaires, depuis l'erreur d'aller chercher un roi à l'étranger, jusqu'à l'erreur de proclamer la République fédérale, pour permettre à don Alphonse XII de Bourbon de mourir sur le trône de Philippe V. Et, aujourd'hui, qui peut affirmer que son fils mourra sur ce même trône? Tous s'accordent à dire que si Alphonse XIII monte sur le trône à sa majorité, il ne s'y fera pas vieux. Les Italiens, pour obtenir leur monarchie constitutionnelle, ont dû dévorer les Farnèse, les Bourbons, les Autrichiens, et le peuple le plus républicain de tous les peuples latins supporte à présent une

royauté issue de la révolution progresse et de la souveraineté nationale. L'Anglais possède un avantage inconnu aux autres peuples européens. Il a fondé sa liberté avec la dynastie d'Orange et de Hanovre, tandis que nous avons fondé la nôtre, nous, contre nos dynasties les Hongrois contre la dynastie des Habsbourg; les Prussiens; contre la dynastie des Brandebourg, obligée par la colère populaire de saluer les morts que ses résistances réactionnaires avaient couchés dans les rues; les Italiens du Midi contre leur infâme roi Bomba qui employait la torture, et ceux du Centre contre leurs ducs de Parme et de Modène qui surnommaient « quadrupède alliance » la quadruple alliance des nations constitutionnelles. Une seule dynastie, une dynastie révolutionnaire, caractérisée dans les Pays-Bas par ses attaques contre les légitimes héritiers de cette couronne, les ducs de Bourgogne, et, en Angleterre, par ses attaques contre les légitimes héritiers du trône anglais, les Stuarts, prévalut, grâce à la Révolution et à la liberté, comme descendants des rebelles de la maison d'Orange, mais dut transiger avec une souveraineté supérieure à la sienne, la souveraineté nationale, et reconnaître le plus républicain de tous les pouvoirs modernes, le pouvoir parlementaire.

L'Angleterre, malgré tout, a autant souffert que nous en passant du régime absolu au régime parlementaire : elle passa, elle, du régime courtisanesque et absolutiste des Tudors et du régime jésuitique des Stuarts, aux institutions libérales et parlementaires. Ces Anglais, si libres d'esprit, enrayèrent le mouvement des nouvelles idées; leur sol, si ferme, oscilla comme un sol équatorial ébranlé par un tremblement de terre; leurs rois résistèrent jusqu'à la démence, leurs tribuns innovèrent jusqu'à la témérité; les utopies du pouvoir absolu naquirent sur les cimes du trône et les utopies d'une égalité absolue jaillirent des abîmes où gît l'intelligence du peuple; les poignards de l'assassin s'escrimèrent sans pitié sur la personne des ministres et la hache des bourreaux tomba sur la nuque des rois; les conseils militaires disposèrent du sort des députés et les baïonnettes des prétoriens imprimèrent sur le sol l'honneur et la majesté de la tribune; les partis religieux et leurs sectes allumèrent toutes les passions et unirent, à la tempête universelle, les horreurs du fanatisme; le sang des cavaliers, des puritains, des têtes rondes, des utopistes coula, tachant les dalles des temples, les portes des parlements et l'hermine de la cour; aux révolutions démesurées succédèrent les dictatures sans frein et aux dictatures sans frein les restaurations fanatiques, parce que l'Angleterre fut comme un navire échoué sur un banc de sable et battu par les flots, subissant sans profit les inconvénients de l'inertie et du mouvement, les inquiétudes et les naufrages sans qu'il lui fût possible de jeter par-dessus bord un poids inutile, le poids des vieilles idoles, ni de retenir dans ses voiles un vent favorable, le vent vivifiant de la liberté.

C'est pour cela que nous devons dire du peuple anglais qu'il ne fêta pas la souveraineté de sa reine, mais bien sa propre souveraineté. Si le pouvoir monarchique dirigé par quatre primats seulement y résolvait seul les crises ministérielles et politiques; si le prestige de

la maison royale y était vanté par les publicistes les plus distingués comme le seul capable de gouverner le peuple ; si les orateurs les plus éloquents, les plus écoutés y sollicitaient, au quinzième et au seizième siècle, la charité de rois habiles comme Henri VII, ou puissants comme Isabelle ; si les partis avancés entraient au Parlement pour y préférer les intrigues de palais aux discussions politiques ; si des manifestations anti-gouvernementales s'y organisaient avec la complicité de la reine ; si les conservateurs s'y voyaient si longtemps interdire l'accès de la tribune dont usaient, vers la même époque, nos propres conservateurs ; si des phénomènes analogues à ceux qui sillonnaient les peuples du continent s'y remarquaient, c'est qu'il y avait autant de républicains qu'on en peut voir dans certaines nations où cependant, par la faute de tous, le pouvoir monarchique ne s'éleva jamais à cette salutaire neutralité et à cette olympienne indifférence qu'il atteint aujourd'hui dans la libre et souveraine Angleterre. L'Anglais, ainsi qu'un témoignage de loyauté pour ses rois, conserve au Parlement nombre de modèles de serments féodaux prêtés par nous à la monarchie, mais il a la précaution de jurer avec ces formules empruntées au moyen âge qu'il ne reviendra jamais aux coutumes religieuses de cette époque, qu'il n'acceptera jamais aucune restriction à son pouvoir parlementaire, qu'il ne tolérera plus le despotisme des Stuarts. Telle est la formule du serment de chacun, quelque démocrate et républicain qu'il puisse être.

La fiction romaine qui sert aux Anglais à personnifier l'État dans la reine est extrêmement curieuse ; de même que nous employons le mot « royal » à la place du mot « national » pour désigner le théâtre de l'Opéra et les six Académies, bien qu'ils soient entretenus aux frais du budget général de l'État et non aux frais de la liste civile du souverain, l'Angleterre, dans son langage monarchique, appelle « royal » tout le public. Même le bon temps, en dehors de toute influence humaine, s'appelle temps de la Reine comme nous appelons, nous autres, terre de Sainte-Marie notre sol andalou. Les Français ne se conduisirent pas avec autant de respect pendant leur Révolution. A peine eurent-ils enfermé au Temple leur dynastie tombée du trône, qu'ils effacèrent toutes les dénominations royales. Nous autres, Espagnols, avec notre révolution de septembre, nous ne nous préoccupâmes pas de terrasser du premier coup la Monarchie, mais bien de renverser les couronnes dans lesquelles nous apercevions moins un symbole commun à tous les rois, qu'un symbole particulier et exclusif à la famille des Bourbons. Ceci me rappelle mon premier voyage de propagande républicaine. Lorsque j'arrivai à la gare de Nava del Rey, les révolutionnaires me reçurent au son des cloches et au bruit des fanfares et m'informèrent que désormais leur cité s'appellerait Nava de la Libertad. C'est ainsi que les Français de la République dénommèrent la rue de Bourbon, rue de Scylla, la rue des Dauphins, rue de la Constitution, la place Louis, place de la Liberté, les trois rues royales, rue des Moulins, rue de la Révolution et rue de la République, tandis que les Anglais, qui firent une révolution beaucoup plus radicale que toutes les révolutions françaises puisqu'elle comportait non seulement un change-

ment politique, mais encore un changement religieux, placèrent leurs institutions nouvelles sous l'appellation monarchique dans la croyance que leur liberté avait besoin d'un vernis antique, puis repoussèrent le bonnet phrygien, exhumé de Grèce par Brissot et donné à la France pour lui substituer une couronne redorée par l'électricité révolutionnaire et ointe de l'huile des traditions transmises par le moyen âge à nos temps comtemporains.

Lorsque j'étais enfant et que l'on m'apportait un « Bethléem », je lui supprimais les rois. En France, durant toute la première République, le gâteau que l'on tire la veille des Rois cessa de s'appeler le gâteau des Rois. Les Anglais ont adopté une autre méthode. Ils font beaucoup de cadeaux à la Reine pour le plaisir de la récréer. Aujourd'hui, ils viennent de lui faire don d'un hôpital qu'ils ont construit conformément à toutes les lois hygiéniques et aux plus récentes découvertes médicales. Certain village anglais ajouta une montre neuve aux horloges publiques et envoya à la Reine un télégramme où le donateur exprimait l'espoir qu'un tel cadeau rencontré au seuil de sa promenade lui ferait plaisir. Le corroyeur tanne, le forgeron forge, le musicien compose et annote, le doreur dore, l'architecte bâtit, tous les producteurs exécutent des travaux personnels qu'ils dédient à la Reine, mais que la Reine ne remarque pas. Ces royalistes exaltés croient de bonne foi qu'ils augmentent le prix de leurs produits en les baptisant du mot « royal » ou en les destinant à des usages à dénominations royales, et qu'ils en tirent honneur et profit. Beaucoup d'Anglais s'imaginent que la Reine augmente, de cette façon, son trésor particulier, et il n'y a pas un paysan qui ne passe à Windsor ou à Balmoral sans demander à voir l'âne de la Reine qu'il adore, comme on dit que les Arabes adoraient autrefois la jument du prophète. Mais ne troublons pas ce respect en en atténuant le caractère et reconnaissons que ce sentiment royaliste est un sentiment national. Et si l'on ne voit pas les Irlandais participer à un tel enthousiasme et prodiguer leurs hommages à la Reine, c'est que, pour eux, Victoria, loin de représenter la Nation, représente la conquête saxonne sur la nationalité celtique.

La reine Victoria a toujours eu en politique des convictions profondes et des préférences marquées. Durant tout le temps de sa jeunesse, elle préféra, aux idées conservatrices, les idées libérales, soutenue à l'intérieur par la grande influence libérale de lord Melbourne et à l'extérieur par la non moins grande influence libérale du roi Léopold de Belgique, elle combattit, autant qu'elle le put, les tendances et les personnalités du parti torry transgressant quelquefois ses devoirs constitutionnels. C'est ainsi qu'elle livra de gaieté de cœur une vraie lutte d'influence à la camarilla courtisanesque qui l'entourait et qui faisait partie de l'administration ou du gouvernement, d'ailleurs respectés et respectables de sir Robert Peele. Les résistances domestiques furent si tenaces et les intrigues des courtisans si embrouillées, que Peel, craignant un moment que les dames du Palais ne jouassent à son égard le rôle qu'avaient joué autrefois à l'égard de Turgot les dames de Versailles, et qu'elles ne précipitassent une révolution comme

les révolutions françaises, dit à la Reine qu'elle l'avait acculé à la nécessité de lui faire connaître que si elle ne le laissait pas gouverner à sa guise il lui céderait la responsabilité de son ministère, et il enferma sa volonté dans ce dilemme : ou elle se retirerait ou il s'en irait. La politique de la seconde partie de sa vie fut de tous points contraire à la politique de la première partie. Excessivement libérale au temps de sa jeunesse, elle se fit excessivement conservatrice en devenant vieille. La politique un peu romanesque de l'écrivain Disraeli éblouit de ses lentilles poétiques son imagination féminine, absolument comme l'œil tranquille de l'alouette se laisse éblouir, dans son vol rapide, par les réverbérations des petits miroirs placés dans les filets dont on se sert pour l'attraper, sortes de chaînes mélodieuses propres à retenir ces prophétesses de l'air. Puis, les idées puritaines de Gladstone, en dépit de son éloquence merveilleuse, ne lui plurent pas. La science calviniste de ses harangues à la Knox choquèrent son anglicanisme exempt d'impureté. Les tendances du sublime orateur à démolir les Églises traditionnelles élevées contre sa volonté sur les épaules des peuples celtiques, et sa démocratie légèrement teintée de socialisme, heurtèrent son sentiment patricien et son pouvoir historique.

Elle a également eu des idées spéciales et personnelles sur la politique étrangère. L'année dernière elle inclina beaucoup vers la France et l'alliance française. Pendant que les rois du Nord s'arrêtaient devant l'usurpation de Louis-Philippe qu'ils croyaient digne de son aïeul le régicide, Victoria ne cessait de voir des analogies évidentes entre les Orange et les d'Orléans, visitant l'usurpateur dans ses palais où il venait de supplanter par la révolution les rois légitimes rejetés loin du trône en exil. Elle eut de même des relations avec Louis-Napoléon Bonaparte. Quoiqu'elle réprouvât la hâte de Palmerston à reconnaître le coup d'Etat qui remplaçait le Parlement et la République par l'Empire improvisé, elle se réconcilia subitement avec l'Empereur, poussée par le désir d'empêcher la Russie, avec la guerre de Crimée, d'avancer trop vite sur Constantinople et de mettre un frein en Asie à ses conquêtes inquiétantes. Cependant le détrônement de Louis-Philippe la surprit en inimitié avec ce monarque à cause du mariage de Louise d'Orléans avec le duc de Montpensier, mariage dans lequel elle croyait voir revivre le pacte antique de la famille des Bourbons qui avaient juré de combattre l'Angleterre comme dans le siècle antérieur. Le détrônement de Louis-Napoléon la surprit également en inimitié avec ce monarque à cause de son opposition impériale à l'unité allemande, unité qu'elle préconisait pour empêcher le retour des guerres et des conquêtes du premier Empire. Il suffit de lire ses mémoires pour noter, à chaque ligne, à quel point ses superstitions anglicanes et britanniques développent sa haine contre tous les peuples catholiques et méridionaux, à l'exception cependant du peuple italien qu'elle estime un peu plus que nous qui sommes, avec les Français, l'obstacle qu'il convient de renverser conformément au critérium historique de sa race. Nous sommes à vrai dire excusables, nous autres, les Espagnols, parce que nous obscurcissons encore l'Angleterre avec l'ombre de Philippe II ;

parce que nous avons à combattre les Anglais sur toutes les mers du globe, parce que nous avons armé avec un effort surhumain l'Invincible Armada; parce que nous avons succombé avec une gloire surhumaine à Trafalgar; parce que nous sommes les démons du Midi d'après la conception universelle protestante. Victoria ne pardonne pas davantage aux rois et aux princes de Portugal, malgré que leurs veines charrient, entre le sang lusitanien et le sang germain, du sang de Cobourg ni plus ni moins que les propres fils de la reine d'Angleterre.

Avec des idées propres, avec des superstitions enracinées, elle reste le modèle des reines constitutionnelles. Elle se convertit occasionnellement au parti conservateur pendant que le chef des conservateurs, Peel, se convertissait soudain au parti libéral. Victoria a présidé nominalement trois grandes révolutions, c'est-à-dire qu'elle a prêté l'autorité de son nom et l'ombre de son règne à trois révolutions profondes : une révolution religieuse, une révolution politique et une révolution économique. La révolution religieuse s'incarna dans le bill célèbre qui émancipait les catholiques en détruisant, dans leur essence, les privilèges anglicans; la révolution politique s'incarna dans le nouveau régime électoral qui se compléta par l'adjonction, en séries graduées, d'une bourgeoisie plus ou moins restrictive et placée sur les frontières du suffrage universel; la révolution économique s'incarna dans le décret relatif aux céréales qui consomma une métamorphose sociale en préférant au féodalisme agricole les ouvriers, les industriels et les commerçants. Elle ne s'opposa à aucun de ces progrès qui se réalisèrent tous contrairement à ses dogmes, mais avec sa sanction royale aux attributs simplement honoraires de la couronne britannique. Dogmatique et militante dans ses préférences politiques, Victoria avait sacrifié ses idées personnelles de reine à la dignité du peuple anglais. Grande admiratrice de Gladstone, bien qu'entraînée par sa merveilleuse éloquence, je l'ai dit, elle ne pouvait s'entendre avec lui au point de vue politique. Cependant, non seulement, elle l'agréait quand le peuple anglais, par son vote, le lui désignait pour la Présidence du Conseil, mais elle admettait dans le Parlement des jeunes gens qui se distinguaient par leurs attaques réitérées contre la liste civile et par leurs apologies de Mazzini. Elle signait la nomination de Labouchère, un républicain rigide tel que peut l'être un véritable Anglais, lorsque Gladstone, plus dévoué encore à la reine Victoria qu'à la monarchie anglaise, dans le but d'éviter à la reine et à la monarchie une grande contrariété, refusa d'assumer la responsabilité personnelle d'une telle exclusion du Conseil des Ministres. Pour tout cela, Victoria reste le plus parfait modèle des souverains constitutionnels qu'il y ait en Europe.

Dans aucune circonstance de la vie, elle ne montra autant de qualités supérieures que dans son mariage d'amour avec le prince Albert qui eut la première place dans son cœur et la seconde sur son trône. Une femme doit témoigner d'un caractère élevé pour se résoudre à marquer une limite aux ambitions de l'homme aimé par-dessus tout et pour qui elle donnerait plus que la couronne, la vie. Le premier dans les préférences de Victoria, le premier dans l'intimité du foyer, le pre-

mier dans la famille, il était le dernier pour ainsi dire de la dynastie, sous les apparences et les honneurs monarchiques qui cependant ont tant de séduction sur les monarques.

Les Anglais ne lui permettaient pas même, bien qu'émus par son culte pour l'unité royale, de jouer au titre de roi-adjoint, comme cela était permis aux époux des deux reines, ses contemporaines, l'époux d'Isabelle II en Espagne et l'époux de Marie Ire en Portugal. Elle sut le diminuer avec une délicatesse extrême devant le public ainsi que l'ordonnaient les superstitions politiques de l'Angleterre, pour l'élever comme une idole au foyer, dans l'intimité, ainsi que l'ordonnait l'amour exalté de son cœur royal. Je crois qu'aucun dialogue politique ne peut être comparé, par la largeur des vues et la science profonde, à celui de ces deux époux qui s'aimaient si tendrement et qui se séparaient sans cesse en considérant leurs dissentiments comme nous avons coutume de considérer ceux de notre conscience, puisqu'ils formaient une seule et même âme n'ayant qu'un seul et même esprit. Le prince Albert domina, en privé, la reine Victoria par l'amour et la paternité comme le patriarche biblique domina sa femme, mais en public il se trouvait le second vassal de sa femme, placé après le prince de Galles, autant qu'il est permis de traiter de vassale une autre personne sous un régime parlementaire et libéral. Souvent le prince Albert souffrait amèrement de cette condition inférieure qui lui était faite, mais la force de la tradition en Angleterre et la délicatesse des procédés, chez Victoria, firent un mariage constitutionnel d'un mariage conforme à la foi propre aux époux et à leurs anciennes croyances.

L'Angleterre s'est démocratisée sans renoncer à son caractère apparent de monarchie, et surtout de monarchie aristocratique. En fait de liberté religieuse, non seulement elle a émancipé les catholiques, mais elle a encore largement étendu aux Juifs et aux libres penseurs le droit de légiférer qui était jusqu'ici réservé aux sectes protestantes. L'antique haine criminelle, qui séparait les Eglises chrétiennes, s'est refroidie en de tels termes que le pape a pu traiter de la validation des bénéfices ecclésiastiques confondus dans le dogme et le rite des Eglises nationale et romaine. Le peuple celtique d'Irlande a été soustrait au joug odieux de ce clergé saxon qui a tant abusé de ses croyances et qui, parlementairement, s'est proposé d'arracher le peuple celtique de Galles à l'orgueilleuse et intolérable Eglise officielle anglicane. Les gouvernements locaux ont vu s'étendre leurs droits et, malgré les menaces récentes dirigées par l'oligarchie tory contre l'enseignement primaire, le retour en arrière qui a causé les progrès de cette oligarchie est devenu désormais impossible. La suprématie des conservateurs dans le gouvernement, et leur triomphe dans les comices, n'a pas nui d'un iota aux libertés économiques, et en dépit de la crise mortelle que traversent le travail et la production agricoles, on n'a pas entendu prononcer le mot de réaction, désormais rayé pour toujours du dictionnaire anglais. L'extension donnée au suffrage universel et l'avènement des couches populaires à la vie publique ont fait fondre aux rayons de la liberté toutes les utopies et tous les partis révolutionnaires. Là même

où les Carlistes, avec leurs partisans, ont été redoutables, le journalier forme la base de la société laborieuse et industrielle qui lutte, comme nous devons tous lutter, pour son amélioration sociale, non par les bontés et les richesses de l'Etat qui est réduit aux ressources nécessaires, mais par l'exercice de ses droits indiscutables.

Disons-le avec certitude : l'Angleterre n'aurait jamais atteint les hauteurs d'où elle domine l'Océan si elle n'avait opposé, en Europe, au régime absolutiste et militaire, le régime commercial et parlementaire.

Nous autres, les Espagnols, nous fûmes dans les trois derniers siècles la personnification directe du régime opposé au régime britannique. L'absolutisme, tout à fait étranger à l'Espagne, consuma nos forces en servant la maison de Habsbourg et l'Eglise de Rome pendant les seizième et dix-septième siècles, comme il consuma nos forces, pendant le siècle suivant, en servant la maison de Bourbon et le pacte de famille, afin que la France établît sa domination sur toute l'Europe. Pendant que les puritains écossais unissaient effectivement l'Ecosse à l'Angleterre, unis nominalement sous les Stuarts, les Jésuites nous payaient de nos cruels sacrifices pendant les guerres religieuses, en nous enlevant le Portugal et en faisant que sa malheureuse dynastie s'opposât sur terre et sur mer à tous les progrès réclamés par la Péninsule et s'alliât contre nous avec tous les ennemis de la Péninsule. Pendant que l'Ecosse et l'Angleterre s'unissaient sous un pouvoir commun, l'Espagne et le Portugal se séparaient définitivement. Mais l'Espagne et le Portugal se séparaient parce qu'elles n'avaient pas su vaincre, en politique, le régime de la dynastie, et, en religion, le régime du moyen âge, alors que l'Ecosse et l'Angleterre secouaient hardiment le joug des Jésuites. Les Stuarts, aussi étrangers au peuple anglais que les Autrichiens et lès Bourbons au peuple espagnol, fondaient un régime commercial qui a donné à l'Angleterre le sceptre des mers, et en a fait la première puissance industrielle du monde. Comparez-la avec les nations absolutistes et conquérantes, avec la Russie et la Turquie.

Les fêtes splendides du Jubilé eurent un triste écho dans la pauvre Irlande. Sa douleur a augmenté avec d'autant plus de raison que, grâce au Verbe lumineux de l'Angleterre des temps actuels, grâce à Gladstone, elle avait caressé jusqu'ici l'espérance d'arriver au gouvernement d'elle-même dans le sein de la grande puissance celto-saxonne, dont la parenté et l'affinité avec son propre sang irlandais ne peut être contestée. Mais il lui a été impossible d'obtenir le gouvernement personnel (self government) pour plusieurs raisons. A la suite des classes populaires, les patriciens britanniques craignirent qu'un Parlement en Irlande n'entraînât un Parlement en Ecosse et un Parlement dans le pays de Galles. Tous ces Parlements auraient causé un grand préjudice à l'Empire de la Grande-Bretagne parce qu'ils auraient émietté, en un fractionnement féodal, son Parlement national. Gladstone fut d'abord renversé par la Chambre des Lords, ensuite par les Comices d'Angleterre, d'Ecosse et de Galles. Mais, bien que le parti conservateur eût présenté devant les Chambres des réformes sociales extensives

à l'Irlande et une identification du gouvernement local de cette île avec le gouvernement local de l'Angleterre, il avait dit à la belle Erin d'avoir à renoncer pour toujours au projet d'une Chambre séparée, de même qu'au régime de l'autonomie. Aussi, pas une lueur ne s'éleva des rues de Dublin, pas un feu de joie ne jaillit des cimes de l'Irlande, ainsi que cela arriva pour les plus hautes montagnes et les plus humbles coteaux de l'Ecosse et de l'Angleterre, et le *Te Deum* du Jubilé y fut remplacé par les rogations du clergé en temps de calamité ; les discordes réciproques et séculaires avaient désormais un aliment de plus. Ceux qui étudient avec attention le régime politique de l'Angleterre, attribuent les malheurs pour ainsi dire irrémédiables de l'Irlande à son défaut d'assimilation commerciale et industrielle de l'Angleterre et de l'Ecosse. Mais, à qui la faute ? A l'Irlande qui n'a pas voulu se soumettre au régime commun, ou à l'Angleterre qui n'a pas voulu lui ouvrir les portes de son régime mercantile.

Au sujet de la législation commerciale donnée par les Anglais à l'Irlande à l'époque de leur association étroite avec l'Ecosse, Lesky écrit : « Si l'on interdit l'exportation des troupeaux d'Irlande en Angleterre ; si l'Irlande se plaint du commerce de la colonie ; si l'exportation de la laine brute sur le continent et de la laine préparée en tous pays a pour unique résultat la ruine et la faim, cela résulte de la ruine où sont tombées les fabriques. » Par contre, les Anglais prétendent que l'Irlande doit sa ruine autant à la malpropreté qu'à la pauvreté de ses habitants, et ils rappellent, à ce propos, les paroles du grand idéaliste Berkley qui affirme à ses compatriotes qu'il est « chose triste d'avoir à vivre entre des oisifs et des mendiants ». De toutes façons, l'Irlande a projeté une ombre néfaste sur les réjouissances de l'Angleterre.

Les fêtes dont se réjouit l'Angleterre pour célébrer les lustres passés sur le trône par Victoria sont magnifiques en vérité. La population de Londres compte déjà cinq millions d'habitants ; le glorieux anniversaire lui en apportant trois de plus, on peut dire que jamais on n'a vu sur la planète, en un seul endroit, autant de gens réunis. Bien que les planchers posés sur le parcours du cortège et couverts de toiles multicolores ne brillent pas par leur poésie et par leur beauté, ils mesurent des dimensions si grandes et supportent des spectateurs si nombreux qu'ils constituent une exception appréciable et digne de la visite de l'Univers à Londres. C'est une satisfaction pour tant de monde de se voir assemblés là comme une mer humaine où viennent se jeter, ainsi que des fleuves, des légions de mortels de tous les pays, sur le pavé sablé de la rue, au bord des trottoirs d'où s'élèvent jusqu'aux toits des gradins, les troupes militaires les plus merveilleuses qui soient ; les fenêtres sont ornées de festons et les balcons sont ornés de bouquets dont les multiples nuances égayent la cité et dont les délicieuses odeurs parfument l'atmosphère. Les guirlandes dérobent aux yeux les façades blasonnées ; les pavillons et les bannières ondoient au vent ; les coins de rue sont décorés de mille symboles ; les musiques militaires résonnent dans l'espace. Jamais solennité si magnifique ne s'était encore vue, pas même lorsque les monarques asiatiques assemblaient leurs hardes et

leurs satrapes dans ces palais soignés qui s'appelaient Babylone et Ninive, pas même lorsque les Césars romains, maîtres de tous les hommes et compagnons de tous les dieux, passaient de la Voie Sacrée à la Voie de Flaminius sous les arcs de triomphe, s'arrêtaient au Cirque, montaient au Forum pour contempler, entre ses entre-colonnements, le Sénat au complet et les Ambassadeurs du monde entier, escaladaient le Capitole pour offrir à Jupiter, qui représentait le Ciel, tous les hommages de l'Univers incarnés dans les légions romaines et dans les empereurs romains.

Mais ce qui, dans cette étonnante manifestation, la rehausse et la montre encore plus étrange et plus originale peut-être que tout ce qu'on a vu et rêvé, c'est de se reporter, par comparaison, en imagination, aux temps de Londres, alors que l'Espagne et le Portugal n'avaient pas complété la découverte de la planète en l'entourant de leurs mains prévoyantes, et en la ceignant d'un zodiaque de gloires pour que le temple fût digne de l'esprit humain et que ce temple s'appropriât l'âme. A côté du Maltais si célèbre au moyen âge, du Chypriote si savant sur toutes choses, de l'Egyptien à l'air sacerdotal, de l'Arabe endurci au soleil de la Syrie et drapé dans son manteau de laine et de lin, dans cette procession coloniale dont seuls nous aurions pu surpasser la splendeur quand nous possédions, avec Philippe II, les Indes orientales, on voyait, présents ou représentés, le Nègre marmoréen de la Nubie, le Hottentot difforme de la Nigritie, le puissant montagnard de l'Afghanistan, voisin des cimes de l'Himalaya et gardien vigilant contre les Mongols des sources d'où s'écoulèrent les eaux sacrées de l'Inde, sous la pression de la race jaune qui est aussi froide et aussi lustrée que ses porcelaines; on voyait également l'Arien du Gange, qui se croit le père des dieux et des hommes, le paria de tous les pays qui se croit inférieur à l'humanité, le Canaque vivant comme un sauvage dans les forêts impénétrables des archipels océaniens, le Cipaye qui a rempli tout le pays depuis les fiefs de Birmanie jusqu'aux ruines du temple de Jupiter Ammon que consultait Alexandre le Grand, le Cafre du désert austral et le citoyen des bouches de l'Orénoque, les naturels des îles, les habitants du cours des Amazones au Sud de l'Amérique et ceux du cours du Mississipi au Nord jusqu'aux populations qui entendent la chute du Niagara, car la couronne britannique est comme un immense serpent de mer qui s'est enroulé autour de l'Arbre de Vie.

Avec des races si opposées, si contradictoires, qui s'étendent des sables brûlants de l'Afrique méridionale aux glaces éternelles du Pôle nord, l'Angleterre a constitué une fédération — couronne magnifique — que pourraient examiner avec fruit les Esclavons et les Allemands d'Autriche, eux qui sont condamnés, malgré leurs affinités historiques, à des discussions perpétuelles et qui se trouvent, en conséquence, par suite de ces discordes réciproques, paralysés non pas seulement dans leur intention d'assembler des matériaux pour édifier un Etat un et fort, indispensable à l'égalité du droit, mais même dans leur projet de fonder une confédération passable et durable.

Cela est si vrai que le comte Badeni, homme d'Etat d'origine polo-

naise, n'a eu qu'à proposer l'égalité des langues à l'usage officiel des diverses races pour que les Allemands soulevassent à la Chambre un épouvantable scandale et provoquassent, parmi tous, des bouleversements pareils à une révolution. Ce fut en vain que des hommes d'Etat proposèrent d'instituer le suffrage universel lorsque les facteurs plébéiens apportèrent, au sein de leurs groupes, l'idée d'égalité qu'ils opposent à l'idée de castes, et, lorsque les facteurs séparatistes, presque féodaux, étouffèrent dans le sein de leur parti l'idée universelle qui sert de base au socialisme dont les aspirations commencent par des aspirations humaines, seulement les communistes, qui prétendent effacer les frontières du droit, se sont égarés au point de distinguer dans leur sein des idées de nationalité correspondantes à l'idée inférieure de tribu, idée orientale et primitive, et contradictoire à l'idée supérieure de personnalité sociale née de nos progrès persévérants. Il n'y eut pas moins de cinq groupes décidés à niveler, en des jardins universels, l'esprit humain et le globe terrestre, de manière que le droit devînt égal pour tous et que, conformément à cette égalité de droits, la terre entière se constituât en propriété collective pour tous. Ces cinq groupes allemand, italien, polonais, tchèque et slave, unis dans l'idée socialiste, laissaient de côtés les Magyars pour fonder un seul parti sous l'étendard de l'idée utopique du travail commun et de l'idée utopique d'un empire universel, comme si la vie ne se constituait pas avec le bien et le mal et comme si le monde était possible sans la variété dans l'unité et réciproquement.

Guillaume II porte si haut l'idée de l'unité allemande, que l'Allemagne finira par en mourir. Il demande un matériel maritime incompatible avec les forces du contribuable germain; il revient au féodalisme agricole et industriel, représenté par la personnalité réactionnaire du fabricant Sturm, qui ressemble à un potentat promoteur de la révolution religieuse paysanne; il menace dans sa chaire le professeur indépendant, en le frappant d'interdictions, qui montrent les progrès effectués dans l'évolution économique, nécessaire à l'avènement de la démocratie; il oppose un veto aux tentatives des autorités législatives qui veulent empêcher l'Allemagne de se transformer en une caserne; il met des restrictions au droit d'association, au point de le livrer à la merci et à l'arbitraire d'une politique sans intelligence et sans entrailles; il provoque des crises de cabinet, pour donner le portefeuille du Ministère de l'Intérieur à un réactionnaire, Puttkamer, et le portefeuille des Affaires étrangères à un renégat, Miquel; il disgracie un ministre, Marschall, parce qu'il n'a pas voulu se mêler aux intrigues des courtisans, ni pardonner aux sbires de la cour; il fomente un esprit néo-luthérien bien plus redoutable pour la liberté que notre imprudent dogmatisme néo-catholique; il retourne aux jésuites et à leurs doctrines, dans le but d'appliquer aux libéraux quelque chose comme la révocation de l'Edit de Nantes; il lutte contre tous les éléments progressistes et succombe à la tentation de revenir aux réactions violentes: voilà ce que nous offre un pouvoir dont la transformation prétend nous délivrer des tendances libérales de l'Allemagne, comme si une puis-

sance humaine pouvait changer en Césarisme son caractère intrinsèque et faire, d'un César, un despote par le caractère politique et social de sa mission démocratique dans le monde.

Si la direction que Guillaume II donne à la politique intérieure est mauvaise, celle qu'il donne à la politique étrangère est bien pire. Guillaume, semblable aux Césars romains dans leurs multiples aptitudes, se sépare d'eux dans leur culte pour la Grèce. Les générations futures auront de la peine à croire qu'il ait existé au XIXe siècle un César qui se soit réjoui de voir les Musulmans exterminer les Chrétiens sur le territoire hellénique même et promener, sous les cieux de la Thessalie, le croissant d'Osman qu'obscurcissent de nombreux holocaustes. Jusqu'ici, les Empereurs allemands avaient porté l'épée de Charlemagne au côté, le globe d'or couronné d'une croix à la main, la couronne de pontife sur la tête, pour montrer que leur ministère symbolisait la défense du Christianisme. Qui aurait donc cru que le Sultan, à son entrée en Grèce, aurait donné à tenir les brides de son cheval apocalyptique au jeune César allemand, au plus grand de tous les monarques chrétiens. Luther ne pourra pas comprendre, dans la vie éternelle, comment la victoire de l'empire luthérien des Brandebourg sur l'empire catholique des Hapsbourg aura pu servir uniquement au triomphe de la Turquie en Orient, quand lui-même proposa, de son vivant, à l'approche des Turcs sous les murs de Vienne, de faire taire subitement toutes les haines religieuses pour permettre aux princes chrétiens de s'unir en un faisceau solide sous les aigles espagnoles et catholiques de Charles-Quint et de chasser, de la vallée du Danube, la Turquie déjà victorieuse des Hongrois et prête à marquer du croissant d'Osman l'Empire germanique, le défenseur-né de toute la Chrétienté.

C'est en vain qu'une mère en larmes a demandé à Guillaume II de préserver sa fille d'un si grand malheur tel que la perte du trône de Grèce, que sa situation en Allemagne lui avait méritée. Or, ce trône est exposé aujourd'hui à se rompre en mille pièces, lancé qu'il est dans le vide par les artilleurs allemands attachés au service de Constantinople. En présence d'un péril semblable, Guillaume II n'a pas su faire autre chose sinon exciter les musulmans contre les chrétiens et servir d'aide au bourreau de la Grèce, mis en demeure de servir sa famille impériale, sa sœur et sa mère ou le harem turc, il a servi le harem turc. Et pendant qu'il sert ainsi les intérêts de la Turquie, il dessert les intérêts de l'Angleterre. Malgré, en effet, l'éclat du Jubilé auquel son aïeule payait tribu avec les innombrables sujets et les nombreux vassaux que la reine Victoria possède sur notre planète, Guillaume II n'a pas été du nombre des princes qui se sont rendus à Londres où se célébrait une incroyable apothéose en l'honneur de son sang et de sa famille. Il ne s'est pas même fait représenter par son frère cadet, le prince Henri de Brandebourg, celui qu'on appelle, en bon saxon, le marin de la dynastie. Tout au contraire, si l'on en croit certaines indiscrétions publiées par les journaux, Guillaume II, en dépit de son penchant naturel pour le Coran, se compare à un empereur romain dont

la mission dans le monde est de terrasser la nouvelle Carthage qui, sous prétexte de commerce et de navigation, prend peu à peu possession de l'Océan et menace de nous submerger tous; et, dans cette pensée, dès qu'il abandonne la palette du peintre, ou le fusil du soldat, ou la vergue du marin, ou la composition du musicien, ou le vers du poète, ou le bréviaire du prédicateur, il s'empare d'une mappemonde et trace en imagination les frontières d'un blocus continental contre l'Angleterre analogue au blocus rêvé en d'autres temps par Napoléon le Grand. Que Dieu le garde!

V

Livres allemands et français sur Henri Heine. — Caractères psychologiques et physiologiques de cet éminent écrivain. — Voltaire et Heine. — Les sophistes grecs et le poète allemand. — Heine, qui est trop Allemand pour les Français et trop Français pour les Allemands, est immortel pour tous. — Ses négations philosophiques et religieuses. — Son amour pour la liberté. — Musique contemporaine philosophique. — Amitié paternelle entre Niestzche et Wagner. — Causes philosophiques de cette amitié. — Un musicien qui prétend éduquer les hommes pour en faire des supra-hommes. — Politique universelle. — Déroute des Turcs vainqueurs et victoire des Grecs vaincus. — Menaces de dissolution dans l'empire d'Autriche. — Difficultés rencontrées par les deux Présidents du gouvernement central autrichien et du gouvernement particulier hongrois. — Antisémites, Polonais, Madgyars, Transylvains, Dalmates, Serbes, Croates. — Pouvoir moral de l'Empereur. — Faiblesse matérielle de l'Empire. — Guillaume II. — Son caractère psychologique. — Tendances vers la Turquie. — Politique intérieure. — Difficultés énormes. — Réaction universelle. — Observations. — Conclusion.

L'intérêt qu'éveillaient autrefois l'art et la poésie d'un écrivain juif et allemand aussi étrange et original que le fut Henri Heine est loin d'être épuisé. Deux livres viennent, en effet, d'être publiés sur son œuvre et sur sa vie. L'un de ces livres, écrit en langue allemande, a été édité à Zurich ; l'autre, en langue française, l'a été à Paris. Le génie de ce poète fut une des plus étranges énigmes que l'histoire littéraire puisse offrir. Comme penseur, il joue, en beau joueur, avec la pensée, de la même manière que, dans les cirques, les clowns jouent aux marionnettes. Les idées lui servent pour se divertir et divertir son public. Et pourtant, pour ces idées-là, des milliers de batailles ont été livrées et des millions de martyrs ont souffert qui exposaient parfois la planète au risque de sombrer complètement dans des mers de larmes et de sang. En le voyant ainsi se divertir avec ses propres pensées ou les pensées des autres, on aurait été tenté de le prendre pour un Dieu qui aurait créé les soleils des grandes constellations et les aurait dorés dans l'éther des célestes espaces uniquement pour s'en amuser, pour jouer comme avec des billes de billard ou des fiches de loterie. On a appelé Henri Heine le Voltaire allemand, et ce qualificatif lui est couramment appliqué, à tort, par toutes les littératures, parce qu'on oublie que Voltaire se moquait seulement des idées théocratiques et réactionnaires, tandis que Heine se moquait de toutes les idées. Il apparait plutôt comme un élève des écoles sophistiques de l'ancienne Grèce avec cette originale différence que les sophistes, classe très spéciale de penseurs, soutenaient le pour et le contre de tous les problèmes, alors que lui, Heine, se moquait du pour et du contre avec une égale grâce et une égale hilarité. A ces changements dans sa nature psychologique, il unissait un caractère physiologique très nerveux qui le rendait, par

cela même, sujet à des infirmités variées. C'est ainsi qu'il entrait, dans sa psychologie, comme facteur principal, une sorte d'affection fatale qui le conduisait à blasphémer toutes les religions, alors que, dans sa physiologie, il entrait une sorte d'affection *neurasthénique* qui, loin de l'attaquer au cerveau, dans les facultés intellectuelles qui enfantent l'idée, l'attaquait dans les forces locomobiles qui déterminent le mouvement. Ce génie, à la pensée si merveilleuse, aux émotions si contradictoires, qui vibrait continuellement dans ses nerfs comme si sa tête eût été un volcan en irruption éternelle, s'il ne savait pas croire, savait parler et aimer. Son imagination avait des ailes qui le soulevaient jusqu'au septième ciel de l'inspiration poétique; sa sensibilité de cœur était extrême, ainsi que sa capacité à acquérir toutes les formes littéraires imaginables dans chacune de leurs perpétuelles métamorphoses. Il gisait, cloué dans un fauteuil, sans pouvoir remuer un pied, condamné ainsi à n'apercevoir qu'un morceau d'horizon gris, à ne recevoir qu'un rayon de tiède chaleur, à travers les nuages, par la fenêtre d'un étroit cabinet contigu à une modeste chambre qu'il avait louée à un petit étage d'une maison située à Paris, et cela quand il rêvait si fréquemment de s'élever au rang d'un sultan de la création pour boire l'essence de la vie, pour se baigner dans la lumière incréée jusqu'à se croire un Dieu, jusqu'à prendre les proportions d'un Dieu qui lui permît d'avoir tous les hommes pour eunuques dans son harem et toutes les femmes pour odalisques dans son lit.

Il faudrait un volume pour enregistrer les phrases célèbres de cet immortel poète, en matière religieuse, philosophique et politique. Issu d'une race qui est la plus croyante et la plus opiniâtre qu'on puisse imaginer, il entretenait avec ostentation tous ses doutes qu'il exprimait par des négations et par des blasphèmes. Ces négations et ces blasphèmes partaient de ses mains comme des flèches, visaient d'abord la Bible, qui est la base de toutes les croyances monothéistes; visaient ensuite, dans la religion chrétienne, le catholicisme, qui est la croyance la plus ancienne et la croyance fondamentale; visaient aussi toutes les Eglises hétérodoxes et schismatiques sans exception; visaient enfin la philosophie qui a commenté et divulgué ces principes spiritualistes de l'existence de Dieu, de la liberté de l'homme, de la substance spirituelle de l'âme humaine et de l'immortalité de la vie dans un autre monde.

« Chrétiens, disait Heine en raillant les traditions bibliques, vous devez croire à tout ce que je crois, mais moi je ne suis pas tenu de croire à ce que vous croyez. »

Quand il passait l'été à Cologne, il avait coutume de faire la sieste sur un banc de la cathédrale, et, au réveil, sous la fraîcheur des voûtes de cette église, il se plaisait à dire : « Quelle religion d'été délicieuse que le catholicisme! » Certain jour, il aperçut un petit âne qu'un paysan cruel bâtonnait : « Souffre, souffre, dit-il en s'adressant au pauvre animal, pendant que tes parents mangent en paradis le grain dont on te prive. » Mais toutes ces incroyables atrocités de son génie, qu'il dirigeait contre les choses les plus sacrées et les plus respectables qui fussent au monde, contre les croyances dogmatiques, en un mot,

n'étaient rien comparées aux écrits par lesquels il attaquait les idées philosophiques modernes et les penseurs les plus inspirés du siècle. En matière de religion, le respect universel professé par l'Humanité pour les prophètes et les rédempteurs, le retenait quelquefois; mais, en matière de philosophie, contrairement aux maîtres qui défendent avec acharnement leurs opinions contre les contradictions des prêtres de toutes les églises et des fidèles de toutes les sectes, il se débarrassait de tout scrupule, non seulement en maudissant les idées philosophiques, mais encore en outrageant les philosophes dans leurs personnes et dans leur vie. « Je me crois tout permis, avait-il coutume de dire, depuis que mon maître Hegel m'a prouvé que j'étais moi-même un dieu en chair et en os. » Et aussi : « On dit que Schelling distribue des hosties à Munich, mais s'il en distribue, il ne peut distribuer que des hosties empoisonnées. » Et encore : « Dans le Paradis des luthériens, les tournesols sont des pâtés et les oiseaux y tombent sous vos pas tout cuits et tout truffés avec du thym au bec. » Puis, ce sophiste, qui se moquait, avec son immense légèreté, constamment, de toutes les idées qui animent les problèmes sociaux, même en politique, soutenait avec un amour exalté, avec une éloquence tout hellénique, avec une grâce vraiment aristophanesque, une grâce digne des premiers libellistes, une grâce à la Camille Desmoulins, tous les principes libéraux et démocratiques, dans sa lutte à mort contre la tyrannie historique et ses odieux tyrans : « Nous avons en Allemagne trente-quatre rois, s'exclamait-il, et nous appelons patrie la terre sur laquelle ils règnent par droit divin! »

Je ne dirai jamais que Heine fût un homme d'Etat, en politique, non, mais il fut un voyant. Il lui manquait absolument la mesure et la circonspection, c'est-à-dire le double art d'apprécier les événements et de regarder autour de soi l'art qui caractérise les vrais hommes politiques; mais s'il lui manquait ces qualités secondaires, subordonnées, il possédait à un haut degré les qualités créatrices, c'est à-dire la sensibilité toujours en éveil, l'intuition prophétique, la flamme de l'éternelle passion, l'éclair d'idées, dont le resplendissement augmentait l'ombre avec laquelle il avait coutume de les voiler, l'art de trouver des analogies entre les objets les plus disparates; en résumé, il était doué de tous les dons qui constituent ce quelque chose de mystérieux et d'indéfinissable qu'on appelle génie.

Et n'étant pas un véritable homme d'État, il apparaît comme un prophète en politique. Il annonça l'unité allemande bien avant qu'elle se réalisât; il annonça jusqu'au sang qu'il fallait verser pour le triomphe d'un principe caressé par tous les purs Allemands. Il décrivit, bien avant qu'elle eût lieu, avec des touches apocalyptiques, l'invasion prussienne en France. Stipendié par les hommes politiques français durant la Monarchie de Juillet, il prophétisa, dans ses correspondances payées par la Monarchie, l'avènement de la République telle qu'elle surgit de la Révolution de Février 1848. Il dit comment les monarchies étaient destinées à progresser avec des ministres républicains et les républiques à rétrograder avec des gouvernements monarchiques, les républiques ayant besoin d'un frein comme les monarchies ont besoin d'impulsion. L'âme

de Heine était, à la vérité, une âme multiple et variée; mais, avec cette variété et cette ondulation, elle restait une âme de poète. Je ne connais rien d'aussi profondément poétique que le quatrain où Heine peint l'arbre boréal chargé de neiges éternelles et se souvenant, comme en des rêves végétaux, du palmier captif et incendié par le soleil des déserts lybiques. Quel singulier homme! Les Français qui le recherchaient et l'admiraient beaucoup, ne purent lui pardonner d'être né allemand, et les Allemands, de leur côté, ne peuvent pas encore lui pardonner d'avoir été Français d'adoption. Néanmoins, son âme avait l'universalité propre à la race qui a répandu, par ses prophètes, ses orateurs et ses généraux, le culte religieux de l'idée monothéiste. Par le moyen d'une telle vertu, il comprenait notre Romancero populaire et notre miraculeux théâtre comme un Espagnol; il parlait de Shakespeare comme l'Anglais le plus enthousiaste de sa patrie en aurait parlé; il s'extasiait devant les vers de Camoëns comme un écrivain de la Lusitanie; il souffrait de la philosophie nuageuse de l'Allemagne et mêlait à ses pensées profondes des clartés latines. Et, avec tous ces caractères objectifs qui auraient pu le rendre capable d'une épopée humanitaire et philosophique comme celle que tenta Gœthe dans la seconde partie de son Faust, il apparaissait bon sémite, le plus subjectif poète de notre poésie lyrique, le mieux doué pour suggérer des idées et des croyances, bien qu'on l'appelât le Railleur de l'idée comme on appelait Sellamó al Calavera, don Juan le Railleur de Séville, et il suggérait des idées et des croyances toutes les fois que son génie et son style s'élançaient sur les ailes de la vraie poésie, pour essayer d'atteindre au sublime de l'art.

L'Allemagne n'aime pas Heine parce qu'elle se plaint d'avoir été cruellement maltraitée par son acerbe satire; de même, l'Angleterre n'aime pas Byron parce qu'il l'a maltraitée dans ses traditions et ses mœurs. Mais, avec tous leurs défauts, ces deux génies appartiennent à l'Humanité, dont ils illustrent les annales. Durant les jours créateurs de la Révolution universelle, les Titans français qui assaillirent l'Olympe de la réalité pour renverser les faux dieux, montrèrent comment on ouvre une ère nouvelle en concédant le titre de citoyens libres, de citoyens d'un régime républicain, à Kant, Klopstock, Schiller, à tous ceux qui avaient lutté pour les droits de l'Humanité. Avec ces génies divers, Heine appartient à tous les temps parce qu'il sut croire et crut en la liberté.

Mais, puisque nous parlons de poésie allemande, aussi bien allons-nous parler un peu de musique allemande dans ces articles où nous prétendons passer brièvement en revue le mouvement général de l'idée contemporaine. Si Heine fut un extravagant pour son temps, le célèbre philosophe Niestzche, l'est encore plus pour le nôtre. En ces temps de foi vive comme l'étaient ceux du poète allemand Heine, ce dernier opposait ses doutes moqueurs aux sciences; et, en ces temps de concentration sociale comme sont les nôtres, le philosophe allemand Niestzche oppose au socialisme intuitif contemporain une individualité exagérée, presque sauvage, assez analogue à celle que notre divin Calderon de la Barca a décrite dans « la Vida es sueño » (la Vie est un songe). Ainsi donc, l'astre qui guidait dans ses recherches le philosophe,

devenu fou pour son malheur et le nôtre, en pleine maturité d'intelligence, dans la période et pour le but qu'il caressait comme les fins naturelles de son esprit et de ses efforts, était l'idée d'un homme supérieur à l'homme, qu'il appelait le supra-homme et qui devait dériver de l'homme comme celui-ci, d'après les naturalistes les plus compétents, dérivant du singe, ne serait, dans le monde organique, par conséquent, qu'un supra-singe. Et pour contribuer à la formation de cet architype, le supra-homme, destiné à transformer l'espèce humaine en espèce surhumaine, Niestzche voulut se prévaloir de l'art le plus compréhensible pour tous, de l'art musical. En effet, la poésie et la musique se tiennent de la même manière que les notes du pentagramme avec les couleurs du prisme.

C'est ainsi que le « Guillaume Tell » de Schiller servit au poème lyrique de Rossini, que le « Faust » de Gœthe servit au poème lyrique de Gounod, que le célèbre roman de Walter Scott, « les Puritains », servit au poème lyrique de Bellini, que la merveilleuse production du duc de Rivas, « Don Alvaro », servit au poème lyrique de Verdi. Le seul compositeur éminent, à la fois poète et musicien, qui ait mis ses propres œuvres en musique, fut l'immortel Wagner dont le génie, en dépit de la résistance qu'on met à le proclamer, doit être placé dès aujourd'hui au rang des esprits les plus élevés de l'espèce humaine considérée dans l'ensemble de son développement. Eh bien ! Niestzche voulut recourir au musicien-poète par excellence pour ciseler le supra-homme futur, et produire ainsi une âme individuelle parfaite, capable de servir dans l'avenir à la génération de l'espèce surhumaine, que la philosophie seule aperçoit aujourd'hui, mais que l'histoire enregistrera demain. C'est pour cela que Wagner fut, pendant longtemps, l'idole de Niestzche. L'universalité des idées manifestées dans son « Tannhauser » et la coupure artistique de son « Rienzi », donnèrent au penseur l'espoir que le musicien lui servirait pour la création de son prototype, d'où sortirait l'espèce surhumaine qui, relevée dans son système nerveux par la musique et la poésie, aurait l'art et la science pour religion, le globe soumis à sa volonté pour temple, et le ciel de l'idéal semé de pensées lumineuses pour espérance. Mais, après la guerre franco-allemande, Wagner s'étant montré catholique réactionnaire dans son « Parsifal », patriote exclusiviste dans « l'Or du Rhin », et royaliste dans sa vie de courtisan, Niestzche mettait l'âme du grand compositeur dans l'enfer de la réaction anathématisée par le progrès universel et indéfini qui devait changer l'homme d'aujourd'hui, en supra-homme futur, et l'espèce inférieure dérivée du singe en une espèce supérieure dérivée de l'homme.

Il y a, parmi les animaux de notre espèce, des hommes si démesurément développés et avancés dans l'échelle progressive de l'être, qu'ils rompent les mystères du silence et des ténèbres avec leurs têtes plongeant dans les hautes régions, et faisant naître la lumière de l'immense obscurité, si bien que Niestzche s'imagina un jour que Wagner appartenait à cette classe d'êtres; puis, quand il le crut patriote exclusiviste, et fanatique réactionnaire, il le chassa pour toujours de son Eglise, brisa même entre eux une amitié vieille de nombreuses années, amitié dont

les tendres et mutuels effets avaient été pour tous deux un vrai bonheur et un honneur réciproque. Or, en voyant cette œuvre de progrès humain suspendue par la mort ou l'insuffisance de Wagner, et par la triste folie de Niestzche, un nouveau poète compositeur caresse aujourd'hui l'entreprise de la continuer en écrivant un poème symphonique intitulé : *Le supra-homme et la surhumanité*. Je souhaite que Dieu lui permette de mener à bonne fin un projet où échoua Niestzche. Mais que le nouveau poète veuille bien se rappeler que la Tour de Babel reste démantelée, que Nabuchodonosor n'a pas recouvré la raison, et qu'Icare gît encore sur le sol, parce qu'on ne peut pas dépasser les limites signalées au genre humain, sans tomber dans la démence et dans la mort.

La question orientale, qui traverse en ce moment une crise suprême, se présente à nous sous divers aspects intéressants. La Turquie, excitée par l'Europe entière contre la Grèce, réclame aujourd'hui le bénéfice de ses combats et de ses conquêtes à ceux-là mêmes qui la déterminèrent avec leurs conseils et leurs encouragements à combattre et à conquérir.

Le monde chrétien, pour témoigner de son unité intérieure, se forma en confédération en face du monde musulman qui, lui aussi, est un par ses dogmes sinon par ses gouvernements. Cette confédération eut, dans ses entreprises, des destins variés; elle a existé, d'ailleurs, depuis le onzième siècle jusqu'à nos jours en perpétuelle métamorphose avec des formes différentes. D'abord, les Croisades furent un premier résultat de cette confédération où entraient des rois et des peuples. Une seconde conséquence d'une telle confédération se produisit ensuite avec la terreur qui s'empara des âmes chrétiennes lorsque la Serbie et Constantinople tombèrent au pouvoir des Turcs; et, si cette terreur ne fut pas assez forte pour donner naissance à une croisade pareille aux Croisades du moyen âge, elle le fut du moins assez pour entraîner les souverains de la chrétienté à lutter continuellement contre les Turcs depuis Kossovo jusqu'à Lépante et depuis Lépante jusqu'à Navarin. Les monarques très chrétiens qui composaient cette fédération religieuse, voire même les papes, eurent parfois des hésitations, voire même des égards, pour les sultans despotes avec lesquels ils caressaient des projets diplomatiques; mais, en dehors de là, l'expulsion des Turcs du territoire oriental européen, où le Croissant ne peut se perpétuer sans déshonneur pour la Chrétienté sur la flèche des minarets de Sainte-Sophie, a toujours été le thème commun de tous les efforts qui ont pour objectif l'Europe aux Européens. Le sentiment chrétien, distribué entre les races fondamentales qui se partagent l'Europe, après que les schismes d'Orient et d'Occident eurent rompu l'esprit d'unité religieuse représenté par le catholicisme, demeura entier et plana intact au-dessus des schismes pour ameuter contre les Turcs de vastes coalitions qui, si elles étaient moins bruyantes que les Croisades par leur aspect extérieur, étaient au fond bien plus solides et bien plus persévérantes. Tous, Grecs et Esclavons de l'Eglise orientale; Allemands, Scandinaves et Anglo-Saxons des Eglises réformées; latins de l'Eglise catholique, tous, nous sommes dans les mêmes idées et dans les mêmes sentiments à

l'égard de la Turquie et des Turcs. Quand, par suite de circonstances fortuites, les deux grandes nations occidentales, la France et l'Angleterre, prirent fait et cause pour les Sultans contre les populations de la Thrace, elles furent déçues dans leurs espérances, car, leur intervention, au lieu de favoriser les intérêts du Sultan, réduisit son Empire, sur notre continent, à cette région vague et incertaine appelée Anatolie, et suggéra aux peuples chrétiens du Danube, la Roumanie, la Serbie et la Bulgarie, l'idée de leur autonomie respective qu'elles finirent par obtenir plus tard.

Toute idée religieuse, comme toute idée métaphysique, produit, à la longue, un mouvement politique, transcendental aux sociétés dans leurs développements respectifs; et les premiers thaumaturges de notre calendrier se présentent à nous comme les grands moteurs de l'unité chrétienne et les grands ennemis du monde musulman, aussi bien dans leurs prières que dans leurs œuvres qui, dans la réalité et dans l'histoire, semblent légendaires et miraculeuses. Elle apparaît miraculeuse, en effet, la facilité avec laquelle saint François d'Assise obtint du Sultan d'Egypte l'autorisation de fonder un monastère franciscain à côté du Saint-Sépulcre; elle apparaît non moins miraculeuse la présence à Jérusalem de Saint-Ignace dans le but de s'en emparer avec ses seules forces individuelles, au nom du catholicisme; elle apparaît également miraculeuse cette idée de Colomb tendant à réaliser la conquête du territoire sacré de la Palestine. Ce thaumaturge laïque, dans ses rêves mystiques de prophète et dans ses calculs arithmétiques de négociant, envisageant l'entreprise au double point de vue religieux et commercial, entrevoyait des montagnes d'argent, des fleuves d'or, des navires de perles, des filons de brillants et d'émeraudes qui lui procureraient les moyens de rebâtir la ville de Godefroy sur le Jourdain, et la ville de Constantinople sur le Bosphore. Or, ce sentiment hostile à la Turquie n'allait pas, surtout dans les derniers temps, sans être accompagné d'un sentiment favorable à la Grèce. Le sentiment général et l'idée universelle qui prédominaient au commencement de notre siècle, à l'heure où le Verbe divin des plus belles conceptions aspirait à se faire chair humaine, étaient que la Turquie fût limitée au vieux monde asiatique et que la Grèce s'étendît des îles de l'Asie Mineure chantées par Homère aux frontières adriatiques reflétant la croix grecque. Qui eût dit alors que la première confédération diplomatique qu'aurait formée l'Europe se serait traduite en une excitation de tous les gouvernements en faveur de la Turquie et en une menace à peine croyable contre la Grèce afin que celle-ci consentît à ramener ses frontières en deçà du défilé de Tempé et du cours du Pénée, pour abandonner l'Olympe de ses dieux et les temples sacrés de nos arts au pouvoir des Tartares et des Mongols?

Quand des erreurs très graves se mêlent à la politique, on n'en note la gravité qu'après les faits accomplis. C'est ainsi qu'on se trouve frappé aujourd'hui par l'idée réactionnaire mise en pratique par Guillaume II, qui soutint le despotisme turc parce qu'il représentait la stabilité sous son grossier aspect, et se dressa contre le libéralisme grec parce qu'il représentait le progrès et que ses victoires pouvaient entraîner

tous les peuples qui sont tous solidaires, à lutter pour le progrès, — car quiconque brise une chaîne quelque part, brise toutes les chaînes dans le monde. C'est grâce à cet encouragement que la Turquie se permit de mettre en œuvre tout ce que son fanatisme lui dictait au sujet de l'Arménie, de l'Anatolie, de la Crète, et de se jeter aux travers de la stabilité de son empire, qui couve tant de révolutions profondes en dépit d'un pouvoir absolu qui prétend arrêter le mouvement de la terre et s'aveugle au point de méconnaître les réformes indispensables au bien-être de ses peuples. Un tel aveuglement a fait passer Marie Stuart, Charles I[er] et Louis XVI, du trône à l'échafaud, et la mémoire universelle, à cause de cet aveuglement coupable des rois, a absout leurs bourreaux. Les mains audacieuses du jeune César allemand dirigèrent, contre les Grecs, les Ottomans, qui s'imaginèrent alors, leurs barbares triomphes étant de cette façon justifiés à leurs yeux, être autorisés à marcher de victoire en victoire jusqu'à Athènes, pour de là menacer toute la chrétienté d'un esclavage universel. Mais la politique turque étant la politique de la force, rien ne démontre autant son impuissance morale que le tyran qui, parce qu'il aperçoit du haut de son trône les gens très petits au-dessous de lui, caresse l'espoir de soumettre tous les hommes au joug de son incontestable omnipotence. Dès que les peuples virent le Turc en Thessalie, ils le menacèrent par leurs gouvernements, et le Turc s'arrêta.

J'ai, sous les yeux, le Livre jaune où la Chancellerie française a réuni les documents relatifs au conflit turco-grec. Je les ai parcourus attentivement et j'ai acquis la conviction de la responsabilité directe de la Turquie, et de la responsabilité indirecte de l'Allemagne dans la récente guerre. Dans sa dernière croisade en faveur des peuples chrétiens des Balkans, la Russie souleva l'île de Candie. Cette situation amena le rachat de la Bulgarie, l'indépendance de la Serbie et de la Roumanie, l'agrandissement de la Grèce, pendant qu'elle plaçait la péninsule dans l'horrible alternative de provoquer une guerre civile dévastatrice, ou d'accepter la constitution d'Halepa, dont la Russie confia la garde au Sultan, ce qui revenait à confier un troupeau non au berger, mais au loup. Le Code constitutionnel alors s'en alla en pièces et les Crétois, désespérés, ne purent que se résoudre à patienter en attendant l'heure de la revanche. Quand vint le conflit arménien, chaque peuple dépossédé de son droit par la violence pouvant en appeler aux armes, les Crétois se soulevèrent, et ce ne fut pas inutilement, car le Sultan céda, rétablit la constitution d'Halepa, et nomma administrateur de l'île un gouverneur chrétien du nom de Carathéodori. Par la réalisation d'un tel accord, en mil huit cent quatre-vingt-quinze, l'avenir paraissait sourire à la Crète. Mais le Sultan, obstiné dans ses projets criminels, fit le possible et l'impossible pour rendre illusoire le pacte intervenu en tyrannisant ce petit peuple affamé. La Constitution ne fut jamais observée, le gouverneur jamais obéi. Des assassinats ordonnés par le Sultan furent perpétrés par des gendarmes turcs, sans autre objectif que celui de démontrer l'inutilité d'une Constitution moderne en Crète, l'inanité d'un gouverneur chrétien et l'incapacité des Crétois à se gouverner eux-mêmes. Carathéodori déclina la mission

qui lui avait été confiée en voyant l'impuissance de l'Europe devant les massacres des chrétiens en Arménie et en Asie Mineure, et il fut remplacé par Turkan-bey, que nous avons connu ambassadeur de la Sublime-Porte à Madrid, où il jouissait de l'estime générale à cause de son intelligence et de son aménité. Natif d'Albanie, mahométan de religion, Turkan-bey confondait ses qualités naturelles et personnelles avec les avantages que lui assuraient une instruction supérieure et sa réputation européenne, de telle sorte que, aux yeux des Chrétiens, il passait pour trop favoriser les Turcs et aux yeux des Turcs pour trop favoriser les Chrétiens. C'est alors qu'éclata, en Crète, cette insurrection qui n'est pas encore apaisée. Dès mil huit cent quatre-vingt-seize, l'Autriche, voulant rendre justice aux chrétiens de l'île, soumit à l'Europe un *modus vivendi*, mais l'Allemagne s'y opposa. Cependant, une sévère observation de la Constitution d'Halepa permit d'arriver à une entente. Mais, à peine l'île fut-elle pacifiée, que les musulmans renouvelèrent leurs troubles et leurs crimes à l'instigation des gouverneurs impériaux. La Crète, poussée à bout, se souleva en masse et le soulèvement fut formidable. Une sorte d'intelligence européenne s'ébaucha alors, mais non sans que l'Allemagne y résistât et s'y opposât. La première preuve palpable d'un tel accord, fut l'organisation d'une garde nationale européenne qui ne servit à rien. Quand le roi de Grèce vit cela, il exposa aux puissances que si le courant européen n'arrivait pas à réprimer immédiatement les insolences des Turcs, il ne pourrait empêcher les Grecs de s'emparer de la Crète. L'empereur d'Allemagne demanda alors, en son langage turcophile, qu'il fût permis à la Turquie de pacifier elle-même la Crète pendant que l'Europe, de son côté, bloquerait la Grèce. L'Europe répliqua qu'elle n'avait pas de motif pour bloquer la Grèce, mais qu'elle pouvait bloquer la Crète pour interposer son autorité entre les chrétiens et les musulmans, afin d'abréger l'insurrection et empêcher la guerre. Mais l'Allemagne réserva son opinion et se refusa à envoyer, dans les eaux crétoises, son contingent de navires et d'armes. Durant ces pourparlers, la Grèce accourut au secours de la Crète et la Turquie attaqua la Grèce. Voilà comment prit naissance et se développa la dernière guerre.

Cependant, à la fin, l'opinion rationnelle et le sentiment public, réussirent à déjouer les manœuvres de l'empereur d'Allemagne, et à arrêter les victoires du calife de Byzance. Celui-ci a vainement promené son triomphe de la Macédoine en Thessalie, franchi les frontières de la Grèce, violé l'intégrité du territoire ennemi, répandu la panique parmi les troupes chrétiennes en les délogeant de Larissa, arboré l'étendard du Croissant dans les champs de la Thessalie si propice aux tyrans, réduit le peuple grec à placer ses espérances dans ses navires comme aux temps de Salamine, et à se défendre dans les défilés des Thermopyles, comme aux temps de Léonidas et de ses trois cents Spartiates; il a dû, réduit au rôle de chien de chasse, lâcher sa proie, bon gré mal gré, sur l'ordre d'un esprit impossible à conjurer, sur l'ordre de l'Europe. C'est en vain que l'infâme vainqueur invoque, comme raison de ses victoires, les conseils de son grand-vizir qui déclare ne

pouvoir répondre de la tranquillité de l'Empire, si un pouce de terrain conquis est restitué, la menace de démission du général Edhem-pacha, qui prétend être dans l'impossibilité de revenir à Constantinople avec une armée victorieuse sans les dépouilles dues à son triomphe, la prédication des ulémas dans les mosquées se plaignant que le Sultan renonce aux fruits de sa conquête, comme si cette conquête était une déroute, ses efforts s'évanouissent comme s'évanouirent les efforts de Julien l'Apostat en lutte contre le pauvre Galiléen, ce vainqueur des vainqueurs, parce que, de ses mains clouées sur la croix, il rompit les fers de l'implacable destin, du générateur de la servitude universelle, et, avec la liberté, l'égalité et la fraternité, fit connaître le royaume de Dieu à notre espèce et à notre planète.

Une indemnité insignifiante, une légère rectification de frontières, le maintien de l'ancien code international des capitulations, satisferont l'orgueilleux conquérant qui devra se convaincre, et convaincre son impérial complice, le roi des rois chrétiens, que, désormais, il ne suffit plus de tenir un sabre victorieux pour triompher, mais qu'il faut encore un atome de justice, si minime soit-il, et servir en quelque sorte la cause impérissable du progrès humain. Et ce qui vient d'arriver à la Turquie, en Grèce, lui arrivera un jour en Crète. Cette merveilleuse île, placée au centre du cœur de notre Méditerranée, fait entendre ses plaintes à l'Europe entière. Cette dernière, dédaignant d'accorder deux principes aussi incompatibles que l'intégrité de l'empire turc et l'indépendance du peuple crétois, s'est prévalue d'un expédient qui ne satisfait pas tout le monde, mais qui tend à unir l'île à la métropole dans un avenir meilleur. La Crète restera sous l'autorité nominale du Sultan, mais elle obtiendra son autonomie réelle avec, pour gouverneur, un homme d'Etat européen, choisi par les puissances chrétiennes.

Ce choix d'un homme d'Etat pour l'administration de la Crète autonome, à cause précisément de la rareté du cas dans les annales de la diplomatie moderne, nécessite de mûres réflexions. Il est de tradition dans les hauts conseils de l'Europe, lorsque les protocoles diplomatiques ont constitué une nationalité, d'appeler au gouvernement de ce peuple un prince de sang royal, généralement né sur les marches d'un trône, dont les ambitions ont été déçues ailleurs, et dont la soif du pouvoir reste inextinguible. Quand on fonda la Grèce, on lui donna pour la gouverner un infant catholique de Bavière ; quand on fonda la Belgique, on lui donna un prince allemand de la secte de Luther, indiquant, par cet acte, qu'on voulait accomplir une révolution religieuse ; quand on fonda la Roumanie, on lui donna un Brandebourg, un étranger, pour le substituer à un prince danubien ; quand on fonda la Bulgarie, on lui donna d'abord un Battenberg, qui fit son entrée dans les fourgons de la Russie, ensuite un Cobourg qui fut à la solde de l'Autriche. Quand les questions britanniques surgirent, des prétendants royaux se présentèrent, laissant à croire que leur arrivée serait le signal d'un véritable triomphe. Il se présenta, d'abord, un prince danois qui était le frère du roi George de Grèce, ensuite un prince Napoléon Bonaparte qui était le représentant de la célèbre seconde branche de

l'Empire français, et tous deux s'imaginèrent que l'Europe allait s'empresser de leur forger un diadème splendide pour les sacrer monarques régnants. Hélas!... Le désir de régner est si grand chez les princes de sang royal que l'un d'eux, du rang et du caractère du duc d'Edimbourg, a abandonné, avec le titre d'amiral anglais, un véritable empire sur les mers, pour accepter d'être un roi minuscule dans une principauté allemande, où il n'a, pour ainsi dire, pas d'autre territoire que les espaces occupés par sa propre habitation et celle de ses courtisans, pas d'autre escadre que les barquettes de ses lacs, pas d'autre armée que les ustensiles de ses cuisines.

Le gouverneur choisi aujourd'hui par la diplomatie pour le gouvernement de la Grèce est un républicain d'une intelligence lumineuse et d'un grand caractère, c'est mon ami Numa Droz, qui dirigea longtemps la Suisse dans le Conseil fédéral. C'est une étrange institution que ce Conseil! Modifiable à de courts intervalles, chaque membre éligible et rééligible pour deux ans, il se renouvelle dans les formes et aux époques fixées par la constitution qui est inamovible, comme le serait la constitution d'un gouvernement à vie. Il est issu du Parlement et le Parlement le perpétue dans de telles conditions qu'il comprenait encore des membres nommés pour la première fois en quarante-huit lorsque je fis, il y a quinze ans, le voyage de Berne, où je connus Numa Droz que le Conseil fédéral venait de choisir pour Président, et, par conséquent, comme Président de la Confédération helvétique. C'est la forme que revêt le pouvoir exécutif dans une telle Constitution. Et Numa Droz, qui fut délégué fédéral à Berne très jeune par le canton de Neuchâtel, grandit, et s'instruisit sur les marches du pouvoir. C'est un conseiller très écouté qui possède l'estime de toute la représentation fédérale. Autrefois radical pendant ses luttes contre les prétentions prussiennes sur son canton de Neuchâtel et la domination d'une oligarchie renversée par les lois, mais doux dans ses mœurs et modéré dans les questions religieuses, Numa Droz est aujourd'hui un républicain, un démocrate, un conseiller fédéral conservateur.

Et je l'appelle conservateur, parce que les innovateurs de sa patrie se trouvent parmi les collectivistes. Les collectivistes croient faire prospérer les systèmes anarchistes; en réalité, ils ne font que faire prospérer les idées césariennes. Grâce à cette contradiction, on s'explique que, désireux d'arracher au gouvernement la direction de la société, ils lui livrent les droits de l'individu et leur racine terrestre, la propriété privée, confondant l'État avec la société et la société avec l'État. Ainsi, les véritables physiologues des sociétés contemporaines qu'on appelle socialistes, ne se présentent pas sous ce nom, ni sous celui d'amis de la société qu'ils détruisent, mais sous le nom d'amis de l'État qu'ils violentent et exagèrent. En français, on rend cette nouvelle forme d'infirmité politique par le mot de *Étatisme*, qu'il n'est possible de traduire en espagnol que par cet autre mot, *Estadisme*, que mes compatriotes accepteront difficilement. Et Droz se trouvant à la tête d'un peuple dont la liberté est illimitée et dont la démocratie est directement placée sous les auspices d'une République fédérale, s'est vu contraint, par le

cours des idées qui est parallèle au cours des faits, de combattre tous ceux qui veulent faire avec une telle substance sociale et un tel organisme, un Empire comme celui que Bismarck a fondé et un gouvernement puissant et omnipotent comme celui qu'exerce à l'heure présente Guillaume II. Or, c'est à cette lutte qu'il a engagée, d'abord contre les Césars envahisseurs de sa patrie qu'ils renient, à celle qu'il a engagée ensuite contre les oligarchies dressées sur cette constitution qu'ils corrompent, à celle qu'il a engagée enfin contre les partisans d'une centralisation césarienne et d'un régime qui aurait moins les apparences d'une République que celles d'un Empire, que Droz doit l'honneur d'avoir été choisi par les gouvernements européens pour gouverner un peuple naissant. Les Crétois pourront considérer Droz pour sa science, mais, ce qui vaut mieux, ils pourront le considérer pour sa conscience.

Il fut un temps où, dans le parti républicain espagnol, on se disputait sans trêve sur la question, de caractère scientifique et étrangère à la politique quotidienne, de savoir si nous devions déclarer consubstantiel ou non-consubstantiel avec la forme républicaine, le développement d'une fédération imposée non par les conceptions et les vœux d'un peuple actif et libre, mais par les idées objectives de la pensée abstraite.

Les uns disent que le principe fédératif est consubstantiel à la République; mais les autres disent le contraire, en montrant la France en République sans fédération, et l'Allemagne, l'Autriche et la Russie en monarchie avec fédération. Il est inutile de dire que ce bref parallèle justifiait le raisonnement de ces derniers, c'est-à-dire des unitaires. Ils auraient dû ajouter que pendant que la République française, seule nation unitaire philosophique et révolutionnaire, — la Suisse ayant une autre origine et d'autres caractères, — pouvait montrer au monde la plus puissante nationalité libre qu'on connût, les empires fédératifs allemand, surtout l'autrichien, se trouvaient en voie de dégénération et de dissolution. Non, un Etat comme l'empire d'Allemagne n'est pas une nation; une agglomération de races hostiles, comme celles qui composent l'Autriche et la Russie, n'est pas une nation. Un peuple libre, uni, qui se gouverne, s'organise et se dirige lui-même seul est une nation. Ce n'est pas un effort de Louis XIV, dont le pouvoir absolu laissa hors de la patrie commune le Comté d'Avignon sous la domination des Papes et les fiefs d'Alsace sous la tutelle des Empereurs, qui constitua l'unité et la nation françaises, ce fut un sublime élan de la Révolution en annexant le Comtat Venaissin et en passant le niveau de l'égalité sur les restes de la monarchie de Bourgogne, des duchés de Provence, des fiefs d'Allemagne et des anciennes divisions territoriales. Elle eut l'inspiration géniale de subdiviser la France en départements en les subordonnant à un gouvernement central comme les nerfs et les muscles sont subordonnés dans le corps à la tête, faisant ainsi de ce pays un État puissant avec la République française qui déclara une guerre éternelle aux aristocraties et aux tyrans. Comparez la France d'aujourd'hui aux Antisémites de Vienne qui s'efforcent de restaurer les colères et les persécutions religieuses du vieux temps; aux Croates, qui soupirent après un gouvernement autonome et séparé de tout contrôle; aux Transylvains et aux

Madgyars qui sont unis en apparence par les lois, mais séparés en réalité par les sentiments; aux Polonais mi-Slaves au souvenir de leurs aïeux, et anti-Slaves au souvenir du despotisme russe qui pèse sur leurs frontières; aux Tchèques de Bohême, qui rêvent une union avec la Hongrie, et aux Allemands de Bohême, qui rêvent de séparer, dans l'empire de Guillaume II, l'élément allemand et l'élément prussien; aux Moraves, qui se rapprochent des solutions Slaves; aux Tyroliens, qui ont un penchant pour l'Allemagne, s'ils appartiennent au versant nord des Alpes et un penchant pour l'Italie s'ils appartiennent au versant sud de ces montagnes; aux Dalmates, qui se souviennent du temps où ils vivaient unis sous l'autorité de Byzance; aux Vénitiens, aux Bosniens, aux Albanais, qui se souviennent du temps où ils vivaient unis sous la soumission des Turcs, à cet assemblage de races qui s'étendent des monts Karpathes à la mer Egée et à la mer Adriatique, dans ce pandémonium qu'on dénomme Autriche, cet empire placé, non point à la tête d'une armée fidèle et obéissante, mais à la tête de cent armées indociles qui se font les unes aux autres une guerre acharnée et perpétuelle.

Le but social assigné par les lois historiques aux empires allemands, n'a jamais consisté à former des nations, mais à faire coexister ensemble des tribus plus ou moins nombreuses, voisines ou annexées, et à les défendre toutes contre une invasion étrangère, contre une invasion de la France à l'Ouest, contre une invasion de la Russie au Nord-Est, et contre une invasion de la Turquie au Sud-Est. L'Empire catholique et méridional des Hasbourg remplit ce ministère pendant un certain temps, aujourd'hui il remplit le même ministère en Orient, après avoir déposé, entre les Brandebourg luthériens du Nord, la couronne de fer, le sceptre de Charlemagne et les anciens attributs du Saint-Empire allemand. A la vérité, autrefois, il était aisé aux Empereurs de remplir, du haut de leur trône, un tel ministère politique, comme, d'ailleurs, toute autre fin sociale, parce que les diverses tribus qui se trouvaient réunies à l'ombre de leur sceptre restaient dans une mobilité absolue et dans une béatitude patriarcale; mais aujourd'hui, il n'en est plus de même, parce que ces mêmes tribus aspirent à se constituer en nations et à se gouverner selon une constitution spéciale, afin que les deux formes de l'activité humaine, la liberté de la pensée et la liberté du travail, puissent s'exercer sous un droit démocratique commun, de nature à laisser aux hommes et aux peuples la liberté de développer leurs facultés natives et d'accomplir leurs fins historiques.

Ainsi, par exemple, alors que la Bohême, la Hongrie et la Croatie se croyaient être seules élevées au rang d'Etats, avec les formes appropriées au régime patriarcal auxquelles elles étaient soumises, il était on ne peut plus facile, à l'aide de liaisons royales ou de cessions décrétées à la suite de conquêtes territoriales et d'héritages princiers, d'entrer dans le cercle de l'empire de Charles-Quint, et de se prévaloir de sa force, à la condition, toutefois, de lui apporter en échange des contingents de troupes pour le défendre en commun contre les Turcs menacés, d'un côté, par les Cosaques, et, de l'autre, par les Mongols, dans cette fermentation de sangs variés et cette agglomération de races opposées qui formaient

comme les levains de la vie mystérieuse, comme les germes des futurs Etats et des futurs gouvernements dans l'énigmatique et indescriptible Orient. Mais, du jour où ces tribus ne se contentèrent plus de vivre sur leurs territoires respectifs en paix avec un pouvoir d'origine antique et lointaine, et se sentirent des aspirations à se constituer en nationalités sur ces mêmes territoires qui, auparavant, étaient des Etats, elles se virent inévitablement contraintes à proclamer leur existence nationale et à se séparer les unes des autres, mais en reconnaissant cependant qu'elles ne seraient indépendantes que lorsqu'elles seraient souveraines, l'empire patriarcal autrichien devant plutôt disparaître que de favoriser ces grandes aspirations qui étaient la négation de son autorité.

Et elles ne signifient pas autre chose qu'une prochaine dissolution de l'Autriche, ces deux aspirations capitales existant au sein même de l'empire d'aujourd'hui, celle qui prétend constituer des nations autonomes avec la Hongrie et la Bohême et celle qui prétend réunir les diverses races à leurs peuples d'origine : les Allemands à l'Allemagne, les Italiens à l'Italie, les Transylvains à la Roumanie, les Serbes à la Serbie, les Albanais à la Turquie, en constituant, avec les Croates, les Slaves et les Polonais, une grande Esclavonie du Midi qui se dresserait en face de l'Esclavonie du Nord, en face de la Russie. L'Histoire naturelle et l'Histoire humaine, quand elles traitent des évolutions physiques et sociales, montrent comment elles constituent en même temps un mouvement progressif et un mouvement réactionnaire. Il y a des Autrichiens qui songent à fonder en Autriche de nouvelles nationalités en s'appuyant sur un idéal philosophique et révolutionnaire, tandis qu'il y en a d'autres qui veulent fonder des nationalités en s'appuyant sur un idéal absolutiste et réactionnaire ; mais que les formes et les organismes du passé soient favorables à l'un ou à l'autre idéal, cela n'empêche pas que tous ceux qui les représentent réclament la séparation parce qu'ils se trouvent unis à l'Autriche seulement par des liens historiques qui se relâchent chaque jour, ou bien par des intérêts temporels qui vont chaque jour diminuant jusqu'à ce qu'ils disparaissent de la façon la plus complète.

L'Empereur, qui est aimé et écouté par ses peuples autant au moins que l'est la reine Victoria par les Anglais, est l'unique obstacle à ce divorce menaçant et irréparable. Il est aisé de régner parlementairement et constitutionnellement sur des races accidentelles, mûries pour un gouvernement autonome par leur science et leur expérience consommées; mais il est moins aisé de régner patriarcalement sur des fragments de races que le temps a annexées à l'Autriche sans parvenir à les identifier avec l'empire; sur des tribus qui primitivement avaient besoin de puissantes tutelles; sur des religions contradictoires qui vont des Eglises catholiques aux Eglises grecques, des communautés moraves aux sectes mystiques, de l'Evangile puritain à l'Islam belliqueux; sur un territoire dont tous les voisins se disputent avec acharnement les parcelles; sur deux classes de citoyens dont celle qui se croit progressiste rêve d'aller au socialisme et à la révolution, et dont l'autre, qui se croit conservatrice, rêve de retourner à l'esclavage et à la barbarie.

Quoique François-Joseph ait perdu, par sa rencontre avec les

Français dans les plaines de l'Italie, et par sa rencontre avec les Prussiens dans les plaines de la Bohême, la couronne de la Lombardie, la souveraineté de la Vénitie et la présidence héréditaire de la Confédération germanique, ses vassaux ne cessent de croire en son talent et en son étoile d'empereur qu'ils entourent d'un respect religieux. Mais ce culte qui se représente constamment dans toutes les questions autrichiennes et qui est reconnu par tous les historiens contemporains, n'empêche pas les difficultés de croître et de grandir jusqu'au point de rendre impossible l'existence de l'Empire et de ses innombrables races sous la tutelle impériale. François-Joseph ressemble au roi des légendes asiatiques. Enfermé dans une tour très élevée dominant un immense désert, inaccessible à tous les hommes et à tous les éléments, ce roi, qui se croyait dans une sécurité absolue, constata qu'une certaine nuit néfaste comme celles qui étendent à l'improviste leur drap funèbre sur le front des immenses empires en décadence, la mer avait tracé le sillon de son lit dans les plaines de sable et s'était avancée jusqu'au pied de son palais. Pour arrêter ses progrès et apaiser son courroux, le roi lui jeta d'abord son manteau, puis son épée, puis son sceptre, puis son anneau, ne se réservant que la couronne pour perpétuer le symbole de sa dignité royale; mais les eaux continuèrent à s'élever en rugissant et les vagues vinrent tourbillonner autour de sa tête jusqu'à ce qu'elles lui eussent emporté sa couronne dans leurs abîmes obscurs et leur sein bouillonnant. Or, chaque jour François-Joseph fait une nouvelle concession à la marée des passions bouillonnantes qui entourent son trône, et chaque jour cette concession en bat les marches, comme une mer qui monte en rugissant, jusqu'à ce que ses vagues le submergent, emportant dans leurs abîmes le diadème impérial.

Celui qui doute de telles affirmations n'a qu'à observer les événements récents et à juger. Quelques efforts que fasse François-Joseph, il ne réussira pas à renouveler le pacte avec la Hongrie dont le terme expire. Et il ne le renouvelle pas en apparence pour des raisons économiques, mais en réalité pour des raisons politiques, qui ont, pour mobiles, d'intenses passions révolutionnaires. Imaginez-vous que l'Angleterre se refuse à maintenir la constitution traditionnelle qui sert de base aux relations entre ses peuples et la Couronne, entre la Couronne et les Chambres, entre les Chambres et le gouvernement, quelle révolution! Eh bien! c'est quelque chose d'analogue à la constitution britannique qui représente le pacte entre l'Autriche et la Hongrie qu'on a établi sur une entité sociale supérieure comme base, à laquelle on a donné le nom de monarchie austro-hongroise. Il résulte de là que François-Joseph a deux ministères: l'un en Autriche et l'autre en Hongrie.

Le Ministère de Vienne demande au Ministère de Pesth qu'il augmente sa quote-part dans le budget commun, et le Ministère de Pesth, qui n'entend pas de cette oreille, reste sourd à toutes les propositions du Ministère de Vienne.

Dans cette querelle, où les intérêts de chacun sont en jeu, les deux chicaneurs marchent à la ruine commune. Un grand parti séparatiste se forme. Il marche au combat sous les ordres de l'héritier de Kossuth.

lequel se sent incapable de conserver à l'Empereur et à la grande œuvre de Deak leur vrai symbole par considération pour son glorieux père qui, ayant dévoré les multiples amertumes d'anciens désastres, savait apprécier à leur juste valeur les nouveaux triomphes. Le Ministère hongrois est présidé par Banffy, qui est partisan du *statu quo* et l'ennemi implacable de tous ceux qui cherchent à pousser son gouvernement vers la droite ou vers la gauche. Il veut arriver à une transaction à la fois avec l'Empereur et avec le tribun Kossuth, mais il n'obtiendra pas d'autre résultat que de s'affaiblir considérablement et à s'épuiser d'une manière incurable dans des perplexités et des incertitudes faciles à contracter, même pour les hommes d'Etat les plus avisés, lorsque, allant au-devant des catastrophes et ne pouvant les empêcher, ils ajournent les réformes, abusent des délais et aggravent une situation dont ils ne peuvent éviter le dénouement.

C'est ainsi que tout va de mal en pis. Parmi les nombreuses races qui composent son empire, François-Joseph a choisi chez les Polonais son chef de gouvernement impérial en la personne du comte Badeni, qui apporta à Vienne ses procédés de gouvernement appliqués autrefois en Galicie, cette portion de la Pologne, qui, avec la République de Cracovie, fut domptée par la famine et arrachée à la nation martyre par la cupidité de l'Autriche. Badeni est régionaliste. Il procède donc, dans son administration, d'après une informe méthode de décentralisation théocratique qui tient du moyen âge, et que les réactionnaires espagnols voudraient voir appliquer dans leur pays, une méthode incohérente qui ne permet pas que dans ses mains s'accordent l'élément séparatiste et l'élément fédératif, car, dans ses tergiversations, il pratique un culte égal pour les deux éléments, donnant satisfaction aux Tchèques, dans la question des langues officielles, — question difficile et compliquée, parce qu'elle contient une part de cette force centrifuge de l'empire qui fractionne sa chaotique et incompréhensible agglomération en imperceptibles aérolithes, comme une planète qui se décomposerait dans l'insondable immensité du vide. Alternativement ami et ennemi du démagogue Lueger, aussi affligé de l'intolérance religieuse que de l'utopie communiste, il le combattit d'abord avec ardeur, pour l'écraser ensuite en le flétrissant, sans lui laisser le temps de se reconnaître entre son expulsion de l'Hôtel de ville de Vienne et son châtiment par la cité qu'il opprimait et troublait. Badeni a excité les races de l'empire les unes contre les autres, en leur refusant le droit commun et le moyen indispensable de coexister; il a donné de la recrudescence à la rivalité des Teutons et des Slaves qui ne veulent pas reposer dans le même cimetière, comme si leurs atomes devaient se combattre dans les sépultures à la façon de leurs idées dans la vie ; il a suspendu les sessions des Cortès après avoir déchaîné des querelles matérielles entre les députés qui se crachaient au visage et se souffletaient ainsi que des bambins qui se seraient battus à coups de pierre, présage d'autres nombreuses et sanglantes batailles; il a provoqué d'une façon exagérée les prétentions germaniques, au point que les Allemands réclament une suprématie morale et politique aussi grande et aussi étendue que celle dont ils supposent avoir joui

sous leur ancienne civilisation; il a suggéré à la Bohème l'idée de compliquer le dualisme austro-hongrois en formant une troisième entité; il a soulevé de telles difficultés que tout le monde s'écrie : *Finis Austriæ*. En présence de la dissolution de ce vieil empire qui tyrannisa si longtemps le monde entier, nous nous enorgueillissons d'appartenir à une race d'égalité et d'unité comme notre race latine, chaque jour plus glorieuse et à une démocratie de progrès comme la démocratie espagnole, certain qu'elle ne verra pas les horizons de l'avenir se fermer devant ses yeux, ni sa vie exubérante s'épuiser avec le sang de ses veines.

C'est une effrayante énigme que le génie de Guillaume II! Les comparaisons avec Hamlet sont devenues aussi courantes que celles avec Œdipe, Prométhée, Job et Don Quichotte; elles sont tombées des cieux des lettres humaines dans le cœur des langues vulgaires en passant par le crible des colloques intérieurs, dans les conversations privées, comme par celui des articles politiques dans les feuilles quotidiennes. Mais si la comparaison précitée n'était pas devenue un lieu commun, nul n'aurait pu servir de comparaison au potentat allemand comme le prince danois, ce produit du génie de Shakespeare traduit dans toutes les langues humaines et admiré sans réserve par tous les hommes dans toute la succession des siècles. Ses contradictions perpétuelles, ses brusques saillies, sa contemplation éternelle d'une ombre vénérée comme le fantôme, agrandi par la mort, de Guillaume Ier; ses soubresauts qui vont des doutes les plus philosophiques aux ferveurs les plus mystiques, la mésalliance des récréations mondaines avec les austérités cénobites; son passage des planches des théâtres aux pierres des cimetières, ses apologies de l'amour qui crée et de la mort qui détruit en les identifiant dans l'éternité; son inclination à combattre comme le chevalier Lohengrin tous les maux et à châtier de sa magique épée tous les scélérats; sa sollicitude à boire le vin de la communion dans le Saint-Graal rehaussé d'or comme un calice éthéré dans les abîmes azurés du mystère; son exaltation pour la propagande de l'Evangile pendant sa jeunesse, suivie, durant son âge mûr, de sa protection pour le Coran, lui impriment, dans notre prosaïque histoire contemporaine, si tachée d'impuretés contingentes à la réalité, un aspect et un caractère tellement étranges que s'il nous apparaît, soit avec ses explorations sur un navire fantastique dans les mers polaires illuminées d'aurores boréales, soit avec ses phrases extatiques qui élèvent jusqu'aux étoiles des idées confinant à celles contenues dans les mélodies sublimes du Tannhauser, soit avec ses harangues aux chevaliers teutons coiffés de constellations, vêtus d'aube et décorés de la croix rouge, comme un héros légendaire de quelque drame romantique, comme un Barberousse sorti de son tombeau, comme un Carlovingien revenu de l'éternité pour se rendre à Jérusalem, comme un Souabe ressuscité d'entre les morts pour venir venger le premier martyr de l'Allemagne; et, suivi de vieux pairs réveillés de leur sommeil éternel par le heurt des âmes, il nous apparaît aussi comme un personnage tangible dont le génie surnaturel s'intéresse aux problèmes ordinaires et dont le gantelet de fer donne l'impulsion à notre vulgaire politique contemporaine.

Il serait d'un difficile problème psychologique de rechercher les moyens tortueux que l'esprit de Guillaume a suivis pour arriver à se convaincre que lui était échue, en lot, la protection de l'empire ottoman si près de sa chute, malgré les faciles et passagères victoires qui paraissent l'avoir ranimé, alors que, en réalité, elles n'auront fait qu'avancer l'heure suprême de son agonie et de sa mort. De quelque côté qu'on se tourne, les ombres de l'énigme augmentent et, avec elles, la confusion qui en est la conséquence. Les privilégiés de la fortune, placés par le destin aux sommets de la politique, s'arrogent un ministère providentiel dont les impulsions déterminées ont pour cause des raisons philosophiques ou des raisons historiques. La science et l'expérience entrent pour une égale part dans une telle prétention à l'accomplissement des grands travaux politiques d'où dépendent le sort des peuples, et où se renouvellent les phases des siècles. Victor-Emmanuel dut entendre des voix mystérieuses qui fixèrent sa destinée, en faisant naître en lui le désir invincible de combattre et de mourir pour l'unité italienne. Le dernier roi de Prusse, le premier empereur protestant d'Allemagne dut, à son tour, entendre des voix pareilles, car, comme Victor-Emmanuel, il offrit en holocauste sa tête couronnée à l'unité allemande. La pensée philosophique de notre siècle, qui créa ces entités appelées nationalités, et la conséquence héréditaire de tant de combats livrés, dans la succession des temps, par les deux maisons de Savoie et de Brandebourg, pour arriver à chausser les éperons et à ceindre les épées des chevaliers errants d'Italie et d'Allemagnes, les poussèrent à ces grandes aventures légendaires pour tenter l'impossible et risquer leur vie en se haussant à la taille et à la gloire de leurs colossales entreprises. Mais d'où a bien pu venir au jeune Guillaume l'idée de mettre l'empire allemand au service de l'empire turc qui se meurt? C'est que cette protection aura précisément un résultat contraire à celui qu'on croit. Autrefois, pour être protégés contre les Turcs, les États et les roitelets allemands se jetèrent dans les bras de Charles-Quint; pour être protégés contre les Turcs, les Magyars, d'un côté, et les Tchèques, de l'autre, annexèrent les couronnes de leurs rois à la couronne impériale; pour être protégés contre les Turcs, les Slaves se soumirent au joug des empereurs sacrés de l'Occident en leur demandant d'être à leur égard comme des Tzars méridionaux; et aujourd'hui, en vertu de systèmes philosophiques qui ont été vulgarisés par l'histoire, le jeune empereur d'Allemagne s'imagine qu'il est le chef de tous les monarques allemands, qu'il est destiné à rouvrir les portes de Sainte-Sophie pour y restaurer les traditions chrétiennes sans l'appui des Romanoffs, ses éternels compétiteurs, en y restaurant l'antique trône des deux Constantins, le premier et le dernier du nom, sur les bords enchanteurs du Bosphore racheté, et sous les cieux splendides de Constantinople rebaptisée dans une Pâque nouvelle qui s'appellera la résurrection de la Grèce et de l'immortel Hellénisme.

Je ne puis expliquer l'énigme qui est contenue dans cette contradiction entre les origines et les destinées de l'Empereur allemand qui, aujourd'hui, sans tenir compte du passé ni regarder l'avenir, suit une politique étrangère favorable à la Turquie, qu'en l'attribuant à des

motifs de politique intérieure chaque jour plus absolutiste en Prusse et plus réactionnaire en Allemagne. A l'exception d'un certain penchant héréditaire pour l'Italie, l'empereur Guillaume nourrit pour les peuples progressistes, la France républicaine, la Grèce restaurée et l'Angleterre libérale surtout, une hostilité déguisée née d'une part de ses convictions personnelles, et, d'autre part, des convictions que lui impose son passé héréditaire corrompu. C'est ainsi qu'il protège tous les gouvernements réactionnaires pour que toutes les réactions universelles justifient sa politique de réaction à l'intérieur de son empire. Et, de tous les Etats réactionnaires, pas un ne pousse aussi loin le mouvement de retour vers les siècles disparus que cette Turquie qui, pétrifiée dans son Coran, sans autre instrument de gouvernement que le sabre, est digne de la succession d'Attila et de ses Huns. Bismarck prétendait que le premier Slave des Balkans ne valait pas les os du dernier grenadier de la Poméranie et Guillaume croit, au contraire, que le Sultan vaut la gloire du nom chrétien et l'offrande du glorieux destin que les héroïques fondateurs de la maison de Brandebourg portèrent si haut dans la défense de la chrétienté. Et il le croit, non pour des raisons de politique extérieure, mais pour des raisons de politique intérieure. Décidé à calquer l'Allemagne d'aujourd'hui sur l'Allemagne féodale de jadis, il croit avoir besoin, dans le colossal mouvement de recul qu'il imprime à son empire, de tous les facteurs réactionnaires qui se trouvent à sa portée, afin de noyer, dans son œuvre de réaction, les protestations et les exemples que peuvent lui opposer les nations progressistes. Et, à cette réaction intérieure, intense et formidable, qu'il inaugure, il veut une réaction extérieure correspondante pour sacrifier les peuples émancipés à une stabilité despotique, à un despotisme ottoman. Au printemps de sa vie et au commencement de son règne, il cultivait les idées nouvelles, il affichait des prétentions au titre de fondateur du socialisme, puis il convoquait à Berlin, dont il faisait une Nicée pour la circonstance, un concile œcuménique ayant pour programme de fixer les dogmes réactionnaires et d'enchaîner le verbe socialiste. Ses juvéniles aspirations pour la liberté ne tardèrent pas à s'effeuiller, ainsi que des fleurs qu'un vent du Nord emporte, et sa vie d'empereur est devenue une menace perpétuelle contre toutes les libertés, surtout contre la liberté de penser. Des législateurs libéraux rêvaient de faire accorder le code militaire et le code pénal, il opposa son veto à cette importante réforme. Il a remplacé des ministres libéraux par d'autres ministres qui, traîtres à leur passé, justifient la confiance de leur monarque en persécutant la liberté. Les camarillas militaires et cléricales sont toutes-puissantes à la Cour. Il soutient des projets de lois qui mettent en interdit tous les droits d'association et de réunion : il s'est mis à la tête, en un mot, de la plus violente réaction qui ait jamais été constatée dans les sphères législatives et gouvernementales d'un pays de nos jours.

Pour se convaincre à quel point mes observations se trouvent justifiées par les faits, il n'y a qu'à examiner avec attention les événements qui se passent chaque jour en Allemagne, depuis quelque temps. Un homme d'Etat comme Caprivi, petit-fils d'un exilé du temps

des persécutions religieuses, représentait, dans le gouvernement, l'esprit progressiste, l'extension des libertés parlementaires, la confiance dans le droit naturel. Opposé à l'idéal césarien incarné par Bismarck, il était l'appui résolu de toutes les libertés contemporaines. Grâce à l'influence de ses grandes vertus politiques, son gouvernement apparaissait, dans l'Empire allemand, comme une oasis de progrès, lent et mesuré, il est vrai, mais continu et tenace. Aussitôt, les camarillas des courtisans se mirent à le combattre, avec tant d'acharnement et tant de bonheur, qu'ils l'obligèrent à descendre du pouvoir. En ce moment il promène ses tristesses et dévore ses amertumes sur les rives du lac Léman. L'élément néo-luthérien, qui est aussi réactionnaire en Prusse que l'est, ici, notre élément néo-catholique; le pouvoir prétorien, qui est si fort que la société ressemble à un campement, et l'Etat à une caserne; le féodalisme agricole, qui a poussé de telles racines que les fermes se changent en châteaux seigneuriaux, comme ceux que les paysans soulevés rasèrent au temps de Luther; la cupidité protectionniste et jouisseuse, qui développe un véritable cordon sanitaire contre les produits de la France, à l'Est et contre ceux de la Russie, à l'Ouest; l'oligarchie industrielle, soutenue par l'implacable Sturmm, qui redoute que les peuples germains ne revendiquent les libertés nécessaires, en face des ouvriers constitués en sociétés libres et spontanées, forment un tel ensemble de causes réactionnaires que les Germanophiles les plus exaltés eux-mêmes craignent que l'Empire, ainsi conduit par les erreurs absolutistes, ne marche à une catastrophe irréparable. Le ministre Marshall combattit avec ardeur, et le chevalier Caprivi avec timidité, ces dispositions de l'empire allemand au suicide. Mais la timidité du second subit le même châtiment que l'ardeur du premier. Marschall fut déposé et remplacé par le piétiste Buloff; le chancelier, tenu en respect comme un malade dans une clinique ou un cadavre sur une table d'anatomie, pour avoir désiré réformer le code militaire, fut remercié et remplacé par le général Waldersee, qui personnifie la politique prétorienne et s'oppose à toute innovation militaire. Marschall voulait aussi modifier l'organisation d'une police qui est une affliction pour l'Empire, mais l'Empereur lui en sut un si mauvais gré, qu'en congédiant l'homme d'État il combla de faveurs ses arrogants sbirres. Aujourd'hui, à côté du général Waldersee, le protectionniste et réactionnaire Miquel s'est entièrement emparé de l'âme de Guillaume II. Apôtre de la révolution avant de devenir ministre des Finances; membre du parti qui, en 1848, proclamait dans les rues de Berlin, de Dresde et de Vienne, l'unité allemande, par le moyen de la démocratie et de la République; disciple du célèbre Lasalle, ce socialiste aussi remarquable dans les exercices intellectuels de la pensée abstraite que dans les exercices pratiques de la politique réelle; organisateur, avec ce savant aussi grand par les idées que par l'action, du socialisme allemand moderne, Miquel met aujourd'hui les trésors de ses longues expériences et de ses fortes études au service de la réaction en limitant, au point de l'étouffer, le principe social par excellence, le principe d'association.

Mais l'Empereur craint de ne pas réussir dans les plans réaction-

naires dont il poursuit l'exécution avec tant de persévérance. Pour suivre la politique de Bismarck, il faut avoir la stature de cet homme d'État. Dans cette politique à la Bismarck, cette voie dangereuse où Guillaume s'est précipité à l'étourdie en s'imaginant qu'il cédait à la pression de l'opinion publique, s'il triomphe, l'honneur restera pour le chancelier de fer que la force implacable de la logique des choses ramènera un jour au pouvoir, et s'il échoue, la responsabilité sera pour lui seul. De même qu'il n'y a pas à se former des illusions au sujet du pouvoir personnel de César, il n'y a pas non plus à se former des illusions au sujet de la durée de l'unité allemande. Tous les peuples de l'Allemagne méridionale ne rèvent que de la séparation et ne supportent le joug impérial et unitaire que parce que ce joug les défend, d'une part contre l'invasion étrangère et les maintient, d'autre part, dans leurs droits respectifs. Si l'unité germanique n'était pas à ce point utile aux petits États dont les forces intellectuelles et physiques se meuvent en Allemagne comme dans un cachot où ils seraient enchaînés, ces États, aujourd'hui, briseraient les portes de leur prison et reprendraient leur indépendance.

La preuve que mes appréciations ont un fondement solide, c'est que ces mêmes États opèrent, dans leur sphère, un mouvement particulariste absolument contraire au mouvement opéré par l'État central. En effet, tandis que ce dernier promulgue des lois de tendances réactionnaires et féodales sur les frontières de la Russie, pour ensuite en étendre l'application à tout l'Empire, ceux-là présentent, dans leurs Parlements respectifs, des lois d'un caractère vraiment progressiste et démocratique, dans le but de restreindre l'effet des projets réactionnaires et s'opposer à un retour en arrière qui produirait une révolution. Et Guillaume, sur les hauteurs vertigineuses de son pouvoir, au milieu des flatteries intéressées de ses courtisans, aurait tort de manifester du dédain à l'égard de ce mouvement particulier qui heurte le mouvement général, car l'histoire nous apprend comment un régime est exposé à tomber lorsque, comme le régime impérial allemand, il fausse la destinée pour laquelle il a été créé et renie le principe d'où il est sorti; lorsque, au lieu de suivre sa marche progressive naturelle, il essaie de rétrograder jusqu'à l'abîme où le passé agonisa et mourut. Et cette observation peut s'appliquer aussi bien au point de vue économique qu'au point de vue politique. Il n'y a rien de si séduisant, à première vue, comme cette croyance qu'en élevant une muraille de Chine aux frontières douanières d'un pays, on protège les produits nationaux et l'on nuit aux produits étrangers. Le paysan allemand qui se trouve aussi éprouvé par la surproduction nationale et la concurrence étrangère que le sont les agriculteurs des autres pays, pousse le gouvernement central à interdire sur le territoire allemand toute circulation des blés russes. La Russie, simple et expéditive dans ses projets, par son caractère négatif si aisé à conduire, se révolte contre ces procédés qui peuvent avoir des conséquences très graves puisqu'ils touchent à des problèmes d'où dépend la stabilité même de l'empire allemand. Aux alliances politiques se rattachent toujours, par quelque côté, les relations économiques. Les peuples,

après avoir lutté sur le terrain économique, finissent par lutter sur le terrain politique. L'Allemagne a plus à ménager la Russie aujourd'hui que jamais, parce que l'inclination moscovite pour la France place la couronne de l'Empire germanique entre l'enclume de ses frontières de l'Est et le marteau de ses frontières de l'Ouest. Il est impossible que Guillaume puisse maintenir la politique réactionnaire que lui conseillent les politiciens à courte vue de l'Allemagne, sans protéger le féodalisme territorial par une ligne de douanes prohibitives sur la frontière orientale; et il ne peut élever ces douanes prohibitives sans susciter, en Russie, des colères multiples; et il ne peut susciter ces colères sans restaurer, par l'union des forces de la Russie et de la France, l'hégémonie de cette dernière sur l'Europe; et il ne peut restaurer l'hégémonie de la France sans lui restituer l'Alsace et la Lorraine; et il ne peut faire cette restitution sans remettre en question l'équilibre européen; et il ne peut remettre en question cet équilibre sans provoquer un conflit universel et sans briser l'unité de l'empire allemand.

Pour toutes ces raisons et d'autres encore, il convient que Guillaume s'arrête dans la voie de la réaction insensée où il s'engage. La force peut beaucoup, vaut beaucoup et signifie beaucoup dans le monde; mais elle ne peut, ne vaut, ni ne signifie ce que peut, vaut et signifie une grande idée. Le mouvement mécanique de l'Univers naît d'un facteur éthéré et impalpable comme la lumière. Il faut lui rendre les hommages que sont accoutumées de lui rendre toutes les théogonies.

Pendant que vous servirez le progrès humain, vous serez forts. Si vous vous avisez de tomber dans la réaction, toutes les forces vous manqueront à la fois et toutes les générations vous maudiront. C'est l'opinion de la conscience et de l'histoire.

VI

Les découvertes récentes. — Nansen et le Pôle. — Andrée et son ballon. — Le télégraphe sans fils et Marconi. — Importance des découvertes au point de vue de l'Histoire universelle. — Dynasties d'industriels. — Traditions qui entourent l'origine des grandes inventions. — La mort et les morts. — Tristesse et solitude. — Mort du philosophe Vacherot. — Mort du Primat Monescillo. — Assassinat de Canovas. — Testament de ce dernier en matière de politique intérieure. — Agitation en Portugal.

Nous assistons aujourd'hui, plein d'admiration, aux innombrables et grandioses efforts qui sont tentés de toutes parts dans le but de procurer à l'homme la connaissance parfaite de l'Univers et sa domination, chaque jour plus grande, sur notre planète. Le nom de Nansen, nom du sublime navigateur norvégien qui consacre sa vie à la découverte, au milieu des glaces éternelles, désertes et inhabitables, du secret que nous cache le Pôle, ce nom, immortel déjà et qui dépasse en popularité les noms de tous les guerriers et de tous les conquérants actuels, nous prouve combien les idées historiques ont changé aujourd'hui et combien nous préférons les triomphes du travail aux triomphes des batailles. Un million de francs, tel est le chiffre qu'a rapporté, à l'argonaute de la science le célèbre volume historique dans lequel il raconte, comme Colomb dans son journal, les alternatives de ses espérances et de ses désespoirs, les efforts de ses bras, l'intensité de ses souffrances, les traces des pas découvertes à travers les neiges, cristallisées comme des diamants au milieu de la longue nuit d'hiver qui dure six mois, et que rougissent les aurores boréales, aux lueurs sanglantes desquelles on aperçoit les Esquimaux enveloppés, tels des ours blancs, dans leurs impénétrables peaux de bêtes, et les baleines qui s'ébranlent comme d'énormes masses de jais, à travers les glaçons transparents qu'agitent les secousses imprimées par les cétacés et qui sont renversés sur la surface cristalline de la mer, semblable à du marbre, dans un éboulement d'avalanche gigantesque.

Après le voyage de découverte de Nansen, nous avons eu le ballon d'Andrée, destiné également à aller vers le Pôle et comparable, dans sa forme cylindrique, à un poisson ailé qui serait appelé à voler et à nager au milieu d'une atmosphère sans lumière et à travers une mer sans mouvement.

Et, comme si ces efforts n'étaient pas suffisants pour démontrer les progrès que réalise l'homme chaque jour, grâce à ses travaux et aux

applications pratiques qu'il fait des découvertes de la science afin d'arriver à dominer sur toute la surface du globe, Marconi expérimente en ce moment, avec des chances de succès, le télégraphe sans fils dont les avantages seront immenses ; car il permettra à deux personnes placées loin l'une de l'autre de communiquer librement sans avoir besoin de ce réseau conducteur immobile qui est indispensable aujourd'hui. On évitera aussi, grâce aux avis qu'il communiquera, les tempêtes horribles qui causent encore actuellement tant de naufrages. Admirons donc le travailleur et ne méprisons pas son travail.

Les combats précèdent le travail. Les noms de Ninus, de Sésostris, de Nabuchodonosor sont prononcés plus souvent aux âges historiques que ceux de ces bienfaiteurs du genre humain dont les efforts nous ont permis d'étendre notre empire et notre domination sur la nature et sur la matière, si réfractaire en présence de notre volonté et de notre pensée. Imaginez-vous l'homme primitif se confondant, ou peu s'en faut, grâce à son existence presque végétative, avec le monde inférieur inorganique ; n'ayant pas encore de feu à sa disposition, sans moyen aucun de battre et de forger le fer ; vêtu des filaments végétaux que lui fournissent les lianes des forêts gigantesques ; armé d'une hache de pierre grossière dont le tranchant a été obtenu par un long frottement avec d'autres pierres ; habitant des cavernes ouvertes sous les eaux et semblables aux retraites que creusent les castors à l'aide de leurs instincts rudimentaires ; obligé de se nourrir, comme les bêtes féroces, de proies prises dans la course de ses chasses sans fin ; en perpétuel combat avec les éléments hostiles ; en guerre sans trêve avec toutes les espèces inférieures ; — imaginez-vous cet homme ainsi confondu avec la nature et élevé d'un degré à peine sur l'échelle animale ; profitant de l'appui que lui prête parfois sa femelle ; sans pressentiment, en quelque sorte, de la postérité, et songez à quelle hauteur au-dessus de la nature sauvage l'ont porté ses inventions, lorsque, sortant de ces misères, il a pu gravir les hauts sommets où il a saisi la foudre dans sa main et où il a pu donner à sa parole et à son écriture les ailes rapides de l'éclair.

L'histoire n'a recueilli ni les noms des premiers inventeurs, ni les actes des premières inventions ; ce soin a été dévolu à la poétique légende, et ce sont des fables arabes qui nous les ont fait connaître ; mais malheureusement ces récits, en passant d'une bouche à l'autre, ont modifié et altéré la vérité. Le nom de Prométhée, du Titan qui dérobe son feu à Jupiter, le feu que ne sait se procurer aucune autre espèce en dehors de l'espèce humaine, est mêlé intimement à l'invention de la flamme du foyer, c'est-à-dire de l'élément éthéré dont la lumière nous éclaire et dont la chaleur nous ranime. La légende bien connue, qui passe de mythologie en mythologie, légende personnifiée par Cérès, dont la fille si tendrement aimée, si belle, si innocente, la déesse Proserpine, descend pendant une partie de l'année aux enfers et remonte pendant l'autre partie — la meilleure — à l'Olympe, nous enseigne simplement que les hommes ont découvert le froment, qui passe des ténèbres du sillon, sous les glaces de l'hiver, à la lumineuse

époque où les épis éclosent pendant les chaleurs du printemps. L'épisode biblique de Noé recueillie par la science moderne, telle qu'elle est racontée dans le premier chapitre de la Genèse, parmi les légendes arabes de la Chaldée, représente et signifie l'invention du vin.

Ainsi donc, quiconque désire savoir à quel prix sont estimés les grandes inventions et les immortels inventeurs d'après la tradition orale, n'a qu'à se reporter à l'un quelconque des livres dans lesquels a été enregistrée et formulée cette tradition. Par exemple, l'histoire des Patriarches, depuis la Création jusqu'au déluge, est renfermée dans une demi-douzaine à peine de chapitres de la Genèse. Et, malgré sa brièveté, elle raconte les créations géologiques et les créations industrielles. Deux généalogies, dont la racine commune est Adam, partent l'une de Caïn et l'autre de Seth et bifurquent bientôt en deux descendances, comprenant l'une et l'autre une série d'inventeurs. La généalogie de Caïn produit tous les grands industriels jusqu'à Tubal qui vécut au début de l'âge véritable du cuivre, et la généalogie de Seth engendre les grands agriculteurs jusqu'à Noé lui-même, le véritable inventeur du vin. Jamais la vigne n'aurait pu paraître sur la terre, si ces hommes extraordinaires n'avaient pas dompté les bêtes sauvages et s'ils ne les avaient pas courbées sous le joug. Et il ne suffit pas d'assujettir les animaux à l'homme après de longues et terribles résistances; il fallut encore fabriquer ces instruments de fer qui ouvrent le sein de notre mère la Terre, pour chercher dans ses entrailles le secret de la vie universelle. Etudiez la descendance de Caïn et vous verrez qu'elle laisse deviner, dès ses premiers représentants, tous les progrès qui seront accomplis par le travail comme couronnement de l'œuvre entreprise : l'épi de blé viendra jaunir sous les feux du soleil ; la grappe de raisin rougira au milieu des pampres ; et les arbres fruitiers se couvriront de guirlandes de fleurs odorantes et de fruits savoureux. Hénoch, fils de Caïn, élève un foyer. Saraï invente la tente que les tribus errantes emportent sur leurs épaules, et transforme plusieurs espèces sauvages en espèces domestiques. Tubal découvre la flûte dont les accords accompagnent le chant des oiseaux et se répandent en notes mélodieuses sous le ciel et à travers les campagnes ; comme Cérès, il prépare le fer, et, ce faisant, il forge la pioche qui creuse les fossés et la charrue qui ouvre les sillons.

Dès lors, le monde, racheté en quelque sorte par ces grandioses efforts du travail, commence à entrer dans la période des harmonies de la civilisation. Il n'y a pas à en douter : l'humanité a attribué une grande importance à la découverte du vin. A la suite de tant de siècles, après avoir été spiritualisé par les sages dans la mesure où nous le voyons encore aujourd'hui sous les voûtes de nos Cathédrales consacrées au Dieu-Esprit et dans l'atmosphère desquelles voltigent des essaims de pures pensées métaphysiques, le vin est offert à Dieu sur les autels par le prêtre qui voit dans cette libation qu'il fait au ciel, la meilleure entre toutes les offrandes. L'antiquité classique a eu le dieu du vin; un dieu, venu après une longue pérégrination de l'Inde jusqu'en Grèce, suivi d'une foule de gens ivres, symbole des douces mélodies,

personnification des plaisirs, vrai type de l'excès dans la vie et de la plénitude de l'être.

A coup sûr, ce ne sont pas les Aryas qui ont découvert le vin. L'invention de cette vivifiante liqueur est due aux Sémites. C'est pour cette raison que la poésie hébraïque et ses effusions lyriques ont chanté sur tous les tons la vigne, les jets ou sarments de la vigne, les pampres verts au printemps et pourpres à l'automne, le pollen des vignes, la belle grappe, la bienfaisante vendange, le pressoir parfumé où déborde le moût. Eh bien! tout cela veut dire, tout cela signifie en réalité que, si l'invention ou découverte du feu a trouvé son écho dans les traditions relatives à Prométhée, l'invention ou découverte du vin a, elle aussi, trouvé son écho dans les traditions relatives à Bacchus et à Noé. Telle est la trace profonde que laissent dans la mémoire des hommes les inventeurs utiles.

Combien l'homme préfère aujourd'hui savoir le nom de celui qui a inventé le moulin à farine que connaître celui qui gagna la bataille d'Arbelles! Mais l'habitude de l'imitation est presque aussi impérieuse dans l'humanité que parmi les singes : un usage, contracté dès l'antiquité par les historiens, a composé l'histoire humaine d'une trame épaisse de guerres et de combats. C'est pourquoi, les découvertes sont restées dissimulées dans la pénombre des crépuscules et les récits qui en ont été faits ont acquis un caractère intermédiaire entre l'histoire et la fable. C'est à cela peut-être, à ce caractère, moitié fabuleux, moitié positif, que prend, en général, le récit des découvertes, qu'est due l'indifférence avec laquelle celles-ci ont été accueillies par le public et le peu d'importance que leur a reconnu l'Histoire. La vérité est que si l'on met en présence les volumes consacrés à la politique et à la guerre et les volumes consacrés au travail et à l'industrie, on est surpris, effrayé même, de l'incroyable disproportion qui existe entre eux.

Je comprends cela à une époque où l'on considérait le travail comme vil, et où l'on méprisait le commerce, abandonné aux gens de rien, aux gens qui ne pouvaient avoir aucun contact avec la noblesse. Mais, à notre époque elle-même, l'époque par excellence du travail et de l'industrie, on voit les noms des généraux sur toutes les bouches et en tous lieux, tandis que les noms des inventeurs se perdent injustement dans l'oubli. Pour un Galvani, pour un Franklin, pour un Daguerre, pour un Edison qui sont connus dans toutes les classes de la société et dans tous les pays et qui ont placé leurs découvertes sous le sceau de leurs noms, que de gloires oubliées, que de gloires méconnues!

Lorsque nous voyageons en chemin de fer, comme emportés par les ailes du vent, nous ne nous souvenons pas de Watt qui appliqua la vapeur à la traction; nous ne pensons pas aux ingénieurs qui ont terminé la ligne qui va de Liverpool à Manchester, et qui date de 1830. Et ce qui se produit pour la vapeur, se produit également pour le télégraphe. Le miracle s'accomplit en votre présence : la parole confiée à un appareil quelconque de la Floride ou de la Patagonie, arrive instantanément à vos oreilles; le fait qui s'est passé au delà de la muraille de Chine ou sur les bords des fleuves de l'Inde, est connu de vous, aussi vite que s'il s'était

produit dans votre voisinage ou même dans votre quartier. Grâce à un mince fil de métal, qui se rit des climats et des océans, vous êtes semblables à des dieux, présents partout en même temps, et vous avez connaissance des sensations et des idées du genre humain, comme si vous ne formiez avec tous vos semblables qu'un seul et même corps. Et cependant vous ignorez tout du professeur de Gœttingue Lichtenberg, le premier qui ait appliqué l'électricité à la télégraphie; vous ne savez rien de l'industrieux Wheatstone, le premier qui ait établi une ligne télégraphique en Angleterre; ni de l'immortel Morse, mieux connu des gens du métier, des télégraphistes, que les précédents, mais inconnu du public, bien qu'il ait obligé la machine électrique à écrire, à parler en quelque sorte, à l'aide de ses sonnettes d'alarme : magiciens plus prodigieux et plus surnaturels que les chercheurs de la pierre philosophale, puisqu'ils ont découvert des richesses bien supérieures à l'or en centuplant les forces de notre espèce, et en étendant sur la création l'empire de notre intelligence et l'intensité de notre vie.

Les hommes de l'avenir ne seront pas aussi ingrats. Les premières années de notre siècle seront chères à la mémoire universelle, non, certes, à causes des victoires napoléoniennes, chantées par mille poèmes, mais pour une cause bien différente, pour cette pile de Volta, où l'électricité diffuse se condense, et qui tient en réserve dans ses liquides et dans ses métaux des forces telles qu'elle apparaît comme une réduction de l'Univers, comme un résumé des agents chimiques dont se sert la nature pour produire et conserver la vie.

Aujourd'hui même, lorsque vous entrez dans la cathédrale de Pise, sous ses voûtes semi-orientales, au sein de l'édifice original par excellence que nous a transmis le moyen-âge, vos yeux se dirigent, ainsi que votre esprit, vers cette lampe, suspendue à la pierre centrale du transept, dont la flamme vacillante, consacrée à Dieu, et dont les oscillations continuelles suggérèrent à l'intelligence de Galilée la théorie du pendule qui a permis à ce savant de démontrer la forme de la terre et d'affirmer qu'elle se meut au milieu des sphères célestes.

Sous peu, les peuples modifieront le but de leurs voyages actuels. Pleins de reconnaissance pour leurs bienfaiteurs, ils iront visiter, par exemple, l'écueil voisin d'Alexandrie et connu sous le nom de Pharos, cet écueil qui a donné son nom aux phares modernes, ces étoiles terrestres, ces lampes bienfaisantes, ces guides sauveurs qui montrent aux navigateurs les côtes, et les invitent à lutter contre les éléments et à vaincre la force par le travail, victoire sans laquelle la vie n'a aucune valeur.

A la vérité, pour comprendre toute l'importance des découvertes, il faut changer entièrement le sens historique, jusqu'au sens poétique lui-même. Si, un jour, vous vous promenez à travers les vertes campagnes de Jativa, peu de personnes pourront vous dire que c'est là qu'a été inventé le papier moderne, si différent du papyrus des uns et du parchemin des autres, dont l'emploi était exclusivement réservé, à cause de son prix élevé, aux grands et aux puissants de la terre. La mince feuille, passant entre toutes les mains, initie les hommes à l'émancipa-

tion intellectuelle de l'humanité. Lorsque vous la prenez, lorsque vous lui confiez votre pensée et votre secret, jamais vous ne songez à tout ce qu'a fait cette matière légère, si peu coûteuse et si répandue, pour votre lente rédemption. Les Chinois, race bien peu religieuse, ont presque divinisé, plus que divinisé, immortalisé le troisième empereur de la dynastie Tag, parce qu'il a inventé le papier.

Mais tout le monde sait combien inutiles ont été pour nous les inventions des chinois. Isolé derrière sa muraille qui le sépare du reste du monde, ce peuple a ressenti les mêmes besoins que nous et leur a donné satisfaction d'une manière analogue à la nôtre ; mais les inventions chinoises, la boussole, la poudre, le papier, n'ont pas été connues des autres parties de l'Asie, encore moins de l'Europe.

Au moyen âge, lorsqu'on découvrit l'eau-de-vie, tout le monde crut qu'on avait trouvé l'élixir d'immortalité. Son inventeur fut Abul Hasem qui avait son laboratoire au milieu de ces jardins voisins de Cordoue dont la beauté est célébrée dans les relations des chroniqueurs arabes. Ce médecin musulman fit part de sa découverte au savant Arnaud de Villeneuve, son disciple, et Arnaud à un de ses disciples, non moins illustre, Raymond Lulle ; et, grâce aux relations continuelles établies entre la Catalogne, la Provence et l'Italie, elle ne tarda pas à être connue de toute l'Europe. Le papier et l'eau-de-vie, quelles inventions utiles ! Et cependant combien ignorée est leur histoire ! Et il en est de même pour tout. Le bruit des armes a été plus fort que celui des coups de pioche et du frottement de la charrue au contact du sol. Et jamais cependant nous ne serions devenus les maîtres de notre planète sans ces inventions admirables qui nous ont fait connaître sa constitution, sans la découverte de ses zones géologiques, de son continuel rayonnement, de son refroidissement graduel, de ses couches de terrains superposés et de tout ce que nous enseigne encore le progrès.

On dit ici qu'une longue vie est le résultat des bénédictions célestes, et qu'elle est, chez celui qui en jouit, un signe de vigueur du corps en même temps que de l'âme. J'ai soixante-cinq ans ; si je considère l'état de ma santé, je puis espérer pouvoir descendre pendant quelques années encore le cours naturel de ce fleuve aux ondes agitées qu'on appelle la vie ; pourtant, bien que la plupart regardent comme un bonheur d'arriver à une vieillesse avancée, je la redoute, moi, plus que je ne la désire. Et nul ne doit la désirer s'il a autour de lui des êtres aimés ; il doit considérer que l'éternité est là constamment, prête à dévorer nos existences, à emporter avec elle, dans les profondeurs de ses abîmes, tant et tant de personnes chéries qui nous abandonnent et nous laissent seuls sur les tristes plages du temps, alors que nous nous croyions inséparables en pensant que la mort ne pourrait jamais trancher des liens que, dans notre cœur, nous regardions comme indissolubles et éternels.

Ces jours-ci, j'ai vu le cerveau de Canovas, naguère rayonnant et répandant autour de lui les effluves de la pensée éthérée, traversé par des grains de plomb et brisé en morceaux, telle une misérable brique

pétrie d'un peu de terre. J'ai vu, exangues, avec la pâleur de cire de la mort, ces lèvres rouges où vibrait le verbe de la plus haute éloquence. Je ne veux pas regarder plus longtemps, car de tels enseignements nous font désespérer de la destinée de notre espèce et nous font redouter de voir se rompre, dans le vide, l'échelle mystérieuse de Jacob par laquelle nous nous imaginions nous élever vers l'infini à la recherche et à la possession de la perfection.

Que de morts! Et, lorsqu'on y songe, c'est en vain que le soleil brille, que le ciel sourit, que la mer répand l'écume de ses eaux célestes contre l'écueil taillé comme un diamant, que les arbres répandent dans l'air l'oxygène vivifiant de leurs jeunes frondaisons, que les montagnes revêtent de la teinte de la violette les prairies aux vertes couleurs. L'Univers tout entier nous apparaît comme un champ de bataille sanglant où règne la mort avec son empire absolu, et les mortels, comme des monstres marins qui, après avoir dévoré leurs semblables les plus faibles, se mangent entre eux au milieu d'accès de colère, dans des combats perpétuels, poussés par la voracité de ces bêtes fauves qui teignent de sang la mer toute parsemée, cependant, de germes de vie. Et ils agissent en cela sous l'impulsion du génie des ténèbres qui nous dit combien la haine et le besoin d'extermination l'emportent, malgré notre arrogance et notre orgueil, sur l'amour et la charité.

Nous avons eu à déplorer trois morts, ces derniers jours : celle de Vacherot, celle de Canovas, celle de Monescillo : grand philosophe, le premier; grand homme d'État, le second; grand prélat, le dernier; tous les trois mes amis intimes dans cette triste vie, où je compte tant et tant d'amitiés solides et illustres, à côté d'inimitiés sans nombre.

Je me rappelle encore Vacherot, tel qu'il était en 1875, si réfléchi dans sa pensée et si clair dans son langage; assis sur les plages de la Normandie, sur le sommet des hautes falaises, au pied desquelles bouillonnait la mer, nous causions de l'invisible et de l'infini dans un dialogue qui, pour sa part, non pour la mienne, pouvait être qualifié d'entretien scientifique à la façon de Platon. Cependant nous n'étions pas dans le lieu où les dialogues de Platon révélèrent au monde étonné le Verbe de Dieu et l'immortalité de l'âme; on ne voyait point resplendir là, sous le ciel méridional, les crêtes aux couleurs changeantes de l'Hybla recouvertes de miel attique et animées par les cigales d'été et par les abeilles aux teintes d'or; l'air n'était pas chargé de l'arome voluptueux des roses et des jasmins helléniques; on ne voyait pas couler, entre les lauriers-roses d'Apollon, le ruisseau de Castalie sortant de sa source abondante, et sur les bords duquel les artistes se réunissent et les poètes viennent chercher l'inspiration. L'horizon gris, les fougères septentrionales, l'odeur des algues, le sol recouvert par la marée, l'air chargé d'orage, nous inspiraient une tristesse profonde, et nous amenaient à faire des considérations sur la mort. Ajoutez à cela que la France, après ses malheurs, vivait sous la République, dont le premier lustre allait bientôt s'accomplir au milieu d'inquiétudes et d'alarmes suprêmes.

Des revers tels que ceux que venait de subir ce pays, exercent leur

influence jusque sur des penseurs considérés comme des êtres abstraits. Vacherot, disciple de Hegel jusqu'à Sedan, de Hegel essentiellement Germain, cherchait une autre doctrine qui serait née sur des terres moins funestes pour sa patrie que celles de l'Allemagne. Je le félicitai de son patriotisme de tout mon cœur; mais j'accusai sa philosophie de manquer de circonspection. Parce que les Anglais gagnèrent la bataille de Waterloo sur Napoléon, fallait-il remplacer la science du génial Newton par quelque autre explication due à un savant appartenant à une nation alliée à la France? Vacherot prononça devant moi un discours admirable, dans la forme et dans le fond, pour me dire qu'il avait trouvé sa nouvelle doctrine en lisant et en méditant un savant Anglais, Spencer. Il est à noter qu'existait encore alors le *condominium* de la France et de l'Angleterre en Egypte. J'ignore si, après l'occupation exclusive des Anglais, le grand maître français a changé encore de doctrine, comme il se crut dans l'obligation de le faire après le désastre de Sedan.

Mais il convient de rappeler que tout en se rapprochant de Spencer, mon illustre ami ne se détachait pas entièrement de Hegel. Il n'existe pas de doctrine qui n'ait point de mère. Toute idée produit une autre idée. Si le dogme de la concurrence vitale fut transporté par Darwin du domaine des principes fondamentaux du plus grand système économique moderne pour servir à l'explication de l'origine des espèces, le dogme de l'évolution universelle expliqué avec tant de précision par Spencer, est un dogme, tant dans son application spirituelle que matérielle, sortant directement des entrailles de la pensée hégélienne. Si la science de Kant et celle de Hegel n'ont pu se séparer de Platon et d'Aristote après tant de siècles écoulés, comment pourrions-nous, nous-mêmes, faire abstraction des doctrines de Kant et de Hegel?

Historien fidèle de l'école d'Alexandrie à laquelle il a élevé un véritable monument; profond commentateur de la philosophie contemporaine dans ses dialogues scientifiques; sage politique dans sa démocratie, Vacherot, qui mit Spencer à la place de Hegel en matière de philosophie, transporta également ses préférences sociales de la Monarchie à la République; mais, en agissant ainsi, il obéit à des convictions profondes et nous laissa l'exemple d'une vie sans tache, d'une parfaite droiture, tant dans ses pensées que dans ses actions.

Je puis parler avec calme et sérénité de Vacherot; par contre, il m'est impossible de faire preuve du même calme et de la même sérénité en parlant de Canovas. Vacherot était un ami selon la pensée; Canovas, un ami selon le cœur. Vacherot était mon aîné; Canovas avait à peu près mon âge. Je professais un culte scientifique pour Vacherot; pour Canovas, je ressentais une amitié exaltée de condisciple. Impossible de comparer la douleur que j'ai ressentie à la mort naturelle de Vacherot, à la douleur que j'ai éprouvée à la mort violente de Canovas.

Notre perpétuelle contradiction en matière d'idées servait de lien à notre constante amitié. Et il était merveilleux de nous voir sans cesse en contradiction et en dispute sans jamais nous battre. Si, pendant cinq ans, nous en sommes venus à ne pas nous saluer, cela doit être

attribué à nos partisans, et non à nos sentiments. Il y a eu des gens plus Canovistes que Canovas et plus Castelaristes que Castelar. Nous passions l'un et l'autre pour très infatués de nos personnes; on le prenait pour un superbe à la façon des despotes, et moi pour un orgueilleux à la façon des artistes. Lorsque je lis ces jugements, je ne les contredis pas, je hausse les épaules et je m'écrie : à la grâce de Dieu.

Il m'arriva un jour d'écrire que j'avais rencontré dans ma vie deux amis illustres, l'un en France, l'autre en Espagne, exerçant l'un et l'autre la même influence sur leurs deux nations respectives, Gambetta et Canovas, doués de toutes les qualités que le ciel accorde à ceux qu'il aime, mais affligés d'une même calamité : ne pouvoir souffrir aucune contradition. L'article avait paru dans un journal du matin; le soir même, il y avait bal à l'ambassade d'Angleterre; Canovas et moi, nous y assistâmes tous les deux. A peine entré dans les salons, je me trouvai face à face avec Antonio, comme je l'appelais toujours avec tendresse.

En me voyant, il s'écria : « Comment, Emilio, oses-tu dire que je ne puis souffrir aucune contradiction, alors que je te supporte depuis quarante ans, malgré tes contradictions continuelles, dans le journal, dans le livre, au parlement, au foyer domestique? » — Pour mon compte, moins j'étais d'accord avec lui dans mes querelles intellectuelles touchant à ses idées monarchiques, et plus j'admirais son génie inépuisable. Canovas fut, toute sa vie, le premier polémiste de la terre. Lecteur infatigable, il lisait, en murmurant, tout livre qui tombait entre ses mains. Ami de ses maîtres plus que quiconque, il les combattait, ou, pour mieux dire, il combattait leurs idées dans les séances académiques du samedi, avec une dialectique serrée, servi par sa merveilleuse éloquence. Les paroles abondaient sur ses lèvres comme les idées; mais, au milieu d'un apparent désordre, prédominait la méthode; au milieu d'amplifications sans fin, prédominait la pensée.

J'ai connu des intelligences télescopiques qui ne savent voir que l'infiniment grand; j'ai connu également des intelligences microscopiques qui savent seulement apercevoir l'infiniment petit. Canovas avait à la fois un télescope et un microscope dans son intelligence. Mais je ne vais pas plus loin. Lorsque le temps aura apporté quelque calme à ma douleur, j'écrirai son histoire avec une fidélité scrupuleuse et je porterai sur lui un jugement serein. Maintenant, je le vois à travers mes larmes! Permettez que je pleure.

Don Antolin Monescillo est mort presque en même temps que Canovas; informé de la cruelle fin de ce dernier, arrivée presque à l'heure de son agonie, il eut encore la force, au milieu des tortures suprêmes de son corps et des consolantes visions de son âme, d'adresser par écrit des compliments de condoléance analogues à ceux que devaient susciter quelques instants plus tard sa propre mort.

Monescillo était un Celtibère chez lequel le caractère et le génie ibères dominaient sur le caractère et sur la métaphysique celtiques. Droit, le corps puissant, la longue robe qu'il portait lui donnait une véritable majesté et lui permettait de produire le premier des effets oratoires, l'effet qu'avant même de parler produit une belle prestance;

car Monescillo, aussi bien en parlant qu'en écrivant, était un orateur véritable. Aussi professait-il une réelle amitié pour Canovas, pour Moret, pour moi, pour tous les autres orateurs connus, à l'exception toutefois de Pidal, qu'il détesta toute sa vie pour des raisons théologiques, croyait-il, mais, en réalité, pour des raisons purement politiques. Jamais ne se rencontrèrent avec autant d'accord un aussi grand nombre d'orateurs, consacrés, chacun suivant ses aptitudes et son milieu, au service de la religion et des sentiments religieux.

Stature élancée, geste ironique, regard pénétrant, lèvres fines, teint pâle, cheveux châtains, Monescillo, avec la pourpre ecclésiastique, m'apparaissait toujours, par la distinction de ses manières, par l'éclat de son intelligence, par l'éloquence de sa parole, par le charme de son accueil, comme un de ces prélats qu'a fait revivre le pinceau du Pinturrichio dans la divine *libreria* de Sienne.

Aujourd'hui que les hautes classes de la société ne donnent plus à l'Église d'Espagne aucun prince ecclésiastique, que les classes moyennes fournissent seules les hommes consacrés au sacerdoce, que tous les prêtres ont la même origine que les soldats qui viennent du plus humble village, Monescillo, bien que rural par son extraction, était doué d'une distinction élégante sans jamais avoir appartenu à la Cour et, encore moins, à la catégorie des courtisans. L'objectif de toute sa vie, ce fut la mitre de Tolède; et c'est avec la mitre de Tolède au front qu'est mort le grand prélat. Pour l'obtenir, il manifesta quelque impatience; mais il ne fit jamais de bassesses. Son premier écrit, — car c'était un écrivain classique, — celui qui le mit au rang de nos plus éminents Docteurs sacrés, alors que Balmès était déjà mort, ce fut la réfutation des anathèmes lancés, avec une foi de néophyte, par le grand Donoso Cortes, contre la raison humaine; et les dernières paroles que j'entendis de lui, il y a deux mois, dans son palais épiscopal, alors qu'il était déjà étendu sur son lit de mort, furent un éloquent éloge de Léon XIII, ayant pour fondement l'amour de ce grand pontife pour la liberté et les tentatives faites par lui pour établir un accord durable entre la République et la Religion en France. Les Carlistes prétendent qu'il fut toujours leur partisan; moi, j'ai des raisons péremptoires pour affirmer qu'il appartint à la Démocratie. Après tout, s'il fut Carliste en ce monde, il a déjà pu se convaincre dans l'autre que Don Carlos ne triomphera jamais. Qu'il dorme en paix!

Les esprits supérieurs ne s'éteignent pas en s'envolant au delà de l'horizon sensible, de l'horizon visible à nos yeux; depuis l'infini, c'est-à-dire depuis les espaces de l'horizon rationnel où ils se sont dissimulés, ils nous apparaissent dans notre vie de chaque jour, et ils nous révèlent des signes spirituels, non d'indéchiffrables énigmes, non des hiéroglyphes gravés sur la pierre d'une froide tombe, mais bien des foyers d'idées lumineuses et vivifiantes, semblables à des étoiles, à des soleils de première grandeur autour desquels les corps opaques, planètes, satellites ou aérolithes devront tourner, accrochés à eux afin que, dans le mécanisme social, ils deviennent des noyaux mystérieux, mais visibles, des centres de magiques, mais réelles attractions.

Les idées ne se comprennent pas et ne s'expliquent pas par elles-mêmes; elles se comprennent et se définissent grâce à leurs contraires. Les synthèses résultent des antithèses. Les termes composant un jugement forment d'irréductibles antinomies. Toute grande affirmation traîne après elle sa négation formidable, comme la vérité accompagne l'erreur, le bien le mal. Ce que la raison abstraite ne peut pas démontrer, la raison pratique le démontre. Toute vie obéit à l'impulsion de principes qui, à première vue, paraissent faux, mais qui, vus de certains points spéciaux de l'espace et du temps, paraissent vrais, semblables en cela aux figures qui, se présentant à l'envers dans nos organes visuels, se rectifient bientôt et se redressent complètement au fond de notre intelligence. La pure logique, irréalisable entièrement dans certaines périodes et dans certains états sociaux, devient à la fin et fatalement une réalité, de même que les lois morales, que nous ne voyons pas s'accomplir tout d'abord, ne sont jamais privées de leur véritable sanction dans le cours indéfini de l'Histoire.

Nul ne comprend Canovas aussi bien que celui qui l'a combattu, et, en le combattant, a dû connaître et définir ses idées pour arriver à connaître et à définir ses propres idées personnelles. Canovas, au moment même où il allait mourir, se préparait, par une intuition naturelle à son génie, l'immortalité. En demeurant entièrement attaché aux principes conservateurs, absolus pour lui, qui reposent sur l'existence et la supériorité du trône historique, sur la grandeur du culte catholique, sur le respect des traditions anciennes, il en était arrivé à penser, en effet, que tout cela ne pouvait pas subsister s'il ne l'alliait pas aux droits individuels, au jury populaire, au suffrage universel.

Et cette conviction, il l'a gardée toujours, bien qu'il ait été attaqué avec rage par un grand nombre de ses coreligionnaires politiques. Cette constance de Canovas à soutenir toujours les principes démocratiques, je la déduis, non pas de paroles entendues dans des conversations privées, dont je n'ai pas le droit de faire usage, mais bien de l'exemple visible donné par sa politique du haut des sommets du pouvoir, où l'on est toujours molesté, incommodé et importuné par les rumeurs orageuses de la liberté. Il a dû assurément être tenté mille fois, tandis que l'on décochait sur son corps vivant les cruelles flèches de la calomnie, non moins homicides que les balles de l'infâme assassin, il a dû, dis-je, être tenté de rétablir, grâce à l'appui de majorités portées vers la réaction, les codes césariens de la première période de la Restauration, durant laquelle aucun de ses journaux ne put recevoir l'approbation d'aucun de mes partisans, à cause des autorisations préalables qui étaient nécessaires et qui convertissaient le droit de tous en un privilège de quelques-uns; mais si quelque dessein de ce genre a parfois préoccupé son esprit, il faut reconnaître que sa volonté ferme et son jugement sain se sont mis en travers de ces projets insensés; et la liberté de parler ainsi que la liberté d'écrire sont restées sauves, intactes et entières, entre les chocs de la guerre et les secousses de l'État. Je cite la liberté complète de la presse, parce que c'est celle qui fait le plus de bruit et, en même temps, celle qui donne le plus de souci aux hommes

d'Etat, et aussi parce que c'est entre toutes la plus utile. Mais il en a été de même avec une autre liberté, en faveur de laquelle nous avons livré autrefois de si rudes batailles, la liberté de l'enseignement, bien menacée, il faut le reconnaître, mais restée indemne toutefois pendant le cours de ce dernier et pénible passage de Canovas au gouvernement.

Il fallait avoir une tête bien solide et une volonté bien ferme, au milieu d'attaques constantes de sectaires qui aiment mieux voir une taverne ou un tripot s'ouvrir qu'une église ou qu'une école protestantes, pour reconnaître à un professeur de Barcelone et à un professeur de Salamanque, l'un anathématisé par son évêque et l'autre congédié par son recteur, le droit de penser et d'enseigner selon leurs croyances, conformément aux décrets mis en vigueur par la révolution de septembre et restaurés par les gouvernements libéraux, au moment où notre démocratie a été en honneur.

En agissant ainsi, Canovas n'obéissait ni à l'entêtement, ni à un caprice arbitraire. Il agissait par pure conviction : car seule la conviction déterminait ses actes les plus complexes pendant la dernière période de sa vie et durant la dernière évolution de son esprit. Il était convaincu, en effet, que la politique espagnole exigeait qu'il y eût, à droite, un parti allégé de la réaction qui n'est bonne que pour faire naître des guerres civiles et des révolutions continuelles, un parti conservateur selon la conception anglaise, qui combattît avec ténacité les idées et les lois démocratiques, tant qu'elles sont encore à la période des projets et sujettes à la discussion, mais qui ensuite les acceptât et les soutînt avec une égale ténacité dès qu'elles auraient été admises par le public, et qu'elles se seraient répandues dans la pratique journalière. La pensée humaine est douée de sa naturelle trachéotomie; et on ne verra jamais se constituer une fraction politique ou une école philosophique sans qu'il ne se forme des groupes, comme si les idées étaient des atomes et passaient par la cristallisation des atomes, sans que ces groupes ne correspondent à la droite, à la gauche et au centre. Comme cela est inévitable, ainsi le veulent la chimie et la mécanique sociales, le parti conservateur a son centre, connu de tout le monde, sa gauche, dont les extrêmes confinent aux révolutionnaires, et sa droite, dont les extrêmes vont nécessairement jusqu'aux absolutistes et aux carlistes.

Canovas maintenait l'équilibre entre toutes ces forces contraires, la concorde entre tous ces esprits aux idées opposées; mais il inclinait vers la gauche pour appliquer avec elle les principes de la constitution de 1869, entrés, après de longs efforts, dans la doctrinaire constitution actuelle grâce au triomphe de notre démocratie sur la réaction insensée.

Un exemple tout récent démontrera la réalité de ce que j'avance. On a organisé un immense Conseil de l'Instruction publique dans lequel, conformément à un usage fréquent mais absurde, qui est en vigueur dans nos corporations littéraires, prédominent les anciens principes, appelés, dans le langage contemporain, « régressifs », sur les principes lumineux et progressifs qui tôt ou tard deviennent une réalité et s'incarnent dans

les lois. Ce Conseil édicta un règlement relatif aux écoles normales absolument contraire aux principes démocratiques, à la liberté de conscience garantie par la déclaration qui permet aux Espagnols d'arriver à tous les emplois publics quelles que soient leurs croyances, déclaration dirigée contre l'intolérance religieuse qui mettait en pratique l'ancien principe de l'unité catholique. Eh bien, le ministre des Travaux publics n'approuva pas ce règlement. Et il ne l'approuva pas, parce qu'il était en contradiction avec la politique de Canovas, basée sur le respect scrupuleux des lois démocratiques en vigueur dans notre libre et progressiste société. Est-il possible de saisir plus sur le vif la politique du martyr que nous pleurons tous?

Il existe des facteurs importants de notre politique qui cherchent à provoquer par une réaction légale menaçante, quoi que l'on dise et quoi que l'on fasse, des catastrophes innombrables. Je ne connais pas d'entreprise réactionnaire plus habile que celle que l'on présente sous l'aspect bien modeste de réforme du Code pénal, réforme ayant pour but : premièrement de mettre ce dernier en harmonie réelle avec les découvertes de nos sciences anthropologiques modernes; deuxièmement de le mettre en parfait accord avec la Constitution qui nous régit.

In cauda venenum. Ce dernier facteur de la réforme contient tout le mal et tous les dangers de la réaction, mal et dangers comparables seulement à ceux qui résulteraient de la proposition d'élever sur le trône des monarques semblables à ceux du XVe siècle, alors qu'on peut à peine tolérer, chez nous, les monarques spéciaux de notre siècle, monarques d'une si faible taille cependant, et alors que l'unique représentant de ces impossibles régimes du moyen âge est aujourd'hui Don Carlos.

La démocratie ne s'oppose pas à ce que notre Code pénal soit réformé pour être mis en harmonie avec les progrès modernes dont on doit toujours tenir compte; mais si elle entend dire qu'il y a lieu de faire cadrer le Code avec notre constitution, forte de son expérience, elle répond : « A d'autres! » La Constitution est doctrinaire et le Code démocratique. On veut habilement réformer celui-ci de manière à restreindre la liberté complète de croire, la liberté complète d'écrire, la liberté complète de se réunir; à abolir le Jury populaire, à limiter le suffrage universel. Tout cela ne peut pas se produire en Espagne.

S'il convient de réformer le Code démocratique pour le mettre en harmonie avec la Constitution doctrinaire, il est plus naturel de réformer la Constitution dans un sens progressif, dans un sens démocratique même, que de réformer le Code dans un sens régressif de manière à établir l'accord entre lui et des principes anéantis à jamais, des fétiches brisés pour toujours. Un jour cependant, ce dernier essai fut tenté par l'extrême droite du parti libéral qui était représentée dans le Conseil des ministres par un jurisconsulte illustre; mais la tentative n'aboutit pas, parce que l'unanimité du parti libéral accepte entièrement les principes démocratiques qui lui servent de base.

Nous sommes passés — nous passons encore — par deux guerres, aussi terribles l'une que l'autre; nous avons souffert et nous souffrons de calamités qui auraient suffi à une autre époque pour produire des

désordres sans nombre; nous avons toléré, au milieu de notre mobilité méridionale, le gouvernement de deux partis et de deux hommes, dans un pays où il y a si peu d'hommes éminents et où il y a tant de chefs; le culte de la stabilité a émis des racines telles que, bien que la République ait rendu le service militaire obligatoire, nul ne s'est révolté de voir les soldats exclusivement levés parmi les classes les plus basses du peuple; nul, en présence d'une armée de deux cent mille hommes, n'a entrevu dans ses rêves le fantôme de la dictature prétorienne, apparition si naturelle cependant pendant ces nuits où l'on ne compte que des morts et où les cloches ne sonnent que le glas funèbre. Cette tranquillité si profonde provient du triomphe de nos principes démocratiques, tels que nous les avons établis; mais si vous touchez à un cheveu seulement de cette liberté, redoutez la révolution.

Pendant tout le mois de juillet et même pendant une partie du mois d'août, la presse européenne nous a tenus en suspens, nous annonçant à brève échéance une révolution en Portugal. Mais nous sommes déjà si loin de la période révolutionnaire que les deux peuples les plus remuants de l'Europe, l'Espagne et la France, demanderaient pour la rouvrir, soit la restauration d'une politique comme celle qui précéda la chute du trône d'Isabelle II, soit l'accomplissement d'une faute semblable à celle qui fut la cause de la guerre franco-prussienne, guerre ayant pour but de dorer le diadème d'une régence et d'inaugurer le règne d'un mineur. En Grèce, où se sont produites des choses horribles, il n'y a pas eu de révolution. Désastres sur désastres en Macédoine, en Thessalie, en Epire; arrivée des Turcs au pied du défilé des Thermopyles et retraite des Grecs, représentés par le colonel Vassos, en Crète; domination sur la ville d'Athènes d'une société secrète analogue à la Commune révolutionnaire qui produisit à Paris, à la fin du siècle passé, la révolution du 10 août, et, au dernier tiers de notre siècle, la révolution du 18 mars; désillusion du peuple en apprenant le peu d'influence qu'exerçait le roi ou sa dynastie auprès des Conseils royaux et impériaux de l'Europe; calomnies dirigées contre l'héritier de la couronne à cause de ses agissements à l'étranger qui le mirent à deux doigts du déshonneur et du suicide; insistance et persistance de la Turquie à vouloir garder les dépouilles de son infâme conquête; invasion de la Grèce par tous les éléments cosmopolites révolutionnaires, prêts à renverser, obéissant à leurs instincts, un trône de plus; découragement de l'armée nationale et soulèvement des volontaires étrangers; condensation de la démagogie universelle sur ce sol affaibli par la cruelle déroute; — tout cela s'est passé en Grèce, et cependant, sur ce terrain si bien préparé, dans cette atmosphère chargée d'électricité, on n'a pas vu éclater la foudre d'une révolution menaçante que semblaient présager et la complication inextricable des événements, et la perturbation profonde des esprits surexcités.

Et, si l'esprit révolutionnaire ne se condense pas sur les hautes cimes, si la révolution matérielle n'éclate pas dans les bas-fonds, c'est que le milieu ambiant nécessaire fait défaut, c'est-à-dire un milieu social propre à la production de si épouvantables phénomènes. Les indi-

vidus convaincus, que nul ne pourra leur arracher les droits humains qui leur ont été reconnus ; les peuples, que personne ne les privera de leur immanente souveraineté collective ; la réaction complètement conjurée : le régime politique, approprié à chaque peuple, établi déjà sans aucune tendance à un retour en arrière ; la France, républicaine ; l'Italie, indépendante ; les principautés du Danube, dégagées de la domination qui pesait sur elles ; l'Espagne, libre et démocratique ; l'Allemagne, unifiée ; les gouvernements scandinaves, constitutionnels et parlementaires ; — il n'existe point de ces courants électriques qui, autrefois, chargeaient le ciel d'orages terribles et ouvraient sur la terre de profonds abîmes après les continuelles secousses qui agitaient le sol.

Aussi, quelques raisons qu'ait le Portugal pour se soulever, il ne se révolte pas encore ; il s'agite tout en respectant l'ordre établi et les lois en vigueur. Il n'est pas possible de parler de notre sol, des sentiments d'affection que ressentent tous les Espagnols pour le Portugal, sans que les Portugais, portés à l'exagération, n'attribuent ces sentiments affectueux à des rêves de conquête. Rien, en tout temps, n'a été aussi éloigné de l'esprit espagnol, et maintenant surtout, dans un moment où nos malheurs réduisent dans d'étroites limites nos ambitions, nous poussent uniquement à vouloir conserver notre territoire sans aucune diminution et sans aucune tache, tel que nous l'avons reçu, sous forme de legs intangible, de nos ancêtres.

Les Portugais devraient reconnaître qu'il est impossible de supprimer l'espace et le temps, qui se rattachent et se relient, non à l'Univers extérieur, mais bien à l'esprit humain, qui en est la mesure, sans nous supprimer nous-mêmes auparavant. Ils devraient également comprendre que les battements d'un cœur affecté, soit par un sentiment d'amour, soit par un sentiment de haine, soit par un grain d'ambition, soit par un rêve de conquête, ne peuvent pas changer ce qui est immuable, notre Géographie et notre Histoire.

Il n'est pas possible d'éviter l'identité de nos deux territoires ; on ne peut empêcher les racines de nos arbres de se rencontrer sur le sol de nos patries, les lignes de nos frontières de s'effacer à travers des territoires communs, les eaux de nos mers et de nos fleuves de se rencontrer sur les mêmes plages. Il n'est pas davantage possible d'empêcher nos siècles passés de s'identifier dans la même Histoire, d'avoir les mêmes croyances, la même religion et, en quelque sorte, la même éternité, centre de nos âmes. Nous n'étions pas séparés, lorsque, dans les profondeurs des âges préhistoriques, nous reçûmes les caractères communs qui existent encore dans nos races et dans notre essence fondamentale ; nous n'étions pas séparés lorsque, de Braga à Hispalis, d'Hispalis à Tarragone, de Tarragone à Léon et de Léon à Lugo, se répandit la civilisation ibéro-latine, qui fut l'un des ornements de Rome, et, par suite, du monde entier : nous n'avons été séparés, ni sous la domination arabe, ni sous la conquête chrétienne, ni lorsque les filles d'Alphonse VI s'assirent sur des trônes féodaux, bien que ces trônes fussent ennemis, ni sous les rois-saints du treizième siècle, ni sous les rois-démons du quatorzième siècle, ni à l'époque des décou-

vertes intercontinentales et interocéaniques, ni sous la période des grandeurs du seizième siècle, ni sous la période jésuitique du dix-septième, ni sous la période philosophique du siècle dernier, ni sous la période libérale du siècle présent. Car il ne suffit pas qu'il existe deux gouvernements différents, pour diviser deux peuples identifiés dans l'espace infini par la Géographie, dans le temps éternel par l'Histoire, dans l'Univers matériel par le même rang, et dans l'Univers moral par le même esprit, peuples issus, l'un et l'autre, du même protoplasma primordial et s'élevant, tous les deux, dans une marche constante, vers le même ciel, vers le Dieu éternel de nos pères.

Je ne dis rien de nouveau lorsque j'affirme que les affaires du Portugal m'intéressent autant que s'il s'agissait des affaires de l'Espagne. En raison de l'intérêt qu'elles m'inspirent, je me suis rendu compte que les maux dont souffre le Portugal n'ont pas un caractère politique, mais bien un caractère économique. Et les maux économiques ne sont pas de ceux que guérit ou qu'extirpe le fer rouge de la révolution.

Pour que les révolutions produisent des résultats économiques, il faut qu'au fond elles ne soient pas simplement politiques, mais bien sociales, très sociales. La révolution religieuse grandit l'Angleterre parce qu'elle fit passer les biens du clergé orthodoxe entre les mains de la noblesse ; la révolution universelle de 1789 grandit la France parce qu'elle fit passer les biens de la noblesse entre les mains de la bourgeoisie, créant ainsi une classe moyenne qui défend aujourd'hui la démocratie, la liberté et la République.

Aujourd'hui, il ne peut pas se produire d'autre révolution sociale que l'évolution socialiste. Et l'évolution socialiste, essayée parmi des populations impériales par un tout-puissant ministre comme Bismarck et par un génial artiste comme Guillaume II ; essayée chez des peuples souverains par des gouvernements libres, comme celui de la libre Angleterre, et par une démocratie directe comme la démocratie suisse, a donné des résultats si mauvais, là même où le gouvernement compte de nombreux socialistes distingués comme l'Anglais Chamberlain et des républicains solides comme ceux qui composent le Conseil fédéral helvétique, qu'il ne vaut pas la peine de s'exposer aux malheurs qu'entraînent avec elles les révolutions, pour obtenir des réformes de la nature de celles qui ont déjà été acquises et qui ont pour résultat de vider le Trésor sans alléger les charges du peuple.

Au surplus, je considère comme une vulgarité d'attribuer à la faim des révolutions humaines, alors qu'elles ont toutes un idéal pour cause. Sous l'horrible système économique, propre à l'absolutisme, jamais la France n'a joui d'une prospérité supérieure à la prospérité obtenue sous le règne de Louis XVI. L'Encyclopédie, voilà la cause permanente et première de la Révolution ; la corvée, voilà la cause occasionnelle et secondaire. Dans la série révolutionnaire, comme dans toutes les séries logiques, l'aspect économique est un terme et rien qu'un terme postérieur, très postérieur à l'aspect politique.

Ou je me trompe fort, au point de vue politique, en ce qui con-

cerne le Portugal, ou bien une révolution populaire était plus facile dans ce pays, sous les gouvernements antérieurs, que sous le gouvernement actuel. Il y a eu des gouvernements aux allures réactionnaires et dictatoriales, plus odieux au peuple que celui qui existe aujourd'hui, auquel, un jour, les républicains eux-mêmes ont prêté leur appui. Il faut connaître bien peu le monde pour ignorer que la brillante pléiade républicaine de ce pays est composée d'insignes penseurs, d'admirables polygraphes, de professeurs et d'ingénieurs de première marque, qui sont mieux que des hommes politiques, de véritables hommes d'Etat, tout prêts à former un véritable gouvernement. Certain philosophe anglais, très célèbre, entendant un jour un de ses collègues se plaindre du peu de science des gouvernants, le consolait à l'aide de cette observation : « Un philosophe, imbu d'idéal, qui arriverait au pouvoir, pourrait porter un grave tort à la société en lui concédant des droits qui seraient susceptibles de nuire autant à un peuple, que nuirait à un animal né dans une atmosphère d'hydrogène, le fait de le transporter, en lui promettant vie et santé, dans une atmosphère supérieure, mais irrespirable pour lui, composée d'oxygène. »

Ah! ne demandons pas de faire respirer aujourd'hui dans l'air, des peuples accoutumés à respirer dans l'eau. La philosophie et la religion sont de tous les temps; l'histoire appartient au passé, l'art à l'avenir, et la politique au présent. Si le Portugal a besoin d'économies, je ne connais rien d'aussi coûteux que la révolution. Moi, républicain de toute la vie, j'ai dit : lorsque des tentatives révolutionnaires ont été faites sans aucune préparation et sans entente préalable par des conspirateurs, une guerre civile est plus chère qu'une liste civile. La République doit être fondée au sein de la paix et pour conserver la paix. On éprouve les bienfaits des révolutions tard, très tard; on n'apprécie qu'aujourd'hui, après un siècle écoulé, les bienfaits de la Révolution française; de même qu'on n'apprécie également qu'aujourd'hui, après cinq lustres, les bienfaits de la Révolution espagnole du mois de septembre, que qualifient en ce moment de sage et de sainte les Espagnols les moins enclins à reconnaître les avantages du progrès universel et à proclamer les principes du droit humain.

Dans toute révolution, il y a des gens qui sont favorisés par le régime nouveau et d'autres qui ne le sont pas. Mais ces derniers ressentant rapidement le mal qui leur est fait, crient très fort, tandis que les premiers, ressentant tardivement la faveur qui leur est concédée, se taisent. C'est ainsi que les révolutions sont entourées d'implacables ennemis, auxquels rien n'est plus facile que de provoquer une épouvantable réaction.

Il se passe des phénomènes bien extraordinaires autour de nous. Tandis que croissent les moyens de communication grâce aux progrès des sciences appliqués à l'industrie, on voit diminuer les échanges et la circulation des produits. Les deux peuples destinés à répandre la lumière en Amérique et en Europe, les Etats-Unis et la France, deux Républiques, nous apparaissent maintenant, non comme les auxiliaires du libre-échange dans la production et dans le commerce

universels, mais comme des prohibitionnistes chinois, ayant à leur tête deux hommes bien connus en économie politique, le bon Méline et le bon Mac-Kinley. Un empereur, le jeune utopiste qui règne sur l'Allemagne, capable d'essayer tous les progrès économiques pour bien faire constater la stabilité, ou plutôt la réaction impériale, finit par se livrer aux intransigeants de la féodalité agricole, préoccupés non seulement d'empêcher la circulation de la pensée humaine, mais encore la circulation des produits de l'industrie humaine : entreprise aussi vaine que s'ils voulaient empêcher le mouvement de la lumière dans l'espace, la circulation de l'air dans nos poumons, la circulation du sang dans nos veines.

L'Angleterre elle-même fait un retour en arrière. Hier encore nous appelions cette nation glorieuse la patrie de Cobden: aujourd'hui, un membre de la Chambre de commerce de Manchester, la Rome du libre-échange, a osé proposer d'enlever l'image de l'apôtre de la liberté commerciale, image qui se trouvait dans un salon historique bien connu où on lui rendait un culte semblable à celui que les dévots rendent dans les églises et les confréries au saint de leurs dévotions.

Hallucinés par le fantôme d'un empire universel, composé de leurs colonies unies par un échange intérieur de produits comme celui qui existe aujourd'hui entre les provinces d'un même pays grâce à nos révolutions qui ont donné naissance à l'idée nationale et fait disparaître les douanes intérieures, les Anglais restreignent leurs relations commerciales avec le reste de l'Univers et dénoncent, à la demande du Canada leur traité avec l'Allemagne, obéissant ainsi, quoi que l'on dise, à une impulsion franchement protectionniste.

Et ce qui se produit en matière de protection commerciale, se produit également en matière de socialisme. Ceux-là même aux yeux desquels le socialisme apparaissait naguère comme un système odieux et abominable, le cultivent aujourd'hui comme un arbre à l'ombre duquel doit pouvoir vivre, dans sa triste condition, celui que le jargon révolutionnaire appelle si improprement le « quatrième état ». Lorsque le socialisme de la chaire, formulé par un professeur fameux tel que Wagner et mis en pratique par le colossal Bismarck, fait faillite en Allemagne, les Suisses et les Saxons l'appliquent. Chamberlain, l'excellent ministre des colonies, en Angleterre, passé des rangs du parti radical dans ceux du parti conservateur afin de donner à sa palinodie une certaine allure républicaine dans le sens, non de la démocratie, mais plutôt des tories, propose la célèbre loi protectrice du travail dans les mines et du travailleur dans les mêmes mines, en substituant, au vieux principe individualiste de la libre entente entre les parties une série d'interventions de l'État dans les relations entre patrons et ouvriers, telles que celles qui sont réclamées par les communistes les plus exaltés et qui sont rêvées par les novateurs les plus hardis contre le principe divin de la liberté humaine.

Ainsi agissent, à leur tour, les radicaux suisses, idolâtres de l'entité État, en demandant l'assurance obligatoire imposée par les lois au capitaliste et à l'ouvrier, telle que la préconisa Lassalle, que la proposa

Wagner, que la réalisa Bismarck et que vient d'anéantir cette grande pierre de touche constituée tant en économie qu'en politique : l'expérience.

Il existe donc trois névroses dans notre Europe contemporaine, la névrose du protectionnisme, la névrose du socialisme, et enfin celle que je désignerai sous le nom de névrose de la colonisation. En vertu des tendances naturelles qui portent l'homme à l'imitation comme les singes, tous les peuples sont affectés de ces trois névroses ; et le Portugal lui-même ne pourra pas échapper à la contagion. Elles sont, ces névroses, toutes les trois fort coûteuses.

Les princes chrétiens du xve siècle éprouvèrent une glaciale indifférence lorsqu'ils apprirent la chute de Constantinople ; non moins glaciale a été l'indifférence des princes chrétiens du xixe siècle en présence des malheurs dont vient d'être victime la Grèce, cette terre mère de la civilisation, de la part de la Constantinople musulmane. Il est inutile de rappeler combien d'efforts a dû faire le concert européen pour obtenir l'adhésion de l'Allemagne, ou, pour mieux dire, de l'Empereur allemand, — car l'Allemagne compte peu en diplomatie — toutes les fois qu'il s'est agi de décisions que la Turquie a pu considérer comme hostiles. Et, aujourd'hui, la paix n'est pas encore faite ; la Grèce ne recouvre pas ses forces et ne retrouve pas sa sérénité ; la Thessalie n'est pas rendue à sa vraie patrie ; et tout cela parce que Guillaume exige, de la nation vaincue, des sacrifices incompatibles avec sa dignité, des sacrifices supérieurs à ses forces. La Grèce est défaite, et elle doit subir la dure loi de son aveugle vainqueur. Après avoir dépensé des sommes énormes pour se préparer à la guerre à laquelle le despotisme turc le provoquait chaque jour, ce malheureux pays se voit dans l'obligation de payer, à la suite de ses désastres que l'Europe aurait pu, et fort bien pu éviter, une indemnité excessive qui, non seulement augmente le mal économique dont il souffre, mais encore rend impossible l'application d'un remède. Toutefois la Grèce, désireuse de rentrer en possession de la belle Thessalie qui lui a été enlevée par les victoires turques, souscrit au chiffre de la rançon qui lui est demandée pour le rachat de l'immortelle captive ; elle s'engage à faire tout ce qu'on exigera d'elle, convaincue que ses fils sauront montrer, en payant les lourds tributs, l'héroïque résignation et l'amour du sacrifice dont ils ont fait preuve dans les combats et dans les épreuves de la récente guerre.

Tout ce que réclame cette nation martyre, c'est que le conquérant abandonne bientôt son territoire. Mais elle ne peut pas obtenir cette satisfaction, parce que le César allemand oppose des obstacles insurmontables à la réalisation de ses désirs. Ce jeune empereur, toujours génial et extravagant, énigme vivante, tantôt éprouvant un amour exalté pour l'Humanité, tantôt prêt à défendre la réaction féodale, protège aujourd'hui les propriétaires agricoles et les banquiers berlinois, en faveur desquels il fait voter des lois douanières très prohibitives et empêche la libre divulgation des idées progressistes dans le pays de la libre-pensée. Cette manière de penser et d'agir, il la transporte de la

politique intérieure à la politique extérieure : il menace de ses fureurs des puissances libérales comme l'Angleterre ; il accorde sa protection à des puissances despotiques comme la Turquie. Dans ce but, il demande à ses Chambres des subsides considérables pour la construction d'une marine impériale, très coûteuse pour le trésor allemand. Il poursuit de ses terribles persécutions la Grèce à laquelle l'Angleterre prête son appui. Et c'est contre la Grèce et contre l'Angleterre que sont dirigées ses manœuvres. Les rectifications de frontière avaient déjà été arrêtées d'une manière définitive ; l'évacuation du territoire hellénique, accaparé, à titre de trophée, par la Turquie, était accordée ; le chiffre de l'indemnité, ayant donné lieu à des exigences excessives, d'une part, et à des offres trop minimes, d'autre part, avait été fixé ; tout paraissait fini et arrangé, lorsque l'Allemagne survient et fait des propositions inacceptables ; elle déclare qu'elle ne signera le pacte que si la Grèce offre des cautions solvables aux créanciers ottomans, et offre une hypothèque pour la sûreté du paiement de sa dette ; elle exige enfin l'intervention perpétuelle, en matière financière, d'un comité de banquiers étrangers chargé de percevoir les impôts et d'en surveiller l'emploi.

Ces exigences sont formulées en termes si formels ; elles sont soutenues avec une telle ténacité, que la convention gréco-turque ne peut pas devenir définitive avant qu'un long laps de temps ne se soit écoulé. Et, en attendant, le vainqueur musulman tient son genou appuyé sur la gorge du vaincu chrétien.

Il suffit de mentionner ces exigences pour laisser deviner les angoisses par lesquelles passent la nation et le gouvernement de la Grèce ; après les sacrifices énormes qu'ils ont faits pour la défense de leur indépendance politique, ils voient attaquer leur indépendance économique ; après avoir fait tout leur possible pour empêcher les étrangers d'entrer par la porte du territoire, ils les voient entrer par la porte de leur trésor. N'est-ce point décourageant ?

Il n'y a pas à espérer que ces circonstances changent. Tous les efforts que peut faire la France, le peuple rédempteur, sont paralysés par le pacte franco-russe dont tous les avantages sont pour le gouvernement moscovite, essentiellement réactionnaire, et tous les inconvénients pour le Gouvernement républicain, essentiellement progressiste.

Avant que le représentant de notre démocratie française, qui porte dans son sein les germes de la République universelle, ne fût parti pour Pétersbourg, capitale de la politique européenne, il y avait été précédé, d'abord par Guillaume II, représentant de l'empire d'Allemagne qui porte avec lui les germes d'un empire universel, ensuite par l'empereur d'Autriche, représentant, lui aussi, de ce régime de la conquête et du despotisme qu'on cherche à faire prévaloir sur le régime opposé, le régime de liberté, de paix et de progrès.

A la suite d'un banquet, semblable à celui qui fut offert plus tard au président Faure, pour lui souhaiter la bienvenue, on a entendu le choc des verres des deux jeunes despotes que Gladstone a qualifiés en termes justes et pittoresques ; et ce choc a été l'accompagnement des toasts qu'ils ont portés et dans lesquels, malgré leurs réserves, on devine comme

un désir commun de protéger systématiquement le sultan et de lutter non moins systématiquement contre l'Angleterre. A cela rien d'étonnant. L'empereur d'Allemagne ne veut pas que le Turc soit chassé de l'Europe ; car il lui a tendu sa main sanctifiée par le contact de Saint-Graal, et il lui a envoyé ses banquiers et ses soldats. L'empereur de Russie ne peut pas désirer davantage l'affaiblissement de la Turquie ; car il a peur qu'une partie de l'héritage turc, cet héritage qu'il convoite tout entier pour lui et pour son empire, une partie maritime surtout, tombe entre les mains des Anglais, ses rivaux éternels dans l'Asie Mineure, dans l'Asie centrale et jusque dans l'Asie extrême. Il espère que, contre ces rivaux, contre leur puissance maritime, il pourra faire agir la flotte que la France augmente chaque jour, ainsi que la flotte réclamée en vain par l'empereur d'Allemagne à son Parlement. C'est ainsi que les empires européens se concertent, avec l'appui de la République française, contre la libérale et progressiste Grande-Bretagne. Et aujourd'hui celle-ci se voit exposée à un danger non moins grand que celui qui serait résulté pour elle du blocus européen rêvé par Napoléon. Mais ce blocus n'est réalisable que si l'on réussit à rassembler des escadres supérieures aux escadres anglaises ; ce qui est impossible pour le moment. Cette entreprise ne deviendra facile que si Guillaume II parvient, soit à l'aide de son Parlement, soit sans l'aide de son Parlement, à créer une armée de mer formidable pour la diriger contre l'Angleterre, comme Guillaume Ier parvint à créer une armée de terre formidable pour la diriger contre la France.

Un obstacle pourrait s'opposer à la réalisation de ce plan : l'intelligence de l'Italie et de l'Autriche avec l'Angleterre. Mais l'Autriche est liée à l'Allemagne par le traité de la Triple Alliance qui peut, un jour, avoir à lutter contre l'Angleterre. Quant à l'Italie, elle voit d'un mauvais œil l'Angleterre parce que l'égoïsme anglais l'a abandonnée à son malheureux sort, là-bas, en Abyssinie et dans ses possessions ; au surplus, elle fait également partie de la Triple Alliance. Dans ces conditions, une entente est très difficile entre des peuples placés par leurs engagements antérieurs dans une position équivoque, alors que leurs indécisions et leurs perplexités les rendent hésitants et les mettent dans l'impossibilité aussi bien de contracter de nouvelles alliances que de faire honneur aux traités antérieurs.

Assurément l'Italie et l'Autriche ne sont pas, vis-à-vis de la Russie, dans les mêmes conditions que l'Allemagne qui est gênée par l'empire moscovite sur la frontière orientale de la Prusse ; elles ressentent encore moins pour la Russie cette affection exaltée que la France éprouve pour elle dans un but de vengeance. C'est tout le contraire qui se produit pour elles. L'Autriche convoite Salonique, port de Macédoine, que la Russie désire également comme faisant partie de l'héritage turc. L'Italie prétend exercer, sinon sa domination, tout au moins son influence sur ces peuples esclavons que la Russie veut placer sous sa dépendance. L'une et l'autre, l'Italie aussi bien que l'Autriche, sont jalouses de tout progrès fait par la Russie sur le Bosphore ou sur le Danube ; car ce progrès tend à diminuer leur action morale respective, soit sur la mer

de Trieste, soit sur la mer de Venise, soit sur toutes les parties de la mer Méditerranée qui touchent à leurs territoires.

Ce qu'il y a de certain, c'est que les principautés du Danube, retenues dans une invraisemblable inertie par l'influence de l'Allemagne et de la Russie, n'ont pas pu partir en guerre contre la Turquie pour défendre la Grèce.

Les princes du Danube et du massif des Balkans se sont fort remués pendant la période qui vient de s'écouler. Le prince Nicolas de Monténégro est entré dans la dynastie italienne; le prince de Bulgarie est allé également à Rome; entre l'Italie et la Grèce règne une grande fraternité due à la nature même de ces nations; car l'Italie a été la Grèce du monde moderne, de même que la Grèce a été l'Italie du monde ancien. Mais tout effort tenté par les Italiens, ou par les Serbes, ou par les Bulgares, ou par une des nombreuses puissances qui détestent la Turquie et aiment la Grèce, a été empêché d'un commun accord par l'Allemagne et la Russie, décidées, par des motifs divers qui les placent aujourd'hui dans des situations identiques, à maintenir le Sultan et l'Empire turc, malgré les traditions religieuses qui ne sont pas assez puissantes pour contrecarrer leurs intérêts politiques et leur désir de domination dans le monde.

Il est certain que la Bulgarie n'aurait pas existé; que la Serbie et la Roumanie ne seraient pas arrivées à constituer des monarchies indépendantes; que le Monténégro ne se serait pas agrandi de Dulcigno, et l'Autriche de la Bosnie et de l'Herzégovine, si la Crète et, par suite, la Grèce, n'avaient pas levé, en 1866, le drapeau de la révolte contre les despotes turcs et n'avaient pas prêté leur concours aux chrétiens esclavons. Et maintenant, lorsque la Crète a eu besoin de l'aide des Esclavons pour mener à bien des entreprises gigantesques, elle s'est trouvée abandonnée de tous, sans qu'aucun peuple racheté par elle n'ait répondu à son appel lorsqu'elle était malheureuse. Lorsque la Grèce a volé à son secours, on a pu tout redouter; mais on n'aurait jamais cru que les peuples chrétiens lui tourneraient le dos et la laisseraient envahir et mutiler — elle qui est le foyer où leurs libertés sont venues s'alimenter — par leurs féroces ennemis communs.

En ce moment même, le prince Ferdinand de Bulgarie, capable, comme tout bon Orléans, de toutes les bassesses imaginables pour conquérir ou pour conserver une couronne, se confond en salamalecs ridicules de vassal et d'esclave, dans les pays byzantins, aux pieds du Sultan, auquel ses victoires ont fait tourner la tête et qui attend, tout couvert de sang de la tête jusqu'aux babouches, l'heure où il pourra restaurer son empire balkanique et exterminer les chrétiens échappés à son pouvoir. Et pourtant le prince de Bulgarie est chrétien. Il est allié à une famille, la famille royale de Parme, dans laquelle prédomine soit la parenté du comte de Chambord, soit la parenté de Don Carlos, qui tous les deux nous ont exposés, à trois reprises, aux horreurs de la guerre civile, parce qu'ils ne nous supposaient pas assez fervents catholiques. Il vient de remplacer le baptême catholique par le baptême grec; il a arraché son premier-né à l'Église catholique orthodoxe pour le faire entrer dans le

sein de l'Eglise schismatique, et cela pour qu'il domine, qu'il triomphe et qu'il règne.

Par conséquent, des circonstances qui ont précédé et suivi les préliminaires de la paix, il faut tirer cette conclusion qu'il n'y a pas à espérer que la Turquie cède le pas à la chrétienté dans les conflits orientaux. Cette même indifférence qu'éprouvèrent les princes chrétiens du quinzième siècle à la vue de l'empire grec détruit par les Mongols et les Tartares musulmans, les princes chrétiens du temps présent l'éprouvent à leur tour en voyant l'Olympe des arts, la vallée sacrée de Tempé, les rives de la belle rivière Pénée, les plaines de Pharsale tomber entre les mains d'un calife qui peut, à sa guise, mettre d'une manière permanente, à feu et à sang l'Arménie, égorger l'Anatolie, lancer ses hordes de bourreaux dans les rues de Constantinople, rêver à la restauration de l'Islam, pour faire disparaître du globe l'Europe chrétienne.

VII

Les prochaines élections en France. — Merveilleux spectacle qu'offrent les réunions antérieures au comice électoral. — Différences entre les républicains gouvernementaux et les radicaux. — Assimilation des ultramontains par les premiers et des socialistes par les seconds. — Stabilité de la République en France. — Etat de la politique orientale. — Décadence de la Turquie dans le siècle dernier et dans le siècle présent. — Impossibilité d'un mouvement en retour vers sa reconstitution. — Illusions turques relatives à une réaction ottomane universelle. — Terribles procédés des puissances européennes à l'égard de la Grèce que ces illusions inquiètent. — Menaces contre les capitulations qui garantissaient la liberté aux Grecs résidant en Turquie. — Enormité du rachat de la Thessalie. — Impossibilité absolue de parfaire l'indemnité. — Agitation en Grèce. — L'empereur Guillaume et ses engagements. — Le programme et l'idéal relatifs à une marine allemande sont désapprouvés par Bismarck. — Réflexions. — Conclusions.

Rien n'est si beau que le spectacle moral offert par un peuple libre disposant de son sort et de ses destinées en toute sécurité dans les comices populaires qui appellent tous les citoyens, revêtus de leurs droits civils, à l'exercice de la souveraineté individuelle, génératrice, dans le gouvernement et dans l'Etat, de la souveraineté collective ou nationale. Tous ceux qui, comme nous, aiment réellement la liberté individuelle, avec ses adjuvants, le jury et le suffrage universel, dans une république parlementaire, ne peuvent s'empêcher d'admirer comment les élections générales prochaines mettront fin au délai légal de la Chambre des Députés et d'une partie du Sénat. Les deux grands partis fondamentaux se préparent au combat intellectuel dans des réunions libres. Ils sollicitent le jugement ou l'arrêt suprême des électeurs au moyen de formules destinées à régler ou à activer le mouvement du progrès qui ne peut pas s'arrêter, encore moins reculer, dans un pays démocratique véritablement libre. Diverses questions ont été soulevées en France par une opinion qui a tout pouvoir de se manifester. Toutes ces questions ont été résolues avec la maturité et la circonspection propres à un peuple très pénétré du sentiment de sa responsabilité, sentiment que les souverains ont besoin d'expérimenter pour arriver à se diriger eux-mêmes et à diriger les autres. Beaucoup de républicains partisans de la stabilité ministérielle et de la puissance présidentielle, en se rendant compte de l'influence prise par Félix Faure à la suite des alliances contractées en Europe, et en constatant la durée du cabinet Méline qualifié de conservateur par les radicaux, songèrent à renforcer la suprématie du pouvoir exécutif. Pour cela, ils n'eurent rien de mieux à proposer que l'exercice immédiat de la faculté souveraine du droit de dissolution. Cette faculté, en effet, si elle était exercée avec mesure et à temps, serait de nature à mettre en relief l'empire suprême de la

Présidence et sa coparticipation au pouvoir législatif que les législateurs contemporains méconnaissent et oublient. La pensée de la dissolution pourrait être bonne au cas où une dissidence grave et systématique viendrait à éclater subitement entre la représentation du pouvoir législatif et la représentation du pouvoir exécutif, à durer quelque temps, à se transformer en conflit aigre et irrémédiable par le jeu des passions mutuelles. Il n'y a que la nation en personne qui puisse alors trancher le différend. Tout ce qui ne sert pas la politique lui nuit. Un ostensible et suprême appel au suffrage universel n'aurait pas toute sa raison d'être s'il ne pouvait être utilisé en tout temps sous le bénéfice de certaines restrictions, avec le concours du Sénat, par la Présidence du pouvoir exécutif de la République française. Mais les institutions actuelles étant nées d'une réaction anti-césarienne favorable au Parlement et les dissolutions précédentes rappelant, l'une, le deux décembre imposé par l'Empire à la République, et l'autre, le signal d'une tentative réactionnaire au seize mai, le gouvernement a bien agi en renonçant, dans ces circonstances, à la dissolution à laquelle Grévy et Casimir-Perier refusèrent de recourir, de peur que, avec cette supériorité exagérée du pouvoir exécutif, les institutions prissent un caractère césarien tout à fait hostile au Parlement et à la République.

Ce plan fut repoussé. A la vérité, il reposait sur une politique réactionnaire par son caractère théorique. Mais, sous peu, le Parlement se dissoudra de lui-même pour une période électorale au terme de laquelle la nation décidera de son propre sort et désignera, dans le plein exercice de sa souveraineté, le gouvernement qu'elle préfère. Pour s'emparer du pays, les ministres comme l'opposition, la droite comme la gauche, les radicaux comme les conservateurs, n'ont pas d'autre ressource que de faire vibrer la volonté nationale ; chacun pour soi. Pour faire vibrer la volonté nationale ou la force qu'elle représente, il n'existe pas d'autre moyen que d'ébranler l'intelligence nationale, c'est-à-dire la force pensante et agissante qui détermine la volonté générale et préside à l'action politique. En vue de cette lutte, les républicains des divers partis qui divisent logiquement l'opinion française, commencent à se réunir et à enfermer leur idéal de conservation ou de rénovation dans le Verbe dont l'esprit devra prendre réalité dans les lois. Heureux les peuples qui, parvenus à ce degré de maturité, donnent une main aux révolutions d'en bas et l'autre aux intrigues d'en haut ; livrent leur sort non à un maître isolé sur la cime de la société et entouré de cabales mystérieuses ou d'influences personnelles, mais au peuple entier, parfaitement conscient de son éducation libérale acquise dans la pratique du gouvernement de soi-même, dans lequel il trouve la juste limite de ses aspirations ; auquel il peut arriver par les voies du progrès légal et pacifique sans blesser ses droits immuables, ni briser son idole, la République. De telles crises sociales ne peuvent se résoudre pacifiquement par des oligarchies, ni par des élections qui renouvelleraient les députés dans le sens des changements de gouvernement ; ni par la volonté suprême d'une personnalité plus ou moins artificiellement désignée par les caprices de l'hérédité, mais par le Verbe qui, révélé par de nom-

breux orateurs, s'adresse aux Comices; puis les Comices, composés de tous les citoyens, désignent le gouvernement de leur choix, de sorte que tous les Français ont une égale participation directe dans les droits naturels et une égale participation indirecte dans la marche et l'autorité de l'Etat. En présence de ce merveilleux spectacle, qui honore l'humanité dans le peuple choisi comme le dispensateur de la liberté au monde, on peut assurer que la société est là, en possession d'un Etat aussi inébranlable que l'Etat matériel de la Nature; et que les lois y proviennent des relations naturelles existantes entre tous les citoyens de qui elles reçoivent une impulsion aussi vigoureuse que peuvent la subir les lois de l'Univers; car rien ne s'oppose plus au développement de la pensée accréditée et à la réalisation de la volonté nationale, ni aucun genre de résistance artificielle, ni aucun obstacle d'insurmontables difficultés, ni aucun pouvoir planant au-dessus des sociétés humaines et s'y croyant antérieur à la métamorphose et au changement universels.

Dans une société bien organisée, les partis fondamentaux ne doivent pas accuser de très grandes divergences entre eux, ni être très hostiles l'un à l'autre. Et si leurs solutions ne se contredisent pas trop, ils doivent vite trouver un terrain d'entente pour les imposer au gouvernement et à l'Etat. Cependant, ne croyez pas que la société est bien organisée là où une grande partie des citoyens professent des principes directement contraires à l'organisation sociale du moment, ou en appellent aux armes au lieu d'en appeler aux comices. Il y a aujourd'hui, en France, deux partis opposés aux choses existantes : l'un est né du souvenir et de l'histoire, c'est le parti royaliste dans toutes ses nuances ; l'autre est engendré par l'espérance et par l'utopie, c'est le parti socialiste dans toutes ses écoles. Mais que ce soit par conviction ou pour faire de nécessité vertu, ni le parti royaliste avec tous ses souvenirs et toutes ses traditions l'encourageant au romantisme des entreprises belliqueuses; ni le parti socialiste avec sa représentation de la plèbe toujours un peu inquiète et révolutionnaire, de nos jours comme aux temps anciens, ne rêvent une révolution en armes, ne pensent que les sociétés changent au bruit du canon sur le continent comme changent, au coup de sifflet, les décors d'un théâtre.

L'un et l'autre ont, au contraire, des destinées différentes. Le parti gouvernemental conservateur a pour premier devoir de s'assimiler les éléments assimilables des vieilles écoles monarchiques, et d'attirer dans son rayonnement la poussée catholique qui détermine de si incroyables adhésions au régime républicain, considéré jusqu'ici par les vieux royalistes comme l'abomination de la désolation; et le parti radical a pour premier objectif de s'assimiler les éléments assimilables des nouvelles écoles socialistes et d'attirer dans son rayonnement la poussée socialiste qui, dans le cabinet précédent, s'accoutumait si bien aux délices du gouvernement, qu'elle endossait la livrée ministérielle, une aussi abominable chose à ses yeux que peuvent l'être aux yeux des royalistes la démocratie et la République.

Avec de telles tendances dans la République, on a le droit, d'une part, d'encourager toutes les résistances au progrès qui pourrait, par une

marche trop accélérée, nous rejeter vers la pire des réactions, et, d'autre part, d'emprunter aux systèmes dits progressistes toutes les idées favorables au travail et aux travailleurs, pour développer la prospérité de ces facteurs de la société, sans que cela nuise d'ailleurs aux deux principes essentiels sur lesquels ces idées reposent : la liberté et la propriété individuelle.

Pendant que la République est ainsi menacée, la concentration républicaine s'impose, c'est-à-dire l'entente entre toutes les nuances résolues à défendre les institutions, bien que ces divers groupes voient la politique et le gouvernement sous des aspects divers. C'est que du moment où les institutions républicaines reposent sur des bases aussi inébranlables que celles des empires séculaires, la division éclate au milieu d'elles, parce qu'une telle division est dans la nature de l'esprit, comme le passé, le présent et l'avenir sont dans la nature du temps, l'Esprit et l'Univers s'harmonisant, et se correspondant très bien entre eux.

Deux partis, un conservateur et un progressiste, devaient inévitablement surgir de la République, pour servir soit de frein, soit de moteur, à l'organisme social. Le premier, selon les termes logiques de la série, devait détruire le parti royaliste et traditionnel en l'attirant par la distance et par la masse; le second, selon les termes logiques aussi de la série, mais en même temps par la force d'une mécanique sociale comparable à la mécanique céleste, devait se confondre avec le parti socialiste historique, en se rapprochant de lui par des affinités naturelles et en l'annihilant par ses assimilations continues. A l'aide de cette opération chimique que d'aucuns croient être une alchimie fantaisiste, parce qu'ils ne voient pas comment les faits agissent expérimentalement, les partis français qui sont, avec leurs chefs propres et leurs étendards respectifs, ce que sont les antinomies dans le rythme de l'idée, se sont cristallisés d'après les règles d'une géométrie inconsciente, mais mathématique. Il y a donc aujourd'hui en France deux partis nettement délimités : un parti conservateur qui ne s'alarme pas quand on lui parle de ses affinités monarchiques, parce qu'il trouve dans celles-ci de nouvelles forces pour gouverner la République; et un parti radical qui ne s'alarme pas davantage quand on lui parle de ses affinités socialistes, parce qu'il trouve en elles des forces nécessaires pour pousser en avant la République.

L'organisation du régime républicain en France est si salutaire aux masses, qu'elles voient arriver avec plaisir les élections en ce moment cependant critique. Le parti conservateur est au pouvoir et le parti radical dans l'opposition. Malgré qu'ils se trouvent en opposition directe, les deux partis sont pourtant d'accord en ce qui concerne ces deux points capitaux : l'alliance avec la Russie et le culte de la République. Quant aux problèmes relatifs à l'organisme et à la constitution les meilleurs qui soient pour la République, ils dépassent tous deux les bornes de la raison. Tandis que les conservateurs ne veulent pas entendre parler de la réforme constitutionnelle, à moins que ce ne soit pour étendre et affirmer les prérogatives du Président, les radicaux ne cessent d'en

parler dans le but d'empêcher le Sénat d'intervenir comme il l'a fait récemment dans sa résistance à des innovations téméraires. Mais ces contradictions politiques n'existent qu'en apparence et résultent plutôt de formules superficielles. Le chef des radicaux français, qui est un orateur de talent, M. Bourgeois, n'a pas dit encore une phrase où il nous révèle sa pensée; il a laissé ce soin jusqu'ici à un de ses lieutenants politiques, un de ses anciens collaborateurs au Ministère, M. Mesureur, qui, dans une phrase méditée et réfléchie, ne contenant aucune allusion d'aucun genre aux périodes troublées de la Constituante qu'il importe de fermer pour toujours. Dans cette phrase, Mesureur propose la réforme du Sénat, l'auteur unique de la disgrâce du parti radical, qui passa des bancs du Ministère aux bancs de l'opposition, et que celui-ci ne peut aimer, puisqu'il le croit un obstacle insurmontable à ses innovations et à sa méthode de gouvernement. Le procédé de la droite républicaine, qui est celui de la vieille école catholique sur le terrain de laquelle les conservateurs et les radicaux ne peuvent se rencontrer, n'a d'autre importance politique que celle que lui donne l'esprit critique des adversaires. Mais personne ne pourra ne pas tenir compte de ces troupes fraîches qui, sur le conseil de l'avisé Léon XIII, se sont placées sous la protection de l'étendard républicain. Les procédés en cours dans les questions ecclésiastiques imposent aujourd'hui cette politique avec un empire souverain. On ne peut plus tolérer, de la part de l'Eglise, ses invasions dans l'Etat et dans l'enseignement universitaire, invasions auxquelles mit fin, avec le mouvement créateur de la Révolution française, la Philosophie, en adaptant l'esprit moderne à la société nouvelle; mais on ne peut pas non plus se lancer dans les aventures jusqu'au point de prononcer, entre l'Eglise et l'Etat, une séparation qui serait téméraire et que ne comporte pas la situation présente de la France.

Les relations entre le Sénat et la Chambre, la part à faire aux ralliés et aux collectivistes dans le sein de la République, l'impôt sur le revenu : telles sont les trois importantes questions qui séparent la gauche radicale de la droite conservatrice. Le différend me paraît d'autant plus petit que le tourbillon des discussions et le choc des contradictions prennent soin de le mettre plus en relief. Pour les conservateurs, le parti radical livrerait la France sans remède, aux collectivistes et à son cosmopolitisme destructeur; pour les radicaux, le parti conservateur livrerait la France, sans remède, à l'ultramontisme au point de vue spirituel, et au Juif au point de vue économique.

Ainsi que deux arbres à l'ombre desquels ils ne peuvent plus ni vivre, ni respirer, les radicaux voient le Vatican et la Banque de France étendre leurs néfastes racines sur la République, pour absorber l'huile de sa lampe et la moelle de ses os; tandis que les conservateurs imputent aux radicaux des sentiments inconciliables avec l'amour de la patrie, et l'intention d'agglomérer dans une communauté barbare et primitive, comme dans une fosse commune, tous les citoyens affranchis par la Révolution. Mais il n'y a pas à s'alarmer, les monarchistes unis à la droite ne pourront pas plus détruire la République que les socialistes unis à la gauche ne pourront détruire la propriété. Aussi, honneur au genre

humain dans le peuple le plus monarchique de l'Univers, le peuple français qui se gouverne lui-même, dans une République de paix !

Et cette République nous présente le spectacle le plus instructif de la terre. Elle ouvre ses comices pour donner à chaque citoyen un droit d'initiative, que la majorité sanctionnera, et pour faire connaître aux détenteurs de ses pouvoirs et aux représentants de sa volonté, sur les hauts sommets de l'Etat, que l'heure de sa sentence suprême a sonné.

Les temps sont passés, où les ministères et les majorités pouvaient usurper le pouvoir électoral, manquer de respect à la grande autorité de la France, lancer des programmes et manœuvrer les Comités sans se déranger.

Aujourd'hui, il faut que gouvernement et opposition exposent leurs programmes, puis le peuple décidera, parce que dans la République, pour la République et par la République seulement, il y a une grande entité souveraine : la Nation.

Pour traiter convenablement la question d'Orient, il faut d'abord savoir qu'il entre en elle du fatalisme et de l'irrémédiable, comme la décadence et la destruction des Turcs. L'histoire nous apprend que les peuples favorables au progrès croissent et se fortifient, alors que ceux qui demeurent hostiles au progrès s'affaiblissent et meurent. La religion mahométane, placée en face d'idées inférieures à sa conception spiritualiste, eut, pendant de longs siècles, comme en dépôt, le génie de la conquête ; mais, chaque fois qu'elle s'est trouvée, comme à Lépante et à Navarin, en face d'idées supérieures, elle a battu en retraite. Avec les peuples idolâtres de l'Afrique ou de l'Asie, avec les Goths dégénérés d'Espagne, avec les races byzantines qui perdaient le sentiment du devoir en même temps que l'idée de la morale, elle put triompher; mais lorsque les chrétiens eurent compris la supériorité de leurs idées de liberté et la supériorité de l'esprit de l'Evangile dans la vie des nations, le mahométisme, qui prévalait en Orient, dans la désolation morale et matérielle des déserts, parce qu'il n'y rencontrait point un esprit supérieur au sien, fut vaincu dans ce combat perpétuel des idées, qui constituent comme la trame de notre existence et comme la loi de l'histoire. Si vous examinez cette longue décadence qui part du commencement du XVIIIe siècle, vous observerez des faits contradictoires et des incidents variés qui vous démontreront comment la réalité se modifie lentement même après que l'esprit humain et les idées se trouvent modifiés. Mais, dans sa lenteur, elle marche toujours. Pierre le Grand, dans sa lutte contre les Turcs, avance et recule comme une de ces aveugles inondations périodiques de la nature dont nous méconnaissons totalement les lois. Si, à la paix de Falksen, il renonce à maints de ses projets sur la mer Noire, et permet aux barbares de pénétrer dans le Bosphore, à la paix de Passarowitz il obtient l'avantage de voir ses sujets et ses popes autorisés à Jérusalem sous la protection des sultans, modeste commencement à de grandes prétentions chrétiennes, insignifiante origine de la décadence complète des Turcs.

Cet avantage obtenu, il s'adonna à des projets plus féconds et plus

décisifs : à séparer la Turquie de la Pologne, de la Suède, de la France, de tout le monde ; à la démembrer et à la perdre en Asie ; à décider Vienne à associer sa politique à la sienne, pour menacer constamment l'intégrité de l'empire en Europe. Vers le milieu du siècle dernier, le divan turc, à la suite de la paix avantageuse qu'il avait signée à Belgrade, aggrava sa situation politique par deux fautes également graves : l'abandon des puissances alliées du Nord à l'extérieur, et à l'intérieur la nomination de gouverneurs oppresseurs, en Valachie et en Moldavie, qui lui arrachèrent les principautés danubiennes et les bras des Russes Et tandis que le Sultan se plaignait amèrement à la France, des esclaves chrétiens qui lui avaient caché, à Malte, son navire amiral où il devait l'aller prendre, si elle ne voulait pas que l'amitié fût rompue entre les Français et les Turcs, les Russes inondaient d'émissaires les provinces grecques qu'ils poussaient à l'insurrection et à la guerre.

En 1760, on voyait, on touchait, on palpait la décomposition de la Turquie. Les Grecs commençaient à mettre la main à l'épée ; les Serbes à ressusciter les chants et les poèmes de leur indépendance ; les pachas d'Orient et d'Egypte, à rompre l'unité de l'empire ottoman ; les janissaires, à révéler leur incurable discipline ; l'administration turque, à démontrer son incapacité et sa corruption, lorsque soudain une escadre russe fit son apparition dans la mer Adriatique, pour y sonner le clairon de la révolte, en chasser les derniers restes de la marine turque et y effacer les titres de la domination musulmane sur les côtes. A la mort de Mustapha, la Crimée, la Moldavie et la Valachie tombaient directement ou indirectement au pouvoir de la Russie ; les princes de Géorgie vendaient à l'encan leur soumission et leur fidélité ; le pacha de Bagdad proclamait son indépendance réelle dans une dépendance honoraire ; l'Egypte, livée aux Mamelucks, ne comptait plus au nombre des territoires effectifs de la Sublime porte ; le gouverneur de Janina, pour donner un libre cours à ses vengeances personnelles et satisfaire son ambition et son orgueil, attirait la guerre en Grèce, et, avec la guerre, le commencement de la ruine inévitable de l'empire turc. Et, dans ses dangereux traités avec Catherine II, après avoir reconnu et sanctionné une grande partie des conquêtes moscovites le Sultan livre aux Russes la tutelle sur la Roumanie, et autorise leur intervention directe dans l'Église grecques, ce qui va être une source de futures guerres et de désastres inévitables.

Tout le XIX[e] siècle, sauf de rares intervalles, peut s'appeler un siècle funeste à la Turquie. La Russie étend son influence jusqu'au Danube et couvre la mer Noire de l'ombre de son drapeau. La Serbie sent palpiter ses grandes aspirations nationales et se souvient qu'elle a constitué autrefois un Empire slave, fort et puissant comme l'ancien empire grec. La Bulgarie et l'Albanie secouent le poids de leurs chaînes. La Grèce est comme une résurrection de l'antiquité au milieu des nations étonnées. Sa voix plaintive rappelle que le génie grec a allumé la lumière de la pensée dans l'esprit des peuples modernes et que la liberté grecque a constitué le premier titre de la suprématie du continent européen sur tous les continents de la planète. La lutte pour

l'indépendance hellénique enthousiasmera tous les apôtres de l'idée ; et ces apôtres de l'idée, avec leur électricité, leur magnétisme, l'influence mystérieuse que les esprits exercent sur les faits, soulèveront l'affection des multitudes comme les lointaines attractions du pâle satellite soulèvent les marées sur notre planète. La Grèce pourra paraître incapable de se diriger elle-même au milieu de la guerre civile et des factions qui l'assaillent pendant qu'elle soutient la guerre étrangère ; mais ces malheurs serviront encore à démontrer aux peuples comment s'éteint une intelligence lumineuse et se termine une vie féconde quand elles sont livrées à un despotisme funeste. Les trois nations qui avaient le plus de peine à s'entendre sur le problème oriental, s'entendent très bien pour blesser la liberté de la Grèce : la France, la Russie et l'Angleterre. Le représentant le plus illustre du parti tory, le duc de Wellington, convient avec le plus illustre représentant du parti libéral, le grand orateur Canning, de préparer l'émancipation de la Grèce. Les pairs d'Angleterre se confondent avec les révolutionnaires français dans cette idée sublime. L'Empereur de toutes les Russies proclame cette indépendance du haut de son trône, et le dernier carbonaro italien la proclame du rez-de-chaussée de son humble cabane. Les flottes réunies des trois puissances en arrivent à l'acte décisif de brûler la flotte turque dans la baie de Navarin, et à détruire ainsi la suprématie musulmane sur la partie la plus considérable des côtes de Grèce. Finalement, l'indépendance de ce peuple est consacrée et est ouverte la blessure qui laisse échapper tout le sang de l'Empire, terrassé par ceux-là même que son autorité et sa suprématie gênaient le plus, par les Anglais.

Et pour que le désastre soit complet, on y joint la question d'Egypte. Un des plus puissants auxiliaires de la Turquie dans sa guerre contre la Grèce, fut l'Egypte. Deux hommes éminents la commandaient alors : Méhémet-Ali et son fils Ibrahim-Pacha. Quand le souverain de Constantinople les appela à son secours, l'un et l'autre accoururent ainsi que d'humbles vassaux, et l'un et l'autre firent montre d'une haute intelligence et d'une activité incontestable. Le Sultan avait donné en récompense à Méhémet-Ali le gouvernement de Candie, alors qu'il aspirait à celui de Syrie. Le Sultan qui n'était autre que Mahmoud, avait réussi à se défaire des janissaires ; mais en se débarrassant de tels soldats, s'il avait donné une plus grande force à son autorité, il avait, par contre, irrémédiablement ébranlé son influence sur les plus sacrées d'entre les institutions qui ont coutume de rehausser la prééminence des peuples dans les races de tradition comme les races orientales. En voyant cette influence rompue, rien n'était plus aisé que de contribuer à la détruire, surtout quand, comme Méhémet-Ali, on avait de l'ambition dans la pensée et de la force dans la volonté. Prévoyant et avisé, propriétaire de toutes les terres égyptiennes, habitué aux affaires, habile dans les intrigues politiques, belliqueux comme tous les gens de sa race, organisateur d'armées formées par des soldats arabes et des chefs turcs, il encouragea avec art une émigration de fellahs, de vassaux égyptiens qui, aiguillonnés par la faim, se transportèrent des rives du Nil dans les vallées de la Syrie. Dès que cette émigration eut pris les proportions

prévues, il engagea une négociation diplomatique avec le Pacha de Syrie et lui demanda de lui renvoyer les fellahs d'Egypte. Le Pacha répondit par un refus, sous prétexte que les vassaux de la Porte pouvaient résider sur n'importe quel territoire soumis au Sultan, et Méhémet-Ali répliqua par l'envoi d'une armée exercée depuis longtemps à la guerre. Son fils marcha, en effet, de victoire en victoire, renversant, comme un simoun des déserts, tout sur son passage : victoire de Jaffa; victoire sur le pacha d'Alep; victoire sur les armées mêmes du Sultan, audelà du mont Taurus; victoires ayant pour but de détrôner, non la dynastie d'Osman qui était sacrée aux yeux de tous les Orientaux, mais d'étendre la domination de l'Egypte, de s'emparer de la Syrie, de fonder avec Alexandrie une rivale de Constantinople et avec la vice-royauté d'Egypte une rivale de l'Empire turc; d'exercer sur ce dernier une suprématie comme celle que ses illustres ancêtres avaient exercée sur les successeurs et les ennemis des Ommiades, sur les Abbassides.

Nous avons tenu à présenter les amputations successives subies pendant ces deux siècles par la Turquie, pour bien montrer que le mouvement régressif inauguré en Orient par les dernières dispositions des puissances devient parfaitement inutile. Cet empire théocratique et militaire tient sous la puissance de son cimeterre une partie importante de la famille chrétienne, et, avec son fanatisme religieux et sa politique belliqueuse, se considérant encore comme un empire conquérant, il nous menace orgueilleusement tous à l'heure qu'il est et en même temps nous avilit. Les chrétiens lui ont barré la route du Caucase et de la mer Caspienne qui l'aurait conduit jusqu'à l'intérieur le plus profond de l'Asie et sur les plus hauts sommets du continent mystérieux; les Perses par une séparation irrévocable comme une hérésie, rompirent fièrement leur communauté spirituelle avec les Turcs en rejetant non seulement la tutelle du Sultan, mais encore son amitié; aux Lieux-Saints, il s'est formé une telle quantité d'associations européennes avec l'intention de cultiver le christianisme dans son berceau, qu'il reste à peine au Sultan un pouvoir honoraire, et s'il y conserve encore indemne de toute visite pieuse le territoire de l'Hebron où gît la tombe d'Abraham, il a déjà livré à notre disposition le sol du Calvaire ou se trouve situé le tombeau du Christ; l'Egypte, par l'intermédiaire de laquelle il étendait sa domination sur l'Afrique s'est détachée complètement de son trône et est tombée au pourvoir des Anglais; l'archipel Ionien, en secouant récemment sa puissance, lui a enlevé, par la force des choses, une partie considérable de l'influence et de l'autorité qu'il exerçait sur l'Asie Mineure; le peuple grec s'est constitué en nationalité indépendante et lui a supprimé une bonne part de ses communications avec la Méditerranée; les nationalités roumaine, serbe et bulgare, une fois reconnues, sont devenues une menace permanente contre son pouvoir en Macédoine; l'empire russe l'a dessaisi de la Bessarabie d'où il commande les bouches du Danube; l'empire d'Autriche lui a ôté la Bosnie et l'Herzégovine par lesquelles il domine sur le golfe de Cattaro; le Monténégro s'est formé à ses dépens dans le voisinage des possessions autrichiennes; il s'est vu, par surcroît, ravir son pouvoir à Tripoli, à Tunis, à Alger et au Maroc; de

sorte que si le v[e] siècle peut s'appeler le siècle de la dissolution de l'empire romain et le xv[e] celui de la dissolution de l'empire de Byzance le xix[e] siècle peut aussi bien s'appeler le siècle de la dissolution de l'empire turc.

Et au moment où tout contribue à accélérer le mouvement de dissolution inévitable de l'empire ottoman, sa reconstitution archéologique, outre qu'elle est malaisée, aurait pour conséquence d'apposer sur le front de l'humanité le sceau indélébile de l'infamie. Malgré cela, l'armée turque se croit prête à la conquête. Après lui avoir permis les massacres d'Arménie, on lui a permis l'occupation de la Thessalie. Et en Thessalie, elle a dévoré les récoltes des vaincus sans les remplacer par de nouvelles semences, parce que cette armée, qui sait manier le sabre, ne sait pas manier la charrue. Comme les espèces carnassières, les Turcs valent pour détruire et ne valent rien pour créer. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'au nom de telles hordes illustrées par de faciles victoires remportées dans des combats où l'on était trois contre un, ce milan qu'on appelle le Sultan se refuse à laisser échapper de ses serres sanglantes cette colombe qu'on appelle la Grèce, réclamant encore aujourd'hui la sanction de sa conquête brutale obtenue avec la complicité barbare de l'Europe. Et ces victoires du soldat turc ont enorgueilli les sectateurs de Mahomet, au point qu'ils réclament une confédération du monde musulman dans le but clairement exprimé de se soulever contre la chrétienté en une vaste irruption comme celle qui subjugua les Barbares au v[e] siècle ou comme celle qui précéda les Normands au ix[e] siècle. En vue d'une si folle entreprise, le monde musulman se remue dans une grande agitation, depuis les mahdis des déserts de la Nubie jusqu'aux montagnards des défilés de l'Afghanistan; en vue d'une si folle entreprise, les dissidents et les séparatistes de la Mecque et de la Kaaba oublient, inconstants, le sang tartare qui les a poussés à maudire le kalifat de Constantinople, et ils se conforment à présent avec docilité aux ordres émanant de ce même kalifat qu'occupe un Général, un Pontife, un Empereur qui n'a, en bon fils de la Mongolie, aucune fibre du Prophète dans son corps; en vue d'une si folle entreprise, les Perses, encore illuminés par les splendeurs que laissait l'éther d'Ormuzd à leurs lumineux horizons, encore attachés à un dualisme qui semble connaturel à leur territoire guerrier, et encore enfoncés dans l'ancienne hérésie nationale en vertu de laquelle ils entendent le Coran à rebours comme les musulmans de Byzance, se séparent de leur longue tradition historique et se suspendent à la queue du cheval apocalyptique sur lequel chevauche le Sultan; exigeant de lui, après ses récentes victoires, qu'il lève une armée innombrable destinée à soulever toutes les superstitions de l'Islam pour marcher, ainsi que des monstres s'échappant des marécages pernicieux, à l'extermination de la chrétienté et des chrétiens; en vue d'une si folle entreprise, les musulmans des montagnes afghanes ont arboré le drapeau de la révolte contre la domination de l'Angleterre qu'ils regardent comme une ennemie de celui qui, assis sur les rives du Bosphore, représente encore la tête de l'Islam et peut promener le croissant sur toutes les terres du grand Mongol, accréditant dans les rêves

confus du monde musulman tout un système politique : le panislamisme.

Et à qui devons-nous toute cette agitation musulmane? Nous la devons aux tristes procédés employés, pendant la dernière guerre gréco-turque, par les puissances européennes, vis-à-vis de la Turquie ; nous la devons surtout au couronnement qu'ont donné au conflit lesdites puissances en faisant signer aux belligérants une paix de tombe, une paix de mort. On nous représentait l'Arménie comme un immense charnier où les têtes des chrétiens tombaient sous la hache du bourreau comme des têtes de bétail ; on nous disait que les Turcs parcouraient l'Anatolie en poursuivant les Hellènes, nos alliés par le sang et par la religion, comme des bêtes fauves dans les battues de chasse et alors que nous pensions que le Sultan et son empire allaient recevoir leur juste châtiment, nous apprenions tout à coup qu'ils obtenaient une récompense à la lueur de laquelle ils menacent aujourd'hui la souveraineté de tous les gouvernements chrétiens sur des groupes de la grande famille musulmane, émettant la prétention d'étendre de nouveau leur puissance sur tous les territoires compris entre les forêts de l'Afghanistan et les sables de l'Egypte. Et les événements éclateront puisque les puissances ne veulent pas chasser la Turquie de la Thessalie ni concourir à la solution du problème crétois. Nous savons qu'une telle situation provient du pacte étroit qui lie Guillaume II à Ab-dul-Hamid. Par ce pacte la Russie se trouve arrêtée dans ses projets en Orient et, par contre-coup, la France se trouve arrêtée à cause de son alliance avec l'empire moscovite qui n'achève pas son chemin de fer transsibérien. L'Angleterre reste ainsi isolée avec ses projets sur l'Arménie et sur la Crète. De même que son alliance avec la Russie paralyse les mouvements de la France, que son âme latine porte naturellement vers la Grèce, de même leur alliance avec l'Allemagne paralyse les mouvements de l'Autriche et de l'Italie qui, abandonnées à elles-mêmes, intercéderaient volontiers en faveur de la Grèce conformément à leurs vieilles traditions et à leurs intérêts communs. La politique perverse de l'Allemagne, secondée par l'inertie de toute l'Europe, a produit un traité de paix stipulant certaines restrictions aux privilèges accordés à la race hellénique de l'Epire, de la Crète, de l'Anatolie et de l'Asie-Mineure, à cause des responsabilités imposées aux Turcs par les puissances : une rectificaton de frontière suivant le cours du Pénée et le pied de l'Olympe pour faciliter aux Turcs l'invasion de la Thessalie depuis les frontières de la Macédoine et des autres possessions musulmanes ; une indemnité de guerre de plusieurs millions, bien supérieure aux forces financières de la Grèce ; le contrôle de l'Europe dans les dépenses et les recettes helléniques pour assurer le double payement complet de la rançon du vaincu et des dettes dues au lâche syndicat allemand qui a su mettre dans son jeu, comme un dé propice, la couronne de l'Empire germanique.

De quelque côté que nous envisagions la paix, elle nous apparaît comme une cause de guerre qui éclatera un peu plus tôt ou un peu plus tard, mais qui éclatera sûrement, parce que les puissances aveugles l'ont semée dans les sillons de l'Orient. La restriction apportée

aux privilèges dont ont joui jusqu'ici les Hellènes, sujets de l'empire ottoman, les poussera à réintégrer leur propre nationalité qu'ils s'imaginent être un Etat différent de celui dans lequel ils vivent à présent. L'Oriental s'accommode aisément de ne pas faire partie d'une tribu, de ne pas constituer une nation pourvu que le Patriarcat auquel il se soumet lui assure la tranquillité. Ce caractère des Orientaux nous explique la coexistence de tant de facteurs chrétiens et hellènes sous la domination du Sultan, avec les Infidèles et les Turcs. C'est ainsi que l'Eglise grecque, à Byzance, coexiste avec les kalifats d'Orient, comme à Cordoue les églises chrétiennes, connues sous le nom d'églises *muzarabes*, coexistent avec les les kalifats d'Occident. C'est ainsi que les mœurs grecques ont absorbé en partie les mœurs musulmanes à Constantinople. Personne ne peut oublier les fêtes chrétiennes de mai que les Grecs célèbrent en Turquie, fêtes imprégnées de paganisme antique représentant l'amour le plus primitif, l'amour pour la Nature. La Grèce mourut, mais elle laissa dans les nuées de l'Orient un reflet de son regard et dans la conscience de sa race illustre un reflet de son âme. On trouve les Hellènes sur les promontoires où les cieux s'agrandissent, dans les bois où les arbres sont bercés par le souffle des zéphirs, sur les plages où les flots chantent, dans tous les lieux où l'âme s'embellit, identifiée avec l'Univers. Les jeunes beautés au teint brun, aux yeux noirs comme les tresses de leur chevelure d'ébène, au maintien de statue, apparaissent bien plus belles encore ornées de fraîches guirlandes émaillées de gouttes de rosée et ajustées comme des couronnes à leurs tempes palpitantes et à leurs têtes penchées. Embellies de cette sorte, elles attendent le lever du soleil, et dès que ses premiers rayons enflamment l'Orient de ses touches de pourpre, les tendres seins se soulèvent de joie et les gorges voluptueuses lancent des hymnes qui vont se confondre dans le ciel avec les gazouillements des oiseaux et les trilles des rossignols. Ensuite, formant des groupes variés, elles parcourent les terres ensemencées, tantôt s'arrêtant pour traire les brebis et les chèvres, afin d'offrir au soleil des libations de lait, tantôt se jetant dans les blés et les épis pour se vautrer dans les sillons comme si elles voulaient se baigner dans la vie et la substance des champs, et recueillir leurs effluves vivifiantes avec leurs mystérieuses essences. Puis, elles s'assemblent pour manger de l'agneau rôti sur les romarins, les lentisques et autres plantes odorantes de ces collines embaumées. Elles ne boivent que de l'eau fraîche puisée dans le creux de la main, qui trouble à peine le clair ruisseau en l'honneur duquel elles exécutent une danse comme celles qu'exécutaient leurs pères près du temple de Delphes, à l'ombre des lauriers immortels. Et à la porte de chaque foyer grec étincelle une des guirlandes tombées de leurs fronts de vierge et placée là comme une offrande religieuse pour attirer le bonheur sur le foyer consacré.

Or, de telles pieuses coutumes n'auraient pu se maintenir si elles n'eussent été tolérées par les Turcs ; et la Turquie les toléra à cause du grand nombre de Grecs habitant son empire, avec lesquels, de gré ou de force, sa nature intransigeante devait s'accorder. Et quand la Grèce se constitua indépendante de la Turquie, cette coutume tolérée passa à l'état de droit acquis ; puis ce droit se changea en capitulations diplo-

matiques qui, si elles ne proclamèrent pas, pour les Grecs résidant sur le territoire turc, leur droit à la nationalité, proclamèrent du moins leur droit à être une tribu respectée par les pachas, se gouvernant elle-même dans les limites de son droit. Comment modifier tout cela maintenant sans engendrer de graves dommages?

Mais la question des anciens privilèges consentis aux Grecs admis à faire partie de la nationalité turque au même titre que les Turcs eux-mêmes n'importe pas autant que la question de l'argent que la Grèce doit donner pour la rançon de la Thessalie enchaînée. Très commerçants et très industrieux, les Grecs apparaissent, en réalité, avec ces deux qualités aux yeux du monde. Mais, bien qu'ils se fassent remarquer par leur générosité dans tout ce qui touche aux secours qu'ils doivent à leur patrie, celle-ci, par suite de son esclavage séculaire et de ses malheurs historiques, compte au nombre des nations les plus pauvres de la planète. La Grèce, par ses efforts et par ses exemples, initiatrice de la rédemption de tous les peuples chrétiens dans les Balkans et sur le Danube, aurait mérité de voir se résoudre les divers conflits d'où sont sortis ces peuples libres, en faveur de la reconstitution de son ancien territoire, qui comprenait la Thessalie, l'Epire et la Macédoine et dont elle croit être encore, de plein droit, la souveraine incontestée. Et comme elle ne voyait pas sa reconstitution se réaliser, elle équipa une armée et économisa de l'argent pour l'obtenir. De tels préparatifs l'épuisèrent en partie et la laissèrent dans un état d'anémie matérielle qui, aujourd'hui, achève de la consumer avec la rançon qu'elle est obligée de payer. L'exagération de cette indemnité de guerre aurait pu encore se concevoir si elle n'avait ajouté à la gravité de la situation économique, une humiliation politique qui est de tous points insupportable. Les gouvernements européens ont réglé cette paix précaire sans consulter la Grèce sur aucune proposition. Ils ne la consultèrent pas davantage pour la rédaction des articles du protocole, comme si les intérêts grecs ne pouvaient être l'objet d'un litige. Elle fut ainsi reléguée, victime et désarmée, dans le triste oubli de sa nationalité, au point que les puissances contractantes lui imposèrent leur intervention collective dans le contrôle de son budget, de son Trésor, de ses finances, genre d'intervention que tout gouvernement souverain et soucieux de sa dignité doit repousser comme attentatoire au suprême degré à sa liberté et à son indépendance. Ayant des devoirs impérieux à remplir, la malheureuse Espagne n'a pu intervenir.

Mais l'Allemagne a apporté dans ce conflit une si grande décision, et l'Angleterre un si médiocre empressement, que l'iniquité s'est consommée au détriment de la Grèce. Ce siècle, commencé sous les meilleurs auspices, avec l'indépendance et la liberté de ce territoire sacré d'où jaillirent les sciences et les arts qui illuminèrent toute l'Europe, finit sous les pires auspices, avec l'écrasement et la servitude de la Grèce. Aussi, je comprends que l'émotion publique arrive à ses derniers spasmes, que les Assemblées politiques votent des résolutions belliqueuses, que la Chambre ne veuille pas voir l'auteur de cette ignominie, que le Ministère descende du pouvoir, que la couronne royale tremble

sur la tête du souverain, que la colère du peuple s'élève de la base à la cime de la société en formules menaçantes : l'Europe tient la paix aujourd'hui; mais en faisant cette paix si dure pour la Grèce, elle a décrété la guerre à bref délai.

Quoi que nous ne voulions pas attrister notre esprit par la contemplation d'un si douloureux spectacle, il nous est impossible de distraire notre pensée de ce vaillant peuple grec. Tous ceux qui, en Europe, apprécient la valeur de la civilisation humaine, lui ont voué un culte historique religieux. Soit parce que l'Allemagne protégea le Sultan; soit parce que la protection allemande paralysa les efforts des Italiens, des Slaves et des Autrichiens, qui sont les peuples naturellement amis du Grec et l'ennemi du Turc; soit parce que la Russie ne veut pas entendre parler de Constantinople avant d'avoir achevé son chemin de fer transasiatique; soit parce que la France doit maintenant accepter tout ce qu'on lui impose afin de conserver l'alliance franco-russe; soit parce que l'Angleterre, — après avoir suscité les troubles d'Arménie qui engendrèrent le soulèvement de la Crète, comme le soulèvement de la Crète engendra l'intervention de la Grèce, et cette intervention malheureuse la guerre déchaînée par la Turquie, — s'est retirée lâchement pour n'avoir pas à tenir ses engagements sacrés vis-à-vis de la Grèce, le résultat final se traduit par une indemnité de guerre de 300 millions de drachmes, ce qui équivaut à réclamer au peuple grec quatre fois la somme de ses impôts d'une année. C'est absolument comme si l'Allemagne avait exigé de la France 10 à 12 milliards pour la libération de son territoire. On délimite les frontières de telle sorte que le Sultan pourra, quand il lui plaira, par la Macédoine et l'Épire, envahir la Grèce dont il détient les clefs dans ses caisses impériales. On demande d'hypothéquer la nation comme garantie des intérêts destinés à parfaire le paiement de ses créanciers. On fonde un syndicat terrible, composé de banquiers, pour percevoir les contributions et distribuer les dépenses. On maltraite tellement la Grèce que sa Chambre s'indigne, que son gouvernement tombe, que la couronne vacille sur le front du roi, que le peuple tout entier s'agite et sent trembler le sol sous les trépidations menaçantes d'une révolution sociale.

Jamais je n'ai vu un grand pouvoir, une grande entité faillir à son ministère et à ses fins, comme le Saint-Empire, personnifié en Guillaume II, a failli aux développements de son histoire et aux circonstances qui présidèrent à sa fondation, alors qu'il paraissait être, par sa nature et par son atavisme, le protecteur né de tous les peuples chrétiens. Il y a des sphinx indéchiffrables par leur immobilité et il y en a d'indéchiffrables par leur mobilité. Guillaume II appartient à cette dernière espèce. Pendant l'été écoulé, il a arpenté les côtes glacées de la Norwège, et a contemplé le soleil de minuit. Quelque temps avant l'arrivée du Président de la République française, il s'est enfermé dans les palais de neige et a parcouru les sinuosités du golfe de Finlande. Après avoir accompli une pérégrination aux alentours des cercles polaires, il est revenu au sein de l'Allemagne continentale pour recevoir les rois du soleil d'Italie, et transformer en Amazones, aussi belles que les Ama-

zones vaincues par Achille; ses hôtesses, les princesses et les reines accourues à son invitation, qu'il a décorées du titre de colonelles, coiffées de casques, ceintes d'épées, chaussées d'éperons peut-être et placées à la tête de ses régiments, afin de diriger les exercices militaires de sa belle armée. Ensuite, il s'est empressé d'aller trouver les Hongrois, les croyant de ce même sang turc qui fait palpiter son cœur, et les supposant attachés affectueusement à son empire, pour les caresser et les opposer aux Esclavons qui ne peuvent voir Guillaume II en peinture. En Hongrie, il semblait être le véritable empereur d'Autriche. Pendant que ces Hongrois indomptés se refusent à renouer le pacte avec la Métropole, et infligent ainsi au bon François-Joseph des chagrins qui, sûrement le conduiront au tombeau, ils louent mollement le jeune et audacieux César allemand qui est capable de tuer les races ennemies, et d'établir sur tout le territoire germanique et ses dépendances, l'unité impériale, en constatant le nombre des fédérations récemment crées par le décret de Badeni sur les langues locales et officielles; car ces fédérations se trouvent détestées à la fois par tous les pangermains qui abondent en Allemagne et aussi en Hongrie, l'ennemie implacable de la Russie et des Russes. L'empereur a endossé les pittoresques uniformes magyars qui évoquent le souvenir des vêtements d'Orient. Il s'est extasié devant le Palais du Parlement de Pesth, et il a affirmé avec son ordinaire vanterie, qu'il n'était rien en comparaison du Palais érigé à Berlin pour le Parlement; il a délié sa langue, et, dans un discours semblable, par son mystère et par son élévation, à quelque sublime récit de Wagner, il a entonné des hymnes infinis au peuple hongrois et à ses grandeurs historiques. C'est ainsi que les Hongrois sont restés les amis chéris de l'Empereur. Il n'en a pas été de même avec les princes italiens lors de leur récent voyage. Bien que la distinguée et belle Marguerite se soit conformée au désir de l'empereur qui a voulu l'honorer de l'appellation de colonelle, et que le bon Humbert ait accepté de revêtir cet uniforme de hussard que les Français n'ont jamais pardonné au jeune Alphonse XII, Guillaume s'est imaginé de faire représenter des pantomimes ou des tableaux vivants dans lesquels l'Allemagne symbolisait la force, la conquête, la guerre, la virilité, le côté masculin de l'humanité, et l'Italie la grâce, la beauté, l'inspiration, le côté féminin de l'Humanité comme s'il avait voulu faire admettre que l'Allemagne est dans les cieux européens, le soleil, tandis que l'Italie n'en est que la lune, poétique, belle et inutile comme l'art. Les nouvelles de telles pantomimes, transmises par les journaux français qui les ont publiées, ont eu un fâcheux retentissement, et ont provoqué un certain mécontentement dans toute l'Italie qui s'est sentie blessée dans son amour-propre par ces réprimandes et ces mauvais égards.

Mais avouons que Bismarck a vengé les Italiens. Le vieux solitaire, depuis qu'il est tombé du pouvoir, ne sait que surexciter l'opposition. Quand l'Empereur manifestait des tendances vers le socialisme, il vantait les lois répressives de cette secte, promulguées par son gouvernement. Dès que l'Empereur voulait se rapprocher des conservateurs, il les peignait, de main de maître, comme des hommes qui

n'avaient jamais su, en conscience, ce qu'ils devaient conserver; des créatures vouées à une existence plutôt végétale qu'animale; des gens froids comme les mélèzes des forêts noires; des nobles sans majesté; des propriétaires sans entrailles; des superstitieux sans religion; des révoltés dans la défense de leurs intérêts et de leurs privilèges; des révolutionnaires dans la défense de leurs idées et de leurs droits, toujours hostiles au progrès et nuisibles à la stabilité. Puis, après que le colosse eut ainsi déchargé ses bombes explosibles sur les têtes des conservateurs, il combattit la monomanie suggérée récemment à l'esprit de Guillaume par son incurable neurasthénie chronique, et tendant à donner à l'Allemagne une marine aussi puissante que la marine anglaise. L'Empereur s'énervait jusqu'au délire, à l'intérieur, contre le Parlement, et, à l'extérieur, contre l'Angleterre. Guillaume, conscient de l'opposition que lui faisait le gigantesque homme d'État, chercha à l'attirer dans ses vues, en le caressant et en donnant à un croiseur son nom immortel. Rien ne fut plus propre à pousser le tempérament et le caractère obéissants de Bismarck à répondre à cette délicatesse en allant en personne baptiser le vaisseau glorifié de son grand nom. Mais il s'est soustrait à cette fastidieuse cérémonie, et s'est fait remplacer je ne sais si c'est par sa fille ou par sa bru. Cette dame, au lieu et place du chancelier, a débouché la vieille bouteille de champagne liturgique, et a baptisé le nouveau navire de l'escadre allemande. Bismarck ne s'est pas tu pour cela, au contraire. Il se délecte, depuis, dans une opposition qui est bien plus redoutable que celle du Parlement. Pour Bismarck, toute politique internationale qui éloigne l'Allemagne de la Russie et la fait se fâcher avec l'Angleterre, est une politique dénuée de sens commun; pour Bismarck, pas un peuple continental d'Europe, d'Asie ou d'Afrique, ne peut rivaliser sur mer avec les Anglais; pour Bismarck, l'Allemagne a hérité de ses aïeux un caractère continental que ne peuvent méconnaître ceux qui la poussent vers l'océan; pour Bismarck, le Trésor et le Budget de l'Allemagne ne pourraient jamais suffire aux dépenses indispensables à la construction des navires de guerre et aux nécessités maritimes que rêvent l'Empereur Guillaume et son frère l'amiral don Henri; pour Bismarck, tout homme politique digne de ce nom doit se consacrer à conserver l'hégémonie allemande en Europe et à se moquer des fantaisies coloniales; pour Bismarck, tout ce que pense, fait ou veut son pupille, le jeune empereur, assidu à lui rendre hommage et à se soustraire à son inspiration, est mal. La crise allemande est très grave, et elle ne pourra se résoudre que par la restauration de la liberté dans le sein de la démocratie.

VIII

Vénération de l'Italie et des Italiens pour leurs grands hommes. — Notre indifférence pour les Espagnols illustres. — Cause de l'un et de l'autre sentiment. — Centenaire de Donizetti. — Souvenirs du grand lyrique. — Un Espagnol à Bergame célébrant le centenaire. — Calzado. — Son discours à Donizetti en italien. — Causes de la maestria avec laquelle Calzado écrit la langue italienne. — Conséquences du voyage de Félix Faure en Russie. — Enthousiasme français. — Causes de cet enthousiasme. — Les institutions czariennes naissent du milieu ambiant russe et les institutions républicaines du milieu ambiant français. — Les fondateurs de la République. — Censures à l'adresse d'un fondateur, Danton. — Son tempérament et son caractère. — Alliance franco-russe. — Alsace et Lorraine. — La paille dans l'œil de l'étranger. — Explosions guerrières et révolutionnaires en Amérique. — Paix européenne et délai apporté à la pacification de l'Orient. — L'Allemagne et l'Angleterre. — Affinités historiques anciennes et discordances royales présentes. — Projets maritimes de l'Empereur visant l'Angleterre. — Le roi d'Italie en Allemagne. — Signification de sa visite. — Les manœuvres militaires. — Les soldats de la cavalerie et la princesse de Hesse à ces manœuvres. — Impulsions et soutiens du féminisme. — Le Père Tosti. — Réflexions. — Conclusion.

Jamais je ne me lasserai d'admirer le culte que ressentent tous les Italiens pour leurs grands hommes, ni de l'offrir en idéal et en exemple à mes compatriotes, qui restent si indifférents en cette matière. Cette indifférence est répréhensible parce que les nations sont plus célèbres par leurs philosophes que par leurs orateurs, par leurs artistes que par leurs influences territoriales. Pour nous, nous tirons beaucoup plus de gloire des pages de Cervantes que des triomphes de Charles-Quint. En Italie, il n'y a pas de hameau, si humble soit-il, qui n'ait exposé l'effigie de celui de ses fils qui l'a éclairé et illustré par un nom fameux. Là, tout le monde sait que l'Italie et l'esprit italien n'existeraient pas, si la colonie néo-latine n'eût existé dans son unité vivante et éternelle. Sachant cela, tout le monde sait également que c'est le Dante, ce génie divin, qui a fondé et fixé la langue italienne avec son épopée du moyen âge. Le Dante a, dans chaque province, une statue qui sert de but aux pèlerinages dévotieux de ses compatriotes. Ainsi, pour ne parler ici que de Rome, de la Ville éternelle. le Pincio est comme l'Olympe des illustrations intellectuelles de l'Italie, car chaque grand homme, à peine mort, y a sa statue qu'on élève et vénère sous des lauriers pareils à des trônes et sur des piédestaux pareils à des autels, comme des saints dans les églises chrétiennes ou des dieux sur les collines grecques. Et ces monuments, qui forment des chœurs de grands personnages représentés en marbre de Carrare, enseignent au peuple son histoire intellectuelle.

En Espagne, nous avons des statues de rois partout, quoique ces rois aient été ignominieux comme Charles IV et Ferdinand VII;

nous avons aussi des images de bienheureux, bien que quelques-uns rappellent des dates aussi néfastes que celles de Pierre Arbuez à la Seo de Saragosse, et des institutions aussi horribles que celles de la Sainte Inquisition; nous avons enfin des statues de nobles et de prélats, pour la plupart très belles et couchées sur leurs tombes auprès des autels et dans des chapelles, et nous n'avons pour ainsi dire pas de statues que nous pourrions appeler laïques ou civiles qui développeraient au peuple, en des symboles de bronze ou de pierre, son histoire nationale. Or, comment se fait-il que les Italiens comptent tant de statues dans leurs rues et sur leurs places publiques et que nous en ayons, nous, si peu chez nous? C'est parce que l'Italie a vécu pendant des siècles avec des Républiques municipales, inspirées et artistes, qui non seulement cultivaient les arts et les sciences, mais encore appréciaient la valeur de ses grands hommes, tandis que nous, écrasés par un absolutisme de trois siècles, par l'intolérance religieuse, par la guerre perpétuelle, nous n'avons songé à mettre dans nos palais et dans nos temples que des statues de rois, de saints ou de généraux. C'est pour cela que, sur nos places, c'est à peine si nous rencontrons, de loin en loin, une statue moderne, érigée par l'esprit tolérant et démocratique de notre nouvelle époque qu'avivent les libres générations contemporaines. Le moindre des centenaires laïques en Italie revêt un caractère impressionnant : à Urbin, c'est le centenaire de Raphaël; à Pesaro, celui de Rossini; à Florence, celui de Michel-Ange; à Sorrente, celui du Tasse; à Bergame, celui de Donizetti. Mais, disons quelques mots au sujet du centenaire de Donizetti, qui a été célébré dans les derniers jours de septembre : la musique de l'illustre maître mérite cette attention, son génie lyrique ayant trouvé parmi nous de nombreux adorateurs. Les principaux d'entre ses opéras, en effet, régneront éternellement sur notre scène pour y bercer nos rêves de leurs ondulations mélodieuses.

Je n'éprouve pas le désir de discuter avec la critique sur les qualités ou les défauts de Donizetti. Là où il y a des défauts d'ailleurs, il y a aussi des qualités; mais parmi les défauts qu'on lui attribue, aucun n'est plus possible à entendre qu'une injure. Qu'on l'accuse d'être un rapsode, un insouciant, un plagiaire, un esprit étroit, tout cela n'empêche pas qu'il ait écrit des pages immortelles d'une mélodie céleste. Ces pages, malgré que les œuvres musicales vieillissent vite, que le goût et la mode soient mobiles dans leur appréciation, compteront, étant donné le genre, parmi les œuvres maîtresses de tous les temps et résonneront dans l'âme enchantée de toutes les générations. Peut-on moins faire que de réciter le Credo sublime des martyrs, aux accents duquel le plus petit théâtre se transforme en grande Église? Ne voit-on pas partout en voyage des croix de pierre dressées au-dessus des cimetières catholiques, sous les saules et parmi les cyprès, venant nous parler, les uns, de la mort, avec leurs branches larmoyantes, les autres, de l'immortalité, avec leurs pyramides obscures : dans leurs poétiques espaces peuplés par les lamentations de la *Favorite*, les statues des sépulcres et les statues des portiques monastiques animées par une passion vivifiante, entonnent un cantique élégiaque dont les notes

répètent l'écho de nos désespérances et la douleur de nos affections.

Donizetti, auteur dramatique et auteur comique en même temps, comme pourraient l'être Mozart et Rossini, gazouille, se lamente, pleure en des romances qui ressemblent à des échos de mondes et de cieux supérieurs, et comme se lamentait sur ses maux et gémissait sur ses plaintes le mélodieux et pleurnicheur artiste par excellence, le singulier et divin Bellini. J'évoque en ce moment même les adieux de la *Fille du Régiment* chantés par l'inoubliable Alboni, il y a un demi-siècle déjà, et je pleure comme un enfant, comme un éphèbe amoureux dont le cœur s'ouvre aux émotions d'une jeunesse enthousiaste. Vous pouvez couvrir d'éloges toutes les pièces modernes que vous voudrez, pas une ne vous fera oublier le sextuor de *Lucie de Lammermoor*, pour peu que vous ayez des oreilles à la tête et de l'esthétique dans le sentiment. Victor Hugo fit avec *Lucrèce Borgia* sa première œuvre dramatique, celle qui éveille le plus d'intérêt entre toutes ses créations théâtrales, et Donizetti fit avec *Lucrèce Borgia* la première œuvre dramatique du monde. Il n'a pas de rival. Pas une œuvre ne ressuscite comme celle-là la Venise de la Renaissance, avec son carnaval au sujet duquel les chœurs font rire même les objets inanimés; pas une n'évoque en résonances plus tragiques la sinistre famille de ces Atrides demi-pontificales, demi-féodales, accompagnées de sbires, de condottieri et de bravi, donnant à ses contemporains des reines et des empoisonneurs qui luttaient entre des chœurs d'artistes, les représentant en trophées d'œuvres éternelles et qui mouraient dans une orgie, d'une potion vénéneuse qu'on avait servie à table dans des coupes ciselées par Ghiberti ou par Donatello; pas une n'exprime la charité filiale comme les stances de son tercet, ni la mort comme les dernières convulsions de Gennaro et les dernières lamentations de sa mère : toutes ces œuvres sont les œuvres du génie que couronna sa *Lucie* avec le battement d'ailes des âmes enamourées, s'élevant au ciel à la recherche d'un amour sans éclipses et sans couchant.

Bergame fit très bien de célébrer le centenaire de son immortel chantre, et notre compatriote, mon ami, Adolphe Calzado, fit très bien d'y assister. Il ne faut pas s'étonner qu'un Espagnol, un artiste comme Calzado, se soit rendu à Bergame avec l'intention d'y représenter, en vertu de son droit propre, la dévotion innée que le peuple espagnol a toujours montrée pour les œuvres de Donizetti, qui sont chantées en Espagne au moins autant qu'en Italie. L'étrange, l'extraordinaire, le singulier qu'il faille remarquer dans cette démarche, c'est que Calzado avait composé un discours à la louange de Donizetti qu'il admire passionnément, et que ce discours est rédigé en un italien classique. Il est beaucoup plus difficile d'écrire une langue quelconque que de la parler. Ce qu'on dit s'en va dans les tourbillons de l'air, mais ce qu'on écrit reste toujours. *Verba volant, scripta manent.* J'ai péroré sur le balcon du gouvernement de Tours après Gambetta, j'ai parlé à la Sorbonne de Paris, à côté d'orateurs tels que Jules Simon et Ernest Lavisse; j'ai discuté dans des réunions littéraires et politiques, sans m'écarter du sujet, avec Thiers et Victor Hugo, et je n'écris pas une ligne en français,

pas même pour dire bonjour. Je me fais traduire, aussi tout le mal que me veulent mes traducteurs! J'ai une horreur invincible pour écrire en langue étrangère la langue de ma patrie. Eh bien! Adolphe Calzado, qui parle le castillan comme peuvent le parler Arce ou Gamazo, bien qu'il ait passé une grande partie de sa vie à Paris, écrit la langue italienne comme un Florentin et la prononce comme un Romain, sans laisser percevoir un seul son guttural toscan. Et il convient d'admirer ce discours, non-seulement par la science et la conscience avec lesquelles il est écrit, la dialectique des idées profondes et le lien des savants jugements qu'il contient, la critique raisonnée et froide qui s'y unit à l'enthousiasme désordonné et ardent, mais encore il convient de l'admirer comme un morceau classique de prose italienne, présenté en hommage à l'Italie par un Espagnol, avec une apologie de son maître inspiré.

Il est vrai que cela ne m'étonne pas de la part d'Adolphe Calzado qui possède une éducation très heureuse, très complète, poussée à la perfection. Banquier, négociant, avec une compréhension merveilleuse de l'utile et du lucratif, ce qui me manque totalement à moi, qui souffre d'une infirmité que j'appellerai le daltonisme de l'utilité, Adolphe Calzado est encore un penseur, un lettré, un politicien, un artiste qui s'intéresse à tout ce qui est humain. Mêlé à des affaires inextricables du temps de l'Empire, ses bénéfices étaient limités à la durée de ce dernier, et cependant il désirait la République comme n'importe quel républicain, bien qu'un tel changement de gouvernement dût emporter tous ses intérêts. Pour ce qui est de la politique espagnole, quand j'aurai dit qu'il s'est toujours tenu à mon côté, qu'il a été membre de mon conseil dans le sein du parti libéral, j'aurai dit tout ce que ce calculateur, ce banquier expert, aura mis de romanesque dans ses préférences nationales. Il aime le bien, parce qu'il est le bien, et la liberté, parce qu'elle est la liberté. Fils, ainsi que tout le monde le sait, du plus grand, du plus intelligent, du plus renommé impresario que l'opéra italien ait eu à Paris, il grandit entre les cantates et les artistes, et son mérite dans ce genre s'éleva graduellement au niveau du mérite de ses illustres maîtres Rossini, Bellini, Donizetti, Verdi, comme si Dieu eût voulu créer en même temps les grands musiciens dramatiques et leurs interprètes inspirés. Adolphe Calzado ne fut pas du temps de la Malibran et de Rubini, mais il fut contemporain de jeunes acteurs qui, peut-être, furent plus féconds. Qui n'a pas entendu Herminie Frezzolini dire la chanson du *Saule;* Marie Alboni, dans *La Cenerentola*, et son rondeau final : Ronconi, dans *Marie de Rohan;* Mario, dans le dernier acte de la *Favorite;* Tamberlik, dans le Credo des *Martyrs;* la Patti, dans la *Somnambule* et les *Puritains;* la Penco, dans les derniers accents de *Lucrèce*, n'a pas entendu chanter en ce monde. Adolphe se développa entre eux tous; et ce commerce continuel lui suggéra les finesses de la langue italienne au point qu'il a pu la parler à Milan en orateur, et l'écrire à Bergame en maître. Les Italiens l'ont très applaudi ; nous ne lui ménagerons, nous, ni les compliments, ni les applaudissements.

Calzado a traduit en italien le passage du discours que j'ai pro-

noncé en 1875 devant la gauche libérale du parlement italien pour traiter des relations entre l'Espagne et l'Italie. La traduction est magistrale. Je la goûte autant que la traduction du premier tome de mes *Recuerdos de Italia* faite par l'écrivain classique Fanfani, et autant que la traduction du second tome de cette même œuvre, où se trouve le discours sus-mentionné, faite par l'écrivain Florentin Piccini. C'est une vérité évidente que l'Italie et l'Espagne s'identifient non seulement dans leurs grandes lignes historiques, mais encore dans des détails minimes touchant les deux nations et leurs citoyens respectifs. Lorsque je vais, par exemple, de Barcelone à Gênes, il ne me semble pas que je sorte de ma patrie. Si je me promène dans le cimetière de Pise, je découvre des souvenirs de navires et des noms de nautonniers qui ont coopéré de temps immémorial à notre restauration. Si je m'approche de Rome, la ville la plus cosmopolite du monde, que de choses me rappellent l'Espagne ! Le Janicule est plein de monuments espagnols ; les palais Colonna et Doria sont aussi espagnols que les vieux palais de nos grandes cités ; la place Navona est presque notre propriété ; l'église Saint-Paul à la construction de laquelle nous avons coopéré nous doit la copie de ses trésors ; les édifices les plus beaux de Rome, le palais Farnèse et la Farnesina évoquent l'Espagne de telle manière que vous croyez en emporter l'empreinte sur votre rétine qui la reproduit en milliers d'images comme le soleil se reproduit et se multiplie en cercles variés à vos yeux lorsque vous l'avez regardé avec fixité pendant un moment. Je ne veux pas parler de Naples et de la Sicile, elles sont aussi espagnoles que l'Andalousie et que la province de Valence. Je ne dis pas cela pour jeter de la poudre aux yeux. Les nations italiennes et espagnoles ont beaucoup d'analogies fondamentales. La nationalité, indépendante et libre, a été l'œuvre du siècle. Nous autres, nous l'avons fondée contre l'Empire français ; les Italiens l'ont fondée, eux, contre l'Empereur d'Autriche. Ces nations, qui sont libres et indépendantes aujourd'hui, formeront, au siècle prochain, ainsi que des alliées, une confédération. Déjà l'Espagne et l'Italie ont un motif de plus de se rapprocher, et ce motif est puisé, hélas ! dans leurs malheurs respectifs.

M. Bourgeois a prononcé, récemment, en sa qualité de chef du parti radical, un discours d'opposition qui est de tous points contraire à celui que venait de prononcer M. Méline, Président du Conseil des Ministres, en sa qualité de chef du parti conservateur. Dans ce discours, l'illustre député radical a exposé toutes les idées qu'une contradiction politique peut opposer, au nom des idées avancées, à la stabilité conservatrice. La politique intérieure du gouvernement a été attaquée avec vivacité ; mais, quant à la politique extérieure, tout s'est borné aux compliments d'usage. Bourgeois se déclare aussi satisfait que Méline de la réception qui a été faite, cet été, par l'Empereur de Russie, au Chef de la République française.

Je ne connais pas en Europe un mouvement de public enthousiasme aussi fervent que celui qu'a suscité dans l'âme des Français la visite de leur Président en Russie. Peu de faits témoignent autant que celui-là de la solidité des institutions républicaines qui, si elles sont difficiles à

enraciner chez les peuples latins, le sont encore plus en France que partout ailleurs. Ce n'est plus un demi-dieu héritier de cent rois, ni un général ceint des sanglants lauriers de la guerre, ni un dictateur forgé dans les hauts fourneaux des révolutions ardentes qui est, à présent, le symbole et le représentant de la nation française à la place de Louis XIV; c'est un modeste citoyen, d'humble origine, de caractère vulgaire, de tempérament commun, qui fut tanneur dans ses commencements, et industriel et commerçant vers la fin, parce que le nouveau pouvoir qui crée et soutient les Etats modernes, qu'on appelle la volonté nationale, l'a élu pour le représenter durant un septennat. Dans l'Empire moscovite. où le serf, récemment émancipé, ne s'est pas encore dressé de toute sa hauteur sur les sillons de ses champs; où règne, dans une confusion absolue, le « protoplasma » des sociétés naissantes avec le « mir slavon » ou le municipe communiste; où se développent et les tribus nomades en un patriarcat biblique et les légions exterminatrices des descendants de Tamerlan enclins aux conquêtes incessantes; où les fétiches des âges préhistoriques reçoivent, sous forme de sacrifices cruels, un culte qui tient de l'idolâtrie, et où les cosaques brisent leur ration de viande crue sur la selle de leurs juments qui les emportent à travers le désert, — la société en retard ne peut être personnifiée que par un czar, à demi adoré par les moujicks et par les popes comme un reliquaire byzantin portant sur ses tempes une tiare persique, sur ses épaules un manteau pluvial, au doigt un anneau brillant comme une étoile, à la main un grand sceptre, indicateur, comme tous ses autres insignes et objets précieux, de sa fonction de pâtre surnaturel destiné à représenter ses troupeaux d'hommes, à les soumettre à ses caprices, à les conduire où il lui plaît à un signal de sa houlette, tombé de haut, taillé sur le modèle d'un ordre donné par Dieu à ses anges. Mais, en France, où l'on a étendu l'esprit moderne émanant du Christianisme, de la Philosophie et de la Révolution, ces trois révélations vraies, le pouvoir public n'a pas besoin, pour diriger la société, de revêtir la nature despotique des Empires, il lui suffit que la raison commune sache oindre l'élu, porteur de la souveraineté, de l'huile d'un droit proclamé par la Constitution et que les lois, qui l'ont désigné et le maintiennent à son poste élevé, le montrent comme l'unique symbole de leur autorité et de leur puissance. Il est impossible d'apprécier les progrès de l'humanité sans établir de comparaison entre ce que la France fut à la fin du siècle dernier et ce qu'elle est après cent ans à peine révolus. Il y a cent ans, les rois se coalisaient contre la France; aujourd'hui, ils sollicitent son amitié. Il y a cent ans, la Marseillaise résonnait aux oreilles des rois comme l'écho de l'enfer; aujourd'hui la Marseillaise se joue dans les palais impériaux. Il est vrai que ce chant immortel aux accents duquel les couronnes de droit divin s'écroulèrent sur le sol de notre Europe, et que les rois et les empereurs s'abaissent aujourd'hui jusqu'à l'entendre nu-tête, Bismarck l'a toujours réprouvé.

Mais le monde marche, quelquefois avec Bismarck, d'autres fois aussi contre lui. Or, la France doit toute sa supériorité à la Révolution française; et cette révolution fut l'œuvre de quelques apôtres, parmi

lesquels surnage Danton qu'ont toujours si mal jugé les Français, qui louent cependant le machiavélisme de Louis XI, parce qu'il a contribué à fonder la France, et les catholiques qui louent beaucoup la cruauté de Philippe II, parce qu'il a soutenu le catholicisme en Europe. Au milieu des dangers tragiques de l'année mil sept cent quatre-vingt-douze, enveloppé par la plus grande tempête sociale que le monde ait jamais vue, Danton sauva non seulement la France, mais encore l'humanité tout entière en empêchant un retour à l'absolutisme, dont les ravages auraient converti l'Europe royale en Asie, et la planète en un charnier capable seulement de produire l'esclavage et la mort. J'insiste fortement sur ce point parce que, durant l'été dernier, à l'occasion d'un tribut d'hommages populaires offert à la mémoire du grand citoyen, il s'est rencontré, pour lui adresser d'acerbes reproches, des plumes françaises qui ignorent sans doute que la France est la tête du monde civilisé par la Révolution et que la Révolution n'aurait pu triompher et s'étendre chez tous les peuples cultivés, avec ses institutions et ses lois humanitaires, si Danton, hercule et titan à la fois, tribun et dictateur un moment, n'eût pas fait reculer les rois absolus coalisés contre le progrès humain. Nous autres qui sommes rachetés par son génie, inclinons-nous devant un des plus grands rédempteurs qu'aient eus les sociétés modernes. Il est des génies qui le sont naturellement, de naissance, et il en est d'autres qui le sont par suite des circonstances et des milieux ambiants. Jetez Mirabeau au milieu d'une époque quelconque, il sera toujours un orateur sublime; placez Vergniaud dans n'importe quel temps, il sera toujours un orateur mélodieux.

Mais Danton est un rejeton de l'Etna révolutionnaire, un produit de l'éruption politique, un vrai monstre de la tempête. Sa voix de stentor résonnait comme la voix d'un démagogue; sa tête froide était la tête d'un homme d'Etat. Le cœur lui battait comme à un tribun de la plèbe française, mais les tempes lui battaient comme à un logicien des chaires universitaires. De complexion excessive, son tempérament violent n'admettait aucune barrière à sa fougue naturelle, aucun frein à ses vices déchaînés. L'étude ne le polissait pas et l'amour l'exaltait toujours. Tout le temps que les autres employaient à étudier, lui le passait à aimer. Un homme si peu appliqué ne pouvait guère rencontrer un maître; mais son temps lui en fournit deux et non des moindres : Diderot avec moins de génie, mais avec plus de sentiment que Rousseau, et Smith, l'oracle de l'Economie moderne. Paysan de race, provincial d'origine, avocat de carrière, Danton fut révolutionnaire par tempérament, naissant armé pour vivre dans les révolutions comme le lion peut naître armé pour vivre dans le désert. Il pratiquait des maximes qui paraissaient tirées des tablettes couvertes de poussière de l'érudition classique. Pour Danton, la fin justifiait les moyens, le salut du peuple était la loi suprême. Il ne demandait de certificat de bonne conduite à personne de ceux avec qui il entrait en relations politiques. Les vertus qu'il ne pouvait exploiter dans un intérêt politique lui pesaient, mais les vices qu'il pouvait employer à quelque chose d'utile lui plaisaient. Dans tout homme vertueux, il rencontrait un caractère contemplatif, à tendances modé-

rées et circonspectes, avec lequel il lui était impossible de transiger, car il était l'action perpétuelle jointe à une ténacité audacieuse, sans scrupules.

Il dépensait tout de lui : l'argent de sa bourse, le verbe de sa lèvre, le trésor de sa santé, tout, sauf la force politique. Avec un courage surhumain, agissant comme un cyclone, il a heurté de front la dictature, à la manière des prophètes improvisés de l'Asie pérorant dans l'immensité des déserts de sables, à la façon des tribuns du moyen âge bouleversant la crédulité universelle. Il ne voulut pas dédaigner cette force et il l'utilisa non pour lui et pour sa famille, mais pour l'idole de sa vie, pour l'amour de ses amours, c'est-à-dire pour la France. Il n'avait pas encore l'âge du Christ et déjà il s'imposait par la maturité de son idée, par la vertu de sa constance, par la force de sa volonté. Les grandioses efforts de son âme ébranlèrent la vigueur de son corps. Sous une figure insignifiante, il révèle la pensée d'un philosophe. Il a une face de chien et un regard de penseur. Il a le teint allumé, mais la peau est criblée de trous causés par la petite vérole. Personne n'a su comme lui passer de l'enthousiasme à la colère. Personne, comme lui non plus, n'a su passer de la laideur de la haine au transport de l'extase. Bien qu'il ressemblât à un tigre d'Hircanie, la compassion l'a toujours ému comme une sœur de la charité. Le monde lui pardonne ses cruautés et ses holocaustes de meilleur gré qu'aux autres assassins ; il lui pardonne les boucheries qu'il perpétrait ou auxquelles il présidait, parce que le malheureux, s'il répandait beaucoup de sang étranger, il répandait aussi beaucoup de larmes personnelles. C'est ainsi qu'il apparaît comme le génie des contrastes, avec une raison très froide et un cœur très chaud, abondant en arguments logiques et exalté par des passions inexplicables. Défendre la patrie contre l'étranger, surexciter le peuple en faveur de la République : telle fut son œuvre.

Danton devina une chose dont personne ne se doutait alors : la tradition séculaire de cette révolution, son immanence dans le temps, sa transcendance inévitable dans l'avenir. En dépit de son peu d'idéalisme, il devina que sa personnalité dérivait de tous les héros qui avaient combattu, et de tous les martyrs qui avaient expiré pour la liberté. Il réussit à obtenir que son passage court et tragique dans la vie contînt toute une éternité.

Il comprenait qu'il recevait un legs des temps passés, un impérieux mandat, et il entrevoyait une nouvelle France, dans les temps à venir. C'était pour lui une crise passagère, que de sacrifier la vie de quelques-uns pour la vie de tous. Il lui semblait plus grand de tuer et de mourir dans le sein d'une France libre, que de transmettre à la postérité une France flétrie et diminuée par la chaîne de la servitude, avec laquelle les rois coalisés voulaient l'attacher sur le Sinaï de la Révolution. Il savait qu'il se déshonorait ; mais, en se déshonorant, il savait qu'il sauvait l'honneur de la France. On ne meurt pas pour une chimère, mais on meurt pour une réalité aussi vivante que la patrie en danger. Si les rois ont employé tant de fois le crime pour sauver les privilèges de leurs dynasties ou de leurs familles, pourquoi s'étonner que Danton se soit

servi du crime pour sauver le droit de tous les hommes en général, et de tous les Français en particulier? Il n'a rien de la rhétorique : il fait un discours s'il convient de faire un discours; il hurle s'il convient de hurler.

Il combat pour l'air qu'il a respiré en voyant le jour et pour le sol qui l'a vu naître. Sous le cosmopolitanisme régnant de l'époque, seul il sentit une affection supérieure : le culte religieux de la patrie. Il n'y avait rien en lui, ni de la métaphysique employée par Mirabeau, ni de la théologie exploitée par Robespierre. Sa philosophie emprunte aux circonstances un grand caractère positiviste; son idéal et sa méthode politique tirent de la lutte une tendance pratique. C'est de cette manière que l'illustre tribun sauva sa nation, la nation récemment fondée sur les plus pures notions du droit humain, et contre les assauts réactionnaires que les rois coalisés lui livraient.

Tout Français patriote doit dire aujourd'hui : « C'est à Danton que je dois la France et la République. »

Je comprends l'enthousiasme des Français pour leurs institutions actuelles. Au dedans, au point de vue de la politique intérieure, elles leur ont donné l'harmonie entre la paix et la liberté, comme jamais encore l'histoire ne l'avait enregistrée; au dehors, au point de vue des relations internationales, elles leur ont donné des alliances qu'ils n'avaient jamais rêvées. Il y a déjà des lustres, que des hommes, suffisamment mûrs par l'expérience pour se livrer à des prévisions, voyaient se dessiner dans l'espace, et s'imposer à la politique européenne, une grande alliance entre la France et la Russie. Le chancelier allemand, Bismarck, avec ce regard d'aigle qui le distingue, avait entrevu cette situation, et, au moment de la rupture du pacte des trois empereurs, il avait essayé de la rendre impossible, en tramant, à la sourdine, un pacte spécial entre la Russie et la Prusse. Mais, la Prusse, qui craignait deux ennemis : un ennemi d'occasion, la France, et un ennemi perpétuel, la Russie, ne sut pas éviter cette chose grave de transformer son ennemi occasionnel, la France, en ennemi permanent; et le chancelier de fer commit cette lourde faute, en s'emparant et en gardant l'Alsace-Lorraine. Aussi, à peine l'Europe a-t-elle entendu prononcer, par les Français et par les Russes, le mot alliance, qu'immédiatement le spectre de l'Alsace-Lorraine se lève aux yeux de tous; et, à peine ce spectre a-t-il surgi que le jeune César allemand, avec une cruelle arrogance, notifie au monde qu'il ne cédera pas un pouce de territoire, à moins qu'il ne soit vaincu par une guerre. Or, une guerre aujourd'hui équivaudrait à la plus terrible des catastrophes pour tous. L'univers ne pourra reprendre sa marche vers le progrès, que si la France et l'Angleterre s'entendent de nouveau, et l'Angleterre et la France ne pourront revenir à une commune intelligence, tant que la France ne rompra pas avec la Russie. De même que les Allemands ne doivent pas s'attacher l'Alsace et la Lorraine par la force, les Anglais, eux, ne doivent pas se séparer de la France dans le condominium, au sujet de l'Egypte. Le monde moderne nourrit, à l'égard de la France, un vrai sentiment religieux, pour cette raison très simple, que la France

l'a fait libre. Démembrer la France équivaut donc à blesser notre Europe au cœur. Je l'ai dit, il y a déjà dix ans, à la Chambre espagnole : de même que la réincorporation à l'Italie de ses provinces démembrées à ôté un élément de révolution à l'Europe, de même, la restitution à la France de ses provinces perdues ôtera à l'Europe un élément de guerre.

La paix est nécessaire au progrès, parce que sans la paix, il n'y a pas de liberté, et sans liberté, le monde reviendra sûrement à la barbarie. Souhaitons que, par les seules voies du droit, en vue d'un accomplissement de l'idéal humain, l'Alsace et la Lorraine retourneront à la France, sans guerre, ni combats.

La presse étrangère, surtout la presse américaine, nous assourdit chaque jour de ses condoléances relativement aux charges que nous supportons, pour soutenir les deux guerres que nous soutenons à l'Orient et à l'Occident de la planète. Ces discordes, qui ont éclaté entre nous et nos colons ne sont pas évidemment de notre goût, et nous faisons tout ce qu'il est possible de faire pour les terminer, parce que nous les alimentons au prix de l'or de nos caisses et du sang de nos veines. Mais, en entendant ces condoléances, on serait tenté de croire que le reste de la terre fleurit à l'abri d'une paix auguste, et que toutes les mers sont autant de bains d'huile. Si l'on déplore le cyclone qui bouleverse notre grande île des Antilles et notre archipel des Philippines, il convient de déplorer aussi la guerre qui ravage et les campagnes du Brésil, à peine libérées de la monarchie, et les déserts formant une bande orientale envahie par les pampres, et les immenses régions avoisinant le grand fleuve argentin, et les Républiques de Honduras et de Guatemala, et le centre et le midi de l'Amérique. Et ces perturbations ont pénétré même dans l'Etat et chez le peuple qui se sont fait toujours le plus remarquer par leur caractère juridique, qui jusqu'ici ont offert au monde, avec leurs institutions libérales et démocratiques, les plus grands témoignages de paix et de liberté.

Au sujet du sang versé, pendant ces derniers mois, sur la terre classique des droits humains, sang qui couvre encore de ses vapeurs la Pensylvanie, les Américains peuvent-ils nous révéler quelques détails ? On sait qu'une partie de la milice égorgeait sans pitié dans les champs et dans les rues des quantités d'ouvriers qui mouraient en réclamant une juste augmentation de salaire, et qui, ignorant la langue anglaise, se voyaient, dans leurs légitimes revendications, combattues sans rime ni raison. Devons-nous rappeler cet Etat érigé dans un autre Etat par le prophète Conselheiro, mort récemment dans une rencontre, et qui avait entrepris de restaurer la monarchie dans les inextricables forêts brésiliennes des parages de l'Amazone ? et aussi la proposition présentée par un syndicat britannique à la République de Honduras, contenant l'ordre formel d'avoir à se diviser, ainsi qu'une société anonyme, en actions, pour se gouverner comme s'administre une banque ?

Mais, aujourd'hui, une autre grande rivalité éclate en Europe, c'est la rivalité entre l'Allemagne et l'Angleterre.

Rien, en effet, n'apparaît aussi clair, ni aussi scandaleux comme cette rivalité entre la première puissance continentale et la première

puissance maritime, étant toutes deux de la même branche ethnologique et historique. Toutes les fois qu'un litige moral a éclaté entre notre race et les Allemands, ceux-ci ne se sont pas contentés de tirer profit des titres de l'Allemagne, ils ont encore fait prévaloir ceux d'Angleterre et ceux de l'Amérique. Grâce à cette concomitance, il existe d'innombrables relations entre les idiomes allemand et saxon ; grâce à cette concomitance, les derniers monarques de la Grande-Bretagne ont joui de la souveraineté royale sans obstacles, ni inconvénients, sur les peuples péninsulaires et continentaux de l'Allemagne. Ils sont tous fils d'une même mère, et, comme tels, ils ont le même caractère et le même esprit. Mais l'empereur d'Allemagne a voulu s'engager là où le chien aboie de rage, et le chien, croyez-le bien, lui communiquera la rage. Comme si les traditions historiques et la position géographique ne limitaient pas exclusivement l'Allemagne au continent, les Allemands se sont avisés, à l'aveuglette, de devenir une puissance coloniale.

Parce que les Anglais ont eu des explorateurs comme Gordon et Stanley, ces jeunes hercules dont les enfants, dans les écoles, répètent en chœur les exploits, les Allemands ont envoyé des professeurs en burnous, avec des dictionnaires sous le bras et des binocles sur le nez, à la recherche des filons d'or dans les pays équatoriaux ; et ces savants sont revenus pour rapporter au fantaisiste et acerbe colonisateur allemand le récit des rencontres variées qu'ils ont éprouvées avec les autorités lusitaniennes et britanniques de l'Afrique tropicale d'une part, et, d'autre part, avec nous dans les madrépores des Carolines. Ils ont représenté les Carolines comme un amas dangereux de scories coloniales valant beaucoup moins que la petite Héligoland, ce singulier domaine maritime de l'Allemagne, assez semblable aux îles conçues par Sancho Pança et confiées à son gouvernement et à son pouvoir par la sublime démence du grand don Quichotte. Depuis cette affaire, chaque effort de l'Angleterre tendant à développer son empire africain des eaux du Cap aux eaux du Nil, bouleverse de fond en comble l'esprit de Guillaume II et lui fait perdre complètement les étriers. Quelqu'un se plaint-il de l'Angleterre en Europe? Vite Guillaume intervient sans se soucier qui ce quelqu'un peut être, ni comment il s'appelle. Et il s'allie avec lui. Que lui importe que celui-là soit le sultan? Il se jette à son secours comme le ferait un prédicateur évangélique et un chevalier carlovingien du Saint-Graal, apparaissant soudain comme le défenseur du grand Turc. Il l'aide en Arménie, en Anatolie, en Grèce, en Crète. Si celui-là est l'empereur de Russie, il intrigue avec l'empereur de Russie, bien que la grandeur moscovite pèse d'un lourd chagrin sur ses épaules et que la question de la prépondérance slave soit un terrible sujet de politique intérieure chez lui. Si celui-là est la France, il fait ce qu'il peut pour se rapprocher de la France à moins que celle-ci ne lui pose la question de restitution de l'Alsace-Lorraine. Ainsi, quand le président hollandais des Boërs triompha si justement des Anglais du Cap, l'Empereur se leva parmi les combattants et il donna au vainqueur l'appui de ses télégrammes autorisés et louangeurs. Bien que l'Empereur eût raison et qu'il donnât son appui à une cause juste, toutes les lois admises et

toutes les convenances internationales enseignent qu'un empereur ne peut improviser, et encore moins transmettre par le câble, des jugements qui ne sont permis qu'au journaliste à la dernière heure, pour communiquer son opinion particulière à l'opinion universelle.

Les Anglais se retournèrent aussitôt furieux contre le petit-fils de leur reine, et, depuis cette époque, l'empereur sent ce mépris du sang saxon que Bismarck a déjà subi lorsqu'il a brutalement dit, dans un entretien intime, à la femme douce et malingre de Frédéric le Bon, qu'avec son mariage elle allait diminuer la gigantesque stature et le tempérament vigoureux des Brandebourgs. Et Guillaume, ne pouvant extraire de ses veines le sang anglais, le sang maternel, il s'est mis en devoir d'opérer d'autres extractions plus difficiles, comme celles d'arracher les lois britanniques du régime germanique et l'Angleterre de l'Atlantique. Sous le prétexte que de telles institutions et de telles lois parlementaires peuvent s'appliquer à tous les peuples et vicier la nature de ceux auxquels elles s'appliquent, Guillaume, à l'étourdie, essaie de limiter, dans son empire, les institutions représentatives et libérales, même le suffrage universel; et sous le prétexte que l'Angleterre a aujourd'hui la signification qu'avait jadis la Carthage commerciale et que lui peut avoir la signification qu'avait jadis la Rome impériale, il prépare entre l'Angleterre et l'Allemagne une guerre épouvantable qui rougira les eaux, empestera les airs et brûlera le sol.

On recueille en abondance les témoignages révélateurs de telles intentions aussi bien dans ses paroles que dans ses œuvres. Ce n'est pas un autre mobile qu'une menace contre l'Angleterre qui le pousse à demander un budget exagéré pour la marine allemande. Ce n'est pas non plus un autre mobile que le désir d'avoir une Chambre docile à l'exécution de ses projets contre l'Angleterre qui le pousse à restreindre en Allemagne le droit de réunion. Ainsi la base de son ancienne politique libérale revêt à présent la forme d'une politique réactionnaire, grâce aux caresses et aux sommations du parti féodal agricole. Il promet le retour des Jésuites aux ultramontains, s'ils votent les crédits pour la marine. Il menace de flageller les socialistes s'ils lui refusent ces crédits, des augmentations d'impôts pour une chose aussi illusoire qu'une marine démesurée dans un empire sans côtes et sans colonies possibles. Il entre par cette voie dans la dictature violente, au risque de provoquer une révolution. Ce qu'il fait en ce moment contre l'Angleterre n'a pas le sens commun. Il n'a que deux soucis : ses illusions de triomphe césarien sur les Parlements et ses espérances de triomphe continental sur l'Angleterre; pour ce qui est du reste, il le tient comme indigne de ses préoccupations. La Russie peut lui enlever les Slaves du Midi, la tutelle historique, les honneurs et les profits qui s'y rattachent et qu'il a toujours rêvés pour l'Allemagne; elle peut lui opposer une barrière infranchissable à ses projets d'expansion en Palestine et en Asie Mineure; elle peut lui livrer la clef du Saint-Sépulcre de Moscou, la ville orthodoxe orientale, au détriment de toutes les églises occidentales; elle peut lui couper sa route vers Salonique et menacer de son sceptre d'or Trieste; elle peut aider la France dans son rêve séduisant de revendication de

Metz et de Strasbourg; tout cela deviendra indifférent à l'empereur allemand, pourvu qu'on le laisse se venger de l'Angleterre. Les voyages qu'il fait, les entrevues qu'il provoque, les manœuvres qu'il ordonne, sont autant d'indices. Il ne s'est pas encore reposé de son excursion en Russie, il s'est résigné à une semaine entière de fatigues supplémentaires, sans trève ni repos, pour recevoir les rois d'Italie à Hambourg, mettant en relief, avec cette réception banale, d'usage entre souverains, la triomphante et pompeuse réception du Président de la République française au palais des autocrates moscovites. J'ignore si l'on a joué à Hambourg, devant les rois d'Italie, l'hymne de Garibaldi si aimé du peuple, mais je n'ignore pas qu'on a joué à Saint-Pétersbourg la Marseillaise, et que ceux qui, il y a un siècle, auraient bondi de l'entendre, l'ont écoutée debout et tête nue. Guillaume II a brillé dans les fêtes militaires et il a montré qu'il pouvait rivaliser en entente des décors avec les plus habiles machinistes du théâtre de Berlin. Quoique Humbert ait juré sur les mânes de ses prédécesseurs que la Triple alliance était la paix et représentait la vie, il s'est vêtu en hussard de la mort.

Quoique la duchesse de Hesse appartienne, par sa prestance, par sa tendresse, et par son exquise sensibilité, au beau sexe, elle s'est coiffée d'un casque de cuirassiers, elle a tiré l'épée flamande, elle a monté un cheval de guerre, et, commandant un régiment de cavalerie énorme, elle a parcouru le champ de bataille comme une Walkirie aurait parcouru la scène de Bayreuth. La reine Marguerite n'a pas été si hardie, mais, aussi, depuis sa voiture où elle était commodément assise, au milieu des bruyantes manifestations, elle a officié comme un colonel de régiment. Les idées féministes ont fait un pas immense parce que si les reines deviennent colonelles, jusqu'où les femmes ne pourront-elles pas aller? Est-il moins contraire à la nature féminine de commander un régiment en campagne, ainsi que vient de le faire la duchesse de Hesse à Hambourg que de réciter des discours dans un club comme l'a fait Louise Michel à Londres et à Paris. Il y a de quoi rêver en pensant à toutes ces utopies, car, comme dit Calderon, les rêves sont des rêves. Il faut croire à la paix perpétuelle et à la liberté universelle. Il faut désirer une réconciliation entre toutes les nations cultivées. Il faut pressentir une confédération de République, dans les amphictyonies européennes.

L'école démocratique européenne pleure un mort qui mérite bien des larmes; c'est le vieux et vénérable Père Tosti. Je suis sûr que beaucoup de mes lecteurs n'ont jamais entendu parler de ce nom, qui était universellement répandu et admiré par les démocrates de toutes les écoles de ma lointaine jeunesse. Le Père Tosti appartint aux moines bénédictins et professa toute sa vie le principe des harmonies entre les dogmes catholiques et les dogmes libéraux, entre l'Église universelle et l'Italie moderne. Le nid sublime dans lequel un aussi extraordinaire esprit réchauffa ces idées qui rompirent plus tard le tabernacle où elles étaient confinées pour s'envoler aux quatre vents, ainsi que de jolies messagères du ciel, ce fut le mont Cassin, la maison mère de l'ordre de Saint-Benoît. Le monastère s'élève sur la route, entre Rome et Naples, dans cette délicieuse région qui s'appelle la Campanie, sur une montagne

célèbre digne de porter le nom d'Ararat de l'Occident. Si, en effet, comme le disent les traditions bibliques, l'arche de Noé qui, après le déluge, portait l'espérance du renouveau et la perpétuation des espèces animales, s'arrêta sur l'Ararat d'Orient, en Arménie, le monastère de Saint-Benoît, qui, après l'invasion des barbares, invasion pire que tous les déluges, sauva, comme par miracle, la civilisation européenne de l'époque, c'est-à-dire ce qui restait de la civilisation européenne en tant que résidu mystérieux de sa ruine totale et de sa disparition absolue, fut fondé sur le mont Cassin. Eh bien ! quand on appartient à un ordre tel que le vieil ordre bénédictin ; quand on hérite de la force spirituelle qui restaura l'étude au milieu de la barbarie et le travail au milieu de la guerre, on peut bien caresser le projet sublime que caressa le Père Tosti d'une alliance entre la démocratie et l'Église, entre le nouveau gouvernement italien et le séculaire pontificat catholique.

Tosti avait caressé l'œuvre de racheter l'Italie par le catholicisme, bien avant que Pie IX y songeât. Dans la suite, Pie IX dut renoncer à son projet, tandis que Tosti continua à le défendre dans ses ouvrages érudits où, à côté du verbe platonicien des sciences éternelles, palpitait l'Esprit Saint de la Trinité chrétienne. Tosti prépara les voies à ces trois grands hommes qui sortirent de l'Eglise pour aller à la démocratie : Lamennais, Loyson et Dœllenger ; mais il resta orthodoxe, lui, tandis que ses émules tombèrent dans l'hérésie. Quand Pie IX fit de la réaction dans l'Eglise, Tosti garda le silence, mais il se réveilla à l'avènement de Léon XIII, qui est le véritable, le grand rénovateur de l'esprit politique dans l'Eglise de Dieu. Tosti lança le mot de conciliation entre l'Eglise et l'Italie, ce qu'il n'aurait pas dû faire, car Léon XIII ne le lui pardonna pas. Un pape, malgré son infaillibilité, est loin de personnifier tout le Vatican.

Au Vatican, on veut la conciliation absolue avec le gouvernement de la République française ; on veut une entente entre le Pontificat et la démocratie espagnole; mais on ne veut pas donner le bras à un roi gibelin, qui a renié sa mère, l'Eglise romaine, pour se rapprocher de l'Allemagne protestante. S'il y a des raisons pour que l'Eglise arrive à s'entendre avec la République française et avec la démocratie espagnole, il y a beaucoup plus de raison encore pour qu'elle arrive à s'entendre avec l'unité italienne. Mais l'Eglise caresse toujours le rêve trompeur de voir les Papes remonter sur le trône temporel. Or, les Papes ne recueilleront plus ce pouvoir trinitaire qui obscurcissait de vapeurs terrestres leur pouvoir céleste et éternel, leur pouvoir spirituel.

Le Père Tosti éprouva une forte contrariété quand Léon XIII repoussa la grande œuvre catholique et nationale à laquelle il consacrait ses jours. Mais, n'importe, on ne voit dans le moment présent que les contrariétés, tandis que dans l'éternité on découvre les harmonies. Le Père Tosti verra d'un monde meilleur que son idée est immortelle et lorsque Léon XIII aura mené à bonne fin son entente entre le Saint-Siège et les démocraties française et espagnole, un autre Pape viendra, le prochain peut-être, un de ses successeurs, qui tirera un enseignement d'un si grand exemple et ensuite recherchera, tôt ou tard, une entente entre le Saint-Siège et la démocratie italienne. Que Dieu le permette ainsi !

IX

Inauguration du théâtre de l'Opéra à Madrid. — Une œuvre du musicien Mancinelli. — Héro et Léandre. — Origine de cette gracieuse légende. — Part que lui apporta Virgile. — Part que lui apporta Ovide. — Lord Byron imitateur de Léandre. — Histoire sublime. — De l'art à la politique. — Les chefs du parti conservateur. — Silvela et silvelisme. — La récente crise ministérielle. — Les partis libéraux. — Force et puissance de la nation espagnole. — Les États-Unis et l'Espagne. — Le principe de non-intervention. — Les notes des Yankees. — Leur proposition d'intervenir à Cuba. — Résistance et opposition de notre sentiment national. — Perfidie politique des Etats-Unis en présence du problème cubain. — Les progrès politiques sont dus à notre bonne volonté et non à des influences étrangères. — Réflexions. — Conclusions.

On va inaugurer le théâtre de l'Opéra de Madrid. Immédiatement après cette inauguration, on chantera une œuvre du maître Mancinelli, intitulée « Héro et Léandre », et dont les répétitions sont déjà commencées. Cette nouveauté lyrique éveille en mon âme le souvenir littéraire d'une très ancienne légende : « Les amours d'Héro et Léandre » qui inspira les « Héroïdes » d'Ovide et les « Géorgiques » de Virgile. Je vais évoquer ces amours parce que, en les évoquant, j'indiquerai le thème de l'opéra tel qu'il se chantera un de ces jours à Madrid. La légende, qui est très intéressante, amusera mes lecteurs.

L'amour, tel que le ressentaient ces jeunes gens, a fait son apparition sur la terre bien des siècles avant que le décrivît le dramatique poète Musée. Parmi les poèmes naturalistes que nous a légués le vieux monde latin, comme « La Nature des Choses » de Lucrèce et les « Métamorphoses des Etres » d'Ovide, aucun n'est comparable aux « Géorgiques » de Virgile. Ce parfait poète de la création et des champs réussit de la manière la plus merveilleuse à unir la réalité vivante à la poésie idéale. La menthe qui croît entre les pierres des enclos, la lavande qui embaume les rochers escarpés sur les collines, le lait qui déborde des outres, l'huile que distillent les olives, le miel que donnent les ruches, tout lui sert à produire, avec un art divin, des pensées poétiques aux envolées harmonieuses, sans que, pour cela, des objets aussi réels et aussi vivants perdent de leur réalité et de leur vie. Le troisième chant des «Géorgiques» est consacré à l'instinct de reproduction des êtres. Le front ceint de la couronne d'olivier, le poète dédaigne les chants guerriers et exhale, ainsi que des sons murmurés par une flûte pastorale, récemment coupée dans les plantations de roseaux, de délicieuses et idylliques cadences. Et ces cadences sont imprégnées de la même chaleur vivace dont la vertu, au printemps, anime et peuple les nids comme les étables. En voyant comment aime la lionne cruelle, qui

semble engendrée par la haine des dieux et comment la femelle du sanglier féroce épouvante l'écho des forêts et assaille le pâtre de la montagne, le poète ressent les affinités mystérieuses qui rapprochent les êtres les uns des autres, et il entonne un hymne de chaste volupté à toutes les amours. Et la sève qui se réveille dans le bourgeon, le battement d'ailes du papillon qui plane sur les branches aromatiques, le regard profond des lunes et des soleils, la sérénade du rossignol, le hennissement de la jument, le mugissement de la vache, le roucoulement de la tourterelle, tout rappelle que deux âmes se sont aimées comme si elles avaient concentré dans leur sein toutes ces amours et prolongé leur passion enflammée jusqu'au delà de la mort. Et, après nous avoir présenté le sanglier de la Savina, dans les os et la peau duquel l'amour pénètre comme chez les êtres les plus tendres, il nous peint en vers immortels d'une perfection absolue, d'un modèle éternel de beau langage, ce jeune Phrygien qu'embrase jusqu'aux moelles le souffle ardent de l'amour infini, et qui, seul et abandonné, cachant son affection dans le sein de son cœur et dans le sein de la mer, nage, inlassable, à travers l'Hellespon, pendant une nuit obscure et tourmentée, sans se soucier du soulèvement des flots qui mugissent et palpitent sous son corps, sans s'inquiéter de la foudre qui, s'échappant de cent nuées, illumine d'éclairs les cieux autour de sa tête, sans plus songer à ses parents qu'il a quittés pour s'en aller seul, poussé par l'amour et appelé par la mort, à la recherche de cette superbe vierge avec laquelle il ne pourra dormir en paix, à cause de l'excès de sa tendresse et de sa passion, que dans le rêve de l'éternité et sous la terre du sépulcre.

Ovide lui-même, ce grand représentant des passions sensuelles pour lesquelles il fut exilé de Rome, et qui lui procurèrent à la fois un renom illustre et une infamie éternelle, semble se purifier quand il parle de cette tendre histoire et décrit ces douces amours avec son éloquence naturelle. Il faut convenir aussi que peu d'idylles ont un côté si mélancolique, si élégiaque et si beau que cette idylle maritime. Abydos et Sestos, bien qu'elles se mirent complaisamment dans les mêmes eaux et vivent heureuses sous le même ciel, se trouvent séparées, l'une étant en Asie et l'autre en Europe, partageant de cette manière entre elles les haines mutuelles qui déchirent ces régions, et portan en même temps le poids des guerres historiques qui troublent ces races. Et les familles de l'un et de l'autre peuple ne peuvent, dans des directions rivales, s'entendre aussi facilement qu'elles le pourraient si chacune se conformait aux lois et aux traditions de la patrie. Mais l'amour ignore l'histoire et la différence des races; il ne veut rien savoir des haines séculaires qui ont pu armer l'une contre l'autre deux familles; il bondit par-dessus les abîmes, il supprime les distances, il convertit un soupir en air indispensable à l'esprit; il transforme un regard lancé par des yeux amoureux en un ciel éternel où ne peuvent régner le triste oubli, ni la mort implacable. Les fêtes de Vénus se célébraient dans les jardins de Sestos. La déesse resplendissait sur son autel au pied duquel les chœurs des prêtresses la saluaient en d'amoureux hymnes sans fin. Entre les prêtresses de Vénus, la belle Héro brillait d'un éclat singulier.

La voir et l'entendre au milieu des flammes sacrées, des guirlandes votives, des cithares harmonieuses, chantant l'amour et sa divinité, offrant de pures holocaustes, c'était là un spectacle trop beau pour qu'il n'émût pas un jeune marin à l'âme vierge, aux sentiments ardents.

Il est hors de doute que ces deux jeunes gens s'aimèrent dès qu'ils se virent; mais, en s'aimant, ils durent reconnaître l'impossibilité complète pour eux de s'unir légitimement et de satisfaire légitimement leur intense amour. La haine de leurs familles, le souvenir des guerres passées, la différence des religions, la répugnance des races les empêchaient de se voir, de se parler à leur gré pour traiter de l'union légale de leurs noms, qui devait répondre à l'union éternelle de leurs âmes. Lui, était un habitant d'Abydos: elle, vivait dans une tour de Sestos. Il n'avait pas de confident de son amour : compatriotes, famille, parents, tous l'ignoraient. Elle, avait la vieille nourrice qui jouait dans les lettres et dans les arts de la Grèce le rôle de confidente. Héro pleurait dans son sein et lui confiait les secrets de son âme. La nourrice, chaque nuit, allumait la veilleuse qui brillait comme une étoile d'amour au sommet de la tour où Héro vivait. Les deux jeunes gens s'aimaient avec une égale intensité, et les soupirs et les yeux étant les précurseurs inconscients et indélibérés de l'amour, ils devaient dissimuler cette passion de leur âme, qui s'échappait comme un crime par tous les pores de leur être. Léandre ne pouvait voir Héro que la nuit, et Héro ne pouvait regarder Léandre que la nuit. Une barque qui glissait, pareille à l'amour des ombres, entre les deux rives, pouvait trahir le batelier et faire évanouir le mystère. Les deux amants étaient si sûrs de l'impossibilité réciproque où ils étaient de se rencontrer qu'ils convinrent, lui, d'aborder la tour de Sestos à la nage, et elle, de contempler du haut de sa tour l'amoureux et intrépide nageur.

Que de difficultés! D'abord Léandre devait attendre que la population d'Abydos fût plongée dans un profond sommeil, et que rien ne trahît sa fuite, chose possible seulement à une heure avancée de la nuit. Ensuite, il devait éviter la double vigilance que ces peuples blessés par tant de guerres, et inquiétés par tant d'invasions, avaient établie sur terre et par eau, contre leurs voisins et contre leur rivaux.

Puis, lorsqu'il avait vaincu et surmonté tous ces obstacles, quels autres pièges la mer elle-même ne pouvait-elle pas lui tendre avec ses abîmes de morts, qui s'ouvraient béants de toutes parts autour de lui pour l'engloutir. Un vent subit, une onde traîtresse, l'inquiétude d'un soudain bouleversement, les monstres variés de ces infinies solitudes, les mille accidents inhérents à une traversée périlleuse, le menaçaient sans cesse des plus terribles menaces et lui montraient partout des symptômes de mort. Enfin, il pouvait être deviné dans sa course entre les eaux, soit par l'éclair d'une nuit d'orage, soit par le rayon de lune d'une nuit sereine, soit par le sillon phosphorescent que son propre corps pouvait produire dans les eaux lumineuses et resplendissantes qui le drapaient. Bien qu'il y eût moins d'un mille entre les deux rives, le froid de la nuit lui engourdissait beaucoup les muscles, et le courant opposé résistait beaucoup également aux efforts du nageur, si habile et

adroit qu'il fût, du reste. Mais cette distance, hélas! si courte qu'elle semblât de loin, s'agrandissait de près comme tout ce qui s'élargit au contact du corps après avoir paru étroit au regard.

Un poète, lord Byron, a imprégné, voilé de l'éther de la poésie, toutes ces côtes et toutes ces mers : la mer Egée, la mer Ionienne, le Bosphore, les îles de l'Archipel qui ressemblent à des coquilles de perles; le port d'Athènes, les carrières de Paros, les défilés de Lacédémone, les alentours d'Arcadie, les montagnes de Thessalie, tous ces territoires qui portent comme une couronne d'idées tressée par le poète demi-normand, demi-saxon qui, n'ayant pu naître en Grèce, ainsi que l'eût désiré son âme et l'eût mérité son génie, mourut jeune et inspiré dans les bras de la Grèce.

Il voguait un jour, dans les eaux du Bosphore, avec plusieurs marins anglais, lorsqu'une dispute éclata entre eux au sujet de la vraisemblance ou de l'invraisemblance de la traversée de Léandre à la nage sur un coin de la mer de Thrace. Tandis que les uns soutenaient que le passage était facile, les autres maintenaient que la difficulté était insurmontable. Le poète anglais, qu'aiguillonnaient ces contestations autant que les aventures poétiques, se jeta à l'eau, et tenta le voyage que Léandre exécutait toutes les nuits, aller et retour de Sestos. Il passa donc des rives européennes aux rives asiatiques. L'expérience n'échoua pas. En une heure et dix minutes, le nageur normand, célèbre loup de mer, franchit la distance qui sépare les deux rives. Mais il ne put aborder à l'endroit où la légende suppose qu'abordait Léandre; les courants l'emportèrent plus loin. Le jeune amoureux grec accomplissait chaque nuit deux fois la traversée, une fois à l'aller, l'autre fois au retour. Seulement, si d'ardents désirs et l'espoir de trouver de l'autre côté des satisfactions indicibles le poussaient en allant, tous ces sentiments se retournaient naturellement contre lui en revenant, lui opposant d'aussi invincibles obstacles que les satisfactions rencontrées sur la côte, où le souvenir de la femme aimée l'entraînait avec son intense amour. Mais quelles résistances les passions humaines ne surmonteraient-elles pas?

Se cacher pour aimer et se rendre chaque nuit à la tour de sa bien-aimée, terrible situation vraiment dramatique et très propre pour réveiller les grandes émotions qu'avivent en nous les combats de l'âme! Que la population d'Abydos, interposée sur la route de son bonheur devait lui paraître importune! Ces peuples méditerranéens dorment peu èt se promènent toujours au grand air. Il était, par conséquent, très dificile de cacher à son naturel nerveux et curieux un secret aussi intéressant qu'un secret d'amour. Les nuits où Léandre ne pouvait se livrer à son expédition, il les passait entre des insomnies qui étaient plus orageuses que toutes les tourmentes et plus fatigantes que toutes les traversées. L'onde et la brise lui offraient plus de tranquillité que le lit. Cependant, quand il nageait avec félicité vers le foyer natal, il s'exposait à de graves dangers sous les feux de la lumière entretenue par Héro au haut de la tour de Sestos. Comment la vue est-elle si perçante au milieu des ténèbres? On désire, en même temps que les ombres s'éclair-

cissent pour mieux voir et s'épaississent pour ne pas être vus. Le naufragé perdu sur les mers n'a jamais contemplé un phare avec l'émotion éprouvée par Léandre à la vue du fanal allumé par la nourrice de sa belle Héro. Que de fois, sur son chemin, il tournait la tête, soit pour voir si à l'endroit convenu une lumière veillait sur la tour, soit pour découvrir si quelque rival jaloux et soupçonneux de sa ville natale ne le suivait pas ! Mais s'il était sûr des hommes, il ne pouvait en dire autant des éléments. Qui lui disait que la brise la plus suave ne se changerait pas soudain en ouragan? Les eaux palpitaient toujours et, à ces palpitations, il livrait son corps. Que de fois, transi de froid, il claquait des dents, sentant passer par toutes les fibres de son corps le saisissement des cadavres ! Que de fois il arrivait las et dégouttant de sueur sur les rives opposées, après avoir glissé comme un poisson sous les vagues tumultueuses et ressenti, en abordant, une sorte de syncope qui lui présageait la mort ! Souvent, la douce lumière qui dardait ses rayons d'argent sur les eaux l'emplissait de crainte ainsi que sa bien-aimée, à la pensée qu'elle pouvait trahir le secret de leurs amours ; se rappelant alors que la chaste et vierge Diane avait aussi aimé, comme les mortels et les immortels aiment, bon gré, mal gré, et qu'elle avait posé ses lèvres pures sur le front de son Endymion endormi sur son rocher d'Athmos, il la priait à genoux, en tendant les bras en un geste suppliant vers le disque argenté qui lui apparaissait aussi beau au milieu du ciel bleu que dans les eaux de la mer silencieuse, pour qu'elle le favorisât et le protégeât dans sa course difficile à travers les vents et les vagues. Mais comme l'amour est voisin de la mort, Léandre et Héro se noyèrent dans ces mers, passant de cette manière, après leur tragique suicide, de la légende dans l'histoire.

Nous avons beaucoup disserté sur les arts, qui sont intéressants en soi : mais nous avons besoin également de nous occuper de la politique nationale, si pleine, à l'heure actuelle, d'intérêt dramatique qu'elle éveille, à chaque instant, les émotions les plus vives dans les esprits les plus indifférents. Les jugements de ceux qui ont pris autant de part que j'en ai pris moi-même à la politique quotidienne, tombent devant la récusation naturelle de ceux qui prétendent qu'il est absolument impossible à un auteur ou à un acteur dramatique de faire abstraction de ses passions et de ses intérêts chaque fois qu'il se mêle de juger ses propres œuvres en sa qualité de critique et d'historien. Mais, même en admettant la récusation comme fondée en droit, je dois alléguer, pour m'excuser de ne pas la mettre en pratique en ce moment, mon absence de tous les débats politiques depuis déjà deux lustres, et, par conséquent, je me crois autorisé à assister au spectacle, sinon dans le coin destiné à l'auteur exposé aux sifflets ou aux applaudissements du public, du moins dans celui réservé aux spectateurs et aux critiques. Mais nous n'allons pas pour essayer de justifier l'historien, oublier l'histoire.

L'assassinat de Canovas, perpétré par le génie exterminateur qui, pour satisfaire sa vengeance et apaiser sa colère, déchaîna l'anarchisme impie contre le grand républicain, détermina une crise. Sa mort devait produire dans le camp conservateur un vide où les core-

ligionnaires de l'homme illustre respireraient avec peine, faute d'être éclairés par une haute pensée et disciplinés par une ferme volonté. Il est impossible de remplacer Canovas par aucun de ceux qui s'imaginaient être d'envergure, par leur histoire personnelle, à le remplacer. Chacun d'eux étant chef de groupe, il ne peut miraculeusement se changer en chef de parti. Pidal, quoique grand orateur et homme du monde, a des tendances trop ultramontaines pour pouvoir diriger comme il conviendrait un parti moderne qui, à cause de son amour de la stabilité, ne tolérerait pas une réaction qui aboutirait finalement à une révolution; le duc de Tétuan, bien que plus expérimenté et plus réfléchi, a un passé conservateur trop compromis, d'abord pas son amitié pour Martinez Campos, ensuite par sa collaboration, pendant un certain temps, avec Sagasta, enfin par le poste élevé qu'il occupa au Palais durant la monarchie de Savoie; le marquis de Pazo, qui serait le plus indiqué de tous pour continuer la pensée canoviste parce qu'une amitié profonde et inaltérable le liait à Canovas d'une part et que son caractère est énergique d'autre part, ne possède plus, accablé qu'il est par l'âge et les infirmités, la force physiologique nécessaire et la volonté psychique indispensable à une si grande œuvre. Et j'ai dit récemment que je ne croyais pas que mon ami Azcarragas, qui a assumé seul, pendant quelques temps, l'écrasante charge de Canovas, fût apte à remplacer l'homme d'État consommé et le chef du parti conservateur que nous avons perdu. Il n'y a rien à dire sur son caractère moral; il est très intelligent en matière militaire; il est habile organisateur et possède depuis longtemps, un grand ascendant sur notre armée, mais il manque de cette malice nécessaire, de cette duplicité naturelle et de ce machiavélisme inconscient, indispensables, dans certains cas, aux hommes politiques. C'est ce défaut de hautes qualités qui l'ont accablé dans le poste où il était placé au ministère qu'il aurait pu très bien conserver avec un peu d'entregent.

Dans cette énumération de candidats à la dignité de chef du parti conservateur, j'ai laissé de côté, à dessein, Silvela, comme s'il était possible d'oublier une personnalité de son importance. Que je me sens coupable de juger ainsi mes contemporains relativement à la politique espagnole! Les uns, comme Canovas, Gamazo et Moret, ont été des camarades, tous sont des amis. J'éprouve donc, je l'avoue publiquement, à leur endroit, plutôt de la faiblesse que de la passion. Mais, entre tous ces camarades et tous ces amis, Silvela occupe une place à part. Je connais d'une manière intime son frère aîné, Emmanuel; quant à François, je le fréquente depuis mon enfance. J'ai, en conséquence, pu me rendre compte de quels trésors d'éloquence attique il ornait son esprit pour la double illustration des lettres espagnoles et de la tribune parlementaire. Mais je n'ai pas de l'homme d'État l'opinion que j'ai de l'orateur ou du lettré. Envisagé au point de vue gouvernemental, Silvela a peu de consistance dans ses jugements. Il émet des idées qui seraient merveilleuses dans la bouche d'un tribun avide de réformes, mais qui jurent dans celle d'un homme d'État de tempérament conservateur. Le diable en personne seul a pu le pousser à jeter dans les jambes de nos

partis de gouvernement ce mot de moralité qui constituait comme la moelle de sa parole sacramentelle. Ce mot, ainsi que toutes les idées vagues, contient mille choses inflammables et explosibles. La moralité dans le monde ressemble au courage dans l'armée : il convient de la reconnaître chez tous ceux qui ne se targuent pas d'immoralité dans des actes publics ou privés dignes d'une sanction pénale. Où aboutirions-nous si nous admettions comme une monnaie courante les calomnies mises en circulation par toutes les mauvaises passions qui affligent notre pauvre humanité? La séparation de la morale et du droit à coûté trop d'efforts pour que nous retournions les réunir, au risque de créer une inquisition d'un nouveau genre qui pénètre par degrés dans les maisons particulières et dans les consciences intimes, comme l'ancienne inquisition pénétrait dans les pensées philosophiques et dans les dogmes religieux de chaque citoyen. L'acte moral est dans l'intention. Vous rencontrez dans la rue une jeune fille qui vous demande l'aumône, et vous lui donnez un douro, l'acte est normal. Mais l'intention peut être mauvaise. Si vous lui donnez le douro pour la secourir, il n'y a rien à dire; mais si vous le lui donnez pour la séduire, votre acte moral devient une faute criminelle. L'acte moral est donc dans l'intention et dans les propositions, rien de plus. Mais de ce périlleux enseignement au point de vue social découle un autre enseignement non moins périlleux au point de vue politique : le régionalisme Qui m'eût dit, alors que je combattais le canton de Valence par le fer et le feu, qu'un insinuant conservateur tel que Silvela proclamerait, vingt-quatre ans après, que les temps d'autrefois où, pour nous servir de son expression, palpitait la vie, étaient supérieurs à ceux qu'illustrait son chef et ami Canovas, dans lesquels, selon lui, ne régnaient que la désolation et la mort? Et ce qui me paraît encore chez Silvela plus dangereux que les mots moralité et régionalisme, c'est la phrase : Réforme du Code pénal, parce qu'elle renferme une idée réactionnaire insensée qui pourrait nous noyer dans les eaux d'un déluge révolutionnaire si facile à éclater sous le ciel chargé d'orages de l'Espagne. Pour me résumer, je dirai que, en Silvela, j'estime autant la personne que je méprise la politique. Ceci me remet en mémoire un vieux conte dont le personnage fit la rencontre, pendant une nuit obscure, dans les rues de la ville où il allait errant, d'une ronde qui l'aborda pour lui demander son nom et sa qualité : « Je suis le fils du Père Eternel », répliqua-t-il. — « Vous êtes donc Notre-Seigneur Jésus-Christ », lui demanda-t-on. — « Non, répondit l'étranger, je suis le fils d'un père très riche et très vieux qui ne meurt jamais ». Pourquoi Silvela n'attendit-il en silence qu'on vînt lui offrir la succession de Canovas, ce qui ne pouvait tarder longtemps? En luttant comme il l'a fait, contre Romero Robledo, il a peut-être réussi à éloigner celui-ci du poste élevé de chef des conservateurs, mais aussi il s'en est pour l'instant fort éloigné lui-même. Car, le pire n'est pas qu'il se soit fermé présentement les portes du pouvoir; c'est qu'il y a contre lui, dans son école et dans son parti, un noyau de Canovistes qui ne lui permettront jamais de devenir le chef de tous, qui multiplieront, dans ce but, les obstacles sur sa route en lui promettant, à l'occasion, aux Cortès, l'appoint de

leurs voix dont le nombre est supérieur à celui de toutes les autres fractions conservatrices réunies, de sorte qu'il sera redevable, même de sa dignité de chef de groupe, aux complaisances de Sagasta.

Dans ces conditions, il était impossible que le parti au pouvoir pût se maintenir plus longtemps à la tête du gouvernement. Sa chute étant résolue et inévitable, j'aimerais mieux le voir tomber aux Cortès qu'au Palais royal. « Mieux vaut la pire des Chambres que la meilleure des camarillas », a dit Cavour. Peu à peu, les deux partis gouvernementaux ont élevé, dans la mesure de leur influence, la couronne à la hauteur d'un arbitrage suprême, aussi périlleux pour le pays que pour la reine. Le dogme de l'irresponsabilité royale, qui est une fiction romaine de droit politique constitutionnel, ne peut plus guère se soutenir qu'à la condition que les rois observeront une stricte neutralité sur les cimes du pouvoir dont, à la vérité, ils n'ont jamais su se servir, parce que s'ils ne restent pas neutres, il doivent répondre de tout. On dit que la reine apporte de Saint-Sébastien des vues nouvelles et que sa hâte à prendre le train est due à une faute légère, un excès de précautions observées dans son entourage. Mais quoi qu'il en soit de tout cela, il est une chose qui reste absolument déterminée et prouvée : c'est que l'avènement des libéraux n'est pas imminente pas plus que la chute des conservateurs. Ceux-ci d'ailleurs ne songent nullement à se retirer. J'en découvre une preuve dans la mission reçue par Azcarraga d'avoir à soumettre toutes les questions à la Reine, qui ne pouvait changer de ligne politique par cela seul qu'elle changeait de résidence et se transportait des bords de l'Atlantique aux bords du Manzanarès. Quant à la preuve que les libéraux ne s'attendaient pas davantage à prendre la succession des conservateurs, elle découle de leur éloignement même de Madrid : Sagasta est à Avila, Gamazo à Boecillo, Montero Rios à Louvizan, Abarzuza et Lopez Dominguez à Biarritz. Cependant, il eût été désirable pour tout le monde que le cabinet Azcarraga cédât la place à un autre cabinet conservateur, de manière qu'il pût se présenter devant les Cortès au moins à l'heure grave de la modification que ces dernières doivent subir. Mais il y a longtemps que de grandes contrariétés pèsent sur nous au sujet d'une question insignifiante comme celle dont le duc de Tétuan s'entretenait dans les couloirs du Sénat avec mon ami, le sénateur Comas et dans laquelle les libéraux s'abstinrent. On peut donc supposer qu'au moment de la retraite du cabinet Azcarraga, éclateront ces fulgurations qu'on remarque plus souvent dans la nuit que dans le jour. Et l'on dit qu'il ne châtiait pas les fautes de l'entreprise militaire et qu'il avait besoin de nous pour le seconder dans son entreprise politique ; il a fait allusion à des formules plus ou moins fantastiques qui sont très bonnes après la conclusion de la paix, mais inapplicables en temps de guerre ; il a parlé de commisération et de pitié comme si nous n'étions pas, nous, les victimes, et comme si les agresseurs n'étaient pas ceux-là mêmes que tourmente l'impatience, aussi vaine qu'inexplicable, de s'emparer du pouvoir. Je ne veux pas la guerre, je la déteste et l'abhorre, mais si l'on me provoque, je la ferai, barbarement, car elle est un crime horrible ; criminellement, car elle est le heurt de deux

forces ennemies. J'aurais été heureux d'apprendre que, trouvant les cantons en armes, on leur eût promis le régime qu'ils réclament. Au lieu de cela, on leur opposa l'unité nationale. Quand je fus interrogé aux Cortès par les intransigeants au sujet de la Constitution fédérale, je leur répondis en toute sincérité : vous l'avez brûlée à Carthagène. Et ce que nous fîmes, nous, les Républicains, avec la Constitution fédérale des Cantons, le gouvernement conservateur le fit, lui, avec les *fueros* de Catalogne : il les détruisit en grande partie pour les châtier d'avoir décidé les Basques à adhérer à l'insurrection carliste. Tout le temps que les rebelles voulaient la guerre, il n'y avait qu'à leur répondre par la guerre. Mais j'aurais aimé que tant de promesses faites et qui n'ont pas été accomplies, que tant de discours prononcés et qui n'ont pas été suivis d'actes, eussent du moins été soumis à la critique du Parlement, car je n'aperçois que des ténèbres autour de moi.

La crise s'est dénouée au sujet de la question de Cuba, c'est-à-dire de la question des questions. Et, à cet égard les conservateurs se sont radicalement séparés des libéraux. D'après les libéraux, les réformes promises et appliquées par Canovas ne pouvaient donner des fruits plus amers et la guerre, comme la conduisait Weyler, ne pouvait donner des résultats plus cruels. Pour les conservateurs, les réformes concédées suffisaient, parce qu'elles augmentaient la liberté des Cubains à un point que ne possède aucun autre peuple d'Amérique, à plus forte raison le peuple d'une île incendiée par la guerre civile ; en conséquence, il fallait laisser Weyler à Cuba, d'abord parce que les cruautés qu'on lui attribue ne sont que des calomnies de nos ennemis, ensuite parce qu'il avait donné sa promesse formelle qu'il terminerait le conflit entre la saison sèche d'à présent et la saison pluvieuse d'avril, c'est-à-dire vers la fin du mois de mars. Mais, ainsi qu'on a pu le lire ces jours-ci dans un journal très répandu, la Reine, placée entre les programmes du parti gouvernemental et ceux des écoles libérales, s'est prononcée si résolûment en faveur de ces derniers, qu'on lui attribue l'initiative de ce triomphe. Je déplore cette division des partis espagnols en présence d'un problème aussi grave que le problème relatif à notre intégrité nationale. Ce sont là des idées de vieillard, dira-t-on ; à cela je répondrai que du temps de ma jeunesse, jamais nous ne nous séparions sur les problèmes cubains. Nous préconisions tous la guerre pendant que les rebelles la voulaient, et tous nous prêchions la paix si le général en chef et le gouvernement la jugeaient nécessaire. Pourquoi faire de la question cubaine un sujet de discordes? Ceci me semble d'autant plus blâmable aujourd'hui, que les dissensions sont survenues entre les partis au moment même de la formation du cabinet. Pourquoi Gamazo n'a-t-il pas obtenu le portefeuille du ministère d'Ultramar, et Abarzuza celui du ministère d'Etat, ainsi que le réclamaient les convenances et la justice?

Je ne me suis entretenu là-dessus avec aucun de ces hommes politiques, quoiqu'ils soient de mes amis et je ne sais donc pas ce qu'ils pensent, mais je crois fermement qu'ils ont été écartés du gouvernement parce qu'ils n'adoptent pas les formules que les libéraux proclament comme seules efficaces de terminer la guerre et de désarmer l'Amérique.

Les compétitions personnelles, les basses intrigues, les mesquins marchandages d'influence n'ont pu atteindre à la hauteur politique où se trouvent placés Abarzuza y Maura et Gamazo qui, en cette résolution suprême, ont considéré, non point le cœur et la volonté, mais le criterium et l'idéal. Gamazo ne fait donc pas partie du gouvernement, et le gouvernement a contracté devant la conscience publique l'engagement de relever Weyler et d'accorder à l'île son autonomie. Tout n'est pas couleur de rose dans ma revue, relativement au problème national qui est très embrouillé par les malheurs de Cuba. Mais il n'y a pas à se décourager. Notre nation reste éternellement la nation du général *N'importe qui*. Son étoile ne disparaîtra pas du ciel, tant que son armée ne disparaîtra pas de notre sol. Chez les luthériens anglais, chez les calvinistes allemands, chez tous ces gens de diverse origine que nous avons combattus et soumis dans le cours des siècles, notre nom suscite des malédictions sans fin. Mais quand on voit l'énergie de notre volonté collective et l'héroïsme de notre sang, que le sort contraire est incapable d'épuiser; quand on voit les holocaustes offerts à la nation par les classes les plus éloignées de son pouvoir et de sa grandeur; quand on voit les trésors que recèlent ses entrailles et qu'un patriotisme inextinguible sait faire jaillir de toutes parts; quand on voit l'intrépidité la plus invraisemblable unie à la patience la plus inépuisable; et cette ténacité et cet enthousiasme, on doit croire que le dieu de son épopée ne lui fera pas défaut dans les cieux, ni le prix de ses efforts dans le temps.

Maintenant que nous avons un peu discouru sur toutes sortes d'idées générales, concentrons notre pensée sur la nation espagnole qui ne s'est jamais montrée aussi admirable de constance et de fermeté qu'en ces temps de crises aiguës et de combats malheureux. La question espagnole n'est pas une question péninsulaire ou insulaire, c'est une question plus qu'internationale; aujourd'hui, elle est devenue une question interocéanique, intercontinentale, grâce à la suprême erreur de nos voisins, les Yankees.

De tout temps, le monde saxon d'Amérique a dérogé aux principes nationaux de la démocratie moderne et aux principes internationaux du droit public, relativement aux questions qui naissent dans le Nouveau-Monde et dans les îles adjacentes. Mais cette scandaleuse dérogation aux principes nationaux et internationaux contingents à la démocratie moderne, atteint au plus haut degré quand les Yankees se trouvent, pour un motif quelconque, en face des questions cubaines qui les égarent tous, et leur font perdre complètement la tête. Le principe de non-intervention est un principe essentiellement moderne. En vertu de ce principe, nous avons combattu l'occupation française à Rome, la Prusse a tiré l'épée contre l'empire d'Autriche et contre l'empire français. A l'heure la plus angoissante que pouvait subir une démocratie; au moment où les rois allaient fouler aux pieds son sol et violer son territoire, la France, en vertu de son droit, s'est donné la République. Comme le peuple, qu'écrasait l'invasion de tant de forces coalisées, sollicitait l'aide indispensable des Etats-Unis, l'unique grand pays libre de la planète à cette époque, et que la France avait contribué à racheter

avec ses armes, les Américains répondirent qu'ils ne pouvaient rien faire pour leurs frères, parce qu'ils tenaient, comme base de leur politique un principe essentiellement moderne, opposé au principe des rois, le principe de non-intervention. Alors, comment se fait-il que ceux-là même qui se glorifient d'avoir initié l'univers à la démocratie moderne, méconnaissent ce principe dans les affaires cubaines? C'est qu'il n'y a qu'un motif, ou pour mieux dire, qu'un prétexte à cet abandon du traditionnel principe démocratique : le voisinage des Etats-Unis et de notre grande île des Antilles. Mais cette raison disparaît encore dès qu'on considère que l'Amérique a d'autres voisins, tels que Saint-Thomas, la Jamaïque, Saint-Domingue, Haïti, qu'elle n'a jamais songé à pacifier, à diriger, à gouverner, comme elle prétend avec tant d'arrogance, diriger les affaires de la nation espagnole qui, après avoir donné à ses fils de Cuba les droits humains à l'égal du plus libre des peuples, les a mis en voie de s'administrer eux-mêmes et de fonder des gouvernements locaux aussi souverains que ceux dont peuvent s'enorgueillir et se vanter les Américains.

Depuis le commencement de la guerre, le gouvernement américain a dérogé au principe de non-intervention en offrant sa cordiale médiation à la souveraine espagnole et à ses sujets rebelles ; mais nous ne pouvions l'accepter sans renier notre puissance et dédorer notre honneur. Chaque fois que Olney ou Cleveland, avec plus ou moins d'habileté, ont présenté le projet irréalisable d'un amical arbitrage, l'Amérique reconnaissait maladroitement, avec ces offres téméraires, qu'elle était complice de l'insurrection cubaine, et promettait ce qu'il lui était humainement impossible de donner. Les insurgés appartiennent à cette race de politiciens intransigeants qui ne se compromettent jamais, et n'admettent d'autre solution que celle qu'ils ont inscrite sur leurs factieux pavillons, en faveur desquels ils se sont levés en armes, au mépris de toutes les lois divines et humaines de la morale et du droit.

Un général comme Espartero peut réduire les Carlistes intransigeants avec des offres de grades et de bénéfices, et décider du gain des batailles; un autre général, comme Martinez Campos, peut arriver à la paix de Zanjon en posant ses conditions à la pointe de son épée victorieuse; mais les gouvernements étrangers, très éloignés du centre des opérations, n'ayant des promesses à faire et des bénéfices à donner qu'au nom de l'État et du pays même qu'ils injurient et troublent à dessein avec leurs offres de médiation, si puissants qu'ils soient, sont le jouet d'illusions trompeuses, s'ils pensent qu'il est possible d'intervenir entre une nuée indécise de factions inhumaines et le gouvernement régulier d'un peuple qui se croit le maître et l'arbitre de ses destinées intérieures. Nous nous imaginions de bonne foi que les républicains américains, devenus maîtres du gouvernement par l'élévation au pouvoir suprême du nouveau président, nous laisseraient régler à notre guise nos différends, et conduire nos guerres civiles comme nous l'entendrions; mais cette erreur, qui fut grande, a revêtu en Amérique un aspect collectif d'universalité si périlleuse, que le nouveau président, à peine avait-il assumé les responsabilités du pouvoir, nous envoyait un

ambassadeur chargé de nous demander des comptes sur l'état de notre guerre, et de nous offrir son intervention amicale. Cette demande d'explications et cette offre de médiation ont un caractère d'insolence d'autant plus grave, qu'elles ne peuvent se réclamer du droit international, et que, si nous les sanctionnions de notre acquiescement, elles nous feraient reculer jusqu'au temps barbare où des Etats se croyaient autorisés à intervenir dans les affaires intérieures de leurs voisins, méconnaissant ainsi les entités libres qu'on décore du nom de nations avec des droits particuliers, et un Etat et un gouvernement indépendants, nullement tenus de rendre compte à qui que ce soit, même aux plus puissants, de l'usage qu'il leur plaît de faire de ces facultés, qui sont profondément inhérentes à leur existence et à leur organisme.

Le nouvel ambassadeur arriva cet été à Saint-Sébastien et, après avoir accompli les formules de politesse traditionnelles, s'aboucha avec le duc de Tétouan. Il est certain qu'une pareille entrevue, qui était nécessaire, compliqua gravement notre politique et blessa, quoique de façon transitoire, profondément notre crédit. Sans que personne pût dire d'où cela provenait, il courut aussitôt le bruit étrange que l'ambassadeur avait présenté un ultimatum à notre gouvernement, le mettant en demeure de terminer la guerre avant la fin du mois d'octobre s'il ne voulait pas voir les Etats-Unis intervenir dans ses affaires privées. Je n'ai jamais cru, quant à moi, à l'existence de cet ultimatum Je n'y ai pas cru parce que, si je ne méconnais pas le tempérament de mes concitoyens, aucun des membres du gouvernement n'aurait pu entendre de pareilles impertinences sans se lever aussitôt pour remettre ses passeports à l'arrogant ambassadeur, afin de lui apprendre à ne pas renouveler ses attaques contre notre indépendance et à ne pas attenter derechef à notre honneur. Effectivement, la note n'eut pas le caractère que lui attribua le télégraphe international; mais il convient de noter que si, en l'espèce, le gouvernement des Etats-Unis, par des moyens diplomatiques pleins de perfidie, ne recourait pas pour l'instant à de telles extrémités, il semblait nous laisser entrevoir qu'il pouvait fort bien y arriver dans un délai plus ou moins rapproché. Donc, la note, loin d'être une menace faite sous la forme d'un ultimatum ou d'un projet d'intervention, était un tissu de froides explications sur le rapport existant entre le conflit cubain et la république saxonne.

L'ambassadeur se plaignait que la navigation et le commerce yankees recevaient une grave atteinte du fait de la guerre civile qui ensanglantait les Antilles; mais, à cela, tous les peuples pouvaient se trouver exposés. Les insurrections presque perpétuelles de l'Irlande en ce siècle, les conflits entre l'Italie et l'Autriche, le travail de reconstitution qu'ont nécessité l'unité et l'empire allemands, les compétitions entre les cantons helvétiques, les querelles de la Hollande avec la Belgique, et l'état permanent de révolution où se sont trouvées pendant longtemps la France et l'Espagne ont eu pour résultats de troubler le commerce européen; cependant, jamais le commerce européen n'a manifesté la sotte prétention de faire régler la situation troublée de cet Etats par des interventions plus ou moins directes. Or, les prétentions et les plaintes de

l'Amérique sont d'autant plus scandaleuses que les factions cubaines prospèrent davantage, que des listes de souscriptions s'organisent en leur faveur, que la témérité de l'insurrection grandit démesurément, que des embauchages publics se trament dans le but d'intervenir au milieu de nos discordes intérieures; que des expéditions continues de pirates parcourent ces mers du travail et du commerce; que l'espérance de voir rompre les liens qui unissent la colonie à la métropole, s'alimente plus vivement, liens que Dieu a noués dans le temps et dans l'espace, et que Dieu seul pourra trancher en terrassant du souffle de sa céleste colère l'invincible nation espagnole.

Après avoir affirmé que le commerce et le travail des Etats-Unis souffraient beaucoup de la situation de Cuba, le nouvel ambassadeur proclame hautement et solennellement la résolution du pouvoir exécutif yankee, de mantenir entre l'Amérique et l'Espagne, non pas seulement de bonnes relations, mais des relations cordiales et affectueuses. D'après la note, le pouvoir exécutif de la grande République n'abandonnera jamais la politique soutenue par Cleveland, rejetant les déclarations que, témérairement, veulent lui imposer une grande partie du Congrès et une grande partie du Sénat ; et aussi longtemps que la déclaration de belligérance, réclamée tant de fois par les représentants du peuple américain, dépendra du pouvoir exécutif, ce dernier s'en tiendra à ses devoirs internationaux et se refusera à reconnaître la qualité de belligérants à un parti qui se compose purement et simplement de factieux. Mais, à la suite de ces déclarations claires et expressives, la note rappelle que le pouvoir exécutif en Amérique n'est pas seul ; que le Parlement a droit de proposition, appelée « conjunta », qui a force de loi indépendamment du veto présidentiel; qu'une partie de l'opinion publique poussait de violentes clameurs pour déterminer le gouvernement à étendre à tout Cuba le régime de la « manigua ». Or, cet état moral et mental du pays pourrait conduire, par contre-coup, sinon à des conflits immédiats, du moins à des difficultés variées qui seraient de nature à faire naître des conflits armés. Et pour éviter de telles extrémités, le gouvernement américain désirerait (il n'exige pas, il répète qu'il désire) amicalement que le gouvernement voulût bien lui donner l'espoir de la fin prochaine de la guerre de Cuba pour le bien du Nouveau-Monde et de toute la planète. Et, après cela, l'ambassadeur aborde, avec une insistance invraisemblable, le principe d'intervention, en caressant l'idée la plus absurde qu'il soit possible de caresser, idée qui ne peut naître que dans une intelligence d'un degré inférieur et d'une nature inférieure, celle non seulement d'intervenir avec notre consentement et notre sanction, mais encore avec la complicité de notre nation à se déshonorer de ses propres mains. Il est étrange que l'Amérique ne comprenne pas qu'avec de telles insinuations machiavéliques elle se rabaisse et s'avilit. Les peuples peuvent intervenir à titre d'amis entre deux nations belligérantes, mais jamais entre un gouvernement constitué et les factions qui se dressent en armes contre lui. Que répondraient les Etats-Unis à notre offre de leur aider à soumettre les Indiens qu'elle a domptés dans leurs forêts, à

peu près comme nous avons dompté nos rebelles dans la *manigua?*

Cette intervention imprudente d'un peuple dans les affaires d'un autre ne peut être admise sans exposer toutes les nations modernes aux pires commotions et voir choir à terre les hautes coupoles des plus orgueilleux États. Personne n'a su mettre cette vérité en relief comme le peuple américain, en notifiant l'impossibilité absolue où il se trouvait de tolérer au Mexique un empire qui n'était pas l'émanation de la volonté nationale, mais le fait exclusif d'une intervention étrangère. Où irions-nous si les peuples se permettaient d'intervenir, avec tout le prestige du pouvoir et tous les attributs d'un gouvernement, dans la politique de leurs voisins? Il faut se soulever contre ces tendances de caractère national qui revêtent un caractère international comme ces « cindadanias » que les Etats-Unis tolèrent et qui, remplies de bombes explosibles à l'égal du mensonge et de la fraude, peuvent éclater à chaque pas à cause des impuretés qu'elles renferment et qui sont inhérentes à leur constitution. Mais si ce gouvernement ami avait le droit de nous demander comment nous administrons Cuba, nous aurions, à notre tour, le droit de lui demander pourquoi il tolère, à New-York, des scandales municipaux qui laissent bien loin derrière eux tous les Panamas du monde; pourquoi il tolère une boucherie d'hommes comme celle dont furent victimes tant de sujets italiens qui sont morts de mort violente; pourquoi il tolère un massacre d'Autrichiens dans le genre de celui qui se perpétra en Anatolie et en Arménie, grâce au désordre et à l'arbitraire d'une police sans cœur et sans conscience; pourquoi il tolère ces troubles qui suspendent toutes les lois, rendent les tribunaux ridicules, appliquent la justice selon les méthodes barbares des hommes primitifs, des âges maudits où seules la lutte et l'extermination étaient la règle ; pourquoi il tolère la chasse aux Indiens qui errent ainsi que des chiens affamés et forment des légions de maraudeurs comme si le monde était en pleine barbarie. Tout cela, il le tolère en vertu de sa volonté propre, de sa conscience propre, de son immense souveraineté sur laquelle nous n'avons aucun droit, ni celui de conseil, ni celui d'avertissement, encore moins celui d'intervention. Nous avons aboli la traite sur les mers, fermé les marchés où se cotaient les serfs, restitué aux parents rachetés de l'esclavage leurs fils vendus en place publique, changé en êtres humains des millions de bêtes; mais nous avons accompli toutes ces belles choses en vertu de notre libre arbitre, sans que personne au monde ait osé nous donner par excès de scrupule, même un conseil amical. En matière de gouvernement, nous nous arrêtons où il nous plaît et nous désirons garder, pour nous seuls, le mérite qui nous échapperait si une telle rédemption était due à une violence étrangère au lieu d'être le résultat de nos convictions politiques personnelles.

Nous avons à adresser au gouvernement des Etats-Unis une observation dont personne ne peut méconnaître le caractère fondamental de justice. Les réformes concernant Cuba seraient nécessaires et justes; malheureusement, une période de guerre n'est pas propice à l'accomplissement de telles réformes. Si toute guerre suspend les droits

existants, comment pouvons-nous promulguer, nous, de nouveaux droits? La guerre, c'est le despotisme qui s'oppose au despotisme, la barbarie qui s'oppose à la barbarie, le crime qui s'oppose au crime. Comment donc, sous un despotisme imposé par la nécessité, pouvons-nous appliquer la justice qui nécessite un critérium juridique absolument contraire au critérium belliqueux, et demande, pour s'exercer, la tranquillité complète du droit? En tant que gouvernement public, nous sommes des républicains, mais, en état de guerre, nous nous battons comme tous les gouvernements espagnols. Depuis que la guerre de Cuba a éclaté, nous avons aboli l'esclavage à Porto-Rico et, en récompense de sa fidélité, nous avons donné à cette île tous les progrès compatibles avec notre unité nationale; mais, par contre, nous avons porté à Cuba insurgé le châtiment que méritent ses violences à l'état de rébellion. Les temps ont bien changé aujourd'hui, et les idées fédérales ont parfaitement cours chez les gouvernements monarchiques les plus conservateurs. Cuba aura donc son autonomie, non à cause des promesses faites par le ministère actuel au gouvernement yankee qui n'a rien à voir ici, mais au peuple espagnol qui n'a jamais été si grand qu'en ces dernières années, non seulement par les sacrifices qu'il a faits sur les autels d'une ingrate région, mais encore par la générosité avec laquelle il les a offerts en toute liberté et en plein droit. Nous méconnaîtrions le tempérament social des temps modernes si nous nourrissions la trompeuse illusion que tout ce que désire notre peuple, tout ce que promettent nos gouvernements, pourra s'accomplir avec la hardiesse nécessaire tant que se prolongera cette situation qui suspend toute vie normale, tant que dureront, en un mot, le massacre et la guerre. Et nous ne sollicitons pas la médiation officieuse et inutile du gouvernement américain parce que notre âge nous permet de connaître le caractère des rebelles que nous combattons; et nous n'ignorons pas que ses superstitions enracinées ne s'accommoderaient en aucune façon des propositions délicates d'un gouvernement quelconque, encore moins d'un gouvernement faible comme le gouvernement américain. Ce que les Etats-Unis doivent faire et accomplir pour se conformer à leurs obligations internationales, c'est de nous épargner une intervention menteuse que seules peuvent mentionner de ridicules notes diplomatiques. De cette manière, ils contribueront à pacifier Cuba; à conserver à l'Espagne, sa mère, l'affection de cette grande île; à rendre au monde la tranquillité que cette malheureuse lutte lui a ôtée. Et ensuite, nous gouvernerons Cuba comme il nous conviendra, en lui appliquant les principes progressistes que nous inspire notre conscience nationale, et que nous dicte notre volonté collective, qui sont la base de la souveraineté de l'Espagne sur toutes les parties de son territoire.

X

La question cubaine. — Importance et transcendance de cette question. — Intérêt universel qu'elle réveille. — Méthode suivie par les hommes d'État de la Révolution et méthode suivie par les hommes d'État de la Restauration dans les conflits cubains. — Facilité des révolutionnaires à convertir la guerre en une querelle insignifiante. — Monomanie des grandeurs. — Jules Ferry, François Crispi et Antoine Canovas. — Les guerres tropicales ne peuvent se confondre avec les guerres européennes, parce que la Nature n'est pas neutre dans les premières. — Nos soldats ne luttent pas contre les ennemis, ils luttent contre les éléments. — Perfidie et machiavélisme des Yankees dans leurs relations avec l'Espagne. — La perturbation systématique et continue qu'ils apportent à Cuba pour faire accroire que les Cubains ne peuvent se gouverner eux-mêmes. — Protestations naturelles contre ce machiavélisme et ces perfidies. — Répétition par un peuple libre et républicain à Cuba du crime commis par les rois absolus en Pologne. — Indépendance du critérium national de toute influence yankee. — Les nouvelles réformes sont d'inspiration espagnole seulement. — Circonstances défavorables qui accompagnent ces réformes. — Dangers de leur improvisation, dangers plus grands encore de suspendre le pouvoir parlementaire. — Folie d'employer pour guérir les maux de notre grande île des Antilles, deux méthodes aussi contradictoires que les réformes et la guerre. — Révocation et rappel du général Weyler. — Voyage et arrivée de ce dernier. — Impossibilité absolue pour lui de présider un gouvernement légal et de rêver la dictature. — Importance exagérée donnée par Weyler aux plaintes des protectionnistes et à leurs protestations contre les autonomies douanières. — Nécessité pour le gouvernement de réussir. — Promesses et espoir de réussite. — Réflexions. — Conclusion.

La question cubaine surpasse en intérêt toutes les questions continentales et intercontinentales de la planète. C'est en vain que la France s'occupe de ses prochaines élections et que l'opposition et le gouvernement affirment leurs programmes par de nombreux discours; c'est en vain que l'Italie noue des alliances avec l'Angleterre en vue de sa sécurité dans la Méditerranée; c'est en vain que l'empire d'Autriche menace de se disloquer sous les compétitions et les querelles des tribus et des races diverses, depuis les Grecs jusqu'aux Turcs, sans pouvoir jamais réaliser l'unité supérieure impériale: c'est en vain que l'Allemagne lutte contre son Empereur qui réclame de nombreuses escadres à son Parlement hostile; c'est en vain que le pacte franco-russe, qui a rétabli l'équilibre en Europe, tend à se développer et à s'affirmer de plus en plus; c'est en vain que le traité de paix gréco-turc se conclut en aplanissant mille ennuyeuses questions; c'est en vain que l'empire saxon rassemble sa flotte dans les eaux de Malte pour donner à entendre qu'il défendra le Niger et les territoires environnants, par une guerre s'il le faut; c'est en vain que l'empire allemand hisse son pavillon en terre chinoise sous couleur de protéger les chrétiens, personne ne s'occupe de ces problèmes et tout le monde tourne les yeux vers l'île qui se consume dans les mers des Antilles, sous les cieux des tropiques. En effet, les conseils de la diplomatie européenne, les articles des journaux les plus considérables, les études des principales revues, les con-

versations privées, tant à Londres qu'à Paris, Vienne ou Berlin, placent au-dessus de toutes les questions la question cubaine à cause de l'importance qu'elle peut revêtir pour notre patrie dans l'histoire et du choc qu'elle peut amener entre les deux continents.

Aussi, devons-nous consacrer à ce problème notre plus vive attention. Je ne saurais dire comment nous l'envisagions au juste dans les temps révolutionnaires où il avait le même aspect guerrier qu'aujourd'hui ; mais nous pouvons affirmer que jamais cette question cubaine, d'une gravité actuellement si exceptionnelle, ne troubla nos âmes, n'agita nos nerfs, n'alarma nos intérêts, n'absorba la politique intérieure et étrangère autant qu'à l'heure présente. Dans les temps révolutionnaires, nous ne saignions pas le pays avec ces armées nombreuses de maintenant qui ont failli épuiser la fleur de jeunesse dans les désolants coupe-gorge de Cuba ; dans les temps révolutionnaires, nous laissions à l'île le soin de soutenir la guerre à ses frais et nous ne contribuions qu'au recrutement des volontaires qui étaient toujours bien payés et très satisfaits ; dans les temps révolutionnaires, nous ne nous divisions pas sur la question cubaine parce que nous la tenions tous pour une question éminemment nationale ; dans les temps révolutionnaires, nous isolions la guerre dans la partie orientale de l'île en la mettant dans l'impossibilité d'envahir les fertiles plantations de tabac, de café et de canne à sucre, qui se trouvaient abritées par une sage défense durant toute la période de la révolution ; dans les temps révolutionnaires, nous répondions aux Etats-Unis avec le noble orgueil d'un peuple conscient de sa force et nous réduisions la guerre transatlantique au point qu'elle ne dépassât jamais les limites d'une contestation ordinaire, quoiqu'elle fût toujours la source de préjudices pour la patrie. En ces temps, la guerre avait une belle organisation : les familles les plus patriciennes de l'ancien régime colonial et esclavagiste la dirigeaient, les hommes les plus éprouvés et les plus experts dans les choses du gouvernement la gouvernaient, une constitution très bien faite formulait ses principes et un parti très bien organisé l'entretenait de ses holocaustes de soldats et de ses tributs d'argent. Et nous savions si bien surmonter tous les obstacles en laissant la guerre réduite à ses plus étroites limites que, par son peu d'importance, elle pouvait à peine se comparer à la lutte que soutinrent, pendant une période de trente et quelques années, les Hollandais de Sumatra.

Mais nous sommes arrivés à une époque où souffle sur l'Europe entière le vent de la manie des extensions territoriales, si semblable quoique d'une tout autre nature, à la manie des persécutions. Enfermées dans leurs frontières, les vieilles nationalités européennes ont rêvé de grandeurs coloniales et ont converti en problèmes immenses de vulgaires difficultés qui auraient pu mieux et plus sûrement se résoudre si l'on s'était contenté de les réduire à leurs modestes limites et de les apprécier à leur juste valeur. Trois grands hommes, parmi nos contemporains, ont éprouvé ces coups troublants du sort par suite de leurs généreuses ambitions patriotiques qui les poussèrent à des entreprises dignes de leur génie, mais contraires aux temps où elles s'exécutèrent. Faire

grand, très grand, tenter des choses extraordinaires, telle fut l'idée de Ferry en Asie, celle de Crispi en Afrique et celle de Canovas en Amérique.

À cause du Tonkin, le premier tomba du pouvoir et disparut pour toujours devant ses concitoyens, sans réussir à se réhabiliter sinon à l'heure de sa mort; le second, homme d'État de forte envergure, très énergique et très tenace, perdit le gouvernement et la direction de l'Italie à cause de l'Erythrée; le troisième, le plus grand des trois par sa haute éloquence et son vaste entendement, nous a laissé, le jour de sa mort, la question cubaine submergée dans une mare de larmes et de sang. On ne peut, ainsi qu'on le fait pour les complications européennes, circonscrire les guerres tropicales à des territoires déterminés et chauffés à blanc par un ciel de fournaise. En Europe, le climat est neutre entre les combattants, tandis qu'en Amérique, il lutte en faveur de nos ennemis contre nous.

Quand nous envoyons nos soldats là-bas, c'est pour combattre contre les hommes; or, il arrive que ces malheureux héros et martyrs doivent y lutter en même temps contre les éléments. Rien ne suscite tant l'enthousiasme du soldat espagnol comme d'avoir en face de lui un ennemi tangible et palpable; par contre, rien ne le terrasse et ne le désespère comme de combattre, au lieu de factieux en armes, d'invisibles microbes.

Nous devons considérer les guerres tropicales, maintenues sur des sommets inaccessibles, favorisées par des défilés inextricables et servies par le choléra dissous dans les eaux, la fièvre paludéenne dissoute dans les airs, ou les insolations dévastatrices et épouvantables, comme devant s'assujettir à des règles diverses de celles qui régissent les grands conflits européens. Quand on ne peut arriver à temps à l'appel, quand on ne reçoit aucun défi, quand on n'a pas un espace suffisant où se réunir pour combattre, quand un ennemi fuit et se dérobe dans toutes les directions; quand on est exposé aux maladies occasionnées par les dégâts qui sont la conséquence de combats héroïques, on est obligé de soumettre à de telles fatalités inévitables le plan d'une guerre que notre expérience ne peut délimiter, que notre tactique ne peut connaître, parce que la loi du plus grand nombre, qui est décisive dans tous les engagements sérieux, est là-bas, généralement inapplicable à la poursuite des factieux et à notre triomphe sur des ennemis clairsemés. Il est indispensable d'abord de s'acclimater longuement, de s'adapter au milieu ambiant, de posséder une armée coloniale instituée sur la base et le modèle de ces héroïques volontaires cubains et des milices philippines qui nous ont été si utiles récemment, pour soutenir nos guerres du tropique où de simples conscrits ont coutume de marcher comme des moutons et de courir comme des ombres. Il est indubitable que notre guerre de Cuba, qui devra toujours se résoudre par la victoire définitive de la Péninsule sur ses ingrats colons, aurait évité de nombreux maux et conservé un aspect moins aigu, si, au lieu de transporter du vieux monde dans le nouveau une agglomération de soldats telle que l'histoire n'en a jamais mentionnée autant, nous nous étions bornés à garder nos villages et à opposer, à l'aide de retranchements et autres travaux

de défense, une barrière infranchissable aux rebelles qui étaient tentés de passer des stériles zones de l'orient de l'île aux zones plus fécondes de la partie occidentale.

Sous le bénéfice de ces observations, j'ai toujours cru et je crois encore que la question de Cuba n'aurait pas dû soulever les partis contraires ni susciter des formules diverses de solution, du moment que nous étions provoqués, blessés, placés dans l'inévitable nécessité de nous en aller tout de suite ou de nous défendre en répondant à la guerre par la guerre. Que signifient tous ces programmes opposés, toutes ces solutions contradictoires, alors qu'il s'agit d'un peuple sur lequel notre domination est contestée et belliqueuse ? Quand la guerre de l'esclavage éclata entre les Etats yankees du Sud et les Etats du Nord, jamais ceux-ci n'offrirent à ceux-là un programme favorable à leurs intérêts ; ils les exterminèrent du mieux qu'ils purent. Les courses de cinq cent mille chevaux à travers les campagnes du Sud, l'incendie de Richmont dévasté, l'entrée dans la Nouvelle-Orléans réduite à la misère ainsi que les peuples vaincus par les anciens despotes ; le dur traitement infligé aux factieux dont les terres furent confisquées et que les vainqueurs traitèrent en ce temps comme ils ont toujours traité, depuis, les Indiens, prouvent que les Etats-Unis qui, aujourd'hui, exigent que nous traitions avec bonté nos infâmes factieux, ont répondu alors à la guerre par la guerre, et repoussé la force par la force. Une guerre est un état exceptionnel et morbide où les fonctions naturelles et ordinaires de la vie se trouvent suspendues par la force des choses, modifiant jusqu'à notre alimentation pourtant si indispensable, puisqu'elle nous soutient. Je ne connais pas de territoire en état de guerre qui ne nécessite des mesures exceptionnelles. Et quand une guerre est assez cruelle pour méconnaître tout sentiment humain, au point d'employer la dynamite et les balles explosibles prohibées par le droit des gens, l'exceptionnel, dans l'attaque, impose l'exceptionnel dans la défense.

A propos des États-Unis, je ne connais pas de perfidie aussi criminelle que celle de ce peuple libre dans ses procédés et dans ses relations avec l'Espagne. La foi punique flétrie par les historiens latins, les trahisons et les embûches de ces rois qui fondèrent l'unité de leurs royaumes, grâce à une diplomatie déloyale, le machiavélisme formulé par le grand penseur de Florence, tout cela n'est rien en comparaison de la politique astucieuse des jingoes, qui s'appliquent à trouver dans une malheureuse guerre civile préjudiciable à une nation voisine et amie, l'occasion d'une violente et horrible conquête. Il est incroyable que les citoyens de l'Amérique aient pu dédaigner à ce point des principes aussi justes que ceux qui président à la démocratie républicaine des temps modernes. Nous ne le croirions pas si nous n'en étions pas les victimes. Il s'est constitué en Amérique un véritable syndicat ayant pour objet d'acheter Cuba comme on achète un domaine, et les têtes des Cubains comme on achète des têtes de moutons. Cette idée féodale de disposer des territoires des royaumes nous vient de Sanche le Grand, roi de Navarre, qui divisa ses États en petites portions pour les livrer à ses fils en héritage. Cette idée incroyable et inadaptable à nos mœurs et

à notre pensée s'est reproduite quand les peuples civilisés ont secoué l'ancien joug, et ont inscrit au fronton de leurs constitutions le principe divin des droits humains. Et ce syndicat, et cette société, dont le but est d'exploiter les malheurs de ses voisins, comme on exploite une plantation ou une mine, a son Gouvernement, ses Chambres, son Ministère des finances, son papier-monnaie, ses émissions d'actions, ses impositions de tributs à ses sociétaires, sorte de nation dans la nation, placée comme une catapulte de siège et comme une échelle d'assaut sur la poitrine de notre île de Cuba.

Le peuple qui, le premier, personnifia l'esprit moderne apparaît, à travers les erreurs et les crimes de tels fils, comme le plus éloigné de tous des idées progressistes, puisqu'il prétend acheter et vendre, ainsi que des marchandises, les hommes libres, les sujets d'un gouvernement indépendant et autonome. Un tel achat et une telle vente sont choses infâmes; cette marchandise d'une nouvelle marque, ces cotisations invraisemblables, ces offres et ces demandes insolites, ne peuvent d'aucune façon se comprendre et s'expliquer, sinon par un désir d'anciens marchands d'esclaves, visant, en réactionnaires déments, au rétablissement des antiques bazars de l'esclavage des antiques marchés de nègres. Les rois absolus, qui n'avaient pas une notion bien claire de la nation et de l'humanité, ont pu céder des territoires espagnols au monde américain ; mais du moment que toutes les constitutions modernes consacrent comme indivisibles les territoires nationaux placés sous l'égide d'une unité supérieure, c'est de la sottise de la part d'une démocratie et d'une république libres de nous pousser, par un mouvement de régression déshonorante. vers les crimes de l'insolent moyen âge. Les enseignements de l'expérience ne disent rien aujourd'hui au sujet de cette réaction aveugle ou imbécile comme le sont toutes les réactions. Il fut un temps où les Etats-Unis parlaient d'acheter l'île de San-Thomas. Et quand l'achat fut convenu et le prix d'acquisition fixé, un soupçon de bon sens politique empêcha pour toujours cette énormité de se commettre. Il fut aussi un temps, mais plus près de nous, où la baie de Samana, aussi utile aux États-Unis que la baie de la Havane, s'offrit au général Grant qui fixa le prix de la vente. Mais une résolution des Chambres s'opposa à ce projet malfaisant de la Présidence, et la baie en question ne fut pas comprise dans le domaine des États-Unis, mais resta au pouvoir de ses possesseurs légitimes et naturels.

Les États-Unis, en repoussant naguère l'acquisition de la baie Samana, firent bien. Le tempérament de la société américaine n'est pas un tempérament combatif et conquérant ; c'est un tempérament travailleur et industriel. Toute grande acquisition, surtout si elle dépend d'un peuple aussi indomptable que les peuples de race espagnole, imposera nécessairement au gouvernement américain une nombreuse armée, une escadre plus nombreuse encore, un budget énorme, un tribut excessif, des dépenses impériales, d'où surgissent les empereurs et naissent les empires. On comprendrait jusqu'à un certain point que le gouvernement américain fît l'acquisition des îles misérables qu'il convoite sur sa route vers l'Asie, mais il ne peut viser des terres d'origine espagnole.

conquises en versant le sang bouillant de nos veines, ayant reçu l'empreinte d'une race qui fait de l'indépendance et de la liberté son culte et sa religion ataviques, des terres qui pourront bien lutter pour leur autonomie propre et pour leur séparation de la métropole, mais qui ne lutteront jamais pour tomber au pouvoir d'une autre race, sous la domination d'un autre peuple, à plus forte raison si cette race et si ce peuple sont d'origine saxonne, attendu que leur nature et leur histoire sont en contradiction absolue avec notre nature et notre histoire.

Les Etats-Unis ont beau se présenter aux Cubains sous l'illusion d'un Messie, on les repousse. Il pourra peut-être se trouver de nombreux séparatistes dans l'île, mais quand il sera question d'une incorporation à l'Amérique, on n'entendra qu'une seule voix pour protester contre un tel déshonneur. Les peuples espagnols, dans le Nouveau-Monde, ont passé par d'horribles guerres, par des dictatures néroniennes, par des démembrements considérables qui les ont divisés à l'infini comme ceux qui occupent la région centrale, mais à nul d'entre eux il n'est encore venu la pensée de réclamer un gouvernement étranger et encore moins un gouvernement issu de la race anglaise qui, aujourd'hui, comprend une partie importante du continent américain. On a tout tenté pour unir ces peuples. Les projets de Zolverein américain, de ligues pan-américaines, d'assemblées continentales ont échoué comme le reste, parce que le sentiment de ces peuples, c'est le sentiment naturel d'indépendance qui domine chez les peuples et dans les cœurs espagnols.

Jamais les jingoes ne posséderont Cuba. Il existe, à Cuba, un parti constitutionnel, un parti réformiste, un parti autonomiste, un parti séparatiste, mais il n'existe aucun parti qui préconise l'incorporation aux Etats-Unis avec clarté et constance, parce que le génie et les sentiments des habitants des Antilles s'y opposent. Le factieux de la *manigua*[1], réclame la protection des Etats-Unis, parce qu'il est sous la domination de l'Espagne ; seulement, du jour où il pourrait régler le sort et le gouvernement de son île, il rejetterait cette protection comme écrasante. Cette conviction que les jingoes n'auront jamais Cuba, quelque syndicats qu'ils fondent et quelque prix qu'ils offrent, devrait, au moins, s'ils avaient le sens politique de la situation, à défaut du sens moral, leur faire rejeter un projet irréalisable et antipathique aux idées et aux inclinations de ce peuple. Le monde civilisé ne conçoit pas l'attitude du peuple américain et le caractère de ses procédés à l'égard de l'Espagne. Cela s'appelle favoriser une rébellion qui, en incendiant et en exterminant tout sur son passage, insulte le droit des gens et rend les Etats-Unis, non seulement complices, mais coupables du plus grand crime que l'histoire universelle ait jamais enregistré dans ses annales. Conspirer contre la nation créatrice de l'Amérique, rassembler des pirates pour les lancer sur les mers comme au temps des flibustiers historiques et de l'esclavage noir, constituer des syndicats en relations continues avec le factieux incendiaire de la *manigua*, réunir des fonds

1. C'est la partie orientale et inculte de l'île. On dit le factieux de la manigua comme on dirait l'Arabe du désert, *manigua*, coupe-gorge, ravins, etc... est intraduisible. Je laisse donc le mot espagnol.

qui finiront par se changer en une colossale escroquerie, peupler des navires pareils à ces anciens navires négriers qui exploraient férocement la mer des Antilles, exposer son peuple et ses concitoyens à une guerre internationale, compose un ensemble de crimes si énorme qu'il déshonore et avilit aux yeux de la conscience humaine, le peuple qui est capable de les suggérer ou de les perpétrer.

A la fin du XIX[e] siècle, une République libre se rend coupable d'un attentat analogue à celui que, vers la fin du siècle dernier, commirent les rois absolus en démembrant et en détruisant la Pologne. Sans scrupule d'aucune sorte, avec une volonté determinée par des intérêts égoïstes, on prétend démontrer l'incapacité d'une région et d'une famille espagnoles à se gouverner elles-mêmes, en alimentant le foyer de ses passions de tous les combustibles destinés à entretenir l'incendie. Les républicains de l'Amérique renouvellent avec nous les procédés suivis autrefois par les despotes européens à l'égard des sujets et des citoyens de la Pologne. Après avoir semé la division dans ses diètes, conspiré contre ses rois, allumé les haines des partis, armé les factions, ils demandèrent la disparition de la Pologne, sa soumission à leur tutelle, sous prétexte qu'elle était incapable de se gouverner elle-même, incapacité que soutenaient leurs mortels et implacables tyrans ennemis. C'est ainsi que le peuple américain dissimule des desseins qui lui permettent de faire déchirer les entrailles d'une nation amie sous les vives splendeurs de son pavillon étoilé ; qui nourrissent les délires et les superstitions de tant d'insurgés, alors même qu'ils touchent du doigt leur impossibilité absolue de triompher de la métropole ; qui arment des associations dont la mission est de miner sourdement l'indépendance d'une île voisine ; qui dirigent sur la *manigua* des coopérateurs de cette rébellion insensée pour la protéger et la défendre aveuglément contre un châtiment mérité, soutenant ainsi contre nous la pire des guerres qu'ait jamais vues l'Amérique ; et puis, lorsque, sous l'influence des cabales yankees, les *manigua* brûlent, les trains déraillent, les cannaies restent en friche, les magasins sont dévalisés par les factieux, l'air se corrompt et s'empoisonne, ils attribuent à notre incapacité de gouverner tous les crimes engendrés par leurs perverses intentions et leurs intrigues continuelles.

Le procédé des rois en Pologne s'est renouvelé, je le répète, avec les républicains à Cuba, et ces procédés, qui sont mauvais, reçoivent toujours leur châtiment parce qu'il ne peut y avoir scission, dans l'Univers, entre la conscience de l'homme et celle de Dieu. La justice arrive par des chemins mystérieux, par des événements inattendus, par des catastrophes soudaines, mais elle arrive toujours tôt ou tard. Les despotes venaient de commettre le crime, de se partager entre eux la Pologne, et ils se croyaient absolument tranquilles, indemnes de tout, assurés de l'impunité, lorsque, soudain, les uns montèrent sur l'échafaud, les autres tombèrent de leurs trônes, d'autres durent laisser pénétrer dans leurs palais des hôtes républicains, tous voyant leurs couronnes de droit divin se détacher de leurs tempes, l'Europe entière se transformer en une confédération constitutionnelle, et les vieilles idoles

choir de leurs piédestaux, tandis que les nouvelles idées s'emparaient de tous les esprits. Moscou dut se suicider comme Ninive ou Babylone; Berlin, après Iéna, dut tomber sous les pieds des héros qui continuaient le poème épique de Valmy; Vienne sollicitait, le genou à terre, pour une de ses filles, le lit nuptial du bourreau de ses archiduchesses; dans la Naples des Bourbons régna un soldat de fortune et dans la Stockholm de Gustave-Adolphe, un pauvre notaire de Navarre; le pape devint captif de la République et le roi d'Espagne prit plaisir à se dire le courtisan du César démocratique, parce que Dieu veut que tous les crimes reçoivent le châtiment qu'ils méritent et que la justice et l'honneur soient vengés dans une sanglante, terrible et universelle réparation. Quand les Germains entrèrent dans Rome, ils portaient la torche réclamée par les gladiateurs du cirque pour les venger; quand l'Amérique aura converti Cuba en terre nègre léguée par les nègres, il viendra un jour où ceux-ci se souviendront des douleurs et des tourments éprouvés par leurs pères, et il arrivera une heure qu'auront prévue tous ceux qui observent les oscillations et les changements des races, et où flambera le Capitole de Washington, incendié par les torches coupées dans les maniguas de Cuba où les indignes petits-fils de Washington soufflent aujourd'hui la discorde et la guerre.

Ceci dit, et ma plume en éprouvait une vive impatience, je vais narrer succinctement les événements. Depuis l'origine du conflit, deux méthodes contradictoires furent mises en pratique en même temps pour le conjurer : la méthode de la guerre et la méthode des réformes; je ne connais pas non plus de guerre qui puisse s'accorder par ses violences avec le génie des formes juridiques dont l'application exige la liberté et la paix. Malgré cela, dès l'origine du conflit, nos gouvernements ont employé les deux méthodes ensemble. Le général Martinez Campos a d'abord dirigé la guerre de Cuba. Il dut constamment se plaindre de la négligence du gouvernement à ordonner des réformes que la *Gazette officielle* s'obstinait à ne pas annoncer alors que le Parlement les avait décrétées, que la reine les avait sanctionnées, et que la sage prudence d'Abarzuza les avait transformées en lois. Le gouvernement, n'éprouvant pas les impatiences du général en chef, ne promulguait pas les réformes désirées. Puis Martinez Campos fut rappelé et remplacé par Weyler. Cette modification dans le commandement supérieur de l'armée de Cuba signifiait la guerre à outrance. Aussitôt, la *Gazette officielle* annonça un projet demi-autonomiste conçu et formulé par la réaction conservatrice. A partir de ce moment, les libéraux durent s'unir forcément au parti autonomiste et la gauche progressiste du pays aplanit de cette manière les dissensions entre les partis, en se ralliant au plan des conservateurs. Et Sagasta qui est un stratège habile, un tacticien supérieur dans la lutte politique, qui est accoutumé à voir les intrigues et les manœuvres de ses adversaires, dénoua le nœud de la situation en prononçant le nom magique d'autonomie complète.

Le parti libéral a une extrême gauche représentée par M. Moret. et une extrême droite représentée par M. Gamazo. A ces deux pôles

de la politique devait se répercuter, de façon contraire et opposée, la grave et transcendante phrase de Sagasta. C'est ainsi que ces représentants se rencontrèrent dans un combat qui était d'autant plus sage qu'il était moins public. Et dans ce combat secret, les deux adversaires luttèrent pour donner au programme de l'autonomie sa signification propre selon les préférences de chacun. En effet, après de longues réflexions, ils aboutirent à de mutuelles transactions. Le parti libéral nomma une commission composée de Gamazo, Moret et Abarzuza. Dans cette commission, Gamazo et Moret opinaient pour l'autonomie immédiate. Placé entre les deux précédents, mon ami Abarzuza joua le rôle d'arbitre. Homme d'État énergique et circonspect, il prit acte de leur vœu et, écartant toute formule précipitée et incompatible avec une méthode scientifique, il se prononça pour l'autonomie comme corollaire d'une série logique d'améliorations successives et comme couronnement d'une paix définitive et irrévocable. Tandis que M. Moret voulait commencer par accorder les réformes pour finir la paix, M. Gamazo et M. Abarzuza ne permettaient les réformes qu'après la pacification de l'île. Mais comme ce différend ne donnait pas la solution du problème pour Moret, qui était impatient, ce dernier saisit la première occasion que lui offrirent les événements pour esquisser à Saragosse un projet d'autonomie qui déconcerta non seulement Gamazo et Abarzuza dans leurs combinaisons, mais encore Sagasta dans son projet d'autonomie différée et limitée.

Sur ce, survint la mort de Canovas. La mort de Canovas amena la dissolution du parti conservateur et le retour du parti libéral au pouvoir. Et comme le gouvernement n'avait pas à résoudre un problème plus grave que le problème cubain qui était inhérent à la crise ministérielle et au changement de cabinet, de nouveau la scission se fit entre les partisans de l'autonomie immédiate et ceux de l'autonomie à échéance plus ou moins éloignée. On s'étonna d'abord que Gamazo ne fût pas compris dans la combinaison Sagosta et que Abarzuza, qui se trouvait à ce moment à Biarritz, eût filé sur Paris au lieu de revenir immédiatement à Madrid, et l'on s'étonna parce qu'on a continué de prendre à tort tous nos hommes politiques pour des ambitieux qui font entrer dans leurs actions le moins d'idéalisme possible. Cependant, si chacun s'était rendu compte de la situation, il aurait compris que la constitution du nouveau cabinet s'était faite sur la formule de l'autonomie immédiate, à l'exclusion de la formule de l'autonomie différée. La bataille s'était livrée entre le programme adopté par Gamazo et Abarzuza d'une part, et la signature de Sagasta et le discours prononcé à Saragosse par Moret d'autre part. Le drapeau libéral arrivant au pouvoir avec le chef de l'extrême gauche, la solution Moret s'imposait au gouvernement à l'exclusion de la solution Gamazo. Et la solution Moret s'imposant, à n'en plus douter, le parti libéral tout entier dut se rallier à cette formule de l'autonomie immédiate qui, grâce à la poussée des événements, a aujourd'hui complètement triomphé.

Je n''ai pas de répugnance pour le régime autonome. La distance qui sépare Cuba de la métropole, le caractère opposé de leurs climats, les coutumes variées qu'un milieu ambiant éloigné et différent du

nôtre impose à ses naturels, justifient la reconnaissance à l'île du droit de se gouverner par ses propres lois sur un pied de plus grande décentralisation qu'il n'en existe dans les autres régions espagnoles. Les lois contenues dans les codes désignés sous le nom de Judias par les temps de l'absolutisme, les usages particuliers respectés par les gouvernements les plus réactionnaires, ne signifient pas autre chose qu'une proclamation indirecte du droit de Cuba et des Cubains à se gouverner eux-mêmes. En conséquence, ni un ministère spécial à Cuba, ni les deux Chambres insulaires, ni leur pouvoir de nommer les fonctionnaires de l'île ne m'effraient, car tout cela se trouve en rapport parfait avec les principes radicaux de toute ma vie et professés par moi dès ma jeunesse. Mais ce qui m'effraie et beaucoup, c'est l'ensemble des circonstances choisies pour promulguer de tels décrets et proclamer un tel régime, circonstances qui ont été créées par l'impatience des comités révolutionnaires et accompagnées d'une série de discours inattendus d'un caractère dangereux. Toute gestation rapide ne peut qu'enfanter des êtres passagers.

Leur existence ayant coûté peu d'efforts, ils sont plus sujets que les autres à la mort. Un gouvernement qui dépense à peine quelques semaines à l'étude du nouveau régime des Antilles, et trois ou quatre sessions seulement de deux ou trois heures chacune pour l'approuver, a beaucoup d'analogie avec les comités révolutionnaires qui, naissant des prononciamientos victorieux, bouleversent ciel et terre en vue d'innovations qu'on révoque dès qu'elles sont décrétées. Aussi, n'ai-je pu assez m'indigner en voyant les partisans de l'autonomie cubaine, qui ont supporté si longtemps l'ancien régime, s'impatienter tout à coup et demander d'improviser le nouveau régime en faisant des lois, qui se ressentiront toujours de la hâte avec laquelle elles ont été votées.

Ce qui m'effraie bien plus encore, ce sont les prétéritions systématiques dont abusent, pour nous illusionner, le parti libéral et le parti conservateur, dans une question élevée comme celle d'une institution parlementaire. Il nous a fallu un siècle pour accréditer l'idée que la nation est souveraine et qu'en elle seule réside, en raison de sa vertu propre, le pouvoir constituant. Et à la fin de ce même siècle, qui nous a permis d'affirmer de tels dogmes politiques, le pouvoir royal s'arroge le pouvoir constituant et fait de toutes pièces une constitution à l'usage d'une partie importante de notre pays, comme il ferait un décret en vertu d'un effet de son incontestable autorité et en exécution d'une de ses nombreuses et légitimes prérogatives. Une double conjuration a suspendu chez nous longtemps le pouvoir parlementaire. Les conservateurs n'ont pas beaucoup usé de ce moyen pendant les derniers temps de leur règne, fatigués qu'ils étaient par les grandes discussions quotidiennes, mais les libéraux, dans l'espoir de voir se terminer la révolution, ont coopéré à cette énorme erreur des conservateurs. Le pays aurait gagné à voir apprécier par les Chambres en toute liberté, et non dans des camarillas secrètes, les actes de nos généraux; à voir examiner les dépenses de la guerre par ceux-là mêmes qui ont seuls qualité pour les voter et les fixer; à voir critiquer, à la lumière d'un débat public, et non dans des réunions publiques en dehors de la grande autorité du

pouvoir parlementaire, le programme politique de chaque parti. Mais notre destinée s'y est opposée, d'une part, par la paresse des conservateurs à convoquer les Chambres, et d'autre part, par impatience du gouvernement libéral à escalader les cimes de l'État. Ce qui est exact, c'est que nos partis constitutionnels ont violé la Constitution en attribuant à la reine une prérogative que n'a jamais utilisée le despotisme de Ferdinand VII et celui de nos autres rois absolus, parce que tous ces tyrans, qui héritaient d'un pouvoir constitué, ne s'arrogeaient pas le pouvoir constituant. Ainsi, changement de situations, grandes opérations de crédit, métamorphose d'un régime constitutionnel en régime républicain, organisation des pouvoirs publics dans une partie considérable de nos domaines, nouvelles Chambres législatives, nouveaux ministres étrangers, nouvelle transformation du veto royal, tout cela a dépendu exclusivement de la reine, si bien qu'elle s'est exposée à ce qu'on la rende responsable de cet événement, qu'elle a voulu témérairement au milieu de grands malheurs qui n'ont cessé d'avoir été fréquents, durant tout ce siècle, dans les annales des monarchies européennes.

Les réformes m'apparaissent encore avec une autre erreur. La facilité avec laquelle le ministère les a décidées et la *Gaceta* les a promulguées, reçoit l'approbation des États-Unis. La hâte des correspondants étrangers à improviser des jugements sur les faits les plus graves; les complaisances et la docilité servile de quelques-uns de nos ministres à l'égard du gouvernement américain; la pétulance des Yankees à vouloir faire la pluie et le beau temps dans tout le Nouveau-Monde; l'insolence de quelques ambassadeurs, ignorant l'ABC de la diplomatie, à vouloir faire passer pour une vérité certaine une assertion infâme et erronée, nous forcent à protester contre de telles insinuations, parce qu'il n'y a pas en Espagne un gouvernement capable d'une pareille bassesse, et s'il y en avait un, les Espagnols le chasseraient. Elle est sans exemple l'impudence dont nous affligent les législateurs du Capitole, qui cherchent à faire admettre comme la chose la plus naturelle du monde, leur intervention dans nos affaires nationales et gouvernementales. Cette impudence est aussi éclatante que la résolution de l'Espagne, à repousser une ingérence qui est incompatible avec notre liberté sacrée et avec notre honneur historique. Non, nous ne voulons pas sur ce point l'intervention des États-Unis, même sous la forme d'un conseil. Nous sommes résolus à conserver notre indépendance nationale et gouvernementale, pour laquelle nous avons réalisé tant de sacrifices à l'époque la plus sublime de notre histoire. Nous donnerons aux Cubains leur autonomie, nous leur reconnaîtrons tous les droits inhérents à l'espèce humaine, nous leur accorderons un ministère spécial et deux Chambres, nous leur concéderons la nomination de tous les fonctionnaires de l'île, mais seulement en vertu de notre volonté propre, de notre libre arbitre, uniquement guidés par notre conscience collective, par notre puissance patriotique, en dehors de la pression d'une ingérence étrangère offerte dans un moment d'égarement orgueilleux, naturel aux Yankees, ingérence que notre peuple et notre gouvernement libres repoussent également.

Et ce que je dis là est plus qu'opportun, car on a essayé d'attribuer à l'intervention des Etats-Unis cet acte de notre souveraineté et le rappel de Weyler. Je néglige la série des récents événements politiques, ainsi que l'existence des deux critériums contradictoires du parti libéral et du parti conservateur, relativement à Cuba. Libéraux et conservateurs veulent de même les réformes et la guerre ; mais tandis que les conservateurs mettent la guerre avant les réformes, les libéraux placent les réformes au-dessus de la guerre. Le critérium conservateur était représenté en la personne du général Weyler, et le critérium libéral en celle du général Blanco. Les conservateurs, sans exclure un système demi-autonome, déjà formulé discrètement par eux, comptaient sur la force principalement, alors que les libéraux, tout en appréciant l'argument de la guerre, préconisaient en même temps l'autonomie immédiate, radicale et complète. Pour ces raisons de dialectique, Weyler gouverna Cuba depuis le moment où Martinez Campos subit la direction du parti conservateur, et Weyler savait que du jour où les conservateurs tomberaient du pouvoir, privé de l'appui du général Martinez Campos, on lui substituerait un général comme le général Blanco. Par conséquent, le rappel de Weyler ne fut nullement dû à l'influence des Etats-Unis ; il ne fut rien de plus que le résultat d'un compromis passé entre les libéraux, leur conscience et leur volonté. Le fait de n'avoir pas appliqué dans la guerre de Cuba un critérium unique, le critérium national, et de s'être livré au caprice des factions dans une affaire d'une si haute gravité, a d'abord amené ce remplacement de généraux cubains selon que l'un ou l'autre système de gouvernement triomphait à Madrid, et, ensuite, cette diversité complexe de solutions qui devraient être l'œuvre de tout le peuple, au lieu de n'être que celle d'un parti. Mais, d'une façon quelconque, on peut affirmer que l'ingérence des Etats-Unis n'a rien eu à voir avec le rapport de Weyler.

Et comme le rappel de Weyler n'avait pas pour cause une intervention étrangère, son voyage a atteint les proportions scandaleuses auxquelles s'attendaient les éléments de perturbation si fréquents dans presque toutes les nations d'origine latine. Les adieux plus ou moins empreints de dépit du capitaine général destitué ; les résistances mises en jeu pour empêcher le nouveau gouverneur d'être reçu au palais, les manifestations plus ou moins enthousiastes qui ont accompagné le départ de Weyler ; les honneurs qui lui furent rendus au port d'embarquement, à cause de son titre de général en chef ; son voyage à travers les immenses solitudes de l'océan Atlantique ; son arrivée solennelle à la Carogne ; son voyage par mer jusqu'à Barcelone en tournant la Péninsule, alors qu'il lui eût été si aisé de se rendre de la Carogne à Barcelone par terre ; son entrée triomphale à Barcelone, tous ces incidents n'ont pas revêtu, heureusement, l'importance exceptionnelle que redoutait le gouvernement et qu'espérait l'opposition. Les hâbleries déplacées du général, si différent en cela des autres généraux de l'Europe ; l'échec, par suite, du projet, causé par Romero Robledo, qui avait l'intention de faire de Weyler un chef de parti ; les flatteries du général à l'adresse des carlistes et des républicains qui l'acclamaient,

bien qu'il penchât plutôt pour les premiers ; ses conseils au parti conservateur, qui tarde à se réorganiser, insinuant en même temps qu'il ne voulait appartenir à aucun groupe ; son enthousiasme pour les protectionnistes, qu'il accompagnait de vives protestations contre le système des autonomies douanières, tel est le spectacle que nous a offert le voyage du général Weyler et dont les conséquences naturelles ne peuvent encore s'entrevoir, au milieu de la confusion qui règne, par suite des derniers changements survenus dans notre situation politique.

Il ne peut y avoir, en Espagne, de gouvernements présidés par les généraux, à la mode antique et historique. L'élément militaire a pu proclamer la République, mais l'élément civil seul a su la diriger à travers les écueils. Ainsi les deux grands partis politiques qui ont gouverné l'Espagne pendant ces derniers lustres ont été présidés par deux grands orateurs parlementaires. Ni le général Martinez Campos, ni le général Jovellar, les deux seuls militaires qui aient présidé un ministère sous le règne de don Alphonse et sous la Régence, n'ont pu arriver à constituer autre chose que des situations intérimaires. Ni le général Serrano, malgré tous les souvenirs qu'il rappelait, ni le général Lopez Dominguez, malgré toutes les espérances qu'il réveillait, n'ont pu parvenir à créer une situation libérale au milieu des restaurations. Tout ministère présidé par un soldat ne durera pas plus que le récent ministère Azcarraga, à moins que ce général ne soit très populaire et le résultat de la conception publique. Le général Weyler n'a donc nullement besoin de caresser le rêve de présider, dans l'avenir, un ministère quelconque. Et s'il n'est pas qualifié pour présider un gouvernement régulier, à plus forte raison ne le sera-t-il pas pour présider un gouvernement irrégulier, parce que les dictatures militaires, en dépit de certains espoirs, sont devenues impossibles dans notre pays. Pendant les nombreuses guerres civiles que nous avons traversées, au milieu des pronunciamientos qui sont si propices à un pouvoir anormal et révolutionnaire, aucun chef ayant gagné de glorieuses batailles dans des conflits prolongés, n'a osé viser à la dictature, et le général Weyler y pourrait songer?

A l'heure actuelle précisément, un orateur populaire et parlementaire d'un grand talent, M. Moret, apparaît comme le seul arbitre de nos destinées. Tout se plie devant sa volonté. C'est lui qui choisit les nouveaux ministres et créa la situation présente en tendant la main à ses émules et à ses rivaux. C'est lui qui imposa comme programme de gouvernement son programme de Saragosse et révoqua Weyler pour le remplacer par Blanco, parce que, tandis que le premier incarne la guerre implacable, le second représente la conciliation désirée. C'est grâce à Moret que le Conseil des ministres se prononça si vite pour le projet des réformes cubaines et que la *Gaceta oficial* se hâta d'en informer le public. Par conséquent, le fantôme de la dictature n'est qu'un rêve ; la vérité est que, si les Parlements ne gouvernent pas, ce sont les parlementaires qui gouvernent. Le retour de Weyler est donc mis au rang des événements qui ne laissent pas de trace après eux dans le présent et qui sont sans danger pour l'avenir. Moret proclamera

son autonomie politique, économique et administrative, sans autres obstacles que ceux qui pourraient surgir de l'application même de son système qu'il juge préférable pour Cuba à celui de l'autonomie douanière, seul en vigueur jusqu'ici. Je dois dire en toute franchise que les Cubains ont raison de se plaindre de leur régime douanier, s'ils manquent, à d'autres points de vue, de reconnaissance pour les avantages politiques que nous leur offrons et qui sont bien supérieurs à tous les droits contenus dans les constitutions modernes. Nous les avons obligés à recevoir nos produits péninsulaires et nous ne leur avons pas donné la réciproque avec leurs produits insulaires. Les droits sur le sucre et les alcools notamment, si l'on ne veut pas voir périr ces industries, méritent la réprobation universelle et un prompt et radical remède.

Et pourtant c'est sur ces points où tout lui donnait raison et donnait raison aux principes qu'il représentait que Moret, dans son projet de constitution autonome, rencontra le plus de résistances. Ces résistances ont revêtu un tel caractère de gravité que beaucoup les supposent de nature à déchaîner la révolution en Catalogne, et la guerre civile dans les défilés de ses montagnes. Je ne puis donc que répéter ici ce que je disais à propos des espérances placées par les perturbateurs dans le retour de Weyler. Les principes démocratiques, inscrits par les républicains, dans la constitution espagnole au prix de tant d'efforts et de tant de difficultés, ont donné au sol national une telle solidité, et à l'air ambiant une telle sérénité qu'il n'y a à craindre ni secousses en bas, ni tempêtes en haut. Les carlistes, avec leur drapeau fleurdelisé, et les démagogues, avec leur drapeau rouge, pourront émouvoir quelques esprits, mais le peuple, en général, reste satisfait de ses libertés et confie le développement de ses intérêts matériels et la recherche des nouveaux progrès à la conscience et à la volonté collective. L'erreur des protectionnistes vient de ce qu'ils croient réalisables par les intérêts les grands sacrifices qui s'engendrent uniquement par les idées. Le privilège de quelques-uns n'intéressera jamais autant que le droit de tous. M. Moret peut très bien permettre à Cuba de choisir ses marchés et d'envoyer ses produits où il lui plaira, jamais les protectionnistes, quand ils élèveraient des protestations, ne déchaîneraient une révolution qui ne peut provenir que d'une erreur de cette réforme érigée avec tant de difficulté, ou d'une frustration des espérances qu'elle aurait fait naître dans le peuple, parce qu'alors le réveil de ce dernier serait terrible. Qu'on donne donc à Cuba la tranquillité qu'on lui a si solennellement promise au moyen du régime autonome, et qu'on ne se préoccupe pas des abdications d'amour-propre qui ont dû être faites, dans ce but, sur l'autel de la pacification. Que l'on se hâte, surtout! Puis, la paix faite, que Dieu nous en récompense, et si elle tarde, que Dieu nous l'impose.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME

Paris. — L. Maretheux, imprimeur, 1, rue Cassette.

TABLE DES MATIÈRES

DU DEUXIÈME VOLUME

Paris.— Imprimerie de la Cour d'appel, L. Maretheux, directeur, 1, rue Cassette

LA POLITIQUE EUROPÉENNE

EMILIO CASTELAR

LA POLITIQUE EUROPÉENNE

PAGES D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

(Troisième Série)

PARIS

Ancienne Librairie GERMER BAILLIÈRE & Cie

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—

1899

LA POLITIQUE EUROPÉENNE

I

La paix universelle. — Menaces dirigées contre ce bien suprême. — Irruption de l'Allemagne à Haïti et en Chine. — Désillusions à Haïti. — Prudence des États-Unis avec l'Allemagne. — L'Empereur Guillaume et l'amiral Henri. — Leurs rêves et leurs ambitions. — Causes de politique intérieure qui ont déterminé les Allemands à occuper le port chinois. — Graves complications. — Les Anglais et les Russes en face de l'Allemagne. — Protection des chrétiens confiés par le Pape aux Français. — Craintes d'un conflit universel. — Le Message de la Présidence saxonne. — Abus de critique commis par le Président. — Protestations nécessaires contre ces abus. — Intervention indirecte. — Négations inhérentes au principe d'intervention. — La doctrine de Monroë faussée par Mac-Kinley. — Insinuations d'arbitrage de tous points inadmissibles de notre part. — Partialité des Etats-Unisen faveur des Mambises. — Menaces d'intervention matérielle. — Paix aux Philippines. — Assassinat de l'Espagnol Ruiz par les insurgés cubains. — Impression d'horreur causée par cet assassinat. — Les complications en Orient. — La presse anglaise et la dynastie allemande. — Procès Dreyfus. — Crise italienne. — Observations. — Conclusion.

Il n'y a pas, sur la terre, un bien comparable à celui de la paix. C'est le sentiment général. Depuis le jour où l'homme, dans la famille, a eu conscience de cette paix du foyer, qu'on pourrait appeler une cellule sociale, la paix domestique exista, perfectionnant la paix spirituelle. Notre religion chrétienne, aux tendances si compréhensives, partant de Dieu pour aboutir à l'humanité et à ses diverses facultés, nous bénit et nous salue ainsi : « La paix soit avec vous ». Et, en effet, tous les penseurs qui ont cherché à convertir en formules scientifiques les affinités chrétiennes, se sont heurtés bien vite à l'essence même que le christianisme porte en ses entrailles à l'intention des bienheureux, à ce Sermon sublime qui nous fait un devoir d'aimer nos calomniateurs et nos ennemis, à cet apostolat pacifique, à ce règne du Verbe, sans pouvoir lui opposer aucune théocratie, la religion chrétienne demeurant le régime béni de la paix universelle. Notre liturgie est une poésie. Dans les canons séculaires où se prescrivent les sages particularités relatives à la messe, elle place à propos le moment qui convient le mieux aux officiants d'avaler l'hostie et de vider le calice; aux prêtres, le baiser sacré, caractérisant ainsi au pied des autels la réconciliation des peuples dans le sein des sociétés humaines. Le sol de notre Europe est formé par l'esprit chrétien et par l'esprit scientifique tout à la fois. Il s'im-

prègne des idées progressives qu'exhalent leurs pores comme des rayons de lumière. Par toutes ses forces physiques, il moule sa matière palpable au gré de l'esprit invisible qui lui impose une transformation de la guerre en travail, et, comme complément de cette grande transformation, la paix et la liberté universelles.

Et pourtant, on ne voit qu'armements populaires, que redoutes hérissées d'artillerie, qu'énormes croiseurs sur les eaux, qu'armées manœuvrant en foule, qu'explosions partout : ici, la dynamite; là, la poudre sans fumée; plus loin, des canons perfectionnés; encore plus loin, des fusils exterminateurs. En résumé, dans l'âme, c'est la paix universelle; dans l'espace, c'est la guerre universelle. Ces contradictions sont fréquentes chez les peuples, et leurs souvenirs sont marqués par l'histoire. De même qu'à vos yeux l'éclair devance le tonnerre qui vient ensuite retentir à vos oreilles, alors que l'éclair et le tonnerre produisent leurs résultats en même temps, de même l'idée devance le fait, et ce qui est considéré comme mort depuis longtemps dans l'esprit, vit et palpite dans l'espace. Il est vrai que cela ne vit et palpite que peu de temps. La paix universelle est décrétée par le génie de la religion et de la philosophie. Ce qu'ordonne le génie de la religion et de la philosophie s'accomplit sans peine dans l'espace, qui est le miroir des idées, idées aussi éthérées que les étoiles. La paix universelle viendra, mais, disons-le avec tristesse : à cette heure, on pressent, on craint la guerre universelle. Et on la craint avec raison. Les subsides demandés au Parlement américain; la concentration des navires anglais dans les eaux de Malte; l'insolent ultimatum imposé par l'escadre allemande au gouvernement de Haïti; la facilité avec laquelle peuvent se heurter les grandes puissances qui explorent les rives du Niger pour s'en emparer; les commotions de l'Inde anglaise et du Soudan égyptien; le choc plus ou moins prochain de la Russie et de l'Angleterre sur les plateaux de l'Asie centrale; le débarquement des Allemands sur les côtes de Chine; les menaces du Japon et de la Russie, et l'arrogance de l'empereur Guillaume et de l'amiral Henri, son frère, nous font redouter à nous, les partisans de la paix, une conflagration navale.

Mais abandonnons nos réflexions sur de tels faits, et faisons le récit des événements quotidiens. Si les peuples américains de notre sang réfléchissaient un instant sur les événements de Haïti, ils s'apercevraient que les menaces des Yankee au monde européen, avec leurs phrases déclamatoires, en leur faisant courir un certain danger, nuiraient également aux intérêts matériels de la grande République. En détournant continuellement de son but la doctrine de Monroë, formulée en d'autres temps et pour d'autres motifs, les Etats-Unis trompent notre bonne race ibère du Nouveau-Monde, et lui font accroire une chose fausse comme celle-ci : que le drapeau étoilé oppose une barrière infranchissable à toute irruption, et qu'il suffit qu'on l'arbore sur un écueil quelconque pour arrêter du coup les envahisseurs. La vérité est que le drapeau étoilé n'a jamais arrêté personne et n'a jamais empêché aucune manœuvre européenne ou monarchique. A la barbe des Etats-Unis, un fils de Louis-Philippe bombarda la Vera-Cruz, parce que des

gamins avaient mangé, sans les payer, des friandises à la devanture d'un pâtissier français. La coalition européenne débarqua au Mexique sans que les Etats-Unis pussent s'y opposer. Et quand les troupes impériales, qui avaient avec elles l'usurpateur Maximilien, furent réduites à merci, ce ne furent pas les Yankee du Nord qui les chassèrent, mais bien les Espagnols du pays que commandait l'immortel Juarez. Des navires de dona Isabelle II purent guerroyer au Pérou et au Chili sans que les Etats-Unis fissent rien pour les en empêcher. Un empereur aussi faible que le fut dom Pedro du Brésil, né pour être détrôné et proscrit, put tuer la République au Paraguay sans que les États-Unis s'en alarmassent. Il en est de même aujourd'hui. Haïti résista aux réclamations de l'Allemagne tant qu'elle espéra de voir la grande République américaine intervenir en sa faveur; mais lorsque l'Allemagne envoya quatre bâtiments de guerre pour appuyer ses réclamations, Haïti, se rappelant les promesses saxonnes, vit avec douleur que de telles promesses n'étaient bonnes à rien. C'est là une magnifique leçon que doivent approuver tous les peuples espagnols du Nouveau-Monde.

La question asiatique revêt un autre aspect; de même que dans le conflit haïtien, l'Allemagne devait se heurter à la République saxonne, dans le conflit asiatique, elle doit se heurter à la Russie et au Japon. Tout le monde sait comment, dans sa récente lutte contre l'Empire des Célestes, le Japon occupa côtes et eaux que la diplomatie européenne l'obligea ensuite à abandonner. Et lorsque, à présent, après les invitations et les intimations faites au Japon de ne pas s'emparer d'une terre chinoise et de ne pas porter atteinte à la domination du grand empereur tartare, le Japon voit les Allemands se substituer à lui, il ne peut moins faire que de s'alarmer et de se préparer à des conquêtes futures, puisque d'autres accaparent ses conquêtes présentes. Et cet antagonisme naissant entre le peuple japonais et la puissance allemande est de nature à créer dans l'avenir d'innombrables conflits. Mais il arrive avec d'autres nations européennes, un peu ce qui arrive avec le Japon. La France, propriétaire du Tonkin, protectrice de divers Etats échelonnés sur les bords du fleuve Jaune, nourrissant de grandes prétentions sur la répartition inévitable de la Chine, voit d'un œil jaloux le pavillon germanique flotter sur ses frontières, à la vue des domaines qu'elle a acquis au prix d'indicibles sacrifices d'argent et d'une grande effusion de sang. L'Angleterre se trouve à peu près dans la même situation que la France. D'abord, elle s'est trouvée offensée par le ton arrogant dirigé contre sa puissance par l'empereur Guillaume; ensuite ses riches provinces de Birmanie sont continuellement exposées à l'attaque d'une escadre qui, ainsi que l'Allemagne actuelle, vise à la conquête de possessions territoriales en Chine.

Mais la puissance qui a le plus raison de s'alarmer de l'audacieuse tentative allemande, c'est la Russie. De toutes les idées capitales qui flottent dans le cerveau des Russes, pas une n'atteint le degré d'intensité ou de profondeur de cette idée que l'Asie appartient au Tsar, empereur et pontife, vraiment asiatique. Poussée par cette idée, en moins d'un siècle et demi, la Russie s'est emparée des terres du Pont-Euxin où

Ovide pleura ses tristesses immortelles ; elle a pénétré en Arménie où elle a planté les jalons d'une invasion semblable aux légendaires invasions d'Attila ; elle borde le nord de la Perse, dans la Bactriane de Sémiramis; elle prend possession des sites appelés le « toit de la terre » dans les traditions antiques; elle menace autant la Chine que l'Inde de ses efforts persévérants et finit par envahir comme un torrent la Mandchourie. Aujourd'hui, l'Allemagne vient se camper en face d'elle pour lui susciter une rivalité inattendue et invincible. Et toute cette immensité qui va des portes de Saint-Pétersbourg aux déserts de la Mongolie et aux golfes de la Chine, se trouve traversée, comme une épine dorsale, par un chemin de fer titanique réalisé par les armées russes en apparence pour la paix, en réalité pour la guerre. Et quand, pendant des années, on a consommé d'innombrables trésors, on a gaspillé d'indicibles forces vitales, dans le but de terminer une entreprise comme jamais les autres siècles n'en ont vu, à la fin apparaît l'Allemagne et, avec l'Allemagne, le symptôme d'un combat colossal entre deux énormes puissances.

Je n'ignore pas le sens qu'attache Guillaume II, à l'occupation du golfe chinois. Chef d'une armée continentale comme il n'y en a pas une autre en Europe, il veut compléter cette énorme machine de guerre par une armée de mer également nombreuse et forte. Très détaché de l'Angleterre dont il abhorre les libres institutions, il a, en bon fils anglais, un amour profond de la mer, ce qui lui fait méconnaître, à sa grande douleur, le caractère essentiellement continental de l'Allemagne. Et avec l'Empereur vit son frère Henri, ressemblant aux Henri, aux Alphonse et aux Ferdinand d'Aviz qui, eux aussi, Anglais par leur mère, du Portugal s'en allèrent conquérir les meilleures îles africaines et ouvrir à leur petit royaume les mers tourmentées du Cap et les richesses de l'empire des Indes. L'un et l'autre, Guillaume et Henri, se sont partagé la terre et la mer, ainsi que de bons et fougueux jeunes gens à qui semble chose facile de conquérir, s'ils le veulent, les étoiles. Mais Guillaume n'a pas d'armée et Henri n'a pas d'escadre, où s'ils en ont, celles-ci ne sont pas en rapport avec leurs ambitions et avec leurs rêves. Et dans la pénurie de forces navales où ils se trouvent, ils se sont adressés au Parlement pour obtenir des subsides, le nerf de la guerre en un mot, dans le but d'avoir une escadre, et le Parlement a refusé l'argent, préférant le budget de la paix au budget de la guerre. Et afin de montrer ce qu'ils seraient capables de faire s'ils avaient les navires et les fonds nécessaires, ils ont frêté les quelques vaisseaux dont ils disposaient et, des côtes germaniques, ils ont appareillé pour les deux extrémités de la planète : en Chine, sous le prétexte de défendre la religion chrétienne et les missionnaires allemands ; à Haïti, sous prétexte de défendre le commerce allemand et les commerçants, répondant par des actes aux résistances du Reichstag.

Mais je ne puis méconnaître que la question intérieure, comme la question extérieure, gît dans ce problème. Guillaume II vient de prononcer une transcendantale harangue pour proclamer, sur un thème connu, la nécessité de l'alliance avec l'Autriche et l'Italie. Après

avoir rendu, cet automne, les visites impériales et royales reçues; après avoir commandé des revues d'apparat en présence des souverains alliés; après avoir baptisé des corps d'armée du nom des nations unies, chacun se réjouissait de ce renouveau de protestations affectueuses échappées des lèvres de l'empereur Guillaume surtout, dont les paroles ressemblaient à des menaces auxquelles la nouvelle d'un détachement en Chine donne, aujourd'hui, une singulière signification par sa désagréable répercussion à travers l'Autriche et l'Italie. Nous ne parlerons pas de l'Autriche. Déchirée par des partis divers et des races irréconciliables; sans force centripète pour annuler ces fragments de force centrifuge, on peut affirmer que l'Autriche est comparable à un corps céleste qui se serait brisé dans les espaces infinis. Mais il n'en est pas de même de l'Italie. Tandis que les Esclavons, les Tchèques, les Magyars, les Croates, les Polonais, les Serbes, les Ruthènes, les Dalmates, les Illyriens, les Turcs n'ont pu former en Autriche une grande nationalité, parce qu'ils manquent d'affinités réciproques, en Italie il s'est constitué une belle nationalité, entre les mers grecques et les mers françaises, parce qu'il y a là des affinités intérieures qui unissent les peuples et fondent les nations. Or, cette nationalité, qui a besoin de l'Angleterre pour sa complète sécurité dans la Méditerranée, ne peut se compromettre avec l'Allemagne dans une aventure qui pourrait refroidir ses relations avec la Grande-Bretagne. Et comme son intervention en Chine menace à la fois Saint-Pétersbourg et Londres, l'Italie s'est mise en garde vis-à-vis de l'empereur contre lequel elle éprouve un certain ressentiment, et elle a compris, enfin, la fragilité de la Triple-Alliance comparée aujourd'hui à l'Alliance de la Russie et de la France.

Avant de parler de l'agitation causée en Europe par les entreprises de l'Allemagne en Orient et en Occident, il convient de faire une réflexion, de se rappeler un enseignement qui est toujours d'actualité. Ce qui ne se renouvelle pas dans l'Univers, meurt. Deux grands empires témoignent, à l'heure présente, en faveur de cette vérité. L'Empire chinois et l'Empire turc, qui ont dominé l'Asie pendant des siècles, sont en train de se mourir parce qu'ils n'ont pas su obéir aux lois éternelles de l'univers et de la vie qui leur impliquaient le devoir de se renouveler. Ces deux Empires, parfois représentés par leurs races pures, parfois par des races distinctes, se sont immobilisés dans la solitude de leurs croyances, de leurs traditions et de leurs dogmes. Et tous deux eurent des législateurs intelligents, capables de répandre les enseignements de la civilisation dans un rapport vrai avec leurs natures respectives. Peuple mécanique, sans métaphysique et même sans religion; livré à des réglementations de bureaux qui la transformaient en une immense caserne industrielle, la Chine rencontra en Bouddha son révélateur, qui substitua aux religions, aux dogmes spirituels, une loi morale destinée à organiser par des consignes et des règlements la vie privée de chacun et la vie générale de la société entière.

Plus fort, plus puissant, plus nerveux que le Tartare bouddhiste, le Tartare mahométan, la Turquie eut aussi son révélateur.

Et ce révélateur, Mahomet, contrairement à Bouddha, crut aux

dogmes et résuma ces dogmes dans le Coran, dont la guerre universelle fut l'application.

Bien que le prophète ne se soit jamais adressé aux Mongols, bien que les Arabes qui sont du sang du Prophète, soient ses sujets de prédilection, le mahométisme s'assimila la Mongolie, et le califat put ainsi passer de Bagdad, de Damas, de Cordoue, des villes orthodoxes et classiques, au descendant d'Attila, c'est-à-dire au sultan de Constantinople.

Les deux religions de Bouddha et de Mahomet se distinguent également de la religion chrétienne en ce sens que, tandis que celle-ci représente l'humanité dans tous les temps, celles-là ne représentent qu'un seul peuple de l'humanité dans une période de temps déterminé. Tant que le développement humain et le progrès terrestre servent les circonstances où évoluent leurs fidèles et progressent leurs intérêts, les deux religions durent; mais dès l'instant où le temps se modifie et le peuple grandit, elles restent en arrière et pétrifient et tuent les peuples qui les ont adorées. Il est hors de doute que la Chine se meurt de son immobilité dans Bouddha, et la Turquie de son immobilité dans Mahomet.

Et, comme autour de ces peuples inertes agissent des peuples progressifs, le mouvement et la vie tendent à remplacer l'inertie et l'inamovibilité. Les Japonais en Chine, les Grecs en Turquie témoignent de cette vérité évidente en prétendant, les uns et les autres, à l'héritage des deux vieux empires mongols ; celui de l'Extrême-Orient d'Asie et celui de l'Extrême-Orient d'Europe.

Les Japonais, autrefois, se trouvaient également placés dans un cercle magique où ils consumaient leur vie dans l'immobilité et l'inertie ; mais, il y a quarante et quelques années, une révolution, qui éclata chez eux, les jeta tout palpitants de vie et de lumière dans la voie du progrès, sur le chemin de la liberté et de la victoire.

Et ce qui s'est passé chez les Japonais à l'Orient de l'Asie, s'est ressenti chez les Grecs à l'Orient de l'Europe. Placés dans le cercle d'un patriarcat inerte, qui leur imposait un vieux byzantinisme incompatible avec notre nature et notre siècle, ceux-ci ont rompu ce cercle pour prendre contact avec les libertés modernes dont la vertu et l'efficacité leur promettent tôt ou tard l'héritage de la Turquie.

Mais il ne s'agit pas aujourd'hui du partage de la Turquie, il s'agit simplement du partage de la Chine. L'empereur Guillaume l'a suscité avec la triste légèreté et l'aveuglement étourdi qui sont inhérents à sa nature levantine et inquiète. Et le partage de la Chine soulève beaucoup de difficultés à cause du grand nombre de cohéritiers qui prétendent à une part de l'héritage. Dès lors, le territoire chinois se trouve menacé par trois invasions : par la France, qui est au Tonkin ; par l'Angleterre, qui est en Birmanie ; par la Russie, qui est en Mandchourie.

Il n'y a pas que les grandes puissances qui soient intéressées à ce partage, des puissances secondaires le sont également. La Hollande ne peut consentir à ce partage avant de savoir quelles garanties ses colo-

nies trouveront dans l'opération; le Portugal, qui a découvert l'Inde, et amené à la vie européenne les pays asiatiques, ne peut y consentir non plus, parce que les derniers débris de son immense empire colonial risquent de disparaître dans la tourmente; nous autres, Espagnols, nous ne pouvons pas davantage y consentir, parce que, maîtres du grand archipel asiatique, nous devons tenir aux îles Pescadores, que les Japonais ont récemment conquises; sinon notre sécurité, dans ces lointains parages, pourrait se trouver gravement compromise. Tous les peuples européens ont donc droit à ce partage de la Chine, dont l'Allemagne vient de soulever le problème, comme elle avait créé l'affaire des Carolines, d'où elle s'est retirée humiliée et sans profit. Quoi qu'il en soit, la succession de la Chine reste ouverte, de par la violence et la ténacité de l'empereur d'Allemagne, et personne ne peut nier le danger d'une guerre universelle, en voyant tant d'héritiers se précipiter les uns sur les autres. Dieu veuille nous préserver d'une pareille guerre?

En même temps que l'affaire très grave de Chine, le message américain a troublé l'opinion publique et l'intérêt européen. Je dois le dire en toute sincérité: le Président des Etats-Unis a déçu les espérances mises en lui par tous ceux qui avaient foi dans les traditions puritaines de l'Union et qui, de ce fait, estimaient que le Président était incapable d'avoir des complaisances pour les jingoes et de projeter un éclair chargé de poudre sur les deux plus civilisés continents de notre planète.

Tandis que l'œuvre de reconstitution américaine s'était appliquée jusqu'ici à souder les deux sections du Nouveau-Monde, elle laissait les Etats du Nord et les Etats du Sud divisés non seulement par les contradictions qui se rencontrent dans leurs histoires anciennes, mais divisés aussi par leurs croyances, leurs dogmes et le temps courant. Entre eux il existe des ennemis implacables, qui engendrent une perpétuelle discorde. Dans le Nord, on voit la pure liturgie écossaise, cette tradition qui de la Hollande passa à Genève, et de Genève à Edimbourg, avec Knox: l'amour de la liberté et de la République; l'arome de cette fleur de Mai qui parfumera éternellement les Etats-Unis, en les enveloppant d'un nuage sacré de myrrhe et d'encens; les idées progressives qui ouvrent les immenses horizons de l'avenir, et promettent aux peuples un régime de travail et d'industrie, où règnent la paix et la liberté, cristallisations sociales parfaites du christianisme révélateur.

Au contraire, dans le Midi, où les terres ont été vendues par leurs anciens possesseurs au gouvernement, pour accroître le domaine de l'Etat; où la permanence de l'esclavage a été le plus grand crime social du siècle; où les flibustiers, pirates de toutes les mers, menaçaient la propriété, tout a coopéré à développer les ambitions sauvages et naturelles de la gent nègre, qui lutte pour la conquête et la guerre, comme les espèces inférieures cruelles et exterminatrices.

Dépendant d'un Etat intermédiaire entre les terres du Nord et les terres du Sud, le premier citoyen de la grande République saxonne dut inspirer sa politique de la tradition chrétienne des puritains, et non du despotisme guerrier des pirates. Si on lit avec atten-

tion son message, on remarque que, de la date à la signature, en violation de la raison et de la justice, le Président regrette de ne pouvoir rien faire au point de vue cubain, pour les oligarchies du Sud, son autorité se trouvant limitée par la constitution des Etats-Unis, d'une part, et par les relations de la République avec les autres peuples, d'autre part. Il s'excuse de n'avoir pas fait davantage pour les Mambises. Il dit que les armements qu'on réaliserait dans ce but ne seraient pas récompensés.

Il démontre que la conquête ne pourrait pas réussir en droit, et que la reconnaissance de la belligérance ne rapporterait aucun avantage. Il critique amèrement et injustement notre régime, qui est complètement inconnu en Amérique, parce qu'on en a une conception fausse, par suite d'une superstition universelle défavorable. Il mentionne sur un ton froid et indifférent les grandes réformes réalisées à Cuba par notre gouvernement espagnol, comme si ces réformes ne revêtaient pas une importance considérable et n'auraient pas une transcendance inattendue dans l'avenir.

Il conclut en prétendant qu'il ne pourra pas intervenir effectivement dans les affaires de Cuba, parce que les conséquences, sans remède, amèneraient un choc entre les deux continents les plus cultivés du monde, un désastre immédiat pour la République, qui se trouverait, de ce fait, convertie en une puissance conquérante, ce qui serait pour elle un retour vers le passé, et pour l'Univers une ruine de la civilisation. Tel est ce message.

Il paraît impossible que les races anglaises du Nouveau-Monde se trouvent à ce point vaniteuses qu'elles ne comprennent pas les relations des peuples les uns pour les autres et le respect dû au droit que possède chaque gouvernement de se gouverner selon son caprice, en pleine indépendance, dans son absolue souveraineté. Cette témérité avec laquelle un Président, du haut du Capitole, traite dans son orgueil les autres peuples pour blâmer leur politique, pénétrer dans leurs relations privées, combattre leur gouvernement, leur adresser toutes les menaces qui lui passent par la tête, appeler le châtiment sur leur organisme social ou compromettre leurs intérêts, cette témérité ne peut continuer parce qu'une critique aussi solennelle d'un Etat par un autre Etat ami est un de ces procédés intolérables qui dissimulent une envie d'intervenir à laquelle les nations résisteront toujours. Indubitablement, la première invitation qu'on doive adresser aux Etats-Unis, l'invitation nécessaire, capitale, est celle-ci : c'est qu'ils se taisent et n'interviennent pas là où leur intervention n'est pas réclamée. Le Président, du haut de son siège, a fourni une alimentation incroyable aux articles de l'opposition, aux écrits des journaux hostiles à notre pays. Ces feuilles, loin de publier des commentaires d'une belle sérénité, s'amusent à encourager la révolte, à perpétuer la guerre, à raviver l'incendie en des articles haineux, indignes d'eux-mêmes, indignes du Président aux sentiments sacrés de qui tous les républicains avaient cru comme à un phare de justice, comme à un protagoniste du progrès dont la mission était d'éclairer les voies du droit humain et de la liberté universelle.

Tout État se gouverne comme il entend et personne n'a le droit d'adresser à cet État des avertissements indiscrets avec des commentaires odieux et des phrases incendiaires, pas même le chef du gouvernement qui a à son service les voies diplomatiques pour faire parvenir ses réclamations et ses plaintes. Les Autrichiens, pour intervenir à Venise et à Milan ; les Russes, pour intervenir à Buda-Pesth ; les Français pour intervenir au Mexique ; les 100.000 descendants de saint Louis, pour intervenir en Espagne, n'ont pas agi autrement. Pour consommer toutes les scandaleuses violations du droit humain et repousser les sociétés progressives vers le passé, les despotes n'ont pas trouvé d'autre motif à leur disposition que de critiquer la forme du gouvernement constitutionnel des peuples libres. Les États-Unis suivent cet exemple aujourd'hui. Ils ne peuvent pas supporter que Cuba soit régie par l'Espagne qui a pourtant donné à sa colonie une prospérité, une richesse, une paix et un gouvernement comme n'en ont jamais eu dans les régions américaines, les colonies les plus libres, les plus heureuses, les plus prospères. Le Président, pour nous critiquer, pour critiquer des administrateurs et une administration qui ne le regardent pas, pour critiquer des procédés de gouvernement auxquels il doit rester étranger, pour rejeter hors du droit des gens des soldats bien supérieurs en humanité à tous les siens, avant de jeter, en un mot, de belles pages en pâture à la voracité politique, il aurait bien dû rappeler son représentant de Madrid, restituer ses lettres de crédit à notre représentant à Washington, nous notifiant par là une déclaration de guerre qui aurait passé pour moins agressive et moins outrageante que ses attaques prodiguées sans raison, ses menaces renouvelées sans succès, ses accusations dépourvues de base. Ces tremblantes insultes, que ne justifie aucune des jurisprudences en usage chez les peuples, n'ont d'autre excuse que celle d'être lancées à distance, sans risque, à l'Europe comme à l'Espagne, à l'exemple de ces vaillants qui se mettent sans scrupule et sans embarras à la disposition d'adversaires qui n'admettent pas le duel et ne répondent pas à une injure pour ne pas soulever sur leurs pas des obstacles insurmontables.

Contre cette thèse, j'invoque la doctrine développée dans le Message de Monroë aux Chambres, en 1823, formulant à sa guise les relations entre l'Europe et l'Amérique. Nous l'avons dit mille fois, et nous ne nous fatiguerons pas de le répéter, que ce soit opportun ou inopportun, comme disait Saint-Paul. La doctrine de Monroë ne tranche pas le câble qui unit les vieux continents au nouveau, et ne méconnaît pas la maternité historique du droit presque naturel que possède notre Espagne aux Antilles ; bien au contraire, la doctrine de Monroë proclame l'union éternelle et indissoluble de Cuba à sa glorieuse métropole. Il est vrai que pour connaître la portée d'une doctrine, il est indispensable de se pénétrer de l'époque où elle a été formulée. L'infâme Ferdinand VII, ce monstre qui est placé par l'humanité dans l'enfer, où sont les Néron et les Caligula, venait de consommer, en 1823, la plus infâme de toutes les réactions. Comme s'il eût disposé des terres américaines, à la façon de son propre patrimoine, le tyran se proposait de

payer les services de la France, qui venait de lui restaurer sa couronne, en lui faisant cadeau de Cuba. C'est alors que Monroë déclara que ni les Etats-Unis, ni l'Amérique, n'autoriseraient jamais une telle cession à la France, ni à aucune autre puissance européenne, parce que Cuba devait rester sous la domination de la grande métropole qui lui avait donné l'être, l'esprit, la religion, la vie. Aussi ne comprenons-nous pas que, sachant cela, la doctrine de Monroë soit prise pour prétexte d'un discours qui commence par établir une espèce de tribunal critique sur nos actes et finit en nous menaçant de l'intervention, de cette maudite intervention qui ne serait qu'une irruption comme celles qu'a maudites l'histoire et que Dieu a châtiées dans son implacable justice.

Une monomanie incroyable aiguillonne de nos temps le gouvernement américain. Retranché derrière cette raison contraire à toute vérité que Cuba repousse la domination espagnole, il nous offre son intervention, une espèce d'arbitrage qui serait très naturel et très légitime dans les combats internationaux, mais qui devient scandaleux et injuste dans les dissensions nationales. Le dernier Président émettait déjà cette prétention infâme, attentatoire à notre honneur, injurieuse pour notre indépendance; il montrait à l'Espagne une amitié et un intérêt que démentaient ses actes et que contredisaient les procédés de son administration. Les médiations affectueuses supposent une grande amitié pour les deux parties belligérantes. Or, cette grande amitié, les Etats-Unis ne peuvent en aucune manière l'avoir pour des rebelles sans se compromettre aux yeux du monde, sans trahir, aux yeux de la conscience humaine, leur complicité avec l'insurrection criminelle contre un gouvernement que les Américains traitent d'ami et qui, loin de mériter les réprobations insensées des Etats-Unis, a droit à la considération que tous les peuples se témoignent entre eux, quand ils ne sont pas en état de guerre, et au respect universel pour son intégrité et son indépendance. La triste légèreté dont ont fait preuve les Etats-Unis dans cette proposition d'intervention, qu'elle soit d'ailleurs hostile ou affectueuse, montre à quel point ils ont négligé de mesurer la portée de leurs paroles. Cuba n'est ni la première ni la seule région qui soit en guerre permanente. Dans les Républiques du Centre de l'Amérique, les révolutions reviennent périodiquement comme les pluies. Il est, sur d'autres points, des Présidences qui durent le temps d'un éclair et laissent, après leur mort, des traînées de sang inextinguibles. Le siège de Troie dura dix ans. Le Chili était avant-hier en révolution; le Brésil l'était hier; le Guatemala l'est aujourd'hui; un autre peuple le sera demain et les Etats-Unis ne disent rien. Pourquoi? Parce qu'ils ne convoitent pas ces pays, ils convoitent Cuba. Voilà la triste vérité. Mais nous avons été les ennemis de tous les conquérants, et pour se mesurer avec nous, il faut être, dans l'histoire, César ou Napoléon. Combien de Césars ou de Napoléons les Etats-Unis découvrent-ils dans leurs jingoes et leurs flibustiers?

La vérité aussi, c'est que, très faibles en de pareilles circonstances, les conservateurs et les républicains d'Amérique se laissent imposer par une tourbe de démagogues inquiets des préférences pour

une politique d'intervention contraire à leurs propres sentiments et à leur esprit traditionnel. Ces jingoes, produits d'une piraterie vraiment atavique, consternent les apôtres sensés qui ont continuellement prêché dans les déserts et dans les villages le dogme évangélique de la paix et de la liberté humaine. Et rien ne vient à l'appui de notre assertion comme les phrases employées par le discours de la Présidence pour se livrer à l'examen de nos paroles et de nos actes. Il y a une part bien en relief de notre conduite qui est jugée sévèrement. Le Message insiste sur la prétendue férocité des combats, sur les calamités multiples de la concentration et des autres plaies inhérentes à une guerre. Tout ce qui cadre, en réalité, avec les aspirations du peuple américain : autonomie, chambres, gouvernement colonial, liberté commerciale, administration indépendante, municipes analogues aux communautés helvétiques, le Message l'analyse avec habileté sans faire ressortir le mérite des réformes ni le mérite des hommes d'Etat qui les ont réalisées aussi bien aux dépens de leur popularité qu'au profit de la paix américaine. Une nation qui incline du côté de nos ennemis et manifeste, de cette manière, son hostilité à notre égard, ne peut aspirer à un arbitrage. Elle devient une médiatrice récusable, d'abord parce que sa médiation violerait les droits espagnols, ensuite parce qu'en tournant à l'avantage de nos ennemis, elle aurait pour effet de rendre la guerre horrible, implacable.

La partie du message relative à la belligérance démontre encore bien plus que ce qui précède, que les Espagnols, en face de leurs sujets rebelles, auraient en le gouvernement des Etats-Unis un arbitre très partial, s'ils commettaient l'imprudence de reconnaître officiellement et solennellement qu'il y a litige entre la légalité et l'illégalité, celle-ci étant de caractère criminel. Le message ne parle pas de la belligérance comme d'une chose irrationnelle, injuste ou impossible, comme d'une chose blessante pour le droit des gens, afin d'intervenir dans le conflit ; elle n'en parle pas pour souligner qu'il manque à l'une des parties le gouvernement, l'Etat, le siège d'une capitale, tout ce qui constitue un organisme régulier, capable d'être reconnu entre les autres organismes réguliers étrangers; non, elle en parle avec un cynisme sans exemple en se basant sur cette raison invraisemblable qu'une telle reconnaissance de la belligérance par les Etats-Unis serait un bien pour l'Espagne et un désastre pour l'insurrection. Quand une telle assertion se produit sans aucune réserve, nous avons le droit de penser que nous n'avons pas en Amérique un gouvernement ami, un gouvernement allié, un gouvernement moralement tenu de nous secourir dans le malheur, de nous aider à éteindre l'incendie en arrêtant les incendiaires qui partent de son propre rivage, la torche au poing, mais que nous nous trouvons en présence d'un pouvoir hostile, résolu à accomplir toutes sortes d'usurpations, en s'avisant d'intervenir là où il ne doit pas intervenir, en attisant, de façon perfide, la guerre civile sous le prétexte qu'elle dure beaucoup trop, comme si en Amérique les guerres n'étaient pas perpétuelles. Un tel gouvernement est indigne de notre grande amitié par sa trahison à notre endroit. Il mériterait que nous le dénoncions devant la conscience humaine comme le principal agent de nos

malheurs, comme le principal auteur de nos désastres. Et s'il restait un doute à cet égard, la fin du message se chargerait de le faire disparaître en affirmant, sans restriction ni scrupule, la nécessité de l'intervention.

L'intervention ! Sur quoi fonder un tel attentat, sinon sur un crime comme celui que perpétrèrent les despotes en Pologne, crime qui restera le scandale des générations et la tache indélébile des siècles. Je sais bien que de même qu'il y a chez les Turcs le panislamisme et chez les Russes le panslavisme, il y a chez les Américains le panaméricanisme. Le mot signifie extension de la race saxonne du Potomac à la Patagonie. Mais les Saxons n'établissent pas de différence entre les rêves des conquérants et les guerres de défense, entre un Empire et une République. Tout Empire se fortifie en combattant, comme le tigre et le lion en tuant. Mais une République comme la République américaine, qui est destinée à faire prospérer le travail et l'industrie, ne peut faire la guerre par système sans tomber aux pieds du césarisme, dans un suicide déshonorant et irréparable. Pour intervenir à Cuba, l'Amérique aurait besoin de s'armer jusqu'aux dents ; de mettre sur ses mers une formidable escadre ; d'élever son budget au niveau des budgets des empires césariens ; de convertir ses légions d'ouvriers producteurs en légions de soldats meurtriers comme les anges maudits du jugement dernier ; de se brouiller avec tous les peuples hispano-américains, ainsi menacés dans leur intégrité et dans leur indépendance ; de s'exposer au blâme de tout le monde civilisé qui se verrait contraint de protester contre la conquête ; de sacrifier sa liberté avec sa démocratie et sa République ; de convertir le Capitole où tous les droits se proclament en un bagne de serfs qui serait une tache noire sur la terre et le déshonneur de toute l'humanité. Le mieux pour le monde américain et pour son auguste représentant serait de s'abstenir de toute ingérence dans nos affaires privées ; de dissimuler les expéditions sorties de ses côtes dans le but de nuire à notre patrie ; de persuader aux flibustiers de ses Etats d'avoir à renoncer aux conjurations et aux croisades criminelles contre un peuple ami ; de fermer l'horizon des espérances à l'insurrection en lui disant que les Etats-Unis ne peuvent rien faire pour elle sans ternir leur bon renom et sans exposer leur pays ; de nous laisser, en un mot, terminer la guerre avec nos propres forces et faire la paix avec le respect qui est dû à nos droits.

L'aube d'une paix sérieuse commence à blanchir l'horizon et la nouvelle que la guerre est terminée aux Philippines passe par la Péninsule comme un courant magnétique. Il est difficile de peindre la joie de nos provinces qui emplissent de vivats les airs et, par les illuminations, changent la nuit en jour. Notre race, qui est de nature héroïque, ne se désespère jamais, n'a pas peur de la guerre, mais connaissant le prix de la liberté et de la paix, elle garde son héroïsme pour les occasions indispensables, acclame et bénit toute espérance qui arrête le gaspillage de nos trésors et étanche le sang de nos veines. L'annonce de la paix aux Philippines a une importance d'autant plus grande en ces heures solennelles qu'elle aura de la répercussion sur les événements

de Cuba et montrera aux jingoes fomentateurs de la rébellion, aux Mambises en armes et aux flibustiers en expectative, à tous ceux en un mot qui nous combattent et nous assaillent, que la nation espagnole ne peut perdre un reflet de son diadème, ni un atome de sa puissance. Elle sera évidemment remarquable la constance de l'armée sauvage qui campe dans la manigua inaccessible et fond tout à coup sur nos troupes comme le milan sur une proie, mais elle ne surpassera jamais la constance du peuple qui a vaincu, depuis Charlemagne jusqu'à Napoléon, tous les conquérants, pour mettre à la tête de ses armées, le plus prestigieux de tous ses généraux, plus prestigieux encore que son légengendaire Santiago Matamoros, le général N'importe. Que les rebelles cubains cessent donc une lutte qui, si elle n'échoue pas contre nos forces, échouera sûrement contre notre constance.

Une triste nouvelle cependant est venue troubler cette joie, en nous amenant des jours d'amertume qu'ont ressentie les fils de notre Espagne, tous identifiés dans le sein de la mère patrie comme dans une seule famille. Tout le monde aimait et admirait à Cuba le savoir, l'art et l'éloquence du jeune Joaquin Ruiz, cet ingénieur militaire aussi compétent en travaux de guerre qu'en travaux civils, qui élevait une redoute comme il construisait un pont, tellement son talent et sa méthode étaient admirables. Péninsulaire de naissance, insulaire par sa longue résidence à Cuba, contemplant le triomphe des plus progressistes idéaux dans la proclamation de la récente autonomie, il voulut se lancer dans la mêlée, la poitrine découverte; et non loin de la Havane, sa province, les féroces Mambises l'assassinèrent sans pitié. A la tête des armées insurgées se trouva un chef de factieux du nom d'Aranguren, qui fut pendant un certain temps sous les ordres de Ruiz qu'il influençait et dont il subissait réciproquement l'influence. Ruiz voulait toucher son cœur en lui disant comment le triomphe des grandes aspirations cubaines pourrait se perdre par les armes après avoir réussi par les idées, et il essayait de l'attacher par la force du raisonnement et la puissance de l'argumentation, et non par la séduction et la subornation, au culte de la légalité. Et Aranguren, qui commençait à prêter une oreille complaisante à un si salutaire avis, faillit être pendu par les féroces et implacables Mambises. Finalement, comme il n'avait pas cédé au conseil de Ruiz, ils lui pardonnèrent. Un tel assassinat, où toutes les notions d'humanité se trouvaient renversées, résonna si lamentablement que, même les journaux yankees, qui passent pour les meilleurs amis de la rébellion cubaine, ont mis les fauteurs de ce crime hors de l'humanité, les déclarant indignes du droit des gens, les accusant de constituer à eux seuls une espèce à part, abominable et monstrueuse.

Les étincelles de guerre continuent du reste à rougeoyer les horizons de notre Europe. Aujourd'hui que l'Allemagne a débarqué en Chine, l'ordre européen passe par une crise très grave, si grave que l'on redoute une perturbation pour longtemps. La panique est telle que chaque boursier se réveille le matin, en se demandant si l'heure de la catastrophe ne sonne pas et si le cri de sauve-qui-peut ne se fait pas entendre. L'apparat avec lequel Guillaume II a répondu à son frère

l'amiral Henri, au moment de son départ pour l'Orient, n'a pas peu contribué à augmenter le trouble nerveux de l'opinion publique. On eût cru qu'il ressuscitait un ordre comme l'ordre de Malte, et que les allemands se croisaient comme les allemands de Barberousse. Manteaux blancs et croix couleur de chair, casques féodaux avec plumes au vent, épées en forme de croix pour convertir les infidèles ou les tuer, mystiques scènes analogues à celles du Saint-Graal, sermons où les uns confondent l'Evangile et les autres appellent l'Empereur d'Allemagne le Messie promis aux nations, tout cela s'associe à la Cour de Berlin comme si ces fêtes eussent été inspirées par la démence de Louis de Bavière, mise en musique par la muse rêveuse de Wagner. Mais ces ordres de parcourir les mers et de conquérir les terres donnés par l'Empereur à l'amiral; ces flatteries de l'amiral déclarant à l'Empereur qu'il s'en va prêcher son Évangile et diviniser son auguste Majesté, passeraient sans doute comme une caresse sur l'Opéra entre de magnifiques décorations et de savantes symphonies; mais, dans la réalité, ils ne pronostiquent que la ruine des intérêts généraux et la guerre la plus désastreuse pour les peuples.

En effet, si nous regardons attentivement ce qui se passe, il y a de quoi avoir le frisson. La presse britannique se répand en railleries dédaigneuses sur le spectacle que l'Empire, à Berlin, vient de présenter au monde; elle livre à la caricature et à la satire musicale le double sermon des premiers princes allemands; elle insinue que l'Allemagne se trouve en proie au délire et prépare, de ce fait, un de ces coups célèbres qui donneront à l'Angleterre un jour l'Abyssinie et un autre jour la domination du Nil. Et tandis que la presse britannique tient ce langage, le Japon s'alarme, les récents vainqueurs du Céleste Empire, se soulèvent à l'idée d'une invasion allemande; leurs escadres, qui sont de premier ordre, s'apprêtent à la lutte; on entend sonner le tocsin sur les monts et dans tous les clochers de l'Asie. Et pendant que les Japonais agissent ainsi, les Russes, comme quelqu'un qui est hostile à ce qui se passe, se glissent à la dérobée sur les eaux comme le célèbre *Vaisseau-Fantôme*, s'installent à Port-Arthur, prétendant prendre des positions de sentinelle alors qu'ils prennent, en secret, des positions de combat. Et pour que rien ne manque à ce trouble universel, le Vatican s'agite et tremble. L'entrée des soldats allemands en Chine ne veut pas d'explication, ayant pour but le respect du bien d'autrui. Elle ne peut avoir pour prétexte la protection des chrétiens, car un tel prétexte ne peut prendre sa source qu'à Rome, dans la parole du souverain Pontife. Bien que les Allemands aillent à Rome comme aux temps des Othons, Rome se trouve avoir confié la protection officielle des chrétiens, dans le Céleste Empire à la nation catholique par excellence, à la France qui reste la nation de prédilection de l'Église, et dont les chefs ont toujours porté le titre de rois très chrétiens. Mais, par ces mystérieux chemins, le grand litige armé qui divise l'Allemagne et la France, peut trouver un prétexte de réconciliation au pied des autels où l'on adore la paix chrétienne, et devant ce prêtre qui la prêche et la maintient, sur les ailes de ses inspirations formulées à l'oreille des puissants, avec ses savants avertissements et ses conseils profonds.

En présence d'événements si énormes, la crise ministérielle en Italie et la question Dreyfus en France ne sont que des accidents sans importance. Je me rappelle avec quelle facilité les Français croyaient à la trahison durant la guerre franco-prussienne, et je connais leur habitude de voir des traîtres chez les gens les plus inoffensifs. Mais je ne crois pas que le ministère de la guerre, qu'un tribunal militaire à l'unanimité, que le gouverneur général de Paris, si respecté et si loyal, aient pu reléguer au bagne un homme pour l'unique motif qu'il appartient, par ses croyances, à la religion israélite. Si quelque chose a terni le bon renom des opportunistes français, c'est bien d'avoir voulu donner à l'élément juif la haute prépondérance sur l'élément chrétien. Mais les discussions soulevées à propos de cette malheureuse affaire Dreyfus ont créé une telle agitation que Zola, pour avoir demandé la revision du procès Dreyfus, a été hué dans les rues de Paris, le jour de l'enterrement de Daudet. Mais la question italienne est plus grave que cette question Dreyfus. En Italie, depuis longtemps, deux questions priment toutes les autres : la première, c'est celle des économies de nature indispensable à faire dans l'armée; la seconde, c'est celle qui est relative aux relations actuelles de l'Italie avec le Saint-Siège. La question des économies dans le budget militaire a pour adversaire la personne même du roi, qui rêve encore d'alliances et d'entreprises cachant, dans leur caractère diplomatique, des allures belliqueuses. La question d'amélioration des relations italiennes avec le Vatican a pour adversaires les radicaux, dont l'intransigeance est connue dans tous les problèmes, et en particulier dans celui qui touche à la religion catholique. Le cabinet Rudini, modifié par l'introduction dans son sein de quelques membres du groupe Zanardelli, manifeste des tendances à réaliser des économies dans le budget militaire, en même temps qu'il manifeste des tendances à améliorer les relations de l'Italie avec la Papauté. De là l'opposition qui se soulève contre lui. Mais, en Italie, on ne connaît pas les témérités politiques qui sont la spécialité des autres peuples latins. En Italie, l'alarme ne devient pas une folie comme en France et en Espagne; elle fait bientôt place à la réflexion et à la prudence. L'Italie a besoin, sous peine de déchoir de sa haute situation, d'obtenir des économies militaires; mais, pour sauvegarder sa glorieuse indépendance et sa grande unité, qu'est venue couronner la possession de Rome, elle a non moins besoin de vivre en paix avec le catholicisme. Je souhaite que Dieu lui accorde l'un et l'autre bien.

En ces derniers temps, les événements de France ont dépassé en intérêt les autres événements européens, de telle sorte que je ne puis les taire sans commettre une omission impardonnable à tout historien *de vérité* et *de conscience*. L'affaire Dreyfus a pris de telles proportions que les esprits se sont divisés et qu'une guerre civile a éclaté dans les rues, comme une guerre civile peut éclater en cette France, avant-garde du progrès. Les uns ont la conviction que Dreyfus est innocent et qu'il n'a été condamné que parce qu'il est israélite; les autres, que Dreyfus est coupable, et que son crime atteint tout le peuple juif, ennemi de l'humanité et de la patrie, désireux de se venger de la

captivité perpétuelle et de l'humiliation honteuse dans lesquelles les nations européennes l'ont tenu, depuis que Vespasien et Titus l'emmenèrent en esclavage dans les ergastules romains. La question a donc pris, sans que personne puisse y remédier, deux caractères marqués : un caractère politique et un caractère religieux. Tous ceux, et ils sont légion en France, qui brûlent du désir de détruire les institutions républicaines, et qui savent que celles-ci ont une base plus ample et une sécurité plus inexpugnable dans le grand principe de la liberté religieuse, luttent pour la détruire indirectement en accusant et en poursuivant directement les juifs. Ainsi les libéraux français, très attachés à cette nuit du 4 août, qui donna la liberté au monde, nuit heureuse et bénie comme celle où vint au monde le Rédempteur, ne peuvent, sous le prétexte d'un procès plus ou moins légal et d'une sentence plus ou moins juste, prononcer un arrêt contre la liberté de pensée et de conscience qui a été inaugurée sur notre continent, comme on le sait, par son sublime concile démocratique, par sa première assemblée souveraine, un des plus beaux ornements de la planète et un des plus beaux caractères de tous les temps.

Mais aux libéraux se sont joints les deux ennemis les plus redoutables de la République en France : le parti prétorien et le parti théocrate; l'un désire en finir avec tout Parlement, l'autre désire en finir avec toute liberté. Ainsi réapparaissent ces antiques sicaires de la dictature militaire personnifiée un jour en Boulanger, ces sicaires assez ressemblants par leur caractère, leurs conjurations, leurs tumultes, leur animosité contre tout droit légal, et leur amitié pour le despotisme, aux prétoriens de Marc-Antoine, survivant à l'empire de César, et préparant l'empire d'Auguste. Il y a longtemps que les intéressés cherchent des prétextes pour faire naître une gigantesque réaction césarienne dans le but de discréditer le Parlement, car après les innombrables malheurs que celui-ci a soufferts, les plus graves suspicions l'ont frappé : mais ceux qui demandent la revision du procès d'un traître ne la demandent que pour faciliter l'éternelle trahison juive et pour miner l'armée en face de l'étranger; cette armée acclamée, le ferme soutien de la France et la seule garantie de sa réintégration dans ses anciens territoires. Et ce qui se passe avec les prétoriens se passe de même avec les théocrates. Je ne sais pas de pays où les sectes ultramontaines jouissent d'autant de liberté qu'en ont les éléments réactionnaires en France. C'est inutilement que le pape a voulu condamner cet ultramontanisme exagéré, qui tente de le dévorer sous prétexte de l'adorer, en prêchant aux théocrates la soumission volontaire aux lois civiles et la reconnaissance de la République, devenue la formule consacrée et respectée de la légalité. Les théocrates n'ont pas écouté leur Pontife et en sont arrivés à célébrer des neuvaines, à réciter des rosaires, à offrir des ex-voto et à faire des processions pour que Dieu touche le cœur de Léon XIII et le convertisse, car ils sont, eux, plus papistes que le Pape et plus ecclésiastiques que l'Église. Imaginez-vous donc avec quelle joie ils ont pris par les cheveux cette occasion de servir les réactions européennes en prêchant et en soutenant contre les israélites l'intolé-

rance religieuse, le plus grand de tous les maux antiques qui se puissent reproduire et raviver de nos jours.

Les lettres et les arts se sont passionnés pour ce difficile problème et ont fait résonner leurs cent trompettes d'or. Un écrivain d'une réputation très discutée, mais jouissant d'une grande célébrité, rendu fameux par ses œuvres naturalistes, Emile Zola, s'est ingéré dans l'affaire et a aiguisé sa plume, comme une épée, pour défendre le malheureux accusé abandonné de Dieu et des hommes dans la terrible île du Diable, pareil à ces condamnés du moyen âge pour lesquels on inventait tous les genres de tortures et dont on convertissait la vie en enfer sans rédemption et sans espérance. Ennemi de la métaphysique en philosophie, ennemi de l'idéalisme en littérature, cherchant toujours le particulier, l'individuel et le fait, Zola ne s'est pas levé pour des causes universelles et primordiales comme ont coutume de le faire les grands penseurs; il s'est laissé émouvoir par un cas concret, exceptionnel, à part, d'où il peut résulter un profit pour une personne, mais qui sera sans effet transcendant pour l'humanité en général.

On s'est plu à comparer le cas de Zola défendant Dreyfus au cas de Voltaire défendant Calas. On a dit plus encore; on a dit qu'un tel exemple et qu'un tel souvenir l'avaient tenté et poussé à prendre parti dans un conflit dont la solution peut lui valoir comme à Voltaire, de son vivant, une apothéose à rendre jalouses les idôlatries antiques. Mais Voltaire défendant Calas, défendait une cause intéressant tout le genre humain, la cause de la liberté de la pensée, Mais en admettant que Zola réussisse à sauver un homme considéré par beaucoup comme un traître, il n'aura pas sauvé tous les traîtres; et en admettant qu'à lui seul il réussisse à perdre encore plus un innocent, il n'aura pas perdu tous les innocents, puisqu'il s'agit ici d'un cas concret et spécial. Les multitudes disposées à admettre à poings fermés la trahison du pauvre militaire emprisonné et à poursuivre pour ce motif toute la gent israélite, conspuent aujourd'hui Zola par de scandaleuses manifestations, allant jusqu'à le menacer, à la porte même de sa maison, à le couvrir de huées inénarrables. On rappelle qu'il est d'origine grecque, que son père naquit en Italie, qu'il circule dès lors en ses veines un peu du sang sémito-arien des anciens Doriens, et l'on en conclut qu'il ne peut aimer la France, qu'il travaille pour l'Allemagne et pour l'Italie, et qu'en défendant le prétendu traître il défend la propre trahison cachée comme un aspic dans son sein. Malgré tout, Zola, ainsi injustement traité par des passions diffuses, défend sa cause avec une très grande bravoure, et prouve par là qu'il possède, non seulement un talent indéniable, quelles que soient ses erreurs, mais encore une grande valeur civique, quels que soient les mobiles qui le font agir.

Les manifestations antisémitiques ont jeté le trouble, à cette occasion et pour ce motif, dans les rues de Paris et dans les rues de cent autres villes françaises. Et je ne comprends pas de telles manifestations. Bien que notre patrie expulsât les Juifs, au XVe siècle; bien que le navire transportant les héroïques navigateurs qui découvrirent

l'Amérique, se croisât dans les eaux espagnoles avec le navire qui transportait les derniers proscrits à Tanger; bien que nous autres les Espagnols nous n'ayons pas une seule goutte de sang juif dans les veines, ni une seule classe sémite à défendre, nous protestâmes de tout notre cœur, dans la plénitude de notre conscience, contre ces barbares réactions, qui perdaient les meilleurs fruits de la Révolution française et nous ramenaient au chaos féodal et théocratique de l'horrible moyen âge. Je crois que l'antisémitisme est une maladie orientale une maladie des Moscovites, une maladie des Croates, une maladie des Roumains, une maladie des Viennois, une maladie impossible à contracter dans ce pays où notre sang se colore et se réchauffe de l'oxygène de la liberté. Je comprends que Vienne et Pétersbourg imitent toujours Paris; mais je ne comprends pas que Paris imite Vienne et Pétersbourg. Les Béotiens peuvent imiter les Athéniens, mais les Athéniens ne peuvent pas imiter les Béotiens. Ce socialisme chrétien du célèbre alcade viennois, connu pour sa judéophobie, qui mêle les exagérations catholiques aux tendances démagogiques, qui demande avec la destruction du capital aussi la destruction du droit; qui fanatise les âmes comme ces frères exterminateurs si nombreux dans les guerres religieuses, peut apparaître dans les combats de Germains et d'Esclavons comme une extravagance morbide, mais il ne peut contaminer la capitale de l'esprit humain; il ne peut contaminer Paris sans que l'humanité perde son caractère particulier et que s'ébranle sur ses bases actuelles notre planète de lumière et de progrès. Désirerait-on voir les statues des grands penseurs démolies dans Paris: la salle du Jeu de Paume de Versailles, où fut prêté le serment sauveur murée de boue; la Constitution mise en pièces, le droit rayé des cœurs français, pour remplacer tout cela par d'immenses processions de flagellants qui s'en iraient à la splendeur des torches, par ces espaces bénis où germèrent la Constituante et la Convention, drapés dans leurs habits monastiques, avec le rosaire au côté, et le crucifix à la main, conduire au bûcher, pour ne pas vouloir manger du porc, les hommes coiffés du bonnet phrygien, devenus ainsi des hérétiques et des relapses?

Non, le monde ne rétrogradera jamais vers cette barbarie-là.

II

Désorganisation des conservateurs. — Dispersion des chefs. — Les impatiences de Romero Robledo. — Caractère politique de cet orateur. — Ses procédés combatifs. — Son intransigeance dans la question cubaine. — Les idées de Canovas sur la démocratie de Romero et sur la démocratie possibiliste. — Témérité de Romero à lutter aujourd'hui pour le pouvoir. — Nécessité de traiter la question cubaine dans l'harmonie et dans la paix. — Le nouveau gouvernement de Cuba. — Son Président. — Le ministre de l'Intérieur. — Le ministre des Affaires Etrangères. — Les autres ministres. — Conseils aux autonomistes. — Composition du ministère cubain. — Nécessité où se trouve celui-ci de faire régner à tout prix la concorde.

Comme les événements d'Espagne continuent à absorber l'attention générale au détriment des autres événements internationaux, je me trouve, en cette revue de quinzaine, dans l'obligation de parler des événements d'Espagne, à l'exclusion de tous les autres. Et dans les affaires d'Espagne, outre le conflit cubain que je vais bientôt traiter, l'événement prédominant est le projet de reconstitution du parti conservateur qui se dispersa le jour de l'horrible tragédie dont Canovas fut victime, de même que se désorganisèrent tous les organes en apparence unis jusque-là dans les limites d'une géométrie scientifique. — Cette crise immense fut, pour l'école conservatrice, pareille au Josaphat des peintres monastiques où les morts vont cherchant les os qui leur manquent au suprême et apocalyptique instant de reconstituer la chair pour que les mortels ressuscités puissent entendre la tremblante sentence du Jugement dernier. Il est certain que le parti conservateur n'avait plus, à la mort de son chef, cette unité et cette organisation qui le distinguèrent dans les premiers temps de sa reconstitution. Il lui manqua d'abord un facteur important, indispensable pour augmenter le nombre de ses partisans; Romero Robledo se sépara pendant quelque temps de l'Eglise où pontifiait Canovas. Mais, après avoir erré dans diverses orbites parlementaires, il y revint et rencontra au retour M. Silvela qui, entré dans la communion canoviste, s'en allait à son tour, donnant pour raison que la présence de Romero avait la signification d'une gestion administrative systématique et d'une vieille méthode électorale avec lesquelles il était interdit au pur parti conservateur de transiger. Alors ce parti se brisa en fragments irrémédiables.

De même qu'après le coucher du soleil, la lumière du jour brille encore en attendant la tombée du crépuscule, de même, après la mort de son chef, l'école conservatrice vécut encore quelques instants avant de disparaître tout à fait. Chassée du pouvoir, tombée en disgrâce,

même ardeur active et belliqueuse qu'il apporte lui-même dans le débat quand il est sur la brèche, à susciter des contradictions pour avoir le plaisir ensuite de les vaincre chaque fois qu'elles lui font défaut. Passionné jusqu'au délire, exalté jusqu'à la fièvre, violent dans toutes ses polémiques, il est, en outre, un modèle achevé de ce que peut une époque où ne se combattent, ni ne s'excluent des qualités incompatibles et irréconciliables comme la témérité et l'enthousiasme, car il se plaît à recevoir des coups dans l'opposition et à en donner au gouvernement en véritable chevalier de la guerre éternelle, pareil en cela au grand chasseur de la légende germanique.

Aussi, ne demandez pas à Romero de discuter des idées, de développer un système politique, soit dans l'opposition, soit au gouvernement : il n'a pas d'idéal, ou du moins il n'en a pas d'autre que celui qui tient à la doctrine de tout homme politique qui ambitionne à faire son nom et de servir une cause. Il ne voit pas les principes contraires à ses principes, ni les théories opposées à ses théories ; il voit et observe uniquement les personnes qui le contredisent et le combattent, et qu'il attaque toujours avec haine ; car, pour lui, toute lutte est une lutte à mort. Notre génération, qui est la même que celle à laquelle Canovas appartient, élevée à une époque de prédilection de la philosophie allemande et de divulgation des principes de la philosophie de l'histoire contemporaine, après avoir lu les livres les plus célèbres et approfondi les problèmes les plus ardus, s'est appliquée beaucoup à discuter, à exposer des théories et des doctrines à professer, faisant du Congrès, ainsi que l'attestent les trois dernières assemblées constituantes, le premier Athénée politique de l'Europe contemporaine. Mais jamais Romero n'entra dans ces goûts-là. Sans faillir à la courtoisie qui est de règle générale, atteignant rarement à l'insulte, ses procédés oratoires ressemblent beaucoup à ceux que les anciens employaient dans les grandes luttes personnelles, et à ceux dont se servaient les révolutionnaires français après s'être décimés dans les débats, en s'envoyant mutuellement la tête à la guillotine. En écoutant avec attention naguère le discours que Romero prononça contre ses adversaires, Pidal et Silvela, contre le vieillard expérimenté qui a refusé de passer sous ses fourches caudines, contre tous les compagnons de lutte et tous les amis de Canovas, j'évoquai dans ma mémoire la vision des ardentes philippiques en usage dans les assemblées antiques comme celles où Marcus Julius combattit Marc-Antoine et qui sont demeurées célèbres, et je croyais entendre les accusations féroces portées à la tribune révolutionnaire par Barbaroux et par Louvet contre Marat, Robespierre et Danton, parce que, dans l'invective, Romero n'a pas son pareil.

Ainsi, Romero est, des pieds à la tête, un homme d'État né pour le combat. À cette vocation à laquelle le prédestinait son tempérament atavique, il consacrera, jusqu'à la dernière minute, tout ce qu'il aura de vie. Il est par conséquent inutile de lui demander des notions de jurisprudence, qui seraient incompatibles avec sa passion pour la lutte ; il est inutile de lui demander ce repos nécessaire et ces trêves fréquentes, auxquels ont coutume de recourir les hommes d'État pour

réparer leurs forces; il est inutile de lui demander la circonspection que réclament ses amis, ou les multiples considérations que méritent souventes fois ses adversaires. Tombé du pouvoir, ayant dû renoncer au gouvernement, il s'est proposé de les recouvrer par les chemins les plus courts, par les moyens les plus variés, par les voies les plus laborieuses, à la façon d'un assiégeant de forteresse ennemie, d'un combattant de groupe adverse, avec l'épée aux dents quand il ne la tient pas à la main, avec l'échelle d'assaut au dos, avec l'objectif à conquérir en face de lui; n'ayant pour tout criterium que l'aveuglement de ses colères et de ses haines persistantes contre ceux qui l'ont précipité des sommets et contraint à une opposition isolante éternelle. Je ne sais rien qui soit moins conforme à la jurisprudence et au droit comme la guerre, qu'elle soit faite en pleine campagne ou dans les parlements. L'homme politique qui est taillé à la mode antique comme Romero, professe les principes latins passés dans le langage vulgaire, lesquels justifient ou excusent toutes les violences et tous les combats. Le premier de ces principes, qui sera toujours considéré comme la loi suprême, prétexte qu'il faut sauver le peuple; le second, qu'il faut être d'une rigueur implacable pour l'ennemi.

Romero a beaucoup conspiré. Il a conspiré avec nous contre dona Isabelle II et il a conspiré avec dona Isabelle II contre nous. La révolution qui détrôna les Bourbons fut pour lui un jour de victoire et la révolution qui les ramena fut pour lui un autre jour de victoire. Mais, bien que ceci soit toute la vérité, le peuple lui attribue plus de conspirations qu'il n'en a faites et le suppose plus conspirateur encore qu'il n'apparaît en réalité aux yeux de l'impartiale histoire. Je ne crois pas que Romero ait pris une part active dans la préparation ou l'accomplissement des manifestations de Guipuzcoa contre Sagasta ni ne crois qu'il ait contribué, autant que le peuple le prétend, aux cabales qui ont amené la chute du dernier ministère libéral. Ce qui lui arrive est très simple. Etant toujours un orateur d'opposition, dès qu'il n'est plus au gouvernement il se trouve, dans tous les événements qui surviennent, accusé de complicité avec tous les partis adverses quels que soient d'ailleurs le caractère de ces événements et la gravité qu'ils revêtent. Dès les temps où le général Martinez Campos était à Cuba d'abord, dès les temps où Canovas promulgua son plan de réformes semi-autonomes ensuite, Romero fit de la question cubaine une question exclusive à son parti et à son école, la jugeant avec son étroit criterium de secte, sans considérer tout ce qu'une pareille question pouvait avoir de national et d'international, par conséquent d'inaccessible parfois à la volonté et au désir d'un seul. Je me crois d'autant plus qualifié pour faire ces observations en toute affection à mon ami et au compagnon de ma vie entière, malgré que nous ayons combattu dans des camps adverses, que je me suis opposé à ce que le parti libéral inscrivît dans son programme d'opposition les solutions cubaines, le convaincant qu'il devait, sur ce point, soutenir Canovas et l'aider de toutes ses forces, du moment que Canovas représentait dans les sphères gouvernementales, avec une grande intelligence et un grand patriotisme, la cause nationale. Mais Romero étant né

pour toujours combattre, combat dans cette question de Cuba comme il combat dans toutes les autres questions.

Le tempérament combatif de Romero était précisément ce qui troublait le plus la conception de Canovas qui avait eu toute sa vie pour Romero, une préférence distinguée. Canovas avait des idées très claires et très profondes au sujet de la liberté, surtout de la liberté intellectuelle. Il l'aimait autant que nous, malgré qu'il présidât un parti conservateur à tendances réactionnaires. Mais lorsqu'on parlait de la démocratie, Canovas manifestait contre ce vital élément des sociétés modernes, des superstitions surannées comme un gentilhomme du xvi[e] siècle. A ses yeux, la démocratie ne pouvait être qu'un milieu social inquiet, fébrile, impatient, agité, tumultueux, révolutionnaire. M'aimant beaucoup, il se plaisait à railler ma démocratie pacifique qui n'était pour lui qu'un sujet d'idylle né de mes rêves poétiques et non l'expression de la vie quotidienne, palpitante et réelle. Pas même l'expérience de vingt années écoulées en paix ne réussissait à le désillusionner. Le caractère inquiet et perturbateur de la démocratie contemporaine fixait son jugement à cet égard. En se plaçant à ce point de vue, Romero lui apparaissait bien plus démocrate que moi, et cependant, j'avais mis un frein à l'océan de la démocratie soufflant en tempête, j'avais conduit les hommes exaltés du peuple libéral successivement aux comices et au Congrès, j'avais apaisé tous les mouvements prétoriens et populaires en invoquant le seul mot de République: j'avais fait triompher tout le titre premier de la Constitution de 1869 sans secousses ni troubles, pour l'unique profit et l'unique gloire de la patrie. Si je n'ignore pas que ceux qui sont excités par une exaltation malsaine, attribuent à l'indifférence politique la tranquillité dont a joui l'Espagne après que le peuple eût obtenu ses libertés, je n'ignore pas non plus quelles vertus créatrices possèdent les grands principes, et je me félicite d'avoir fermé l'antre et la caverne d'où, auparavant, jaillissaient les orages dévastateurs.

Je prends prétexte de tous ces détails historiques pour donner à mon ami Romero Robledo les quelques conseils désintéressés que me suggère ma vieille affection pour lui; car, quand on arrive à l'âge où nous sommes, le souvenir même des luttes évanouies nous plaît, et, ainsi que des vieux, nous nous sentons si isolés que nous nous conformons, bon gré mal gré, au sermon de la Montagne et aimons de tout notre cœur ceux qui furent toujours nos plus implacables ennemis. Je crois que M. Romero Robledo a raison sur deux points principaux: 1° dans sa critique touchant la précipitation, la hâte avec laquelle a été décrétée l'autonomie, qui est un système compliqué; 2° dans sa protestation fort juste touchant l'indifférence témoignée par les derniers gouvernements pour le pouvoir parlementaire et touchant l'excessive importance donnée au pouvoir royal dans la Constituante. Mais, après avoir constaté cela, le sentiment de la justice m'oblige aussi à rappeler comment le parti conservateur improvisa des projets à demi autonomes, quand il était au gouvernement, et comment il contribua à faire négliger le pouvoir parlementaire pendant les longs interrègnes dont il se plaint. Mais si M. Romero Robledo a bien raison sur les deux

points que je lui accorde, il n'a pas raison de faire de la question cubaine et de ses annexes, une machine de guerre contre le gouvernement, parce que moins que personne, il devrait oublier comment la question de Cuba se complique par nos relations géographiques avec les États-Unis, au point de se transformer en une grosse question internationale. Il a donc très tort d'exciter à ce sujet la colère de la tourbe populaire contre nos généraux qui doivent obéir et se taire ; de convoquer ses partisans pour les pousser à la lutte, comme si nos partisans dédaignaient, dans les circonstances graves, de se mêler, à l'exemple des cavaliers arabes, au bruit de la fusillade ; de questionner le gouvernement au moment de la dissolution du parti, alors que Pidal et Silvela, quelle que soit leur valeur personnelle, ont seuls l'autorité nécessaire pour représenter leur groupe ; alors que Elduayen et Tetuan, quelque respectables qu'ils soient et ils le sont à un très haut degré, représentent seuls la religion d'un souvenir ; alors que les facteurs composant le dernier ministère conservateur se sont désagrégés ainsi que des atomes qui se repoussent ; alors que lui-même Romero ne put réunir des forces suffisantes autour de sa haute personnalité et alors que les vieux conservateurs ne peuvent répondre de rien avant d'être réorganisés ; parce que, étant donné leur irrémédiable épuisement actuel, ils doivent songer tout d'abord aux conséquences immédiates qu'entraîne leur terrible désorganisation. Il s'agit donc pour Romero, avant de combattre, d'organiser, car les événements pourraient bien le surprendre par une soudaine victoire qui équivaudrait pour lui à la plus irréparable des déroutes. Nous traitons les affaires de Cuba en conformité de nos critériums respectifs, tout en les traitant avec le plus grand calme et la plus entière bonne foi.

C'est dans cet état d'esprit que je vais parler du régime autonome appliqué à Cuba et de ses principaux défenseurs. Je vais traiter le sujet d'après les études récentes que j'en ai faites et avant d'exposer les problèmes de considération générale que j'ai à exposer. Occupons-nous d'abord des hommes. J'userai envers eux d'une naturelle bienveillance de préférence à une implacable justice. Je ne les connais pas très bien, je l'avoue, parce que des raisons connues de tous m'éloignèrent des partis cubains pendant ma vie publique : c'est que le problème intérieur de la liberté et de la démocratie absorbant tous mes efforts, je ne prêtai pas, dans les vingt dernières années de mon existence parlementaire, l'intérêt et l'attention qu'exigent toujours les problèmes coloniaux. Mais je sais que Galvez, que nous avons nommé chef de la situation autonome récemment créée, n'a jamais eu des velléités révolutionnaires, qu'il a toujours eu, au contraire, une confiance aveugle dans la vertu et l'efficacité des idées progressives soutenues dans les limites d'une légalité aussi large que l'est notre légalité espagnole. Ces caractères latins, éloignés des dispositions combatives qui distinguent notre héroïque race, surtout au point de vue de la famille, m'inspirent autant de respect que d'admiration, non seulement parce que l'amour de la légalité et les moyens légaux sont une vertu, mais encore parce qu'une telle vertu est inhérente aux qualités qui sont indispensables à la première des dignités humaines, à la dignité du citoyen libre dans une société libre

et progressive. Si, ainsi que ses amis me l'ont affirmé, Galvez n'a jamais cédé à des tentations belliqueuses et révolutionnaires, s'il s'est toujours maintenu dans la plus stricte légalité, il mérite mon respect parce qu'il montre qu'il est un caractère politique. Il sera donc porté à défendre naturellement la légalité triomphante avec le même art qu'il a employé pour faire respecter la légalité persécutée, et il consacrera ses efforts à l'améliorer dans les lois et par les lois.

On m'a dit — si je ne me trompe — que son collègue, M. Govin, ministre de la Gobernacion et de la Justice, ne possède pas un calme égal à celui de Galvez. Il ne peut, paraît-il, se débarrasser de certaines superstitions coloniales cubaines, hostiles à la mère patrie, que tous ses fils, surtout ceux qui naissent au loin, partout où s'étend le ciel d'Espagne, devraient également aimer. Je n'entends pas dire par là qu'un homme politique, avocat et orateur de marque, dont le nom a retenti jusqu'au sein de la Péninsule, se soit rendu coupable d'une velléité révolutionnaire ou belliqueuse, incompatible avec son caractère de savant jurisconsulte, non; je veux dire simplement qu'il ne croyait pas que l'Espagne pût arriver aux Antilles, aux dernières limites du progrès, alors que tous les jours notre presse libre, nos réunions publiques, transformées en véritables assemblées populaires, notre jury souverain, nos comices ayant pour base le suffrage universel, notre liberté de conscience et d'enseignement, notre foyer inviolable, auraient dû lui apprendre que la métropole n'a jamais ménagé à ses enfants une sollicitude qui se répand sous tous les cieux et que, étant donnée l'égalité qui la régit et qui est la caractéristique de la race, l'Espagne ne pouvait moins faire que d'étendre aux Antilles les droits dont elle jouit, en tenant compte des circonstances et des conditions très spéciales réclamées par le caractère particulier de cette colonie, sa situation géographique et ses antécédents historiques. Le désespoir poussa Govin à s'expatrier, quand il s'aperçut que la résistance était vaincue, que le triomphe de l'Espagne était le signal d'une réaction implacable.

Mais si Govin témoigna d'un désespoir immense et fort naturel, il sut le réfréner. Il ne se lança pas tête baissée dans le parti de la résistance à outrance, il se maintint dans le respect de soi-même, observant une neutralité absolue, également éloignée de toutes les sectes, dans une résignation et une patience qui lui ont révélé le sentiment du progrès, ce sentiment qui régnera toujours dans l'âme de l'Espagne, une des premières nations rédemptrices du monde. Il ne reste plus à Govin qu'à perfectionner et à compléter son amour pour la métropole, car l'Espagne ne peut être un oiseau de passage; l'Espagne est ce grand oiseau mystérieux qui a couvé dans son nid toutes les provinces, toutes les nationalités du Nouveau-Monde.

Je pourrais me dispenser d'émettre un jugement sur Raphaël Montoro, dont le nom est aussi populaire en Espagne qu'à Cuba, et dont la figure brille au Parlement entre les plus grands et les plus écoutés de nos orateurs. Sa belle prestance, ses aptitudes naturelles, son geste large, sa voix pleine, sa parole abondante et simple, charment également. Il sait raisonner froidement pour modérer les ardents enthou-

siasmes. Il possède la faculté d'analyse si la matière qu'il traite exige l'analyse et la faculté de la synthèse, si la matière qu'il traite exige la synthèse.

La bonté du caractère, l'élévation naturelle du verbe, la courtoisie dans les contradictions, la pureté et la sobriété du style lui ont fait une renommée que personne n'a jamais contredites, que personne n'a jamais mise en doute, et lui ont procuré une félicité que les princes de l'éloquence espagnole n'ont pas toujours eue. L'histoire politique de Montoro a été beaucoup plus discutée que sa haute éloquence.

D'abord, on resta fort surpris quand on le vit accepter comme une amulette indigne de sa valeur et de son mérite, le titre de marquis, qu'aucun homme politique espagnol de son envergure et de son éloquence n'a jamais envié ni reçu. Ensuite, quand la question du commandement de Weyler et de ses projets militaires souleva une question de dissentiment et de controverse entre les innombrables partis politiques, on refusa à Montoro de lui reconnaître le caractère de libéral, parce qu'on le tenait pour un courtisan de la fortune ou du pouvoir. Mais, sur ce dernier point, je me permets de le défendre, parce que je le crois libre de toute compromission de nature à le salir. Une fois l'Espagne compromise dans la guerre, et le combat engagé dans la *manigua*, il était inadmissible qu'on discutât la conduite du général en chef, et encore moins qu'on lui opposât une résistance implacable comme on le fit en Espagne, à l'heure suprême et difficile, sans s'exposer à nuire à la mère patrie, et à l'armée nationale. A cet égard, le silence qu'observa Montoro mérite l'approbation de tous ceux qui aiment le devoir et témoigne de la valeur insigne du grand publiciste. Après avoir combattu en face les projets de guerre, il sut respecter ce qu'il ne pouvait patriotiquement contrecarrer et il soutint le parti conservateur qui personnifiait la défense nationale, lui permettant ainsi d'exercer son autorité avec prudence et d'accomplir son ministère avec certitude.

Je regrette d'être obligé d'abréger ce récit pour les autres ministres, non point qu'ils ne méritent pas, mais parce que je dois me rendre aux exigences insurmontables de l'espace qui m'est mesuré. Zayas, médecin éminent, Dolz, orateur disert ; Rodriguez, commerçant intelligent détiennent trois portefeuilles : le premier, celui de l'Instruction publique ; le second, celui des Communications ; le dernier, celui du Commerce. Mais Zayas, dans ses fonctions, révèle des aptitudes remarquables. Homme de science, adonné à l'étude dès son enfance ; très maître de lui et compétent ; le caractère positiviste des penseurs américains, s'insurgeant contre la métaphysique, prédomine dans sa profession de médecin.

M. Zayas, comme M. Govin, appartient au groupe le plus exalté et le plus radical du parti autonomiste. Il n'en est pas ainsi de Dolz et de Rodriguez, qui appartiennent tous deux au parti réformiste. Le premier, jeune, enthousiaste dans ses affections, attaché à ses idées, expansif de caractère, riche d'éloquence, apôtre et prédicateur, sortit de la légalité pour défendre le progrès, et refusa de se laisser enrôler dans un parti insulaire quelconque, tant qu'il serait composé de créoles ou de pénin-

sulaires. Il entra dans le gouvernement avec la pensée que le gouvernement représenterait la réconciliation entre les pères et les fils. M. Rodriguez, le seul péninsulaire du nouveau ministère, n'a jamais rompu les liens qui le rattachent à la métropole et il a toujours préconisé la plus étroite union entre l'Espagne et Cuba. Tels sont les membres du gouvernement cubain, ou du moins tels ils se montrent à nos yeux. Et maintenant que je les ai étudiés dans leur individualité, qu'il me soit permis de les examiner dans leur ensemble.

Pour les définir dans l'ensemble, je dois commencer par leur donner une mauvaise note. Si radicaux qu'ils se soient montrés dans leurs idées, ils sont devenus conservateurs irréconciliables du jour où ils ont été au pouvoir. Et s'ils n'acceptent pas franchement cette loi, que nécessite la situation, il leur arrivera ce qui est arrivé aux conventionnels français. De même que ceux-ci perdirent irrémédiablement la République aux pieds de Bonaparte, eux perdront sûrement leur autonomie au plus grand profit des jingoes ou des nègres. Comme c'était la première fois que la République était proclamée en France, chaque fait grave qui survenait, augmentait progressivement la haine des révolutionnaires entre eux multipliait les causes génératrices du désastre final de la Convention qui se trouva déshonorée à peine née. Et on se livrait à cette lutte odieuse, non seulement au Parlement, mais encore dans la presse, dans les clubs, dans les jardins publics, dans les sociétés littéraires et scientifiques, au théâtre, dans l'Université, partout. Le féodalisme avec toutes ses erreurs, les nobles avec tous leurs privilèges, les chevaliers du poignard tant maudits, les gardes du corps si persécutés par la plèbe révolutionnaire, la royauté avec sa dynastie, le clergé avec ses prêtres assermentés, l'émigration accusée de trahison, les irruptions germaniques, apparaissaient choses frivoles aux conservateurs qui ne s'accordaient, pour les dédaigner, ou les acclamer, que sur les noms de Robespierre, de Vergniaud, de Roland, de Danton, de Marat et de toutes leurs monstruosités. En quelques jours, le décor politique changea complètement ; les sentiments des factions et des groupes prirent des directions contraires à celles d'autrefois. Ces Marseillais, générateurs de la République, se convertirent aux yeux de la plèbe révolutionnaire en ennemis acharnés de la République, parce qu'ils la voulaient ordonnée et sensée, jouissant des fruits de la liberté et des bienfaits d'un gouvernement. Ces Girondins, précurseurs du nouveau régime, Baptistes du Messie promis à tous les amants du droit, verbes des nouvelles incarnations sociales, se transformèrent, pour les Parisiens exaltés, en formidables réactionnaires, uniquement parce qu'ils barraient la route de la dictature à Robespierre et parce qu'ils maudissaient les crimes sans exemple et sans nom d'une brute comme Marat.

Les sociétés politiques et littéraires qui préparèrent le 10 août et convertirent en sentiments républicains le vieux sentiment monarchique, restaient désertes et privées de l'esprit populaire parce qu'il n'était pas en leur pouvoir de créer le nouvel état social sans le diriger et le conserver. C'est un des phénomènes les plus curieux de

l'histoire que cette conversion des tribuns, des prophètes, des révélateurs, des voyants, en hommes d'État. Ils ne varient pas, ils professent les mêmes idées qu'ils avaient avant leur avènement au pouvoir; ils mettent en pratique dans le gouvernement les formules qu'ils avaient préconisées dans les clubs; ils restent, du moins, au point où ils se trouvaient quand ils étaient dans l'opposition à prêcher l'idéal; mais la société a passé par un tournant, et, à ce tournant, de théoriciens il se sont convertis en administrateurs, de philosophes en hommes politiques, de doctrinaires métaphysiques en économistes, de prophètes qui annonçaient la bonne nouvelle en ministres contraints à abandonner l'idée de mouler dans l'impure et rebelle réalité cette pure et bonne nouvelle. Pour cela, nous avons dû greffer sur une vieille société historique, de nouveaux germes d'idées et de nouvelles formes de gouvernement. Un tel changement social explique pourquoi Mirabeau meurt monarchiste parlementaire après avoir contribué à renverser la monarchie traditionnelle, sans que personne comprît la rigoureuse conséquence de sa logique; un tel changement social explique pourquoi les Girondins, après avoir formulé et fait la République, meurent tous sur l'échafaud comme des ennemis de l'idéal qu'ils avaient formulé et imposé; un tel changement social explique pourquoi les deux ailes de Lamartine tombèrent comme les deux ailes d'Icare lorsque le grand orateur passa de la tribune du Parlement au siège orageux du gouvernement; un tel changement social explique enfin pourquoi nous-mêmes, les républicains espagnols, nous étions considérés, avant 1873, aux yeux de tous, comme des prophètes radicaux, et pourquoi, après 73, nous fûmes, aux yeux de tous, sans raison, sans justification aucune, traités d'hommes étranges, de conservateurs impénitents, et, aux yeux de notre parti et de nos amis même de réactionnaires incorrigibles.

Pour ces motifs qui sont appuyés sur d'anciens souvenirs et sur mon expérience personnelle, je prédis aux ministres de Cuba qu'ils briseront leur œuvre s'ils ne se résignent à être profondément conservateurs et s'ils ne se préoccupent pas de gagner l'appui des classes conservatrices si fortes partout, fortes surtout là où il y a du travail et des richesses comme à Cuba. Je dois leur dire que ce n'a pas été avec mon approbation qu'ils ont gravi les hautes marches du pouvoir au moment où Cuba se trouvait encore en état de guerre, qu'ils n'ont pas appliqué les lois de la guerre à la presse qui a pu dire des partis et des chefs en armes ce qui peut seulement s'admettre quand les partis et leurs chefs se trouvent dans la pleine et tranquille possession du droit. Je n'évoque pas le témoignage des morts, je préconise ce que je défends par l'exemple. Avant la guerre cantonale de Carthagène, la guerre séparatiste de Cuba, l'horrible guerre réactionnaire du Nord, j'appliquai à tout le pays la loi de l'ordre public, et je suspendis des facultés et des droits qui ne pouvaient coexister dans l'état de fièvre où nous vivions, état bien différent de l'état de paix. Je suis pour la liberté de la presse complète et absolue, mais dans une situation normale, quand toutes les lois se pratiquent et quand tous les citoyens se soumettent aux lois. Au milieu du désordre, de l'incendie, de l'état de siège, de l'assassinat, de

l'extermination, je suis d'avis qu'on oppose énergiquement la force à la force, la guerre à la guerre. Si les nouveaux ministres avaient fait cela, s'ils avaient proclamé la loi de l'ordre public, ils auraient évité les articles de critique qui ont été écrits contre la milice et contre les militaires, alors que la milice et les militaires se trouvaient en guerre. Et en empêchant la publication de tels articles, ils auraient évité ces manifestations tumultueuses qui ont été condamnées par tous les hommes sensés, qui sont condamnables, en effet, et nuisibles à la patrie, parce qu'il en pourrait résulter non seulement un grave conflit national, mais encore un grave conflit international que, nous autres Espagnols, nous devons éviter à tout prix si nous aimons, comme elles le méritent, l'indépendance et l'intégrité de notre Espagne.

Le ministère cubain s'est composé de tous les éléments avancés de l'île, depuis la droite conservatrice, c'est-à-dire les réformistes, amis de l'évolution et de la série, jusqu'à l'extrême gauche, qui a désiré improviser le gouvernement autonomiste, comme si, en le découvrant, elle découvrait une formule cabalistique. Mais puisque le gouvernement est formé, composé ; qu'il est entré dans l'exercice de ses fonctions, il doit considérer qu'il ne peut se diviser sur aucune question sous peine de se suicider. Trois facteurs principaux l'ont composé : le facteur réformiste, le facteur radical historique et le facteur radical intransigeant. Le ministre des Communications et le ministre du Commerce appartiennent au parti réformiste ; le ministre des Finances et le président du Conseil appartiennent au parti radical historique ; le ministre de la Justice et le ministre de l'Instruction publique appartiennent au parti radical intransigeant. La nature de chaque groupe, son caractère particulier, son histoire propre, les rivalités soutenues entre eux tous depuis plusieurs années, les tendances au fractionnement, qui sont inhérentes aux peuples mal disposés à se gouverner eux-mêmes, n'inspirent pas une bien grande confiance dans la stabilité et l'unité du gouvernement. Quelqu'un qui pouvait discuter en matière de groupements sociaux, l'a dit un jour : Tout groupe qui se fonde est appelé à se diviser en droite, centre et gauche. Mais cette irrémédiable et naturelle division, qui est profitable aussi bien aux corps délibérants chargés de faire les lois qu'aux gouvernements chargés de les faire exécuter, est nuisible et pleine d'inconvénients dans tous les cas extrêmes si, en effet, des membres du ministère tirent au centre, d'autres à droite, et d'autres à gauche, ils embourberont le char du gouvernement et ne pourront plus le tirer du bourbier. Il n'y a pas d'autre remède alors, que de descendre du pouvoir, de rechercher des transactions ou de renoncer à la lutte. La guerre est séduisante pour les peuples à tempérament d'origine guerrière, que l'histoire épique représente comme des caractères indomptables et les auteurs de faits héroïques et continus sur les champs de bataille ; mais la guerre ne sert à rien en politique où les transactions sont par essence indispensables. Qu'importe aux ministres qu'on les appelle pâtissiers si la préparation de la pâte prouve à Cuba la liberté et la paix ?

III

État du monde. — Légitimation des acquisitions allemandes en Chine. — L'emprunt chinois. — Décadence de l'Angleterre en Asie. — Ses échecs en Turquie. — Les élections en France. — Révoltes sociales en Italie. — Guillaume II de Prusse et Frédéric II de Souabe. — L'Espagne et les États-Unis. — Jalousie de conflits entre ces deux puissances. — Impossibilité d'une intervention militaire américaine à Cuba. — Visite des vaisseaux yankees à la Havane. — Crise péninsulaire. — Le parti conservateur espagnol à la mort de son chef. — Politique traditionnelle de Canovas. — Hostilité des conservateurs unionistes contre cette politique. — Témérité de réformer le Code pénal dans le sens réactionnaire. — Autre témérité plus redoutable d'une réaction intellectuelle. — Nécessité pour les partis au pouvoir de ne pas manifester des tendances extrêmes. — Le socialisme chrétien. — Critique d'une telle théorie. — Incident Dupuy de Lome. — Trop de silence en public et trop de bruit en secret. — Éloignement du conflit. — Catastrophe du *Maine*. Réflexions. — Conclusion.

Les problèmes européens ne se présentent pas favorablement pour la paix du monde et le progrès universel. L'Espagne, très inquiète, est exposée à de grands périls dans ses relations avec les États-Unis. Elle s'appauvrit de plus en plus chaque jour. Il en est de même d'ailleurs du Portugal. La France est vivement agitée par le mouvement antisémitique et par les prochaines élections législatives. Le gouvernement anglais a éprouvé des échecs sur presque tous les points du globe, où il affirme ses vieilles prétentions. Le Japon mobilise ses marins. L'Amérique envoie des navires à Cuba. Le partage de la Chine nous présage un heurt colossal entre les armées moscovites, qui s'avancent vers le Céleste Empire par la route de Pamir, et l'escadre britannique qui a jeté l'ancre dans le golfe de Petchili. Les acquisitions allemandes en Extrême-Orient revêtent un caractère définitif. Le pavillon français flotte sur les grandes îles qui avoisinent le Tonkin. Le gouvernement de Washington se laisse persuader par les jingoes, qu'il doit acquérir des possessions coloniales en Orient et en Occident. La Grèce reste écrasée sous le poids de sa dernière guerre; l'orageux conflit de Crète est toujours sans solution. le sultan toujours menaçant et plein d'orgueil; la Thessalie toujours martyrisée par la tyrannie ottomane; les Bulgares, les Serbes, les Albanais et les Grecs toujours rivaux en Macédoine. L'empire d'Autriche tombe en morceaux. L'Italie souffre de la faim et de la misère, agitée par de violentes commotions communistes. Ce sont là autant d'événements dont les convulsions morales empoisonnent les réflexions de notre esprit, et dont les convulsions géologiques ébranlent le sol de notre planète, en nous inspirant la crainte profonde de voir la guerre générale éclater. Mais si un conflit universel n'est pas le résultat encore de cette situation, celle-ci produit du moins un état politique de paix armée périlleuse, qui

a tous les inconvénients de la guerre sans pouvoir offrir aucune solution radicale, de nature à trancher les difficultés et à émousser le fil des épées.

S'il est vrai que tout le monde juge fondée et estime nécessaire une guerre dans ce désarroi des ambitions impériales qui cherchent à renouveler les violents accaparements des anciennes conquêtes, il est vrai également que tout le monde a peur de recourir à une telle calamité, et préfère une humiliation à une bataille. Pour commencer, l'empire d'Allemagne, en invoquant des raisons plus ou moins machiavéliques, a légitimité les rapines qu'il a perpétrées sur les côtes chinoises. Sous le prétexte de reconnaître la suprématie et la souveraineté de la Chine sur ses conquêtes, l'Allemagne ne consent à détenir le port dont elle s'est emparée indûment, que pour une période d'un siècle. Pendant ce temps, les gouvernements de l'Extrême-Orient auront le loisir de disparaître complètement de la terre. Une rivalité bien plus dangereuse a éclaté entre la Russie et l'Angleterre, ces deux éternelles ennemies dans tous les problèmes orientaux, au sujet des Indes que celle-ci possède mais que celle-là convoite.

Un emprunt chinois à l'heure présente équivaut à une vente de la Chine dans l'avenir. Faute de ressources, le Céleste-Empire, qui est riche, ne pouvant satisfaire ses créanciers au terme des délais accordés pour l'exécution des compromis, devra compenser en territoires ce qu'il ne pourra restituer en espèces. Par conséquent, l'État qui contractera un emprunt avec la Chine aura acheté la Chine. C'est ainsi que la Russie et l'Angleterre se sont efforcées d'acquérir la qualité profitable de créanciers du Céleste-Empire, en lui offrant aujourd'hui les fonds dont il a besoin, quitte à prendre congé de lui demain. Tout le monde pensait jusqu'ici que la préférée du Fils du soleil, en matière de finances, était l'Angleterre, à cause de ses énormes capitaux et de ses nombreuses flottes, mais maintenant il paraît que ce serait la Russie, si pauvre au point de vue naval lorsqu'on la compare à la puissance maritime et commerciale de sa rivale. Cette préférence de la Russie par la Chine équivaut donc à l'achat plus ou moins lointain de la Chine par la Russie, dont la mainmise sur les provinces asiatiques s'affirme de plus en plus conquérante.

Vous devinez tout ce que perdent le parti et le gouvernement conservateurs anglais dans ces déroutes diplomatiques orientales. Si le parti libéral était organisé et avait des chefs glorieux comme ceux d'autrefois, il entraînerait l'opinion publique avec l'assurance d'une victoire complète devant les comices. Qu'arriverait-il alors? L'Allemagne, la France et la Russie ne seraient plus d'accord dans les problèmes d'Orient, et ne prépareraient pas une coalition européenne contre l'Angleterre, qui, ingrate et orgueilleuse dans son isolement, ne peut pas même compter sur l'Italie qu'elle a abandonnée en Abyssinie, après avoir exigé pour elle Kassala. Tous les efforts de l'Angleterre en Turquie se sont changés en déroutes diplomatiques, dont le sultan a profité pour troquer la tutelle saxonne contre la tutelle germanique. Depuis, elle a sollicité en vain le droit d'évoluer dans les fleuves

d'Extrême-Orient à son aise; bien plus, l'emprunt chinois porte une grave atteinte à son commerce et à sa situation. Sans alliés ni amis en Europe, l'Angleterre se voit contrainte, par suite d'une fatalité irrémédiable, de faire des ouvertures au gouvernement du Japon, qui est un ennemi des intérêts européens en Asie, et à celui des États-Unis, qui est un ennemi des intérêts européens en Amérique. On ne peut gouverner un peuple aussi grand que celui qui est gouverné par Salisbury, en lui offrant de renier son autorité et son influence en Turquie et en Chine. Aussi, d'Harcourt, qui est un député libéral éminent, a-t-il dirigé contre le gouvernement conservateur des accusations qui l'ont discrédité dans l'opinion et la conscience anglaises.

Et l'Angleterre n'est pas plus heureuse à l'Orient de l'Europe qu'à l'Orient de l'Asie. Elle n'a pu obtenir aucun avantage tangible pour ses protégés d'Arménie, aucune influence marquée dans les conseils de Constantinople. Malgré son désir, sans qu'elle pût y remédier, la Grèce a été tristement immolée sous ses yeux. Les traités de paix et les négociations qui les ont précédés ont marché avec une lenteur extrême, et tout s'est dénoué contrairement aux vœux de Salisbury. Les amiraux manquaient d'instructions claires, les soldats n'ont jamais su au juste ce que voulaient d'eux leurs nations respectives. Pendant des années et des années, les Grecs ont fait le coup de feu contre les Musulmans, et les Musulmans ont fait le coup de feu contre les Grecs. Là, les cités sont dans l'état où se rencontraient nos anciennes cités du moyen âge, c'est-à-dire dans l'état de guerre perpétuelle. Chaque camp se retranche en un désert, parce que l'incendie et l'extermination nivellent tout, n'épargnant rien. Pendant que les flottes européennes étaient à l'ancre dans ces eaux, elles permettaient toutes les violences quand elles ne les fomentaient pas, en promettant toujours, au nom de leurs gouvernements respectifs, des solutions prochaines, décisives et suprêmes. Et pour compléter le malheur de l'Angleterre, le gouvernement russe a obtenu en Crète des avantages analogues à ceux qu'il a obtenus en Chine. C'est ainsi qu'on prétend maintenant que Nicolas II imposera à la Crète, comme gouverneur, son propre parent, Georges de Grèce, pour fonder l'autonomie crétoise sous le contrôle du sultan. C'est la solution la plus désagréable que l'empereur ottoman ait pu rêver; mais il l'acceptera tôt ou tard, parce qu'elle lui sera présentée par le tsar, qui marche d'accord avec l'Allemagne et avec la France en Orient, et parce que l'Angleterre, malgré sa puissance, ne peut rien empêcher, étant seule.

Je vais parler de la politique extérieure de la France, de l'Italie et de l'Allemagne. Laissons de côté, à présent, le mouvement antisémitique français; les combats du juif Joseph Reinach, écrivain gouvernemental, contre l'archiradical Rochefort; le procès Zola, intéressant surtout parce qu'il se passe dans une ville comme Paris, mais sans nulle transcendance sur la politique universelle. Ce qu'il y a de plus intéressant que tout cela en France, c'est la grande lutte électorale qui se prépare et d'où vont sortir les éléments de la prochaine Chambre, une lutte pendant laquelle tous les partis exposeront leurs programmes respectifs. Les intérêts conservateurs du cabinet au pouvoir et les idées

réformatrices du parti radical seront mis en relief dans des harangues nombreuses et claires. Ce que j'ai toujours désiré pour la France va s'accomplissant peu à peu : les conservateurs finissent par proclamer qu'ils sont impuissants contre la forme républicaine définitivement établie ; qu'ils doivent donc, — s'ils veulent la stabilité politique et ministérielle, — confondre leurs principes avec ceux des institutions nouvelles. Mais en face de ces tendances conservatrices surgissent les tendances radicales, qui sont représentées, soutenues, par M. Bourgeois, un républicain de grande valeur, qui demande sans motif de faire la guerre au clergé et au cléricalisme ; de créer un impôt sur le revenu, réalisation impossible dans un pays comme la France, où presque tout le peuple est rentier ; de réformer la Constitution, pour arriver à modifier le Sénat, comme si le Sénat et la Présidence n'étaient pas les deux forteresses indispensables à une République pour qu'elle dure. Mais, lorsque les ministériels auront exposé clairement leur programme conservateur et les radicaux non moins clairement leur programme de réformes, la France décidera en pleine connaissance de cause dans sa souveraineté absolue.

La situation de l'Italie me peine beaucoup, parce qu'elle est loin de valoir la situation de la France. Les Italiens subissent une période lamentable de pauvreté ; de là ces émigrations au Nouveau-Monde, qui dépeuplent les campagnes, et ces soulèvements, qui troublent l'ordre, en demandant du pain. Après les guerres de Sicile, engendrées par la faim ; après les bandes quasi-féodales de Tivoli ; après les bruyantes discordes de la capitale ; après les manifestations de la place Navone, qu'étouffa la force militaire, il ne se passe pas de jour dans les Marches, en Toscane, en Emilie et en Campanie, sans qu'éclatent des soulèvements populaires pour réclamer du pain. Ce sont d'irréfutables preuves d'une profonde perturbation sociale, attentatoire à la sécurité et à la solidité de l'Etat. Les peuples d'Italie sont essentiellement socialistes. Dès les temps antiques, le problème social y revêtit un caractère brutal, et des lois agraires, que cent générations depuis tentèrent d'imiter sans succès, s'y promulguèrent. L'Italie qui est, somme toute, heureuse en politique, est loin de jouir d'une égale félicité dans son administration et dans ses finances. Le nouveau régime, bien qu'universellement aimé, a grevé le royaume d'impôts exagérés. Avec ses grandes alliances, il est arrivé à l'Italie ce qui arrive d'ordinaire à toutes les classes modestes lorsqu'elles veulent se permettre de frayer avec les classes riches : elle a épuisé son trésor, et s'est réduite à la mendicité. Tous ces navires qu'elle a lancés sur les mers ; toutes ces forces qu'elle maintient au prix des plus grands sacrifices ; toutes ces entreprises coloniales qui furent de folles entreprises ; toutes ces dépenses faites en vue de rivaliser avec l'Autriche et avec l'Allemagne en matière militaire, l'ont conduite à la ruine, et elle ne pourra remédier à une telle situation qu'en réduisant ses dépenses excessives, qu'en proclamant une ère de paix et d'indépendance.

En ces derniers temps, l'Allemagne a fêté l'anniversaire de son empereur, et, à cette occasion, les journaux ont publié des centaines

d'articles en son honneur. Parmi tout l'encens dont on l'a enveloppé, j'ai noté ce qualificatif : d'aucuns ont surnommé Guillaume l'*Incalculable*. Personne, en effet, ne peut se vanter de prédire et de calculer son orbite. Guillaume rappelle ce grand empereur allemand du XIIIe siècle, ce chef des Souabes, Frédéric II de Sicile. Si l'on examine un instant cette figure historique, on lui découvrira une infinité de points de ressemblance avec la figure contemporaine de Guillaume II. Évoquons donc Frédéric II, ce grand excommunié du grand pape Innocent III, et nous nous convaincrons que le nouvel empereur d'Allemagne marche sur ses traces. Au XIIIe siècle, le monde voyait avec étonnement que le Saint-Empire romain, réédifié par Charlemagne, quatre siècles auparavant, pour défendre la foi chrétienne et soutenir l'Eglise catholique, était personnifié par un empereur semi-oriental, semi-germanique, vêtu à la mode asiatique, par Frédéric II qu'entouraient des docteurs arabes et une garde de mamelucks, comme un autre calife. Frédéric II s'amusait à composer des chansons et s'accompagnait d'instruments familiers aux fils du désert ; il se nourrissait de croyances philosophiques qui lui servaient de prétextes pour confondre le Christ avec Moïse et Mahomet ; il fondait des écoles dans le but de répandre les sciences et les arts profanes et de combattre les doctrines ecclésiastiques ; il était si innovateur, qu'il faisait l'acquisition de Jérusalem par des traités diplomatiques, sans avoir besoin d'employer les miracles théologiques ou les croisades pieuses ; il était si tolérant qu'il entretenait des relations avec les infidèles comme avec les siens, et il traitait en ami l'émir Eddin dont il respectait les idées hétérodoxes et les livres théologiques ; il était si profond politique qu'il s'engageait, dans ses correspondances diplomatiques, à conquérir les Lieux Saints, uniquement pour faire plaisir à ses vassaux catholiques et il savait se rendre favorable, parmi les nations étrangères, tous les Français. Héros audacieux dans la bataille comme sur le trône ; appelé Antéchrist par les cléricaux fougueux, et Néron par les chrétiens les plus pieux ; Sicilien par le sang, César dans le nord et monarque dans le midi par la profession ; catholique par origine et penseur par nécessité, il se conformait à son temps, et dans cette grande Grèce qui était le carrefour de toutes les routes maritimes, il éprouvait le besoin de nouer des relations avec tous les peuples plus ou moins cultivés, et d'examiner l'objet et la valeur de toutes les idées plus ou moins scientifiques.

Laissons la politique extérieure et les personnalités étrangères pour la politique intérieure et les personnalités nationales. Rarement les nerfs de la nation espagnole se sont émus à un degré aussi extraordinaire qu'en ces derniers jours et rarement aussi la perturbation a eu pour base des motifs plus justifiés. Nous étions de ceux qui avaient une grande confiance dans le régime autonomique qui est un régime si démocratique en soi d'une part, et si bien en harmonie avec les institutions américaines, d'autre part ; aussi aurait-il dû finir par désarmer les incroyables colères des États-Unis contre nous, et par nous valoir, de sa part, une réconciliation complète, une sérieuse et durable amitié. Ces espérances s'appuyaient d'ailleurs sur de récentes manifestations que la presse européenne n'enregistra pas, mais qui survinrent

dans le sein de la grande République saxonne. Les syndicats capitalistes, de première importance, s'étaient réunis à New-York sous la présidence du président même de la République, et ils avaient déclaré que la prospérité générale se trouvait satisfaisante par suite de l'éloignement, dans le ciel des affaires, de toute menace de conflit international. Tous étaient donc venus là pour formuler des vœux en faveur de la conservation de l'étalon d'or et protester contre les projets de bimétallisme, anathémisant les jingoes qu'ils accusaient de prêcher la guerre et la conquête, au risque de détruire la prospérité américaine et de donner naissance à un despotisme césarien. Et justement l'un des orateurs poussait le pessimisme jusqu'à laisser sous-entendre que la question cubaine n'était qu'un petit et imperceptible nuage. Après ces enthousiastes et pacifiques manifestations, le Président prit la parole. Abondant dans le même sens que les précédents orateurs, il affirma que non seulement aucun *casus belli* n'était à craindre, mais encore que rien ne faisait prévoir la guerre prochaine avec l'Europe.

Comment se fait-il donc qu'après de telles assurances, nous ayons été sur le point de subir un pénible conflit? Cela vient de cette téméraire manifestation qui eut lieu à la Havane contre les journaux dont les attaques démoralisatrices firent un instant craindre pour la sécurité des consuls dans leurs propres palais et pour la sécurité des navires étrangers amarrés dans cette magnifique baie. La flotte des Etats-Unis s'était éloignée et se livrait à des démonstrations purement platoniques et théâtrales lorsque la manifestation mentionnée ci-devant éclata. Les navires américains alors se concentrèrent dans l'espace que l'on connaît sous la dénomination d'île des Tortues. Pas un navire, cependant, n'avait atterri à Cuba pour nous menacer d'une visite et pas une démonstration n'avait été faite qui pût nous offenser. Mais, quelques jours après cette malencontreuse manifestation de la Havane, Mac-Kinley, qui est matinal comme tous les bons travailleurs, reçut un télégramme pressé qui lui annonçait faussement que ces manifestations injurieuses s'étaient renouvelées. Alors, outré de la prétendue insulte faite à son pays, le Président, sans consulter ni Dieu, ni diable, donna l'ordre télégraphique de faire sortir à la hâte un navire de la rade d'un port cubain pour que, sans haine marquée, sans manifestation hostile, il pût exercer sur nos côtes une surveillance attentive. Cette décision alarma beaucoup notre sentiment public qui attribua à ces manœuvres navales la signification d'une intervention immédiate. Or, d'après les hommes pessimistes bien informés, rien n'est plus éloigné du sentiment de l'Amérique qu'une menace de guerre contre nous. Ses ambassadeurs et ses diplomates à Madrid ont fourni au gouvernement de l'Espagne toutes les excuses que ce dernier pouvait souhaiter. Les Chambres à Washington, en dépit des discours hostiles et des propositions belliqueuses des jingoes, ont renvoyé aux calendes grecques toutes les demandes d'intervention et autres émanant du parti révolutionnaire, parce que le peuple américain, étant placé sur notre planète, ne peut violer impunément, pour de despotiques fantaisies, les lois universelles du droit.

Et puis, quelles raisons donner pour excuser une telle violation? Une déclaration de guerre à notre adresse est impossible en ce moment, parce que nous n'avons jamais rien fait aux Etats-Unis, si ce n'est de nous plaindre de leurs constantes offenses. Intervenir, c'est assurément vite dit, mais cela arrive toujours tard ou même n'arrive jamais. Pour intervenir, les Etats-Unis devraient tenter un débarquement; mais, pour cela, il leur faudrait compter avec les grandes forces matérielles, avec la conscience humaine et l'opinion générale dont les cris étoufferaient dans son germe leur infâme projet. Les nombreux syndicats qui se sont fondés, soit pour acheter l'île de Cuba, soit pour l'exploiter; le papier-monnaie qui a été émis sur le modèle de celui de Jameson au Transvaal et de celui de Law dans le siècle dernier; les journaux quotidiens qui se sont étudiés à contester la puissance de l'Espagne aux Antilles comme un gouvernement vraiment américain; les prétentions insensées nous accusant de vouloir lancer le Vieux-Monde européen sur le Nouveau-Monde qui est un peu le nôtre; les souscriptions ouvertes dans tous les établissements publics en faveur des insurgés, les offenses multipliées par lesquelles on essayait de salir notre nom glorieux : toutes ces causes et bien d'autres encore ont engendré cette idée que les Etats-Unis complotent un débarquement à Cuba, alors que, selon moi, ils se proposent uniquement de nous lasser, pour nous amener, si possible, à faire ce que nous ne ferons jamais, à renoncer à notre domination sur les Antilles. Et c'est là, de la part de l'Amérique, un acte qu'on doit qualifier crime, car il suffit pour soulever le sentiment universel de tous les peuples civilisés contre eux, qui se montrent aussi arbitraires, aussi capricieux, aussi abusifs qu'un tyran ou une tyrannie quelconques. Mais ne faisons pas le corbeau plus noir qu'il n'est : nous ne croyons ni à un débarquement de marins à Cuba, ni à une déclaration de guerre immédiate.

Les événements cubains vont en s'aplanissant chaque jour. La crise gouvernementale qu'annonçaient comme imminente les intransigeants de droite, n'a pas eu lieu, et les discordes qui devaient tant éclater entre les ministres ne sont pas survenues. Mais le refus des rebelles de désarmer; le châtiment infligé à l'assassin du martyr héroïque Ruiz; les dernières rencontres de notre valeureuse armée avec les bandes factieuses de Calixte Garcia; le voyage de Blanco qui fut si profitable au salut et à l'organisation des troupes; la soumission légale des grandes fractions politiques militantes qui sympathisaient avec les rebelles; les dissidences survenues entre les factions en vue d'éviter des désertions et les violentes mesures prises par le généralissime contre les déserteurs prouvent d'une manière évidente qu'une rupture est proche; mais la guerre restera délimitée dans la partie orientale de l'île, reléguée au delà de la *trocha* des anciennes conflagrations où tôt ou tard les factieux et les Espagnols devront se rencontrer à nouveau. Et voici ce qu'il y a principalement de condamnable dans la visite navale américaine; elle relève le courage des insurgés quand ils faiblissent; elle les encourage par des démonstrations quand ils songent à se rendre; elle paraît leur dire de persévérer alors qu'ils voudraient mettre fin au conflit; puis, au retour des pluies, l'Amérique reprotestera contre la prolongation de la guerre

et reparlera d'interventions fantastiques et impossibles. Un navire de puissance amie se trouvant dans nos ports, revêtant le caractère d'amitié qui doit relier entre eux tous les peuples cultivés de la planète, ne s'avise jamais de faire précéder ses visites de démonstrations navales offensantes et machiavéliques comme celle des jingoes, de messages scandaleux comme celui de Mac-Kinley, de discours outrageants comme ceux qui s'entendent au Parlement des Etats-Unis. Un bon conseil pour arrêter les Mambises et une sérieuse répression des conjurations qui se font jour à New-York nous satisferaient beaucoup plus que toutes ces visites calculées.

A présent, tournons notre pensée vers la Péninsule. Dansla Péninsule, il existe une crise curieuse, digne de fixer l'attention de tous les hommes d'Etat et de tous les sociologues, parce qu'elle contient en soi des phénomènes sociaux et politiques de premier ordre. Je veux parler de la crise que traverse le parti conservateur, qui s'efforce de se reformer, non pas dans la tradition laissée par Canovas comme son testament irrévocable, mais avec des tendances réactionnaires qui engendreront la guerre civile comme les démons engendrent le soufre ; car il ne peut hasarder un pas en arrière dans la voie de la réaction sans encourager les terribles aspirations de don Carlos, sans amener une révolution inévitable. On dit que les chefs en politique importent peu et que les partis peuvent persévérer dans leur idéal en dehors des chefs illustres qui sont à leur tête et président à leurs destinées. Je ne le crois pas quant à moi. L'importance des chefs est, pour le peuple, aussi manifeste en Espagne qu'elle peut l'être en Angleterre où les institutions ont plus de force que les personnes. Il y avait en Angleterre un parti très prestigieux par son programme et par son histoire, le parti whig, l'auteur de toutes les grandes réformes britanniques qui ont été comme la marque indélébile de ce Parlement et resteront comme la gloire ineffaçable de notre siècle si glorieux déjà à tant de points de vue. Mais ce parti eut le malheur de perdre son chef, Gladstone. Eh bien ! depuis qu'il l'a perdu, personne ne peut le ramener au pouvoir, bien que chaque jour paraisse cependant rendre plus tangibles les faiblesses et les maladresses des torys. Or, il s'est passé un fait analogue en Espagne depuis que le revolver d'un assassin a fait disparaître Canovas de ce monde : le parti conservateur a disparu avec lui et il lui devient impossible de se reformer et de se réorganiser.

Canovas était un vrai conservateur à la manière anglaise. Pendant que les réformes démocratiques étaient en discussion, il les combattait avec acharnement par tous les moyens légaux, mais dès que ces mêmes réformes se trouvaient adoptées par les Cortès et sanctionnées par la Couronne, il se faisait, en bon conservateur, le devoir strict de les maintenir et de les faire prospérer. Personne n'a oublié la déclaration qu'il fit en février 1888 en réponse à mon dernier discours au Parlement espagnol, pour dire que le suffrage universel, le jury populaire, les libertés que nous défendions, lui répugnaient beaucoup, mais que s'il arrivait au gouvernement, il se ferait un scrupule de toucher à ces institutions autrement que pour les améliorer, laissant aux gou-

vernements libéraux le soin de poursuivre les améliorations en voie d'accomplissement. Aussi tint-il parole lorsque, après la crise de juillet 1890, il arriva au pouvoir. Son premier soin, en effet, fut de formuler des projets de conservation rigoureuse et de stabilité tenace, modérant les impétuosités de la démocratie par le développement d'un calme intérieur, très salutaire à la paix et à la patrie. Canovas ne réforma pas le jury malgré les critiques que les réactionnaires dirigeaient contre cette institution; Canovas ne restreignit pas le suffrage universel malgré les malédictions que l'école conservatrice dirigeait contre ce mode de votation. Canovas accorda aux assemblées populaires le droit de réunion au lieu de les interdire ou de diminuer leurs libertés; Canovas restitua leurs chaires aux professeurs que la théocratie de Barcelone et de Salamanque avait signalés au gouvernement pour leurs tendances rationalistes; Canovas s'opposa aux déclarations du Conseil de l'Instruction publique qui demandait de livrer nos écoles normales à l'Eglise catholique comme un tribut à acquitter envers l'intolérance religieuse; Canovas sauva l'Eglise protestante menacée par les exigences cléricales; Canovas ne restreignit pas la liberté de la presse quoiqu'il eût, pour la restreindre, les motifs naturels de la guerre de Cuba; Canovas se retourna avec une grande irritation contre Silvela, lorsque son ancien compagnon et subordonné proposa de réformer dans un sens réactionnaire le Code pénal, ce qui permit au chef du gouvernement conservateur de proclamer contre Silvela que la stabilité gouvernementale et l'intérêt de tous les conservateurs se rencontraient dans le pacte établi entre les droits du peuple et les privilèges du trône.

Toute politique conservatrice, à mon avis, devrait se fonder sur une base très large et conserver intacts les programmes et les procédés par la vertu desquels nous avons triomphé et pacifié complètement le pays. Des trois fractions qui composent la vieille école conservatrice, la fraction Elduayen, la fraction Romero et la fraction Silvela-Pidal, les deux premières maintiennent le critérium libéral de Canovas; quant à la troisième, qui est la plus nombreuse et la plus rapprochée du pouvoir, elle le renie au plus grand détriment du peuple. Le programme de ceux qui se proclament l'union vraiment conservatrice, comprend trois points principaux : 1° le premier se rattache aux conceptions régionalistes de Silvela; le second aux menaces réactionnaires de Pidal; le troisième aux nouvelles formules socialistes auxquelles l'un et l'autre se montrent très attachés, probablement parce que ce troisième point est le seul signe qui ait le don de les identifier. Les utopies régionalistes de Silvela, appuyées, à droite, par l'utopie du carlisme, et à gauche, par celle du pacte fédéral synallagmatique, m'ont toujours paru très dangereuses, et je ne me suis jamais fait faute de le proclamer. Toutes les fois qu'il s'est agi de traiter des législations spéciales à l'Espagne, Silvela s'est réfugié dans l'abstention, et toutes les fois qu'il s'est agi de discuter les réformes administratives, Silvela a tenté de substituer aux vieilles provinces les régions qui sont plus vieilles encore. Sur ce point, depuis que les utopies fédérales ont bouleversé l'organi-

sation de notre pays, j'ai toujours préféré, pour ma part, l'organisme de la Révolution française, que nos aïeux, les libéraux, copièrent et s'approprièrent, à ces régions presque indépendantes où don Carlos pourrait jeter les fondements d'une restauration, se constituer une tribune fédérale, par la faute de tous ces sophistes qui sont comme notre châtiment, puisqu'ils essaient de jeter sur notre unité nationale un discrédit que nous devons à jamais éviter, nous tous qui avons apporté à l'Espagne actuelle les principes sauveurs, progressistes des démocraties modernes.

Il est un autre point sur lequel je diffère radicalement de Silvela, c'est celui de la réforme du Code pénal. Silvela réclame cette réforme sous le prétexte d'harmoniser le Code pénal avec les progrès de la jurisprudence contemporaine, comme si ces progrès, en résumé, par leur caractère fataliste tiré du matérialisme actuel, n'étaient pas une abominable réaction qui prétend convertir les crimes en maladies chroniques et gouverner la société en vertu d'une insupportable mécanique. Mais ce que Silvela demande à la politique, ce n'est pas le progrès pénal, c'est, au contraire, un acte déloyal dans le but de détruire ce Code qui a été promulgué par la Révolution à l'ombre de laquelle notre œuvre s'est enfantée et nos libertés ont vécu. Comme dans le Code, la propagande républicaine n'est pas un délit et que la Constitution est monarchique, Silvela voudrait que la propagande républicaine ne s'effectuât qu'au Congrès ou par les journaux. Il n'admet aucun autre genre de critique du système politique doctrinaire et des institutions traditionnelles sur l'ancienneté desquelles nous avons greffé, nous autres, le germe fécond des démocraties. Et il ne sait pas, non, l'illustre auteur, qu'en plaçant en face l'un de l'autre le Code politique de la restauration et le Code pénal de la démocratie, si le premier réussit parfois à vaincre, parce que, en ce monde, les intérêts égoïstes et sectaires ont coutume de remporter des victoires partielles, le second finit toujours par remporter les victoires définitives et suprêmes, parce que ces dernières sont celles des grands et lumineux principes. Si le parti réactionnaire prétend mettre en harmonie la Constitution et le Code en détruisant ce dernier, le parti démocratique présentera la proposition de mettre en harmonie le Code fondamental et le Code pénal en modifiant le premier conformément aux tendances et aux aspirations de l'esprit moderne. Le mieux est encore de ne toucher à rien et de vivre dans les limites de ce pacte rédigé par les libéraux et observé, en ces derniers temps, par les conservateurs. Personne ne peut nourrir l'espoir de détruire la démocratie et la liberté sans se consumer totalement dans ses flammes.

Si les réactions juridiques et régionales de Silvela me semblent dangereuses, les pieuses réactions de Pidal m'apparaissent encore plus dangereuses. Cet illustre orateur appartient à l'école ultramontaine qui essaie de faire reculer les sociétés modernes au delà du XIIIe siècle, et de les immobiliser sous un pontificat ceint de la tiare ecclésiastique et de la couronne royale. Pour Pidal, les rois philosophes du siècle dernier seuls méritent des anathèmes pour avoir été des innovateurs et des révolutionnaires ; les rois absolus des XVIIe et XVIe siècles

seuls méritent des anathèmes pour avoir attenté à l'intégrité du droit ecclésiastique. Pour Pidal, notre monde doit franchir les splendeurs païennes de la Renaissance, les grands conciles de Bâle et de Constance, la captivité pontificale d'Avignon, la Réforme luthérienne et la royauté laïque : reculer d'un bond énorme jusqu'au pontificat d'Innocent III et à celui de Grégoire VII. Le plus pénible et le plus redoutable, dans cette grave menace de réaction, gît dans l'attaque dirigée contre la liberté intellectuelle et dans la proposition de nous ramener, par des chemins tortueux, sous prétexte de protéger l'enseignement libre, à la domination absolue du clergé en matière d'enseignement par la suppression des universités et des écoles de l'Etat. Je sais bien qu'aucune de ces réactions ne pourra prévaloir sur la philosophie moderne, l'encyclopédie française, la révolution universelle, la restauration de l'Italie et la suppression définitive du pouvoir temporel des papes ; ce que je redoute en elles, c'est l'exaltation dans les sphères gouvernementales, non pas que je craigne qu'elles puissent jamais triompher, mais parce qu'elles peuvent nous précipiter dans les horreurs d'une guerre civile.

Je déplore l'attitude prise récemment par les conservateurs ou par leur état-major, à cause de la nécessité où ils se trouvent, pour arriver au gouvernement, de sortir de la légalité comme les partis extrêmes. Il y a des écoles politiques qui sont en situation de prendre le pouvoir parce qu'elles évoluent dans la légalité et dans les institutions existantes, mais il y en a d'autres à qui l'accès du pouvoir est interdit parce qu'elles inclinent trop à droite ou trop à gauche. Le signe caractéristique de la situation politique, je ne me lasserai pas de le répéter, réside dans le pacte établi entre la couronne et la démocratie. Et de même que le parti libéral ne pourrait gouverner, sous notre constitution, sans l'aide de la couronne, de même le parti conservateur ne pourrait gouverner sans l'appui de la démocratie. Il est nécessaire que les partis qui se succèdent au pouvoir se distinguent dans les détails, mais ils doivent se confondre dans le fond. De même que les libéraux ont la mission de rallier à la couronne les éléments avancés, de même les conservateurs ont la mission de gagner à la démocratie les éléments réactionnaires. Et les uns et les autres ne pourront mener à bonne fin leurs entreprises respectives s'ils ne se placent en face des réalités de la politique, s'ils disparaissent à nos yeux pour fuir vers l'horizon lointain, invisible, quoique rationnel, où les partis idéalistes et extrêmes formulent leurs souvenirs ou leurs espoirs impossibles et irréalisables. En exagérant le système réactionnaire de ses projets et de ses programmes, le parti conservateur, qu'il le veuille ou non, se confond avec les intégristes et avec les carlistes dans une métaphysique cléricale absolument incompatible avec nos institutions et complètement étrangère, sinon contraire, à notre esprit national.

La situation politique s'aggrave en outre, dans de grandes proportions, de cette utopie de l'union conservatrice qu'on appelle le socialisme chrétien. Cette expression est une locution d'importation étrangère. On peut affirmer aussi qu'elle aura le sort de ce qu'on appelle le despotisme éclairé. Les libéraux n'aiment pas le despotisme parce

qu'il est le « despotisme », et les conservateurs ne l'aiment pas parce qu'il est le « despotisme éclairé ». Les socialistes n'aiment pas le socialisme chrétien, parce qu'il est « chrétien », et les chrétiens, à leur tour, n'aiment pas le socialisme, parce qu'il est le « socialisme ». Cette expression fut inventée par le maire communiste de Vienne; il appela cela le socialisme chrétien, parce qu'il n'avait pas d'autre expression à sa portée dans son idiome national, de même qu'il n'y a d'application d'aucun genre dans notre patrie pour rendre un tel terme. Les ultramontains peuvent s'en débarrasser parce qu'il ne produira qu'une erreur politique de plus, bien que le Saint-Siège, qui est représenté aujourd'hui par un philosophe et un politique éminent comme Léon XIII l'adopte. Ce dernier pourra formuler dans de sublimes encycliques une espèce de socialisme théorique; il sera très appliquable à la morale et à la religion courantes, mais il restera incompatible avec la politique moderne et nos institutions sociales. Le socialisme a été essayé en Allemagne, en Angleterre, en Suisse, en France même, et il n'a pas résisté à l'épreuve. Tout le pouvoir d'un homme comme Bismarck, tout l'enthousiasme d'un jeune homme comme Guillaume II, toute la science d'un économiste comme Chamberlain, toute la démocratie du canton de Vaud se sont heurtés contre l'impossible dans cette expérience sans issue pour l'amélioration des conditions sociales. Bien plus, elle les a aggravées en exigeant du peuple des tributs onéreux qui, sans lui procurer aucun allègement, lui imposaient plutôt des lois hostiles au droit et opposées au bien de la démocratie, à la façon des lois économiques de l'ancien régime qui, finalement, tombèrent en discrédit et en ruine.

Il n'est pas possible de fonder un parti catholique en Espagne. Nous sommes tous catholiques ici et nous prenons la liberté d'interpréter le catholicisme à notre guise de telle sorte, qu'un académicien illustre peut très bien se qualifier, sans aucun scrupule, à la fois de catholique et d'hégélien; et, ce faisant, il ne croira manquer ni à son orthodoxie propre ni à sa conscience intime.

Ici, les questions religieuses ne passionnent pas, si la religion catholique ne menace pas la liberté politique ou la liberté intellectuelle. L'élément démocratique, chez nous, est entré dans une période de réflexion si féconde et a acquis déjà une expérience si grande, qu'il ne se soulèverait plus actuellement contre moi, ainsi qu'il l'a fait en 1873, parce que je rétablissais les relations de l'Espagne avec le Saint-Siège et que je nommais de savants évêques aux sièges vacants. Ici, on tombe dans l'hérésie, dans le délire, dans les convulsions religieuses, dans les guerres civiles, aussitôt que la religion manifeste la volonté de faire occuper les chaires vacantes par des ultramontains et de faire rédiger les journaux sous le contrôle d'une censure ecclésiastique. Promettre et formuler une réaction intellectuelle menaçant les droits des Universités et cherchant à restaurer les privilèges des ordres religieux équivaut à nous entraîner dans une guerre civile. Pour n'avoir pas voulu accéder à des réactions si téméraires, don Carlos s'est vu abandonner par la droite de son parti qui a fondé alors ce parti intégriste qui préfère la vieille tradition théocratique à la vieille tradi-

tion monarchique. On ne ressuscite pas les morts, et la censure ecclésiastique est morte à la fin de ce siècle, comme l'inquisition est morte au commencement. Il faut que les réactionnaires cessent leurs manœuvres dans ce sens, autrement ils nous précipiteront dans une révolution prochaine. Nous ne demandons pas au parti conservateur d'innover, de progresser, de marcher en avant; nous lui demandons seulement de conserver la tradition inspirée de son illustre chef et de vivre avec lui en communion complète d'idées, car si la mort sépare les corps, elle confond les esprits.

Je devrais arrêter ici cette revue politique, et je l'aurais arrêtée en effet si un grave incident n'était venu la rouvrir, incident dont l'importance exige beaucoup d'attention, comme tout ce qui touche à cette heure critique et suprême, aux relations entre l'Espagne et l'Amérique.

M. Dupuy de Lome, qui était destiné à porter sur ses épaules le poids des intelligences diplomatiques si difficiles entre les Etats-Unis et la nation espagnole, vient de démissionner, comme vous devez le savoir. A une autre époque, dans d'autres circonstances, un fait aussi vulgaire que la démission d'un fonctionnaire aurait passé sans observation, ni commentaire, telle que la chose la plus naturelle du monde. Mais, étant donnée la délicatesse de nos relations diplomatiques avec les Anglo-Saxons du Nouveau-Monde, la démission de notre ministre plénipotentiaire ressemble à de l'huile jetée dans le brasier mal éteint où s'alimentent les discordes entre deux peuples nés pour fraterniser dans une grande communauté d'intérêts et pourtant devenus d'irréconciliables ennemis, par la faute des ambitions et des manœuvres jingoïstes. Une lettre particulièrement privée a déterminé la subite résolution de M. Dupuy. Dans cette lettre que notre ambassadeur à Washington adressait à M. Canalejas à Cuba, il se plaignait avec raison de la lenteur avec laquelle Mac-Kinley essayait de calmer les jingoïstes et de satisfaire les Espagnols. Cette attitude, selon lui, était celle d'un grossier machiavélisme, la triste œuvre d'un politicien que la lettre qualifiait de vil et d'imposteur. Naturellement, M. Dupuy avait écrit cette lettre sans se rappeler qu'il y a de par le monde des sbires payés, des fonds secrets, des oubliettes, des cabinets noirs, des vols de correspondances, des curiosités malsaines, des gens chargés d'exciter deux grands peuples l'un contre l'autre, des conjurations et des conspirations qui rivalisent d'activité pour moissonner les résultats de toutes les faussetés et de tous les crimes. Et comme il convient de ne pas oublier cela, surtout quand on occupe la haute situation de ministre plénipotentiaire chez les Yankees, M. Dupuy de Lome a bien mérité le châtiment qu'il s'est infligé à lui-même en renonçant volontairement à ses fonctions.

Je comprends très bien que notre ministre, en entendant ou en lisant le message de Mac-Kinley, ait demandé une audience immédiate au secrétaire des affaires étrangères pour lui dire face à face des choses désagréables, car on ne pourra jamais stigmatiser assez durement la grave offense que nous a octroyée si gratuitement le premier magistrat de la République américaine dans ses honteuses paroles et ses témé-

raires jugements. Je comprends qu'un ministre espagnol, blessé par le discours d'un président qui se dit notre ami et se fait notre censeur, rompe toute relation diplomatique et réclame ses passeports avant d'en avoir reçu l'autorisation de son gouvernement ; mais je ne puis comprendre cet enfantillage qui consiste à ménager un gouvernement qui vous a outragé dans un document officiel, pour aller se plaindre à un ami, dans une correspondance privée, d'une offense qu'on a négligé de signaler, alors qu'il eût peut-être été nécessaire de la signaler à qui de droit, au risque de voir intercepter cette correspondance, qui contient une énumération de griefs dont celui qui les lit n'a que faire, l'insulteur étant toujours exposé à ce qu'on le paie de la même monnaie avec usure par des offenses et des outrages réciproques. La lettre particulièrement acerbe de M. Dupuy, une fois livrée à la publicité par des indiscrétions auxquelles notre ambassadeur aurait dû songer, eut le don d'ôter la raison à qui aurait dû la conserver et de la donner à qui ne l'avait jamais eue, parce que, dans une affaire diplomatique, le silence officiel ne se comprend pas plus que les confidences privées. C'est ainsi d'ailleurs que M. Dupuy de Lome, avec sa claire intelligence, a compris la situation qu'il s'était faite, et il a envoyé sa démission à Madrid avant que les circonstances ne s'aggravent.

En agissant de cette manière, il nous a épargné un conflit qui aurait pu avoir pour nous de pénibles conséquences, car une rupture de nos relations diplomatiques avec les Etats-Unis serait on ne peut plus dangereuse en ces difficiles moments.

Comment cette lettre s'est-elle égarée?

Les nouvelles les plus contradictoires essaient en vain de l'expliquer. Les uns disent que la lettre fut volée dans le cabinet particulier de notre ministre, et qu'elle fut vendue à prix d'or à l'enchère; les autres prétendent que la lettre fut interceptée à la poste de Washington et que Mac-Kinley put la lire, dans son texte même, avant de la livrer au journal qui devait la rendre publique; beaucoup imputent la séquestration de ce document au gouvernement cubain qui, étant en état de guerre, se trouve dans la nécessité de ne respecter aucun droit; mais ce qui paraît être le plus vraisemblable, ce qui paraît clairement confirmé, c'est que la lettre dut arriver à l'hôtel pendant une des absences de M. Canalejas, occasionnées par ses visites à l'intérieur de Cuba et que cette lettre, placée dans le grillage où l'on a coutume de déposer la correspondance des absents, fut dérobée dès qu'on remarqua le sceau de notre légation américaine et l'enveloppe au timbre de notre ministre plénipotentiaire. On suppose que le document fut volé dans le but de le vendre un grand prix à la voracité publique des États-Unis. Lorsqu'on considère les négociations qui s'imposent au sujet des manœuvres navales là-bas, l'effort de nos plénipotentiaires et de nos commissaires aux Antilles pour préparer des intelligences commerciales avec les Etats-Unis, l'ennui qu'on eut à faire accepter le nouveau gouvernement et le nouveau régime de Cuba aux aveugles résistances des Yankees, qui s'irritaient du refus de notre nation à accorder des concessions plus avantageuses à sa colonie, on s'explique le bruit fait autour

de la démission de notre ministre à Washington et de son retour en Espagne, uniquement causés par une incompréhensible indiscrétion privée, une aveugle confiance dans le secret des postes et dans l'arrivée des correspondances à leurs respectifs destinataires. Mais nous ne croyons pas, comme d'autres le croient, que cet incident aggrave notre situation et allume la guerre.

Cela semble incroyable; mais, à tout instant, on voit surgir un incident fatal aux relations de notre pays avec les Etats-Unis. Le navire *le Maine*, dont il fut tant parlé dans l'autre quinzaine au sujet de sa visite, par suite d'un hasard inévitable et fortuit, vient d'éclater, dans une explosion, en fragments qui ont soudain empli les airs et voilé les eaux. Il était environ neuf heures et demie. C'était pendant une nuit sereine. L'équipage commençait à prendre du repos dans le dortoir qui se trouvait installé à la proue du magnifique cuirassé, lorsque tout à coup un énorme bruit, pareil à un coup de cent tonnerres, un énorme incendie semblable à plusieurs éruptions volcaniques, des tourbillons analogues aux trombes des hautes mers, une secousse comparable à celle des tremblements de terre, une catastrophe comme il en arrive naturellement, ébranlèrent la terre ferme avoisinant la baie de la Havane où le cuirassé américain, à présent perdu corps et biens, était à l'ancre. On attribue la cause de cet incendie à la même fatalité qui détermina celui du Bazar de la Charité, à Paris, où tant de victimes trouvèrent la mort: on attribue cette cause au dynamo-électrique qui communiqua le feu à la poudre et aux cartouches emmagasinées dans le voisinage. Trois cents hommes ont péri dans la catastrophe. Un navire magnifique a été rayé de la marine militaire américaine comme par un souffle de la colère infernale. Personne ne put se sauver dans une de ces embarcations si jalousement gardées par les équipages pour s'en servir en cas de naufrage. Les explosifs intérieurs, emmagasinés dans les caves et incendiés par le courant électrique, ont donc été seuls la cause de cette énorme catastrophe pendant laquelle nos compatriotes se sont distingués par une ardente charité, conformément à leur héroïsme, devenu depuis longtemps légendaire et proverbial. En portant secours aux malheureux qu'il était encore possible de secourir; en essayant de sauver les naufragés qu'il était encore possible de sauver, ils s'exposaient eux-mêmes à la mort, car il y avait toujours dans les airs des éclats partiels menaçants, et les immersions étaient lentes, terribles et nombreuses. Pas une ombre de doute ne peut planer sur notre loyauté.

Cependant, comme les jingoes sont devenus aussi hargneux que des chiens enragés, ils provoquent toutes sortes de réclamations et suscitent toutes sortes de difficultés. Quant à nous, nous nous reposons dans une conscience pure et sereine.

IV

Importance des questions intellectuelles. — Pastorale de Cascajares. — Prophéties politiques de l'archevêque. — Caractère païen de la monarchie et caractère chrétien de la République. — Contradictions entre la politique et la religion du cardinal. — Les guerres civiles de la Vendée et des provinces basques sont inhérentes aux peuples idolâtres. — Le sacerdoce et la paix. — Évolution païenne de la monarchie. — Supériorité de la solution républicaine sur la solution carliste. — La catastrophe du *Maine*. — Caractère perturbateur de la presse yankee. — Son attitude répréhensible dans la catastrophe du *Maine*. — Nécessité d'attribuer une cause à un crime. — Démonstration que la catastrophe vint de l'intérieur du navire et non d'une cause extérieure. — Fragilité des grands cuirassés modernes. — Dangers auxquels les exposent les matières explosibles. — Souvenirs de diverses catastrophes. — Mauvaise direction des escadres nord-américaines. — Déclarations pacifiques de Mac-Kinley. — Difficultés intérieures du nouveau gouvernement cubain. — Exagérations et violences du parti autonomiste. — Tendances à sombrer. — Conseils et avertissements. — Politique européenne. — L'attentat sur le roi de Grèce. — Accord des gouvernements européens en Chine. — Dissentiments entre Chamberlain et Salisbury. — Réflexions. — Conclusion.

Si les événements qui touchent à la situation matérielle d'un pays importent beaucoup, ceux qui touchent à la partie intellectuelle et morale importent bien plus encore. Personne ne peut donc s'étonner du mouvement de curiosité que réveille une pastorale écrite sur la cathédrale de Valladolid par notre compatriote le cardinal Cascajares. En tout pays et de tous temps, les idées du clergé, étant donné que celui-ci bénéficie d'une représentation sociale de premier ordre, ont dominé les nations des sommets à la base. Si la révolution religieuse ne l'avait précédée, la révolution britannique n'aurait pas eu lieu ; la révolution américaine ne se serait pas réalisée non plus, si elle n'avait été précédée par les idées, prémisses et antécédents nécessaires à toute vraie république, apportées au Nouveau-Monde, sur la *Fleur-de-Mai* par les pèlerins écossais. Les plus grandes difficultés de la démocratie française eurent leur source dans la constitution erronée du clergé, et les plus grandes difficultés subies par le clergé durant toute son histoire, eurent leur source dans la lutte à mort qu'il soutint contre les principes évangéliques et chrétiens de la République française. Nous-mêmes nous avons passé par deux crises graves, par une guerre de sept ans, la plus importante du siècle, et par une guerre civile qui coûta si cher à la Révolution de septembre et à la République espagnole. Aussi ai-je toujours estimé comme manquant de tête et de base sérieuse ces hommes d'État qui se plaisent à comparer le tempérament d'une société à leur tempérament propre, et croient qu'il est aisé d'imposer leur manière personnelle de voir à des collectivités très résistantes et très

conservatrices quand elles ne sont pas très réactionnaires. C'est pour cela qu'il convient de ne pas oublier que la religion brille par-dessus tout ainsi que la première étoile du soir, ainsi que le premier rayon du matin, alors que dans les ténèbres de nos nuits nous submergeons dans le lointain éther de leur idéal, la mort et les âmes se présentent à nous comme une évocation douloureuse.

Une pastorale est un traité dogmatique, moral et canonique, sur les choses ecclésiastiques dont un pasteur spirituel entretient ses ouailles. Mais, dans le cas qui nous occupe, ce n'est pas tout à fait cela : Cascajares ne s'élève pas d'un vol mystique jusqu'aux éminences du ciel catholique; il ne descend pas non plus en analyste philosophique jusqu'au fond moral de notre nature; il ne recourt pas à la chaîne d'idées dont les chaînons ont comme suspendu la terre au ciel; il n'entre dans aucune des sphères concernant son ministère sacerdotal si respectable. Ainsi qu'un militant, reporter ou publiciste, il prend la plume du polémiste, du tribun ou du journaliste dont la mission est de répandre ses doctrines parmi le peuple et attaque violemment et le gouvernement espagnol d'aujourd'hui et les traditions monarchiques d'autrefois. Nulle élévation de sentiment, nulle idée métaphysique ou morale, nul idéal religieux ne vient le détourner de la voie dans laquelle il s'est engagé; il obéit uniquement à une rancune politique assez semblable à celle que pourrait éprouver un candidat à la députation, qui verrait ses espérances détruites par la malveillance des ministres. Il trouve la guerre de Cuba mal conduite, l'administration libérale actuelle souillée. Il dit que le parti conservateur est détruit sans retour, que Sagasta est atteint de décrépitude, que la situation des libéraux ne vaut pas mieux que celle des conservateurs. Tout se dissout et se dissoudra, en commençant par la Régence, qui s'imagine être si populaire, et en finissant par la monarchie, qui s'imagine être si forte : telle est cette pastorale. En l'écrivant, on sent que Cascajares a cherché à tempérer l'amertume de ses critiques envers les plus célèbres publicistes de l'opposition, mais cela sans la précision de la langue, sans la pureté du style, sans le génie aristophanesque d'un Figueroa ou les brillantes qualités d'un Burel.

Cascajares ne dit ni comment ni quand prendra fin la monarchie, mais il affirme qu'elle prendra fin sans remède, et cela bientôt. Voilà un ancien capitaine d'artillerie qui a abandonné la carrière militaire pour la carrière ecclésiastique; qui doit à la régente Christine, d'abord son siège épiscopal de Calahorra, ensuite son siège archiépiscopal de Valladolid; qui vient d'obtenir, par la même protection, le cardinalat en vertu duquel il pourra faire partie du Sacré Collège et aspirer à la dignité pontificale; eh bien! ce capitaine, qui a reçu tant de marques d'estime et de confiance de la part de la reine, déclare que celle-ci va perdre sa couronne et disparaître! Si l'on n'a pas qualité pour discuter les pressentiments de ce prélat, on a tout au moins le droit de lui demander, à lui qui voit sa souveraine déjà exilée sur les rives du Danube, à quelle époque et par quelle voie ce détrônement se réalisera. Le cardinal est-il au courant de quelque conjuration prétorienne ou populaire? Connaît-il quelque caserne qui soit possédée de

l'antique fièvre révolutionnaire, et qui soit prête à soulever à la fois les multitudes civiles et militaires? A-t-il appris, sous le secret de la confession, l'existence de quelque club qui soit disposé à déchirer, ainsi qu'un ogre, la vieille monarchie? Quoi qu'il en soit, Cascajares prédit l'événement, et il le prédit, dans ce style qui lui est particulier, en employant une langue pareille à celle qu'il emploierait s'il discutait le fait avec des politiciens de café, au milieu d'un cercle de gens vulgaires à qui le principe de l'Eglise impose la foi en la parole de son représentant.

La certitude qu'il met à prédire, comme une évidence, la disparition de la monarchie, le pousse à cette extrémité de ne plus y songer, de reporter sa pensée sur le parti qu'il croit susceptible de recueillir l'héritage. Pour Cascajares, deux solutions seulement se présentent : la solution carliste et la solution républicaine. Comme une telle affirmation est, à la fois, une témérité de sa part et une injure aux lois et aux institutions à qui Cascajares doit la haute charge qu'il occupe dans le royaume, il propose la solution carliste, tout en faisant remarquer que don Carlos n'a de chance d'arriver au trône qu'à travers les horreurs d'une guerre civile que le prélat qualifie d'avance de catastrophe épouvantable. Don Carlos, hélas ! à notre avis, n'a aucune chance de réussite ; il ne peut parvenir au trône par aucun chemin. La volonté de Dieu, qui est la loi du peuple espagnol, ne peut consentir à ce bouleversement réactionnaire immense, sans infliger un démenti à tous les codes de la morale et de la logique. Nous constatons que Cascajares envisage aussi comme possible la solution républicaine. C'est sur ce point précis que nous entendons lui répondre, négligeant ainsi, comme accessoires, tous les autres points du débat. Nous nous inscrivons en faux contre l'audacieux archevêque, émettant la prétention contraire à la vérité que la République est essentiellement anti-catholique, alors que la République, par son caractère démocratique, par ses institutions évangéliques, par son esprit libéral et égalitaire, par son horreur pour les privilèges, des despotes et la domination des Césars, est et restera toujours la plus pure comme la plus expressive de toutes les cristallisations de cet esprit chrétien qui ennoblit notre espèce et orne notre planète.

Les partisans de la monarchie traditionnelle, qu'ils adorent comme une institution religieuse, répugnent à lui reconnaître une origine purement païenne. Il n'y a cependant rien de plus exact que cette origine. La monarchie n'est pas un fruit du christianisme, son dogme naquit des vaincus, des serfs, des prophètes, des tribuns, des voyants qui se réunirent dans le désert pour jeter les bases d'une société spirituelle, ennemie absolue de tous les privilèges, ne connaissant d'autre roi que le Père éternel et d'autre royaume que le royaume des cieux. La monarchie est de caractère asiatique, purement asiatique : elle a pu se transformer au contact de l'Egypte ou de la Phénicie : mais il lui est impossible de renier son origine, de faire que son organisation propre et la base fondamentale de ses institutions ne soient un reflet des anciennes castes et des vieux privilèges. Les deux grandes monar-

chies helléniques, celle de Sparte comme celle de Macédoine, ont toujours représenté le même caractère rétrogade et elles n'ont jamais démenti l'esprit de caste et de privilège qui fut particulier à l'Asie. La monarchie est donc païenne en tout, complètement païenne. L'Empire et le Christianisme vécurent côte à côte pendant cinq siècles en se combattant et en se reniant réciproquement parce que l'Empire avait un caractère absolutiste, tandis que le christianisme a, pour caractères essentiels, tous les caractères de la démocratie et de la République.

Les néo-catholiques et les néo-absolutistes, déconcertés par le caractère païen de l'empire romain et voulant donner l'apparence de la royauté traditionnelle à l'orthodoxie catholique, ont soutenu que l'Église était, par le pontificat, une véritable monarchie, aussi forte et aussi universelle que pouvait l'être l'empire romain lui-même. Ils ont oublié que l'Eglise fut, de tout temps, une fédération présidée par un chef électif et à vie ; que les évêques apparaissaient des tribuns dans le genre des anciens défenseurs des cités ; que les catacombes ne produisirent jamais ni empereurs, ni empires, que les fidèles, assemblés, fuyaient, d'ailleurs, comme la peste et la mort ; que les principes évangéliques de liberté, d'égalité et de fraternité, enfin, ne s'accommodèrent jamais des privilèges absurdes et aristocratiques de la vieille royauté. Il y eut une espèce de monarchie chrétienne à Byzance lorsque Constantin eut choisi cette ville pour y résider avec sa cour et eut proclamé la liberté du nouveau dogme et le droit des chrétiens à professer publiquement ce dogme, sans s'exposer, comme par le passé, à des persécutions de la part du paganisme jaloux. Si l'on étudie, en effet, la monarchie de Constantin, on reconnaît parfaitement qu'il accorda aux chrétiens toutes les libertés qu'ils voulurent, mais on reconnaît aussi qu'il portait en soi un esprit et un organisme essentiellement païens et tels que la série séculaire des Césars les lui avait légués.

On ne peut pas dire, ainsi que le prétendent les réactionnaires, que l'Eglise fut ou est une monarchie universelle. Si, pendant un moment du IXe siècle, elle eut des intelligences avec le pouvoir carlovingien et si le pouvoir carlovingien lui octroya quelques lambeaux de territoires pour lui permettre de constituer une monarchie féodale, cette monarchie ne revêtit jamais le caractère de l'empire romain. L'alliance du Pape et de l'Empereur dura peu, parce que les Carlovingiens s'éteignirent bientôt. Et quand les empereurs allemands remplacèrent les Carlovingiens, l'Eglise ne sut qu'être en guerre avec eux, déployant des efforts inouïs sous le règne des Othons, combattant, à la tête des républiques italiennes, Frédéric Barberousse, et acculant jusqu'à l'extermination la maison de Souabe. La monarchie est essentiellement païenne. Païenne la monarchie hellénique de Macédoine, païenne la monarchie mercantile de Phénicie, païenne la monarchie césarienne de Rome, païenne enfin la monarchie de Constantin. Et celui qui dit que la République ne peut pas être chrétienne, que les républicains ne peuvent pas être catholiques, alors que l'on a vu les Républiques catholiques italiennes, les cantons orthodoxes suisses et que l'on voit la République française protégée par Léon XIII et toutes les républiques

espagnoles de l'Amérique placées sous le drapeau catholique, celui qui émet un tel contresens en dépit de la raison et de la réalité, celui-là ne sait pas ce qu'il dit.

J'ai insisté pour déterminer les origines païennes de l'institution monarchique, parce que M. Cascajares, en parlant de la République et de la Monarchie dans sa pastorale, fait allusion au moment où l'Europe civilisée fait amende honorable à la France républicaine. Alors, la Vendée, obscure et réactionnaire, comme ici les Carlistes de nos provinces basques, se lève contre la France républicaine pour qu'elle puisse, étant donné le caractère païen de toute monarchie, apprécier, dans toute son énormité, le crime de la région réactionnaire, et, l'ayant apprécié, puisse le réprouver par les malédictions définitives et suprêmes des sentences sans appel du tribunal de l'histoire humaine. On comprend — et elle se justifie jusqu'à un certain point — la conduite des anciens militaires royalistes fidèles à leur drapeau sur lequel brillait comme un soleil sans couchant le nom magique de la royauté traditionnelle et du roi qui la personnifiait. On comprend — et elle se justifie jusqu'à un certain point — la conduite de la féodalité et celle des chevaliers féodaux réactionnaires se groupant autour de la couronne traditionnelle, véritable clé de leur puissance et de leurs privilèges ; on comprend — et cela se justifie jusqu'à un certain point — que tant de serviteurs de l'ancien régime, courtisans, gentilshommes, fermiers généraux, distributeurs de patentes et de brevets au nom du Trésor royal, tous gorgés d'honneurs et de titres, luttassent et mourussent pour conserver un état social et politique estimé par eux comme l'état naturel ; mais on ne comprend pas, — et elle ne peut se justifier d'aucune sorte, — la conduite des cléricaux vendéens et basques qui, après avoir prêché dans les églises les dogmes égalitaires du christianisme, après avoir proclamé la liberté humaine et la fraternité universelle, après avoir répété les anathèmes bibliques et évangéliques lancés contre les rois par les prophètes, s'inscrivent en faux au nom du Christ contre les plus immédiates et les plus logiques conséquences du christianisme, contre une démocratie et une république chrétienne.

Le monarque et la monarchie naquirent du paganisme et s'alimentèrent en lui, ainsi que nous venons de le démontrer. Oui, païens furent les empereurs d'Assyrie et de Médie ; païens les Pharaons du Nil, païens les rois de Tyr et de Sidon, hostiles à la Cité de Dieu et à la Bible révélée ; païens les conquérants hellènes comme Philippe et Alexandre ; païens le fondateur de la monarchie romaine Jules César, et l'organisateur de cette monarchie, Octave Auguste ; païen Constantin qui, en proclamant la liberté du christianisme, calqua son empire d'Orient sur l'empire d'Occident. Par contre, elles étaient de caractère chrétien les catacombes où se réunissaient les fidèles en une république spirituelle pour revendiquer les droits de la conscience humaine ; chrétiens les prélats catholiques qui arrêtèrent Théodose dans ses cruautés et conjurèrent la colère d'Attila ; chrétiennes les communautés religieuses des Bénédictins, réhabilitant le travail et opposant à la conquête et à la guerre, les principes égalitaires des démocraties ;

chrétiens les municipes qui sortirent des croisades et rompirent sur leurs terres les chaînes des serfs de l'ancien régime féodal ; chrétiennes les cités italiennes qui composèrent la fédération lombarde et humilièrent les empereurs d'Allemagne ; chrétiens les grands prophètes démocrates, François d'Assise, Antoine de Padoue et Girolamo Savonarole ; chrétiens les municipes, les Cortès et toutes les institutions parlementaires des peuples du moyen âge : chrétiens les conciles de Bâle et de Constance qui combattirent l'absolutisme ecclésiastique : chrétiennes la philosophie moderne et la pensée moderne ; chrétiennes la déclaration des Droits de l'homme et les idées sublimes contenues dans le mouvement créateur qui s'appelle la Révolution française, mouvement béni et acclamé par toutes les générations.

Nous devons donc déclarer que le clergé vendéen, pas plus que le clergé basque, n'avait le droit de se lever contre la liberté et la patrie, parce que la liberté et la patrie ont renversé le régime païen des anciennes monarchies en entrant dans le régime catholique de la démocratie et de la république, qui fut préparé par les prophètes israélites et défini par les saints Pères dont les tendances étaient, non pas seulement démocratiques et républicaines, mais encore communistes et socialistes. Donc, plus nous comparons le combat religieux vendéen et basque au nouveau régime, moins nous le comprenons. Il est certain que la révolution a nationalisé les biens du clergé, qu'elle a soumis le clergé à des conditions plutôt vexatoires, et qu'elle l'a organisé à sa guise sans se soucier si elle avait la raison ou le droit de son côté. Mais toutes ces erreurs, le clergé pouvait les pardonner puisqu'il lui restait la complète assurance qu'il pourrait amender facilement et heureusement sa situation, sauf cependant en ce qui touchait à la nationalisation de ses biens qui était sans remède en une période de savantes et immédiates solutions. La loi barbare de la guerre étant admise aussi bien dans l'échelle supérieure de l'humanité que dans l'espèce inférieure de l'animalité, tout le monde peut en appeler à la guerre, quelque barbare et criminelle soit-elle, mais le clergé, lui, ne peut pas s'arroger ce droit parce que tous les jours, entre les accents de l'orgue et les fumées de l'encens, devant les autels sacrés du catholicisme, il entonne ce chant sublime : Gloire à Dieu dans le ciel et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté ! Non, le clergé vendéen n'a pas obéi à la mission que lui assignait son ministère.

Rien n'est plus contraire à la guerre que la dignité du sacerdoce. Les prêtres sont faits pour essuyer les larmes et non pour les faire couler, pour soigner les blessures et non pour les envenimer, pour prêcher la paix entre les combattants et non pour souffler les colères apocalyptiques sur leurs passions déchaînées. Le Christ envoya ses apôtres parmi les hommes ainsi que des brebis au milieu des loups et non comme des loups au milieu des brebis. La bouche qui, chaque jour, prend l'hostie consacrée en holocauste, ne peut mordre des cartouches ; les mains qui se lèvent pour bénir et réconcilier, ne peuvent s'escrimer avec un poignard ni manier le mousquet. Celui qui a pour mission de consoler les moribonds, de diriger les âmes vers le ciel, de s'agenouiller

sur les sépulcres récemment fermés, de réunir dans la prière amis et ennemis, ne peut prêcher le carnage et suggérer l'extermination sans changer sa nature d'ange en une nature de démon. Vous imaginez-vous un homme qui a passé ses jours dans la pénitence, et ses nuits dans la prière, qui est chargé de consoler et de racheter les âmes, abandonnant soudain l'Eglise de Dieu pour le champ de bataille et poussant au parricide des fidèles à qui il devait enseigner la bonne doctrine pour les préparer et les disposer aux jouissances d'un monde meilleur dans les cieux éthérés?

Le clergé vendéen méconnut la religion en se soulevant contre les conclusions plus logiques du christianisme et insulta à la divine Providence en méconnaissant ses avis, en manquant de respect à ses décrets, en ne se convainquant pas que la monarchie traditionnelle était providentiellement condamnée par Dieu à disparaître sans remède dans les couchants du temps. Engendrée à Rome par les anciens païens; maintenue en Occident pendant cinq siècles par la domination romaine; restaurée chez les Barbares sous l'impulsion parfois de chefs de guerre qui, de capitaines se proclamaient monarques, sous l'impulsion d'autres fois, de l'exemple qui amenait les Astolphe et les Théodoric à copier soit la Rome, soit la Byzance impériales; demi-ecclésiastique au temps des Carlovingiens, dont les Papes reconnurent les usurpations en échange d'un fief; féodale de la fin des Carlovingiens à l'invasion des Normands; pontificale depuis Grégoire VII jusqu'à Innocent III; en révolte au XIVe siècle contre l'Eglise dont elle avait voulu se créer un appui; machiavélique au XVe siècle avec Louis XI et Ferdinand le Catholique; absolutiste au XVI siècle; partagée entre la doctrine issue de Jansénius et celle issue de Loyola au XVIIe siècle; philosophique et innovatrice au XVIIIe siècle, elle provoqua elle-même cette Révolution qui devait l'achever, la dissoudre en substituant la démocratie et la liberté à son régime dont l'existence semblait éternelle.

Aussi, ne peut-on moins faire que de constater dans le temps une superposition d'idées pareilles à ces couches géologiques qui se sont superposées dans la planète. Avec les idées, il y a les sentiments qui sont comme une émanation des idées; les mœurs nouvelles qui sont suggérées par la renaissance des affections et des cœurs; les livres qui foudroient comme les tonnerres des tempêtes célestes; les discours éloquents qu'inspirent les nouveaux idéaux; les prophètes qui, à l'imitation des anciens, annoncent la bonne nouvelle, et les hommes d'Etat réformateurs qui modifient l'état des âmes et des esprits par des réformes plus ou moins mûres, plus ou moins progressistes, mais toutes imprégnées de l'esprit nouveau. Tel est l'ensemble des forces qui entraînèrent avec soi la ruine de la monarchie séculaire, ruine inévitable, d'ailleurs, parce que depuis longtemps la Providence céleste, d'une part, et l'esprit humain, de l'autre, l'avaient décrétée sans rémission, ni remède. Cette situation étant donnée, en s'interposant féroces, les Vendéens, présidés par leurs curés sacrilèges, animés par un esprit de réaction et de mort, que faisaient-ils, sinon se révolter contre le ciel, se soulever contre la volonté de l'Eternel? En étudiant avec un peu d'atten-

tion la monarchie chrétienne moderne, fille du paganisme, et par sa nature et par son caractère, païenne jusqu'à la moëlle des os, on remarque que la décomposition de la monarchie, à l'avènement de Louis XVI, ne fut ni subite, ni inattendue, mais qu'elle fut l'œuvre intérieure des siècles, qui se présenta successivement sous les noms de Renaissance, de Réforme, de triomphe de la Hollande, d'expulsion des Stuarts, de paix de Westphalie, de République saxonne dans le Nouveau-Monde, d'Encyclopédie et de Philosophie, ces courants parallèles d'idées qui allèrent se jeter dans l'immense océan de la Révolution française.

La nature profondément catholique du régime républicain moderne étant démontrée, il est inutile d'insister plus longtemps sur la pastorale de Cascajares. Nous autres, les démocrates, les républicains, les libéraux, ainsi que tout le monde le constate, nous ne tirons pas des horoscopes, nous ne faisons pas des calendriers relatifs à la durée probable du régime monarchique existant qui, au pouvoir, se trouve être le jouet de circonstances qu'aucune main n'est capable de déterminer avec exactitude. Le sort des Espagnols a toujours dépendu, jusqu'ici, de leur propre volonté et de leur propre souveraineté. Aujourd'hui, il n'en va pas ainsi; aujourd'hui nous sommes exposés à des conflits internationaux dont la gravité dépend complètement de mains étrangères et dont les complications ne peuvent, par conséquent, ni se prévoir, ni s'indiquer par ceux-là qui aiment la vérité par-dessus tout. Les institutions historiques et séculaires ne tombent pas avec la facilité souhaitée par un sectaire dépité et égaré. La société, et non l'individu, détermine d'une manière incontestable tous ces changements, et une fois qu'elle les a déterminés, il n'est au pouvoir d'aucune puissance humaine d'en empêcher la réalisation. Mais supposons un instant, que les hypothèses du cardinal Cascajares sont accomplies : la Régente et son fils sont en fuite, le pays est abandonné à lui-même, l'esprit national se livre à des actes de souveraineté sans appel, comme aux temps très célèbres de son histoire, le peuple espagnol est acculé par de multiples circonstances à l'irrémédiable alternative d'opter entre la monarchie de don Carlos et la République moderne. Qu'arriverait-il ? Il arriverait que, sans aucun doute, le peuple espagnol opterait pour la République, qui devrait avoir un caractère conservateur, le respect profond de la religion catholique, le souci de l'armée et de la marine, la mission de répartir la justice, de telle sorte qu'elle ne serait ni un privilège d'en haut, ni un privilège d'en bas, mais le droit, l'esprit, le bien et la vie de tous.

Au nombre des événements capitaux du mois de mars se dégage en relief celui de l'explosion du *Maine* qui a failli nous exposer, sans raison, sans motif aucun, à cent conflits. Je ne connais pas au monde de calamité comparable à la presse quotidienne de l'Amérique. Du temps de ma lointaine jeunesse, les journalistes du Vieux et du Nouveau-Monde s'efforçaient de bien penser et de bien écrire, croyant qu'en écrivant bien et en pensant mieux, ils remplissaient à propos leur ministère social et accomplissaient avec avantage leurs devoirs moraux. Penser, étudier, écrire, moissonner la plus grande quantité d'idées possibles pour les répartir ensuite entre tous les hommes, faire

toutes ces opérations intellectuelles, en un mot, constituait alors le ministère obligé du publiciste destiné à communiquer sa pensée par le moyen du Verbe quotidien à une société très enthousiaste de la presse. Mais tout cela a changé avec les récentes mœurs inaugurées par le journalisme saxon dans le Vieux et le Nouveau-Monde. Maintenant, un écrivain n'est pas un homme de pensée et de plume, c'est un homme d'action et de combats matériels, à la recherche d'entreprises qui n'ont rien à voir avec la politique et qui ne peuvent pas servir au progrès général de la société comme les articles inspirés par les grands idéaux et les grands écrivains servent au bien et au progrès communs à tous les peuples. Tel journaliste monte à ses frais un bateau et s'en va par les océans à la poursuite des baleines et des phoques ; tel autre se compromet à chasser avec quelque Barnum, l'éléphant blanc des Indes et à exhiber un chœur de bayadères sur les théâtres et dans les cirques les plus célèbres; il fait mieux, il tombe soudainement sur un pays de tristes nains dans les déserts africains ; mieux encore, il monte vers les glaces polaires sur les ailes d'un aérostat. Tous ces ministères, tous ces offices sont naturellement très bons pour les aventures nautiques et les découvertes, mais très mauvais pour la réflexion, le savoir-vivre, l'étude, qui sont les obligations nécessaires à un sacerdoce aussi élevé que le sacerdoce de la presse, cette lumière solaire du sentiment collectif.

Mais, de toutes ces déplorables mœurs, rien n'est aussi opposé à la nature du journalisme que ces interviews, ces consultations, ces dialogues, ces avis donnés sur des sujets importants, mais étrangers, que les plumifères yankees se font payer si cher. Aujourd'hui, tout le monde écrit dans un journal, excepté les rédacteurs. Chaque organe contribue au salut social dans les limites de son influence et de ses devoirs. Il ne peut se décharger sur d'autres de ces devoirs par cette raison péremptoire qu'ils ont, dans le corps social, une fin analogue à celle qu'ont les organes dans le corps humain. Surprendre l'homme d'Etat, l'arracher à son ministère et au Parlement, le mêler à la presse dans laquelle il n'exerce aucune fonction, le mettre dans la nécessité de soutenir des polémiques quotidiennes, lui attribuer des jugements improvisés sur des sujets hors de sa compétence, me paraît être le plus vil métier auquel puisse se soumettre un talent égaré. L'homme de gouvernement gouverne pour tous, le législateur confectionne des lois pour tous, le juge rend la justice au nom de tous, l'industriel produit pour tous et le commerçant négocie pour tous ; mais aucun ne nous apparaît sans science ni expérience. Ils ne sont pas comme ces journalistes officiels, comme ces publicistes yankees qui ont fini, avec leur ignorance, par compromettre la presse en soulevant scandales sur scandales. Mais, en aucune question encore, comme dans la question cubaine, la presse américaine n'a été plus au-dessous de sa réputation. Elle a agi sans se rendre compte qu'elle forgeait avec ses articles des sabres pour décapiter des êtres humains et qu'elle alimentait de ses mixtures chimiques le combustible employé dans les foyers incandescents des *maniguas* en flammes.

Quelles perturbations terribles n'a-t-il pas provoquées ce zèle d'at-

tribuer à des hommes haut placés, ayant une grande responsabilité, des idées imaginaires capables d'impressionner un cerveau irresponsable et auguste? D'aucuns ont prétendu que le gouvernement et le Parlement américains étaient résolus à nous déclarer la guerre; d'autres, que ces mêmes Américains allaient équiper des navires pour nous bloquer dans la mer des Antilles; d'autres encore ont pris sous leur protection le dentiste Ruiz; d'autres enfin ont arraché au danger une Louise Michel tropicale en se servant d'un fouet, absolument comme Sancho se servait du sien pour désenchanter sa Dulcinée. Il faut être à Madrid ou à Washington et avoir un nom dans les deux capitales pour se rendre compte jusqu'où peut aller l'audace des reporters saxons. Investigations inquisitoriales sur vos plus secrètes pensées; imputations d'idées auxquelles vous n'avez jamais songé, séquestration et achat de lettres privées, phrases mises sur des lèvres qui ne les ont jamais prononcées et inventées dans le but de vous faire perdre la considération de tout le monde : telle est la triste besogne de cette presse yankee qui ne sera jamais assez blâmée et maudite par l'opinion universelle. Cela étant, il est aisé de deviner quelle mine à exploiter ces gens ont trouvée dans cette douloureuse catastrophe du *Maine*, qui est uniquement due à une cause fortuite comme cela est déjà arrivé maintes fois dans l'histoire. Car, pour montrer que cette catastrophe provenait d'un crime, les écrivains yankees n'ont épargné aucun moyen. Ils ont créé des personnages imaginaires qu'ils ont transformés en plongeurs ou en ingénieurs! Le but est d'arriver à nous perdre, à provoquer une guerre qui serait un scandale et un déshonneur pour l'humanité!

Il existe un journaliste qui a équipé un vaisseau sur lequel il s'est rendu sans encombre, sans scrupule, de New-York à la baie de la Havane, en jurant sur son honneur qu'il ne reviendrait pas avant d'avoir mis le feu aux poudres, attisé les haines, et fait éclater la guerre entre l'Amérique et l'Espagne. S'imagine-t-on bien toutes les provocations mises en œuvre par ces aventuriers incapables de comprendre la responsabilité que de tels projets exterminateurs devraient leur imposer devant la conscience humaine et l'histoire universelle? Ainsi, lorsque la catastrophe du *Maine* a éclaté, ils ont dit qu'elle était le fait d'un complot, parce qu'on avait placé sous la quille une torpille, que, d'ailleurs, il existait dans les bas-fonds de la mer des mines explosibles, qu'un fil magnétique allait de la proue à la poupe le long de la quille et que ce fil était chargé de forts courants électriques qui avaient leur source dans une forteresse espagnole, que le criminel fit sauter le cuirassé américain pour témoigner de son bon esprit pour l'Espagne et de son amitié inaltérable pour tous les Espagnols. Il n'y a pas de patience qui puisse résister à la lecture de pareilles infamies. Les anciens inquisiteurs vous faisaient brûler vifs, et c'était fini; les nouveaux vous tourmentent à petit feu et vous font ainsi effroyablement souffrir. Mais, cependant, comment supporter sans irritation que de tels journalistes publient une carte sous-marine de la grande baie où ils indiquent torpilles, fils conducteurs, mines, explosifs, absolument comme si la mer des Antilles était une mer déserte sur laquelle personne ne navigue.

Toutes les investigations auxquelles on s'est livré n'ont donné aucun résultat, n'ont nullement démontré qu'une main criminelle, mue par un sentiment de haine ou de dépit, ait fait sauter le *Maine*. Les rebelles, seuls, auraient pu concevoir et perpétrer un attentat aussi funeste à la cause de l'Espagne. Mais, même en les supposant capables d'un pareil crime, il convient de les absoudre d'une telle intention, parce qu'ils étaient placés dans l'impossibilité absolue de perpétrer ce crime, les moyens indispensables à l'accomplissement d'une telle catastrophe leur manquant. La nuit venait de tomber, des barques se croisaient dans tous les sens dans les eaux du port, l'heure du dîner et du repos était sonnée pour les matelots, et la réalisation d'un si gros projet, comme celui de mettre le feu à un si gros cuirassé, aurait nécessité la complicité d'hommes qui n'auraient pu réussir à se dissimuler. Pour faire sauter le *Maine* de l'extérieur, il eût fallu une torpille de grande intensité et aussi de grandes dimensions ; pour transporter cette torpille, il eût fallu un vaisseau d'un certain volume ; pour faire mouvoir la torpille et la placer sous la quille, il eût fallu un équipage fort adroit et d'une discrétion absolue.

Or, il est impossible que tout cela ait pu aboutir sans laisser une trace trahissant les préparatifs ; il est impossible qu'aucun soupçon ne naquît qui pût mettre sur la piste d'un attentat aussi effrayant que celui qui causa la perte inoubliable d'un grand navire et la mort soudaine de trois cents matelots. Les plus compétents en ces questions qui touchent à la marine, soutiennent cette thèse que la catastrophe fut due à une cause fortuite venant des entrailles mêmes du navire. Celui-ci était armé comme pour une guerre ; il était pourvu de toutes sortes de munitions et de nombreux explosifs inflammables ; les courants électriques des fils, la facilité d'éclat des grenades et la propriété incendiaire du fulmicoton firent seuls que ce navire éclata et s'enfonça dans les flots comme une chose inerte et sans vie.

On ne peut vraiment pas comprendre qu'une main espagnole ait fait échouer le *Maine* quand, tout autour de lui, croisaient des barques espagnoles, entre autres le croiseur *Alphonse XII*, qui couraient les mêmes dangers que le cuirassé américain, si la menace se fût accomplie du dehors. Il ne faut pas s'y tromper : la multitude des matières exterminatrices inventées récemment par la chimie, comme un feu du ciel, ont fait varier les conditions du combat maritime en des termes tels que personne ne peut calculer les résultats de toutes ces entreprises qui se machinent ou se prévoient dans les conflits ou les combats internationaux. Les matières explosibles contemporaines ont fait varier les guerres océaniennes, comme, au XIVe siècle, l'invention de la poudre vint modifier les guerres féodales. A tout instant, un navire de construction récente est obligé de disparaître pour faire place à un nouveau progrès. Autrefois, les grands navires restaient ainsi que des édifices flottants dans les eaux, passant de siècle en siècle et de génération en génération, comme le patrimoine de tout un peuple. Aujourd'hui, il ne s'écoule pas de jour sans qu'on enregistre quelques imperfections de ces superbes bâtiments que l'excès des moyens de défense et d'attaque a

endommagés. L'énormité de leurs canons qui sont pareils à des bouches de volcans ; l'explosion de leurs balles qui sont pareilles aux énormes bolides de l'espace ; les secousses et les tremblements qui sont inhérents à la grande vibration de leur masse, font qu'il est impossible, même pour ceux qui connaissent à fond cette difficile et compliquée matière, de calculer les opérations avec exactitude, et que l'avenir des batailles navales apparaît aux yeux de tous comme une énigme indéchiffrable. Si nous jetons un regard sur les grandes campagnes océaniennes, nous remarquons que par la faute des inventions quotidiennes, des innovations continues, des explosifs découverts par la chimie, des obus et des canons déterminés par la mécanique, l'effet des résultats ne correspond plus à l'énormité des approvisionnements réunis dans le sein de belles machines qui paraissent susciter des problèmes qu'on ne peut résoudre.

Qu'on se rappelle l'inutilité complète, dans l'avant-dernière guerre d'Orient, de l'effort accompli par la flotte britannique dans les mers boréales, sous les murs de Cronstadt ; qu'on se rappelle le petit nombre de vaisseaux en bois disparus et les cuirassés italiens doublés de fer dans les eaux de Lissa ; qu'on se rappelle l'innocuité de la marine française pendant le dernier conflit franco-prussien ; qu'on se rappelle la disparition tragique du grand croiseur espagnol, la *Reine-Régente*, dans le sein des mers ; qu'on se rappelle de quelle manière un vaisseau amiral anglais, sur la côte de Tripoli, disparut en entraînant dans les flots la fleur des navigateurs anglais ; qu'on se rappelle tous ces accidents et l'on ne s'étonnera pas qu'un de plus vienne se joindre à tant d'autres pour démontrer que leur fragilité naît précisément de leurs vastes dimensions et de leur construction compliquée. Eh quoi ! avaient-ils par devers eux quelque bref du pape, les vaisseaux américains pour se déclarer indemnes de tels dangers ? Le salutaire défaut de tempérament militaire des Américains ; la consécration de leurs penchants et de leurs forces au travail et non au combat ; les moyens découverts pour dissiper à la fois les ténèbres dans le ciel et dans l'esprit ; toutes les applications de l'électricité qui constituent comme le poème épique de l'industrie contemporaine, prêtent, au contraire, aux Yankees des aptitudes nombreuses pour servir aux progrès, à la liberté et à la vie en leur contestant les facultés nécessaires pour aider au combat meurtrier et au despotisme prétorien.

Tout le monde sait combien mal dirigées sont les escadres yankees ; tout le monde est au courant de la composition bigarrée de leurs équipages qui comptent depuis des Portugais jusqu'à des Chinois ; tout le monde connaît la difficulté qu'elles éprouvent dans la levée et l'instruction de leurs recrues qu'attirent, ainsi que les anciennes armées des papes, la magie du salaire et du lucre, les larges prébendes militaires et cette conviction profonde qu'elles ne seront utiles à rien. En effet, l'Amérique qui est bien la déesse de la paix et de la liberté éclairant le monde, ne peut entrer en guerre avec aucune puissance, ni sur terre ni sur mer. Ce serait d'ailleurs là pour elle comme un recul dans le progrès, comme un déshonneur pour son nom. Aussi, m'a-t-elle paru admirable cette éloquente harangue de Mac-Kinley, le jour de la fête anniversaire

de l'immortel Washington, dans laquelle il défendait exclusivement une politique de paix en la faisant accorder, comme la politique du grand républicain, avec les lois éternelles de la morale et du droit.

Ainsi, la catastrophe du *Maine* aura du moins servi à un échange cordial de sentiments affectueux entre nos deux peuples ; elle aura servi à montrer que nous ne pouvons pas nous haïr, que nous ne pouvons pas nous persécuter, que nous ne pouvons pas nous exterminer mutuellement, ayant besoin, l'un, de sa noblesse historique et de ses titres légendaires pour aider à la civilisation universelle de l'humanité, l'autre, qui est un grand travailleur et un grand industriel, ayant aussi besoin, pour l'œuvre commune de l'idéal humain à réaliser, de voir s'ouvrir dans le temps de nouveaux horizons et de répandre dans l'esprit de nouvelles et saintes espérances.

Bien que je veuille retirer ma pensée de Cuba, cela me semble impossible, tant nous importe tout ce qui touche à l'effrayant conflit qui domine toute notre histoire à venir. Qu'on me qualifie d'optimiste si l'on veut, mais je ne vois pas, quant à moi, que les opérations militaires aillent mal aujourd'hui après les mesures qu'a prises le général Blanco ; je vois moins encore que les relations diplomatiques aillent mal après l'éclaircissement qui a été donné de la néfaste lettre de Dupuy et après les explications qui ont dissipé le soupçon porté contre nous d'avoir amené le désastre du *Maine*. Ce qui m'inquiète, à Cuba, c'est la politique intérieure ; ce sont les procédés employés et l'idéal poursuivi par le parti au pouvoir qui pèse d'une si lourde domination sur notre belle colonie. Une constitution autonome a été promulguée ; les droits du peuple cubain à se gouverner lui-même ont été reconnus ; les plus irréductibles radicaux de l'île ont été nommés ministres ; le gouverneur général est rentré dans les limites de sa souveraineté ; le pouvoir central a été réduit à une autorité strictement indispensable ; le choix des fonctionnaires a été fait sans entraves par le nouveau ministère ; pendant le mois dernier, 15.000 hommes ont encore été envoyés à Cuba pour défendre et sauver les récentes institutions ; le Trésor espagnol s'est ouvert non pas seulement pour faire face aux nécessités de la guerre, mais encore pour satisfaire aux nécessités réelles du régime nouveau. Il semble donc que les Cubains auraient dû se réjouir de tant de bienfaits spontanément offerts et qu'ils ne devraient pas compromettre les résultats obtenus. Pour cela, il suffit qu'ils montrent cet esprit conservateur qui est propre à tous les gouvernements et qui est nécessaire surtout aux gouvernements érigés sur une terre égarée et volcanique. Ce qui me chagrine vraiment et m'étonne, c'est de voir que le nouveau ministère, depuis que le nouveau Congrès autonomiste est institué, n'ait pas voulu céder sur un point. Aussi qu'est-il arrivé ? Il est arrivé qu'il a été mis déjà ridiculement en minorité par ses propres partisans.

Montoro seul, à Cuba, possède d'éminentes qualités d'hommes d'État unies à d'éminentes qualités d'orateur. Pour l'établir, il suffit de se rappeler comment le jeune et distingué ministre se lia à l'extrême droite du parti autonomiste, laquelle droite est en conformité

absolue avec l'idée philosophique, la méthode politique, la morale intrinsèque et les facteurs qui, logiquement, doivent composer un véritable programme de gouvernement. Réunir tous les partis autour des nouvelles institutions; mêler les forces de chaque groupement particulier à toutes les forces sociales; persuader d'obtenir pour le nouveau Code la consécration du temps : voilà des œuvres de justice d'une transcendance immanente à la félicité et à la splendeur de Cuba. Mais réclamer des modifications à la Constitution et un nouveau Code alors que celui qui vient d'être fait n'a pas encore subi l'épreuve de l'expérience; demander des concessions aux rebelles qui ont des yeux et ne voient pas, qui ont des oreilles et n'entendent pas; exiger des restrictions au pouvoir central qui est si indispensable, pour assurer le droit de tous si nous ne voulons pas convertir la colonie en un banquet de nègres; diriger des menaces téméraires contre des institutions dont le mérite est la durée, former des projets d'armées coloniales alors qu'on sait que de telles créations ne peuvent s'improviser, témoignent de dispositions si regrettables vers l'abîme que nous nous demandons avec inquiétude, jusqu'où le nouveau parti radical entend pousser les choses, avec ses innovations, ses alarmes et ses audaces. Ce qui m'étonne le plus encore, c'est de voir que des publicistes et des ministres d'une aussi pure origine conservatrice et d'un aussi modéré caractère que Dolz, Amblard et d'autres, se soient laissé entraîner, comme des corps errants, hors de leur propre orbite politique pour adhérer à la comète d'un radicalisme incalculable qui peut, en se heurtant à des obstacles imprévus, nous précipiter dans une irréparable catastrophe. C'est pourquoi je ne me lasserai jamais de conseiller aux Cubains, qui gardent jalousement le trésor de leurs libertés récemment conquises, de ne pas les disperser l'une après l'autre dans de folles et téméraires entreprises.

Il y a nécessité pour un gouvernement progressiste d'être un gouvernement mesuré, parce que rien n'est facile comme de perdre la mesure et la logique, quand on a des désirs excessifs et impatients du bien qu'on ne peut jamais réaliser comme idéal, attendu que son enfantement, quoique conçu dans l'ivresse du rêve, est suivi toujours de vives douleurs. Un gouvernement progressiste peut se déséquilibrer et perdre son centre de gravité, pour incliner trop à droite ou pour pencher trop à gauche. Dans la droite, il existe des limites et des jalons qui tiennent au caractère propre des institutions conservatrices et réactionnaires, plus praticables et plus tangibles encore, — bien que plus injustes et plus déraisonnables, — que les institutions démocratiques. Tout le monde a sa gauche en politique, tout le monde jusqu'au monde anarchiste. Si l'opposition extrême du parti au pouvoir croit donc ne pas avoir de gauche, elle se trompe complètement et elle est sous le coup d'un incurable aveuglement. Supposons un instant que la Junte séparatiste de New-York arrive au gouvernement; que les Mambises de la manigua constituent l'armée, que tout rebelle taché du sang espagnol soit fait général, que Calixte Garcia soit élu président; que Maxime Gomez soit nommé généralissime; que la Constitution ne soit plus qu'autonome,

que les lois ne soient plus que révolutionnaires; que le Congrès soit une autre Convention ; eh bien! il y aura encore une gauche, c'est-à-dire des gens mécontents : le noir africain et l'annexionniste yankee formeront encore l'extrême gauche, pour réclamer que Cuba sombre dans la nuit de Haïti où triomphe et règne la conquête saxonne. En se bornant vite et énergiquement, on trouve tout de suite le secret d'une politique salutaire, car l'idéalisme le plus éthéré ne peut rompre la chaîne du temps et sortir à sa guise des limites naturelles que lui impose l'espace. Rien ne démontre autant l'impopularité d'un régime nouveau, comme de voir se dégoûter de sa domination ceux-là mêmes qui l'ont amené et organisé. Si ces mêmes partisans ne veulent plus du régime autonome tel qu'il existe aujourd'hui, alors que hier ils n'avaient pas assez de louanges pour le célébrer, comment pourront-ils l'imposer à ceux qui le détestent et le maudissent? La démagogie s'est toujours suicidée.

Après avoir consacré tant d'espace à la politique espagnole, nous ne pouvons qu'en consacrer très peu à la politique européenne. Cependant, il y a dans celle-ci deux faits d'une grande importance qui ne peuvent se passer sous silence. L'un, c'est l'attentat dirigé contre le roi de Grèce; l'autre, c'est l'emprunt chinois. Nous ne pouvons que dire quelques mots de l'un et de l'autre événement; mais il convient néanmoins d'en faire mention, ne fût-ce qu'avec la brièveté d'une chronique. Ils sont passés les temps où George de Grèce élevait son front au-dessus de tous les monarques européens qu'il dépassait en popularité. En succédant à l'absolutiste et ultramontain Othon, il devint immédiatement populaire entre tous les partis, quoique quelques-uns le crussent plutôt indifférent à leur égard. Le peuple hellène ne peut supporter la forme monarchique. Ces républicains qui abolirent la royauté parce qu'ils croyaient qu'ils ne trouveraient jamais un roi de bonté égale à celle du bon roi Codrus; qui couronnèrent de myrthes et de roses les poignards régicides employés à exterminer la tyrannie des Pisistrates; qui jouirent d'une République sans pareille au monde grâce à leur inspiration et à leur intelligence, accueillent les monarques surtout par considération pour la diplomatie européenne, qui est essentiellement royaliste. Je n'ai pas connu de monarque présentant autant de points de contact que ce roi George avec les dynasties régnantes, car il fut élevé sur le trône non pour répondre au goût des Grecs, mais pour servir au bon plaisir de l'Europe. Fils du roi de Danemark, que les princes régnants appellent respectueusement leur Nestor; oncle de l'empereur de Russie et beau-frère du prince de Galles par les femmes; marié à une grande-duchesse moscovite; beau-père d'une sœur de l'empereur d'Allemagne, il semblait qu'il apportât en Grèce, pour compléter l'émancipation de ses sujets, les protections indispensables à ce peuple. Survint la dernière guerre, où la nation crut devoir tout risquer; mais lorsque ayant atteint le comble des désastres, elle voulut tourner les yeux vers les parents de son monarque, elle se trouva tout à coup désemparée et déçue. A partir de cette date, sa vieille popularité se convertit en une impopularité irrémédiable. A l'ombre de cette impopularité s'accomplit le récent attentat. Des démagogues sans scrupules ont tiré plusieurs balles sur le

carrosse du roi qui était sorti en promenade avec sa fille. Il n'y a pas de mal sans bien. La joie des Grecs, en voyant revenir sains et saufs le roi et la belle princesse qui l'accompagnait, n'a pas eu de bornes, au point que la dynastie semble avoir recouvré par cet événement sa popularité perdue dans les anciens désastres. Cela durera-t-il longtemps? Dieu seul le sait.

La question de l'emprunt chinois s'est résolue d'une bien étrange façon. Après avoir promis de faire appel à l'Angleterre en même temps qu'à la Russie, pour susciter entre ces puissances rivales de grandes difficultés, le Céleste Empire déclare que, ne voulant déplaire à personne, il cessait ses relations économiques avec les deux en disant qu'elle tirerait de son propre sein les ressources indispensables pour faire face à ses obligations et pour prolonger sa vie normale. On ne peut rapporter tous les discours et tous les articles que l'opposition a faits contre Salisbury, qui a commis l'énorme faute de n'avoir pas su profiter de l'offre et de n'avoir pas répondu favorablement à un emprunt de nature à permettre à l'Angleterre d'accaparer cette région grandiose. Mais au milieu de l'incertitude qui règne en Europe, rien n'est difficile comme de prévoir les combinaisons politiques et économiques des gouvernements européens. L'Allemagne et l'Angleterre paraissent être en rivalité pour longtemps. Les paroles de l'empereur encourageant les Boërs en Afrique et maudissant les Anglais, ont attiré sur la couronne de Prusse, de la part de l'Angleterre, une haine aussi intense que celle que la France ressent aujourd'hui. Cette situation entre les deux empires semblait d'autant plus périlleuse, qu'elle s'aggravait des concessions de territoires faites récemment à l'Allemagne par la Chine Eh bien! si dangereuses que ces relations paraissent, il n'y a rien à craindre. La Russie se refuse complètement à prendre part à l'emprunt et elle conseille à la France de ne se mêler en rien de cette opération téméraire, et cela pendant que l'Allemagne et l'Angleterre se mettent d'accord pour prêter leurs capitaux à l'empire chinois. Néanmoins, à l'heure où nous sommes, une pareille combinaison est bien étrange. Les Anglais et les Allemands ont décidé que la Chine tirerait de ses provinces les ressources dont elle avait besoin, afin de n'avoir pas à se compromettre en matière de finances avec une puissance européenne quelconque. Cette solution est sans doute préférable. Mais nous savons qu'elle ne plaît pas à tout le monde. Cependant elle nous plaît à nous qui désirons une politique prudente et ferme dirigée avec réflexion en vue de maintenir une paix durable dans le monde. Chamberlain, ancien démocrate, passé d'un bond au parti tory, s'est enivré à tel point de sa situation de néophyte depuis son arrivée au ministère des Colonies, qu'il propose une politique si réactionnaire et périlleuse qu'elle peut attirer à l'Angleterre un grave conflit d'abord avec les Boërs au Transvaal et un autre conflit ensuite avec les Français sur les bords du Nil. Il est heureux qu'un vrai conservateur comme Salisbury ait pu modérer les impatiences d'un faux démocrate tel que Chamberlain. La paix est, avant tout, la condition première de la liberté.

V

Etat de notre Europe. — Problèmes des alliances espagnoles avec les gouvernements européens contre les Etats-Unis. — Difficultés de l'alliance avec la France. — Situation internationale de ce pays. — Difficultés de l'alliance avec l'Angleterre. — Notre planète et la Grande-Bretagne. — Situation critique de l'empire Anglais en ce moment. — Difficultes de l'alliance avec l'Allemagne. — L'empire germanique sur les mers. — Difficultés de l'alliance avec la Russie. — Situation critique de cette puissance. — Impossibilité d'alliances européennes. — Agitation Yankee. — Prétention extraordinaire de détruire les restes du *Maine*. — Avis contradictoires des experts espagnols et des experts américains. — Danger de confier l'examen d'affaires de ce genre aux Chambres de Washington. — Question des « reconcentrados » et des secours à leur envoyer. — Manque de calme du Président Mac-Kinley. — Impassibilité espagnole. — Observations. — Conclusion.

Un véritable « embargo » intellectuel pèse aujourd'hui sur les esprits espagnols dans leur recherche d'alliances tendant à nous aider et à nous porter secours afin de nous permettre de conserver notre patrimoine national en présence des provocations et des audaces des Yankees. Aucun homme d'Etat ne traite de politique internationale, aucun journaliste n'écrit une ligne, aucun citoyen ne prononce une parole sans se lamenter, sur un ton désolé, au sujet de notre isolement et sans se préoccuper de faire croire à l'opinion publique qu'il convient de chercher à arriver à une entente diplomatique qui nous permette de compter sur l'appui puissant du concert européen en notre faveur.

Et cet « embargo » est arrivé à un point tel d'exagération que Tyriens et Troyens accusent les directeurs de notre politique de s'être rendus coupables de paresse et de négligence en ce qui touche à cette affaire, paresse et négligence qui sont, d'après eux, la cause de l'isolement dans lequel nous nous trouvons dans les circonstances actuelles si pénibles et si douloureuses.

Je n'approuve pas cette manière de voir. Pour moi, l'œuvre nationale se réduisait, pendant ces derniers temps, à nous rendre forts et vigoureux, d'abord, grâce au génie créateur de notre liberté et, ensuite, lorsque nous aurions acquis la liberté, à nous constituer au point de vue économique ; car cette reconstitution économique est la fin, le commencement et le corollaire de notre reconstitution politique. Dans ce but, nous devions envisager d'une manière précise notre avenir ; repousser loin de nous les grandeurs guerrières aussi vaines que coûteuses ; marcher dans la voie des économies si indispensables à un peuple qui veut reconstituer sa fortune passée ; nous débarrasser de ces armées modernes

de conquêtes, qui épuisent le trésor et le peuple; nous priver d'une flotte plus belle qu'utile, ne pas chercher à conquérir des territoires nouveaux alors surtout que, pour conserver les anciens, nous étions tenus de recourir à une liberté bien réglée et bien mesurée, à une paix très ferme, à un trésor très riche qui eût fait monter nos fonds au pair et eût augmenté notre crédit, à une administration honnête, fidèle et sage.

Dans l'état international actuel de notre Europe, on parle beaucoup d'alliances; et cependant les alliances ne produisent aucun avantage. Je ne connais pas de peuple plus décidé à faire appel aux puissantes amitiés européennes, que le peuple italien. Dans son désir de figurer au nombre des grandes puissances, il ne se contenta pas seulement de conclure un pacte avec les grands empires du centre; il s'entendit également avec l'Angleterre.

Mais qu'a retiré de ses pactes la nation italienne? Sa perdition et sa ruine. L'Italie pénétra dans le fourneau babylonien d'Abyssinie dont les flammes auraient eu besoin, pour être éteintes, du secours opportun des puissants empereurs de l'Europe, mais aucun d'eux ne bougea. Ce fut tout le contraire : la pauvre nation vaincue dut céder des territoires aux pays riches, après avoir émondé, comme elle le fit, son territoire colonial. Albion reçut Kassala des Italiens. Chez nous, on appelle cela porter de l'eau à la mer.

Quelque chose d'analogue s'est produit en ce qui concerne notre héroïque martyre la Grèce. Jamais sa dynastie n'aurait osé entreprendre la dernière guerre contre les barbares turcs si son Roi n'avait cru trouver parmi ses parents et alliés, presque tous de puissants souverains, des défenseurs de sa cause et des protecteurs de sa couronne; et cependant les Mongols byzantins arrivèrent jusqu'au pied de l'Olympe, dans les plaines de Pharsale, dans les environs du défilé sacré des Thermopyles, sans qu'aucun des ennemis naturels de la Turquie et des Turcs, si odieux, s'opposât à leurs agissements : ils se montrèrent au contraire favorables au croissant d'Osman, aux cimeterres profanateurs de Sainte-Sophie et à la Tartarie musulmane, aujourd'hui campée dans la ville de Constantinople : sans que ces derniers professassent le culte esthétique de nos pères pour Athènes menacée; sans qu'ils essayassent de défendre l'œuvre par excellence du siècle, l'intégrité de la Grèce.

Qui peut aujourd'hui songer à des alliances s'il examine et s'il étudie le chemin que parcourent les puissances, de jour en jour plus indépendantes les unes des autres et vivant de plus en plus retirées au sein de leur superbe orgueil?

Je ne connais pas de problème qui, mieux que la question crétoise, puisse mettre d'accord sur tous les points principaux le concert européen; car les incidents de cette question ont préoccupé déjà pendant des années et des années, dans ce siècle, l'opinion publique.

Une grande Assemblée diplomatique s'est réunie à Constantinople; une escadre collective, dans laquelle chaque nation comptait des navires, s'est présentée dans les eaux de Candie; on a formé des détachements composés de soldats de tous les pays, et ces détachements avaient pour but d'entourer les musulmans et les chrétiens et de les obliger à

vivre dans une sereine concorde: des notes communes rédigées par tous les puissants du monde, ont donné de sages conseils qui paraissaient avoir le caractère d'ordres impérieux; aucun moyen d'influence n'a été négligé par cet immense pouvoir qui était aussi effectif qu'irrésistible. Et cependant, on n'a pu observer aucun résultat avantageux produit par cette entente; aucun remède à la situation n'a été trouvé, aucun progrès sérieux n'a été réalisé, parce que les compères ne sont pas restés d'accord, et parce que, tout en se qualifiant d'amis ou d'alliés, ils n'ont jamais pu s'entendre sur les caractères de leur amitié ou sur les termes de leur alliance.

Les uns voulaient remettre la Crète à la Grèce; d'autres désiraient la laisser entre les griffes du Calife turc; celui-ci songeait à constituer dans ces mers célestes les cantons helvétiques sous le pouvoir d'un homme d'Etat suisse; celui-là proposait une demi-royauté déléguée par le roi de Grèce dans la personne de son fils, le prince Georges, et, à eux tous, ils ne pouvaient s'entendre pour adopter une solution véritable, fruit naturel de leurs fécondes alliances.

Et, en ce moment, l'autonomie n'existe pas encore pour la Crète; on ne peut pas promulguer une constitution normale et s'adaptant à son état social; on ne peut même pas désigner un chef suprême auquel tous les Crétois obéiraient. Peut-on donner une preuve plus évidente de l'inanité et de l'inutilité des alliances contemporaines, que cette impuissance du concert collectif de l'Europe en ce qui concerne la Crète?

Tandis que la Russie et la France veulent, comme gouverneur Crétois, le prince Georges, la Turquie le repousse; et ce refus rencontre l'appui de l'Allemagne, puissance aujourd'hui essentiellement turque. Tandis que le gouvernement Anglais et les hommes d'Etat italiens travaillent pour le rachat de la malheureuse Grèce et pour l'indispensable liberté de la Thessalie, et croient avoir avec eux tous les souverains de l'Europe, l'empereur Guillaume retire son navire *Oldenbourg* de l'escadre collective, et l'empereur François-Joseph déclare que, tout en reconnaissant la persistance de la concorde diplomatique touchant les affaires de la Grèce, il est résolu de se retirer un peu à l'écart et à prendre une moins grande part au règlement de la question, parce qu'il est sollicité par des affaires plus graves et plus impérieuses au sein de son empire quelque peu agité.

Les puissances chrétiennes n'ayant pu arriver à se mettre d'accord au sujet d'un problème qui leur inspire de si nombreuses idées communes, qui les intéresse si vivement d'une manière directe, sur quoi pourront-elles s'entendre? Lorsqu'elles ne savent pas opter entre la Turquie et la Grèce, alors que l'option paraît si facile même aux esprits vulgaires, parviendront-elles à opter entre les Etats-Unis et l'Espagne, étant donnée surtout la complication des affaires de Cuba?

Le débat récent qui s'est produit à la Chambre des députés française concernant l'état des relations entre l'Amérique et l'Espagne, corrobore cette universelle perplexité de l'Europe. Tandis que le député radical qui interpellait poussait avec décision le gouvernement à s'en-

tendre avec l'Espagne, le Gouvernement, tout en nous couvrant d'éloges, tout en reconnaissant d'une manière hyperbolique le prix de notre amitié, maintenait la balance en équilibre entre les deux peuples contendants et ne laissait pencher le plateau vers aucun, ni vers la péninsule ibérique des Pyrénées, ni vers le territoire saxon de l'Amérique.

Pour le gouvernement voisin, la meilleure politique française consiste, aujourd'hui, dans un cas de force majeure, à observer la plus stricte neutralité entre les deux adversaires, jouissant de la même affection de la part de la France, sans leur marchander les prudents conseils d'un ami, tout en les laissant libres de trancher à leur guise les difficultés nées de leurs litiges. La France ne peut pas devenir l'ennemie de l'Espagne à cause du voisinage du territoire de ces deux pays; à cause de la parenté étroite qui existe entre elle et sa voisine, et qui est due à l'affinité du sang de leurs populations; à cause de l'intérêt suprême qu'elle a à maintenir neutre cette formidable ligue d'occident qui peut la gêner terriblement dans ses combats du côté de l'orient. Mais elle ne peut pas davantage oublier le nombre des liens étroits qui l'unissent au monde saxon d'Amérique; l'épopée de l'indépendance; l'appui prêté par ses soldats sous le commandement de La Fayette; l'arrivée en France de Franklin, emportant avec lui l'idée américaine et l'arrivée de Brissot dans le Nouveau Monde, emportant avec lui l'idée française; les conseils et les principes de Payne, s'appuyant sur la philosophie des Quakers; les bénédictions de Voltaire sur la tête de Washington; cette légende moderne des deux grands peuples libres et républicains, qui unit leurs cœurs et identifie leurs esprits.

Après ce lyrisme, demandez au gouvernement français une alliance.

L'aspect intérieur de la France ne se prête pas davantage à une politique ferme et résolue. La facilité avec laquelle elle se laisse troubler par un cas particulier et individuel de trahison plus ou moins certaine, fait comprendre combien son état nerveux laisse à désirer, et dans quelque mesure, un événement tel que les catilinades du général Boulanger, peut porter atteinte, en les affaiblissant d'une façon durable ou en les mettant à néant, ses merveilleuses institutions parlementaires qui sont son honneur, et sur la durée desquelles les peuples libres ont fondé de grandes espérances.

On aurait pu tout redouter de la France; mais on n'aurait jamais pu croire que dans son sein, où se sont incarnées les plus belles idées modernes, pût se produire une explosion de passions antisémitiques, annonçant l'imminence de nouvelles guerres religieuses, incompréhensibles pour moi, dans un pays où a siégé l'immortelle Constituante, et qui a répandu sur toute la surface de la terre, et à travers toute l'humanité, les principes inscrits dans la Déclaration des Droits de l'homme.

Zola, mis en fureur par un cas particulier et isolé, après être resté indifférent devant cent autres cas d'une importance capitale et universelle; Rochefort, par ses luttes contre certains républicains, se plaçant à la tête d'une réaction religieuse telle que la religion antisémite, et défendant l'armée qui vainquit la Commune révolutionnaire et fut sur

le point de le fusiller au camp de Satory; Brunetière, l'éminent directeur de la *Revue des Deux-Mondes*, publication où triomphe l'esprit moderne, demandant, comme les jésuites de Versailles, auprès de Mme de Maintenon, quelque chose comme la révocation d'un édit de l'importance de l'Edit de Nantes; les mystères qui ont entouré les événements dont les tribunaux de guerre ont eu à s'occuper; la tentative téméraire de la magistrature, de confondre l'administration avec la justice, d'étouffer le jugement public et de porter atteinte au droit sacré de la défense; les agitations populaires de Paris, Alger, Marseille, ayant pour mobile un sentiment aussi archéologique que la haine des juifs; l'intransigeance des radicaux envers les catholiques, entrés, grâce à Léon XIII, dans le sein de la République, tout cela prouve que la politique intérieure de la France n'est pas très ferme, et que ses institutions démocratiques ne sont pas assises sur de solides bases.

Sa politique extérieure ne lui permet pas plus que sa politique intérieure de se risquer dans une grande alliance. Nous ignorons d'abord quel profit retire la France de son amitié avec la Russie; nous savons seulement quel profit la Russie retire de son amitié avec la France. Cette dernière a vu son amie et alliée conclure avec Bismarck une entente ayant pour but le maintien du *statu quo* en Alsace-Lorraine, entente qui est contraire à tous ses plans; et cependant la France a prêté son concours à son alliée dans ses entreprises asiatiques, dans son accaparement de la Mandchourie, dans ses relations avec le Japon, dans ses manœuvres en Corée, dans ses réclamations à la Chine et ses menaces sur le Gange.

Aujourd'hui il existe une intelligence bien établie entre l'Allemagne, la Russie et la France en Extrême-Orient, mais leur accord direct cesse lorsqu'il s'agit des problèmes de la Crète et de la Grèce, à l'orient de l'Europe.

Cette situation de la France, sa nouvelle conquête de Madagascar, si difficile à organiser au point de vue de l'appropriation coloniale; ses accaparements sur le Fleuve Jaune, où elle étend chaque jour ses possessions du Tonkin, et son influence toujours plus grande dans les affaires de l'Annam et du Siam; ses plans conçus et mis en pratique pour mettre à profit dans son propre intérêt la proximité des frontières de l'Algérie et du Maroc; les difficultés existant depuis plusieurs années entre elle et le téméraire roi de Belgique au sujet des velléités conquérantes de ce monarque sur les bords du Congo; les affaires du Niger, où elle a été sur le point de voir éclater un conflit militaire entre elle et la Grande-Bretagne, conflit évité grâce à la pensée pondérée de Salisbury, venant faire obstacle aux brusques sorties de Chamberlain, tout cela met en évidence les problèmes troublants dont la solution préoccupe la France; ce qui la met dans l'impossibilité de nouer de nouvelles alliances, susceptibles de faire naître pour elle de nouvelles complications.

La situation de l'Angleterre est à peu près la même. En politique, des événements, dus parfois au hasard, décident de tout. Si la coalition monarchique de l'Europe avait pu profiter des premiers moments de la

Révolution française pour intervenir contre elle et l'étouffer sous le poids de ses armées, la France eût été écrasée, et on aurait vu s'éteindre d'une manière absolue, sinon pour toujours, tout au moins pour fort longtemps, ce foyer d'idées antimonarchiques.

Mais la grande instigatrice du mouvement, sa directrice et son âme, Catherine de Russie, fut occupée, durant les premières années de la Révolution, dans sa guerre contre la Turquie, par le partage de la Pologne, par l'occupation de la Crimée, et ces graves problèmes d'une importance si grande pour ses conquêtes dans le Nord et l'Orient, l'empêchèrent d'adopter les plans imaginés par Gustave de Suède, et tendant à envahir la France et à vaincre la Révolution à Paris.

Lorsque, quelques années plus tard, aux environs de 1793, l'armée prussienne arriva en Argonne et que l'armée autrichienne se présenta devant Lille, la France s'était déjà constituée en République, et ses volontaires de la liberté, son peuple en armes, triomphèrent aussi bien à Valmy qu'à Jemmapes et, au son de la *Marseillaise*, mirent les despotes en fuite ; ils les dépouillèrent de leurs couronnes de droit divin que ceux-ci durent troquer contre des couronnes constitutionnelles sous le souffle vivifiant de la Révolution française.

Pour notre compte, si, au début de la guerre, nous fussions allés vers la Grande-Bretagne, nous ne l'aurions certainement pas trouvée, ni alors, ni même maintenant, au sein de son utile et superbe isolement, prête à intervenir dans des affaires peu en rapport avec son caractère ; mais elle se fût montrée très disposée, et cela tout naturellement, à tenter une médiation pacifique grâce à des moyens diplomatiques ayant pour objet de maintenir le plus grand calme dans la mer des Antilles.

Et ce que j'avance se serait certainement produit à cette époque, parce que, à ce moment, l'Angleterre, la métropole-mère des Saxons, était tout à fait en désaccord avec ces derniers, ses enfants.

Fort inquiets, mais peu résolus, les Yankees soulevaient des difficultés désagréables à leur ancienne patrie au sujet des pêcheries de Terre-Neuve, des frontières du Canada et des traités de commerce avec ce « dominion » anglais, de l'embouchure de l'Orénoque, si litigieuse à cette époque, de l'île de la Trinité et d'autres affaires non moins ennuyeuses. Le peuple américain avait montré les dents, selon son habitude et comme cela est conforme à son tempérament, il avait causé à l'Angleterre des désagréments diplomatiques, telles des piqûres de moustiques qui n'empoisonnent pas et ne tuent pas comme les piqûres de vipère, mais qui font souffrir et produisent, grâce aux veilles et aux insomnies, un véritable désespoir.

Mais aujourd'hui tout a changé. L'Allemagne, insolente envers l'Amérique au sujet de la question de Haïti, s'empare du port chinois qui lui convient et, facilitant par cette conquête les plans ambitieux de la Russie, blesse tous les autres peuples qui avaient l'espoir de s'emparer, dans l'avenir, de parties plus ou moins importantes de la Chine ou de conclure des traités de commerce avec elle. Et, parmi ces peuples, on voit apparaître l'Angleterre, qui a de grands intérêts dans ces régions ; le Japon, victorieux dans sa guerre de Chine, et furieux parce

qu'on lui a arraché la Corée et qu'on lui a abandonné, comme fruit de sa conquête, la seule île des Pescadores ; les Etats-Unis qui ont toujours pensé que, par une compensation, très fréquente dans les sociétés humaines, de sa non-immixtion dans les affaires de l'Occident de notre globe, l'Amérique doit civiliser, posséder, diriger l'Orient, l'Asie. Il existe, en outre, une ligue d'intérêts communs entre le Japon, l'Angleterre et les Etats-Unis. N'essayons pas de la rompre.

L'Angleterre est bonne pour rompre les liens d'alliés anciens, à la recherche d'alliés nouveaux. Dans ce pays, l'opposition se produit de préférence à l'occasion des affaires intérieures. Et le parti libéral combat le parti tory, actuellement au pouvoir, parce qu'il lui reproche d'avoir laissé diminuer l'influence anglaise, tant à Constantinople qu'à Pékin.

Lorsque les voies ferrées de la Russie partent du centre de l'Empire et vont se terminer aux portes de l'Inde et de la Chine, lorsque le port si convoité de Port-Arthur tombe d'une manière définitive entre les mains des Moscovites, lorsque l'entente entre des puissances aussi énormes que les trois qui se trouvent réunies dans les eaux de la mer Jaune, jette la terreur et l'épouvante et est prête à mettre à exécution ses menaces, non, on ne peut pas demander à l'Angleterre, qui a tant besoin aujourd'hui d'alliances, de renoncer à l'amitié américaine dont elle ne retirera jamais un grand profit, mais qui lui permettra de parler plus haut et plus fort.

Le gouvernement anglais, suivant l'opinion de ses ennemis, est prêt à se déclarer content pourvu que les puissances qui se sont emparées d'une partie du territoire chinois, proclament la complète liberté du commerce général dans les ports occupés par elles ; et elle ne veut pas croire que ces puissances soient capables de faire cette proclamation aujourd'hui pour éviter un conflit, sauf à proclamer demain le contraire lorsqu'elles auront possédé en pleine propriété et sans interruption les territoires qu'elles viennent d'arracher timidement à la Chine.

Et cette question apparaît comme une question d'alliances naturelles entre le Japon, l'Amérique et l'Angleterre, parce que les intérêts communs rapprochent de nombreuses volontés et que les volontés rapprochées par ces intérêts tendent à faire obstacle à l'immense puissance de la France, de la Russie et de l'Allemagne en Chine. Heure peu propice, l'heure présente, pour nouer des liens d'alliance entre l'Angleterre et l'Espagne.

Je me suis arrêté en présence des deux grandes nations centrales parce qu'elles sont toutes les deux des nations maritimes et que, lorsqu'il s'agit de l'Amérique et d'une guerre avec les Américains, les nations continentales et terrestres sont inutiles, d'inutilité absolue.

Voilà la raison de l'infériorité de la Russie à l'égard de l'Angleterre. S'il est question de s'étendre sur le Continent, la Russie pourra atteindre les frontières de la Perse, posséder la Mongolie, voisine du Céleste-Empire et de l'Inde, s'avancer en toute liberté à travers des déserts et des montagnes inaccessibles à toute force maritime. Mais si la Russie veut s'emparer de la moindre motte de terre auprès de laquelle

puissent aborder les escadres britanniques, elle devra céder sans retard et se résigner à une complète défaite.

Le Chancelier de fer a déjà dit cela dans une de ses formules graphiques lorsqu'il a déclaré être fort tranquille en présence des conflits terribles annoncés entre la Russie et l'Angleterre; l'une, en effet, peut être comparée à une baleine et l'autre à un éléphant, animaux très batailleurs certes, mais qui, malgré ce tempérament batailleur, se trouvent dans l'impossibilité de se faire la guerre, parce qu'ils ne disposent pas d'espace approprié à leurs combats gigantesques, que l'un ne peut pas lutter sur la terre ferme et que l'autre ne peut pas lutter sur l'eau.

Aussi, lorsqu'il s'agit de grandes puissances, je considère que le vaste empire moscovite ne peut pas contracter une grande alliance avec l'Espagne. Et la raison qui vient d'être donnée n'est pas la seule; il existe une autre raison très importante. Si la Russie entretient une grande affection pour un peuple, si elle lui est traditionnellement alliée, c'est bien à l'Amérique que vont tout naturellement cette affection et cette alliance. Comment pourraient-elles céder en notre faveur?

A l'égard de l'Allemagne, il se produit à peu près ce qui se produit à l'égard de la Russie. On ne peut pas la compter au nombre des puissances maritimes. Le Germain a toujours aimé les conquêtes continentales: il n'a jamais traversé la mer; il s'est contenté de traverser le Rhin ou le Danube. Les Vandales ont bien fait une apparition dans la partie nord de l'Afrique; mais elle n'a eu aucune importance, ni au point de vue militaire, ni au point de vue des résultats intrinsèques.

La seule famille allemande qui ait eu des aptitudes nautiques me paraît être la famille saxonne, et encore ces aptitudes ont-elles été acquises par suite de son séjour dans l'archipel britannique et de son mélange avec les audacieux marins normands.

Et on comprend facilement que les Allemands soient restés sur le continent en pleine terre ferme. Sans frontières sur la mer où la navigation entreprit ses premières tentatives; sans ports sur la Méditerranée; avec peu de ports sur la Baltique, et ces derniers répartis entre les Danois, les Russes et les Scandinaves; ayant à redouter, d'un côté, l'agression de trois peuples marins, comme ceux du Danemark, de la Suède et de la Norwège, et d'un autre côté, celle de trois autres peuples non moins marins, ceux de Flandre, de Hollande et de Normandie, il leur était impossible de lutter avec eux; et ils étaient obligés de leur laisser la possession de la mer, alors que, par contre, ils augmentaient l'étendue du territoire de l'Allemagne sur la terre ferme.

Au surplus, l'Allemagne avait si peu d'aptitudes maritimes que Venise put conserver son caractère de ville asiatique, grecque et italienne à la fois et s'élever en toute sécurité sur les lagunes de Saint-Marc, où ne pouvait point aboutir la terrestre Allemagne.

Et cependant l'Allemagne s'est préoccupée de devenir un peuple maritime, avide de grandes conquêtes coloniales.

Lorsque la fièvre poussant à l'acquisition de territoires lointains

sévissait sur l'Europe, Bismarck réunit à Berlin un Congrès de diplomates pour étudier la législation coloniale ; et ce fut là une chose aussi extraordinaire que de voir se réunir, à Valence, un Congrès concernant les peaux, ou, à Moscou, un Congrès concernant les oranges.

J'ai toujours considéré comme ridicules toutes les explorations allemandes telles qu'elles étaient racontées par les journaux tudesques eux-mêmes. Ces explorateurs, gradués des Universités ; cavaliers montés sur des ânes, avec un parapluie sous le bras droit et un livre sous le bras gauche, munis de lunettes et habitués à la tranquille existence de leurs cités littéraires ; suivis de chargements de jambons de Westphalie et de tonneaux de bière bavaroise, ces explorateurs, dis-je, apparaissent comme des êtres ridicules, moins préparés à conquérir les sauvages qu'à leur servir d'objet de raillerie.

C'est ainsi que les Allemands ont occupé Zanzibar ; qu'ils y ont brillé et dominé pendant un certain temps et qu'ils ont fini, pénétrés de leur importance coloniale, par faire un triste marché, échangeant leur position africaine contre une île madréporique, contre un récif, contre un écueil, contre l'îlot d'Héligoland que leur a cédé l'Angleterre, qui a pris possession de la terre si convoitée de Zanzibar.

Mais, malgré cela, il ne faut pas espérer que l'Allemagne se corrige. Son impénitence et sa ténacité se manifestent dans cette pure folie des Carolines qui faillit lui coûter si cher ; elles se manifestent encore d'une manière plus claire aujourd'hui, puisque cette puissance trouble toute notre planète par ses acquisitions en Asie et par la construction d'une imposante escadre.

Cette question de l'escadre me paraît être la manifestation d'une grande surexcitation nerveuse dans la personne de l'Empereur et le fruit d'une irrémédiable névrose impériale. Voulant renouveler lui-même les exploits du passé, Guillaume s'est proposé, dans ses rêves ambitieux, d'organiser une armée de mer en rapport avec l'armée de terre organisée par son grand et glorieux ancêtre, Guillaume Ier.

Mais ce jeune prince, à l'esprit exalté, ne comprend pas une chose qui est pourtant évidente : il ne comprend pas que la constitution d'une armée terrestre a eu son utilité, tandis que la constitution d'une armée de mer n'en a, que nous sachions, absolument aucune. Ainsi l'ont compris, cependant, les divers partis allemands siégeant au Parlement national, qui ont combattu toute augmentation des dépenses du budget pour la réorganisation de la marine. Mais l'Empereur et son frère Henri ont mis un tel acharnement à obtenir ce vote, qu'ils ont réussi, à la fin, à réaliser leur plan et à mettre à la charge de l'Empire des dépenses énormes. A plusieurs reprises, ils sont revenus à la charge et ont demandé au Congrès national le vote de ces dépenses ; à plusieurs reprises, le Congrès national a refusé d'obéir à leurs ordres.

C'est en vain que Guillaume donnait des leçons de géographie maritime ; c'est en vain que, dans l'exaltation de ses discours, il menaçait les députés ; c'est en vain qu'il plaçait sa famille et ses courtisans dans les tribunes du Congrès afin que, par leurs vociférations inconvenantes et leurs gestes impolis, ils pesassent sur la décision des législateurs. Les

députés ne prêtaient aucune attention au parallèle impérial entre la résistance de l'ancien Congrès prussien au sujet de l'armée de terre et la résistance du nouveau Congrès allemand au sujet de l'armée de mer : les demandes impériales se voyaient toujours opposer un refus formel.

Mais Guillaume alla à Rome. Un jour, il dirigea son action vers l'Occident et menaça la république de Haïti; un autre jour, il porta son attention vers l'Orient et s'empara d'une petite parcelle de territoire chinois, dans le seul but de montrer que, sans grande escadre, il pouvait parcourir toutes les mers et de laisser deviner ce qu'il ferait s'il disposait de l'escadre formidable qu'il avait demandée et que ses ignorants députés lui avaient refusée.

Au dire de l'Empereur, l'Allemagne ne peut pas vivre sans son industrie qui rivalise avec l'industrie anglaise. Elle a besoin de nombreux débouchés : c'est avec ses canons qu'elle doit les ouvrir et c'est avec ses navires qu'elle doit les conserver. C'est pour cela que l'Empereur demande une importante flotte; c'est pour la construction et la conservation de cette flotte, indispensable pour la réalisation de ses projets internationaux, qu'il réclame le vote de dépenses considérables.

Et il faut avouer que ses récentes expéditions lui ont été très profitables, puisque, alors qu'il n'agissait pas, il était dédaigné du Parlement, tandis que, dès qu'il a eu fait son apparition sur le territoire chinois, le Parlement lui a accordé le vote qu'il lui avait refusé tant de fois en opposant un veto à sa demande.

Libéraux historiques, libéraux unitaires, seigneurs de l'empire, producteurs de seigle et de froment, tous ceux qui, naguère, s'étaient opposés à la formation d'une imposante flotte, l'approuvent aujourd'hui et tombent aux pieds de l'Empereur, subitement illuminés par les exploits quelque peu fous, peut-être, cependant, des récentes conquêtes.

Deux facteurs, seulement, ont conservé leur ancienne attitude intransigeante : la députation bavaroise et l'école socialiste. Et ils ont bien fait : car, dans un but commercial, ces grands projets belliqueux sont inutiles; et on n'arrive pas à la fortune de Carthage en employant les procédés de Rome. Lorsque la cité phénicienne entreprit d'être conquérante, elle cessa d'être commerçante.

L'Espagne n'a à attendre aucun secours d'un empereur préoccupé par des questions si compliquées et si inextricables. Guillaume a trop à faire chez lui pour pouvoir s'occuper des autres. Sûr de l'inimitié française; plus sûr encore de l'inimitié anglaise; détaché du concert européen en Orient à cause de son amour pour l'infâme Turquie; nullement rassuré du côté de la Russie ; voyant l'Italie et l'Autriche desserrer de jour en jour les liens qui l'unissaient à lui, il trouve que sa position est déjà assez embarrassante pour ne pas se mettre de nouvelles difficultés sur les bras. Aussi observera-t-il une stricte neutralité.

Et j'en dis autant de l'Italie et de l'Autriche. La première a eu suffisamment à souffrir dans ses propres possessions coloniales pour ne pas aller batailler dans l'intérêt des possessions coloniales des autres. Quant à la seconde, elle se trouve dans un tel état de dissolution qu'elle

a toutes les peines du monde à se maintenir elle-même, bien loin de pouvoir aller au secours des autres.

La colossale erreur commise par l'empire d'Autriche, en consentant à la fantastique érection du trône préparé artificiellement par Maximilien, l'oblige à se tenir à l'écart de toute entreprise qui ait l'Amérique pour objet principal. Et alors même qu'elle n'aurait pas reçu cet enseignement, sa dissolution intérieure, comme je viens de le dire, paralyserait toute tentative de mouvement qu'elle pourrait faire.

Ces Parlements qui ne parviennent jamais à s'entendre ; ces séances comparables à celles des clubs les plus violents de la Révolution française ; la haine de Caïn que ressentent toutes ces régions à l'égard de ceux qui ont un autre sang dans les veines ; le scandaleux mouvement antisémite ; les révolutions communistes de Transylvanie ; les obstacles opposés au renouvellement du pacte avec la Hongrie ; l'évocation de la période révolutionnaire de quarante-huit en présence de l'Empereur Joseph lui-même, disent bien clairement que l'Autriche ne peut pas s'occuper des autres, que l'Autriche doit s'occuper elle-même, au milieu de sa période de dissolution et de ruine.

C'est une chose fort délicate pour nous que cette question des alliances européennes en présence des nations américaines. Ou nous n'avons aucun rôle à jouer dans l'histoire future ; ou nous devons nous considérer, par le fait seul d'avoir découvert l'Amérique, comme un peuple toujours américain et nous convaincre que, dans l'avenir, nous aurons à représenter là-bas un élément aussi puissant que l'élément ibérique, dans les Conseils du Concert sublime qui dirigera tôt ou tard le monde tout entier racheté et libre.

Nous ne pouvons pas, nous trouvant en présence de nos enfants sur toute la surface du territoire du Nouveau Monde, faire peser sur eux les soucis de l'Ancien Monde et moins encore les pousser à des tentatives insensées et impossibles d'une nouvelle conquête et d'une réaction vraiment criminelles.

Et voilà la plus grande infamie des Yankees : le projet qu'ils nous ont attribué de réunir tous les rois de l'Europe contre les républiques américaines et de transformer un conflit d'ordre intérieur entre nos insurgés et nous-mêmes, conflit fomenté et soutenu par les Yankees, en une guerre entre deux mondes. Que les peuples américains ne se laissent pas alarmer par cette infamie que nous attribuent leurs ennemis-nés, les Saxons, alors que nous formons une partie légitime de la grande Amérique espagnole, alors qu'eux-mêmes veulent détruire cette même grande Amérique espagnole et lui substituer une terrible Amérique anglaise.

Mais quelque formidables qu'apparaissent les Etats-Unis et quelque petits qu'ils nous jugent, les avantages de notre situation apparaissent logiquement d'une manière si évidente et surtout les avantages de notre bon droit sont si apparents que nous n'avons besoin du concours de personne et que, seuls, nous pouvons, comme dans cent occasions inoubliables, défendre notre intégrité territoriale et sauver notre indépendance nationale.

Un certain biographe Yankee de Christophe Colomb, très bien renseigné au point de vue des documents, connaissant très bien les faits et les dates; nullement philosophe, nullement penseur, nullement synthétique; surpris sans doute par la sonorité mélodieuse de l'essaim d'idées qu'a fait naître en Espagne la découverte de l'Amérique et ignorant complètement les principes de notre idéal et de notre manière d'écrire, opposés aux siens, considère la méthode et le style espagnols, en désaccord avec son tempérament, comme la conséquence d'une décadence intellectuelle irrémédiable.

Eh bien! moi, je déclare, en présence des manœuvres diplomatiques des Yankees dans la question cubaine, des procédés politiques par eux employés, des résolutions prises et des projets en préparation, que tout cela démontre la décadence intellectuelle du glorieux peuple américain, décadence que nous déplorons, nous tous qui fûmes autrefois ses plus fervents admirateurs et ses plus loyaux amis. Chercher, comme ils l'ont fait, à nous faire payer les erreurs et les maladresses de leurs équipages; à nous rendre responsables de marins recrutés à l'aide de procédés invraisemblables et comparables à des achats et à des séquestrations d'hommes; à nous faire considérer comme dû à une explosion de dynamite dans les eaux de Cuba, l'éclatement des innombrables matières explosibles placées dans les soutes de leur grand cuirassé, c'est, à mon avis, faire preuve d'un manque complet de sens politique, de sens moral, de sens scientifique et de sens commun.

Un sentiment de prudence, de commisération, une impulsion d'amitié internationale nous défend de mettre en évidence l'indifférence avec laquelle fut accueillie la perte du navire par tout l'état-major du *Maine*, par le haut commandement et les officiers subalternes, lorsqu'ils aperçurent le cuirassé éventré par la dynamite, ou la poudre sans fumée, ou les mille ingrédients exterminateurs renfermés dans ses flancs à leur retour, au milieu des fumées du vin, d'un festin pantagruélique qui avait eu lieu dans la poupe du vapeur *Washington*.

Le rapport technique dû aux officiers yankees, dit sans scrupule qu'il y a des mines dans la grande baie cubaine. Je n'ai point lu cette information, ni dans son original anglais, ni dans une traduction fidèle et complète; je n'en ai eu connaissance que par des dépêches télégraphiques; et j'attribue ce qui concerne les mines à une mauvaise traduction. Je ne crois pas, en effet, que leur existence puisse être affirmée par aucune personne véridique douée d'un entendement sain. Mine veut dire une sorte de souterrain creusé sous les eaux de la mer et plein de bombes explosibles que la main d'un criminel ou d'un traître peut faire éclater lorsqu'il le juge à propos. Mais comment pourrait-on ouvrir une mine sous les eaux et y mettre le feu sans qu'il reste, après l'explosion, la moindre trace, si petite soit elle, de sa réelle existence? Toute l'étendue de la baie de Cuba est ouverte largement aux explorateurs afin qu'ils puissent, par l'intermédiaire de leurs plongeurs, faire toutes les recherches qu'ils jugeront nécessaires, et s'ils les ont tentées, elles n'ont donné aucun résultat, ou bien ils ont été tenus absolument

secrets par les Yankees, si verbeux cependant lorsqu'il s'agit d'exposer les moyens de leur impossible défense.

Pour mon compte, je suis persuadé qu'en employant le mot mine, les officiers du *Maine* ont voulu parler de la torpille. Et bien que matériellement il soit plus facile de placer une torpille que de creuser une mine, je crois cependant que, dans ce cas, la chose est moralement impossible. On ne pouvait pas immerger une torpille sans que les autorités nationales en eussent connaissance ; et les autorités nationales, ces chefs, ces gardiens et ces praticiens du port, ne pouvaient pas placer une source de violentes explosions, capables d'entraîner l'extermination et la mort, dans un lieu où leurs propres navires doivent évoluer, où leurs grands cuirassés sont ancrés, où travaillent leurs marins et leurs soldats.

Les torpilles se mettent à l'entrée des ports dès que les guerres ont éclaté; aucun peuple ne s'expose à les faire servir contre soi-même. Et si une torpille avait été placée en ce lieu, cela prouverait, non pas que nous appartenons à une race de criminels comme l'insinuent nos cruels ennemis, mais bien à une race de fous que hante le suicide.

Mais, ce qui est le comble de l'inconscience yankee, les Américains ont proposé, après les innombrables explorations faites par leurs marins, après les nombreuses recherches sous-marines faites par leurs plongeurs, après tant d'études longues et compliquées, ont proposé, dis-je, de faire disparaître totalement, fût-ce à l'aide de la dynamite, les restes du *Maine*.

Comment? On veut démontrer que le navire a été détruit par un agent venu de l'extérieur, et on prétend supprimer la seule preuve qui puisse l'établir! Les restes dont les déchirures occasionnées par l'explosion avaient une portée tout à fait opposée suivant que leurs éclats étaient dirigés vers l'intérieur ou vers l'extérieur, devraient être conservés; sans quoi, en disparaissant, ils emporteraient avec eux l'unique démonstration irréfutable pouvant établir que les Yankees avaient rédigé un rapport sincère et véritable. C'est pourquoi je suis persuadé que les marins américains démentent par leur demande les trompeuses allégations produites par leur plume.

Je n'ai jamais vu un seul accusé rendre son accusation personnelle, comme viennent de le faire les marins anglo-saxons, dans leur désir de se disculper de leurs allégations en faisant peser le poids de la faute sur la noble et hospitalière nation espagnole, pour laquelle l'hôte a toujours été un être sacré et divin, qui mérite qu'on lui cède la meilleure place dans la maison et qu'on professe pour lui un véritable culte. Victor Hugo, dans ses divinations de génie, a, dans son immortel Hernani, poussé jusqu'aux suprêmes exagérations de ses sublimes hyperboles cette vertu espagnole qui ressort avec évidence des « romanceros » et du théâtre national espagnol.

Le poète a eu raison : l'hospitalité est notre première vertu, et nous ne pouvions pas l'oublier à l'égard de l'équipage du *Maine*, placé par sa confiance sous notre propre toit et confié à nos sentiments chevaleresques.

De nombreuses appréciations ont été données avant l'heure au sujet

du rapport; des commentaires innombrables ont précédé sa publication officielle; des controverses sans fin ont été engagées à l'occasion de ses affirmations probables. Mais un souffle glacial a passé sur lui lorsqu'il s'est agi des incertitudes de ses affirmations, et lorsqu'on a vu combien ses jugements étaient dépourvus de fondement.

Le rapport, depuis le commencement jusqu'à la fin, n'est pas une grave accusation lancée contre nous, comme le croyaient les journaux jingoïstes; non, c'est une prolixe disculpation des maladresses américaines. Tandis qu'il décrit la régularité des manœuvres d'un équipage dont l'état-major était absent, cette nuit, à une heure aussi avancée que neuf heures et demie du soir, tandis qu'il déclare qu'il était impossible qu'une explosion intérieure, cause de la terrible catastrophe, se fût produite; tandis qu'il défend ce qu'il est obligé de défendre par égoïsme, une vigilance démentie par les faits, il ne prend en considération, pour établir que l'explosion est due, soit à une cause interne, soit à une cause externe, aucun des phénomènes qui ont suivi le terrible événement, ni le défaut d'ascension d'une colonne d'eau, ni la mort immédiate des poissons se trouvant dans la zone de l'explosion sous-marine; mais il ne nous accuse pas, il ne met aucune responsabilité à notre charge, comme si un remords paralysait la main des commissaires enquêteurs et les empêchait de tirer les conséquences et les corollaires logiques des prémisses de leur rapport.

Aussi, ceux qui s'attendaient à une grave accusation lancée contre notre gouvernement; ceux qui prédisaient, ou la demande d'une indemnité colossale, ou la déclaration immédiate d'une guerre intercontinentale, sont restés bien froids en apprenant les termes du rapport et ont lancé sur les opinions belliqueuses qui régnaient jusqu'à ces derniers jours, comme une brise de paix si profonde que, par un contraste brusque et incompréhensible, les relations troublées entre l'Amérique et l'Espagne, se sont transformées en une douce et harmonieuse idylle.

Ce qu'il y a de plus terrible, c'est l'acte de la Présidence remettant au Parlement un rapport tel que celui dont nous venons de parler et sur le vu duquel, elle aurait dû prendre une décision personnelle au lieu et place de tout autre des pouvoirs publics.

Le grand avantage du Code fondamental américain réside dans la distinction entre les droits multiples du pouvoir exécutif et les droits du pouvoir législatif, confondus, au grand détriment de l'État et des peuples, dans les Constitutions européennes modernes. Grâce à cette distinction entre l'exécutif et le législatif, le Président actuel devait agir lui-même, puisque la grandeur et la prospérité de la nation américaine sont assises sur d'aussi solides bases.

L'Amérique n'a pas toujours eu une Constitution aussi sage que celle qu'elle a aujourd'hui. Les auteurs de sa révolution, inexpérimentés comme le sont tous ceux qui passent de la captivité à la liberté, imitèrent la Constitution hollandaise, très avancée, et, comme telle, très anarchique; ce qui l'exposait, pendant des années et des années, à de terribles désordres. Instruits par cette triste expérience et décidés à mettre un prompt remède à leur maux, les Anglo-Saxons d'Amérique réfor-

mèrent la première Constitution anarchique, imitée de celle de la Hollande, et instituèrent dans leur République une Constitution presque impériale, très forte et très solide; avec un pouvoir exécutif bien déterminé et distinct des Chambres législatives; Constitution durable à cause de sa solidité et établie à l'imitation de la traditionnelle Allemagne.

Aussi, tandis qu'en Europe on ne peut pas nommer un ministre sans l'assentiment des Chambres, parce que les Chambres le renverseraient par des votes de censure, en Amérique, le pouvoir exécutif, pas plus, d'ailleurs, que le pouvoir judiciaire, n'a de comptes à rendre au Congrès, si ce n'est dans les cas déterminés par la loi, d'une manière limitative et concrète.

Le pouvoir inusité concédé aujourd'hui par le Président aux membres des Chambres me paraît d'autant moins digne d'approbation que ces dernières, irresponsables de plein droit, penchent vers la guerre, tandis que le Président, responsable, lui, est partisan de la conciliation et de la paix.

Je ne connais pas d'erreur plus grave que celle qui consiste à confier à des corps nombreux, dans des circonstances critiques, le gouvernement et la direction des peuples. Lorsque les flots de l'Océan s'irritent et se soulèvent, le pilote seul doit être au gouvernail, et non l'équipage tout entier, seul moyen de parer aux tempêtes sous les coups desquelles les navires souffrent et menacent de naufrager. L'exemple de la Convention doit dissuader tout homme d'Etat de céder au caprice des Chambres la direction publique des affaires du pays, et l'engager à la garder pour lui-même, parce que les Chambres ne sont responsables de rien, tandis que les Présidents sont responsables de tout; et, en réalité, je ne connais rien qui conseille mieux la prudence et la douceur qu'une énorme responsabilité.

Les Romains, au milieu de leurs dangers, faisaient abstraction du Sénat, des Comices, du tribun du peuple, et se prononçaient pour la dictature d'un seul, dictature temporaire établie dans l'intérêt et au profit de tous.

Toutes les fois qu'un homme d'État se trouve dans les circonstances où se trouve aujourd'hui Mac-Kinley, il doit se souvenir de la célèbre et monstrueuse Convention française. Il y avait huit cents députés; cent, parmi ces huit cents, voulaient la mort de Louis XVI, et tous les autres y étaient opposés; mais la minorité poussa la majorité à faire ce qui lui paraissait injuste, grâce à des discours exaltés, à des agissements hardis, à des manifestations populaires, incapables d'effrayer ceux qui préfèrent l'honneur à la vie, mais de nature à terrifier les multitudes anonymes et irresponsables qui constituent le fond des Assemblées nombreuses et excessives.

Telles sont les raisons qui doivent aujourd'hui déterminer la Présidence à enlever au Sénat et au Congrès la direction des affaires extérieures, pour la prendre elle-même, dans la mesure de ses droits et de son énorme et terrifiante responsabilité.

Quoi qu'il en soit, le rapport relatif au *Maine*, rapport si redoutable et si redouté de tous, n'a pas donné satisfaction aux espérances belliqueuses du jingoïsme militant des Yankees.

Faute d'avoir réussi dans ce sens, leurs manœuvres pessimistes et intransigeantes ont pris une autre direction et se sont portées sur les secours accordés par le Congrès saxon aux familles placées dans des villes et des campagnes déterminées, par ordre de nos généraux, et chassées des bois et des chaumières pour qu'elles ne puissent pas prêter leur concours aux insurgés dans leurs actes incendiaires; vrais complices de l'insurrection, dont, en fin de compte, elles sont les victimes propitiatoires.

C'est une chose, certes, bien triste que d'arracher des populations à leur sol et à leurs foyers habituels, à leur pays, auquel elles sont profondément attachées, et de les abandonner aux souffrances insupportables de la faim et de la misère. Nous la déplorons tous et nous cherchons tous à y porter remède. En présence de cette cruelle nécessité, on désespère du progrès humain, et on croit à la durée indéfinie de l'empire de la fatalité sur notre misérable planète. Mais la guerre entraîne après elle des conséquences inévitables, de même que la peste amène avec elle le microbe, et le microbe, la mort.

Nous demander compte des calamités de la guerre qui tue et extermine d'une manière fatale, sans que personne puisse l'empêcher, c'est comme si nous-mêmes nous demandions compte aujourd'hui au sublime Lincoln ou à l'explorateur Grant du bombardement de Richmond.

Il est naturel que nos amis du voisinage veuillent nous secourir au milieu de ces calamités; il est naturel que nous acceptions les secours que l'on nous propose; mais encore faut-il que ces secours ne révèlent pas l'intention de nous humilier et encore moins d'intervenir dans nos affaires, à l'occasion de nos discordes nationales, sur lesquelles l'étranger n'a aucune action à exercer. Est-ce que nous avons réclamé, nous, au sujet de la chasse faite aux nègres américains à l'aide de dogues? Est-ce que nous avons protesté lorsqu'on a horriblement lynché un grand nombre de malheureux hommes, poursuivis par une foule sanguinaire aussi cruelle que le tigre qui dévore les Hindous sur les bords du Gange? Ne sommes-nous pas restés tranquilles lors de l'incendie des forêts où ont péri, au milieu des flammes allumées par les implacables Yankees, d'innombrables Peaux-Rouges, non moins créatures de Dieu que les plus blanches peaux saxonnes?

Une preuve d'amitié, oui, nous l'accueillerions et nous nous en réjouirions : une tentative d'intervention, jamais, quand bien même elle se cacherait et se dissimulerait sous un prétexte d'une bienveillance et d'une humanité trompeuses.

Mais il est évident que les démocrates américains veulent intervenir, à quelque prix que ce soit, dans les affaires intérieures des nations étrangères, qui ne les concernent nullement et qui ne les concerneront jamais tant que sera en vigueur le dogme de la civilisation et de la chrétienté, suivant lequel les peuples ont le droit de se gouverner eux-mêmes et de maintenir l'intégrité de leurs territoires.

Comment ces insensés osent-ils proposer un armistice entre les sublimes troupes nationales et les infâmes et incendiaires insurgés? Une pareille proposition ne peut pas être née dans une tête bien orga-

nisée, puisqu'elle équivaut à nous imposer la reconnaissance d'une belligérance officielle avec ces troupes de bandits nomades, toujours prêts à prendre la fuite, qui ne possèdent rien à Cuba, pas même la terre sur laquelle ils marchent.

Et après nous avoir proposé un armistice, proposition par laquelle ils se déclarent les complices des insurgés, chose qui mériterait un juste châtiment, réclamé par la conscience publique, ils nous proposent comme arbitre suprême entre l'insurrection et la loi, le plus criminel de tous les insurgés, l'instigateur de l'infâme révolte, le Président de cette confédération saxonne, notre ennemie, partie et juge dans cet impossible litige. A côté de Mac-Kinley, on peut considérer comme une enfant inoffensive Catherine II, la criminelle Pasiphaé, auteur responsable du démembrement et du partage de la Pologne.

Et, dans cet arbitrage, notre ennemi acharné, qui n'est pas un juge impartial, mais bien le bourreau de notre Espagne, proposerait le désarmement de nos fidèles volontaires et l'armement des bandits assassins; il nous demanderait de retirer nos loyales troupes du territoire national, un et inviolable, et de nourrir ses concitoyens; de reconnaître les grades acquis en sacrifiant et en immolant nos soldats, et de jeter sur leurs mânes récemment descendus dans l'autre monde et sur leurs sépultures ouvertes depuis peu sur les champs de bataille, cette malédiction que nous ne pouvons pas prononcer sans qu'un déshonneur éternel enveloppe nos noms et sans qu'une tache indélébile s'étende sur notre histoire.

Tous les Espagnols mourront plutôt que de céder à ces infâmes, à ces canailles et despotiques exigences. Ils disent qu'ils bloqueront nos îles : bloquez-les, à la bonne heure; mais vous ne bloquerez jamais notre honneur. Ils disent qu'ils débarqueront leurs troupes: débarquez-les. Nous vous attendons ici, sur les tombeaux de nos ancêtres et sur les autels de notre indépendance. Tenez l'indignation m'étouffe...

VI

Problèmes intercontinentaux. — Infâmes propositions faites par les États-Unis à l'Espagne au sujet de l'abandon progressif de Cuba. — Perplexités et hésitations après les avoir faites. — Intervention du Pape. — Demande par ce dernier d'un armistice au gouvernement espagnol. — Impossibilité de l'accorder vu la confusion existant dans l'autorisation américaine donnée au Pape. — Propositions particulières et générales faites aujourd'hui par ce dernier concernant la question cubaine. — Représentations des puissances à notre gouvernement. — Suspension des hostilités. — Protestations de l'opinion publique. — Le principe des Américains est le principe réactionnaire d'intervention, tandis que le principe des Espagnols est le principe démocratique de non-intervention. — Manifestations contre l'armistice. — Fausses crises ministérielles dans le gouvernement péninsulaire. — Téméraires proclamations du gouvernement insulaire aux Yankees et aux « Mambises ». — Maladresse du parti radical cubain. — Jugement du consul Lee sur les autonomies, provoqué par les autonomistes. — Dernier message scandaleux de Mac-Kinley. — Les Yankees, de citoyens libres, devenus conquérants et pirates. — Le démembrement de la Pologne par les Russes, et le démembrement de l'Espagne par les Américains. — Crime du Président, hypocrisie du Sénat. — Différences de vues entre la Chambre des sénateurs et la Chambre des députés. — Règlement de ces différences par la proposition d'accord conjoint qui autorise l'intervention armée à Cuba. — Dégénérescence des Anglo-Saxons dans le Nouveau Monde. — Sainteté de notre droit. — La défense. — Conclusion. — Dernières nouvelles de la politique intérieure et extérieure de l'Espagne.

Nul ne peut se désintéresser des innombrables questions intercontinentales soulevées à chaque pas, dans le temps et dans l'espace, avec une fréquence regrettable. Alors même que ces questions terribles n'intéresseraient pas au premier chef, comme elles le font, notre patrie et nos foyers, elles devraient nous intéresser quand même en tant qu'elles peuvent exercer une influence sur la destinée de l'humanité.

Relatons brièvement les faits afin de pouvoir, dans une autre occasion, asseoir sur eux notre jugement. On ne peut douter que le ministre américain ait adressé, au gouvernement espagnol, des propositions insolentes et provocatrices. Suspension des hostilités ; arbitrage entre les insurgés et l'État : désignation du Président de la République saxonne comme arbitre suprême ; demande d'indemnité pour la perte du *Maine* ; réduction des troupes espagnoles ; assemblées primaires et plébiscites immédiats pour que les Cubains pussent décider eux-mêmes de leur avenir ; le tout correspondant à un hypocrite abandon de l'île, les Américains voulant par là que nous, les victimes, nous fussions les auteurs de cette infamie ou, tout au moins, les complices.

L'effet de telles propositions, les unes faites ouvertement, les autres insinuées avec art, fut déplorable au sein du gouvernement national et décida ce dernier à répondre à ces insolences par un refus radical.

Nous ignorons ce qui s'est passé par la suite, soit dans les conseils de la couronne d'Espagne, soit parmi les ministres de la présidence des

États-Unis. Ce qui est certain, c'est que le ministre saxon, après avoir présenté son arrogant ultimatum dans lequel il imposait un bref délai au gouvernement pour revenir sur son refus, adressa une nouvelle lettre dans laquelle il révoquait tout ce qu'il avait pu dire et tout ce qu'il avait pu faire, exprimant son espoir, comme conclusion invraisemblable, que, en raison de la grande amitié qui liait l'Amérique et l'Espagne, on verrait aplanir sans retard toutes les difficultés et surgir une période de paix profonde et durable.

Nul ne pouvait donner l'explication d'une si brusque métamorphose, objet de commentaires si divers pendant toute cette journée, lorsque, le lendemain, on apprit tout à coup une nouvelle que personne n'attendait et qui surprend tout le monde : l'intervention du pape dans la solution du litige hispano-américain. Dans les hautes sphères du gouvernement, si avide, comme cela est naturel, de paix à tout prix, il se trouva une foule de gens qui, abandonnant leurs demeures, se répandirent dans les rues pour annoncer cette singulière nouvelle, à savoir : que le gouvernement Yankee, effrayé par l'arrogance espagnole, avait demandé au pape son intervention morale pour obtenir de nous, d'abord, un armistice préalable entre les factieux et nos soldats, ensuite un arrangement entre l'Amérique et l'Espagne pour arriver à une pacification générale définitive.

Nos ministériels ne manquaient pas d'arguments pour expliquer leur optimisme extraordinaire. L'ambassade espagnole du Vatican est occupée par un vieux diplomate, M. Merry del Val, initié à tous les secrets des dieux. Grand ami de la reine Christine, confident du pape Léon XIII, père d'un jeune secrétaire auquel Sa Sainteté accorde son affection paternelle, tout en le comblant de bienfaits; partisan très décidé de la société et de la faction papale radicale, M. Merry, je le répète, est au courant de tous les secrets.

Et, comme il connaît tous les secrets, il ne pouvait pas se tromper en disant — et il le disait en toutes lettres — que Mac-Kinley avait eu recours personnellement au pape par l'intermédiaire de l'évêque de Saint-Paul, si estimé au Vatican. Et cet appel à l'intervention pontificale avait pour but, grâce à l'autorité et au pouvoir moral du saint-père, d'arriver, d'abord à l'armistice destiné à préparer la trêve, et ensuite à l'arrangement définitif que doit suivre la pacification.

Chose surprenante! Lorsque l'Amérique apprit ce qui se disait en Espagne, elle se défendit vivement d'avoir jamais demandé à personne, et surtout au pape, d'intervenir effectivement dans le conflit hispano-américain. Lorsqu'on sut cela dans le monde ministériel, on en fut très contrarié, et d'un optimisme exagéré on tomba dans un pessimisme des plus cruels.

Cela ne doit pas étonner. Le gouvernement espagnol, en prenant connaissance des propositions du pape, non seulement accueillit avec plaisir cette notification, mais encore accepta humblement la médiation pontificale, bien que celle-ci eût été réclamée par notre plus implacable et notre plus cruel ennemi, le Président de la République saxonne. Mais lorsque l'appel au pape fut démenti, et démenti par les Yankees, il ne

resta d'autre ressource à notre gouvernement que de demander des éclaircissements à notre ambassadeur concernant cette affaire. Et ces éclaircissements ne produisirent d'autre résultat que de faire déclarer personnellement par le souverain pontife, qu'il était intervenu de sa propre autorité et qu'il n'avait agi pour le compte ni sur la demande de personne.

Qu'on s'imagine combien fut décontenancé notre gouvernement en se voyant ainsi berné. Son étonnement ne fit qu'augmenter en voyant avec quelle insistance Léon XIII soutenait avoir agi de sa propre initiative, en demandant l'armistice d'abord, et le règlement définitif de la question ensuite.

Le parti espagnol aujourd'hui au pouvoir ne pouvait pas accepter cela. Aussi tant qu'il crut que l'intervention du pape avait été demandée par notre adversaire, il se soumit à tout; mais lorsqu'il sut que la médiation n'avait nullement été réclamée par notre ennemi, il cessa d'écouter les propositions de Léon XIII et résolut de refuser l'armistice, d'abord, et le règlement définitif ensuite.

Il y a sous cette intervention du pape des mystères nombreux que l'on doit connaître. Je n'avance rien que ne sache Madrid tout entier en disant que la Reine a essayé, pour son propre compte et à ses risques et périls, parfois même sans en rendre compte à ses ministres et sans solliciter leurs conseils, de régler la question cubaine dans le concert des diplomates et auprès des divers gouvernements de notre ancien monde.

Bien que cette intervention toute personnelle de Sa Majesté dans des affaires aussi graves que nos relations avec l'étranger, ne me paraisse ni constitutionnelle, ni même prudente, je comprends néanmoins que les gouvernements et les ambassadeurs européens aient répondu aux demandes d'une reine intelligente et vertueuse, veuve désolée, inspirant l'intérêt et la compassion générale, mère d'enfants qui, même aux yeux des républicains les plus endurcis, apparaissent comme de petits anges aimables et innocents. Tous les monarques de l'Europe ont accueilli la supplique de Marie-Christine; mais leur réponse a été toute de courtoisie, sans fond réel, quoique pleine de déférence et inspirée par le plus vif intérêt.

Toutefois, aucun de ces pouvoirs publics n'était tenu à autant de déférence que le pouvoir pontifical; et étant donné le caractère universel du saint-siège et le caractère tout particulier de Léon XIII, la médiation de ce dernier, médiation raisonnable ou non, acceptable ou non, devait être accueillie tout d'abord avec empressement, réveillant de trompeuses espérances parmi les partisans résolus d'une paix rapide. Mais à ces espérances a succédé une cruelle désillusion; et cette désillusion nous explique l'intervention des ambassadeurs européens dans le problème de Cuba.

Le pape suit cette affaire avec un intérêt extraordinaire : car il est, à la fois, sollicité par des raisons de politique universelle et par des raisons d'ordre purement familier, des raisons domestiques.

Un de ses neveux, homme loyal et estimé, le chevalier Pecci, est marié à une jeune havanaise de grande beauté, appartenant à une puis-

sante famille cubaine, ayant de nombreux intérêts dans l'île dévastée. Et cette particularité, non seulement influe beaucoup sur les déterminations du pape touchant Cuba, mais elle lui permet surtout d'avoir des nouvelles et des données d'une utilité très appréciable, en ce qui touche la réalisation immédiate de la médiation due à son initiative.

A ces raisons domestiques, viennent se joindre une foule de raisons d'ordre public. Les catholiques sont seulement au nombre de huit millions en Amérique, tandis que les luthériens comptent soixante-douze millions de membres. Malgré cela, le souverain pontife apprécie beaucoup les églises américaines, qui naissent spontanément comme des plantes, au milieu de cette société, et s'y maintiennent florissantes, grâce à la riche nutrition qui leur vient des abondantes souscriptions dues à la charité et à la dévotion populaires. Les évêques orthodoxes américains ont autant d'intérêt que les autres évêques de cette République, au maintien de la paix cubaine. Aussi, tandis que le clergé protestant demande à Dieu cette paix dans ses prières, le clergé catholique la demande aussi à Dieu, et ensuite au pape dans ses sollicitations officieuses.

Cela dit, je dois ajouter, d'après des nouvelles personnelles tout à fait dignes de foi — chose qu'ignore, d'une manière générale, le peuple espagnol — que le pape, dans cette affaire, ne donne pas droit sur tous les points aux Espagnols, comme le croit, sans fondement, une partie considérable de notre Espagne.

Voilà pourquoi je suis si ennemi de l'intervention pontificale : je vois là un piège tendu par le gouvernement américain à la religieuse Espagne. C'est pour cela que, tandis que tous se réjouissaient en voyant le pape entrer en scène, je souffrais, demeurant soucieux.

Franchement, bien que la tentative d'intervention personnelle entreprise par Léon XIII, n'ait pas produit d'autre effet que de faire intervenir l'Europe, elle m'afflige, et elle m'afflige beaucoup, parce que je considère cette dernière intervention comme inutile, si toutefois elle n'est pas dangereuse et préjudiciable à nos intérêts. Dans toutes les affaires politiques, surtout lorsque ces affaires touchent à la guerre, il est nécessaire de se placer sur un terrain solide et inexpugnable et de ne pas en sortir, alors même qu'on sera assiégé, de peur de tomber sous la domination des assiégeants. Notre principe, le principe espagnol par excellence, celui qui nous sert de citadelle et nous permet d'assaillir nos ennemis les Yankees, ce principe, à nous qui avons tout le bon droit de notre côté, c'est le principe de non-intervention.

Et si nous avons laissé intervenir les puissances dans le conflit hispano-américain, quel prétexte invoquerons-nous pour repousser les malveillantes interventions proposées par les aveugles et intransigeants Yankees? Ainsi, la première intervention des gouvernements européens nous a valu déjà une grande crise, causée par l'invraisemblable armistice, impopulaire au dernier des points, parmi les Espagnols dignes et honnêtes. Nous ne pouvons pas admettre que l'on traite Cuba comme si Cuba était une simple Crète, ni qu'on traite l'Espagne comme si l'Espagne était une simple Turquie d'Occident.

Dans ce conflit, nous voulons, sans faire appel à personne, nous sauver nous-mêmes à l'aide de nos propres forces et de nos propres moyens ; et nous y arriverons, car les héros n'ont pas disparu de notre terre : car le Dieu n'est pas mort qui nous conduisit autrefois des Pyrénées aux Antilles, au milieu de nos épopées nationales.

L'Espagne a pris ses résolutions suprêmes. Victime de brutaux attentats, dirigés avec une cruelle perfidie, sans réserves et sans se cacher, par le gouvernement d'Amérique, contre l'intégrité de notre territoire ; en butte à de viles calomnies qui n'ont jamais été lancées d'aucune tribune du monde civilisé contre aucun peuple ; en proie à une conjuration de honteux pirates, essayant de faire des affaires à la Savo et à la Jameson, exploitant les passions malsaines et les colères contenues des Mambises, auteurs responsables d'une guerre civile aussi inopportune qu'injuste, notre patrie, forte et unie, n'a pas perdu un seul instant sa sérénité ; et, sans accuser personne, sans se joindre à personne, invoquant la raison et le droit qui sont pour elle, elle repoussera la force par la force, et à une infâme agression, elle répondra par une héroïque défense.

Dans cette sublime attitude, elle ne pouvait avoir qu'à souffrir de l'armistice inattendu, demandé par les puissances, et accordé bien à tort par notre gouvernement.

Il faut être aveugle pour ne pas voir que les insurgés sont à bout de forces et que la guerre est à peu près terminée. Un personnage, absolument étranger aux questions politiques, mais qui connaît l'île aussi bien que qui que ce soit, grand propriétaire et grand industriel, m'avise, dans des lettres particulières non destinées à la publicité, que la guerre est complètement terminée dans la partie occidentale de l'île ; il ajoute que la pacification de la partie occidentale, où Calixto Garcia devra nécessairement succomber, sous l'effort de la supériorité et de la valeur de notre armée, n'est plus qu'une affaire de temps et qu'elle sera la conséquence immédiate d'une battue bien organisée par les troupes qui se trouvent là, et d'une police rurale bien faite.

Etant données ces circonstances, il est sûr que nous devions être mécontents et que l'opinion publique devait être stupéfiée de cet armistice peu attendu.

Tout d'abord, le Président de la République saxonne l'a demandé indirectement, après nous avoir insultés dans son nouveau message. Mais il suffit que quelque chose soit proposé par ce Président, homme sans volonté et sans conscience, imitateur des tyranneaux de la Renaissance, chef de brigands et de pirates, ne visant qu'à ensanglanter la mer et la terre ; il suffit, dis-je, que cet homme propose quelque chose pour que notre fière Espagne le repousse avec une juste indignation.

Plus tard, l'armistice fut également proposé par le Souverain Pontife agissant de sa propre autorité. Mais, bien que le Souverain Pontife soit tout le contraire de Mac-Kinley, — un sage et un saint, — nous ne pûmes pas accueillir sa proposition, parce que nous en étions empêchés par le culte que nous professions pour le caractère sacré de nos droits.

Et, après tout et surtout, une considération d'une importance considérable nous arrête ici : c'est que les interventions, d'où qu'elles viennent, ayant pour objet les affaires intérieures, paraissent odieuses à notre pays. Et cependant, c'est en vertu d'une intervention qu'on arrivait, malgré tout, à accorder, à la fin, l'armistice.

Il est hors de doute pourtant que nos ennemis, dans leurs retraites, ne pourront jamais avoir avec l'Espagne d'autres relations que celles qui résulteront du châtiment infligé à leur criminelle insurrection. Soulevés, bien qu'on leur ait accordé, dans de progressives réformes, le droit de se gouverner eux-mêmes; auteurs responsables de notre dépopulation et de notre ruine ; dynamiteurs méritant les peines infligées par tous les peuples civilisés à ceux qui se sont rendus coupables d'explosions anarchistes; incendiaires et assassins qui portent la torche dans une main et le coutelas dans l'autre, on ne peut nullement leur reconnaître la qualité de belligérants, du moment que, par leurs œuvres horribles d'extermination, ils se sont mis en dehors du droit des gens, qui protège les actions légitimement accomplies.

Au fond, l'armistice n'est que la reconnaissance indirecte de la qualité de belligérants chez les insurgés, qualité que ne leur reconnaîtront jamais les codes proclamés par les sciences modernes et exerçant leur influence jusque sur les erreurs et les crimes de la guerre.

Aussi le mécontentement fut-il général lorsqu'on apprit que l'armistice avait été proclamé. Nul ne voulait y croire, parce que tous le regardaient comme une grosse faute, tenant compte surtout qu'il était accordé au moment où approchait la mauvaise saison, au moment même où il convenait de profiter des derniers jours de beau temps.

En dehors de cette raison suffisante pour expliquer le mécontentement, il en existait d'autres non moins importantes et non moins valables. C'est ainsi que nous nous demandions, les uns aux autres, si les insurgés accepteraient, ou non, la trêve; et si, après l'avoir acceptée, ils considéreraient, ou non, notre subite générosité comme une marque de faiblesse envers leur cause et comme une servile complaisance à leur égard.

Aujourd'hui, on ne peut plus rien concéder, ni à la brousse, ni au Capitole, foyers tous les deux de la criminelle insurrection. Après l'accueil fait, de part et d'autre, à des concessions aussi importantes que le gouvernement autonome, les Cortès insulaires, la liberté des « *reconcentrados* », il n'y a plus de propositions à adresser, ni aux Yankees, ni aux Mambises, infâmes factieux soulevés contre le droit naturel et le droit public. Tout ce qu'il convient de faire doit être effectué, non dans le but de plaire à nos implacables ennemis, mais dans notre propre intérêt, dans notre propre utilité, dans le dessein de servir notre Patrie.

L'opinion que se forma de l'armistice le sentiment public, descendit bientôt dans la rue; et on vit se produire des manifestations publiques, qui exercèrent une très grande influence sur les décisions ultérieures; car elles n'avaient pas été falsifiées par les meneurs politiques dans le but de les détourner de leur véritable objet et de les faire servir dans l'intérêt de leurs menées personnelles et de leurs préjugés. La présence

de conservateurs, de carlistes, de républicains notoires donna à la manifestation son véritable caractère de spontanéité et toute sa force; car, en présence des intérêts universels de la Patrie, l'intérêt de parti et le préjugé de secte doivent se taire.

Ce mécontentement eut son écho jusque dans les hautes sphères du gouvernement: ce qui est très logique. Et les amateurs de nouvelles commencèrent à annoncer une crise ministérielle, causée par des dissidences entre les Ministres. A les en croire, les Ministres de la guerre, de la marine, de Fomento, ce dernier ministère occupé par un homme éminent et courageux, M. Xiquena, s'opposaient à l'armistice, tandis que les autres membres du Cabinet y étaient favorables.

En réalité, cette crise ne se produisit pas. Le ministère, en présence du bon vouloir solennel des puissances, d'actes aussi graves que l'intervention du Pape, ne crut pas avoir le droit de se diviser, et il le crut avec raison. Aussi s'occupa-t-il activement de la pénible trêve. A ma connaissance, depuis la constitution du gouvernement jusqu'à ce jour, deux crises ministérielles ont failli éclater; mais elles ont été sagement conjurées toutes deux au moment où elles allaient devenir publiques. La première eut pour cause les projets tendant à valider la loi des secours à accorder aux compagnies de chemin de fer, loi qui a été votée depuis deux années par la Chambre sénatoriale; la seconde fut due à ce qu'on avait attribué injustement au Ministre d'outre-mer l'inspiration de deux documents aussi téméraires que ceux adressés par le gouvernement insulaire, l'un au Capitole, l'autre à la brousse.

Aux yeux des Ministres ci-dessus cités, on parlait de telle sorte de la Patrie dans l'une et l'autre de ces proclamations, on faisait aux insurgés des offres si scandaleuses, qu'on ne pouvait pas tolérer qu'un ministre national eût collaboré à la rédaction de ces deux documents, plus honteux certes que conscients et malveillants. Mais M. Moret, ayant pu établir sa non-intervention dans cette affaire, la crise fut conjurée; et, aujourd'hui, notre gouvernement est entièrement d'accord soit dans ses pensées, soit dans ses dispositions fondamentales.

Les Ministres avaient à coup sûr raison de s'alarmer; les dissidences ne pouvaient qu'éclater à la suite des proclamations du gouvernement cubain, qui devaient nécessairement déplaire à notre Patrie.

Les partis avancés ne peuvent pas croire à la vérité de cet axiome, suivant lequel la liberté s'acquiert plus facilement qu'elle ne se conserve. L'acquisition d'un bien aussi précieux peut être due à un effort héroïque d'un jour, à l'intervention subite et momentanée de quelque circonstance fortuite; mais sa conservation provient toujours d'une intelligence et d'une volonté collectives, possibles seulement chez les peuples mûrs pour se gouverner eux-mêmes, souverains dans toute l'extension et la plénitude de leur droit.

Rien ne prouve tant l'impossibilité où l'on est de se gouverner soi-même, que l'intransigeance dans les caractères, l'exagération politique dans les programmes, l'animosité existant entre les partis qui sont au pouvoir.

Et comme Cuba ne montre pas d'autres aptitudes à se gouverner

elle-même que celles qu'elle a déployées dans les six mois qui viennent de s'écouler, on aura beau lui concéder sur le papier toutes les autonomies que l'on voudra, en réalité et pratiquement, elle n'en aura aucune. Je considère comme peu aptes au gouvernement les deux partis militants, sans exclure ni l'un ni l'autre, tous les deux aussi peu pondérés et aussi violents l'un que l'autre, également amis du pouvoir et ennemis du droit.

J'accuse le parti conservateur d'avoir produit la manifestation dont les violences ont alarmé le gouvernement américain et nous ont valu la triste visite du « *Maine* ». Elle ne peut pas se gouverner elle-même, ni gouverner sa patrie, une fraction politique qui, dès qu'elle est au pouvoir, n'a rien de plus pressé que de manifester son ressentiment et sa haine contre ses ennemis, sans se demander si ces manifestations ne sont pas de nature à compliquer, dans une plus ou moins grande mesure, les maladies mortelles auxquelles succombe la malheureuse île.

Le parti constitutionnel, s'il se laisse entraîner par de telles impatiences et de tels mobiles, ne méritera pas le nom de conservateur et ne pourra jamais gouverner Cuba avec profit.

Le jugement que je porte sur le parti autonomiste, est le même. Lorsque les journaux m'ont rapporté que la droite, dans ce parti, faisait cause commune avec les radicaux et les intransigeants, je l'ai déclarée incapable d'être à la tête d'un gouvernement libre, qui exige tant de circonspection et a besoin de tant de respect.

Bientôt le congrès politique où prévalurent tristement les radicaux grâce à la complicité scandaleuse des réformistes, combla la mesure, presque comble déjà, de ma douleur, et me fit croire que la fraction autonomiste cubaine appartient aux partis combattants et ne peut appartenir, si elle ne se transforme pas considérablement, aux partis gouvernants. Quiconque a obtenu, par miracle, une constitution politique aussi libérale et aussi large que celle qui a été accordée par le gouvernement espagnol, et, après l'avoir reçue, ne met pas tous ses soins à la conserver, mais bien cherche à la modifier immédiatement, prouve qu'il ne connaît pas la valeur des réformes progressives. Et la société qui méconnaît, par ignorance ou aveuglement, la valeur des réformes progressives, peut être comparée à la personne qui ne connaît pas la valeur de l'argent, qui se ruine et se perd irrémissiblement.

Dire qu'un Code fondamental largement conçu a besoin d'additions nouvelles; proposer de le réformer lorsqu'on n'a pas eu encore le temps d'apprécier sa valeur; qualifier les mambises de coopérateurs du droit, les mambises qui ont empêché et déshonoré son triomphe; mettre autant de réserves dans les communications avec les Américains qu'avec les insurgés; flatter les uns et les autres, qui méritent exclusivement des censures morales et des peines matérielles, tout cela me paraît tendre à démontrer que les autonomistes ne garderont pas les fruits de leurs revendications, parce qu'ils ne savent pas les apprécier à leur juste valeur, ni les défendre avec résolution et conscience.

Mais s'ils ont commis le péché, ils font la pénitence.

La représentation diplomatique ou consulaire des États-Unis à La

Havane a été confiée à un homme peu sérieux et ne respectant rien, incapable de comprendre les avantages des relations courtoises qui existent habituellement entre les peuples et les gouvernements amis; à un homme qui a donné à sa mission un caractère mercantile et politiqūe, comme s'il était le délégué de conquérants sur une terre conquise. Cet homme violent et brutal, n'ayant d'autre loi que les instincts animaux de ses convoitises yankees, porte un nom, Lee, que la conscience humaine a placé parmi les plus odieux, parmi ceux des plus cruels bandits qu'évoque l'histoire, puisqu'il rappelle l'esclavage, la traite, les chasses dans lesquelles des dogues déchiraient de leurs dents les nègres en fuite, le patriciat négrier, le commerce de la chair humaine, le fractionnement et la destruction de sa patrie. Car, c'est là tout ce que voulaient les impitoyables armées du Sud, savamment dirigées par ce général, père ou oncle du consul, par Lee, réminiscence, de nos jours, des anciens généraux romains, défenseurs de l'horrible esclavage classique et bourreaux du martyr Spartacus.

Cet homme, appartenant à une famille qui a fait de si incroyables et de si merveilleux efforts pour maintenir les nègres en esclavage dans le monde américain, a la singulière audace, audace dévergondée, de qualifier de véritable despote la génération espagnole, heureuse d'avoir aboli la traite, d'avoir fermé les bazars où les personnes étaient cotées comme des choses, d'avoir mis fin à l'esclavage, alors que lui-même devrait avoir comme armes un fouet dégouttant de sang, un faisceau d'os brisés, un chevalet recouvert de filaments de chair : car le négrier a été dans la société ce qu'est dans la nature le tigre ou le chacal.

Eh bien! cet homme, ennemi-né des Espagnols et protecteur en titre des insurgés; mêlé à toutes les conjurations yankees ourdies pour nous dépouiller de Cuba, de même que les brigands dépouillent leurs victimes de leurs objets précieux; auteur de rapports ressemblant à des libelles; si partisan de la guerre qu'il a répandu en Amérique la fable suivant laquelle nous aurions délibérément et volontairement causé la catastrophe du « *Maine* » en faisant usage, d'après lui, d'un courant électrique réunissant les murs du Morro à la quille du navire; cet homme soutient, en thèse, que toute réconciliation est absolument imposible entre l'île et la péninsule, thèse de tous points absurde et sans fondement.

Pour défendre une pareille opinion, il met à profit les observations personnelles qu'il a faites à Cuba. Et ces observations personnelles lui ont enseigné que le régime autonomiste, qui est le seul lien qui unisse encore l'Espagne à Cuba, n'a aucun partisan, parce que, toujours suivant lui, il n'y a dans l'île que des partisans de la vieille domination espagnole, ou des partisans de l'inévitable annexion à l'Amérique.

Et ce sont les autonomistes eux-mêmes qui lui ont permis de soutenir cette thèse, les autonomistes qui, après avoir reçu une constitution libérale, conforme aux inspirations de leur esprit et de leur idéal, ne la mettent pas au-dessus de tout comme les Musulmans, le Koran, et les Juifs, la Bible, mais bien la considèrent comme susceptible d'être réformée immédiatement, ce qui équivaut à la déclarer imparfaite.

Et de là, il conclut qu'il n'existe pas d'autonomistes, ou que, s'il en existe, ils se trouvent sous le drapeau de la séparation, prêts à accepter encore la terrible amertume engendrée par les horreurs de la guerre.

Le fait par les autonomistes de ne pas soutenir la Constitution autonomiste telle qu'elle est et le gouvernement autonome tel qu'il est, équivaut à un véritable suicide.

Le message de Mac-Kinley s'est inspiré de cette croyance fausse et trompeuse que toute transaction est impossible entre notre colonie et l'Espagne, parce que le nouveau Code fondamental de l'île ne donne pas satisfaction à ceux qui l'ont demandé avec instance et l'ont obtenu à titre de faveur de la nation espagnole.

Scandaleux a été le premier message de Mac-Kinley; plus scandaleux encore a été le second.

On ne peut pas tolérer la terrible coutume yankee, coutume absurde et invraisemblable, qui consiste à placer une chaire sous la coupole du Capitole et, de là, à donner des leçons pédantesques à des gens qui n'en ont jamais eu besoin, et à infliger des censures juridiques aux étrangers, comme si les Américains exerçaient sur ces derniers une juridiction légitime ou simplement naturelle. Cette coutume incroyable se complique encore des brusqueries du style américain dont les expressions méconnaissent toute circonspection et sont dépourvues de toutes les atténuations qui peuvent adoucir ce que les jugements ont de trop sévère.

Combien ne se plaindrait-il pas, Mac-Kinley, si du haut de quelque tribune européenne, on critiquait la corruption administrative des Etats saxons, la vente et l'achat des charges dans la municipalité de New-York, la subornation des sénateurs et toutes les défaillances enfin de ce gouvernement souillé de toutes parts d'une horrible immoralité?

Mais les phrases et le style ne sont rien à côté des théories incendiaires soutenues dans son message par l'aveugle et insensé président. Jamais les conquérants les plus terribles, en y comprenant Tamerlan lui-même, n'ont parlé de la conquête avec le cynisme déployé par Mac-Kinley, dans son message, en demandant la perpétration d'un crime aussi énorme que son intervention armée sur notre territoire national.

Le principe d'intervention est contraire à tous les principes politiques modernes et signifie un mouvement de recul de la démocratie universelle, qui tombe du domaine du droit dans l'enfer de la guerre.

Les anciens despotes intervenaient partout où les attiraient naturellement leur intérêt et leurs goûts, mus qu'ils étaient par leur arbitraire volonté, sans respect aucun pour le droit; nié et méconnu. Les ducs de Savoie intervenaient dans les affaires de la sévère Genève; les ducs d'Autriche intervenaient dans les cantons helvétiques; les empereurs d'Allemagne, dans les cités italiennes; les despotes de la Sainte-Alliance, à Milan et à Venise; Napoléon III à Rome, pour y soutenir le despotisme théocratique. Et tous ont opprimé la démocratie et mis des entraves à la liberté.

Le principe d'intervention apparaît aujourd'hui dans l'histoire

comme un principe propre du vieux despotisme des rois absolus. Mais depuis que les nations se sont constituées sous forme d'entités supérieures, ayant une personnalité propre, pour faire respecter, au dedans, le droit de tous les citoyens, et, au dehors, la sainte indépendance nationale, le principe d'intervention est un principe en contradiction avec la constitution des démocraties modernes et marque un retour en arrière vers l'époque des combats perpétuels, vers les temps de la féodalité, basée sur la conquête et sur la guerre.

Nul n'aurait cru, à la fin du siècle dernier, lorsque Washington fondait la grande république modèle, émanée du pur christianisme, et lorsque Franklin arrachait la foudre au ciel et le sceptre aux tyrans, que leur grand peuple dégénérerait en peu d'années, au point de ne plus apparaître aux yeux du monde que comme un peuple de conquérants et de pirates.

On voit se reproduire aujourd'hui la plus profonde injustice qu'enregistre l'histoire; on voit l'Amérique du Nord se rendre coupable de la même noire infamie commise par le nord de l'Europe sur la malheureuse Pologne; avec cette différence toutefois que, si toutes les deux furent également criminelles, la seconde fut moins honteuse, car les principes anciens et les traditions monarchiques d'ordre moral y dominaient, tandis qu'aujourd'hui, dans la seconde, le caractère dominant c'est la rapacité de syndicats de voleurs, tirant profit de nos infortunes, de nos violents massacres et de notre perte prochaine.

Il faut remonter jusqu'à l'année 92 du siècle passé, pour trouver, après le partage de la Pologne, un fait analogue à celui que préparent les Etats-Unis dans les antres immondes de leurs Bourses corrompues et dans les marchés scandaleux de leurs infâmes intérêts. A la façon de l'empereur d'Autriche, François Ier; à la façon du roi de Prusse, Frédéric-Guillaume; à la façon de Catherine, à Saint-Pétersbourg; à la façon de tous les despotes qui intervinrent en France pour renverser une grande république, on voit intervenir aujourd'hui un peuple libre pour détruire une grande nation.

Tout ce que nous avons dit de ceux qui envahirent l'Argonne, de ceux qui mordirent la poussière à Valmy au son de la *Marseillaise*, chantée par les armées républicaines semblables aux légions helléniques, peut se dire de ces quatre-vingts millions de despotes que nous considérions, hier encore, comme des citoyens libres et qui aujourd'hui se lancent, comme de voraces requins, à travers les eaux de la mer pour les rougir de sang humain et noyer dans cet océan de sang une glorieuse nation.

Leurs agissements sont si contraires à l'honneur que, le Président ayant cédé ses prérogatives et ses droits propres aux Chambres, celles-ci ne savent que faire et sont embarrassées pour donner une apparence de raison à leurs projets de conquête et à leurs velléités guerrières.

Le Président ne s'arrête aujourd'hui devant aucune considération d'aucun genre, comme si le successeur de Washington, dans la cité du Potomac, était maintenant ce que furent dans l'antiquité Cyrus et Darius

dans la cité de l'Euphrate; et il propose « babyloniquement » la conquête, parce qu'elle plaît à ce tyran, conquête qu'il entrevoit dans ses rêves comparables, malgré la vulgarité de sa prose, non pour des raisons apocalyptiques, mais à cause de leur caractère criminel, aux rêves de Balthazar et de Sardanapale.

Mais le Sénat, plus machiavélique, corps dirigé par le honteux syndicat mercantile que fait agir le désir de voir s'élever le taux des bons cubains, redoutant l'issue de l'horrible entreprise, si l'on pousse plus loin les choses, maudit la conquête proposée par le Président, et formule un vote favorable à l'indépendance de Cuba. Le motif de cette manifestation de douceur saute aux yeux de tout le monde; car la pénétration du législateur américain a beaucoup à envier à la pénétration florentine, et laisse une réputation, non de finesse et de diplomatie, mais bien de brutale et incroyable violence.

Si, là-bas, dans la brousse, les Mambises arrivent à apprendre ce que disent les sénateurs sous les voûtes du Capitole; s'ils savent qu'il est question d'une chose aussi terrible que leur annexion inévitable par les Yankees, ils seront capables de retourner vers nous et, dans leur amour de l'indépendance, de se réconcilier avec leur mère, l'Espagne.

Et tandis que les sénateurs américains se livraient à ces réflexions, ils reconnurent la République cubaine, ordonnèrent au Président d'intervenir en sa faveur même à l'aide des armes, après qu'ils l'eurent reconnue. C'est pourquoi la tragédie qui, d'après le Président, devait avoir deux actes, guerre et annexion, en aura trois, guerre désintéressée, indépendance impossible, annexion définitive. Et les Cubains, sans que personne y puisse rien, auront été les victimes des nègres, seront les victimes des Yankees et ne seront jamais indépendants.

Le Congrès n'a pas fait preuve de plus de scrupules. Il a secondé le Président afin de lui permettre d'accomplir sa conquête.

Dans ses relations avec le Président, la Chambre populaire paraît plus respectueuse que la Chambre sénatoriale. L'une ordonne l'intervention, l'autre la conseille. Cependant, tout le monde dit que la Chambre des députés est plus hostile à la Présidence que ne l'est la Chambre des sénateurs. La première est certainement, dans la forme, plus respectueuse que la seconde, et, au fond, a un programme plus en harmonie avec celui du Président.

Le Sénat veut que l'armée débarque à Cuba, qu'elle recherche les rebelles, qu'elle pénètre dans la brousse, et, prenant par la main Calixto Garcia et Maxime Gomez, les place à la tête du gouvernement civil et militaire de l'île, en les chargeant, d'abord, de débarrasser cette dernière du joug espagnol, et, ensuite, de la gouverner pendant un certain temps. Mais, pour atteindre ce but, il faudra que le gouvernement yankee choisisse entre les deux termes du dilemme suivant : ou y installer une intervention militaire durable, ou abandonner les indépendants à leurs propres forces et les laisser écraser par les races noires, si opprimées par ces amis de la liberté, tous négriers et tous esclavagistes.

Le Congrès professe, en majorité, les opinions de Mac-Kinley, for-

tifiées par celles de Lee. Le Congrès croit que, ni les autonomistes, ni encore moins les indépendants, ne sont en nombre suffisant pour défendre, soit un léger rapport politique avec l'Espagne, c'est-à-dire l'autonomie, soit une dangereuse séparation, c'est-à-dire l'indépendance. Et comme, d'après le Congrès, il existe exclusivement dans l'île, soit des partisans des Espagnols, soit des partisans des Yankees, ces derniers espèrent, lorsque l'Espagne sera vaincue, s'approprier les domaines de ce précieux joyau qu'on se dispute en ce moment dans de terribles conflits.

La Chambre des sénateurs est présidée par un flibustier impénitent qui laisse les sénateurs libres de parler et d'agir contre l'Espagne, autant et aussi longtemps que cela leur convient. La Chambre populaire, au contraire, est présidée par un homme d'Etat consommé, par un homme sensé nommé Reed, qui ne veut ni guerre avec l'Espagne, ni conquêtes sur le territoire espagnol, et lutte sagement contre les exaltés, afin de ne pas en arriver aux résolutions extrêmes qui se préparent contre nous. Et il est bien un peu cause de la différence qui existe entre les propositions du Congrès et les propositions du Sénat ; par cette différence dans la résolution suprême, il a été possible de renvoyer à plus tard la date de la catastrophe qui se serait, sans cela, produite immédiatement.

Ce qu'il y a de certain, c'est que les discussions durent encore ; c'est que les mêmes opinions se répètent et se reproduisent à chaque instant; c'est que les Commissions mixtes agissent et se démêlent, sans qu'on ait trouvé, dans le courant de ces jours derniers, la formule définitive, sans qu'on ait pu faire éclater l'abominable conflit.

Les membres qui composent les Commissions mixtes, destinées à mettre d'accord les deux Chambres, sont désignées par leurs présidents respectifs ; et bien que ces derniers aient choisi leurs représentants de manière à arriver à une entente, l'accord ne s'était pas encore fait à la date du 19 avril, malgré le laps de temps qui s'est écoulé depuis le moment où a été lu le message présidentiel et où ont été notifiées au pouvoir législatif, les propositions de solution immédiate imaginées par le pouvoir exécutif suprême.

Ces lenteurs font croire à beaucoup qu'il s'agit de conjurer ainsi la guerre ; mais, pour mon compte, je suis persuadé qu'elles ont pour but de gagner du temps afin de permettre de mieux se préparer à la terrible intervention que nul ne repousse dans ces asiles d'aliénés qu'on appelle les deux Chambres du Parlement américain.

Nous nous acquittons ici d'une dette de véritable gratitude et nous accomplissons un devoir moral incontestable, en remerciant M. Reed de tout ce qu'il a fait en notre faveur avec une suprême habileté, et en remerciant également M. Welington d'avoir parlé dans notre intérêt avec une chaleureuse éloquence.

Oh ! après avoir contribué nous-mêmes, dans une large mesure, à fonder la république saxonne et à constituer les Etats-Unis, ne voilà-t-il pas que ces terribles Saxons veulent expulser la race espagnole, non seulement du Nouveau Monde, notre création, mais encore du

monde entier auquel nous avons rendu de si grands services par nos inventions et nos découvertes, en parcourant toutes les mers sur les quilles de nos navires et en révélant à l'Europe, dès le Moyen âge, les parties encore inconnues de notre planète? Pour savoir tout ce que nous avons fait en faveur de ces Antilles, dont on veut maintenant nous expulser, il suffit de rappeler ce qu'étaient ces archipels au moment où ils ont été découverts par l'Espagne au xv[e] siècle, et ce qu'ils sont maintenant après que l'Espagne les a eu civilisés : de pauvres cabanes alors, et non de belles villes comme maintenant; des pirogues taillées dans des troncs d'arbres et non de grands navires; la guerre pour toute industrie et, sur bien des points, l'incroyable anthropophagie; des sauvages et non des citoyens; des plumes multicolores pour tout vêtement et de petites pierres grossières pour tout ornement; ni pain ni vin ; pas de chevaux, facilitant les communications; pas de bœufs si utiles à la vie des peuples; le fétiche pour tout Dieu ; l'autel couvert de victimes humaines pour tout culte; la tribu pour toute société.

Et lorsque nous, les Espagnols, nous avons répandu parmi les Américains la civilisation moderne, ces derniers veulent nous expulser d'Amérique, notre création, se rendant ainsi coupables d'une épouvantable ingratitude constituant un crime si grand que les annales humaines, si pleines d'incroyables malheurs, ne peuvent en enregistrer un autre analogue.

Le bill adopté par les deux corps législatifs touchant Cuba, est un terme moyen entre l'indépendance de tous points impossible, et l'occupation que nos ennemis veulent entreprendre et qui, une fois commencée, se terminera par l'annexion conduisant à une définitive domination directe.

La Chambre voulait résolument, comme elle l'avait déclaré avec une scandaleuse impudence, l'occupation et la conquête de Cuba, et elle était désireuse de placer sur les murs du Morro le toujours infâme et toujours odieux drapeau étoilé. Le Sénat, comme je l'ai déjà dit, plus habile, a émis un vote platonique pour la liberté et l'indépendance de notre île indépendante et libre. Après avoir proclamé ce vote, il a imposé l'emploi de la sommation, d'abord, et celui des armes, ensuite, pour perpétrer à Cuba cet attentat qu'il qualifie, lui, par mensonge et hypocrisie, de rédemption cubaine. Après l'emploi de la sommation et des armes, aujourd'hui prêtes, il autorise formellement la Présidence à faire appel, en dehors des forces navales et terrestres existantes, à d'autres forces nouvelles afin de constituer une armée formidable. Et il conclut par cette déclaration trompeuse qu'il n'a aucune intention de conquête et de domination définitive : car l'occupation ne doit durer que pendant le temps nécessaire afin que l'île soit complètement pacifiée et que ses habitants soient entièrement libres.

Ainsi commencent toutes les occupations; ainsi commença l'occupation de la Bosnie par l'Autriche; ainsi commença l'occupation de l'Egypte par l'Angleterre ; ainsi commença l'occupation de Rome par Napoléon III ; et ainsi commença l'occupation de Venise et de Milan par la célèbre Sainte-Alliance. Tous promettent aux peuples indirecte-

ment conquis que l'occupation ne durera pas longtemps ; mais toute occupation ne cesse qu'à la suite de la guerre ou de l'emploi de la force.

Et la guerre a été déclarée.

Ces républicains que nous considérions comme des dieux, ces fils privilégiés de l'homme, se sont transformés en quelque chose de comparable aux tigres des forêts ou aux crocodiles et aux requins des eaux.

Je n'ai jamais vu dans l'histoire une entité sociale tomber de si haut, si bas. Les descendants de la grande émigration puritaine ont été précipités si bas qu'on peut les confondre avec les espèces inférieures ; ils deviendront les ascendants d'une race profondément dégénérée qui aura de nombreux points de contact avec les tigres, si forts, ou avec les singes, si faibles, mais non avec les hommes ; car elle ne méritera jamais d'appartenir à la race humaine. On ne commet pas des crimes si inhumains sans avoir à subir, dans la suite, le juste châtiment d'une longue et irréparable décadence.

Tous les penseurs européens croyaient qu'un progrès immense et continu se produisait dans la société américaine, et que les citoyens de cette société, étant données les sélections sociales qui ont tant de rapport avec les sélections naturelles récemment découvertes et déjà vulgarisées, étaient destinés à donner le jour à une espèce surhumaine. Et maintenant ils ne peuvent pas s'expliquer que ces hommes se soient laissé emporter par leur haine au point de perdre toute conscience et de tomber, avec la guerre et la conquête, bien plus bas que les espèces inférieures, car maintenant ils ne méritent pas d'autre nom et ne peuvent pas avoir d'autre place, dans la société humaine, que le nom et la place qui sont dévolus, dans la nature, aux animaux carnassiers dont le but est de produire, avec leur insatiable voracité, la mort et l'extermination.

Quant à nous, bien qu'une pareille catastrophe ait fondu sur l'Espagne, nous sommes sereins, de la sérénité du juste, qui n'a aucun remords sur sa conscience, ni aucune tache dans sa vie.

Par un fait du hasard, Cuba, ou plutôt les traîtres Mambises cubains, instruments du conquérant et de l'étranger, se sont soulevés, non au milieu des nuits sombres de nos réactions, mais bien en pleine aurore de notre liberté. Au moment où nous allions leur accorder tous les droits naturels et supprimer l'esclavage, ils prirent les armes en 1868 ; maintenant que nous allions les autoriser à se gouverner librement eux-mêmes, ils ont encore une fois pris les armes, dans un accès de folie ou de manie du suicide.

Mais la nation espagnole n'a, cela est bien certain, aucun remords sur sa conscience, blanche et claire comme le soleil. Tous les droits qu'a pu formuler la philosophie moderne et qu'ont pu adopter les constitutions les plus libérales, nous les avons tous reconnus aux Cubains. De larges amnisties ont eu pour but d'oublier les innombrables crimes de l'insurrection et ont ouvert la voie du droit et de la légalité à ceux-là même qui ont lutté contre nous, cruels et féroces, avec le *machete*, avec la torche, avec la dynamite, qui ont anéanti une génération entière avec leurs exécutions sommaires et ont ravagé l'île avec leurs horribles

incendies. Et, pour couronner tout cela, nous leur avons accordé une constitution autonomiste, qui rivalise avec les constitutions les plus libérales du monde.

Et comment Mambises et Yankees, aussi criminels les uns que les autres, ont-ils répondu à cette générosité et à ces concessions de la sublime nation espagnole, plus grande encore dans ses malheurs que dans ses plus beaux triomphes et dans son ancienne prospérité? — Les Mambises ont répondu en repoussant l'armistice qui leur avait été proposé. Les Yankees ont répondu en nous déclarant sans motifs une guerre sans merci.

Mais nous avons la raison de notre côté ; et nous mettons dans cette raison, qui est pour nous, nos meilleures et nos plus légitimes espérances. Dieu ne peut pas abandonner un peuple qui a tant fait pour l'humanité, comme le prouve son épique histoire qui n'a jamais été surpassée.

Nous mettons tout notre espoir de salut en Dieu et en sa justice. Et nous nous en tirerons et nous nous sauverons ; car l'ancien idéalisme espagnol est dans l'âme de toutes les générations nationales ; il décuplera nos forces pour défendre, contre la barbarie et la fatalité du nombre, notre indubitable droit.

* * *

Après avoir suivi les préliminaires d'une guerre que nous croyions facile à éviter, nous avons parlé des premiers événements survenus et de leur répercussion, ainsi que de leur influence sur la politique intérieure. Ayant contracté avec votre *Revue* l'obligation de faire connaître les faits politiques et sociaux les plus intéressants qui se produisent en Espagne, je ne m'occuperai pas du passé, attendu que mon rôle est surtout d'être l'historien des faits du jour, et je chercherai encore moins à pénétrer l'avenir, attendu que, dans ces moments troublés, le prophète et la prophétie sont fort exposés à se tromper.

Je me contenterai donc de traduire l'impression causée, par les désastres de Manille dans l'opinion publique.

Nul ne s'explique aujourd'hui comment les marins Yankees ont pu surprendre les nôtres au milieu de la nuit, sans que ceux-ci pussent s'en apercevoir, chose pourtant facile, et sans qu'ils les aient évité, chose non moins facile; comment enfin l'escadre ennemie a pu entrer dans la baie de Manille. Que les feux des navires Yankees fussent éteints, alors que ceux de l'entrée du port étaient allumés; que notre escadre fût près de la côte, à l'ancre peut-être, attendant paisiblement l'agression de la flotte ennemie; qu'il n'y eût pas une seule torpille dans les trois canaux qui relient la baie à l'Océan; qu'on ne tirât pas un seul coup de canon d'une forteresse aussi formidable, d'un point stratégique aussi bien défendu que l'est l'île du Corregidor; que des nouvelles confuses soient arrivées sur la conduite de nos soldats; qu'on n'ait pu tirer au clair, pendant une longue semaine, l'état et la position de nos ennemis : tous ces incompréhensibles malheurs produisent un malaise si intense et si profond, que personne ne pourra s'étonner, en présence de circonstances

si néfastes, du dérangement collectif nerveux qui a engendré une série d'agitations continues, comme d'ailleurs cela s'est produit dans tous les temps, chez tous les peuples assaillis par la fièvre d'une crise aussi épouvantable.

Il faut pourtant reconnaître que l'exaltation méridionale de l'Espagne est tempérée par une grande résignation chrétienne et par une patience presque mystique. Les Cortès, dont on commençait à perdre l'habitude, ayant été réunies, et les crises ministérielles se trouvant ainsi facilitées, l'opinion publique n'a pas varié un seul instant et les oppositions les plus intransigeantes n'ont pu entraîner la chute d'un seul ministre. En vain, plusieurs députés, appartenant à la fraction dite indépendante, se sont-ils ligués pour renverser le ministre de la marine. Leurs votes et leurs discours sont allés se briser contre la patiente fermeté de notre Congrès si discipliné. Selon l'opinion des hommes les plus compétents dans ces questions de crises et les plus habiles à organiser de nouveaux ministères, cinq membres du présent cabinet devaient disparaître : le ministre de la guerre, pour ne pas s'être préparé à la lutte : celui de la marine, à cause des désastres survenus dans les colonies asiatiques ; celui des affaires étrangères, qui a vu éclater dans ses mains le pétard de la guerre et n'a pas su l'éviter ; celui des colonies, pour son système politique impopulaire et stérile enfin celui des finances, responsable de la baisse considérable de nos valeurs et de l'énorme hausse de nos changes. Mais l'Espagne présente une singularité politique inexplicable pour les étrangers. Le président du conseil, tel aujourd'hui M. Sagasta, semble avoir sa part de l'irresponsabilité royale, puisqu'il peut sacrifier, sans scrupules, tous les membres de son cabinet comme s'il n'en faisait pas partie, comme s'il se tenait éloigné de toutes les affaires gouvernementales. Ce qui seulement peut expliquer le repêchage des ministres naufragés, c'est qu'ayant craint, malgré tout, de voir M. Sagasta se démettre avec eux, ils n'ont pas osé prononcer le nom de ceux que l'opinion censure et qui méritent, en effet, un juste et immédiat châtiment.

A la vérité, ou bien gouverner n'est rien, ou bien gouverner c'est prévoir. Et nos ministres, eux, ne surent pas pressentir comme ils le devaient la guerre formidable qui se combinait et se levait sous leurs yeux.

Les Yankees placent dans le Tage une escadre qui, du Portugal, menace les Baléares et les Canaries ; ils placent, à Hong-Kong, une autre escadre qui menace l'archipel philippin ; ils en envoient une autre encore, à l'île de la Tortue, pour menacer nos Antilles ; d'autre part, ils envoient à Madrid un ministre chargé, à la fois, de crier, de vociférer beaucoup, et d'endormir le gouvernement, par l'affirmation journalière que jamais ces menaces ne s'accompliront, que jamais le conflit n'éclatera, alors qu'il avait éclaté déjà ; et nos gouvernants ne s'aperçoivent de rien et les voilà qui tombent dans ce grossier piège diplomatique !

Vous voyez bien que nous ne sommes pas, nous, Espagnols, semblables aux Italiens qui poursuivirent leurs amiraux, en leur attribuant unanimement les désastres de Lissa ; que nous ne sommes pas semblables à ces

Français, ennemis implacables de leur grand homme d'État Jules Ferry, qui renversèrent le gouvernement de ce ministre éminent, pour une fausse déroute en Asie; que nous ne sommes pas comme ces détracteurs acharnés de Crispi, après les défaites d'Abyssinie, puisque, tranquilles et sereins malgré tout, nous gardons au pouvoir les auteurs responsables de nos malheurs, et que nous ne songerons à leur demander des comptes rigoureux que lorsque sera close l'enquête ouverte sur leur incapacité. Mais, croyez-moi, si la crise espagnole n'offre pas le caractère aigu de la crise italienne, après les fautes et les erreurs de Crispi, nul ne peut affirmer qu'elle n'éclatera pas si de fâcheuses nouvelles viennent à surgir encore, et que nous n'aurons pas, nous aussi, à ce moment d'angoisse terrible, notre propre Sedan.

Je dois le dire : la Cour se mêle trop des affaires politiques et compromet, par des interventions qui ne conviennent pas à son caractère et à son rôle propre, l'irresponsabilité de son chef qui ne peut exister que lorsque les courtisans restent étrangers aux décrets des ministres et aux lois des assemblées. Or, en ces derniers temps, la Cour a compromis la personne du Pape dans les affaires de Cuba; la Cour a montré des préférences pour des généraux comme Polavieja, au détriment d'autres généraux comme Weyler, par exemple; la Cour nous a valu l'indirecte intervention étrangère qui a inspiré les démarches faites par les représentants des divers États européens, pour imposer l'armistice entre les rebelles et le gouvernement américain, tout de suite et à n'importe quel prix.

Eh bien, non, la Cour ne doit pas, ne devait pas, en agissant ainsi, établir une corrélation entre cette présente année et le 92 français du siècle dernier. Il suffisait de la conversion de nos billets de banque en assignats, de la crise que subissent nos subsistances, de la rareté du pain, des colères absolutistes semblables aux colères vendéennes, de la guerre sociale dans cent villes différentes, des manifestations tumultueuses de chaque nuit, des conjurations réactionnaires, des irruptions étrangères enfin. De toute façon, il ne paraît pas prudent de traiter, sans l'intervention des ministres, avec des puissances étrangères, comme le faisaient les courtisans de Marie-Antoinette et de Louis XVI. Les mêmes causes engendrent les mêmes effets.

Combien notre angoisse fut cruelle en ces derniers jours! En même temps que se succédaient les mauvaises nouvelles de Manille, d'autres, pires encore, nous arrivaient des Antilles, presque aussi tristes. Aux Philippines, sans doute, les Yankees ont dû se borner à la conquête de Cavite, et, aux Antilles, les forces ennemies, après trois tentatives de bombardement, n'ont obtenu aucun avantage sérieux. Mais on dit à tout moment que les États-Unis organisent, dans leurs ports du Pacifique, une expédition exclusivement chargée de prendre définitivement possession de l'archipel philippin, et l'on ajoute qu'ils organisent de même, dans leurs ports du golfe mexicain les plus rapprochés, une seconde expédition destinée à envahir les Antilles et à s'en emparer.

Et pourtant, quoique blessé par tant de douloureux événements et d'outrages immérités, le peuple espagnol ne se désespère ni ne se lamente;

il se confie à cette vertu capitale de sa complexion physiologique : sa constance, sa persistance, sa ténacité, appelez-la comme vous voudrez.

Le ministère de la guerre espagnol prépare, lui, une expédition destinée à faire rendre gorge aux Yankees du Pacifique et à les chasser de Cavite ; de son côté, le ministère de la marine donne des instructions pour que l'escadre, qui se trouvait réunie au Cap-Vert il y a quelques jours, puisse protéger les deux Antilles menacées qui, dans la fièvre de leur enthousiasme patriotique, sont toutes deux disposées à défendre contre tout et contre tous, l'intégrité nationale.

Entre temps, la crise politique intérieure continue. Et cette crise atteint aujourd'hui des personnages plus haut placés que des ministres, et des institutions plus souveraines qu'un ministère. Un télégramme de Vienne, transmis par voie de Londres, sur les projets qu'on prête à la Régente, a motivé cette situation critique. En effet, la rumeur court, très persistante, et, sinon admise, du moins commentée par toute la presse en Europe, que la Reine Régente se dispose à abandonner le pouvoir pour qu'une nouvelle régence se substitue à la sienne afin de parer aux nécessités publiques et de résoudre les problèmes pendants. Selon le jugement et l'opinion des hommes les plus compétents en cette matière, la Reine considère qu'il est impossible qu'elle puisse signer, elle, une paix prompte et se dessaisir d'une portion du territoire national sans que son fils et elle aient à courir des risques, en raison de son caractère et de son origine étrangère.

Ce qui se produit entre les parents de Marie-Christine est identiquement ce qui se produisit entre les parents de Marie-Antoinette, et au Palais, la Reine est généralement appelée « l'Autrichienne », plus encore que dans le peuple. Aussi, « l'Autrichienne » croit-elle que, si une princesse espagnole occupait la Régence, celle-ci pourrait plus facilement et avec plus de sécurité pour l'enfant royal, faire des sacrifices, difficiles et périlleux pour une régente autrichienne. Et comme la Constitution en vigueur exige que les princes susceptibles d'être appelés à la Régence soient désignés d'une façon claire et précise, la première personne qui apparaît est l'infante Isabelle, espagnole, madrilène, ayant d'instinct toutes les superstitions, toutes les habitudes et toutes les coutumes nationales auxquelles la Reine Christine n'a pu naturellement se plier, et, en outre, un nombreux parti de courtisans. La Reine juge qu'il serait peut-être extrêmement habile de confier à sa belle-sœur les rênes du gouvernement afin qu'Alphonse XIII soit ainsi préservé des écueils qui le menacent et que l'Espagne obtienne enfin la paix si désirable.

Les ministres nient la véracité de cette rumeur, mais ils ne peuvent que donner cette dénégation ; elle a pris crédit dans l'opinion, elle y pénètre de plus en plus, et, comme nous approchons d'un prompt dénouement, souhaitons que ce dénouement ne soit pas une suprême catastrophe !

Si réellement il n'y a pas de crise de régence, ni possibilité aucune de nouveau régent, il y a, en tout cas, une crise ministérielle très profonde, et l'on a l'assurance que de nouveaux ministres seront, sous peu,

appelés au pouvoir. Or, comme il est indubitable que seul le parti libéral peut gouverner aujourd'hui et que ce parti a ses propres Cortès, récemment réunies, nul homme politique sensé ne doit compter sur la venue et le gouvernement d'un ministre conservateur ou réactionnaire quelconque. On prétend donc, ce qui confirme ce que j'ai dit sur son inviolabilité et son irresponsabilité, que M. Sagasta va se débarrasser de la plupart des ministres actuels et former, sous sa présidence, un nouveau ministère libéral. Mais ici, précisément, commencent les difficultés les plus insurmontables. Le nouveau ministère libéral qui, seul, pourra se former, sera semblable à celui-ci, car il faut compter avec deux fractions, la fraction présidée par M. Montero Rios, président du Sénat, et la fraction présidée par M. Gamazo qui fut, un jour, ministre des finances dans un cabinet Sagasta. Montero Rios est disposé à entrer dans le ministère s'il peut ainsi servir le parti libéral ; mais M. Gamazo, qui émet, non sans raison des doutes sur le succès de ce remaniement, en raison des circonstances actuelles, résiste tant qu'il peut au gouvernement, car il prévoit que les libéraux auront à surmonter de nombreuses difficultés pour se maintenir au pouvoir...

Telles sont les nouvelles les plus importantes et les plus récentes du conflit extérieur et intérieur que traverse l'Espagne.

VII

La guerre. — Revue de ses faits [illegible]. — Réflexions sur cette revue. — Organisation militaire des Yankees. — [illegible] dans le monde saxon entre les races aryennes et les races de [illegible]. — Nos [illegible] à Cardenas et à Cienfuegos. — Héroïsme de notre armée. — Discours de Chamberlain et de Salisbury. — Leurs théories abominables. — [illegible] d'une alliance anglo-américaine. — Rivalités entre Chamberlain et Salisbury. — [illegible] universelle du monde civilisé [illegible] ces discours. — Arrivée de notre amiral à Santiago de Cuba. — [illegible] de la crise ministérielle. — Conclusion.

6 Mai 1898. — En rendant compte au jour le jour de la guerre engagée entre les Espagnols et les Yankees dans des mers éloignées, j'éprouve des difficultés d'annotation qui peuvent donner naissance à de nombreuses inexactitudes de ma part et à de nombreux faux jugements de la part de mes lecteurs. La rupture des câbles, l'intervention naturelle des journaux et des correspondants étrangers dans la chronique des événements, les informations contradictoires émanant du théâtre de la guerre, des milieux les plus opposés, font que l'historien d'un conflit de ce genre se trouve fort gêné ; car pendant le cours des hostilités, il est tenu à des réserves de toutes sortes, à des précautions sans nombre, pour établir la foi de son récit. En effet, une telle relation, si soignée soit-elle, tout en captivant l'attention croissante du lecteur, présente toujours des contradictions que rend inévitables surtout la distance énorme qui nous sépare du champ de bataille ; de toute façon, l'intérêt ou la passion altère notre récit que le temps et l'étude peuvent seuls mettre au point. Aussi, la nécessité impérieuse où l'historien se trouve de traiter les événements quotidiens pour les communiquer à ses lecteurs impatients l'empêche fatalement de disposer de ce temps nécessaire et de se livrer à cette étude obligatoire. C'est pour cela que j'ai résolu d'écrire une chronique à la manière des anciennes chroniques monastiques, c'est-à-dire en mettant au commencement de chaque paragraphe important, à leur date quotidienne, les nouvelles reçues, quitte à les rectifier le lendemain à l'aide d'autres nouvelles plus exactes et plus récentes. La *Nouvelle Revue internationale* de Paris pourra donc publier une chronique de la guerre où j'aurai résumé, à leur date, tout ce que je sais, et formulé sur la nature et le développement du conflit mon jugement et mes appréciations. Je préviens d'ailleurs le lecteur que c'est la méthode que j'ai suivie en 1870, pour narrer, dans les revues américaines, les incidents de la guerre franco-allemande, ne connaissant pas de meilleure méthode pour raconter des faits variés et mul-

tiples comme ceux qui accompagnent d'aussi épouvantables et inénarrables catastrophes.

12 *mai*. — La guerre se développe lentement. Malgré l'échec qu'elle a éprouvé à Manille, l'Espagne garde sa majestueuse sérénité; elle ne se déconcerte pas: elle ne désespère pas de sauver complètement son empire colonial. De toutes parts, on découvre des preuves puissantes que les Etats-Unis ont un pouvoir industriel et mercantile de premier ordre dû à leur tempérament démocratique et républicain; mais en ce qui concerne leur pouvoir naval et militaire, ils ne jouissent pas des mêmes avantages et ne montrent pas ces mêmes aptitudes qui les distinguent dans le commerce et l'industrie. Le défaut d'unité de ses peuples cosmopolites, surtout ceux qui avoisinent les Antilles; les rivalités, qui sont de véritables luttes, entre les races de couleur et les races aryennes; la paix prolongée qui suivit cette guerre épique contre l'esclavage et dont il reste à peine quelques survivants; la déification du commerce et du lucre qu'elle place au-dessus des efforts de l'héroïsme et des résignations du martyre; l'inaptitude résultant d'une grande immobilité de ses armées belliqueuses et dévastatrices, si opposées aux armées fécondantes du travail, ont donné ce résultat que l'Amérique se trouve mal préparée pour l'entreprise colossale qu'elle a assumée; qu'elle est obligée de se heurter, à chaque pas, à une nouvelle difficulté qui lui dit clairement de renoncer à ces guerres et à ces conquêtes absolument incompatibles avec sa nature et son histoire pour continuer à nous donner de ces grandes inventions qui étonnent et illuminent le monde.

Si l'on excepte son triomphe aux Philippines, dû plutôt à notre négligence qu'à son habileté, l'Amérique n'a remporté aucun avantage dans ce conflit gigantesque. L'organisation de ses milices devient de plus en plus difficile et laborieuse; les vieilles compétitions, pendant longtemps latentes, aujourd'hui à l'état de fait dans les Etats Yankees, montrent de quelle façon la région s'assimile peu à l'Etat et comment ce défaut d'assimilation lui ôte son unité de discipline qui est indispensable à l'armée. Le soldat de tel canton ou district ne voudra pas les chefs de tel autre canton ou district, quoiqu'ils soient voisins; il mettra en discussion les autorités nommées aux commandements suprêmes, comme il est permis de mettre en discussion dans un club l'élection du chef d'un parti. Au fond de toutes les armées saxonnes apparaît la tache qui perdit les armées carthaginoises. Le mercenaire qui est capable d'accomplir sa fonction comme une machine, est incapable de s'élever jusqu'aux transfigurations héroïques, grevant de son désir ardent de lucre et de confort complet, aussi bien les caisses du régiment que celles du Trésor.

N'allez pas demander à l'armée américaine l'égalité dans les aspirations, dans les idées, dans les mœurs, dans le patriotisme, qui sont l'apanage des armées latines, surtout des armées française et espagnole; le noir est là qui obscurcit et trouble tout.

La guerre entre les deux couleurs fondamentales humaines jamais ne cesse, ni dans la confraternité particulière des soldats, ni dans le sein

même de la mort. Les nègres préfèrent la déroute des blancs à la victoire de leurs compagnons d'armes.

Malgré tout, ils s'estiment très heureux. Ils organisent des expéditions avec lesquelles ils croient pouvoir englober l'archipel des Philippines, les Carolines, les Mariannes, les grandes et les petites Antilles, les îles Fortunées, les Baléares, et envahir non seulement le territoire colonial de l'Espagne, mais encore son territoire péninsulaire, oubliant qu'il fut sauvé d'irruptions bien plus violentes, à différentes époques de l'histoire, par la seule constance de ses fils.

Jusqu'ici, leur attaque contre les Philippines leur a réussi, ayant pu utiliser le magnifique arsenal de Cavite; mais, déjà, ils commencent à apercevoir les nombreuses difficultés qui vont surgir sur leur route dans cette entreprise commencée avec un si incroyable bonheur.

Il est vrai qu'ils bombardent Manille; mais l'Espagnol ne s'est-il pas distingué dans tous les temps par sa patience à résister aux sièges et à repousser les assaillants, préférant, à la soumission collective de toute une population, le suicide collectif, la mort immédiate, fût-ce même au milieu des flammes de l'incendie? Sagonte, Numance, Saragosse, Gérone, Cadix, Alicante, et aujourd'hui même Bilbao, corroborent mon assertion que demain peut-être pourront corroborer la Havane, Manille, Saint-Jean de Porto-Rico. Il est certain que l'escadre américaine victorieuse du Pacifique, qui s'est rendue maîtresse, par un triomphe violent, d'une partie de la capitale des possessions espagnoles, dans ces eaux éloignées, réclame à présent des renforts en peignant sa situation comme très grave, si elle doit tenter un débarquement et organiser une conquête.

Le chagrin qu'elle éprouve doit être grand en voyant qu'elle n'a aucun moyen de nuire. Il se rencontre dans l'archipel des Philippines des races inférieures insoumises qui, réduites en esclavage, d'une part, par le régime monastique prédominant dans cet archipel, excitées, d'autre part, par les rebelles de Cuba et par les Machiavels de Washington, se sont soulevées avec une rage anarchique contre la pacifique et séculaire domination espagnole. Les Yankees, qui sont de grands anarchistes et les amis de toutes les révoltes et de tous les révoltés, leur ont envoyé des armes et de l'argent; mais ils découvrent maintenant qu'ils n'ont pas été habiles puisqu'ils se trouvent avoir travaillé pour le roi de Prusse, comme on dit en France, car ils ont du même coup entretenu des ennemis aussi résolus à les repousser que peuvent l'être les indigènes espagnols.

Et, à Cuba, les choses ne vont pas mieux pour eux. Ici aussi ils ont voulu débarquer et ils ont dû se retirer. Depuis quelque temps déjà, ils bombardaient inutilement la Havane et tentaient une descente audacieuse sur les territoires occidentaux de Cuba, multipliant les efforts pour venir à bout de notre résistance. Ils nous attaquaient sur deux points à la fois, par Cienfuegos et Cardenas. Bien que les assiégeants luttassent avec de nombreuses forces contre cette dernière place, les assiégés vainquirent par leur héroïsme, qui était supérieur à celui de leurs adversaires, tant dans l'attaque que par la ténacité! Pour entrer

dans le port de Cardenas et détruire nos vaisseaux, les Yankees se livrèrent à une vive canonnade; ils avaient une flottille formidable et bien pourvue de torpilleurs. Cependant, la faible garnison navale de Cardenas, aidée par des artilleurs habiles et par des canons de forteresse, mit l'ennemi hors de combat dans le bref espace d'une heure. Le commandant yankee Bernadon, dut déclarer qu'il était également impossible de surpasser en adresse ses pointeurs et de tirer avec une sûreté pareille à celle de ses artilleurs. Ce qui paraît établi dès à présent, c'est que les canonnières *Willmington* et *Hudson*, ainsi que le torpilleur *Winstow*, après avoir combattu avec audace, attaqués par nos marins, éprouvèrent de grandes pertes qui les contraignirent à renoncer en toute hâte à leur funeste entreprise, n'ayant jamais assisté à un déploiement de courage égal à celui par lequel se distinguèrent les marins et les artilleurs espagnols qui étaient bien résolus à lutter et à vaincre à tout prix.

La canonnade, dirigée contre Cienfuegos par quatre navires ennemis, avait duré six heures et demie, et le bombardement de Cardenas une heure. A ces deux attaques, il faut en ajouter une troisième, que vient de nous annoncer le télégraphe, celle de Saint-Jean de Porto-Rico, dont le ministère nie officiellement l'existence, en nous informant que notre flotte, qui avait jeté l'ancre au Cap-Vert, a été aperçue dans les eaux françaises de la Martinique. Mais, dans un port neutre, notre escadre n'a pu séjourner plus de vingt-quatre heures. Elle doit donc, à travers les mers, suivre une route publiquement ignorée pour arriver à une rencontre inévitable et suprême avec l'ennemi. D'après les calculs les plus autorisés, elle relâchera à Curaçao, possession hollandaise; mais, sachant qu'elle ne trouvera pas, dans cette île, le charbon nécessaire pour la ravitailler, elle relâchera à Port-de-France. La rencontre attendue ne peut donc tarder longtemps, et elle sera, selon toutes probabilités, décisive. L'escadre ennemie, en ce moment dans les eaux des Antilles, comprend onze navires. Quatre cuirassés sont supérieurs aux cuirassés de l'escadre commandée par l'amiral espagnol Cervera, en artillerie, tonnage et cuirasse, mais inférieurs en vitesse; deux sont supérieurs en tonnage, égaux en vitesse et inférieurs en artillerie et cuirasse; trois sont de second ordre et de force inférieure aux précédents. Par conséquent si l'escadre espagnole peut profiter de la vitesse supérieure de ses vaisseaux pour fuir un combat inégal avec les quatre principaux cuirassés et les deux moniteurs ennemis, tout en soutenant un combat avec les autres cinq navires, elle le fera dans des conditions très avantageuses, bien qu'elle ait affaire à un ou plusieurs cuirassés de première force et de grande vitesse, qui sont spécialement chargés de parcourir les eaux des Antilles, afin de protéger les côtes américaines. Quoi qu'il en soit, je crois que ces vaisseaux n'ont pas de blindage de côté et que leur artillerie n'est pas supérieure à la nôtre.

Nous avons donc confiance que si nous n'obtenons pas une grande victoire, nous éviterons une grande déroute. Je clos ces renseignements du jour sans cacher mes anxiétés et mes angoisses indicibles. Aussi, viens-je vous demander d'adresser avec moi des vœux au ciel pour qu'il

assure la victoire à notre droit qui est incontestable, mais contesté par une puissance aveugle en vue d'une conquête impardonnable.

14 *mai*. — L'ennemi vient de bombarder Saint-Jean de Porto-Rico sans succès pour lui, sans graves dommages pour nous. Après une canonnade nourrie, dirigée contre nos forts auxquels ceux-ci ont répondu énergiquement, les canonniers se sont retirés sans nous faire beaucoup de mal et en subissant de terribles pertes. Le bombardement de Saint-Jean de Porto-Rico ressemble à ceux de Matanzas, de Cardenas, de Cienfuegos, c'est-à-dire à des opérations militaires inutiles, et analogues plutôt à des cabotinages prémédités qu'à des efforts sérieux. Après leur triomphe de Manille, imputé à notre négligence par l'opinion universelle, les Américains prétendent qu'il leur sera aisé de réaliser les plans les plus difficiles et d'obtenir les résultats les plus fantastiques. Mais qui trop embrasse mal étreint. Quand on se propose à la fois, comme les États-Unis, de défendre les côtes avoisinantes de nos eaux de toute attaque et de tout assaut de notre part; de bloquer des milliers de milles en un blocus étroit comme à Cuba; de conquérir en Extrême-Orient les îles Philippines et en Extrême-Occident les Antilles par de nombreux débarquements, que nos soldats attendent impatiemment pour en châtier les auteurs, on ressemble à des déments inconsidérés et capables seulement de concevoir, dans leur égarement, de tels plans. En effet, les États-Unis manquent des forces de terre et de mer nécessaires à l'exécution d'aussi grandioses témérités, assez incompréhensibles chez un peuple qui aspire à passer pour un grand peuple dans les jugements de l'Univers. Il est vrai que, depuis le commencement de cette guerre qui est si déshonorante pour les Anglo-Américains, ceux-ci doivent moins le progrès de leurs armes à leurs efforts et à leur courage qu'à l'insurrection parricide des Tagalos à l'Est et des Mambises à l'Ouest. Et maintenant, ils risquent d'apprendre à leurs dépens que ces peuplades préfèrent la domination traditionnelle de l'Espagne à la domination nouvelle de l'Amérique du Nord. Quelle désillusion! A présent nos soldats font prisonniers des journalistes yankees, parmi les plus brouillons qui croyaient qu'il leur suffisait de fouler aux pieds le sol cubain, pour que tous les habitants se levassent afin de se livrer à leur discrétion et de les acclamer ainsi que des amis et des rédempteurs. Ces Garibaldis d'un nouveau genre s'imaginaient qu'ils allaient s'immortaliser à Cuba, comme l'expédition des Mille immortalisa le grand et légendaire capitaine en Sicile. Nous avons fait entendre mille fois au peuple américain que cette grave erreur de nous combattre leur coûterait cher, et qu'ils avaient tort de prendre les rancunes de quatre désespérés pour la volonté souveraine et entière d'un peuple libre. Porto-Rico et Cuba, en se défendant comme elles se défendent contre leurs faux libérateurs, nous prouvent qu'elles sont patriotiquement unies, non par les chaînes de fer de l'obéissance forcée, mais par les liens spirituels de l'amour que les enfants d'un même pays doivent à une mère aussi grande et aussi glorieuse que peut l'être l'Espagne.

15 *mai*. — Les opérations de notre escadre sont le sujet d'une grande anxiété pour les Yankees, si pleins d'illusions depuis que les Mambises,

profitant de leur ignorance et de leur maladresse, les ont abusés en leur affirmant qu'ils n'avaient qu'à paraître dans les Antilles pour entraîner les peuples à leur suite, et approfondir le fossé qui sépare les îles espagnoles de la métropole. Aussi, est-ce sans succès que nous leur avons fait remarquer que la rébellion allait de jour en jour en décroissant, et les avons fait prévenir que le gouvernement soi-disant indépendant de Cuba ne pouvait compter ni sur un monument public pour s'installer, ni sur une armée régulière pour se défendre, ni sur les habitants pour l'aider à durer; qu'il était composé, au contraire, uniquement de hordes noires ou sauvages qui se levaient de loin en loin de leurs marécages et de leurs lianes comme une calamité naturelle, comme des microbes de peste, comme des avortons du climat tropical que n'assujettit aucune loi humaine, comme un produit naturel des fatalités physiques et indestructibles, de sorte que cet incendie triomphal que les Yankees devaient allumer sur leurs pas ne se découvre nulle part encore; que les soldats dont le soin devait être de courir à eux pour se soumettre n'apparaissent nulle part : tout cela n'a été que ruses de rebelles pour servir les ambitions sans mandat de nos ennemis intercontinentaux. Aussi, depuis que les Américains ont reçu ce premier démenti à leur foi, sont-ils fort inquiets, d'autant plus inquiets qu'ils ignorent l'endroit où se trouve notre escadre, qu'ils sont sans nouvelles des évolutions de nos navires, ce qui les oblige à tout redouter de l'inconnu comme peut le redouter quiconque chemine entre deux abîmes au milieu d'épaisses et impénétrables ténèbres.

Nos ennemis ne savent pas de quel bois se chauffer, ni à quel saint se vouer, pour me servir d'expressions accoutumées. Résolus aux pires faiblesses, ils ne s'attendaient à être arrêtés par aucun obstacle. Dès l'instant que leur intention était de tenter toutes les témérités et de commettre tous les crimes, ils ne pouvaient ressentir, en ce grave conflit, des scrupules d'aucun genre. Ils réprouvaient la course et ils ont commis des actes de piraterie comme les anciens écumeurs de la mer; ils défendaient le droit des neutres, le pavillon couvrant la marchandise, et ils ont commis des impairs incroyables auprès des navires sur lesquels ils n'avaient pas d'autre titre que la violence et la force, comme si nous fussions revenus à l'âge du droit et du travail, à l'âge de la guerre éternelle, à l'âge de la préhistoire, à l'âge où les espèces supérieures luttaient contre les espèces inférieures que leur fatale destinée obligeait, pour exister, à un combat continuel, à une extermination de chaque instant, à une bataille horrible sans fin ni trêve. Le monde croyait que les Yankees étaient civilisés parce qu'ils nous avaient rendu le service immense de procurer à nos industries les applications de la vapeur et de l'électricité; mais depuis qu'ils ont soutenu une conjuration dirigée contre notre territoire; déclaré une guerre sans rien qui puisse la justifier; conquis comme des voleurs de grands chemins, des territoires étrangers; bombardé des villes et débarqué des troupes sans les avertissements qu'impose le droit international et les distances que doit observer tout attaquant vis-à-vis les enfants et les femmes, nous les tenons pour un peuple barbare, sauvage, un peuple de cannibales

revenu, par son contact avec les Peaux rouges sans doute, aux temps qui précédèrent l'épopée des découvertes espagnoles, et nous les haïssons pour les combattre parce que nous leur avons porté la civilisation moderne dont ils sont indignes.

16 *mai*. — L'échec des tentatives américaines sur Cuba et Porto-Rico, influe de telle façon sur les ministres des Etats-Unis et déconcerte à tel point le président qu'on parle couramment de remplacer, à la tête de la flotte, l'amiral Sampson, par un amiral plus habile et de plus grand mérite.

Il faut avouer, en effet, que les retraites de Matanzas, de Cardenas, de Cienfuegos, de Cabañas, de Porto-Rico, ne sont pas faites pour augmenter le prestige et le crédit des marins yankees, ni pour donner du relief à une aussi formidable guerre que celle que nos ennemis insensés ont la prétention de soutenir contre nous. La presse officieuse des Etats-Unis déclare aujourd'hui que le bombardement de San-Juan de Porto-Rico n'entrait pas dans le plan général de combat. Sans doute aussi que n'entraient pas dans les prévisions américaines, les heureuses manœuvres de notre flotte et la façon habile avec laquelle notre distingué amiral Cervera, a su se moquer de l'ennemi qui le poursuivait, et a su éviter les pièges en passant par la Martinique, par le Yucatan, par Curaçao, par d'autres points qui pouvaient le conduire sans péril au secours de Cuba pour l'aider à repousser ses implacables adversaires.

On raconte que lorsque Lamoricière se mit à la tête des troupes pontificales poursuivies par les généraux italiens, jamais il ne parvenait à savoir où se trouvait l'ennemi, tandis que celui-ci savait, heure par heure, où se trouvait le général français. Irrité, ce dernier s'en plaignit à Antonelli, le premier ministre de Pie IX : « A quoi sert, lui dit-il à la fin de sa malheureuse campagne, d'entretenir tant de police secrète et tant de sbires à gages pour n'être pas mieux renseigné? » On peut en dire autant aujourd'hui des Américains. Leurs nombreux conseils, leurs agents diplomatiques ne leur servent à rien, car Cervera sait toujours où est Sampson et Sampson ne sait jamais où est Cervera.

17 *mai*. — Je ne puis aujourd'hui traiter d'autre question que la question des discours britanniques. J'entends par ces mots les discours qui viennent d'être prononcés par le premier Ministre et par le ministre des colonies dans de grandes assemblées de caractère mercantile en apparence, mais de caractère politique en réalité. Les Anglais, si originaux en soi que nous les prenons pour des extravagants, ne profitent pas des débats des Chambres pour exposer les graves problèmes et les propositions transcendentales, il leur faut pour cela des réunions amies qu'ils baptisent du nom de clubs, dans le sein desquels, sans craindre des protestations, sans rencontrer des difficultés, ils disent tout ce que leur suggère leur goût et font à leur gré les nouvelles combinaisons qui vont enfin donner au pays l'orientation politique à laquelle il aspire toujours bien avant qu'elle ne se produise. Les hauteurs du gouvernement sont faites pour diriger, avec l'expérience du passé, la vigilance du présent et l'étude de l'avenir, un grand peuple qui, en voyant les égards dont on l'accable et l'organisation dont il jouit, croit se gouverner lui-même alors

que ce sont ses hommes d'État experts et consommés qui le gouvernent. Depuis longtemps déjà, le cabinet anglais se trouve partagé par deux tendances très contradictoires et très impérieuses : l'une qui croit que la Grande-Bretagne est plus forte dans son isolement que dans un système d'alliance, et l'autre qui croit que la Grande-Bretagne doit fortifier l'empire par de grandes amitiés pour conserver les conquêtes acquises, d'une part, et, d'autre part, pour procéder à de nouvelles acquisitions dans toutes les mers et sur tous les territoires du globe. La première de ces tendances est representée par lord Salisbury, chef du gouvernement, et la seconde par Chamberlain, ministre des colonies.

Cette irrémédiable division pèse lourdement sur toute la politique anglaise contemporaine. Tous les États qui gouvernent la planète et tiennent l'hégémonie du monde, sont précisément affligés d'innombrables problèmes inconnus à ces petits États qui se meuvent dans l'orbite des grandes puissances, non parce qu'elles sont plus sages, mais parce qu'elles sont plus fortes. L'Angleterre, en particulier, se trouve avoir à résoudre de graves et nombreuses questions : la question d'Égypte, la question de Chypre, la question gréco-crétoise, la question turco-arménienne, la question de la mer Rouge et du golfe Persique, la question de l'Afghanistan dans les montagnes de l'Inde, sur les frontières de la Mongolie, la question chinoise dans la mer Jaune, la question du Niger dans le voisinage de l'État du Congo, la question de Zanzibar dans l'Afrique australe, la question des Boërs au cap de Bonne-Espérance, la question des bouches de l'Orénoque dans l'Amérique centrale, la question du Canada et de Terre-Neuve dans l'Amérique du Nord, la question de Gibraltar à l'ouest de la Méditerranée, la question de Chypre au milieu et la question de Suez à l'Est, sans compter la question d'Abyssinie et de Nubie, sont des problèmes tels que ne les ont jamais connus les plus grands empires nés dans le temps pour imposer leur domination dans l'espace. Eh bien, comme chacun de ces problèmes offre sa difficulté, présente sa cause de guerre, Salisbury propose de tous les résoudre par la voie de la conciliation et de la paix, tandis que Chamberlain veut les traiter par la voie de la guerre et de la conquête.

Assurément, Chamberlain n'aurait pas permis les massacres d'Arménie qui sont une honte pour l'Angleterre ; il n'aurait pas passé sous silence le pacte conclu entre les dominateurs de l'Allemagne et les califes de Constantinople ; il n'aurait pas toléré que la France s'emparât pacifiquement de l'île de Madagascar et des bords du Niger au détriment des intérêts britanniques ; il n'aurait pas eu les scrupules de l'opinion libérale européenne au sujet du traitement à infliger à Jameson et à ses flibustiers au moment de leurs irruptions dans les républiques indépendantes de l'Afrique ; il aurait riposté vivement aux anathèmes et aux défis du jeune César germain ; il aurait déjà protesté contre l'extension inouïe que va prenant l'empire moscovite à travers la Mongolie, la Mandchourie et la Corée ; il n'aurait pas, sans tirer le canon, admis les accaparements faits en Chine par l'Allemagne, qui comptait sur la patience du peuple anglais si maltraité en ces derniers temps qu'il n'a rien pu acquérir, tandis que les trois grandes puissances rivales, la

Russie, la France et l'Allemagne, se sont considérablement agrandies en s'emparant de territoires qui sont une menace contre la puissance britannique et une source d'influences sur le sort futur du monde. Mais ni le parti tory à cause de sa vieille expérience, ni le premier Ministre à cause de son tempérament pacifique, ni le caractère mercantile et industriel de la Grande-Bretagne à cause de son labeur séculaire, ne pouvaient souscrire à la politique conquérante du ministre des colonies. Aussi, la scission a-t-elle créé d'innombrables difficultés et de grosses crises au sein du gouvernement anglais.

Cette politique est un véritable démenti à toute l'histoire et à toute la doctrine du ministère des Colonies en Angleterre. Pour pouvoir la mettre en pratique, il faudrait altérer, modifier tout le tempérament physiologique et psychique de la Grande-Bretagne. Une société qui est organisée pour le travail, doit avoir un organisme correspondant et à sa mission historique et à sa fin sociale... Ne demandez pas aux espèces carnassières comme le tigre, le léopard, le lion, de faire ce que font les vers à soie et les abeilles. Pourquoi un Parlement qui paralyse les mouvements de l'Angleterre, en affaiblissant son pouvoir central? Pourquoi donner au peuple une liberté qui peut conduire à l'anarchie? Pourquoi une armée? Pourquoi des comices? Un empereur barbare avec l'épée pour sceptre et le manteau rouge de sang humain; un empire despotique comme celui de tous les conquérants, depuis Cyrus jusqu'à Tamerlan; une discipline militaire obligatoire remplaçant la discipline sociale volontaire; un budget uniquement consacré à l'extermination du monde au lieu d'être consacré à sa politique et à son travail, telle est la politique terrible que Chamberlain préconise maintenant. Or, cette nouvelle politique le met en contradiction absolue avec ses théories économiques d'antan, avec son ancien culte pour les droits de l'homme, avec les principes progressistes de son école de Manchester, avec ses propres propositions humanitaires et réformatrices, avec tout le prestige d'homme d'Etat que lui avait procuré, parmi les démocrates, sa couronne de profond penseur, qu'il estime aujourd'hui devoir échanger, si l'on s'en tient à ses derniers discours, contre une couronne de conquérant, comme celle d'Attila, pour devenir à son tour le fléau de l'humanité, le persécuteur de l'univers.

Jamais Disraéli, cet ennemi implacable de l'école démocratique, cet adversaire redoutable des idées soutenues par Chamberlain, cet apologiste d'un empire qui, en fin de compte, se convertit en faux honneur et en vain titre pour la reine Victoria, impératrice des Indes, jamais Disraéli, dis-je, n'éleva la romantique idée césarienne, qui fut pourtant le but de sa vie, au point où vient de la porter l'exalté huguenot qui a nom Chamberlain. Ce membre un jour de l'école de Manchester; ce compétiteur un autre jour de Dilke et de Labouchère, dans les principes avancés; d'un caractère radical à friser la République, et d'un tempérament utopiste à atteindre au communisme échevelé; ce réaliste exalté dans la seconde période de son existence, patriote, aristocrate et noble à la mode tory, afin de justifier ses conversions injustifiables, dut recourir aux procédés les plus exagérés et aux doctrines les plus

violentes de la nouvelle église politique vers laquelle le portaient naturellement ses impatiences incompréhensibles et son ambition surprenante. Parmi les apostats célèbres qui ont occupé une place dans l'histoire, depuis Julien jusqu'à Napoléon, ou qui ont appartenu, par leur talent, à la politique de Chamberlain, pas un, en entrant dans le camp de la réaction, n'exagéra, comme vient de le faire le ministre des Colonies britanniques, ses idées rétrogrades; pas un ne provoqua les scandales que provoque en ce moment la grande apostasie de l'ancien radical anglais, apostasie qu'il ose encore exprimer avec un cynisme dont, pour l'honneur de notre humanité, nos annales historiques gardent peu d'exemples. Nous pensions qu'il était impossible d'éclipser sur ce point Emile Ollivier qui, en son temps, fut le plus grand réactionnaire de France. Or, Chamberlain l'a surpassé. Si l'on s'en tient à la voie qu'il suit désormais et à la méthode politique qu'il vient d'inaugurer, son apostasie peut avoir, pour l'empire britannique, des conséquences aussi graves que celles qu'eut, pour l'empire français, l'apostasie de l'orateur républicain ci-dessus nommé.

Il y a dans le vieux parti tory plus de mesure et plus de pondération que chez ce radical si subitement converti au torysme. La preuve en est que Salisbury a résisté énergiquement à toutes les tentatives et à toutes les propositions belliqueuses de l'ex-radical. Salisbury a refusé de s'opposer, par des moyens violents, à l'occupation de Port-Arthur et de Talien-Wây, par les armées moscovites; il n'a pas voulu considérer comme un *casus belli* les irruptions plus ou moins vagues de l'armée française dans les possessions britanniques limitrophes au Niger; il n'a pas voulu s'opposer, par des protestations armées, aux accaparements perpétrés en Chine par les Allemands.

Il s'est contenté de laisser Chamberlain parler à sa guise du moment que les intentions de ce dernier ne devaient pas passer à l'état de faits. C'est ainsi que personne n'ignorait en Angleterre et que beaucoup en Europe savaient que les discours prononcés contre l'isolement de la nation britannique, que les manifestations faites en faveur d'une action universelle et d'une intervention anglaise dans tous les problèmes intercontinentaux, que les projets dirigés en Extrême-Orient contre la France, l'Allemagne et la Russie, provenaient de Chamberlain, uniquement préoccupé de donner au parti tory le caractère batailleur et révolutionnaire du parti radical, de provoquer des alliances dans le but de susciter une guerre internationale qui aurait fait rétrograder la civilisation jusqu'à la barbarie préhistorique et bouleversé la planète comme aux temps des catastrophes géologiques, parce que les mouvements rétrogrades n'ont pas d'arrêt quand on voit les hommes appelés à diriger les sociétés perdre la tête au point d'illuminer pour célébrer l'erreur des plus abominables réactions.

La dissidence entre les vieux tories et les nouveaux s'accentua cet hiver au point que l'union conservatrice faillit se rompre. Nous tous qui étudions l'histoire des faits européens, nous savions que des dissentiments graves éclatèrent cent fois au sein du cabinet. Entre temps, deux événements survinrent dont le caractère objectif et impérieux, ainsi que

cela arrive toujours quand un événement capital se produit, pesa de tout son poids et de toute son intensité sur la pensée et l'esprit. Ces deux faits furent l'intrusion de l'Allemagne dans le Céleste-Empire et la guerre calamiteuse hispano-américaine. Le premier de ces événements eut pour origine, d'après la version anglaise, une entente tacite entre l'Allemagne, la France et la Russie, qui était de nature à pousser l'Angleterre à rechercher des alliances avec les peuples du même sang. Le second de ces faits, le plus grand des deux, était le conflit hispano-américain qui donnait aux Etats-Unis un caractère militaire et naval inconnu jusqu'ici, et l'apparence de jouer un rôle important dans les graves questions internationales. Malgré les dissensions qui séparent l'Amérique de l'Angleterre, malgré les deux guerres surgies entre elles au milieu du siècle dernier et au commencement de celui-ci; malgré les difficultés suscitées entre leurs deux gouvernements par les questions des bouches de l'Orénoque, du Canada, de la mer Glaciale, et par d'autres questions aussi sérieuses, les Anglais d'en deçà et d'au delà de l'Atlantique imaginent à cette heure une chose qui paraît être la plus naturelle du monde, une grande amitié qui les réunirait dans une fraternelle communion, comme ils le sont déjà par le sang et par la langue. Cette entente aurait pour but de sauvegarder leurs intérêts respectifs sur tous les points du globe où ils paraîtraient menacés par les rivalités, qui poussent tous les peuples à la haine contre les races anglo-saxonnes toujours disposées à faire le sacrifice entre elles de leur amour-propre comme à imposer sur toute l'étendue du globe leur idéal historique.

Nous nous plaignons des fatalités physiques et naturelles; nous nous croyons des esclaves de la matière et de la force dans cet immense univers qui est une espèce de machine dont les ressorts nous brisent. Mais nous avons tort de nous plaindre des fatalités physiques qui règnent sur la Nature quand nous constatons les fatalités politiques qui règnent sur la société. Qu'il y ait des épidémies par suite de la diffusion des microbes assassins, des atomes invisibles, ces générateurs de la fièvre et de la peste, cela ne peut plus nous étonner aujourd'hui, puisque dans les régions de l'esprit où règnent la raison, la conscience et la liberté sous des lois morales certaines, nous constatons aussi des microbes, nous voyons aussi la peste et l'épidémie étendre leurs voiles d'ombre et de mort sur les intelligences humaines.

La guerre déclarée par les Américains aux Espagnols, qui est une guerre infâme et criminelle, une espèce d'ombre planant dans nos cieux et faisant douter de la Providence, suscite chez les esprits supérieurs et expérimentés comme Salisbury, des théories brutales relativement à la matière et à la force, théories que l'on croyait dissipées à jamais par la philosophie moderne depuis que tous les penseurs s'étaient retournés contre Hobbes, qui soutenait que les hommes n'étaient pas parents, ni semblables entre eux, mais des loups se dévorant les uns les autres à l'instar des espèces carnassières et destructives. Nous nous sommes indignés contre Bismarck, lorsqu'on l'eut accusé d'avoir proclamé que la force primait le droit et qu'elle devait toujours prédominer sur le monde malgré la raison et malgré la justice. Mais Bismarck nia d'avoir

été le propagandiste d'un tel axiome qu'il accusait la nation française de lui avoir imputé à tort. En tout cas, jamais il ne le commenta comme le fait aujourd'hui avec une si cynique franchise le premier ministre d'un grand gouvernement militaire qui avait été considéré jusqu'ici comme un peuple cultivé et progressiste.

Nous croyons en la supériorité absolue de notre espèce rationnelle et humaine sur les espèces inférieures, mais nous ne pouvons nier qu'il existe entre beaucoup d'hommes et beaucoup d'animaux certaines analogies manifestes et visibles, si l'on veut bien se donner la peine de promener le regard de la nature à la société. Il n'est pas douteux qu'il y a dans l'homme un véritable instinct d'imitation qui le confond avec le singe. Cela a donné naissance aux diverses modes qui nous vêtent uniformément comme si nous étions une armée, aux diverses manières et aux divers styles artistiques que beaucoup copient et imitent comme un anthropoïde copie et imite notre maintien et nos gestes. Or, le discours de Salisbury a obéi à un bas instinct de cette nature en approuvant la guerre, si abhorrée par l'Angleterre en d'autres temps, que ses fils d'au delà de l'Atlantique ont déclarée sans raison ni motif. Une telle déclaration, si arrogante, aurait dû soulever la réprobation générale partout où l'on ne fait pas profession d'ignorer les justes lois et de combattre le culte pour le droit de l'humanité. Il n'y a plus de frein pour aucun appétit; il n'y a plus de limite pour aucune espèce d'ambition. Le sentiment qui consistait à donner à chacun ce qui lui appartient, a fini pour que tous revendiquent, selon leurs goûts et d'après leur intérêts, ce qui leur convient, a fini, dis-je, par se modifier au point que ses procédés ne sont plus que ceux de la force. Les êtres de la création, sur la terre comme dans l'eau, doivent se dévorer entre eux, et les plus faibles, puisqu'on ne tient plus compte ni des titres de possession, ni des traditions de l'histoire, ni des souvenirs des grands services rendus à la cause de l'humanité, doivent être désormais à la merci des forts dont le métier devient de s'attaquer à plus faibles pour se répartir ensuite entre eux leurs propriétés ou leurs territoires comme les milans, qui sont des oiseaux de proie, se répartissent les chairs de l'innocente colombe surprise et chassée par l'un des leurs dans les airs.

Le monde social se compose de grands et de petits peuples comme le système solaire se compose de grandes et de petites planètes. Qu'adviendrait-il du principe de variété si tous les êtres inférieurs devaient disparaître absorbés par tous les êtres colossaux? Ce serait le soleil dévorant les mondes qu'il alimente de sa chaleur et éclaire de sa lumière. Un empire gigantesque, pareil à celui que visaient jadis Daniel et Saint Jean à Babylone et à Pathmos, qui étendrait son absolutisme exclusif d'Orient en Occident et du Nord au Midi, ne formulerait pas de si barbares lois contre les petites nations. Si de telles théories devaient prévaloir, le monde pourrait dire adieu à l'Helvétie et à ses petits contours où la démocratie se dilate en paix et où la liberté brille sans éclipses; adieu à la Belgique et à ses riches cités exposées désormais, sur ses frontières tranquilles, au vorace appétit des gouvernements puissants et formidables; adieu à la Hollande dont les magnifiques colonies passeraient à

l'empire allemand parce qu'il serait assez riche pour les acquérir et assez fort pour les conserver; adieu aux belles possessions du petit peuple essentiellement explorateur du Portugal; adieu à tous pour toujours, car ils doivent devenir la propriété des puissants et des forts. Et ainsi d'éliminations cruelles en éliminations cruelles, nous aboutirions à n'avoir plus que deux empires, l'un pour la mer, l'autre pour la terre, l'empire saxon et l'empire moscovite par exemple, jusqu'à ce que s'embarrassant l'un l'autre dans leurs mouvements respectifs, ils partiraient en guerre l'un contre l'autre afin d'arriver à l'absorption totale de l'un par l'autre, de l'Angleterre, je suppose, par la Russie qui, cette fois, restant seule, ne verrait son despotisme prendre fin qu'avec l'humanité et la terre elles-mêmes.

Si quelqu'un, qui a la réputation de représenter dans le ministère le calme et le bon sens, parle ainsi, comment parlerait donc celui qui passerait pour représenter l'apostolat de la conquête et de la force? Le discours de Chamberlain, prononcé à la veille de la mort de Gladstone, le grand libéral, prouve comment, dès avant la disparition de cet astre lumineux du ciel britannique, la nature intrinsèque du peuple anglais, cette nature industrielle et mercantile, s'était déjà métamorphosée en nature conquérante et cruelle. Que la mort a été pieuse pour le sublime homme d'Etat en lui voilant de ses ombres éternelles l'astre sinistre qui se lève à l'horizon comme un soleil condensé en vapeurs de sang pour appeler le nouvel empire britannique, non plus au service du Parlement et du travail universel, mais au service du combat universel dans lequel nous ont entraînés les criminelles ambitions d'un peuple comme le peuple américain, que nous devions croire mercantile et industriel et qui se révèle comme un peuple conquérant et belliqueux ! La mort a bien fait d'imposer silence à la grande parole de l'immortel orateur, à présent que les oreilles anglaises, flattées, hélas ! par de folles ambitions, ne sont plus dignes de l'entendre. L'inoubliable protagoniste du suffrage universel ; l'ami des faibles et des opprimés ; le défenseur de l'Italie et de la Grèce captives ; le tribun dressé comme un prophète biblique à la porte des empires pour maudire la tyrannie et renverser les tyrans ; lui qui contribua tant à affranchir l'Irlande ; qui terrassa les églises anglicanes sur les terres celtiques ; l'incomparable avocat de la Serbie, de la Bulgarie et de l'Arménie ; lui qui lança en titaniques harangues un éclair cyclopéen sur le front du despote de Byzance ; le pieux chrétien qui a su éviter à sa patrie mille conflits et réaliser dans sa vie le sermon sur la Montagne ; lui, le grand orateur politique et religieux en même temps ; le grand financier qui a fait du trésor national un auxiliaire des créations et non un auxiliaire des exterminations sociales ; le colossal Gladstone que j'admirais tant pendant sa vie et que je pleure tant après sa mort, s'en est allé pour toujours de l'Angleterre afin de ne pas la voir reniée par le genre humain et déshonorée à la suite des deux criminelles apologies prononcées par Chamberlain et Salisbury en faveur du despotisme universel et de la conquête exterminatrice.

Rien n'est plus naturel que de voir l'Angleterre s'unir avec tous les peuples laborieux en vue de la fondation d'un Zollverein planétaire en

faveur du travail et du commerce universels, et rien n'est plus naturel que de voir l'Angleterre s'entendre avec tous les gouvernements en faveur d'un arbitrage international qui mettrait fin à toutes les guerres, de telles propositions étant en rapport avec ses anciennes traditions et sa mission historique ; mais la voir ouvrir des intelligences avec les Etats-Unis dans le but criminel d'une guerre de conquête, et porter la santé d'un peuple qui vient d'assaillir sans motif un autre peuple ami de l'Angleterre, me paraît non seulement une dérogation aux lois morales et religieuses les plus évidentes, mais encore une dérogation aux principes du droit international que la plus stricte impartialité impose aux neutres. Tendre la main au peuple yankee, à cette heure sinistre choisie par lui pour nous dépouiller par un acte de piraterie de nos colonies, équivaut à perpétuer un acte de véritable hostilité contre nous qui n'avons rien fait à l'Angleterre. Se lamenter de voir perdue une alliance française et anglaise à laquelle mit fin l'égoïsme britannique pour avoir le prétexte d'abandonner la France au jour de la confiscation de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne et entendre dire par un ministre philosophe libre-échangiste que la guerre entre les peuples et les continents n'est pas terminée, alors que nous pensions tous que l'heure était venue de substituer l'émulation commerciale à l'émulation belliqueuse, et attiser les charbons éteints des rivalités de races et de peuples, c'est, selon moi, exiger de l'Angleterre un despotisme oriental et retarder la Confédération européenne qui, tôt au tard, devra réunir tous les peuples et tous les gouvernements civilisés dans la liberté et dans la paix.

Le grand cheval de bataille de Chamberlain est la Russie. Parce que la Russie s'est emparée de Port-Arthur pour donner un débouché à ses chemins de fer, parce qu'elle s'est commodément installée à son aise à Talien-Wan, Chamberlain sort de sa prudence et pousse l'Angleterre à se dire l'amie de l'Amérique pour conjurer toutes ces ambitions et délimiter tous ces accaparements. Mais, pour conjurer de telles menaces, l'Angleterre est obligée de joindre ses puissantes escadres aux puissantes escadres américaines, d'invoquer des principes de conservation et de stabilité en contradiction avec toutes les barbaries qui se perpètrent chaque jour dans le monde, au mépris de la justice humaine. Et celui-là n'est pas très autorisé à blâmer les conquêtes d'extermination qui soupire après de nouvelles dépouilles en offrant des alliances invraisemblables à des peuples avec lesquels il peut difficilement vivre en paix parce qu'ils ont des intérêts opposés aux siens. Il faut avoir perdu le sens commun pour oublier que l'Angleterre représente la suprématie de l'Europe en Amérique, tandis que les Etats-Unis représentent l'expulsion de tout élément européen de l'Amérique. Pour s'entendre avec les Etats-Unis, l'Angleterre doit renoncer à son immense empire d'Amérique et se soumettre aux conditions que lui dictera le peuple yankee, ivre de plus en plus chaque jour d'ambitions démentes dirigées non seulement contre l'Espagne, mais contre l'Europe entière. L'Amérique qui nous demande aujourd'hui nos Antilles, réclamera demain à l'Angleterre la Jamaïque, Honduras, le Canada, l'Orénoque, la Trinité. Et comme l'appétit vient en mangeant, après s'être emparée des pos-

sessions espagnoles si justement possédées par l'Espagne, elle s'emparera des possessions anglaises au sujet desquelles l'Angleterre ne pourra pas produire les titres de propriété que l'Espagne, cette divine créatrice du Nouveau-Monde et de ses archipels adjacents, produit pour les siennes. La perspicacité de Chamberlain, en offrant aujourd'hui une amitié à un peuple avec lequel l'Angleterre devra se battre demain, n'a par conséquent pas brillé d'un grand éclat. Son discours a été une grande étourderie qui lui a suscité les colères du vieux continent sans lui attirer en échange les amitiés du nouveau.

28 *mai*. — Je clos cette revue avec deux nouvelles qui font le sujet des commentaires de toute l'Espagne : l'arrivée heureuse de l'amiral Cervera et de sa flotte à Santiago de Cuba et la solution également heureuse d'une crise ministérielle cent fois annoncée par moi-même dans maints articles. L'habileté avec laquelle notre amiral a su se moquer de la vigilance des Yankees dans leurs propres eaux et louvoyer sans obstacle entre les escadres ennemies, nous autorisent à fonder les plus grandes espérances sur les prochaines batailles en perspective. La crise, d'autre part, ainsi terminée, apaise bien des jalousies et fait s'évanouir bien des craintes. Quoiqu'il ait fallu sacrifier un orateur de talent comme Morel, l'entrée dans le gouvernement d'un homme d'Etat aussi expérimenté que Gamazo, assure au parti libéral une longue domination qui est indispensable d'ailleurs à la prospérité de la patrie. Ceux qui croyaient que les diverses fractions qui composent le parti libéral étaient irréductibles, en sont aujourd'hui pour leurs illusions en voyant Gamazo accourir à l'appel de Sagasta. Cela prouve que le parti libéral n'a pas encore à redouter les fractionnements qui divisent le parti conservateur et le réduisent à une irrémédiable impuissance. Il est nécessaire que tous les hommes d'Etat libéraux conservent leur prestige et leur ascendant pour le bien de la liberté et du pays. M. Sagasta, en demandant à cette heure décisive à M. Gamazo sa collaboration, s'il prouve que le parti libéral n'est pas fractionné comme on se plaisait à l'affirmer, M. Gamazo, en entrant dans un cabinet Sagasta, montre que ce ne sera pas lui qui rompra jamais l'unité du parti libéral, frein et moteur en même temps des progrès continus de l'Espagne. Remercions Dieu de nous avoir assuré ce bien au milieu de tant de plaies affligeantes.

VIII

Problèmes universels. — Corrélation de ces problèmes avec les événements d'Espagne. — Tristesses profondes qu'inspirent les derniers râles du siècle. — Modifications prévues dans les alliances entre l'Angleterre, l'Amérique et le Japon. — L'entente de ce dernier peuple avec l'Angleterre est remplacée par une alliance avec la Russie. — Causes de ce changement. — Difficultés intérieures opposées aux projets de Chamberlain au sujet de l'Amérique. — Triste situation de l'Italie. — La révolution de Milan. — Crise ministérielle italienne. — Chute du ministère Rudini. — Les élections françaises. — Équilibre des partis au Parlement. — Élection du Président de la Chambre. — Deschanel et Brisson. — Erreur de croire que seuls les votes républicains doivent influer sur la chute et la formation des cabinets. — Les conservateurs ne peuvent logiquement s'appeler progressistes. — Les dénominations doivent être en rapport étroit avec les principes. — Entente nécessaire entre la gauche catholique et la droite républicaine. — La politique exige que ni les républicains français, ni les républicains espagnols ne combattent le catholicisme. — La guerre intercontinentale. — Futilité des motifs donnés par le peuple Yankee pour la déclarer. — Ingratitude des Américains envers les nations qui fondèrent sa République. — Les dernières prouesses des États-Unis. — Le mépris des Américains pour les lois divines et humaines. — Réflexions. — Conclusion.

Nos affaires intérieures et extérieures, au cours de la terrible crise que nous traversons, la plus terrible de notre histoire contemporaine, m'ont empêché de parler, comme il l'aurait fallu, des événements extérieurs et des diverses phases par lesquelles ont passé, en ces derniers mois, les nations étrangères, qui n'ont pas cessé de se heurter à des difficultés énormes dont le nombre et l'intensité paraissent, à première vue, peu graves et peu périlleuses pour le moment, tandis qu'en réalité elles nous réservent pour l'avenir d'incalculables ennuis se rattachant aux problèmes de longue haleine et aux solutions enchevêtrées de ce temps. Les rivalités des Etats de l'Europe tendant à s'arracher des lambeaux de la Chine moribonde; les volte-face du Japon, demeurant irrésolu dans ses ambitions; les efforts des hommes d'Etat anglais cherchant à constituer avec les peuples saxons du Vieux et du Nouveau-Monde, non pas un marché commercial et industriel selon la méthode progressiste de l'école de Manchester, mais un grand empire conquérant et belliqueux comme le voudraient les réactionnaires de l'école césarienne; les assauts livrés, à Milan, par la plèbe italienne à la monarchie plébiscitaire, suivis du mouvement rétrograde qu'avait suscité la révolte populaire; les tendances révolutionnaires introduites dans les Parlements de France et d'Allemagne par une inconsidérée aspiration communiste devenue plus intense que jamais dans ses appétits immodérés et de plus en plus difficile à satisfaire; enfin, les gouvernements de l'Orient troublant la paix au point de provoquer la double mort de la

Turquie et de l'Autriche, — exigent une attention soutenue et méritent un vif intérêt, indépendamment de leur importance intrinsèque personnelle, par leur collaboration inévitable à nos maux, qui, étant donnée la solidarité terrestre et humaine, chaque jour bouleversent davantage l'univers et chaque jour détournent davantage notre espèce de sa route vers la liberté et le progrès.

* * *

Quand je vois les écoles communistes, si prolixes d'analyses scientifiques à la mode, s'entre-détruire; quand je vois les Saxons, à qui nous avons recommandé la formation d'un Zollverein international, se convertir en pirates et en détrousseurs de grands chemins; quand je vois la nation de l'idéalisme pur, de la chevalerie traditionnelle, de cette foi qui fait les miracles, la nation espagnole, ainsi trahie par une tourbe perfide de gros poissons voraces qui ne craignent pas de rougir l'eau des mers de sang humain; quand je vois l'intolérance religieuse lever sa tête de serpent jusqu'à constituer des partis antisémites comme ceux de Vienne et de Paris, ou provoquer la guerre civile, comme cela vient d'arriver dans les rues de Belfast, sous le prétexte de maintenir d'odieux privilèges luthériens contre l'émancipation catholique de l'Irlande et de ses fils orthodoxes, sans respect pour les cendres à peine refroidies de Gladstone, cela me donne des tentations de demander à Dieu de faire coïncider mes funérailles avec celles du XIX[e] siècle, pour me procurer la consolation de ne pas voir le siècle prochain s'inaugurer sous les auspices de tels symptômes réactionnaires, de tels dénis de justice. Mais laissons ces tristesses qui dépriment l'âme et allons aux faits que nous nous proposons de passer brièvement en revue. Je n'en connais pas un seul qui ne soit en étroite relation avec les événements qui affligent l'Espagne. Personne plus que nous n'a envie de savoir si le gouvernement de l'Asie appartiendra à la nerveuse inquiétude japonaise ou à la séculaire immobilité chinoise. Aucun peuple libre n'a autant d'intérêt que nous à savoir si les intelligences entreprises entre l'Angleterre et les Etats-Unis se noueront ou échoueront. Le soulèvement de Milan, qui est si transcendant au sort de toute l'Europe ouvrière, n'aurait pas eu lieu si le blé n'eût manqué, et le blé n'aurait pas manqué si la guerre hispano-américaine n'eût pas été déclarée. Le parti impérialiste d'Angleterre prédominant, le désir de faire la guerre prévaudra; ce désir prévalant, il en naîtra un conflit universel aux holocaustes duquel, avant toute autre victime, on immolera le peuple espagnol aux colères protestantes qui cherchent encore une vengeance aux antiques humiliations subies. Aussi avons-nous besoin d'avoir, au-delà de nos frontières orientales, au lieu d'un César belliqueux, une République de paix et de liberté.

* * *

Le jour où l'Allemagne, sous prétexte de protéger les missionnaires chrétiens, débarqua sur les rives de la mer Jaune pour s'emparer d'un lambeau du territoire chinois, elle aperçut clairement que l'équilibre de l'Asie se trouvait détruit et que cet élément supérieur de stabilité ne

pourrait se refaire qu'à la suite d'une épouvantable guerre. Autrefois, les deux nations libérales de l'Europe, la France et l'Angleterre, marchaient d'accord dans la question d'Orient comme dans la question d'Egypte, comme dans la question de Chine. Mais la France et l'Angleterre se brouillèrent, et de cette brouille surgirent, comme des conséquences naturelles : d'une part, l'hégémonie allemande au centre du continent européen, et, d'autre part, l'hégémonie russe dans le continent asiatique ; puis, comme corollaire de ces conséquences, un conflit perpétuel anglo-français des sables du sol africain aux maremmes du Céleste Empire, cela au détriment, bien entendu, de leurs propres intérêts et à l'avantage de la prospérité russo-allemande dans tout le Vieux Monde. Une si profonde perturbation engendre naturellement une inquiétude générale en Angleterre. De là les efforts réalisés par certains hommes d'Etat anglais pour provoquer en Asie une entente avec le Japon et déterminer en Amérique une entente avec les Etats-Unis. Mais ces tentatives d'entente, la première ébauchée dans de secrètes manœuvres diplomatiques, la seconde indiquée dans des discours retentissants, se sont rompues avant de passer de l'intention au fait. Le Japon, qui était d'accord avec l'Angleterre pour repousser les ambitions moscovites en Corée, s'est laissé détourner par la Russie à la suite d'assurances perfides communiquées de Saint-Pétersbourg et reçues avec joie dans l'empire du Soleil Levant, de sorte que les plans anglais et américains au sujet du plus historique et du plus sacré des continents, se trouvent renversés en même temps. La faiblesse du ministère Salisbury donnant son lot de l'empire chinois à garder au Japon, depuis la dernière guerre, et la diligence du tsar promettant au Japon de vraies compensations en Corée, encouragèrent ces volte-face qui sont des symptômes inquiétants d'innombrables dangers.

* * *

Mais ces discours retentissants proposant une amitié durable entre l'Angleterre et les Etats-Unis n'ont pas eu d'échos. Les grands mouvements diplomatiques extérieurs doivent naître des grands mouvements politiques intérieurs, comme il s'en est déterminé en Russie et en France avant que leur alliance ne devînt un fait accompli. Lorsqu'une grande partie de l'opinion nationale s'oppose à des accords internationaux, ceux-ci sont empreints d'un caractère de faiblesse originelle, comme celui qui marque l'adhésion de l'Italie à la Triple-Alliance et à l'idée de laquelle l'Italie n'a pu encore s'accoutumer. Il faut appartenir à des sectes enthousiastes et substituer au critérium de l'observation vraiment objective, le critérium subjectif d'une psychologie égoïste, pour croire qu'on peut modifier le tempérament fondamental des peuples expérimentés, les arracher à la concurrence de leur industrie et de leur commerce, pour leur inspirer le goût qu'ils n'ont pas de s'habituer à l'incendie, au pillage et à l'extermination. Tant que les Saxons enverront leurs armées de mercenaires combattre les armées nationales, il leur arrivera exactement ce qui est arrivé aux Carthaginois luttant contre les armées romaines. Pendant que la grande cité mercantile du

vieux monde eut à lutter contre Régulus et les hordes africaines, ses mercenaires vainquirent; mais du jour où elle dut soutenir la guerre contre une cité cultivée et une armée régulière, ses mercenaires furent exterminés. L'alliance entre l'Angleterre et les Etats-Unis exige plusieurs conditions pour se réaliser : il faut d'abord que l'opinion anglaise soit unanime à la réclamer; il faut ensuite que les deux peuples amis s'inspirent d'un sentiment national opposé à celui qui, jusqu'ici, fit leur puissance, leur influence et leur gloire individuelles. Quand j'ai vu que ni Harcourt, ni Morley, ni Dilke, ne se ralliaient à la proposition émise par Chamberlain, et que Salisbury lui-même la repoussait indirectement, je l'ai aussitôt considérée comme non avenue, et l'ai reléguée au rang des utopies irréalisables qui ne se comprennent, ni ne s'expliquent de la part de vrais politiciens, lorsque ces politiciens appartiennent au gouvernement de leur pays, surtout à un gouvernement aussi pratique et aussi positif que l'est le gouvernement anglais. C'est ainsi que la première tentative opérée par l'Angleterre, en vue de convertir son empire colonial fédératif en empire militaire a échoué. L'Australie, consultée dans ses comices, pour savoir si elle entendait changer sa constitution, a voté pour la stabilité, se raillant des espérances de l'aveugle homme d'Etat, innovateur, et opposant un veto suspensif prolongé à ses téméraires innovations.

*
* *

Après les désastres dont l'Italie vient d'être le théâtre, la situation de ce pays est très grave. Une formidable guerre sociale a éclaté, et à supposer qu'on veuille l'étouffer dans le sang — dût-on extirper par le fer et le feu une génération entière — on ne pourra jamais extirper une idée parce que, si utopiques et extravagantes qu'elles soient, les idées croissent à l'aiguillon de la persécution. Je ne crois pas qu'il se rencontre, dans le camp républicain, un publiciste qui soit aussi hostile que moi aux idées socialistes, que je considère comme une réaction économique dans l'ensemble des libertés démocratiques; mais je ne veux pas les combattre sur un terrain préparé par la violence: je veux voir comment la société, avec sa constitution chimique vitale, entend les repousser après s'être approprié tout ce qu'elles peuvent contenir d'utile et de profitable. A la vérité, on ne peut rendre responsable le gouvernement italien du mouvement qui vient d'éclater à Milan, attendu que cette catastrophe, qui est un phénomène naturel, a été engendrée par un phénomène politique : le manque de pain, compliqué de cette calamité comparable aux anciennes plaies d'Egypte, la guerre intercontinentale. Cependant, sous le double aiguillon de la faim et des idées qui ont la prétention de remédier à la faim et aux autres misères collectives, des hordes bouleversées se répandent ainsi que des sauvages dans les rues transformées en déserts, les magasins d'approvisionnement et les corps de gardes flambent comme des volcans; des barricades s'élèvent; les modestes habitants qui restent étrangers aux luttes politiques fuient parce que leurs vêtements de bourgeois provoquent les colères démagogiques; les dépôts d'armes sont mis au pillage; la circulation est arrêtée; les révo-

lutionnaires cherchent des complices jusque dans les écoles, et les femmes, assaillies, dispersées, rendues folles comme à la vue de la guillotine, griffent et insultent les soldats de l'ordre. Les tuiles tombent des toits comme la grêle, et, au bruit du canon, le sol oscille comme à la secousse d'un tremblement de terre; les places publiques, telles la célèbre place du Dôme, se transforment en campements, et les maisons de commerce et les fabriques en cimetières; les blessés sont transportés à l'hôpital sur des brancards et les morts transportés sur les épaules, là où l'on dépose les cadavres; et, après trois journées consécutives de carnage, à la nuit, ce Milan inondé de musique et de lumière d'ordinaire, se recueille dans un silence si profond qu'on croirait que la ville suicidée a disparu pour toujours de la terre et du monde.

*
* *

J'ai dit souvent qu'il n'y avait pas de peuple plus socialiste que le peuple italien. En Allemagne, on voit des pontifes, en France des vulgarisateurs, en Italie seulement on voit des soldats du communisme. C'est ainsi qu'un jour les idées libérales se condensèrent dans le Nord de l'Italie; aujourd'hui le Nord de l'Italie condense les idées communistes. Tous les mouvements révolutionnaires, depuis que les peuples sont entrés dans la liberté contemporaine, restent stériles. Le socialisme peut aller modifiant lentement la société par une infiltration sereine de ses doctrines possibles dans la réalité et la vie sociale, mais le socialisme collectiviste, tel qu'on l'interprète à l'heure présente, ne peut se réaliser ni du côté d'en haut, ni du côté d'en bas. L'Empire allemand a démontré, avec tout ce qu'il a tenté, qu'il ne peut se réaliser en haut, et le communisme révolutionnaire, avec tout son ascendant patricien, qu'il ne peut se réaliser en bas. Le phénomène unique qui est résulté de cette insurrection récente a été de prouver d'une manière évidente, tangible, que les intérêts communistes et les intérêts réactionnaires s'identifient dans cette période historique. L'archevêque de Milan apparaît aussi inconsidéré qu'un tribun de réunion publique, et les moines ont mordu des cartouches comme les derniers faiseurs de barricades. Cependant, la réaction politique proposée par Visconti-Venosta contre les maux de la démocratie qui s'amende seulement par la liberté, me semble abominable. Les sophismes sociaux sont comme les oiseaux de nuit, ils habitent les abîmes où la splendeur des grandes idées ne peut les atteindre. C'est pour cette raison que m'a paru d'un bon augure l'échec de la proposition Visconti-Venosta.

*
* *

Le ministère qui est tombé en Italie après le désastre démocratique de Milan paraissait formé des deux extrêmes de la politique constitutionnelle italienne : d'un côté se trouvait Zanardelli qui avait de nombreux points de contact avec les radicaux monarchistes, et de l'autre Visconti-Venosta qui personnifiait la tradition conservatrice. Et de même apparurent réunis à la bataille de Milan les deux extrêmes inconstitutionnels voisins de frontières des deux écoles constitution-

nelles dont chacune avait propagé les idées qu'elle croyait le plus en harmonie avec son éternel idéal et sa tradition historique. C'est alors que Visconti-Venosta, voyant que la presse démocratique avait soulevé la plèbe lombarde, proposa le remède restrictif d'une limitation du droit de penser, du droit de croire, du droit de voter, du droit de se réunir et de s'associer permis jusqu'ici et que les Italiens s'imaginent être éternels. Or, Zanardelli apercevait un remède absolument contraire à celui de Visconti-Venosta. Zanardelli voyait les idées les plus exagérées répandues par les journaux catholiques ; il voyait un archevêque factieux se refusant d'arborer le drapeau italien sur la cathédrale, alors que cet édifice n'avait pu se terminer que grâce au concours du budget de l'Etat ; il voyait les moines capucins tirant les armes de leurs autels et convertissant leur monastère en une barricade ; et, apercevant cela, il épurait la démocratie des symptômes qu'y découvrait Visconti-Venosta et proposait des mesures relatives à l'exequatur épiscopal, mesures aptes à réfréner les exagérations néo-catholiques, si elles étaient mises à la disposition du gouvernement pour s'en servir contre les plus exaltés des démagogues pris, les armes à la main, en révolte contre la Constitution et les lois. Mais Rudini ayant pressenti à la fois les intentions de Visconti-Venosta et celles de Zanardelli, dont il condamne les exagérations, résolut de reconstituer un ministère dont les idées seraient également éloignées de ces extrêmes. J'apprends en dernière heure qu'il a dû renoncer à ce projet après avoir donné la démission du cabinet.

* * *

La crise en France mérite aussi une grande attention, parce qu'elle est déterminée par une cause moins bruyante et plus profonde que les causes qui ont donné naissance à la révolution italienne. Tandis que la révolution italienne revêt un caractère éphémère et fugitif comme toutes les violences, le mouvement français émane d'aspirations sociales enracinées dans le suffrage universel et dans les comices populaires. Bien qu'on se plaise à voir de prime-abord plusieurs partis en France, nous reconnaissons qu'il n'y en a guère que deux principaux : à la droite un parti conservateur qu'augmente l'appoint des groupes catholiques en conséquence des efforts réalisés par Léon XIII, et à la gauche un parti radical qu'accroît l'appoint des groupes socialistes en conséquence des efforts réalisés par l'orateur Jaurès. C'est donc en vain que l'on parle d'antisémites, de nationalistes, de plébiscitaires : il n'y a qu'un grand parti conservateur à droite soutenu par les catholiques, et un grand parti radical à gauche soutenu par les socialistes. Les écoles conservatrices et radicales, républicaines d'ailleurs, se différencient très peu au fond ainsi qu'on peut le remarquer dans les discours de leurs chefs respectifs : leur différence n'apparaît qu'avec l'appoint des voix de l'extrême droite ou de l'extrême gauche. Tandis que le parti radical veut apporter une légère modification au recrutement électoral du Sénat et veut établir l'impôt sur le revenu, le parti conservateur, au contraire, veut, comme son nom l'indique, garder et conserver ce qui existe, sans rien amplifier ni rien restreindre. Seulement surviennent les alliés :

alors les socialistes demandent aux radicaux de toucher au principe de la propriété, ce qu'ils ne peuvent accepter de faire, tandis que, de leur côté, les ultramontains demandent aux conservateurs de toucher au principe des lois scolaire et militaire, ce à quoi ils ne peuvent non plus se résoudre. Et cette divergence de vues ou d'intérêts engendre précisément ces deux grands partis politiques qui scindent la France en deux moitiés à peu près irréconciliables.

*
* *

Pour connaître le nombre et l'importance de l'un et de l'autre parti ; pour voir comment ses forces s'équilibrent et comment ses partisans se contre-balancent, il suffit d'examiner les scrutins des dernières séances parlementaires relatifs à l'élection du Président de la Chambre. La droite présentait comme candidat l'éminent écrivain Deschanel qui, dans ses discours comme dans ses livres, se distingue par ses idées républicaines, mais des idées libérales et conservatrices tout à fait contraires aux idées communistes contre lesquelles il a livré de glorieuses batailles. La gauche avait pour candidat le radical à tendances socialistes que toute l'Europe connaît par sa vie immaculée, par son air lugubre, par sa sobriété de pensée, ce bon Brisson, mon vieil ami dont je n'ai jamais pu partager les idées avancées et dont j'ai toujours critiqué les exagérations. Eh bien ! alors que nous croyions qu'il sortirait des élections françaises un parti conservateur fort qui aurait pu gouverner sans recourir à ces concentrations républicaines débilitantes, il résulte que la France a envoyé à la Chambre deux partis égaux en nombre qui annulent les deux systèmes de gouvernement et mettent la nation dans un équilibre instable. Trois ou quatre scrutins ont été nécessaires pour nommer le président, trois ou quatre scrutins où les votants se divisèrent en forces égales. Au premier tour, le candidat des conservateurs eut une majorité d'une voix qui fut annulée par les réclamations des radicaux et grâce aux timidités des modérés. Au troisième scrutin présidentiel qui survint à la troisième séance, Deschanel fut élu à dix voix de majorité. Cette faible majorité est de nature à encourager les illusions radicales et à produire en France une irrémédiable inquiétude, car les nations ne peuvent vivre en paix dont les citoyens sont à ce point divisés par des haines génératrices de factions, de guerres civiles et de révolutions permanentes.

*
* *

J'ai toujours attribué le malheur des républicains conservateurs français à leurs complaisances pour les radicaux, qui s'appellent aussi républicains et qui sont jaloux des anciens partis monarchistes, parce qu'ils acceptent la République par nécessité. Mais cette adhésion forcée à la République, avec des distinctions et des réserves, n'a-t-elle pas toujours été celle de ceux qui ont fini par se rallier à nos croyances et à nos institutions, à partir des plus anciens partis royalistes et des plus anciennes monarchies traditionnelles? Thiers déclarait publiquement qu'il avait contracté avec la République un mariage de raison, préférant

cette forme de gouvernement à toutes les autres parce que c'était celle qui divisait le moins les Français. Je comprends le formidable effort des conservateurs à vouloir que la République modérée se convertisse en une réaction ultramontaine, et leur désir invincible d'arriver à changer en lois néo-catholiques, ces lois qui sont comme la moelle et le nerf de la République parlementaire. Mais je ne puis comprendre et ne comprendrai jamais qu'on exige d'un gouvernement républicain, de gouverner exclusivement avec une majorité républicaine. Chez un peuple qui se trouve divisé comme l'est le peuple français, on prend les majorités où elles sont et ces majorités se forment comme elles peuvent. On ne peut juger du mobile du vote parce qu'on ne peut évaluer la part qu'il a dans un événement. Il n'y a donc qu'à dépouiller les votes et non à s'inquiéter de la cause qui les a produits. Les radicaux ont éloigné bien des fois du gouvernement les républicains conservateurs, en alliant à leurs voix celles des monarchistes. Or, si l'on tient compte des voix de la droite pour renverser un gouvernement, pour quel motif ne veut-on pas qu'on se serve de ces mêmes voix pour lui permettre de durer?

*
* *

Je crois devoir attribuer la faiblesse traditionnelle des gouvernements conservateurs français à leurs complaisances habituelles pour le radicalisme, et à leur crainte de passer pour peu républicains tout en l'étant peut-être beaucoup plus que ceux qui les combattent et les dénigrent. Dans cette voie, on s'expose à contracter des responsabilités analogues à celles des Girondins qui, avec leur politique, ont laissé dans l'histoire un nom suspect accompagné d'anathèmes contre lesquels rien n'a pu prévaloir dans le cours du temps, ni les bonnes idées, ni les bonnes intentions. Les hommes politiques n'expient rien dans leur vie et dans la postérité, autant qu'une faute de courage civique. Gambetta, Ferry, Freycinet étaient essentiellement conservateurs ne pouvant être autre chose, mais ils répugnaient à se dire conservateurs de peur d'être traités de faux républicains ou de conservateurs, comme si la République n'avait rien à conserver là où elle s'enracine et produit. Il en est de même du parti dirigé par Méline et du parti dirigé par Bourgeois, dont l'étiquette républicaine est pareille, mais dont les idées contraires se heurtent avec une passion exaltée de part et d'autre. A l'heure qu'il est, savez-vous comment se qualifient les partisans du président Deschanel? Ils ne s'appellent pas, ainsi qu'ils le devraient, républicains conservateurs, ils s'appellent républicains progressistes; et je mets au défi le plus adroit d'entre tous d'établir la différence qui peut exister entre un républicain progressiste et un républicain radical, et d'établir la ressemblance qui peut exister entre un républicain conservateur et un républicain progressiste. Qui progresse marche et qui conserve se tient tranquille. Et cette confusion de noms fait que de simples mots se traduisent en tempêtes et que des bruits de voix passent pour des ouragans d'idées. Or, le parti conservateur républicain français doit se distinguer du parti radical par les idées, surtout

par les idées religieuses. Examinons brièvement ce dernier point par rapport à la fois à la France et à l'Espagne.

*
* *

Il est impossible d'enfoncer dans la tête de nos républicains l'idée qu'il est difficile de changer les lois morales, les dogmes théologiques et les pratiques religieuses consacrés par une longue tradition, et admis depuis longtemps par une grande société. L'expérience de chaque jour ne leur dit rien. Ils prétendent promulguer des idées théologiques et fonder de nouvelles églises comme si nous étions au temps de Constantin ou de Julien, comme s'ils pouvaient transformer les consciences et les esprits par un rescrit impérial. Les États ne peuvent s'empêcher d'obéir aux sociétés en matière religieuse là où les mœurs s'imposent aux lois et les citoyens aux gouvernements. Qui peut dire qu'Henri IV aurait obtenu la couronne de France s'il n'avait répudié publiquement la religion luthérienne pour embrasser la religion catholique? C'est en vain qu'Antonio Perez conseilla aux Aragonais de changer de religion à l'imitation des Bataves, s'ils voulaient vaincre le despotisme de Philippe II, comme les Bataves avaient fini par le vaincre. Lanuza, pour triompher de Philippe II comme un héros, en gagnant la couronne du martyre, dut mourir dans le sein de l'Église catholique après avoir vécu non seulement comme un vrai croyant, mais comme un saint. Napoléon, après la crise révolutionnaire, au commencement des réactions monarchiques, se vantait de faire de la France, avec un décret, ou une nation catholique ou une nation protestante. Mais Napoléon se trompait tristement. Le pouvoir impérial rencontra des bornes infranchissables dans la conscience humaine. Tibère, qui savait ce que pouvaient les Césars, assurait qu'il lui serait plus aisé de couper la tête à tous les Romains que de supprimer une seule lettre de l'alphabet.

*
* *

Napoléon, pour reconstituer le pouvoir royal sous la forme impériale, eut besoin de s'appuyer avec confiance sur l'unique force morale favorable à la réaction de ce temps, c'est-à-dire sur les croyances catholiques traditionnelles et sur les croyants catholiques. C'est ainsi qu'il prépara, dès l'époque de son Consulat, la réaction impériale en jetant les bases, avec le Pape, d'un Concordat pontifical et césarien dont les canons, tout en sauvegardant les innovations démocratiques et économiques de la Révolution, restauraient les dogmes, les canons, la liturgie, les cérémonies du vieux catholicisme traditionnel et orthodoxe. Comme la Révolution ne pouvait imposer aux croyants ses inhabiles constitutions canoniques, attendu que les prêtres assermentés et fidèles à la République restaient hors de l'Église, Bonaparte n'aurait pu formuler du sommet du trône une religion quelconque officielle susceptible d'être adorée en bas. La réaction impériale vint donc après le Concordat consulaire. Eh bien, si à un pouvoir fort comme le pouvoir

absolu, il ne fut pas permis de changer les croyances, à plus forte raison cela ne sera-t-il pas permis au pouvoir républicain français, qui reste un pouvoir faible surtout à l'heure de sa naissance. Les partisans de la République comparent la puissance de leurs principes sur les âmes à celle de leur action dans la société; c'est comme s'ils déduisaient la température de l'air de la température du corps. La République naît et naîtra toujours dans une société traditionnellement monarchiste des protestations et des mécontentements du plus grand nombre, de ceux qui pétrissent les mœurs et ourdissent les traditions. Aux temps de la Convention, le parti républicain était soutenu par les plus savants et les plus audacieux des Français; mais, toutefois, à la suite de cette longue série de siècles qui avaient préparé la France telle qu'elle existait en mil sept cent quatre-vingt-douze, ils ne constituaient qu'une infime minorité à les considérer sous l'angle de la loi universelle du nombre.

*
* *

Ainsi, après avoir passé plusieurs années en République, les peuples monarchiques ignorent encore la signification de ce mot, dont les syllabes, par la seule combinaison de leurs lettres, nous enthousiasment, nous autres les républicains de profession et d'origine. Michelet rapporte qu'en 1849, après que la France eut passé déjà par deux Républiques, les paysans de Normandie, qui est une région dans le voisinage de Paris, avaient coutume de lui demander si la République était mariée ou célibataire. En Bretagne, la fable suivante était admise comme un dogme : le ministre d'Etat s'appelait Lamartine, un prénom de femme en français, et le ministre de la Justice s'appelait Marie, un autre nom de femme. On disait donc que Ledru-Rollin, qu'on surnommait Rolland, s'était installé dans le palais du roi comme un empereur, et qu'il avait fait ministres ses deux maîtresses : la Martine et Marie. Comparez un tel état des âmes sous la forme républicaine, avec le même état, sous la forme monarchique traditionnelle, et dites-moi ce que peut faire dans cette voie des idées religieuses une République née d'hier, si fragile encore.

*
* *

Pour ces motifs, je soutiens toujours que la République espagnole ne pouvait innover en matière religieuse, et si nous nouions une intelligence avec le Pape, c'est que nous désirions apaiser d'abord les esprits et conjurer ensuite la guerre carliste. Sans se livrer ni à Dieu ni au diable, mon gouvernement républicain entretint avec le Saint-Siège d'étroites relations diplomatiques et je nommai, d'accord avec lui, des évêques pour pourvoir aux sièges vacants et gouverner l'Eglise d'Espagne. Le parti républicain espagnol s'illusionnait déjà en ce temps, dans l'enthousiasme d'une jeunesse qui ressemblait à l'enfance; il croyait aisément réaliser un changement religieux aussi difficile, aussi profond, pour ne pas dire impossible, que celui de la séparation des Eglises et de l'Etat, alors qu'elle n'était encore établie ni en Italie, ni en France, ni en Angleterre, ni en Suisse, ni nulle part dans notre vieux conti-

nent, qu'elle n'existait, par exception, dans le monde, qu'aux États-Unis. Étant donnée cette névrose du parti républicain espagnol, on peut aisément s'imaginer les cris poussés par cette candide école républicaine en s'apercevant que les relations étaient rétablies entre Rome et Madrid et que la nomination des évêques était publiée par la *Gazette*, comme sous les rois. Si je rappelle ce souvenir, puéril, il est vrai, c'est qu'il renferme en soi beaucoup de philosophie, et, si je puis m'exprimer ainsi, une transcendance immanente dans tous les temps, et dans tous les pays. Comme nos gouvernements républicains avaient beaucoup de moteurs et peu de freins, j'essayais de rétablir les formules et les pratiques ordinaires du gouvernement dans la mesure du possible et de nos forces.

*
* *

Pour cette nomination des évêques, c'est-à-dire pour les formules des décrets publiés dans la *Gazette officielle*, je me conformai au rituel des gouvernements les plus conservateurs et les plus catholiques. D'après ce rituel, nous disions en substance, par exemple, que nous nommions le père Zéphyrin Gonzalez, évêque de Malaga, à cause de ses vertus et de sa science, d'accord avec le Saint-Siège. J'avais dissimulé avec une grande réserve, pour ne pas frustrer mon œuvre, l'état des relations de l'Espagne avec Rome, que j'avais renouées en ma qualité de Président du pouvoir exécutif de la République, en même temps que j'avais présenté au Pape les nominations des évêques. Aussitôt, un homme politique d'une réputation incontestable et dont je ne prononcerai pas le nom, jouissant à cette époque d'une grande influence, perdue à tout jamais par suite de ses erreurs, arriva tout effaré à la Présidence, pour me semoncer avec amertume et me déclarer qu'il était décidé à me faire une guerre implacable au Parlement parce que j'avais dit que je nommais un tel évêque de Malaga, à cause de sa science et de ses vertus. « Que fallait-il dire ? » lui demandai-je. « Il fallait dire sans scrupule, ni ambages, que vous le nommiez à cause de son ignorance et de ses vices », répliqua-t-il. Tel était l'état d'âme du parti républicain espagnol à cette époque, et comme il n'a pas changé, il n'obtiendra pas une seconde fois le pouvoir, et s'il l'obtient, il ne le conservera pas longtemps. Ces mêmes superstitions révolutionnaires prédominent dans le parti républicain français. A l'exception de Jules Simon, tous les autres chefs de l'école républicaine, y compris Gambetta et Ferry, lorsqu'ils se heurtaient au nom d'un curé ou au dogme d'une Église, entraient dans une fureur analogue à celle du taureau quand, dans l'arène, il est subitement mis en présence d'un lambeau de drap rouge.

*
* *

Aussi, déclarèrent-ils que le cléricalisme était l'ennemi. Ils opposèrent aux dogmes de l'Église les dogmes de l'État; ils promulguèrent, dans les lois scolaires, cet article sept qui limitait la liberté d'enseignement, liberté aussi sacrée et aussi respectable que la liberté de croyance; ils expulsèrent violemment du territoire les ordres religieux non autorisés, et ils menaçaient de rompre toutes relations avec Rome, oubliant

qu'ils ne le peuvent pas tant qu'ils auront des aspirations à civiliser l'Orient, à racheter l'Afrique méditerranéenne, à protéger les Lieux Saints, à opposer en Chine l'influence des missionnaires chrétiens à celle des missionnaires protestants de l'Allemagne. Un tel état de lutte heurta de si grave manière les consciences, que la réaction religieuse tendit la main à la démagogie échevelée pour lever des pavés de Paris un général d'occasion sans mérite personnel, sans intelligence politique, qui aurait mis fin à son gouvernement comme il a mis fin à sa vie, par le suicide. Après cette période, la République entra dans une période de paix et de concorde après avoir toléré l'influence naturelle exercée par le Pape en France et avoir admis cet apophtegme qui lui répugnait tant jusque-là : qu'on peut être républicain et très catholique en même temps. Voilà pourquoi désormais les catholiques ralliés à la République formeront, qu'on le veuille ou non, le noyau des futures majorités conservatrices en France. Mais un changement vient de se produire dans la politique de ce pays. Le ministère Méline, qui avait des tendances conservatrices étroites, quoique conservatrices cependant, est tombé et il sera peut-être remplacé par un gouvernement de concentration républicaine de la nature faible de ceux qui se disputèrent autrefois le régime parlementaire et amenèrent la réaction boulangiste.

* * *

La situation de l'Europe passée en revue, je vais émettre quelques réflexions sur les causes et les effets du conflit international. Plus j'étudie les mobiles de cette guerre des Yankees, moins je me sens disposé à leur pardonner, et je passe mon temps à maudire un peuple qui ressuscite la piraterie sur mer et la conquête sur terre, alors que nous le pensions tous en mesure d'incarner l'idéal progressiste, prêt à proclamer le principe de l'arbitrage dans les relations internationales pour clore la sanglante période des batailles exterminatrices et ouvrir celle des pacifiques rivalités industrielles. Dans le travail de sélection qu'accomplissent les peuples, grâce à leurs facultés spéciales et à leurs vertus fécondantes, il surgit çà et là des nationalités sur lesquelles tantôt c'est le progrès permanent qui domine, tantôt c'est la réaction permanente. Depuis ces laboureurs qui, à l'origine des États-Unis, imbibaient la terre de l'esprit évangélique, jusqu'aux industriels et aux négociants de nos jours, il y a presque autant de distance qu'il y en a entre la foi guidée par une inspiration céleste et le calcul mû par les plus égoïstes passions. Quand on a dit qu'un peuple essentiellement mercantile a mis des bornes au commerce, a érigé le protectionnisme en dogme, a élevé à la Présidence un protectionniste intransigeant qui, ensuite, déchaîna sur nous la guerre, on a tout dit sur la décadence de ce monde saxon-américain, subitement transformé, d'usine d'où sortaient le télégraphe et le téléphone, en campement où règnent l'incendie et le carnage. Que ne coûta pas d'efforts aux deux plus grands États latins la fondation de cette République qui poussa ensuite l'ingratitude jusqu'à abandonner la France révolutionnaire en butte à l'assaut suprême des rois coalisés et à tenter de supprimer du Nouveau-Monde l'Espagne, sa mère! Sous Charles III, nous

avons poussé l'abnégation, nous, jusqu'à combattre avec ténacité pour l'accroissement des territoires américains, en montrant à nos colonies le chemin de l'émancipation, et les rois de France dépensèrent dans l'émancipation de l'Amérique une somme qui s'éleva à un milliard huit cents millions de francs, ce qui les contraignit à réunir les États généraux pour leur demander de nouveaux subsides dont la conséquence fut une Révolution qui produisit, avec la démocratie, la République, et cette guillotine sous le couteau de laquelle sombrèrent et la monarchie traditionnelle et le droit divin.

*
* *

Des sommes innombrables ont été déposées par les négociants des États-Unis dans les banques de La Havane; des mains américaines ont contribué à édifier des fabriques en territoire cubain; les réclamations privées adressées par le gouvernement saxon au gouvernement espagnol s'élevaient à huit cents millions de francs; il y a, à Cuba, un capital yankee d'au moins deux cents millions; le commerce des Etats-Unis avec notre île se chiffre à quatre cents millions : tels sont les motifs qui ont déterminé la guerre et qui auraient déterminé la paix chez tout autre peuple qui, jouissant de ses facultés mentales, n'aurait eu en vue que ses propres intérêts.

Pour assurer un capital de deux cents millions de francs et un profit commercial de quatre cents millions, on dépense sans scrupule cinq milliards et on ruine sans pitié deux peuples dont les budgets, à présent, ne s'équilibreront plus après ce coup mortel qu'ils reçoivent. Mais il convient d'en rabattre de ces réclamations. D'abord, on a beaucoup exagéré cette somme de millions; ensuite, ces prétendus citoyens américains étaient tout bonnement des citoyens cubains contrefaits et falsifiés par cette scandaleuse facilité de concitoyenneté qui prête deux natures aux rebelles, une nature espagnole, s'il leur plaît de tourner leurs forces contre l'Espagne, une nature yankee s'il leur plaît d'assurer leur impunité; enfin, cette guerre civile n'aurait pu se prolonger une minute sans les subsides du Capitole qui, ayant peur des responsabilités après la faute commise, nous a demandé compte de cette lutte civile, ressuscitant à notre préjudice la fable du *Loup et de l'Agneau* : abus de la force et de la richesse contre la faiblesse et la pauvreté. Si chaque Etat devait intervenir là où ses sujets éprouvent des ennuis industriels et commerciaux, l'indépendance des peuples n'existerait plus, le principe d'intervention remplacerait le principe de non intervention, entraînant avec soi le despotisme et la ruine universelles. Si l'Amérique avait su ce que n'ignorent pas les plus stupides des peuplades, que les Etats-Unis convoitaient la prospérité des Antilles, elle n'aurait pas transformé ses Parlements et ses gouvernements en foyers de conjuration contre nous et nous ne serions pas plongés dans un incendie qui n'aurait pu s'allumer sans sa complicité, incendie qui va finalement nous consumer tous.

*
* *

Les Etats-Unis ont si tristement changé pendant ce siècle, que leurs

aïeux ne les reconnaîtraient pas, s'ils revenaient à la vie, en voyant leur pays engendrer, au lieu d'Abels, aux vertus desquelles ils croyaient, un peuple de Caïns qui a remplacé le travail agricole par le négoce. Cette substitution serait dans leur nature si, par des erreurs multiples, le vieux parti républicain, dans sa lutte contre les autres partis rivaux, n'avait permis qu'on changeât le tempérament américain commercial, industriel et agricole en tempérament bureaucratique et militaire, déchaînant ainsi tous les appétits sans acquérir ni gloire, ni grandeur, et déséquilibrant les budgets au point de pousser les nations les plus civilisées au crime, à la guerre et à la conquête. Nous pourrions peut-être encore espérer la rectification de telles erreurs et le redressement de tels torts si les facteurs qui composent le monde saxon s'amélioraient et se disposaient à servir le progrès humain. Mais le cosmopolitisme de ces derniers temps, ouvrant les portes à la concitoyenneté, sans scrupules, à tous les aventuriers du globe, ont métamorphosé le sanctuaire de la liberté américaine en geôle de la démagogie universelle. Et pour prouver ma thèse, il n'y a qu'à regarder comment se comportent aujourd'hui les conservateurs qui manquent de bon sens. Les armements les plus énormes poussent du sol comme une végétation infernale : sous la main des Américains, l'Océan se transforme en cyclones de morts et en trombes de sang ; la déprédation se dilate partout comme au temps de ces âges préhistoriques où les hommes s'entretuaient perpétuellement ; la violence règne sans autre règle que la force qui prétend prendre sur notre territoire tout ce qu'elle rencontrera. Je me demande ce qu'il en serait si, au lieu de capitalistes, de conservateurs, des démagogues dirigeaient les nations? Nulle part on ne reconnaît l'identification du despotisme et de la démagogie comme dans le mépris que l'un et l'autre professent pour les lois divines et humaines. Les Etats-Unis déclarent la guerre parce que c'est leur plaisir, comme Darius et Xerxès attaquaient l'ancienne Grèce. Ils proclament le principe d'intervention et l'opposent à tous les principes de la démocratie. Ils ressuscitent les corsaires et se lèvent irrités contre le principe de la propriété individuelle qui doit rester sacré même en temps de guerre. Ils imaginent des blocus impossibles à accomplir, bombardent sans aucun respect humain, livrent des armes aux insurgés pour les pousser au massacre et à l'incendie contre nous, prennent le pavillon ennemi pour couvrir leur trahison, aggravant par cette barbarie privée l'incroyable barbarie de la conquête. Pour tous ces faits, ils doivent être rejetés hors de l'humanité et ne peuvent mériter le pardon de l'histoire.

* * *

La guerre déchaînée par les Etats-Unis n'a rien respecté, absolument comme si nous avions manqué de lois morales et politiques et que nous ne fussions pas en état de civilisation. Il ne valait vraiment pas la peine d'avoir concentré tant d'éther scientifique dans ce coin de terre, pour que les habitants devinssent, au bout d'un demi-siècle, aussi inhumains que les bêtes fauves des déserts et les caïmans des mers. Deux vilaines entreprises viennent de s'accomplir : le rapt de Manille et la prise

de Santiago par des troupes plus ou moins régulières. Ces deux ignominies n'ont pu avoir lieu qu'en attisant les rébellions intérieures et en payant des tourbes incendiaires pour tout dévaster, comme s'il n'y avait plus de justice au monde. Au milieu de ces malheurs, quelques Espagnols pleins d'illusion ont cru à une entente avec la France où l'opinion est très exaltée contre les yankees et à une intelligence avec l'Allemagne dont les escadres ont évolué dans les eaux des Philippines et dont les commandants ont proféré des paroles favorables à notre patrie. Si l'on avait contracté tout de suite une alliance, les événements auraient pu être réglés par l'accord des puissances. Mais, à présent que la France et l'Angleterre ont signé la convention du Niger et qu'elles se sont attribué des lambeaux de l'empire chinois, aucune ne viendra nous tendre la main parce qu'aucune n'a besoin de nous : il leur suffit de voir s'éloigner d'elles la conflagration universelle. Aux paroles incroyables de nos journaux officieux, disant qu'il se préparait une entente diplomatique à Paris, les journaux français répondent en flattant les Américains. Pendant ce temps, les espérances connues pour l'Allemagne s'évanouissent devant les déclarations de neutralité qu'elle répète avec une insistance calculée. Que le ciel nous conserve notre droit et notre Dieu !

IX

Mort de Tamayo. — Ses dernières maladies. — Ses œuvres. — Virginie. — Caractère des femmes romaines. — Représentation du symbole de Virginie dans l'histoire de Rome. — Triomphe de la démocratie incarnée par Virginie. — Lutte persévérante de Tamayo contre la démocratie. — Ses tendances politiques et littéraires. — Transition des sujets littéraires aux sujets politiques. — La guerre hispano-américaine. — Héroïsme espagnol. — Emotions diverses du sentiment public selon que les nouvelles du théâtre de la guerre sont bonnes ou mauvaises. — Réaction de la démocratie saxonne américaine. — Grands périls que la prépondérance saxonne fait courir au Nouveau-Monde. — Le siége de Santiago. — L'escadre de Cervera. — Crises ministérielles en Italie et en France. — Ministère Brisson. — Ministère Pelloux. — Crise autrichienne. — Coup d'Etat autrichien — Désordres de Gallicie. — Observations. — Conclusions.

Tamayo est mort dans sa brillante retraite de l'Académie espagnole, entièrement consacré à la direction de la Bibliothèque nationale. Ce grand écrivain se trouve compris au nombre des véritables gloires espagnoles, et quiconque s'adonne à écrire l'histoire contemporaine ne peut moins faire que de lui consacrer une pensée. Les peuples, à l'heure actuelle, manquent trop de grands hommes pour qu'ils puissent assister, sans s'émouvoir, à l'extinction d'un lumineux esprit.

Le grand Tamayo aima avec ardeur ces trois vieilles choses : la Bibliothèque en ruines, qui est située près du Palais d'Orient : la glorieuse autant que triste Académie de Valverde, dans la rue du même nom ; l'Espagne semi-absolutiste d'Isabelle II. N'ayant pas ressenti dans les lettres l'amour obligé de tous nos lettrés pour le romantisme espagnol ; entiché du théâtre classique français, à l'école duquel appartenait Moratin, son idole, — Tamayo ne partagea jamais l'idéal de ses maîtres et de ses prédécesseurs : haïssant l'Encyclopédie et la Révolution, il fut et resta monarchiste ultramontain, d'une intransigeance d'autant plus intolérable que, étant données ses occupations où tous nous étions traités avec une égale bienveillance, elle lui imposait un silence parfois pénible et embarrassant. La nouveauté ne le charmait pas, ni la brillante Académie où il est mort, ni la Bibliothèque qui peut rivaliser avec les plus complètes bibliothèques du monde ; ni l'Espagne démocratique, avide de liberté et de paix, qui, à vrai dire, ne fut pas malheureuse avant ce jour où ceux-là mêmes qui n'avaient aucun droit à cette prétention, mais, au contraire, devaient tout à sa colossale grandeur, se sont permis de lui demander brutalement compte de ses erreurs. Tamayo dégoûté de tout, contracta, dans la dernière période de sa vie, une maladie rhumatismale nerveuse dont les ravages, après l'avoir tourmenté pendant des mois, ont fini par le conduire au tombeau, non

sans qu'il ressentit cette acerbe douleur qu'éprouvent tous ceux qui ont un culte religieux pour les lettres et les arts, lesquels apparaissaient à ses yeux comme un sacerdoce et dont il rehaussait l'éclat. Très classique, l'illustre écrivain cultiva le théâtre antique, fit des drames comme la *Folie de l'amour* et la *Ricahembra;* exploita les matériaux qu'il rencontra dans ses études sur le théâtre allemand et sur le théâtre anglais, traduisit, imita, ordonnança des comédies variées et des drames des écrivains contemporains français, dota enfin nos lettres nationales d'une tragédie d'une espèce rare, *Virginie*, sur laquelle je désire appeler votre attention, parce qu'elle révèle une contradiction entre la conscience native de l'illustre poète et les compromis politiques qu'il contracta dans sa vie sociale. Méditons donc sur le sujet de *Virginie*.

* * *

Le peuple romain personnifie toutes les phases de son esprit et toutes les périodes importantes de son histoire dans autant de femmes extraordinaires d'une influence puissante et demesurée. Tullie représente les crimes de la monarchie pendant qu'Egérie en représente ses inspirations. Vesta garde le feu sacré dont la chaleur alimente Rome. La chasteté de Lucrèce illumine la naissance de la République romaine. La vigueur brille dans la mère des Gracques et dans Véturie, mère de Coriolan; dans les femmes de Pompée et de César; dans Livie, qui a donné au monde Tibère; dans Cléopâtre, qui a prétendu étouffer la Ville Eternelle sous le panthéisme matérialiste de sa patrie et substituer les dieux gréco-sémites des sciences alexandrines aux dieux gréco-romains. Toutes représentent de grandes incarnations de Rome, une cristallisation successive de ses idées si variées et si multiples. Mais entre toutes ces personnifications et tous ces symboles, il n'en est pas qui éclipse le symbolisme représenté par la pure Virginie. C'est qu'ici ce n'est pas la matrone, c'est la jeune fille. Sa jeunesse et sa virginité ajoutent du prestige à sa beauté plébéienne. Son histoire symbolise peut-être la plus transcendantale de toutes les transformations romaines.

Le patriciat ne tomba pas avec la monarchie; à Rome, les patriciens furent toujours les plus grands ennemis de la monarchie. La preuve se rencontre dans l'institution noble et aristocratique par excellence de la Ville Eternelle, le Sénat, qui, au lendemain de la mort de Romulus, s'arrogea la suprématie politique qu'il ne livra de nouveau à un roi sacerdotal comme Numa que lorsque l'eut réclamé le peuple qui imposa aux patriciens romains la monarchie sabine. Le plébéien ne put oublier tout ce qu'il dut à Servius. Son règne établit ces institutions à l'aide desquelles s'organisa la démocratie. Les rois étrusques, les Tarquins, réactionnaires et superbes, opprimèrent le peuple en lui imposant des travaux forcés; mais ils opprimèrent encore davantage le Sénat en l'adultérant avec un art systématique et en le corrompant par l'adjonction de nouveaux sénateurs. Quand la République survint, il se produisit une réaction contre le privilège, contre le Sénat, contre la noblesse qui

ne craignait déjà plus le roi comme elle le craignait durant la monarchie et qui s'arrogea pour elle, pour les consuls, pour leurs actes, les multiples prérogatives royales. Dans la Rome républicaine primitive, les électeurs pouvaient appartenir tous à la plèbe, mais les éligibles appartenaient tous à la noblesse. Cette organisation portait en soi une extraordinaire rivalité d'influences qui engendrait toute la vie du peuple-roi. Ainsi que l'observe avec une grande profondeur d'esprit Machiavel dans ses admirables commentaires sur Tite-Live, la supériorité du peuple-roi sur les peuples grecs vient de ce principe que les Romains ne prirent jamais le chemin des révolutions pour faire triompher leur droit. Les rivalités mêmes entre patriciens et plébéiens ne dépassèrent pas une certaine mesure au temps où les Tarquins conspiraient. Le pouvoir appartenait aux patriciens. Leurs familles comprenaient les plus puissants personnages; leurs noms et surnoms se reproduisaient en lettres d'or; leurs curies constituaient la grande Assemblée parlementaire; leurs intelligences seules pouvaient pénétrer le sens des augures et placer les affaires publiques et privées sous de favorables auspices. Il résultait de tout cela que ces nobles étaient de vrais monarques très puissants qui faisaient des comices populaires le cas qu'une cour d'autrefois faisait des conseils auliques. Merveilleux litige dans lequel nous ne savons ce qu'il convient le plus d'admirer, de cette chose vive et lumineuse qui représentait dans la conscience de ces plébéiens l'idée du droit personnel, ou des formes juridiques élevées avec lesquelles ils savaient si bien défendre ce droit. Eh bien, *Virginie* représente un des plus grands triomphes obtenus par la plèbe sur les nobles et personnifie par cela même une des plus belles phases de l'esprit romain.

*
* *

Les Appius, famille patricienne, personnifiaient, comme par une sorte d'atavisme, la haine pour le peuple. Les consuls ne leur semblaient pas être des magistrats placés à la tête de l'Etat sous les auspices des dieux et l'empire des hommes; ils leur apparaissaient comme des bourreaux nommés uniquement pour torturer la classe plébéienne en d'inénarrables tourments. Aussi, quand Appius Claudius apercevait un tribun, perdait-il tout sentiment et toute raison. Une fois, il envoya ses licteurs contre les magistrats préférés du peuple et dans les comices pour défendre ses propres actes, provoquant mille tempêtes, attirant mille ennuis sur les partisans des patriciens et sur la curie romaine pour n'avoir pas expulsé les patriciens des Assemblées et ne pas les avoir mis dans l'impossibilité de nuire. C'est en vain qu'ils le conjuraient de ne pas soutenir d'autres pouvoirs que ceux qui étaient compatibles avec la concorde universelle; c'est en vain qu'ils lui montraient la République en voie de désorganisation entre deux courants contraires, les tribuns et les consuls, qui se paralysaient mutuellement au lieu de s'entr'aider.

Envoyé à la guerre contre les Volsques, il excita les ressentiments des soldats qu'il abhorrait en raison de leur origine plébéienne, et il se

livra à ses penchants despotiques. Le soldat plébéien répondait à cette haine par l'indiscipline, et ni son honneur personnel, ni l'obéissance militaire ne lui importaient en effet, puisqu'il devait travailler au profit d'Appius Claudius. Si celui-ci ne pouvait commander une armée, il pouvait bien moins commander dans Rome. Il provoqua une sédition dans les campements. On vit pour la première fois une armée se suicider en provoquant la déroute par haine de son général.

Le soldat romain combattit les Volsques pour les empêcher d'approcher du camp; mais il ne combattit ni pour les poursuivre, ni pour les exterminer. Appius ayant des idées tyranniques auxquelles le tyran Tarquin lui-même n'avait jamais songé, sa troupe ne pouvait comprendre comment, dans une cité libre comme la Ville Eternelle, un citoyen pouvait commander contre le consentement et le vœu de ses concitoyens. Ainsi, il perdit non seulement les batailles, mais encore l'armée, qui était plus irritée contre lui que contre les ennemis de la patrie. Il lutta alors avec la férocité du milan et de l'aigle qui, voyant des hauteurs de l'air des petits oiseaux dans l'abîme, les attirent, les poursuivent, les fascinent avant de les prendre entre leurs serres pour les déchirer de leur griffes. Ce n'était pas un chef de parti; c'était un chef de faction. Le visage hautain respirant la violence, le regard dédaigneux, les lèvres méprisantes, rude de manières, insolent d'attitude, aigre dans ses discours, cet homme alliait, à la haine éternelle du plébéien, le type du patricien, et résumait en lui, par ses idées, par ses actes, par ses principes, par ses procédés, le prototype de cette classe privilégiée.

* * *

Il y avait dans Rome une famille plébéienne qui était le modèle de tous les citoyens et comme le miroir où se reflétaient toutes les vertus. Elle se composait du père, de la mère et de la fille dont la tendre union méritait le respect public. Le père, centurion, se comportait comme tel dans les centuries militaires, en père de famille dans son foyer, en membre de comice au camp. La mère filait, cousait, entretenait le feu sacré devant les dieux pénates, ordonnait la maison comme un temple et la famille comme un sacerdoce. La fille s'appelait Virginie. Par sa beauté, par sa réserve, par sa modestie, par sa pudeur, par mille vertus diverses, elle ressortait entre les jeunes romaines. Des jeunes hommes la remarquèrent donc vite et la demandèrent en mariage à ses parents. Désireux d'augmenter la félicité de celle qui, à tant de titres la méritait, Virginius choisit Julius pour l'époux de sa fille.

Ce dernier était un plébéien honnête qui avait exercé la magistrature tribunitienne en des temps particulièrement difficiles pour la Ville Eternelle et pour le peuple-roi. L'honneur, l'amour, la vertu, la gloire s'unissaient là pour donner un bonheur sans mélange à deux êtres sans tache. Mais, hélas! ni l'honneur, ni la vie ne sont à l'abri des tyrans qui peuvent disposer à leur gré du droit de tous. Pendant que Julius et Virginie, maintenant fiancés, se livraient à leurs espérances, se promettant une existence heureuse au sein d'un foyer tranquille et honoré,

Appius Claudius, un aristocrate, issu de cent tyrans superbes, les guettait pour les perdre.

Le maintien de la jeune fille, sa pureté, sa beauté, les grâces de son âme, son grand renom, tous les avantages enfin qui devaient attirer sur elle l'universel respect et la réserver pour l'élu de son cœur, firent naître, pour son malheur, l'amour d'un despote qui, accoutumé à fouler aux pieds toutes les lois et à vaincre toutes les résistances, ne pouvait comprendre l'honneur ni s'arrêter devant la résistance d'une vierge. La félicité tranquille des deux amants, leurs projets et leurs plans d'avenir, la dévotion avec laquelle chacun se consacrait complètement à l'amour, aiguillonnèrent les appétits du tyran Appius Claudius, chez qui la volupté et la tyrannie étaient des vices héréditaires dissous dans les globules de son sang. L'amoureux lubrique en appela à toutes les séductions que donnent le pouvoir et l'argent. Les plus inattendues libéralités tombèrent aux pieds de l'entourage de Virginie qu'il convoitait; des conseillers perfides insinuèrent à Virginie qu'elle devait profiter de sa jeunesse et de sa beauté. Mais cette tactique renouvelée des chasseurs éhontés qui font métier de poursuivre les innocentes brebis, échouèrent devant la vertu d'une jeune fille qui mettait tout son bonheur dans le mariage, dans un amour légitime, accepté par la religion et respecté par le monde. Appius Claudius imita alors les procédés de Tarquin, répétant, au nom de la République et des lois, toutes les ignominies que le tyran, dans la ferveur de son despotisme, avait commises au nom de la monarchie.

Un semblable aveuglement ne pouvait moins faire que d'attirer sur ceux qui en étaient les victimes une catastrophe pareille à celle qu'auraient imaginée les Tarquins. Appius exigeant la possession de Virginie, le père tua sa fille pour l'empêcher de tomber entre les mains du tyran; et la plèbe châtia le voluptueux et despotique patricien en supprimant, le gouvernement des décemvirs n'ayant que des titres purement nobiliaires et elle fit ainsi un pas décisif vers le triomphe des droits de la démocratie.

*
* *

Tel est l'idéal républicain qu'offre à nos aspirations démocratiques un écrivain réactionnaire. Toutes les fois que nous signalions ce merveilleux monument de sa pensée à l'actif de la démocratie, Tamayo se défendait en lui attribuant un caractère exclusivement archéologique, prétendant que les idées de ce temps lointain ne pouvaient pas plus s'appliquer aux peuples d'aujourd'hui que le destin aveugle qui plane sur le front d'Œdipe dans la Grèce classique, ne pouvait s'appliquer à nos dogmes chrétiens sur la Providence. Mais le célèbre auteur dramatique n'avait pas raison de soutenir une telle thèse. Si vous assistez à une représentation d'*Œdipe*, vous sentirez tout ce qu'il y a d'humain, d'universel et d'éternel dans ses plaintes se réduisant toutes à des fatalités physiques d'une implacable nature, aussi sourde à nos lamentations qu'elle est régulière dans ses mouvements, mouvements qui répondent bien aux interrogations sur le mystère qu'entoure un perpé-

tuel silence, et aux supplications, pour conjurer des maux qu'étendent partout d'inflexibles décrets, imposant au bonheur des souffrances nécessaires et ordonnant que toute transformation soit précédée, ou tout au moins accompagnée de la mort. Il en est des archéologies de Virginie comme des archéologies d'Œdipe : elles sont éternelles, éminemment humaines. Quand, à l'époque de notre apostolat, nous écoutions chanter la voix de Virginie, qui ravivait sous l'évocation du poète toutes les aspirations d'un peuple encore esclave, nous aiguisions nos langues et nos plumes au contact de la réalité séculaire, et, pour mieux émettre notre jugement, nous entrions dans les conjurations dans le but d'en finir d'un seul coup avec la tyrannie et avec les tyrans. Il nous paraissait impossible alors que quiconque était capable de ressusciter les souvenirs classiques, générateurs, avec toute leur antiquité et toute leur archéologie, du mouvement moderne, de même que la révolution française est la génératrice de la révolution universelle, écrirait ensuite dans le sarcastique *Père Cobas*, journal fondé pour combattre la liberté et les libéraux; fomenterait dans ses autres œuvres l'esprit néo-catholique qui a déchaîné de si nombreux ouragans contre le navire de l'État démocratique; inscrirait son nom resplendissant de gloire dans des ténèbres de nature à l'obscurcir, alors que sa plus grande gloire eût été de s'élever, comme la plupart des grands hommes, ses contemporains, des abîmes de la servitude aux hauteurs du droit. Mais les erreurs de Tamayo n'affaiblissent pas sa gloire qui grandira justement et légitimement, comme un ornement digne de notre illustre patrie.

*
* *

Jamais la nation espagnole ne s'est montrée moralement plus grande que pendant cette horrible crise de la guerre où toutes les forces matérielles semblent conjurées pour l'abattre alors qu'elle se dresse fièrement sous la tempête, parmi les ouragans, au-dessus des tourmentes, dans la sécurité et dans l'espérance que la violence et l'injustice ne peuvent prévaloir sur la justice et sur le droit. A une époque de pusillanimité morale, très triste, — où l'on assiste à la résignation facile des vaincus vis à vis des vainqueurs qui leur ont déclaré la guerre sans motifs, où les âmes sont uniquement préoccupées de leur intérêt et désireuses, au milieu d'un égoïsme universel utilitaire, de ne pas voir troubler les bonnes digestions des estomacs satisfaits, — un peuple croyant, incapable de tomber dans le scepticisme, un peuple idéaliste, incapable de se méfier du droit, un peuple résolu à offrir le plus pur de son sang et le plus clair de sa vie sur les autels de l'honneur de la patrie et de l'intégrité du territoire, un peuple de héros et de martyrs, quoiqu'il ne triomphe pas des masses innombrables dont le poids incalculable écrase ses épaules affaiblies par de longs siècles de servitude, — un peuple de ce tempérament surhumain restera vivant, entier, glorieux, comme une protestation contre la violence et comme un modèle et un idéal pour tous ceux qui luttent en faveur de l'indépendance de leur nationalité et pour les progrès et le droit de tous les humains.

Je répondais, il y a peu de jours, à des compatriotes perdus dans les solitudes voisines du pôle sud, qui m'adressaient un souvenir et me remettaient quelques secours pour notre armée : « Bien que notre patrie traverse des épreuves à nulles autres pareilles, grâce à la barbarie des Yankees, elle ne peut pas mourir, car elle a assez de chaleur et de lumière dans son sein pour prolonger une vie qui dure déjà depuis trois mille ans, et rien ne démontre autant cette vérité que vous autres, ses fils, qui, des terres lointaines, de l'autre hémisphère, de l'autre pôle où vous êtes, réunissez toutes les économies de vos foyers pour relever l'esprit national, augmenter la sève qui nous alimente tous, contribuer à faire revivre les générations espagnoles dans l'immortalité. » Le résultat mécanique que produiront tant de problèmes surgis du sein de cette guerre peut s'analyser et se prophétiser, parce que ce sont des opérations qui n'exigent ni la vision des devins, ni le calcul des mathématiciens; mais, quel que soit ce résultat produit, on ne pourra pas dénier à l'effort son mérite.

* * *

Manille, assiégée par deux puissants éléments, mais soutenue dans ses bases nationales par l'effort de tous les Espagnols devenus soldats; Santiago, entourée d'un cercle de feu, sans vouloir reconnaître la grande supériorité des forces adversaires, combattant avec l'énergie du désespoir et triomphant moralement; Porto-Rico, restant imperturbablement sereine sous la grêle des boulets qui composent les projectiles à tir rapide; les paroles du défenseur de la Havane, dignes de celles du grand Caton d'Utique, accompagnées et suivies de surhumaines propositions; le martyre voulu, accepté par les défenseurs de ces territoires cubains que les caïmans yankees convoitent avec un insatiable appétit; la valeur d'une armée, égale dans l'effort aux anciennes hordes des défilés illyriens et thraces, disciplinée comme des légionnaires allemands et russes, impétueuse comme des bataillons français et patiente comme des compagnies britanniques; nos escadres se couchant dans la mort comme si elles eussent été à la victoire; les réponses stoïques de marins comme Cervera et de ses compagnons déjà immortalisés par l'Histoire, lancées comme un défi au nombre et à la force brutale; cette incroyable témérité de défier vingt navires avec cinq, dans une résignation chrétienne qui change les horreurs du tropique en Paradis et aspire les microbes des maremmes et les miasmes des lagunes sans défaillir, sans mourir; l'unité du sentiment populaire; l'immanence de toutes ces vertus que les vivants refusent aux morts; les sièges de Saragosse et de Gérone ressuscités dans les Antilles; la répétition de tous les sacrifices que nous fîmes durant l'épopée terrible pour notre indépendance et notre honneur au commencement de ce siècle, — tout dit que l'Espagne ne peut pas mourir tant qu'un seul de ses fils sera vivant, car en tous ses enfants se condensent cet esprit et cette force qui, de Indibil à Mina, firent de notre territoire le sanctuaire le plus intangible et le plus sacré d'une âme nationale. Notre escadre peut sombrer dans le sein des flots, nos Antilles peuvent se détacher de l'arbre de la Nationalité, l'honneur

de la patrie reste sauf de par l'indicible martyre que nous subissons.

*
* *

Et tout le monde sait que notre ennemi est formidable. Il possède trois escadres ayant lutté ou prêtes à lutter sur l'immensité des mers. Malgré les brèches faites au budget de la nation, il s'échappe du Trésor comme une pluie d'or inépuisable. Grâce à ce sophisme infâme de l'apostolat dont la tribune et la presse américaines ont retenti en calomnies contre nous, le peuple yankee croit de bonne foi défendre l'indépendance et la liberté d'un autre peuple frère. Et les dons succèdent sans trêve aux dons, et les volontaires s'enrôlent sous le drapeau fédéral avec un véritable enthousiasme, et les armées s'improvisent au milieu d'une grande agitation collective pour se diriger ensuite à la façon des anciens pirates vers les plus belles et les plus riches îles de la planète. Une escadre commandée par Sampson bloque les Antilles, une autre escadre commandée par Dewey bloque les Philippines, et une troisième escadre, qui sera commandée par Watson, se dispose à faire voile vers les côtes d'Espagne : c'est là un ensemble de forces que les Etats les plus puissants ne pourraient mettre en ligne et que dans l'avenir les flottes et les armées les plus formidables contempleront étonnées. Mais, au milieu de cet énorme appareil, une idée, jusqu'ici latente dans les esprits, commence à se faire jour sous la pression populaire, cette idée que, en nous faisant la guerre, les Etats-Unis commettent une infamie qui tournera finalement contre eux, parce qu'il est de règle constante que les barbares subissent tôt ou tard les conséquences de leur barbarie. Il est impossible qu'il n'y ait pas, aux Etats-Unis, des hommes clairvoyants, élevés dans le plus pur idéal, à l'ombre des plus libérales institutions, pour s'apercevoir que la violence criminelle de leur gouvernement leur infligera un irréparable châtiment, pour bien montrer au monde, une fois de plus, que la justice est immanente et éternelle dans la société et dans la vie. C'est que la logique et la morale le veulent ainsi. Comment les hommes d'Etat saxons ne frissonnent-ils pas en contemplant des armées de mer et de terre aussi formidables ! Des mercenaires en armes se vautrant vers l'extermination en face d'industriels qui coopèrent à la création ! Des hordes de prétoriens au lieu et place de compagnies d'ouvriers ! Leurs généraux victorieux pourront nous enlever à nous des lambeaux de notre territoire, mais, aux Américains, ils raviront la liberté et le droit sous une dictature militaire qui pourra, de violente, devenir despotique. Malheur, alors, aux Etats-Unis ! Le résultat de la victoire sera plus néfaste aux vainqueurs qu'aux vaincus ainsi qu'il arrive pour toutes les victoires remportées sans raison légitime et suffisante.

*
* *

Un mouvement de réflexion commence à se manifester. Déjà, les offres d'alliance entre l'Angleterre et l'Amérique, faites par le téméraire Chamberlain, ont échoué. Malgré les apostasies commises par les Yankees vis-à-vis de leurs traditions et de leurs doctrines, la mémoire

de Washington, le fondateur de leur colossal Etat, plane toujours sur les citoyens et appelle encore de leur part des souvenirs et des holocaustes. Or, le premier Président de la République saxonne écrivit un testament inoubliable qui reste béni par tous les Américains comme le testament de Pierre-le-Grand est béni par tous les Russes. Dans ce testament, le prévoyant homme d'Etat donne le conseil à ses successeurs de ne jamais nouer des alliances avec aucun gouvernement, à plus forte raison avec les gouvernements européens et surtout avec le gouvernement anglais. Aussi, après les guerres qui éclatèrent entre la métropole et ses colonies, engendrées par l'idée d'indépendance des Américains et causées par le droit de visite, l'histoire des relations entre l'Angleterre et les Etats-Unis se réduisit-elle à un litige permanent, parfois intense, qui réveillait les vieilles haines et les jalousies éternelles. C'est ainsi que les Etats-Unis s'y sont toujours pris pour faire échouer toute entente entre eux et la métropole. La question de l'arbitrage était particulièrement grave. Une partie du gouvernement et du Parlement saxons d'au-delà des mers et une partie du gouvernement et du Parlement d'en-deçà s'étaient mises d'accord pour établir une fusion entre les deux pays, afin de faire rejaillir plus de gloire sur leur race et sur leur famille; mais jamais les Etats-Unis ne songèrent à changer une modeste et utile convention en une véritable alliance. C'est là une superstition qui suffira pour empêcher l'idée de Chamberlain, si opposée à nos intérêts, de prévaloir à cette heure, parce que les rivalités entre l'Amérique et l'Angleterre sont aigries par les récents succès des Etats-Unis au cours de la présente guerre.

* * *

Mais nous, qui sommes les victimes, nous avons suivi avec une grande attention le mouvement de l'opinion américaine en ces derniers temps pour comprendre les symptômes d'oppositions soulevées contre le projet d'alliance du ministre anglais d'une part, et, d'autre part, contre les maladresses du Président des Etats-Unis dans les divers incidents qui ont signalé jusqu'ici le conflit hispano-américain. Depuis lors, Chamberlain, candidat radical, prononça devant les comices provinciaux un autre grand discours contre les classes conservatrices où, avec une perfidie machiavélique, il faisait observer que les victoires de l'or et des capitalistes n'avaient pas préservé le monde américain d'une conflagration qui, commençant par un déséquilibrement du budget, doit finir par une guerre sociale. Plus réfléchi, plus circonspect, plus sage et aussi plus responsable, le dernier Président Cleveland traita d'étourdi et d'écervelé son faible successeur Mac-Kinley, disant que tout pouvait se régler amicalement avec un peu de bonne volonté sans pousser au conflit, à une guerre cruelle qui peut précipiter dans la servitude un peuple né dans la liberté pour enseigner à l'univers comment on peut vivre sans armée et sans flottes formidables et comment les intérêts de l'humanité peuvent prospérer par les découvertes des armées de l'industrie et du travail. Ce que le grand homme d'Etat

déduit de cette situation, c'est le changement subit qu'on rêve pour la Présidence des États-Unis qui aspire fiévreusement à un agrandissement colonial dont les conséquences immédiates engendreraient un empire destiné à faire du monde américain un monde asiatique.

* * *

Entre toutes ces manifestations du sentiment public, aucune n'est plus digne de retenir l'attention que la dernière manifestation de l'illustre publiciste Bigelow faite à propos d'une comparaison entre l'Amérique et l'Espagne relative à l'exercice des libertés publiques et au régime du droit nouveau. Le profond penseur s'adresse aux Yankees, et face à face, après leur avoir prouvé comment la démocratie fonda aux Etats-Unis un régime de liberté, il leur montre comment l'esprit moderne se cristallisa en lois et en institutions qui ont assez de principe actif pour pousser au progrès la machine sociale et des freins assez puissants pour la retenir dans la stabilité et dans l'ordre. Les institutions historiques de l'Espagne ont pu être affligées de taches tyranniques comme l'ont été toutes les institutions de l'Europe, y compris celles qui ont fait la grandeur et la gloire de l'Angleterre ; mais la tolérance religieuse a aujourd'hui changé tout cela en s'introduisant, comme un levain vivifiant, dans les mœurs, avec une telle efficacité et une telle vertu que les Codes ne retiennent aucune pénalité contre la liberté de penser. Les professeurs et les conférenciers peuvent à leur gré s'inscrire dans les associations les plus contraires aux fondements de l'Etat et de l'Eglise sans que personne s'y oppose, sans que personne cherche à les molester comme il est d'usage de le faire dans les nations où l'apostolat et l'enseignement sont moins libres, car presse, chaire, congrès, université, sénat, athénée, académie, toutes les corporations qui incarnent la cristallisation de l'idéal et les aspirations de l'esprit, possèdent un si grand nombre de libertés, soit par l'empire des lois, soit par l'empire des mœurs, que l'Amérique peut revendiquer pour soi les mêmes droits que l'Espagne, la même lumineuse formule de la science moderne.

* * *

Il n'est pas de meilleure confirmation à la théorie de Bigelow que celle qui a trait à la résistance que nos Antilles opposent à l'apostolat yankee, venant lui offrir une liberté politique et un gouvernement indépendant dont ils jouissaient sous l'autorité de l'Espagne. En vain, ont-ils fait des efforts incroyables pour persuader à nos insulaires qu'ils se présentaient en libérateurs : le parti conservateur avec ses intransigeances et le parti autonomiste avec ses exagérations repoussent également le présent de l'Amérique, témoignant une plus grande confiance pour la vieille métropole à l'ombre du drapeau de laquelle ils obtinrent paix et liberté que pour la démocratie conquérante dont les prétoriens, dignes d'être les légionnaires de César et du Césarisme, distribuent la liberté à coups de canon et ne parlent de rédemption que devant l'étendue des campagnes dévastées et sur les ruines des villages en

flammes. J'ai dit bien des fois ce que l'expérience confirme aujourd'hui, qu'il existe aux Antilles trois partis politiques : un parti conservateur ou inconditionnel comme il se dénomme lui-même en toutes occasions; un parti autonomiste et radical qui veut pousser à l'extrême les conséquences des lois, exagérant le mouvement progressiste au risque de le faire dévier de sa voie naturelle ; un parti séparatiste qui est l'ennemi implacable de l'Espagne et vise à l'indépendance de Cuba. Mais aucun de ces partis ne parle de s'unir à l'Amérique comme les anciens Etats de Parme, de Modène, de Toscane et de Naples parlaient de s'unir à l'Italie.

Les Américains, en vérité, blessent le droit et la liberté des Antilles et risquent de perdre dans cette aventure leur liberté et leur constitution républicaine.

* * *

L'Amérique! c'est une démocratie qui s'en va ! Rien n'est si funeste aux démocraties que l'excès des forces militaires; rien ne les extermine comme la guerre et la conquête. Pour maintenir les grandes organisations absolutistes du monde contemporain, les trois Empereurs d'Autriche, de Russie et d'Allemagne ont été obligés de se montrer forts et conquérants.

Dès que la guerre hispano-américaine prendra fin, il arrivera ce qui doit arriver : la décadence des Etats-Unis commencera. Que feront-ils d'une flotte formidable et d'une armée nombreuse comme celles dont ils auront besoin pour conserver leurs conquêtes? Ils ne pourront pas les licencier parce qu'ils perdraient leurs récentes acquisitions; ils ne pourront pas non plus les conserver parce qu'ils perdraient leurs anciennes libertés. Ces armées ne pourront pas non plus vivre dans l'oisiveté. Lorsqu'elles auront conquis en matière coloniale tout ce qu'elles désirent, elles voudront exercer leurs forces et entretenir leur gloire en imposant leur souveraineté sur toutes les terres du Nouveau-Monde. Alors la République se convertira en Empire. L'Amérique nous aura outragés sans raison; l'Amérique aura enfoncé ses griffes dans les entrailles de l'Espagne pour lui voler ses dépouilles coloniales créées par notre génie et arrosées de notre sang, mais elle sera elle-même tombée dans la servitude, et. rivée à la servitude par le sabre de ses généraux victorieux qui ne cesseront de l'encourager à faire la guerre, elle rencontrera quelque jour le despotisme chez elle et l'invasion à ses frontières. Ce sera et le juste châtiment de son criminel aveuglement et notre vengeance.

* * *

Nous cacherions la vérité à nos lecteurs si nous leur dissimulions les graves proportions que prirent en ces derniers temps, à Madrid, les agitations politiques nées des diverses phases que traversait notre guerre intercontinentale. Il en jaillit un sentiment unanime d'admiration pour le soldat espagnol, qui peu à peu se transfigure à tous les yeux en prototype du patriotisme; mais ce sentiment général fait

que la tristesse due à nos malheurs, évidents jusqu'ici, grandit en rapport avec cette conviction que l'effort déployé par nos martyrs est inutile. Les quarante-huit heures qui s'écoulèrent entre le matin du 4 et le matin du 6 engendrèrent les émotions les plus contradictoires. Mais ces explosions de l'âme nationale, qui causaient tour à tour des excès de joie et des excès de désespoir, pouvaient avoir des conséquences dangereuses pour la tranquillité du pays. Le débarquement, effectué uniquement avec l'aide des Mambises, inspira d'abord à l'opinion publique des espérances de triomphes prochains sur terre, capables de nous dédommager dans la baie de Santiago du désastre inoubliable que nous avions éprouvé dans la baie de Manille. Puis, le combat héroïque pendant lequel nos soldats maintinrent l'honneur militaire au niveau de nos anciennes gloires, la défense énergique de tous les côteaux qui avoisinent la place attaquée, le sacrifice de la vie de tant de héros donnant à l'ennemi l'idée d'une mort à l'antique, les demandes formulées par les assiégeants eux-mêmes auprès de leur gouvernement pour avoir l'autorisation de transformer leurs navires en hôpitaux flottants, l'aveu des pertes énormes subies par l'adversaire, la nouvelle que deux de nos meilleurs généraux avaient été : l'un, Vara de Rey, tué, et l'autre, Linarès, blessé, après une défense désespérée, où le courage de notre armée avait atteint le sublime, enfin la sortie de l'amiral Cervera avec sa flotte, de la baie dans laquelle l'ennemi les avait acculés pour les exterminer, — exaltèrent le sentiment public au point de le pousser à des manifestations bruyantes de nature à s'augmenter encore, pour peu que la nouvelle de quelque grande victoire fût parvenue à Madrid au même moment.

* * *

Mais vingt-quatre heures ne s'étaient pas passées que la joie populaire se changeait en désespoir, et que les plus formidables anathèmes se décochaient contre le gouvernement. Notre pays sera toujours le pays des miracles. Le mot « impossible », pris en considération par les États et par les peuples les plus puissants, n'a pas cours chez nous. Vainqueurs de César, de Charlemagne et de Napoléon, ayant fait reculer les invasions qui s'étaient déjà emparées de l'Asie et de l'Afrique, conquérants du Nouveau-Monde annexé à l'Espagne par des généraux et des navigateurs tels que n'en rêvèrent jamais de pareils les mythologies les plus fantastiques; fondateurs de cet ordre des Jésuites dont les missionnaires ouvrirent les portes de la Chine au monde civilisé et constituèrent des communautés religieuses dans les forêts vierges de l'édénique Paraguay, — nous croyons tout possible à notre génie et tout subordonné à notre puissance.

Un écrivain ingénieux du siècle dernier décrit avec une grâce hyperbolique cette faiblesse de notre caractère national en nous comparant à certain vieux castillan d'antique souche, qui était devenu fou parce que 10,000 Français très bien armés avaient infligé une bastonnade à 8 Espagnols désarmés. On ne peut se moquer des lois mécaniques de l'univers; on ne peut faire abstraction de la loi et du nombre. Si idéalistes

que vous soyez, vous devrez toujours compter avec la matière brute et son inertie, avec la force physique et ses incontestables fatalités. A l'homme, on peut demander d'être humain et naturel; mais on ne peut lui demander d'être surhumain et surnaturel. Dans toute entreprise politique, la première condition à remplir pour l'idéaliser et la réaliser se rencontre dans la conception fondamentale du tout, dans la conception du possible. Ne demandez pas l'impossible à notre Marine et à notre Armée. En ne leur demandant que ce qu'elles peuvent humainement accomplir, vous comprendrez la réalité des présentes circonstances et cesserez de vous tordre dans les spasmes d'une épilepsie collective produits par la certitude de faits inévitables fondés sur la prévision et sur la science.

* * *

Il y eut donc désillusion. Au délire de la joie avait succédé celui du désespoir. Nos torpilleurs étaient ensevelis au fond de la baie orientale; nos meilleurs navires étaient échoués sur un banc de sable; l'amiral Cervera s'était laissé faire prisonnier sans avoir opposé à l'ennemi l'héroïque résistance que nous rêvions; l'emphatique et orgueilleux Sampson offrait à l'Amérique notre escadre détruite comme un don de joyeux événement pour le jour anniversaire de la proclamation de son indépendance; les renforts envoyés au secours de Santiago des camps de Holguin et de Manzanillo arrivaient tard ou n'arrivaient pas. Et dans toute l'Espagne il y eut un tel état de surexcitation que la nécessité se fit sentir de battre le rappel des troupes et de braquer des canons pour vaincre les protestations d'un peuple exalté et hors de soi, qui imputait la chute de ses généreuses illusions, comme d'habitude, aux maladresses du gouvernement. Les plus épouvantables nouvelles se répandirent : le général Polavieja revenait des bains de la Bourboule pour jeter les bases d'un gouvernement de courtisans; le général Martinez Campos partait pour Saragosse pour y étouffer un mouvement démocratique; Silvela venait d'être sifflé en pleine Puerta del Sol; la régente s'était enfermée dans sa chambre et ne voulait voir personne; Weyler était le partisan et le candidat d'une dictature immédiate; les apôtres de la République allaient engager vingt cardinaux pour prêcher la bonne nouvelle; Barcelone venait de se prononcer et Madrid était aussi sur le point d'accepter un pronunciamento : enfin c'était la mécanique céleste qui se détraquait et le règne de l'Apocalypse annoncé par tous les pessimistes qui allait commencer. Il y a beau temps que j'ai conseillé aux peuples virils de se conjurer contre les attaques de pareilles névroses, s'ils veulent décider de leur propre destinée, non avec le trouble des passions incendiaires, mais avec le calme serein de l'esprit national, et je ne puis que renouveler en cette occasion les craintes que j'ai déjà exprimées tant de fois.

* * *

Nos désastres nationaux nous empêchent de nous occuper de questions du plus grand intérêt survenues en Europe et nous limitent du

moins l'espace pour en parler comme il convient. Mais des élections comme celles de l'Allemagne ; des crises ministérielles comme celles de Paris et de Rome; des troubles comme ceux d'Autriche, pouvant provoquer en haut des répressions terribles et en bas des révolutions cruelles; un caractère fiévreux comme celui de l'Orient réclamant une nouvelle guerre, exigent que nous nous arrêtions à les considérer un instant. Les élections allemandes peuvent se définir comme un progrès pour les socialistes et comme une réaction politique pour les ultramontains. En revanche, si l'on peut définir avec clarté les élections allemandes, il n'en est pas de même des crises ministérielles de France et d'Italie. Vous avez beau, en effet, vous creuser la cervelle, vous n'arriverez pas à comprendre comment mon bon ami Brisson peut descendre amoindri de la Présidence de la Chambre et gravir victorieux la Présidence du Conseil. Ceux qui lui donnèrent une minorité de huit voix à l'élection présidentielle, lui donnèrent une majorité de soixante voix au gouvernement. Il est vrai que Brisson paraît né sous une bonne étoile, qui resplendit en ce moment d'une lueur extraordinaire. Les mêmes qui le mirent en minorité dans une situation inférieure l'élevèrent aussitôt sur le pavoi de la Présidence du Conseil. Cette politique puérile, de casse-cou, ressemble à une formule hiéroglyphique d'un procédé absolument étranger aux mœurs du reste de l'Europe, mais qui a, en France, des antécédents et des traditions.

* * *

Les Girondins avaient à la Convention une majorite considérable ; mais ils opérèrent de telle manière qu'ils furent dépossédés du pouvoir par les Montagnards qui les firent ensuite décapiter. Les Montagnards, bien qu'en minorité au début, réussirent avec une incroyable audace, grâce à de serviles complaisances. Le procès de Louis XVI n'aurait pas eu lieu, les Jacobins n'auraient pas dominé le mouvement qui décapita la Gironde ne se serait pas produit, enfin l'omnipotence de Robespierre n'aurait pas triomphé, si les députés de la Plaine, qui avaient peur de la dictature militaire n'avaient donné leurs votes à la dictature civile en couvrant les voix de Vergniaud et de Danton, dans une fureur inexplicable de panique. Les conservateurs avaient la majorité au Parlement et ils ont livré le gouvernement aux radicaux. Cet acte ressemble à une dérogation si invraisemblable de l'impérieuse logique et de l'éternelle morale, que nous sommes obligés de nous frotter les yeux pour voir si nous ne sommes pas le jouet d'une illusion. Il est vrai que Brisson, sévère jusqu'à la rigidité; méditatif et silencieux; au regard d'une sévérité implacable; aux lèvres d'une fermeté imperturbable; plus semblable à une effigie religieuse qu'à une personnalité politique militante; aussi peu indispensable par lui-même qu'il produit peu d'effet sans méfiance comme tous ceux qui pensent à peine et possèdent l'art de produire des idées propres à moissonner celles des autres; inflexible, intransigeant et indomptable; vient de donner une preuve de souplesse comme la pourrait donner un Florentin élevé dans la doctrine de Machiavel, en abandonnant comme inutile le drapeau radical sous les plis duquel il a vaincu,

pour prendre le programme conservateur sans impôt progressif, ni révision constitutionnelle, ainsi que l'aurait fait un simple opportuniste ou un catholique rallié à la République par les conseils de Léon XIII. Adieu, catonisme de Brisson! adieu, inflexibilité!

* * *

Il se passe quelque chose de pareil en Italie. Après la retraite de Visconti-Venosta, les choses étaient absolument dans le même état qu'avant.

On s'attendait à un ministère d'opinion moyenne réactionnaire. Or, le général Pelloux, qui le préside, appartient à l'extrême-gauche des partis politiques. Ami du grand patriote Cavioli; gouverneur militaire de diverses provinces qu'il a gouvernées à la manière d'un civil; très dévoué à la monarchie, mais aussi à la liberté traditionnelle qu'il personnifie; très circonspect et parlant peu, Pelloux a composé son ministère avec des modérés de la gauche, et il attend du Parlement un vote de confiance pour prouver que les institutions parlementaires, si elles sont en décadence, n'apportent dans la pratique aucune perturbation, ainsi que le désireraient leurs nombreux ennemis, de même qu'elles ne sont un danger ni pour l'ordre, ni pour la stabilité. L'horizon politique italien vient donc de se rasséréner un peu.

* * *

L'horizon politique de l'Autriche ne s'est, par contre, pas éclairci. La force et le prestige de l'empereur se sont amoindris beaucoup en ces derniers temps.

Il y a à cela deux causes. D'abord, l'empereur s'est livré à un coup d'État parlementaire, en ordonnant de recouvrer les impôts de six mois sans qu'ils eussent été approuvés par la Diète; ensuite il a envoyé ses plus fidèles troupes contre les Polonais de Gallicie, pris soudain de l'ivresse de l'antisémitisme, ce qui occasionna une guerre civile épouvantable. Et à ces embarras de la politique intérieure sont venus s'adjoindre encore des soucis de la politique extérieure. Prague, cette cité qui aspire à jouer dans l'Empire le rôle que tient Pesth en Hongrie, venait de célébrer en grande solennité le centenaire de son historien Palacky, le véritable fondateur de l'histoire nationale, d'où la nationalité tchèque prétend être issue. Pendant ces fêtes, un général russe germanophobe, non par la naissance, mais par la race, prononça un toast par lequel il conviait tous les Slaves à se conjurer contre les Allemands, à former une grande confédération pour préserver l'Orient des corruptions de l'Occident qu'il disait être toutes condensées dans les personnages, dans les instituts et dans les livres de l'Allemagne.

Ajoutez à cela les imprudentes manœuvres du roi Milan en Serbie; une inquiétude croissante en Macédoine; les combats périodiques engagés entre la cour de Vienne et le prince Nikita du Monténégro; les souffrances de la Grèce martyrisée, et dites-moi s'il y a des raisons ou non pour croire à un mouvement réactionnaire et pour s'attendre à une conflagration générale.

X

Élections allemandes. — Progrès du socialisme. — Histoire et caractère des écoles socialistes en Allemagne. — Coalition réactionnaire contre ces écoles. — Inutilité d'une telle coalition. — État des partis. — L'Empire et le suffrage universel. — Le suffrage universel et le socialisme contemporain.

Les élections, en Allemagne, ont passé inaperçues chez les peuples occidentaux et en particulier chez nous, les peuples ibériques. Pourtant, elles sont de nature à influer sur le sort et sur le destin de l'Occident. Quand nous n'aurions pas d'autre raison de nous intéresser à un tel fait, il nous resterait toujours le sentiment de rivalité qui émerge peu à peu de la famille germanique et détermine une hostilité entre les Germains du continent et les Germains de la mer, c'est-à-dire entre les Allemands et les Anglais. Cette hostilité peut amener par la suite un changement radical dans les positions respectives occupées par toutes les puissances et un nouveau partage des mers soumises à l'hégémonie, sinon au protectorat de l'Angleterre. Les élections générales en Allemagne ont eu lieu au mois de juin dernier sous l'autorité des lois dictées par le triomphe de l'unité germanique et sans altération aucune pour les institutions qu'elles régissent, ni pour les droits qui appartiennent au peuple allemand unifié. Cette observation sur le caractère inaltérable des lois progressives, si menacées par la réaction impériale, mérite d'être rappelée, parce que, avant les élections, un parti puissant de cour, — dont le verbe était le disert et jeune Lear, formé de généraux de terre et de mer parmi lesquels le prince Henri, qui est aussi fantasque que son frère, se proposait de forger des lois contre la presse, des lois restrictives au droit de réunion, des lois tyranniques contre la liberté individuelle, des lois attentatoires à la fédération allemande ardemment défendue par les vassaux réguliers de l'empereur; enfin, pour couronner le tout, des lois visant à la suppression du suffrage universel et des réunions publiques dont on craint, dans les hautes sphères, l'influence révolutionnaire.

*
* *

Quoique les courtisans désireux d'un pouvoir fort pour l'empereur, quoique les marins poussant à l'accroissement exagéré d'un budget de la marine qu'ils ne croient pas pouvoir obtenir du Parlement, quoique les généraux de cour accoutumés au rêve cruel et flatteur pour eux

d'une guerre immédiate, quoique le clergé pétrifié dans sa vieille orthodoxie luthérienne, aient jugé aisées la rupture de la constitution militaire et la suppression du suffrage universel, Guillaume, à la suite d'un bon mouvement et au risque d'augmenter le nombre des députés socialistes, a laissé intangibles le suffrage universel et les comices populaires avec tout le cortège des autres droits si manifestement abhorrés par la camarilla de son palais. J'ai dit « à la suite d'un bon mouvement de Guillaume », mais je dois rectifier pour dire que ses intentions n'ont pas été aussi bonnes qu'on le prétend, qu'il a reçu plutôt le conseil d'agir ainsi. Si Guillaume, qui se croit lésé dans ses attributions au pouvoir personnel, songeait jamais à restreindre la liberté si enracinée en Allemagne et à altérer le suffrage universel au point que son aïeul ne le reconnaîtrait pas, non plus le Chancelier de fer qui, dans sa retraite, chante les « Tristes » d'Ovide, son peuple allemand le renierait en s'apercevant que l'empereur ne vise à se servir des lances affilées de ses prétoriens esclaves que pour le salut de César et du césarisme. Le conseil reçu par Guillaume II, lui fut donné par le prince de Hohenlohe, un parlementaire d'antique souche, un jour constitutionnel en Bavière, un autre jour libéral autant que peut l'être un Bavarois, devenu particulariste en tout ce qui ne dédore pas le prestige de l'unité impériale ; un homme, enfin, résolu à conserver le *statu quo*, la stabilité, parce qu'il n'ignore pas que les réactions sont toujours accompagnées de périls plus grands que les révolutions.

*
* *

Il existe en Allemagne des partis politiques en grand nombre, et quoiqu'ils aient tous le même caractère germanique fondamental, ils se distinguent par les idées, mais encore plus par les passions qui font d'eux les partis les plus irréconciliables qu'il y ait au monde. N'allez pas chercher en Allemagne cette unanimité d'idées et d'affection qui existe en Angleterre au sujet de la religion et de la monarchie, vous y rencontreriez beaucoup d'Allemands niant Dieu et combattant l'Empereur. N'allez pas non plus y chercher ce fonds commun d'idées monarchiques qui prédominent en Russie, ou ce fonds commun d'idées républicaines qui prédominent en Suisse : vous n'en trouveriez pas trace. On y discute l'Empire, né d'un triomphe, comme en France on discute la République, née d'une déroute. A l'extrême droite pullulent des écoles et des partis régionalistes comme il n'y en a nulle part ailleurs, puisqu'ils veulent la séparation. A l'extrême gauche, il est des partis d'un anarchisme si exagéré que l'école socialiste les repousse, parce qu'elle les tient, comme pourrait les tenir tout conservateur de race, pour un véritable danger dans les sociétés modernes. Mais ni le parti théocratique luthérien, ni l'école néo-catholique ultramontaine, ni les protectionnistes agraires, ni le parti féodal obstiné à ressusciter la société antérieure à l'horrible révolte des paysans, ni le parti libéral progressiste, ni le parti libéral national, comme se désignent les parlementaires modérés, n'acquièrent l'immense importance du parti socialiste, qui détermine à

lui tout seul le mouvement électoral, présente des candidats dans tous les districts, organise d'innombrables réunions, dénombre ses adhérents par millions, s'oppose à la réalisation du rêve caressé par l'Empereur et l'Empire, comme les esclaves de Spartacus s'opposaient à la réalisation du rêve caressé par Rome et les patriciens.

*
* *

La statistique des progrès du socialisme en Allemagne nous prouve une fois de plus que les idées se répandent par l'esprit comme l'éther et la chaleur se répandent par l'espace. L'année passée, les socialistes ne présentaient des candidats que dans les circonscriptions où ils espéraient remporter la victoire. Cependant, la lutte se termina pour eux par un désastre. Mais les socialistes ne combattent pas uniquement pour le triomphe, ils combattent, avant tout, par amour de la lutte. Aux dernières élections, d'après ce principe, ils présentèrent 396 candidats à la députation. Ils sortirent triomphants dans 53 districts, obtenant ainsi 9 sièges de plus que dans la précédente Chambre. Pendant longtemps, les socialistes eurent à peine quelques représentants au Parlement impérial et à peine 1 demi-million d'électeurs derrière eux. Mais, à partir du jour où la Constitution allemande fut promulguée et le suffrage universel établi, les idées socialistes ont grandi comme une vague battue par les vents, et les adhésions à leur école se sont augmentées dans des proportions considérables. En 1890, ils comptaient 1 million 1/2 d'électeurs; en 1892, 1,700,000; en juin de cette année, ils en comptèrent 2 millions 1/2. L'accroissement ne peut être plus important, étant données les idées impériales et les circonstances ambiantes de l'Allemagne. Mais cette constatation atterrera ceux qu'effraie le progrès humain; ceux qui croient qu'il est difficile de démonter la machine sociale; ceux qui nient l'évolution progressive, la tenant comme condamnée à engendrer le mouvement révolutionnaire; ceux qui aperçoivent de toutes parts, dans les manifestations du suffrage universel et des comices populaires, l'Antechrist annonçant au monde le déroulement des célestes espaces et l'arrivée du Jugement dernier.

*
* *

Tous les partis politiques allemands ont commencé par appartenir soit à une secte religieuse, soit à une secte politique. Les grandes réformes du XVe et du XVIe siècle, aussi bien que les philosophes du XIXe siècle ont produit, bon gré, mal gré, des écoles politiques et ont placé au même niveau la nature et les conditions de l'État. En religion, il est facile de démontrer que, depuis les fidèles de Luther jusqu'aux dévots de Calvin, et depuis ceux qui prétendaient unir les deux Églises protestantes en une seule, jusqu'aux réformateurs de Strasbourg et aux blasphémateurs de l'extrême-gauche hégélienne, tous ont vu naître sous leurs pas des sectes politiques dont les dogmes conduisent les unes au plus absurde despotisme, et les autres au plus répugnant anarchisme. Cela est si vrai que si le socialisme tire son Coran des livres du commu-

niste Karl Marx, l'individualisme le tient des livres de deux penseurs éminents : Kant et Fichte. L'idée du droit individuel compte une glorieuse généalogie dans les Universités espagnoles de la Renaissance, ainsi qu'en témoignent les Allemands eux-mêmes. Mais qui, dans le monde moderne, mit cette idée sous les espèces d'une formule philosophique? qui lui consacra des commentaires scientifiques? qui dégagea l'idéal des trois déclarations de principes issues des trois mouvements révolutionnaires anglais, américains et français, générateurs de l'Etat moderne? qui, de la sphère du sentiment où Rousseau, plus lettré que penseur, l'avait enfermée, sut l'élever sur ses ailes spirituelles jusqu'aux plus hautes cimes de la pensée humaine? Ce fut Kant, dont le labeur servira toujours de base inébranlable à la liberté pure et à la démocratie universelle.

*
* *

La pierre de touche du socialisme se rencontre dans les obligations de l'Etat envers les individus. D'après l'école individualiste à laquelle j'appartiens depuis mon enfance, l'État n'a pas d'autre obligation envers les citoyens que celle d'assurer à chacun sa liberté et la coexistence de cette liberté individuelle avec les libertés de tous, afin que chacun exerce son ministère dans la société, et, écoutant sa vocation intérieure, accomplisse sa fin naturelle, sa mystérieuse et providentielle destinée. Laisser les facultés humaines se développer naturellement et complètement en assurant la coexistence de tous ces développements sans dommage les uns pour les autres au milieu de la sécurité de tous, c'est laisser s'accomplir le droit humain. Mais trois écoles connues, subséquentes aux écoles kantistes, introduisirent parmi les obligations de l'Etat, cette obligation impossible de procurer aux individus les conditions matérielles et économiques sans lesquelles la liberté humaine, d'après la théorie des socialistes, ne peut se développer, ni le droit humain s'accomplir dans toute son intégralité : l'école de Schelling qui fut pensionné par Frédéric-Guillaume IV pour déterminer une réaction politique et religieuse; l'école de Hegel, dont Spencer amplifia la théorie de l'évolution universelle sans heurter les idées socialistes du maître, ainsi que devait s'en garder un bon Anglais de race et un fidèle disciple; enfin l'école de Krausse qui débuta comme traducteur de l'école socialiste française. Ces trois écoles déterminèrent un mouvement socialiste qui, au lieu de servir le peuple comme ses auteurs le pensaient, servit uniquement le césarisme. Ce qui le prouve, c'est que ce socialisme fut adopté par Bismarck lui-même, ce prototype et architype de toute réaction impériale, qui, en ayant fait le socialisme scientifique officiel, lui accorda les mêmes pouvoirs qu'au socialisme de la chaire.

*
* *

Cette école de professeurs chargés de prêcher la nouvelle doctrine sociale et de mettre en relation harmonique l'État césarien et l'économie populaire, adoptée par le Chancelier comme un paratonnerre entre les grandes aspirations au bien matériel du peuple et les secours accordés

par l'Etat impérial, ne donna pas les résultats attendus par son grand défenseur, car au lieu d'être un paratonnerre écartant la tourmente, elle devint un accumulateur puissant qui attira la foudre sur la couronne des Césars. Il existe des corrélations indubitables entre la politique et l'économie. Un véritable monarque de l'ancien régime, absolu et orthodoxe, confond son trésor avec le Trésor public, dépense dans sa maison la majeure partie du budget collectif, amortit les biens du clergé et fonde des majorats pour les nobles; prohibe toute communication industrielle ou commerciale avec les gouvernements hérétiques : ce sont là des principes économiques barbares, mais sans ces principes, l'absolutisme ne vivrait pas une minute. La science philosophique, vers la fin du siècle dernier, engendra la science économique dont un Turgot, un Smith, un Say ont été les apôtres illustres. Darwin tira son symbole et son credo, dans lesquels sont contenus toutes les idées modernes sur la nature et l'origine des espèces de principes tels que ceux de Malthus sur la population, et déduisit la concurrence vitale, défendue dans ses livres, de la concurence mercantile soutenue par les économistes. La philosophie de l'individualisme, que formula Kant, amena l'économie de l'individualisme que formula Delistche.

Fernand Lasalle, artiste, orateur, gentilhomme, savant, philosophe, tribun, qui enchaîna Bismarck avec la magie de son talent et l'influence de sa parole, joua, vis-à-vis de l'économie individualiste, le rôle joué par Hegel vis-à-vis de la philosophie individualiste : ils surent détruire, mais ils ne surent pas remplacer. Et cette modeste école démocratique et libérale, économique, si critiquée pour son insuffisance et son étroitesse de vues par les Impérialistes, enfanta spontanément les associations coopératives qui soulagèrent visiblement le peuple. Lasalle, l'ennemi implacable de telles idées économiques, obtint un secours de l'Etat césarien pour ses coopérations populaires; et ce don de l'Etat tua en Allemagne l'économie libérale sans pouvoir la remplacer,. et la remplacer surtout avec avantage.

*
* *

Une telle rupture entre la politique et l'économie de l'Empire jeta les socialistes allemands dans les bras du collectivisme russe. Bakounine, qui a des idées de révolutionnaire et un aspect de César, qui est panslaviste par ses tendances et occidental par ses procédés, imposa le régime des municipes slaves, le régime de sa race et de son peuple au parti révolutionnaire allemand, dans la pensée de l'arracher à l'évolution pacifique, si en harmonie avec l'indécis caractère germanique, de le conduire à une révolution comme celle qu'engendra à Paris la Commune; et il déclara à toutes les bourgeoisies et à toutes les libertés du monde une guerre implacable, une guerre pareille aux guerres serviles de l'antiquité dans lesquelles les esclaves tiraient de leurs chaînes des fers pour exterminer une société, parce qu'ils ne participaient ni à ses biens, ni à ses privilèges. Karl Marx, écrivain diffus et lourd, savant et érudit en ces matières, mit le trésor brumeux des sciences moissonnées par le savoir germanique durant les longues nuits d'hiver à la disposition du militant

Bakounine qui, combattant et fuyant sans cesse, mêlé à toutes les conjurations démagogiques, visé par toutes les persécutions monarchiques, n'avait ni le temps, ni le pouvoir d'étudier. Sa vie était un commentaire perpétuel donné à ses idés contradictoires, à la fois anarchiques et collectivistes, un véritable rébus, passé de mode chez les Russes, et dont les Allemands firent la base d'une école politique et économique, fausse dans ses principes et dangereuse pour le progrès social dans ses conséquences. Celui qui a dit que toute idée communiste portait en soi un vrai despotisme a dit la vérité. Mais les Allemands, si faciles à séduire par des sophismes, si rêveurs de leur nature à cause du milieu ambiant qui leur est propre, ont adopté dans leurs écoles socialistes ce sophisme qui, loin de faire avancer le progrès humain d'un pas, le retient dans sa course, le menace dans ses bases fondamentales, dans la liberté et dans le droit.

* * *

Aussi, comprends-je que tous les partis conservateurs se soient unis contre les socialistes en Allemagne et les aient réduits à cinquante-huit sièges, alors qu'ils croyaient arriver par centaines grâce à la division de leurs adversaires. Mais il ne faut pas se forger des illusions sur ces victoires conservatrices. Le socialisme collectiviste ne s'évanouira pas plus du peuple allemand que l'utopie césarienne ne s'évanouira de l'État allemand. Le parti soi-disant progressiste et qui dut se montrer maintes fois menaçant pour empêcher Bismarck ou Guillaume de prendre des mesures illibérales contre la démocratie, courba servilement son front, autrefois si altier, sous les pieds du vainqueur et, en abandonnant la cause du peuple, discrédita les libertés modernes et fournit un aliment aux rêves socialistes. Nous avons vu le parti agraire, le parti orthodoxe, la parti féodal, le vieux parti patricien, le jeune parti conservateur, les courtisans de la cour et les socialistes de la chaire tous réunis contre le collectivisme que Karl Marx formula et que Bebel continue à défendre; mais ces coalitions électorales, qui sont très fréquentes dans toutes les batailles politiques et très efficaces momentanément, n'ont de pouvoir que pour les négations qui, en fin de compte, ne résolvent rien, et n'en ont pas pour les souveraines affirmations qui seules font les lois durables et les gouvernements stables. Tant qu'il y aura en Allemagne un parti militaire de cour puissant, hostile aux libertés publiques et animé d'un esprit révolutionnaire de nature à attirer précisément les révolutions, l'ordre public ne sera jamais sûr parce que la liberté sera méconnue. Cette coalition qui est formée aujourd'hui contre les socialistes et qui a triomphé pendant les dernières élections, peut se former demain avec les socialistes et leur procurer un triomphe subit et désespéré, ce qui démontre, une fois de plus, que le progrès pacifique est seul capable de donner à la nation la paix perpétuelle.

Nous pouvons dire de la question de Cuba ce que dit le poète du crucifiement du Christ : vous y mettiez tous la main. Si les radicaux contribuèrent à nous perdre avec leurs folles impatiences, les réactionnaires ne contribuèrent pas moins à nous perdre avec leurs aveugles résis-

tances. Si tout le monde s'accorde pour venir vous dire que vous êtes malade, vous finissez par être disposé à croire que vous êtes malade quand même vous auriez la plus florissante santé. On ne pouvait proposer une réforme à Cuba sans être accusé de manquer de patriotisme. Un réformateur ne pouvait surgir sans être traité de mauvais Espagnol. C'est ainsi que les pires violences étaient lancées contre les plus dévoués d'entre nous. Alors qu'on aurait eu besoin d'un grand parti à la fois démocrate et conservateur pour s'opposer et aux manœuvres américaines et aux intrigues séparatistes, surgit un parti intransigeant, irréconciliable par sa nature avec ses adversaires, un parti qui voyait des factions dans toute collectivité opposée à l'explosion de ses haines, et qui appelait faction tout idéal animé par l'électricité du progrès. A tous ceux qui résistent outre mesure, avec aveuglement et violence, il leur arrive ce qui est arrivé à ces « inconditionnels ». Les « inconditionnels » soutinrent le projet des séparatistes et aidèrent ainsi à convertir l'évolution en révolution. Ils y aidèrent en faisant servir à l'oligarchie tous les progrès décrétés par l'universalité de nos sujets. Je n'oublierai jamais les malédictions de ceux dont nous abolîmes l'esclavage ni comment ces malédictions servirent aux réactionnaires en Espagne dans le machiavélique but que le mouvement réactionnaire de la péninsule se répercuterait aux Antilles. Je demande aux réactionnaires qui mettent sur le compte de l'esprit moderne la perte de nos anciennes dominations, si la catastrophe n'aurait pas été plus rapprochée sans la suppression de l'esclavage? Et je demande aux hommes d'Etat, à tous les hommes sensés et réfléchis si nous n'aurions pas retardé ou empêché cette catastrophe en donnant, par séries, le gouvernement des Antilles à leurs habitants, avec ces gradations qui sont la méthode indispensable, non seulement pour obtenir les réformes politiques, mais encore pour les fortifier et les enraciner? Si nous avions respecté le pacte de Zanjon, si nous avions voté sans hésitation les réformes sériées par le bon sens de deux ministres distingués, si nous avions ensuite appliqué ces réformes à Cuba avec résolution et sincérité; si nous avions, pendant les quatre derniers lustres, donné de l'extension à un progrès mesuré, les Mambises de la manigua n'auraient pas repris haleine, n'auraient pas alimenté une rébellion qui a permis aux Etats-Unis d'intervenir et de donner un libre cours à leurs ambitions belliqueuses. Mais nous avions à notre gauche un parti radical, sorte de moteur sans frein, et à notre droite un parti conservateur, insurmontable obstacle au progrès, qui, loin de s'appliquer à modérer le mouvement, le paralysait simplement. En vertu de cette loi hégélienne de l'identité des contraires, le parti conservateur apparaissait comme aussi révolutionnaire que le parti radical, car il provoquait toutes les révolutions, et le parti radical apparaissait comme aussi réactionnaire que le parti conservateur puisqu'il provoquait toutes les réactions. La tentative de former un parti gouvernemental et radical en même temps, avec les réformistes, échoua, parce que ses premiers représentants devinrent aussitôt des autonomistes exagérés. Dans une seule goutte d'eau de l'océan et dans un seul atome d'air de l'atmosphère se rencontrent les éléments qui composent les

deux moyens de vie de notre planète : l'atmosphère d'oxygène qui nous permet de respirer et l'atmosphère d'hydrogène qui permet aux animaux inférieurs de respirer. Dans les événements qui précédèrent la catastrophe, je trouve la responsabilité énorme des deux partis cubains. Le parti radical, par ses manifestations contre la Constitution autonome, détermina la note de Lee dont le texte tomba dans l'île comme une étincelle sur une poudrière, car ce texte relatait que personne n'était satisfait du régime autonomiste, puisque personne ne le voulait ni ne le soutenait. Le parti conservateur, par ses scandaleuses manifestations contre la liberté et le progrès, amena dans les eaux de Cuba le *Maine* qui, incendié et naufragé à la suite de l'accident tout fortuit d'une explosion intérieure, fut la cause occasionnelle de cette guerre où nous nous trouvons châtiés; mais, plus que n'importe qui, les intransigeants sont la cause de notre ruine.

* * *

Il y a d'autres coupables qui n'ont pas procédé en ces circonstances comme ils auraient dû le faire et n'ont rien fait pour dissuader le gouvernement américain d'assaillir ainsi la mère patrie. Je m'en rapporte pour cela aux nombreux écrivains hispano-américains, ennemis des Espagnols à Cuba et amis des Yankees. Sous prétexte d'indépendance de l'Amérique et de liberté universelle, nous avons été injustement qualifiés de conquérants, alors que, devant l'histoire et devant la science, nous apparaissons comme les inventeurs et les civilisateurs du Nouveau Continent. Pour y implanter la civilisation chrétienne nous avons employé beaucoup moins de violences et de cruautés que les Allemands pour implanter l'individualité humaine en Europe ; que les Français et les papes pour implanter le pacte carlovingien entre l'Eglise et l'Etat ; que les rois pour implanter l'unité monarchique parmi les chevaliers féodaux ; que les réformateurs pour implanter la Réforme ; que les Allemands modernes pour implanter, après la guerre de Trente ans, le principe de la tolérance internationale ; que les révolutionnaires pour implanter le nouvel idéal avec Cromwell en Angleterre et Robespierre en France ; que les Etats-Unis pour expulser de leur sein leurs anciens dominateurs et implanter chez eux la suprématie de leur race sur toutes les autres. On ne peut s'expliquer que des publicistes américains soutiennent encore cette idée étroite, conçue par les cerveaux encyclopédistes du siècle dernier, que l'Espagne, après avoir découvert l'Amérique, voulait se l'approprier. De même qu'il n'y a pas de travail sans sueur, d'enfantement sans douleur, d'effort sans peine, il n'y a pas non plus de progrès sans révolution, ni sang, révolution qui ne se terminera pas, sang qui continuera à s'échapper de nos veines, jusqu'au jour lointain où les peuples arriveront d'eux-mêmes à la plénitude de leurs droits, où les Etats-Unis arriveront à accepter dans leurs conflits et dans leurs litiges, l'arbitrage international. Nous avons donné aux Américains, en vingt-cinq ans, par le moyen de mouvements rapides et de conflits passagers, une civilisation qui ne nous avait coûté pas moins de quinze cents ans d'efforts et de sacrifices. Comme si les

Saxons, dans leurs entreprises conquérantes, au lieu de balles, avaient tiré des amandes et chargé leurs fusils avec des sucreries, la conquête des Etats-Unis ne compte plus dans le jugement de notre race châtiée : il n'y a que la vieille conquête espagnole qui compte. Mais je suppose qu'il aura fini par tomber le bandeau qu'avaient sur les yeux les publicistes espagnols d'Amérique, acharnés à défendre jusqu'ici la cause des Yankees, en voyant quel cas ceux-ci font aujourd'hui de la liberté et de l'indépendance cubaines, car s'ils aiment aussi peu le nom d'occupations passagères qui ne passent jamais que le nom de protectorat nominal qui vise à une installation durable, ils aiment encore moins une conquête du territoire des Antilles par les procédés de Tamerlan, avec les moyens les plus violents et les plus cruels que puissent employer les conquérants dans leurs entreprises. Si les Etats-Unis persévèrent dans la voie où ils sont engagés, je les vois tenter la conquête du monde américain espagnol après avoir édifié un Empire sous le nom de République. Les Césars ne procédèrent pas autrement dans la Ville Eternelle, et l'histoire se répète toujours. Maîtres de Cuba et de Porto-Rico, les Etats-Unis voudront Saint-Domingue et Haïti. Et les généraux dominicains, soutiens de la révolte cubaine, étant donnée l'issue de cette rébellion, ont perdu non seulement leur patrie adoptive, mais aussi leur terre natale. Cela s'appelle en langage familier espagnol : faire un voyage aux Indes. Et si la conquête de Saint-Domingue succédait à la conquête de Cuba et de Porto-Rico, il est certain que, après Saint-Domingue, les Yankees manœuvreraient pour débarquer sur les terres continentales. Ils s'approprieraient tout ce qu'ils pourraient du canal de Panama commencé par les Français comme l'Angleterre s'appropria tout ce qu'elle put du canal de Suez ouvert également par les Français aussi. Et s'ils ne réussissaient pas à s'approprier le canal de Panama, ils ouvriraient le canal du Nicaragua. Puis, sous prétexte qu'ils auront besoin, dans leurs travaux, de paix et de liberté, et que l'Amérique centrale est sujette à des commotions périodiques, à de vrais tremblements de terre sociaux, ils la traiteront comme l'Angleterre traita l'Egypte dans la garde de ses intérêts. Et comme entre les Etats-Unis et l'Amérique centrale, il y a une énorme distance, ils tâcheront de l'abréger par tous les moyens, en s'appropriant tout ce qu'ils pourront, leur ambition étant connue. Puis, s'ils ne réussissent pas à s'en emparer par une conquête sincère, ils entretiendront chez elle l'inquiétude par les procédés machiavéliques qui leur ont si bien servi dans la mer des Antilles, de sorte que si le Nouveau Monde échappait à la guerre étrangère, il n'échapperait pas à la guerre civile. Que celui qui doute encore de cela, veuille bien se rappeler Blaine. Il est bien triste le sort de notre race sur le continent américain, et il éteint le phare de notre esprit national dans les Antilles.

*
* *

Nous avons tous commis de grosses fautes en matière coloniale. Rappelons l'histoire pour qu'elle nous serve d'enseignement. La révolution, à Cuba, se trouva en face d'une guerre civile. Lorsqu'elle perdit

de son acuité, elle perdit beaucoup de l'importance que la Restauration lui avait donnée pendant les jours de trouble. On évitait d'aggraver le caractère de la maladie par les sophismes du malade. Que fit la Révolution? Deux choses de premier ordre : premièrement, elle pourvut l'armée coloniale de recrues volontaires; secondement, elle décida, en décrétant la guerre à Cuba, que l'armée serait entretenue sur les fonds de la révolution. Il ne faut pas donner aux guerres civiles coloniales l'importance qu'on attache aux guerres civiles intérieures. La Hollande a la guerre à Sumatra depuis vingt ans ; le Portugal est affligé, dans le sud du continent africain, d'une guerre qu'allument périodiquement les intrigues allemandes ou anglaises ; l'Angleterre est en guerre perpétuelle en Afghanistan et dans le Pamir ; chez aucune de ces nations, il n'y a là péril en la demeure. Aussi, il m'apparut toujours comme une erreur grave d'assimiler une guerre coloniale dans les Antilles à une guerre civile dans les provinces. Le foyer de la guerre de Cuba était à l'orient de l'île. En disposant de forces suffisantes pour empêcher les insurgés de passer de l'est au centre et dans les terrains fertiles de l'ouest, nous étions en bonne posture ; en distribuant cinquante mille hommes à l'abord des grands centres pour empêcher les insurgés de s'emparer de certains villages et de prendre des airs de belligérants, le ministère et les Espagnols faisaient tout leur devoir. Mais une opinion publique égarée considéra comme une très grande habileté l'acte d'embarquer deux cent mille hommes pour Cuba. Cette armée, plutôt destinée pour les grandes guerres, devait s'user contre une poignée d'insurgés qui, s'évaporant toujours, n'opposant aucune résistance à nos troupes, ne faisait qu'agiter stérilement l'île pour donner à l'Amérique l'illusion que notre intervention était injuste et que la médiation des États-Unis devenait urgente. Et puis, nous avions compté sans le climat. Le plomb des Mambises atteignait fort peu de soldats espagnols ; ce qui les tuait, c'étaient les mortels microbes contenus dans les eaux des marécages auxquels ils se désaltéraient. Des régiments qui, en mars, comptaient mille hommes, n'en comptaient plus que trois cents en avril. Nous ne combattions pas contre les hommes, mais contre les éléments. Nos défaites sans gloire nous étaient infligées par un climat sans pitié, qui élaborait pour nos fils l'haleine de la mort au lieu de l'oxygène de la vie. L'opinion publique accusa la Restauration, qui inaugura son règne par une série d'actes réactionnaires; elle s'en prit ensuite aux classes aisées qui s'exemptaient du service militaire moyennant une certaine somme, et confiaient le soin de défendre la patrie aux pauvres que la misère dévorait et dont la mendicité était la profession, dans un temps précisément où le service obligatoire universel entre dans les mœurs des peuples contemporains comme un devoir impérieux, à côté du suffrage universel, pour l'expliquer et le compléter. Sous la République organisatrice du service universel, on avait la satisfaction de voir des soldats très distingués porter l'uniforme militaire, de sorte que toutes les classes se confondaient aussi bien dans l'égalité de leurs devoirs que dans l'égalité de leurs droits. Mais, pour Cuba, les familles malheureuses ressentirent vivement la perte de leurs fils immolés par un ennemi

invisible. Elles commencèrent à comprendre que, si leurs enfants avaient été envoyés à la guerre, c'était parce qu'ils étaient pauvres ; et, dans cet état d'esprit, elles inaugurèrent un mouvement en faveur du service universel obligatoire, mouvement en apparence purement technique, mais, au fond, très démocratique, très républicain. Si le service militaire se fût étendu à toutes les classes, toutes se seraient également inquiétées de leurs enfants que dévoraient les ardeurs du tropique, et toutes auraient réclamé le recrutement d'une armée coloniale par les indigènes fidèles comme cela se pratique déjà chez des peuples plus avancés et plus heureux que le nôtre. Le mouvement éclata donc, formidable. Le pouvoir législatif s'en préoccupa et convint que la cause provenait de ce que, pendant les cinq derniers lustres, on avait négligé le service militaire obligatoire et l'on n'avait rien fait ou très peu en matière de forces coloniales. Que de problèmes ont surgi de la guerre de Cuba ! Tous ces problèmes, la nation doit se préoccuper de les résoudre si nous ne voulons pas que notre dissolution intérieure suive notre dissolution coloniale.

*
* *

Telle qu'elle se trouvait conduite pendant sa première période, la guerre ne pouvait satisfaire personne. Les chefs et les gouvernants ayant des réminiscences de Zanjon parlaient de réconciliation alors qu'il eût été nécessaire de frapper un grand coup, d'écraser de toute la furie espagnole les germes de l'insurrection. Ces gouvernants se livraient à des accès de colère d'autant moins compréhensibles que nous les voyions le jouet des procédés soi-disant humanitaires de nos perfides ennemis, les Yankees, tandis qu'ils se préparaient, avec une astuce incomparable, à perpétrer le plus horrible attentat qu'aient connu les temps les plus barbares et les plus belliqueux. Mais ces procédés, pendant le premier trimestre, manquèrent d'habileté. Ils n'eurent pas la portée qu'on en attendait. Ni la méthode de conciliation, ni la méthode d'intransigeance, n'amenèrent la pacification. L'inquiétude augmentait, s'aggravant, se compliquant à chaque pas de la question extérieure que soulevait un Président qui, à l'encontre de son prédécesseur, inclinait vers la guerre et la conquête. Alors, revenus de leurs illusions et de leurs espérances, nos ennemis eurent l'idée d'intervenir directement pour mettre fin à la guerre civile. A la méthode naturelle de la guerre, ils adjoignirent la méthode politique et la méthode diplomatique. Toute guerre est désastreuse, mais elle était préférable à ce moment là pour nous au vague des termes et à l'impossibilité pratique des propositions. La méthode diplomatique signifiait alliance avec les États-Unis et les grandes puissances, à l'heure où les États-Unis et les grandes puissances étaient les plus intraitables. La méthode politique signifiait réformes précipitées, inopportunes, au milieu de la guerre, réformes qui auraient été à leur place deux lustres auparavant, mais qui, au moment où elles étaient proposées, étaient fort dangereuses. Aussi, m'y opposai-je, moi qui savais que le parti libéral n'avait aucun remède, mais uniquement des aggravations à présenter au mal, s'il s'élevait à la forme d'un gouvernement où l'atten-

daient les pires catastrophes. Je lui conseillai au contraire de se réserver pour le jour où ces catastrophes éclateraient en dehors de lui. Mais on ne m'écouta pas. Alors survint un pouvoir anonyme et irresponsable pire que le pouvoir anonyme et irresponsable des Conventions républicaines et des Assemblées constituantes. Une presse timide, hésitante, avait porté les libéraux au gouvernement, les avait installés dans le lit où nous agonisions pour faire ce que nous faisions. Il est toujours incommode d'avoir à changer les chevaux d'une diligence au milieu d'un gué, même quand ce gué est d'un facile passage. Les conservateurs se vantent d'avoir mis fin à la guerre, et bien que cette croyance ne fût qu'une illusion de leur parti, beaucoup de gens y crurent, et l'opposition qui forme en Espagne l'opinion générale, s'était laissée aller à y croire aussi. Les trois méthodes employées se contrarièrent l'une l'autre comme trois médecines qu'on administre à un malade et qui servent plutôt à accélérer la mort qu'à soulager le patient. Si le changement de direction dans la manière de poursuivre la guerre, si les deux constitutions autonomes accordées par le pouvoir royal, converti en pouvoir constituant, si enfin l'arrivée au gouvernement des radicaux cubains amenaient la paix, tout était bien naturellement ; mais si, au contraire, la paix était retardée, si nos malheurs étaient aggravés par les réformes proposées, en un temps où tout progrès devenait impossible, c'en était fait de la liberté et du droit dans ce litige armé et violent où un despotisme s'opposait à un autre despotisme. C'est la destinée des guerres liberticides de proscrire le droit et de troubler les consciences.

Si, pour obtenir la paix internationale, on dut suspendre les garanties constitutionnelles en Espagne et établir à Cuba un régime spécial de *self-governement*, on ne pouvait considérer que comme inopportun l'emploi de la méthode politique et comme impossible celui de la méthode diplomatique.

Ni les Constitutions autonomes, ni les travaux diplomatiques ne donnèrent de résultats. Les premières augmentèrent l'agitation, ravivèrent la guerre entre les « inconditionnels » et les « avancés », produisirent ces manifestations qui amenèrent dans notre grande baie le navire néfaste du *Maine* ; les seconds provoquèrent finalement une incroyable déclaration de guerre. Les deux méthodes ressemblèrent à ces paratonnerres qui, ayant des solutions de continuité, ou des matières mauvaises conductrices de l'électricité, ne conjurent pas l'orage, mais au contraire l'attirent et l'appellent.

C'est ainsi que, de faute en faute, nous nous réveillâmes un jour avec, sur les bras, une guerre que nous n'avions pas provoquée, dont la responsabilité n'incombe, ne peut incomber à aucun homme d'État, à aucun gouvernement espagnol, mais incombe seulement à ceux qui l'ont conçue sans raison et déclarée sans motif, par un de ces actes arbitraires qui relèvent plutôt d'un souverain despotique que d'un peuple libre. Nous avions cru jusqu'ici que seuls se proclamaient dieux, empereurs et bêtes en même temps, les Cyrus, les Sardanapales, les Balthazars, les Serges, les Nabuchodonosors ; nous nous apercevons aujourd'hui qu'on peut rencontrer, au même niveau, des nations républicaines

lorsqu'elles se dépouillent de leur propre nature et renient la mission pour laquelle elles furent créées. Après l'ultimatum qui nous ordonnait d'abandonner Cuba, nous ne pouvions l'abandonner sans une déclaration solennelle de nos droits, sans une protestation matérielle par les armes. Aujourd'hui que les conservateurs affirment qu'ils n'auraient jamais osé pousser jusqu'à la guerre, ils doivent déplorer de n'avoir pas pris part aux conférences qui ont été ménagées entre notre gouvernement et nos adversaires. Peut-être se serait-il trouvé là quelqu'un pour conseiller une manifestation de nos forces en face des forces de l'ennemi, de nos ressources en face des ressources de l'ennemi, de notre position dans le golfe du Mexique en face de la position de l'ennemi.

Peut-être alors aurions-nous pu conserver notre droit sur Cuba, malgré les intimidations, sans prendre les armes, par un appel suprême à la conscience universelle.

Mais, autre chose est de proposer, quand on est en bas, et autre chose est d'ordonner, quand on est en haut.

Tout ministère espagnol qui aurait été placé dans la situation du ministère actuel aurait agi de même. Il aurait accepté une guerre qu'il n'aurait pas provoquée, mais qui lui aurait été imposée par un ensemble de circonstances dépendant de la fatalité.

*
* *

La vérité est que les négociations diplomatiques ne pouvaient pas être plus désavantageuses. Qui aurait assumé sur lui, au moment le plus tragique, d'ordonner la retraite, en dehors de quelques rares et intègres professionnels de la paix à tout prix? Pourquoi le parti conservateur ne fournit-il aucune justification des violences personnelles que lui imputaient ses adversaires? Pourquoi n'évita-t-il aucune de ces abstentions qui sont comme les présages des grandes catastrophes? Ce qui est certain, c'est que dès que les Chambres disparaissent, les camarillas réapparaissent. Cavour l'a dit : La pire Chambre vaut mieux que la meilleure camarilla. De tels phénomènes ne se seraient pas produits si l'opinion ne s'était acharnée à en faire la vive réalité. Et il naquit une légende célèbre qui fut forgée autour d'un général illustre, à la façon de certaines déclarations extraordinaires publiées par un journal conservateur en les proclamant comme émanant d'une haute personnalité qui n'en connaissait pas le premier mot. Quand on vit le Pape apparaître et disparaître au milieu de nos difficultés intérieures; offrir et retirer une médiation entre nous et les Américains; le corps diplomatique se réunir pour ne rien faire ; se conclure avec les rebelles un armistice tout au moins aussi inopportun que celui qui précéda la déclaration de guerre, on s'aperçut clairement que les camarillas réapparaissaient. Ce n'étaient pas les camarillas scandaleuses d'une autre époque ; c'étaient les camarillas réactionnaires de ce temps-ci. Elles étaient la conséquence du silence prolongé de la tribune et de l'éloignement systématique des libéraux et des conservateurs du parlement. Mais passons, et arrivons aux événements des cent jours pendant lesquels dura la guerre. Je l'ai déjà dit, et je le

répète : le gouvernement espagnol ne peut être rendu responsable d'une guerre déclarée par la volonté sans frein d'un gouvernement étranger dépourvu de scrupules. Mais dans la direction et le développement de la guerre, des erreurs ont été commises qui ont surexcité le sentiment public et nous ont valu une déconsidération universelle touchant les vertus et les qualités qui semblaient inhérentes au caractère et au tempérament de notre peuple. Comment ne prévînmes-nous pas l'escadre yankee de l'Asie qui devait causer nos premiers désastres? Comment n'empêchâmes-nous pas l'ennemi d'entrer dans la baie de Manille? Nos ennemis ont pu détruire une escadre à Cavite ; armer les rebelles pour les tourner contre nous ; attirer dans la souricière de Santiago nos premiers navires pour les perdre ou les y enfermer ; faire mettre bas les armes à l'armée de l'est de Cuba, qui, si elle eût échappé, aurait pu les exterminer ; débarquer dans l'île sans avoir à tirer un seul coup de fusil ; changer en une conquête héroïque la promenade militaire de Porto-Rico ; refouler une rébellion — à peine contenue par quinze mille hommes — en lui montrant des soldats sur le papier, et non des soldats en chair et en os. L'émeute provoquée dans Santiago, vaincue par les Yankees pour leur permettre de s'échapper sans danger de ce four dévorateur où ils étaient attachés, montre quels résultats inévitables nous aurions obtenus en résistant un peu, ainsi que notre nation a la réputation de résister dans une guerre de siège. Si nous avions fait quelques sorties héroïques comme les premières sorties, nous aurions enregistré des titres de gloire et des espérances de triomphe. Mais, hélas ! tout croula. Et tout croula parce que nous manquons toujours d'un budget suffisant pour satisfaire les exigences de notre vaste empire et les obligations qui nous lient de toutes parts à cet empire. Je rappelle, en passant, les calomnies répandues dans ce pays par l'envie et la jalousie lorsqu'il était question d'un chemin de fer central à Cuba. Si nous avions construit ce chemin de fer pendant les vingt années qui viennent de s'écouler, nous n'aurions pas manqué de vivres et de munitions à Santiago. Le combat de Manille montre ce qu'on peut obtenir de nos volontaires et de nos soldats lorsqu'ils sont bien dirigés. Mais, engagés dans une guerre navale, nous perdîmes la première manche en perdant nos navires, de sorte que nous ne pûmes plus soutenir la lutte sur mer, parce que personne ne peut réaliser l'impossible.

*
* *

Il faudrait les plaintes de Job et les lamentations de Jérémie pour pleurer nos malheurs. Manille incendiée et exposée à mourir par suite de la criminelle alliance des Yankees avec les rebelles ; les communications entre la métropole et l'Archipel coupées et interdisant tout secours ; nos navires, facteurs principaux de la défense nationale, naufragés ou capturés ; nos matelots morts ou prisonniers ; notre flotte en laquelle nous mettions nos économies et sur laquelle nous comptions pour nous sauver, détruite ; le pavillon étoilé couvrant les mers, depuis celle des Caraïbes jusqu'à celle d'Indo-Chine, sans possibilité de protestation ou de résistance de notre part ; Santiago livrée, vaincue, oh ! douleur ! notre

armée ensevelie dans ses retranchements improvisés ou consumée par les ardeurs du tropique; Cuba bloquée sans espoir d'être secourue, ni de lutter contre la faim; Porto-Rico assaillie; les Canaries menacées; les premiers ports de nos côtes bombardés; telle était notre déplorable situation. Il était donc impossible de continuer une lutte qui équivalait à un suicide. Je sais combien il en coûte au peuple espagnol d'avouer qu'il se trouve vaincu par l'implacable destinée. Notre patrie est la patrie de l'élément psychique par excellence, de la volonté. Ce fut un poète espagnol qui dit : La cause du vainqueur est agréable aux dieux; celle du vaincu à Caton. Comme nous avons réalisé l'impossible, nous croyons tout possible à notre effort dans le monde. Pendant sept siècles, du détroit de Gibraltar à la Mecque, nous avons combattu tout seuls les musulmans; seuls nous avons découvert le Nouveau-Monde. Nous n'avons jamais fait attention au nombre de nos ennemis, ni dans nos guerres catalanes contre l'Orient ni dans nos guerres nationales contre Bonaparte. Sous l'empire de ces souvenirs, nous n'avons pas pris la peine de distinguer les circonstances sociales dans lesquelles nous nous rencontrions ; de même, nous n'avons pas apprécié, comme nous aurions dû le faire, le milieu ambiant où nous respirions. Comme ces armées féodales, qui ne voulaient pas tenir compte de l'invention de la poudre, et remettaient à leurs boucliers le soin de leur défense personnelle, nous n'avons pas tenu compte, nous, dans ce grand litige armé, d'autre chose que de notre valeur légendaire pour combattre — je ne dis pas pour vaincre — le peuple le plus chimiste et le plus mécanicien qui ait jamais existé, le peuple des grandes inventions contemporaines, lequel, s'il n'a pas découvert la vapeur, s'est servi de la vapeur comme personne, et s'il n'a pas découvert l'électricité, a su appliquer de façon miraculeuse l'électricité au paratonnerre, au télégraphe, au phonographe, à l'éclairage.

Ainsi, dans cette dernière guerre où nos adversaires, eux-mêmes, rendaient hommage au courage de nos soldats, nous avons été domptés par ces forces chimiques et mécaniques qui sont d'un si puissant secours à la valeur personnelle, et nous nous sommes trouvés dans un grave état d'infériorité. Comparons les machines de guerre et les explosifs que transportaient les navires de l'ennemi aux machines de guerre et aux explosifs que transportaient les nôtres bien moins nombreux déjà que les siens, et nous verrons que la science et l'industrie vaincront toujours la routine. Bien que cela nous coûte de le dire, l'Espagne a été vaincue. Qu'on se serre la gorge ou qu'on arrête sa plume, qu'on raconte de vive voix ou par écrit notre déroute, il y a une chose certaine, c'est qu'il faut la raconter, d'abord dans l'intérêt de la vérité, ensuite pour voir si, dans les tristes circonstances que nous traversons, nous savons reconnaître nos fautes et si nous sommes des tempéraments à en profiter. Aujourd'hui que nous sommes foulés aux pieds par l'ennemi, nous n'avons à attendre de lui aucun témoignage de considération, aucun sentiment de pitié. Cela semble impossible : après quatre mille ans de civilisation historique, après que les fils du christianisme et de la Révolution ont proclamé ces Droits de l'homme, protecteurs de l'âme et de la

vie, raisons de la justice universelle, nous en sommes réduits à répéter ces paroles des vieux conquérants classiques : *nulla salus victis nullam sperare salutem*. On vient de voir ce qu'on n'avait encore jamais vu : alors que les préliminaires de la paix étaient arrêtés, on a vu les vainqueurs poursuivre leurs adversaires vaincus ; assiéger des villages en partie détruits ; assaillir des soldats presque mourants ; bombarder et incendier Manille à qui son héroïque martyre aurait dû attirer plus d'égards ; achever la conquête de Porto-Rico, toujours fidèle à l'Espagne ; tout cela sans autre motif que celui de la force, sans autre titre que celui de la victoire, dans l'espoir unique de trouver un prétexte qui puisse justifier des procédés aussi barbares, aussi indignes de l'espèce humaine.

Nos Antilles étant perdues, nous n'avons plus maintenant qu'à subir la dure loi du vainqueur, qu'à nous résigner à notre triste sort de vaincus.

En passant en revue les facteurs qui ont causé notre perte et amené notre ruine, j'ai parlé des conjurations et des manœuvres des Yankees, de l'indolence de notre gouvernement et des partisans des réformes ultramarines. Dans ces derniers temps, ces réformes auraient pu s'entreprendre avec calme et s'accomplir progressivement. L'impatience des radicaux cubains qui voulaient exécuter un vaste programme et tout résoudre d'un mot, comme Dieu fit la lumière ; l'intransigeance des inconditionnels, hostiles aux régimes et aux réformes qui pouvaient concilier les deux extrêmes de la politique cubaine et convertir cette révolution douloureuse en une évolution pacifique ; les déplorables inclinations d'une partie de l'élément hispano-américain pour quiconque se dressait contre l'intérêt supérieur de la patrie ont été autant de causes nuisibles à notre stabilité dans le Nouveau-Monde et génératrices de l'immense catastrophe sous le poids de laquelle ont succombé nos intérêts les plus chers. Il faut y ajouter l'indifférence de l'Europe changée en hostilité contre nous chez quelques peuples comme le peuple anglais. Je ne connais pas de problème plus complexe que celui de nos alliances internationales. Je ne connais pas non plus de plus grandes injustices que celles qui furent commises pendant les fonctions occupées par nos deux premiers gouverneurs. Qu'on se rappelle la colère de l'opinion publique, le jour néfaste où D. Alphonse XII revint des manœuvres militaires allemandes. Qu'on le rapproche du jour où fut signé le traité commercial franco-espagnol, lequel, après avoir fait naître quelques malentendus vite dissipés, fut le signal d'une époque de félicité qui dura aussi longtemps que le traité lui-même. L'on comprendra par là comment la nation préfère de modestes alliances économiques à une bruyante alliance politique. Il faut saisir le sentiment public dans ses divines intuitions. Pour avoir des alliés, nous devions, ou bien entrer dans la double alliance franco-russe, ou bien entrer dans la triple alliance austro-italo-allemande. Nous n'avions pas d'autre choix. Si nous entrions dans la première, comment allions-nous résister à l'Angleterre ? Le rêve de Chamberlain sur l'union des cent soixante-dix millions d'Anglais distribués sur la surface du globe se

serait réalisé, et la catastrophe, déjà horrible, qui nous terrassa, se serait aggravée d'une manière épouvantable. Si nous entrions dans la seconde, comment aurions-nous vécu en deçà des Pyrénées en hostilité systématique avec le grand peuple français? L'Italie n'a pas, du côté de la France, une frontière aussi étendue que notre frontière pyrénéenne qui va d'une mer à l'autre; elle n'a pas des partis extrêmes aussi puissants que les nôtres, malgré la dernière fièvre révolutionnaire de Milan; elle n'a pas, sur sa droite, des Carlistes comme ceux d'Espagne, toujours prêts à la guerre civile la plus implacable, ainsi que le sont, en Turquie, les Albanais; elle n'a pas pour unique intermédiaire, entre elle et l'Europe, la France. Et, malgré ses relations avec les empires du centre, il existe en Espagne un puissant parti qui réclamait une étroite amitié avec la France. Ce parti est dans le vrai parce que des alliances européennes ne serviraient à rien à l'Espagne en Afrique. On a vu récemment les alliés de l'Italie incliner plutôt vers le roi d'Abyssinie. La parenté de l'Italie avec les puissances centrales ne lui a rien valu, tandis que la riche Angleterre en a obtenu Cassala. L'eau va toujours à la mer, dit un proverbe. La Grèce, par sa dynastie, était au mieux avec le prince de Galles, avec l'empereur d'Allemagne et avec le tzar de toutes les Russies. Quels services en a-t-elle reçus. Elle fut livrée à la merci du sultan de Constantinople, qui, devenu maître de la Thessalie, ne voulut plus renoncer à la Crète. Dans notre position vis-à-vis de l'Amérique, nous ne pouvions susciter une coalition de puissances hostiles à l'Amérique. Dans le concert des Etats, nous aurions revêtu le caractère de conquérants, et nous aurions moralement perdu nos Antilles après les avoir perdues matériellement. Jamais il ne s'offrit à nous une meilleure occasion de constituer une ligue européenne contre l'Amérique comme au temps où la France, l'Angleterre et l'Espagne envahirent le Mexique. Et qu'en résulta-t-il? L'Espagne fut bientôt hors de cause; l'Angleterre la suivit, et l'Empire français, plus persévérant, resta jusqu'à ce qu'il dût abandonner, à un signal des Yankees, le théâtre des opérations, tandis que l'Autriche laissa fusiller par les rebelles, sans dire un mot, le plus généreux et le plus intelligent de ses princes. Les alliances ont toujours mal réussi à notre patrie.

De Philippe Ier à Philippe V, nous nous sommes trouvés compromis avec l'Autriche qui nous conduisit, à sa suite, à la déroute de Rocroy, qui nous coûta si cher, et à la paix de Westphalie dont le traité mit fin à notre hégémonie catholique en Europe; de Philippe V à Ferdinand VII, nous nous sommes trouvés compromis avec la France qui nous conduisit à la déroute de Trafalgar et au Pacte de Famille qui mit fin à notre domination en Amérique. Ne visons pas si haut. A quoi nous servirent, pendant notre guerre d'Afrique, nos amitiés avec la France et l'Angleterre? Le gouvernement anglais nous interdit de franchir les défilés de Fondach à Tanger et nous fit restituer Tétuan. L'Empire français arma contre nous la conjuration de Rapita dans l'espoir d'obtenir les Baléares. Il convient qu'un état d'expansions séculaires, continues, comme le nôtre, s'enferme chez lui, pour développer sa prospérité économique et assurer à ses sujets la paix et la liberté.

*
* *

Faisons maintenant notre examen de conscience relativement à la façon dont nous avons laissé naître la guerre civile et la guerre internationale. Portons nos regards vers les questions économiques qui sont les résultats nécessaires des évolutions politiques. Nous vivons en l'air au point de provoquer une guerre comme celle de Mélilla, qui fut aussi injustifiée dans ses mobiles que funeste dans ses conséquences. Une immense modification dans l'orientation politique, causée par nos fautes à un moment inopportun, nous priva d'un budget équilibré qui aurait fait descendre le change à zéro, élevé nos valeurs au pair, facilité une conversion de notre dette, ouvert un crédit à l'Etat pour lui permettre de faire face à tous les progrès, y compris le matériel de guerre et l'organisation militaire. Ce programme fut esquissé. Et quoique celui qui le proposa n'appartînt ni à un gouvernement existant ni à un parti militant, tous les intérêts lésés se retournèrent irrités contre lui et l'accablèrent d'outrages comme cela n'arriva jamais à un homme qui se permet de donner gratuitement un conseil qu'on peut suivre ou ne pas suivre, selon le cas, sans y ajouter le caractère d'un ordre donné et la nécessité d'y obéir. Mais, par suite d'un grossier machiavélisme, on opposa le budget de la paix à celui de la guerre, comme s'il pouvait se rencontrer un homme d'Etat ou un politicien capable de négliger le budget de la guerre, qui est aussi indispensable à l'organisme social que la force musculaire l'est à l'organisme humain. Après cinq ans de budget de paix où en aurions-nous été, où en aurait été l'armée? Après cinq ans de budget de guerre, où en sommes-nous, où en est l'armée? J'attribue tous nos malheurs au changement de notre orientation économique en orientation belliqueuse, et mon avis est que la cause de notre situation présente est cette sotte entreprise de Mélilla, que j'ai toujours combattue de toute l'ardeur de mon cœur et que je réprouverai toute ma vie. Au changement de notre orientation dans l'ordre économique vint s'adjoindre l'incertitude et la perplexité dans l'ordre politique. La clef de la situation que les libéraux voulaient fonder ou maintenir était dans l'équilibre du budget et dans les réformes cubaines. L'orientation économique ayant été abandonnée et le plan des réformes cubaines étant devenu incertain en présence des attaques conservatrices et des inerties fusionnistes, la situation libérale se trouvait ébranlée sur ses bases, comme s'ébranle tout ce qui n'obéit pas aux causes de son origine et aux fins de sa destinée. Il est impossible de vivre au milieu d'un peuple où les partis ne se constituent pas sur le modèle de l'idée qui unit les corps sociaux comme l'âme unit les corps humains, alors que surtout les passions et les intérêts s'y conjurent pour le troubler et le corrompre. Dans cette épouvantable déroute causée par les projets de réformes cubaines, beaucoup de libéraux s'en allèrent avec les inconditionnels et beaucoup de conservateurs avec les autonomistes.

Une violente réaction, qui eut son contre-coup sur les intentions du gouvernement, se produisit contre les réformes au sein du parti libéral,

tandis que le parti conservateur caressait l'idée radicale de publier dans la *Gazette de Madrid* une ébauche de régime autonome. Finalement, on s'arrêta à une transaction que tout le Parlement vota, depuis les fédéralistes jusqu'aux carlistes.

Mais pour avoir soutenu une telle formule, le parti libéral tomba du pouvoir et le parti conservateur lui succéda pour représenter au pouvoir la réaction cubaine. C'est une grave erreur de rétrograder ainsi, avant d'avoir médité les motifs qui nous ont déterminés à avancer ailleurs, car les sociétés ont leurs moteurs comme leurs freins, et il est dangereux d'user des freins là ou l'on vient d'expérimenter les moteurs. Sur ces entrefaites, la révolte éclata à Cuba, et tous ceux qui ont l'habitude de réfléchir, tous ceux qui ont l'expérience des événements pressentirent que cette autre guerre ne pouvait se dénouer que dans une catastrophe épouvantable.

* * *

Bien que la force brutale des États-Unis, l'indifférence des populations hispano-américaines, l'égoïsme de l'Europe contemporaine, la disproportion démesurée entre les éléments du vainqueur et ceux du vaincu nous aient imposé notre horrible sort, nous ne devons pas l'accepter sans faire — soit dans les conférences diplomatiques qui précéderont le traité définitif, soit dans un mémorandum que nous adresserons aux peuples civilisés, — nos réserves, dont l'efficacité, pour le moment, n'est d'aucune utilité, mais dont les conséquences se feront sentir dans l'avenir, si la justice éternelle ne disparaît pas totalement de la terre, et si Dieu ne se cache pas toujours dans le ciel. Il est impossible de passer sous silence cette nouvelle consécration du droit des plus forts dans la politique internationale. Si les petites nations devaient céder leurs colonies aux grandes, l'Allemagne aurait le droit de s'emparer des colonies hollandaises, la France des colonies belges, la Russie des colonies danoises, l'Angleterre des colonies portugaises, aussi bien que les Etats-Unis de nos Antilles espagnoles. Si un peuple peut se mêler à son gré des affaires intérieures d'un autre peuple, comme les Yankees se sont mêlés des nôtres, c'en est fait du principe des nationalités : l'Italie n'a plus le droit de réclamer que les Français quittent Rome, les Américains que Maximilien quitte le Mexique, la Prusse que Napoléon III cesse d'intervenir dans les affaires allemandes. Il y a encore un scandale plus grand et plus grave que la conquête yankee, il y a le scandale d'avoir allumé les tisons avec lesquels les Mambises ont incendié nos plantations de Cuba et aussi le scandale d'avoir mis aux mains des Tagalos les yatagans avec lesquels ces tigres, que leur barbarie et leur cruauté exilent du rang des humains, ont décapité les Espagnols; si nous admettons qu'un peuple peut, à son gré, intervenir arbitrairement dans les affaires de son voisin, pourquoi cela nous étonne-t-il que les Japonais pénètrent en Chine, les Nubiens en Egypte, les Russes dans le Pamir et dans l'Afghanistan?

Il convient de rédiger un rapport où nous énumérerons les dom-

mages qui ont été causés par la guerre à notre nation espagnole en particulier et à la justice humaine en général, pour apprendre aux peuples que le droit international n'existe déjà plus sur la terre. Et maintenant que nous sommes placés dans cette situation, nous devons nous procurer le remède au mal sans nous exposer à tomber, par le désespoir, dans l'inertie. Déclinons toute responsabilité relativement aux dettes coloniales, et laissons le soin de les liquider à ceux à qui elles ont si tristement profité. Restons avec tout ce que nous pouvons conserver de territoires en tenant compte des trois considérations suivantes : éviter que nos vainqueurs mettent désormais les pieds sur les îles qui dépendent de notre patrie, parce qu'ils seraient considérés, avec leurs dépôts de charbon, comme des conquérants guettant de nouvelles proies ; tâcher de ne point nous retrouver dans une guerre civile, parce que nous serions tenus à des sacrifices de sang et d'argent qu'il nous serait impossible de supporter, en raison de notre ruine actuelle ; nous garder enfin de tout conflit international, parce que nous serions obligés de payer les pots cassés, attendu que nous passerions pour un peuple perturbateur.

Je me sens assailli par d'indicibles angoisses à chaque pas que nous faisons, à chaque minute que nous vivons au milieu des complications actuelles, dont il faut aller rechercher la cause dans la baie de Manille, où se mirent l'Allemagne, qui est avide de colonies, et l'Angleterre, qui possède sur le continent asiatique un si vaste empire. Les réclamations survenues depuis la présence des navires allemands à Cavite ou l'embarquement d'Augusti ont pris un caractère aigu et amené de nombreuses difficultés entre l'Allemagne et l'Amérique. Ces problèmes du territoire indo-chinois auquel appartiennent les Philippines sont difficiles, redoutables à résoudre : en Indo-Chine, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne y commandent en s'appuyant sur 425 millions de sujets ; les puissances de la Triple-Alliance en s'appuyant sur 125 millions d'âmes et la France et la Russie sur 168 millions. L'intrusion de l'Allemagne sur le territoire céleste, la cession de Weï-Han-Weï aux Anglais sans tenir compte des prétentions et des droits du Japon ; l'extension des possessions françaises le long des frontières du Tonkin, l'accaparement de Port-Arthur par les Russes, qui menacent de s'implanter dans le Nord et de rompre la muraille érigée contre les Tartares par les Fils du Ciel ; les luttes diplomatiques entre Saint-Pétersbourg et Londres à l'occasion des ports chinois, le litige causé par la concession des lignes de chemins de fer à des compagnies belges, les exigences des premiers hommes d'Etat du parti libéral anglais, demandant à la tribune de la Chambre des Communes, au gouvernement conservateur, d'arrêter la Russie dans sa marche en Mandchourie, puisque l'Angleterre n'avait pas su arrêter la France à Tunis et à Madagascar, la nomination pour les Indes anglaises d'un vice-roi favorable à la solution par les armes des conflits orientaux, nous obligent à surveiller nos affaires des Philippines pour ne pas ajouter aux responsabilités que nous nous sommes attirées par notre impéritie et notre incapacité la responsabilité d'une guerre universelle. En matière de relations internationales entrent pour une grande part,

indubitablement, les malheurs inattendus que nous avons coutume d'attribuer à ce que nous appelons la fatalité. Si notre conflit avec les Etats-Unis avait éclaté il y a trois ans, bien que matériellement seuls, nous aurions eu l'appui de l'influence morale de l'Angleterre. Le banc de Terre-Neuve et ses morues, les phoques de la mer glaciale, les traités entre l'Amérique et le Canada, l'embouchure de l'Orénoque, l'île de la Trinité, avaient jeté un froid entre la métropole britannique et ses anciennes colonies émancipées; mais, aujourd'hui, il existe entre Londres et Washington des intelligences qui ont inspiré au monde américain l'incroyable résolution de nous faire la guerre, en dépit de son tempérament naturellement pacifique. A cause de cette intelligence entre les deux colosses saxons, nous avons dû interrompre la campagne et accélérer la paix; nous avons dû âgir de façon à éloigner de nos côtes péninsulaires les navires yankees; nous avons dû repousser l'offre de médiation anglaise, et nous devons nous renfermer dans une neutralité systématique pour éloigner de nous le danger d'un conflit qui nous ôterait, cette fois, les Baléares, les Canaries, Ceuta et Mélilla en Afrique, le camp de Gibraltar. Je dis cela pour démontrer que nous ne pouvions continuer une guerre qui nous aurait exposé au péril de voir une force colossale comme l'Angleterre s'unir contre nous à une autre force colossale comme l'Amérique.

*
* *

Après avoir examiné le passé, examinons l'avenir. Nos navires submergés, nos approvisionnements accaparés par le vainqueur, nos troupes battues sur terre et sur mer, notre dette augmentée, nos projets de réforme coloniale écartés ou suspendus, la misère et la peste même succédant à la guerre, l'état de désorganisation des partis dirigeants, les protestations habituelles des vaincus et la recherche des responsabilités nous font un devoir de tracer pour l'avenir une ligne politique dont les points de repère dans l'espace seront le résultat d'autant d'idées dans l'esprit : ce sera comme un résumé, comme un lumineux idéal auquel nous devrons nous assujettir aussi bien dans nos pensées que dans nos actes. Je sais très bien comment la réaction, nous épiant sans cesse, impute les erreurs de notre domination coloniale aux idées démocratiques et aux gouvernements progressistes. Je ne connais pas d'espèce politique d'aussi mauvaise foi que celle-là. Si les principes réactionnaires sont des éléments indispensables à notre nationalité, il faut s'en séparer nettement, non seulement dans les colonies, mais encore dans la métropole, car toute vie naturelle devient impossible pour les hommes hors de l'air atmosphérique, comme elle devient impossible pour les sociétés hors de la liberté. Je n'exige pas qu'on précise les responsabilités seulement pour l'opinion publique et pour l'histoire. Mais quand j'entends répéter l'imputation que ce sont les libéraux qui ont perdu Cuba et les Philippines, alors qu'il est hors de doute que ce sont les réactionnaires, cela me révolte. Il n'y a qu'à citer l'oligarchie nègre à l'Occident et l'oligarchie théocratique à l'Orient pour être persuadé que la réaction est la cause première et exclusive de nos désastres. Si, malgré

l'égoïsme des nègres, nous avions donné à temps à Cuba le gouvernement autonome que les Cubains réclamaient, les Mambises n'auraient pas triomphé comme ils ont triomphé, et si nous avions donné, aux Philippines, la paix aux prêtres révoltés, malgré l'intolérance des frères, les Tagalos ne nous auraient pas combattus comme ils nous ont combattus. Même en admettant le contraire de la vérité, même en admettant que les francs-maçons et les démocrates eussent dominé à Cuba, n'avaient-ils pas assez à faire pour déraciner des coutumes établies par quatre siècles de domination théocratique? Qui a dit que la perte de nos colonies coïnciderait avec un régime libéral et parlementaire? Philippe II perdit les Pays-Bas: Philippe IV perdit le Portugal; Philippe V perdit Gibraltar; Isabelle de Farnèse perdit Naples et la Sicile. Les Bragances cédèrent Tanger à l'Angleterre et séparèrent le Brésil du Portugal; ils commencèrent à perdre, à la mort de don Sébastien, dans le désert, les territoires lusitaniens; ils commencèrent à perdre l'Amérique avec Charles III qui livra les premiers territoires espagnols aux Yankees soutenus, dans leur rébellion coloniale, par les rois absolus de France et d'Espagne, unis par le pacte de famille. Et la séparation du continent américain de la métropole espagnole ne se réalisa-t-elle pas sous le règne néfaste de Ferdinand VII? Quoique le désespoir nous assaille de toutes parts, j'ai la ferme confiance que nous ne perdrons pas au moins les deux seuls biens qui nous restent : la paix et la liberté. Soyons affligés, mais ne soyons pas désespérés. L'Italie après Novare, la France après Sedan, la Prusse après Iéna étaient dans une situation pire que la nôtre aujourd'hui, et cependant elles se sont reconstituées, agrandies, étendues d'une manière démesurée. Il importe pour nous d'opter pour une politique de sage reconstitution économique et d'honnête caractère administratif. On préférera peut être à mes conseils les projets ambitieux de ceux qui, bien qu'éternellement désillusionnés, songent toujours à de grandes alliances en Europe pour assouvir de terribles vengeances en Amérique. Mais je ferai observer à ceux-là qu'une telle politique exige des fleuves d'or qu'il est impossible de tirer de notre peuple à moins qu'un siècle de labeur, d'art, de science, d'agriculture et d'industrie n'ait pansé nos plaies et refait notre Trésor.

Quand un organisme est affaibli par les excès, il n'y a pas d'autre remède, pour le restaurer dans son ancienne splendeur, que de bien l'alimenter; car, avec la nutrition, ses nerfs se calmeront, ses muscles se fortifieront, ses viscères se régénéreront. Alors, il pourra de nouveau, non seulement mettre en jeu son intelligence et son cœur, mais encore toutes ses forces corporelles dans les conflits de l'honneur et dans la lutte pour la vie, qui s'imposent parfois aux consciences les plus sereines et aux volontés les plus pacifiques. Si nous embrassons une politique rationnelle et non une politique de secte ou de parti; si nous créons les relations commerciales que les peuples ont substituées aux relations diplomatiques; si, étrangers à toute velléité de conquête, nous pensons sans cesse à notre hégémonie historique et morale sur le Nouveau Monde espagnol, nous n'aurons pas tout perdu en y perdant Cuba et nos autres biens matériels; si nous tournons le dos aux dépenses

ruineuses et entrons résolûment dans la voie des économies utiles ; si nous constituons un budget avec des plus-values sérieuses, si nous faisons honneur à notre signature et payons nos dettes ; si nous parvenons à réformer et à moraliser nos administrations publiques, de façon à ce que le peuple ne se croie pas traité comme des Indiens ou des nègres ; si, par la sécurité de notre crédit, nous développons notre industrie et suscitons des industriels qui diront qu'il se rencontre à l'extrémité de l'Europe un territoire comprenant toutes les richesses continentales comme, à l'extrémité supérieure de notre corps, se trouve la tête qui comprend tous les nerfs et fait mouvoir tous les muscles ; si nous réalisons tout cela, dis-je, nous pourrons encore, malgré notre imagination chevaleresque et notre tempérament romanesque, espérer être, en notre temps utilitaire, ce que nous fûmes au temps des croyances religieuses ; et, avec la charrue qui ouvrira les sillons, avec la navette qui entretiendra nos fabriques, avec le pic qui creusera nos mines, avec nos vaisseaux qui navigueront sur les mers, nous réussirons encore à tirer de notre sol une couronne de métaux précieux pour l'enlacer à notre couronne d'épis et d'oliviers, et à formuler chaque jour avec plus de splendeur, au-dessus de nos campagnes rachetées par le travail, au-dessus de nos produits emmagasinés par l'industrie et échangés par le commerce, un idéal qui correspondra à nos tenaces aspirations et concordera avec les œuvres colossales que nous avons réalisées pour le bien de tous les peuples dans le sein de l'humanité, faisant toujours revivre notre nom glorieux dans l'histoire universelle.

J'ai rarement vu tant d'événements de haute importance se succéder ou s'entremêler depuis la fin de septembre jusqu'à aujourd'hui. Énumérons-les : départ des plénipotentiaires espagnols pour Paris, où ils vont signer le protocole qui nous est imposé par l'orgueil et la victoire des Yankees ; difficultés découlant des relations des États-Unis avec les insurgés de Cuba et ceux des Philippines ; scandaleux discours de Chamberlain, excitant la lâcheté et la cupidité de l'Amérique saxonne, afin qu'elle s'assimile par droit de conquête tous les territoires touchés par ses escadres de pirates ; terreurs du Portugal, engendrées par les projets allemands et anglais tendant à le déposséder de la baie de Delagoa, dans l'Afrique australe ; triomphe des Egyptiens sur les Nubiens et revanche des Anglais contre les mahdis qui ont torturé et assassiné Gordon ; exacerbation des agitations françaises au sujet de l'affaire Dreyfus ; hésitations du gouvernement allemand entre une intelligence avec l'Angleterre et une intelligence avec la Russie ; proposition inattendue et subite du tzar en faveur du désarmement général et de la paix universelle ; conflits inextricables en Crète ; mort violente de l'impératrice d'Autriche, Elisabeth, célèbre dans le monde par ses excentricités et son originalité ; fureur des peuples contre les crimes anarchistes ; brutalité de l'attentat Lucclieni ; demande d'extradition immédiate ; propositions italiennes attentatoires à la liberté, sous le prétexte de poursuivre les crimes politiques ; révolution de palais en Chine et changement de gouvernement pouvant déchaîner la guerre européenne ; tels sont les faits qu'il faut examiner et traiter dans cet article.

***

La politique, surtout lorsqu'elle a pris le caractère que lui donnent les circonstances actuelles, m'intéresse beaucoup. Mais j'ai toujours orné de considérations littéraires mes considérations politiques, parce que l'intérêt des unes vaut celui des autres et les complète. Si l'on suit mes chroniques, on peut se convaincre que j'étudie avec le plus grand soin les phénomènes artistiques, scientifiques ou littéraires qui ont un rapport quelconque avec les phénomènes politiques. Toutes les fois que je rencontre sur mon chemin un poète, un philosophe, un penseur, un artiste dont les œuvres ont une relation quelconque avec les faits politiques, je m'arrête à le contempler, parce que les faits ou bien n'ont aucune signification, aucun sens, ou bien sont des condensations de la pensée humaine comme les orbes sont des condensations de l'éther. Deux grands poètes ont suscité la curiosité européenne en ces derniers jours, Byron et Heine. Le premier par la toute récente publication qui a été faite des lettres intéressantes qu'il a écrites pendant son enfance, le second par le culte que lui consacrent à Genève de pieux et fidèles amis, culte qui le venge des innombrables affronts infligés à son nom immortel par ses compatriotes allemands, lui marchandant des statues qu'ils accordent à de vulgaires citoyens, après les avoir refusées à leur plus grand poète du siècle, parce que ce dernier s'est moqué d'eux en tournant leurs défauts en ridicule. Nous parlerons de Heine en parlant de l'impératrice Élisabeth. Nous allons tout d'abord nous entretenir de Byron, dont les lettres inédites viennent d'être publiées.

***

Lord Byron est de race scandinave. Son génie grandit au milieu des tempêtes des mers du Nord et des barques des Normands. Ses ancêtres appartenaient à ces tribus polaires, flagellées par les ouragans. Après avoir vécu quelque temps en France, ils franchirent le détroit. Ils étaient ambitieux. On trouve le chef de la famille des Byron parmi les compagnons de Guillaume-le-Conquérant. Il fut fait seigneur de Nottingham. Le plus beau domaine qu'ait possédé sa famille fut celui de Rochdale. Elle l'obtint, croit-on, sous le règne d'Édouard Ier. La race de Byron a erré longtemps dans les déserts de glace et les forêts du Nord, le cœur plein de mystérieuses poésies; elle a combattu, sur l'immensité des mers obscures, les flots mugissants et les vents déchaînés; elle est allée, inspirée par la foi du moyen âge, la lance au poing et la poitrine protégée par l'écu seigneurial, à la recherche du sépulcre du Christ à travers les arènes brûlantes de l'Orient; elle a pris part, dans les champs de Crécy, au long duel séculaire entre la France et sa nouvelle patrie; elle s'est reposée dans les châteaux superbes qui étaient défendus contre l'ennemi par des créneaux, contre les serfs par le gibet et contre les rois par des privilèges; elle a massacré des catholiques, sous Henri VIII, pour servir le schisme, comme elle a égorgé des Arabes, au temps de Richard, pour servir l'église; ensuite, elle est entrée, formidable, au

Parlement, où, sans le vouloir et sans le savoir, en défendant ses terres seigneuriales et son blason aristocratique, sans se départir de ce génie altier et de cette indépendance individuelle qui font partie de son patrimoine héréditaire du pôle, elle a contribué, avec toute la noblesse britannique, à jeter les bases du droit moderne; puis, quand les propriétés de cette romantique famille arrivèrent aux mains de Byron, elles y arrivèrent détruites, en ruines. Cette décadence aristocratique commence dès les temps de Jacques Ier, sous le règne duquel un Byron s'adonne à la vie désordonnée d'une cour voluptueuse. Mais pour soutenir une telle vie dispendieuse, il fallut hypothéquer les domaines et emprunter aux usuriers. Un autre Byron sert fidèlement dans ses malheurs Charles Ier. Les guerres civiles parachèvent la ruine de la famille. Les aigles, sans plume désormais pour réchauffer leurs nids, désertent la tour séculaire qui s'écroule, et par les crevasses de laquelle passent maintenant les lézards et les ténèbres. Là, on vit dans la misère, mais dans l'orgueil. En 1750, la famille rompt le suaire de l'oubli. Un aïeul du poète fait un naufrage dramatique qui fixe l'universelle attention de l'Angleterre. En 1765, un de ses oncles, qui porte le titre héréditaire de pair, recueilli plus tard par le poète, tue, dans une querelle, l'un de ses parents, et suspend au plafond de sa chambre, comme un trophée, l'épée homicide qui aurait dû blesser sa conscience et sa vue comme un remords.

*
* *

La Chambre des Lords, appelée à juger le criminel, l'absout, mais l'opinion le condamne. Il s'enferme alors dans son château, hurle comme un loup dans sa cage, fuit les hommes comme un oiseau nocturne, chasse le sanglier le jour, élève, la nuit, des grillons à qui il apprend certaines évolutions, à force de patience, tandis que sa haine pour l'humanité croît en violence et en extravagances confinant à la folie. Le père de Byron se marie deux fois, la première par amour, la seconde par intérêt. Il vola à lord Carmarthen sa femme. De là un procès en divorce, et, après le divorce, son mariage avec l'épouse de sa victime. De cette femme, il eut une fille, Augusta, tendrement aimée du poète. Veuf de sa première femme, il se maria en secondes noces avec Catherine Gordon. De ce dernier mariage, naquit le grand poète, engendré dans la douleur et né dans un foyer continuellement troublé par de graves discussions matrimoniales. Le père de Byron se maria pour vivre joyeusement avec la fortune de sa femme qui l'adorait jusqu'à la frénésie. En deux ans, cette fortune fut dissipée. Pour cacher leur misère, ils s'en vinrent en France. Lady Byron, ne pouvant plus longtemps souffrir la haine de son époux, qui s'augmentait en proportion de leur pauvreté, s'en retourna à Londres, blessée dans ses plus chères affections, désespérée de l'avenir, très amoureuse de son mari, mais ne trouvant dans cet amour que la source de poignantes douleurs. En cette horrible situation, naquit le poète que Gœthe devait peindre dans son poème comme le fils de Faust et d'Hélène, tombé du ciel dans la fange, mais conservant ses ailes mystiques, sa lyre d'or dans les mains

et la splendeur de sa divine beauté dans l'Olympe. Byron faisait remarquer que, dans sa famille, les unions produisaient des fruits uniques. « Les animaux féroces, les tigres, les lions, ajoutait le poète, produisent peu. » Longtemps il refusa de naître, comme s'il redoutait la vie qui allait enfler ses passions, obscurcir ses doutes et donner de l'inspiration à ses chants. On fut obligé de l'arracher de force des entrailles de sa mère, dans lesquelles il semblait s'être déjà choisi une tombe. Quand il toucha la terre, cet être appelé à voler dans l'infini, son pied se retira comme si la terre le brûlait. Il fut boiteux dès l'enfance. Ce foyer plein de tempêtes, cette naissance rebelle, ce père dissipateur, cet oncle assassin, cette mère attristée, qui avait perdu les douceurs de son sexe dans les épines de la douleur, ce sang bouillant, agité, comme les flots de la mer, par où s'en allèrent, errants, les Normands, ce berceau secoué par le désespoir et arrosé de larmes, cette décadence d'une famille illustre, qui semblait près de s'éteindre dans son dernier représentant, cette infirmité accidentelle par laquelle il sentait pénétrer jusqu'à son cœur l'éternelle torture du ridicule, toutes ces désolations lui inspirèrent cette élégie qui flotte sans cesse dans ses vers, comme une suite non interrompue du premier et amer sanglot de son existence.

*
* *

Il y a un être qui peut adoucir toutes ces douleurs, qui peut détruire toutes ces aspérités, la mère. Dieu nous l'a donnée pour mettre une goutte de miel, avec ses purs baisers, dans la liqueur amère de la vie. Dieu l'a placée auprès de notre berceau pour qu'en ouvrant nos yeux nous rencontrions les ailes de son amour qui nous cachent l'obscurité de l'horrible horizon où nous entrons pour batailler jusqu'à la mort. Dieu a voulu que ses mains joignent nos mains pour nos premières prières et que son sourire soit l'aurore de l'espérance. Elle est la vertu, la charité, la partie tendre du cœur, la note mélancolique de l'âme, le fonds immortel de l'innocence, qui laisse toujours son empreinte dans le plus cruel caractère. Quand vous sentez une bonne impulsion dans le cœur, le désir d'essuyer une larme, de secourir un disgracié, de partager votre pain avec l'affamé, d'affronter la mort pour sauver la vie de votre prochain, retournez-vous, et vous apercevrez à votre côté, comme un ange gardien qui vous inspire la pensée du bien, l'ombre chérie de votre mère. La raison, les livres, les écoles, le père, nous donnent les idées; il n'y a que les mères pour donner les sentiments et pour former le caractère. Catherine Gordon put adoucir par l'éducation l'amertume de la vie de Byron. Le titan avait besoin d'être ciselé par les bras d'une mère pour corriger ses monstruosités. Mais Catherine, étrange, inégale, orgueilleuse, ne sentant pas d'autre passion que l'amour de son mari et la tristesse de se voir toujours dédaignée, précipita moralement son fils, avec mépris, au fond des abîmes du monde, comme pour se venger du vif souvenir de son amour méconnu et de son malheur. Le père, tacitement divorcé, n'allait à la maison que pour quereller sa femme et ne regardait l'enfant que pour le gronder. C'étaient là ses marques d'affec-

tion. Byron a cherché à dissimuler ces vérités à ses contemporains, mais elles s'échappent de toute l'histoire de sa vie. En 1791, mourut son père, qui, au milieu de ses dissipations et de ses folles passions, gardait certain fonds de bonté, rehaussé par une singulière et virile beauté. Ses deux femmes l'aimèrent avec délire. La première, après s'être séparée pour lui d'un opulent mari, mourut pour l'avoir accompagné, étant malade, dans ses parties de chasse. La seconde, la mère de Byron, garda sa passion pour lui avec une fidélité inébranlable et le pleura mort avec une douleur indicible. Au milieu de cette étrange éducation, Byron avait une source d'inspirations, la lecture de la Bible : les versets des prophètes donnaient de la vigueur au caractère poétique de son âme. Dans quelques-unes de ses œuvres, on voit ce génie âpre, sévère, monotone comme le simoun, uniforme comme le désert, mais solennel comme l'immensité et sublime comme l'idée de Dieu ; ce génie sémitique incarné par Isaïe dans ses admirables œuvres et reproduit par Michel-Ange dans les traits mélancoliques de son Moïse dont le menton, arrondi comme la trombe d'une cataracte, agite en tempête le vent du Sinaï. A ces inspirations vint se mêler la vie des champs, des montagnes; car, de Londres, sa mère le conduisit à Aberdeen. Là, avant l'aube, quand au cri aigu du coq succédait le chant mélancolique de l'alouette, Byron, sous prétexte de chasse, s'en allait seul exercer ses forces et porter son génie vagabond par les sentiers des précipices, par les cimes des montagnes, par les cavernes où s'entend encore la voix des dieux de ses pères, pour s'inspirer du spectacle de la nature et unir son vagissement de poète à la voix de l'univers. A cette affection pour la campagne il dut son habileté dans tous les exercices du corps : la chasse, la course, la gymnastique, le billard, la paume, les armes, la natation et l'équitation. Lorsqu'on comparait sa vie privée à celle de Rousseau, il se défendait en mettant en parallèle la faiblesse du philosophe génevois et sa propre vigueur, la mollesse de ce corps et sa force dans tous les exercices corporels, le débraillé des costumes de Rousseau et ses habits d'élégance aristocratique.

*
* *

C'est sur cette période critique de sa vie que s'étendent les lettres qu'un grand éditeur de Londres vient de publier et que tous les Anglais dévorent en ce moment, car ceux qui maudissent le plus Byron en public sont ceux qui l'admirent le plus en secret. Mais ces lettres ne peuvent, aujourd'hui, troubler notre âme autant que nous le désirerions; il faut donc les laisser pour une occasion plus propice où nous pourrons nous étendre sur leur contenu. Il convient toutefois d'insister sur quelques souvenirs du génie de Byron et du génie de Heine, qui méritent d'être comparés. Nés, l'un en Angleterre, et l'autre en Allemagne, ils écrivirent tous deux contre leur patrie et contre leurs compatriotes De même que Byron ne pardonna jamais aux Anglais la traditionnelle superstition de leurs croyances monarchiques et anglicanes, de même Heine ne pardonna jamais aux Allemands leur goût pour la

servitude et leur culte pour la monarchie. « Nous avons eu, s'écriait-il, entre grands et petits, environ quarante rois en Allemagne, et nous appelons cette Allemagne patrie. Faut-il que nous soyons stupides d'appeler patrie une terre qui leur appartient par droit divin! » Et Heine n'avait pu connaître l'époque contemporaine. Il n'avait pas vu le casque transformé en relique, le sabre en sceptre, la nation en caserne, la guerre en religion. Il n'avait pas vu les pacifiques Allemands armés jusqu'aux dents, le triomphe adoré comme un signal de prédilection céleste, le code militaire remplaçant le code politique que nous avions tous rêvé, nous les libéraux, pour le jour où se réaliserait l'unité germanique. Les grands propriétaires terriens du Nord se croient encore aux temps féodaux; les piétistes luthériens sont aussi intolérants que jamais; les espérances de progrès sont fauchées dans leur fleur sous le fer du cheval de l'Apocalypse, dégouttant de sang, assourdi par le clairon de la désolation et monté par un César triomphant, il est vrai, mais aussi tyran et despote. Ils ne ressemblaient pas à ceux-là, les temps du grand Henri Heine.

*
* *

Car ce fut l'époque où les idées pures de Kant volaient comme de grandes abstractions par les immenses espaces des âmes; alors l'individualité germanique, ce principe des principes, arrivait par déduction naturelle des sciences métaphysiques à la plénitude de Fichte, qui faisait de l'Univers l'ombre de l'humanité et du droit humain la loi universelle; alors, on entendait par les airs parfumés de myrrhe et d'encens les symphonies de Beethoven, dont les notes et les accords ressemblaient à des pensées pures et déliées de toute forme sensible; alors, on assistait en esprit à la Résurrection chantée par le poète messianique qu'accompagnaient les harpes angéliques aux échos desquelles s'enfuyaient les choses matérielles qui se convertissaient toutes en idées, en hosannas religieux; alors, les paroles de liberté, mises par Schiller dans la bouche du marquis de Poza, résonnaient comme la *Marseillaise* de l'émancipation intérieure, comme une strophe que notre siècle aurait ajoutée au *Choral* émancipateur de Luther; alors, on assistait avec Hegel, chaque jour mieux inspiré, à l'épique voyage de l'idée des confins du Néant aux hauteurs de l'Empyrée, et l'on croyait rencontrer, en lisant *Faust* en ce siècle de rédemptions idéales sublimes, la *Divine Comédie* de la Raison et du Droit. Mais, hélas! le césarisme conquérant, le césarisme prétorien, le césarisme socialiste — pourquoi ajouter d'autres qualificatifs? — a effacé toutes ces beautés et toutes ces grandeurs en leur substituant les casernes, les canons, les armées, les apothéoses de la fortune, l'idolâtrie de la force, cette doctrine qui dérive des derniers jours de l'Empire romain, où l'on remplaçait le stoïcisme socratique par le matérialisme et le sensualisme pour diviniser les Césars. Que voulez-vous? Sans doute, Allemands, vous avez triomphé dans les champs de France, mais vous avez été vaincus par l'âme française, et depuis ce jour néfaste, les grands divulgateurs de vos magnificences spirituelles se sont tus et vous n'appa-

raissez dans le monde que comme des atomes et des molécules de cet immense empire de fer qui prétend de son poids écraser le droit et la pensée de toute l'humanité; et ainsi les yeux de l'esprit s'éloignent de votre grandeur babylonienne et se tournent vers des nations comme la Suisse, la Belgique, la Hollande, même, où les citoyens conservent la gigantesque stature morale que donne la liberté.

* * *

Mais laissons l'Allemagne et allons à Rome. Il n'est ni une parole, ni un acte du Vatican qui ne résonne avec éclat et ne trouble avec force tous les peuples. Cela tient à la grandeur même des institutions religieuses, quels que soient d'ailleurs leur origine et leur caractère. Le christianisme ne vit jamais un pontife aussi disposé que Léon XIII à s'imprégner de l'esprit du siècle. Il n'y a rien dans sa personne de l'absolutisme qui inspirait Pie IX. Le pape régnant n'aurait jamais promulgué le dogme de l'Immaculée Conception sans l'assentiment de l'Eglise universelle; il n'aurait jamais réuni le concile du Vatican pour parachever l'œuvre d'absolutisme du concile de Trente; il n'aurait jamais écrit le *Syllabus* pour proclamer qu'il doit y avoir incompatibilité entre les dogmes de Dieu et les droits de l'humanité. Léon XIII, philosophe, poète, penseur, quoiqu'il ne soit pas sorti du domaine de la scolastique, sait, par saint Thomas et son école, que s'il y a quelque chose de démocratique, de libéral et de républicain dans le monde, c'est assurément l'Eglise du Christ. Pour ces motifs, il condamne les intrigues carlistes en déclarant intangible le régime constitutionnel et parlementaire actuel de l'Espagne; il invite les catholiques de France à accepter sans arrière-pensée les institutions républicaines et à contribuer à leur stabilité. Mais, quand il parle de l'Italie, il perd les étriers. D'après lui, les deux puissances ne peuvent vivre sous le même ciel et sur la même terre. Le roi d'Italie se trouve diminué au Quirinal comme le pape du catholicisme se trouve prisonnier au Vatican. Et alors, se prévalant de la révolte de Milan et des répressions qui s'ensuivirent et qui maltraitèrent quelques curés, Léon XIII maudit et anathématisa à nouveau l'usurpation de la maison de Savoie, en laissant percer sous ses paroles que si cette usurpation devait durer, les Papes se résigneraient à abandonner Rome. Or, cette incroyable menace ne peut s'accomplir parce que, si elle s'accomplissait, les chefs de l'Eglise y perdraient plus que les rois d'Italie.

* * *

Les catholiques se trompent s'ils croient qu'ils trouveront sur la planète une ville plus favorable au catholicisme que Rome. Le chêne gigantesque du pontificat a enfoncé ses racines dans cette terre sacrée, l'a transformée par son essence, et, en répandant dans les cieux ses idées ainsi que des nuées, a alimenté la conscience humaine. Nulle

part que là, le pontificat ne pourrait avoir un sanctuaire en rapport avec sa grandeur. La solennité sublime de ces solitudes, si pareilles à des cimetières de races disparues; le *Miserere* exhalé à ces hauteurs par les ineffables clameurs des ruines, vrais phares d'idées éternelles; les catacombes peuplées de martyrs dans leurs sillons profonds et dans leurs insondables abîmes; les rotondes des édifices, semblables à des trophées dans les airs ensoleillés; la réunion de reliques produites par l'esprit, qui, à première vue, peuvent paraître froides, mais, en réalité, furent les larves des nouvelles âmes durant bien des générations; les temples élevés à la prière et à l'esprit dans les jardins mêmes où les Nérons s'adonnaient à la luxure et à l'orgie; l'armée des ombres qui errent sous ces horizons et la flotte des souvenirs qui tournoient dans l'air font de la Cité éternelle l'éternel sanctuaire de la foi catholique et le foyer irremplaçable de la race latine. Le monde ancien et le monde moderne s'y relient par des institutions comme celle du pontificat et par des âges comme celui de la Renaissance, formant de lumineuses synthèses qui peuvent servir à la fois de bases, par leur solidarité, et de couronnement, par leur splendeur, aux sociétés modernes. Où s'en irait le pape chercher les grandeurs de Rome? Il n'y a pas ailleurs une basilique de Saint-Jean de Latran comme celle qui est enclavée dans les monuments classiques auprès de l'église de Constantin et ceinte des mosaïques du Giotto; ni un autre Panthéon de tous les dieux à convertir en Eglise de tous les saints et à élever dans les airs sur les bras de Michel-Ange; ni un autre Colisée ou un autre cirque Maxime où réveiller des masses colossales et des cendres sacrées la procession des martyrs avec leurs auréoles et leurs palmes; ni d'autres catacombes, où voir, en rues interminables, la ville souterraine illuminée par les premiers rayons de l'art catholique; ni un autre Vatican avec son Saint-Siège dans l'abside, son tombeau de saint Pierre dans la nef, ses légions de papes en marbre et en bronze dans les chapelles ou sur les sarcophages, ses chœurs de statues classiques taillées dans des blocs pentéliques, éclairées par la lumière de l'Attique et illustrées par les baisers de la mer Ionienne; avec ses artistes de la Renaissance qui ont laissé, par la chapelle sixtine, les Chambres et les Loges, des traces éternelles de leur passage, soit en figures sublimes comme un chapitre d'Isaïe ou une cadence de Palestrina, soit en figures riantes comme les divinités païennes, ou le poème cyclique du catholicisme depuis la création jusqu'à la mort. De sorte que ces institutions religieuses, qui vivent tant de leurs prestiges, ne pourraient être déracinées du sol romain sans perdre de leurs propriétés naturelles. Ce qu'il faut qu'elles fassent aujourd'hui, c'est se conformer aux conditions nouvelles de la vie moderne, c'est transiger avec l'esprit du siècle, c'est renoncer à la trompeuse espérance de prochaines restaurations où elles pourraient encore faire prévaloir leur pouvoir spirituel sur le pouvoir temporel, éventualités inutiles à leur autorité religieuse et à leur influence sur les consciences. D'autre part, l'Italie, dans son haut sentiment de la réalité et de la politique, doit se prêter à une réconcialiation qui me paraît indispensable à la paix universelle et à sa propre grandeur dans l'histoire.

*
* *

Combien sont graves et difficiles à résoudre ces questions de races! Considérez cette Babel moderne, c'est-à-dire l'Autriche, œuvre monstrueuse de la diplomatie, de la politique, de l'histoire, si vous voulez, mais non de la nature. Abrités par les vastes ailes de leur aigle que couronne le diadème impérial de Charlemagne, ces peuples divers, en lutte perpétuelle, divisés par les lois, les usages, les mœurs, les croyances et les institutions se maintiennent en apparence sous l'illusoire unité d'un seul gouvernement qu'ils détestent autant qu'ils se détestent, pour ne pas tomber entre les mains d'un pire et pour conserver le culte superstitieux des vieux Empires. Là, les Bosniens conspirent sans cesse pour faire partie de la ligue belliqueuse des Albanais et assaillir leurs nouveaux maîtres, les Autrichiens; les Roumains de la Transylvanie, mécontents du démembrement et de leur séparation de la mère patrie, rongent difficilement leur frein; le Croate lutte pour se constituer une patrie indépendante de la nationalité hongroise qu'il tient pour tartare et réactionnaire. Les Allemands et les Magyars ont un penchant pour la domination absolue, tandis qu'en Bohême deux nationalités, l'une germanique et l'autre slave, se combattent, et qu'en Cracovie se réveille, comme une âme en peine venue d'autres régions, l'idée d'une restauration de la Pologne. Il ne faut pas trop s'étonner si, au milieu de races si variées et parfois ennemies, chaque jour amène avec soi sa peine. Une fois, c'est pour l'Université slave, que les descendants de Jean Huss veulent transporter dans la capitale de la Bohême; une autre fois, c'est pour l'anniversaire de Sobiesky, cet illustre monarque polonais à qui les empereurs d'Autriche du XVII[e] siècle doivent d'avoir été sauvés du joug turc; une autre fois, c'est pour un discours du roi de Roumanie ou de ses ministres, revendiquant des provinces annexées violemment à la couronne de saint Etienne; une autre fois, c'est pour des démarches diplomatiques en faveur de la ligne du Danube ou de la possession de Salonique. On soulève des questions parlementaires qui n'arrivent jamais à une solution définitive et des questions militaires qui se terminent par des mouvements révolutionnaires comme les derniers mouvements de Hongrie et de Croatie ou des campagnes de Galicie. Il existe quatre grands partis, en guerre les uns contre les autres, mais variés dans leurs groupements respectifs : l'un est le parti qui désire la supériorité de la race allemande sur les autres races de l'empire; le second est celui qui désire la supériorité de la race slave; mais, entre ces deux premiers partis, il en existe beaucoup d'autres qui sont autonomes et dont les indomptables aspirations tendent à une séparation presque absolue d'avec les diverses nationalités qui se maintiendraient unies, par peur de la Prusse, de la Russie ou de la Turquie, sous une bannière fédérale équivalant à une commune alliance diplomatique et militaire entre les nations libres. Pour ces raisons, l'accord n'a jamais pu s'établir entre la Hongrie et l'Autriche, de même qu'on n'a pu calmer la névrose générale qui sévit

impérieusement, de par ces germes de division, sur ces nationalités si diverses d'origine et de but.

*
* *

Mais, bien qu'une telle discorde soit enracinée dans les tempéraments physiologiques des peuples autrichiens et dans les complexions psychiques de leurs esprits, d'aucuns espèrent que le fait le plus tragique qui soit survenu en ces derniers temps et atteignant la plus illustre victime qu'ait atteinte l'infâme poignard anarchiste, pourrait réaliser ce que rien n'avait pu réaliser : réconcilier sur les planches d'un cercueil les races qui se sont combattues, d'une façon féroce et implacable, jusqu'au pied du trône. Cette horrible et soudaine mort violente de la poétique impératrice Elisabeth a, en effet, attendri le cœur des peuples qui composent la confédération. Malheureusement, l'expérience a démontré combien passent vite ces émotions collectives quand elles combattent des intérêts éternels. Bientôt les larmes seront séchées; les soupirs auront disparu; le cortège funéraire qui accompagnait l'impératrice à sa dernière demeure sera débandé, et, alors, ces discordes, transmises par les siècles passés aux siècles à venir, renaîtront chez des peuplades qui nourrissent dans leur sein des haines séculaires et qui soutiennent de leurs bras des luttes mémorables. Pauvre impératrice Elisabeth ! Il faut remonter aux temps épiques de la Grèce pour rencontrer une famille d'Atrides comme la famille d'Autriche, persécutée avec si un féroce acharnement par le destin adverse : il faut remonter à Œdipe, de Thèbes, ou à Iphigénie, en Tauride. Unies par d'innombrables mariages, les deux familles régnantes d'Autriche et de Bavière ont hérité en commun de qualités corporelles et spirituelles qui les ont rendues également malheureuses. On ne peut nier qu'il n'y ait eu ou qu'il n'y ait des reines et des rois distingués dans les dynasties autrichiennes. L'empereur Ferdinand, infant de Castille, et l'impératrice Marie-Thérèse sont placés dans l'histoire pour corroborer mon assertion. Mais, pour la plupart, les souverains de la maison d'Autriche furent fous. Charles le Téméraire transmet sa démence de génération en génération pendant tout le cours du XV[e] siècle. Il en est de même avec notre malheureuse Jeanne la Folle. Son fils, Charles-Quint, devint fou par excès de génie, car ce fut de la démence de quitter les défilés d'Inspruck pour le monastère de Saint-Just, au moment où le monde avait le plus besoin de sa direction. Philippe II, toujours mélancolique et sinistre, commet la folie de sacrifier la Hollande et toutes ses richesses aux superstitions dogmatiques de sa propre religion. Dona Maria, qui régna successivement sur l'Espagne et le Portugal, était complètement folle. Le roi don Sébastien, mort fou en Afrique, était le petit-neveu de Charles-Quint et le neveu de Philippe II. La mère d'Isabelle la Catholique, femme de Jean II et anglaise de naissance, fut longtemps enfermée comme folle dans un château de la Vieille-Castille; et si elle ne transmit pas sa folie à sa glorieuse fille, elle lui transmit du moins un dérèglement nerveux que nous appellerions aujourd'hui névrose, et qui la tour-

menta corps et âme toute sa vie. C'est ainsi que se transmettent, de siècle en siècle, de génération en génération, ces tristes affections qui, sans conséquences graves dans les familles privées, sont de nature à exposer le monde aux plus terribles dangers lorsqu'il s'agit de familles souveraines et historiques.

*
* *

Dans ce cas, le destin, la prédestination, enfin ce quelque chose de fatal qu'on ne saurait écarter, se mêle au tempérament physiologique et psychique transmis par certaines dynasties régnantes, qui apparaissent comme des victimes d'une malédiction céleste et l'objet d'une implacable sentence. Quand on dénombre les princesses autrichiennes, on voit d'abord surgir cette pauvre Marie-Antoinette qui, née sur le trône impérial d'Autriche et placée sur le trône royal de France, meurt sur l'échafaud. Ensuite, la série continue, car rien ne parvient à nous étonner dans cette famille qui semble marquée du sceau éternel de la fatalité ; ni Maximilien, beau-frère d'Elisabeth, qu'on fusilla au Mexique dans les fossés de Queretaro ; ni l'archiduc Jean, proche parent d'Elisabeth, qui se noya dans les eaux du Pacifique ; ni la reine de Naples, sœur d'Elisabeth, qu'on chassa d'un trône sur lequel elle croyait devoir finir sa vie ; ni la duchesse d'Alençon, sœur aussi d'Isabelle, qui brûla vive dans l'incendie du Bazar de la Charité ; ni Rodolphe, l'héritier du trône, fils d'Elisabeth qu'on trouva assassiné, frappé d'une balle à la tempe ; ni le roi Louis II, cousin d'Elisabeth qui, rendu fou par la politique de Louis XIV et par la musique de Wagner, se noya dans les eaux d'un lac alpestre dépendant de son château ; ni le roi Othon, cousin d'Elisabeth et monarque régnant de Bavière, qu'on enferma, sous la camisole de force, dans une cage, comme une bête fauve ; ni cet autre roi qui, il y a un demi siècle, devenu fou d'amour pour la ballerine Lola Montès, fustigeait les choses inanimées avec un fouet dont il destinait les coups aux gens de sa suite. Nous ne devons pas nous étonner non plus que toutes ces victimes aient ravi la raison à Elisabeth bien avant que le poignard d'un autre fou ne lui ravît la vie. Aucune princesse de Bavière ne vit une époque aussi heureuse que celle où, Elisabeth, fille de princes et nièce de rois, se maria avec François II de Hapsbourg.

Dans un château du Tyrol, entre les forêts obscures, les prés verdoyants, les charmants bocages, au bruit des cascades, la jeune princesse grandit toute rougissante comme une marguerite et aussi vaporeuse qu'un papillon. Puis, un certain jour inoubliable, le premier potentat de l'Allemagne l'appela à la porte du château et lui offrit la couronne impériale. Elancée et souple, avec un cœur battant d'amour et une imagination rêveuse comme celle que donne à la jeune fille l'arome de ce printemps qu'on appelle jeunesse, Elisabeth, par la beauté, la tendresse, la poésie, ressemblait à cette incréation surnaturelle que le parfum des fleurs et la rumeur des sources font passer dans les chansons allemandes

*
* *

Son voyage de noces fut, pour le beau et le magnifique, pareil aux eaux du Danube, pareil au voyage de Cléopâtre cherchant dans les eaux du Cydnus le diadème de Rome. Navires enguirlandés de brocarts et de rameaux, chargés de nymphes moins belles cependant que celle à qui elles rendaient hommage ; barques de tous côtés, semblables à des jardins flottants ; merveilleux orchestres exhalant leurs mélodies dans des concerts en vogue ; concours de têtes humaines chantant et dansant, le long du fleuve, au son des mandolines et des cloches, semblaient présager à la jeune impératrice une félicité que le temps a dissipée dans le néant sur les draps noirs d'un sinistre catafalque. Sa première désillusion fut une désillusion d'amour. Comme elle se croyait préférable à toutes les femmes, les fantaisies de son imagination et les soupçons de sa jalousie lui firent voir une autre femme dont les mérites ne justifiaient pas la fortune, la supplantant dans le cœur d'un fils qu'elle chérissait. La seconde désillusion fut une désillusion politique. Impératrice du vieux et saint empire romain, il se trouva qu'on détachait de sa couronne les deux plus belles perles : le Milanais et la Vénétie. Ce furent des pertes mortelles pour elle, qui préférait l'art et la science à la diplomatie et à la politique. Depuis ces désillusions, elle n'eut plus ni le repos du corps, ni celui de l'esprit. Le palais de Vienne lui apparut comme un lieu de tourment, comme la prison de sa liberté. Elle s'ennuyait entre des cérémonies froides et des courtisans mécaniques. Il lui resta seulement une grande inclination pour ses sujets magyars, moins à cause de leur politique que de leur originalité. Quand elle ceignait son costume de reine de Hongrie, dans des palais orientaux, entre des magnats demi-asiatiques portant des constellations de brillants sur la poitrine et des sabres à poignées et gaines d'or au côté, elle se croyait quelque chose comme une Sémiramis et souriait, comme si elle vivait en dehors du monde prosaïque de l'Europe et au milieu des conseils fabuleux de la Perse. Mais l'illusion disparaissait vite, et elle recommençait, à travers l'Europe, un voyage perpétuel auquel semblait l'avoir vouée une destinée singulière, qui la séparait de sa famille et de son trône pour la submerger au milieu des foules ignorées et anonymes où elle trouvait ce repos que Sapho trouva en se jetant du haut du rocher de Leucade dans la mer.

*
* *

Ainsi, elle naviguait par les océans septentrionaux comme par la mer Méditerranée ; elle passait des bals sévillans des rives du Guadalquivir aux danses guerrières des déserts de l'Afrique ; elle courait du sein des îles où naquirent, dans des conques de perles, les dieux grecs, aux forêts druidiques de l'Islande où elle escaladait les monts en chevauchant des montures indomptées ; elle entendait une grand-messe dans une église gothique et un écho d'oracle dans les ruines grecques ; elle allait du détroit de Gibraltar au canal de Suez et d'Athènes à

Edimbourg, cherchant sans cesse et partout les émotions que donnent les spectacles de l'art et de la nature, les enseignements que gardent les peuples dans les villes industrielles ou les campements de guerre à travers les diverses sociétés humaines, lumineuses comme des étoiles au ciel. Et dans ses pérégrinations vertigineuses, par le moyen desquelles elle essayait de se faire oublier de tout et de tous, elle ne ressentait qu'un seul culte, un culte religieux pour la mémoire et l'œuvre d'Henri Heine qui était à ses yeux le poète du doute au point de vue intellectuel et le poète du désespoir au point de vue moral. Comme elle cherchait nn emplacement où ériger un temple à son poète, le poignard d'un anarchiste trancha le fil de sa vie. Et il ressort du témoignage de ceux qui la soignèrent ou l'approchèrent à ses derniers moments qu'elle ne sentit pas le coup mortel du poignard ou, si elle le sentit, elle ne s'en plaignit pas, dès l'instant qu'il lui procurait le rêve éternel et l'éternel repos du sépulcre. Son amour pour la solitude et le silence n'était plus qu'un désir immense de disparaître dans l'océan de l'éternité où, à partir du jour de ses premières désillusions, elle aspirait à descendre. La paix n'avait pas eu de plus ardent défenseur que cette belle et poétique princesse.

*
* *

Il est impossible de prolonger plus longtemps cette revue démesurée, bien que maints faits mériteraient d'être développés dès à présent. Il y a le procès Dreyfus dont la revision a été résolue, ce qui n'empêche pas les passions des partis de se faire jour dans le but de troubler le droit sacré et la sereine justice ; il y a le voyage religieux de Guillaume II en Palestine, qu'accompagneront, avec les chœurs de Tannhauser, les suspicions internationales jetant de l'huile sur le feu en vue de réveiller une conflagration que nous pouvons tous évoquer; il y a l'incroyable proposition de l'empereur russe proclamant le désarmement devant la Crète insurgée, devant les Philippines et les Antilles extorquées à leurs propriétaires par les pirates américains, devant les lâchetés des puissances qui osent se partager les dépouilles du Céleste empire ; il y a le complot de Chamberlain tendant à soulever toutes les races saxonnes et et germaniques contre les races slaves et latines en un grand combat apocalyptique ; il y a la révolution chinoise sous les coups de laquelle tombe un jeune empereur réformateur avide de se soustraire à des tutelles gênantes, et devant lequel s'élève une impératrice experte et ambitieuse, hostile à des réformes de nature à changer les destinées de l'Etat, et dont l'intention est de faire trébucher l'ambassadeur du Japon dans les intrigues du comte Ito, de mettre d'accord les ambassadeurs de Londres, de Saint-Pétersbourg et de Berlin, mais de marchander à la Russie tout ce qu'elle peut de ses possessions en Mandchourie, à l'Angleterre tout ce qu'elle peut de ses possessions de la mer d'Azur et à la France tout ce qu'elle peut de ses possessions dans la mer Rouge, sans pour cela s'exposer à susciter un conflit international et à s'attirer une guerre avec l'Europe. Mais le temps et l'espace me manquent pour aborder ces sujets aujourd'hui, ce sera pour la prochaine revue.

⁂ Voilà longtemps déjà que nous recevons de mauvaises nouvelles de la marche du progrès humain, qui mérite de notre part une vigilance de tous les instants. Ecrasés sous le poids des malheurs effroyables de la patrie, nous avons été surpris de voir un despote de naissance, un conquérant de profession, un pontife tout puissant, le tzar de toutes les Russies, avec sa faux symbolisant le squelette de la mort pour sceptre, nous proposer, du haut de son trône fait d'os amoncelés et teint de sang humain, ce désarmement qui est indispensable à la paix européenne et à la liberté universelle. Quelles que puissent être mes appréciations au sujet de la destinée de la proposition impériale, je l'applaudis et l'appuie de toutes mes forces, car elle traduit les intentions aussi bien des libéraux d'Angleterre que des républicains d'Amérique. Parce que le projet est celui d'un souverain absolu, il ne faut pas le rejeter. Il ressemblera d'ailleurs à tous les projets formulés dans l'histoire. Après s'être heurté à des obstacles insurmontables, dictés par les intérêts du jour, il finira par triompher, tôt ou tard, comme triomphent toujours les idées progressives.

⁂ Mon dernier discours au Congrès, en février 1888, qui aurait dû, moins pour son mérite intrinsèque que pour l'idéal qu'il développait, fixer l'attention des gouvernements et du public, formulait déjà ces principes de paix et de désarmement qui tombent, après dix longues années, des hauteurs d'un trône. Je disais, dès cette époque : « Les budgets sont en déficit, les dettes augmentent, le travail diminue, les campagnes se désertent, le commerce traverse une crise, nous ne pouvons vivre plus longtemps ainsi ; et si ces incroyables armements continuent, nous sommes tous exposés à périr, non pas dans la tourmente d'une guerre où, au bout du compte, on meurt avec gloire, mais dans la consomption de la faim universelle. Et quand les industriels se plaignent de l'état de leurs usines, quand l'agriculteur se plaint de l'état de ses champs, quand le commerçant se plaint de l'état de son trafic, ils ne se plaignent pas seulement de la situation intérieure, non, ils se plaignent encore, sans le savoir et sans le vouloir, de la situation extérieure. Entre toutes les vérités qu'émet la sociologie contemporaine, il n'en est pas de plus exacte que celle qui dit que certains ministères sociaux correspondent à certains organismes politiques. Je développerai cette idée. Quand un peuple se forme pour la guerre, il est obligé d'organiser des armées ; alors surgissent un Etat et un Gouvernement militaires, tandis que si un peuple se forme pour le travail, il crée des usines et il enfante un Etat industriel. » Or, celui qui a dit cela n'a pas de motif pour ne pas applaudir le tzar.

⁂ Mais quel est l'état de notre planète en ces heures angoissantes ? Le peuple que nous prenions pour l'archétype d'une société laborieuse s'est converti en un peuple de conquérants et de pirates. Partisan de la paix perpétuelle et de l'arbitrage international, nous le prenions pour le collaborateur du progrès universel, et soudain il nous est apparu comme un aigle rapace dans les airs, à qui sa science a ravi la foudre, et

comme un poisson vorace dans les mers, que son industrie a domptées à l'aide des chaudières et des machines à vapeur. L'Angleterre n'a plus l'école de Manchester. Un ministre presque républicain excite le tempérament demi-scandinave et demi-saxon de ses compatriotes pour les inciter à attaquer les autres races; et le peuple anglais, au lieu de progresser par le commerce et l'industrie, compromet sa prospérité par la barbarie d'une guerre sans trêve. L'empereur d'Allemagne répond à l'empereur de Russie par des harangues militaires qui font l'apologie de la conquête dont l'aveuglement pousse de toutes parts à la guerre universelle. A la suite de nos derniers désordres nationaux, j'éprouve un tel désespoir que la proposition du tzar, fût-elle mauvaise, m'apparaîtrait bonne; mais, étant bonne de par sa nature, elle prévaudra quand nous n'y serons plus, parce que toute grande idée finit toujours par prévaloir avec le temps, dans l'histoire.

⁂ Chaque fois que nous voyons le mal si étendu dans les espaces et l'erreur si empreinte dans les esprits, nous tournons nos regards vers le mystérieux éther pour lui demander de nous déchiffrer, non en hiéroglyphes, mais en vérités, ses énigmes, et de rafraîchir, pour bien chanter les divines louanges, nos lèvres desséchées par l'exercice continu d'une supplication inutile et sans écho. Nous avons tous interrogé l'Univers et l'Univers nous a répondu à tous par un grand silence. Ces espaces, que parcourent tant de soleils, seraient très lumineux s'ils étaient moins silencieux. Le silence des hauteurs ressemble beaucoup au silence des sépulcres. Étant donnée notre nature spirituelle, nous avons des tendances à nous élever comme les oiseaux à voler; mais si nous nous élevons trop haut dans les airs, nous ne pouvons plus vivre parce que nous ne pouvons pas respirer. Le concert des sphères pourrait seul s'entendre d'en haut; d'en bas, on ne perçoit pas une misérable note. Si nous voulons savoir jusqu'à quel point, au delà de notre sphère, la vie humaine se dilate, nous découvrons tout à coup que le plus proche de nous de ces luminaires célestes se trouve éteint, et que notre planète roule dans l'immensité de l'éther comme un cadavre enchaîné à son rayon par le lien permanent des épousailles, de sorte que les mondes nous apparaissent comme des purgatoires où planent des âmes supérieures ou inférieures à la nôtre et dans lesquels des fatalités impalpables accomplissent leur mission.

⁂ Ainsi le serpent du mal a enveloppé même l'atome de cendre perdu dans nos cimetières. Où irons-nous donc chercher le bien? Il est impossible de le trouver en nous-mêmes. Notre poitrine ressemble à une enclume d'où se détache notre cœur sous le coup des malheurs continus qu'engendrent nos éternelles douleurs. Il n'y a pas, dans le monde matériel, de souffrances comparables aux souffrances morales. L'enterrement de nos morts ne nous donne pas autant de tristesse que la perte de nos espérances. Nous portons en nous l'aiguillon de la désillusion et cet aiguillon nous empoisonne et nous tue plus sûrement que l'aiguillon de la vipère. Nous nous heurtons le cerveau contre les barrières d'une

logique étroite et stérile dans laquelle notre pensée se trouve enfermée comme le prisonnier dans son cachot et le fou dans sa cage, sans pouvoir découvrir autre chose que des vérités relatives au lieu et place de la vérité absolue, but de nos vastes efforts. Les éléments de la vie se changent à chaque pas en principes de mort. Le sol qui nous soutient s'entr'ouvre sous nos pieds en abîmes insondables ou s'ébranle sous la poussée de tremblements de terre épouvantables, tandis que sur nos têtes l'air vivifiant se transforme en ouragan uniquement propre à l'extermination. La lumière vive, en nous éclairant, nous aveugle. Il n'est pas jusqu'à la flamme douce du foyer qui ne se puisse tourner en incendie vorace et exterminateur. Il n'existe pas de remède pour préserver de l'ingratitude les meilleurs amis. De même il n'existe pas de remède pour préserver de l'inconstance qui tue avec ses désillusions, l'amour de la femme la plus nécessaire à notre vie. N'importe quel bienfait semé dans les sillons de la société nous donne des fruits corrompus. Ne poursuivons pas l'illusion, nous risquerions, en l'écrasant entre nos doigts, de la convertir en déception et en désenchantement, de ne plus lui trouver d'ailes au corps, plus de couleurs aux ailes, de voir ce papillon multicolore se métamorphoser en larve infecte.

⁂ La seule consolation qui nous reste, c'est de demander un refuge au mystère. Les sépulcres, qui ne parlent pas dans l'Univers muet et indifférent, parlent dans le temple pavé de pierres funéraires et enveloppé d'arcs-en-ciel éblouissants auxquels s'enlacent le souvenir et l'espérance. Ces ossements décharnés et glacials, dédaignés par les corbeaux eux-mêmes qui ne peuvent en tirer une seule fibre de chair ou une seule molécule de moelle, entrevus par Ezéchiel dans la désolation des déserts sémites, se réchauffent à la chaleur des lampes sacrées et revivent au dogme de la résurrection. Nous ne pouvons entendre les concerts des mondes dans les sphères matérielles du ciel, mais leurs harmonies nous frappent dans les sphères spirituelles de l'art. La solitude de l'infini est pleine d'effluves et d'émanations de l'esprit divin, qui sont autrement lumineux et permanents que les effluves et les émanations de l'éther universel. Ce terrible silence de l'infini, qui effraie tant les esprits timides, s'interrompt devant la révélation du Verbe entrevu dans les écoles platoniciennes et divinisé par les conciles œcuméniques. L'indifférence de l'Univers pour nos malheurs, le silence implacable de la Nature pour nos supplications, et sa cruelle rigueur à prendre la mort seule pour instrument de rénovation, se sont transformés en amour éternel à la céleste apparition de l'idéal féminin dans nos batailles terrestres. Cet idéal est représenté par la Vierge mère, ayant à ses pieds le serpent du Paradis et sur la tête de laquelle brille la lumière incréée qui resplendissait si pure dans les espaces avant l'erreur et le péché. Il ne nous reste plus d'autre remède à la douleur que celui que nous offre la religion, comme il n'y a plus d'autre antidote contre la mort que les dogmes et les espoirs religieux. Souffrez que mon cœur se soulage ainsi de ses souffrances.

⁂ Il me plaît, par son romantisme naturel, cet Empereur allemand,

qui ne donne jamais de repos à ses nerfs, qui recherche toujours de profondes sensations. Il convoque des régiments à des exercices militaires à n'importe quelle heure de la nuit; il réunit en son palais des officiers pour leur adresser des harangues pareilles à celles du Saint-Graal, à qui il ne manque, pour compléter cette ressemblance, que le mystique accompagnement d'un orchestre inspiré de Parsifal; il préside les conciles œcuméniques des nouvelles croyances sociales, aspirant à être le Constantin du socialisme alors que sa position et son caractère le condamnent à n'en être que le Julien; il inspire des comédies politiques aux dramaturges de la Cour, ridiculisant ses ennemis dans des caricatures et dirigeant lui-même ses premières représentations jusqu'à donner à la claque le signal des applaudissements; il a de fréquentes conférences avec les amiraux et les généraux pour apprendre à ceux-là l'art de la navigation et à ceux-ci l'art de la guerre; il adresse, comme un vieux pasteur luthérien, des sermons aux équipages des navires s'en allant chaque été explorer l'océan Glacial; il cueille dans les ruines de Rome des marguerites pour en faire un bouquet qu'il dépose respectueusement aux pieds de la reine d'Italie; il imagine des tableaux symboliques pour démontrer que la civilisation court des dangers; il étudie tout, depuis les problèmes pratiques de l'Economie jusqu'aux problèmes métaphysiques de la Religion et de l'Esthétique.

⁂ Maintenant, il s'en va en Terre-Sainte et il fait bien. Tous les chrétiens devraient visiter une fois au moins dans leur vie le pays où germa l'idée de notre Dieu et où se réalisa le mystère de notre rédemption. Sans visiter Cordoue, on ne saurait comprendre la grandeur des califes ; sans visiter Rome, on ne saurait comprendre l'unité de l'empire romain dans le monde ; sans visiter la Grèce, on ne saurait comprendre l'harmonie de ses lignes et la perfection de ses modèles. En vertu de quel secret la terre de Jérusalem, sèche et rugueuse comme la peau d'un ascète du désert, a-t-elle enfanté, ainsi qu'un fluide mystérieux se dégageant de ses pores, l'idée de Dieu? De même que l'âme individuelle se conforme au corps qui la contient, de même les idées ressemblent aux espaces où elles poussent. Les trois religions monothéistes ont jailli de l'uniformité du désert. A l'unité absolue du territoire de la Judée dans le réel devait correspondre l'unité absolue de Dieu dans l'idéal. C'est ainsi que les forêts de l'Inde ont donné naissance au panthéisme, les cieux lumineux de la Chaldée au sabéisme, les îles Doriques et Ioniennes aux dieux de l'individualité humaine, aux dieux personnels de l'Olympe et aux muses harmonieuses du Parnasse. L'empereur d'Allemagne fait donc bien, je le répète, d'aller à Jérusalem. Sur son chemin, il a vu Venise et Constantinople. Évoquons ces cités afin de voir si elles nous donneront l'esprit et le secret de ce pèlerinage impérial.

⁂ Le monde moderne, pas plus que le monde antique ne l'a connue, ne connaît toute l'étrangeté de cette poétique ville qui a nom Venise. Quand vous en abordez les alentours et que vous vous trouvez dans ses lagunes, vous avez l'illusion d'habiter une autre planète, très

différente de la nôtre, une planète inondée par l'Océan, qui oblige ses habitants, à qui il est interdit de mettre le pied sur la terre ferme, à bâtir leurs demeures au milieu des eaux, à la façon de ces oiseaux chantés par la poésie antique, qui construisaient leurs nids sur les ondes. Les lagunes, s'épandant entre le vert clair des terres arrosées par de nombreux canaux qui ressemblent à autant de fleuves descendus des Alpes, et le bleu foncé de la mer Adriatique, brillent au soleil, selon la profondeur de ses eaux et la matière de son fond, comme une substance préparée pour produire des opales et des perles. La nuance générale est le bleu de ciel tirant sur le blanc. Mais le reflet des rayons du soleil, qui donnent l'impression de légions d'étoiles échappées des grottes marines, mais les ombres des algues qui séparent ces étoiles par des touches obscures, mais les nuances qu'apportent telle heure du jour ou tel changement de vent en projetant sur ce tableau des reflets de pourpre, de rose, de laque mêlés en une magique palette, mais les franges d'écume qui, ainsi que des châsses, bordent les rives de telle île ou signalent les tortuosités de tel courant, mais les stèles que dessinent les quilles des barques comme pour les mouvements des yeux, mais les écailles qui reluisent dans les bas-fonds, mais les bosquets marins dont on aperçoit les rameaux verts et noirs dans les abîmes, mais les combinaisons phosphorescentes et électriques qui, si elles ne fuient pas la splendeur diurne, modifient les eaux de leur étrange étincellement, mais les coquillages multicolores, qui sont rejetés sur les bancs de sable d'or et sur les lignes marmoréennes des digues, donnent à cet immense miroir des eaux de si délicates nuances que vous ne savez ce que vous devez le plus admirer de sa bleuâtre uniformité ou de ses multiples changements, dont la beauté est autrement fraîche que les iris des plus riches cristaux de Venise et les ramages des plus merveilleux tapis d'Orient. Rien, en effet, ne surpasse en opulence les jeux de l'air, de la lumière et des eaux sur les étendues des mers et des lacs, pareilles, les unes et les autres, à des morceaux de ciel détachés sur la terre.

*** Qui n'a pas évoqué quelquefois Constantinople? L'atmosphère dans laquelle on y respire a toutes les nuances de l'iris ; le sol sur lequel la ville s'élève a tous les étincellements de l'éther. Ses églises sont converties en mosquées ; ses monastères sont transformés en collèges de sofas ; sa basilique est une voûte d'étoiles qui repose sur des colonnes bleues et blanches, rouges et vertes, noires et jaunes ou tigrées, embellies de mille décorations. La basilique est aujourd'hui le véritable temple d'Allah. Azraël, l'ange de la mort, y avait ses autels, ainsi que Jean, le prophète de l'amour. Il n'y a rien qui soit plus sacré que Sainte-Sophie. Elle fut édifiée par des chrétiens. Pour la construire, il vint des architectes d'Arabie, des astrologues de la Judée, des tailleurs de pierre de la Perse. Un vieillard en robe verte, dont le visage brillait comme la lumière mystérieuse et incréée, livra aux Nazaréens son plan. Cinq mille maçons, aidés de dix mille manœuvres, commandés par cent architectes, travaillèrent de longues années à cette œuvre superbe. Puis, un beau jour, l'argent manqua et l'empereur Justinien s'adressa à Dieu. L'Eternel

lui indiqua un lieu mystérieux où il trouverait sept vases gigantesques pleins de monnaies. Il éleva alors un trône d'argent au Christ, dont l'effigie était taillée en or. De chaque côté, il fit dresser douze statues gigantesques en argent, représentant les douze apôtres, et au pied des douze statues, sous forme de missels en pierres précieuses, les douze évangiles magnifiquement reliés. Six mille lampes chargées de pierreries tombaient des voûtes. Cinq mille prêtres ou moines se prosternaient devant ces autels soutenant cinq mille cierges qui brillaient comme autant d'étoiles et parfumaient l'air comme l'encens.

*** Là, les continents se rejoignent comme pour former un territoire unique dans le monde; là, les mers se ralentissent comme pour mieux réverbérer les deux rives. Sur ces harmonieuses plages et ces promontoires pareils à des temples s'étend un ciel d'Orient aux splendeurs indicibles. Du côté de la mer de Marmara, ce ciel a des reflets d'Athènes et du côté de la mer Noire des mystères de l'Asie. Entre les deux mers, c'est le Bosphore, sorte de fleuve salé où se confondent les rives asiatiques et les rives européennes, où paraissent également se confondre les deux moitiés de la terre, les deux moitiés de l'histoire, les deux moitiés de l'esprit, en une mystique unité. Que de fois ai-je contemplé en rêve la Corne d'Or! ses eaux profondes et transparentes en même temps! ses côtes aux gracieux dessins! ses barques étendant leurs voiles et ses esquifs d'or sillonnant les ondes vertes! ses jardins dont les fleurs s'enroulent autour des mâts en évocations magiques! ses nombreux et fantastiques alcazars! ses coupoles montrant leurs dorures au-dessus de jalousies closes et mystérieuses! ses kiosques ceinturés de roses à leurs pieds et ombragés par les cyprès à leurs sommets! les trois cités qui composent comme la chaîne d'or dont les chaînons enlacent les continents! les collines couvertes, au premier plan, de bois sombres et de minarets blancs, tandis qu'au second et au troisième plans s'étagent les montagnes pittoresques que dominent dans l'éther, ainsi qu'un astre d'argent, les neiges de l'Olympe de Bithynie! Magnifique tableau digne de décorer les portes qui conduisent à cette divine Asie où fut le berceau splendide des religions et des dieux. Aussi, pendant que les fils du désert, les soldats portant l'insigne du croissant d'Osman, se promenaient comme des bêtes féroces dans les ruines à travers les rues profanées de Constantinople, l'empereur d'Allemagne devait-il songer aux temps reculés où nos aïeux, les Grecs, sur des barques taillées dans des arbres séculaires, s'en allaient le long de ces côtes à la recherche de l'or et en revenaient avec l'or de l'industrie et du commerce. De quel œil l'empereur d'Allemagne voit-il au pouvoir d'implacables ennemis comme le sont les Infidèles, ces places où les voiliers de Phénicie, de Perse, des îles les plus éloignées d'Orient et d'Occident apportaient les produits de tous les climats et le trésor de tous les travaux? ces témoignages éternels du jour où les dieux romains, vainqueurs de tant de peuples, furent à leur tour vaincus par ce seul fait que Constantin éleva Constantinople comme un temple en l'honneur de la vraie foi? ces basiliques qui reçurent dans leur sein les conciles œcuméniques, assemblées

victorieuses des docteurs chrétiens qui, en foulant aux pieds le serpent blessé du paganisme et en portant aux tempes le splendide reflet du martyre, définissaient les nouveaux dogmes et alimentaient l'esprit avec la vérité éternelle ? ces traces de l'entrée des croisés dont les armures miroitaient au soleil et que les empereurs bénissaient du haut de leur autorité marquée par les sépulcres de l'antiquité hellénique, en apparence vides, mais en réalité pleins d'inspirations et d'idées? en un mot, ces mille phases de la vie qui anima la foi de cent générations de poètes et enflamma le sang de cent générations de héros? Les basiliques, échos des cantiques religieux, pareilles à des villes mystiques élevées par les mains des anges catholiques, parfumées d'encens, virent, suspendues à leurs murs, au lieu et place des ex-voto commémoratifs de la charité et de l'amour, les cimeterres de l'extermination. Les versets des faux prophètes succédèrent aux psaumes des saints prophètes. Les ondes de l'Euphrate, plus amères que du fiel, roulèrent sur les pierres de la nouvelle Jérusalem, plus saintes que les cieux. Le muézin profana de ses cris les tours d'où montaient vers l'Empyrée, accompagnées de l'écho des cloches, les prières chrétiennes qui, sur leurs ailes, nous transportaient en extase et nous permettaient de contempler la Mère du Verbe, couronnée de mystiques étoiles. Les Lieux Saints, qui furent des monastères, se transformèrent en sérails. Hélas! le monde entier assista à la profanation des effigies sacrées qui tombaient comme des soldats sur un champ de bataille. Les moines erraient, courbés sous le poids des reliques sauvées du naufrage. Les savants recueillirent les ultimes reflets de l'âme grecque pour la répandre en pluie d'idées sur l'Occident. Les sanctuaires furent violés, les autels brisés, les pierres sacrées du sacrifice dispersées. Les bêtes fauves se promenèrent dans les temples et les maîtres du sol furent persécutés et poursuivis dans les déserts. Mais il y a un empereur chrétien en Allemagne. Il y a même un calife musulman à Constantinople.

⁂ Le voyage de Guillaume II à Jérusalem est empreint à la fois de prose et de poésie. Rien n'est prosaïque comme d'avoir à demander des subsides et à rendre compte de ses dépenses, quoique cela soit nécessaire et juste quand on vit, comme les rois, des deniers du peuple; mais, par contre, quelle somme de poésie et d'idéalisme ne renferment pas tous ces projets de pèlerinage dévot en Palestine! Il semble que, par le caractère religieux d'un tel acte, par la foi vive qui l'anime, par le but sacré dont il est l'objet, le jeune César devait partir pour la Terre-Sainte comme vont les hirondelles d'un point à un autre en se fiant à l'immensité des cieux. Ainsi, du moins, firent les premiers croisés. Ils se mirent en route sans bagages, sans moyens d'existence, en demandant à ceux qu'ils rencontraient où se trouvait Jérusalem, en s'informant approximativement du temps et de la distance nécessaires avant de pouvoir atteindre le terme de leur voyage, comme les dévots d'ici-bas demandent à Dieu la félicité éternelle. Mais si les rois, et en particulier Guillaume II, conservent quelque chose des antiques coutumes, ils se heurtent pour le surplus aux partisans de l'enfer révolutionnaire

moderne, aux Parlements qui seuls tiennent les cordons de la bourse collective et la clef du trésor impérial dans leurs mains plébéiennes. Aussi, les députés du Reichstag allemand et ceux du Landtag prussien s'apprêtent-ils à demander des comptes à l'impérial voyageur, qu'ils accusent, non pas de dépenser trop, mais d'être trop prodigue dans ses générosités.

⁂ Ces disputes mettent en relief le caractère particulier de la Constitution germanique, quelque peu incompréhensible pour notre séculaire uniformité latine. En quelle qualité Guillaume II est-il allé à Jérusalem ? Est-ce comme empereur d'Allemagne ou comme roi de Prusse ? S'il y est allé en tant qu'empereur, c'est le Parlement allemand qui doit en être juge; si, au contraire, il y est allé en tant que roi, c'est la Chambre prussienne. Et cette rivalité d'incompétences législatives entre le Reichstag et le Landtag diminue d'autant le caractère autoritaire de Guillaume II aux yeux du peuple. Pour les Prussiens, Guillaume s'est rendu en Palestine comme empereur, et pour les Allemands, il s'y est rendu comme roi. A mon avis, les Allemands ont raison. Au moment de son départ de Berlin, Guillaume a invoqué la nécessité de présider à Jérusalem la consécration d'une œuvre prussienne, réalisée par la Prusse, dont la première pierre a été posée par l'empereur défunt Guillaume I[er], qui appartient au royaume des Brandebourg et non à l'empire allemand. Mais, dans la circonstance, les Prussiens objectent que l'événement se présentant hors du territoire, en face de l'Asie et de l'Europe, en même temps, que l'empereur ayant parlementé à ce sujet avec de puissants monarques plus ou moins alliés et amis, tels que le roi d'Italie et le sultan de Constantinople, Guillaume revêt aux yeux de tous le caractère général de César allemand et que par conséquent, ce n'est pas à la Prusse seule, mais à l'Allemagne entière à régler les frais du voyage impérial.

⁂ Mais ces questions économiques sont de peu d'importance comparées aux événements politiques. Il n'est pas indispensable d'être grand clerc pour deviner que les grandes agitations qui ébranlent, dans l'Europe orientale, l'empire turc et ses dépendances, sont, avec les conflits crétois, le commencement d'une épouvantable liquidation. Guillaume II devait bien savoir qu'il ne pouvait s'en aller explorer les Lieux Saints comme, par exemple, Byron s'en alla explorer la Grèce et Gœthe l'Italie, parce que le poids des institutions qu'il personnifie est si grand que ce bon jeune homme ne peut faire un pas sans déconcerter le concert européen, sans ébranler le sol sur lequel il marche. Un obstacle survenu en son cours de route devait persuader l'empereur de croire à cette vérité que j'indique. Son âme poétique le poussait comme malgré lui à un voyage en Egypte, cette terre qui est comme un anneau nuptial entre l'Europe et l'Asie, ce fleuron parfumé et brillant de l'Afrique, ce berceau de tant de sphinx mystérieux qui servirent de types à nos statues grecques, ce musée d'hiéroglyphes qui renferment les premiers secrets de l'univers et les premières révélations du ciel, ce pays aux gigantesques

pyramides d'une durée plus séculaire que les montagnes et d'une majesté plus sublime que les déserts, cette forêt de porphyre dans les énormes colonnes de laquelle nous avons taillé d'harmonieux entre-colonnements, cette table scientifique et philosophique de la pensée et de l'espace, ce panthéon des morts où pour la première fois fut proclamé, devant les momies embaumées et froides, le dogme divin de l'immortalité humaine.

⁂ Seulement, Guillaume ne pouvait se rendre en Egypte comme s'y rendrait un mortel ordinaire. Qui lui ferait les honneurs de cette terre? Qui lui donnerait l'hospitalité dans ces parages? Si c'était le Khédive, quelle humiliation pour l'Angleterre, qui est la souveraine effective et réelle de l'Egypte! Si Guillaume II recevait l'hospitalité de l'Angleterre, c'était un coup mortel porté à la puissance du Sultan! S'il recevait l'hospitalité de la Turquie, c'était fâcheux pour l'Angleterre avec laquelle il se trouve présentement en bonnes relations à cause de l'inique répartition du Mozambique et de Delagoa, possessions avant tout portugaises, entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Pour cela, l'Empereur a renoncé à son voyage en Egypte. En y renonçant, il a précisément donné à comprendre aux hommes d'Etat de l'Europe qu'un empereur allemand ne pouvait voyager comme un simple particulier. Pour comble de malheur, on a découvert au Caire une conspiration anarchiste qui ajoute encore à la terreur que le monde éprouve depuis la fin tragique de l'Impératrice Elisabeth. Et ces anarchistes du Caire, de même que les derniers féroces héros de la doctrine incroyable de la propagande par le fait, appartiennent tous à l'Italie et augmentent d'autant les premiers soupçons nés contre cette puissance dans les esprits vulgaires qui attribuent à la perversion native italienne des crimes tout à fait fortuits. En tout cas, on avait disposé des cordons de troupes le long des voies de chemins de fer par où devait passer l'empereur. Et, à Venise, personne n'a pu le voir avant qu'il ne se montrât à l'une des fenêtres ou à l'un des balcons du palais Sansorino, pour recevoir les hommages du peuple. Quelle singulière façon de voyager!

⁂ Mais cela n'est encore rien si on le compare aux difficultés qui peuvent naître de son passage à Constantinople. Déjà, dans la question orientale, les relations entre Guillaume II et Humbert Ier se sont refroidies, car, tandis que l'Italie unissait ses réclamations à celles des autres puissances contre les Crétois et joignait ses flottes à celles de l'Angleterre, de la France et de la Russie pour chasser de la Crète les garnisons ottomanes, l'Allemagne s'isolait, heurtant du front les complications qui pourraient surgir de son attitude et inclinant manifestement vers la politique du Sultan. Et que fera Guillaume quand il se trouvera face à face avec le Sultan? S'il condamne l'ultimatum présenté par les puissances, il suscitera contre sa personne toutes les forces européennes; s'il l'approuve, il ne peut séjourner une heure au Palais d'Yldiz Kiosk. Il faut avouer que l'empereur d'Allemagne a choisi un mauvais moment pour voyager, alors que la conclusion de la paix rencontre des

obstacles entre l'Amérique et l'Espagne, qu'il s'agit de savoir si l'Angleterre et la Russie auront un conflit en Chine, qu'un litige international éclate sur les bords du Nil Bleu, que surgit le problème de l'union de toutes les races saxonnes contre les autres races, qu'on ignore encore à qui seront échues les Philippines, dans le colloque diplomatique des deux commissions hispano-américaines dont les divergences de vues peuvent être le signal d'une conflagration universelle, que dans l'ombre et le silence s'est esquissée une intelligence franco-allemande dont le pauvre Portugal a payé les frais, que s'aggrave l'état intérieur de la France, qu'il n'y a, enfin, nulle pierre au monde qui soit dressée sur sa base, ni base qui soit solide sur ses assises.

⁂ Et, comme en ce genre de voyage, les problèmes économiques s'aggravent des problèmes politiques, à leur tour les problèmes politiques s'aggravent des problèmes religieux. Par le pèlerinage impérial en Palestine, les relations du Vatican et de l'Empire traversent une crise aiguë. Guillaume de Hohenzollern se prévalant de son titre de roi des Romains, comme les anciens Othon et les Barberousse, prétend imposer sa tutelle sur les chrétiens de la Palestine, principalement sur les chrétiens allemands, sans en exclure les catholiques : déjà il compte dans son empire des millions de sujets appartenant à l'Eglise romaine. Mais c'est une tradition séculaire que le protectorat des Saints Lieux et des catholiques qui y résident appartiennent à la France, à cet Etat très chrétien qui ne s'est jamais séparé du souverain Pontife ni de la communion de Rome, même pendant ses heures les plus terribles, comme celles qui marquèrent sa fièvre révolutionnaire de la fin du siècle dernier. Et il faudrait fermer les yeux sur toute l'Histoire pour ne pas comprendre les raisons données par Léon XIII pour affirmer la reconnaissance de la suprématie française en Palestine. Les Français furent les premiers soldats du Pape. La France porta le catholicisme de Clovis jusqu'à Tolède, notre vieille cité arienne; elle confirma à l'Eglise romaine la donation de Pépin, laquelle fut la base de la paix entre Charlemagne et le Pape et aussi la base fondamentale de la paix du moyen-âge; elle commença les Croisades sous la prédication de Saint-Bernard; elle éduqua dans son monastère de Cluny le grand fondateur de l'unité pontificale dans le monde, Grégoire VII; enfin, elle mérita, pour tout cela, le titre de fille aînée de l'Eglise.

⁂ Le césarisme allemand est tout le contraire de la politique romaine. Même aux temps de la plus vive foi, sa tutelle pesa toujours d'un poids très lourd sur le front du pontificat, qui ne cessa de la repousser et de la combattre. Comment pourrait-il en être autrement, d'ailleurs? Toutes les fois que les empereurs allemands étaient victorieux, ils entraient au Vatican sans descendre de leurs montures et déposaient les Papes à leur gré. Mais quand les Papes prédominaient, ils imposaient aux césars allemands l'humiliation à la porte de leurs châteaux, tel Henri IV allant à Canossa implorer Grégoire VII, ou ils les chassaient honteusement d'Italie, tel Frédéric Barberousse fuyant

devant Alexandre III et la ligue lombarde. La haine entre le Saint-Siège et l'Empire allemand fut de tout temps si vraie que l'empereur Charles-Quint lui-même, Espagnol autant qu'Allemand, la personnifia dans le sac de Rome qu'il autorisa et dont les traces rappelaient les invasions avec Genséric et Attila. C'est en vain que les Césars allemands continuèrent les Croisades que la France avait commencées ; le Pape n'en excommunia pas moins Frédéric II, bien que celui-ci eût reconquis au nom du catholicisme Jérusalem et le Saint-Sépulcre. La papauté a de bonnes raisons pour ne pas accorder sa confiance aux chefs apostats de l'Ordre teutonique, qui quittèrent l'Eglise de Rome pour embrasser celle de Luther. Les Brandebourg ont persécuté en Allemagne la foi catholique; ils ont lutté contre l'Eglise de Rome depuis la bataille de Mühlberg jusqu'à la paix de Westphalie et ont placé les croyances hérétiques et schismatiques au-dessus des croyances orthodoxes.

⁂ Mais l'empereur ne veut pas l'entendre ainsi. On fêtait, il y a quelques jours, l'arrivée au Vatican d'un pèlerinage français comprenant quelques prélats distingués. Les pèlerins emplissaient les immenses espaces de la basilique de Saint-Pierre. Malgré son grand âge, puisqu'il est nonagénaire, et malgré sa faiblesse corporelle, le Pape descendit, dans sa chaise à porteurs, entouré de sa brillante cour pontificale, pour se prosterner devant le tombeau de Saint-Pierre. Puis, ne pouvant, à cause de sa débile santé et de sa voix éteinte, haranguer les fidèles, il donna la parole à un cardinal français pour qu'il expliquât sur quelles bases s'étayaient les prédilections de Léon XIII pour la France. Nul peuple au monde, dit l'orateur, n'avait rendu à l'Eglise les services que la France lui a rendus. La célèbre lame de Clovis, le marteau de fer de Charles Martel, les largesses et les donations de Pépin, l'ombre de Charlemagne, le souvenir de Grégoire VII, l'unité liturgique octroyée par la France à des peuples jaloux de leur indépendance ecclésiastique sont des souvenirs qui devaient, du haut de la coupole, inspirer la voix du prélat pendant qu'il proclamait, en présence et avec l'assentiment de Léon XIII, la suprématie de la France en Palestine. Il est chose naturelle que les catholiques soient protégés en Orient par une nation elle-même catholique, qui les croie ses enfants en matière de foi, et non par une nation protestante, qui les prenne pour les descendants de l'Antechrist.

⁂ Mais l'empereur Guillaume ne comprend pas de telles raisons. Sa colère, qui s'enflamme quand on le contredit, a atteint son paroxysme dans ces graves affaires religieuses. Respectant l'âge du Pape et ménageant sa santé chancelante, il a déchaîné tous les journaux allemands qu'il inspire contre le cardinal Rampolla. Pour Guillaume II, le Pape ne s'occupe de rien; le premier ministre profite du précaire état de santé d'un auguste maître pour suivre sans frein ses propres inspirations, pour donner cours à sa germanophobie et protéger la France au moment même où celle-ci, dévorée par la fièvre radicale, semble s'éloigner de plus en plus du catholicisme. Guillaume II ne se borne pas à examiner, à critiquer l'événement, il monte sur ses grands chevaux et fulmine

contre le premier ministre du Vatican en lui disant qu'il ne deviendra pas pape s'il persiste dans cette voie égarée. Les temps ne sont pas encore si éloignés où la Russie partait en guerre contre la Grande-Bretagne et contre l'Empire français pour la protection des Lieux Saints. Et là où la Russie a échoué, Guillaume II ne peut songer à réussir. Il n'en persiste pas moins dans son projet. Son ambassadeur au Vatican ne lui ayant servi à rien, il l'a révoqué pour nommer à sa place un ambassadeur capable de montrer les dents à Léon XIII et à son ministre exalté. Si donc, en allant à Jérusalem, le jeune empereur s'est proposé un voyage de récréation spirituelle, de mystiques jouissances, un pèlerinage comme ceux qu'a chantés l'immortel Wagner dans son sublime *Tannhauser*, il rencontrera sur son chemin de nombreux obstacles qui témoigneront tout simplement de la fragilité des puissants de ce monde.

⁂ Le premier en date des gros événements internationaux est aujourd'hui la question chinoise, dont le développement va suscitant des appréhensions à la diplomatie. En voyant la Chine fermée sur sa frontière du nord par sa fameuse muraille, et sur ses autres frontières par des lois prohibitives d'une extrême rigueur, le monde civilisé a dû enfoncer à coups de canon ses portes jusque-là inviolées et inviolables comme celles d'un sanctuaire sacro-saint. Les empires de cette sorte, immobiles par tradition, finissent par se pétrifier, puis par se décomposer, soit au contact de l'air destiné à prolonger leur existence, soit sous le coup subit d'un coup de foudre. Les vassaux de ces Fils du Ciel, aussi invisibles aux yeux de leurs sujets que Dieu aux yeux des chrétiens, s'étaient tranquillement enfermés dans leurs vieilles coutumes, lorsqu'un jour, événement inattendu, l'invasion concertée de l'Angleterre et de la France interrompit tout à coup cette sérénité et saccagea les Palais d'été et les palais d'hiver de l'empereur, en disant à la civilisation de l'Occident que la Chine inviolable avait été enfin violée. A partir de cette époque, la Chine dut subir des relations internationales incompatibles avec son caractère et se résigner à des amputations de territoires sonnant de façon étrange dans sa vaste histoire. Bientôt surgissait d'une part un comptoir commercial anglais exerçant autour de lui cette attraction naturelle de tout foyer de chaleur et de lumière qui appelle à soi les rayonnements des corps ambiants, tandis que d'autre part les Russes s'avançaient en Mongolie, ce toit de l'univers, et rasaient la grande muraille élevée par les Tartares. En outre, par le voisinage de ses domaines, la Grande-Bretagne pénétrait peu à peu jusqu'au cœur de la Chine, trop grande pour surveiller ses extrémités, alors que la France, malgré les protestations des Pavillons-Noirs, s'épandait dans la vallée du fleuve Jaune, contestant aux Chinois leurs plus anciens privilèges. Parallèlement à ces violations de frontières, des guerres civiles éclataient à l'intérieur. D'une cruauté inouïe, ces conflits étaient plus nuisibles à l'empire que des tremblements de terre et des cyclones, parce qu'ils obligeaient l'empereur, qui vivait solitaire comme un dieu, à tenir compte des exigences des étrangers, à les appeler, à leur confier sa défense personnelle, à se voir imposer des chefs, généraux ou mandarins,

qui étaient de vrais aventuriers, comme ce célèbre Gordon, le martyr de Karthoum aujourd'hui vengé, devant lequel cet empire muet dut rompre son silence et ce monarque-dieu révéler ses mystères.

⁂ Les Chinois ont éprouvé bien des malheurs en ces derniers temps; mais il n'en est pas de plus grand pour eux que la fondation d'un régime relativement libéral et moderne au Japon.

L'établissement de la République dans les archipels grecs fut, en leur temps, moins terrible pour les monarchies asiatiques que ne l'est aujourd'hui, pour la Chine, l'établissement d'un gouvernement constitutionnel au Japon, qui a entrepris de se guérir comme d'une lèpre de ses croyances archéologiques, de secouer l'inertie dans laquelle les peuples se momifient quand ils se soumettent à une immobilité éternelle, de traduire les livres choisis des littératures de l'Europe moderne, d'étudier les sciences physiques et naturelles, d'éteindre le feu sacré sur l'autel de ses idoles, d'envoyer ses enfants les plus aptes aux pensées élevées dans les grands centres intellectuels de l'Europe, de substituer les machines aux vieilles industries rudimentaires, de construire des chemins de fer et des lignes télégraphiques, de proclamer la liberté de la presse et de la tribune, de respirer en un mot un oxygène démocratique qui est peut-être excessif pour sa constitution physique, mais qui ne le conduit pas à la mort subite, ce qui est l'essentiel, bien qu'il augmente de globules rouges le sang de ses veines et accélère les battements de son cœur.

⁂ Tous les peuples qui se reconnaissent et se sentent libres font rayonner au dehors leur liberté intérieure. C'est ce qui arriva à la Convention, à l'âge créateur de la grande Révolution française. C'est ce qui arrive au Japon. La Chine prête un côté trop vulnérable aux manœuvres progressistes pour que les Japonais cessent de s'agiter contre elle.

Un peuple libre empoisonne de sa liberté le peuple esclave qui l'avoisine. Qui, étant libre, désire l'esclavage? Et qui, étant esclave, ne désire la liberté? Les Orientaux ont la réputation d'être très habiles en matière diplomatique. Le Japon se garda bien de heurter de front le Céleste Empire. Mais, à côté de lui, il remarquait un Etat qui était une annexe de la Chine. Cet Etat était immobile comme l'Empire chinois et incapable de progrès comme lui. C'était la Corée. Le Japon porta la révolution en Corée. La Chine voulut empêcher le mouvement et la vie de pénétrer dans le sein de l'inertie et de la mort. Les Japonais déclarèrent la guerre aux Chinois et les vainquirent. Cette déroute honteuse eut le résultat de toutes les déroutes honteuses : elle inspira à la Chine le dégoût profond de soi-même. Les partis politiques, à Pékin, se rejetèrent les uns aux autres la responsabilité de la défaite, sans tenir compte que, lorsqu'une nation entière s'engage dans une guerre, le désastre atteint tous ses habitants et leur impose une responsabilité solidaire et collective. Et, depuis cette déroute, la Chine n'a pas eu un moment de paix. A peine se remettait-elle de la guerre, qu'elle tombait dans une révolution de palais et subissait l'autorité d'une femme vieille et méchante, une véritable sorcière.

Il est indispensable d'étudier la condition de la femme, en Chine, pour comprendre l'étrangeté du phénomène que représente la victoire d'une impératrice à la fois réactionnaire et despotique.

⁂ Assurément les théories métaphysiques et religieuses influent beaucoup sur l'existence morale de la Chine. Un peuple qui entend toujours vanter les voluptés du néaut doit forcément désirer de retourner au néant. Le peuple chinois a des tendances fatales au suicide. Les négociants adonnés à l'horrible commerce de la chair humaine font entrer dans leurs égoïstes calculs les probabilités ou les certitudes d'irrémédiables suicides. Il n'est pas rare de rencontrer un propriétaire d'esclaves qui, en se levant le matin, aperçoit pendus aux branches de ses arbres, pendant la nuit, quelques membres de son bétail humain. Les morts, en Chine, sont l'objet d'un culte religieux. Les familles les plus pauvres gardent les noms de leurs ancêtres sur des tablettes, ainsi que les faits accomplis par eux de leur vivant. Grâce à cette coutume, ils connaissent toute la généalogie et toute l'histoire de leurs pères. Les Chinois portent le deuil des années et des années. Et c'est faire œuvre pie que de conserver dix-sept mois chez soi un cadavre qu'on entoure de soins comme si, au lieu d'être mort, il n'était que malade. En entrant dans une maison, le premier meuble qu'on heurte, c'est un cercueil. On le prépare de longue date pour recevoir le chef de la famille. On voit des fils se faire esclaves pour pouvoir acheter un cercueil à leur père. Il existe encore beaucoup d'autres coutumes telles que celle qui permet à une mère de tuer ses enfants. Les parents se défont avec facilité de leurs rejetons, lorsqu'ils prévoient qu'en les laissant vivre, ils ne pourront parvenir à les nourrir.

D'aucuns les exposent à la merci du hasard ; mais beaucoup les tuent. Parfois on étouffe le nouveau-né dans l'eau d'un réservoir. Un père qui, ne pouvant doter ses filles, les voit malheureuses dans l'avenir, sans espoir de réaliser un bon mariage, les tue, persuadé qu'en les tuant, il les soustrait au déshonneur d'une misère absolue. Aussi tous les voyageurs ont-ils noté qu'en Chine, le nombre des hommes est de beaucoup supérieur à celui des femmes. Une partie de celles-ci meurent en naissant, par ordre de leurs parents qui, dans leurs superstitions, sont convaincus qu'ils ont le droit de leur infliger la mort puisqu'ils leur ont donné la vie. Les autres sont destinées à la vente. Dans presque toute la Chine, le service est fait par les femmes. Et les femmes qui servent ainsi sont réduites au rôle d'esclaves.

⁂ La famille chinoise fut instituée en l'an 3461 avant Jésus-Christ, par Fou-hi, dont les lois réglèrent le mariage pour combattre à la fois la polygamie et la polyandrie, c'est-à-dire la terrible promiscuité usitée aux âges préhistoriques. On dit également que l'institution du matriarcat existait en Chine, de temps immémorial. Le nom même donne la nature de l'institution qui attribuait à la femme la qualité de chef de famille. Les antiques histoires de la Chine racontent que les enfants connaissaient leurs mères, mais qu'ils ignoraient complètement qui étaient leurs

pères. Cette révélation indique clairement la différence entre les temps où l'homme avait l'autorité dans la famille et ceux où il n'était considéré que comme un animal propre à la reproduction de l'espèce. Mais en instituant la famille, l'empire ne l'instituait que sur des bases impériales, et comme sur de telles bases il ne pouvait y avoir d'égalité, la femme était assujettie à l'homme comme l'homme l'était à l'empereur. Les proverbes chinois déclarent que, de même que la femelle de l'oiseau a l'habitude de voler avec son mâle, de même celle de l'homme doit vivre avec le sien, en esclave. Il ne reste au sexe faible aucun recours contre cette dure loi ni dans les institutions, ni dans les magistratures. L'époux peut traiter l'épouse à son gré. Et s'il la maltraite, elle doit s'adresser au Ciel, invoquer les esprits, se réfugier dans les sanctuaires, faire des offrandes, offrir des ex-voto, recourir aux sacrifices, s'en rapporter entièrement à la déesse miséricordieuse, puisque les lois n'ont pas de formules en sa faveur, ni la société d'entrailles pour elle, depuis l'heure où elle se voit livrée, de par le mariage, à l'arbitraire du mari. Les symboles chinois représentent la femme par une tuile et par une brique, parce que tout le monde foule aux pieds la brique et que la tuile se trouve exposée sur les toits à toutes les intempéries. Si l'homme pense, la femme doit être une affirmation de sa pensée; s'il croit, elle doit partager sa foi; s'il parle, elle doit être un écho de sa parole; s'il marche, elle doit être l'ombre de son corps; s'il prie, elle doit répéter ses prières; s'il meurt, elle doit mourir. Mais, si elle ne dispose pas des foyers dans lesquels, après la mort de leurs maris, doivent se jeter les veuves indiennes, elle a à sa disposition d'autres moyens de suivre par delà le sépulcre, dans le sein de l'éternité, son mari qui fut, selon les coutumes chinoises, l'empereur et le dieu du foyer.

⁂ Nous savons tous que ces mœurs sont un obstacle aux femmes qui voudraient sortir de chez elles et entrer en communication avec le monde extérieur. Il y a un proverbe chinois qui dit : « Femme honorée, jambe brisée à la maison. » Aussi, les Chinois, pour se conformer d'autant mieux à cette croyance superstitieuse que la femme ne peut se garder elle-même, qu'on doit la surveiller avec vigilance, qu'il faut opposer des obstacles matériels à sa liberté, lui mutilent-ils les pieds jusqu'à la réduire à une triste immobilité qui ne l'empêche cependant pas de vaquer à son ménage. On a baptisé « lis d'or » les extrémités inférieures ainsi mutilées. Les peuples modernes qui se laissent tyranniser par les modes ne peuvent s'étonner de cette tyrannie de la mode chez les peuples orientaux. A l'âge de seize ans, les jeunes filles voient le développement de leurs pieds tout à coup suspendu par des ligatures qui pressent le pied d'une manière si extraordinaire, qu'elles le façonnent en arc, l'estropiant et le réduisant à une totale atrophie, de sorte que ces malheureuses ne peuvent bientôt plus ni marcher vite, ni se tenir debout, ni porter un poids, ni réaliser aucun travail, étant obligées de se servir de leurs bras comme d'un balancier pour ne pas choir. Elles secouent leurs corps par de brusques mouvements contraires qui leur donnent un air d'oiseau blessé dont les ailes traînent à terre et de voile plus ou moins agitée par les vents. Quoi qu'en disent les apologistes, le

peuple chinois heurte les littératures européennes par sa haine contre la théologie et la métaphysique. La vérité est que la femme a une part si active aux occupations du ménage qu'on n'entreprend aucun travail manuel sans son concours, qu'on ne célèbre aucune solennité religieuse sans sa participation; et son infériorité vis-à-vis de l'homme, en Chine, est telle qu'elle meurt en tutelle après avoir vécu de même. Elle ne s'asseoit jamais à table aux jours de grandes fêtes; elle ne se montre jamais ni à l'hôte, ni à l'étranger. Ainsi qu'un instrument de travail dans un magasin ou un oiseau dans sa cage, elle se tient enfermée dans la partie de la maison qui lui est assignée et qui ressemble plutôt à une prison qu'à un sanctuaire.

⁂ Si je me suis arrêté à résumer la condition de la femme en Chine, c'est pour mieux apprécier le mérite de l'une d'elles, terrible amazone qui a rompu en visière avec des traditions aussi enracinées dans cet empire que le sont les lois de gravitation dans l'univers et s'est moquée de tous les liens dont la religion et les mœurs se sont servis pour enchaîner la liberté de son sexe. Mais, en cette circonstance, se montrant plus puissante que Sémiramis, plus prodigue que la reine de Saba au temps de Salomon, aussi grande que l'incomparable Atossa des Perses, qu'Eschyle a évoquée sur le théâtre grec, elle est sortie du gynécée où elle se trouvait recluse comme une religieuse dans sa cellule, et s'est emparée du sceptre des tyrans, de l'épée des conquérants, de la plume des maîtres, du gouvernail de l'État lancé à la dérive; puis, après avoir déposé les ministres et les avoir condamnés à l'exil, peine aussi terrible pour eux que la peine capitale, elle a fait jeter l'empereur dans un cachot, malgré qu'il fût le sang de son sang, le reflet de son âme, étant le petit-fils de sa mère. Cette révolution accomplie, elle noua des relations internationales à sa guise, suspendit les réformes récemment promulguées, et agit avec la même autorité qu'un général vainqueur sur son camp soumis. Comment cette impératrice put-elle arriver à un tel résultat et dominer une telle crise? Parce qu'elle représentait le sentiment populaire dans toute son extension et dans toute sa profondeur, sentiment d'horreur pour toutes les innovations et pour tous les progrès, sentiment qui bat dans tous les cœurs chinois, à côté de la haine qu'inspire l'étranger quand il règne et domine avec son orgueilleuse autorité dans cette malheureuse cour de Pékin.

⁂ Ainsi, il n'y eut rien d'ingénu, rien d'indigène, rien de véritablement national dans cette révolution. L'empereur détrôné passa pour un révolutionnaire impénitent, proposant des réformes audacieuses, afin de faire plaisir à l'Angleterre, tandis que l'impératrice actuelle passe pour une conspiratrice habile, douée d'un talent politique égal à celui de Catherine II, en refrénant les innovations, afin de faire plaisir à la Russie. Il y a longtemps que les Anglais et les Russes se disputent la Chine, sous prétexte de la défendre. Cette lutte, qui n'aboutit pas encore à un choc, à cause du caractère continental de la Russie et de la nature maritime de l'Angleterre, se traduit en contes-

tations morales sur tous les territoires de l'Asie. La Russie n'avance plus d'un pas dans le Pamir; elle ne pose pas un jalon de plus ni dans le Turkestan. ni dans la Mongolie; elle ne prend pas la Mandchourie; elle reste à Port-Arthur, pour contrecarrer les projets de l'Angleterre qui tantôt protège le Japon et la Corée contre la Chine, tantôt cherche à soumettre les premiers à la seconde, dans le seul but de gagner l'amitié de tous les belligérants, pour devenir la maîtresse de leurs marchés et s'enrichir de leurs dépouilles. Mais l'Angleterre, en voyant la Russie s'emparer de Port-Arthur et entretenir une flotte dans les mers de Chine, a mis la main sur l'île enviable de Wen-Hay-Wen, que le Japon a dû lui abandonner pour la flatter, après l'avoir reçue de la Chine, en payement d'une part des frais de guerre.

*** La tranquillité extérieure qui régnait, malgré l'inquiétude intérieure, sur l'immense et immobile surface de l'empire chinois s'étayait sur ces sentiments-là, dont les racines sont profondes dans le peuple où ne pénétrera que fort tard, si jamais elle y pénètre, la lumière splendide des nouvelles idées. Pour expliquer la victoire du Japon sur la Chine, les savants, les mandarins, disaient aux ignorants que les Japonais avaient pris possession de certaines îles chinoises, telles que les Pescadores, pour châtier les arborigènes de s'être révoltés contre le Fils sublime du Soleil, qui gouverne la Chine. Cette croyance béate dura trois ans, jusqu'au jour où un nouvel événement vint bouleverser encore les âmes et les esprits. L'événement dont il s'agit fut la prise de Kiao-Tchéou par l'Allemagne. Cette puissance est essentiellement continentale. Elle n'a ni marine, ni côtes, ni colonies, rien qui puisse justifier une extension de ses possessions, soit en Asie, soit en Afrique. Elle lutte ainsi contre ses traditions historiques et son propre tempérament, en cherchant à acquérir des domaines dans des contrées éloignées vers lesquelles ni sa vocation, ni ses aptitudes ne l'appellent. Mais dès que la fortune sourit à une puissance, celle-ci se croit tout permis. Poussée par une folle ambition qui lui vaudra de nombreux échecs et d'amères désillusions, l'Allemagne a mis la main sur une partie des côtes chinoises, et s'y est installée pour obéir à un caprice de la volonté impériale. A ce coup fortuit, le mouvement réformateur reprit sa marche de fantôme en Chine, et les réformateurs de la jeune école visèrent un nouvel idéal avec l'assentiment de l'empereur que menaçaient une mort prochaine, une infaillible chute, s'il ne renouvelait, au préalable, à l'exemple des Japonais, l'esprit et la vie de son peuple.

*** Toutes ces réformes, qui avaient été commencées à l'instigation de l'Angleterre, indignèrent l'impératrice qui pleurait son veuvage dans une retraite sous la haute protection russe. Une pareille indignation ne peut se justifier qu'en se plaçant au point de vue des vieilles coutumes et des vieilles traditions chinoises. L'empereur venait de promulguer une série de décrets destinés à modifier les anciennes idées d'après les infâmes idées de l'Occident. En instituant des écoles et des collèges modernes, l'empereur ne se contentait pas de louer son œuvre,

il critiquait en même temps l'œuvre de ses ancêtres en affirmant, au grand scandale du monde chinois, que les méthodes de gouvernement appliquées par les dynasties de Song et de Ming n'avaient pas la moindre utilité pratique. L'heure où un tel blasphème résonna dans le palais fut une heure tragique. Les Chinois de l'antique école, les traditionnalistes, déchirèrent leurs vêtements et supplièrent le ciel de les préserver de telles hérésies. L'horrible sorcière, vénale et traîtresse, qui restait confinée dans son appartement impérial, rugit comme une bête fauve et jura sur les mânes de ses pères de détrôner le jeune inexpérimenté qui venait de profaner, avec des malédictions téméraires, les tombes de ses aïeux en inquiétant le sommeil de leur repos éternel. Ce que l'impératrice qualifiait de religion sacrée des Chinois, l'empereur l'appelait le cancer qui rongeait l'empire. L'incroyable audace du jeune souverain était telle qu'il avait substitué à ses « chapines » nos chaussures vernies, au chapeau à houppes qui lui servait de couronne, un chapeau à la dernière mode anglaise, à sa robe jaune brodée d'une flore multicolore avec des dragons, des serpents et des aigles en fil d'or, une simple et prosaïque redingote. Cette dernière innovation fut son arrêt de mort. Tous les esprits de la vieille Chine se conjurèrent contre lui et il tomba du trône, en sauvant sa vie, l'unique trésor qu'on lui laissât, grâce à l'intervention miséricordieuse de l'impératrice veuve.

*** Il est nécessaire de se pénétrer de la constitution chinoise pour comprendre les désastres qu'auraient causés en Chine de si téméraires et grosses réformes. La Chine est une sorte de théocratie scientifique d'où sont exclus Dieu et la théologie, mais cette théocratie est dominée par l'oligarchie sacerdotale des mandarins qui professent et exploitent une idée quelconque. Ces héritiers de tant de siècles, ces dépositaires de tant de croyances, ces condensateurs de l'esprit de tant de générations éteintes et destinées par cela même à préparer l'esprit des générations suivantes vivent dans une immobilité imperturbable, se contentant de répéter, par des moyens purement mécaniques, par habitude purement animale, les formules verbales d'idées presque oubliées. Tout à coup, on vient leur dire que tout cela changera, que leur sacerdoce pétrifie l'État, que leur science manque de vérité, que leurs formules empoisonnent la jeunesse, que leur savoir purement matériel et fait de formules a tué l'État, qui a sombré sous le poids d'un pouvoir inférieur et insignifiant, lequel, malgré son infériorité et son insignifiance, l'a vaincu avec ses idées nouvelles et son nouvel esprit. Les grands changements ne se produisent pas sans révolutions et les révolutions ne se développent pas sans que la réaction tente de leur barrer la route, quoique pour peu de temps, car elle est incapable d'empêcher le triomphe du progrès. Ainsi devaient également se passer les événements en Chine. L'histoire de l'humanité, je l'ai dit mille fois, est un perpétuel conflit, un combat à mort, une guerre sans merci entre les principaux progrès et les intérêts réactionnaires. Les victoires partielles et passagères appartiennent presque toutes aux vieux intérêts; les

victoires définitives et totales seules appartiennent aux idées progressives et lumineuses.

*** Les événements qui se passent en France ont un privilège que n'ont pas les autres événements européens, celui d'intéresser également tous les peuples cultivés. Je ne pense pas qu'il y ait un problème qui soit aussi facile à résoudre que le problème relatif à la culpabilité ou à l'innocence de Dreyfus. Mais l'opinion française s'étant embrouillée dans cette affaire, elle a embrouillé du même coup l'opinion de toutes les nations civilisées. Des journaux français contestent aux étrangers le droit de critique et d'examen sur ce sujet tragique, comme s'il leur appartenait d'imposer silence à la conscience humaine. Je me réjouirais qu'ils pussent se rendre compte de l'état d'esprit de leurs voisins; ils verraient les étrangers se disputer comme eux, s'enflammer comme eux, tonner comme eux, vociférer comme eux, sur la question de savoir si Dreyfus mérite ou non l'île du Diable, si sa condamnation est fondée ou non. Dans une certaine ville européenne, deux camarades d'un cercle mondain se jettent quotidiennement à la tête les pires injures parce que l'un est partisan de la revision et que l'autre est d'un avis opposé. Il y a, en Espagne, des maisons dans lesquelles il est interdit de mettre la conversation sur ce sujet parce que les habitués, négligeant leurs propres affaires, se chicanaient avec animosité sur cette question qui ne les regarde pas. De vieux amis se sont brouillés à jamais sur la question de savoir si Zola a eu tort ou raison d'entreprendre la campagne qu'il a entreprise en faveur du captif. Quant à moi, ce problème ne m'a jamais beaucoup intéressé, d'abord parce qu'il m'apparaît comme une affaire exclusivement personnelle à la France, ensuite parce que je n'ai jamais pu démêler le vrai du faux dans cette question qu'enveloppent de si nombreuses et si épaisses ténèbres.

*** C'est le labyrinthe inextricable de Minos que cette affaire. Il n'y a pas d'écheveau plus embrouillé et qui trouble plus de têtes. Les fables succèdent aux fables et les contes aux contes. Il en est qui prétendent que la trahison de Dreyfus est écrite dans les notes secrètes de l'ambassade de France à Berlin. Elle résulterait d'investigations infaillibles et de notices incontestables. Il en est d'autres qui affirment que les documents secrets révélant les préparatifs militaires de la France contre l'Allemagne étaient renfermés dans un sac de l'ambassade d'Allemagne à Paris, que la police française pénétra dans l'ambassade, déroba le sac, photographia les pièces importantes et les remit à leur place ensuite. Il en est, enfin, qui disent qu'il n'existe aucune preuve de la culpabilité de Dreyfus, qui fut condamné grâce au machiavélisme de faussaires sans conscience. Mais personne ne peut rien savoir au juste, parce que tout tient à un secret d'État. Le plus habile homme ne parviendra pas à débrouiller un pareil écheveau que tout le monde voudrait voir débrouillé. Il est impossible de rien déduire de positif des documents de l'un, des informations de l'autre, des mensonges forgés par ceux-ci, des

faux témoignages faits par ceux-là, des séances inquisitoriales tenues par un tribunal muet, des scènes plaisantes où apparaissent des dames voilées comme en une comédie de cape et d'épée. La raison s'égare et le jugement fléchit au milieu de tant d'incidents non expliqués, de tant de déclarations sans bases solides, de tant de rumeurs sans fondements, de tant de calomnies imprécises; mais tout cela suffit pour justifier le terrible suicide d'un colonel égaré qui imposa silence à sa conscience en se donnant une mort violente.

*** Les Français ont un homme d'État que je n'ai jamais pu arriver à comprendre, bien que je l'aie étudié avec curiosité. C'est Cavaignac. Fils du général français qui immola tant d'ouvriers dans les journées de Juin 1848, nous aurions pu croire que son nom eût la signification d'une haine irréconciliable avec le socialisme; et pourtant il a des tendances socialistes, car il défend une des formules les plus perturbatrices qui aient été professées par l'école socialiste, la formule de l'impôt progressif sur le revenu, dont les conséquences seront tôt ou tard funestes pour la richesse générale. Si Cavaignac défend le dogme républicain qu'ont défendu ses ancêtres, d'abord son illustre et sanglant père, qui fut général de la République, ensuite son oncle Godefroy, qui fut un enthousiaste apôtre de la République, il devrait également, comme eux, combattre les théories socialistes, parce que les socialistes ont anathématisé son père en le flétrissant d'un surnom sanglant. Mais Cavaignac, tout en étant un républicain conservateur très ardent, reste un militant socialiste. Et de même que cette contradiction se révèle dans son histoire, elle se révèle aussi dans sa politique. En même temps qu'il incline fortement vers les idées radicales, il incline vers ce dogme réactionnaire et faux qui prétend faire croire à l'infaillibilité pontificale de l'armée française. Pour Cavaignac, Dreyfus est un criminel et un traître. Il doit purger sa faute dans les flammes d'un enfer tropical. Il n'y a pas pour lui de rédemption possible, parce que c'est un tribunal militaire qui l'a condamné à la déportation perpétuelle, malgré que la sentence ait été rendue à la suite de très mystérieux procédés d'inquisition.

*** C'est ainsi qu'un jour, il se leva en pleine Chambre et affirma qu'il pouvait mettre la main au feu que le traître Dreyfus avait été justement condamné. Pour le prouver, il lut à haute voix un papier qu'il considérait comme un témoignage décisif de la culpabilité du captif de l'île du Diable. Il semblait qu'à la suite de ce discours, la Chambre et la nation dussent écarter désormais toute proposition de retour sur la condamnation du criminel, lorsque, soudain, un colonel du nom d'Henry, remit tout en question en déclarant que cette preuve donnée comme vraie par Cavaignac n'était qu'un faux qu'il avait commis pour couper court aux commentaires; puis, sentant qu'il ne pouvait plus vivre, lui, faussaire, au contact d'honnêtes gens, il se brûla la cervelle pour se soustraire au remords. On peut s'imaginer l'émotion que causa cet événement tragique sur le tempérament nerveux et impressionnable des Français. Comme tout le monde avait proclamé la culpabilité de Dreyfus au

lendemain du discours du ministre de la guerre, tout le monde aussi, après les aveux et le suicide de colonel Henry, demanda la revision du procès. Il existe, en effet, un axiome juridique qui dit que mieux vaut la liberté de cent coupables que la condamnation d'un seul innocent. Donc, de même que la majorité, autrefois, tenait la condamnation de Dreyfus comme définitive, de même, aujourd'hui, la majorité attend la revision avec impatience pour connaître la vérité.

⁂ Il n'y a pas d'affaire plus simple au fond, ni de plus embrouillée par les passions politiques. Aucun tribunal, qu'il soit civil, militaire ou ecclésiastique, ne peut prétendre à l'infaillibilité. Les précautions que l'on prend avant de décider des poursuites, les enquêtes qu'on fait, les interrogatoires qu'on exige, prouvent que le critérium juridique a une grande défiance de lui-même quand il n'est pas suffisamment instruit au sujet de l'affaire qu'il est appelé à juger. Aussi, il ne peut venir à l'esprit de personne qu'un simple conseil de guerre possède le don divin de l'infaillibilité. Et quand ce conseil de guerre se réunit mystérieusement, décide le huis-clos, délibère en dehors de toute garantie naturelle et publique, ses erreurs doivent être à plus forte raison sujettes à revision. Dans toutes les législations, on revise les procès quand il y a des motifs de reviser. Y en a-t-il dans le procès Dreyfus? Si oui, il faut reviser; dans le cas contraire, il faut rejeter la revision. Mais tout cela, c'est l'affaire du gouvernement et de la justice et non celle de manifestants bruyants, de névrosés incendiaires, de politiciens militants. Bien que Dreyfus soit juif, s'il est innocent, il faut le mettre en liberté; mais s'il est coupable, quoiqu'il soit juif, il faut lui faire subir toute sa peine. Pour certains Français, Dreyfus ne peut être innocent parce qu'il est juif, et pour d'autres, il ne peut être coupable parce qu'il est juif. Mais le débat n'appartient point au domaine de la théologie et de la religion; il appartient au domaine exclusif de la justice. La Cour de cassation examine aujourd'hui s'il y a motif ou non à reviser. Ayons confiance en son indépendance pour formuler nous-même un jugement équitable.

⁂ Mais il est nécessaire que cette justice ne soit pas troublée par les violences de la rue, par les discours des écoles, ou par les appels au désordre, à la guerre civile et religieuse des factions militantes. Il est impossible que les Français continuent à s'échauffer pour l'affaire Dreyfus alors que l'Angleterre fait enlever le pavillon tricolore qui flotte sur Fashoda, sous le prétexte que tout le cours du Nil lui appartient depuis ses sources jusqu'à son embouchure. Si Dreyfus est innocent, la Cour de cassation le dira, de même qu'elle dira s'il est coupable. Son autorité, comme son indépendance, est au-dessus de toute considération. Il est inutile d'essayer de la détourner de son œuvre de justice par des inventions comme celle d'une conjuration militaire en faveur du prince Victor ou du duc d'Orléans. Un pareil attentat est impossible dans une armée fidèle à ses serments, soumise à la discipline comme cette grande armée française en qui la démocratie et la République trouvent leur

plus sûr appui. Il est vrai qu'on ne peut s'attendre à un calme complet tant que ne sera pas liquidée la question qui affole la nation. Mais nulle bonne cause ne prospère quand des manifestants descendent dans la rue pour protester contre le droit; quand les clubs vocifèrent en caricaturant par leurs actes la période de la Terreur jacobine; quand éclatent des libelles infâmes en vue de déshonorer les plus pures familles; quand on veut revenir aux expulsions barbares pratiquées par les anciens rois contre les juifs; quand on invoque les dragonnades contre tous ceux qui ne professent pas la religion catholique; quand on foule aux pieds les Droits de l'homme proclamés par la Constituante en faisant des cas de conscience des cas d'incapacité légale; quand on invite les femmes à s'emparer, comme les sauvages des pampas, d'un revolver pour défendre leur honneur contre les calomniateurs; quand on provoque des faux qui ne peuvent que mener au suicide; quand on a besoin des forces gouvernementales pour empêcher des boucheries sanglantes contre les juifs; quand on menace enfin de détruire la République et la liberté. En présence d'un tel spectacle, il n'y a que ce vœu à formuler : Dieu sauve la France!

XI

Problèmes politiques graves et inextricables. — Le cynisme de Chamberlain. — Ses apostasies. — Ses ambitions coloniales. — Son invitation à l'Amérique de prendre toutes les colonies espagnoles. — Discours de Salisbury. — Obstacles que lui créent les extravagances de Chamberlain. — Etrangetés de cette fin de siècle. — Questions traitées par Salisbury. — La répression internationale des anarchistes. — L'indépendance de la Crète. — L'abandon par les Français de Fashoda. — Le désarmement proposé par Nicolas II. — Le protectorat de l'Angleterre sur les terres arrosées par le Nil. — L'Abyssinie. — Le chemin de fer transsibérien. — Les craintes de la guerre. — L'empereur d'Allemagne en Palestine. — Majesté des Saints-Lieux. — Comment le caractère de César a nui au caractère de pèlerin de Guillaume II pendant son pèlerinage. — Attitude de l'empereur dans son voyage et à l'inauguration de l'église du Rédempteur. — Don aux catholiques du couvent de la Vierge Marie. — Guillaume à l'église du Saint-Sépulcre. — Guillaume en Syrie. — Son entrevue avec le sultan en contradiction avec l'idée capitale de son voyage. — Observations. — Conclusion.

Il est rare de voir comme aujourd'hui le ciel politique aussi chargé de nuages. Ces nuages, très obscurs, gonflés par la tempête prête à éclater, analogue à des Cordillères de vapeurs et dont l'électricité serpente dans les airs, nous menace de la foudre d'une guerre immédiate. Le retour précipité de Guillaume dans sa capitale a été déterminé par l'importance des problèmes politiques qui ont signalé son absence et qui sont, d'ailleurs, multiples. Le sultan a été contraint par le concert européen à évacuer la Crète et à consentir à ce que le prince Georges de Grèce gouverne l'île ; les Arméniens, qui se plaignent en Terre Sainte des rancunes et des vengeances des Juifs, se sont livrés à des manifestations regrettables pour obliger les nations civilisées à leur donner leur appui ; les agitations nouvelles qui troublent la Macédoine et la Bulgarie font craindre que ces principautés n'en viennent maladroitement aux mains ; le malaise aigu de l'Autriche, qui se dissout en nationalités variées et très difficiles à maintenir unies comme autrefois, est le point de départ d'une irrémédiable décomposition intérieure ; la construction du chemin de fer transsibérien, qui est comme une épine dorsale dans le nord de notre planète, rapproche la redoutable puissance russe de la Chine et des Indes ; la querelle que l'Angleterre vient de chercher à la France à propos de Fashoda, démontre que l'émulation et la concurrence sont interdites sur toute la surface de l'immense territoire qui s'étend de la colonie du Cap à l'embouchure du Nil ; la colère s'est emparée de ceux qui s'intéressent à la race espagnole en voyant de quelle façon les Etats-Unis avides, surexcités par leurs triomphes de pirates, fumant de sang et avides de chair fraîche, menacent à présent tous les navires étrangers ; Salisbury a préconisé cette politique que les peuples, dont l'Angleterre convoite les territoires, sont en décadence ; les intrigues de l'Europe sont un danger permanent pour l'exis-

tence de la Chine; l'entente anglo-américaine a pour but de donner à la race saxonne le gouvernement des mers pour qu'elle puisse renouveler à son profit la carte du monde; enfin, les procédés odieux dont l'orgueil yankee s'est servi pour accabler l'Espagne, inspirent autant de terreur au XIXe siècle expirant et menacé d'une guerre générale que l'approche de l'an mil en inspirait aux chrétiens de la fin du Xe siècle.

* * *

Je ne connais pas dans l'histoire de cynisme comparable à celui de Chamberlain. Après avoir appartenu toute sa vie à l'école radicale, il s'est converti sans scrupule de conscience au torysme césarien et réactionnaire, comme si Fox se fût converti au critérium de Pitt au sujet de la Révolution française; comme si O'Connell se fût converti aux intolérances anglicanes des lords attachés à Henri VIII en matière de questions ecclésiastiques; comme si Gladstone, cet orateur de la paix et de la liberté, se fût converti à l'impérialisme du juif césarien et dément Disraeli pour enchaîner les Irlandais au lieu de les racheter, eût recherché sur les mers la conquête et non l'échange, et eût fait de sa patrie un instrument de guerre et d'extermination à la façon des écumeurs de la mer et des pirates de la planète, au lieu d'en faire un instrument de travail, d'industrie et de commerce, conformément au rêve formulé par son école. Il eût paru naturel et logique qu'un homme de la valeur de Chamberlain, qui se disait tribun de la plèbe, radical de race, socialiste par la doctrine, s'élevât en faveur d'une plus grande expansion de la vieille liberté britannique, en faveur de la paix contre les haines internationales, en faveur de la vérité comme remède au malaise social. Mais Chamberlain décida de son rôle autrement. Ses projets socialistes, exagérés, illusoires, ne sont pas arrivés à maturité, parce qu'il demandait une aggravation de charges d'un milliard de francs au nouveau budget de la Grande-Bretagne. Il aurait spolié les classes possédantes accablées par une réglementation impériale de leurs industries sans pour cela alléger le moins du monde les classes ouvrières trompées par un apostolat apparent qui s'est évanoui comme les mirages du désert dans un profond désenchantement. Ce qu'il a voulu formuler en lois pratiques et transformer en améliorations tangibles s'est évanoui dans son ministère. De sorte que la classe populaire, si riche d'espérances à l'avènement de son tribun au pouvoir, s'est aperçue que la sollicitude de Chamberlain se tournait surtout vers sa famille pour lui procurer de bonnes places et de hautes destinées! comme s'il eût voulu fonder une dynastie de son nom, car le démagogue ne s'est plus soucié de remplir les obligations qu'il avait souscrites à sa clientèle populaire dont les votes l'ont porté à la Chambre et de la Chambre au gouvernement.

* * *

Mais où Chamberlain n'eut pas d'égal, ce fut dans ses projets d'extension coloniale et de conquêtes énormes, au mépris absolu du droit

humain et de la morale supérieure. Il ne ressemble pas à un homme d'Etat de notre époque; il ressemble à un maraudeur des siècles obscurs, où, la liberté et la sécurité des mers étant méconnues, chaque navire placé sous son propre pavillon cherchait noise au navire voisin portant un pavillon rival, engageait avec lui un combat implacable dès qu'il le découvrait sur un point quelconque de la surface des mers, agissant tous en cela comme les poissons au fond de l'océan, qu'une voracité extrême excite les uns contre les autres. Chamberlain, lui, a excité les Japonais contre les Chinois et les Chinois contre les Japonais dans la guerre qui éclata entre eux. Il ne se prononça pour aucun des belligérants, se contentant d'assister avec une imbécile cruauté aux maux qu'ils se faisaient, et de se réjouir de leurs mutuelles blessures et de leurs mutuels désastres. Il a surexcité la criminelle ambition de ce flibustier qu'on surnomma le Napoléon du Cap et encouragé la guerre au Transvaal. Il a poussé le Portugal à donner son consentement à l'entreprise embrouillée du chemin de fer de Delagoa, de sorte qu'aujourd'hui, sous prétexte que le Portugal doit je ne sais plus combien de millions, ce petit peuple est obligé de renoncer à ce port ainsi qu'au Mozambique que l'Angleterre et l'Allemagne se répartissent en commun. Il a versé du plomb fondu sur les plaies de la Corée, dans l'espoir d'y allumer une guerre avec la Russie, guerre qui aurait pu se transformer en conflit universel. Il réclame pour l'Angleterre un protectorat éternel sur l'Égypte. Il s'est mis à la remorque des Etats-Unis et les a conviés par des discours publics, lui, ministre d'une puissance qui se dit l'amie de l'Espagne, à nous prendre toutes nos Antilles, les petites comme les grandes, à nous extorquer l'archipel des Philippines. Il propose ainsi une égale répartition des mers entre les deux nations de race saxonne situées en deçà et au delà de l'océan : l'Angleterre et les États-Unis.

*
* *

Son dernier exploit contre nous en Amérique, exploit dont j'ai parlé et sur lequel il faut insister, ne trouve en aucune langue la réprobation que mérite son énormité. Durant les conférences qui avaient lieu à Paris entre les Etats-Unis et l'Espagne, la politique internationale américaine était stationnaire, dans l'expectative, et la politique nationale était toute dans les élections qui se préparaient dans le but de donner aux comices le droit de se prononcer pour la paix ou pour la guerre. Que fait Chamberlain en pareille circonstance? Il se présente aux Etats-Unis et leur conseille de dépouiller l'Espagne de son droit historique sur la totalité de son empire colonial, droit certain qui vaut plus que celui de l'Angleterre sur n'importe laquelle de ses possessions du globe. Voilà ce qu'a fait Chamberlain. Et l'on doit s'étonner que le cabinet Salisbury ait permis à son ministre des colonies d'insulter à ce point le droit des gens et les lois de la morale humaine. Si ce que Chamberlain vient de faire contre l'Espagne, Nicolas Ier en Russie ou Napoléon III en France l'eussent réalisé, le monde entier se serait soulevé et en aurait fait un *casus belli*. Mais toute faute porte en soi sa pénitence.

Sans les duplicités de Chamberlain et les audaces de sa politique brutale, le dernier discours de Salisbury n'aurait pas éprouvé le triste accueil qu'il a rencontré dans la conscience et dans l'opinion européennes, qui sont soulevées aujourd'hui contre l'Angleterre dans une indignation unanime. C'est donc inutilement que le premier ministre, pour donner le change, a cru devoir insister sur les bienfaits rendus par son pays à la civilisation, en éloignant d'elle la guerre intercontinentale; louer la politique de prudence de la France, décidant de se retirer de Fashoda; éveiller avec des réserves diplomatiques et des illusions habiles la jalousie des peuples au sujet de la présence des Etats-Unis en Asie et en Europe; approuver, au lendemain de sa provocation à la France, la proposition de conférence pour traiter des conditions de désarmement général; éviter l'écueil du protectorat anglais sur l'Egypte en renvoyant à des temps meilleurs le désir d'en parler à nouveau, — personne en Europe ne s'est trompé sur le sens de ces déclarations de lord Salisbury qui revêtent bel et bien le sens d'une déclaration de guerre, et le mot de blocus continental a été prononcé à cette occasion comme une menace contre les flibustiers et les pirates saxons qui ont infligé au monde tant de désastres.

*
* *

Le plus grand événement politique de ces derniers temps a bien été le discours que lord Salisbury prononça au banquet du lord maire de Londres. Le premier ministre anglais, chef effectif de cette monarchie républicaine où la royauté est réduite au rang d'ornement artistique, au rang de symbole historique, nous a appris, avec l'assurance que lui donnait un pouvoir né de la volonté nationale, comment il compte diriger le navire de l'Etat, qui a pour gouvernail et pour sceptre le trident de Neptune, à travers les eaux de l'océan qu'émaillent ses innombrables colonies, offrant à la métropole de riches tributs, mais aussi des obstacles non exempts de grands périls, à cause de la double difficulté d'une navigation permanente et d'un commerce très étendu. J'ai lu ce discours avec tout le soin et toute l'attention que méritent des paroles tombant de si haut et appelées à produire un effet incontestable dans le monde. Ces paroles m'ont produit l'impression d'une poudre sans fumée ou d'une explosion de dynamite, car, en effet, ce discours est loin de nous apporter l'espérance que nous étions en droit d'attendre de la part d'un ministre d'une nation qui a la prétention de coopérer au progrès général et à la paix universelle. Mais il se commet tant de contresens et tant d'inconséquences dans les gouvernements de cette fin de siècle, que les esprits sereins ont besoin de beaucoup de réflexion pour ne pas s'égarer aussi. Il est à croire que les gouvernements sont fous et que les nations font partie des Petites-Maisons. Qui aurait prévu la transformation de ce peuple américain, si pacifique et si laborieux jusqu'ici, en un peuple belliqueux et conquérant, passant sans transition des horizons de l'idéal où se plaisaient à le contempler les nations libres, à la barbarie et au despotisme des empires asiatiques de Nabuchodonosor et de Sardanapale? Qui aurait deviné

qu'un César du Saint-Empire romain se ferait le page du Sultan de Constantinople durant les incidents du conflit turco-grec, et tiendrait la bride de la jument du calife dont les crins — pareils à ceux de l'horrible cheval de l'Apocalypse, entrevu de Pathmos par saint Jean — dégouttent de sang humain? Qui aurait dit que les institutions de la République française allaient courir un grand danger en nourrissant dans leur sein une faction puissante qui proclame l'infaillibilité des conseils de guerre et l'extermination des juifs, comme si les temps du moyen âge n'étaient pas passés depuis longtemps? Qui aurait pensé que le tsar de Russie, le premier despote de la chrétienté, proposerait un jour le désarmement en faveur de la paix? Et, si l'on ne pouvait prévoir tout cela, on ne pouvait pas davantage imaginer que le premier ministre de l'Angleterre, nation libre, parlementaire, laborieuse, commerciale, industrielle, phare du progrès, ancre du droit, seul parlerait d'armements et d'escadres, avec l'arrière-pensée de décimer le peuple chinois et de s'arroger ses riches dépouilles.

*
* *

On a coutume de nier la théorie des hommes représentatifs, et, pourtant, à chaque pas qu'on fait dans l'espace et à chaque minute qu'on vit dans le temps, cette théorie se confirme par des exemples irréfutables, réels et vivants. Comme en tout, on mêle aux apparitions des hommes représentatifs le bien et le mal. Ainsi que les bons anges, nous avons vu ces hommes symboliser le bien et le progrès, et comme les mauvais anges, le mal et la réaction dont les principes alimentent toutes les tyrannies. Par leur caractère et leur nature, les hommes représentatifs d'un idéal élevé, soit en bien, soit en mal, éveillent, en se présentant sur la scène de l'Histoire, cet instinct d'imitation auquel les âmes et les esprits vulgaires ne peuvent se soustraire. Tout grand penseur fonde une école, tout grand thaumaturge une religion, tout grand poète un Parnasse, tout grand orateur un style, tout grand homme d'État un État, sur lesquels se modèlent aussitôt les philosophes, les dogmatistes, les poètes, les orateurs, les politiciens médiocres et d'ordre subalterne. Qui peut douter que Cavour, Rattazzi ou Gladstone furent dans leurs ministères respectifs considérés au point de vue social, des hommes représentatifs de l'idée de progrès qui garde, comme les rayons du soleil, des nuances variées de beauté? Cavour créa l'Italie au centre de l'Europe; Gladstone créa la Bulgarie en Orient. Tous rompirent ainsi des chaînes qui troublaient et étendirent des droits qui flattaient l'humanité. Eh bien! si Cavour et Gladstone, exemples tangibles, représentent l'émancipation des opprimés, Bismarck, homme représentatif par excellence, symbolise le démembrement et la conquête des peuples, en même temps que la servitude et l'avilissement des hommes libres. Je n'affirmerai pas que Bismarck soutint le barbare principe de la supériorité de la force sur le droit; mais je puis affirmer qu'il en persuada toute la vie ses conquêtes. Les territoires qu'il arracha successivement au Danemark et à la France en témoignent. Or, Bismarck, comme tous

ses congénères historiques, comme tous les hommes représentatifs, suscitent dans le monde l'esprit d'imitation. Disraeli, en proclamant l'impérialisme anglais, prit exemple sur Bismarck. Après lui, Salisbury imite le chancelier de fer quand il annonce que l'impérialisme anglais peut ou veut tout mettre à feu et à sang en se fortifiant d'une manière inexpugnable et en s'armant jusqu'aux dents.

*
* *

Il ne faut pas s'étonner de voir les hommes d'État tomber dans cette exagération lorsqu'on y voit tomber des démocraties qui se vantent de leur liberté, de leur science et de leur travail. Celui qui a vu les descendants de Franklin se transformer en Tamerlans ne peut plus s'étonner de rien. Plus vous posséderez votre sociologie, moins vous comprendrez le changement survenu chez les Américains. Les sciences naturelles ont décrit le castor, aussi bien le castor de Pline que celui de Darwin, comme un animal pacifique, laborieux, industrieux. Or, imaginez qu'un jour, vous fiant aux études des naturalistes, vous pénétriez dans un repaire de castors qui, au lieu de contenir des castors pacifiques adonnés à construire leurs maisons et dépourvus de moyens de défense, comme on vous les a dépeints, renferme des castors carnassiers, occupés à exterminer leurs voisins et dotés de griffes de tigres et de dents de hyènes, comprendriez-vous ce changement? Eh bien! la trahison que les Américains viennent de commettre envers leur nature et leur histoire me semble encore plus incompréhensible que cela. Les hommes représentatifs commandent à de grandes forces; il en est de même des théories philosophiques. Les progrès ne sont pas systématisés en séries et sans solutions de continuité dans le ciel de la métaphysique comme le sont les applications pratiques du progrès scientifique. La machine à vapeur et la machine électrique se perfectionnent chaque jour davantage, étant sujettes toutes deux à un progrès ininterrompu. La machine à penser n'est pas aussi bien montée que la chaudière d'une locomotive ou que la pile de Volta, issues pourtant toutes deux du cerveau de l'homme. Mais le cerveau, moteur de toutes les idées et père de toutes les sciences, est sujet à de grands reculs et à de nombreuses erreurs. N'est-ce pas un recul déplorable qui atteignit la Grèce avec l'épicurisme, vidant le ciel de ses dieux et emplissant le cœur humain de corruption? N'est-ce pas un recul terrible pour la politique et pour la morale que la théorie matérialiste et athée qui a envahi la science, de nos jours? Méconnaissant en haut le moteur immobile qui donne toute impulsion et en bas les fins universelles qui fournissent toute explication, cette désolante doctrine s'est révoltée à la fois contre la religion et contre la métaphysique. Après avoir étouffé l'idée divine dans l'univers et arraché l'esprit au corps humain, on nous a dit que nous formions un tout avec les animaux dont nous descendons et que notre unique destin dans la vie est de livrer des batailles interminables dans le but de donner la couronne du triomphe et la direction de l'État au pouvoir le plus fort. Vous expliquez-vous maintenant le discours de Salisbury?

*
* *

Examinons donc en détail ce discours dans les principaux événements qu'il traite et qui résument tous les grands problèmes de la politique actuelle du monde. Ainsi le Premier — comme les Anglais appellent le Président du Conseil — y traite la question des restrictions à apporter aux libertés fondamentales des peuples pour prévenir les accidents anarchistes : l'assassinat de l'impératrice Elizabeth est aussi odieux que les assassinats de Carnot et de Canovas. Il traite la question crétoise, c'est-à-dire le rappel du gouvernement ottoman et des armées turques, puis la nomination du prince George de Grèce au gouvernement de l'île, qui reste placée sous la suprématie honoraire et la tutelle nominale du sultan. Il traite la question de Fashoda en se félicitant de son heureuse solution et en félicitant la France du grand sens politique qu'elle a montré dans cet inextricable litige. Il traite la question du désarmement et dit que cette question, qui a été posée par le tsar, s'impose, sinon comme une solution prochaine et immédiate, du moins comme un événement digne de l'attention des grands conseils de la diplomatie de l'Europe. Il traite enfin la question du protectorat anglais sur l'Egypte. Il déduisit de cet examen les craintes possibles de guerre et les assurances probables de paix. Son accent, en exposant toutes ces graves questions, était celui d'une simple et naturelle éloquence où la sincérité paraît manifeste. Je partage, en ce qui me concerne, le sentiment et la pensée de lord Salisbury pour les précautions à prendre contre les crimes de l'anarchie. Les assassinats que commettent ces fous poursuivis par la monomanie de l'extermination sont terribles. Malheureusement, il est difficile de prescrire des mesures internationales efficaces sans porter atteinte à l'indépendance des peuples, sans violer en quelque sorte les droits fondamentaux des constitutions et les libertés indispensables aux progrès. Cette tentative de l'Italie, pour la raison que la plupart des assassins politiques sont nés chez elle, me semble un rêve qu'inspirent seulement des terreurs passagères. Instituer une police internationale, un jury international, une législation internationale contre les anarchistes, ne peut donner que des résultats très problématiques, et encore en restreignant l'autonomie intérieure et la liberté humaine de chaque nation. Un tel projet ne peut donc être couronné de succès sans honte pour le continent et sans danger de graves perturbations.

*
* *

Si je suis de l'avis de lord Salisbury dans la proposition italienne tendant à réprimer l'anarchisme et à châtier les anarchistes, je suis également de son avis dans la question crétoise qui se résout aujourd'hui au bénéfice de la chrétienté, après avoir éprouvé si longtemps les timidités incompréhensibles de l'Europe. La Grèce vaincue ne pourra pas se plaindre. Comme l'Italie après les désastres de Lissa et de Custozza a recueilli Venise, elle recueille l'île de Minos après ses désastres de

Thessalie. Les Turcs ont soumis la Thessalie, profané les défilés des Thermopyles, renouvelé dans les plaines de Pharsale le désastre de la liberté romaine, en écrasant la liberté hellénique qu'a pleurée avec des larmes amères toute la civilisation chrétienne. Mais, bien que vaincue, le droit de la Grèce s'est imposé par la vertu magique de son nom et par le souvenir historique de son génie. Les fatalités historiques et géographiques de l'île vont susciter au nouveau gouverneur de réelles difficultés malaisées à vaincre. D'innombrables semences de guerre civile et religieuse gisent encore là où Grecs et Turcs masquent des cartouches derrière eux et montrent leurs mains noircies par la poudre de l'insurrection. Un gouvernement de mécanisme compliqué comme celui d'un gouvernement autonome est obligé de combattre les innombrables résistances que couve l'ombre néfaste du fatalisme musulman. Mais tout pourra, croyons-nous, être sauvé aujourd'hui si l'Europe met de la sincérité à conjurer deux graves menaces : d'une part, l'annexion de l'île de Chypre, et d'autre part, les discordes de la province de Macédoine. Ces dangers, qui sont les uns extérieurs et les autres intérieurs, peuvent expliquer cette œuvre coûteuse, par les efforts qu'elle a demandés dans le passé et utile pour les bienfaits qu'elle donnera dans l'avenir. D'ailleurs, tous les facteurs de paix et de liberté donnent ces résultats-là à l'humanité. Cette solution est un témoignage d'habileté en faveur de l'amiral Canevaro, ministre des affaires étrangères d'Italie, car l'aboutissement de ce périlleux problème a uni en un seul faisceau l'Italie, la Russie, l'Angleterre et la France, qui sont, on le sait, très divisées sur d'autres questions internationales. Mais comme l'Autriche et l'Allemage se sont tenues dans la réserve, je ne puis partager les idées optimistes qu'a exprimées lord Salisbury à cet égard, et je crains que la question crétoise ainsi terminée ne soit l'occasion d'une guerre néfaste de conquêtes comme celle que l'Espagne vient de subir.

* * *

Ici prennent fin les concordances de mon esprit avec les idées exprimées par le premier ministre anglais. Il me semble que tout a été dit sur les restrictions à décréter contre l'anarchie et les anarchistes par une convention internationale. Il me semble que tout a été dit aussi sur la meilleure manière de résoudre le problème crétois et la promesse d'appliquer à cette île opulente l'autonomie qui doit la sauver. Quant aux autres affirmations de lord Salisbury, je les tiens pour mauvaises, et je les range au nombre des plus grands attentats préconisés par les despotes contre la liberté universelle. Ainsi, les menaces dirigées contre la France sont d'autant plus répugnantes que le ministre a pris soin de les couvrir d'une courtoisie patricienne dans la forme, alors qu'elles révèlent au fond la perfidie la plus machiavélique. Se retourner irrité contre des missionnaires de la science désarmés, coupables seulement d'avoir porté la parole de la France des rives du Niger à celles du Nil, sommer par un ultimatum odieux ces missionnaires d'avoir à abandonner le marais fangeux où ils avaient planté leur tente et arboré leur drapeau, prétendre

enfin à une domination toute carthaginoise, que les Anglais imposeraient au monde, par des paroles et des actes essentiellement puniques, depuis les frontières du Cap jusqu'à l'embouchure du Nil, m'apparaît comme un excès de souveraineté et une exagération de pouvoirs, destinés, comme tous les excès et toutes les exagérations, à nuire considérablement au bon renom et à l'influence de l'Angleterre dans tous les milieux politiques et sur tous les territoires de la planète. La loi de variété ne peut être méconnue aveuglément sans danger. La coopération des peuples civilisés au progrès de l'Afrique doit s'admettre aux yeux de la Grande-Bretagne, qui a été jusqu'ici une puissance progressive jalouse de remplacer la conquête par le marché et de substituer les bienfaits du commerce aux horreurs de la guerre civile. Une domination unique établie depuis les terres du sud de l'Afrique jusqu'à celles du Nord de ce même continent, depuis les eaux du cap des Tourmentes jusqu'à celles de la mer méditerranéenne, doit dissimuler de graves ennuis pour la nation qui abuse ainsi de son pouvoir et de sa force. Lord Salisbury a dit que la revendication de Fashoda ne valait pas une goutte de sang français et que la France avait agi sagement en se débarrassant d'un pareil marais. Mais si la possession de Fashoda ne valait pas une goutte de sang français, l'expulsion des Français de Fashoda ne devait pas valoir une goutte de sang britannique. Or, en appuyant cette proposition d'expulsion de terribles menaces de guerre et en l'obtenant à l'aide de violentes paroles, l'Angleterre montre avec éclat qu'elle a perdu de sa nature mercantile, dont la vertu faisait sa toute-puissance, pour adopter le caractère d'une nation belliqueuse et conquérante. Les conséquences fâcheuses en seront un fléau pour les peuples et provoqueront dans des temps prochains des dommages irréparables à leurs auteurs.

*
* *

Si la violence avec laquelle Salisbury a traité la question du Nil heurte mes sentiments, le mépris avec lequel il a parlé de la question du désarmement ne les heurte pas moins. Le désarmement, étant proposé par un monarque omnipotent comme le tsar de Russie, Salisbury ne pouvait, sans froisser l'empereur et son peuple, ranger, comme il a semblé le faire, la proposition de désarmement au nombre des essais académiques rédigés par un collégien sur une utopie manifeste. Salisbury n'a pas, à la vérité, traité Nicolas II comme autrefois Méphistophélès traitait l'étudiant qui le consultait sur ses aptitudes naturelles et la profession qu'il devait choisir, mais il a raillé ses plans qu'il a déclarés ou dévoilés comme trop optimistes. Le respect semble réel, mais l'écho de ces paroles respectueuses a plutôt l'air sinistre. En les entendant, on songe aux gracieux colloques de Candide et de Pangloss. Salisbury évoque les difficultés en Extrême-Orient, en Chine et au Japon, au Cap et sur le Nil, dans les déserts de la Nubie, dans les eaux de l'Océan Indien, en Abyssinie, en Tartarie et en Mongolie directement ou par de savantes réticences, comme pour mieux faire ressortir aux yeux de l'empereur moscovite que sa proposition de paix, à la veille de fou-

droyants combats, n'est que le rêve d'un poète en délire. Si la lâcheté dans le lucre et dans les revendications de territoires ne lui trouble pas le cerveau, on dira de Salisbury que c'est une honte pour un homme d'état anglais, parlementaire, libéral, prétendant diriger par le commerce et l'industrie les hommes et la terre, d'évoquer le mauvais génie des batailles au détriment du nom glorieux et de l'histoire de son pays, dans un moment où un despote propose, en faveur du travail et du travailleur, une mesure aussi pacifique et salutaire que celle du désarmement. On ne saurait exactement apprécier tout le mal que le gouvernement anglais a fait au monde pendant la période de cinq années qui vient de s'écouler, c'est-à-dire depuis qu'ont disparu de l'horizon politique les généreuses idées du grand homme qu'on a appelé Gladstone, dont tous les partisans du progrès et de la liberté en Europe pleurent aujourd'hui la mort, sans espoir de le voir bientôt remplacé. Il n'y a pas encore bien longtemps, cependant, que l'Amérique et l'Angleterre s'étaient mises d'accord pour servir la paix perpétuelle, en proposant aux gouvernements un projet d'arbitrage international. Ce projet était si bien dans les idées des deux cabinets de Londres et de New-York que le Parlement américain en discuta et en vota une formule sur des bases acceptées par l'Angleterre qui, de son côté, se préparait aussi à discuter et à voter une loi humanitaire analogue à celle de l'Amérique. Qui aurait dit alors que les Américains, partisans d'un arbitrage international, auraient renoncé à leur idéal pour poursuivre par tous les moyens un peuple légitimement possesseur de ses colonies, pour le spolier, sans autre but que leur caprice propre, sans autre objet que leur désir d'agrandissement, au mépris de toutes les lois divines et humaines, absolument comme s'il s'était agi de la nation la plus barbare et la plus féroce dont l'histoire ait enregistré le souvenir?

*
* *

Lord Salisbury ne s'est pas moins montré belliqueux sur la question du Nil que sur celle du désarmement. Estimant qu'il est heureux pour le pays qu'un général anglais ait libéré l'Egypte de la Nubie où sont appelées à se condenser toutes les guerres destinées à bouleverser la monarchie des anciens Pharaons, Salisbury prétend qu'avec cette importante victoire sur les mahdis, les prophètes et les soldats du désert, il a consacré la domination de l'Angleterre sur la vallée du Nil, ce qui lui donnerait le droit d'en revendiquer solennellement en son nom la tutelle officielle, s'il ne considérait pas comme de la prudence d'éviter tout prétexte de guerre de ce côté-là. Il est impossible d'affirmer plus clairement que l'Angleterre est résolue à proclamer son protectorat sur l'Egypte, et à le maintenir coûte que coûte. Je n'ai jamais autant compris qu'aujourd'hui les nombreux périls qui menacent l'Angleterre, aussi bien en Chine qu'aux Indes, au Cap de Bonne-Espérance qu'à la Jamaïque, à Honduras qu'à la Trinité et sur l'Orénoque. Les plus féroces guerriers de l'Afrique, les Abyssins, dont les griffes de tigre et les mâchoires de lion se sont nourries de chair humaine dans les combats

qu'ils ont soutenus contre les Italiens, semblent menacer aujourd'hui l'Angleterre et les victoires anglaises sur le Haut-Nil. Toutes les questions politiques, sur les terres d'Afrique comme dans tout l'Orient, revêtent le caractère de rivalités religieuses. Les Abyssins, qui donnent à l'Eglise romaine une origine moderne en la comparant à leur propre Eglise, méprisent le protestantisme comme trop jeune et trop récent. Disciples de Salomon par leurs traditions confuses, sujets de la reine de Saba par leurs légendes fantastiques, ils prétendent avoir partagé les dogmes bibliques et l'idée d'un Dieu unique avec les juifs et avoir embrassé le christianisme avant la venue du Christ. Leur église et leurs dogmes se confondent, dans le sentiment abyssin, avec l'Eglise et les dogmes du premier apostolat qui recueillît la vérité révélée par la bouche du Fils de Dieu. C'est ainsi que ces dogmes et cette Eglise ressemblent, plus qu'aucune autre communauté chrétienne, par de nombreux points de contact, à l'Eglise d'Orient, à l'Eglise grecque, au sein desquelles apparaît comme Pontife principal, soit le Pape, soit le tsar. Et, mus par le tsar, les Abyssins menacent l'Angleterre en Afrique. Ajoutez à ces indications que les travaux du chemin de fer transsibérien seront bientôt achevés, et que, ces travaux une fois terminés, les Cosaques du Don peuvent arriver en peu de jours aux portes de l'Afghanistan pour y sonner le clairon apocalyptique de la rébellion appelant les races indiennes aux armes. On ne peut méconnaître que la Grande-Bretagne se trouve aujourd'hui menacée par différents éléments qui sont de nature à lui créer d'insolubles conflits. Et si ces conflits qu'elle redoute surgissent, elle ne pourra les vaincre avec ses armées, si puissantes soient-elles. Elle pourra tout au plus les conjurer en rendant des services signalés à la cause de la civilisation, services qu'on ne prévoit pas à l'heure présente de la part de cette nation qui a encouragé les exterminateurs yankees dans leurs infamies et a rouvert ainsi l'ère de la guerre et de la conquête.

*
* *

L'empereur d'Allemagne a choisi une mauvaise période de la politique européenne pour accomplir son voyage en Palestine, car ce fut le moment où une recrudescence des attentats au droit angoissait tout particulièrement l'Univers. D'après les chroniques, le choix du voyage a encore été mauvais à cause de la température automnale suffocante qui régnait en Terre-Sainte et dont les ravages ont précipité le retour de l'impérial pèlerin. Ce voyage a été beaucoup critiqué en Allemagne et au dehors, jusqu'au point de provoquer en Prusse des procès de lèse-majesté. Ce genre de délits se perpétrait surtout dans les réunions publiques et dans la presse quotidienne. Quant à moi, tout en reconnaissant l'inopportunité du voyage à cause des circonstances périlleuses au milieu desquelles il s'effectuait, j'en loue le but et y applaudis sans réserve. En présence des rugissements de certaines gens qui ont acquis la réputation de dépouiller un grand peuple de ses territoires dans le silence d'une conférence réunie pour traiter de la paix, comme pourraient le faire des troupeaux de tigres qui dévo-

reraient les richesses d'une caravane dans la solitude du désert, cette visite de Guillaume II aux Lieux-Saints m'apparaît comme un hommage à nos principes spiritualistes. Tous les idéalismes religieux ont poussé en Terre-Sainte. A leur lueur, les pierres se sont animées pour édifier des temples, les palettes des peintres se sont embellies pour peupler les espaces de figures divines, et la poésie et les arts ont rempli l'air de rythmes harmonieux. A leur lueur, les principes abstraits ont dissipé ces théories désolantes qui nous dépouillent de l'esprit et nous barrent l'immortalité. Ils ont sensiblement ébranlé les assises sur lesquelles reposent le culte de la matière et l'intérêt de la force, dont les dernières conséquences et les récentes applications sont de nature à nous faire reculer jusqu'aux échelles inférieures de l'organisme, et, en nous obscurcissant la raison et la liberté, à nous identifier avec les animaux dans un pandémonium de grossières sensualités comme n'en auraient jamais manifestées les anciennes sociétés tyranniques de l'Asie. L'idée du voyage impérial m'est donc apparue, quant à son double caractère artistique et religieux, comme une note mélodieuse que les pessimistes ont travestie dans le sens ambitieux. Je n'adhère pas à cette dernière opinion. Toutes les terres de Palestine étant profondément empreintes du sceau de l'idéal et du divin, le repentir s'y empare de l'âme des renégats, et les larmes de la pénitence y noient les visages. Selon moi, les chrétiens qui le peuvent ont le devoir de se rendre au moins une fois en leur vie en pèlerinage à Jérusalem, comme les Musulmans vont au moins une fois en leur vie en pèlerinage à la Mecque.

*
* *

S'il y a quelque chose à blâmer dans ce voyage, c'est que Guillaume a séjourné moins longtemps aux Lieux-Saints que dans les lieux profanes, tels que Jaffa et Damas. Je nourris, en ce qui me touche, le désir de visiter la Palestine en suivant la trace des pas du Christ tels que nous en ont transmis le récit des Evangiles. D'abord, j'irais à Nazareth, où Jésus prit le nom de Nazaréen et où l'ange Gabriel annonça à Marie le mystère de l'incarnation du Verbe dans ses entrailles. De Nazareth j'irais à Hébron, qui entendit les accents du *Magnificat*, lancés dans cette visite d'Elisabeth contre tous les tyrans et toutes les tyrannies et reproduits par des burins et des pinceaux inspirés sur de nombreux autels. D'Hébron, j'irais à Béthléem, dont les cavernes, quoique transfigurées par la superstition, doivent encore conserver des vestiges de la grotte dans laquelle le Sauveur naquit sur de la paille et entre des animaux domestiques, et au-dessus de laquelle les étoiles doivent briller comme brilla l'étoile qui conduisit les Rois mages au sublime Nouveau-né. De Béthléem, j'irais au Jourdain, pour recevoir sur mon front ses eaux régénératrices et écouter dans les airs les accents de saint Jean-Baptiste, dont l'écho ne s'effacera que lorsque les promesses qui doivent s'accomplir seront accomplies. Je parcourrais le désert par les sentiers que suivirent Joseph et Marie emportant l'Enfant en Egypte et dont la tradition a gardé les traces du lieu de refuge comme celles de la fuite.

D'Egypte, je me rendrais au lac de Tibériade, pour assister à ses pêches miraculeuses, puis sur la colline qui entendit les versets du discours aux bienheureux et dont le texte est connu sous le nom de Sermon sur la Montagne, pour marquer la plénitude que peut atteindre l'idéal religieux dans le monde. Je visiterais ensuite le puits de la Samaritaine, qui fut comme la borne de l'intolérance sectaire lorsque le Christ affirma que Dieu ne se trouvait pas confiné sur la montagne, comme on le croyait à Samarie ; qu'il ne se trouvait pas davantage enfermé dans le temple, comme on le croyait en Judée, mais qu'il était dans l'éternelle justice et dans l'éternelle vérité. Je gravirais encore la route du Calvaire pour rêver. Je visiterais tout, depuis les ombrages disparus du Jardin des Oliviers, où le Rédempteur passa les angoisses de sa cruelle agonie, jusqu'aux pierres inertes du Golgotha, qui doivent palpiter comme des cœurs vivants, et qui ont recueilli le dernier soupir de la mort de la matière dans ce sacrifice infini d'un Dieu mourant sur la croix pour ranimer l'espérance universelle de la résurrection et réunir tous les hommes dans l'humanité rachetée et émancipée sous la protection d'un seul Dieu qui a mis sur notre misérable planète le ciel dans la liberté, l'égalité et la fraternité enfin réalisées par le christianisme.

*
* *

C'est qu'il n'existe pas de terre plus féconde en idées que la Terre Sainte. On peut dire que les trois déserts d'Arabie, d'Egypte et de Judée ont donné aux peuples cultivés les trois religions fondamentales de l'Histoire. Le Sinaï de Moïse, la Mecque de l'Islam et la Jérusalem de l'Evangile dominent toute la civilisation. De même que la Grèce est la patrie de la liberté et de l'art, la Judée est la patrie de la religion et du dogme. Quel spectacle merveilleux pour une âme que cette Jérusalem qui s'élève dans les sanctuaires de l'histoire et évoque la pensée des siècles ! Jérusalem, assise dans le désert où les anges du ciel sont descendus tant de fois et où les prières de l'homme sont montées tant de fois, est entourée par de vastes mers sablonneuses qui reflètent les rayons de soleil et placée sous les réverbérations d'un horizon oriental rougi par le soleil comme l'est la voûte d'un four par la chaux ardente. Entourée de ses guirlandes de nopal qui sont pareilles à une couronne d'épines, exhibant aux yeux ses murs cyclopéens brunis par la lumière, les rotondes de ses églises et de ses mosquées, les minarets de ses palais, le lit étroit de ses torrents, dont les eaux se sont mêlées aux larmes des prophètes, la ligne suave de ses collines émaillées d'oliviers qui sont antiques comme des fossiles de l'histoire, Jérusalem gît sur ses ruines dans le veuvage et dans la servitude, comme un squelette dépouillé de sa chair et profané par les hyènes de Tartarie. C'est la cité du monde qui, par ses sacrifices, a le plus mérité de l'humanité, et, par ses confidences, de la divine vérité. Nous avons tous pleuré dans les eaux amères de la mer Morte et tous bu des gouttes du torrent de Cédron. Nous avons tous appuyé quelquefois de nos cantiques le chœur de ses prêtres et tous répété à l'unisson, les mains jointes et les genoux en terre,

l'écho de ses psaumes. Les accents de ses *Miserere* arrachent des larmes à nos yeux, et les versets de ses lamentations tirent des gémissements de douleur de notre poitrine. Nous dénommons Route d'amertume notre route de la vie. Nous appelons Calvaire la douleur éternelle à laquelle notre faiblesse nous condamne. Quand nous songeons à l'immortalité, nous nous souvenons que c'est seulement dans la vallée de Josaphat que nous pourrons reprendre notre chair régénérée, et quand nous rêvons de l'invisible et de l'éternel, nous nous imaginons une Jérusalem mystique, peuplée d'anges et bénie par les prophètes dans les reflets et les aurores de l'infini.

***

Ne croyez pas, cependant, que nous passions notre temps à rêver sur Jérusalem et sur son sépulcre. Toutes les races humaines ont reçu de Jérusalem quelque idée ou lui ont payé quelque tribut. Alexandre, contre lequel ses soldats complotaient à Tyr et qui, en Perse, eut la conviction des agressives vengeances consommées par Cyrus et Darius, se dirigea vers Jérusalem. Et lorsque le grand prêtre, drapé dans sa blanche tunique de lin et portant au cou la plaque d'or où est gravé le nom de la divinité, se présente au roi qu'entourent les siens, à la porte du temple sacré, le héros grec incline son front reflétant la lumière et reconnaît là la présence d'un mystère surnaturel. Il n'est pas, en Orient, un nom fameux qui ne soit inscrit dans les annales de Jérusalem : Chosroès, roi de Perse, qui détruisit l'œuvre de Constantin, Omar, qui visite le Saint-Sépulcre, berceau de tant d'idées, Arun, qui offre amicalement à Charlemagne les clefs de ses portes, les empereurs de Constantinople et les califes d'Egypte, Saladin et Malle-Adel, si enthousiasmés par la poésie de ces lieux, et Frédéric II de Souabe, le Sicilien, si exalté par la poésie germanique, tous ces héros de l'Orient, sans compter ceux que l'Occident lui a envoyés avec ses Croisades, cherchèrent quelque étincelle des flammes du ciel dans les tombeaux du Golgotha et quelque écho des paroles de Dieu sur la montagne de Sion. La rose de Jéricho embaume encore notre enfance et refleurit dans les vases de nos autels ; les puits de Jacob gardent encore de l'eau à laquelle de nombreuses générations apaisent leur soif inextinguible ; les charmeurs du désert transportent encore sur leurs dos des pèlerins qui croient aller à la sainte éternité par cet océan de sable dépourvu de routes et de sentiers. Nous croyons encore entrevoir dans les nuées fulgurantes de la tempête les étincelles qui jaillirent des roues du char des prophètes. Les pierres du temple de Salomon, ensevelies sous les ruines, portent encore l'empreinte des larmes des Juifs qui reviennent célébrer leurs Pâques. Et les héros discrets, qui agonisent dans les steppes de Russie et dans les montagnes de Grèce, réclament encore le bonheur de pouvoir mourir sur la terre de Jérusalem, cette mère mystique de leur esprit et ce dernier asile de leur dernière espérance.

L'empereur a traversé ces sites avec une vertigineuse rapidité. Il ne s'est pas arrêté comme il aurait dû le faire pour les parcourir et les étudier. Il est impossible de méconnaître à quel point sa dignité de César

a nui à sa qualité de pèlerin, et aussi à quel point le pèlerin a nui au César. L'apparat théâtral dont il était entouré augmentait l'éclat du pèlerinage religieux et diminuait celui de la visite césarienne. En ces champs de mort et de désolation où gisent les os de mille générations éteintes et les ruines de cent peuples défunts, l'ortie et la ciguë sont les ornements sous lesquels disparaissent les pavillons de toile et les guirlandes d'oripeaux émanant des réceptions officielles de ces temps lointains. De même, le traité signé par Guillaume II avec la maison Cook pour payer les frais de logement, de nourriture, de tentes, de voitures, de chameaux indispensables au voyage, ont nui à la poésie de sa majesté en lui prêtant — sans que personne pût y remédier — l'aspect de ces caravanes qu'on voit à Londres traiter de leur passage à prix réduits, comme s'il s'agissait d'un troupeau venant tacher, par sa triste uniformité, tous les objets sacrés qu'il touche, et enlaidir, par sa glaciale indifférence, tous les sublimes paysages qu'il parcourt. L'empereur, enveloppé d'un cache-poussière de la tête aux pieds, chaussé de souliers à triple semelle pour faciliter sa marche à travers les déserts de sable, coiffé d'un casque blanc derrière lequel pendait un voile bleu, un bâton dans une main et un fouet dans l'autre, ressemblait, à s'y méprendre, à un de ces touristes anglais qui, par douzaines, s'en vont explorer le monde comme des Juifs errants en promenant sur toute la surface du globe leur irrémédiable ennui. Seulement, lorsqu'il s'est présenté dans l'église de la Rédemption, récemment construite par la piété allemande, entouré de ses protestants classiques, pour la bénir en sa qualité de chef de la religion luthérienne et pour l'inaugurer en sa qualité de chef suprême de l'Allemagne impériale, Guillaume II s'est montré dans toute sa légendaire splendeur. Il est vrai qu'alors, avec son casque qui reflétait la merveilleuse lumière de l'Orient, avec son épée de conquérant qui pendait à sa ceinture, avec sa cuirasse d'argent qui lui ceignait la poitrine, avec ses éperons d'or qui brillaient à ses chaussures d'acier, avec son manteau blanc étendu sur les épaules, avec sa cotte de maille jetée sur les bras, avec ses gantelets de fer gantant ses mains, il apparaissait comme un héros des épopées carlovingiennes de la Germanie moyen-âgeuse !

*
* *

C'est ainsi qu'il n'a pu s'élever dans le ciel des traditions religieuses sans se retrouver en plein catholicisme. Son hommage unique à l'Église où il est né et au culte qu'il a toujours professé est dans l'inauguration du temple luthérien dont la cérémonie servit de motif efficace à son pèlerinage ; mais, avant de l'effectuer, pendant qu'il le réalisait après l'avoir terminé, son embarras se rencontrerait dans cette difficulté grave qu'il était obligé d'entretenir des relations cordiales avec les catholiques, qui sont nombreux dans l'empire d'Allemagne et dans le royaume de Prusse. Avant de partir, il avait sollicité du Vatican des déclarations l'autorisant à se présenter en Palestine non seulement comme le protecteur des communautés luthériennes, mais encore

comme celui des communautés catholiques. Cette prétention lui valut une rupture tacite avec le Pape, qui déclara solennellement, sous la rotonde de Michel-Ange et devant la tombe de saint Pierre, que la tutelle des Saints Lieux appartenait, par droit historique, à la France. Ce refus blessa beaucoup l'empereur, mais pas au point de le pousser à se retourner contre le Vatican, bien au contraire. Se prévalant de l'influence souveraine qu'il exerce sur la personne du sultan Abdul-Hamid, il acquit — je ne sais si ce fut un achat ou un don — une propriété qui fut témoin, selon les uns, de l'Assomption de la Vierge Marie, et selon les autres, de l'institution de l'Eucharistie destinée à répandre le sang et la divinité du Christ dans les veines et dans les âmes de toutes les générations chrétiennes, et il fit cadeau de cette propriété aux catholiques de Palestine. Nous louons cet acte d'un empereur offrant ses hommages à la religion ennemie de ses pères et proclamant ainsi la tolérance religieuse dont a tant besoin, pour prospérer, le progrès humain. Il est vrai que, comme au Calvaire, comme au Golgotha, comme au Saint-Sépulcre, l'immolation et le sacrifice sont dans les objets mêmes, et cette immolation et ce sacrifice d'un seul pour le salut de tous constitue notre rédemption. L'empereur s'est donc vu obligé d'obéir au mandat impératif de tous ces objets inertes, mais animés par le plus bel idéal qu'aient connu les hommes, et il a prononcé des paroles de paix et de liberté qui résonneront dans ces espaces maintenant vides et morts, autrefois espaces célestes avant qu'une foi vive et une espérance réelle y fussent fondées par le Christ. Donc, aucun monument au monde ne témoigne comme le Saint-Sépulcre de l'unité fondamentale, non pas seulement du christianisme, mais de toutes les religions monothéistes. Si Guillaume II, sur son passage, a rencontré des Israélites arrosant de leurs larmes les môles cyclopéens du temple en ruines de Salomon ; si, à l'Église, il a découvert une garde turque ; si, à son côté, il a eu un pasteur protestant; si, sur ses pas, il a entendu les hymnes du patriarche latin, du pope russe, et du prêtre grec, pendant qu'il se trouvait ébloui par les lumières qui descendaient sur lui d'en haut et par l'encens qui montait d'en bas, le tout mêlé et confondu dans des prières que récitaient en toutes langues les croyants des diverses communions chrétiennes, il aura eu l'impression de l'union de l'homme avec Dieu, et la prescience d'une paix religieuse qui unira toutes les églises avant la paix universelle qui doit unir tous les hommes.

*
* *

Mais tout en ce monde a sa tache respective. La tache indélébile, découverte par l'opinion publique au pieux voyage de Guillaume II est dans l'amitié étroite que ce chrétien contracta avec le grand Turc, et dans la sanction donnée par chacun des pas du César et par chacun de ses actes à la domination des Infidèles sur la Palestine, dont chaque pierre est comme un morceau détaché du cœur de la chrétienté. Et ces pierres, comme si elles fussent douées de sensibilité, semblaient palpiter d'horreur sous les pieds profanateurs de l'infâme et cruel conquérant. Un des plus célèbres thaumaturges dont l'histoire d'Espagne ait enregistré le

nom, Ignace de Loyola, s'est présenté seul à Jérusalem au dix-septième siècle, bien avant Lépante, au temps où l'empereur pirate Barberousse commettait ses déprédations dans la Méditerranée. Se présentant seul, il tenta seul de reconquérir la Cité sacrée. Il était mû par cette pensée que s'il ne rencontrait pas dans le désert la récompense due à son héroïsme, il y trouverait tout au moins la palme du martyre. Ignace, nomade, triste, solitaire, pénitent, sans autre arme que sa petite croix de bois et son rosaire d'os, songea à reprendre Jérusalem alors que Guillaume II, général d'une armée très puissante, chef du Saint-Empire romain, n'y songea point. D'où vient cette différence? Guillaume, qui avait de justes représailles à tenter contre les massacres dont les Kurdes ensanglantèrent l'Anatolie et l'Arménie, ne se laissa pas émouvoir par le prestige de triompher du temple de Justinien à Constantinople et du sépulcre du Christ à Jérusalem au moyen d'une croisade rapidement conduite, parce qu'il est l'ami du sultan. Cette amitié, il l'a fortifiée par ses récents entretiens à Constantinople. Une pareille attitude lui fait un devoir de renoncer dans l'avenir à un rêve de cette nature après avoir renoncé à d'autres rêves aussi beaux dans le passé. Son voyage a eu autant pour but une visite à la Syrie des musulmans qu'une visite à la Palestine des chrétiens. Il n'a pas vu la mer de Tébériade, il n'a pas contemplé les cimes du Thabor; il n'est pas tombé à genoux devant le puits de la Samaritaine; il n'a pas baisé les rochers qui servirent de tribune au Sermon de la montagne. En revanche, il s'est arrêté sur les écueils et dans les bois de Jaffa, où il a vu dans les tribus bigarrées d'Ismaël l'ébauche d'une confédération coranique caressée par les califes d'Orient contre les États fidèles d'Occident; il a longuement contemplé à Baalbek les merveilleuses ruines du temple de Jupiter, de Vénus et du Soleil, ces créations des races aryennes tant détestées par les races sémites dans leur haine native pour la reproduction des êtres animés; il a visité avec attention la ville de Damas, dont les minarets ont servi de modèles à la Giralda de Séville et à la Vela de Grenade, en faisant, entre les interminables lignes d'orangers et sous les palmiers qui ombragent les tombes de Zacharie et de saint Jean, l'éloge de Saladin, ce grand persécuteur des chrétiens, qui combattit sans repos les Templiers, qui guerroya sans trêve contre les empereurs d'Allemagne et les rois d'Angleterre pendant les dernières croisades, qui se vantait d'avoir triomphé de Frédéric Ier, de Richard Cœur de Lion, de Philippe-Auguste, des Lusignans, de tous les chefs français; qui a réuni sous son sceptre la Syrie, la Palestine et l'Égypte, qui a scellé du sceau de la domination musulmane la Jérusalem de nos pieuses dévotions et de notre belle civilisation. Triste épilogue d'un si chrétien voyage!

NOTES ET DOCUMENTS

L'INCIDENT CASTELAR DEVANT L'OPINION

A mon retour de Madrid, je me suis arrêtée quelques jours à Saint-Sébastien, dans l'espoir de me remettre un peu, de hâter cette convalescence si longue à venir, et, tout de suite, je me suis installée au milieu d'un ravissant bosquet, en face de la mer dont la rumeur berceuse monte jusqu'à moi, dans une villa délicieusement poétique, la villa basque « Oroimena » (*Souvenir*), appartenant à la famille Olano, et qui, habitée l'an dernier par sir Drummond-Wolff, l'éminent et spirituel ambassadeur d'Angleterre, devait l'être, cet été, par M. Patenôtre, l'ambassadeur de France.

C'est ici, dans ce décor splendide de féerie, où tout chante la joie de vivre, où je respire à plein poumons les brises salines et l'arome des fleurs, que j'apprends aujourd'hui, en ouvrant mon courrier, et Dieu sait avec quelle stupéfaction, ce que certaines feuilles appellent déjà « l'affaire Castelar ». Je pousse dès l'abord une exclamation, un cri de stupeur, d'épouvante presque. Quoi ! Castelar aurait écrit un article qui serait poursuivi, qu'on oserait poursuivre, dont la reproduction serait interdite en Espagne, qui aurait donné lieu à des saisies, à des procès, que sais-je ?

Je demande, vite, tous les journaux, et, parmi des polémiques violentes, parmi des éloges si mérités et des calomnies d'adversaires passionnés, fous de rage, je découvre le compte rendu des discussions tumultueuses qui se sont produites, à propos de cet article, à la Chambre et au Sénat ; j'apprends qu'on suppose réellement que Castelar a attaqué, — attaqué méchamment, par parti pris, comme on l'attaque aujourd'hui, lui, — une reine, une mère, une femme ; que tout de suite les courtisans, cette « engeance funeste », suivant le mot du poète, ces ennemis nés des princes et des rois, se sont emballés avec furie dans un excès de zèle maladroit.

Mais je reste incrédule ; rien de ce qu'on affirme ne peut faire naître un soupçon en mon esprit ; je me dis que le but poursuivi par Castelar, ne peut être, non, celui qu'on veut voir à tout prix. Pourtant, de journal en journal, le tapage grossit, les commentaires deviennent plus nom-

breux, c'est à qui en dira le plus, et, entre elles, les gazettes se surexcitent, se querellent, se lancent des insultes à la tête...

Mais que vois-je, mêlé à tout cet orage? Le nom de ma revue ; l'article incriminé a été extrait de la *Nouvelle Revue Internationale* ! Pour le coup, je pousse un cri de colère et d'indignation. Je lis tous les manuscrits, je corrige toutes les épreuves, minutieuse à l'excès, et je n'aurais rien vu de tout cela? Et Castelar aurait ici même, dans cette revue, attaqué, injurié, outragé la Reine-Régente! Allons donc!

Ah! certes, le grand tribun ne cache pas ses idées républicaines, ses idées anti-dynastiques même : ce sont celles de toute sa vie et il n'a jamais varié d'une ligne quoiqu'on en ait dit. Mais de là à se rabaisser dans des querelles mesquines de parti, de là à attaquer une femme, alors qu'on est Castelar, un espagnol, le plus grand et le plus chevaleresque des Espagnols, le patriote intègre, l'apôtre de la justice et de la vérité, le verbe des révolutions légitimes, la grande figure historique et nationale dont le nom seul est une force, le génie qui honore non seulement l'Espagne mais toute l'humanité, le législateur merveilleux devant lequel, durant plus de vingt ans, tous les gouvernements qui se sont succédé se sont respectueusement inclinés, l'homme d'Etat au prestige universel que tous ces mêmes gouvernements à l'envi ont tenu à honneur de consulter, dont tous ont escompté le grand patriotisme pour les aider à rétablir la paix dans les esprits à l'intérieur, et, à l'extérieur, à faire admirer et craindre leur diplomatie! Il y a, entre ceci et cela, tout un abîme infranchissable.

Je relis les passages qui ont motivé cette sortie bruyante. Eh bien, non, non, cent fois non! Castelar, en cette circonstance, n'est pas sorti de son rôle d'historien impartial, et les coupables seuls sont ceux qui ont cherché à faire naître le doute, à établir des équivoques, qui se sont démenés, mus par cet esprit éternel de courtisanerie stigmatisé par le poète Boscan dans *El Cortesano*, à grossir démesurément les quelques critiques et comparaisons que sa conviction et sa conscience lui inspiraient, sa conscience de patriote qui fait passer au-dessus de tout et de tous l'intérêt de ce pays dont il est la gloire la plus pure et qu'il représente aux yeux de l'étranger par la géniale ampleur de son éloquence et l'élévation de ses pensées et de son caractère. Il a crié « attention! casse-cou! l'on se trompe! », il a averti, mais c'est tout.

Non, je le répète, Castelar n'a jamais, ni de près de loin, ni peu ni prou, attaqué la Reine, ni dans ma Revue, ni ailleurs. Il parle, dans l'article incriminé, de l'ingérence personnelle de Marie Christine dans les choses de la politique, de ses correspondances trop nombreuses qu'il n'approuve pas, de l'influence funeste de quelques courtisans qui ont manifesté des préférences regrettables pour tel ou tel général; mais Canovas, le monarchiste par excellence, ne convint-il pas lui-même avec Castelar et aussi avec quelques-uns de ses meilleurs amis, que l'envoi du général Polavieja lui avait été imposé par ces mêmes influences qu'il réprouvait? Castelar a simplement usé de son droit, comme écrivain indépendant et patriote, en signalant ces influences. Plusieurs députés et sénateurs monarchistes me déclarent d'ailleurs

qu'ils auraient sans hésiter signé cet article, qui représente leurs idées et leur sentiment. Et il est des gens qui prétendent que Castelar aurait pris à partie la Régente en lui imputant tous les maux de l'Espagne! Mais c'est là une abominable calomnie. Ce qu'il y a de vrai, c'est qu'il a attaqué les courtisans. De cela, il s'en honore et il s'en vante; ce n'est pas la première fois et ce ne sera certes pas la dernière. De telles flagellations furent toujours non seulement tolérées, mais permises, au temps même de Philippe II, et Castelar a cité des vers de Rioja et une célèbre page de Boscan que le jeune roi Alphonse, qui aimait à dire des vers et en savait beaucoup par cœur, m'a répétée vingt fois en même temps que certains passages des *Combates* de Nuñez de Arce. Je me rappelle l'avoir dit un jour à mon ami Nuñez :

— Savez-vous ce que j'ai fait hier? j'ai passé ma soirée avec le roi qui m'a récité par cœur, avec une mémoire prodigieuse, la plupart des pièces des *Combates*.

Et le poète, qui devint ministre plus tard, en parut très flatté. Alphonse XII savait ainsi une foule de poésies satiriques contre les courtisans et il éprouvait une joie enfantine à les souligner en riant aux éclats.

Au surplus, laissons parler Castelar lui-même, il le fera avec une éloquence et une clarté décisives.

« L'article incriminé est innocent, dit-il dans une lettre au *Nacional*, le premier journal dénoncé pour sa traduction de l'article de la *Nouvelle Revue Internationale*, et il ne peut être poursuivi et condamné, même discuté que si l'on en dénature le texte. Il ne s'y rencontre pas un mot irrévérencieux touchant la Reine. J'ai parlé de la cour, c'est-à-dire de cet ensemble de personnes formant le cortège des rois, comme on en a toujours parlé, même aux temps les plus féroces de l'absolutisme et de l'Inquisition. Ce que je dis du projet supposé de la Reine, que lui aurait inspiré son amour pour son fils, ne peut pas davantage donner lieu à une condamnation quelconque, puisque, dans cet article, il ne se trouve rien qui rabaisse ou diminue la majesté de la couronne, telle qu'elle est comprise par tous les souverains de tous les Etats.

« Cependant, malgré toute son innocence, je n'ai pas l'habitude de fuir les responsabilités que je puis encourir, et, comme vous pouvez le croire, j'accepte toutes celles que les Cortès, les tribunaux, les lois, croiront devoir me faire assumer, quoiqu'il m'en coûte beaucoup, et que je sois affligé de me voir, à mon âge, livré à des poursuites correctionnelles que je provoquais et subissais gaîment au temps de ma lointaine jeunesse. »

* * *

Le plus curieux est que, parmi tous ceux qui ont crié le plus fort, qui ont le plus dénaturé le sens du très innocent article de Castelar, se trouvent en tête les gens qui avaient peut-être le plus l'obligation de se taire.

Je ne citerai personne; mais, parmi ces monarchistes si intransigeants, on rencontre surtout ceux-là qui montrèrent le plus de cruauté pour les augustes femmes qui régnèrent sur l'Espagne.

Durant les quatre-vingts ans qui viennent de s'écouler, nous avons vu trois femmes occuper le trône : Christine de Naples, Isabelle II et la vertueuse régente Dona Christine de Hapsbourg. La première de ces femmes fut exilée et dut se réfugier en France, poursuivie par d'ignobles calomnies, et, en quittant l'Espagne, elle eut, au sujet des courtisans, cette exclamation amère, que l'histoire implacable a conservée :

— Je les ai fait comtes, je les ai fait ducs, je n'ai pas pu les faire chevaliers!

La seconde, la reine populaire et infortunée, mon auguste amie et marraine Isabelle II, fut, dans son enfance, violentée par Olozaga lequel, un jour, lui meurtrit le bras pour lui faire signer un décret. C'est là un fait acquis à l'histoire, qu'elle-même m'a confirmé. Jamais existence ne fut d'ailleurs plus malheureuse, plus troublée, que celle de cette princesse Et cependant, elle était espagnole, celle-là, la plus espagnole de toutes les espagnoles; elle était bonne, invraisemblablement bonne, compatissante et généreuse ; elle aimait l'Espagne, son Espagne, avec passion; elle était religieuse dans l'âme, superstitieuse aussi comme toute véritable espagnole; elle était l'incarnation vivante de toutes les coutumes, de tous les usages, de toutes les mœurs du pays; elle aimait les taureaux avec frénésie et chantait adorablement les airs populaires andalous. D'autre part, elle sut s'entourer de conseillers illustres et choisis, et c'est sous le règne conspué de cette reine que la monarchie constitutionnelle fut établie en Espagne, et que les travaux publics du pays commencèrent à prendre un sérieux essor. C'est également sous son règne que les hommes politiques les plus remarquables de l'Espagne contemporaine ont surgi : le comte de Toreno, Martinez de la Rosa, Rios Rosas, Narvaez, O'Donnell, Espartero, Olozaga, Miraflores, Pidal y Mon, Cardenas, Canovas, etc.

Les chemins de fer, les phares, qui rendent les côtes d'Espagne les plus sûres de l'Europe, à cause de leur système d'éclairage exceptionnel, les routes, la conduite des eaux à Madrid, on doit tous ces bienfaits à Isabelle II, et ses plus grands détracteurs eux-mêmes les considèrent comme un legs de cette souveraine réellement remarquable par son amour ardent, bien ou mal entendu, pour l'Espagne, par son intelligence vive et son goût pour les arts, par sa charité telle qu'il n'y avait pas de malheur qui ne l'émût sincèrement. Pleine d'élan et de spontanéité, spirituelle et passionnée, d'une chaleur de cœur inconcevable, toujours disposée à se mettre en quatre pour le plus humble de ses serviteurs, ne mesurant pas le danger, donnant de sa personne en toute occasion, comme la dernière de ses sujettes, elle fit notamment preuve d'une vaillance et d'un dévouement inoubliables, lorsqu'éclata le choléra, en 1855 et en 1865.

Comme elle n'attachait aucune valeur à l'argent, heureuse de donner, de combler, jouissant indiciblement des sourires de joie et de reconnaissance qu'elle voyait éclore sur les visages, elle distribuait tout ce qu'elle possédait, ne mettait jamais un centime en réserve à l'étranger et, lors de la guerre d'Afrique, on la vit disposer gaiement de son patrimoine :

— Tenez, disait-elle, prenez ceci, prenez mes joyaux, ma couronne, mes biens.

Durant tout son règne, il n'y eut aucun soulèvement dans les colonies, et la seule guerre que l'on eut à soutenir fut la glorieuse guerre d'Afrique au cours de laquelle fut conquis Tetuan. Sans doute, à côté de ces qualités incontestables, elle a eu des faiblesses, il serait oiseux de les nier ou de les dissimuler; mais combien elle a racheté ses fautes! Son attachement à la politique autoritaire, sa méfiance envers les partis libéraux purent seulement motiver sa déchéance. L'exil a dû lui ouvrir les yeux sur le danger qu'on court à éloigner un parti de la politique active, et c'est là un enseignement qu'il est utile de rappeler.

Eh bien, à cette reine, à cette femme dont, je trace à grands traits la silhouette sympathique et populaire malgré tout, ces mêmes courtisans qu'elle avait comblés, qui n'avaient pas assez de dithyrambes et de fleurs pour l'encenser, l'expulsèrent un jour brutalement, la couvrant sans merci des plus cruelles injures; elle ne trouva de courtoisie que parmi ses adversaires d'alors, chez Sagasta surtout, qui accomplit envers elle un acte de chevalerie digne des héros des légendes d'autrefois, et qui montrerait Don Praxedes sous un jour tout nouveau, s'il m'était permis de le divulguer. Elle et moi le connaissons seules.

*
* *

Quant on veut trouver une occasion, un motif, un prétexte plausible, vraisemblable, pour nuire à un homme, à un souverain, à une femme, tout est permis, licite, toutes les armes sont bonnes chez la gent politique et courtisanesque. J'en suis moi-même, par ricochet, un vivant exemple. Je suis désolée de me mettre si souvent en scène lorsque j'écris, mais j'ai été mêlée directement ou indirectement à tant d'événements qu'il m'est presque impossible de faire autrement. Ici, d'ailleurs, je ne joue qu'un rôle très secondaire.

Je venais de publier chez Cadot le dernier volume d'un roman intitulé le *Piège aux Maris*, qui, près d'un an auparavant, avait paru en feuilleton dans le *Siècle*. Il avait eu un honnête succès, mais n'avait produit aucun émoi, aucun bouleversement. Or, voici ce qui arriva : mon mari était depuis deux mois président du Conseil des ministres, — ce fut, je crois, son grand ministère —, et la *consorteria*, après avoir usé de tous les moyens pour l'empêcher d'arriver, cherchait maintenant tous les moyens pour le renverser, lorsque, enfin, le prétexte fut trouvé.

Un beau matin, en se réveillant, M. Rattazzi reçut un cartel. Un quidam quelconque lui décochait ses témoins pour lui demander réparation d'un portrait que j'avais fait de lui, prétendait-il, dans mon roman publié depuis dix mois. Mon mari mit la lettre de côté, se proposant de consulter Monzani, qui était alors son secrétaire général, pour savoir ce que cela voulait dire, ce qu'il y avait à faire, puis il se rendit au Conseil des ministres. Mais en voici bien d'une autre : à l'issue du Conseil, second cartel: Cela se corsait. Le soir, un autre encore. Et de trois. L'un d'entre eux était surtout violent; le provocateur, un de

mes cousins précisément, le marquis Pepoli, voulait se battre sur l'heure : il croyait se reconnaître dans le portrait anodin d'un certain marquis Grotesco, lequel, ministre, faisait frapper à tout instant des médailles en son honneur et envoyait la veille aux journaux les discours d'inauguration qu'il devait improviser le lendemain. Bref, tant de personnages se reconnurent dans mes personnages, qu'au bout de deux jours M. Rattazzi avait reçu dix-sept cartels, et toute l'Italie, Florence en particulier, se souvient encore de cette funambulesque histoire. Au Conseil des ministres, on ne s'occupait plus d'autre chose, alors que, cependant, l'Italie traversait une crise très grave. Le pauvre président du Conseil, d'abord amusé, puis inquiet de cette algarade étrange, avait fini par choisir deux témoins, le général de Revel, ministre de la guerre, et un autre de ses collègues, car la situation devenait critique. Il rencontrait ses adversaires et leurs témoins partout, dans les ministères, au palais, aux Cascines, au théâtre, et ils avaient toujours des airs provocants, voulant se battre à tout prix. Ce fut le roi Victor-Emmanuel, avec son esprit accoutumé, qui dut trancher le nœud gordien de cette homérique situation. Il réunit, dans son cabinet, le marquis Grotesco-Pepoli et plusieurs autres des plus forcenés provocateurs et il leur tint gravement ce langage avec son air narquois et bon enfant :

— Eh bien! mes amis, vous voulez donc vous battre avec mon ami Rattazzi? Vous voulez le pourfendre et vous vous y êtes mis à plusieurs, me paraît-il. Pour ma part, je n'y vois pas d'inconvénients. Il se battra donc et il est certain qu'il succombera sous le nombre si ce n'est sous votre vaillance. Mais halte-là! ajouta-t-il, il ne se battra que lorsqu'il ne sera plus à la tête du gouvernement. Jusque-là, il m'appartient, il est mon homme, le pays et moi nous en avons besoin; à lui je défends donc de répondre à vos provocations, à vous de les continuer. Une fois libre, soyez persuadés qu'il vous répondra à tous, l'un après l'autre, ou tous ensemble, à votre choix. Je lui enseignerai, dans nos moments perdus, une botte secrète qui lui permettra de ne pas faire trop mauvaise figure. J'ai dit. Allez!

Le coup était manqué. Pepoli et les autres se tinrent cois, tant et si bien qu'à sa sortie du ministère, quoique pressé de se rendre à Alexandrie, Rattazzi attendit vainement deux jours ses adversaires, sur le conseil de Victor-Emmanuel. Le marquis Pepoli lui-même ne se montra pas : il avait la pituite!

Et c'est ainsi que se termina cette histoire, qui occupa Florence durant un mois, et dont il n'est resté qu'un mot de M. Rattazzi demeuré célèbre. Comme un de ses amis, un bon et vaillant général, se désolait de tout ce remue-ménage : « Mais votre femme aurait bien pu se tenir tranquille; voyez les embarras où elle nous met! », mon cher mari, répondit finement :

— La pauvre créature n'en peut mais; elle est plus malheureuse que personne de tout cela. Son livre incriminé avait paru depuis un an; voyez-vous, si ces gens-là n'avaient trouvé ce prétexte, ils en auraient trouvé un autre. Puis, que voulez-vous, j'aime mieux me battre pour les livres de ma femme que pour ses amoureux.

Le résultat de tout ce tapage fut que le dernier volume de la série, le *Chemin du Paradis* (*Bicherville*), introuvable aujourd'hui, eut quatre-vingt trois éditions, tandis que les trois précédents n'en eurent que deux, ce qui blessa cruellement mon amour-propre. Mais qu'importe! les intrigues des courtisans étaient déjouées!

*
* *

A propos des gaffes de ces mêmes courtisans, je citerai encore un fait qui me touche personnellement et dont l'incident Castelar est en quelque sorte la répétition, mais bien autrement grave. Il y a douze ans, au moment de son mariage avec la reine Christine, le roi, que j'ai connu enfant, qui avait été le compagnon de mon fils, que j'allais même voir à Vienne à son collège de la Teresiana, que j'aimais comme un jeune frère, presque comme un enfant, m'engagea vivement à assister à la cérémonie. J'avais de même assisté à son premier mariage sur ses instances et celles du duc et de la duchesse de Montpensier qui m'avaient présentée eux-mêmes, à Séville, la jolie fiancée. Je ne pus résister à cette invitation, faite en des termes charmants, et, pensant être agréable à mon jeune et royal ami, je me fis déléguer officiellement par le grand journal autrichien de Vienne, la *Neue Freie Presse*, auquel je collaborais. Fidèle à ma mission, j'envoyai chaque jour avec assiduité une correspondance, soit par lettre, soit par dépêche, notant, racontant tout, sans flagornerie aucune, mais sur un ton évidemment sympathique. Je m'imaginais que le jeune roi devait m'être très reconnaissant du mal que je me donnais, et je me réjouissais déjà à l'avance à la pensée des félicitations que j'allais recevoir. Marie-Christine m'avait beaucoup frappée par son grand air, sa pose extatique, tandis qu'elle traversait la nef de l'église; elle eut ce jour-là, en effet, je l'ai dit cent fois, une heure de beauté surhumaine. Sa mère, l'archiduchesse Isabelle, portait, elle, le manteau de cour d'une façon admirable. Et je m'extasiai, dans mes articles, sur la majesté et la correction de ces princesses.

J'étais donc dans l'enchantement de moi-même et des écrits du baron Stock, mon *ego sum*, heureuse d'avoir été agréable au roi, lorsque, un beau matin, je reçus une dépêche du directeur de la *Neue Freie Presse*, me disant : « Le journal est saisi pour votre dernière correspondance. Qu'est-ce que cela veut dire? C'est très fâcheux. » Deux jours après, nouveau télégramme : « Nous sommes saisis une seconde fois pour une autre correspondance. »

Inquiète, ennuyée, mécontente, je m'informai auprès de Morphy, le meilleur ami du jeune roi, son précepteur, et auprès du président du Conseil. J'appris alors que j'étais accusée d'avoir écrit des correspondances subversives contre Sa Majesté.

On finit si bien même par l'en persuader, qu'il me regardait de travers, d'un air fâché, quand il me rencontrait ; il semblait fuir mon regard et je sentais la suspicion dans tous les yeux. Pour le coup, je me mis en colère ; je suspendis mes correspondances malgré les supplications du directeur de la *Neue Freie Presse*, et, fâchée à mon tour, j'écri-

vis une lettre très sévère et très attristée à mon jeune ami couronné. Quelques jours après m'arrivait une grosse enveloppe contenant des feuillets écrits hâtivement sur le joli et original papier orné d'un fer à cheval dont le roi usait toujours. Cette lettre contenait les lignes suivantes, dont je donnerai le fac-simile un de ces jours dans la *Petite Revue*, pour faire suite à ceux que j'ai déjà publiés d'Alphonse XII dans ma collection d'autographes :

Ma chère petite maman (*mamina*, comme dit Isabelle, c'est bien plus joli).

Vous aviez mille fois raison. Je viens de lire tous vos articles un à un et je vous le dis bien vite, je me suis mis dans une grosse colère contre moi-même, car j'ai bien vu que j'étais une *bête* (*sic*). Vous êtes la plus adorable des femmes, des *maminas* passées, présentes et futures, mais que voulez-vous? on m'avait monté la tête ; on m'avait dit que vous m'aviez attaqué et tourné en ridicule et j'étais très courroucé.

Pardon, pardon, pardon, cela ne m'arrivera plus. J'étais si surchargé de besogne, d'affaires, de tracas de toutes sortes qu'on me lisait vos correspondances en les amplifiant, les dénaturant, et comme un gogo, je me laissais convaincre. Ah ! les vilaines gens ! Seule, ma femme me calmait en me disant qu'elle ne croyait pas à tous ces racontars, que vous aviez été bien gracieuse et bien indulgente pour elle. Décidément, elle a beaucoup de raison et d'esprit, ma femme !

Venez nous voir demain pour me dire que vous ne m'en voulez plus, que vous me pardonnez. Je vous dirai les noms de tous vos ennemis, de tous ceux qui ont envenimé vos chroniques. Vous leur direz quelque bonne méchanceté dans un de vos articles. Ah ! les courtisans, les courtisans ! Vous souvenez-vous des vers de Miguel de los Santos ? A propos, Morphy m'a toujours dit aussi que l'on se trompait. Enfin, venez demain, sinon vous ne saurez rien. Sachez seulement aujourd'hui que la Reine vous trouve tout à fait charmante et sa mère aussi ; elles disent que votre visage a l'air de votre esprit. A demain, et croyez-moi votre repentant.

ALPHONSE.

* * *

Je reviens à l'article de Castelar.

Il m'appartient, j'ai le devoir de rétablir les faits, de dire tout haut mes sentiments avec la certitude de n'être contredite par aucun de ceux qui suivent, dans cette revue, les articles documentés et véritablement uniques, — ou plutôt les études, car Castelar ne sort de son rôle sous aucun prétexte et n'écrit que des pages destinées à analyser l'évolution des peuples et des idées au cours de cette génération, et à prendre ainsi une place dans l'avenir à côté des meilleures œuvres des Michelet, des Thiers, des Lamartine et des Guizot —, les études, dis-je, que mon illustre ami et collaborateur écrit pour elle depuis de longues années.

Quelques explications ne seront d'ailleurs pas inutiles ici, puisque c'est une des revues politiques de quinzaine de la *Nouvelle Revue Internationale*, — que tant de confrères pillent à l'envi, qu'ils ne cessent de démarquer, qu'ils vont parfois jusqu'à convertir en interviews, — qui a

produit ce beau tapage, et que, d'autre part, on a donné des détails erronés.

L'article en question nous parvint dans les derniers jours d'avril, trop tard pour paraître dans le numéro du 1er mai. Obligés de le renvoyer au 15 mai, nous demandâmes à notre illustre collaborateur, qui s'empressa d'accéder à notre désir, quelques feuillets complémentaires, pour demeurer dans l'actualité, en raison de la gravité des événements. Ces quelques pages nous arrivèrent le 10 mai; les bonnes feuilles furent distribuées le 12 aux journaux et la livraison parut le 15.

De même que tous ceux que Castelar daigne écrire pour cette revue et qui ont tant contribué à sa fortune, cet article fut accueilli avec force éloges; mais il ne produisit, dès l'abord, aucun bouleversement, les premières reproductions étant prises dans les passages de politique générale, comme d'ailleurs celles du précédent numéro dont un fragment sur les alliances, répété dans la plupart des journaux d'Europe, obtint un succès transcendant. Mais voyez la bizarrerie, c'est près de quinze jours après sa publication, et sur des extraits parus dans la *Petite Revue Internationale*, l'édition hebdomadaire réduite de la *Nouvelle Revue Internationale*, que le scandale éclata. Comment éclaircir ce mystère? Peut-être convient-il de l'attribuer aux irrégularités de la poste en Espagne, irrégularités telles que parfois, à Madrid, mon courrier de trois jours m'était remis en bloc, que d'autres fois, il n'arrivait jamais?

De ce numéro du 15 mai, par exemple, quoique une expédition assez considérable m'ait été faite, je n'ai eu qu'un seul numéro, celui qui fut adressé à ma fille, et comme diverses personnes se plaignaient de leur côté de n'avoir pas reçu ce fascicule, je pensai qu'il avait été intercepté ou égaré en partie, et je donnai l'ordre de faire un nouvel envoi. Par contre, la *Petite Revue Internationale*, sœur cadette de celle-ci, qui compte peu d'abonnés à l'étranger, étant surtout destinée à la vente dans les provinces de France et de Belgique, arriva presque partout, et c'est sur les extraits reproduits par le *Nacional*, le *País*, le *Correo español*, etc., — laquelle reproduction va les conduire devant les tribunaux militaires, car Madrid est en état de siège, — que s'échafauda cet immense potin qui a pu faire croire un instant, à ceux qui n'avaient pas lu l'article, que Castelar était sorti du chemin tracé, avait été détourné de la haute mission qu'il remplit dans l'humanité, à l'égal des Gladstone et des Jules Simon.

*
* *

A la Chambre et au Sénat surtout, des hommes se sont trouvés qui, pour donner à la Reine des témoignages d'attachement que nul ne réclamait, sont devenus ces courtisans flagorneurs, dont le rôle est absolument celui de la mouche du coche, et que Castelar, l'histoire de tous les peuples en mains, a voulu surtout flageller dans l'article incriminé; des hommes qui n'ont pas compris qu'en essayant de censurer le tribun qui, aux yeux du monde entier, incarne le plus exclusivement la patrie espagnole, c'est la patrie, leur propre patrie qu'ils essayaient

de censurer; des hommes enfin qui, dans l'aveuglement de leurs passions politiques, n'ont pas craint de compromettre leur propre gloire en voulant tenter de diminuer celle de l'homme d'Etat qui personnifie en Europe ce mot de gloire dans ce qu'il a de plus digne, de plus noble et de plus élevé.

Car il est des êtres d'une essence supérieure, géniale, je dirai presque divine, que les outrages des hommes n'atteignent pas, ne peuvent atteindre, parce que le peuple entier les place au-dessus de tous et de tout.

Le député républicain Azcarate, dont les études politiques sont toujours si appréciées, n'a pu s'empêcher de se lever au Congrès, comme mû par un ressort, sous le poids de l'émotion, en présence de ces injures odieuses et de l'invraisemblable et inepte mesure projetée, pour crier son indignation douloureuse. Il a demandé au gouvernement s'il était vrai que Castelar serait traduit devant les tribunaux militaires pour son article de la *Nouvelle Revue Internationale*. Embarrassé, le ministre de l'intérieur Capdepon a répondu qu'en effet, la veille, au Sénat, il avait été résolu en principe que le cas de Castelar serait soumis au jugement des tribunaux compétents; mais que cette mesure n'était pas encore sanctionnée.

Devant l'ambiguïté de cette réponse, M. Azcarate annonça aussitôt une interpellation directe au président du Conseil des ministres. Il est évident que Sagasta, en apprenant qu'un nouveau débat serait engagé, dut avoir un singulier haussement d'épaules, stupéfié de toute cette tempête dans un verre d'eau. Son bon sens naturel, son habileté, son critérium exact des choses de la politique, durent lui faire comprendre tout ce qu'il y avait de maladroit dans ce zèle intempestif ne reposant sur rien. Assurément, sous Canovas, un pareil fait, aussi insensé, ne se serait pas produit. D'un mot, d'un geste, Canovas aurait arrêté ce débordement d'imprécations insolites, et le seul tort de Sagasta est de n'avoir pas dit ce mot, pour éviter au Parlement la honte d'une discussion flétrissante pour tous ceux qui ont eu l'audace de manifester leurs doutes sur le patriotisme du plus grand patriote des temps modernes. Je comprends Sagasta : il n'a pas voulu s'interposer et il a fui, autant qu'il le pouvait, toute responsabilité vis-à-vis des uns et des autres, afin de ne s'attirer aucun blâme de la part de ceux-ci ou de ceux-là. Je ne lui en fais pas un reproche, sachant qu'il a voulu user de prudence, ne pas compromettre l'autorité et l'influence dont il a tant besoin en cette époque troublée, et peut-être même laisser se tirer seuls d'affaire, n'appartenant pas à son parti, les membres du Parlement qui n'ont pas su éviter le péril qu'on court toujours à se montrer plus royaliste que le roi. Cette tactique lui est propre; elle tient à sa nature même, au peu d'importance qu'il attache en général aux choses de presse, à son désir de concentrer tous ses efforts vers les questions graves exclusivement. Mais, au fond, en présence des proportions démesurées qu'il a pris, il a dû regretter ce pénible incident; il a dû le regretter comme tous les véritables amis de la Reine et de la monarchie, comme la Reine elle-même, j'en jurerais. Oui, certes, j'ai la conviction que s'il est une per-

sonne au monde peinée et contrariée de voir le fier caractère et la prestigieuse figure du grand Espagnol si délibérément anathématisés à son propos, c'est elle, la Régente, la prétendue victime. Je dirai même que si elle a lu l'article en entier, comme je le crois, car elle lit toujours avec intérêt la *Nouvelle Revue Internationale*, elle a pu se rendre compte, avec son rare bon sens, son flair particulier, sa divination d'homme d'Etat, qu'il n'y avait rien, rien, de ce qu'on a voulu y trouver, que Castelar n'a pas eu le moins du monde l'intention de l'attaquer personnellement, ni directement, ni indirectement, et elle a dû trouver lamentables ces hauts cris d'exaspération qui ont sonné si faux.

Pour ma part, j'ai éprouvé un profond regret de voir un homme d'une loyauté indiscutable comme le général Martinez-Campos, s'associer à cette manœuvre, ou tomber de bonne foi dans cette erreur comme tant d'autres sans doute; la seule excuse de l'ancien gouverneur de Cuba est qu'il n'a pas dû avoir connaissance de l'article, en son entier du moins, et s'en être rapporté aux bruits sans fondement grossis à chaque instant, véritable montagne accouchant, en somme, d'une souris.

Dire que Castelar a perdu la tête, est une impertinence de collégien; dans la bouche du maréchal, s'il a oublié un instant le respect qui est dû aux gloires nationales, elle devient douloureusement pénible. Aussi ne puis-je me résoudre à croire que l'illustre soldat ait osé proférer un semblable blasphème, d'autant plus encore que les journaux ne disent rien de ce qui serait infailliblement advenu, car l'Assemblée se serait levée tout entière pour protester au nom du pays.

En tout cas, il faut savoir gré à M. Azcarate de l'énergie avec laquelle il a défendu un collègue absent, et cherché, en se plaçant sur le terrain strict de la légalité, à dissiper un orage qui n'a été produit, si violent qu'il ait pu paraître, que par le choc de bulles de savon.

*
* *

Ce qu'il y a de plus regrettable dans cette aventure, qui serait burlesque si de hautes personnalités n'étaient en jeu, c'est qu'étant donnés son caractère entier et indomptable et son horreur de l'injustice, il est plus que probable que si l'on avait donné suite au procès annoncé, Castelar aurait fièrement renoncé, de son propre chef, à l'immunité parlementaire, afin de défendre les accusations portées sur les soi-disantes accusations contenues dans l'article de la *Nouvelle Revue Internationale* qu'il n'a jamais songé à nier ou à contester, et dont, dès le début, il a déclaré assumer toute la responsabilité. C'est alors, croyez-moi, que le gouvernement aurait regretté de n'avoir pas mis le holà à cette algarade si inattendue. Tout de suite, d'ailleurs, les journaux anglais jugèrent, et ce fut la croyance générale, que le cabinet y regarderait à deux fois avant d'engager un procès plein de dangers et de périls de toutes sortes pour sa stabilité.

Castelar, lui, — sa lettre au *Nacional* qui, le premier, a reproduit des fragments de l'article, est très concluante à cet égard, — se montre

fort peu inquiet ou préoccupé de ce que peuvent dire ou faire les Cortès au sujet des opinions qu'il manifeste comme historien. Il attend, calme et serein, le jugement du tribunal suprême dont tous les hommes publics relèvent, le tribunal qui comprend tous les citoyens et qui s'appelle le pays. Et, confiant dans la justice de ce pays qu'il a tant contribué à faire aimer et respecter, il ne daigne même pas, lui, député, aller se défendre devant la Chambre.

Voyez déjà l'effet produit.

Hier, sollicité par ceux-ci, attaqué par ceux-là, porté aux nues par le plus grand nombre, aux gémonies par quelques-uns, Castelar pouvait encore paraître suspect à un certain nombre de ses anciens amis.

Aujourd'hui, de l'avoir vu brutalement insulté, en butte aux colères misérables et aux outrages insensés de courtisans ultra-royalistes — pareils à ces courtisans de Louis XVI qui, pour avoir refusé de se compromettre avec des libéraux comme Barnave, les Lameth et Malouet, occasionnèrent la déchéance de la royauté et la condamnation à mort du roi et de Marie-Antoinette — toute l'opinion revient au grand tribun, accourt se ranger à son côté. Ceux qui le niaient le reconnaissent et ceux qu'une rancune irraisonnée, un dépit quelconque sans fondement avaient éloigné de lui, se lèvent d'un seul mouvement, prêts à le suivre, à le défendre, à le seconder, à passer avec lui le Rubicon.

Jamais excès de zèle ne fut donc plus intempestif, plus maladroit, plus inopportun, plus contraire au but que les envieux et les méchants se proposaient. Tant et si bien que l'on prépare à Castelar pour le jour, non pas si prochain qu'on le croit cependant, où il rentrera à Madrid, une ovation sans précédent, qu'il ne désirait ni ne recherchait, qu'il eût préféré éviter, au contraire, mais dont nul au monde ne pourra maintenant arrêter l'élan.

Le *Liberal* assure que cette manifestation sera imposante, parce que tous les partis y prendront part. Les républicains, eux, viendront même des provinces de Barcelone, de Valence, de Saragosse, de Valladolid, de Saint-Sébastien, de Bilbao, de partout.

Voilà, le *Morning Post* le fait judicieusement remarquer, à quoi aura servi cette malencontreuse persécution : à provoquer une gigantesque manifestation démocratique autrement significative que la manifestation qui a résulté des légendaires scandales de Madrid, à prouver que l'histoire de la Restauration peut être légitimement comparée à celle de l'empire de Byzance, puisque, tandis que le peuple pâtit et que la patrie se désagrège, on voit se diviser en sectes et en castes les meilleurs serviteurs et les plus illustres soldats de la nation.

Mais aussi, maladroits serviteurs, pourquoi avoir osé parler de procéder contre Castelar? Pourquoi avoir lancé d'aussi naïves fanfaronnades, d'aussi vaines menaces? Ce sont là des provocations coupables qui se sont toujours payées cher, dans tous les temps et chez tous les peuples, lorsqu'elles s'adressent, comme en cette occasion, à l'idole d'un peuple. Plus avisée que vous, inconscients courtisans, plus prévoyante, plus impartiale, plus respectueuse de ceux qui illustrent la nation, la

Reine a si bien compris cette situation qu'elle a répété avec insistance à Sagasta qu'elle serait profondément et personnellement peinée si la moindre poursuite, la moindre *molestia* était exercée contre Castelar pour son article de la *Nouvelle Revue Internationale*...

Des télégrammes de Paris m'annoncent aujourd'hui que tout ce fracas a eu pour résultat une vente extraordinaire de la Revue, que plusieurs éditions successives on't été enlevées. Comme directrice, je dois me réjouir d'un tel succès; mais je ne puis me consoler d'avoir été l'occasion d'injures absurdes, d'insinuations malveillantes, de suspicions sans cause dirigées contre mon illustre collaborateur. Et la Reine, dans un ordre d'idées différent, doit se trouver dans le même cas. Elle est l'occasion, comme ma Revue est le prétexte, d'un déchaînement de passions malsaines qui devait couver depuis longtemps et qui aura pour premier résultat, je le répète, loin d'enrayer le mouvement qui se produisait déjà autour de Castelar, de ranimer, de redoubler une popularité qui semblait pourtant avoir atteint le *summum*, alors qu'il était, lui, avide de paix, de calme et de silence, et décidé à n'apporter aucune entrave au gouvernement de Sagasta.

Sa noble indépendance et sa largeur de vues sont telles, en effet, que, malgré la persécution inepte dont il vient d'être l'objet, incapable d'un sentiment étroit quelconque, ayant pour seul guide son patriotisme absolu, il vient de conseiller de Sax à ses amis, les anciens possibilistes, entrés depuis dans le parti libéral, qui l'avaient consulté sur la conduite à tenir vis-à-vis du gouvernement, de rester unis et fidèles aux côtés de M. Sagasta, de ne lui créer de difficultés d'aucun genre, de continuer à lui prêter leur concours avec loyauté. Quant à lui, il entend rester ce qu'il a toujours été. Il ne tient pas avoir autour de lui des amis politiques participant à ses triomphes ou à ses échecs, s'il se peut qu'il en rencontre, et n'accepter, enfin, d'être le chef d'aucune fraction du parti républicain auquel il appartient.

Cette décision formelle du célèbre homme d'Etat a été communiquée à M. Sagasta par les députés Calzado et Palomo. Elle est détachée d'une lettre où M. Castelar oppose une fois de plus la négation la plus absolue à l'intention qu'on lui prête d'avoir voulu offenser la Reine dans son article de la *Nouvelle Revue Internationale*.

Oui, fidèle à son programme, à ses résolutions, ainsi que l'illustre tribun l'a déclaré en ces derniers jours au banquet qui lui a été donné à Elda, il s'est promis de ne pas bouger de chez lui, de ne pas se mettre en avant, de ne prendre aucune initiative relative à la marche des affaires du pays. Ce n'est que si, par malheur, par impossible, tout venait à être perdu, et Dieu sait s'il fait des vœux pour que ce jour n'arrive jamais, ce n'est que si le salut de la patrie venait à exiger à nouveau son dévouement, si le pays n'avait plus qu'à choisir entre le Carlisme et la République, qu'il songerait peut-être à se laisser arracher à son *home*, à se mettre résolument, quoique à contre-cœur, à la tête de la nation, comme un général se met à la tête d'une armée lorsque l'heure du péril a sonné...

* * *

Cet article de Castelar a produit, en raison des séances mouvementées auxquelles il a donné lieu à la Chambre et au Sénat, une si profonde sensation, que dans plusieurs conférences du cabinet tenues à la Présidence du Conseil, il n'a pas été question d'autre chose. On semblait, pour un instant, avoir oublié cette terrible guerre avec l'Amérique dans laquelle l'Espagne se montre si héroïque une fois de plus. Mon ami Sagasta, Gamazo, ce cerveau puissant, si net et si pondéré, doué d'une si grande puissance de travail, l'indispensable bras droit du chef du parti libéral, et Groizard, ce diplomate distingué dont le tact et l'habileté sont proverbiales, se sont surtout occupés de cette tempête dans un verre d'eau. Gamazo, dans une de ces conférences, aurait tenu un propos qui l'honore et dont je le félicite.

— Il serait inique, aurait-il dit, de poursuivre M. Castelar pour la publication d'un article dans une Revue étrangère ; notre code ne prévoit pas le cas.

Vous l'avouerai-je ? J'avais, pour ma part, si peu compris ou soupçonné que cet article allait être incriminé, considéré comme une offense à la Reine, que le jour où je me rendis au Palais, au moment où l'article paraissait à Paris, c'est de Castelar surtout que je m'entretins avec l'auguste princesse. L'une des premières choses qu'elle me demanda, dans les meilleurs termes et avec le plus grand intérêt, ce fut des nouvelles de la santé de mon éminent collaborateur. Elle me dit qu'elle lisait assidûment les articles qu'il publiait dans ma Revue et me fit part de son désir de savoir s'il les écrivait en français.

Je lui expliquai que je préférais qu'il les écrivît en espagnol quoiqu'il parle et écrive admirablement le français, que longtemps je les traduisis moi-même, plutôt littéralement que littérairement afin de ne rien enlever au pittoresque du style ; mais qu'aujourd'hui, ce travail étant long, difficile et absorbant, il était confié à des traducteurs expérimentés, et que je me bornais à le revoir minutieusement, corrigeant moi-même les épreuves.

La vaillante souveraine paraissait beaucoup s'intéresser à ces détails, et, dans la conversation, je lui parlai incidemment des bruits qui couraient à ce moment d'une abdication possible, au cas d'une grave défaite, en faveur de la princesse Isabelle, ne pouvant, elle, dans sa fierté, se résigner à signer l'abandon d'une seule parcelle du territoire national.

La reine détourna la conversation, ne me répondit pas ; nous parlâmes d'autre chose ; je ne pus donc connaître sa pensée. Toutefois je constatai, comme je l'ai dit dans mon précédent article, paru précisément dans le numéro incriminé, sa sérénité, son courage et sa vaillance, son profond amour de l'Espagne, sa confiance en notre armée.

Mais, voyez ma naïveté, je m'étais si peu aperçue que l'article de Castelar pouvait paraître une attaque, que je n'avais pas hésité à lui en parler, à lui dire ces bruits qui, ayant pris une certaine consistance,

étaient rapportés par le chroniqueur qu'elle pouvait deviner. Elle ne montra aucun étonnement; elle devait donc déjà les connaître. Et d'ailleurs, ne venaient-ils pas de Vienne?

*
* *

En résumé, ainsi qu'on l'a fait justement remarquer :

Quand un homme comme Castelar — qui a acquis une réputation universelle que seuls Canovas et lui atteignirent en cette époque — se retire volontairement de la lutte politique et hausse la voix pour avertir noblement sa patrie des risques qu'elle court, des dangers qui la menacent, pour signaler les gouffres sans fond vers lesquels elle se précipite aveuglément, comment imaginer qu'il aspire à la direction d'un parti, au renversement de ce même gouvernement qu'il se fait un devoir de protéger en lui montrant les écueils parsemés sur sa route?

Quand un homme comme Castelar, qui a rendu à la Régence des services qu'aucun de ses plus zélés défenseurs n'a été en mesure de lui rendre; qui, en abandonnant la politique active, rendit impuissants les partis républicains pour le grand bien de cette même Régence; qui aida celle-ci à établir une Constitution démocratique ; qui abdiqua, en quelque sorte, dans le seul but de lui permettre de gouverner sans entrave; qui sacrifia, même beaucoup de son propre prestige dans la Péninsule à cette œuvre de patriotisme absolu ; et qui aujourd'hui enfin recouvre la parole pour mettre un système politique, qu'il ne supporte qu'à regret, à l'abri d'une catastrophe, — que peut-on voir dans cette attitude, sinon le dernier et suprême sacrifice du grand républicain en faveur d'une monarchie qui constitue, aux yeux du peuple, la garantie solide de la paix publique et de la régénération nationale?

Qui peut, en fin de compte, attribuer des ambitions à un homme dans la plénitude de son âge mûr, qui a occupé les plus hautes fonctions dans l'Etat, qui ne cesse d'être l'idole populaire de son grand pays et qui déjà a pris sa place parmi les grandes figures légendaires?

Si Castelar a rendu des services à la monarchie, si même il les a prodigués, il ne se soucie pas d'en faire l'inventaire et ne manifeste aucun repentir. Ce n'est pas seulement pour rétablir sa santé ébranlée, mais encore et surtout pour continuer à vivre dans le silence et la tranquillité, éloigné de l'agitation fébrile des esprits en émoi, que Castelar s'est réfugié au sein d'une luxuriante campagne, propice aux poétiques rêveries; c'est pour se tenir à l'écart de l'opposition, lorsqu'il a compris qu'elle essayait, pour l'attirer à elle, de se grouper sous la clarté resplendissante de son nom triomphant.

J'insiste sur ce point, que le grand Castelar se borne comme toujours, et tant pis pour ceux qui craignent la vérité, à découvrir les maux ou leurs germes pour qu'on y remédie par les moyens les plus logiques, qui ne présenteraient presque jamais un caractère républicain si on les appliquait, mais plutôt un caractère monarchique et dynastique.

Et cependant, voici qu'on prêche contre Castelar, parmi les groupes monarchiques, une croisade aussi ridicule qu'odieuse. Pour que ces

gens puissent ainsi agir si aveuglément; pour qu'un ministre, sorti de ce parti libéral qui doit à Castelar tous les triomphes qu'il s'attribue, ait osé parler d'infliger un châtiment à l'illustre écrivain dans une Chambre espagnole; pour qu'on ait songé seulement à un tel acte de démence, le plus grand et le dernier que l'on pourrait commettre — est-ce donc que les cris d'alarme du grand tribun ont retenti comme les trompettes qui vinrent annoncer la destruction de Jéricho?

La Régente, elle, a si bien compris le danger de cet effroi soudain qu'elle a ordonné à Sagasta de ne pas poursuivre Castelar, qu'elle estime profondément, auquel toute sa sympathie est acquise. Sa sympathie, oui, et elle en a fait l'aveu dans les circonstances que voici : Il y a deux ou trois ans, étant en villégiature à Saint-Sébastien, Marie-Christine fit une longue promenade en voiture et s'arrêta à Hernani. Là, un petit lunch lui fut offert par les autorités locales, et, ce goûter improvisé terminé, comme elle visitait l'hôtel de ville — un monument tout flambant neuf — elle prit un instant à part le maire de la jolie cité :

— Etes-vous content, lui demanda-t-elle, de la marche des affaires?

— Mais oui, madame, le Guipuzcoa est une contrée florissante.

— Et dites-moi, ajouta Marie-Christine, à quel parti appartenez-vous?

L'alcade resta un instant interloqué; très républicain, il craignai d'offenser la Reine en lui avouant ses opinions. Enfin, il s'enhardit :

— Je suis républicain.

— Ah! et de quelle fraction?

— J'appartiens au groupe possibiliste.

— Mais c'est très bien, monsieur le maire : *Castelar est mon ami.*

* * *

Je relis encore l'article qui a soulevé tant de polémiques violentes, tant de poursuites rigoureuses et tant d'interpellations à la Chambre et au Sénat, et je me dis, en présence de la modération des termes de Castelar et du bruit immense qu'ils ont pourtant suscité, qu'il faut en conclure qu'une seule chose reste prouvée : que le grand orateur est bien décidément l'une des personnalités les plus considérables de ce siècle puisqu'une seule phrase écrite de sa main peut mettre en ébullition tout un peuple. Et cet incident confirme ce que j'ai toujours dit partout bien haut, que Castelar doit figurer à côté de ces quelques hommes dont parle Vauvenargues, en lesquels, génies élevés jusqu'au sublime, on ne sent pas les bornes de l'esprit humain...

MARIE-LETIZIA DE RUTE.

LA « NOUVELLE REVUE INTERNATIONALE »

DEVANT LES CORTÈS

Séance du 2 juin 1898.

PRÉSIDENCE DE M. LE MARQUIS DE LA VEGA DE ARMIJO

Question à propos d'un article de Castelar.

La séance s'ouvre à 2 h. 1/2.

M. Azcarate pose une question à M. le Ministre de l'Intérieur, le seul ministre qui soit à ce moment-là au banc du gouvernement, pour lui demander si, dans sa réponse faite au Sénat au sujet d'un article de Castelar, publié par la *Nouvelle Revue Internationale*, le gouvernement a déclaré que l'auteur restait soumis à la juridiction militaire. Il demande, en outre, s'il a promis d'agir de toute son influence sur ses amis politiques, pour que l'immunité dont jouit M. Castelar en sa qualité de député aux Cortès, laisse entière sa responsabilité d'auteur.

Le Ministre de l'Intérieur réplique que ce n'est pas à lui, mais au Ministre des Grâces et de la Justice, qu'il appartient de répondre à la première question relative au genre de tribunaux qui doivent en connaître, affirmant qu'il n'a été question au Sénat que des tribunaux *compétents* en la matière et rien de plus. Quant à la seconde question, il déclare avoir dit que l'immunité parlementaire ne devait pas être une raison d'impunité, mais que le gouvernement ne pouvait s'engager à peser sur ses amis pour que la Chambre ait une attitude de préférence à une autre, les Chambres n'ayant à prendre avis de personne pour se prononcer dans un cas de cette nature.

M. Ruiz Capdebon dit que si l'auteur de l'article est celui qu'on suppose, il a démérité aux yeux des amis du gouvernement.

M. Azcarate déclare alors que puisque M. Capdebon fait dériver, dans cette affaire, la compétence de la Chambre d'une décision gouvernementale, *il dépose une demande d'interpellation.*

M. le vicomte d'Irueste demande si le journaliste qui écrit un article dans une Revue étrangère, peut être rendu responsable de cet article devant les tribunaux de son pays.

Le Ministre répond que ce n'est pas au gouvernement de décider, mais aux tribunaux. Il ne veut pas encourir le ridicule d'émettre une opinion qu'un tribunal pourrait contredire.

Le vicomte d'Irueste reprend la parole. Il propose insidieusement au Congrès de rechercher les moyens d'accorder une pension à M. Castelar, pour lui permettre de rétablir sa santé ébranlée, afin qu'il puisse continuer à écrire dans les journaux ou les revues.

M. le Président des Cortès fait observer que la forme réglementaire à adopter en ce cas, est de présenter la proposition aux sections pour qu'elles émettent un avis.

M. Azcarate réclame de nouveau la parole pour protester contre l'intention ironique de la motion proposée par M. d'Irueste, et il ajoute : « J'ai demandé la parole pour protester contre une attaque invraisemblable faite à un défenseur de nos idées, à un député et à un absent. Je n'ai plus rien à dire. » (*Rumeurs.*)

L'incident est clos.

Séance du 3 juin.

Interpellation sur l'article de Castelar.

M. Azcarate se lève pour développer son interpellation. Il commence par dire qu'il n'obéit pas à un autre mobile que celui de faire respecter la loi et la dignité de la Chambre. L'incident dont il s'agit n'a été connu au Congrès que par le bruit fait par la partie monarchiste du Sénat autour d'un article écrit par un de nos collègues dans une Revue de Paris. Du moment que le Sénat se permettait de censurer durement un acte d'un membre du Congrès, accompli en dehors de ses fonctions parlementaires, l'événement pouvait donner naissance, selon lui, à un com-

mencement de conflit entre les deux Chambres. Il reproche au Ministre de l'intérieur d'avoir donné aux Chambres l'assurance que Castelar, auteur de l'article, serait poursuivi devant les tribunaux compétents et la promesse que les amis du gouvernement répondraient à la Commission rogatoire qui devait être instituée à cet effet.

« M. le Ministre, ajoute-t-il, après avoir parlé de son incompétence et de celle du gouvernement dans la question en litige, soumit généreusement la décision gouvernementale à l'appréciation des tribunaux. Comment veut-on qu'en présence de cette attitude du gouvernement et de l'accusation portée par le Ministre de l'Intérieur contre M. Castelar, les tribunaux conservent la liberté de jugement nécessaire? Mais, dans cette question, le gouvernement, le Sénat et tous ceux qui parlent de tribunaux compétents me font l'effet de construire un château de cartes que renversera le souffle du premier avocat venu, à peine échappé du collège. En face de l'inviolabilité du Roi, il y a l'inviolabilité du député. Ces deux articles de la Constitution ont la même force. Aucun autre article de la Constitution n'interdit d'apprécier les actes du Souverain. Notre régime constitutionnel ne consent pas à formuler une telle prohibition, et les Constitutions du Portugal, de l'Angleterre surtout, qui est un modèle de libertés politiques, n'envisagent pas la question différemment. Dans la Constitution de la Grèce seulement, on trouve un article ainsi conçu : « Personne ne pourra discuter les actes du Roi! » Mais on n'en tient pas compte. Si, en Espagne, l'on prétend nous interdire une telle critique, qu'on ajoute à la Constitution un article additionnel. Il y a autre chose encore : Nous assimilons, nous, l'autorité de la Régente à celle du Roi. Or, la Constitution dit que si la Régente assume l'autorité du Roi, elle ne la possède pas cette autorité, en soi. M. le Ministre de l'Intérieur, en accablant M. Castelar de ses foudres, en est venu à le menacer de l'article du Code pénal, qui frappe d'une peine ceux qui manquent au respect dû à la vérité et à la justice. Je ne sais dans quel code il a bien pu lire cet article. »

M. Capdebon proteste en disant : « Pauvre ami! Mais je n'ai jamais parlé d'articles du Code pénal. »

M. Azcarate, continuant son discours, entre dans la question de l'immunité parlementaire, en commençant par affirmer que, lorsque la commission rogatoire arrivera au Congrès, il ne se rencontrera pas un seul député pour voter une demande de poursuites contre l'illustre tribun. Il affirme que si l'article de Castelar est un acte réalisé hors du Parlement, il n'en constitue pas moins un complément de son action politique.

Il ajoute que l'immunité parlementaire, qui a été attaquée au Sénat, n'est en péril que depuis qu'il s'est trouvé un membre du gouvernement pour promettre d'exercer une influence sur ses amis, dans un sens déterminé. Il lit le paragraphe du discours où M. Capdebon assure que le gouvernement fera ce qui dépendra de lui pour que la demande de poursuites soit votée, et il le commente en ces termes : « C'est là un fait sans précédent de voir divers sénateurs exciter un ministre de la Couronne à faire un procès à un député. Peut-on aller plus loin? Est-il possible que le Congrès consente à voter des poursuites dans ces conditions? Le gouvernement doit marcher d'accord avec le Parlement, car il y a entre eux de nombreux liens, mais précisément à cause de ces multiples rapports, le gouvernement est tenu de ne pas s'immiscer dans une question dont la solution ne regarde que le Parlement. » L'orateur termine en posant au gouvernement ces deux questions :

1° Le gouvernement soutient-il que les tribunaux militaires sont compétents pour juger d'une telle affaire?

2° Le gouvernement va-t-il disposer de son influence pour que la question Castelar soit résolue d'une façon plutôt que d'une autre?

La fin du discours de M. Azcarate, accueillie par des rumeurs, se perd dans le bruit. Tous les ministres sont à leurs bancs, toutes les tribunes sont pleines. La Chambre présente l'animation des grandes séances.

M. Sagasta, président du Conseil répond à M. Azcarate. Il blâme l'orateur républicain d'avoir opposé une Chambre à l'autre, alors qu'au Sénat il ne s'est pas prononcé un mot qui puisse être pris en mauvaise part par le Congrès.

Il dit que l'acte dont il s'agit a été, il est vrai, accompli en dehors du Parlement; mais, toutefois, bien qu'accompli par un député, il y aurait offense au Congrès si cet acte avait d'étroites relations avec les fonctions parlementaires de ce député. Rappelant les attaques dirigées par M. Romero Robledo contre la gestion du général Weyler, il dit qu'alors, au Congrès, des accusations furent formulées contre un sénateur sans que le Sénat s'en montrât offensé. Quant à la question d'inviolabilité, il déclare qu'en face de celle du député, il y a celle du Monarque. « Nous ne pouvons admettre, dit-il, qu'on sape un droit sacré reconnu au roi par la Constitution. » Et il ajoute : « Que ferait le Congrès si, par des moyens détournés, on arrivait à

fausser l'inviolabilité parlementaire? car, en l'occurrence, nous nous trouvons en face d'une autre inviolabilité que le gouvernement doit faire respecter parce qu'elle est la base du système constitutionnel, et méconnaître ce principe, serait méconnaître le régime. »

Répondant aux questions que M. Azcarate a posées au gouvernement, il dit qu'il ignorait que les tribunaux militaires pussent connaître d'un tel cas et il affirme que le gouvernement n'a ni l'autorité, ni l'intention de décider à quelle juridiction il conviendrait de s'adresser ici. « Si quelqu'un tient à savoir cela, qu'il veuille bien s'adresser à un tribunal compétent.

— Au Tribunal suprême, interrompt M. Groizard.

— Oui, au Tribunal suprême. Mais le gouvernement ne veut pas s'en mêler. »

Au sujet de l'immunité parlementaire, M. Sagasta dit que le gouvernement ne ferait pas son devoir s'il n'intervenait pas quand une immunité se pose en face d'autres immunités et prérogatives. Si les poursuites sont réclamées et qu'on les repousse, il y aura ceci qu'on aura porté atteinte à l'inviolabilité du monarque et dérogé à l'article le plus important de la Constitution. Le gouvernement doit pouvoir mettre un frein aux abus de l'immunité parlementaire. Il termine ainsi après plusieurs variations ou répétitions sur le même thème : « la gravité des circonstances... le patriotisme... l'importance d'une guerre cruelle... tout nous sollicite à ce que nous éloignions de notre âme de telles discussions pour ne plus penser qu'à ce qui nous importe réellement. » (*Applaudissements.*)

M. Azcarate vient faire observer que si le Congrès s'est occupé des actes d'un sénateur, c'est parce qu'il occupait en dehors des Chambres des fonctions publiques. Un cas comme celui qui se discute aujourd'hui ne s'est pas présenté depuis 1833, année où fut appliqué en Espagne le régime constitutionnel. Pour ce qui touche aux scrupules de M. le Président du Conseil et à la déclaration de compétence, il dit que M. Capdebon a répondu à M. Grasset que les délits de presse n'étaient jamais soumis à la juridiction des tribunaux militaires. Quant à l'immunité du monarque et à l'impossibilité de discuter ses actes, il fait remarquer qu'un membre du gouvernement anglais a bien censuré certains actes de la reine Victoria, quoique, de sa propre impulsion, il ait rectifié trois jours après. (*Mouvements divers.*)

Entrant dans la question de doctrine de l'immunité et de l'inviolabilité, il rappelle que M. Silvela exposa en d'autres temps des idées analogues aux siennes.

Bien que M. Silvela soit présent à la séance, il ne demande pas la parole.

M. Azcarate ajoute que, dans l'intérêt de la monarchie elle-même, M. Sagasta devrait laisser la Chambre manifester librement ses sentiments monarchiques sans l'assujettir à une influence gouvernementale. Pour terminer, il cite un paragraphe du comte Esteban de Collantes où ce dernier prétend qu'on ne doit pas même parler des institutions monarchiques pour faire leur éloge. Puis, s'adressant à M. Moret il lui demande :

— Seriez-vous disposé à souscrire à de telles paroles ?

Cette allusion au discours de Saragosse est soulignée par des sourires et des murmures.

M. le Président du Conseil déclare qu'il croit pouvoir convaincre M. Azcarate en affirmant que, pour sa part, il ne demanderait pas des poursuites contre ceux qui font l'éloge de la Monarchie.

L'incident est clos.

CARRETILLA.

RÉPONSE DE CASTELAR

AUX DEMANDES DE POURSUITES ET AUX POLÉMIQUES DE PRESSE

La lettre de Castelar, dont nous publions ci-après la traduction, réduit, à ses proportions exactes le sens de l'article incriminé. Lorsque le lecteur aura comparé la noblesse de sentiments qui s'en dégage à la précipitation incompréhensible de ceux qui, par jalousie pour le grand tribun, se sont empressés de l'accuser de crime de lèse-majesté du haut de la tribune des Cortès, il dira, comme nous, que celui qui a véritablement offensé la reine d'Espagne c'est moins l'illustre écrivain, qui dédaigne les flatteries de la foule, que ces courtisans dont le métier est de fournir ample matière à la critique et à la censure si sévèrement bridées dans la patrie héroïque de Cervantès.

Voici cette lettre, qui a été adressée par le célèbre orateur au directeur du « Nacional » de Madrid, don Adolfo Suarez de Figueroa.

Sax, 2 Juin 1898.

« Mon cher ami,

« Je regrette de toute mon âme l'ennui que votre traduction de mon article a causé à nos journalistes et à nos politiciens. Je le regrette d'abord pour vous à cause des écœurements et des dépenses que comporte toujours pour son auteur une dénonciation de cette nature, bien que cette publication n'ait eu en vue que d'affirmer le Credo politique d'un parti ; ces écœurements et ces dépenses, j'aurais aimé à vous en décharger pour cette raison que je souffre de voir souffrir quelqu'un par ma faute volontaire ou involontaire, directe ou indirecte. Je le regrette ensuite pour moi parce que ma santé, qui a été très ébranlée, si elle s'est déjà un peu améliorée, ne l'est pas encore suffisamment pour me donner le courage de lutter. La grande aspiration de ma vie est de me retirer tout à fait de la politique, dans le sens militant que nous donnons à ce mot. Je désire également observer une stricte neutralité entre tous les partis libéraux dont je combattrai toujours les erreurs, sans me les rendre hostiles pour cela, et louerai toujours les grands actes, sans jouer auprès d'eux le rôle d'adulateur.

« C'est dans cet état d'esprit que j'ai officiellement quitté la politique, il y a dix ans, en renonçant tout à la fois, au gouvernement, au Parlement et à la presse. Mais ceci mérite quelque explication, car je fais des réserves pour la presse. J'avais un organe politique quotidien ; je ne l'ai plus. Ma retraite avait donc plutôt cette signification que je voulais renoncer à toute intervention dans les événements politiques quotidiens. Mais je ne pouvais pas abandonner complètement la presse...

« Quoique j'écrive avec toute la liberté à laquelle nous avons droit en Espagne quand des situations exceptionnelles ne nous imposent pas une réserve obligatoire, je reconnais de bonne grâce que le passage que vous avez traduit et publié dans « El Nacional » était de nature à éveiller les susceptibilités militaires.

« Je le crois si bien que je refusai, il y a quelques jours, l'autorisation à un journal de nos amis de publier le même passage qui, s'il ne tombait pas sous le coup de la loi de la presse au moment où je l'écrivais, encourait néanmoins la juridiction des lois militaires promulguées depuis dans notre pays. Si vous m'aviez donc consulté avant d'agir, je vous aurais fait la même défense. Mais en dépit des nouvelles conditions que subit la presse à l'heure présente, *je prétends que l'article est innocent et qu'il ne peut être poursuivi et condamné que si l'on en dénature le texte. Il ne se rencontre pas, dans tout cet article, un mot irrévérencieux touchant la Reine ; et je n'ai parlé que de la Cour*, c'est-à-dire de cet ensemble de personnes qui forment le cortège des rois, que comme on en a toujours parlé, même aux temps les plus féroces de l'Inquisition et de l'absolutisme. L'acte supposé légalement volontaire de la Reine, inspiré par son amour pour son fils, ne peut pas davantage donner lieu à une condamnation quelconque puisque, dans cet article, il ne s'y trouve rien qui rabaisse et dédore la Majesté telle qu'elle est comprise par tous les souverains de tous les Etats.

« L'article est donc innocent. Cependant je ne veux pas m'en faire un prétexte pour renier ma responsabilité d'auteur. J'accepte donc toutes les responsabilités que vous, les Cortès, les lois, les tribunaux, croyez devoir me faire assumer. Je n'y mets

que cette réserve douloureuse de me voir dans de telles conditions, sur la fin de ma vie, livré sans raison à ces poursuites correctionnelles que nous provoquions si légèrement et supportions avec tant de plaisir à l'époque de notre lointaine jeunesse.

« Ceci dit, je vous garde la grande estime que j'ai toujours eue pour un écrivain inspiré et satirique de votre valeur, ainsi que je l'ai affirmé dans maintes circonstances à vos amis et collaborateurs. Il est vrai que je ne partage pas vos opinions politique, que je n'approuve pas non plus l'amertume avec laquellle vous aggravez vos critiques; mais le sel vraiment attique de vos articles, les comparaisons ingénieuses où vous êtes passé maître, les grâces aristophanesques qui sont naturelles chez vous, font que votre réputation littéraire atteint au niveau de celle dont jouit, en un autre temps, Camille Desmoulins, ce parfait modèle des écrivains militants et passionnés.

« Pour moi, la seule chose à laquelle j'aspire maintenant, c'est de rendre tout bruit impossible autour de mon nom en écartant toute polémique de ma personne et de mon histoire. C'est pour cela que je ne puis me résoudre à vous pardonner (veuillez excuser ma franchise) d'avoir troublé, par la publication de votre traduction, ma retraite volontaire en ces sites perdus où je suis venu chercher la santé du corps et le calme de l'esprit. Pour ce motif, je vous interdis d'une façon absolue de prendre la plume dans le but de me défendre contre les attaques qu'accumulent sur ma tête la presse et le Parlement. Mon article est *sub judice*, et nul pouvoir, sauf le pouvoir judiciaire, n'a le droit d'en connaître. Jamais, du temps de ma jeunesse, nous n'avons discuté les articles dénoncés. Les défendre équivaut à influencer la justice dans un autre sens : il est trop naturel et trop juste de laisser chaque pouvoir indépendant et libre, dans sa sphère d'action.

« Pardonnez-moi cette longue épître qui n'a d'autre désir que d'apporter un semblant de remède à votre ennui et un semblant de raison à mes excuses de vous avoir compromis contre mon gré et contre ma volonté. Et je vous prie de ne pas publier ma lettre ou de n'en publier que ce qui peut servir à votre défense. Quoi qu'il advienne de tout cela, mon exemple aura prouvé que les courtisans, s'ils peuvent faire du mal, n'arriveront pas à faire endosser leurs propres responsabilités par les rois qui subissent leur néfaste influence.

« Une des plus graves erreurs commises par la diplomatie dans ses dernières manœuvres, fut, en effet, de soumettre à l'intervention du pape nos discordes coloniales. Jamais, entendez-vous, on n'aurait dit que le pape était qualifié pour régler les litiges pendants entre les Etats et jamais on n'aurait fait appel à son rôle d'arbitre si un agent très connu, *courtisan* à la fois de Léon XIII et de dona Marie-Christine, n'avait affirmé que, par l'intermédiaire de l'évêque de Saint-Paul, Mac Kinley chargerait le pape d'une telle mission. Ouvrez le *Courtisan* de Boscan, traduit à l'usage de l'empire de Charles-Quint, et vous y verrez comment s'y rencontre déjà en mantille l'article publié de nos jours par la *Nouvelle Revue Internationale* de Paris.

« Mais j'abuse de votre patience!... Je ferme cette lettre. Croyez-moi votre ami.

« *EMILIO CASTELAR.* »

Message à Castelar

Le cercle de la Corogne a adressé à Castelar le message suivant que nos lecteurs liront avec intérêt :

Illustre républicain.

Nous ne venons pas, avec ce message, protester contre les injures imméritée, dont vous ont accablé les Chambres. Cependant, nous protestons de toutes nos forces contre ces lâches agressions émanant de la représentation nationale qui, obséquieuse d'une inviolabilité apparente et formelle inscrite dans les lois, prétend méconnaître l'inviolabilité essentielle et effective qui est gravée dans la conscience des peuples en ce qui concerne leurs élus.

Nous vous envoyons cette adresse parce que, en ces tristes moments où se consomme un désastre vraiment apocalyptique pour notre nation, et tel que ne l'ont jamais prévu les plus implacables ennemis eux-mêmes du régime restauré, en ces

tristes moments où les horizons de l'avenir s'assombrissent, semblant noyer la Patrie dans les ténèbres du chaos, les bons fils de l'Espagne craignent qu'en perdant notre sang, nos intérêts et notre honneur, nous perdions encore la Liberté, ce principe vital de l'existence morale et sociale, conquis aux prix d'innombrables victimes et consolidé par les gigantesques efforts de nos tribuns et de nos législateurs parmi lesquels vous figurez au premier rang.

Oui, de ce chaos menaçant va surgir, comme une loi inexorable et fatale déjà révélée par les anciennes théogonies, la lutte entre le Bien représenté par la Liberté et le Mal incarné par l'absolutisme. Les oiseaux de proie qui sont légion sous cette dernière forme politique, s'apprêtent à déchirer, à dévorer l'organisme de la Liberté. Et tous ceux pour qui cette Liberté est chère, s'inquiètent de savoir à qui ils pourront en toute confiance en donner la garde. Au milieu de cet horrible naufrage des grands prestiges, tant individuels que collectifs, que des antagonismes coupables, des divergences de doctrine ont occasionnés, à qui pouvons-nous plus sûrement nous adresser qu'à notre Castelar, le plus fervent apôtre de la Liberté, son défenseur infatigable, son grand prêtre dans la conception de tous les peuples libres.

Vous avez promis de répondre à l'appel de la patrie aussitôt que la patrie ferait appel à votre dévouement. Eh bien, venez! la Patrie vous appelle parce que la Liberté est en danger.

Il est absolument indispensable que dans les circonstances graves que l'Espagne traverse, vous vous placiez à sa tête pour diriger ses destinées au moyen d'une République vraiment nationale. Nous ne voulons pas seulement une République pour les républicains, nous voulons encore une République pour les Espagnols. Il faut que le poids du nouveau régime se fasse cependant sentir à ceux qui nous ont conduits où nous sommes avec leurs égoïsmes et leurs variétés. Il faut que le premier attribut de cette République que nous vous demandons de fonder soit celui de la justice.

Vous avez la confiance des républicains, vous avez la confiance de la majorité du pays qui sait que l'Agriculture, l'Industrie et le Commerce, la Science et l'Art, la culture matérielle et morale ne peuvent se développer et prospérer que sous le souffle vivifiant de la Liberté toujours féconde; vous avez enfin la confiance des peuples civilisés sur les lèvres desquels vibre avec respect, en prononçant votre nom, le nom de l'Espagne.

Cercle républicain de la Corogne, ce 12 *juin* 1898.

RAMON PÉREZ COSTALES, JOSÉ MARTINEZ FONTENLA, ALFREDO VILAS.

Une conversation avec Emilio Castelar.

Le publiciste D. Vicente Blasco Ibanez vient d'avoir à Sax, charmant village de la province d'Alicante où Castelar rétablit sa santé dans la maison de son ami D. Secundino Suabre, un long et intéressant entretien avec le grand tribun. Quoique notre éminent collaborateur ait déclaré ici même que ses articles seuls ont une véritable signification, que de ses articles seuls il assume la responsabilité, nous croyons devoir donner le compte rendu de cette conversation qui peut montrer, jusqu'à un certain point, l'état d'esprit dans lequel se trouve notre grand ami. L'intérêt avec lequel les moindres faits et gestes de Castelar sont aujourd'hui suivis, nous permet d'espérer que nos lecteurs nous sauront gré de publier les documents importants qui peuvent servir à l'histoire de cette époque si troublée, pour le glorieux pays qui a conquis toutes nos sympathies.

D. Blasco Ibanez a trouvé transformé, rajeuni, presque complètement rétabli l'ex-président de la République, qui peut déjà consacrer plusieurs heures de travail par jour à son *Histoire du XIX*e *siècle*. En ce moment, Castelar traite la période glorieuse de la Révolution française.

Castelar et son ami Ibanez dissertèrent un instant sur ce sujet; puis ils s'entretinrent des graves événements actuels. Le journaliste demanda à l'homme d'Etat :

— Pensez vous reprendre la vie militante de la politique? Parlerez-vous aux Cortès?

— Non. Si de nouvelles circonstances ne m'imposent pas l'impérieux devoir de me mêler aux événements politiques, je resterai dans la retraite, voué exclusivement à l'art et à la littérature, ces deux passions de ma vie. Vous savez ce qu'ont fait mes électeurs d'Huesca : ils m'ont presque désavoué à cause de cet article de la *Nouvelle Revue Internationale* qui a tant ému l'opinion. Je ne renoncerai pas à mon mandat de député parce que je suis l'adversaire du mandat impératif que je considère comme un procédé d'anarchiste; mais, d'autre part, je ne consentirai à reprendre ma place au Congrès que si l'intérêt suprême de la patrie m'y contraint. Je suis étonné

que les monarchistes aient montré tant de surprise à la lecture de mon article de la *Nouvelle Revue Internationale* si bruyamment commenté. Ces politiciens s'étonnent que je me permette de dire aux rois des vérités plus ou moins dures. Je n'ai pourtant pas encore cessé d'être républicain, il me semble. Jamais je n'ai caché mon républicanisme, ni été infidèle à l'idéal de toute ma vie. Quand j'ai dissous le parti possibiliste pour me retirer de la politique, je me suis pourtant exprimé bien clairement. Je me rappelle encore les paroles que j'ai prononcées à la Chambre : « Je suis, j'ai été, je serai toujours républicain ; celui qui dira le contraire, m'offensera ». Pourquoi donc s'étonner qu'un vieux républicain puisse censurer les perfides insinuations de courtisans voulant entraîner une souveraine constitutionnelle à mêler aux événements de la Patrie, des influences étrangères en y mêlant même celle du Pape? J'ai toujours soutenu cette thèse dans mes chroniques politiques dès que je voyais nos gouvernements s'efforcer de rechercher des alliances avec les puissances. Je les ai prévenus qu'ils ne réussiraient jamais et les événements ont toujours justifié mes prévisions. Seule la Régence a trouvé la médiation du Pape qui, assurément, nous sera fatale.

— On dit que Léon XIII manifeste des sympathies pour les flibustiers.

— Je ne prétends pas que Léon XIII soit lui-même un flibustier, fit Castelar en souriant ; ce que j'affirme, c'est que Léon XIII n'est pas un ami de l'Espagne. Vous connaissez à Paris la nuance politique du *Journal des Débats*? C'est le journal du *quai d'Orsay*, autrement dit l'organe du Ministère des Affaires étrangères. Or, j'ai lu dans ce journal cette information qui n'a pas été démentie, à savoir que Léon XIII, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France aux Etats-Unis, a présenté à Mac-Kinley les conditions suivantes pour rétablir la paix entre l'Espagne et les Etats-Unis :

1° Déclaration d'indépendance de Cuba ;

2° Cession de Porto-Rico aux Yankees et occupation des Philippines par les Etats-Unis, jusqu'à ce que l'Espagne ait soldé son indemnité de guerre ;

— Et cette indemnité devait-elle être grosse?

— Enorme. Il y a quelques jours, la presse américaine affirmait que son gouvernement avait déjà dépensé un milliard cinq cents millions de pesetas pour la guerre, et il n'en était encore qu'au début... Notre situation est triste et notre horizon noir. Sur mer, notre infériorité est manifeste. Mon unique espoir est dans un débarquement de l'ennemi à Cuba parce que là au moins on pourra combattre sur terre. Ici, nous serons vainqueurs, parce que la valeur de notre armée disciplinée sur les mercenaires américains est indiscutable. Plût à Dieu que les batailles soient proches pour que de grandes victoires viennent relever le moral de notre pays.

— Et les Philippines? Que pensez-vous des moines?

— Dans l'organisation du régime de nos colonies tous nos gouvernements, y compris ceux de la République, se sont laissé entraîner à cette grave faute de ne s'occuper exclusivement que des Antilles, concédant à Cuba et à Porto-Rico des droits peut-être excessifs, puisqu'on a joui là, au point de vue de la liberté et des réformes, d'avantages que nous n'avons pas eus dans la Péninsule. L'île de Cuba s'est plainte de trop de bien-être. En revanche, nous n'avons jamais accordé de faveurs aux Philippines, et voilà trois siècles que cet archipel vit éloigné de tout progrès dans une immobilité absolue. Je ne crois pas, comme vous, qu'on puisse procéder à une expulsion radicale des ordres religieux des Philippines ; mais je crois qu'on doit progressivement dépouiller ces ordres religieux de leurs privilèges politiques pour les rendre aux habitants. Il faut leur rogner peu à peu les ailes, leur faucher l'herbe sous les pieds de façon à les réduire au simple accomplissement de leur mission religieuse, sans leur permettre des intrusions dans la politique de l'archipel. Mais, à l'heure qu'il est, on ne peut y songer, il faut d'abord penser à sortir de l'impasse où nous sommes.

— Et ne croyez-vous pas que ce soit le moment pour vous d'intervenir dans les affaires politiques? La nation a les yeux fixés sur vous. Les républicains parmi ceux qui vous ont le plus combattus vous saluent comme leur sauveur, et vous-même avez écrit que vous seriez prêt le jour où la Patrie ferait appel à votre patriotisme.

— J'accourrai, en effet, lorsqu'on aura besoin de mes services. Mais, hélas! ils s'illusionnent peut-être ceux qui me jugent si indispensable. Je ne suis plus jeune et les gens de mon âge sont de peu d'utilité. Je répète le mot de Charles-Quint quand, après une série de victoires, se voyant assiégé dans Insprück, il dit : « La fortune est une belle femme qui n'aime pas à embrasser les vieillards ». Songez à la vieillesse des premiers hommes d'Etat de l'Europe. Mon ami Gladstone, qui a conservé intactes jusqu'à quatre-vingts ans ses brillantes facultés mentales, s'était cependant retiré de la vie politique à soixante-dix ans, et pendant cette dernière période de sa vie, il n'eut que des ennuis causés par l'abandon de ses plus fidèles amis. Bismarck, qui ne voulait pas quitter le pouvoir après avoir fait l'unité de l'Allemagne, en fut

destitué par son jeune empereur. Il ne faut pas se faire des illusions : la vieillesse seule sert au repos.

— Mais Thiers? Il était en 1870 plus âgé certainement que vous ne l'êtes aujourd'hui. Pourtant Thiers, accouru à l'appel de sa patrie vaincue et humiliée, n'a pas hésité à restaurer la République en France.

— Les circonstances ne sont pas tout à fait les mêmes. J'aime autant ma patrie que Thiers pouvait aimer la sienne : et, dans des circonstances analogues, j'agirais de même que lui. Mais je ne vois pas quels avantages j'apporterais à l'Espagne et à l'idéal républicain en reprenant ma place dans la vie politique. Si j'arbore mon drapeau, je m'attirerai l'animosité des chefs républicains qui, ayant un autre idéal que le mien, me considéreraient comme un rival dangereux tandis que ceux qui ne sont pas républicains me calomnieront, en disant que je veux exploiter les malheurs de la patrie pour réoccuper comme un ambitieux la première magistrature de la nation.

— Mais, D. Emilio, de telles calomnies ne peuvent vous atteindre.

— Elles ne m'atteindraient pas, en effet. J'ai déjà déchaîné tant de tempêtes d'hostilité, d'animosité que je me tiens à présent pour invulnérable. En ces derniers temps, lorsque, à propos de mon article de la *Nouvelle Revue Internationale*, il a plu sur moi, des bancs mêmes du Congrès, tant d'injures, j'ai haussé les épaules. Je suis comme Thiers qui, devenu vieux, disait : « Je ressemble à ces arbres séculaires qui restent debout après avoir subi tous les orages ». La seule chose qui me peine et trouble ma sérénité, vient des malheurs qui affligent ma patrie. Ce qui arrive dépasse la portée de tous les calculs humains. Cela a été si inattendu qu'il devient impossible de lire dans l'avenir. Vous m'avez demandé mon opinion sur la meilleure manière de terminer ce conflit : j'avoue que je ne sais que répondre. C'est un tel chaos de faits étranges et de circonstances contradictoires qu'il serait téméraire de hasarder une prophétie. Qui pouvait penser que la démocratie américaine, la nation de Washington, héros de la liberté, et de Lincoln, ce martyr de l'émancipation d'une race, se comporterait vis-à-vis de l'Espagne, comme une puissance despotique prête à violer tous les droits? Dans le conflit actuel, ce qui prédomine, c'est l'infamie des Etats-Unis, c'est leur mépris de la liberté et des droits d'autrui, c'est leur brutale voracité, c'est leur adoration de la loi du plus fort qui les rend pareils à un immense poisson qui tiendrait d'Orient en Occident ses mâchoires démesurées pour engloutir tout ce qui est notre propriété. Et les autres nations contemplent tranquillement un aussi irritant spectacle. Il semble cependant impossible que la Providence historique donne son consentement à de tels forfaits, à de si criantes injustices. Le XVIIIe siècle regarda sans protester le partage de la Pologne. Le XIXe doit-il assister sans révolte à une répétition de ce même déni infâme?

— Et en présence de la tristesse de cette perspective, alors que la nation vous réclame, vous attendez encore pour rentrer dans la politique active?

— L'avenir m'effraie. Qu'il doit être douloureux de gouverner un pays en des temps pareils, où les gouvernements s'exposent aux plus grands risques, aux plus graves dangers!

— Mais si le pays exige votre concours, que ferez-vous?

— Je me ferai un devoir, mais en vieux républicain, de gouverner une fois encore sous un régime républicain.

CARRETILLA.

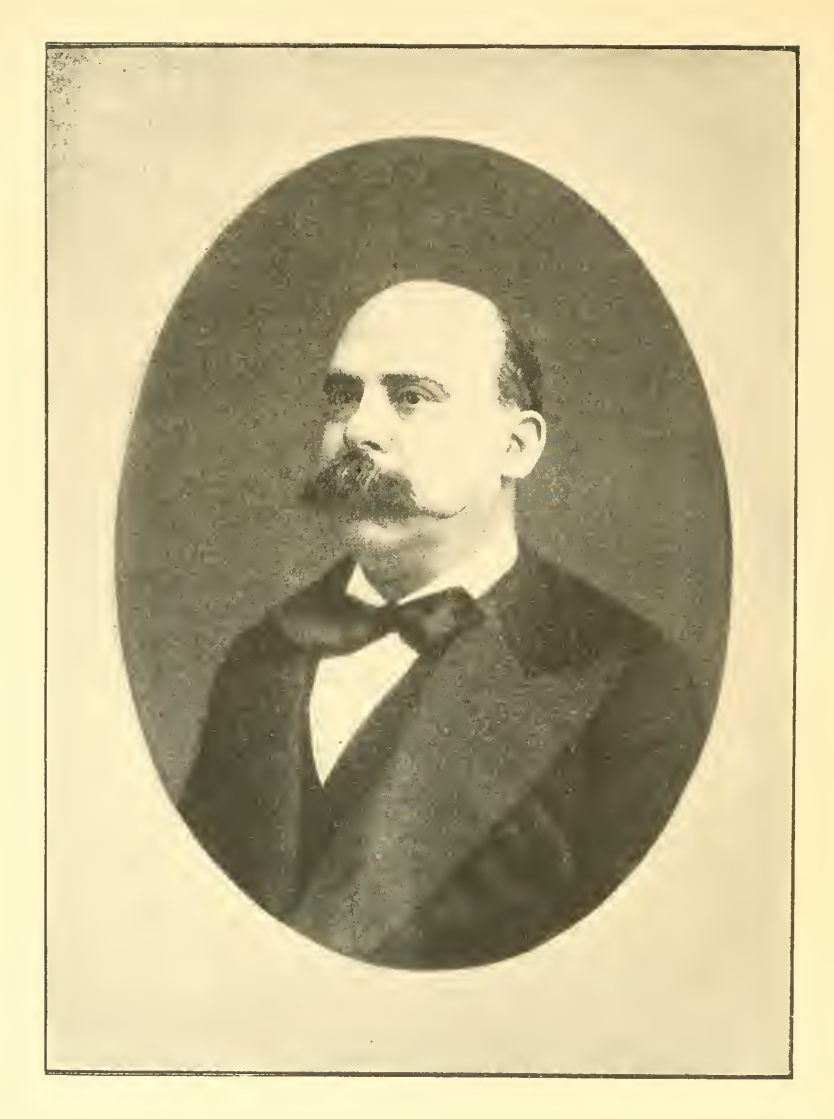
TABLE DES MATIÈRES

DU TROISIÈME VOLUME

Paris. — Imprimerie de la Cour d'appel, L. Maretheux, directeur, 1, rue Cassette.

LA POLITIQUE EUROPÉENNE

EMILIO CASTELAR



A mi ilustre amiga, la inspirada poetiza, Princesa Rattazzi en testimonio de inalterable afecto y de inextinguible admiración

Emilio Castelar

EMILIO CASTELAR

LA POLITIQUE EUROPÉENNE

PAGES D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

(Quatrième Série) in 1 Tom.

PARIS

Ancienne Librairie GERMER BAILLIÈRE & Cie

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1900

LA POLITIQUE EUROPÉENNE

I

Revue de la politique européenne. — Malédictions nationales. — Violences et brutalités de l'irruption américaine sur notre sol. — La Commission de Paris. — La fin de ses travaux. — Malheur au vainqueur! — Matière sociale que nécessite la forme républicaine. — Son incompatibilité avec la conquête et la guerre éternelles. — Charges que la guerre a fait supporter au budget anglo-saxon en Amérique. — Difficultés que les grandes agglomérations de races jaunes et noires ont soulevées sous les pas de la société et du gouvernement des Etats-Unis. — Incompatibilité du caractère yankee avec le caractère des races inférieures. — Les nègres et les Américains. — Les jaunes et les Américains. — Obstacles nombreux qu'aura à surmonter l'expansion yankee dans les républiques espagnoles. — Vanité d'une entente entre les Anglais d'Amérique et les Anglais d'Europe. — Babel d'idées en Espagne. — Périls qui menacent notre nationalité. — Régionalisme. — Intelligences économiques de l'Etat avec les régions. — Identité des Carlistes et des Fédéraux dans l'utopie régionaliste. — M. Silvela et les régionalistes. — Le marquis de Polavieja et les régionalistes. — Danger du rétablissement des anciennes provinces pour notre unité nationale. — Congrès commercial de Saragosse. — Examen et critique de ses tendances. — Réflexions. — Conclusions.

Oui, le grand crime international est consommé. Oui, les Yankees, sans autre raison que celle de la force, sans autre droit que celui de la conquête, se sont enrichis de toute la dépouille coloniale de notre patrie. Ils ne se sont rendus à aucune considération; ils n'ont écouté aucun cri de la conscience. Pour fouler aux pieds tous les codes de la morale, pour se soustraire aux règles internationales du droit des gens, pour conspirer contre les gouvernements amis, pour soutenir la déloyauté et l'insolence de résolutions sans excuses, pour s'approprier l'archipel des Philippines et celui des Antilles, ils n'ont eu d'autres titres que des allégations fausses, d'autre motif que l'apparence de l'honnêteté; ils n'ont eu qu'à assimiler leur civilisation à la barbarie des Peaux-Rouges, qu'à invoquer le résultat d'une victoire due moins à la valeur de leurs troupes qu'à l'impéritie de notre gouvernement et au désordre de notre défense.

Depuis le début de l'insurrection cubaine, les Etats-Unis ont violé les préceptes de la morale universelle. Protéger par les mêmes moyens que la société donne aux gouvernements pour sauvegarder l'ordre intérieur et l'ordre extérieur, protéger à l'aide de ces moyens le désordre dirigé contre un Etat voisin et jeter dans ses forêts l'allumette qui doit les embraser, constitue un acte de perversité tel qu'il nous apparaîtrait invraisemblable s'il n'était vrai. Les Etats-Unis ont ouvert des souscriptions pour secourir la rébellion cubaine; ils ont envoyé des munitions de toutes sortes aux factieux; ils ont armé des expéditions maritimes pour appuyer les revendications d'un attentat inouï; ils ont offert des subventions nombreuses à des révoltés qu'ils se proposaient d'enchaîner ensuite; ils ont exalté les mauvaises passions des Tagalos sous prétexte de les racheter pour les soumettre à leur domination suzeraine et les réduire en esclavage; ils nous ont poussés à la guerre la plus disproportionnée avec nos forces en invoquant les prétextes les plus futiles; ils nous ont annihilés, nous, leurs anciens amis; ils ont porté si loin leurs vengeances contre nous, devenus leurs adversaires, que notre siècle, à son déclin, a aggravé ses procédés de conquête contrairement à toutes nos prévisions, et cette recrudescence belliqueuse est causée par un peuple qui jusqu'ici défendait les tables de nos droits dans ses institutions qu'il présentait à l'humanité comme un idéal de justice et comme la force motrice du progrès.

*
* *

En passant, même brièvement, en revue les actes multiples de l'intervention américaine dans les affaires d'Espagne, il est impossible d'en trouver un seul qui ne porte la marque indélébile d'un odieux machiavélisme. Ces constantes et systématiques protections officielles prêtées aux conspirateurs par les autorités d'une République qui nous devait non seulement sa fondation et son établissement, mais aussi la terre où elle se fonda et s'établit, terre immaculée et vierge avant qu'elle s'y fixât, terre révélée au monde par nous comme par une divine inspiration, ces protections constituaient une telle violation des devoirs des peuples les uns envers les autres que, une fois admise par l'Europe, elle nous ramène à la cruauté et à la violence préhistoriques. Les indemnités réclamées sans aucun droit; la tutelle accordée aux flibustiers par le drapeau américain tombé au rang d'un haillon de pirates; l'insolent langage des notes officielles envoyées à notre gouvernement et constituant un perpétuel défi; les calomnies colportées dans les deux Chambres par des orateurs crédules comme des imposteurs; les propositions de médiations américaines entre les Mambises rebelles et le gouvernement espagnol, propositions si contraires à notre dignité nationale; le dernier message de la Présidence nous déclarant moralement la guerre; l'accord des deux Chambres pour porter atteinte à l'indépendance et à l'intégrité de notre territoire; la publicité donnée à des lettres confidentielles et privées de notre ambassadeur; le malheureux accident du *Maine* regardé

comme un crime conçu et exécuté par l'Espagne; tant d'erreurs et tant de méchancetés nous montrent que l'Amérique se préparait à la guerre contre nous depuis longtemps, mais qu'elle ne nous la déclara impudemment et perfidement que le jour où elle se fut assurée de la complicité de l'Angleterre et convaincue qu'aucune force, soit espagnole, soit étrangère, n'oserait attaquer les forces navales de ces deux puissances unies.

* * *

Il est impossible de porter plus loin la cruauté et la violence que ne le firent les Yankees dans les manœuvres qu'ils ourdirent pour avoir la guerre d'abord et pour obtenir la paix ensuite. Aucune réflexion morale n'a prévalu dans la conscience des commissaires américains qui restèrent froids comme des statues funéraires et implacables comme le couperet d'un échafaud. On leur alléguait que les lois morales s'opposaient à leurs attentats, ils répondaient qu'ils se trouvaient devant des faits accomplis. Ils accaparèrent Porto-Rico qu'ils obtinrent sans résistance au bout d'une promenade militaire; ils imposèrent à Cuba une protection qui ressemble à la protection de l'Angleterre sur l'Egypte et la Nubie; ils escamotèrent les Philippines alors que le protocole ne leur accordait que la protection de Manille pendant la discussion du traité de paix et la cession de l'île des Ladrones; ils ne respectèrent rien de ce qu'ils avaient promis de respecter, ni le chiffre des indemnités admis dans les premiers entretiens qu'ils présentaient comme facile à fixer, ni la reconnaissance de la dette de Cuba, sous prétexte qu'elle était indépendante de l'occupation de l'île par leurs troupes; ils ne se livrèrent qu'à des commentaires sur la loi du plus fort, qu'au mépris absolu de la justice et de la raison; tels furent les procédés des Yankees à la conférence de Paris. Il eût mieux valu ne pas se déranger que d'aboutir à de tels résultats. Si nous nous étions bien pénétrés de cette idée que nous n'avions pas autre chose à faire, sinon accepter le protocole tel qu'ils l'exigeaient, nous aurions pu nous épargner de longues et inutiles discussions en même temps que la honte de promener nos malheurs par le monde pour susciter en Europe des sentiments de compassion mêlés à d'amers reproches touchant nos procédés défectueux pendant la guerre et nos dociles complaisances pendant la paix. Quel triste destin pour l'historien désespéré, que d'avoir à noter pour ses lecteurs habituels toutes les choses que n'auraient pas osé prévoir les plus grands pessimistes, car tous gardaient indistinctement leurs pressentiments et leurs préjugés sur l'avenir de notre patrie?... Qu'on me permette donc d'abréger cette relation qu'interrompent à chaque minute les intenses palpitations de mon cœur brisé, et tirons l'horoscope de notre vainqueur. Cet horoscope n'est point écrit dans les étoiles du ciel, mais dans les idées de l'humaine intelligence.

*
* *

Maintenant tout est joie dans la grande Amérique. L'ivresse du triomphe ne lui permet pas de borner ses manifestations de réjouissance; elle en profite pour insulter sans pitié ceux qu'elle a mis, par des procédés de mensonge et de violence, à sa merci, prouvant par là que cette région, où nous voyions seulement l'ancien puritain, dans son œuvre divine, élever un temple au Dieu de la liberté, s'est convertie en une caverne de hyènes. Malheur aux vainqueurs! Tous les symptômes qui apparaissent sur la surface de leur corps social témoignent qu'ils trouveront leur châtiment dans leur victoire. Rien n'est plus beau qu'un grand peuple de travailleurs et d'industriels réunis dans une République aimée et motrice de stabilité et de progrès; mais rien n'est plus triste que de voir une République dégénérée en empire militaire sous l'épée de la dictature ou du césarisme, voués au crime abominable de perpétuer la conquête et la guerre. Tout le monde voit le césarisme descendre sur les institutions américaines comme on voyait Philippe descendre sur la République d'Athènes, César descendre sur la République romaine et Bonaparte descendre sur la République française. Les organismes obéissent à la matière et à la substance qui les encadrent et dont ils reçoivent leur forme. Où règnent le travail et l'industrie, règnent aussi le droit et la liberté, mais où règnent la conquête et la guerre règnent la dictature et le despotisme. Ayez un puissant patriciat militaire, une armée offensive permanente, un budget de la guerre énorme, des ordonnances qui suppriment, chez la plupart des citoyens, l'exercice de la vie commune qu'elles remplacent par la servitude, une oligarchie armée prête à faire prévaloir une politique de force et de violence, immédiatement vous verrez surgir l'Empire, des casernes gigantesques en temps de paix, des campements interminables en temps de guerre, puis, tôt ou tard, un César, lequel César ne sera pas autre chose qu'un roi à cheval ou un dictateur dont les baïonnettes imposeront le despotisme par la force.

*
* *

Pendant la dernière guerre civile, les États-Unis perdirent une partie de leur grandeur morale. Pour la première fois, alors, au moment du Congrès de Richmond, les Césariens prononcèrent ces fatidiques paroles : « Empire et Empereur. » Personne n'a oublié les chances qu'eut le général Grant d'arriver à sa troisième présidence contre les républicains représentés par le génie traditionnel de Washington. C'est là une preuve non équivoque qu'une guerre, tout en sortant du motif le plus juste, comme la défense du sol national ou le rachat des esclaves, sème toujours quelques germes de dictature et provoque l'entrée en scène du despotisme. La première cause de ce changement naît constamment de la sphère économique. Que les Américains se trouvent loin, aujourd'hui, de ce temps où leur sobriété et leur honnêteté leur procu-

raient des budgets qui se chiffraient par des excédents de recettes avec lesquelles ils allaient peu à peu amortissant leur dette! La guerre civile ruina le Trésor. Le budget de la guerre s'est élevé de sept cent millions de francs à un milliard six cent millions, autant que coûtent à chaque État européen les armées qu'il entretient en temps de paix pour pourvoir à la sécurité de la patrie. Ces augmentations invraisemblables de dépenses tiennent à la politique qui a vicié tout l'organisme social. Les pensions militaires n'y sont qu'une machine immense et compliquée de corruption électorale. Beaucoup furent accordées, non pour récompenser des services plus ou moins réels, mais pour suborner des électeurs en vue de corrompre les élections futures. Le monde saxon est, au point de vue économique, aussi ruiné que peut l'être un État de la vieille Europe, où les armées grèvent le budget et déconcertent l'économie générale, où du moins l'on voit quelque chose, l'on touche les augmentations et l'on se rend compte des dépenses, tandis qu'en Amérique ces dépenses ne se voient pas, ne se découvrent que par les augmentations d'impôts qu'elles imposent aux caisses vides du Trésor.

*
* *

Les pensions militaires s'élèvent à quinze cent mille francs. Une pareille somme est perdue pour rien, puisqu'elle ne peut être employée à contribuer à la défense de l'Amérique. Les armées, improvisées par la nécessité et composées de mercenaires volontaires ou de levées plus ou moins légales, forment une caste spéciale qui a son budget extraordinaire correspondant. Ainsi, tel général de premier ordre, qui se sera bien battu pendant la guerre, jouera le rôle d'une gracieuse ballerine sur un théâtre de genre. La facilité antique de réunir et de licencier des armées, qui n'étaient d'aucune charge pour le Trésor et d'aucun danger pour le droit populaire, n'existe plus. Aussi ces budgets militaires croissants et cette armée permanente échangeront-ils leur caractère républicain en caractère césarien. C'est comme cela qu'apparaîtra le César, avec des atteintes à la liberté du travail, à la liberté de la parole, avec des impôts onéreux et insupportables pour le peuple, avec des oligarchies prétoriennes qui mettront l'Empire à l'enchère, à l'instar des anciennes armées prétoriennes de Rome, avec une corruption fatale, une féodalité militaire, des privautés dévastatrices, des courtisans serviles, des titres pompeux et propres au nouveau régime byzantin, une soldatesque déchaînée, des généralats tyranniques, enfin le despotisme, oui, le despotisme dont les effets auront pour conséquences de transformer l'Amérique républicaine en Asie impériale et de convertir les descendants des pèlerins rédempteurs en esclaves destitués de tous leurs droits de citoyenneté et voués à l'escorte du char triomphateur d'un vainqueur ivre d'orgueil, lequel, pour les tyranniser, invoquera les mêmes droits qu'ils viennent d'invoquer contre nous pour nous perdre: le droit du plus fort et le droit de la victoire.

*
* *

Et nous ne parlons pas des difficultés qui sont adéquates à la nouvelle Babel de races qui ont envahi l'Empire. Espagnols dégénérés, hommes jaunes ou noirs qui respirent pour ainsi dire une odeur atavique et se sont engagés par serment en naissant à s'emparer du Capitole de Washington, comme les anciens Carthaginois faisaient le serment en naissant de s'emparer du Capitole de Rome. Nous, nous pouvions vivre au milieu des races les plus disparates et les plus hostiles, parce que nous sentons plus qu'aucun autre peuple les affections et les pensées qui sont naturelles à notre égalité chrétienne. Nous mettions à l'abri de notre trône les Peaux-Rouges persécutés par les Yankees comme nous protégions à l'ombre de notre drapeau les races indiennes qui s'étaient conservées sur notre territoire alors qu'elles avaient dû émigrer des terres saxonnes. Nous traitions le nègre émancipé et racheté par nos lois révolutionnaires comme un frère et nous ne le dépouillions d'aucun de ses droits civils et politiques, ainsi que le fait l'Amérique qui les méprise après les avoir émancipés. Nous nous assimilions peu à peu les races inférieures, comme on le fait presque partout par des mariages qui fusionnent les sangs les plus contraires et comme on le fit pour les métis qui peuplaient nos anciennes colonies. C'est là la démonstration que nous reconnaissons et professons le dogme humanitaire de l'égalité naturelle partout où nous posons le pied et où nous hissons notre drapeau. Mais le saxon, généralement, surtout le saxon américain, répugne à fusionner avec les races inférieures, qu'il apprécie uniquement pour les services qu'elles lui rendent, comme il apprécierait un bon cheval ou un bœuf patient, mais qu'il n'admet ni sous son toit, ni dans sa famille, repoussant comme une pensée bestiale la pensée d'une union avec une femme qui ne serait pas de race caucasique.

*
* *

C'est ainsi qu'ils finissent par éloigner les races étrangères de leur propre race partout où ils dominent, ou bien par les annihiler dans la race saxonne, sous le fouet cinglant des lois extraordinaires qu'ils appliquent aux territoires récemment conquis, de telle sorte qu'il n'y a plus, sur leurs territoires, ni trace, ni souvenir des indigènes primitifs. On voit aujourd'hui ces vérités confirmées par les procédés qu'emploient les volontaires yankees avec les habitants de Porto-Rico. Ils avaient cru qu'en échangeant la vieille bannière espagnole contre le drapeau étoilé, ils amélioreraient leur condition politique et sociale. Que font les conquérants? Ils entrent avec leurs pavillons; ils outragent tous les sentiments de la douleur publique en se déshabillant en pleine place publique et dans les rues, lorsqu'ils souffrent de la chaleur du climat tropical de l'île, eux qui ont été élevés dans les climats froids ou tempérés; ils se moquent de notre religion et de ses prêtres; ils méconnaissent la chasteté intangible de nos femmes en leur adressant de vive

voix ou par écrit des propositions honteuses; ils fusillent sans pitié ceux qui sont obligés de leur résister; ils font balayer les trottoirs par les jeunes filles des familles les plus aisées; ils usent de brutalités qui rappellent les anthropophages de la mer des Caraïbes, mis en fuite des alentours de l'île par l'arrivée de Colomb et par le génie de notre patrie. Si d'aucuns pensaient que ces actes sont d'un caractère transitoire et uniquement les conséquences de la guerre, qu'ils prennent connaissance des dernières dispositions prises par les Yankees à l'égard des relations juridiques entre les indigènes et leurs vainqueurs, et ils se convaincront que le règne de l'égalité est fini à Porto-Rico et que la vieille race espagnole y est appelée à disparaître promptement.

* * *

On remarque déjà dans ces dispositions le projet ferme de surveiller les Yankees pour les supprimer ensuite. D'abord, contrairement à toutes les traditions du Nouveau-Monde anglo-saxon, le pouvoir politique a adressé aux citoyens libres des avertissements relatifs à leur piété catholique en les menaçant de restrictions religieuses qui offensent la liberté de conscience. Après avoir publié ces ordonnances, ils ont pris des dispositions au sujet des relations qu'ils doivent avoir avec les vaincus vis-à-vis les tribunaux. Une inévitable nécessité impose encore l'exercice des tribunaux indigènes à la jurisprudence desquels on fait accorder dans la mesure du possible la juridiction des tribunaux nouveaux, et par cela même, étrangers. Or, quand un citoyen espagnol de Porto-Rico se rend coupable d'un délit à l'égard d'un citoyen américain, civil ou militaire, il est traîné, non pas devant les tribunaux indigènes, mais devant les tribunaux américains. Il semblerait que, par un sentiment de justice, les Américains dussent donner à leurs sujets un traitement réciproque, mais point du tout : si un Américain manque d'égards à un indigène, ce dernier tombe encore sous la juridiction des tribunaux étrangers. Comme l'habitant de Porto-Rico doit souffrir de cette sujétion, lui qui était si bien administré et si libre sous la domination espagnole! On pourra dire ce qu'on voudra en Amérique contre le gouvernement espagnol, mais on ne pourra pas lui reprocher de n'avoir pas respecté le saint principe de l'égalité. Qu'ont-ils fait de ce principe si chrétien, les Yankees?

* * *

Une des plus grandes calamités qui aient affligé les États-Unis sera ce mélange de races soumises à présent à un régime qui va perdre la forme industrielle, qu'il offrait au sentiment populaire comme un modèle à imiter et un exemple à suivre, pour adopter la forme conquérante qui précédera la ruine de la République et la décadence de son antique pouvoir moral dans le monde, ainsi que de la force véritable-

ment psychique avec laquelle il en imposait aux esprits les plus élevés. Ces esprits, aujourd'hui, sont tous hostiles au triomphe du vainqueur envers qui les admirations se changent en horreur. Les procédés employés pour exterminer les Peaux-Rouges ne peuvent être mis en pratique partout et toujours. Parce qu'un pays est habitué à manier la terreur perpétuelle, il ne s'ensuit pas que les peuples, pour si inférieurs et si sauvages qu'ils soient, doivent perpétuellement la subir. Il faudra donc que l'Amérique en vienne à compter avec les jaunes ou les noirs des Antilles. Et comme les vainqueurs appartiennent en grande majorité aux régions tempérées, ils auront à souffrir énormément de la chaleur dans la zone tropicale qui comprend Porto-Rico. Les États-Unis ne pourront pas appliquer aux nègres espagnols de Porto-Rico et de Cuba les procédés qu'ils ont jadis employés pour soumettre leurs malheureux noirs. Les premiers sont accoutumés à être traités doucement et paternellement. Ils se défendront contre l'orgueil saxon et normand des pirates envahisseurs qui, voyant qu'ils ne pourront plus se servir du fouet des anciens négriers, ressusciteront à leur intention toutes les ignominies morales de l'esclavage. Il est vrai qu'il ne sera pas inscrit dans les lois, mais il revivra dans les pratiques sociales et dans les coutumes publiques. Une telle inimitié entre les deux races engendrera sûrement une guerre perpétuelle, d'abord latente, mais qui éclatera furieusement le jour où les nouveaux esclaves auront rencontré leur Spartacus ou leur Lincoln.

* * *

Et tandis que les noirs prospèrent sous l'Équateur, les blancs s'y débilitent. Sous peu, les familles d'origine africaine prédomineront dans la mer des Antilles, au-dessus des familles d'origine arienne. Et quand elles prédomineront, qui peut dire si l'esclavage blanc ne se substituera pas à l'esclavage noir? Personne assurément n'aurait pu pronostiquer la vengeance offerte par l'implacable justice aux gladiateurs romains; personne assurément n'aurait cru, aux temps de la prospérité impériale, que les prisonniers faits sur les bords du Danube ou sur les montagnes de Thrace, emmenés à Rome pour y divertir, par leur agonie et par leur mort, les oisifs du peuple-roi, auraient trouvé, pendant qu'on les conduisait de l'échafaud au cirque et du cirque au champ des morts, des vengeurs implacables dans Astaulphe et Genséric. J'aurais compris que les Américains eussent annexé Cuba et Porto-Rico à l'époque de l'esclavage pour donner l'entrée des assemblées politiques aux représentants noirs; mais je ne puis m'expliquer cette double annexion aujourd'hui que comme une terrible erreur du parti républicain absolutionniste et émancipateur des États-Unis. Les nègres sont, dans la Confédération, en nombre si considérable qu'ils constituent un péril imminent comme celui d'un vautour extraordinaire qui s'abattrait soudain sur ce peuple. La monarchie espagnole étant allée, dans la voie des concessions, jusqu'à accorder le suffrage universel aux insulaires, comment la République américaine s'y prendrait-elle pour révoquer

cette concession qu'une nation, qu'elle a toujours considérée comme réactionnaire, a faite au principe de l'égalité humaine? Et si elle ne la révoque par les moyens hypocrites dont elle s'est servie vis-à-vis de ses noirs, elle manquera de sanction pour arrêter un mouvement qui, un jour ou l'autre, se transformera en mouvement belliqueux contre sa domination despotique.

*
* *

De graves présomptions font encore préférer aux Américains les races noires aux races jaunes. La constitution, dans ses expansions humanitaires, ouvrit les sillons du territoire et les droits du peuple aux étrangers désireux de coopérer à la conservation d'une République vraiment chrétienne, dans laquelle tous les hommes pourraient se considérer comme des frères et sur laquelle aucun autre monarque que le Père Éternel ne régnerait. A ces dispositions humanitaires, on dut l'arrivée d'innombrables émigrés qui peuplèrent les solitudes et établirent la moelle des institutions. Puis un jour, attirés par la réclame de l'industrie et par les offres du gouvernement, il arriva dans cette démocratie saxonne des Chinois et des Indiens qui se crurent autant de droits que les autres à la protection et à l'hospitalité des États-Unis. Ceux-ci ne dérogèrent pas à leur antique législation; seulement, en remarquant les mœurs des nouveaux venus, la diversité de leurs croyances, si opposées aux croyances chrétiennes, la sobriété native qui leur permettait d'économiser sur des salaires minimes dont les ouvriers nationaux ne pouvaient se contenter, ils proscrivirent les éléments jaunes et leur fermèrent les portes du sanctuaire de la liberté américaine. Et il se rencontre maintenant sur le territoire, à l'abri du drapeau étoilé chargé de dynamite, huit millions de jaunes qui ne sont là ni comme citoyens d'Amérique et compatriotes de Franklin, ni comme des hôtes auxquels les lois protectrices sont sacrées. Un soulèvement n'y apparaît pas sous la forme d'une conjecture ou d'un soupçon comme chez les noirs des Antilles, mais bien sous la forme aussi triste que douloureuse de la réalité! Quelles difficultés ne faudra-t-il pas surmonter, d'après cela, pour soumettre les Tagalos et administrer les Philippines!

*
* *

Les difficultés ne sont pas moins graves au point de vue des relations des Etats-Unis avec les autres peuples du continent américain. Les républiques espagnoles, libérées des vieilles défiances que leur inspirait notre drapeau aux Antilles, ne redoutant plus une conquête de leur pays par la métropole, verront bientôt que le danger pour elles vient de l'influence perturbatrice qu'exercent les Saxons sur tous les peuples par leurs discordes intérieures et extérieures. Déjà la question du canal de Nicaragua entre dans les projets du gouvernement de Washington, ce qui indique très clairement que les Etats-Unis voudront avoir les mains libres dans

l'Amérique centrale. Pour cela, ils devront commencer par un protectorat indiscret pour finir par une domination tyrannique sur ces peuples. Les procédés de gouvernement employés par l'Angleterre à Suez seront employés par la République des Etats-Unis au Nicaragua. Et comme l'Amérique centrale est sujette aux guerres civiles et aux pronunciamientos, le jour où un mouvement éclatera sera celui où les Etats-Unis établiront leur protectorat définitif sur tout le littoral situé entre l'isthme de Panama et le canal de Nicaragua. Ils imiteront l'Angleterre, qui a profité de la plus petite révolte pour s'installer en Egypte. Cependant cette prétention attentatoire à l'indépendance du peuple espagnol en Amérique ne pourra pas se réaliser sans de grandes résistances, et ces résistances quelle qu'en soit l'issue, ne manqueront pas d'amoindrir l'hégémonie saxonne dans le Nouveau-Monde.

*
* *

Les Yankees s'imaginent qu'ils surmonteront toutes ces difficultés par une alliance avec l'Angleterre, alliance déjà signée, si l'on s'en rapporte à d'aucuns. Mais cette alliance, qui revêt des aspects de réalité ou de réalisation immédiate, comporte des dangers et des inconvénients réels. L'opposition entre les Anglais et les Américains est dans les mœurs spéciales à chacun de ces peuples. Il existe entre eux des actes hostiles et séculaires qui ont une origine atavique. L'indépendance du Nouveau-Monde creusa un abîme infranchissable entre la vieille et la nouvelle Angleterre. Cette indépendance triompha au prix d'une guerre dont les dépenses grèvent encore le budget américain et dont les blessures anglaises dégouttent encore de sang. Le régime protectionniste, maintenu comme une inconséquence inexplicable par les Etats-Unis, ne doit être considéré que comme une guerre commerciale dirigée contre leur vieille patrie par ces fils de leurs œuvres. L'unique nation européenne avec laquelle ils engagent une lutte internationale économique depuis la proclamation de leur indépendance est précisément leur ancienne métropole. En ce moment même, en voyant s'ouvrir la question du canal de Nicaragua, les Anglais se plaignent à grands cris de la concurrence que les produits des Etats-Unis font à leurs propres produits sur les marchés du Japon, de la Chine et de tout l'Extrême-Orient. Cette concurrence est d'ailleurs facilitée aux Américains par le rapprochement des distances, qui influent nécessairement et favorablement sur le prix des produits. Et alors que l'Angleterre soutient en Asie la politique économique des portes ouvertes, les Etats-Unis ferment leurs portes des Philippines au trafic général en élevant leurs droits de douane conformément aux principes réactionnaires du protectionnisme. Qu'on ajoute à tous ces *impedimenta* la possession par les Anglais de Honduras, de la Jamaïque, de la Trinité, des bouches de l'Orénoque, du Canada, le litige de la pêche de la morue sur les bancs de Terre-Neuve, la querelle soulevée à propos des déserts du détroit de Behring, la discussion relative aux phoques et l'éternelle guerre de la concurrence

commerciale, puis qu'on nous dise combien de temps pourrait durer une alliance établie sur ces bases entre les deux nations pour qu'elle fût une satisfaction aux appétits de l'une en même temps qu'un excitant aux appétits de l'autre! Cette alliance est impossible ou ne peut être que provisoire parce que les lois historiques des deux peuples mettent en opposition leurs intérêts respectifs.

* * *

Notre malheur dépasse tout ce que le plus noir pessimisme pourrait imaginer. Dépouillés de nos colonies, ruinés sur terre et sur mer, un Trésor épuisé, une dette énorme, nos meilleurs fils sacrifiés à la voracité insatiable du tropique, notre droit méconnu par toutes les nations civilisées, alors qu'il apparaissait aussi indiscutable que peut l'être la mécanique céleste, les organismes officiels brisés par la répercussion du désastre, le gouvernement de la Restauration et de la Régence ébranlé, le discrédit tombé sur ceux qui ont dirigé ce pays pendant les quatre derniers lustres, nous assistons encore à une aggravation d'inquiétude devant les tristes présages des pronunciamentos et des guerres civiles. Ces présages surgissent au milieu du chaos intellectuel et du désarroi moral qui sont les inévitables conséquences de la secousse nerveuse qui a ébranlé les cerveaux en présence de l'écrasement de la patrie. Il naît à toute heure et de toutes parts des chefs qui s'offrent à remédier à nos infirmités sans avoir au préalable suivi un cours de médecine dans une clinique *ad hoc*. Il nous arrive chaque jour et de tous les côtés des voyants ou des prophètes avec une formule pharmaceutique à la main, prodiguant la coupe des panacées à nos lèvres endolories que pâlissent les douleurs d'une cruelle agonie. Rien ne révèle l'état anarchique dans lequel nous nous trouvons comme la grande quantité de remèdes sociaux que les charlatans politiques nous offrent sans tenir le moins du monde compte des obstacles insurmontables qui s'opposent à ces innovations soudaines, sans faire un cas suffisant de la distance qui existe entre l'idéal des esprits et la vie d'une société vieille et compliquée. Les Espagnols ont tellement gagné de batailles dans le passé qu'ils ne peuvent se faire à la pensée qu'ils viennent d'éprouver une défaite fatale. Et, ne pouvant ni concevoir ni expliquer un pareil désastre, ils reprochent à l'Europe son indifférence comme à l'Amérique sa brutalité. Ils les rendent responsables de leurs malheurs, en considérant que le sol national étant démembré, il ne leur reste plus qu'à s'exiler, comme si l'Espagne fût la Pologne du Midi et dût avoir sa douloureuse destinée.

* * *

Aucune de ces manifestations intéressées ne peut mériter une minute d'attention de notre part parce que, étant donnée la publicité exagérée que leur prêtent le régime et le travail de ce temps, elles n'ont pas

d'autre importance que celle d'avoir été portées par la voie de la presse à la connaissance de tous. A côté de ces manifestations intéressées, il en est d'autres qu'il est nécessaire de mentionner. Des corporations respectables, des sociétés importantes, des classes contribuant à notre vie nationale se sont réunies en libres congrès, non avec l'autorité qu'apportent à ce genre de réunions les congrès officiels, mais avec l'autorité que donne une grande influence morale qu'il serait imprudent de diminuer au moment où leurs échos se répercutent en discussions au delà de nos frontières et sont l'objet de l'attention européenne. Nous voulons parler du Congrès administratif de Madrid et du Congrès commercial de Saragosse, qui méritent tout notre respect, et, par cela même, toute notre attention. Nous allons dire à leur sujet tout ce qu'une critique loyale et réfléchie peut nous suggérer. L'Espagne est exposée à trois périls : le péril d'une guerre carliste, le péril d'une cour royale où la camarilla est toute-puissante, et le péril d'une désorganisation irrémédiable des pouvoirs publics. La grande agitation que le prétendant exploite, le nombre des fractions régionalistes qui nous sont signalées et qui sont soutenues par de hautes influences, augmentent singulièrement la gravité des périls dont nous venons de signaler les tendances. Il n'y a rien à faire pour le moment qu'à examiner le phénomène. La reconstitution des anciennes provinces fait partie des articles du programme de l'extrême gauche républicaine et de celui de l'extrême droite carliste. Ce sont deux abîmes qui menacent d'engloutir l'ordre par la gauche et le progrès par la droite.

* * *

Les résolutions des deux Congrès ont été anarchiques et ont traité du régionalisme. Rien n'est si national que la dette contractée par l'Etat au nom de tous et à laquelle tous doivent contribuer; mais rien non plus n'est si opposé au bon régime de la dette et à son amortissement que ces contrats passés entre un Etat et ses provinces pour sauvegarder les budgets régionaux qui détruiraient une des bases fondamentales de la patrie, l'unité économique. De même qu'on a besoin dans un Etat national de l'unité du cerveau, on a besoin dans un Trésor national de l'unité de l'estomac. Ceux qui désirent que l'Etat ait de nombreux trésors doivent désirer qu'il ait de nombreux estomacs. Alors, ces estomacs, au lieu d'appartenir à l'organisme de la personnalité humaine, qui est une émanation de la personnalité divine, ressemblent tristement à l'organisme des espèces inférieures, des polypes, par exemple. Comment parviendrions-nous à maintenir l'unité de notre trésor et à éteindre les obligations de notre dette avec la division en provinces? Ces provinces, qui n'auraient plus un intérêt commun, seraient indépendantes, il est vrai, mais aussi ennemies. Elles allumeraient des guerres civiles qui consumeraient dans leurs flammes notre sol national et la famille espagnole. Deux fractions extrêmes, la gauche fédérale et la droite carliste, enchérirent sur l'indépendance dont jouissaient les

régions dans les siècles du moyen âge et sur la liberté anarchique dont jouissaient leurs municipes; mais on a oublié de rappeler que cette séparation tant vantée entraînait dans son sillage une guerre civile perpétuelle dont les temps féodaux pouvaient s'accommoder, mais dont ne s'accommoderait pas le citoyen de nos cités contemporaines, ayant besoin de la paix pour récolter le fruit de son travail et exercer la totalité de ses droits. Le concert économique, proposé et voté par le Congrès commercial et le canton administratif, reprend les soixante-treize cantons dont la République espagnole a rasé les frontières.

* * *

J'ai vu se rallier à cette formule économique à la fois les républicains les plus rouges et les carlistes les plus blancs, ce qui témoigne de l'illusion complète dans laquelle tous se trouvent lorsqu'ils préconisent les tendances régionalistes, qui sont aussi funestes à l'ordre qu'à la liberté. Les fédéralistes et les carlistes s'en rapportent aux régions respectives sur lesquelles ils ont de l'influence pour affirmer le triomphe de leurs idées, mais ils ne comprennent pas que ces idées se trouvent condamnées de la façon la plus absolue par le développement d'autres forces égales et contraires et par la perspective de luttes perpétuelles. Je n'ignore pas que, par exemple, les belles villes gréco-latines de la Catalogne dont les flots bleus de la Méditerranée arrosent les pieds, pourraient s'ériger en républiques commerciales et artistiques comme les anciennes cités italiennes dont les œuvres sont encore aujourd'hui l'ornement de la planète et l'honneur de l'humanité. Mais combien de temps dureraient ces cités si les habitants des parties montagneuses de la Catalogne tenaient pour don Carlos? Les cités de la plage auraient le droit de se déclarer républiques ; mais les paysans des montagnes auraient aussi le droit de se déclarer carlistes. Il arriverait alors que les monts et les plages, que l'unité nationale maintient unis, se trouveraient divisés, et l'on pourrait voir don Carlos descendre de la montagne et s'abattre sur Barcelone pour y rechercher le vieux diadème féodal des anciens comtes de Catalogne. Et ce serait son droit. Du moment que l'unité nationale serait détruite, la ville de Barcelone ne serait plus défendue par la collectivité qui lui a servi jadis à repousser les absolutistes. Dépourvue de forces militaires, le lien qui l'unissait à la patrie étant rompu, elle abandonnait, fragment par fragment, son territoire à toutes les convoitises. Une pareille entente économique peut servir d'expédient et de transition entre les privilèges antiques et les nouvelles libertés, mais quelle faute d'invoquer ce passé contre l'unité nationale ! Ce retour au passé serait le suicide de la patrie.

* * *

Ce qui m'attriste le plus dans ce projet, c'est la complicité de certains conservateurs qui manifestent des tendances régionalistes. C'est une innovation téméraire et audacieuse, qui est aussi peu conservatrice

qu'elle est révolutionnaire. Le républicain illustre qui aspire à la direction civile du parti conservateur et le général aussi illustre qui aspire à la direction militaire montrent également des dispositions régionalistes qui m'alarment. Il n'y a rien là pour moi que de très naturel. Si le prieur joue aux cartes, dit un vieux proverbe castillan, que feront les frères ? Si les conservateurs, ainsi que les y condamnent et leur nom et leurs fins politiques, au lieu de conserver un organisme territorial qui est passé dans nos mœurs par les lois, s'avisent de le renverser en démontant la charpente nationale toute en vie et en créant des nationalités minuscules dans le sein de la grande nationalité espagnole, naturellement ils démentent leur nom, oublient leur histoire et vont se jeter dans les bras des carlistes et des fédéralistes, qui sont unis dans cette idée que les premiers tiennent pour réactionnaire et que les seconds tiennent pour progressive. Si une telle idée prévalait pour notre malheur, elle nous ramènerait, par un mouvement rétrograde, jusqu'aux ténèbres et à la féodalité du moyen âge. Cette réaction, encouragée par les régionalistes, disloquerait complètement la patrie, et de ce disloquement seraient responsables les conservateurs, s'ils continuaient à suivre follement le chemin de perdition où ils se sont engagés. Mais il me semble impossible qu'un républicain aussi expérimenté que M. Silvela et un général aussi respectueux de la discipline que M. Polavieja, aillent aveuglément à une révolution aussi profonde qu'anarchique, sans songer aux responsabilités qu'ils assument et aux maux qu'ils sèment.

*
* *

Il n'existe aucun doute sur les tendances de M. Silvela, qui a parlé et légiféré sur le régionalisme. Etant au ministère de la Gobernacion, il essaya de ramener les esprits au système féodal et de détruire la division en provinces qu'avait instituée notre féconde révolution libérale. Moi aussi je me laissai séduire par de telles théories, et je profite de l'occasion pour faire ici un aveu complet de mes fautes et de mes erreurs politiques. Moi aussi, encouragé par un parti qui croyait qu'une fois que le Congrès aurait voté la Constitution fédérale, on admettrait le système du régionalisme, je soutins un jour ce principe au moment de la discussion de cette triste Constitution de soixante-treize, Constitution tellement incomplète que mes coreligionnaires de Carthagène la renièrent en une inoubliable nuit. On oublia, en rédigeant cette Constitution, que la méthode, vraiment libérale, est celle qui conseille l'évolution graduelle et mesurée, sans heurter les mœurs politiques et les croyances religieuses d'un pays. Rien n'enseigne la politique comme l'expérience. Quiconque ne se soumet pas à l'expérience est un égoïste, un dément embastillé dans ses opinions privées, incapable de bien diriger un peuple. Que nous dit donc l'expérience au sujet de l'idée impérieuse du régionalisme qui règne aujourd'hui en Espagne? Il faut vivre au milieu de la fièvre de la révolution cantonale pour bien la comprendre et l'expliquer. De cette révolution cantonale naquit dans les provinces un

mouvement accentué contre l'idée d'un retour au régionalisme. Il faut suivre ce mouvement, étudier les débats qu'il soulève, approfondir les circonstances qui l'entourent, pour se persuader que jamais les villes secondaires, incarnation de la province, ne se laisseront absorber par les grandes villes, incarnation de la région.

* * *

C'est une loi de l'histoire que cette rivalité entre peuples voisins, entre Florence et Pise, entre Milan et Pavie, entre Ravenne et Ferrare, entre la Rome des Papes et la Parthénope des Souabes. Si l'unité nationale de l'Etat ne s'interposait pas entre les rivalités locales de l'Espagne, les grandes agglomérations voisines, comme Terragone et Reus, Carthagène et Murcie, Santiago et la Corogne, Alicante et Alcoy, Cadix et Séville, se dévoreraient, aiguillonnées qu'elles sont par une rivalité implacable. Personne ne peut désirer que nous retournions au temps de la rivalité de Jumille et de Murcie. La junte de Murcie avait fait demander à la junte de Jumille de lui envoyer sans retard des secours en hommes et en argent, en la menaçant de venir les prendre elle-même si elle ne s'exécutait pas immédiatement. Jumille répliqua : « Jumille désire vivre en paix avec toutes les nations étrangères et surtout avec la nation murcienne, mais si Murcie ose méconnaître son indépendance et franchir sa frontière, Jumille se défendra comme les héros du 2 Mai et triomphera, car elle est résolue à ne pas laisser à Murcie pierre sur pierre. » La République libérale, progressiste, démocratique et conservatrice, sauva la nation d'un danger de ce genre. A présent que les coryphées de la Restauration ont perdu nos colonies, il ne manquerait plus que de démembrer la métropole en stimulant des aspirations malsaines, en sapant l'équilibre de l'unité de la patrie, lequel est indispensable non seulement à la sécurité de nos libertés et de nos droits, mais encore au ministère social qui est réservé dans l'avenir à la nation une et indivisible. Quand on considère le mouvement cantonal, on remarque qu'il a pour origine le refus de Salamanque de sacrifier sa capitale à Valladolid, le refus de Jaen de sacrifier sa capitale à Grenade, le refus de Cordoue de sacrifier sa capitale à Séville, le refus de la province de sacrifier son idéal aux régionalistes qui sont et resteront, je ne me lasserai pas de le répéter, les instigateurs d'un stupide retour à la politique du moyen âge.

* * *

M. le marquis de Polavieja, lui aussi, est tombé dans le piège que nos partis extrêmes, radicaux et carlistes, tendent aux partis gouvernementaux. Je ne m'arrêterai pas à imputer à Polavieja les croyances régionalistes que reflète le manifeste qui vient d'être publié sous sa signature. Ce manifeste, qui est aussi beau au point de vue de la forme littéraire qu'il est erroné au point de vue de l'idéal poli-

tique, n'eut pas d'autre but apparent que d'arracher le général à sa retraite pour lui infuser une vie nouvelle. Mais, depuis que ce manifeste est publié, les adhésions qui sont parvenues à son auteur nous apprennent que l'intuition collective est toujours vivace et que tous ceux qui rêvent de régionalisme tendent à faire du général le centre de leurs folles espérances. Les initiateurs de l'idée du régionalisme, que l'Espagne dédaigne et méprise, visent à une union régionale par un lien aussi relâché que celui qui unit la Hongrie à l'Autriche. Les carlistes de Navarre s'obstinent de plus en plus dans leurs visées d'indépendance moyennageuse; les factions des montagnes basques refusent les impôts; les réactionnaires aragonais, dans un document qui renferme des menaces graves contre l'unité de la patrie et contre la stabilité territoriale, demandent au gouvernement de la reine de remplir certaines promesses et de leur donner Polavieja. Ils ajoutent candidement que l'Espagne, une fois fractionnée en cent petits peuples, finira par être désorganisée pour toujours, ce qui en fera l'objet de la risée universelle. Nous ne doutons ni du patriotisme, ni de l'honneur, ni des bonnes intentions du général Polavieja; mais ce n'est pas l'offenser que de lui dire qu'il est la victime d'une vieille utopie qui engendre des perturbations susceptibles d'amener la ruine de notre malheureuse patrie.

*
* *

Quand des hommes d'Etat de la qualité de Silvela et de Polavieja, si près du gouvernement, candidats à la Présidence du Conseil, procèdent de cette manière, ne soyons pas étonnés que le meeting administratif de Madrid et le meeting commercial de Saragosse aient penché pour une entente économique entre les provinces et l'Etat. Malheureusement, un tel concert de manifestations équivaut à une perpétuelle et irrémédiable confusion anarchique. Laissons de côté le Congrès administratif de Madrid et arrêtons-nous au Congrès commercial de Saragosse. Je l'ai toujours dit et je le répète encore : le peuple espagnol, qui se plie mal à la pratique du droit électoral, exerce le droit de réunion comme aucun autre peuple de l'Europe. L'ordre n'est jamais troublé, même par les partis les plus avancés, dans les réunions publiques; une circonspection attentive y préside; les discours à l'égard des idées hostiles y sont toujours respectueux; les débats ne cessent pas d'être courtois; si on parle beaucoup, on n'exagère pas et l'on ne calomnie pas; une mutuelle courtoisie et un respect réciproque règnent entre les adversaires; telles sont les qualités distinctives de toute réunion populaire en Espagne. Les désordres et les injures sont chez nous à l'état d'exceptions. Et une assemblée composée de gens aussi raisonnables et aussi éclairés que ceux de la classe commerciale ne pouvait moins faire que de surpasser en tact et en prudence toutes les assemblées précédentes. Que de travaux nous avons accomplis en Espagne dans l'intérêt du droit humain, et que de fois nous avons vu ces efforts passer de la théorie dans les lois et des lois dans les mœurs! Aussi, ne pouvons-nous nous empêcher

de nous réjouir et de nous enorgueillir à la vue du spectacle que vient de présenter au monde la grande réunion de Saragosse, dont les débats nous ont confirmé dans nos croyances et dont les tièdes rayons de l'espérance ont consolé notre désespoir.

*
* *

Mais comme le Congrès commercial a beaucoup parlé, il a contracté des responsabilités dont il doit rendre compte à l'opinion publique d'abord, à l'histoire ensuite. J'ai eu déjà l'occasion d'exprimer mon avis au sujet des concerts économiques, je ne le renouvellerai pas; mais, des assertions révélées par les débats engagés et contenus dans les résolutions prises, il y a une sévère critique à faire. Aucun démocrate libéral ne peut applaudir à la proposition de revenir au vote par classes et par corporations. Ce mode de votation est attentatoire à la liberté civile et politique. Et pour le renverser, nous avons eu un siècle de révolutions et de sacrifices. Quand je vois propager de telles théories par une classe qui a tout gagné à la destruction des anciens corps de métier et qui perdrait tout au retour de cet ancien ordre de choses, je me persuade de plus en plus que les hommes en société contractent une sorte d'instinct de perdition qui leur fait rechercher les complications. Le sophisme, qui est partout, ou la mode aveugle pour un penchant à l'imitation, qui nous fait ressembler aux singes, les poussent à faire prévaloir ce sentiment que les plus favorisés par les progrès de la démocratie sont précisément ceux qui s'en croient le plus lésés; alors ils renient l'œuvre de leurs pères, qui ont converti le cachot où l'humanité vivait méprisée en un temple de liberté et d'honneur. Commerçants qui vous plaignez, si vous ressuscitiez les anciennes classes et les anciens corps de métier, vous perdriez la liberté du commerce et du travail; vous céderiez votre place dans les comices et dans les congrès à de nouvelles castes patriciennes qui, comme les anciennes, tiendraient pour déshonorants le travail et le commerce, qui rendraient le pouvoir et l'influence à l'héritier de la noblesse, à celui dont le berceau serait doré par une naissance aristocratique. Vous seriez obligés de renoncer à l'expérience, qui est l'origine de l'égalité. Les ennemis du suffrage universel, pour l'adultérer, ne pouvant le tuer, inventèrent les chambres agricoles afin de fausser les élections législatives, au grand scandale de toute la nation. Maintenant, il est impossible de ressusciter ces institutions et ces organismes à cause du discrédit dans lequel ils sont tombés et des espérances qu'ils ont frustrées.

*
* *

Je ne dis rien de l'incroyable affirmation que vous avez lancée aux quatre vents en vous déclarant partisans de l'absolutisme. Si vous n'avez confiance que dans la Reine, pour que la Reine puisse répondre avec effusion à votre confiance, il faut au préalable proclamer le pouvoir absolu. En effet, pendant que le régime parlementaire durera, les rois

ne pourront pas promulguer une loi sans les Cortès ni rendre un décret sans les ministres. Or, vous déclarez que vous n'avez confiance ni dans les Cortès ni dans les ministres. Nous comprenons qu'on ait tenu un pareil langage au temps où, des mers de la Scandinavie au détroit de Gibraltar, les rois étaient considérés comme de purs symboles, où le pouvoir était tombé entre les mains des classes moyennes qui ne voulaient pas du suffrage universel ou n'admettaient que le suffrage censitaire, mais tenir ce langage aujourd'hui, dans un siècle de suffrage universel, c'est surprenant. Quel est l'élément qui, entre tous les éléments sociaux, gagne le plus en Espagne à l'établissement du suffrage universel? C'est l'élément commercial. Et il le repousse! Et il le repousse, à Saragosse, dans la ville du Cinq-Mars, dans la ville qui contribua le plus à sauver l'indépendance nationale et le régime démocratique!

*
* *

Nous avons dit, au début de ces considérations que nous allons terminer, comment les désastres et les malheurs de la patrie nous avaient tous bouleversés. Nous devons songer à présent aux moyens de guérir nos maux et de rétablir la santé nationale. Ce qui est urgent tout de suite, c'est un budget équilibré et une paix durable. Si nous devons subir une guerre civile, comme celle que les carlistes veulent nous déclarer et qui amènera de nouveaux démembrements de la patrie, quelque puissance pourra tenter de mettre la main sur la portion de territoire comprise entre Gibraltar et Cadix, sous le prétexte que nous gardons mal le détroit indispensable à toutes les marines du monde. Par peur d'une telle éventualité, nous devons rester calmes. Je ne crains pas, quant à moi, une guerre civile de nature à provoquer une intervention militaire, ni cent budgets cantonaux de nature à provoquer une banqueroute; mais je crains une intervention économique comme celle qu'il est question d'imposer au Portugal, comme celles qu'on a imposées à la Turquie et à l'Egypte. Il est impossible que les Espagnols puissent différer d'avis lorsqu'il s'agit de sauvegarder l'intégrité du sol national et de ressusciter notre commune espérance. Réunissons-nous donc dans un même sentiment de patriotisme pour défendre notre territoire, non seulement par les armes et par les munitions de guerre, mais aussi par une stricte économie et par une bonne politique. Qu'on s'efforce d'équilibrer le budget, qu'on y réussisse, et la patrie sera hors de danger.

II

Déclaration officielle de la perte de nos colonies. — Coup d'œil rétrospectif qui intéresse comme enseignement dans le passé, amélioration dans le présent ou avertissement dans l'avenir. — Féodalisme théocratique aux Philippines. — Intransigeance des ordres religieux relativement aux progrès contemporains. — Ennuis que tout cela nous a procuré. — Caractères des explorations jésuitiques au XVI[e] et au XVII[e] siècle. — Héroïsme de ces explorateurs. — Saint François-Xavier à Goa. — Nobili en Chine. — Organisation du Paraguay. — Esprit conciliateur. — Faits capitaux de ce commencement d'année. — Le gouvernement de la Crète. — La pacification de la Macédoine. — Le désordre en Autriche. — Caractère historique séculaire de tous les problèmes européens. — Prépondérance britannique. — Vieille et éternelle rivalité entre la France et l'Angleterre. — Conclusions.

On vient de donner la consécration officielle à la perte presque complète de nos colonies et à leur confiscation presque définitive par les Yankees. L'envahisseur a pris possession de Porto-Rico; le drapeau étoilé flotte sur la forteresse de Cuba; les Philippines sont, d'après les dernières notifications, la propriété des conquérants. Ainsi qu'il convient à de bons Espagnols, nous devons porter le deuil de nos malheurs, mais non les exagérer au point de nous imaginer que nous sommes perdus alors que notre vie nationale est éternelle. Nous ne devons pas davantage renoncer à toute espérance, parce que toute action s'accompagne de sa réaction vitale, parce que, chez tous les peuples, des périodes progressives d'heureuse transformation et de soudaine résurrection alternent, grâce aux lois immuables de l'univers, avec les plus grandes calamités et les plus rapides décadences. Ce qui importe aujourd'hui à notre relèvement, c'est de ne pas nous dissimuler nos propres fautes, dont la malsaine influence nous a perdus et dont les conséquences auront un si long retentissement sur notre état maladif. Il faut donc bien regarder nos erreurs en face, les sonder profondément, puis nous livrer à un repentir sincère pour arriver à la rédemption désirable. On sait que la mort fait sa proie les nations qui cessent de servir le progrès et qui s'abritent sous l'ombre homicide d'une réaction éternelle. Comparez la Chine et le Japon. Les horoscopes promettaient aux Etats-Unis une influence considérable tant qu'ils servaient le progrès humain ; mais, ils les menacent d'une irrémédiable décadence depuis le jour récent où ils ont fermé les yeux sur leur vraie destinée en s'adonnant à l'idolâtrie des fétiches asiatiques, c'est-à-dire à la guerre et à la conquête, ces causes génératrices du despotisme. Servons le progrès et le progrès nous servira à son tour.

*
* *

Ce qui nous arrive aux Philippines n'est pas fait pour être oublié. Tandis que les Mambises cubains manquaient de raison et de justice dans leurs plaintes et, par suite, dans leur révolte, puisque nous les avions convertis en peuple libre et souverain en leur accordant nos droits politiques, les Tagalos et les Visayos, aux Philippines, souffraient sans espoir de remède sous le joug le plus abominable qui se puisse voir, sous le joug du féodalisme théocratique. Un tel régime s'opposait avec une invincible résistance au progrès contemporain. Hostile au développement social, il faisait penser à l'une de ces époques primitives d'inertie complète dans lesquelles les serfs étaient comme des végétaux et vivaient immobiles sur le terroir et à l'ombre du château féodal. Un tel régime rappelait le temps néfaste qui s'écoula du IXe au XIIIe siècle et celui, par conséquent, de la découverte des Philippines. Mais aujourd'hui que le travail s'est substitué à toutes les forces, que les relations commerciales prévalent sur les relations sociales, que la vapeur et l'électricité sont devenues des forces motrices engendrant la chaleur et la lumière, que l'idée pénètre comme l'éther les classes et les peuples inférieurs, un tel régime est un contre-sens humain. Il ne peut pas même s'admettre chez les Tagalos sans laisser apparaître son incompatibilité absolue avec les ambiances sociales et l'idéal nouveau qui constitue et s'appelle l'esprit moderne.

*
* *

Dans cet archipel des Philippines, qui est comme placé au centre du commerce universel et à l'intersection de trois continents, on y prohibait la liberté qui engendre les libertés industrielles et commerciales, on y prohibait la liberté des cultes. Et cette prohibition insensée auprès de la tolérance humaine des temps modernes avait ces trois résultats : 1° elle interdisait les communications entre nos croyances et celles des peuples civilisés ou non d'Europe, d'Asie et d'Amérique ; 2° elle provoquait la formation de sociétés secrètes, de doctrines mystérieuses qui étaient nuisibles à l'ordre social à cause des superstitions et des terreurs qu'elles faisaient peser sur les esprits pusillanimes et les races inférieures ; 3° elle prolongeait en bas l'ignorance, qui est une cause si puissante de désobéissance et d'indiscipline, tandis qu'en haut la théocratie attirait sur l'Etat, par son despotisme spirituel, la discorde et le désordre. Une race comme la race philippine ne manifestait pas de tenaces aspirations à la liberté, mais elle en ressentait de violentes pour la propriété. Or, précisément, cette satisfaction si ardemment souhaitée par la collectivité était interdite au peuple à cause des énormes contributions qu'exigeaient de toute terre cultivée les mains avides des prêtres. Ainsi, le grand propriétaire de cette île, le moine, était seul à ne payer aucun impôt, alors que le malheureux indigène payait, avec la capitation, une sorte de corvée féodale qui consistait pour lui à travailler à jours fixes pour le compte d'une théocratie sans entrailles ni conscience.

*
* *

Des réformes graduées auraient épargné de grands bouleversements. De sages mesures en vue de répartir la propriété entre les tribus auraient — en donnant satisfaction au sentiment général — inspiré aux indigènes un dévouement inaltérable pour leurs bienfaiteurs. Le gouvernement conservateur lui-même était si pénétré de cette nécessité qu'il élabora un projet d'abolition du droit d'amortissement en vertu duquel les confréries religieuses détenaient presque toute la propriété. Ce projet avait fait l'objet, ultérieurement, de négociations entre notre gouvernement et notre colonie pour extirper l'insurrection des Philippines. Mais l'esprit intransigeant des moines que nous n'avons pas su discipliner et leur opposition systématique à toute amélioration de la situation du peuple provoqua une série de rébellions qui ont fini par nous faire perdre tout l'archipel. Embastillé dans l'Escurial, un groupe de l'ordre des Augustins, armé de son dogme de la grâce si pareil au dogme de la prédestination des Luthériens et au dogme du fatalisme des Musulmans, a pu influencer les pouvoirs publics et écarter tout progrès avec la complicité d'une cour aveugle et d'une camarilla réactionnaire. Voilà comment ces adversaires impénitents de la liberté nous ont perdus, nous ont poussés à l'abîme. Les grands colonisateurs ecclésiastiques des XVIe et XVIIe siècles n'agissaient pas de cette manière. Evoquons-en un exemple.

*
* *

Puisqu'on parle tant de la Chine, rappelons les mémorables explorations qui furent faites dans l'intérieur de l'Empire Céleste durant les siècles classiques des inventions maritimes. De si prodigieuses expéditions sont non seulement un étonnement dans le passé, elles sont encore une consolation dans le présent et un enseignement pour l'avenir. Dans ces entreprises, les Jésuites ont joué un grand rôle. Il faut lire le récit de ces explorations dans les historiens de l'ordre pour les bien comprendre et les apprécier dans leur naïve originalité. Imaginez-vous un désert d'Afrique, sans végétation ni humidité; uniquement peuplé de brutes anthropophages; où toutes les tortures de la faim et de la soif vous attendent; où la mort vous tend des embûches à chaque pas; où vous êtes exposés à tout instant à la fureur des simouns qui brûlent comme des volcans, qui soulèvent les sables dont le tourbillon et le poids de suaire vous asphyxient et vous étouffent. Imaginez-vous encore que vous êtes égarés au milieu des forêts primitives du Brésil et du Paraguay, sur les rives de l'Amazone et de l'Orénoque, où vos pieds s'enfoncent dans la terre humide; où vos poumons ne respirent que l'haleine empoisonnée des lagunes pestilentielles; où les branches des arbres primitifs et couverts de lianes se tissent et s'entrelacent pour vous opposer une invincible résistance; où les plus vils insectes s'échappent des plus gracieuses fleurs; où dans les herbes vertes rampent les reptiles venimeux; où la foudre lacère de son fouet tropical les vastes forêts et où le tremblement de terre fait vaciller le sol

comme s'il était atteint d'une maladie épileptique spéciale; où des bandes d'exterminateurs sauvages et avides de chair humaine, ainsi que des dieux mauvais des anciennes théogénies, vous assaillent, vous surprennent et vous exterminent sans pitié. Si nous restons étonnés devant les exploits des héros de la « Triste nuit », devant les hauts faits accomplis par ceux qui ont escaladé les cimes des Cordillères, qui ont découvert le détroit de Magellan, qui nous ont conquis de leurs épées et de leurs milices l'empire des Aztecas et l'empire des Incas, que devons-nous dire quand nous voyons ces apôtres pacifiques de l'idée, avec leur drapeau carré pour toute bannière, leur vieille soutane pour toute cuirasse, leur crucifix pour toute arme de guerre, vaincre l'inclémence des éléments et les cruautés des hommes, marcher droit devant eux, résolus non à tuer comme nos superbes *conquistadores*, mais à mourir pour la civilisation comme des martyrs de la foi?

* * *

Les deux missions caractéristiques de la Compagnie de Jésus sont celles de la Chine et du Paraguay. Nulle œuvre n'apparaît aussi grandiose que le sont celles-là par l'activité fiévreuse et l'opiniâtre ténacité avec lesquelles elles ont été conçues et dirigées presque en même temps. D'ailleurs, aussi bien l'Afrique déserte et stérile que l'Asie pleine de souvenirs et l'Amérique jeune d'espérances, fut l'objet d'une tentative d'organisation de la part des Jésuites. Leurs missions provoquent l'enthousiasme par la rapidité avec laquelle elles furent réalisées, et leurs triomphes furent tels que l'imagination la plus exaltée à peine aujourd'hui à y ajouter foi. Ils unissaient en eux la véhémence des hommes superstitieux à la perfidie des hommes d'État. Il n'existe ni martyrs capables de tant de foi ni politiciens comparables par les calculs. Les contradictions les plus disparates se mêlent visiblement à l'œuvre merveilleuse de ces apôtres. Jamais l'abnégation et l'habileté ne paternisèrent autant que chez ces hommes. Certes, ce n'est pas qu'ils n'en appelassent quelquefois à la juridiction politique des gouverneurs et à la force barbare des hommes comme le fit pour sa part à Goa saint François-Xavier; mais il est certain qu'ils n'avaient le plus souvent pour défendre et propager leurs doctrines que la parole et l'idée, de même qu'ils n'obtenaient comme résultat et comme récompense que le sacrifice et le martyre. Parfois, pour triompher, il leur suffisait de proclamer la vérité de l'Évangile, bien qu'une telle déclaration n'entraînât pas l'âme où l'idée religieuse s'enracine. Pendant les cinq années que durèrent ses voyages, saint François-Xavier ne se reposa pas un seul jour. Le miracle de sa parole et la vertu de son exemple remplaçaient, dans la plupart des cas, l'appui qu'il avait rencontré auprès des milices portugaises et des autorités politiques de cette monarchie. En laissant de côté les mobiles qui le faisaient agir, on ne peut nier qu'il ait eut un don presque surnaturel pour ouvrir à ses successeurs la voie de pareilles pérégrinations évangéliques qui provoquaient plutôt l'admiration que la conviction chez les peuplades barbaresques, tout en les attirant invinciblement, bien que passagèrement, vers une religion qui finissait par

gouverner, avec le temps, leurs superstitions et les soumettre à son empire.

*
* *

Le caractère des Jésuites se montre partout le même, dans les entreprises d'apostolat asiatique comme ailleurs; à la fois mondain et ascétique, véhément et habile, avec des pressentiments prophétiques et des calculs mathématiques, c'est-à-dire comme un mélange informe d'abnégation individuelle et de perfidie égoïste. Il n'existe rien de plus curieux dans l'histoire que les moyens employés par le père Ricci pour pénétrer dans des mœurs vieilles comme le monde et dans un empire mystérieux comme le Céleste Empire. Ces apôtres, qui se doublaient d'aventuriers, caressaient naturellement l'envie de franchir la fameuse muraille, élevée par des jalousies séculaires, pour surprendre les mystères d'une religion étrangère ayant de profondes racines et pour christianiser des castes parmi lesquelles régnaient le vieil esprit asiatique et des idées théologiques engendrées à même les entrailles de la terre ou tombées comme des gouttes de pluie de l'atmosphère. Ricci est le type achevé, plus encore que saint François-Xavier, de la propagande jésuitique. Désireux de subjuguer une société d'une civilisation aussi complexe que la société chinoise, il jeta son costume de Jésuite pour revêtir la robe du mandarin. Oui, l'austère fils de Loyola, ressemblant avec sa noire soutane à un cadavre drapé dans son linceul, ceignit les vêtements multicolores et les somptueux insignes du mandarin chinois. Et sachant à quel point les sciences manquaient à ce peuple, il commença par l'enseignement des mathématiques et finit par celui des choses de la religion. Le ciel seul était le livre où lisaient les Chinois. Aussi s'appliqua-t-il à tourner encore plus leurs yeux vers le ciel afin de le leur faire étudier comme un avant-goût des révélations évangéliques. Convaincu que les apparences étaient préférables aux idées elles-mêmes pour persuader les races qui vivaient là dans l'aurore de l'histoire et aux confins de l'Orient, le père Ricci leur expliqua que l'Evangile qu'il enseignait n'était pas un livre inconnu ou spécial, mais bien le commentaire et la copie des anciens livres laissés par Confucius. Morale simple, théologie positive, esprit pratique : voilà les grandes qualités que l'histoire a reconnues au révélateur asiatique. Les Jésuites idéalisèrent un système qu'ils mirent en relation complète avec les caractères historiques d'une œuvre vraiment séculaire. Les rites chinois s'y mêlaient aux rites chrétiens. La croyance en un seul, dépouillée du mystère de la Sainte-Trinité et de la hiérarchie des anges, devient le dogme commun à tous les cultes. On recherchait la vertu morale plus que la vertu dogmatique dans une vie toute de pureté et dans la pratique du bien pour arriver au salut éternel. L'école des Jésuites n'avait pas de scrupules religieux dès qu'il s'agissait du succès de sa propagande et de son apostolat. Elle ne se préoccupait en l'occurrence que de trouver un fond de doctrine qui pût s'adapter à toutes les religions et diriger tous les adeptes vers le respect des idées et la pratique de la morale. Ses missionnaires parvinrent de cette façon à la cour même de l'Empereur,

qui les combla de privilèges. Ils rédigèrent des almanachs chinois pour le Palais impérial et ils obtinrent en échange de prêcher librement leur religion. Chunt-Chi était, à cette époque, le véritable protecteur des Jésuites qui, après lui avoir enseigné l'astronomie, lui enseignèrent la politique européenne. Grâce à eux, il eut des canons faits comme les nôtres, et lorsqu'ils prirent congé de lui, ils lui laissèrent plus de cent cinquante volumes qui étaient tous écrits en langue chinoise. Il a fallu que les Jésuites unissent une activité fiévreuse et une persévérance opiniâtre à une grande habileté et à une perfidie incroyable pour réussir à s'installer, à vivre au milieu d'un peuple qui regardait les étrangers comme des criminels dont il fallait à tout prix se débarrasser. La qualité primordiale de ces hommes, qui apparaissent comme très détachés des biens de ce monde, consiste à s'assimiler avec une merveilleuse facilité les pratiques religieuses des pays qu'ils veulent dominer.

*
* *

L'exemple de Nobili montre que lorsque les Jésuites s'apercevaient que l'égalité chrétienne répugnait aux classes dirigeantes, ils souscrivaient à la division des peuples en castes comme des fils du Gange, et ils s'habillaient en brahmes comme s'ils eussent été des prêtres de la religion indoue. Alors, ils évitaient l'ombre maudite des parias comme des croyants endurcis et superstitieux évitent des athées. D'après les relations du temps, la souplesse des Jésuites à respecter ces mœurs alla jusqu'à administrer l'Eucharistie aux parias avec des pincettes pour n'avoir pas à se souiller les mains à leur contact, comme si le Grand Rédempteur avait évité, lui, de se contaminer au contact des humbles et des pauvres de la terre, avec qui il partagea, pendant la Cène, le pain idéal des âmes. La blâmable habileté des Jésuites avait extérieurement un grand succès, et les conséquences qui en découlaient étaient de tous points contraires aux principes de l'Évangile, en vertu desquels les inégalités barbares disparaissent devant l'égalité qu'impose la nature humaine; car l'identité d'origine et l'identité de fins proclamées par l'Evangile font de l'égalité entre les hommes un dogme fondamental de la doctrine chrétienne. Les Jésuites avaient imposé leur influence aux peuples du Nouveau-Monde comme au peuple chinois. La société du Paraguay fut une société essentiellemeut jésuitique. Les fils de saint Ignace la gouvernèrent à leur fantaisie, en dédommagement du courage qu'ils avaient montré et du danger qu'ils avaient couru en évangélisant des régions si exotiques. Il est vrai que c'était le seul moyen de soumettre les forêts inexplorées et les sociétés primitives à l'esprit européen. Le régime de ce milieu étrange devint un simple patriarcat. La nature des Indiens subit une sévère discipline. Ils furent traités comme des enfants qui ont besoin de lait pour nourrir leurs âmes tendres. Les satisfactions de la vie furent modestes et simples comme les nécessités de ces sauvages. La charrue ouvrait des sillons dans des terres qui étaient jadis incultes; l'étable abrita des troupeaux qui étaient autrefois libres et sauvages; l'humble et modeste cabane remplaça l'habitation primitive faite de branchages et de troncs d'arbres; les cantiques de l'Eglise réson-

nèrent là où avaient résonné les cris des fétichistes idolâtres, et les membres de cette société exubérante adoptèrent la forme d'une société monastique. Cet Etat ressemblait à une antique tribu de l'Inde et donnait l'idée d'une organisation socialiste. Les Jésuites avaient changé en réalité le rêve de nos utopistes et avaient échoué précisément dans cette liberté de la concurrence tant détestée par tous ceux qui aspirent à une société mécanique dans laquelle on distribuerait mécaniquement les richesses. Dans le Paraguay, les Jésuites avaient proclamé la communauté des biens. Tout le monde était propriétaire et disposait en commun des produits d'un sol qui appartenait en réalité à l'Etat, mais qu'on fractionnait pour en distribuer les parcelles aux familles. Et l'on appelait ces terres d'un titre sacré : les propriétés de Dieu. Tous devaient travailler; tous devaient emmagasiner les fruits de la terre dans d'immenses halls publics afin de pourvoir aux besoins de la communauté. On exportait le superflu comme on exportait les autres produits du travail et de l'industrie. Quoique les indigènes contribuassent aux charges sociales, les Jésuites étaient les véritables maîtres du gouvernement. Ces derniers prodiguaient une souplesse de caractère et une cordialité de relations que nous aurions aimé voir imiter par les facteurs religieux de nos possessions asiatiques, aujourd'hui séparées de la patrie par la force de la conquète. Mais les leçons n'arrivent jamais trop tard pour qui en veut profiter. L'enseignement que nous donne le passé servira à nous amender dans l'avenir? Pourquoi n'avons-nous pas transigé avec l'élément indigène des Philippines. Pourquoi n'avons-nous pas été plus tolérants et meilleurs? Pourquoi avons-nous oublié ce principe qu'il n'est au pouvoir de personne d'arrêter la marche du progrès? L'histoire de l'Espagne n'est pas achevée, heureusement. Profitons pour l'avenir des leçons qu'elle nous donne dans le présent.

* * *

Le fait qui caractérisera cette fin de siècle sera l'accaparement de nos colonies par l'effort violent d'une conquête sans excuse, comme le fait qui caractérisa la fin du dernier siècle fut le partage de la Pologne entre les despotes du Nord. Cet attentat au droit est d'autant plus grave qu'il trouve l'Europe encore soumise au même despotisme et toujours en marivaudage avec la force militaire, cela cent ans passés après la Révolution française, qui brisa les chaînes du serf et rasa les tours féodales, et au moment même où il y a une proposition de désarmement général, en vue de résoudre par l'arbitrage les conflits internationaux. En ce temps de liberté complète, de libre circulation économique, un peuple travailleur comme le peuple américain, qui soudain se transforme en peuple belliqueux, cause dans le monde social un effet analogue à celui que produiraient, dans le monde naturel, les abeilles, si, au lieu de continuer à nous fournir du miel, elles nous empoisonnaient tout à coup de microbes fiévreux, les colombes, si elles se métamorphosaient en vautours, les castors s'ils se changeaient en tigres, en un mot toutes les espèces animées qui contribuent à l'œuvre commune de l'humanité, si elles devenaient du jour au lendemain des monstres

féroces, démentant les lois pacifiques de l'univers et reniant la destinée pour laquelle elles ont été spécialement créées.

*
* *

Ce qui nous attriste le plus dans cet illogisme en contradiction avec la morale, c'est que, dès l'instant où les Etats-Unis seront placés sous le régime militaire, leur caractère et leur nature, emprunts d'humanité et facteurs importants du progrès universel, deviendront des causes de réaction. Nous avons un exemple de ce contresens en Angleterre. Celle-ci, pendant tout le temps que l'école libre-échangiste de Manchester imposa son influence, servit le progrès; mais lorsqu'elle prétendit à la conquête du monde, lorsqu'elle voulut mettre en usage d'un pôle à l'autre les procédés puniques pour se constituer un empire, elle s'attira toutes les haines et justifia toutes les défiances. La République américaine tombera dès que les Etats-Unis auront organisé leurs conquêtes et laissé grandir un général victorieux qui pourra prendre le titre de dictateur. Les guerres du Péloponèse ont fait mourir la République en Grèce: les luttes sociales ont tué la République à Rome; les troubles créés par les Médicis ont étouffé la République à Florence; les guerres de la Révolution ont détruit la République en France; la guerre que viennent de nous faire les Etats-Unis précipitera donc leur République sans remède à l'abîme.

*
* *

Il n'y a qu'à jeter les yeux sur ce qui se passe aux Philippines et aux Antilles pour se convaincre d'une telle vérité. Les Yankees s'étaient efforcés de faire accroire que leur présence dans la mer des Antilles produirait le résultat magique que la présence de Garibaldi produisit jadis en Sicile. A Porto-Rico, si l'inertie tropicale ne souleva aucun mouvement contraire à l'invasion, le débarquement des troupes américaines n'entraîna pas davantage un mouvement favorable. les habitants restant plutôt indifférents à ce qui se passait sous leurs yeux. La résistance commença le jour où le gouvernement nouveau blessa le sentiment qui a poussé chez nous les plus profondes racines, le sentiment d'égalité. Les Saxons, enflés par l'idée qu'ils ont de leur propre supériorité, tiennent les races étrangères à la leur dans un superstitieux mépris. C'est à cause de cela que la soldatesque mercenaire des Etats-Unis a volontairement blessé la dignité des hommes et la pudeur des femmes. Quand les habitants de l'île se sont vus ainsi méprisés par ces étrangers qui s'imaginent être d'une caste spéciale, quand ils se sont vus traités comme les brahmanes traitaient les parias, ils ont commencé à opposer aux envahisseurs une résistance passive, dont la durée compensera l'intensité. Cette attitude est de nature à créer aux orgueilleux conquérants des difficultés terribles.

*
* *

Les mêmes faits se produisent à Cuba. Le 1er janvier, le drapeau américain fut hissé à la Havane à la place du drapeau espagnol. Au

moment où les insurgés cubains pensaient prendre possession de l'île, l'étendard étoilé des Etats-Unis fit son apparition en vue des côtes. Et ces étoiles, loin d'apporter la lumière de l'idéal et de la vie à laquelle on s'attendait, troubla les esprits par ses menaces pleines de tempêtes. Il n'est plus question de l'indépendance tant promise : on établit un protectorat dans le genre de celui que l'Angleterre exerce sur les bords du Nil. Il n'est plus question non plus de droits humains à proclamer : les Yankees traitent les Cubains comme ils ont traité les Peaux-Rouges. Il n'est pas davantage question d'un régime municipal à installer : dans chaque canton, on a placé un officier militaire qui exerce une autorité absolue et occupe son district en pays conquis. Ainsi, les Américains n'aident en rien la double réorganisation municipale et provinciale, si chère aux Cubains. Les seules ressources disponibles de l'île sont fournies par les douanes : les vainqueurs s'emparent de tout et ne laissent à leurs prétendus protégés que le regret de voir leur indépendance confisquée. Un exemple fera mieux comprendre ce qui se passe que toutes les explications que nous pourrions donner. Nos frères cubains avaient, comme nous, la mauvaise habitude de fréquenter les courses de taureaux. Un général américain les a supprimées purement et simplement par un décret, en menaçant des châtiments les plus terribles ceux qui élèveraient des protestations contre cette mesure. Que cette disposition soit heureuse ou non, là n'est pas la question. Pour ma part, je n'ai jamais pu assister à une course de taureaux sans une répugnance invincible. Mais, le procédé employé pour supprimer ce sport à Cuba sent de très loin son despotisme prétorien. Le résultat de cette conquète c'est que les Espagnols, d'une part, se soulèvent parce qu'ils se trouvent sans patrie, et que les rebelles, d'autre part, vont se préparer à une révolution parce que les envahisseurs les privent de leurs libertés. C'est ainsi que les Yankees avivent le feu de la guerre à Cuba au lieu de l'éteindre.

* * *

Mais ce qui se passe à Cuba n'est rien en comparaison de ce que l'on voit aux Philippines. Les Yankees s'y trouvent châtiés pour avoir attenté au droit international. Ils ont d'abord violé le principe démocratique de non-intervention, qui provoqua l'intervention de la France dans la guerre entre l'Autriche et l'Italie, et qui permit à Bismarck de donner suite, avec une apparence de raison, à ses projets de conquête violentes. Les guerres de la République française, la guerre de l'indépendance espagnole, la guerre de l'indépendance grecque, la guerre du Sunderbund suisse, la guerre d'Italie, les multiples conflits qui ont éclaté en Orient parmi les populations danubiennes ont tous été basés sur le principe de non-intervention, dont les clauses imposent le respect du droit des peuples de se gouverner conformément à la volonté de la collectivité et dans l'exercice de leur pleine souveraineté. Or, les Etats-Unis, qui auraient dû respecter ce principe, sont intervenus pour mettre un terme à l'exercice de notre souveraineté sur nos colonies; ils ont envoyé des subsides et des munitions pour encourager contre nous

la révolte de Cuba et le soulèvement des Philippines. Et, dans cette odieuse dérogation des grands principes du droit moderne, je ne parle pas encore de la complicité criminelle de l'Angleterre. La conscience de l'Europe doit se trouver en ce moment scandalisée par l'exhumation récente de vieux traités historiques en vertu desquels l'Angleterre s'engage à défendre la couronne de Portugal sur la tête de la dynastie régnante. J'aurais cru que la famille de Bragance n'avait de comptes à rendre qu'à la volonté manifeste des Portugais. Je croyais que si les Portugais aimaient leur dynastie, ils avaient le droit de la garder quand même elle déplairait à l'Angleterre et aussi celui de la renverser malgré les Anglais. Eh bien! signer un compromis comme celui que l'Angleterre vient de signer équivaut à détruire le principe de non-intervention en Europe.

*
* *

Les Yankees, par leurs récentes conquêtes, ont élevé la violation du principe de non-intervention à la hauteur d'un droit international. Ils ont imité les Anglais, qui se sont engagés à intervenir dans le Portugal dans le cas où les Portugais voudraient détrôner leur roi, qui n'a d'autre pouvoir que celui que lui a délégué la volonté nationale. Si les Américains ont le droit d'intervenir par les armes là où le caprice les conduit, encouragés par la complicité évidente de l'Angleterre, il ne faudra pas s'étonner ensuite si cette dernière se permet d'intervenir en Portugal, comme elle fait en Egypte, pour y maintenir une dynastie que le peuple aura rejetée. De tels scandales ont leur point d'appui dans ce système même que les Saxons des deux mondes ont inauguré depuis quelque temps. Les tribus des Tagalos et des Visayos, irritées de n'être pas libres de se gouverner à leur guise, se proposent de secouer le joug des Etats-Unis. Une guerre pour l'indépendance de l'archipel menace de mettre le pays à feu et à sang. Ceux qui s'opposent à l'autonomie politique des Philippines sont de race inférieure à ces insulaires. Mais ces derniers finiront par triompher sans doute. Une guerre cruelle leur donnera l'avantage. Les Philippins sont braves et courageux. Le serment que les Tagalos et les Visayos ont fait de mourir pour leur indépendance signifie que les Yankees seront obligés d'entretenir une armée permanente de cent mille hommes et une forte marine qui les conduiront à la ruine. Cette marine et cette armée vont nécessiter un budget qui ira en augmentant. Ce budget signifiera que les Etats-Unis seront exposés à subir un régime césarien, de sorte que les Yankees se forgent, avec leurs victoires, des chaînes pour longtemps. Seul un miracle pourrait sauver la République et la liberté d'Amérique, rendues vulnérables par la guerre et par la conquête, c'est-à-dire par ce qu'il y a de plus contraire à la démocratie dans le monde.

*
* *

Oublions un instant nos désastres nationaux pour parler des événements qui ont assailli l'Europe sur ce continent et sur d'autres. Après un intermède prolongé entre les discussions du problème crétois et sa

solution, nous devons nous réjouir de la façon avec laquelle cette question se termine. En effet, elle semble s'être arrangée à la satisfaction générale sans laisser craindre ni agitations intérieures ni conflits extérieurs. Quoique le Sultan ait essayé de protester contre la solution donnée à la question par l'Europe, il a dû s'incliner. La nomination d'un prince chrétien comme le prince Georges en qualité de gouverneur de Crète, s'est imposée tout de suite aux divers partis et aux divers cultes de cette île malheureuse. Le principe de liberté religieuse qui est un objet de respect universel a contribué dans une large mesure à cet heureux résultat. Le prince s'est adressé aux musulmans et aux Grecs à la fois pour les prévenir que sous son gouvernement, l'observation du Coran et celle de l'Evangile seraient également respectées, à la condition cependant que les deux croyances se respectent entre elles et ne fassent pas dégénérer leurs dissensions religieuses en conflits politiques, ne transforment pas leurs vieilles idées dogmatiques en rivalités d'intérêts égoïstes. Il faut donc se réjouir de voir un si gros conflit se terminer ainsi sans en provoquer d'autres.

*
* *

C'est que la guerre de Crète avait de fâcheuses répercussions dans tous les Etats musulmans ; elle soulevait les villes grecques ; elle faisait trembler les anciens pactes sur leurs bases ; elle provoquait la guerre en Thessalie, sous le poids de laquelle faillit périr la Grèce ; elle troublait les peuples des montagnes de l'Ararat aux défilés de la Macédoine. Tous les peuples échappés du joug turc sont exposés à tomber sous le joug russe. La Macédoine est couvée par les lâches convoitises de l'Autriche qui voudrait compléter avec elle ses possessions avancées en Orient, et composées par la Bosnie et l'Herzégovine. Son but est de viser Salonique qui lui permettrait de communiquer avec la Méditerranée. D'autre part, elle espère obtenir, comme compensation aux ambitions allemandes, le précieux joyau de Trieste, quoique Trieste soit aussi italienne que Venise. Mais l'Autriche, déchirée par des guerres civiles moins redoutable par leurs violences que par leur durée, est dans l'impossibilité politique de s'offrir ou d'accepter des concessions territoriales nouvelles. Si la Macédoine ne soulève aucune difficulté, c'est qu'elle caresse l'espoir qu'au jour de la dissolution de l'Autriche, qui ne saurait tarder, elle trouverait dans une fédération gréco-slave son caractère historique et son ancienne autonomie. Il n'y a plus à compter sur l'Autriche où le désordre moral le plus profond alterne avec la plus aiguë des fièvres révolutionnaires qui se soient jamais emparées des mœurs décadentes de cet empire. Vienne donne l'impression d'une tour de Babel. Les Magyars et les Allemands, qui étaient si bons compères depuis Sadowa, n'arrivent plus à s'entendre. Le parti de l'indépendance hongroise grandit, soutenu d'ailleurs par le fils de Kossuth, qui a hérité de la foi révolutionnaire de son père, sans hériter ni de sa parole ni de son génie. On ne peut former une vraie nationalité avec une agglomération composée de Tchèques, d'Allemands, de Grecs, d'Italiens, de Polonais, de Turcs, de Roumains, de Croates, de Serbes et de Ruthènes. Cette triste

confédération autrichienne meurt sans remède, mise dans l'impossibilité d'édifier une organisation durable et de réunir dans une vie commune autant de membres hostiles entre eux. Et le pis, c'est que tous les grands problèmes du jour ont tous leurs racines dans les siècles passés.

*
* *

Pour bien saisir le caractère des problèmes territoriaux de l'Europe contemporaine, il faut remonter à leur origine. Plusieurs des guerres qui ont ensanglanté le XIXe siècle ont pour cause des faits survenus au Ve siècle. Si l'empire d'Orient, bien que fondé par un empereur romain, n'a jamais cessé d'être grec; si les deux fils de Théodose, Arcadius et Honorius, en s'établissant à Ravenne et à Byzance, ont donné leurs caractères opposés à l'Occident et à l'Orient, que, en effet, n'ont pu résoudre en une synthèse supérieure ni le génie d'Alexandre, ni le génie de Rome; si, encore aujourd'hui, la civilisation est grecque depuis les côtes de la mer Adriatique jusqu'à celles de l'Asie Mineure, comme elle est latine de l'Adriatique à Gibraltar, à plus forte raison les faits historiques de ces temps lointains ont-ils pu marquer de leur empreinte indélébile les peuples barbares : Germains, Mongols ou Slaves, lorsqu'ils se sont répandus sur notre continent déjà fractionné, soit par les peuples latins, soit par les tribus grecques, celtes, tartares, saxonnes ou scandinaves. Le martyre de la Pologne est une vengeance de race, qui a sa source dans la domination cruelle que la nation polonaise a exercée autrefois sur ce territoire qui est dénommé Petite-Russie par les Russes. Si les Russes s'appliquent à russifier les provinces allemandes de la Baltique, ils ont l'excuse que les Allemands ont occupé des territoires qui ne leur appartenaient pas; et si les Allemands s'appliquent à germaniser les provinces slaves du duché de Posen, c'est parce que les Slaves ont envahi, contre tout droit, ces pays essentiellement germaniques. Les grandes questions tchèques, qui sont soulevées aujourd'hui avec tant de force dans les diètes autrichiennes, dans les rues et dans les Universités de Prague et de Vienne, n'ont lieu que parce qu'elles ont été introduites jadis par les Russes dans le quadrilatère de Bohême, que les Allemands estiment indispensable à leur sécurité, que les peuples de race slave ne pourraient reconquérir qu'au prix de victoires gigantesques. Le Roumain, qui est si fier de son origine hispano-latine, et le Croate, qui est si fier de son étroite parenté avec les races primitives de notre continent, ayant du sang indo-européen dans leurs veines, abhorrent le Magyar qui est, à leurs yeux, l'héritier d'Attila et de la même origine que le Turc, qui est de sang mongol. Et par le Magyar s'explique la présence des Slaves aussi bien dans la péninsule des Balkans que dans le quadrilatère de Bohême et l'extension sur la terre germanique des anciennes limites naturelles russes et polonaises. Tous ces types et tous ces événements antiques ont donné leur sceau à l'Europe. Les tribus normandes entrevues par Charlemagne à son lit de mort comme le fléau du fragile empire qu'il venait d'édifier à force de génie politique et militaire, ces tribus qui ont engendré le féodalisme, constituent aujourd'hui

les populations scandinaves du Nord et la grande aristocratie féodale de l'Angleterre. Le Celte garde encore sa haine séculaire pour le Normand et le Saxon, ces deux facteurs qui composent la famille britannique. Le Saxon pur et le Germain pur se sont toujours séparés de Rome, dans le monde antique comme dans le monde moderne; mais le Franc, d'origine germanique aussi bien que l'Allemand et le Saxon, a respecté la vieille Rome, a soutenu le catholicisme, l'a prêché en Espagne, lui a témoigné de l'affection en donnant un patrimoine temporel au successeur de saint Pierre, par la main de Pépin le Bref, tandis que Charlemagne a rétabli l'empire romain, dont le pontife catholique a ensuite distribué les parties à l'Europe. Pendant ce temps, l'Espagne a été envahie par d'autres barbares, mais imbus de l'esprit oriental des Goths, peuples relativement civilisés, qui étaient aptes à comprendre l'Encyclopédie de saint Isidore, lesquels ont formé notre génie et ont indiqué la part que doit revendiquer notre race espagnole dans le progrès de la civilisation européenne. Et voilà les causes qui font que tous les problèmes de ce temps, au Nord comme au Midi, en Orient comme en Occident, datent du ve siècle.

*
* *

Et ce que je dis du problème oriental, je le dis du problème britannique. Nos concitoyens, en voyant ce qui vient d'arriver à Fashoda, croient que le conflit franco-anglais date d'aujourd'hui. Mais il a son origine dans l'ascendance des siècles ! Le monde n'est fait que de contrastes. Il semble que les nations qui sont le plus voisines dans l'espace soient le plus disparates par les inclinations et les tempéraments. La Chine et le Japon sont opposées de tempéraments et d'inclinations. Il en est de même de la Phénicie, qui est de sang sémitique, et de la Grèce, qui est de sang indo-européen; mais, du moins, entre elles, il existe une raison : l'une termine l'Asie tandis que l'autre commence l'Europe. Ainsi de Carthage et de Rome qui, placées sur les deux rives de la Méditerranée, auraient dû se comprendre et non se combattre. L'Italie et l'Allemagne sont opposées de caractère; l'Allemagne et l'Autriche le sont encore plus; l'Autriche et la Russie le sont bien davantage encore. Eh bien ! ce même antagonisme existe entre la France et l'Angleterre. Celle-ci est toute variété; celle-là est tout unité. L'une est aristocratique par excellente; l'autre est démocratique à un degré égal. En France, l'idée de l'Etat prédomine sur l'idée de l'individu; en Angleterre l'idée de l'individu prédomine sur l'idée de l'Etat. Les Français visent, avant tout, à l'égalité ; les Anglais cherchent d'abord la liberté. Quand il y a un grand Parlement en France, ce Parlement ressemble, comme la Convention, à une dictature ; quand il y a une cour monarchique en Angleterre, cette cour ressemble à un Parlement. La France doit s'appeler la patrie des révolutions et l'Angleterre la patrie de l'évolution. Quelle différence entre la formation de l'Angleterre et celle de la France ! Celle-ci est mêlée, par son territoire et par son génie, à toutes les complications continentales, alors que l'Angleterre s'en trouve complètement séparée par son détroit. Tandis que la sim-

plicité préside à la composition historique de l'Angleterre, l'imagination ne parvient pas à se rendre compte du nombre d'atomes dont se composent les territoires italiens, français et espagnols. La race primitive de l'Angleterre, faite de Bretons et de Celtes, a été à peine pénétrée par l'élément latin, espagnol ou français. Les Saxons ont absorbé les Romains et les Scandinaves n'ont point modifié les Saxons. Les Normands de France, qui sont venus après les Scandinaves, ont superposé à l'individualisme saxon et à la démocratie scandinave la monarchie et la noblesse normandes. Cette noblesse et cette monarchie ont soumis à leur domination les régions qui composent l'empire britannique, mais elles ne les ont jamais assimilées. Le pays de Galles, l'Angleterre, l'Ecosse, l'Irlande sont tels que par le passé. Ils s'unissent seulement à la vie continentale par la religion catholique en se réclamant du pape, et parce qu'ils se sont laissé conquérir par les Normands qui les ont obligés à entretenir de séculaires relations avec les rois de France. Il arrive de dire que les anciens conquérants conservent toujours la direction supérieure du pays, c'est un peu vrai. Deux caractères séparent l'Etat britannique de tous les autres Etats de l'Europe; le premier, c'est la constitution d'une Eglise nationale comme il n'en existe dans aucun autre Etat protestant; le second, c'est la constitution d'un Parlement national comme aucun autre Etat de l'Europe n'en possède. L'Angleterre est restée en relation amicale avec l'Ecosse, mais en relation difficile avec l'Irlande. Et si, comme je le crois, les nations qui se gouvernent elles-mêmes sont les seules nations vraies, l'Angleterre est arrivée la première, par suite de ses progressives évolutions, à constituer cette vie supérieure qui s'appelle la Nationalité! Et si elle a pu associer à cette vie nationale le pays de Galles et l'Ecosse, elle n'est parvenue à rien avec l'Irlande. La France, par contre, forme une nation indivisible. Il est aisé, d'après cela, de comprendre tous les dissentiments qui peuvent surgir entre les deux premières nationalités de notre vieux continent.

III

Les projets de l'empereur Guillaume. — Situation du Parlement allemand. — Le budget de la guerre et le retour des Jésuites en Allemagne. — Le Conseil fédéral germanique. — Un discours de l'empereur devant les électeurs de Brandbourg. — Craintes de conflits en Europe. — Nécessité de reconstituer le parti libéral anglais. — Négociations pouvant convenir à ce résultat. — L'agitation en Orient. — Ruine et désagrégation de l'empire d'Autriche. — L'Autriche dans la politique et dans l'histoire — Mort de M. Félix Faure. — Conclusion.

Le rôle de protagoniste et la suprématie que se sont arrogés l'Empire d'Allemagne et l'empereur excitent l'intérêt et attirent vers eux l'attention de l'Europe. Depuis le jour où Guillaume II est revenu de son voyage en Palestine, des événements d'une grande importance se sont déroulés dans son royaume. En premier lieu, le budget de la guerre et celui de la marine ont été augmentés d'une façon démesurée ; et, d'autre part, les frontières du territoire allemand ont été réouvertes aux Jésuites proscrits et expulsés. Le retour de ces ecclésiastiques, plus terrible pour les gouvernements catholiques que pour les gouvernements protestants, a ainsi coïncidé avec l'augmentation du budget militaire. Et sur ces deux graves questions, le Parlement allemand se montra très divisé d'opinion, formé qu'il est de fractions nombreuses et importantes. Cependant, les Jésuites ont pu gagner à leur cause ceux des membres de l'opposition et du gouvernement qui recherchent avec avidité un sûr triomphe et de belles majorités. C'est pourquoi les catholiques leur ont donné nombre de leurs voix aussi bien que les socialistes, et l'exemple de ce vote curieux, où la majorité fut si bigarrée d'opinion, montre combien les assemblées nationales sont variées et changeantes quand les peuples ne réussissent pas à les composer avec cet art infini qu'y apportent les Anglais, lesquels obtiennent — grâce à ce tact suprême qui provient de l'observation et de l'expérience — un équilibre parlementaire qu'il est impossible de rencontrer en aucune autre assemblée législative européenne.

* * *

Car chez toutes les autres nations ou bien c'est le pouvoir législatif qui prédomine, comme en France, sur le pouvoir exécutif, ou bien comme en Allemagne c'est le pouvoir exécutif qui prédomine sur le pouvoir législatif.

Mais en mettant à part le Parlement anglais, c'est en vain qu'on

chercherait partout ailleurs ce savant équilibre entre les deux pouvoirs. Voyez par exemple ce qui vient de se passer en Allemagne, où l'empereur Guillaume, en proie aux surexcitations nerveuses que lui ont causé ses pérégrinations sur les mers hellènes et son entrée en des cités pleines de pieux souvenirs comme Constantinople et Jérusalem, ne rêve que munificences poétiques qui, bien prosaïque détail, vont coûter énormément d'argent à l'Allemagne.

*
* *

Les deux partis gouvernants, l'un conservateur et l'autre libéral, n'arrivent pas à composer une majorité au Parlement, contrebalancés qu'ils sont dans leur position intermédiaire par deux partis extrêmes, nombreusement représentés, le parti ultramontain et le parti socialiste.

Réunis, ces deux partis sont invincibles. Mais leur réunion, encore que momentanée et résultant d'une combinaison politique qui serait le fruit d'un idéal déterminé, apparaît comme bien difficile à cause des nombreux points discordants qui surgissent en dépit de ces partis eux-mêmes, entre le *Credo* et l'histoire de chacun d'eux, et qui les borne malgré tous leurs soins à n'être que deux antithèses.

Aussi l'Empereur n'hésita-t-il pas à négocier avec l'un de ces partis une convention plus ou moins honorable à l'effet d'obtenir une augmentation d'impôts qui l'aiderait à accroître ses armements et une augmentation d'armement pour arriver à satisfaire et à réaliser ses rêves fantastiques conçus, comme il le confesse lui-même, « dans les célestes eaux de Byzance et par les déserts immenses de la Palestine. » Or, il eût été insensé de demander aux socialistes une augmentation du budget de la guerre, déjà si élevé. Aussi l'Empereur s'adressa-t-il aux ultramontains. Et les ultramontains s'étant livrés à de longues réflexions se firent cette demande : Si nous votons ce projet, qu'obtiendrons-nous en échange? Quelle sera notre récompense pour notre obéissance aux volontés impériales? Et c'est leur maître lui-même qui se chargera de répondre à leurs vœux les plus secrets. Je vous accorderai, dit Guillaume, le retour des jésuites dans l'empire. Ces paroles furent accueillies avec joie. Nous acceptons le marché, s'écrièrent aussitôt les catholiques, nous voterons tous pour l'augmentation des dépenses de guerre et les impérialistes pour la rentrée des jésuites.

Il y a, dans cette grave résolution, des causes secrètes et contradictoires que peut difficilement deviner celui qui ne connaît pas ou qui ne connaît que superficiellement la société germanique. En premier lieu, les Jésuites étaient bien loin d'obtenir d'un gouvernement luthérien les ingérences sérieuses qu'ils se permettent dans les gouvernements catholiques. Puis, en second lieu, on sait que Guillaume a pris comme modèle, pour l'accomplissement de ses actes, son aïeul Guillaume Ier qui était très pieux, dans les temps modernes, et, dans les temps plus reculés, son immortel prédécesseur, Frédéric-le-Grand, qui admit les Jésuites dans ses états alors que les rois philosophes de son époque les expulsait de leurs royaumes catholiques. Enfin il a sans doute réfléchi que les socia-

listes ne pouvaient voter des lois de proscription contre les associations religieuses, de crainte que ces mêmes lois ne se tournent contre eux.

*
* *

Mais dans l'organisation germanique, si le vote du parlement a eu de grandes conséquences, on ne peut pas dire que sa décision ait été pleinement souveraine et qu'elle se soit imposée d'une façon irrévocable. Car tout au sommet du gouvernement allemand règne une sorte de Sénat, connu sous le nom de Conseil Fédéral, et composé des rois et des roitelets germaniques, lequel statue, en dernier ressort, sur tous les événements qui touchent à la Fédération et la concernent. Dans ce conseil siègent de nombreux délégués catholiques, et ces délégues catholiques craignent forcément l'influence de l'armée de Saint-Ignace sur leur propre destinée, ainsi que la honteuse tutelle qu'elle pourrait faire subir aux peuples orthodoxes. C'est grâce à toutes ces considérations que Guillaume II a pu obtenir l'augmentation du budget, et c'est à lui seul, non aux autres ultramontains, que doit être attribué le retour des Jésuites. Notez avec cela que les nouvelles dépenses militaires représentent des sommes considérables. En effet, il est question d'organiser trois nouveaux corps d'armée, deux prussiens et un bavarois, ce qui portera à vingt-deux le nombre des corps d'armée allemands. Les quatre cent quarante-sept batteries de campagne seront, à leur tour, portées à cinq cent soixante-quatorze.

De plus, il y aura douze nouveaux escadrons de cavalerie et les bataillons d'artillerie à pied seront élevés de trente-sept à cinquante-deux, De telle sorte que lorsque le projet sera définitivement voté, l'effectif des armées allemandes disponibles, sans compter la réserve, comprendra six cent soixante-dix mille hommes. Et, à ce sujet, rien n'est plus curieux à examiner que les calculs établis par les écrivains sociologues sur les sommes fabuleuses exigées par les futures guerres.

Nul ne peut nier la compétence en la matière du savant Bloch, auteur scrupuleux et expérimenté dont l'œuvre magistrale sur les armements d'aujourd'hui et les frais de demain a produit une si vive sensation dans l'Europe entière. Le jour, non éloigné peut-être, où la Russie et la France uniront leurs armées, les tiendront sur leur pied de guerre ou les mobiliseront, ces divers armements, ainsi que nous le démontre M. Bloch, occasionneront chaque jour une dépense sèche de 36 millions de francs. A force d'excès terrifiants en ce genre la barbarie guerrière ne tardera pas à s'acclimater parmi nous et l'Europe finira par vivre sous le régime de la servitude et du despotisme qui pèse si durement sur l'Afrique et sur l'Asie.

*
* *

Ces étonnants projets relatifs à l'augmentation des forces militaires que le cerveau malade de l'empereur Guillaume vient de concevoir à Jérusalem et à Byzance n'empêchent point ce curieux monarque de prendre souvent la parole et de prononcer des discours historiques qui

n'ont rien de la concision impériale et du verbe autoritaire que devrait posséder un souverain de son espèce jouant au César et au dictateur. En ces morceaux d'éloquence pompeuse et déclamatoire qui lui sont familiers, l'empereur Guillaume II, oubliant qu'il porte sur ses épaules l'hermine et le brocart pluvial de Charlemagne, et l'esprit tout imprégné, grâce à sa dernière pérégrination, des épiques souvenirs de tous les siècles, a donné libre cours à son éloquence. En parlant du Brandbourg, berceau originaire et féodal où les chevaliers teutons conquirent l'aigle qui commençait à prendre son vol au-dessus des tribus germaniques, dans son amour de l'hyperbole semi-biblique que lui apprirent des professeurs de rhétorique artificielle, l'Empereur a comparé son empire militaire d'Allemagne à un grand et fertile jardin, oubliant sans doute que des esprits malicieux auraient pu sourire de cette image forcée et lui faire remarquer qu'en un tel jardin seuls des fusils viendraient pousser à la place des arbres, des balles s'arrondiraient en guise de fruits avec toute la variété des explosifs, tandis qu'aucune fleur vivifiante et féconde ne pourrait y faire resplendir sa saine et calme beauté.

Guillaume II s'est ensuite nommé lui-même le précieux jardinier de cet Eden, voulant sans doute se comparer idylliquement aux anciens pasteurs des églogues qui passaient dans les légendes des pays heureux en tenant à la main une houlette d'or fin et en portant snr leurs épaules une pannetière de blanche dentelle, tandis que leurs voix emplissaient les romans de vers mièvres et amoureux. Après s'être comparé aux pasteurs idylliques, il s'est comparé à l'archange saint Michel, mieux vêtu et mieux armé que Lohengrin, l'épée au poing, ceint de la cote de mailles, le bouclier au bras, le casque en tête, et le démon à ses pieds. Au milieu de cette comparaison d'un goût douteux, il a prononcé cependant une grande vérité lorsqu'il a dit qu'il voulait former une Germanie de bronze. Et en effet, elle est déjà de fer. Avec un sabre trempé dans les eaux qui l'acièrent et l'affilent d'une façon extraordinaire; avec des canons qui semblent fondus dans les forges mêmes de Vulcain; la mythologie guerrière; les dieux en combat; les armements excessifs; l'état d'empire militaire; il est facile de reconnaître que ce qui domine tout, c'est la force, et que nous sommes en train d'ériger sur la grande Europe en ruine le régime violent et brutal de la conquête.

La contagion belliqueuse s'est tellement développée que nous voyons aujourd'hui les républicains d'Amérique se transformer en bourreaux; et, à leur côté, les Anglais, libres, travailleurs, mercantiles et pacifiques, coopérer à l'infamie de leurs descendants, se faire les complices de ces bourreaux. Il semble, à voir un tel spectacle, que tout idéal de liberté a été banni du ciel britannique et que l'école de Manchester a disparu de ce pays, chassée pour toujours par une folle ingratitude qu'un oubli seul — malheureusement irréparable — a pu enfanter.

Il n'y a de toutes parts qu'impérialisme et impérialistes; il n'y a de toutes parts qu'une même pensée de guerre. Si les Anglais s'imposèrent en Afrique, barrant le passage des mers du Cap aux marais du Nil à tout être humain qui n'appartient pas au peuple britannique, comme ils l'ont fait à Fachoda; s'ils osèrent attenter à l'indépendance

du Transvaal, comme autrefois les pirates et les flibustiers fameux, en faisant une irruption criminelle chez les Boers, irruption qui fut accueillie en Angleterre par des démonstrations de joie mal dissimulées; enfin, obéissant au même mobile, s'ils conçurent le projet de s'emparer de tous les territoires depuis les positions de Gibraltar jusqu'à celles de Birmanie : ce sont là des ambitions néfastes qui nous font retourner à la barbarie après avoir incendié la terre. Cette soif d'accaparer de nouvelles colonies prend une telle extension et de si grandes proportions qu'elle a rendu presque impérialiste le nouveau chef de l'école radicale, lord Rosebery, de même que le vieux tribun de la plèbe communiste, M. Chamberlain. Et un parti libéral anglais s'impose qui s'inspirera des principes humanitaires qui ont régné en Angleterre avec tant d'éclat, qui combattra dans le pays de Galles comme il a combattu en Irlande les partis dirigeants de l'État, qui annihilera les substitutions et remettra les choses en place, étendant la propriété individuelle par un nouveau droit de tester, qui remplacera le régime des conquêtes, de plus en plus en vogue et de plus en plus désastreux pour le monde entier, par celui des transactions commerciales, sous lesquelles s'émoussent les homicides baïonnettes, aujourd'hui aiguisées pour le combat.

*
* *

La décision collective par laquelle lord Rosebery a été destitué de son titre de chef du parti libéral à cause de ses tendances impérialistes; la prudente retraite de sir William Harcourt, qui avait donné à entendre qu'il espérait une réorganisation progressiste; la proclamation d'un intérim permettant aux forces libérales de se ressaisir et de présenter un front de bataille formidable au moment des prochaines élections, ont rendu à l'Angleterre son vieux parti radical, celui qui combattit pour la Grèce et pour l'Italie, qui restitua les îles Ioniennes à leur mère patrie, qui reconstitua la Bulgarie, qui maintint l'Eglise protestante imposée comme un joug odieux à l'Irlande orthodoxe; qui admit l'esprit régénérateur de la Révolution française; qui préféra aux égoïstes intérêts de race et de territoire les nobles idéalités qui grandissent pleines de lumière et de chaleur dans toute l'humanité, comme grandit une évolution progressive, transformant tous les atomes inertes en ardente vie et cristallise dans les temps et dans les espaces réels toutes les progressives idées. Il faut noter qu'un grand facteur de paix est absolument nécessaire à l'Europe pour aplanir, en Orient, de multiples difficultés, et former des nœuds ne pouvant se défaire ni se rompre, sinon par le sabre tranchant de la guerre.

Les Arabes de l'Yémen se battent et meurent comme aux époques sanglantes des Attila et des Tamerlan ; les montagnards de Macédoine s'agitent comme s'ils désiraient encore descendre vers le Péloponèse ou la vieille Thrace pour envahir, invoquer la nymphe Hellade et la déesse Minerve ; les Bosniens renoncent à servir leurs églises et provoquent un schisme pour se détacher du fanar de Byzance ; les Albanais aiguisent leurs poignards et garnissent leurs ceintures de pistolets, tandis

que l'Autriche, la Bulgarie, la Serbie, la Roumanie et la Grèce se livrent à des compétitions et rêvent de conquérir Salonique, qui finit par être une sorte de cité hanséatique composée d'ambitions et d'ambitieux.

*
* *

Le plus difficile des problèmes qui tendent à se résoudre actuellement en Europe est la reconstitution de l'empire autrichien, et il semble que la fatalité s'acharne à le désagréger. Il y avait une division très naturelle entre les Germains et les Esclavons, et cette division était suffisante pour appeler une attention soutenue et mériter une continuelle vigilance. Car l'empire autrichien a déjà souffert de cent divisions analogues qui, toutes, furent irrésolubles, parce qu'elles sont irréconciliables. Il y a peu de jours, un grand nombre d'Allemands se réunissaient à Vienne, pour inviter leurs compatriotes, ou, si l'on aime mieux, leurs congénères par la race et par la langue, à se grouper en une formidable association qui devait réunir toutes les volontés et toutes les intelligences afin de pouvoir écarter tous les périls et d'arriver à former une véritable fédération d'idées sociales au nom d'intérêts politiques communs. Rien de plus juste quant au principe, et l'on pouvait espérer d'un tel effort de féconds résultats. Mais le diable devait s'être rendu à Vienne, car ces Allemands du Midi ne trouvèrent, comme meilleur expédient pour servir leurs projets, qu'abjurer le catholicisme, dont les dogmes leur pesaient, on ne sait exactement de quelle manière, et de proclamer la religion luthérienne, comme si nos nouveaux droits devaient empiéter sur nos vieilles croyances.

Rien n'est plus nuisible au bien commun que l'ingérence des événements religieux dans les événements politiques. La politique exige un calme d'esprit et une intelligence incompatibles avec la foi aveugle et le superstitieux fanatisme des sectes. Et comme s'il n'était pas suffisant aux Allemands de posséder parmi eux ce dissentiment qui existe entre les catholiques et les luthériens, on avive chaque jour, par de nouveaux combustibles, les colères antisémiques qui ont pris naissance en des projets de proscription, toujours odieux, et auxquels s'ajoutent des projets d'extermination apocalyptique toujours barbares. En vérité, il ne peut y avoir de paix sociale dans un pays qui ne possède pas la liberté des cultes ; et il ne peut y avoir de liberté religieuse quand on croit qu'un dissident de l'Eglise, un hérétique de sang, un juif, ne peuvent offrir dans la vie privée les mêmes garanties d'honneur et dans la vie publique les mêmes sécurités de patriotisme que présentent les orthodoxes les plus exaltés. Les antisémites autrichiens ne veulent point qu'on dise qu'ils le sont, et, malgré cela, ce sont eux qui détruisent tout le progrès commencé par le régime moderne au sein de l'Autriche.

*
* *

Si on laisse de côté les questions religieuses, le phénomène politique actuel le plus intéressant de l'Autriche est son union étroite avec la Hongrie, base incontestable de l'existence de l'Empire. Malgré la réunion

des Allemands et des Hongrois, les Tchèques et les Germains de Bohême ne sont pas séparés d'une façon matérielle; la Croatie et la Transylvanie — ces deux pierres précieuses — ne tombèrent pas du joyau qui s'appelle la couronne de Saint-Etienne, jointe à la couronne de Charles V; les Dalmates et les Illyriens ne prirent pas des chemins historiques opposés; le Serbe, séparé de la grande Serbie, comme le Turc séparé de la grande Turquie, et confondus dans l'empire autrichien, restèrent tranquilles comme s'ils se trouvaient sous leurs respectifs pavillons antiques; et le faisceau que forment toutes ces provinces qui s'étendent des Carpathes et des frontières moscovites jusqu'aux rivages de la splendide Méditerranée est demeuré malgré tout fermement et tacitement uni.

Mais le dualisme austro-hongrois, d'un équilibre instable, s'achemine vers une fatale séparation. Il y a quelques années, le parlement de Budapest et le parlement de Vienne tentèrent de le réorganiser, mais ils n'arrivèrent pas à s'entendre parce que les obstructions factieuses et les débats scandaleux retardent toute solution et paralysent tout effort. En Hongrie, l'opinion populaire n'est jamais d'accord avec celle des Assemblées nationales, que la corruption vint toujours modifier, et les ministériels n'accordent aucune confiance à la stérilité du parlement. Pour atténuer le danger de la corruption, le gouvernement eut recours à l'intervention des hauts pouvoirs judiciaires dans l'examen des actes; pour parer à cette stérilité parlementaire, il obtint de l'opposition une réforme des règlements. Mais, lorsque tout semblait sur le point d'être régularisé, le gouvernement abandonna son projet parce que les membres de l'opposition accaparaient les pouvoirs législatifs par suite de l'extension considérable du pouvoir judiciaire, et qu'ils ne voulaient plus des réformes demandées qui portaient atteinte à la liberté de la tribune et de la parole. C'est pourquoi le concert austro-hongrois a perdu son antique solidité, et voilà que l'Empire tombe en miettes.

*
* *

Il existe encore en Autriche un autre phénomène politique digne d'être remarqué. Tandis qu'en Amérique, aux Etats-Unis, par exemple, les différentes petites républiques tendent à s'unir en une seule, comme en Suisse, tous les petits Etats autrichiens demandent à être distincts et séparés. La Constitution helvétique de 48 marque une étape vers l'indispensable homogénéité des cantons, et combien de réformes ont encore modifié cette Constitution, ayant pour objet d'affirmer l'absolue nécessité de l'union de toutes ses petites provinces! C'est aussi ce qui s'est produit en Amérique. La guerre qui réclama l'abolition de l'esclavage eut pour résultat d'unir les peuples saxons comme ils ne l'avaient jamais été jusqu'alors. Mais le contraire eut lieu en Autriche. Les petits Etats nouveaux confondus par les Etats autrichiens, aussi bien que les anciens Etats tombant en vétusté, s'accordent dans le respect commun qu'ils portent à la suprême dynastie de Habsbourg, mais cette affection est le seul lien qui les unit. L'empereur d'Autriche est roi de Bohême, de Croatie, de Hongrie; mais la Bohême, la Croatie et la Hongrie, bien que placées sous la dépendance d'un même chef, ne veulent avoir rien

de commun entre elles et exigent un parlement, une armée, un budget, un gouvernement qui leur soient propres. Et c'est, par suite, une guerre latente et continue entre les races qui peuplent la confédération, comme il ne s'en est vu nulle part et à aucune époque de l'histoire. L'Esclavon de Bohême ne peut vivre en paix avec l'Allemand de la même région. L'idée de race en ces territoires surpasse l'idée de patrie, si vivante, au contraire, en Espagne, dans le cœur de tous les sujets espagnols. Chose extraordinaire, le Bohême slave refuse de donner le titre de compatriote au Bohême allemand. Une continuelle hostilité règne dans le pays et y éclate à propos de tout. Si les uns fréquentent un théâtre, les autres n'y mettent jamais les pieds. Un Slave qui tombe gravement malade n'entrera pas dans un des meilleurs hôpitaux publics s'il s'y trouve par hasard des malades allemands. Chaque race possède son Université respective et des écoles indépendantes. Quand le gouvernement autrichien parle de les unir en un royaume commun, tous lui opposent d'invincibles résistances. Les Juifs furent plus unis avec les Egytiens sur les rives du Nil et plus unis aussi durant leur captivité à Babylone, ou sur les rives de l'Euphrate, avec les Chaldéens, que le sont à Prague les Tchèques et les Germains, à Budapest les Ruthènes et les Magyars. Chose rare, une idée aussi abstraite que l'idée de race — à la fois idée philosophique, idée physiologique et idée ethnologique — unit plus ces peuples d'Orient que la terre commune et son complément, la nationalité, qui est comme le sol idéal sorti de la conscience des peuples et confirmé par la géographie aussi bien que par l'histoire.

*
* *

Tout ceci dépend de la formation première de l'empire autrichien, de sa formation historique, qui offre de si grandes analogies avec les formations géologiques. Certes, nombre d'unités, complètement disparates, sont tombées sous la domination d'une seule famille; et, parmi elles, certaines quantités hétérogènes n'ont pu se mélanger, ni s'additionner, ni se multiplier avec les autres comme des organismes indépendants et dissemblables entre eux, qui n'ont pu aboutir à former un organisme supérieur. Cette faculté créatrice, capable de se métamorphoser, dont jouissent l'Espagne, la France, l'Italie, la Grèce, tous les peuples latins et grecs, en un mot, les peuples du nord ne la posséderont jamais. L'Autriche n'a pu souder entre elles ses races diverses, comme l'Espagne, qui se compose de Phéniciens à Cadix, d'Arabes à Cordoue et à Séville, d'Africains à Murcie et à Alméria, de Grecs à Valence et en Catalogne, auxquels s'ajoutent les Basques de Navarre, les Cantabres de Santander, les Asturiens d'Oviedo et les Celtes de Galice. Un empire est un véritable Etat, mais non pas une véritable nation. Ainsi cette marche située entre les rivières du Danube et circulant à travers la Bohême, la Moravie et la Corinthie peut se vanter de grouper d'innombrables vassaux, mais non pas d'être le noyau d'une seule nation. L'Autriche n'a pas joui de la félicité incroyable de cet îlot, qu'entourent les eaux de la Seine et sur lequel s'élève Notre-Dame de Paris, qui a constitué la merveilleuse unité française.

Pour agrandir la Bavière, terrain politique d'alluvions, Frédéric Barberousse la convertit un jour en duché et Henri II continua à l'agrandir, au XIIe siècle, par un régime de conquêtes. A la fin du même siècle, Léopold V lui joignit le duché indépendant de Carinthie. Après le duché de Carinthie, c'est le comté de Goritz, qui s'étendait des frontières du Tyrol à celles d'Istrie et qui était peuplé, d'un côté, d'Italiens presque germaniques, de l'autre, d'Esclavons presque grecs. Ce fut ensuite l'union momentanée de la Bohème et de l'Autriche en une monarchie que gouvernait le roi de ce dernier pays, Ottocar II.

Celui-ci joignit et réunit une grande partie de ses domaines au vieux duché d'Autriche. La première dynastie qui commença au XIIe siècle à régner sur ces contrées, fut la dynastie de Bubemberg; la seconde, au XIIIe siècle, fut la dynastie de Habsbourg; la troisième, au XVIe siècle, fut, par Charles-Quint, la dynastie d'Autriche; enfin la dernière, qui date du XVIIIe siècle, s'appela dynastie de Lorraine.

Si nous portons une attention soutenue sur les caractères variés de toutes ces dynasties, et sur la succession des annexions au moyen desquelles s'est formé peu à peu cette agglomération d'États, nous découvrons les caractères principaux de l'empire autrichien et connaissons les facteurs multiples qui ont formé ses compléments divers. En aucun autre des phénomènes sociaux ayant présidé à la création des peuples, les faits mécaniques ne se rencontrent aussi manifestement qu'en Autriche. Elle a beau additionner ses forces; toutes ses forces additionnées ne constituent pas une organisation unique.

*
* *

En réalité, ce fut l'empereur Maximilien qui constitua l'unité de l'empire autrichien, au commencement du XVIe siècle, et l'empereur Charles-Quint qui l'assujétit plus tard au droit et au principe héréditaire. Roi des Romains en l'an 86, archiduc d'Autriche en l'an 93, comte de Tyrol et landgrave d'Alsace en l'an 96 du XVe siècle, héritier de Gratz au commencement du XVIe siècle, et empereur d'Allemagne dès la huitième année de ce même siècle, Charles-Quint fut appelé à établir cet informe groupement d'États disparates, d'accord pour se soumettre à ses descendants, mais très divisés entre eux. A tous ces facteurs s'ajoutèrent bientôt la Bohème au dedans de l'empire, et la Hongrie à l'extérieur; mais ces deux nations sont aujourd'hui constituées de telle sorte que l'une possède son indépendance presque complète, c'est la nation Hongroise, et que l'autre, la Bohême, combat de toutes ses forces et avec une incroyable ténacité pour imiter et pour suivre celle-ci. En ce qui concerne la Bohème et la Hongrie, l'Autriche fut un État véritablement oriental, tandis qu'avec les Flandres, unies plus tard à ses domaines, elle est un État véritablement occidental. Mais cette immense extension nuisait à son existence propre, et son manque de cohésion l'empêchait d'assurer la constitution de son unité réelle. Tandis que la France, l'Angleterre et l'Espagne formaient au XVIe siècle des États uniques, l'Autriche ne put les imiter, tout en contribuant à l'unité de l'Italie par sa tutelle sur Rome et à l'unité de l'Allemagne par son

empire féodal. La Bohême et la Hongrie se trouvèrent unies à l'Autriche et en même temps séparées d'elle par les mille cahots de cette époque orageuse, emplie de tempêtes intenses, et par les mille transformations de ces territoires en proie à de constants bouleversements féodaux.

L'union de la Bohême à la Hongrie est due essentiellement aux Turcs et à leurs victoires. Car ceux-ci, ayant eu la puissance de dominer tout l'Orient, furent sur le point de s'emparer de la Bohême et de la Hongrie, qui s'était emparée de la Bulgarie, de la Servie et de la Valachie. En 1626, vaincu dans les plaines de Mohacz, et craignant que tous ses sujets ne passent à l'empire vainqueur, le roi Jean de Bohême et de Hongrie céda sa couronne si gravement compromise à l'infant de Castille, don Fernando, frère de l'empereur Charles-Quint, pour que ce grand empereur défende les deux royaumes contre l'invasion ottomane. La réunion de la Hongrie à l'Autriche eut encore une influence plus décisive sur les destinées de l'Europe. Quoique descendant des Mongols comme les Turcs, ses frères, le peuple hongrois combattait glorieusement contre eux, étouffant la voix du sang, pour n'écouter que la voix de la religion. De nos jours, la foi s'est évanouie; les progrès scientifiques ont fait surgir un sentiment de race ignoré en ces temps-là; le Hongrois se sent, par une fraternité intime, lié au Turc tyrannique, qui est resté pourtant le même, et regrette de ne pas s'être entendu avec lui, au cours des siècles passés, pour écraser et détruire leurs ennemis, les odieux Esclavons. Aussi le meilleur allié que la Turquie compte aujourd'hui dans le monde est-il le peuple magyar, de même que le peuple magyar est avec la Turquie le plus grand ennemi de la Russie.

Peu importent aux Hongrois les nombreux intérêts de l'Autriche, leurs antiques luttes contre les Turcs et leur désir d'arracher à ceux-ci la formidable Salonique. Les Hongrois ne demandent qu'une chose à l'Autriche : l'aide nécessaire pour anéantir tous les peuples de race saxonne qui leur sont comme une menace permanente. Et attribuant à la disparition des Turcs dans cette partie de l'Orient l'étonnant empire des Slaves, la Hongrie s'oppose de toutes ses forces à un tel état de choses et elle maintient, par ses votes et par tous les moyens, le croissant musulman au-dessus de la basilique de Justinien et de la capitale de Constantin.

En des époques de foi et de religion, la complicité manifeste d'un peuple chrétien avec l'empire mahométan, eût révolté la conscience humaine. Mais aujourd'hui, dans l'état où sont les esprits, les intérêts politiques prédominent sur les intérêts religieux, et, en vertu, ou par suite d'une semblable prédomination, les Hongrois s'opposeront toujours à ce que les Autrichiens agissent contre la Turquie. Par ces étranges combinaisons, inexplicables à première vue, et, de fait, en contradiction flagrante, il arrive que de grandes entités, comme la Turquie, condamnées par la conscience universelle et ne jouant aucun rôle dans le mouvement des faits, durent et se perpétuent malgré les sentiments de répulsion de l'opinion publique.

*
* *

La Hongrie n'a jamais été bien unie avec l'Autriche. A l'époque de sa grandiose croisade contre les Turcs, elle possédait une partie de ses territoires actuels, et, d'autre part, les Valaques et les Croates se trouvaient placés sous sa suzeraineté. C'est pour cette raison que la Hongrie s'est séparée dès qu'elle l'a pu, de l'empire autrichien. En 1848, elle lutta pour cette cause sans grand bonheur, mais avec beaucoup de gloire. Les poètes, les héros les plus illustres, les orateurs les plus écoutés, tous ceux qui vivaient sur le territoire de la vie supérieure de l'esprit, prêchèrent l'indépendance et luttèrent pour l'obtenir définitivement. Je me souviens même que la cause de la Hongrie m'intéressait, à l'époque de ma lointaine enfance, autant que la cause de l'Italie, et que je suivais avec la même anxiété les péripéties de l'existence de Kossuth sur les rives du Danube, celles de la vie de Garibaldi sur les bords du Tibre, de Manin vers l'Adriatique, de Guerazzi vers l'Arno et de Lamartine sur les rives de la Seine.

Mais une terrible réaction, semblable à celle qui pèse sur nous, frappa bientôt la Hongrie, commandée par un homme des plus énergiques, le tsar Nicolas I[er]. La Russie devint colossale et les cruels et sanguinaires Croates redoublèrent d'efforts pour précipiter la Hongrie vers sa ruine. Mais ils ne surent briser ses nobles aspirations. Et quand l'Autriche sortit de la confédération germanique, après la défaite de Sadowa, la Hongrie posséda toute l'indépendance compatible avec sa position historique et la nature de l'empire autrichien avec lequel son sort se trouvait étroitement lié.

L'époque antique de l'héroïsme, un instant réveillée par la révolution de 1848, était passée, et une autre époque était survenue, plus pratique, en ce sens que les mûres réflexions prévalaient sur les inspirations sublimes.

Deak usa de l'esprit de conciliation pour unir d'une façon solide les idées de régime impérial et la liberté de la patrie. Des hommes comme Andrassy, héros de l'indépendance nationale, qui avaient soutenu les plus rudes combats et qui étaient tombés dans la disgrâce commune, adhérèrent à cette transaction, ainsi que des républicains perspicaces et de bon sens comme le très habile Taafe, qui dissipa les inquiétudes qu'inspirait une telle politique. Le nouveau régime prit le nom de dualisme. Il ne devait pas tarder à présenter de grands inconvénients pour l'Autriche comme pour la Hongrie. Le territoire placé sous l'empire de la couronne de Saint-Etienne étant formé de divers territoires slaves, ruthènes et même saxons et allemands, chacun d'eux aspira à une séparation identique dans le fond à celles que revendiquaient ses habiles et savants dominateurs. Et comme l'empire autrichien ne fait rien par lui-même pour faciliter l'unification nécessaire, tous ces Etats, en leurs agglomérations inorganiques, paraissent mus par des forces complètement centrifuges qui les éloignent de l'Autriche.

Le Tyrol se sent attiré vers l'Italie, et ne pouvant accomplir sa destinée selon ses tendances et sa vocation, il s'efforce de ne point repré-

senter une simple province de l'Autriche. La Bohême slave lutte avec les Allemands au dedans et au dehors de ses frontières, comme si son intime union internationale avec l'Autriche datait d'hier et non pas de plusieurs siècles. La Galicie, détachée de l'antique Etat polonais, tend, elle aussi, de toutes ses forces, à obtenir son autonomie, réclamant une patrie municipale puisque le destin l'a déjà condamnée à ne jamais avoir de patrie nationale. La Bosnie et l'Herzégovine, séparées de l'empire Mongol et unies à l'empire autrichien, peuvent être comptées au nombre des ennemis de l'Autriche, aussi implacables que les Turs et les Esclavons. Restent enfin les Suèves, à qui appartiennent les côtes doriennes et dalmates, où les Romains de l'antiquité allaient recruter leurs esclaves, et où, durant tant d'années, luttèrent la République de Venise et le Grand Turc, dont les Etats sont habités par des peuples de très difficile assimilation, désorientés qu'ils sont par les divers éléments qui les éloignent et les attirent tour à tour.

Une situation aussi compliquée et aussi difficile suscite mille problèmes qui ne laissent entrevoir qu'une fatale solution éclairée par les sinistres lueurs de la guerre continentale. Déjà les événements confirment ces présages que nous inspire le désarroi de l'Autriche.

*
* *

Au moment même où je terminais cet article, une triste nouvelle me parvient : la mort de Félix Faure, président de la République française. La présidence est décidément en proie à un mauvais sort. Si nous exceptons le bon Grévy, qui accomplit sa première période présidentielle et fut ensuite réélu, les autres présidents n'ont pu accomplir leur septennat légal. Thiers fut renversé par la réaction de Versailles, qui ne voulait pas la république en France, mais qui dut la subir. Mac-Mahon fut renversé par les impatiences républicaines et les craintes d'un coup d'Etat. Le poignard d'un assassin italien jeta au tombeau Carnot, toujours froid et correct. Le déchaînement de fureur de la gauche républicaine contre les tendances conservatrices de Casimir-Perier donnèrent à sa présidence, qui paraissait pourtant solidement établie, une existence éphémère. Faure, lui, paraissait destiné à se maintenir au moins durant les sept ans prescrits par la Constitution. Mais la mort ne l'a pas voulu.

Il eut des joies nombreuses et variées durant la première période de son gouvernement. A l'intérieur régnait une heureuse pacification des esprits exaltés, enfermés dans leurs journaux et dans leurs clubs comme des bêtes féroces dans leurs cages, tandis que par une savante politique, graduée avec méthode, se produisait à l'extérieur une entente entre la France et la Russie. Cette politique fut à son zénith lorsque le czar vint à Paris, — le czar, ce dieu asiatique de tant de peuples esclaves, le czar, cette véritable idole liturgique, — qui courba son front divin auréolé du diadème impérial devant un simple tanneur qui, de ses propres mains, corroyait les peaux, mais qui sut s'élever, plébéien et, travailleur, des plus profonds abîmes sociaux, au sein desquels les

générations passent comme les vagues dans les abîmes de la mer, anonymes et ignorées, au faîte du pouvoir, aux plus hautes charges de l'Etat, sans autre titre, sans autre droit que ceux d'avoir été désigné par la volonté nationale.

*
* *

Mais ce bonheur fut de courte durée. A l'intérieur surgit l'inextricable question Dreyfus, à l'extérieur l'embrouillée et humiliante question de Fachoda. Par la première fut perdue la paix salutaire des esprits; par la seconde fut perdue la foi vive dans les résultats de l'alliance franco-russe. D'un commun accord, les Français s'abstenaient de traiter les questions irritantes, considérant que la période des questions constitutionnelles étant close, la constitution est définitivement établie. Or voici qu'un officier retenu captif sur un îlot, dans une mer lointaine, met en péril sa stabilité, ébranlant et brisant les bases sur lesquelles reposent l'armée, la patrie et jusqu'au tribunal suprême.

Et ce que la France faisait pour les questions intérieures, elle le répétait pour les questions extérieures. Elle s'abstint de soulever des problèmes européens; elle se ressentit à peine des incidents de Madagascar et suspendit les armements jusqu'à ce que vînt le moment de profiter de ses alliances. Cette heure sonna lorsque les Anglais prirent en Égypte une attitude insolente et provocante vis-à-vis de la France. Aussitôt la France voulut savoir si la Russie prendrait fait et cause pour elle; mais la Russie usa de tous les stratagèmes de la diplomatie pour faire connaître adroitement qu'elle ne soutiendrait ni la France, ni aucune nation en guerre. Ainsi, Félix Faure se vit contraint, par la fatalité, de subir cette humiliation, et la désillusion qu'il éprouva de ce côté, après avoir conçu tant d'espérances, semble avoir été la cause de sa mort.

*
* *

Les honneurs et les hautes charges sociales font beaucoup d'envieux. Cependant combien facilement se convainquent ceux qui les ont eus qu'en somme être tout équivaut à n'être rien! Même au plus haut faîte des dignités et sur le trône le plus doré, chacun tourne ses yeux vers l'arbre modeste à l'ombre duquel il jouait enfant et au ruisseau murmurant où il courait pieds nus, et chacun donnerait sa fortune présente pour son infortune ancienne, s'il pouvait retourner en arrière et retrouver la vie telle qu'elle lui apparut dans son jeune âge. Rien n'est comparable à l'insomnie politique qui vient s'emparer de ceux qui ont à répondre de la destinée d'un peuple et de la sécurité d'un État. C'est en ces insomnies que le cerveau de Félix Faure s'est débilité. Il a connu par elles le dégoût, et, comme conséquence de ce dégoût, est survenue cette déperdition qui trouble le cerveau, puis un jour, la goutte qui vicie le sang et le répand hors de son lit naturel après avoir rompu un vaisseau. Ainsi meurt un homme d'État, sans que nul ne se doute de son martyre, alors que tous célébraient et enviaient sa fortune, en le voyant assis sur le siège impérial des antiques monarques.

Que Faure repose en paix pour l'éternité et, que, dans l'infini, il goûte cette tranquillité que nul ne peut jamais obtenir sur cette misérable planète.

Comme le dit un refrain espagnol : « Il n'est pas de mal qui par un bien ne se diminue. » La mort de Faure a démontré la facilité avec laquelle les présidences se succèdent chez un peuple déjà discipliné par la liberté et par la République. La facile nomination de Loubet stupéfie aujourd'hui le monde et démontre que les nouvelles institutions se sont enracinées dans les mœurs. Toutes mes félicitations à la France et mes vœux les plus ardents pour son régime républicain.

IV

Notre revanche. — Crise présidentielle en France. — Projets de changement du système républicain parlementaire par le système républicain césarien. — Vaine tentative du poète Deroulède. — Impossibilité d'un coup d'Etat. — Singulières circonstances dans lesquelles se produisit le coup d'Etat de Louis Napoléon le 2 décembre. — Elles ne reviendront plus. — Crise ministérielle en Espagne. — Ses circonslances variées. — Le programme Silveliste sorti des déclarations de l'auteur et de la signification du général Polavieja. — Impossibilité absolue de pareil gouvernement pour le temps présent. — Principales questions européennes. — Agitation en Extrême Orient. — Agitation dans l'Orient de notre Europe. — La jeune Turquie et sa conspiration à Genève. — Retraite du ministère Banffy à Buda-Pesth. — Le Pape et sa maladie. — Intérêt universel qu'inspire Léon XIII. — Observations. — Conclusion.

Il nous paraissait impossible que nos pressentiments, au sujet de la politique de l'Amérique du Nord, pussent se réaliser avec une telle promptitude. A peine le crime est-il accompli que le châtiment frappe les criminels. Les pseudo-affranchis de Cuba ne reconnaissent ni apprécient les effets de leur rédemption. Le vieux Maximo Gomez n'est pas descendu de sa monture guerrière et il n'a pas voulu se dessaisir du fouet brutal dont il se propose de flageller encore la face de ses nouveaux maîtres. Ceux-ci, tous les jours, lui conseillent de donner congé aux restes de ses troupes, et, tous les jours, il s'oppose à ces demandes par des réparations futiles et même par de grossières échappatoires. L'argument qui lui sert le plus dans ses résistances, est précisément celui dont ne veut pas se séparer la République conquérante : l'argent. Maximo demandait l'*or et le Maure*. Son président, très semblable à un grand seigneur despotique et belliqueux, promet trois millions de *pesos*; mais Gomez n'en veut pas entendre parler. Et le vieux capitaine se trouve chargé de dettes impayables et de promesses irréalisables. C'est ainsi qu'il menace de rebrousser chemin vers le *Maniqua*. Il compte déjà avoir 4.000 hommes. Qu'est-ce que feront les rédempteurs de Cuba quand ceux qu'ils disent avoir délivrés se lèveront en masse et bien armés contre leurs propres sauveurs? Les épais bambous et les bruyères seront de nouveau la proie des flammes voraces; les forêts redeviendront le repaire des bandits ; le machette coupera des têtes comme des branches d'arbres; les fleuves reviendront à la mer, rouges de sang, emportant avec eux les pirates et les ciburons; l'inquiétude renaîtra au sein du Mexique où le commerce et la navigation n'auront plus aucune sécurité et ainsi, l'Amérique récoltera avec abondance toutes les épines qu'elle a semées par son traité machiavélique et ses conquêtes abusives.

*
* *

Déjà, aujourd'hui, le gouvernement américain ne peut plus conserver sa sécurité, à cause de l'opposition intérieure. Journalistes et tribuns, clubs et parlements le somment de toutes parts de restituer au régime fédéral son ancienne pureté démocratique. Le fantôme de l'union anglo-saxonne est venu hanter les esprits avant même que l'on connaisse les discours bâtards qui ont été prononcés en sa faveur par ce démagogue socialiste et brutal qui a le masque d'un conservateur et l'âme d'un apostat : j'ai nommé Chamberlain. L'on n'a pu arriver à aucun pacte formel ; l'on a suspendu la loi d'arbitrage que les deux parlements saxons se sont compromis à voter ; les traités d'arrangement relatifs au Canada ont été dissous ; le canal de Nicaragua, si difficile à établir, a suscité d'innombrables questions remplies de pièges. Et voici que les problèmes concernant les possessions anglaises du Honduras et des bouches de l'Orénoque reviennent sur le tapis. La guerre civile éclate dans les régions centrales du Nouveau-Monde. Les noirs de Santiago sont de plus en plus mécontents devant l'orgueil fastueux de leurs nouveaux maîtres qu'ils menacent d'une nouvelle insurrection qui renouvellera les anciennes guerres civiles. Les Philippins se remuent en Orient comme des souris dans un bateau échoué, et Manille brûle, ainsi que brûla Moscou, laissant pour tout butin au vainqueur des montagnes de cendres et des monceaux de cadavres qui lui disent qu'il sera forcé d'envoyer 150.000 hommes à l'archipel de Magellan, et qu'il devra dépenser des millions de dollars, s'il veut maintenir solidement ses conquêtes à l'aide de la force armée. Et tout cela, en somme, est aussi fâcheux qu'une irréparable déroute.

*
* *

Laissons donc naître et se développer d'eux-mêmes les événements avec leur logique naturelle et nécessaire, et attendons avec patience l'éclosion des faits qui nous promettent une sûre revanche. En Europe, l'attitude de la France nous frappe, avec ses courants politiques qui traversent des espaces sereins, et que des factions sans programme ni base solide veulent altérer et ternir. La succession des présidences, si facilement effectuées, M. Loubet succédant si rapidement à Félix Faure sans soulever de contestations, voilà vraiment des phénomènes politiques remarquables. Les dogmatistes et les pessimistes ont souvent contesté cette facilité avec laquelle on peut obéir aux lois constitutionnelles. Pareillement, on peut fort bien obéir aux autres avec cette exactitude mathématique et une justesse mécanique, mais il faut pour cela être sûr de la bonne volonté des pouvoirs publics et de leurs délégués. Dès qu'un président meurt, ou est contraint de cesser son mandat parce que le terme légal de sa présidence est expiré, ou encore dès qu'il démissionne, les deux Chambres se réunissent en Congrès dans le palais de Versailles. Et ce congrès, grand conclave politique, désigne le nouveau chef de la nation, quelquefois au moyen d'un seul

tour de scrutin; aussitôt le nouveau chef de l'Etat se voit obéi d'un bout à l'autre de la France avec la plus scrupuleuse exactitude. Combien il en a coûté pour arriver à un pareil résultat, même en passant par la voie douloureuse de la Révolution française! Les anciens parlements et les antiques notables ont été dépouillé de leurs droits; les préjugés des anciennes classes entre elles-mêmes et avec la tradition régnante ont été abolis; les députés du Tiers-Etats n'ont pas voulu dissoudre leur assemblée; une réunion célèbre a proclamé la souveraineté nationale; la Bastille fut prise par le peuple; la maison royale fut conduite prisonnière à Paris pour accepter par la force cette constitution qu'elle ne voulait point accepter de plein gré; la constituante a remplacé l'ancien régime; et, finalement, la révolution universelle s'est accomplie pour créer le nouvel état de choses.

*
* *

Un jour, Marat, saisissant cette plume, qu'il croyait un sceptre de monarque, et qui, en réalité, a été seulement le poignard d'un assassin, écrivait dans la chambre modeste qu'il habitait rue des Franciscains : « Avec ce misérable instrument, j'ai transporté la souveraineté des palais royaux jusqu'à ma triste et misérable mansarde. » Or, Versailles ressemble naturellement à Louis XIV qui en fit élever les palais, comme l'Escurial ressemble à Philippe II qui l'a fait construire. Mais l'ombre du roi, qui se croyait Dieu et qui éleva tant de palais pour enfermer sa divinité et la divinité de ses fragiles successeurs, a disparu elle-même. A sa place, on voit seulement aujourd'hui dominer la souveraineté du peuple, élevant le premier des plébéiens à la tête de l'Etat et qui n'est pas comme jadis une personne où le représentant d'une famille, mais toute la nation. Qu'on dise ce qu'on voudra, mais c'est là une transformation sublime, une transformation profonde et louable, une transformation qui a rendu à la France l'esprit de progrès et de liberté de tous les peuples civilisés. Cependant, il y a des gens qui ne veulent pas admettre cette lumineuse évidence et qui demeurent fidèles aux vieilles idées et aux vieilles coutumes d'autrefois. Mais s'ils ne comprennent pas, c'est qu'ils ne veulent pas comprendre. De pareilles idées ne peuvent plus exister que dans des esprits isolés, et persévérer en de telles opinions c'est ne vouloir pas s'accorder avec le courant social et politique de toute une société; garder malgré tout de telles idées, c'est espérer qu'avec le temps une opinion factice pourra détruire facilement une œuvre géologique qui est le produit des idées humaines et du temps à travers la succession des siècles.

*
* *

Les mêmes considérations se représentent à notre esprit devant le cas du poète Déroulède, et de même il nous semble impossible de calculer jusqu'où peut arriver un effort individuel isolé, né d'une croyance particulière incapable de dominer les croyances générales d'une société et d'une époque. Déroulède est d'opinion plébiscitaire; c'est l'ennemi du

gouvernement le plus parfait que connaissent les hommes, l'ennemi du régime parlementaire, alors que ce régime est le seul qui soit capable d'allier le progrès avec la stabilité d'un gouvernement légitimement constitué et d'organiser ce gouvernement d'une façon adéquate aux droits personnels et intimes de chaque citoyen. Et, malgré l'empressement de Déroulède à former des sociétés, à réunir des disciples et des partisans, à s'agiter dans toutes les foules et dans toutes les réunions patriotiques, malgré sa fécondité pour dire et composer des vers en l'honneur de César etc. etc., ce prétorien n'a jamais pu faire pendant le Second Empire ce que Girardin fit dans la presse, Thiers dans l'histoire, Béranger dans la poésie, eux qui prêchaient les doctrines du Premier Empire et essayaient de le reconstituer et de le restaurer. En vain Déroulède a groupé autour de lui tous les mécontents, aidé toutes les conspirations suscitées par la perspicace confiance des prétendants, ridiculisé et invectivé le régime actuel. La société ne l'a pas écouté, préférant à toutes ses innovations téméraires, vraies vieilleries archéologiques, la stabilité en des institutions assez fortes pour garantir l'ordre et la sécurité, et assez progressistes pour conserver intacte la liberté individuelle.

* * *

Le dernier attentat de Déroulède nous prouve combien il était éloigné de la réalité. Celui qui croit abattre un gouvernement au moyen d'un coup de main, comme le machiniste d'un grand théâtre en transforme les décors au moyen d'un double fonds, ignore certainement les éléments de la plus primitive politique. Lors des funérailles de Félix Faure, le poète plébiscitaire avait demandé une place officielle au sein du cortège, et n'ayant pas pu y prendre part, car la société qu'il présidait manque de tout caractère officiel, il jura de s'en venger. Justement, une partie des troupes revenait du cortège funèbre, simple détachement ou bataillon, comme on voudra, commandé par le général Roget, ancien aide de camp du ministre Cavaignac, ministre socialiste et prétorien en même temps. « Voilà mon affaire, » dut penser M. Déroulède, et prenant les brides du cheval, il engagea le général à marcher sur l'Élysée pour substituer au gouvernement que la nation s'était choisi le gouvernement que demandent les conspirateurs. Le général écarta avec bonhomie et prudence la main hardie du poète patriote, puis, brandissant son épée, il affermit son attitude et poursuivit son chemin. Déroulède, malgré les sommations du général, ne voulut point lâcher prise. Profitant de la confusion qui suit toujours le passage d'un bataillon, il entra crânement dans la caserne, et là il continua à invectiver la République parlementaire et à pérorer en faveur de la République césarienne. Le général Roget se crut obligé de faire arrêter séance tenante Déroulède, que l'on conduisit au salon d'honneur du régiment. La Chambre des députés approuva l'arrêt et autorisa le procès. Déroulède payera de quelques mois de captivité son aventure mélo-dramatique, qui a été considérée comme un attentat politique.

*
* *

L'honnête exaltation du bon Déroulède lui fait envisager la possibilité d'improviser au premier moment venu et dans n'importe quel endroit un Empire comme celui qui fut improvisé pendant la nuit du Deux-Décembre par Napoléon III, sans tenir compte que, au moment où il conspirait, la France palpitait, devant la plus solennelle cérémonie impériale, de la même émotion qu'elle éprouva lors de la translation des cendres du Grand Napoléon. Mais aujourd'hui, il n'y a plus de Béranger chantant l'épopée césarienne sur son bateau populaire; on n'a pas non plus écrit les innombrables brochures que composa Girardin pour produire et justifier la dictature; la formidable tendance économique de Quarante-huit n'existe plus. Personne ne peut pénétrer librement au sein de l'Assemblée de cette troisième République pour la renverser, à l'instar des congrès de la première et de la seconde; enfin, les affreux malheurs des journées de Juin ne menacent plus Paris. Le gouvernement de la France peut compter sur l'intelligence du peuple qui est fermement attaché à ses lois, et sur l'appui d'une armée fidèle à la liberté et à la démocratie.

*
* *

Combien il est facile en France de sortir d'une crise présidentielle, et combien de difficultés naissent en Espagne devant chaque crise ministérielle! Tandis qu'en France on ne peut craindre en aucune manière le retour possible de la réaction, en Espagne, nous entrons, avec le ministère Silvela, en pleine voie réactionnaire, et voilà qu'une vraie castatrophe se dessine. Si je ne voyais pas cela de mes yeux, je ne voudrais pas y croire. Les libéraux quittent le gouvernement, chassés par une coalition, et voilà qu'ils sont remplacés par un ministère où sont entrés depuis les réactionnaires les plus enragés jusqu'aux dissidents qui, jadis, se qualifiaient hautement du titre de vrais libéraux. Et cela aurait pu arriver si, parmi les partis dirigeants d'Espagne, il y avait les affinités qui unissent les divers partis anglais. Hélas! nous passons d'un gouvernement tel que celui qui a été présidé par M. Sagasta, gouvernement qui confinait à la République libérale, à un régime comme celui que patronne Silvela, régime qui s'approche de la plus réactionnaire théocratie. Aujourd'hui, à la tête de nos Universités, se trouve, non pas le philosophe qui les présidait avec des idées justes et larges, mais un théologien qui professe encore une scholastique banissant toutes les idées progressistes. Les dissidents, soutiens directs ou indirects, conscients ou inconscients, d'un tel attentat à la liberté et à la patrie, commirent là un acte de démence que l'on ne peut pas appeler trahison, à cause de la droiture des moyens qu'ils ont employés, mais que nous pouvons appeler avec justice une véritable folie. Nous savons que M. Silvela apporte dans le gouvernement des arguments qui attentent impardonnablement à la conscience humaine; qu'il admet un régionalisme qui se propose de ressusciter les anciens cantons anarchistes

dissous par nos efforts colossaux; qu'il encourage les pactes économiques entre les provinces et l'Etat, alors que nous avons un pressant besoin d'unifier la dette et de pourvoir au trésor central; qu'il s'allie aux intègres à qui don Carlos lui-même paraît trop libéral; qu'il s'appuie enfin sur une coalition où les carlistes n'ont pas besoin de participer pour triompher : il leur suffit d'entrer dans les affaires comme cela leur conviendra le mieux, car on leur a ouvert largement les portes du Palais.

*
* *

Et que M. Silvela ne dise pas qu'il a expliqué dans un sens libéral et dans un sens unitaire ses antérieures déclarations. Qui, sinon M. Silvela, présenta un projet de loi tendant à convertir les provinces en régions? Qui, sinon M. Silvela, encouragea le canton de Valence, au milieu de Valence même, chaude encore du sang des victimes sacrifiées par la féroce anarchie? C'est lui qui divisa les Marches espagnoles en Marches administrables ou non administrables par elles-mêmes aux dépens de l'égalité fondamentale. C'est lui qui promit aux Basques et aux Catalans de leur donner un gouvernement spécial, laissant au milieu de ces deux régions l'Aragon comme une tête coupée. M. Silvela s'est adjoint le général que tous les régionalistes acclament. M. Silvela désigne comme ministres ceux qui rêvent la réalisation d'une patrie catalane, autant pour l'état civil que pour l'état politique et au profit de la réaction. Nous savons tous ce que dit ou veut dire M. Silvela quand il parle de mettre la Constitution de l'Etat en harmonie avec le Code pénal. Il veut dire que les anciens partis légaux et illégaux du commencement de la réaction vont ressusciter; qu'il limitera au moyen de règles absurdes le droit de penser et d'agir; qu'il restreindra la liberté de la presse; qu'il opposera beaucoup d'artifices au droit de réunion, ainsi qu'il se fait aujourd'hui; qu'en un mot il altèrera à son gré toutes les libertés et suscitera une épouvantable réaction. Et qui pourra douter désormais de l'influence du Vatican? Nous sommes bien forcés d'y croire, puisque nous voyons le généralissime chrétien élever dans ses mains l'épée que lui remit Nocedal et qui est semblable en tout point à un cimeterre sémite; puisque ceux qui voulurent exiger un billet de communion des maîtres d'école dirigent l'enseignement; puisque les intègres, plus que les carlistes, forment la majorité intellectuelle; puisque ceux qui se qualifient partisans de l'union ne trouveront pas les obstacles que leur suscitait le talent et la volonté de Canovas au sein de la famille royale; puisque vont tomber sur nous, comme les mouches sur les cadavres, tant et tant de moines philippins qu'ils perdront nos provinces par leurs connivences carlistes, comme ils ont perdu nos colonies par leur despotisme brutal.

Laissant de côté les questions et les problèmes de la politique espagnole, jetons maintenant les yeux sur les questions capitales qui nous intéressent tous, car si elles n'occupent pas toute la terre dans sa triomphale marche à travers l'espace, elles retiennent du moins la société par le mouvement de la politique et par l'esprit des temps, dans son continuel progrès. Au moment où personne ne s'y attendait, l'Italie apparaît

soudain dans le golfe du Petchili, tout près de Pékin, exigeant pour elle une part très importante dans le partage de la vieille et céleste Chine. L'on prétend que l'Angleterre a beaucoup contribué à cette évolution militaire et coloniale de son amie l'Italie, qui, soit qu'elle fraternise avec les premiers soldats du monde, comme les Allemands, soit avec les premiers marins du globe, comme les Anglais, semble par là essayer de se relever du désastre d'Abyssinie et vouloir s'emparer d'une colonie enviable. Certes l'Angleterre ne peut pas faire moins que de procéder ainsi, devant l'attitude de la Russie dans l'extrême Orient, et il faut bien qu'elle ne soit pas prise au dépourvu. Dans la défense et la surveillance du nord de l'Inde, elle est, en effet, toujours menacée d'une irruption moscovite, comme dans la possession du territoire de Port-Arthur, couvert de neige une partie de l'année, et dans l'occupation de la Mandchourie. Le développement gigantesque des chemins de fer transsibériens exigeait, soit qu'on travaillât à des embranchements relatifs aux projets de chemin de fer du Candahar, soit que l'Angleterre invitât ses alliés à entrer en Chine. Que la Russie évalue donc le total approximatif des forces navales des Etats-Unis jointes aux forces navales de l'Italie et du Japon, puisqu'elle les force à surveiller continuellement ses tentatives démesurées, tendant à développer encore son vaste empire. Tout nous fait donc redouter un conflit dans l'Orient de notre planète : la guerre des Tagals; les lamentations continuelles du commerce en Europe, causées par le manque de sûreté territoriale de Manille; cette révolution de peuples et d'Etats ambitieux, soit sur le fleuve Azur, soit sur le fleuve Jaune; les difficultés suscitées dans les sables nubiens et dans les mers persiques entre la France et l'Angleterre; la continuelle inquiétude des Yankees devant les Germains; les tueries sur le Yemen; les cruautés horribles commises par les vainqueurs dans les campagnes dévastées de Moldavie, les pérégrinations du grand flibustier austral en Afrique; enfin, ces armements gigantesques qui nous menacent d'un incendie planétaire, semblable à un déluge de fer et de feu.

*
* *

Et la situation n'est pas meilleure en Orient qu'en Europe. Depuis que le Sultan a été victorieux en Thessalie et a perdu la Crète, son inquiétude ne cesse pas. Il s'arme tant qu'il le peut pour défendre par la force s'il le faut l'empire que la Providence lui enlève. En se souvenant de la question d'Albanie, on peut assez savoir quel est le vent d'insurrection qui s'élèvera sur le sol de la Turquie. Que les Albanais appartiennent à telle ou telle religion et soient de telle ou telle origine, depuis que les anciens Kleftes chrétiens se distinguèrent dans la défense de la Grèce, on peut appeler sans exagération tous ceux qui, à l'ombre du Koran, restèrent sous la domination du Calife, les chiens du sérail. En Turquie, les questions surgissent par séries, se développant chacune à part, mais gardant toutes entre elles une corrélation indubitable.

La question moldo-valaque naquit la première, puis vint la question de Bosnie. La question bulgare s'éleva à son tour, puis la question cré-

toise, puis la question arménienne, puis la question macédonienne. Car en Turquie se renouvelle un phénomène, ou plutôt une série de phénomènes, dont la répétition qui est un vrai système, constitue et réveille les forces motrices d'une loi morale.

Toute question turque suscite un désaccord profond entre le Calife héréditaire et ses vassaux historiques. Ce désaccord, une fois né entre ces facteurs naturels, le Sultan triomphe toujours et rejette à l'esclavage ceux qui ont été placés sous sa terrible domination.

Mais quand l'Europe intervient par n'importe quelle voie, la victoire, quoique ayant d'abord souri au cimeterre du tyran, se prononce tôt ou tard en faveur de ses peuples. Pendant que la question macédonienne se traitera entre la Macédoine et le Sultan, la stabilité de la victoire continuera ; mais sitôt que l'Europe interviendra par n'importe quelle voie, la Macédoine sera libre. C'est ainsi que le Sultan a perdu la Bessarabie, Chypre, la Roumélie orientale et occidentale, la Grèce avec ses îles Ioniennes, l'Herzégovine, presque tous les Balkans, Dulcigne avec une partie de l'Albanie, malgré la défense héroïque de ses robustes montagnards; Tunis, la Nubie et l'Egypte, et il est destiné, comme l'a prédit un de ses prédécesseurs, à perdre, ainsi qu'Augustule, tout son vaste empire.

* * *

Il y a un grand nombre de personnes qui croient, en ce qui concerne la Turquie, qu'en y détruisant l'absolutisme et en y établissant une ou deux Chambres à la manière des Etats européens, l'empire mahométan pourrait se sauver et même compter parmi les nations favorables au progrès et fidèles à l'humanité. Cette tendance politique ne me semble pas nouvelle. Il y a six siècles qu'elle fut personnifiée et soutenue, en un effort gigantesque, par le chef de la jeune Turquie, le martyr Midhat, qui roula avec son idéal depuis les limites de la Sublime-Porte jusqu'aux cachots de l'Asie-Mineure, où il vécut d'une vie d'angoisse et mourut d'une mort affreuse et obscure. Aujourd'hui, la jeune Turquie existe comme il y a vingt-cinq ans. Ce parti est formé par une société nombreuse de conspirateurs, qui réside à Genève, publie un journal et promet de régénérer la Turquie par la liberté. Il doit triompher dans une révolution prochaine si elle est bien préparée. Je ne crois pas à de tels événements chez les peuples qui sont habitués à la servitude. Pendant la minute suprême de toutes les décadences, au milieu des crises mortelles de tous les temps, lors de la ruine de toutes les grandes idées, apparaît toujours une secte extraordinaire, qui veut animer de vieux symboles, des institutions tombées, des lois mortes au moyen des principes nouveaux de l'esprit humain, sortis de son éternelle rénovation et de son éternelle jeunesse. Et cela me paraît chimérique, c'est vrai, mais sublime. Ce sang nouveau, répandu par une transfusion artificielle dans les veines d'une vieille société, lui occasionne une surexcitation terrible, semblable à une fièvre qui la pousserait à la ruine et qui lui donnerait la mort. Le paganisme se réveilla aux IVe et Ve siècles, comme aujourd'hui la religion de Mahomet. Les idoles avaient perdu la splen-

deur de leur figure et tombaient en ruine, d'après les progrès de ce facteur de la vie supérieure qui s'appelle l'esprit. Et Julien prétendait renouveler des dieux et des idées comme aujourd'hui cette société mahométane, innovatrice et radicale, qui veut renouveler les croyances du Koran par le filtre magique d'une nouvelle philosophie et la force motrice d'une nouvelle politique. Travail inutile ! Le paganisme a été tué par cette rénovation, comme aujourd'hui mourra la religion de Mahomet, que l'on essaie de ressusciter. La théocratie turque ne se renouvellera jamais, malgré les bonnes intentions des Chambres et des collèges de ses soffas, et l'omnipotence de ses califes. Il y a chez tous les peuples des institutions flexibles qui s'accommodent à l'esprit des siècles passés comme à l'esprit du siècle présent, et aussi bien à l'inflexibilité des classes aristocratiques qu'à l'inflexibilité de nos démocraties. Les Républiques très aristocratique de Venise et très démocratique de Florence confirmeront nos paroles, montrant par leur exemple l'évidence d'une telle vérité. Mais les théocraties souffrent d'une rigidité si grande et il n'est pas possible qu'elles se renouvellent. La Turquie et son Califat, le Califat et son Koran, le Koran et son fatalisme sont inéluctablement condamnés à vivre et à mourir ensemble.

*
* *

Des empires beaucoup plus solides, mieux assis sur leurs bases, d'une malléabilité qui leur permet d'aspirer à tous les idéals, et dont la robustesse peut se prêter à tous les progrès sont également menacés de dissolution; tel est l'empire d'Autriche. Pourquoi n'en arriverait-il pas de même à l'empire turc? L'Autriche paraît traverser aujourd'hui une crise de paix. Le ministère Banffy, poursuivi par les obstructions des dissidents, des nationaux et des séparatistes dans le royaume de Hongrie est tombé par suite de l'impossibilité matérielle qu'il eut à diriger le char parlementaire enrayé par les abstentions; il s'est vu impuissant à renouveler ses anciens traités avec l'Autriche, et un gouvernement de conciliation et de paix lui a succédé. Szell, représentant de toutes les fractions du parti libéral, qu'il a réussi à fondre dans un même creuset politique comme l'artiste qui combine les couleurs qui lui sont indispensables pour peindre ses tableaux, s'est présenté avec un ministère par lequel doivent être terminées toutes les rivalités puisque tous les rivaux s'y trouvent compris. L'expérience d'une longue vie et les enseignements de notre histoire contemporaine nous font mieux comprendre des combinaisons politiques comme celles des Autrichiens et des Hongrois, apaisant momentanément les passions pour les faire plus tard éclater avec plus de violence.

Prague, si semblable à Pesth par ses problèmes nationaux et par la corrélation des idées tchèques avec les idées autrichiennes, s'est beaucoup effrayée parce que ses conscrits se sont présentés parlant seulement la langue germanique. C'est une situation bien triste que celle des peuples variés de l'Autriche sans volonté aucune pour se maintenir unis et sans forces pour se séparer! Cependant, pour le moment il semble que tout

est arrangé ; Szell a promis à l'Empereur de renouveler le pacte fondamental et l'ensemble des éléments nécessaires à la vie du gouvernement et à la constitution d'une majorité. Quand il s'est présenté à la Chambre, une salve nourrie d'applaudissements a salué sa venue et l'a maintenu à la tête des affaires. Mais la Chambre n'a pas voulu s'arrêter là ; cette fraction du Congrès ne s'est pas tenue pour satisfaite en applaudissant le ministre : elle a aussi salué par ses applaudissements unanimes son programme politique. A l'intérieur, il se résume brièvement en la rénovation du compromis autrichien et hongrois, et à l'extérieur a rendre hommage à la Triple Alliance.

* * *

J'ai passé quelques jours d'angoisse en apprenant les nouvelles de l'aggravation de la maladie du pape Léon XIII, pour lequel j'ai toujours eu un véritable culte religieux. Cette affection s'est beaucoup diminuée dans mon cœur de patriote par suite des procédés du pape envers l'Espagne durant la dernière guerre où, s'il ne fut pas notre ennemi déclaré, il ne s'est pas montré cependant notre loyal ami. L'ordre donné dans les salons du Vatican à l'évêque de Barcelone de proposer à l'Espagne sa renonciation à ses droits sur Cuba ; le moment inopportun choisi pour une intervention offerte par le pape lui-même; l'autorisation qu'il a donnée au clergé des Etats-Unis de faire des prières orthodoxes pour le triomphe de l'Union sur nos Antilles ; l'abominable procédé du clergé cubain, qui baissa si facilement la tête devant le joug étranger; les distinctions accordées à l'évêque d'Irlande, alors que ce prélat batailleur commettait le crime de louer publiquement cet Espagnol renégat qui s'appelle Calixto Garcia ; les conseils donnés aux moines des Philippines pour qu'ils se réconciliassent unanimement avec les nouveaux conquérants après que ceux-ci eurent ruiné et perdu l'Espagne ; tout cela fait que, comme Espagnol, je ne puis avoir pour Léon XIII la vénération que j'ai pour lui comme libéral, parce qu'il a maintenu l'indifférence du pontificat devant toutes les formes de gouvernement, et le principe de la souveraineté populaire tel que devait le soutenir le docteur angélique. La réconciliation en France du clergé avec la République est un service inappréciable, qui a confirmé, encouragé la marche du progrès vers la réalisation et l'accomplissement de notre idéal humain. Aussi, tous les libéraux doivent se réjouir en apprenant que le pape est hors de danger.

V

La réaction en Espagne. — Quatre sortes de réactions. — La réaction religieuse. — Symptômes de guerre civile contenus dans cette réaction. — Evénements qui éveillent et confirment de si tristes suppositions. — L'unité nationale. — Existence de notre nationalité. — Destinée malheureuse des peuples désunis. — Les Républiques grecques. — Les Républiques italiennes. — La République hollandaise. — Mouvement vers l'unité chez les vieux peuples républicains. — Le mouvement saxon. — Le mouvement helvétique. — Disgrâce et éclipse de la République espagnole expliqués par l'insurrection cantonaliste. — Affligeant spectacle offert par l'Espagne dans cette crise de désagrégation et de séparatisme. — Coup d'œil sur la politique européenne. — Questions militaires en Allemagne, en France, en Angleterre. — Expansion coloniale de l'Italie. — La prise de San Moun en Chine. — Difficultés entre le Céleste Empire et l'Italie au sujet des affaires chinoises. — Questions internationales. — Conclusions.

Le nouveau ministère espagnol continue à vouloir effacer les taches réactionnaires qui proviennent de son fait et à se présenter comme un parfait modèle de respectueux serviteur de la liberté. Je crains fermement que ses efforts ne parviennent pas à me convaincre; ils sont plutôt de nature à me confirmer dans l'entière conviction de mes jugements sévères. Je vois dans ce ministère quatre réactions, et chacune d'elles me semble chargée de périls : la réaction doctrinaire, renfermée dans les menaces de Silvela et des siens au code pénal : la réaction prétorienne, contenue dans les façons dictatoriales et *boulangistes* du général Polavieja; la réaction ultramontaine, si variée de forme et de caractère, personnifiée par M. le marquis de Pidal; enfin, la réaction régionaliste entrée dans le gouvernement avec un personnage aussi attaché aux vieilles doctrines féodales que M. Duran y Bas, le jurisconsulte barcelonais; de toutes ces réactions — je l'ai dit cent fois et je le répète encore — celle qui m'inquiète plus spécialement, c'est la réaction régionaliste. Les autres menacent la liberté qui renaît et se reconstitue aisément, après de longues éclipses; la dernière peut porter un coup mortel et produire la décomposition de la patrie, qui, jamais, ne se reconstituerait. Depuis que Polavieja a promis les cinquante ententes économiques entre les provinces et l'Etat en détruisant l'unité du Trésor, nous sommes sortis des voies naturelles. Les villes les mieux administrées demandent une autonomie très anarchique. L'utopie communaliste, sous couleur d'une décentralisation équivalant à une déroute, promène sa torche incendiaire de toute part, suscitant à la fois les rêveries cantonalistes et carlistes. La députation de Guipuzcoa réclame que les conscrits ne sortent pas de son territoire et n'aillent pas dans les autres régions; voilà déjà la négation de l'armée. La députation de

Biscaye demande que même les archivistes soient Biscayens. Chaque classe sociale envisage avec égoïsme ses intérêts et croit, dans son égoïsme, représenter, elle seule, la société entière. Le producteur se sépare du commerçant comme si l'un ne créait pas les produits et si l'autre ne leur donnait pas leur complément avec le mouvement des échanges. Un alcade nommé par le gouvernement à Barcelone rompt ou déclare rompue l'unité nationale parce que, d'après lui, la masse cérébrale de Catalogne pèse plus que la masse cérébrale du reste de notre population. Ainsi, la séparation déjà ne cherche pas, comme en d'autres temps, pour se justifier, les intérêts et les souvenirs et les croyances diverses; elle base le délit de lèse-patrie sur les signes mêmes de la nature et un médecin, aujourd'hui barcelonais, qui, circonstance assez singulière, est né à Mexico et a été nommé alcade par le gouvernement, déclare que des crânes aussi supérieurs que ceux des catalans ne peuvent être réunis à des crânes aussi ordinaires que les nôtres. Franchement, bien qu'à première vue tout ceci semble une délirante absurdité, on ne saurait méconnaître les germes de ruine qui nous menacent et que de toutes nos forces il faut que nous détruisions.

*
* *

Au-dessus de tout, très haut, nous plaçons l'unité nationale parce que, chez les peuples, il est un sentiment qui passe avant tous les sentiments, un intérêt qui passe avant tous les intérêts, une idée qui passe avant toutes les idées : en un mot, le sentiment, l'intérêt, l'idée de la patrie. Et la patrie n'est pas seulement le foyer étroit où fut posé notre berceau, l'arbre solitaire qui nous prêta son ombre dans nos jeunes ans, le champ où nos premières illusions voltigèrent comme des papillons aux mille couleurs, encore le temple où nos premières prières se perdirent comme les nuages de myrrhe et d'encens; la patrie est plus que tout cela : c'est la Péninsule si belle, étoile du soir pour les navigateurs phéniciens, bienheureux Élysée pour les poètes classiques, Eden pour les Arabes, la Péninsule dont la terre nourricière donnait à vivre à cette illustre race celto-ibérique, aussi forte que le chêne du nord, aussi flexible que le palmier du midi, race qui illumina avec un rayon de son intelligence les ténèbres des derniers temps du monde ancien; qui civilisa les tribus germaines, avant tout autre peuple, sans en excepter l'Italie; qui à la période du mysticisme, de la macération, communiqua aux membres inertes de l'humanité la chaleur de la vie, la lumière de la science, la sève de la nature par l'infusion en leurs veines du génie de l'Orient; qui eut une liberté d'aussi illustre grandeur que la liberté anglaise, et une démocratie aussi énergique et aussi raisonnable que les premières démocraties de l'histoire; qui, au moment où l'esprit moderne prit son essor, créa, semblable à la divinité, pour l'homme nouveau et pour l'idée nouvelle, ce pays merveilleux, devenu un Paradis Perdu par la faute des gouvernants, et de nouveau revenu en son rang par la rédemption du progrès humain; race jamais accessible à la décadence, jamais pourrie par le virus de l'intérêt et de l'égoïsme,

fanatique si l'on veut, aventureuse, audacieuse, inquiète, indocile, mais des plus courageuses, énergiques, héroïques, sublimes, la race des réveils subits et des hauts faits incroyables; la race des guerres épiques de l'Indépendance et des héroïques sacrifices pour les idées; même sans ces qualités et sans ces grandeurs, cette race et ce pays confondus, identifiés en un seul esprit, en une seule entité, sous ce nom magique d'Espagne, mériteraient de nous amour et adoration, parce que l'Espagne est notre sainte, notre éternelle, notre féconde mère.

*
* *

Les nationalités existent; ce sont des organismes supérieurs à tous les organismes sociaux. De même que l'esprit humain existe, de même existe l'esprit national. La nationalité existe en politique parce que le progrès peut être multiple, les institutions variées, et que le progrès et les institutions doivent tenir du caractère et du génie national. Il y a une nationalité artistique parce que l'artiste le plus original ne pourra ni dans ses tableaux, ni dans ses statues, ni dans ses monuments, négliger le cachet de sa race, de son pays et de son histoire. Il y a même une nationalité jusque dans les hautes sphères de l'idée parce que l'on ne saurait penser sans le secours du langage, et l'on ne saurait parler et écrire correctement que dans la langue de la mère patrie, verbe éternel des idées. Il est une communauté d'origine, de race, de coutumes, de souvenirs, d'histoires, d'espérances, d'inspirations artistiques, toutes choses qui ne peuvent se perdre, qui ne peuvent se diminuer, étant donné qu'elles composent le plus riche trésor de notre vie. Et l'unité nationale est un principe d'indiscutable évidence, de force incontestable. Le monde chemine vers l'unité. Le christianisme fut un progrès incontestable sur les religions antiques parce qu'il maintenait ces deux unités : l'unité de Dieu et l'unité de l'homme; la monarchie fut un progrès sur la féodalité parce qu'elle élevait au-dessus de la guerre l'unité de l'autorité; la Révolution fut un progrès sur la monarchie parce qu'elle établissait une plus forte unité, l'unité du droit. Pour les démocraties et les républiques, certaine organisation administrative qui s'est élevée ici à la question des questions n'est pas essentielle. Sous le dogme de la souveraineté nationale, sous l'unité de l'État, fort bien s'établissent les autonomies possibles, la décentralisation nécessaire, sans qu'elles puissent ni blesser ni ébranler l'unité fondamentale et éternelle de la patrie. Dans la vie de la société, il advient comme dans la vie de la nature. L'on peut tirer d'organismes imparfaits et inférieurs des organismes vivifiants; l'on peut diviser certains annelés en plusieurs annelés ou du moins en plusieurs morceaux qui gardent vie et mouvement; de même certains insectes peuvent se segmenter en plusieurs insectes; mais l'on ne peut fragmenter, séparer les organes fondamentaux du corps humain sans produire immédiatement la mort. Les grands organismes sociaux déjà formés, les nationalités ne peuvent se décomposer. Par dessus tout, elles ne peuvent former d'autres organismes politiques, d'autres nationalités. Ce qui peut arriver, ce qui

arrive réellement, c'est que les nationalités déjà formées, les nationalités déjà indépendantes s'unissent, se fédèrent avec d'autres nationalités déjà formées, avec d'autres nationalités déjà indépendantes. Par ce moyen, les nations libres et indépendantes peuvent et doivent s'unir; par ce moyen les grandes confédérations européennes peuvent et doivent se fonder.

*
* *

Mais diviser une nationalité déjà formée en d'autres nationalités, parvenir en un jour, en une heure à former un pacte social entre des peuples et des individus, c'est une utopie qui, ainsi que je l'ai dit en une nuit solennelle et ainsi que je le répète aujourd'hui, est demeurée consumée dans le vorace incendie de Carthagène. Pendant que le mouvement de la civilisation générale tend à l'unité, par contradiction et contre le sentiment individuel, ici ce mouvement tend à la séparation; de graves tendances séparatistes surgissent qu'il convient de combattre à tout prix. Une idée des plus fausses est répandue : l'idée que les Républiques où les liens de l'unité sont faibles vivent un long temps. L'histoire ne cesse de clamer que si dans l'antiquité, et au Moyen-Age, la monarchie a prédominé sur la République, ce fut parce que les Républiques en général manquèrent de cette cohésion intime et de cette unité suprême qui, sans préjudice de la variété naturelle, grandit et fortifie les États. Le monde perdit son académie, son école, son gymnase, le centre de toute culture, quand il perdit les Républiques grecques, mères des héros, tutrices des arts, déesses des idées. Et les Républiques grecques s'éclipsèrent d'abord et disparurent ensuite à cause de leurs partis séparatistes, de leurs divisions intérieures. Leurs grands hommes ne comprirent jamais qu'il ne suffisait pas d'être de Sparte, de Corinthe, de Thèbes, d'Athènes et que, pour sauver la liberté et la République, il fallait avant tout être de la Grèce. Les rois macédoniens triomphèrent des démocraties helléniques moins par la force propre de la monarchie que par les dissentions intestines de leurs ennemies inquiètes, de leurs illustres victimes, qui, en tombant, éteignirent la lumière de la science et de la liberté dans l'ancien monde. La gloire du plus grand et du plus illustre des orateurs ne tient pas autant à la sobriété de sa parole, au naturel de son éloquence, aux splendeurs de ses discours qu'à l'éveil sur la ruine de tant de peuples illustres et sur les rafales de tant de tempêtes déchaînées, de l'idéal de l'unité de la Grèce, de l'unité de la patrie, vaincue à Chéronée pour n'avoir pas su incarner en la vivante réalité de sa politique le verbe lumineux de la plus haute éloquence.

*
* *

La vie de la Grèce se ranima et la civilisation se rénova quand les Républiques italiennes, avec l'étoile de l'art sur leurs fronts, surgirent dans le déluge des invasions germaines. Elles réhabilitèrent le travail et l'opposèrent à la guerre; elles fondèrent une politique indépendante des familles royales et des cabales courtisanesques; elles conduisirent à

la vie et éduquèrent à la liberté ces peuples de héros, d'artistes, de poètes, qui ont bâti, sur le sol mouvant de la lagune adriatique et sur les sables des rivages méditerranéens, Venise l'orientale, avec ses palais revêtus de mosaïques polychromes, Gênes, la cité de marbre avec ses monuments énormes et, sur les bords de l'Arno, Pise l'illustre, avec ses tombeaux au milieu desquels semble pointer l'aube du jour de l'éternité, et Florence la savante, qui rappelle la splendeur et la beauté d'Athènes; elles eurent le génie de la divination dans les grandes découvertes et les navigations, le génie de la poésie dans les plus grandes œuvres épiques et lyriques du Moyen Age; elles mirent le ciseau dans la main de ceux qui sculptèrent les portes du Baptistère de Florence et portèrent comme un reflet de la sculpture antique aux sommets du tombeau de Médicis; elles présentèrent les pinceaux à ces artistes extraordinaires qui ont illustré la Renaissance et qui ont donné à la forme humaine, écrasée par la macération et la pénitence, sa vigueur première et sa beauté; toutes gloires, toutes grandeurs qui disparurent à cause de leurs inimitiés, de leurs haines, de leurs guerres, parce qu'à l'alliance avec les démocraties ennemies elles préférèrent l'alliance avec l'empereur ou avec le pape, parce qu'elles appelèrent contre leurs infortunées rivales le barbare et l'étranger, ressemblant dans leurs erreurs comme dans leurs miracles à la Grèce antique, vivant de sa vie d'inspirations, et expirant de sa même mort.

*
* *

Une République s'établit en Europe avec ce caractère d'indépendance unitaire et de demi-séparation des États — ce qui se rêve ici — et cette République n'est autre que la République hollandaise; pour chercher une ombre d'unité, elle commença à placer à sa tête une monarchie hypocrite et finit par se transformer en monarchie définitive. De même, les plus anciens peuples républicains du monde marchent vers l'unité; le peuple des Etats-Unis, en Amérique, et le peuple de la Confédération helvétique, en Europe. Le peuple américain a, dans son histoire, traversé trois périodes critiques : la guerre de l'indépendance, la convention de Philadelphie et l'avènement de Lincoln. Ces trois périodes marquent trois efforts pour l'unité fondamentale de cette République. Dans la première période, les descendants des anciens puritains, les démocrates, les évangéliques s'unissent avec les descendants des anciens chevaliers, les aristocrates, les épiscopaux, pour rompre le joug de la monarchie et établir les Républiques qui surgissent d'abord sous le ciel du Nouveau-Monde. Mais les rivalités récentes entre les colons, peu experts dans la politique, attentionnés à leurs intérêts locaux, orgueilleux de la souveraineté des Etats, individualistes par tradition et tempérament, exagèrent le régime hollandais, la demi-séparation des provinces; ainsi, il en résulte, en quelques endroits, l'anarchie démagogique, en d'autres endroits, l'arbitraire oligarchique, partout la pauvreté, l'irrégularité dans la perception des impôts, la guerre détestable entre les partis, le manque de crédit au dehors et le déshonneur au dedans. Enfin, la convention de Philadelphie vient sou-

mettre tant de forces dispersées, unifier tant d'Etats différents, pacifier tant de guerres locales, en fondant l'unité de la nation. Toutefois, dans cette seconde période de progrès, trop de latitude a été laissée aux Etats dans leur gouvernement; et de cette excessive latitude naît un double mal, susceptible de causer la ruine de la confédération américaine; ce double mal, c'est le germe séparatiste qui énerve les forces de la République, c'est la consécration de l'esclavage qui la pourrit et la démoralise. Alors, vient la grande crise, la crise de la dernière guerre civile, et l'unité de la patrie, l'unité de la République, l'unité du droit, se dresse pour châtier les Etats-Caïns et briser les chaînes pesantes de trois millions d'esclaves. Et depuis lors, le gouvernement national n'a reculé devant aucun moyen, aucun sacrifice pour maintenir l'unité du droit humain, l'émancipation des noirs et l'unité nationale; il a rudement châtié les Etats séparatistes et rebelles, parce qu'il sait que la rupture de l'unité serait la ruine de la démocratie en Europe et en Amérique.

* * *

Et ce que je dis de l'Amérique, je le dis de la Suisse. Le peuple helvétique a eu aussi ses trois moments critiques, trois dates qui sont comme les jours de sa genèse : 1815, 1848 et 1874. En 1815, la Sainte-Alliance des rois, que dirigeait la réaction européenne, voulut en finir avec cette République au congrès de Vienne. Les histoires racontent que l'heureux appui du chef de la diplomatie réactionnaire sauva la confédération. Mais, afin qu'il n'eût ni force, ni vigueur, ni grandeur, on établit un régime séparatiste, un régime hollandais qui, en peu de temps, avait porté ses fruits de mort; dans les Etats protestants, c'est l'oligarchie aristocratique; dans les Etats catholiques, c'est la tyrannie religieuse, la pire de toutes les tyrannies imaginables. Les penseurs et patriotes convinrent de cheminer vers l'unité politique et vers l'uniformité des droits. Lesquels s'opposèrent à cette transformation? Comme en Amérique, les Etats du Sud, en Suisse, les Etats du Sunderbun; comme en Amérique, les Etats esclavagistes, en Suisse, les Etats théocratiques. Enfin, la révolution de 1848 consacra l'unité de la nation, la victoire de la démocratie. Mais l'autonomie excessive laissée aux Etats dans cette Constitution amena des violations au pacte fondamental, des attaques à l'inviolabilité de la conscience, l'orgueil oligarchique dans quelques Etats, la tyrannie religieuse dans d'autres. Enfin, la dernière revision a accordé plus de liberté aux citoyens et plus de force au gouvernement.

* * *

Qui ne serait convaincu par l'évidence de ces exemples? Chez nous, le peuple semi-séparatiste par excellence est le peuple basque. Et qu'on le remarque, si on excepte cette ville hors de pair dont l'héroïsme fait notre orgueil, qu'admire et qu'envie l'étranger, la Saragosse de la liberté, si l'on excepte les cités où domine l'esprit moderne, ceux qui

sont nés sous l'arbre de Guernica, le plus ancien monument de la démocratie dans le monde, ceux qui ont sauvé de toutes les invasions leurs Républiques, les rendant aussi fortes que les montagnes contre lesquelles se brisent les flots déchaînés de la mer Cantabrique, ceux qui se sont gouvernés eux-mêmes avec les institutions peut-être les plus fédérales de la terre, pour attachés qu'ils soient à leurs autels et à leurs idoles, pour séparés qu'ils aient été en un temps de l'esprit moderne et de l'unité nationale, bien qu'ils ne respirent pas l'air chargé d'oxygène que respire notre conscience, ceux-là ont fait de leurs rochers que nous saluons comme le siège des éternels municipes, les dolmens ensanglantés où fut sacrifiée la liberté; ceux-là ont fait de leur arbre, chanté par les poètes et célébré par les orateurs républicains, le vénéneux mancenillier de la démocratie; ceux-là ont forgé avec les fers qu'ils avaient juré d'employer à la défense de leurs libertés des épées contre nos cœurs, des chaînes pour nos bras; pendant trois guerres civiles successives, ils furent les esclaves d'un roi absolutiste et les parricides assassins de la patrie. Au fond de la guerre basque, il y a une tendance séparatiste de même qu'au fond de la guerre cantonaliste, il y a une autre tendance séparatiste. Les deux utopies se confondent quant aux résultats : les deux sont également funestes. Il y eut des jours, au printemps de 1873, pendant lesquels nous avons cru à la complète dissolution de notre Espagne. L'idée de la légalité s'était perdue à un tel point qu'un employé quelconque de la guerre s'emparait de tous les pouvoirs et le notifiait aux Cortès; ceux qui avaient la charge de faire et d'appliquer les lois désertaient leur devoir et se soulevaient ou sonnaient à toute volée contre la légalité. Il ne s'agissait pas alors, comme en d'autres occasions, de remplacer un ministère excitant par un autre ministère, ni une forme de gouvernement acceptée par une autre : il s'agissait de fragmenter en mille morceaux notre patrie, ainsi qu'il advint lors de la chute du Califat de Cordoue. Des provinces arrivaient les idées les plus étranges et les principes les plus échevelés. Les uns disaient qu'ils allaient ressusciter l'antique couronne d'Aragon, comme si les formules du droit moderne pouvaient s'accorder avec celles du Moyen-Age. D'autres disaient qu'ils allaient constituer une Galice indépendante, sous le protectorat de l'Angleterre. Jaën se préparait à guerroyer contre Grenade. Salamanque tremblait pour la suppression de sa glorieuse Université et l'éclipse de sa prédominance scientifique en Castille. Des rivalités mal éteintes par l'unité nationale pendant de longs siècles surgissaient comme si l'on fût revenu aux temps de barbarie, aux temps des Zégris et des Abencérages, des Agramontais et des Viamontais, des Castros et des Laras, des Capulet et des Montaigu, aux temps d'universelle guerre. Des villes insignifiantes, à peine marquées sur la carte, formaient des Assemblées constituantes. Le soulèvement se produisit contre le plus fédéral des ministères au moment même où l'Assemblée s'occupait activement d'un projet de Constitution dont les plus grands défauts provenaient du manque de temps dans la commission et de l'extrême impatience dans le gouvernement.

* * *

Alors nous avons vu ce que nous voudrions avoir oublié : des insurrections quotidiennes; des troubles en tous lieux; l'indiscipline militaire; les républicains les plus aimés du peuple tombant sous le poignard dans les rues; les populations pacifiques excitées à la révolte et enfiévrées; la dictature démagogique à Cadix; des rivalités sanglantes de personnes et de familles à Malaga qui occasionnaient la fuite d'une moitié des habitants et la guerre entre les factions dans l'autre moitié; le désarmement de la garnison de Grenade après de cruels combats; des bandes qui sortaient de quelques villes pour se battre ou mourir dans d'autres villes sans savoir pour qui, sans savoir pourquoi ainsi que le firent les bandes de Séville en Utrera; les incendies et les massacres d'Alcoy; l'anarchie à Valence; les factions dans la Sierra Morena; le canton de Murcie se déclarant pour la démagogie et celui de Castellen pour la cause apostolique; les populations Castellanes criant de leurs barricades à la guerre des Communautés, comme si Carlos de Gand eut débarqué sur les côtes du Nord; l'horrible et mystérieuse scène de rixe et de pugilat entre les émissaires des cantonalistes et les défenseurs du gouvernement à Valladolid; la capitale de l'Andalousie en armes; Carthagène en délire; Alicante et Almeria bombardés; la flotte espagnole passant du pavillon rouge au pavillon étranger; les côtes désolées, les navires gardés comme si les pirates fussent revenus dans la Méditerranée; de tous côtés l'insécurité; nos arsenaux se dissipant en fumée et notre escadre sombrant dans la mer; la ruine de notre sol, le suicide de notre parti et, à la sinistre lueur de tant de folie, dans cette nuit effroyable, la plus triste de notre histoire contemporaine, surgissaient, comme de rapaces oiseaux de nuit du milieu des ruines, les horribles troupeaux de la réaction, déchaînant les plus grands malheurs, prêts à consommer notre esclavage et notre déshonneur et à répartir entre l'absolutisme et la théocratie les membres dépécés de la malheureuse Espagne.

* * *

Le risque couru par notre patrie avec la résurrection des utopistes et des utopies régionales, me paraît si grand que tout le temps et tout l'espace consacré à cet énorme thème sont encore trop limités. Mais ayant dit maintenant tout ce qui dans ces circonstances concerne le cas le plus grave de la politique intérieure, nous parlerons de la politique européenne. Déjà ont été choisis les délégués pour discuter en Hollande la question du désarmement, et jamais on n'a parlé si immodérément de l'armement universel. Les frais de la marine anglaise approchent de 700 millions de francs, s'il faut s'en rapporter aux derniers votes du Parlement britannique. L'illustre Goschen, chargé de ce département ministériel, a expliqué les dépenses ostensibles et les augmentations réclamées en une harangue magistrale, comme toutes ses harangues. Cet orateur, entré dans les rangs de l'impérialisme réactionnaire, après avoir abandonné les idées démocratiques libérales, n'a pas endossé, dans le

passage et le changement de sa politique traditionnelle à la nouvelle politique, autant et de si terribles responsabilités que celles contractées par le démagogue et socialiste Chamberlain, parce que jamais il n'eut son audace et son insolence. Si par occasion il a trébuché et est tombé en manifeste apostasie, le souvenir de la façon avec laquelle il est entré dans les charges imposées par l'opinion publique et son respect pour les idées et les opinions différant des siennes, lui méritent une estime collective très sincère; jamais il n'a incité son rival dans sa manière d'étaler son plumage comme le paon étale sa queue, ses perplexités et ses variations; pour ces choses, Chamberlain avait amassé une ample récolte d'utiles et tangibles procédés. Le respectable Goschen s'est borné à commenter ses projets. Dans ce commentaire, il a dit des choses substantielles et de très lumineux enseignement. Il n'avait point pensé, d'après son discours, à augmenter les forces maritimes de sa patrie, mais un jour, subitement, il s'est trouvé que la Russie consacrait 200 millions à de nouvelles constructions de navires. Il n'a trouvé d'autre remède que d'augmenter dans une mesure proportionnelle les armements de l'Angleterre. Que ceux qui cherchent les motifs et les causes des énormes dépenses des Anglais soient grandement surpris de la contradiction du Czar, qui propose une diminution des frais de guerre et consacre des millions et des millions à leur augmentation. Aussi n'est-il pas étonnant que dans la presse européenne ait été répandue la grave nouvelle que Nicolas II avait été atteint d'un commencement de trouble dans les fonctions mentales. Le souverain qui propose aux autres Etats une réforme sage à laquelle il ne s'astreint pas dans son empire, a pourtant le rigoureux devoir de l'appliquer chez lui avant de la conseiller aux autres. Pour cette raison, il se passera dans la réunion pacifique de La Haye ce qui s'est passé dernièrement au congrès socialiste de Berlin. L'Empereur d'Allemagne n'aime guère le socialisme; pourtant il a réuni les socialistes à Berlin; de même, l'Empereur Nicolas ne veut en aucune façon du désarmement, et il convoque les partisans du désarmement à La Haye.

* * *

L'empereur d'Allemagne me semble plus franc et plus loyal dans cette occurence que le czar de Russie. Il veut accroître son armée; comme le Parlement résiste à cette prétention, il n'est pas de moyen qu'il n'emploie pour atteindre son but. Il faut qu'il établisse des intelligences indirectes avec les socialistes et il les établit. Il faut qu'il fasse des concessions au centre catholique et il les fait malgré les répugnances ataviques des protestants germains envers la vieille Rome pontificale. Guillaume II n'aura ni cesse ni repos qu'il n'ait élevé l'armée allemande à 600.000 hommes. Aussi met-il en pratique tous les procédés susceptibles de conduire à cette fin suprême. Il convient qu'il se montre très sérieux avec le chancelier qui a peu d'activité et d'influence; il convient qu'il se frappe la poitrine comme un dévot quelconque ultramontain devant les éminences grises du Congrès; il convient, au contraire, qu'il sourie à ces fils de Satan dénommés les socialistes dans leurs efforts et

leurs tentatives pour escalader le trône de Dieu ; il convient qu'il ouvre le sol allemand aux Jésuites, ces réprouvés de la civilisation et de la liberté. Guillaume II accepte toutes les épreuves afin que les députés acceptent le chiffre de 600.000 hommes.

Un esprit très net, doué d'une parole magistrale, dont le bon sens et la simplicité augmentent le mérite intrinsèque, M. de Freycinet, a prononcé un discours athénien devant la Chambre française ; ce discours vaut plus par ses insinuations que par son affirmation capitale ; il a démontré que l'excessive quantité de soldats porte plus de préjudice à la guerre qu'il ne lui est favorable ; il est nécessaire de moins tenir compte de la quantité des unités armées que de leur qualité et de leur valeur.

Mais Guillaume II, très impressionnable, très volontaire, très capricieux, se soucie peu des concessions naturelles que les hommes d'Etat veritables emploient pour surmonter les difficultés, les tourner quand il en est besoin ; il prétend convertir une montagne en une pierre ou même une pierre en une montagne. Le premier mouvement de l'empereur, qui ne réfléchit pas, est irrésistible. Puis il finit par modérer ses prétentions et transige avec la réalité. Chez lui les émotions, en raison même de leur intensité, manquent de durée et sont bien plus loin de la persistance que les gens froids et tenaces apportent dans des émotions moindres mais plus profondes. Il a voulu, à son retour de Palestine, venir dans notre Espagne endolorie et saignante de ses récentes blessures ; le projet a semblé périlleux à ses conseillers, principalement au ministre Bulow, mais ils le laissèrent se complaire dans son idée première et puis lui suscitèrent une telle quantité d'obstacles qu'ils l'obligèrent — ce bon Guillaume — à renoncer par conviction au projet qu'il avait caressé avec passion. La politique se compose d'arrangements entre l'idéal et la réalité. Guillaume rêve avoir une armée comme il n'en est pas d'autre au monde ; mais il faut qu'il rabatte de ses rêves parce qu'il manque de résolution devant le Parlement et parce que le Trésor est à court d'argent.

*
* *

Jadis, les principales questions politiques se réduisaient à des questions nationales ; aujourd'hui, elles se trouvent au niveau de questions intercontinentales. Nul n'a oublié que dans la région du sud de l'Afrique, il y a un grand flibustier, et que les Africains nomment ce flibustier le Napoléon du cap de Bonne-Espérance, également appelé cap des Tempêtes ; nul n'a oublié que ce Napoléon du continent noir a envoyé une troupe de pillards et de pirates, à la tête desquels il avait placé le célèbre Jameson, contre la République des Boërs, gouvernée par l'habile et distingué président Krüger ; nul n'a oublié que Guillaume, en apprenant cet attentat, expédia un télégramme de secours au peuple envahi, lequel télégramme fut sur le point d'occasionner une rupture entre l'Allemagne et l'Angleterre. Eh bien ! le Napoléon de l'Afrique du Sud se trouve aujourd'hui à Berlin comme s'il ne s'était rien passé, par sa

faute, entre l'empereur Guillaume et le gouvernement de la reine Victoria. Le *Times*, arrivé dernièrement à Madrid, se montre des plus satisfaits de la visite de Cecil Rhodes à Berlin; dans un article épique, il élève cette visite au rang d'un traité d'amnistie entre les deux empires, l'empire germanique et l'empire britannique. Mais, bien que Guillaume II et Cecil Rhodes ne puissent causer entre eux sans toucher à la politique générale, la dernière conversation connue n'a pas l'importance que lui attribue le premier journal d'Angleterre. Cecil Rhodes est allé jusqu'à Berlin pour affaires industrielles et non pour affaires politiques. Comme la Russie établit une voie ferrée de la mer Caspienne aux sables du Pamir, Cecil Rhodes veut construire une voie ferrée du cap de Bonne-Espérance aux sables brûlants du Caire, mais, en qualité de bon Anglais, plus pratique et plus expérimenté que les Russes, il veut avant le chemin de fer, poser un câble télégraphique entre les deux points extrêmes! Ce télégraphe, de même que la voie ferrée qui le complètera, ne peut pas traverser seulement des territoires britanniques; il faudra qu'il passe par le Portugal à Delagoa, par l'Allemagne dans le Zambèze, par la Belgique dans le Congo. Cecil Rhodes est donc allé à Bruxelles pour assurer le passage de sa ligne télégraphique à travers les territoires du Congo; de même, il est allé à Berlin pour assurer le passage de ses fils à travers le Zambèze. De telles œuvres industrielles sont créées pour n'importe quel motif; l'intérêt aiguillonne l'industrie; c'est indéniable : la pénétration du câble électrique et du rail de fer dans l'intérieur de cet enfer que l'on nomme Afrique, éclaircira bien des mystères, et soumettra en long et en large le malheureux continent.

*
* *

Si le premier ministre anglais, lord Salisbury, en prononçant son discours célèbre sur les peuples agonisants, fait allusion à la Chine, bientôt se réaliseront ses sinistres pressentiments et s'accompliront ses tristes prophéties. Il est bien vrai que l'orateur ayant entre ses mains le moyen d'accomplir ses prophéties, il n'était pas dans la situation d'entretenir, parmi les peuples, des illusions et des chimères; les Etats chinois, depuis les derniers événements, tombent à terre avec la même facilité qu'un château de cartes que l'on renverse d'un souffle. Tous nous avons été surpris de la résignation et de l'indifférence avec lesquelles la Chine laissait envahir son territoire par la nuée d'héritiers impatients qui l'ont élevée à la vie et se sont attribués son héritage bien longtemps avant de la porter en terre, ainsi que Dieu le commande toujours à si riche et puissant légataire ; et nous nous expliquions cette manière d'être par la conviction de sa mort. Avec cette pensée contraste le procédé suivi par la Chine vis-à-vis de l'Italie. Quand le ministre italien a annoncé au Céleste Empire qu'il avait pris la baie de San-Moun, le Céleste Empire n'a pas daigné lui répondre. Semblable procédé a profondément blessé le gouvernement italien qui a décidé de réclamer satisfaction de la Chine. Certes, il ne pouvait invoquer aucun droit pour garder le morceau plus ou moins grand de territoire qu'il accaparait. Mais où sont les

droits de la Russie sur la Mandchourie et du Japon sur les îles Pescadores, sinon dans le caprice volontaire des accapareurs et dans leur heureuse réussite ? Dans le monde, jadis, il n'y avait pas de droit contre le droit ; aujourd'hui, il n'y a pas de droit contre la force. L'Angleterre expédie des patentes de course à tous ceux qui désirent un morceau de la Chine. L'Italie ayant témoigné ce désir, elle lui a cédé la proie convoitée d'autant plus que, par anticipation, elle est couverte par Kassala, et qu'elle pense se couvrir davantage par la possession de l'Erythrée qu'elle demande à l'Italie pour réprimer les ambitions de l'Abyssinie toujours alliée de la Russie. Préparons-nous à voir disparaître la Chine et son empire sous la secousse que lui a donnée le Japon, de même que la Médie disparut sous l'attaque de la Grèce, de même que Carthage disparut sous l'attaque de Rome, de même que Rome disparut devant les Germains, de même que tôt ou tard disparaîtront tous les empires qui s'opposent à la liberté humaine et au progrès universel.

VI

La politique sans politiciens et les politiciens sans politique. — Désorganisation universelle, conséquence d'un même sophisme. — Formation du nouveau parti commandé par le ministre de la guerre. —Apparition de l'utopie régionaliste. — Dangers qu'elle contient et malheurs qu'elle cache. — Les Etats-Unis. — Châtiment de leurs victoires. — Cubains et Philippins vis-à-vis de leurs nouveaux maîtres. — Perte du caractère pacifique et républicain de l'Amérique. — La confédération saxonne. — Le Transwaal. — Le Nicaragua et son canal. — L'Orient de notre Europe. — Bulgares et Turcs. — Malheurs du sultan. — Solution des problèmes orientaux. — Conclusion.

Lorsqu'on se prend à réfléchir sur les idées et les personnages qui, à la faveur de la dernière crise, ont triomphé en Espagne, on ne peut échapper au profond sentiment inspiré par l'étrange surprise que produit tout ce qui pèche par la logique — les sophismes manquent toujours de logique — et échappe, ainsi les mystères, à une explication plausible. La politique a ses *catégories* métaphysiques à la force desquelles elle ne peut certainement échapper; de même, la matière est régie par des lois à l'obéissance desquelles elle ne peut, en aucune façon, se soustraire. Tout ce qui existe est soumis aux lois de l'être, depuis la pensée idéale qui se moque, dans l'esprit, de l'espace, jusqu'au corps matériel qui a besoin d'extension et disparaît dans le temps. Et si tout ce qui est obéit aux lois de l'existence, tout ce qui se meut obéit au code de la mécanique céleste qui exerce la même action et sur les masses énormes et sur les atomes impondérables. Et si tout ce qui est obéit aux lois de l'existence et tout ce qui se meut au code de la mécanique céleste, tout ce qui vit obéit aux lois de la chimie qui sont les mêmes pour l'eau avec les combinaisons de l'hydrogène, gaz prédominant dans l'eau, que pour l'éther avec les combinaisons de l'oxygène, gaz prédominant dans l'air, que pour l'acide carbonique, gaz prédominant dans le feu. Qui donc ignore que la vie humaine est une combustion dans laquelle l'oxygène est absorbé et l'acide carbonique rejeté, à l'inverse de la vie végétale où, aux baisers de la lumière, l'oxygène est rejeté et l'acide carbonique absorbé? L'Etat est régi par des lois comme tout ce qui existe; on nomme politique la science et la connaissance de ces lois. C'est ainsi que nous l'avons réglé entre nous; nous avons fait table rase de la science qu'Aristote dénommait politique pour conserver le gouvernement et le régime des villes, et nous entrons dans l'Etat, dans les lois, dans tout ce qui a une nature propre et un objet déterminé en discréditant le nom et l'emploi de politicien. Que diriez-vous de l'Université sans docteurs; de l'Eglise sans prêtres; de l'armée sans militaires;

de la médecine sans médecins; de l'art sans artistes? Alors on doit dire la même chose de la politique sans politiciens. Celui qui médit des policiens, comme le fait l'oracle de la situation, le ministre de la guerre, pour usurper aussitôt, sans mérite ni aptitudes, un poste politique élevé, commet un acte semblable à celui d'un pick-pocket qui crie : au voleur! en dévalisant sa victime!

* * *

Si cette question n'était qu'une question personnelle, elle serait de bien moindre importance. Mais elle entraîne avec elle de désastreuses conséquences. Il faudrait ignorer tout ce que le gouvernement tient entre ses mains pour ne pas voir que cet athéisme politique a pour l'Etat des suites aussi graves que pour l'Eglise l'athéisme religieux, pour la philosophie l'athéisme scientifique.

Celui qui fait œuvre de politicien en se déclarant non politicien ressemble à celui qui, après avoir proclamé la non existence de Dieu, écrirait un livre de théologie dogmatique. La première erreur en laquelle tombent les non politiciens est le mépris témoigné à tous les actes, à tous les projets des partis, uniques éléments de résistance et de conservation et impossibles à supprimer aujourd'hui dans les sociétés libres et modernes. Quand il y avait des partis organisés, en eux brillait l'idéal qui éclaire tout et en eux régnait la discipline, qui règle et ordonne tout. Dans les grands partis aujourd'hui désagrégés, chacun des membres vivait pour les autres, et tous vivaient pour chacun dans un mutuel échange de services, guidés par la foi et maintenus par le sacrifice. Toujours unis dans les idées, sans jamais penser aux intérêts, tous immolaient sur les autels d'un culte commun leur fortune et jusqu'à leur vie. L'organe d'un parti était tout alors, à l'exception d'une entreprise; il connaissait tout, moins le commerce et l'exploitation de ses idées. C'est pour cela que les partis éprouvaient la jouissance d'aller au sacrifice, en recherchant les plus dignes pour leur confier leur direction et leur gouvernement. L'heure du danger venue, personne ne se cachait; mieux encore, on savait se cacher à l'heure du triomphe. La communauté de croyances unissait les âmes et l'ensemble des âmes constituait des écoles de dogmes et des armées d'action. Alors, les partis n'étaient pas seulement composés de leurs députés. Ainsi, ils accomplirent tant de merveilles et firent tant de miracles. C'est ainsi que se développa notre richesse et que le sol de la patrie fut délivré d'entraves paralysantes et de plaies vraiment cancéreuses; d'abord extirpation de la traite, puis de l'esclavage, en nettoyant les eaux de ces écuries morales où trônaient ceux qu'on nommait des négriers, scories du monde dans les enfers de la conscience humaine; triomphe de la liberté de pensée qui ouvrit à tous les penseurs l'Université et délivra la science des programmes préétablis et des dogmes routiniers; liberté de croyance qui ouvrit à l'esprit les horizons de l'infini en portant la lumière dans les ténèbres; égalité civile et politique; suffrage universel; jury; droit de réunion et d'association qui rendent de si grands services aux classes ouvrières et cen-

tuplent les forces individuelles; toutes ces réformes, sont dues aux partis avec leurs orateurs, leurs publicistes, leurs apôtres, leurs gouvernants, leurs multitudes toutes croyantes et toutes capables de combativité et de martyre.

* * *

Comparez cela avec la manière actuelle de former les partis, et vous verrez quelle différence et combien énorme. Les partis actuels tombent dans une maison parce qu'ils se composent de proches parents et de suite composent une famille qui croit que l'Etat est sa propriété et son patrimoine. Le groupe qui domine aujourd'hui sur notre patrie et dirige notre politique s'est constitué ainsi. Comme ses membres n'avaient pas de caractère politique, tous les Espagnols pouvaient en augmenter le nombre, quelles que fussent leur doctrine, leur provenance, leur histoire. Le chef était sorti de sa chrysalide comme le Dr Faust de sa vieillesse, pour avoir livré son âme au démon de la réaction et les disciples pouvaient l'imiter sans empêchement, sans scrupule. Jadis, les lances émoussées des tournois se changeaient, pour les vrais combats, en lances aux fers aigus; aujourd'hui, un objet servant à mesurer devient une enseigne politique. Les producteurs agricoles forment une classe représentant toute la production, comme si tous ceux qui travaillent ne produisaient pas, et il en résulte cette grande chose qui permet qu'on se repose après : la demande que soit conservée, de nos anciennes colonies, l'île des Ladrones, pour y expédier tous les politiciens. Ainsi, le nouveau Congrès sera composé des partisans du général : ceux qu'il aura récompensés dans ses campagnes et fait avancer de trois ou quatre grades; ceux qui auront été des compagnons de chasse dans les plaines andalouses ou de promenade dans les montagnes navarraises; ceux qui sont ses parents, sans exclure les frères de lait; ceux qui ont pressenti ses qualités de grand homme d'Etat, cachées jusqu'à ce jour sous le boisseau; ceux qui ont substitué une religion personnelle aux traditionnelles et glorieuses religions politiques. Et dans cet abaissement de ce qui est grand, dans cet avilissement de ce qui était grandiose, dans cet oubli de l'histoire, dans cette machine pneumatique où l'idéal est éteint, se retrouve une réaction qui ramène au Moyen Age. Ses excommuniateurs sont les organes officiels d'un parti qui se nomme libéral; les ordres monastiques avec leurs anciennes visées politiques pullulent; la région féodale renaît comme si nous étions aux temps des potences et des couteaux; l'Université d'Oñate réclame des privilèges; personne ne s'y laisse tromper aujourd'hui; l'Université de l'Escurial grandit avec ses dogmes augustins, qui ressemblent si fort aux dogmes du fatalisme mahométan et de la grâce luthérienne; partout on recherche d'antiques privilèges; on veut l'exploitation des Etats par les oligarchies sans mérite et sans capacité; tout respect se perd; toute organisation se désorganise; sous le prétexte d'arrangements économiques, on refuse les impôts, on menace la dette et on défend toute récompense légitime aux bons défenseurs de l'Etat; on propose un tel nombre de mesures absurdes et contradictoires sous couleur de réformes que, pendant qu'en

haut le despotisme renaît avec toutes ses horreurs, en bas gagne du terrain l'anarchie la plus digne d'être réprimée.

*
* *

Pour se convaincre de la désorganisation qui nous menace, il n'y a qu'à examiner comment ont surgi et se sont avivées les traditions régionalistes ruinées depuis longtemps, avivées aujourd'hui et dues à la faiblesse du gouvernement. De telles aspirations ne sortaient pas du domaine archéologique et littéraire. Les uns souhaitaient que la Galice recherchât les restes de don Garcia et les rassemblât pour les placer sur le trône galicien restauré, tandis que les autres auraient ramené la Catalogne à un état politique antérieur aux noces royales de doña Pétronille aussi abominées par les Catalanistes que le compromis de Caspe et l'union des rois catholiques. Quelque discours plus ou moins extravagant, quelque publication plus ou moins intelligente, quelque poète plus ou moins catalan prônaient cette religion politique, semblable aux dogmes improvisés dans le désert et constituant des sectes d'aussi peu de durée que les orages engendrés par la chaleur de l'été et les océans de sable soulevés par le Simoun dans les solitudes embrasées d'Asie et d'Afrique. Tout ce que j'avance est tellement vrai qu'à l'heure de la grande crise, quand le régionalisme eut avec les cantons ses croisades, la Catalogne ne s'érigea pas en état séparé ; elle demeura corps et âme fidèle à l'unité espagnole. Mais ce gouvernement est venu ; avec lui il a apporté toutes les formes de réaction possibles aujourd'hui en Espagne. Et, en plus de la réaction doctrinaire contre le jury et le suffrage universel, il a formulé le vaticanisme contre la liberté intellectuelle et religieuse, de même que le régionalisme ancien contre l'unité de la patrie. Le ministre de la justice le dit à tous ceux qui veulent l'entendre : la Catalogne, au XVe siècle, fut grande parce que très régionaliste ; restaurons la régionalité et nous aurons ainsi restauré la grandeur. Il y aurait fort à dire à ce sujet, car la Catalogne ne fut pas grande parce qu'elle était indépendante ; elle fut grande parce qu'elle forma un bel ensemble, tantôt avec l'Aragon, Valence, Mayorque, la Sicile, Naples, le Roussillon, la Cerdagne, la Sardaigne, tantôt avec l'Orient, de même qu'aujourd'hui elle compose un tout avec l'Espagne entière. Mais, avec cette façon de parler, la vieille Rome, qui fut des plus grandes au temps du paganisme et du Sénat, arriverait à restaurer les dieux et les sénateurs anciens et le doge à Venise et le podestat à Padoue, et Théodoric à Ravenne, et Charlemagne en France ; d'ailleurs, il n'y a pas d'Etat qui n'ait eu sa grandeur. N'écoutons pas le sophisme politique et maudissons la désorganisation nationale.

*
* *

La science ne suffit pas à la politique ; elle exige une grande expérience. Les éléments sont contradictoires ; il faut vivre beaucoup pour les coordonner et en avoir une connaissance suffisante. Pour cette raison, je dis toujours que l'éloquence, qui nécessite tant de force vive et d'inspiration spontanée, est un art de jeunes, tandis que la politique,

qui nécessite tant de circonspection et de pratique est un art de vieux. Il ne suffit pas, en politique, de connaître le passé et le présent, il faut avoir la prescience de l'avenir. Le fameux économiste Say, père et chef d'une famille illustre par la science et que la science illustra, requis par Napoléon, à l'apogée de sa gloire, de servir son empire et de le seconder dans ses vues, s'y refusa, lui annonçant la fragilité de son œuvre et lui disant que des glorieux sommets d'Iéna et d'Austerlitz il descendrait vite à l'irrémédiable déroute qui amènerait avec elle de nouveaux démembrements pour la France. Jamais le présent n'a voilé et caché les prévisions de l'avenir aux regards les plus clairvoyants comme au moment de la guerre américaine; jamais n'a surgi un tel ensemble de hasards victorieux ; aussi l'axe de la terre en a éprouvé une inclinaison subite et inattendue. Porto-Rico emporté, Cuba vendue, nos escadres immergées dans les mers, le siège de Santiago terminé, alors qu'on attendait le renouvellement du siège de Saragosse ; en une nuit, l'archipel des Philippines surpris et l'escadre détruite ; en une semaine, cette armée de trois cent mille hommes inutilisée, transportée d'une façon incroyable aux Antilles. Aussi mers et terres semblaient à la merci de l'Amérique conquérante et souveraine ; c'était une série de bonheurs incommensurables et mis en relief par l'immensité de nos malheurs. Mais les esprits sages firent exception dans cette universelle tourmente ; dès la première heure du triomphe, ils comprirent que la victoire coûterait plus cher aux Américains que ne leur eût coûté la déroute. Et, en effet, arrêté par la défense désespérée des Tagals, mal accueilli à Cuba, qui se croyait libre et se voit esclave, sous les protestations et les résistances des Cubains qu'il voulait sauver, en face des assemblées des délivrés désabusés, Maximo Gomez dégoûté, le budget se soldant par un déficit énorme, des signes précurseurs d'empire se montrant derrière la République, le vainqueur s'aperçoit que sa victoire n'a été que le commencement d'un châtiment cruel et d'une irrémédiable décadence.

*
* *

Mais il n'y a pas à se faire d'illusions; jamais l'Amérique ne se désistera de son entreprise tant que l'Angleterre favorisera et entretiendra ses fols espoirs. Dans la dernière guerre, on a vu non seulement l'appui moral des Saxons royalistes aux Saxons républicains, on a vu leur appui matériel. En ce moment même l'Angleterre n'hésite pas au sujet de Samoa à porter atteinte à ses relations traditionnelles avec l'Allemagne si ce froissement lui sert à fortifier ses liens d'amitié avec l'Amérique. Comparez ce qui s'est passé au Transvaal pendant que l'Angleterre ne pouvait compter sur l'Amérique, et ce qui se passe maintenant depuis que les États ont confondu leurs aspirations par suite d'analogie dans les intérêts. Alors Rhodes put arriver jusqu'à l'invasion. Son lieutenant Jameson défia les Boërs en envahissant leur territoire. Il fallut la grande maestria du président Kruger et l'appui prêté à son gouvernement par l'opinion universelle pour que Kruger repoussât les flibustiers et intentât sans souci des Anglais un procès contre l'enva-

hisseur officiellement désavoué jusque par l'empereur d'Allemagne. Mais actuellement, depuis l'entente entre les Anglais et les Américains, tout est changé. Les portes de Berlin et de Bruxelles s'ouvrent au Napoléon du Cap; les lignes télégraphiques entre le cap de Bonne-Espérance et le Caire se construisent sans difficulté; Kruger est menacé de complications diplomatiques; et en pleine Chambre des communes, Chamberlain annonce que l'Angleterre obtiendra par la paix ce qu'elle n'a pu obtenir par Jameson et la guerre. Tout le monde sait que le pays du Transvaal a beaucoup de relations avec le pays du Cap. Tout le monde sait que l'un et l'autre pays sont habités par des mineurs : ceux du Cap, Anglais en majorité, ceux du Transvaal, Hollandais. Aux mineurs anglais on reconnaît l'égalité de droits civils avec les mineurs hollandais, mais non égalité de droits politiques. Cette seconde égalité a été d'abord réclamée par notes diplomatiques, puis par invasion armée. Les instlanders vaincus ne continuèrent pas à réclamer et les choses marchèrent comme auparavant. Mais aujourd'hui, depuis la guerre hispano-américaine, de nouvelles réclamations s'élèvent et Chamberlain promet d'obtenir par des voies pacifiques et diplomatiques ce que n'avait pu obtenir l'invasion à main armée.

* * *

Bien que cela lui soit fort pénible, il faut noter à première vue que l'Allemagne, quand elle entre en pourparlers avec les tribus saxonnes de l'un et l'autre monde, commence par se fâcher et finit par se soumettre. C'est ainsi que cela s'est passé avec les Boërs; c'est ainsi que cela se passe à Samoa; c'est ainsi que cela se passera en Chine. Vouloir s'opposer et résister aux cas de force majeure ne produit aucun résultat quand les recours et les moyens de défense ne s'accordent en aucune manière avec ce qu'on se propose et ce qu'on désire. Si l'Allemagne avait la folie de se battre corps à corps avec les Saxons unis d'Amérique et d'Europe, elle récolterait la moisson de malheurs que récoltent tous ceux qui se lancent dans des aventures folles sans peser auparavant leurs forces et sans savoir quels peuvent être les résultats. La double alliance entre la première puissance européenne et la première puissance américaine a un caractère de conquête et de guerre inévitable. Il s'agit de deux puissances qui, pour libres qu'elles soient, doivent compléter leur perpétuelle liberté par une paix perpétuelle. Il y eut un temps où elles reconnurent leur providentielle destinée. Ainsi il n'a pas existé un Parlement où les questions internationales examinées à la lumière de l'idéal nouveau et exprimant le droit nouveau soulevassent un si grand intérêt et amenassent des discussions plus sérieuses. L'un et l'autre Parlement avaient eu la commune pensée de promulguer un code nouveau international. La parole sacramentelle, l'arbitrage, ne tomba pas des lèvres anglo-saxonnes de l'un et l'autre monde. Mais la réforme a commencé, contresens fin de siècle! par un acte despotique, et les peuples libres livrés à la réaction ne voulurent pas voir cette triste apostasie. Comment ne pas signaler cet état de choses lorsque l'Amérique se trouve en pleine période de conquête et lorsque l'Angle-

terre rêve, par n'importe quels moyens, de s'emparer du Transvaal, ou du moins à le diminuer et à l'annuler? On ne peut parler d'aucun projet tendant au progrès sans que la réaction montre sa face sinistre et demande à frapper quelque droit ou à holocauster quelque État. Le monde gagne beaucoup à ce que les isthmes se convertissent en canaux facilitant les communications et les échanges des produits industriels. L'Amérique tient en ses mains une œuvre de ce genre. Mais à peine parle-t-on de ce canal qu'il est aussi question de sacrifier la liberté et l'indépendance du Nicaragua. Dieu nous préserve des Saxons!

* * *

Je n'aurais aucune crainte de conflagration si, en Asie, en Océanie, en Europe et en Afrique il n'y avait tant de miasmes pestilentiels semant partout les microbes de la guerre. Quand un continent comme le nôtre est occupé au sud-est par un empire comme l'Empire turc, il ne peut se promettre un instant de paix. Actuellement les Macédoniens et les Albanais sont dans un état d'extrême surexcitation, et les soldats de Constantinople se sont battus avec les soldats de Bulgarie. En Serbie, les mêmes difficultés surgissent du sol avec une effrayante spontanéité et les périls tombent d'en haut en véritable déluge. Comme si nous passions par les temps de monstruosités politiques, la Serbie a, comme la vieille Sparte, deux rois. L'un est le vieux Milan, et l'autre le jeune Milan ; certes ils portent le même nom, et il est bien approprié à leurs respectives et étonnantes conditions. Le vieux Milan a cédé deux ou trois fois sa couronne, commettant la faute de garder couronne et argent, bien qu'il l'eût vendue à son propre fils. Ce procédé insupportable est toléré par les puissances, selon qu'elles témoignent plus ou moins d'intérêt à la dynastie régnante. La Russie le tient pour fort acceptable puisque le ministre russe à Belgrade n'assiste pas aux fêtes du précédent roi, ne lui témoigne aucune déférence, se place pendant les cérémonies de la cour au premier plan aux côtés du roi régnant et demande, quand on lui rapporte quelque chose du roi Milan, quel est le nom du monarque en Serbie. Les choses sont allées si loin que plusieurs fois le ministre moscovite a dû quitter la capitale et d'autres fois le roi lui-même. Mais cette situation étrange ne peut durer. La Serbie commence à se lasser et de la domination de l'Autriche qui est trop proche et de la domination russe dont l'appui est indispensable à l'existence des nations chrétiennes des Balkans et du Danube. Si Milan avait un peu de sens commun ou de sens moral, il comprendrait que ni les rois ni les royaumes chrétiens dépendant de la Sublime-Porte ne peuvent faire beaucoup d'imprudences sans s'exposer à des risques mortels; il abandonnerait Belgrade laissant le champ libre au roi son fils et aux partis militants de Serbie. En agissant autrement, il provoquera une catastrophe.

* * *

Le sultan éprouve toutes les fascinations que l'abîme tend sous les pas de ceux qui sont prêts à se précipiter de ses hauteurs. Sa conscience

est bourrée de remords; il prend ces remords pour des entités. A chaque minute, il s'imagine qu'un assassin se cache dans ce temple de l'assassinat enclos en son palais et le menace de châtier ses crimes par le poignard ou le poison si usité en Orient.

Il n'y a pas fort longtemps s'est jouée une tragédie asiatique de celles qu'ont popularisées Byron, Hugo et Zorilla, dans leurs vers immortels, Delacroix dans ses tableaux lumineux. Un prince chrétien s'est épris d'une favorite du sultan. Et comme le harem est un lieu sacré, comme les eunuques préposés à sa garde et à sa défense ont cent yeux, de même que l'oiseau de Junon, une fabuleuse quantité d'or sonnant fut employée à acheter l'un des principaux gardiens. Les femmes se réunissent rarement dans les mosquées avec les hommes; une telle rencontre ne se produit que lors de certaines fêtes prescrites par le Coran. Cependant, l'heure vint d'une fête liturgique. La favorite, avec sa nombreuse suite du sérail, se rendit au temple; elle fut enlevée à la sortie, selon les indications fournies par l'eunuque. Cet enlèvement a atteint en plein cœur le souverain; comme sultan, sa dignité d'homme a été atteinte, et comme Calife et Pontife suprême, sa dignité religieuse a été offensée. Il ordonna que la tête de l'eunuque infidèle lui fût portée sur un plateau. Mais l'or reçu permit au gardien en péril de forger une clef avec laquelle s'ouvrent toutes les portes et de gagner le Bosphore, où un vapeur le conduisit en Europe. Abdul-Hamid, depuis une telle aventure, n'a pu reposer un moment. L'insomnie, le manque d'appétit, la crainte des possibilités d'assassinat augmentent ses terreurs. En voyant sa vigilance bafouée, ses eunuques achetés, ses cérémonies profanées, la sacro-sainteté de son palais violée, ses favorites enlevées en pleines cérémonies liturgiques, il a dû maudire l'heure de sa naissance, et faire serment d'exercer de cruelles représailles. Depuis ce jour, les mesures de rigueur augmentent, et à mesure que la sévérité est plus grande, s'accroît en haut le despotisme, en bas l'indiscipline et l'idée de révolte dans cette prison qui porte le nom d'Empire.

* * *

Il est temps de chercher la vraie solution du problème oriental. Les trois races des peuples chrétiens d'Orient, les Grecs, les Slaves, les Roumains, doivent constituer chacune séparément une forte nationalité; et ces nationalités doivent constituer une forte confédération qui les élève sur les ruines de l'empire Turc et les préserve de deux terribles menaces : la menace de l'empire germanique et la menace de l'empire russe. Il n'y a pas à en douter. Les Russes tendent à opprimer les Greco-Slaves et les Roumains, tandis que les Allemands s'efforcent à les germaniser par tous les moyens. Et une confédération entre eux peut les sauver et les établir solidement en Europe. Cette confédération étroite de races diverses existe aujourd'hui en un peuple qui paraît appelé à être comme une grande école d'humanité : le peuple suisse. Il existe dans les Alpes suisses des cantons de sang et de langue latins, ainsi le canton de Vaud et le canton de Genève; il existe des cantons de sang et de race germaniques, et ils sont en majorité; il existe des cantons mixtes de

l'un et l'autre sang, comme le canton de Fribourg; il en est de Romains, comme le canton des Grisons, et de purement Italiens, comme le beau canton qui avoisine les lacs enchanteurs du Nord de l'Italie. Et grâce au mécanisme de la Confédération, tous ces cantons conservent entre eux, dans leur droit particulier, toute leur autonomie; ils constituent par leur union une des nationalités les plus fortes et les plus unies d'Europe. Il en sera de même pour les Latins de Roumanie, les Hellènes de Grèce, les Slaves de Serbie et les demi-Slaves de Bulgarie.

Tous pourront conserver leur indépendance et former une des fédérations les plus brillantes et les plus capables de servir au développement de l'esprit humain, et de figurer avec grandeur sur notre planète. Quand l'histoire européenne était à son aurore, on n'en distinguait qu'à peine les lignes à l'horizon; de même aujourd'hui, au doux crépuscule, on ne distingue plus les faits dans ces montagnes de l'Illyrie, où les peuples du nord viennent mêler leur sang à celui des peuples autochtones d'Occident. Le grand conquérant macédonien commença par pacifier ses voisins avant de soumettre les peuples éloignés; c'est en l'Illyrie qu'il exerça ses talents guerriers. Les Romains, en passant par l'Illyrie, subjuguèrent la Grèce. Le grand Trajan forme avec l'Illyrie, la Dacie, la Mésie et la Pannonie, cet empire fort comme une muraille contre lequel se brisèrent les invasions barbares, semblables à l'océan sorti de son lit. Des crêtes de ces montagnes, la colère d'Alaric et l'épée d'Attila s'étendirent sur tout l'empire romain; dans les vallées, les Slaves, sous la direction de Douchan, l'Alexandre de sa race, formèrent un empire qui, au Moyen Age, peut rivaliser avec l'Empire byzantin; un jour Constantin sur son trône pensa à élever l'empire d'Orient; depuis les Tartares jusqu'aux Magyars, depuis les croisés jusqu'aux Turcs, tous sont aliés, tous sont venus de l'Orient à l'Occident, et de l'Occident à l'Orient, ils ont passé par cette voie sacrée des races, par cette ouverture des invasions, par cette zone des humaines destinées. Ainsi il convient à l'Europe et il convient au monde que des territoires tant privilégiés soient au pouvoir de peuples qui, loin de les employer pour menacer de grandes conquêtes, les emploient pour constituer une confédération pacifique, ouverte aux relations internationales, prévoyante et bienfaisante, apte à l'industrie et au commerce, à la noble cause de la liberté et du travail.

* * *

La Turquie doit disparaître de l'Europe, mais non le peuple turc. Ces proscriptions de races entières ont pu être imaginées aux temps anciens, quand l'idée du droit n'existait pas, mais non en notre époque, quand l'idée du droit s'avive de plus en plus dans la conscience. Notre tolérance religieuse peut résoudre ce problème, ce que n'aurait pu faire aucun autre siècle. Il n'est pas besoin de traiter les Turcs comme Titus traita les Juifs, ou Philippe III les Maures; il est inutile de les arracher à leurs terres, à leurs biens, à leurs mosquées; il faut les y laisser en repos; seulement l'État, en raison de leur nombre, ne saurait leur accorder les mêmes droits qu'à tous, parce que jamais ils ne parvien-

dront à comprendre ni à concevoir l'idée capitale de notre siècle, l'idée d'égalité religieuse. Leur enlever le gouvernement, l'Etat, le pouvoir ne veut pas dire qu'on doive leur enlever la faculté de vivre en paix et en liberté au milieu de nous. Tous les hommes ont droit au droit; seuls les hommes qui savent respecter le droit des autres ont droit au pouvoir. Et les Turcs ne savent ni ne peuvent respecter le droit des autres. Leur religion les en empêcherait si ne s'y opposait leur tempérament et leur caractère tyrannique et conquérant. Constantinople, cette tête des Balkans, la plus admirable des trois grandes péninsules méditerranéennes, doit être une ville hanséatique, municipale, libre, sans douanes, sans rois, garantie par toutes les puissances, administrée par toutes les races.

Une partie considérable des peuples slaves est soumise aux Hongrois, et entre dominateurs et dominés règne une terrible animosité historique. Les Slaves se plaignent que la Hongrie agisse avec eux comme l'Autriche s'est conduite au temps de Méternich avec les Hongrois et ils se considèrent aussi malheureux que leurs frères soumis aux Turcs. Et, de leur côté, les Hongrois disent que les Slaves sont, sur toute la terre, les sergents de la Russie; qu'en 1848, ils se constituèrent les sbires et les soldats de l'empereur Nicolas l'aidant à enterrer l'héroïque Hongrie qui réclamait son indépendance.

Il y a réellement des plaintes fondées de l'une et de l'autre part. Les Slaves ont raison de dire que les Hongrois les oppriment à l'extrême, méconnaissant leurs droits à l'autonomie, et les Hongrois ont raison de dire que les Slaves, comptant trop sur l'appui moscovite, entretiennent l'ambition déraisonnable de la Russie. L'ambition moscovite : voilà le grand péril que renferme la question d'Orient, voilà le danger capable de donner encore un regain de vie à la Turquie. Que deviendrions-nous si un empire immense possédait la Baltique, le Bosphore, le Volga, et le Danube, les immenses steppes de Russie, et la péninsule des Balkans, les Slaves du Nord et les Slaves du Midi, la mer de glace et la mer d'Athènes et de Venise? La liberté, la variété, la civilisation de l'Europe entière disparaîtraient sous l'immense poids de cet Empire asiatique, comme disparurent les arts et les libertés de la Grèce ancienne sous le joug de la Macédoine.

Si derrière les Slaves apparaît la Russie, l'Europe appuiera la Turquie. Mais si les peuples slaves tendent la main à leurs frères d'infortune, aux Grecs, aux Illyriens, aux Roumains, et se réconcilient avec les Hongrois, ils désagrégeront en leur temps deux empires qui ont été également oppresseurs, l'Empire Autrichien et l'Empire Turc, et inaugureront dans toute l'Europe une ère de paix et de liberté.

VII

Les élections en Espagne. — Ma candidature à Murcie. — Motifs pour lesquels je suis sorti de ma retraite et je me suis porté candidat. — Manifeste à mes électeurs de Murcie. — Après l'élection. — Congrès de la paix universelle à La Haye. — Initiative prise par la Russie. — Formation et situation de l'empire russe. — Politique de l'Allemagne. — Mouvement luthérien dans le parti pangermanique d'Autriche. — Violences de la Russie en Finlande. — Voyage du roi Humbert. — Questions orientales. — Conclusion.

Les élections viennent d'avoir lieu en Espagne; elles ont donné les résultats prévus. Notre corps électoral est mis chaque année en mouvement, ce qui n'est pas un bien; il ne prend goût en aucune façon à cet exercice, bien qu'il soit répété avec fréquence. En théorie, le droit de suffrage est fort à la convenance des méridionaux, mais dans la pratique on se soucie peu de l'exercer; il exige un effort et tout effort répugne à notre paresse native. Un olympe de Normands et de Saxons est composé de dieux batailleurs, en perpétuel état de guerre; nos deux olympes, le Grec et le Romain, divinisent le repos, l'oisiveté. Notre société repose sur trois principes démocratiques : le service pour tous obligatoire; l'instruction primaire pour tous obligatoire; le suffrage universel. Il faut rendre le vote obligatoire. Là où la société est constituée sur les droits fondamentaux de l'humanité, il en découle un devoir qui consiste en la pratique et en l'exercice du droit. Pour les lecteurs de la *Nouvelle Revue Internationale*, si bienveillants à mon égard et si accoutumés à commercer intellectuellement avec moi, ces élections ont quelque chose d'étrangement nouveau qui les intéresse et que je dois leur expliquer. Après onze années d'abstention électorale et parlementaire pendant lesquelles, nommé toujours député, je n'allais jamais aux Cortès, je me suis présenté à Murcie qui n'est pas mon ancienne circonscription, et j'ai été élu. Le motif qui a inspiré ma candidature est aisé à déterminer; bien souvent j'en ai parlé dans les colonnes de la *Revue*. Je me suis retiré du Congrès, bien que victorieux au scrutin, lorsque, les libertés fondamentales établies, celles que Thiers appelait les libertés nécessaires, l'idéal de toute ma vie fut en partie réalisé. Mais dès qu'a surgi cette réaction, aujourd'hui dominante, dès qu'a surgi le Vaticanisme qui menace la liberté religieuse, le Régionalisme qui menace l'unité nationale, le Doctrianisme qui menace les droits individuels, j'ai renoncé à ma retraite, et, avec toute mon énergie, je suis entré dans la mêlée. Tout cela est expliqué dans le manifeste, adressé aux électeurs de Murcie; je le publie dans son intégrité.

*
* *

« Tous ceux qui, le jour, portent intérêt et, la nuit, réflexion aux choses de la politique, connaissent ma façon de procéder, depuis les dix dernières années, en matière électorale. En réalité je ne me propose ni ne m'offre à aucun comice; mais si un comice me présente, j'envisage cet honneur extraordinaire, quelque signification qu'il ait, comme immérité pour celui qui est si éloigné des partis militants et de leurs mutuelles compétences. J'ai été fidèle à cette manière de voir depuis que, de ma propre volonté, je suis resté sans parti et depuis que je me suis consacré exclusivement à défendre dans la presse l'ensemble de mes dogmes et de mes actes passés, sans renoncer à l'idéal qui vivifie tout, ainsi le soleil, mais sans méconnaître l'empire souverain de la vivante réalité avec ses impuretés, ses imperfections, ses ombres. Ainsi, alors que de nombreux amis me présentaient à Murcie, réclamant ma formelle adhésion, je me refusais à la donner, estimant qu'ils n'en avaient pas besoin et que je ne devais pas la leur accorder, car les noms de ceux qui n'ont cessé de s'intéresser à la politique, appartiennent, en temps d'élection, à tout le monde. La seule chose que peut faire un candidat, ainsi désigné, c'est d'affirmer ses actes et ses croyances afin que nul ne soit induit en erreur. Pour cette raison, lorsque des groupes considérables d'amis m'annoncèrent qu'ils me présenteraient à Murcie, que je le voulusse ou non, je me déterminai à accepter et je dus l'annoncer afin que mon silence ne fît pas le jeu de mes adversaires. Donc j'accepte d'être candidat à Murcie. »

*
* *

« Vous connaissez ce que je veux et ce que je ne veux pas. Je ne veux pas des sophismes doctrinaires qui menacent de restreindre les droits individuels, tels que les reconnaît notre législation en vigueur, et d'atteindre la souveraineté nationale par de graves altérations du suffrage universel et du jury; je ne veux ni d'un retour en arrière dans les relations entre l'Église et l'État qui doivent demeurer telles que les a laissées le mouvement de septembre; ni encore moins de serviles complaisances envers les sectaires de l'absolutisme et de la théocratie toujours en armes; je ne veux pas d'un régime régional, capable de démonter le squelette et l'organisme de notre patrie sans jamais les reconstituer; je ne veux pas la suppression de notre enseignement officiel, car le gouvernement serait matériellement réuni au clergé et nous serions soumis à un régime de despotisme sacerdotal qui écraserait l'intelligence, et porterait atteinte à la propriété; je ne veux pas la résurrection des classes, incompatible avec l'égalité politique et civile de notre race, ennemie dans les choses intellectuelles du *distinguo* et dans les choses sociales de l'exception et du privilège; je ne veux pas ces absurdes ententes économiques, opposées à l'unité du trésor public, au paiement de la dette nationale et à la bonne gestion des intérêts généraux; je ne veux pas une politique sans politiciens et des politiciens sans politique, qui en détruisant toute hiérarchie nationale, sans mettre

en haut un gouvernement fort — ce que jamais ne fut la dictature renversée — produiraient, en bas, dans les classes populaires, la désunion et le désordre universels. »

*
* *

« Je mets la patrie avant tout et au-dessus de tout. J'ai une foi si entière en sa vitalité que je me remémore la France d'Iéna, l'Italie de Novare, la France de Sedan, et je crois à l'Espagne qui possède de telles ressources et de tels recours qu'elle pourra s'élever au-dessus de ses infortunes et recevoir, pour guérir ses blessures causées par une longue suite d'erreurs historiques, les effluves de l'esprit moderne qui infusera dans ses veines du sang nouveau et dans ses nerfs une électricité nouvelle. Je n'appartiens pas au groupe de ceux qui condamnent toute religion positive. Les eaux très amères de l'Océan perdent leur amertume par l'évaporation ; ainsi les cruelles exacerbations de la vie humaine diminuent et s'adoucissent si une partie de notre vie arrive, pour son bien, à s'évaporer facilement dans la foi et l'espérance religieuses. De même qu'il faut reconnaître l'Etat, de même qu'il faut reconnaître l'Université, de même qu'il faut reconnaître l'Art, de même il faut reconnaître l'Eglise. Et en la reconnaissant, il faut se remémorer que son droit ne consiste pas à blesser les droits des autres organismes sociaux. Opprimer la science pour soutenir l'Eglise est contraire au sens commun ; l'Eglise et la science ont leur criterium indépendant, propre ; l'une la foi et l'autre la raison. Comment les choses se passent-elles pour les fleurs ? Au baiser de la lumière du jour et au souffle de l'air ambiant les fleurs exhalent l'oxygène, le gaz de la vie ; mais si vous les respirez dans les ténèbres de la nuit et entre quatre murs, elles vous envoient de l'acide carbonique, le gaz de la mort. De la lumière, de la lumière, beaucoup de lumière : voilà ce dont a besoin notre patrie. Mais, pour avoir de la lumière, je maintiens la liberté, comme la caractéristique de notre race ; l'égalité, extension de la liberté à tous les citoyens en droits identiques ; et la forme du gouvernement s'adaptant à ces deux principes fondamentaux, la forme républicaine.

*
* *

« Certes, je suis prêt aujourd'hui à défendre toute sage conservation, de même que je suis prêt à m'opposer à toute réaction. Si le peuple espagnol veut obéir à sa providentielle destinée, il n'aura pas d'autre pensée que de mettre de l'ordre dans ses finances. Tout doit se subordonner à cette nécessité suprême. Et pour l'arrangement de ses finances, la première obligation est une solide stabilité et pour obtenir une solide stabilité, ce qui importe le plus c'est de laisser intactes les bases du droit et de demeurer sourds aux réclames de tant d'innovateurs aventureux qui croient posséder pour tous les maux des recettes souveraines et des formules pharmaceutiques comme si le corps collectif social était d'une composition adéquate à celle du corps humain. Je mettrais à la tête de l'Etat, non un réformateur politique enclin à tout modifier, à tout rénover, je mettrais un financier disposé à ne s'occuper que de la ques-

tion financière. Il ne faut croire ni à des messies apocalyptiques, ni à ce messie céleste, après lequel soupirent les peuples esclaves et nullement préparés à se gouverner d'eux-mêmes. Diminuer les dépenses excessives; avoir les corps administratifs nécessaires à empêcher les filtrations économiques; recouvrer l'impôt en son entier et imposer tout ce qui est imposable; empêcher les dilapidations; faire face à toutes nos obligations et persuader au peuple qu'il paie l'impôt pour lui, pour sa prospérité et sa grandeur, et non pour une oligarchie d'exploiteurs intéressés et égoïstes de la sueur et du travail populaire; arriver au nivellement de l'impôt et mesurer les dépenses aux besoins; voilà tout ce que réclament les finances nationales, dans les entrailles desquelles on doit planter l'arbre de notre régénération et semer les germes de notre progrès.

*
* *

« Maintenant, vous savez ce que votent ceux qui m'accordent leurs suffrages. Quel que soit le résultat de vos efforts, je vous en sais gré, non pas tant à cause du triomphe, mais parce que j'ai vu vos travaux, vos luttes, votre enthousiasme et votre confiance en ma personne. Ceux qui sont battus aux élections ont coutume de se croire déshonorés politiquement. Je suis le seul Espagnol ayant appartenu à tous les Cortès depuis la Révolution, et jamais je ne me suis prévalu de tant de victoires; des commencements de ma vie publique jusqu'en 1869, je fus toujours battu et jamais je ne me crus diminué ni atteint par la défaite. Il y a maintenant une chose qui vous est particulière et je ne l'oublie pas. Dans une grave circonstance, vous avez eu une discussion sur le caractère moral. J'ai peu de goût pour ceux qui crient à plein gosier à la moralité. Je crois aussi indispensable pour le politicien la morale publique que pour le soldat le courage militaire. Et jamais je ne la mentionne ni ne m'y appesantis parce que l'accomplissement du devoir n'est pas un mérite. Mais sans doute vous vous êtes souvenu que mon gouvernement établit pour la première et unique fois le service militaire obligatoire, étant dans la nécessité de prendre des mesures radicales pour l'accomplissement des lois et l'extirpation des abus. On oublie entre nous si facilement les services, que je vous suis reconnaissant de la sainteté de votre souvenir. Je me rappellerai toujours que Murcie ne m'a pas oublié dans ces circonstances, et je lui conserverai toujours l'affection que je ressentais pour cette région et cette ville lorsque tout enfant je parcourais ses campagnes où les Grecs placèrent leurs champs élyséens, les Arabes trouvèrent leur Eden; et si le chrétien n'en fait pas son Paradis, c'est qu'il le cherche dans le ciel. »

*
* *

Après avoir traité les côtés de nos élections qui peuvent intéresser les lecteurs de la *Revue internationale*, nous examinerons les principaux événements européens. En premier lieu se présente l'intéressant problème du désarmement posé par l'empereur de Russie. La commission internationale, composée de délégués et de représentants de tous les

gouvernements, se réunit à La Haye à la fin du mois de mai; elle est expressément chargée de discuter et d'élucider la question du désarmement; ce serait un grand soulagement pour les budgets de chaque État, une espérance d'utiles réformes pour les peuples, l'unique moyen de dégrever les charges du consommateur, la fin des âges conquérants et guerriers, le commencement de l'ère rédemptrice du travail. Mais quelques illusions, quelques espérances que suggère le désarmement, nul n'a confiance en Europe en sa réalisation, en son application, à cause des puissances auxquelles on doit sa franche et première proposition officielle. Les relations internationales de caractère pacifique déterminent une politique nationale de même caractère sans remède dans chaque peuple. Les deux grands révolutionnaires du siècle passé furent Rousseau, dans la sphère du sentiment, et, dans la sphère de la science et de la raison, l'immortel Kant. Ce philosophe, espèce d'Aristote ressuscité, en traçant les règles de l'entendement humain, écrivit un traité de paix perpétuelle; dans ce lumineux traité, il établit avec une extrême certitude que pour entrer dans la politique internationale pacifique, il fallait que chaque peuple, dans sa politique nationale intérieure, optât pour la forme républicaine, unique forme susceptible de défendre et de sauvegarder l'intérêt du peuple. Comment espérer des empires despotiques un progrès qui développerait les droits et les intérêts de toute la démocratie européenne? L'histoire individuelle de chaque peuple est un système qui prend place dans la série organique où les parties correspondent au tout, et le développement de cette histoire est un mouvement dialectique. Étant donnée son histoire, étant donné le développement de son histoire, la position qu'il occupe au nord et à l'orient de notre Europe, son immense extension en Asie, l'empire russe, essentiellement despotique et guerrier, ne peut représenter la liberté et la paix. Et s'il ne le peut, encore moins le peuvent ces organismes capitaux existant aujourd'hui en Europe. Hormis la France et la Suisse, dotées d'organisations démocratiques, les autres puissances, presque toutes impériales, avec des Césars et des rois qui, généralement, sont à cheval, consommeraient un énorme sacrifice en proclamant la paix perpétuelle; ce sacrifice n'entraînerait pas celui d'une partie du pouvoir omnipotent dont ils jouissent, mais celui de toute leur existence. L'empereur d'Allemagne déclare avoir nommé pour ce congrès de la paix les premiers maîtres en droit international de son empire. Et ces maîtres disent à qui veut l'entendre que la douleur de la guerre leur semble une corvée de l'humanité impossible à supprimer; instituée par eux, cette corvée est non seulement nécessaire et fatale, mais encore salutaire. On ne saurait attendre autre chose d'une assemblée dont la réunion a été provoquée par le plus grand des despotes du monde. Que si l'on en doutait, on n'a qu'à étudier la nature et le développement de l'empire russe.

*
* *

L'antique empire d'Orient toujours se vit menacé par les races barbares auquel il opposa, durant six siècles, une résistance invincible,

mais il finit par tomber sous le cimeterre des Turcs. Les Turcs, possesseurs de l'empire, qui bataillèrent si fortement pendant deux cents ans, se voient menacés aujourd'hui par les races boréales qui peuplent le nord de l'Europe et vivent sous le despotisme de la Russie. Il est peu de phénomènes politiques et sociaux aussi curieux que la formation de l'immense empire moscovite, lié étroitement au sort et à la destinée de tous les peuples orientaux. A mesure que l'étoile de l'Espagne, tristement déclinait de sa splendeur, deux grands empires surgissaient, l'un guerrier et continental, l'autre maritime et colonial, à savoir l'empire russe et l'empire britannique, tôt ou tard appelés à se choquer dans une terrible conflagration pour la possession directe ou indirecte de la Turquie et pour leur propre suprématie sur la terre entière. En laissant de côté l'Amérique et l'Afrique, où les Russes n'ont aucune possession, une portion considérable de l'Europe et une portion non moins considérable de l'Asie leur appartiennent aujourd'hui en absolue domination. Chacun s'étonne de voir comment la terre se divise entre la grande puissance orientale et la grande puissance occidentale, l'une organisée pour le commerce et l'autre pour la lutte, toutes deux entraînées par leurs organisations contradictoires à une concurrence et à une guerre qui, demain, peut troubler et ensanglanter, tel un cyclone terrible et dévastateur, les mers et les continents. Une idée très confusément en germe dans la vieille histoire et chez les anciens peuples anime la Russie : l'idée de race. Pour ce très vaste empire, il y a un rôle à jouer, une mission à remplir dans la civilisation moderne : c'est la fédération des anciens Esclavons, les uns esclaves de l'Autriche, les autres esclaves de l'Allemagne, les autres esclaves de la Turquie, selon leurs divisions et leurs fractionnements. Mais, parmi tous ces peuples de même origine et de même destinée, celui qui attire le plus l'attention à cause de sa proximité géographique et de sa consanguinité physiologique, c'est celui qui est connu sous la dénomination célèbre de Slave du Nord. Famille nombreuse et féconde, elle est divisée entre les Scandinaves, les Allemands, les Autrichiens, les Suédois, les Norvégiens, les Danois, les Hongrois; cette division indigne et soulève naturellement le Russe, très puissant dans son Etat, et, pour la faire cesser, disposé à en appeler aux armes et à verser son sang. En observant la marche de la Russie depuis qu'elle a commencé à avoir conscience de sa force, de sa volonté, on se rend compte comment elle s'est proposée d'enlever aux Scandinaves, aux Magyars, aux Teutons, aux Turcs leur domination sur les races slaves, en constituant avec elles une sorte d'immense confédération militaire; cette confédération aurait à sa tête un tzar, un général, un empereur, un pape, une espèce de demi-dieu, destiné perpétuellement du haut de son trône, pareil à un chariot nomade de guerre, à soutenir une lutte incessante, dans le but de réunir, et, après avoir réuni, de venger une race opprimée depuis des siècles par des races rivales.

* * *

Au VIII[e] siècle, les familles scandinaves et les familles esclavones vivaient fort séparées. Mais, ayant formé dans les grandes péninsules du

Nord ces trois groupements politiques qui se nomment la Suède, la Norwège et le Danemark, vite la tension intense de tous les États qui aspirent à s'agrandir et à s'étendre les porta à mêler de force les Esclavons et les Scandinaves, comme déjà ils s'étaient mêlés avec les Allemands. A la fin du IX[e] siècle, quatre grands groupements constituaient les Slaves du Nord. Un de ces groupes s'étendait en Poméranie, dans le Brandebourg, en Saxe, peuples aujourd'hui germanisés complètement. Un autre de ces groupes formait la Bohême et la Moravie où l'empire germanique a exercé une puissante influence, mais sans parvenir à les germaniser. Un troisième groupe forma la Sibérie, condamnée par sa position géographique et par son caractère historique à souffrir de nombreuses et graves compétitions. Le groupe établi plus à l'orient, groupe sis entre la Russie et la Hongrie, dut former le premier royaume de Pologne et servir bientôt à la Russie de communication plus ou moins forcée et violente avec le centre de l'Europe. L'idée de race domine toute l'histoire russe. Ainsi les Serbes et les Bulgares, dominés par la Turquie, les Macédoniens de sang boréal qui ont voulu échapper aux prétentions de la Grèce et à l'orthodoxie du Phanar, les Tchèques et les Moraves dans leurs compétitions avec l'Autriche, les Esclavons de diverses races et croyances qui ont eu la prétention de s'évader de la germanisation, les Croates blancs qui ont constamment lutté contre la Hongrie, tous ces peuples tournent leurs regards vers la Russie, tous la saluent comme une représentation supérieure de l'immense Esclavonie, rêvée par chacun dans sa respective servitude. Nous n'avons pas à parler du royaume de Pologne. La Pologne, le plus grand des États formé au Moyen Age par les Esclavons, soit pour avoir adhéré à l'église catholique, soit pour d'autres causes, résista toujours aux doubles attractions des Allemands placés à son occident et des Russes placés à son orient, repoussant avec la même répugnance tant la russification que la germanisation. Ainsi, on peut assurer que les caractères distinctifs de l'histoire polonaise marquent d'inextinguibles compétitions avec la Russie, durant lesquelles, dans des alternatives multiples et variées, elle commence ou subit d'effroyables conquêtes. Aujourd'hui, en nous rencontrant avec les Russes de notre temps, les plus libéraux et les plus avancés, si par hasard on les interroge sur le sort futur de la Pologne, si l'on déplore son malheur et son démembrement, ils nous disent que la terre martyre devait supporter ces massacres terribles et voir ses membres répartis entre les despotes à cause de ses empiétements sur la Russie et de ses anciennes tyrannies. Le même dénigrement systématique employé par les Romains de l'Empire occidental contre les Grecs de l'Empire oriental a été répété par les Russes envers les Polonais.

* * *

La honteuse légèreté de ses rois historiques, les conflits des élections royales, les tumultes des assemblées anarchiques, les cruautés de ses aristocraties superbes, le destin misérable de ses paysans esclaves, les complications de ses guerres civiles continuelles, tout ce qu'elle a pu

enlever moralement à la Pologne bien avant de la dépouiller matériellement et pour jamais, tout a été divulgué dans la conscience européenne par les Russes, grâce à une conjuration intellectuelle formidable qui a appris comment on assassine et comment on déshonore. On peut donc comprendre la cause de la haine des Russes envers leurs frères en slavisme, envers leurs grands frères, les forts et héroïques Polonais. La Pologne représentait une barrière sur laquelle devait se lancer la Russie et le Russe la démolit, ainsi la mer détruit la dune qui la limite et l'arrête. Le Russe enfermé dans les régions centrales d'une steppe presque océanique et sans communication directe, ni avec la mer, ni avec le cœur de l'Europe, devait détruire nombre d'Etats pour s'agrandir et s'étendre dans les espaces nécessaires à son développement. Les Scandinaves lui fermaient le passage vers la mer Baltique ; les Turcs et leurs Khans vers la mer Noire ; les Cosaques et les Kirghis vers la mer Caspienne ; les Polonais et les Hongrois vers l'Europe centrale. Il lui fallait se battre en même temps avec tous dans cent combats titanesques pour remplir son rôle historique ; la Russie a lutté depuis le commencement de son organisation, révélant sa mission dans l'avenir, mission guerrière et conquérante.

*
* *

Il est certain que nombre de dominations étrangères se sont imposées à leur esprit natif. D'abord paraissent les Scandinaves établissant leur autorité sur les Slaves plus septentrionaux ; puis les Magyars et d'autres races touraniennes et tartares exercent leur empire sur la Russie. Cependant, dans la matière diffuse irradiée à travers d'immenses territoires, et qui s'appelle l'Esclavonie du Nord, se formaient des noyaux plus aptes et plus idoines à composer le centre de nouveaux Etats et le germe de nouveaux peuples. Ici la cité de Novogorod, là la ville de Kieff offrent un centre aux Russes baptisés sous l'appellation scandinave. Mais ce qui toujours les inquiète, même avant l'an mille, c'est la possession de ce noyau dont la vertu attractive inspire même aujourd'hui la majeure part de leur transformation, la possession de Constantinople. Quand, après avoir descendu à la voile le cours d'un fleuve bordé de tribus guerrières et ennemies, comme le Dniéper, les Russes devaient retourner en arrière sans toucher au Bosphore, ils se consolaient de leurs défaites et de leurs reculs en voguant sur la mer Caspienne, sachant que de là ils pouvaient se diriger vers l'Asie centrale et vers l'Asie mineure, menaçant les empereurs de Constantinople et les soudans de Perse. Mais, dans cette période d'efforts, la lutte était incessante et terrible. On dit qu'au fond de la mer il se livre des combats effroyables dont les horreurs échappent aux espèces qui vivent sur la terre ferme et respirent une pure et vivifiante atmosphère dans notre air oxygéné ; de même nous ne pouvons nous former une idée aujourd'hui, dans les progrès des temps modernes, dans la plénitude complète de l'esprit européen, nous ne pouvons nous former une idée, non, de la guerre au couteau, implacable, qui, dans ces abîmes profonds des anciens temps, précipitait des peuples contre d'autres peuples, des races contre d'autres races, quand se for-

maient peu à peu les nationalités et surgissaient les États enfantés par la féodalité parmi les rafales d'une tempête sans fin et parmi les secousses de tremblements de terre sans mesure et sans limites. Imaginez-vous quels efforts la Russie devait employer pour se lancer de la Baltique à la Suède, pour détruire au milieu de ses steppes la domination de la Pologne, pour s'opposer aux ordres Teutoniques qui lui barraient le passage et l'empêchaient de dominer, pour s'infuser le sang des Cosaques en Ukraine, pour s'étendre en Orient, soumettre les hordes de l'Oxus, les Kanades de Kazan et d'Astrakan sur les rives du Volga, dominer sur les eaux du Don, pénétrer à Tobolsk, capitale de la Sibérie, entrer dans le Pont Euxin si convoité, comme dans le mystérieux Turkestan, enfin pour devenir, par un véritable miracle, une puissance de premier ordre à la fois européenne et asiatique. Aucune de ces choses ne pouvait s'accomplir qu'aux dépens de la Suède et de la Pologne.

Lorsqu'au commencement du XVIII[e] siècle, le czar moscovite se déclara empereur de toutes les Russies, une grande partie de ces Russies, qualifiées par les adjectifs de petites, blanches, noires ou rouges, étaient sous le pouvoir de la Pologne, de même que la mer Baltique et la mer Noire étaient sous la domination du roi de Suède et des Khans de Crimée. La fondation de Pétersbourg, ville aujourd'hui capitale de l'empire moscovite, avec ses rues géométriques, ses monuments réguliers, pareille en tout à une caserne de bataillons conquérants et à une officine de bureaucrates arbitraires, n'a pas d'autre signification que la victoire de Pierre le Grand sur Charles XII de Suède et la consécration de la prise de possession des rives de la Baltique, que l'on peut appeler, en raison de son importance planétaire et géographique, une Méditerranée du Nord. La Suède chassée de la Livonie, de l'Esthonie, de la Ingrie, d'une partie de la Karétie, d'une autre partie de la Finlande, il fallait que la Russie, dans ce monceau de victoires remportées dans les commencements du XVIII[e] siècle, s'ouvrît un passage jusqu'au centre de l'Europe, dût-elle fouler aux pieds le cadavre de la Pologne. Le premier acte auquel se détermina la Russie, ce fut le partage de ces territoires que les ducs de Lithuanie avaient pris et réuni au royaume de Pologne. Ce premier démembrement, qui précéda, d'environ, trente ans la Révolution française, fut suivi d'un autre consommé déjà en l'année classique et plus terrible que l'effrayante et féconde révolution. Pendant que les conventionnels décapitaient les rois — hélas! — les rois enterraient la Pologne.

En 1793, l'empereur de Russie et le roi de Prusse s'étant mis d'accord consommèrent le terrible crime, commencé déjà depuis bien des lustres. Plus rien ne demeura presque de la nationalité première. La Pologne fut attribuée à la Russie et les restes de ce grand peuple furent livrés à la Prusse. Deux années plus tard, l'Autriche réclama sa part; ce fut le dernier partage. Ainsi se perpétra la destruction finale. La Russie s'empara de ce qui lui plut; l'Autriche s'agrandit avec la région nommée Galicie, le berceau de la Pologne; la Poméranie forma une partie de la Marche de Brandebourg. Ce crime, contre lequel tous nous nous sommes élevés et que personne n'a châtié, crime horrible que l'histoire ne flé-

trira jamais assez et que les despotes accomplirent pendant la Révolution, ouvre sous les plus mauvais auspices notre siècle expirant.

* * *

Mais de toutes ces choses, il en résulte des accroissements continuels pour la grande Russie. Le même czar qui avait atteint la mer Baltique atteint aussi la mer d'Azoff. Ce chemin par où les Tartares et les Mongols étaient tant de fois venus, en invasions redoutables, à la conquête de l'Orient européen, est fermé, peut-être pour toujours par les races aryennes du nord, installées en Crimée. Tantôt en luttant avec la Turquie, tantôt en entrant dans des combinaisons difficiles à saisir et à exposer, le jeune peuple russe est parvenu aux rives de la mer Caspienne, a soumis le royaume chrétien de Géorgie, a obtenu une partie considérable de la Perse, a discipliné les hordes Kirghiss, a avancé ses frontières vers le Pruth et le Danube, a colligé tout le pays, de l'embouchure du Terek à l'embouchure du Kur, a annexé la Mingrélie et la Circasie, a pris, en Arménie, Batoum et Kars, a étendu ses domaines par la Mongolie et le Turkestan à la capitale du grand Mogol, a bu les eaux de l'Oxus, tant désirées par Alexandre, a mis en tutelle des territoires comme Kiva et Bouckarah, est arrivé par la rive gauche de l'Amour à la Chine, pendant que par Mérv il menaçait la Perse et par l'Afghanistan l'Inde ; avec des territoires si divers, avec des tribus si variées, le Russe a constitué un empire si vaste et de tendances si opposées que d'une part il possède une civilisation, et une civilisation supérieure à la barbarie, tandis que d'autre part il menace irrémissiblement la civilisation par sa barbarie ; il est ainsi enveloppé dans une sorte de haut et impénétrable mystère dont les destins futurs peuvent à peine se présumer et dont la divine Providence impénétrable dans ses desseins garde seule le secret. Ce qui est certain, c'est que la Russie morcelée en populations diverses, soumise d'abord aux Pizarres et aux Cortès suédois, baptisée par la main de Constantinople à la fin du xe siècle, décomposée en états féodaux pendant tout le xie siècle, tombée sous le joug des Tartares au xiiie siècle, conquise par la Pologne et le Lithuanie, refaite plus tard aux alentours de Moscou, en perpétuelle lutte avec les Turcs, les Germains, les Polonais, les Barbares de toute provenance et les royaumes de toutes sortes, la Russie suit aujourd'hui une politique vraiment sienne, laquelle a pour objet la conquête éternelle de certains territoires ; pour cette conquête, elle a déployé une ténacité incontestable et elle a promené ses soldats sous les murs de Constantinople et dans les vallées de Caboul, frappant la Turquie et la Perse, l'Inde et la Chine, mais, en réalité, menaçant l'Angleterre dans ses possessions d'Orient, l'Autriche dans ses anciennes prétentions sur les peuples thraces et dans sa domination présente sur les peuples esclavons, la Germanie, en raison d'une rivalité séculaire, sans que personne sache avec certitude où aboutiront ses efforts et où s'arrêteront ses ambitions. Ainsi quand la Russie, au milieu de ses combats continuels et de ses plans de conquête, a proposé à l'Europe de désarmer, nul n'a cru à sa

sincérité. Certes, on doit savoir gré au czar de sa proposition humanitaire, alors surtout que la terre des anciens émigrants, la terre du progrès, l'Amérique, est devenue un foyer pestilentiel de conquérants et de pirates.

*
* *

La politique intérieure de l'Allemagne tend à un pangermanisme qui conclut à la destruction de l'Autriche et sa politique extérieure à une entente sur les faits de Chine avec la Russie et l'Angleterre, entente qui diminue la puissance diplomatique de la France et retarde la guerre universelle en Europe. Dans ce mouvement de l'esprit politique intérieur allemand, il ressort un phénomène curieux qui dénote combien la destinée d'un tel empire est liée à la destinée de sa religion historique. Les Autrichiens ont tenu une réunion publique dans laquelle ils se sont bruyamment employés à changer les dogmes pontificaux en dogmes luthériens. L'entreprise est téméraire, et, à mon sens, irréalisable. On change plus aisément d'Etat que d'Eglise. Les aristocraties peuvent se permettre ces fantaisies dangereuses, mais les peuples gardent un esprit de conservation susceptible d'arriver jusqu'à la résistance révolutionnaire et armée contre les innovations imprudentes ou exagérées. Seul un despote peut rêver ces changements ; jamais un peuple ne saurait avoir de telles pensées. Aujourd'hui même nous voyons l'immolation d'un peuple par un despote. La Finlande a gardé sous le pouvoir de la Russie une véritable et grande autonomie à laquelle les Finlandais étaient fort attachés. Mais ils viennent de la perdre par un rescrit impérial qui asservit la Finlande et la réduit dès maintenant à une petite province de l'empire russe. Ce que peut faire le décret d'un czar, le vote d'un peuple ne peut l'accomplir. Malheureux sont ces territoires et ces populations qui ont besoin de sacrifier leur historique unité à l'esclavage et à la tyrannie ; toujours ils apparaissent comme séparés de leur centre de gravité et comme ennemis de l'Etat qui pèse sur eux. La Russie n'est pas encore parvenue à s'assimiler la Pologne et elle sacrifie la Finlande. En regard de ce spectacle, nous voyons l'unité française chaque jour plus puissante dans le sein de la République ; de même l'unité italienne s'achève dans le sein de l'indépendance et de la liberté. Le récent voyage du roi d'Italie en Sardaigne, cette île qui, comme toutes les îles, obéit plus aux forces centrifuges qu'aux forces centripètes, démontre combien la force de l'unité italienne s'est étendue dans tout le corps de la nation et est arrivée à ses dernières extrémités ; depuis fort longtemps que les souverains italiens n'avaient, autour d'eux, rencontré autant d'enthousiasme. Dieu le maintienne, car l'unité italienne et l'unité française sont deux forces nécessaires à l'équilibre du monde et deux astres qui illuminent le progrès de l'humanité.

VIII

Message de cent mille républicains espagnols m'invitant à rentrer dans la politique militante. — Ma réponse expliquant les causes qui ont motivé ma rentrée dans la politique. — Dissolution des anciens pouvoirs et des anciens partis. — Comment il faut les remplacer. — Programme de la République conservatrice. — Mes avertissements aux partis de droite et de gauche. — Politique européenne. — Combinaisons diplomatiques en Asie et en Afrique. — Le mouvement religieux et politique en Bohême et dans le reste de l'Autriche. — Les vieux catholiques allemands. — Leur réapparition. — Autres faits. — Réflexions. — Conclusion.

Dans ma précédente Revue, j'ai parlé de la pression exercée par les électeurs Murciens pour m'envoyer à la Chambre; jamais les divers scrutins ne m'en avaient éloigné; ma retraite était due à mon seul vouloir. Après l'invitation du corps électoral, que je n'ai pu refuser d'entendre, m'arrive un chaleureux message portant les signatures de cent mille républicains historiques; ce message, sous des formes particulières et avec une solennité dont j'apprécie l'importance, réclame de moi ce que réclamaient déjà mes électeurs : le retour personnel à un combat où se sont consumées plus de cinquante années de mon existence. Malgré les innombrables calomnies qui m'ont poursuivi toute ma vie, je n'ai jamais cessé d'appartenir au parti auquel je me suis attaché dès mon extrême jeunesse, alors que je n'avais pas accompli mes vingt ans. J'ai l'espoir de lui demeurer fidèle, professant un culte religieux pour la démocratie, la liberté et la République. Mais sans m'écarter de ces principes, je veux tenter de créer un système de gouvernement qui remplace, grâce à ses multiples avantages, le gouvernement existant et de suivre une politique de conservation qui unisse toutes les classes, et associe tous les intérêts. C'est pourquoi j'adresse à la *Revue internationale* ma réponse au message :

*
* *

« Messieurs et amis,

« Voici onze années que je me suis retiré de la politique militante et parlementaire, non pour me consacrer à un repos idéal contre lequel protestent et mon amour du travail et l'imprescriptible nécessité du travail quotidien, mais parce que j'avais la conviction et le devoir de montrer que je n'avais été guidé par aucun motif personnel ou de parti : j'avais confiance entière dans la restauration du programme démocra-

tique et j'avais mûrement résolu de ne pas augmenter, par un fractionnement multiple et infini, le chaos, chaque jour plus grand, où tombe une démocratie qui serait souveraine maîtresse si elle avait la claire conception de la réalité, et qui demeure sans force en continuant à être une école d'idéalisme et non un parti de gouvernement; ses fatales tendances à la division intérieure et son fractionnement en partis atomiques ont pour effet et résultat, alors qu'elle devrait gouverner, de l'exclure du gouvernement. La certitude que j'avais alors que toute réaction était désormais impossible et que les plus grands ennemis de nos droits ne pourraient rien entreprendre contre le triomphe et l'application de ces droits m'éloigna de la tribune; de même, j'avais pris la résolution inébranlable de ne jamais faire partie du personnel gouvernemental tant que la forme de mes préférences ne serait pas dominante. J'abdiquai mon office de tribun ainsi que mon caractère politique et je me confinai dans mon rôle de publiciste traitant les questions du jour avec un loyal savoir et entendement, sans être empêché par les restrictions provenant de la direction d'un groupe politique important, et sans les visées intéressées, presque obligatoires, quand on est soumis aux réglementations des partis et quand on aspire avec ténacité au succès et au gouvernement.

*
* *

« Mais je ne dirais pas la vérité si j'exprimais aujourd'hui la même confiance que jadis en ce qui concerne la réaction. Premièrement s'est manifestée la volonté flagrante, dans cette société libre, de placer au-dessus de tout le mystère; nous avons vu les gouvernants prendre des airs de dictateurs pour se livrer à de plates courtisaneries, s'enfermer dans un ministère comme dans un palais enchanté, et de là, peser sur les autres ministères, afin que les portes du pouvoir soient ouvertes à ces intègres qui ne se reposeront qu'après avoir ruiné et détruit le système parlementaire si difficile à édifier dans ce siècle; à ces patientes factions réactionnaires qui, troquant les armes de combat pour les armes de fraude, caressent l'espérance de rattraper, avec un absolutisme masqué dans les maisons religieuses, tout ce qu'elles ont perdu, lors de la mésaventure carliste, dans les bois et dans les champs. Sûrement l'enseignement marche, dans ces circonstances et sous ses directeurs actuels, à un recul théocratique d'autant plus terrible qu'il se présente avec le masque de la liberté et, d'une façon jésuitique, prétend donner satisfaction aux idées les plus radicales, supprimer l'enseignement officiel ou le réglementer artificieusement pour le remettre entre les mains du clergé qui ressuscitera les chaires anciennes et dirigera l'instruction grâce à de nombreux et trompeurs privilèges. A la tête de notre enseignement, je ne vois que le couvent de Loyola, école mère de toutes les écoles réactionnaires, bien qu'il soit dirigé par des Pères Augustins, comme l'Université de l'Escurial, ou par des Pères Dominicains comme l'Institut de Vergare, ou par des Jésuites comme l'Université de Deusto, ou par des réactionnaires de toute couleur et de toute provenance, comme la célèbre Université d'Onate. Une réflexion, qui a son

importance dans ce travail rapide et succinct : « A quelle société laïque et scientifique aurait-on remis un édifice comme celui de l'Escurial, à moitié appartenant aux ecclésiastiques et consacré à un enseignement aujourd'hui s'insurgeant contre la liberté, systématiquement calomnieux à l'égard de tous les libéraux, cause première et en grande partie occasionnelle de nos désastres aux Philippines et germe de retour à la barbarie ? Et je ne veux pas parler de la réaction doctrinaire qui menace nos droits individuels, de la réaction régionaliste qui menace notre territoire paternel, de la réaction juridique qui menace notre unité nationale.

* * *

« Est-ce que les temps présents n'offrent pas beaucoup d'analogie avec ceux qui précédèrent le mouvement de Septembre ? Et puisqu'il en est ainsi, tous les patriotes ne sont-ils pas appelés à conjurer la catastrophe et à se déterminer à faire tout ce qu'il y a à faire selon la méthode sereine et légale de l'évolution graduée pour fortifier les lois et l'ordre, et non selon la méthode des révolutions cruelles qui traînent accouplées derrière elles l'incendie, le meurtre, l'extermination ? Enfin, nous n'entrerons dans l'évolution dialectique et normale vers le gouvernement de chaque citoyen par lui-même et de tous les citoyens par la nation souveraine qu'après qu'une politique bien préparée, bien réfléchie, bien établie en formules utiles, tangibles, se sera substituée, en la remplaçant, à tout ce que l'esprit public a détruit et dévoré ; cette substitution, ce remplacement se feront par la continuation de l'œuvre du progrès qui peut s'éclipser par moments mais ne saurait se perdre pour toujours. Rien d'aussi objectif que la politique. Celui qui lui oppose la subjectivité sera un philosophe et non un homme d'Etat. Rien n'est aussi contraire à tous que l'effort et la pensée d'un seul. De même que vous devez approprier vos semences au milieu ambiant, si vous voulez obtenir une bonne récolte, de même vous devez approprier vos idées à l'état physique, intellectuel, moral des peuples si vous voulez changer ces idées en institutions. Nous autres, nous sommes libéraux, démocrates, républicains ; mais la société n'est pas entière avec nous, elle est avec tous ; avec un grand esprit de conservation, de résistance, il nous faut, pour gouverner la société, la convaincre, sinon en totalité, du moins en majorité ; et puis la mener au bien avec une tenace volonté.

* * *

« Nous autres, bien que nous nous disions et que nous soyons républicains, nous sommes et nous nous disons un élément de conservation sociale Accoutumés aux radicalismes de paroles et de doctrines dans les temps de réaction, pendant la mêlée héroïque, nous ne nous sommes pas inquiétés de nos triomphes ; nous adressions d'illusoires appels, générateurs d'espérances déçues, à ceux qui ne veulent pas de la rédemption morale et politique avec nos doctrines et qui exigent une subite rédemption matérielle que nous sommes dans l'impossibilité de

promettre et encore moins d'accorder sans sortir de nos idées historiques et de notre attachement à la présente organisation sociale. Ainsi, nous retournant vers notre droite, nous devons lui dire que les pouvoirs étrangers à la société ne subsisteront pas s'ils ne sont pas oints et consacrés par l'huile de la souveraineté nationale; puis, nous retournant vers notre gauche, nous devons lui dire qu'elle ne rêve pas à des formules rédemptrices auxquelles jamais un penseur ne s'est arrêté, et qu'elle ne tombe pas dans les erreurs des plus monarchiques réactionnaires en proposant, au-dedans de la République, la ruine de l'intégrité de l'Etat, acte qui précéderait la ruine de l'unité de l'Espagne. La droite ne doit pas évoquer les classes, les hiérarchies, les corporations anciennes; elle ne doit pas rechercher des résurrections fictives, car les espèces disparues, comme nous l'apprend la science, ne reparaissent plus sur la terre; la gauche ne doit pas proposer la suprématie d'en bas, puisque la République, la démocratie, la liberté résultent du concert et de l'accord de tous. A la droite, nous dirons qu'elle ne supprime pas le budget universitaire, et à la gauche, qu'elle ne supprime pas le budget des cultes. A la droite, nous dirons qu'au milieu de la liberté scientifique il existera une école officielle, et à la gauche, qu'au milieu de la liberté religieuse il existera une église officielle. A la droite, nous dirons qu'il faut rétablir le service militaire obligatoire, organisé par les gouvernements républicains, et à la gauche, qu'elle ne doit jamais penser à supprimer les armées permanentes, aussi indispensables aux institutions progressistes que la mécanique céleste aux masses éthérées. A la droite, nous dirons de ne pas toucher au suffrage universel, et à la gauche de ne pas persévérer dans d'aveugles erreurs. A la droite, nous dirons qu'elle a l'obligation d'éloigner les catastrophes sociales en multipliant la conciliation entre le capital et le travail; et à la gauche, que la propriété individuelle doit toujours être intangible. Nous dirons enfin à la droite de ne pas provoquer les révolutions, et à la gauche de maintenir l'évolution progressive, gardant la foi et l'espérance.

*
* *

« Sans vouloir éveiller de douloureux souvenirs, désireux au contraire de montrer notre persévérance, nous dirons que ce programme est la résultante de tous nos anciens programmes; épuré au gouvernement par l'expérience, il continuera à être le phare qui me guidera jusqu'à ma mort. Pour le mettre à exécution, je crois qu'une grande concentration démocratique est nécessaire. Je l'ai proposée cet hiver avec énergie, et sur des bases précises, aux partis libéraux, pour lutter contre la réaction triomphante; ils ne voulurent pas l'admettre. Ils ne doivent pas s'émerveiller aujourd'hui d'être obligés, chacun, de rechercher sa filiation historique et de demander la concentration des forces progressistes sur leur programme respectif. Ici, personne ne veut de gouvernements sortis des urnes; tous veulent des gouvernements descendus des sommets. Je ne fais maintenant que rappeler, avec une patience toujours la même, le système qui est mien, et vous dire que

me sont un grand encouragement votre appui, votre aide, les souvenirs élogieux que vous vous remémorez; vous excitez en mon cœur un vif sentiment de gratitude, et j'irai aux Cortès soutenir tout ce que je pense, en m'efforçant de l'appliquer, en me servant de ma parole affaiblie et en employant tout ce qui me reste de forces. Je n'oublierai jamais qu'alors que, pendant un an, toutes les nouvelles s'accordaient à me rayer de la liste des vivants, vous avez pensé au pauvre solitaire frappé par les infirmités de la vieillesse et guetté par la mort. Je ne puis recommencer les anciennes campages. De même qu'il faut accommoder les lois politiques aux coutumes et aux croyances générales, de même il faut adapter le travail individuel à l'âge et à la santé. Donc, je ne fais pas appel à mes anciens amis, ni à ceux qui, sur mon conseil, sont allés vers la monarchie démocratique, ni à ceux qui, contre mon avis, sont allés vers les républicains extrêmes, car tous, avant, pendant et après l'évolution, avaient la conviction que jamais je ne me départirais de mes croyances républicaines — et républicaines conservatrices.

« Ce qui est fait est fait. Je n'aurai pas de parti dans la nation, de comités dans les provinces, d'organes dans la presse, de compagnons dans le Parlement ; je me bornerai à présenter mon vieux programme que garantit ma propre histoire pour voir si ce programme, dans les crises futures, fort graves et dangereuses, pourra servir de noyau à une grande concentration démocratique et remplacer peut-être avec avantage tout ce qui cède et tombe sous l'action de son propre poids et par l'effet d'une intérieure décomposition dont nous avons une part de responsabilité. J'ai ressenti la catastrophe plus que ses propres auteurs et je me réjouirais du remède possible, non dans l'intérêt de nos humbles personnes, mais de nos idées progressistes.

* * *

« J'entends en revenir à la proposition d'un budget équilibré à l'établissement duquel, grâce à la paix, on s'avançait peu à peu avec lenteur, mais avec persévérance, et qui nous eût procuré la prospérité sans la désastreuse guerre de Mélille ; à mon sens, cette guerre est la cause occasionnelle de nos désastres coloniaux et de notre diminution territoriale. Cette œuvre d'un budget en équilibre est la plus indispensable à notre patrie. Nous devons connaître quelles rentrées sont possibles avec les impositions, le crédit, sans écraser le contribuable, et régler, selon ces rentrées certaines, nos dépenses indispensables; et pour obtenir l'équilibre des encaisses et des dépenses, nous sommes contraints de réclamer ces deux conditions : une grande solidité dans les affaires politiques et une rigoureuse moralité dans les affaires administratives. Ainsi nous continuerons de procéder comme toujours, en servant d'abord les intérêts généraux de la nation espagnole, et les accordant avec nos devoirs ; puis les intérêts particuliers de la liberté, et les accordant avec nos compromissions. La société détruit sans cesse et produit des systèmes, comme l'Univers, de son côté, détruit et produit des êtres et des espèces. Aucun homme d'Etat, pour grand qu'il soit, aucun

parti, pour nombreux qu'il soit, ne peut ni contenir ni pousser une société. Tout ce qui, ici, finit aujourd'hui, finit parce que la société le détruit; tout ce qui s'élève pour remplacer ce qui a fini s'élève parce que la société le pousse. Opposer à cette politique naturelle de la logique une politique de violence, empruntée aujourd'hui aux carlistes, c'est comme si l'on substituait à la grande astronomie l'astrologie d'antan, à la chimie l'alchimie, à la géologie l'éternelle évolution, la géologie des cataclysmes subits, et à la science médicale de nos cliniques le guérisseur miraculeux de nos campagnes. Vous ne donnez pas la préférence aux charlatans sur les micrologistes. En bas, personne ne peut tenter une révolution; en haut, personne ne peut tenter un coup d'État. En France les dictatures militaires sont impossibles depuis Sedan. Ici, elles sont encore plus impossibles depuis Parañaque. Le masque qui cache les gouvernements représentatifs se substituant aux gouvernements parlementaires ne peut nous tromper, non : derrière lui, nous voyons César, comme derrière les revues tribunitiennes de Marc-Antoine on voyait le prétorien. Avec ces desseins d'en haut on en vient seulement à avancer en bas la date de l'avènement de la République. C'est pourquoi je vous dis : « Jeunes, écoutez un vieillard que les vieillards écoutaient quand il était jeune. Renoncez à l'idée de fonder une République, avec les républicains seuls et pour les républicains seuls; la République comme le soleil, doit être pour tous les Espagnols la forme suprême de la liberté et du droit. »

*
* *

Mais laissons la politique espagnole et passons à la république européenne. Le fait le plus saillant et d'intérêt public, c'est la conférence hollandaise; tous les États y traiteront la question du désarmement et de l'arbitrage. Il faudrait une grande naïveté pour croire à la solution de tels problèmes par un congrès bureaucratique et diplomatique des plus routiniers et des plus attachés aux anciens usages et aux vieilles croyances; on ne guérira pas et on n'améliorera pas nos infirmités sociales alors que les puissances représentées les causent, les aggravent, les augmentent chaque jour. Je désespère du résultat. Optimiste de nature et de caractère, je crois à la liberté universelle et j'espère que la liberté universelle nous procurera la paix perpétuelle. Mais, comme il ne s'agit pas d'un problème social à résoudre, je dis que si le désarmement entre aujourd'hui dans la catégorie des choses possibles, imaginables, il n'entre pas dans la catégorie des choses opportunes et réalisables. Alors que dans l'Atlantique gisent palpitantes nos deux Antilles, victimes de la guerre la plus injuste qu'ait jamais enregistrée l'histoire; quand la fumée des incendies obscurcit la limpidité du ciel des Philippines; quand nous avons été sur le point de voir éclater un conflit épouvantable en Chine et à Samoa; quand le Candiote montre ses lèvres noircies par la poudre, quand le sol de la Grèce tremble encore des désastres soufferts par le droit dans les plaines classiques de Pharsale; quand l'agrandissement colonial fait prévoir de futurs combats en nombre infini; quand chaque empire augmente ses dépenses de guerre; il me

semble que traiter du désarmement et de l'arbitrage est une véritable duperie; le désarmement et l'arbitrage sont des générateurs de paix; et de tous côtés on n'entend que mutuels défis et sinistres résonances d'armes innombrables. L'exemple de l'Angleterre doit être offert à tous les yeux comme on offrait jadis le spectacle des ilotes ivres à la jeunesse de Sparte. Cette nation que l'administration de Gladstone avait enrichie et mise en un rang si prospère, alors qu'elle envoyait à Pétersbourg des notes sur le désarmement, construisait des navires et encore des navires; elle est dans une telle situation qu'elle a dû diminuer les amortissements de sa dette, présenter ses récents budgets avec un déficit croissant — elle avait des plus-values naguère — et diminuer selon une progression sensible ses obligations.

*
* *

Et voilà ce qu'on entend par un souffle de paix en Europe. Des questions des plus compliquées soulèvent de terribles alarmes de toute part. On a craint un conflit entre l'Allemagne et l'Amérique au sujet des Philippines et de Samoa: on a craint un autre conflit entre l'Angleterre et la France au sujet de l'Afrique; on a craint un autre conflit entre la Russie et l'Angleterre au sujet de la Chine. Les progrès de l'empire russe en Corée; les nouvelles acquisitions dans le golfe Persique; la perpétuelle excitation adressée aux amis de Mongolie et d'Abyssinie avaient déterminé un état de relations difficiles entre la Russie et l'Angleterre; cet état pouvait produire une rupture complète. Les mers d'Asie sont semées de torpilles prêtes à éclater et à atteindre les plus formidables empires. Le célèbre incident de Coghlan le démontre surabondamment. Ce vétéran de la marine yankee avait critiqué vivement les procédés de la marine impériale allemande à Manille et depuis avait récité des vers très violents contre l'empereur d'Allemagne. La facilité avec laquelle ont été données et reçues les explications n'enlève rien à la gravité des faits qui démontre qu'il y a, dans l'air et sur l'eau, chez tous les peuples, des miasmes en nombre, précurseurs de la guerre. L'administration de Lord Salisbury nous prépare de grands périls. Tout en maintenant la politique des portes ouvertes qui intéresse les Anglais, lord Salisbury inaugure la politique de sphères d'influence d'accord avec les intérêts de la Russie; il résout, sans hésiter, le problème des voies ferrées chinoises qui lui ont causé tant de difficultés et lui ont donné tant de cassements de tête. Selon cet arrangement, la Russie pourra étendre son influence commerciale et industrielle en Mandchourie et plus au delà de la grande muraille, tandis que l'Angleterre ne pourra lui faire concurrence dans sa conque de Yang-Tsé. Ce litige d'Asie réglé, je peux assurer qu'il n'en résultera aucun bénéfice pour la paix universelle, tant que n'aura pas été réglé et bien réglé le litige inextricable d'Afrique. Par l'Asie, une guerre peut surgir entre l'Angleterre et la Russie; par l'Afrique une guerre entre l'Angleterre et la France. La question semble très facile en l'examinant superficiellement; mais au fond elle est aussi compliquée que la question d'Asie. Certes, en Asie se trouve l'empire

chinois, mais si maltraité par ses disgrâces et si exposé aux révolutions qu'on ne peut savoir jusqu'à quelle malheureuse extrémité il peut être réduit. En Afrique il y a un pouvoir qui prend plus de solidité et de consistance à mesure que, sur sa couronne, tombent plus de malheurs et d'infortunes; c'est l'empire turc. Faire que le Sultan ne se meuve pas pour susciter une guerre sainte; modérer les impatiences de l'Italie pour Tripoli; justifier les efforts de la France au Congo et sur le Nil; permettre à cette puissance de relier ses possessions du Nord avec ses agrandissements au Soudan; tracer les limites des régions où prend fin l'influence britannique et commence l'influence française; voilà des questions qui semblent assez ardues et dont la solution cependant a été obtenue avec beaucoup de facilité.

* * *

Ces accords ont dû être et ont été peu agréables pour l'Italie. Possédée aussi du névrosisme colonial, dont les accès font souffrir depuis les nations aux grandes aptitudes coloniales, comme l'Angleterre, jusqu'aux nations de moindres aptitudes, comme la Prusse et l'Autriche, l'Italie rêve à l'Afrique, théâtre de ses anciens héros qui, depuis les Scipion jusqu'à Marius, brillent sur le piédestal de Carthage; elle caresse l'espoir d'acquérir des possessions sur la terre africaine; c'est pour cela qu'elle a montré tant de mauvaise humeur au sujet de Tunis, qu'elle s'est battue pour agrandir l'Erythrée et qu'elle manœuvre pour arriver à Tripoli. Ce règlement entre la France et l'Angleterre pose une limite artificielle aux aspirations constantes de l'Italie et les refrène pour un long temps. Il ne faut plus songer à combattre l'Abyssinie; il ne faut plus songer à acquérir Tunis, indispensable à la jeune Italie, comme le fut à la vieille la nouvelle Tyr, sise où s'élève aujourd'hui Tunis; il ne faut plus songer à Tripoli, précieuse bande de sable placée dans la Méditerranée comme une île de l'Afrique; la stabilité règnera dans le continent noir et chacun de ses possesseurs gardera la portion que le destin lui a accordée jusqu'à ce que de nouvelles secousses fassent surgir de grandes entités sociales accompagnées d'organismes riches et variés. Je connais des affections plus sincères que celle de l'Italie pour l'Angleterre. Je ne connais pas d'affections plus perfides que celle de l'Angleterre pour l'Italie. Elle l'aime tant que l'Italie sert ses intérêts et augmente ses forces. Quand l'Italie a besoin de l'Angleterre, jamais elle ne la trouve. C'est pour l'Angleterre que l'Italie a pris Kassala. Voulez-vous me dire ce que l'Angleterre a pris pour l'Italie? Elle a abandonné toute seule la très belle nation aux dents des hyènes éthiopiennes. Et maintenant, qu'arrive-t-il? Il arrive que l'Italie voyant comment les autres peuples se partagent l'empire chinois s'est emparée de la baie de San-Mun; pour cette mainmise, elle a rencontré des obstacles et des difficultés comme jamais aucune nation n'en a rencontré. C'est en vain qu'elle a fait appel à l'Anglelerre; la grande nation amie l'a laissée sortir d'embarras sans lui prêter aucun appui. Tout cela a irrité l'Italie qui, dans l'impossibilité de s'élever contre la

barbarie du despote Chamberlain, cause de tous les malheurs arrivés pendant cette dernière année, s'est élevée contre son propre gouvernement et lui a suscité une furieuse opposition. Mais, le coup de grâce, selon la façon de comprendre les choses pour les Italiens, a été le coup relatif à l'Afrique. Comment? En paiement d'une si grande amitié, on la dépouille de toute espérance et de toute aspiration sur Tripoli, parcequ'elle est faible, alors que la possession de Tunis n'est pas contestée à la France parce que la France est forte. Et cette manière d'être, l'Angleterre la base sur le respect dû au Sultan; or, l'Angleterre dépouille le sultan de l'Egypte, du Soudan, du Nil supérieur, de Chypre et de Crète, sans respect aucun de ses privilèges et sans souci aucun de l'intégrité de l'empire. Tout ceci établi, je ne suis point étonné que les Piémontais, les fondateurs du régime parlementaire italien s'élèvent contre la politique des Siciliens, politique fantaisiste et aventureuse qui, sans apporter un atome de bien-être à la patrie commune, a vidé les coffres du trésor et atteint la réputation de l'armée.

*
* *

Elle est aujourd'hui d'une extrême importance la grande agitation qui règne en Autriche pour changer la religion catholique en religion protestante; ainsi, l'âme de l'Autriche s'unifierait avec celle de la Germanie, en attendant l'unification du corps. Cette agitation n'est pas dépourvue d'habileté puisqu'elle combat, non le catholicisme en son essence, mais le catholicisme tel que l'ont laissé le concile de 1869 et l'horrible *Syllabus* de Pie IX. Au mois d'avril 1869 furent publiés les dogmes canoniques. Tous étaient réduits à une apologie du surnaturel sans aucun raisonnement et à un anathème lancé sur la science moderne, sans aucune preuve. Grande occasion perdue d'exalter le monde surnaturel et de démontrer les relations, les harmonies qui existent entre notre esprit et notre raison et les dogmes fondamentaux de l'existence de Dieu et de l'immortalité de l'âme. Bientôt, le concile confirmait comme livres dogmatiques les traductions de la *Vulgate*. Tout l'immense travail de la critique moderne devenait complètement inutile pour cette assemblée délibérante qui se réunissait en plein XIX[e] siècle, et qui semblait une assemblée de revenants drapés dans leur suaires, tant elle était étrangère aux progrès du siècle. Pour peu qu'on ait quelques notions des langues sémitiques, cette traduction de la *Vulgate* est singulière. Le vent très fort qui court sur le chaos est traduit par l'esprit de Dieu qui flotte sur les eaux; la femme de Loth, qui s'arrête comme changée en pierre à la vue des flammes dévorant le pays de la Pentapole, devient une statue de sel. Les enfants de la montagne et les enfants de la plaine se transforment en fils de Dieu et fils des hommes. On n'en finirait jamais s'il fallait noter toutes les erreurs que renferme la traduction tenue pour vraie et orthodoxe. L'interprétation a été renouvelée en entier. Le livre de Job a des précédents dans la littérature arabe. Le Pentateuque n'appartient pas à l'époque que lui attribue l'Eglise. Le livre de Judith a été écrit, nous pourrions dire falsifié, une fois venue l'ère chrétienne.

Entre l'Apocalypse et le quatrième Évangile que l'orthodoxie attribue à saint Jean, s'écoule un long espace de temps. L'Apocalypse avec ses visions, ses avertissements, ses menaces à l'impure Babylone, avec ses espérances de voir une cité céleste s'élever dans les airs, grâce à la vertu et à la valeur d'un messie, appartient en entier au temps où le christianisme conserve son antique et étroit esprit juif; l'évangile de saint Jean, au contraire, rempli d'idées platoniciennes, imbu de l'esprit de l'école d'Alexandrie, avec son Verbe qui a passé des jardins de Platon aux pyramides d'Égypte, appartient à une époque plus avancée, alors que l'idée hellénique, révélée par Socrate et Platon, a pénétré au sein de l'idée chrétienne révélée par le Christ et saint Paul. Donc l'Apocalypse et l'Évangile ne peuvent être attribués à un même auteur, ni avoir été écrits par la même main.

*
* *

Il est absolument vrai que, par une sorte de canon, subrepticement glissé dans de si diverses sentences, les décisions extrêmes et étroites de l'ancienne Congrégation de l'Index, devenaient de véritables articles de foi. Nul n'ignore comment procède en ses sentences sans appel cette inquisitoriale Congrégation. Tout ce qui n'est pas le plus exagéré ultramontanisme, la plus aveugle adhésion à la monarchie absolue du Pontife, tombe sous ses anathèmes décisifs. L'histoire moderne, avec ce criterium, ne peut rendre justice ni à la Renaissance, ni à la Révolution, ni à la Réforme. La critique ne peut examiner la valeur scientifique de la tradition mosaïque; la chronologie ne peut montrer que les Hébreux ne sont que des enfants mis en regard des antiques tribus aryennes, et que leurs plus anciens livres sont des œuvres d'hier mis en regard des poèmes primitifs; le monde commence, pour les exagérés, aux premières pages de la Bible; il se renouvelle dans l'Évangile; il s'affirme dans la Somme théologique; il se résume et tient en entier dans le Syllabus. Hors de cette généalogie d'idées, il n'existe pour eux que ténèbres, et ténèbres palpables. Les peuples asiatiques dorment sous les ombres de la mort. Les philosophes grecs sont tous des sophistes qui jonglent inutilement avec les idées, bien qu'ils aient fait de leurs conceptions les plus matérialistes et de leur école la plus expérimentale la base et le soutien de la science théologique. L'histoire vous dira inutilement que les peuples régis par les institutions théocratiques se corrompent facilement, se gangrènent jusqu'à la moelle des os, tombent en morceaux sur la terre désolée, perdent la vertu et la conscience; ainsi le montre cette dernière Espagne gothique, tantôt agenouillée dans les cendres de la pénitence avec Egica, tantôt putréfiée dans les orgies de l'ivresse avec Roderik, et toujours esclave d'un clergé qui perdait dans les jouissances du pouvoir la sainteté de la vie ou la pureté de sa doctrine.

*
* *

Le domaine materiel de l'Eglise, telle est l'unique philosophie des ultramontains. Aucun respect humain ne saurait les arrêter dans leur

entreprise. Ils falsifient une donation de Constantin, qui devient, tant elle est humble et de récente date, la donation du barbare Pépin. Bientôt leur droit n'est qu'un tissu de faussetés acceptées par eux et nullement par nous; ces faussetés sont adorées sur les autels qui devraient être réservés à la justice et à la vérité. Quiconque sent, dans sa conscience, la lumière et la chaleur de la liberté de penser, est maudit et calomnié. Abélard, malgré son savoir et son éloquence, passe pour un réprouvé simplement parce qu'il commence à combattre l'étroite tradition ultramontaine; l'abbé Joachim de Flora, bien qu'il appartienne à un ordre catholique par excellence, est classé parmi les hérétiques parce qu'il veut rénover l'esprit et qu'il a des révélations nouvelles sur le ciel. Arnauld de Brescia meurt, et son nom est livré à l'universelle exécration parce qu'il est lié à la liberté, à la République, au droit et à l'indépendance de l'Italie. Il n'est pas tenu compte au vénérable Gerson d'avoir mérité qu'on lui attribue l'Imitation de Jésus-Christ : parce qu'il a dit que le concile est supérieur au Pape, on lui jette éternellement un tacite anathème. Toute l'œuvre de la Renaissance est condamnée. Même les artistes qui ont illustré le Vatican obtiennent difficilement une amnistie; toutes les générations, tous les peuples les admirent, mais au fond de l'isotérisme ultramontain, on les considère comme coupables de complicité avec l'éternellement jeune et l'éternellement belle inspiration païenne. La Réforme n'est pas le résultat de trois siècles, la condensation d'idées innombrables, la pensée d'une race; non, la Réforme est l'œuvre d'un moine épicurien qui veut, coûte que coûte, se marier. Dans l'universel anathème, entrent Descartes, Locke, Kant, Hegel, toute la science moderne. Les institutions les plus grandes, les progrès les plus évidents ne comptent pas. La Suisse passe par le Sunderbund romain avec lequel les réactionnaires de la foi prétendent détruire l'œuvre de Guillaume Tell. La Constitution belge elle-même, bien qu'elle ne soit pas démocratique, est l'objet de la haine de l'Index romain. On voit là, dans cet enfer, tourmentés par les ombres, tous les enfants de la lumière. Si un Michel-Ange de la liberté peignait les visages des condamnés, si un Dante de la démocratie pénétrait dans les recoins de cet enfer, nous verrions, avec épouvante, qu'ont été proscrits tous ceux qui ont élevé leur raison vers Dieu, tous ceux qui ont donné l'immortalité à la terre. L'Index romain est l'ennemi de la lumière parce que tout ce qu'il condamne représente l'émancipation de l'intelligence, la liberté de l'esprit, et l'Index Romain a été presque élevé à l'état de dogme par le Pape lui-même!

IX

Le Congrès de la paix à La Haye. — Proposition de Nicolas II. — Inopportunité de cette proposition depuis les événements de l'archipel des Antilles et des Philippines. — Zorn et Stengel. — Antécédents du Congrès. — Le Congrès de la Paix à Genève en l'an 1866. — Caractère révolutionnaire du Congrès. — La présence de Garibaldi. — Discours prononcé par les révolutionnaires. — Caractère et esprit réactionnaire des délégués choisis par l'empereur allemand. — Questions qui se posent. — Impossibilité de les traiter. — Le Monténégro et ses ambitions. — Résultats probables du Congrès. — Observations. — Conclusion.

En ce moment, il n'est pas de question plus intéressante que la question du désarmement. Nicolas II a vu sa lumineuse et humanitaire proposition admise par les puissances réunies à La Haye, non pour la ratifier en toute certitude, car ni l'état de la politique universelle, ni l'état de l'économie politique universelle ne le permettent, mais pour la prendre en sérieuse considération. Je ne dirai pas que la présentation d'un projet sur le désarmement général offre une grande opportunité à cette heure où les Antilles apparaissent comme deux *ergastules* que la conquête prive de lumière, où l'archipel de Magellan est régi par la mort qu'une troupe criminelle de pirates inflige aux naturels, leur enlevant leurs biens sans autre but que la satisfaction de leurs mauvaises passions, sans autre mobile que la soif du lucre, foulant aux pieds tous les principes de morale et de droit, comme aux temps préhistoriques, alors que l'état de lutte était incessant; mais je rappellerai que saint Paul disait qu'on peut aller au bien par n'importe quel chemin, et quand il s'agit du bien, on doit insister avec opportunité et importunité. La question a une telle importance; elle étend ses racines en des régions si diverses; elle soulève et remue un si grand nombre d'idées; elle réunit autour d'elle tant d'apôtres et d'apostolats, qu'il est nécessaire, pour bien comprendre ce qui se passe à La Haye, de faire appel à certains penseurs qui ont traité de la paix perpétuelle et d'évoquer la série des conditions indispensables à son avènement, ainsi que les antécédents historiques montrant leur peu de réussite. Parmi ces antécédents, il n'en est pas de plus instructif que le Congrès de la Paix tenu à Genève en 1866; il prouve que les idées révolutionnaires condensées dans les abîmes inférieurs de la société finissent par s'élever et par oxyder la couronne des despotes.

*
* *

S'opposer à la guerre, repousser ce qu'elle a d'odieux, atteindre le despotisme, former une ligue européenne qui s'interpose, rameaux

d'olivier en main, entre les sociétés en querelle dont le choc pourrait être aussi épouvantable que le choc de deux planètes dans l'immensité de l'espace, c'était un beau programme. Toute idée, lancée aux quatre vents de la publicité par un journal, a ses partisans; l'idée exprimée par le *Temps* a trouvé des partisans qui ont commencé par former une petite ligue et ont fini par réunir un grand Congrès. Ce Congrès ne devait pas se limiter à empêcher la guerre entre la France et la Prusse, but poursuivi par les conférences de Londres; il devait formuler un code de paix entre toutes les nations. Le lieu du Congrès devait être à Genève. Il est peu de villes au monde aussi belles, aussi splendides que Genève. J'ai passé trois mois de ma vie à Genève, et quand je me les remémore, il me semble que je rêve. Délicieuse est la vallée où le Jura étend à l'Occident ses murailles se perdant dans le ciel, où la chaîne du Mont-Blanc étend à l'Orient ses aiguilles d'éternelles glaces qui tantôt ressemblent à des pyramides, tantôt à d'immenses coupoles d'une blancheur immaculée, que tachent seulement les nuages qui courent, semblables à des bandes d'aigles, ou les rayons du soleil couchant qui l'embellissent de leurs teintes rouges. Des cimes du Mont-Blanc et du Jura descendent, comme un amoncellement de pierres, des montagnes aux formes capricieuses, des collines qui viennent se perdre au pied de cette précieuse turquoise qui se nomme le lac de Genève. Ses eaux ont la couleur d'un ciel splendide du Midi et sa transparence est telle qu'il paraît doubler la lumière du soleil ou des étoiles quand le soleil ou les étoiles se mirent dans ce miroir. Tout est gigantesque, sublime comme les restes d'un monde oublié dans des cordillères boisées, remplies de rochers émergeant de neiges éternelles; et tout est beau, gracieux comme un cadre d'idylle, dans les collines qui entourent le lac, avec leurs jardins d'où s'élèvent de capricieuses tours blanches et de pittoresques villas, sur le toit desquelles volent les palombes et autour desquelles paissent les vaches. Afin qu'il ne manque rien à ce spectacle à la limite même du lac, au Midi, naît le Rhône qui se précipite avec une impétuosité suprême et se divise en deux branches par où s'écoulent ses eaux bleues s'épandant en écume, comme s'il voulait embrasser tout la ville dans sa partie moderne, coquette comme Cadix, et dans sa partie ancienne, sombre et sévère comme Tolède. Des quais on voit, en premier lieu, la ville moderne avec ses clairs édifices, puis la cité ancienne avec ses toits assombris; l'île de Rousseau, ombragée de saules, monument élevé au prophète de la révolution politique, et la cathédrale sévère qui reflète encore l'ombre de Calvin le dictateur spirituel de la révolution religieuse. Tout parle à l'esprit; tout convie à la méditation : le lac qui change sans cesse de couleur, les montagnes gigantesques, les charmantes collines, les bois, les oiseaux aquatiques qui colorent la blanche écume, les voiles latines qui marquent à l'horizon, les maisons enlacées de lierre qui baignent leurs fondations dans les eaux calmes; les contrastes de l'églogue et de l'épopée dans la nature; le chaos couronnant un site digne de l'Andalousie ou de l'Italie, site rendu plus superbe par tous les jeux de la lumière et par toutes les harmonies de la vie.

Examinons la ville au point de vue politique. Genève est une Répu-

blique. Dans ses rues pas un soldat. Sous son ciel s'abritent tous les cultes. Presque aux portes de la station de France, l'église catholique; au centre de la cité, la cathédrale protestante. En face de la synagogue, le temple maçonnique. Du lac on découvre, resplendissant à l'horizon, les tonalités dorées de l'église grecque. La presse est aussi libre que la parole et l'association aussi libre que la presse. Le suffrage universel est la base du gouvernement qui, nommé par tous, est responsable devant tous. Les lois constitutionnelles sont sanctionnées par le peuple entier. Quand vous arrivez dans la cité hospitalière, aucun agent de police ne vous demande votre nom, aucun agent du fisc n'enregistre vos bagages. Mais passons au revers de la médaille. Genève est le canton le moins tranquille de la pacifique république suisse. Un temps enclavée au milieu du territoire français, elle craignait d'être dévorée à chaque instant par le géant dans les bras dsquel elle reposait. Et cette frayeur a rempli presque toute son histoire, parce qu'elle peut dire que presque toute son histoire est une lutte permanente contre les ducs ds Savoie; le territoire de Savoie appartient aujourd'hui à la France. Genève commença par renverser le féodalisme de ses Ducs. Ceux-ci étaient catholiques; en haine de ces tyrans, elle embrassa le protestantisme pour fonder sa république. La cause protestante unie à la cause républicaine et l'une et l'autre unies à la cause de l'indépendance. Genève aima le protestantisme comme le sanctuaire spirituel de tout ce qu'il y a pour elle de sacré en son histoire. Mais les faits historiques ne se modifient pas en un jour. L'ombre des ducs de Savoie a disparu, néanmoins leurs soldats perturbent la tranquilité de la République. Ces soldats, ce sont les habitants de Carouge, ville annexée à Genève et qui forme aujourd'hui un de ses plus populeux faubourgs. Le duc de Savoie la fonda dans le but d'en faire une rivale de Genève et cette rivalité dure encore. Les catholiques de Carouge professent une haine implacable à l'égard du protestantisme et des protestants. Comme le protestantisme est la religion du plus grand nombre, afin de combattre ses privilèges, les catholiques se sont réfugiés à l'ombre de la bannière la plus radicale. De plus l'aristocratie, parmi les classes de Genève, est la moins attachée au protestantisme. Le représentant du parti radical, dans les temps que nous racontons, était, dans la cité de Calvin, un homme de grand talent, de parole puissante, mais d'une vie publique entachée d'innombrables erreurs. Ses amis changèrent la ville sévère du protestantisme en un véritable garito. Durant quelques années les joueurs furent les maîtres de Genève. Ses actes arbitraires pesèrent sur les citoyens comme s'ils eussent été des esclaves. Les désordres du chef portèrent un coup suprême au parti radical, qui perdit la direction de la République. Depuis lors il n'est pas d'effort que ne tente le chef des radicaux pour triompher aux élections et reconquérir le pouvoir. Mais tout passe en ce monde et le chef des radicaux a passé.

*
* *

Grand agitateur, il soulevait les consciences avec des idées auxquelles il ne croyait pas, et grand intrigant, il mêlait aux élections des scènes

démagogiques qui répugnaient à son caractère aristocratique. Le souvenir des antécédents historiques de Genève est absolument nécessaire pour expliquer toutes les scènes tumultueuses. Soyons juste : le Congrès de la paix se changea en Congrès de la révolution. Il avait commencé par une invitation à tous les chefs reconnus de la révolution en Europe. Presque tous refusèrent d'y assister. Ceux qui en France défendaient la cause démocratique craignaient deux inconvénients : le premier, la peur de se rencontrer avec les exilés de l'Empire, ce qui impliquait ou une protestation ou un remord ; le second, la peur que certaines déclarations plus ou moins audacieuses auxquelles les contraindrait l'esprit régnant au Congrès ne leur attirassent des ennemis à leur rentrée en France. Les exilés, de leur côté, voyaient deux inconvénients dans leur venue à Genève. D'abord, nombre d'entre eux avaient été expulsés de Genève à la demande de Napoléon. Ensuite, presque tous avaient la conviction que la paix était impossible tant que la liberté ne serait pas triomphante ; or, le triomphe de la liberté ne pouvait s'opérer que par la révolution. Je ne veux pas tenir en compte, et par suite je ne veux pas mentionner, un troisième inconvénient : les rivalités qui sans cesse éclataient au sein de l'émigration française. Le Congrès avorta véritablement. De nombreux éléments exclusivement génevois se jetèrent au travers. Les citoyens de Genève qui ont la république s'inquiètent peu du triomphe ou non de la république dans le reste du monde. Mais les citoyens de Genève s'inquiètent beaucoup de la France, qui peut violer la neutralité et leur ravir l'indépendance. Ils voyaient de mauvais œil un Congrès que l'on pouvait interpréter comme une menace à Napoléon. Les questions religieuses tinrent également une grande place ; il en est toujours ainsi à Genève. Les protestants s'étaient indignés que le Congrès proclamât le rationnalisme comme la base de la liberté, alors qu'ils rapportent toutes leurs anciennes libertés à leur vieille religion. Les catholiques s'étaient indignés que le Congrès demandât la chute du pape et affirmât la mort du catholicisme. Les conservateurs étaient opposés au Congrès en raison de son caractère radical. Les radicaux, en majorité catholiques, l'anathématisaient en raison de son caractère hétérodoxe. Le chef du parti radical voulait deux choses : faire quelque acte agréable aux fidèles de Notre-Dame de la Coulourvrière et quelque acte qui fût agréable aux hôtes des Tuileries. Alors rien ne pouvait être plus agréable aux uns et aux autres que la dissolution violente du Congrès. Pour y arriver, on poussa de telles vociférations qu'elles empêchèrent la nomination d'un comité permanent.

*
* *

Si le Congrès, étant donnée cette situation, put tenir ses séances et voter tout son programme, les missionnaires de la paix se séparèrent aux yeux de l'Europe, désunis par toutes les apparences d'une guerre intestine, comme si ce fatal poison se respirait dans l'atmosphère. Mazzini exprima les opinions générales de la démocratie européenne dans une lettre qui, à la profondeur des pensées unit ce style méridional si chaud, si coloré, si lumineux, semblable au ciel de l'Italie. « Tant que nous

n'avons pas de patrie, tant que nous n'avons pas de foyer, tant que nous sommes condamnés à cacher notre pensée comme un crime, à éteindre notre parole, à commettre par force cet horrible infanticide dans la conscience; tant que tous les hommes n'ont pas leurs droits individuels consacrés par les lois et toutes les nations, leur indépendance reconnue en Europe, ne parlez pas, disait Mazzini, ne parlez pas de paix aux fils de la Pologne, de l'Espagne esclave, de Rome morte; tant vaudrait avoir empêché le sublime martyre de Spartacus, de transmuter en épée le fer de ses chaînes. » Et moi j'ajoute : « La paix ne peut être que le fruit de la liberté, et la liberté ne peut être que le fruit de la démocratie; et la démocratie ne pouvait être alors que le fruit de la révolution. Les monarchies de tous les pays ont besoin de privilèges de toute sorte, et les privilèges engendrent la guerre comme la corruption de l'air engendre la peste et la peste la mort. Une monarchie ne peut exister que dans ces conditions : une aristocratie qui l'honore, un clergé qui la bénisse, une centralisation qui la soutienne; par suite, une monarchie ne peut vivre qu'au milieu de la guerre; les démocraties proscrites l'obligent à armer et les droits violés la contraignent à la lutte. Donc, le Congrès de la paix fut le Congrès de la révolution. Et la présence de Garibaldi le montrait bien. Et ainsi j'écrivis alors sur la présence de Garibaldi quelques lignes que je copie, tant il me paraît opportun de les rappeler.

*
* *

Et voici pourquoi la présence de Garibaldi au Congrès était d'une grande nécessité et voici pourquoi je lui donnai une sérieuse attention. Je ne discuterai ni sur les talents politiques ni sur les talents littéraires de Garibaldi si malmenés par toute l'Europe, à la suite de son apparition au Congrès de Genève, ni sur sa conduite dans la ville, ni sur ses discours à l'Assemblée. Modeste quant au talent, il a eu la foi en des choses que ne croyaient pas possible des esprits plus profonds, Garibaldi n'est pas Machiavel ; mais sans aucun doute il est Arnaud. Il n'appartient pas à la race des ergoteurs ; il appartient à la race des héros et des martyrs. Dans les premiers siècles de notre ère, il eût été attaché à la croix avec les rédempteurs de la religion; au moyen-âge, il eût été brûlé avec les tribuns de l'intelligence ; en notre temps, il a marché à la bataille avec les soldats de la démocratie ; et dans tous les âges, il eût appartenu aux hommes de foi qui, humbles et même ignorants, dans le feu de leur âme fondent la matière nécessaire à la création d'une nouvelle société. Il a pu promener son regard tranquille sur cette nuée de publicistes qui lui dénient le sens politique et leur demander lequel d'entre eux a renversé en trois jours une couronne et fait en trois mois une Italie. Nous sommes si habitués à voir unis le talent politique au mensonge et au crime que nous ne pouvons le croire fraternisant avec la vertu et la vérité. La politique est, en entier, dans les parlements l'art de mentir et dans les cortès l'art de tromper : c'est le catéchisme du crime. La politique pour un homme d'infantile sincérité, d'angélique bonté, de primitive candeur, de conscience pure et transparente, de

vertu ingénue comme Garibaldi, la politique est une éternelle source de vérités, une onde pure et salutaire où les peuples se fortifient. Il n'était pas politique dans le sens attribué à ce mot, de croire que la Genève de Fazy était la Genève de Calvin. Il n'était pas politique de lier la cause purement civile, purement nationale, purement démocratique de la chute du pouvoir temporel à la cause protestante de la chute du pontficat. Il n'était pas politique de demander à une assemblée où pullulaient les athées et les matérialistes de proclamer la mort du catholicisme et de promulguer la religion du nouveau Dieu de liberté et de progrès. Mais le jour où vous auriez enlevé à cet homme de sentiment la candeur sublime des rédempteurs qui ont sauvé le monde par la foi, vous lui auriez enlevé la qualité qui le rendait unique en ce siècle éloigné de la barbarie par le raffinement de la civilisation. Garibaldi, sans faire attention aux catholiques de Carouge, pensa que Genève devait avoir l'orgueil de continuer à être la Rome protestante ; il notifia au monde ses propositions, sans tenir compte de la superstition de ses compatriotes, sachant que le pontificat a éternellement ouvert à l'étranger les portes de l'Italie, qu'il a brûlé Giordano Bruno, qu'il a arraché la lumière aux yeux de Galilée et la langue à la bouche de Vanini. Garibaldi déclara que le pouvoir pontifical n'était plus ; sans s'attacher aux matérialistes et aux athées, membre d'une race religieuse et artistique, il proclama, devant l'Univers, le Dieu de sa conscience pure, le Dieu qui alluma la foi dans l'âme du tribun, le Dieu qu'il a vu resplendir durant son existence de marin, tel qu'une lumière qu'on ne peut éteindre, dans les astres du ciel et dans les étoiles de la mer. Que les habiles se lèvent et disent : « Je ferai davantage, j'atteindrai d'autres buts, je serai plus fort que cet homme à la voix duquel frémissent sur leur trône d'obscurantisme dix-neuf siècles de superstitions et de mensonges. »

*
* *

Quatre discours furent prononcés qui produisirent une profonde sensation : le discours de Lemonnier que j'appellerai un discours de doctrine ; il établissait que la paix perpétuelle était seule compatible avec la forme républicaine du gouvernement ; le discours de Simon de Trèves que j'appellerai un discours de circonstance ; il avançait que l'Allemagne n'éveillerait aucune susceptibilité européenne le jour que le travail pour son unité s'achèverait en fédération républicaine ; le discours d'Edgard Quinet que j'appellerai la plainte, la lamentation de la proscription ; il affirmait que la conscience humaine est morte dès le moment où les défenseurs du droit ont été considérés comme des criminels ; enfin le discours sans aucune sorte d'exagération, le plus applaudi, le plus remarquable, le plus éloquent, le discours qui montrait la démocratie pratique, la vérité réalisée, le discours écho de la République, écho du Nouveau-Monde, le discours d'Hector-Horace Varela. L'idée du premier discours est exacte. Les fautes d'un homme peuvent perdre un siècle tant que les gouvernements ne sont pas amovibles. L'inviolabilité d'un homme dans sa divinité, et la divinité d'un

homme est contraire à sa responsabilité, base des gouvernements libres. L'héritage du pouvoir par un seul est la mort du droit de tous. Un privilège antérieur et supérieur à la souveraineté du peuple est incompatible avec la démocratie. Les monarchies pour céler toutes ces erreurs aux peuples les maintiennent dans une rivalité dommageable, qui engendre la guerre. La paix est compatible avec la république seule. Le discours de Simon de Trèves n'était pas moins fondé sur des bases solides. Parce qu'en 1848 la démocratie allemande avait perdu le moment précis de fonder l'unité avec la république, nous voyons maintenant l'unité se fonder avec le droit divin : parce qu'on n'a pas lutté pour constituer une liberté qui eût été la paix de l'Europe, nous nous rencontrons avec un empire militaire qui est la guerre. Ils paient cher leur erreur, très cher, avec la mort de leurs enfants, avec la perte de leurs biens, les peuples qui n'ont su ni fonder ni soutenir, depuis 1848, la République ; c'était l'alliance de la démocratie avec la liberté et par suite la paix du monde. Le discours de Quinet, d'une haute éloquence, avec son fonds de désespérance et d'amertume, sous sa forme d'élégie, de longue et sonore lamentation, était le discours des angoisses présentes, le discours des doutes qui nous assaillent, le discours des peines qui nous brisent. Le cœur se fend de douleurs en apprenant, de la bouche d'un homme honoré, que la conscience humaine n'est plus ; ainsi les pierres de Jérusalem se fendaient de douleur en apprenant de la bouche des anges la mort du Juste. Mais si la conscience individuelle s'évanouit, si la conscience d'un siècle s'éclipse, il n'est ni au monde, ni dans les soleils, ni dans tout le système planétaire, un sépulcre capable de contenir le cadavre de la conscience humaine. Socrate est né des sophistes ; le Christ, des gnostiques et des Esséniens ; Luther des nominalistes et des réalistes ; la Convention française des sceptiques et des jansénistes. La corruption d'aujourd'hui est la plus grande qui ait régné sur la terre et la plus néfaste à l'arbre de la liberté. Ne redisons pas la parole de Brutus en s'enfonçant l'épée dans le cœur sur le champ désolé de Philippes, durant la dernière nuit de la République : « La vertu n'est qu'un vain mot ! » Oh ! non. Lorsque pour elle nous nous sommes vus arrachés de nos foyers, délogés de nos chaires, poursuivis comme des fauves par les mêmes qui poursuivent les criminels jusque dans les terres du désert, consolons-nous dans la croyance que nous ne nous sommes pas sacrifiés pour la mort, consolons-nous dans la croyance qu'il existe un objet sacré, objet de si grand amour et de si grandes douleurs : la vertu de la liberté.

*
* *

Combien cheminent les idées, malgré les obstacles insurmontables et les résistances invincibles que la société leur oppose ! Le Congrès de la paix domine à Genève par une idée dont le vague la faisait traiter d'utopique ; composé de tous ceux qui s'insurgeaient contre la société et souhaitaient la conduire à la révolution, traçant en lettres de feu les sublimes formules d'utopiques progrès, aujourd'hui écrites en lettres de protocole dans le conseil des princes et les assemblées des diplo-

mates. Le révolutionnaire, le voyant, le prophète dont les nerfs sont tendus par un idéal plein de lumière, et aussi d'électricité, ne conçoivent aucune difficulté pour l'exécution de leurs plans purement d'imagination; en créant un Dieu pour l'esprit, pour le verbe, pour la suggestion de leurs dogmes, de leurs passions, ils s'imaginent réaliser leur idéal avec des formules et obtenir comme dans la Genèse l'éthérée et vivifiante lumière en disant seulement : que la lumière soit! Genève a cru formuler la paix en formulant la guerre; elle a cru racheter les peuples en demandant pour eux et par eux la belliqueuse et ruineuse révolution. Alors la difficulté énorme de la situation du Luxembourg étant conjurée; le royaume de Prusse ayant cédé à une grande partie des conditions imposées par l'empire français; après une conférence diplomatique à Londres où la paix était proclamée; tout le monde s'imagina que l'ordre universel était assuré en Europe, et c'est à quelque temps de là qu'éclata la guerre entre l'Allemagne et la France, suivie bientôt de la guerre entre la Russie et la Turquie. Le progrès de l'humanité est lent et tardif dans l'histoire; des résistances insurmontables retiennent sa marche; de lamentables répressions souventes fois arrêtent son essor. Aujourd'hui le projet de paix perpétuelle semble avoir passé des sommets élevés de l'utopie et de la pensée aux vallées profondes de la réalité et de la vie. Mais le résultat ne pourra être pacifique, car tandis qu'à La Haye on propose la paix et le désarmement — si la proposition est formulée — de tous côtés éclatent de sinistres symptômes de guerre; à chaque discours diplomatique de sourds grondements se font entendre dans le lointain, présageant d'imminentes catastrophes.

*
* *

Ainsi nous ne devons pas nous étonner que le projet de désarmement partiel, prologue certain d'une paix perpétuelle, rencontre tant de contradicteurs et se butte à tant de difficultés. Dès lors tous ceux qui doivent l'appuyer l'appuient non parce qu'ils sont eux-mêmes convaincus, mais parce qu'ils respectent et envisagent le très haut personnage, auteur du projet en controverse. La *Gazette de Cologne*, journal considéré comme officiel en Allemagne, souffle un souffle infernal sur les très récentes dissensions entre la France et la Russie ; cette dernière, en caressant la double alliance, a laissé seule et isolée sa sœur et amie dans la question de Fachoda par crainte de l'Angleterre. Elle estime que les délégués français à la conférence de La Haye se montreront à la surface très souriants, ainsi qu'il convient à de parfaits diplomates, mais au fond ils seront fort réservés, et pour mieux dire, tout à fait indifférents aux propositions des intrigues russes. Enfin, de tout ce que dit la *Gazette*, le moindre observateur déduira que si la France accueille avec une glaciale indifférence la proposition de désarmement, elle conserve tristement pour l'Allemagne une véritable et profonde hostilité. Nation militaire par excellence, et mieux, empire militaire, l'Allemagne ne veut pas porter atteinte aux bases inamovibles de sa force et de sa grandeur. Si le monde était pour la paix, selon les Allemands, il établirait

des monts de Russie à la mer de Cadix une série de cités marchandes, aiguillonnées par l'émulation commerciale et réunies comme les abeilles en ruches de travail, formant une confédération républicaine dans laquelle on ne trouverait en fait d'armée que les hommes chargés de maintenir le droit de ces entités au sein d'une paix perpétuelle et sous l'inspiration d'une liberté sans limites. Mais, loin, très loin de cet état, l'Europe contemporaine fasant peu de cas de l'organisation des colonies grecques, des agglomérations latines en leurs premiers temps, des républiques italiennes au moyen âge, des villes hanséatiques, est portée au régime des empires, organisation militaire et guerrière, ainsi que le démontre la tendance de l'Angleterre qui a changé son état parlementaire pour l'état impérial, la tendance de l'Amérique conquérante, la tendance de l'Autriche se désorganisant à l'intérieur sans renoncer à l'empire, les tendances de la Turquie et de la Russie où règnent deux souverains absolus.

* * *

Tout cela est grave. Et ce qui se passe dans la sphère des faits me semble inspirer moins de pessimisme que ce qui se passe dans la sphère des pensées. La science germanique s'emploie à justifier cette chose peu scientifique que l'on nomme empire germanique. La proclamation de la matière comme entité universelle et la force comme unique régulateur des choses; la palme du triomphe décernée par les courtisans de l'intelligence aux moins valeureux; la lutte perpétuelle entre les espèces inférieures dont l'espèce humaine est le reflet inextinguible; les dynasties naturelles de dominateurs; l'héritage atavique des privilèges : tout est conçu et tout est ordonné pour la justification de l'empire militaire indispensable à la guerre éternelle et barbare. Ainsi, l'organe militaire des classes prédominantes en Allemagne se moque du chancelier Mourawieff qui a réuni la conférence de La Haye et lui dit comment, mauvais auteur ou mauvais comédien, il doit se contenter d'obtenir un modeste succès d'estime et des résultats secondaires. L'Allemagne désigne pour le Congrès ses deux premiers professeurs, l'un du Nord, l'autre du Midi, l'un de Kœnigsberg, l'autre de Munich, l'un protestant, l'autre catholique, leur enjoignant à tous deux de maintenir la guerre et les progrès de l'armement; et les membres du congrès devront passer par là. Je ne connais rien d'aussi vil que la sujétion de la pensée à la puissance militaire et à la force brutale, et les courtisans, surtout les courtisans philosophes, sont les plus vils de tous. Et afin que personne ne puisse avoir d'illusions, Zorn, le professeur de Kœnigsberg, publie un écrit très profond, oui, très profond par les idées et la science, mais immoral au suprême par le texte; il veut nous persuader, nous convaincre que nous sommes destinés à de perpétuels combats, que nous ne pouvons sortir des cercles infernaux du monde séculaire de l'histoire où règnait hier, où règne aujourd'hui, où règnera demain la guerre perpétuelle. Si la science consiste à cette heure à commenter éternellement une politique tyrannique; si elle n'améliore pas les condi-

tions sociales comme le fit l'*Encyclopédie* au siècle dernier; si elle maintient en bas la servitude et en haut le despotisme; si elle revient avant la sélection des intelligences et demande seulement la sélection des forts; si elle renforce nos chaînes au lieu de les alléger comme le firent les maîtres et les précurseurs des temps passés; maudite soit la science ruinée, perdue et oublieuse de ses fins providentielles.

* * *

Zorn conteste la compétence des congressistes; ils n'ont pas le pouvoir d'obliger leurs gouvernements. Selon Zorn, aucun traité ne peut être élaboré par le congrès; fût-il élaboré, il n'oblige aucun peuple. Ce qu'un traité de cette sorte porterait pourrait avoir une force morale, mais non une force coercitive. Le traité formulé à La Haye limiterait la volonté publique de chaque Etat particulier, et les Etats ne peuvent en aucune manière consentir à ce que leur souveraineté propre et particulière soit usurpée par les Etats voisins, quels que soient les sentiments d'amitié qui lient les souverains. L'autre penseur se nomme Stengel et, ainsi que je l'ai déjà fait connaître, il professe en une chaire bavaroise le droit international. Ce professeur, avec une ironie sarcastique, qualifie de paix éternelle le projet soumis à la conférence; il indique par là que la paix des diplomates finirait par être la paix des morts. Stengel a réuni toutes les maximes contre la guerre ayant cours dans les écoles et dans les livres depuis la fin du XVIIIe siècle; selon lui, aucune n'a de base et de fondement; aucune ne mérite de considération et d'estime; toutes sont éloignées de la vérité vraie.

Sans enregistrer le nom des auteurs que Stengel cite dans sa brochure, je proclame, n'ayant pas crainte d'être démenti par l'Histoire, la diminution des plaies de la guerre: elles ont commencé par des querelles et des luttes entre des clans, des familles; elles sont arrivées à la forme dernière de querelles et de luttes entre les nations. Et ce qui peut diminuer, —ainsi la guerre diminue — peut totalement prendre fin — ainsi la guerre prend fin. — Celui qui inventa la vaccine n'a certes pas éteint la petite vérole, mais il l'a prévenue et a eu raison de ses mortels effets; celui qui découvrit le bacille *coma* dans ses analyses microscopiques n'a pas détruit le choléra, mais il a refréné sa diffusion et sa contagion en affirmant que l'air ne propage pas le microbe, ainsi que nous le croyions jadis, et que l'eau en est le seul véhicule. Les sciences morales et politiques, qu'elles le veuillent ou non, ressemblent aux sciences physiologiques; elles nous apportent des matériaux meilleurs; enfin elles et elles seules ont démoli la féodalité, la torture, la traite et l'esclavage, cette mort de l'âme. Nous ne pouvons nier que nous progressons; de même nous sommes sujets, comme la mer, au flux et au reflux; de même nous sommes sujets à de lamentables reculs en arrière; mais le monde s'améliore et parmi les choses meilleures nous devons compter la décroissance continue depuis les commencements jusqu'à la fin de l'histoire moderne.

*
* *

Selon Stengel, le premier projet de paix perpétuelle est dû à Henri IV de France qui proposa, sous l'inspiration de son premier ministre Sully, une confédération européenne; mais en proposant cette confédération pacifique, il commençait par proposer aussi l'extermination matérielle des Turcs. Selon Stengel, il n'y a pas à douter que Kant proposa en 1795 la paix perpétuelle dans une épigraphe empruntée à Leibnitz. Le professeur bavarois substitue à la paix perpétuelle les mots de paix éternelle; ce serait l'inscription d'un cimetière où tout repose en paix. Selon Stengel, il y a autant d'associations pour la diminution de la guerre que d'associations opposées au désarmement. Le célèbre médecin allemand Virchow proposait le désarmement au congrès prussien la même semaine où la guerre était déclarée entre la France et la Prusse. Jusqu'à preuve du contraire, je ressens le même manque de confiance que le professeur bavarois pour ce qui a trait à la cessation de la guerre.

Le mécompte du gouvernement italien récemment produit par suite de ses insuccès diplomatiques en Chine, les difficultés suscitées entre la France et l'Angleterre par le Soudan et le Nil; l'augmentation de la flotte anglaise qui a nécessité une suspension de l'amortissement et un déficit d'importance ; le changement de l'Amérique qui a modifié son tempérament industriel et travailleur pour se porter à la guerre et à la conquête ; le partage de la Chine souhaité par d'universelles ambitions; les progrès du chemin de fer russe dans la Mongolie ; les conflits du Transvaal entre la présidence de Kruger et la dictature du déséquilibré Napoléon du Cap ; les menaces contre le Portugal et ses colonies ; les craintes et les frayeurs aussi fondées que légitimes de notre malheureuse Espagne ; la rivalité de la Turquie et de la Grèce, de la France et de la Prusse, de la Russie et de l'Angleterre ; les troubles en Autriche ; le mouvement intérieur qui réclame et demande une Germanie plus considérable et nombreuse que la Germanie présente ; les germes de désaccord entre les premières puissances par suite des extensions territoriales de leurs colonies ; toutes ces choses disent qu'après l'exposition de 1900, nous n'aurons pas une heure de paix, et que les éléments de guerre sont disséminés et étendus partout ; de plus, le progrès ne se réalise ni tout d'un coup ni par miracle ; il n'obéit ni à l'impulsion d'une génération seule ni à la persuasion de la parole d'un seul : il se développe avec lenteur et pas à pas sous un idéal qui devient toujours une réalité malgré les restrictions auxquelles sont soumises toutes les choses créées et malgré les impuretés qui accompagnent toute réalité vivante. Quoi qu'il puisse advenir, célébrons l'idéal d'une paix perpétuelle, et parce qu'il sert en quelques points la cause de la paix, bénissons le congrès de La Haye.

TABLE DES MATIÈRES

DU QUATRIÈME VOLUME

Paris. — L. Maretheux, imprimeur, 1, rue Cassette.

